

**INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS**

**DOCTORAT**

**DISCIPLINE : SCIENCE POLITIQUE  
SOCIÉTÉS ET POLITIQUES COMPARÉES  
SPÉCIALITÉ : SOCIOLOGIE POLITIQUE**

**MARIE-FRANCE RAFLIN**

**“ Socialisme ou barbarie ”**

**DU VRAI COMMUNISME À LA RADICALITÉ**

**THÈSE DIRIGÉE PAR RENÉ MOURIAUX**

**Soutenue le : 26 novembre 2005**

Sous la direction de  
M. René MOURIAUX, directeur de recherche émérite à la FNSP-CEVIPOF

Je tiens à remercier ceux auxquels, outre Georges Lavau, Pierre Favre, et René Mouriaux, j'ai montré différents morceaux de ce travail dans un état nettement antérieur, Pierre Birnbaum, Philippe Braud, Daniel Gaxie, Jacques Lagroye, Guy Michelat et Annick Percheron en particulier. Je les remercie de leurs remarques dont je n'ai pas nécessairement fait bon usage.

Je tiens également à remercier ceux qui, anciens membres ou non de « Socialisme ou barbarie », m'ont aidée à retrouver des anciens du groupe, ce qui ne fut pas une tâche aisée.

Enfin, je remercie ceux qui ont bien voulu aider à retirer coquilles et défauts de formulation d'une spécialiste un peu tardive du traitement de textes : Danielle Barrès, Ariane Obolensky, Bertrand de Mazières et Sylviane Notaire, Marianne de Mazières et Cynthia Schoch pour avoir corrigé les traductions en anglais, ainsi que les documentalistes de Sciences po qui m'ont beaucoup aidée à retrouver les ouvrages et articles parfois assez anciens de nombre d'auteurs.

L'impression à partir d'un ordinateur différent du mien s'étant révélée plus complexe que je ne l'avais prévu, j'ai bénéficié du travail et très professionnels de Fati Nasser, la directrice de l'entreprise Ultrasoft.

***Nota bene :***

***Pour des raisons techniques, les notes ont dû être renvoyées à la fin du document. La pagination a donc changé.***

## SOMMAIRE

**INTRODUCTION** .....

I.1/ Définition du sujet .....

I.2/ Les méthodes de recherche .....

I.3/ Pour appréhender un groupe marxiste d'extrême gauche, des concepts importés du champ religieux ? .....

**1<sup>ère</sup> partie** .....

**AUX ORIGINES DE “SOCIALISME OU BARBARIE”, 1946-1949 :  
LA CRÉATION D’UNE TENDANCE AU SEIN DU TROTSKISME** .....

**Présentation de la 1<sup>ère</sup> partie** .....

**Ch. I - DE L'APRÈS LIBÉRATION A L'ENTRÉE EN GUERRE FROIDE** .....

I.1/ En France : la force du Parti communiste au pouvoir comme dans l'opposition après 1947 .....

I.2/ Un champ intellectuel divisé, mais nettement dominé par la tentation de l'“engagement” .....

I.3/ Le contexte international : de la victoire des alliés au déclenchement de la guerre froide .....

**Présentation des chapitres II et III de la 1<sup>ère</sup> partie** .....

**Ch. II - LA PREMIÈRE ANNÉE DE PARUTION DE SOCIALISME OU BARBARIE: L’AFFIRMATION D’UN COMMUNISME RADICAL, ARCHÉTYPE DE MILLÉNARISME PROFANE** .....

**II.1/ La critique du communisme réalisé et des partis communistes**.....

**II.2/ L’évolution du capitalisme**.....

**II.3/ Le mouvement ouvrier et la classe ouvrière** .....

**II.4/ La troisième guerre mondiale**.....

**Ch. III - UN MODE DE FORMATION CARACTÉRISTIQUE DE CELUI D’UN GROUPE D’EXTRÊME/ "ULTRA"-GAUCHE**.....

**III.1/ 1946 : la formation d’une tendance au sein du PCI trotskiste**.....

**III.2/ D’anciens trotskistes rejoints par des bordiguistes, identité militante qui a confirmé la rupture avec le communisme et le trotskisme** .....

**2<sup>ème</sup> partie** .....

**LES ANNÉES D’ISOLEMENT DE “SOCIALISME OU BARBARIE” : 1950-1956**.....

**Présentation de la situation du groupe entre 1950 et 1965**.....

**Ch. IV - 1950-1956 : L’AGGRAVATION DE L’ANTAGONISME EST/ OUEST ET L’ISOLEMENT POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE**.....

**IV.1/ Le contexte international : de la confrontation à l’esquisse d’une coexistence pacifique, ponctuée de crises**.....

**IV.2/ 1950-1955 - Rupture définitive des configurations politiques de l’après-guerre, retour de la droite au pouvoir et choix de**

Pierre Mendès France.....

IV.3/ Les gouvernements Pierre Mendès France, Edgar Faure et Guy Mollet et l'entrée en guerre d'Algérie.....

IV.4/ De 1950 à 1956 : isolement du Parti communiste, mais maintien de nombre de ses points forts, malgré de réelles difficultés.....

IV.5/ Les intellectuels entre guerre froide, émoi suscité par la crise hongroise et premières prises de position contre les méthodes coloniales.....

**Présentation des chapitres V et VI de la 2<sup>ème</sup> partie**.....

**Ch. V - DE NOMBREUX ÉCHECS, MALGRÉ LE VOLONTARISME ET L'ATTACHEMENT AFFECTIF AU GROUPE**.....

V.1/ Absence totale de développement de "Socialisme ou barbarie", de 1949 à 1952, un faible mieux après 1953.....

V.2/ Le groupe, incarnation collective des espoirs millénaristes profanes.....

V.3/ Un attachement très affectif des militants pour leurs "dirigeants-théoriciens".....

V.4/ Des terrains d'intervention relativement diversifiés et un nouvel essai de rompre l'isolement après 1953.....

**Ch. VI - LA CRITIQUE DU COMMUNISME RÉEL AU NOM DU COMMUNISME, PARTIELLE MALGRÉ SA VIOLENCE**.....

VI.1/ La collaboration de Claude Lefort avec *Les Temps modernes* : l'expression dans le champ intellectuel d'une critique du communisme réel, dure mais limitée.....

VI.2/ Claude Lefort dans *Les Temps modernes* jusqu'à la rupture : un "aggiornamento" philosophique.....

VI.3/ Le rapport Krouchtchev, les crises de Pologne et de Hongrie :  
une nouvelle formulation de l'analyse du communisme réel  
dans *Socialisme ou barbarie* .....

**3<sup>ème</sup> partie**.....

**1956-1963 : DÉSENCLAVEMENT LIMITÉ DE “SOCIALISME  
OU BARBARIE”, MAIS CRISES ET QUÊTES D’IDENTITÉ**.....

**Présentation de la dernière période de “Socialisme ou barbarie”** .....

**Ch. VII - DE LA FIN DE LA IV<sup>ÈME</sup> RÉPUBLIQUE AUX ANNÉES  
DE SUCCÈS DE LA V<sup>ÈME</sup>** .....

VII.1/ La guerre d’Algérie et la fin de la IV<sup>e</sup> République .....

VII.2/ La mise en place de la V<sup>e</sup> République.....

VII.3/ La crise politique de 1962 : l’élection du président au suffrage  
universel direct et la confirmation de la république gaullienne.....

VII. 4/ Les années de succès de la république gaullienne.....

VII.5/ Les tentatives de reconstitution des oppositions politiques et  
les élections de 1965.....

**Ch. VIII - DÉVELOPPEMENT DE “SOCIALISME OU BARBARIE”,  
MAIS RUPTURE À PROPOS DE “L’ORGANISATION” EN 1958**.....

VIII.1/ Un désenclavement certain, mais limité de “Socialisme ou  
barbarie” vers le champ intellectuel.....

VIII.2/ Croissance réelle de “Socialisme ou barbarie”, mais rupture  
entre pères fondateurs en 1958 : aboutissement des conflits  
à propos de l’organisation.....

**Présentation du chapitre IX de la 3<sup>ème</sup> partie** .....

**Ch. IX - DE 1958 À 1966 : DERNIÈRE SCISSION ET CRITIQUE  
DU MARXISME** .....

IX.1/ De la perception controversée de “l’apathie de la classe  
ouvrière” à la critique du marxisme qui divise le groupe .....

IX.2/ Croissance, mais diversification des modes d’intervention,  
ainsi que d’implication dans le groupe ; multiplication des désaccords .....

IX.3/ La scission de 1963 met fin à un groupe déjà dissocié .....

IX.4/ Le devenir de “Socialisme ou barbarie” : revue ou collectif  
radical ? .....

IX.5/ “Socialisme ou barbarie” après “Socialisme ou barbarie” : *Esprit*  
un moment de la construction d’une image *a posteriori* .....

**CONCLUSION** .....

**BIBLIOGRAPHIE** .....

**Liste des tableaux** .....

**Liste des annexes** .....

Liste des entretiens .....

**ANNEXES** .....

**TABLE DES MATIÈRES** .....

**Notes** .....

## INTRODUCTION

### I.1/ Définition du sujet

Pourquoi étudier “Socialisme ou barbarie” ? Où se trouve l'intérêt d'analyser une telle revue et/ou le groupe qui l'a réalisée ?

A ces premières questions sur l'intérêt du sujet, s'en ajoutent assez logiquement d'autres sur la nature de “Socialisme ou barbarie”. Qu'étudie-t-on au juste, lorsqu'on analyse la revue et/ou le groupe ? Quel type de phénomène politique l'analyse permet-elle d'explorer ?

S'agissant de l'intérêt du sujet, la réponse est devenue apparemment simple et l'étude de la revue semblait justifiée au moins de trois points de vue : le premier dû à la célébrité ultérieure de certains des anciens membres du groupe, le second à l'influence tardive prêtée à juste titre ou non à “Socialisme ou barbarie”, le troisième à l'originalité de la position politique de ce collectif, au moins dans son contexte historique.

Une partie des anciens auteurs de la revue *Socialisme ou barbarie*, membres du groupe du même nom, sont dans les années 1990 des intellectuels connus et reconnus qui ont développé depuis une pensée politique non sans rapport avec leur expérience passée, mais très différente néanmoins : Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, en particulier, tous deux fondateurs de “Socialisme ou barbarie”, alors que Cornélius Castoriadis a été l'un des principaux animateurs du groupe et de la revue, si ce n'est le principal, en même temps que le plus important financier également. Tous deux ont continué à participer ensemble à d'autres expériences collectives : *Textures*, puis *Libre*. Ces dernières étaient cependant de nature assez différente, puisque l'entreprise revue était explicitement l'objectif



essentiel, de même que la recherche intellectuelle, même si la réflexion sur les objets politiques n'en était nullement absente.

D'autres, moins célèbres, se sont fait connaître sur des sujets ou politiques ou ayant trait au politique : Yvon Bourdet, l'autogestion, Pierre Souyri, la Chine, *Benno Sarel*<sup>1</sup>, l'Allemagne orientale, ou à portée politique comme Daniel Mothé, lui-même longtemps ouvrier : le monde ouvrier, le militantisme ouvrier, l'autogestion, puis l'ergonomie, après qu'il soit devenu finalement sociologue professionnel, après avoir été militant syndical à la CFDT. Ce dernier a incarné tôt une figure de militant ouvrier tenant un discours sur sa condition et sur le devenir de cette dernière. Ses analyses n'ont pas été seulement marquées par la problématique de "Socialisme ou barbarie", mais en ont souvent été constitutives, tout en manifestant un grand sens de l'observation. Pour ce dernier dont les nom et patronyme sont Jacques Gautrat, dans la mesure où Daniel Mothé est son pseudonyme d'auteur, en même temps que de militant, le seul sous lequel il a longtemps été connu, il sera dorénavant mentionné sans italique pour cette raison, contrairement à celui des autres militants. Si leurs noms et patronymes seront pratiquement toujours indiqués, l'usage des pseudonymes d'auteurs sera fréquent, afin de faciliter la recherche éventuelle de leurs contributions.

La pensée de Jean-François Lyotard, non moins célèbre que Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, si elle ne porte pas directement sur le politique, a incontestablement une portée politique, puisqu'elle cherche à cerner une modification radicale des rapports, des liens et des référents sociaux contemporains.

D'autres auteurs dont la participation à "Socialisme ou barbarie" a été beaucoup plus éphémère, en même temps que beaucoup plus conflictuelle, ont connu leurs heures de gloire, tels que Georges Lapassade et plus encore Guy Debord avec l'Internationale situationniste, voire Serge Bricianer qui n'a rejoint le groupe que très tard, ce dernier comme traducteur et préfacier de théoriciens

militants de l’“ultra”-gauche historique : Anton Pannekoek et Paul Mattick ou appartenant à un tout autre champ, celui de la création artistique pour Jean-Jacques Lebel qui a d’abord entendu parler de Socialisme ou barbarie à “Noir et rouge”, puis par Benjamin Péret. Les premiers avaient entretenu des rapports non seulement brefs avec “Socialisme ou barbarie”, et parfois assez conflictuels, s’agissant de Guy Debord, le démissionnaire et de Georges Lapassade, l’exclu, relations largement faites d’incompréhensions réciproques.

Hubert Damisch, historien de l’art, Jean Laplanche, psychanalyste sont également devenus célèbres, mais leurs activités intellectuelles sont beaucoup plus explicitement éloignées de leur passé politique à “Socialisme ou barbarie”. Quant à Gérard Genette, auteur notamment d’une présentation très louangeuse de “Socialisme ou barbarie” dans *Arguments* dès 1957, il semble n’avoir que fréquenté le groupe, de même que Pierre Ansart dont l’épouse a été, quant à elle, beaucoup plus impliquée.

La liste des universitaires et chercheurs, et plus exceptionnellement artistes, serait beaucoup plus longue en prenant en considération ceux qui ont rejoint le groupe à partir de 1956.

Au demeurant, nombre d’anciens jeunes militants de la même époque, ayant d’autres orientations politiques, en particulier communistes, mais aussi trotskistes, pour s’en tenir à un sous-champ politique qui a le Parti communiste pour pôle, déjà dotés d’une formation intellectuelle ou en train de l’acquérir alors, sont également devenus ultérieurement des intellectuels et/ou des scientifiques reconnus, le plus souvent après une rupture intellectuelle plus explicite en tout cas, sans compter la rupture organisationnelle. De ce point de vue on rejoint un phénomène générationnel, l’engagement militant pendant la guerre de jeunes promis à un bel avenir, en particulier intellectuel.

Presque tous les principaux fondateurs et militants les plus anciens ont continué à se référer à leur expérience passée de “sociaux-barbares”, selon une expression de connivence, chère aux membres de l’ancien groupe. Il aurait donc pu s’agir de l’étude d’œuvres de jeunesse, pensées politiques, certes individuelles, mais nées dans le contexte d’une expérience collective forte. La question se serait alors posée de déterminer qui peut à juste titre revendiquer la filiation ou si, au contraire, pour certains auteurs la rupture avec leur production de jeunesse n’est pas tellement grande que l’expérience collective passée ne paraît guère avoir eu d’effet déterminant sur les œuvres de maturité qui, pour beaucoup d’entre elles, expriment au contraire leur très grande autonomie ultérieure.

De plus, certaines des thèses du collectif “Socialisme ou barbarie” paraissent avoir été dotées d’une valeur d’anticipation. Outre des analogies et proximités effectives, qu’une partie des auteurs de *Socialisme ou barbarie* aient continué à écrire et publier, plus même et en rencontrant un plus grand écho, a de toute évidence contribué à fonder une telle réputation. Il n’est guère possible de reconstruire effectivement le jeu des influences ; quant au jeu de miroirs déformants entre œuvres de jeunesse et de maturité et aux effets d’images, nés de l’accumulation des unes et des autres, auprès des publics et des acteurs des champs professionnels, leur étude précise dépasse de beaucoup les limites du sujet “Socialisme ou barbarie” ; il conviendra cependant de faire apparaître présence ou absence de proximités, relations, voire réseaux.

- *Des anticipations ?*

Pensées “anticipatrices”, celles qui sont développées dans *Socialisme ou barbarie* paraissent l’être à plus d’un titre encore et de phénomènes et courants de pensée beaucoup plus variés. Même en ne considérant que rapidement et brièvement, pour l’instant, les prises de position et les schèmes de pensée

développés dans la petite revue, on peut indiquer que ces derniers présentent nombre de correspondances avec des courants et mouvements sociaux et politiques qui ont marqué de diverses manières les décennies qui ont suivi la cessation de sa parution.

Ceci peut paraître tout d'abord vrai d'une partie au moins des idées qui se sont exprimées en mai 1968.

S'agissant de ce mouvement, une généalogie paraît même pouvoir s'établir. En effet, le livre conçu par Daniel Cohn-Bendit, le porte-parole du "Mouvement du 22 mars", en 1968 même, et réalisé en collaboration avec son frère Gabriel, comporte de très longs passages pris directement dans *Socialisme ou barbarie*. Gabriel Cohn-Bendit a d'ailleurs appartenu à un mouvement communiste libertaire "Noir et rouge", petite organisation dans un courant ou plutôt une nébuleuse politico-idéologique avec laquelle "Socialisme ou barbarie" avait effectivement entretenu des relations. De plus, "Noir et rouge" avait repris à son compte et/ou partageait certaines des thèses développées dans *Socialisme ou barbarie*.

De leur côté, Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, le premier sous le pseudonyme de *Jean-Marc Coudray*, ont rédigé avec Edgar Morin une interprétation/prise de position sur Mai 1968 : *La brèche*<sup>2</sup>, alors que "Socialisme ou barbarie" s'était déjà auto-dissous, mais depuis peu de temps finalement, après s'être beaucoup transformé depuis la dernière scission de 1963. Les échanges entre Claude Lefort et Edgar Morin, antérieurs même à la création d'*Arguments*, seront à l'origine de contacts, certes limités, entre le collectif "Socialisme ou barbarie" et le comité de rédaction d'*Arguments*, avant de s'intensifier et d'inclure Cornélius Castoriadis au sein du Cercle Saint-Just, club intellectuel engagé et lieu de réflexion, fondé à la fin de la guerre d'Algérie, par un médecin franc-maçon. Claude Lefort y est très impliqué dès sa création.

On pourrait croire possible d'en déduire presque un effet d'influence, au moins sur les fondateurs du "Mouvement du 22 mars" qui, bien que fort peu nombreux, ont joué un rôle important en mai 1968<sup>3</sup>, en partie grâce à la couverture médiatique des événements nanterrois, puis des faits et gestes de Daniel Cohn-Bendit<sup>4</sup>. Pourtant même cet effet de miroir est largement trompeur.

Ainsi la pratique de la provocation tellement caractéristique du mouvement nanterrois paraît ne rien devoir au groupe et à la revue "Socialisme ou barbarie", mais beaucoup tout à la fois aux situationnistes et à divers courants surréalistes et surtout post-surréalistes, avec lesquels les premiers n'ont entretenu que des rapports politiques et limités, contrairement à ce qu'en disent Luc Boltanski et Éve Chiapello<sup>5</sup> qui voient plus largement et curieusement dans "Socialisme ou barbarie" - ainsi que dans L'Internationale Situationniste - un renouvellement de "... la vieille critique artistique en la traduisant dans un langage inspiré de Marx, de Freud, de Nietzsche/ pourtant totalement absent quant à lui/ainsi que du surréalisme..." ; ces relations étaient d'ailleurs loin de faire l'unanimité au sein de "Socialisme ou barbarie" ; de tels types de comportements y avaient en tout cas été rejetés et étaient de fait restés largement incompris, sauf par une partie des plus jeunes.

Quant aux larges extraits de la revue repris par les frères Cohn-Bendit, ils ont été tirés d'une parution qui n'existait déjà plus. Activiste du "Mouvement du 22 mars", un moment porte-parole, figure emblématique à cause de son expulsion du territoire français, Daniel Cohn-Bendit n'était cependant qu'un des membres de ce mouvement et son frère n'y appartenait pas. De plus, le "Mouvement des 142" ou "Mouvement du 22 mars" était un regroupement par définition hétérogène de militants d'extrême gauche. Le "Groupe anarchiste de Nanterre", auquel appartenait Daniel Cohn-Bendit n'en était qu'une des composantes, au même titre que les trotskistes de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) ou des maoïstes de l'Union des Jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCML), restés pourtant longtemps très distants, quant à eux, ou les "inorganisés" qui y

participaient<sup>6</sup>, sans compter les “pro-situs” présents à Nanterre mais qui ont rompu dès le 22 mars. Parce qu’il s’agissait d’un regroupement et que les décisions sont en principe prises au sein d’une coordination, de fait le plus souvent en assemblée générale, le “Mouvement du 22 mars” est un type de collectif qui anticipe sur les “comités d’action” ou “de lutte” qui se multiplieront dans les années suivantes, forme assez proche de celles de certaines coordinations beaucoup plus récentes. Quant au groupe anarchiste de Nanterre, il s’agissait d’un groupe autonome, créé en 1966, en marge des organisations anarchistes, en particulier la Fédération anarchiste, actif sur le campus de l’Université de Nanterre à partir de 1967 et auquel participaient de jeunes militants influencés par “Noir et rouge”.

Parmi les théoriciens et/ou intellectuels, Henri Lefebvre enseignant de sociologie à Nanterre<sup>7</sup> a sans nul doute eu une influence plus directe sur le “Mouvement du 22 mars” que les anciens théoriciens de “Socialisme ou barbarie”, ainsi que sur des situationnistes très actifs à Nanterre.

En outre, Guy Debord, l’un des créateurs de “L’Internationale situationniste”, avant d’en être le principal théoricien, a même suivi les cours d’Henri Lefebvre et entretenu pendant un temps des relations intellectuelles et amicales très proches avec le philosophe et sociologue marxiste<sup>8</sup> - qui a publié sa *Critique de la vie quotidienne* en 1947<sup>9</sup> - dès avant sa rencontre avec “Socialisme ou barbarie”, groupe auquel il adhère cependant.<sup>10</sup>

Enfin, si le “Mouvement du 22 mars” fut comme Daniel Cohn-Bendit lui-même un emblème de mai 1968, son influence sur la masse mobilisée, même étudiante, est loin d’avoir été ni exclusive ni même déterminante ni durable. Connu de tous, grâce à ses actions spectaculaires et à leur couverture par la presse, ce mouvement lui-même local ne disposait, en tant que tel, dans ses modalités spécifiques de collectif fédéré pratiquement d’aucun relais ; guère plus sa composante libertaire, mis à part quelques militants étudiants, enseignants, jeunes

ouvriers disséminés sur le territoire français, parfois membres de petits groupes ou nébuleuses libertaires, anarchistes ou “ultra”-gauche dans lesquels l’influence situationniste n’était pas rare ; c’est néanmoins essentiellement au travers et à partir de ce milieu que se sont diffusés des invendus de *Socialisme ou barbarie*. De tels personnes et collectifs ont pu avoir, ça et là, une certaine influence locale, en particulier dans certaines villes universitaires, mais ils étaient encore moins nombreux que les militants d’extrême gauche toutefois.

Par ailleurs, quel qu’ait été l’enthousiasme manifesté par Cornélius Castoriadis, Claude Lefort et Edgar Morin face au “mouvement de mai 1968”, et exprimé dans *La brèche*, eux-mêmes n’ont eu aucun rôle direct en mai 1968. Ils avaient d’ailleurs beaucoup évolué depuis la cessation de la parution de la revue. De plus, alors qu’il n’a presque été question que de la classe ouvrière dans *Socialisme ou barbarie*, l’influence pas du tout mesurable du “Mouvement du 22 mars” semble cependant s’être surtout exercée sur le “mouvement étudiant”, voire enseignant, même si cela ne fut pas de manière forcément exclusive. Quant à ce dernier mouvement, il fut lui-même tellement polymorphe allant de la revendication et du réformisme corporatistes, au chahut étudiant avec certaines manifestations de différents types de révolutionnarisme, politique et culturel, tout autant que social, que les schémas mis en œuvre, les influences et les références invoquées ont forcément été très variées.

*A fortiori*, s’agissant de la correspondance entre le projet autogestionnaire - le mot autogestion lui-même ayant été, selon Marie-Geneviève Dezès, traduit du terme yougoslave employé pour qualifier le mode de gestion expérimenté dans ce pays, mais attesté antérieurement<sup>11</sup> - et la notion de “gestion ouvrière”, telle qu’elle est définie dans *Socialisme ou barbarie*, elle est à la fois évidente et tout à fait partielle. L’autogestion a agrégé des mouvements et des démarches très différents dans les années 1970 - agrégé autant qu’opposé et mis en concurrence - non pas seulement sur le contenu du projet et des revendications mais également

sur les formes d'action. Le contenu de la thématique allait de formes de cogestion ou de contrôle à un projet ou une esquisse d'organisation sociale plus ou moins totale et incluait des modes très divers de relation avec le champ politique et la démocratie pluraliste, n'allant pas sans mettre en cause les frontières du politique et du social. Cette période est en effet toute marquée par des luttes, l'évolution de la CFDT et un relais minoritaire et incomplet dans le champ politique. Autogestion plus ou moins poussée des "luttes", revendications et réflexions sur l'organisation et le contenu du travail, la hiérarchie, y compris des salaires, ont caractérisé ces années : la CFDT en a été le principal acteur dans le champ syndical, alors que cette confédération, comme une partie de ces actions elle-même, tendait à investir le champ politique, on va y revenir.

En outre, l'autogestion a pu servir de mythe de remplacement à divers courants et mouvements, aider ces derniers avec une certaine efficacité à se démarquer du mouvement communiste, tout en assumant un certain révolutionnarisme ambiant.

C'est après 1968 "sur le thème fédérateur de l'autogestion" que se développent les "tentatives visant à regrouper, autour de la CFDT et du PSU, les forces politiques, sociales et associatives qui cherchent à conjuguer le double héritage de la gauche "moderne" des années soixante et de la brèche radicale..." qui vient d'être ouverte<sup>12</sup>, encore qu'à la CFDT il se soit en partie agi de la radicalisation d'un projet porté dès avant 1968 par des fédérations très différentes (Bâtiment 1961, Chimie 1965, Ha-Cui-Tex 1966), où pouvaient nettement prédominer des conditions et une organisation du travail traditionnelles comme à Ha-Cui-Tex (Habillement-Cuir-Textile).<sup>13</sup>

Après qu'ils se soient tenus "... à l'écart, en 1972, du programme commun jugé étatiste et centraliste", un certain nombre de militants du PSU, où l'adoption de l'autogestion ne date que de 1972 et où elle est autant une "réponse au gauchisme..." qu'à ce programme, et de la CFDT, où elle est nettement antérieure : 1970 pour la



confédération qui est alors le véritable “laboratoire d’idées de la gauche socialiste”, décident pourtant de se rapprocher du Parti socialiste en plein essor, compte tenu de la dynamique de l’Union de la gauche et faute de solution de remplacement. Ces militants “... convergent en 1974 vers le PS à l’occasion des Assises du socialisme”.<sup>14</sup>

Alors que François Mitterrand s’y montre particulièrement ferme dans la défense des thèses socialistes face aux nouveaux venus et que Michel Rocard développe quant à lui une thématique autogestionnaire, les “militants des Assises” ne se font bientôt guère d’illusions sur le rapport des forces. Michel Rocard et ses proches rejoignent même la majorité. Des tentatives de synthèse sont au demeurant tentées dans diverses perspectives : nécessité d’affirmer la personnalité du PS face au PCF, avec lequel les relations déjà difficiles ont été envenimées par les Assises (rapport Jospin, 1975), tentative de synthèse idéologique : les “quinze thèses sur l’autogestion”, élaborées au sein d’une commission dont Gilles Martinet a été le rapporteur et adoptées à l’unanimité par le bureau exécutif du parti, ce qui n’empêche ni les désaccords ni la faiblesse de l’écho au sein du parti. Quant à Michel Rocard et ses amis, ils divergent au moins sur la tactique : mobilisation pour les seconds, - voire “mobilisation sociale”, liens entre luttes, revendications et perspectives, égalité entre organisations syndicales et politiques, réclamée par la CFDT, armement idéologique dans l’attente d’une opportunité... et du congrès de 1977, pour le premier<sup>15</sup>. Pour la CFDT, l’analyse des discours syndicaux de congrès montre que si la distinction tranchée nettement affirmée en 1970 entre objectifs quantitatifs et qualitatifs s’amenuise en 1973, les luttes restent porteuses d’une modification des rapports sociaux au travers de “sauts qualitatifs”, à côté d’une autre constante, le syndicat “prend parti sur des questions politiques”<sup>16</sup> et lie aussi revendications, objectifs et perspectives.

Il convient en outre de souligner qu’à son Congrès de 1976, la CFDT se trouve nettement divisée : l’affrontement s’affirme entre la majorité dirigée par Edmond Maire qui, pour la première fois, use de cette expression et “... deux courants,

le premier, gauchiste, où la Ligue communiste joue un grand rôle et le second, de gauche, qui s'affirme à travers une Contribution au débat".<sup>17</sup>

Cette période constitue pourtant un temps fort de la réflexion pour un *aggiornamento* idéologique de la gauche ; Frank Georgi cite trois ouvrages : *L'Âge de l'Autogestion* de Pierre Rosanvallon<sup>18</sup>, diplômé de HEC, d'abord maoïste, alors rédacteur en chef de *CFDT-Aujourd'hui*, mais également proche de la mouvance rocardienne - paru en 1976, c'est le seul ouvrage directement consacré à l'autogestion -, *Pour une nouvelle culture politique* de Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret<sup>19</sup> et *Contre la politique professionnelle* de Jacques Julliard, tous deux également au Seuil, mais à l'automne 1977<sup>20</sup>, soit après ce congrès.

C'est lors de ce dernier que, sentant que sa tactique a échoué, Michel Rocard prononce un discours sur les "deux cultures" préparé par Patrick Viveret. Union ou remplacement de l'une par l'autre ? Le CERES, puis les mitterrandistes choisiront la seconde interprétation. Bien que le Congrès de Metz, en 1979, exprime un ralliement général du parti socialiste au "socialisme autogestionnaire", il scelle la défaite, y compris idéologique, des Rocardiens.

Quant à la CFDT "recentrée" en 1979, elle réorientait son action vers l'action revendicative au sein des entreprises sur des objectifs "crédibles", au demeurant en pleine crise économique et sachant que le développement accru des ressources humaines risquaient en outre de marginaliser l'action syndicale ; avec cette "resyndicalisation" elle renonçait implicitement à l'autogestion et prenait ses distances vis-à-vis du politique.<sup>21</sup>

De fait, comme le note Pierre Grémion, dans la vie politique française, "La victoire de François Mitterrand représenterait, au sein du parti socialiste, une défaite sévère pour le courant qui s'était articulé sur la restructuration intellectuelle à travers le concept d'autogestion".<sup>22</sup>

Si seules les plus radicales des définitions de l'autogestion présentaient une réelle parenté avec la “gestion ouvrière”, telle qu'elle pouvait être définie dans *Socialisme ou barbarie*, la participation de Daniel Mothé, lui-même alors militant à la CFDT, ainsi que de Cornélius Castoriadis à *CFDT aujourd'hui*, revue de la confédération syndicale CFDT, manifestait leur très vif intérêt pour l'évolution de cette dernière dans sa phase de “radicalisation”, selon l'expression de Guy Groux<sup>23</sup>. On peut même parler d'implication qui, dans le cas de Daniel Mothé, prolonge une adhésion syndicale et s'exprime aussi dans *Esprit* et, dans celui de Cornélius Castoriadis, relève de l'engagement intellectuel, sans d'ailleurs que cette participation suffise à attester cette fois d'une quelconque influence directe des anciens membres du petit groupe “Socialisme ou barbarie” ni dans l'adoption de la perspective autogestionnaire par la CFDT ni *a fortiori* par le PSU et le Parti socialiste.

Quant au contenu de leurs thèses, il est assez proche de la problématique des dernières années de “Socialisme ou barbarie” et déjà éloigné, sur bien des points qui seront analysés, des idées caractéristiques de ce collectif pendant longtemps. L'engagement en faveur de l'orientation de la CFDT puis de sa majorité est très vif, cependant. En particulier Daniel Mothé qui collabore à *Esprit* depuis la fin de 1965 y analyse et défend en particulier les thèses de la centrale dont il est militant. En outre, le rapport avec la démocratie pluraliste se trouve en grande partie modifié, dans le sens d'une inscription qui peut rester fort critique, ainsi que l'acceptation de démarches progressives ou “réformistes” dans le vocabulaire politique.

Nombre des textes publiés par Cornélius Castoriadis dans la seconde moitié des années soixante-dix étaient antitotalitaires, c'est néanmoins surtout Claude Lefort qui joua un rôle dans la constitution d'un Front antitotalitaire à Paris à cette époque. Il y a une continuité certaine avec la problématique de “Socialisme ou barbarie”, mais aussi des ruptures importantes. Si le terme de totalitarisme n'était pas étranger au vocabulaire de *Socialisme ou barbarie*, celui de

capitalisme bureaucratique d'État y a longtemps été plus fréquent et plus caractéristique pour qualifier et critiquer le communisme réel. Et on verra que la place tenue par la démocratie pluraliste dans la pensée de Claude Lefort a beaucoup évolué tout en restant fort complexe et cette dernière loin d'être épargnée par la critique dans sa réalité.

On pourrait également parler de la crise du communisme d'opposition. Nombre de ses faiblesses sont justement soulignées dans "Socialisme ou barbarie". Mais, d'une part, l'ampleur de cette crise est nettement postérieure, dans un contexte différent, comme l'est devenu de manière non négligeable le recrutement de ce parti ; de l'autre, elle ne prend pas la forme de la radicalisation ouvrière longtemps attendue dans ce collectif.

Aux tensions suscitées à gauche par l'évolution de la place du monde ouvrier industriel, à la fin de son existence, "Socialisme ou barbarie" cherche à donner sa proche solution théorico-idéologique. Une partie des crises du Parti communiste ne sont pas étrangères à cette question au demeurant. Celle des débuts de la crise du militantisme est également très présente dans "Socialisme ou barbarie", mais justement notée à propos du Parti communiste, elle l'est très longtemps au travers du prisme de l'analyse bien particulière de "Socialisme ou barbarie", groupe et revue.

Cependant le problème essentiel n'est peut-être pas celui des anticipations : c'est peut-être celui du sens de l'expérience collective et de la production théorique, quantitativement fort importante, qui s'est peu à peu imposé : il se serait agi d'une revue, sinon forcément intellectuelle, du moins marquante dans le champ intellectuel, dont la spécialité aurait été la théorie politique. Ses auteurs auraient eu le mérite de développer une pensée à contre-courant, puisque, bien que marxistes alors, ils auraient su élaborer, dès 1949, soit dès les premières années de la guerre froide donc, et jusqu'en 1965, période de parution de la revue, une théorie

extrêmement critique vis-à-vis du communisme réel, qu'il s'agisse des régimes communistes ou des organisations communistes d'opposition, implantées en Europe, et en France en particulier, ce qui est vrai quant au contenu.

La portée de *Socialisme ou barbarie* se dégagerait donc en partie au moins de la position politique occupée par la revue dans le champ intellectuel. Les animateurs et auteurs, peu nombreux et isolés, auraient donc eu le mérite d'avoir raison très tôt, en particulier pendant la période de la guerre froide, contre la majorité des intellectuels français de leur époque, à commencer par le plus prestigieux d'entre eux : Jean-Paul Sartre. En témoignerait la polémique extrêmement violente qui, dans *Les Temps modernes*, a opposé ce dernier à Claude Lefort, "co-fondateur" de "Socialisme ou barbarie", en même temps que collaborateur régulier des *Temps modernes*, depuis 1945.

De fait, s'agissant de l'environnement intellectuel, d'une part, cette période des dix premières années de l'après-guerre qui voit la fondation du groupe "Socialisme ou barbarie", puis son maintien dans la faiblesse et l'isolement, est bien marquée par l'engagement dominant des intellectuels français à gauche.

De l'autre, et surtout, cet engagement dominant des intellectuels français à gauche s'est caractérisé au moins jusqu'en 1956, par une relation privilégiée d'une partie importante des intellectuels français avec le communisme français et soviétique ou, au moins, par l'expression d'une sympathie envers ce dernier. Pour les plus jeunes d'entre eux, ce philocommunisme, qui n'est qu'une attirance pour d'autres, est né de l'image que les communistes ont su donner de leur rôle dans la Résistance, ainsi que des victoires soviétiques pendant la guerre. Cette sympathie de l'immédiat après-guerre a souvent été relayée par l'antianticomunisme, caractérisé par le refus de condamner le "parti de la classe ouvrière", accompagné d'un antiaméricanisme très marqué, même s'il était parfois, comme dans le cas de Jean-Paul Sartre, non dépourvu d'ambiguïté. Même si un tel

engagement n'a pas été le fait de tous les intellectuels, c'est de loin ce type d'attitude et de comportement qui ont été les plus caractéristiques pendant cette période, presque idéal-typiques au sens wébérien, puisque très fort et de loin le plus visible, il ne s'est en outre heurté à aucun ensemble suffisamment organisé et puissant pour le contrer efficacement. Au demeurant, le caractère minoritaire des autres regroupements ne diminue en rien leur intérêt, comme l'a fort justement souligné Pierre Grémion dans *Intelligence de l'anticommunisme*.<sup>24</sup>

Or, le déclenchement de la guerre froide s'est certes accompagné de l'isolement politique des communistes et de la baisse de leur capacité de mobilisation, mais aussi de la part de ces derniers envers les intellectuels qui leur étaient proches d'une exigence de soutien et de mobilisation qui a pris des formes particulièrement dures et sectaires. La sympathie qui s'était développée antérieurement a alors changé de sens, en se parant d'une agressivité et de différentes formes d'aveuglement qu'elle n'avait pas nécessairement prise auparavant.

De fait, cette sympathie des intellectuels pour le communisme a été particulièrement organisée et même amplement mise en scène par les communistes eux-mêmes. Ceci est vrai non seulement pour les adhérents des organisations communistes mais également pour les sympathisants et/ou pour ceux qui prenaient position aux côtés des communistes, au nom de différentes sortes de justifications. Ces derniers ont souvent été amenés, comme les premiers, mais avec l'atout supplémentaire que pouvait constituer leur indépendance intellectuelle et/ou politique réelle ou supposée, à participer aux campagnes de mobilisation du mouvement communiste français et international. Leur seule présence aux côtés des communistes apportait à ces derniers un important gain symbolique, proportionnel à la renommée des intellectuels considérés. Une telle mise en scène a eu pour effet de rendre le phénomène particulièrement visible et donc d'accroître son efficacité.

Nombre d'intellectuels français ont été alors des compagnons de route ou, pour le moins, “ne cessèrent de se définir par rapport...” au Parti, selon l'expression de Jeannine Verdès-Leroux<sup>25</sup>, ou ont pour le moins épargné le communisme, malgré des volte-face et des déchirements.

Jean-Paul Sartre, ainsi que sa revue, *Les Temps modernes*, mais jusqu'à un certain point pour cette dernière dont la richesse compte tenu de la diversité des champs culturels qu'elle réunit ne se laisse pas réduire à une telle analyse, constituent de ce point de vue l'exemple tout à la fois le plus célèbre et le plus significatif au moins des années de l'immédiat après-guerre, compte tenu du poids de l'une et de l'autre dans le champ intellectuel français. Pour traiter les années qui vont de l'après-guerre jusqu'à l'élection de François Mitterrand, Michel Winock dans *Le siècle des intellectuels*<sup>26</sup> parle d'ailleurs des “années Sartre” qui succéderaient aux années Gide et aux années Barrès, pour le début du siècle. Annie Cohen Solal<sup>27</sup> employait déjà cette expression mais pour désigner les années 1945-1956. Cette dernière période, si l'on s'en tient au contenu de “l'engagement” politique, où l'on passe de l'ouverture des colonnes de la prestigieuse revue aux points de vue critiques sur le communisme au compagnonnage de route de Jean-Paul Sartre avec le Parti communiste, s'est soldée par des ruptures, violentes et spectaculaires, avec ceux qui émettaient toujours de telles critiques<sup>28</sup>. Parmi ces derniers, Claude Lefort, admis fort jeune aux *Temps modernes*, dans un statut relativement privilégié, alors intellectuel débutant en même temps que militant d'extrême gauche.

Ces comportements et attitudes politiques ont engendré, outre dans quelques cas extrêmes des déclarations d'allégeance stalinienne, un aveuglement beaucoup plus répandu sur la nature du totalitarisme communiste, ainsi que sur les conséquences de l'étroitesse des liens entretenus par les partis communistes, en particulier par le Parti communiste français, avec la direction soviétique, sans parler pour l'instant de la création d'une attitude d'aliénation très profonde tant face à la société française qu'à sa vie politique.

Cependant, cette caractéristique de la période concerne surtout l'engagement public, politique, des intellectuels et plus particulièrement le monde des intellectuels engagés, intervenant en tant qu'intellectuels dans des débats publics. S'agissant de la production proprement intellectuelle, scientifique, de celle qui relève des champs professionnels de production, y compris les sciences sociales et humaines, le bilan est assez différent. S'agissant des champs de création professionnelle, parmi lesquels les sciences sociales et humaines, des travaux d'universitaires ou de chercheurs, comme d'écrivains, voire d'artistes, l'appréciation de la période serait donc nettement à nuancer, les travaux les plus marquants n'auraient été que rarement le fait d'intellectuels communistes. Jeannine Verdès-Leroux cite notamment Gaston Bachelard, Lucien Febvre, René Char, André Breton, politiquement très engagé auprès de l'extrême gauche "hétérodoxe", Maurice Merleau-Ponty qui, très impliqué dans l'après-guerre au point d'être l'auteur de la théorie de l'engagement, on y reviendra, un temps au moins, justifia même le communisme réel, pourtant. Elle mentionne également Claude Lévi-Stauss, Fernand Braudel, Albert Camus.<sup>29</sup> En particulier, les sciences sociales et humaines ne cesseront de connaître un grand développement au cours des années cinquante, avec des enjeux épistémologiques et méthodologiques qui diffèrent grandement des préoccupations théoriques des intellectuels engagés.

De plus, il convient également de souligner que, quel qu'ait été son prestige et celui de la "famille", le comportement politique de Jean-Paul Sartre, s'il met en scène et amplifie des attitudes politiques très répandues chez les intellectuels dans l'immédiat après-guerre, est atypique ultérieurement. Il devient en effet un véritable compagnon de route du communisme au moment où nombre d'intellectuels entendent marquer leur différence, sans couper les ponts avec le communisme. C'était déjà le comportement que l'équipe personnaliste d'*Esprit* avait tenté d'adopter dès 1948, à partir du coup de Prague, non sans ambiguïté, car toute critique du communisme réel s'accompagnait presque automatiquement de celle



des États-Unis, limitant la portée de la première. Un tel comportement d'expression de critiques, vis-à-vis d'un allié qu'on souhaiterait différent et sur lequel on espère peser, devient plus fréquent avec le développement du courant "neutraliste" dont on verra que dénomination même et définition sont loin d'être simples. En outre ce courant déborde les limites du champ des revues et même celles du monde intellectuel à proprement parler.

Ce sont de fait les intellectuels de gauche non communistes qui, à partir des années 1950, loin de constituer un ensemble, se trouvent divisés, voire franchement opposés entre "neutralisme" et "antitotalitarisme", nettement minoritaire. Le premier groupe, le plus massif numériquement, est en outre bientôt travaillé par l'exercice d'une ou plutôt de critique(s) qui, plus ou moins vives, atteindront ultérieurement de plus en plus d'acteurs

Il n'en reste pas moins que s'agissant de l'engagement politique des intellectuels, le collectif "Socialisme ou barbarie" constituerait donc une exception remarquable, tant par la fermeté et la "radicalité" de la critique du communisme qui s'y est trouvée développée que par la précocité relative de cette dernière. La revue du même nom aurait même pu former un pôle où se serait exprimée une certaine lucidité, voire éventuellement l'ébauche de ce qui aurait pu constituer un contre modèle.

L'étude du collectif et de la revue "Socialisme ou barbarie" serait donc celle d'un phénomène politique, si ce n'est nécessairement interne au champ intellectuel, du moins qui le concernerait largement. Les relations ultérieures entre les deux entités : "Socialisme ou barbarie" et "Arguments" qui concernent, cette fois, le premier groupe en tant que tel, paraissent conforter une telle appréciation. L'analyse pourrait alors s'inscrire dans l'histoire ou la sociologie politiques des intellectuels.

- *“Socialisme ou barbarie” : expérience politique ou intellectuelle ?*

Une telle mise en perspective historique appelle plusieurs remarques et questions. Elles concernent, tout d’abord, les relations de “Socialisme ou barbarie”, en tant que groupe et revue, avec les intellectuels de leur époque. Pour être fondée, une telle signification conférée à “Socialisme ou barbarie”, en tant qu’expérience collective, suppose, en effet, la prise en considération du contexte intellectuel dans les périodes contemporaines de l’existence du groupe et de la revue : les sujets traités par la petite revue correspondent-ils à ceux qui sont alors abordés dans le champ intellectuel ? Elle implique, ensuite, que soit questionnée la nature de la production théorique de ce groupe : s’agit-il à proprement parler d’une activité intellectuelle ? Ou, sinon, en quoi cette activité recoupe-t-elle celle des intellectuels ? La revue s’adressait-elle effectivement aux intellectuels ? Et, si oui, finalement, selon quels modalités, buts et ordres de priorité ? Enfin, bien évidemment, elle suppose la caractérisation du groupe lui-même.

De ce point de vue, bien sûr, la polémique entre Claude Lefort et Jean-Paul Sartre, qui se déroule en 1953-1954 dans les colonnes des *Temps modernes*, à la suite de la publication par le directeur de la revue de l’article “Les communistes et la paix” qui débute en juillet 1952 et constitue notamment une protestation à la répression contre les communistes consécutive à la manifestation organisée par ces derniers en mai 1952 contre la venue du général américain Matthew Bunker Ridgway, en dehors donc de “Socialisme ou barbarie”, groupe et revue, est un événement qui est resté et plus encore devenu relativement fameux dans le champ intellectuel français.

Claude Lefort était alors un créateur intellectuel débutant, en même temps qu’un militant d’extrême gauche. C’est d’ailleurs là peut-être que réside une certaine ambiguïté à questionner dans la relation entretenue par le jeune “marxiste

révolutionnaire”, tel qu’il était à cette époque, avec le champ intellectuel. Quoi qu’il en soit, cette polémique suffit à montrer qu’au moins certains membres du nouveau groupe : Claude Lefort, bientôt rejoint par *Benno Sarel*, émigré roumain, lui aussi bientôt sociologue, entretenaient des relations avec le champ intellectuel et que leurs thèses n’y étaient pas absolument inconnues. Enfin, qu’il y ait eu polémique entre Jean-Paul Sartre et Claude Lefort confirme qu’une partie des thèses du nouveau groupe recoupaient au moins certaines des préoccupations des intellectuels de cette époque concernant le communisme, voire l’attitude à adopter à son endroit, en particulier celles du plus célèbre d’entre eux, à un moment particulier de son engagement, celui pendant lequel il s’est le plus rapproché des communistes. Une telle correspondance qui se solde par un rejet n’exclut les différences ni de registre ni de statut conféré à la théorie, comme aux intellectuels. Ce sont notamment ces différences qu’il conviendra d’interroger.

Cette polémique, qui s’est terminée par la cessation de la collaboration de Claude Lefort avec *Les Temps modernes*, est généralement considérée depuis par les historiens des intellectuels comme l’une des multiples manifestations de l’aveuglement politique du directeur de cette revue. Cette polémique prend en effet place dans une série de ruptures qui ont précédé et accompagné le véritable compagnonnage de route de Jean-Paul Sartre avec le Parti communiste, de 1952 à 1956 : conflit avec Albert Camus d’abord, puis avec René Étiemble qui, alors responsable de la rubrique littéraire des *Temps modernes*, se voit pratiquement congédié de la revue par Jean-Paul Sartre et, enfin, avec Maurice Merleau-Ponty en 1952, alors que les deux philosophes étaient restés particulièrement liés pendant de très nombreuses années, ce qui n’empêche pas au demeurant une certaine rivalité<sup>30</sup>. La rupture avec Maurice Merleau-Ponty est sans doute la plus difficile et la plus douloureuse pour Jean-Paul Sartre. Or, elle intervient au terme d’une évolution de Maurice Merleau-Ponty qui, étalée sur plusieurs années, rapproche, jusqu’à un certain point et sur certains plans, politiques le plus visiblement, philosophiques également, le philosophe de Claude Lefort, jeune intellectuel “révolutionnaire” au

moins dans la critique du communisme. C'est apparemment dire que "Socialisme ou barbarie" n'est pas totalement étranger au champ intellectuel. Pourtant la conclusion de Maurice Merleau-Ponty sera à cette époque plus intellectuelle que politique, ce qui le tiendra encore écarté, ou plutôt à distance de Claude Lefort, au moins pour plusieurs années, et plus encore des "sociaux-barbares", expression surtout employée plus tard de fait, dont la vie de groupe continue alors à se déployer bien faiblement dans un autre univers.

De fait, grâce à cette polémique, Claude Lefort paraît avoir pris date avec le plus célèbre des intellectuels français de cette époque, mais c'est *a posteriori* essentiellement que le conflit de celui-ci avec Jean-Paul Sartre revêtira ce sens.

En effet, s'il avait alors cessé d'écrire ou si "Socialisme ou barbarie" était resté inconnu, comme nombre de groupes d'extrême et d'"ultra"-gauche, la polémique serait sans doute mentionnée dans l'histoire des *Temps modernes*, dans celle de l'itinéraire politique sartrien ou dans des biographies de Maurice Merleau-Ponty, mais elle n'aurait sans doute pas pris valeur emblématique.

Au moment où la polémique se déroule, Claude Lefort semble plutôt en être victime, puisqu'il cesse de s'exprimer dans la revue intellectuelle qui reste encore la plus prestigieuse. De même le groupe "Socialisme ou barbarie" tout entier perd-il sa première opportunité de faire pénétrer et/ou reconnaître ses conceptions dans le champ intellectuel, au travers de l'un d'entre eux qui agit à titre individuel. Opportunité que ses membres ne retrouveront qu'après 1956 et à une échelle beaucoup plus modeste dans la revue *Arguments*, formée par d'anciens jeunes communistes.

Mais quels sont alors les enjeux de Claude Lefort, en particulier, et de "Socialisme ou barbarie", en général ? Répondre à ces questions suppose de caractériser plus précisément la production intellectuelle de Claude Lefort, à ce

moment, et celle de *Socialisme ou barbarie*, le groupe lui-même, ses divers objectifs comme ceux des personnes qui y adhèrent, sans mêler leurs images et statures ultérieures.

Or, si l'on examine deux exemples de la reconnaissance *a posteriori* de la valeur et du sens de la théorie politique développée dans *Socialisme ou barbarie*, groupe et revue, pris à deux moments du temps et dans deux recensements bien différents, on voit apparaître deux définitions assez divergentes du groupe et de sa production intellectuelle, au demeurant toutes deux fort significatives de l'image acquise au fil des ans par la petite revue et surtout par une partie de ses auteurs : l'ouvrage de Richard Gombin, sur *Les origines du gauchisme*<sup>31</sup> publié en 1971, et celui de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli sur *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*<sup>32</sup>, en 1986.

Le second est l'œuvre de deux historiens, auteurs d'une histoire contemporaine des intellectuels. S'interrogeant à la fin de l'ouvrage sur la décennie 1980 et sur le silence des intellectuels qui la caractérise, Pascal Ory avance l'hypothèse d'un "phénomène d'échaudement" des intellectuels qui se seraient sentis abusés par les engagements antérieurs de leurs pairs, pour conclure que les conjonctures passées confèrent une "image positive de "précurseurs" à deux catégories idéologiques jusque là marginalisées." Mettant sur un pied d'égalité ces deux catégories, celle des libéraux dont la figure la plus marquante a été Raymond Aron et celle des "intellectuels que nous qualifierions de "post-marxistes", en ce sens qu'ils sont parvenus à une critique radicale du système communiste à partir de prémisses marxistes", Pascal Ory fait de Cornélius Castoriadis et Claude Lefort les meilleures incarnations de la seconde, en soulignant que l'un et l'autre sont issus du groupe "Socialisme ou barbarie".<sup>33</sup>

Le premier, le livre de Richard Gombin, *Les origines du gauchisme*, lui-même anarchisant et, par ailleurs, collaborateur régulier d'*Esprit* dans les années 1970, est nettement plus ancien, puisqu'il date de 1971. Son objet est également tout

autre, puisqu'il s'efforce, trois ans après mai 1968, d'identifier des éléments ou des sources d'un gauchisme théorique qui "viserait à remplacer le marxisme orthodoxe comme théorie du mouvement révolutionnaire".<sup>34</sup> Il s'agit bien évidemment d'un éventuel prolongement du mouvement de mai 1968. Il précède d'ailleurs de peu la réédition de textes de Cornélius Castoriadis dans *Socialisme ou barbarie* dans la collection 10/18, livres de poche des éditions Bourgois qui publient également les colloques de Cerisy. Selon Rémy Rieffel, "Christian Bourgois /ancien élève de l'ENA, après avoir été Khâgneux à Louis-le-Grand/ profite vraisemblablement de la rencontre d'une attente, celle d'un public jeune... et le renouvellement de ses propres idées...", (...) tout en refusant une hiérarchisation des écrivains, attitude facilitée par mai 1968. Dans un entretien, l'éditeur explique "J'ai publié toutes les gauche possibles... parce que j'étais lié à Jussieu par Robert Jaukin, à Vincennes par Châtelet, Lyotard, Revaud d'Allones, aux gens de la Ligue par Henri Weber". Et de fait l'éclectisme est grand : de Jean Jaurès à Karl Marx, Léon Trotsky et Ernest Mandel ou à Joseph Staline, Mao-Tsé-Toung et Liou Chao-Chi, mais aussi Cornélius Castoriadis, Gilles Deleuze, Jean-François Lyotard, sans oublier Jack London, Boris Vian ou William Borroughs.<sup>35</sup>

Richard Gombin, lui aussi à la recherche de précurseurs, fait une place très importante aux auteurs de *Socialisme ou barbarie* parmi les sources d'un éventuel "gauchisme" théorique qui se situerait dans le prolongement du mouvement de mai 1968 et dont la construction est alors attendue par l'auteur.

S'agissant des thèmes et schèmes de pensée qu'il a recensés, cet auteur insiste également sur la critique du communisme réel et plus précisément sur l'apport de *Socialisme ou barbarie* à la critique de l'Union soviétique, dans la mesure où les rédacteurs de la revue "tentent d'éclairer le stalinisme d'une lumière nouvelle : non plus comme un accident dû à la personnalité de Staline, mais bien comme une évolution d'un "bureaucratisme" inhérent au parti bolchevique", "... la bureaucratie russe est une véritable classe dirigeante et exploiteuse..."<sup>36</sup>, une "nomenklatura" ou nomenclature, dira-t-on ensuite.

Et, effectivement, c'est bien ce problème de la bureaucratie, et plus encore de la bureaucratisation, qui va le plus longuement occuper les auteurs de *Socialisme ou barbarie*. Leurs thèses, loin de constituer une problématique d'une quelconque prise du pouvoir, se structurent principalement autour d'une critique des formes de domination/exploitation. C'est vrai pour le communisme réel, caractérisé comme "capitalisme bureaucratique d'État", dans lequel les moyens de production sont possédés collectivement par une classe bureaucratique - définition dont le contenu n'est pas sans rapport avec l'usage courant ultérieur de la notion de nomenclature. Une telle classe exerce un monopole total dont il résulte une aggravation de l'exploitation et de la domination. Mais il en va également presque ainsi pour le capitalisme occidental travaillé par la même tendance à la monopolisation bureaucratique. Pour eux, s'agissant du communisme réel comme du communisme d'opposition, les dirigeants de la III<sup>e</sup> Internationale, disposant du pouvoir délégué de la classe ouvrière, auraient fini par l'utiliser contre cette dernière non seulement en URSS, mais dans le monde entier. Dans le monde occidental, très critiques des hiérarchies dans le monde industriel, ses militants/théoriciens voient autant dans les "cadres" que dans les dirigeants politiques et syndicaux des membres de cette classe bureaucratique en formation. Les partis communistes sont porteurs du même devenir social que les partis-États des pays du communisme réel. Une telle bureaucratisation conduit à la "barbarie", à laquelle seul le vrai socialisme - ou le vrai communisme, ou finalement l'"autonomie" - peut permettre d'échapper.

De fait, les deux images de "Socialisme ou barbarie", groupe et revue, paraissent vraies, d'une certaine manière, bien que les nuances de registre soient assez fortes, puisque, dans un cas, *Socialisme ou barbarie* est référé au champ intellectuel et, dans l'autre, à une perspective politique révolutionnaire. Cette dernière fut d'ailleurs surtout mythique, au temps de l'existence du groupe, compte tenu tout à la fois de l'isolement de ce dernier, surtout jusque dans la deuxième

partie des années cinquante, et de l'absence de conjoncture révolutionnaire, en France pendant cette période.

Pourtant, le livre de Richard Gombin, en référant “Socialisme ou barbarie” à l'extrême/”ultra”-gauche, semble beaucoup plus près de la vérité de la revue et *a fortiori* du groupe, au moment de son existence, moins peut-être la dernière période du groupe-revue, marquée par le dernier texte de Cornélius Castoriadis, “Marxisme et théorie révolutionnaire”<sup>37</sup>, encore qu'il s'agisse d'une réflexion sur le devenir de la révolution, même si celle-ci rompt clairement dorénavant avec le corpus marxiste. Un tel développement théorique étant dorénavant jugé clairement premier par cet auteur, ce qui était d'ailleurs le cas dès la publication du “Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne” qui contenait nombre de prémisses de “Marxisme et théorie révolutionnaire”. L'accent mis sur la nécessité d'une réflexion théorique autant que le contenu de cette réflexion qui s'éloigne de plus en plus du marxisme révolutionnaire sont d'ailleurs au cœur de la dernière scission qui divise le groupe, mais pas du projet “conseilliste”, par contre.

Quant à Jean-François Sirinelli et Pascal Ory, leur appréciation vaut plutôt pour la réputation qui s'est créée progressivement surtout *a posteriori*, au cours des années 1970. C'est l'un des points qu'il conviendra d'approfondir, car, dans le cas de “Socialisme ou barbarie”, il paraît y avoir nettement variation d'identité entre le moment de l'existence effective et la réputation ou l'image ultérieures<sup>38</sup>, exemple intéressant de décalage entre l'œuvre et le “travail de l'œuvre”<sup>39</sup>, selon la formule de Claude Lefort, le statut que lui donnent relectures et jeux de références. À la fin de cette recherche, on essaiera de considérer ces jeux de miroirs quelque peu déformants qui résultent en partie de celui des “auto-références”, en même temps qu'à l'évolution des intellectuels du collectif “Socialisme ou barbarie”, qu'il s'agisse des transformations de leurs pensées comme de celles de leurs statuts.



En particulier, la question des relations finalement tardives et limitées entre les militants du groupe-revue - et plutôt certains d'entre eux - et le champ intellectuel sera à analyser, celle en particulier de leur statut plus politique ou plus intellectuel, sachant que la perspective n'est pas forcément la même pour tous.

À l'inverse, dès que l'on cherche à analyser la revue et le groupe qui l'a réalisée, au moment de leur existence, leur identité paraît nettement différente. C'est ce qu'ont révélé, d'une part, l'examen systématique de la revue qui porte d'ailleurs le sous-titre d'"Organe de critique et d'orientation révolutionnaire", de l'autre, les premiers entretiens auprès d'anciens membres de "Socialisme ou barbarie".

Il s'agit d'une revue militante dont les textes mobilisent certes différents types de compétences intellectuelles dont l'observation "participante" et militante, compétences qui ne recourent pas forcément celles professionnelles des auteurs, éventuellement utilisées plus pleinement ultérieurement par les mêmes personnes ; une revue militante rendue en outre extrêmement "austère" par la place privilégiée accordée à la théorie politique, qu'il s'agisse de la critique ou de la définition d'une idéologie communiste de remplacement.<sup>40</sup> Pendant longtemps, le contenu est donc très éloigné de la richesse culturelle des revues intellectuelles, à commencer par celle des "*Temps modernes*".<sup>41</sup>

Mais surtout *Socialisme ou barbarie* ne s'adresse pas de manière privilégiée aux intellectuels et ne s'attelle à manifester sa présence auprès de la presse intellectuelle et politico-intellectuelle que fort tard, même si la revue était envoyée nettement plus tôt aux organes de presse. 1956 marque de ce point de vue un tournant qui sera analysé systématiquement : tournant dans le champ intellectuel, comme dans cette partie de la gauche non communiste qui restait soit attirée par le Parti communiste - et éventuellement le communisme - soit refusait

complètement de couper les ponts avec lui. Mais on ne saurait faire de *Socialisme ou barbarie* une sorte de *Preuves* dotée d'une autre orientation. La critique du communisme réel et d'opposition d'ailleurs y est certes très ferme, mais les enjeux se situent principalement ailleurs. La prise en compte de son histoire le montrera suffisamment, ce qui n'empêche évidemment pas des intellectuels de l'avoir lu. La revue comme le collectif et ses nombreuses tentatives de contacts s'adressent principalement - et presque exclusivement avant 1956 - aux militants d'extrême/ "ultra"-gauche que ses auteurs cherchent à convaincre et à agréger.

La démarche collective est nettement marquée par un marxisme militant et simple : il s'agit au moins autant de convaincre que de développer une réflexion "théorique".

Quant à ce marxisme, il est particulièrement révolutionnaire. S'il s'agit de rompre totalement avec le "communisme réel", autant de condamner les partis communistes que de cesser de prendre l'Union soviétique pour référence même critiquée et comme expérience à défendre, comme les trotskistes, ce qui est essentiel pour les fondateurs de "Socialisme ou barbarie", mais également comme le font de nombreux intellectuels dans l'après-guerre et au début de la guerre froide, intellectuels dont la mobilisation en fait des acteurs et des enjeux politiques, c'est dans le but de régénérer le projet communiste et de lui rendre toute sa pureté et sa radicalité révolutionnaire.

C'est pourquoi, alors que ce travail était initialement un travail d'histoire des idées politiques, "Socialisme ou barbarie" sera analysé comme un groupe d'extrême/"ultra"-gauche dont la revue était tout à la fois l'organe d'expression et le principal moyen d'action. Il sera même tenté, en prenant "Socialisme ou barbarie" comme un archétype, d'établir un type idéal, afin d'appréhender le phénomène politique représenté par l'extrême gauche marxiste. Par ailleurs, l'alternative "Socialisme ou barbarie" désignant cette double identité de

groupe et de revue (*Socialisme ou barbarie*) qui seront toutes les deux analysées, ce sont les deux typographies conventionnelles qui seront utilisées à tour de rôle pour les désigner.

Une telle approche n'exclut nullement, au demeurant, l'analyse des textes produits, y compris ceux des membres de "Socialisme ou barbarie", dans le champ intellectuel ni même l'interrogation sur les rapports entre le groupe et la revue *Socialisme ou barbarie* et le champ intellectuel, rapport sans doute assez contrasté selon les différents membres du groupe et qui évolue aussi dans le temps, sachant que les destinataires privilégiés du groupe en tant que tel ne sont nullement les intellectuels.

L'analyse de ces derniers rapports est cependant fondée dans la mesure où "Socialisme ou barbarie" est aussi un phénomène générationnel<sup>42</sup>, ce qui explique que les sujets abordés par le groupe recoupent en partie ceux qui mobilisent le monde intellectuel, même si la communication reste limitée autant que difficile et complexe, on y reviendra. On peut cependant d'ores et déjà préciser que ceux des membres de "Socialisme ou barbarie" qui appartiennent très tôt au champ intellectuel, d'une part, sont alors de jeunes professionnels en début de carrière en philosophie ou en sciences sociales et que, de l'autre, ils prennent position, tout en se considérant sans doute moins comme des intellectuels engagés pour lesquels pourtant un tel cas de figure est possible en particulier aux *Temps modernes* que comme des intellectuels révolutionnaires.<sup>43</sup>

Ces militants sont persuadés que le monde ne peut être changé, dans la perspective réellement communiste qu'ils pensent défendre et qu'ils veulent totalement étrangère au "communisme réel", que par une rupture radicale : sociale, politique, économique, sous l'action du "prolétariat", le sujet historique. Ce dernier est constitué autour de la "classe ouvrière". Quant à la réalisation du vrai

communisme, c'est elle qui suppose une créativité collective du sujet qui exclut totalement qu'il soit considéré comme "masse" dirigée.

De ce qu'ils considèrent comme l'échec absolu de la révolution russe comme de son extension sans aucun mouvement révolutionnaire à l'Europe centrale et orientale - mais on verra que le problème se pose quelque peu en d'autres termes où la violence communiste dans des situations de guerre civile tient une place non négligeable - résulte non seulement une critique très vive du communisme réel, mais également de l'avant-garde bolchevique étendue finalement à la domination politique. Dans un monde soit bureaucratisé soit en train de se bureaucratiser, les partis politiques sont soit considérés comme des gestionnaires du capitalisme, soit comme la future classe exploiteuse en puissance, pour les partis communistes d'opposition. Il en va d'ailleurs presque de même des syndicats, même s'il y a parfois un peu plus d'hésitations tactiques sur la présence ou la rareté d'ouvriers "conscients" dans leurs rangs ou sur les effets de la désunion ou, au contraire, de l'unité syndicale sur les potentialités conjoncturelles de luttes revendicatives. Une telle critique radicale du politique "institué", comme le dira plus tard Cornélius Castoriadis rapproche "Socialisme ou barbarie" des prises de position d'"ultra"-gauche. Cette critique se focalise surtout sur celle de la conception de l'organisation révolutionnaire et/ou du prolétariat, qui importera particulièrement dans *Socialisme ou barbarie* ; cependant son contenu doit aussi beaucoup en particulier pour Claude Lefort à une application de la phénoménologie.

Cette dernière question est à double face, puisqu'elle concerne les formes de mobilisation et d'action, tout autant que l'organisation sociale, communiste, censée advenir. Sans cesse reprise et formulée de nouveau, elle restera non moins constamment celle du mouvement révolutionnaire et/ou du prolétariat et de ses rapports avec son avant-garde, ou, ce qui n'est finalement qu'une variante, celle du développement de la conscience au sein d'un mouvement révolutionnaire prolétarien, tout en s'étendant à une critique du politique. S'il est bien question de

politique néanmoins à “Socialisme ou barbarie”, c'est essentiellement au travers de cette relation unique qui doit préfigurer la totalité sociale ; rarement, au moins sur le plan théorique, dans le cadre d'un ensemble pluraliste ni d'ailleurs d'une pluralité sociale reconnue et posée comme telle. On peut même avancer l'hypothèse que si cette question de “l'organisation” est si constamment abordée c'est parce qu'elle apparaît vitale pour la réalisation du projet “sociétal” : seul un sujet collectif capable de se mobiliser, de “s'auto-organiser” jusqu'à un certain point, étant finalement jugé susceptible de réaliser l'utopie communiste projetée - ce point atteint par “l'auto-organisation” faisant l'objet de vifs désaccords constants au sein du collectif. Il en résulte un positionnement atypique, en marge du champ politique, dans le segment de l'extrême/“ultra”-gauche le plus défavorable à la participation à la vie politique “instituée”, selon une expression très employée par Cornélius Castoriadis à la fin de l'existence du groupe. De plus, faute de mettre en relation absence de pluralisme - et même de pluralité reconnue - et dictature totalitaire, les auteurs sont amenés à interroger à l'infini les relations entre le Parti bolchevique, souvent pris comme un archétype du parti politique, et les masses “prolétariennes”, pour expliquer ce qu'ils ne peuvent que considérer comme l'échec de la révolution russe, dégager d'autres modèles et argumenter de leur valeur.

*- Un petit groupe politique, mais une place essentielle accordée à l'activité théorique*

Les entretiens ont permis de confirmer l'existence d'un petit groupe politique, très militant, même si l'activité collective est restée plus encore théorique que pratique, ce qui le distingue des autres groupes, malgré les tentatives de certains de ses membres. Par contre, le militantisme pratique d'une partie des membres a été très réel, voire constant. Cependant, le groupe choisit initialement de publier une revue, et non pas un journal, et les textes que lui-même considère comme théoriques y tiennent la première place.

Si pour les auteurs ces textes sont théoriques, il s'agit cependant d'une définition qui participe de l'attitude du groupe lui-même et il conviendra de revenir sur une telle définition, car elle paraît impliquer une conception de la théorie propre au marxisme politique et révolutionnaire, tant en ce qui concerne les rapports de cette théorie avec l'histoire que les sujets dont elle traite, même si elle va à l'encontre du "stalinisme" qui niait l'apport des intellectuels même révolutionnaires.

On peut dire provisoirement que les auteurs de *Socialisme ou barbarie* étaient assez éloignés des définitions qui prévalent pour appréhender les intellectuels. Il en va notamment ainsi de celle de Jacques Julliard et Michel Winocq donnée dans le *Dictionnaire des intellectuels français*. Dans cette dernière qui fait référence en la matière les deux historiens précisent : "Encore ne suffit-il pas d'entrer dans le champ de l'action publique, notamment politique, ou de faire appel à l'opinion, pour mériter le nom d'intellectuel, il faut y accéder, en apportant avec soi en guise de valeur ajoutée, la notoriété que l'on s'est acquis dans un autre domaine", avant de définir l'intellectuel comme : "... un homme ou une femme qui... entend proposer à la société toute entière une analyse, une morale que ses travaux antérieurs le qualifient pour élaborer". En conclusion, Jacques Julliard et Michel Winocq avancent la raison d'une telle définition : "... on suppose par convention, justifiée ou non, que les activités intellectuelles citées plus haut (art, sciences, littérature, philosophie) prédisposent celui qui les exerce au maniement des idées générales concernant la société ou la façon de la gérer".<sup>44</sup>

En effet, il va de soi que les auteurs/militants de *Socialisme ou barbarie* ne sont nullement alors des personnes connues qui se prévaudraient de leurs créations ou productions dans un domaine scientifique ou artistique pour prendre une position morale sur la société, conjoncturelle ou systématique, susceptible d'avoir des conséquences dans le champ politique, ceci de manière non exclusive. En premier lieu, bien sûr, parce qu'il s'agit de personnes très jeunes et qui ne sont pas connues, ce qui ne préjuge ni de leur compétence ni de leur avenir. En second, et

surtout, parce qu'en tant que membres du groupe, en tout cas, il s'agit surtout de militants qui défendent une conception et une orientation politiques, leur pratique ou mode d'action politique faisant une large place à l'élaboration théorique.

Tous ceux qui le fondent ou le rejoignent rapidement proviennent de groupes d'extrême/"ultra"-gauche, souvent après avoir été d'abord communistes. Malgré leur jeune âge certains ont même un riche passé militant qui prend souvent la forme d'une prise de distance de plus en plus grande par rapport au communisme.

Si les classes d'âge sont proches ce qui constitue déjà un point commun générationnel, c'est à partir des itinéraires de formation politique, parfois assez longs, qui ne sont pas dépourvus de parallélisme, qu'on aura aussi à interroger les éventuels événements fondateurs - d'autant plus structurants que vécus politiquement, socialisés et actifs - qui ont pu marquer les membres de ce petit collectif.

Le groupe a connu de nombreuses évolutions qui touchent tant son insertion que sa composition, et surtout sa problématique.

Il a été créé, on l'a vu, exclusivement par des militants d'extrême/"ultra"-gauche et son maigre recrutement restera totalement homogène jusqu'en 1953. Plus précisément ces premiers fondateurs viennent du trotskisme.

Ceux-ci cherchent dans un premier temps à convaincre au sein de l'extrême/"ultra"-gauche de la justesse de leurs thèses sur le communisme réel, ce qui aboutit à un échec.

Dans le même temps, avant de tenter et de décrire leurs propres implications militantes, ils font connaître des expériences de lutte ouvrière à la base,

essentiellement aux Etats-Unis ; ces dernières témoignent selon eux, non seulement d'une combativité ouvrière effective, mais d'une potentialité révolutionnaire du prolétariat, à côté de partis, voire de syndicats gestionnaires ou porteurs, en France en particulier, selon eux, d'un capitalisme à la soviétique, c'est-à-dire plus despotique.

Leur approche aussi "basiste" que radicale qui suit souvent de très près les activités des militants et auteurs/militants exclut l'analyse, même critique, des mesures de politique sociale, y compris celles marquantes prises après la Libération. D'une manière plus générale, que l'existence du Parti communiste en particulier puisse contribuer à créer une situation propre à favoriser l'élaboration de politiques sociales - tout en générant des blocages - indépendamment de son "être", est une éventualité qui ne fait pas partie non plus des sujets qu'ils abordent et dont au demeurant l'évaluation n'a pas de place dans ce travail.

Par contre les descriptions concrètes du monde ouvrier dans le contexte français qu'ils vont bientôt susciter et publier incluent les rapports partis/syndicats/ masses et se révéleront finalement très éclairantes.

Le début des années cinquante ne leur apporte pourtant qu'un grand affaiblissement numérique et un non moins réel isolement, malgré les tentatives de contacts - principalement dans les Auberges de la jeunesse à cette époque-là - qui seront constamment poursuivies par le groupe pendant la presque totalité de son existence.

Le Parti communiste est revenu à l'opposition avec l'aggravation de la guerre froide et la CGT joue à nouveau un rôle essentiel dans l'expression des mécontentements.



Cette radicalité à la base, ils la théorisent notamment au travers d'un des schèmes les plus durables de leur problématique : la collaboration de tous les gestes et de tous les instants à la production, ce qui entraîne un contrôle correspondant et requiert une créativité dont le développement est empêché parce qu'il s'ensuivrait, selon eux, ce que l'on peut appeler une "auto-gestion" que l'on retrouve quelque peu modifiée, mais toujours présente, dans les derniers textes de Cornélius Castoriadis, ainsi qu'après l'auto-dissolution de "Socialisme ou barbarie". Ils vont en outre bientôt susciter la description systématique de cette "auto-organisation" à la base confrontée à un environnement répressif, chercher à l'organiser et à lui donner une portée grâce à des militants d'entreprise, rarement ouvriers cependant. L'expérience la plus systématiquement et longuement poursuivie néanmoins sera celle de Daniel Mothé chez Renault Billancourt, à laquelle collabore également en particulier Raymond Hirzel, membre plus épisodique du collectif, alors que Daniel Mothé en devient un des piliers. Il s'agit cependant d'expériences de portée limitée. De même que les échanges ouvriers ou employés et intellectuels au sein de la petite organisation ne concernent que quelques personnes, dotées d'une formation politique et d'une curiosité intellectuelle particulièrement grandes qui vont finalement devenir d'excellents observateurs.

Autant de ressources de tous ordres mobilisées pour pérenniser une expérience aussi fragile, dans sa faiblesse numérique comme dans celle de ses actions, sans véritable débouché d'envergure, tout en continuant à en inférer un avenir social collectif voilà qui entraîne à s'interroger sur la caractérisation d'un tel phénomène politique.

Préparation, attente d'un futur sous le signe de la "gestion ouvrière" qui reste tout à fait externe au politique "institué", alors que pendant longtemps à "Socialisme ou barbarie", il serait plutôt question au mieux de "démocratie bourgeoise", et souvent aussi du risque totalitaire impliqué par la bureaucratisation

du capitalisme, le phénomène entretient des relations étranges avec le politique qu'il conviendra de préciser.

Dans les éléments de problématique, on exposera en quoi des concepts importés du champ religieux et en particulier celui de millénarisme profane peuvent aider à appréhender certaines dimensions au moins de tels phénomènes politiques.

Mais il convient également de souligner que "Socialisme ou barbarie" est un groupe en constante évolution tant dans sa composition, son insertion que surtout sa théorie.

En particulier nombre des éléments caractéristiques de ce marxisme révolutionnaire rigide qui prévoyait l'affrontement entre deux systèmes, l'un, le communiste, où la fusion des monopoles et de l'État est accomplie, l'autre qui tend au monopole, la dynamique de la concurrence et de la concentration les conduisant à l'affrontement, sont successivement abandonnés. *Pierre Chaulieu*, *Cornélius Castoriadis* esquisse en 1953 une critique de l'économisme qu'il approfondira ultérieurement. À la suite de *Claude Lefort*, *Cornélius Castoriadis*, cette fois sous le pseudonyme de *Paul Cardan*, cesse d'assimiler théorie et science dans un texte publié en 1959, mais rédigé l'année antérieure. *Claude Lefort* met en cause très tôt le déterminisme historique. Il cherche à forger des instruments intellectuels qui donnent une plus grande place à l'idéologie.

Le lien classe/organisation est au centre des polémiques qui divisent constamment le groupe sur le même sujet : l'organisation politique révolutionnaire, mais sous une forme assez singulière. Au-delà même de la critique du parti bolchevique jugé le principal responsable de l'évolution de la révolution russe, pendant longtemps moins par son terrorisme que par son autoritarisme, ce qui sera par contre ultérieurement le cas chez *Claude Lefort*, la notion de direction

politique qui est un sujet constant de polémique, déclenche plusieurs conflits et entraîne finalement une scission, qui voit en particulier le départ de Claude Lefort et de Henri Simon, animateur de l'autre expérience d'auto-organisation, cette fois d'employés dans les Assurances en 1958.

Ces débats tumultueux donnent naissance chez Claude Lefort à une nouvelle définition du rôle du militant qui doit exprimer la portée révolutionnaire au plus près de l'expérience, critique radicale du politique qui désarticule intellectuellement le mécanisme de l'offre. Même s'il a beaucoup abandonné de sa vision "directionnaliste", Cornélius Castoriadis tient beaucoup aux notions d'orientation et de programme qui, selon lui, contribuent à faire advenir le futur. Et on verra que, quelles que soient ces évolutions ultérieures, c'est une dimension qui restera extrêmement présente ultérieurement.

Quant à ceux qu'on peut appeler les "activistes", ils ont surtout l'intention de passer à l'action plus systématiquement, le groupe s'étant enfin réellement étoffé et étendu en province, d'une manière au demeurant différente, en particulier grâce à des étudiants et à nombre de jeunes enseignants, adhérents ou sympathisants, même si ceux qui considèrent que la petite organisation peut être en mesure de jouer effectivement un rôle politique décisif sont finalement peu nombreux. Ce dernier espoir est-il l'effet de l'attente et du surinvestissement corrélatifs, car il s'agit tout de même d'une très petite structure, disposant de peu de relais ?

Espoir, attachement aux buts, investissements de tous ordres vont se poursuivre par une tentative d'organiser et de rationaliser l'action militante. Mais à partir d'une rupture qui paraissait donner raison à ces activistes, désaccords, orientations et expériences divergentes vont aller en s'accroissant, mettant progressivement en cause l'identité même du collectif.

Désaccords à propos de l'aide directe au FLN pendant la guerre d'Algérie comme sur les formes de militantisme qui se rapprochent souvent des méthodes des autres groupes gauchistes alors existants moins focalisées sur "l'auto-expression" de l'expérience ouvrière et qui s'appuient plus souvent sur des contacts extérieurs aux entreprises, polémiques sur le mode de fonctionnement du groupe sur fond d'interrogation sur sa composition, en particulier sur la quasi absence d'ouvriers et même de nouveaux salariés non définis comme intellectuels, alors que les structures périphériques à "Socialisme ou barbarie" engrangent certains succès. L'estimation de ces deux phénomènes est elle aussi tout à fait divergente. Pour une partie des activistes, c'est la rigueur militante du groupe qui est en cause - sans compter ses constantes mises en cause théoriques. Par contre, Cornélius Castoriadis s'engage dans une réorientation théorique extrêmement profonde qui se veut le dépassement intellectuel d'une telle situation, alors que lors de la scission de 1958 contre Claude Lefort il s'était allié à ces activistes et avait pu donner l'impression d'être d'accord pour engager le groupe dans l'action.

L'arrivée d'étudiants et de jeunes intellectuels n'était pas attendue. Dans un collectif très ouvert, elle soumet le groupe à des pressions et à des tensions : problématiques différentes comme celles, situationniste, de Guy Debord et de sa compagne ou de Georges Lapassade qui ne vont pas sans trouver un écho auprès d'une partie de ces jeunes prêts à rejeter le militantisme et à tenter des critiques pratiques de la vie quotidienne, sachant que, par ailleurs, la thématique de la critique de la vie quotidienne influencera, quant à elle, Cornélius Castoriadis en particulier. Parmi ces jeunes d'autres au contraire sont des activistes fervents. Il en résulte des univers très différents les uns des autres qui se juxtaposent, sans s'interpénétrer et se gênent souvent. Après mai 1968, l'immaturité politique vivement reprochée aux gauchistes surtout ceux des organisations récemment formées ne sera peut-être pas sans rapport avec une connaissance intime d'une partie des formes de révolte dans la génération précédente.

De la mise en cause de plus en plus explicite du marxisme par Cornélius Castoriadis et ceux qui le soutiennent - rejet qui, parti de l'économisme, dépassera bientôt celui-ci de beaucoup - il résulte en particulier que les revendications économiques n'ont plus de portée contestataire. L'appréciation de l'état de la classe ouvrière évolue également beaucoup, avant qu'il n'en aille de même de sa place et de son rôle : compte tenu de la condition qui est faite à cette dernière, et non plus seulement de l'action des organisations de gauche, il n'est en particulier plus possible d'attendre d'elle dans un avenir proche qu'elle soit un sujet politique révolutionnaire, ce sur quoi reposait la démarche très "ouvriériste" de "Socialisme ou barbarie".

Un militantisme qui se poursuit en critiquant puis ignorant la démarche de Cornélius Castoriadis qui paraît finalement assez isolé avant sa contre-attaque, alors que ce dernier rejette totalement les formes de militantisme qui se sont développées, surtout concernant l'Algérie, mais sans doute pas seulement, malgré certains succès obtenus au moins comparés aux buts poursuivis. C'est dire que le groupe est déjà assez profondément dissocié et, on le verra, écartelé entre deux pôles peu compatibles, avant que ne se développe la contre-attaque, à laquelle n'est associé explicitement aucun des anciens, lorsqu'elle se déclenche, sachant que nombre de ces derniers seront longtemps en eux-mêmes divisés : associés à des actions militantes qu'ils ne considèrent pas toutes comme des échecs tout en étant influencés par l'évolution de Cornélius Castoriadis dont ils partagent en partie la vision et auquel ils sont très attachés.

En outre, Cornélius Castoriadis a renoué des relations intellectuelles avec Claude Lefort, à l'initiative de ce dernier au sein du Cercle Saint-Just : il y est apprécié et les liens se renforcent avec les Argumentistes, bientôt ex-Argumentistes, ce qui est certes de nature à l'encourager dans sa démarche, mais est un facteur qui s'ajoute aux désaccords bien réels au sein de "Socialisme ou barbarie" qui aux deux extrêmes n'ont fait que se durcir depuis 1959. Aucune solution de compromis ne

sera d'ailleurs trouvée, ni sans doute recherchée par Cornélius Castoriadis et ceux qui l'entourent.

Au demeurant, si les contacts avec les intellectuels sont devenus bien réels et se déroulent sous le signe de l'engagement au sein du Cercle Saint-Just, c'est dans *Socialisme ou barbarie*, devenue essentiellement une revue, radicale non marxiste, qui a coupé les ponts avec les militants ou "activistes" du groupe que Cornélius Castoriadis fait paraître son second très long texte de réorientation - il occupe plus du tiers des dernières livraisons de la revue.

En particulier, il y durcit de beaucoup la critique du marxisme. Il ne s'agit plus seulement de repousser l'économisme, mais un tel type de théorie close ; le déterminisme de celle-ci présuppose le devenir connu : ce dernier va être posé comme un choix face à un avenir à faire. Ce choix qui est d'ordre éthique se prolonge par l'élucidation : celle des signes de l'autonomie.

Au demeurant, s'agissant du monde ouvrier, malgré le changement complet de formulation, c'est toujours le même niveau qui est privilégié : celui des différentes formes de réactions et de luttes à la base contre les conditions de travail.

Ce qui change par contre beaucoup et constitue une rupture complète avec l'ouvriérisme très prononcé de "Socialisme ou barbarie", c'est l'analyse des phénomènes d'aliénation : celle-ci touchant presque tous les groupes sociaux, tendre vers "l'auto-crédation" et l'"auto-gestion" les concerne également.

En outre, même cette dernière n'est plus pensée comme une société transparente à elle-même pas plus que l'individu lui-même d'ailleurs.

Mais les relais susceptibles de favoriser mobilisation et agrégation sont toujours aussi inexistantes. Et moins que jamais, il n'est question d'une quelconque proximité avec ceux qui existent : syndicats, partis politiques.

La prise de distance de plus en plus grande avec le marxisme révolutionnaire, mais non pas avec la radicalité correspond à une solitude encore plus grande, sauf potentiellement dans le champ intellectuel. Elle s'accompagne en outre d'une création théorico-idéologique qui attend acteurs et mobilisations, tout en constituant toujours un ferment critique, mais qui peut tout aussi bien nourrir de nouvelles formes de millénarisme politique, y compris activiste.

Par ailleurs, on l'a dit, la démarche de Daniel Mothé devenu militant de la CFDT trouve un accueil dans la revue personnaliste *Esprit* dès 1965, ce qui en soi constitue un changement non négligeable de mode d'implication, après de premiers contacts, surtout conflictuels, noués par des "activistes" du collectif avec les gauches indépendantes, voire les milieux mendésistes. Avec *Mai 1968 : la brèche, premières réflexions sur les événements* Cornélius Castoriadis, toujours sous un pseudonyme, celui de Jean-Marc Coudray, Claude Lefort et Edgar Morin publieront très vite leur interprétation de mai 1968, en prenant position sur l'événement. Participation à l'engagement des intellectuels en faveur de la CFDT radicalisée pour Cornélius Castoriadis, à la mobilisation antitotalitaire pour Claude Lefort, l'engagement proprement intellectuel des deux théoriciens/militants fondateurs de "Socialisme ou barbarie" se confirme. Ces derniers modes d'intervention sont propres à donner une image décalée de l'ancien petit groupe politique.

Dans le même temps des invendus de *Socialisme ou barbarie* sont enfin diffusés dans des librairies radicales et dans les universités. De telles ventes nourrissent sans doute d'autres types d'espoirs et de vocations, parfois un temps plus proches des origines de ce groupe, mais dans un tout autre contexte, au sein

d'une génération bien différente, souvent beaucoup moins politisée et moins militante.

## I. 2/ Les méthodes de recherche

Pour réaliser notre recherche sur "Socialisme ou barbarie", diverses méthodes d'analyse ont été utilisées. Elles conjuguent principalement analyse de textes, entretiens et dépouillement d'archives.

Parmi celles-ci, l'analyse de la revue tient bien évidemment une place essentielle, ainsi que celle de textes publiés par des membres du groupe, ailleurs que dans *Socialisme ou barbarie*.

Outre l'analyse des textes publiés dans la revue, mais également de bulletins intérieurs et d'archives, la seconde source essentielle est constituée par les entretiens auprès de membres du collectif. Aucune observation directe n'était plus possible, puisque "Socialisme ou barbarie" avait cessé d'exister depuis longtemps. Enfin, des entretiens ont également été pratiqués auprès de membres de groupes voisins, d'intellectuels contemporains, de personnalités susceptibles d'apporter des informations sur la perception extérieure, ainsi que l'influence éventuellement exercée par "Socialisme ou barbarie", groupe et revue.

Les entretiens d'anciens membres du groupe, la plupart semi-directifs et souvent très peu directifs ont, de fait, eu plusieurs fonctions : permettre de reconstituer partiellement l'histoire du groupe ; appréhender son mode de fonctionnement ; cerner les itinéraires politiques et sociographiques de membres de l'ancien groupe ; appréhender, enfin et dans la mesure du possible, leurs attitudes et



comportements politiques, sachant qu'il s'agit de "souvenirs" et donc de descriptions *a posteriori* de ce qui a été marquant, perçu ou jugé comme tel.

De grandes difficultés ont été rencontrées au départ pour retrouver ces derniers, dans la mesure où cette recherche n'a guère bénéficié *a priori* d'"entrée" privilégiée dans les réseaux du groupe, en premier lieu, où les pseudonymes ont constitué un problème majeur pour identifier les anciens membres de la petite organisation, en second, et en troisième où l'ancienneté de la dissolution du groupe était déjà grande, au moment où ce travail a été réalisé. Pour tenter de résoudre ces problèmes, il a également été demandé, selon la technique dite de "la boule de neige", aux personnes interrogées de bien vouloir jouer des rôles d'informateurs, lorsqu'elles l'acceptaient et étaient en mesure de la faire, de relater l'histoire du groupe, bien sûr, de parler de ses habitudes et de son mode de fonctionnement et de donner aussi noms et coordonnées d'autres anciens. Les membres ont d'abord été retrouvés par grappes, grâce à des groupes d'"inter-connaissance", parfois dotés d'affinités politiques, au sein de "Socialisme ou barbarie", avant que quelques-uns des membres anciens, restés longtemps dans la petite organisation et y ayant joué un certain rôle organisationnel, aient accepté de donner des informations plus complètes.

Il était donc demandé à chaque personne interrogée de "raconter" "Socialisme ou barbarie", outre l'expérience personnelle de ce membre et parfois sympathisant interrogé au sein de ce collectif, avec des "relances" sur la "vie" de ce collectif, des "moments" jugés importants par la personne interrogée et parfois d'autres membres du groupe, ainsi que sur d'autres adhérents, "responsables", ou "contacts" et milieux de "militantisme". La commentatrice ayant indiqué faire une thèse sur le collectif et non pas sur la seule revue, au bout de très peu d'entretiens, la plupart des participants les plus impliqués retraçaient assez volontiers une "histoire" qui a souvent constitué un "moment" important dans leur existence, même si le temps passé avait contribué à favoriser la prise de distance souvent assez

critique. Afin d'appréhender les itinéraires, outre l'expérience personnelle au sein du groupe, il était demandé "Comment et quand avez-vous été amené à connaître "Socialisme ou barbarie" ? À y entrer ?" pour les non fondateurs, y compris des membres très anciens. En début d'entretien, des questions/relances étaient également posées alors sur le passé politique de la personne qui avait accepté de répondre. En outre, en cours d'entretien, ce sujet était généralement à nouveau abordé en demandant si l'entrée dans un tel groupe avait constitué une rupture avec le milieu d'origine, avec des relances précises sur ce milieu. Tant lorsqu'il ou elle traitait de son propre itinéraire politique, de son entrée dans le groupe, ainsi que son expérience en son sein, voire parlait d'autres membres, groupes, partis politiques, la personne interrogée abordait très volontiers, en général, des éléments constitutifs de son comportement politique d'alors et exprimait des points de vue suffisamment riches pour permettre de reconstituer des attitudes.

De tels entretiens doivent être traités avec précaution : il s'agit de reconstructions tardives. Mais corrélés ils ont néanmoins permis d'établir des itinéraires, l'objectif n'étant pas la construction de biographies individuelles.

S'agissant de l'histoire du groupe, de son mode de fonctionnement comme de ses objectifs ou de ses rapports avec d'autres formations, la revue, pendant les premières années de son existence, à l'instar de *La Vie ouvrière* d'avant 1914, comportait une rubrique : "La vie de notre groupe", du numéro 2 de mai-juin 1949 au numéro 9 d'avril-mai 1952. Tenue presque sans discontinuité, cette rubrique fournit des informations précieuses, à condition de ne pas oublier qu'il s'agit cette fois de la construction d'une image et d'un moment d'une argumentation, ce qui peut être à l'origine de déformations non négligeables dont quelques exemples seront donnés.

Tous ceux qui le fondent ou le rejoignent rapidement proviennent de l'extrême/"ultra"-gauche, après avoir souvent été communistes d'abord, Malgré

leur jeune âge, certains ont même un riche passé militant qui a constitué une prise de distance de plus en plus grande par rapport au communisme. De classes d'âge proches, ce qui constitue déjà un point commun "générationnel", on analysera ces itinéraires de formation politique qui ne sont pas dépourvus de parallélisme. On aura aussi à interroger les événements fondateurs qui ont pu marquer des itinéraires assez profondément atypiques dans leur génération sur fond néanmoins commun d'attraction pour des communismes bien différents.

Enfin l'analyse des textes est assurément fondamentale pour appréhender le groupe, puisqu'ils disent une problématique, une ligne politique, dans une entreprise où le rôle de la théorie et même des théoriciens est essentiel. De nombreuses citations permettront de "montrer" le contenu de ces textes, à côté du commentaire et de l'analyse à laquelle ils seront soumis. Le souci de rapporter la parole des acteurs, avec leurs tics langagiers parfois, avec leur vocabulaire propre en tout cas, nous a paru une discipline respectueuse à la fois des scripteurs et des lecteurs. En faisant affleurer le corpus, nous espérons rendre plus efficace le travail de "contextualisation" et d'"intertextualisation" qui a été le nôtre.<sup>45</sup>

Des archives ont également pu être consultées. Leur examen permet d'analyser la manière dont sont discutés et élaborés les textes, l'état des débats et des divergences, donc, d'une part, enrichit l'analyse de certains articles publiés ultérieurement et, de l'autre, informe sur le fonctionnement du groupe, et notamment sur la grande pluralité d'expression que la revue ne permet généralement pas de saisir. Certaines polémiques seront citées de manière relativement détaillées à partir surtout de bulletins et de textes internes (en particulier, le groupe établit des *bulletins intérieurs* à partir de 1958), afin de retrouver cette diversité à l'intérieur d'un cadre idéologique qui reste partagé : l'anticapitalisme et la critique radicale du communisme réel. Cependant une partie seulement des divergences ont dû s'exprimer dans des actes et/ou des discours.

D'autres se sont plutôt traduites par un certain malaise ou une plus grande distance, voire des départs ; les entretiens peuvent permettre de les retrouver.

L'examen de ces archives informe aussi plus complètement que la revue sur la stratégie des membres du groupe et sur leurs modes d'intervention successifs, ainsi que sur la nature et l'importance des tentatives de regroupement d'extrême gauche dans lesquels ils s'engagent. Mais les entretiens se révèlent également extrêmement riches sur de tels aspects.

Enfin des coupes ont été faites dans la presse et les revues, afin de restituer des éléments du contexte, appréhender le traitement spécifique des événements et conjonctures par *Socialisme ou barbarie*, vérifier l'écho et éventuellement l'impact de la revue ou, à l'inverse, l'isolement.

Contextes et éléments contextuels seront d'ailleurs présentés dans les premiers chapitres des différentes parties, ainsi que dans le corps du texte, afin de mieux comprendre les particularités de la conception du groupe, ainsi que de son action comme de ses enjeux et de ses liens avec son environnement.

### I. 3/ Éléments de problématique : pour appréhender un groupe marxiste d'extrême gauche, des concepts importés du champ religieux

“Cette réversibilité, comme cette polyvalence, donne à l'analogie un champ universel d'application... pour elle, toutes les figures du monde peuvent se rapprocher”.

Michel Foucault. *Les mots et les choses*. p. 37.

“Les clercs ne se contentent pas d'adopter les passions politiques, si l'on entend par là qu'à côté des passions qui les doivent posséder en tant que clercs ils font une place à ces passions ; ils introduisent ces passions dans ces activités...”

“Mais où les clercs ont le plus violemment rompu avec leur tradition et résolument fait le jeu du laïc dans son application à se poser dans le réel, c'est par leurs doctrines, par l'échelle de valeur qu'ils se sont mis à proposer au monde. Avec une science et une conscience qui feront la stupeur de l'histoire, on a vu ceux dont la prédication durant vingt siècles avait été d'humilier les passions réalistes au profit de quelque transcendance se mettre à faire de ces passions et des mouvements qui les assurent les plus

hautes des vertus et n'avoir pas assez de mépris pour l'existence qui, sous quelque mode, se pose au-delà du temporel..."

Julien Benda. *La trahison des clercs*. p. 215 et p. 225-226.

Le groupe "Socialisme ou barbarie" se situe clairement dans la perspective du marxisme révolutionnaire.

L'acteur de la révolution à venir est bien évidemment le prolétariat. Le marxisme de *Socialisme ou barbarie* est un marxisme d'opposition radicale au pouvoir politique institué. Les problèmes soulevés par son analyse sont donc nettement distincts de ceux posés par l'usage fait du marxisme par des partis totalitaires au pouvoir ou partis États en Union soviétique, en Chine ou plus tard à Cuba, voire dans les pays européens dits de "démocraties populaires", problèmes en partie distincts, compte-rendu de la souveraineté limitée de ces derniers partis États.

Le discours développé dans *Socialisme ou barbarie* est essentiellement un discours politique, mais dans le sens très particulier où ce discours désigne bien des acteurs de l'action collective qui se divisent en sujets historiques et en adversaires qui sont de fait des ennemis irréductibles. Quant à la réalisation des objectifs, elle ne suppose rien moins qu'une victoire totale sur ces ennemis irréductibles ou, plus exactement, leur disparition historique.

Il n'y est pratiquement question que du pouvoir, qu'il s'agisse soit de la critique du pouvoir : répressif dans les sociétés capitalistes comme dans les sociétés communistes ou potentiellement répressif des organisations politiques quelles qu'elles soient, soit de l'élaboration d'une utopie communiste restaurée qui devrait donner naissance à une société où la maîtrise collective du monde par le prolétariat devrait s'accompagner de la disparition des phénomènes de domination et donc à la naissance d'une organisation totalement différente de la gestion des affaires publiques.

C'est également un discours politique dans le sens où il s'agit d'un discours destiné à convaincre et à mobiliser, d'une argumentation énoncée dans un but militant.

S'il y a volonté d'élaboration théorique, celle-ci n'est pas un but en soi et sa finalité principale n'est nullement la connaissance.

De plus, il s'agit d'un discours politique porté par un petit groupe militant et dont le statut est tout autre que celui d'un petit groupe d'auteurs, y compris des mêmes textes : ce discours est lui-même un acte militant et collectif. De fait, il est même l'acte militant le plus important du groupe.

Enfin, ce discours militant est tenu par un groupe qui s'auto-définit comme un acteur essentiel du processus historique qu'il analyse et désigne en même temps comme essentiel. Ce collectif se pense également comme un acteur et/ou un ferment des perspectives "sociétales" et politiques qu'il trace. On verra d'ailleurs que le statut de cet acteur sera un point fondamental de discussions, de désaccords et de ruptures au sein du groupe.

Sans sous-estimer ni les aspects proprement politiques des groupes d'extrême/"ultra"-gauche ni la spécificité de leur manière de faire de l'action ou de la théorie politiques et de considérer le politique, pour appréhender un tel type d'engagement politique, engagement très fort *a priori* puisqu'il touche aux fins ultimes de l'humanité, la comparaison avec certains phénomènes sociaux et intellectuels qui appartiennent à l'ordre du religieux paraît d'autant plus tentante que le rapprochement entre le marxisme et les types d'engagements qu'il peut et, plus encore, a pu susciter a déjà été fréquemment invoqué, sur le mode critique ou non.

En effet, l'attente révolutionnaire de la fin d'un monde jugé comme absolument négatif et en voie intense d'aggravation est certes partout présente chez les marxistes politiques. Mais elle est particulièrement déterminante à "Socialisme ou barbarie", où elle constitue le seul avenir, faute de toute revendication, stratégie ou tactique intermédiaire. Elle semble s'y apparenter à celle, eschatologique, du millenium ou d'un quasi millenium.

En outre, analyse rationnelle et croyance semblent se confondre presque complètement dans la quête de vérité et de pureté révolutionnaires absolues.

C'est pourquoi les concepts importés du champ religieux seront examinés brièvement en introduction à ce travail, afin de chercher à en tester la valeur heuristique pour appréhender un groupe comme "Socialisme ou barbarie".

Le rapprochement entre le marxisme militant et les religions de salut est extrêmement fréquent, tant dans la littérature philosophique que sociologique et historique, voire de manière encore plus large, celui entre le militantisme politique et le clergé<sup>46</sup>. La première sous-partie de cette introduction nous conduit à tester sa valeur heuristique. L'énoncé de Michel Foucault ne sera pris ici que comme conseil de prudence au cours d'une comparaison qui met en rapport des domaines de pensée et d'action nettement distincts et dont il conviendra de dégager ce qu'un tel rapprochement peut permettre d'appréhender, en partant de concepts religieux qui désignent presque tous des phénomènes eux-mêmes foisonnants et assez variés, pris sur de très longues périodes.

Raymond Aron, en particulier, y a consacré de nombreuses pages<sup>47</sup>. Certes, nombre de ses textes sont assez polémiques et destinés à combattre l'aveuglement des intellectuels face au communisme. D'une certaine manière, sa démarche s'inscrit dans la lignée de *La trahison des clercs* de Julien Benda, évoqué, à

juste titre, par Jacques Julliard et Michel Winock<sup>48</sup> dans le *Dictionnaire des intellectuels français*. Même si Julien Benda a eu l'ambition de dégager une morale des clercs, essentiellement fondée sur des valeurs universelles, alors que Raymond Aron a plutôt visé une condamnation du fanatisme au nom de la raison. Au demeurant, Julien Benda, après avoir publié *La trahison des clercs* en 1927, se laissera lui-même prendre au jeu du compagnonnage de route, après la guerre<sup>49</sup> : “ En mettant leur notoriété au service de leur passion politique particulière, les clercs, entendez les intellectuels, ont dérogé de leur noble mission, qui est de défendre les valeurs universelles ”.

Ainsi, en exergue à *L'opium des intellectuels*<sup>50</sup>, Raymond Aron place deux citations dont l'association est particulièrement significative, l'une de Karl Marx : “La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple” et l'autre de Simone Weil : “Le marxisme est tout à fait une religion, au sens le plus impur de ce mot. Il a notamment en commun avec toutes les formes inférieures de la vie religieuse le fait d'avoir été continuellement, selon la parole si juste de Marx, comme un opium du peuple”.

Au-delà de la polémique et de la dimension morale de la critique de Raymond Aron, ce par quoi il rejoint justement Julien Benda, à propos de l'engagement des intellectuels, l'auteur fonde le rapprochement entre les “religions séculières” et les religions de salut sur la comparaison des corps de doctrine ainsi que sur celle des formes d'adhésion suscitées par les unes et les autres.

Lorsque Raymond Aron se penche sur les doctrines totalitaires, parmi lesquelles il range le marxisme, ce qui retient essentiellement l'attention de l'auteur, c'est leur capacité à susciter l'adhésion et surtout une adhésion totale.

Le premier des textes consacrés à ce sujet par Raymond Aron : “L'avenir des religions séculières” publié en 1946 est d'autant plus pertinent à analyser que c'est là que l'auteur forge son rapprochement entre doctrines, tout en



expliquant le risque totalitaire contenu dans cette forme spécifique de “religion”. Dans ce texte, l’auteur insiste tout d’abord sur l’ambivalence du marxisme, tout à la fois profondément antireligieux et rationaliste et empreint d’un sentiment religieux profondément irrationnel.

Si le marxisme est profondément antireligieux et rationaliste - au sens où René Descartes est rationaliste - c’est dans la mesure où il prolonge la lutte pour la maîtrise humaine de la nature : “Laberthonnière a décelé dans le cartésianisme l’origine de cette impiété : Descartes, tout bon chrétien qu’il était se souciait davantage de devenir maître et possesseur de la nature que de méditer sur la vie éternelle.”

“Il /le socialisme/ conçoit certes une humanité réconciliée avec elle-même, victorieuse des inégalités, mais cette réconciliation a pour évidente condition l’achèvement de la victoire sur la nature.”

“En ce sens le socialisme serait essentiellement antireligieux. Dans les anticipations grandioses du jeune Marx, il était effectivement destiné à mettre fin aux aliénations religieuses. Une fois qu’il sera devenu maître de ses œuvres, l’homme trouvera la pleine satisfaction dans la communauté réelle. Il n’inclinera plus à réaliser dans des images transcendantes l’objet de ses aspirations déçues.”<sup>51</sup>

S’il est particulièrement intéressant de s’arrêter sur ce point, c’est parce qu’il convient de souligner que ce n’est nullement dans la dimension “dédiurgique” du marxisme que cet auteur voit les racines du totalitarisme, ni même un risque d’autoritarisme, alors qu’il suffit de penser aux effets de l’industrialisation à outrance en URSS et dans les démocraties populaires pour vérifier que, pratiquée selon certaines modalités, la quête de la maîtrise des choses a pu donner lieu à des pratiques particulièrement autoritaires et dévastatrices tant pour la société que pour les hommes et la nature.

Pour Raymond Aron, ce qui rend le marxisme dangereux, c'est que, comme le national-socialisme, il est profondément religieux, mais d'une manière différente et plus nocive que les religions traditionnelles.

Pour démontrer ce caractère religieux, Raymond Aron recourt à deux niveaux d'analyse distincts mais selon lui étroitement corrélés : les sentiments suscités et la structure de la doctrine : "On n'est pas religieux seulement quand on adore une divinité mais lorsqu'on met toutes les ressources de son esprit, toutes les soumissions de la volonté, toutes les ardeurs du fanatisme, au service d'une cause ou d'un être devenu le but et la fin des sentiments et des actions."

"Or c'est un fait que les religions séculières sont susceptibles de convertir les âmes aux mêmes dévouements, à la même intransigeance, à la même ferveur inconditionnée que les croyances religieuses aux époques de leurs plus impérieux et universel ascendant."

"Enfin, dans leur structure même, ces doctrines reproduisent certains des traits caractéristiques des dogmes anciens. Elles aussi donnent une interprétation globale du monde (au moins du monde historique). Elles expliquent le sens des catastrophes que traverse l'humanité malheureuse, elles laissent apercevoir, au loin, l'aboutissement de ces tragiques épreuves."<sup>52</sup>

A côté de l'intensité équivalente de l'attachement et des engagements suscités par les religions "séculières" et traditionnelles, le philosophe/sociologue souligne par contre deux différences entre les unes et les autres : les premières sont des religions de salut collectif et l'espoir y est ramené sur terre. Il en déduit leur caractère plus dangereux, plus amoral et finalement plus asocial : le salut collectif n'impose pas les mêmes obligations éthiques que le salut individuel et le but terrestre nourrit une exigence plus immédiate et plus concrète : "... Le fond commun des religions séculières et l'origine de leur impitoyable machiavélisme. Religions de salut collectif, elles ne connaissent rien (...) qui ne soit supérieur à l'objectif de leur mouvement."

"La révolution, élément décisif de ce que l'on peut appeler l'eschatologie socialiste, n'est donc pas simplement un bouleversement, la substitution d'un régime à un autre. Elle a une valeur " supra-

politique”, elle marque le saut de la nécessité à la liberté. Le salut est au-delà de cette catastrophe apocalyptique, de cet acte prométhéen par lequel l’humanité rompra ces chaînes et rentrera, pour ainsi dire, en possession d’elle-même.”<sup>53</sup>

“On retiendra ici deux arguments principaux contre les religions séculières. Le premier est qu’elles sont des religions de salut collectif. Elles n’offrent pas aux individus les mêmes consolations et les mêmes espérances. Elles ne leur imposent pas les mêmes disciplines que les religions personnelles (...).”<sup>54</sup>

Après avoir fait ressortir l’eschatologie construite autour des notions tout à la fois de catastrophe et de libération totale contenues dans les religions “séculières”, parmi lesquelles le marxisme, Raymond Aron insiste sur leur caractère “supra-politique” et, de fait, s’il s’agit de doctrines extrêmement politiques, elles se posent tout à fait au-dessus du politique institué.

Telle qu’elle se présente pourtant, cette mise en relation peut appeler plusieurs critiques. En premier lieu, s’agissant des religions de salut, d’une part, l’auteur souligne leur capacité à organiser des morales, de l’autre, il insiste, à juste titre également, sur le fanatisme qu’elles ont pu susciter, sans guère s’interroger sur les différents types de ce dernier : rasseoir un monopole ou affirmer une révélation minoritaire ? D’ailleurs, étonnamment, l’auteur ne s’intéresse pas particulièrement aux mouvements millénaristes qui, relevant de la deuxième catégorie, sont pourtant fort intéressants pour son propos.

En second lieu et de manière tout à fait générale, il laisse de côté tant la question des différentes formes de religiosité que celle des fonctions sociales des Eglises, pourtant fondamentale, si l’on considère leurs places sociales, leur longévité et ce qu’elles apportent aux croyants. De même, lorsqu’il critique les “religions séculières” et en particulier les marxismes, c’est sans s’intéresser aux types d’organisation qui se réclament de ces doctrines. Il ne s’arrête ni à leurs modes politiques et sociaux d’insertion, ni sur la vie interne et externe de ces organisations,

ni sur leurs modalités d'organisation, de mobilisation et d'action, parmi lesquelles les luttes politiques et revendicatives. Il laisse de côté ce qui constitue la trame de leurs vies militantes, ainsi que ce qui non pas motive, mais assure leurs capacités mobilisatrices.

*- Leszek Kolakowski, une distinction essentielle : mouvements hérétiques et Église instituée ou la pureté contre l'adaptation au monde*

Comme Raymond Aron, et également dans une perspective critique, même si elle est moins directement polémique, le philosophe polonais Leszek Kolakowski a comparé le marxisme, "théorie du salut mondain" à la doctrine chrétienne du salut.

En effet, Leszek Kolakowski, lui-même ancien marxiste, après avoir voulu revenir à la lettre de la pensée communiste pour critiquer le régime de "démocratie populaire de la Pologne, a fini par soumettre le marxisme à une interrogation systématique, en faisant apparaître les ferments de totalitarisme qu'il juge contenus dans la pensée même de Karl Marx et, plus particulièrement comme Raymond Aron, mais plutôt sur le marxisme quant à ce dernier, dans la dimension eschatologique tout à la fois "catastrophiste" et radicalement libératrice : "La théorie du salut mondain, autrement dit la doctrine révolutionnaire de Marx, est modelée sur le même schéma dichotomique qui caractérise la doctrine chrétienne du salut. Faisant exactement pendant au christianisme, ce schéma est organisé autour de la croyance prométhéenne à l'"auto-rédemption" de l'humanité..."

"Il conserve... l'idée d'un salut par la négation... le mal de l'histoire... est à proprement parler la condition nécessaire de cette libération."

“Toute la théorie de l’aliénation repose sur cette dialectique de la négativité qui confère un sens à l’histoire passée... Les puissances aliénantes appelées à la vie par l’humanité elle-même... sont des étapes nécessaires sur le chemin de croix de la liberté.”<sup>55</sup>

Comme Raymond Aron encore, le philosophe polonais souligne que le projet de Karl Marx veut s’inscrire dans la continuité de l’ensemble des acquis de la raison et de la culture humaines, ces dernières prises dans le sens le plus large. Ceci est d’abord vrai à travers le sens de l’histoire humaine posée par le marxisme, comme Raymond Aron l’avait déjà noté.

En effet, Leszek Kolakowski, à la suite du philosophe/sociologue français à propos du marxisme en particulier, rappelle que, chez Karl Marx lui-même, la fin de l’aliénation marque l’aboutissement de la quête de la maîtrise des choses et de la nature par une humanité réconciliée avec elle-même. “La vocation ultime de l’humanité s’accomplit, l’histoire dans le sens qu’elle a eu jusqu’alors, à savoir la domination des puissances anonymes sur les individus vivants, est arrivée à son terme.”<sup>56</sup>

Mais, de plus, Leszek Kolakowski met en valeur la relation d’enchaînement qui, chez Karl Marx, unit les différentes étapes historiques. D’un tel enchaînement, supposé dialectique, il résulte que les acquisitions humaines antérieures sont les fondements même du socialisme, les conditions de sa réalisation : “... Marx... insistait sur le fait que le socialisme s’appuie sur la totalité des acquisitions civilisatrices du capitalisme... il soulignait la continuité de la pensée scientifique et se demandait comment peut s’expliquer l’immortalité de l’art grec...”<sup>57</sup>.

Beaucoup plus clairement que Raymond Aron, le philosophe polonais y voit une contradiction majeure de la pensée de Karl Marx qu’il juge “ambiguë et incohérente sur ce point”, dans cet article de 1970. En effet, selon Leszek Kolakowski, la “radicalité” de la négativité révolutionnaire qui s’inscrit d’ailleurs dans la lignée de certaines des doctrines chrétiennes, exclut une telle continuité

culturelle : “Le principe du “tout ou rien”, le salut total ou l’esclavage total, la croyance au caractère global de la révolution (...) Il semble bien que le caractère radical et universel de la Révolution exige l’interruption et la rupture violente de la continuité de la culture.”

“Si la philosophie, le droit et la religion n’ont aucune histoire propre... et si leur histoire est seulement l’histoire des rapports de production... alors la conclusion s’impose : le sens de toute la création culturelle du passé était entièrement déterminé par le sens des intérêts des classes chaque fois dominantes, donc la *totalité* de cette création perdra aussitôt son sens dès que la division de classe aura été abolie.”<sup>58</sup>

Par contre, Leszek Kolakowski, tout comme Norman Cohn, dans *Les fanatiques de l’apocalypse*, distingue nettement le christianisme primitif et les hérésies chrétiennes, d’une part, et les pratiques et discours de l’Eglise instituée, de l’autre : “L’idée d’un salut total (...) est certainement au cœur même du christianisme ou, plus exactement, de la doctrine du Christ. Celle-ci est entièrement organisée autour de l’idée de l’apocalypse à venir ; en raison de l’imminence de la fin du monde, toutes les voies intermédiaires sont bouchées (...) Tous les commandements moraux en découlent. La proximité du jugement dernier pose de manière urgente et irrévocable la question du choix ultime.”

“Cette doctrine, que l’Eglise reconnaissait verbalement, l’aurait mise hors d’état d’organiser en fait un travail d’éducation véritable à une époque quelconque... ”.

“Et pourtant, la même doctrine réapparaît et se renouvelle constamment dans des mouvements hérétiques plus ou moins importants qui reprochent à l’Eglise de trahir sa vocation originelle et de s’adapter indignement au monde corrompu.”

“L’épisode le plus important de cette confrontation est certainement la réforme luthérienne ou, plus exactement, la réforme luthérienne dans sa forme initiale (...) On voit le plus clairement apparaître l’opposition entre le principe révolutionnaire “tout ou rien” et l’esprit conservateur d’une grande institution qui a compris depuis longtemps que la foi organisée, pour continuer à exister doit compter sur le monde imparfait des faiblesses humaines...”<sup>59</sup>

Avec Leszek Kolakowski, on retrouve une distinction parallèle à celle établie par Max Weber entre prêtres et prophètes, mais qui oppose ici la doctrine de l'Église à celles des mouvements hérétiques, en particulier à celle du jeune Martin Luther.

Comme Max Weber, Leszek Kolakowski souligne que l'Église est une institution qui a organisé sa pérennité, ainsi que l'extension de son pouvoir. Cependant, de manière originale, le philosophe polonais souligne que c'est grâce à son ouverture au monde extérieur, à sa capacité d'adaptation à ce dernier et de négociation avec des courants de pensée qui lui étaient étrangers que l'Église a pu asseoir et conserver son emprise : "Pour l'Église romaine, la grâce était quelque chose qui devait améliorer la nature humaine et lui apporter son soutien, non lui faire violence et la détruire. Cette conception permit à l'Église d'assimiler la culture mondaine et de s'approprier la philosophie et l'art païens. C'est pourquoi elle était également en mesure de pactiser avec l'humanisme. Luther, ou du moins le jeune Luther, voyait dans l'humanisme, la culture païenne et ses œuvres grandioses, un adversaire à combattre, car cette culture exigeait le respect d'elle-même et le respect de l'œuvre humaine qui ne pouvait naître que du péché et de l'orgueil. L'Église romaine avait rompu depuis bien longtemps avec ses origines révolutionnaires et n'avait plus rien à apprendre en matière de compromis et d'adaptation."<sup>60</sup>

Selon Leszek Kolakowski, l'Église romaine, en rompant avec le tout ou rien du péché opposé à la sainteté et à la foi absolue en la grâce, a inventé une sorte de progressivité du salut. Ainsi, au-delà même de sa place dans la société, qu'elle assoit d'autant mieux qu'elle sait pratiquer l'ouverture, elle s'est autorisée à composer avec les hommes tels qu'ils sont, leur accordant finalement un certain respect.

On voit donc que là où Raymond Aron notait seulement des différences entre les religions de salut et le marxisme, distinctions dont il déduisait une plus grande dangerosité de ce dernier, Leszek Kolakowski met en valeur une

opposition tout à la fois plus grande et plus précise entre religions instituées et marxisme. De sa comparaison entre schèmes doctrinaux, il résulte que c'est surtout des doctrines hérétiques que le marxisme serait finalement proche, même si la dimension millénariste subsiste sous forme de traces, selon l'expression de Jean Séguy dans sa contribution à l'ouvrage dirigé par François Chazel, *Action collective et mouvements sociaux*. : "Messianismes et millénarismes ou de l'attente comme catégorie de l'agir social"<sup>61</sup>, dans le catholicisme comme dans le protestantisme d'ailleurs, pour ne s'en tenir qu'aux deux principales religions chrétiennes.

- "*Les fanatiques de l'apocalypse*" de Norman Cohn : les mouvements millénaristes

Norman Cohn opère la même distinction entre l'Eglise instituée et les mouvements millénaristes, dans une perspective historique, beaucoup moins critique : "l'Eglise catholique institutionnalisée, puissante et prospère suivait une routine solidement établie et ses responsables n'éprouvaient aucune envie de voir les chrétiens se cramponner aux rêves démodés et trompeurs d'un nouveau paradis terrestre. Au début du Ve siècle, Saint Augustin élabore la doctrine correspondante à ces nouvelles circonstances : la *Cité de Dieu* explique que l'Apocalypse devait être interprétée comme une allégorie spirituelle. Quant au millenium, la naissance du christianisme en avait marqué l'avènement et l'Eglise en était la réalisation sans faille. Cette théorie prit rapidement valeur de dogme au point que le Concile d'Éphèse (431) condamne la croyance au millenium comme une superstition aberrante."<sup>62</sup>

À une analyse tout à fait voisine sur ce point, Jean Delumeau, auteur d'une somme sur les mouvements millénaristes, *Mille ans de bonheur : Une histoire du paradis*, soulignera, quant à lui, que "saints et pécheurs sont inextricablement mélangés dans la *"Cité de Dieu."*<sup>63</sup>, ce qui peut contribuer à fonder l'attitude relativement conciliante de l'Eglise face aux hommes tels qu'ils sont, attitude déjà mise en valeur par Leszek Kolakowski.



Selon Norman Cohn, autant l'Eglise instituée avait désamorcé l'attente du millenium et de l'Apocalypse, en leur conférant une valeur allégorique, autant ces deux croyances ont toujours subsisté à l'état latent dans le christianisme : "Le Moyen Age avait hérité de l'Antiquité - des Juifs et des Chrétiens primitifs - une tradition prophétique qui connut alors un fantastique regain de vitalité. Pour parler le langage qui s'impose ici, celui des théologiens, il se constitua une eschatologie (un corps de doctrine concernant le sort ultime de l'univers) d'ordre chiliastique dans le sens le plus large du terme qui prédisait l'avènement d'un Millenium non pas limité à mille ans, mais pratiquement illimité, au cours duquel le monde serait habité par une humanité à la fois parfaitement bonne et parfaitement heureuse." <sup>64</sup>

De fait, Norman Cohn s'est plus particulièrement intéressé à l'histoire des mouvements millénaristes, même s'il y mêle la notion de tradition prophétique, et son attention a surtout porté sur les plus violents d'entre eux : leurs objectifs, leurs modalités d'action, les conditions sociales de leur apparition et les caractéristiques sociologiques de leurs adeptes comme de leurs initiateurs. Lui aussi les a comparés à des mouvements révolutionnaires non religieux et a jugé le rapprochement probant. En premier lieu, il souligne "le rapport étroit qui existe", selon lui, "entre le fantasme nazi d'une conspiration juive mondiale vouée à la destruction, et les fantasmes qui inspirèrent Emico de Leiningen et le "Maître de Hongrie" ; en second lieu, Norman Cohn s'est également interrogé "sur les révolutions et mouvements révolutionnaires de gauche de notre siècle", mais pour considérer que "le fantasme à charge émotionnelle d'une lutte finale et apocalyptique ou d'un Millenium égalitaire" a moins attiré les ouvriers de l'industrie, dans les sociétés dont la technologie est développée, ce qui peut désigner approximativement les mouvements syndicaux ouvriers, ainsi qu'une partie du recrutement des partis socialistes et communistes, que "certains éléments politiquement marginaux... - principalement les travailleurs jeunes ou au chômage et une petite minorité d'intellectuels et d'étudiants." <sup>65</sup>

Si la distinction entre Eglise instituée, ou mieux Eglises instituées, et "hétérodoxies", paraît donc solidement établie, un certain flou subsiste concernant le

second terme de l'alternative : millénarismes, voire messianismes, doctrines eschatologiques, prophétismes, traditions prophétiques ?

Afin de mieux circonscrire le problème, il conviendra de distinguer ces différents phénomènes qui n'ont pas été nécessairement liés entre eux concrètement : les diverses formes de millénarisme, les prophétismes et les figures du prophète, les relations des unes et des autres avec des phénomènes sectaires ou des formes de religiosité particulièrement passionnelles, sachant qu'au-delà de la diversité des phénomènes historiques qu'il ne convient évidemment pas d'effacer ou même diminuer, l'objectif visé sera d'abstraire éventuellement des constantes susceptibles de mieux faire comprendre les groupes marxistes d'extrême et "ultra"-gauche.

*? Absence de recoupement des concepts d'origine religieuse et extrême diversité des phénomènes désignés dans le champ religieux*

Il ne saurait être question ici de faire l'historique d'aucune des séries de phénomènes considérés, ce qui sortirait tout à fait du sujet, mais plutôt de souligner l'hétérogénéité de ces phénomènes et de s'interroger sur les problèmes soulevés par une telle hétérogénéité, lorsqu'il s'agit d'établir des comparaisons et d'abstraire suffisamment d'éléments pour établir un archétype.

#### *- Les millénarismes*

Au premier examen, il semble que ce soient les doctrines millénaristes qui se prêtent le mieux au rapprochement avec le marxisme, surtout dans sa dimension révolutionnaire dont "Socialisme ou barbarie" a constitué une

expression. Ce sont elles qui se trouvent constamment désignées à cause de la proximité des structures doctrinales.

Cependant, comme le rappelle Jean Delumeau dans *Mille ans de bonheur : Une histoire du paradis*, le millénarisme *stricto sensu*, c'est à dire religieux, a une définition spécifique : "... le millénarisme, au vrai sens du terme, n'est pas l'attente de l'an 1000 ou de l'an 2000, mais celle de mille années de bonheur terrestre."<sup>66</sup> Une telle définition renvoie à un univers mental qui n'est certes pas celui des religions séculières. Cela ne signifie pas nécessairement qu'au-delà même des structures doctrinales les logiques à l'œuvre ne soient pas largement identiques.

De son côté, Norman Cohn donne une définition encore plus précise de l'eschatologie millénariste littérale, fondée sur les origines du christianisme, qui "avait toujours disposé d'une... doctrine concernant "les Derniers Temps " ou "les Derniers Jours " ou "l'État final du monde" dont le millénarisme chrétien n'" était qu'une simple variante..." Il précise que le millénarisme "faisait référence à la croyance de certains chrétiens qui se réclamaient du livre des Révélations, ou Apocalypse, et selon laquelle après son Second Avènement, le Christ établirait sur terre un royaume messianique sur lequel il régnerait mille ans avant le jugement dernier." Norman Cohn ajoute que si, suivant l'Apocalypse, ce royaume devait être habité par les martyrs chrétiens, "déjà, les premiers chrétiens... assimilaient les martyrs aux fidèles qui souffraient - c'est-à-dire à eux-mêmes - et attendaient la Parousie de leur vivant." Il conclut cependant que, comme lui-même, "... les anthropologues et les sociologues, et aussi, dans une certaine mesure,... les historiens" ont pris l'habitude "d'employer le mot de millénarisme dans un sens encore plus large... pour désigner un type particulier de religion de salut."<sup>67</sup>

- *Une distinction préalable dans l'ordre des phénomènes religieux de référence : messianisme et millénarisme ?*

Jean Delumeau souligne à juste titre que les deux notions ne sont "pas interchangeables", puisqu'"on peut attendre un messie, sans préciser ni la durée de l'attente ni celle du règne", alors que des "... millénarismes peuvent ne pas être tendus vers l'espérance d'un messie."<sup>68</sup>

À l'inverse, Jean Séguy<sup>69</sup> considère qu'il n'y a pas de rupture entre les deux séries de phénomènes, tout à la fois parce que le millénarisme représente une des formes prises par la frustration de "l'attente messianique" et que "messianisme et millénarisme ont toujours les mêmes ou de semblables effets sociaux".

Cette opposition montre les difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit de délimiter l'ensemble de référence. Il convient d'en retenir que si les deux séries de phénomènes présentent une parenté, l'attente millénariste n'implique pas nécessairement celle du ni même d'un messie.

- *Hétérogénéité des doctrines et distinction à opérer entre doctrines et mouvements*

Pourtant, la vision du millenium ou du quasi-millenium est bien différente selon les théologiens auteurs des doctrines, les prêcheurs et les mouvements qui ne se limitent d'ailleurs pas à la seule période médiévale, même s'ils l'ont très profondément marquée, mais se poursuivent pendant la Renaissance, sous des formes particulièrement violentes même, pour resurgir encore beaucoup plus tardivement.

Ainsi l'abbé Joachim de Flore n'est "pas un messianiste... n'a aperçu à l'horizon aucun nouveau messie. Il n'est même pas un millénariste au sens strict, puisqu'il n'a jamais prophétisé que le règne de l'esprit durerait mille ans... Son découpage du temps en périodes fait se succéder "le temps d'une histoire difficile et tourmentée", " une " période de repos sur terre " et "l'ouverture de l'éternité postérieure au jugement dernier " .

La période de repos terrestre est celle d'un "bonheur terrestre", pendant laquelle la "religion monastique" fera régner le bonheur sur le monde."<sup>70</sup>

Comme l'indique Norman Cohn "Joachim ne visait pas consciemment à l'hétérodoxie et n'entretenait aucun dessein subversif à l'égard de l'Église"<sup>71</sup>, ce qui n'empêche pas la potentialité subversive de sa doctrine : "... l'idée qu'il se faisait de la Troisième Ere de l'histoire était en contradiction formelle avec la théorie augustinienne, qui voulait que le royaume de Dieu fût entré dans les faits, pour autant que cela était possible sur terre, avec la création de l'Église, et qu'il n'y en aurait jamais d'autre."<sup>72</sup>.

Exclusivement théologique, la pensée de Joachim de Flore qui peut se rattacher au modèle, sans atteindre l'archétype, a cependant servi d'inspiration à des mouvements millénaristes violents, mais lui-même n'en fut jamais le vecteur direct. Les prêcheurs qui jouèrent un rôle effectif dans ces mouvements se référaient à sa révélation, tout en l'interprétant.

On est bien loin du communisme mystique et de la théocratie qui régna à Münster, par exemple : abolition de la propriété de l'argent, propriété communale des denrées, "... toutes choses devaient être en commun ; il ne devrait plus y avoir de propriété privée et nul ne devrait fournir de travail, mais simplement faire confiance à Dieu". Par ailleurs, un anti-intellectualisme très fort s'y développa : tous les livres furent interdits, sauf la Bible. Le baptême anabaptiste forcé fut pratiqué et tous les non baptisés furent déclarés passibles de mort<sup>73</sup>. *L'œuvre au noir* de Marguerite Yourcenar

décrit la polygamie et l'amour libre qui s'y développèrent sous le règne délirant du disciple du chef charismatique mort en tentant une sortie, hors de la ville assiégée<sup>74</sup>.

Les millénarismes ont connu certes des manifestations très différentes, tous cependant sont des phénomènes dont la dimension religieuse est essentielle, bien qu'elle ne soit pas exclusive.

Même sous ses formes les plus radicales et lorsque l'avenir communiste y tient une place essentielle, les marxismes ne restent-ils pas des utopies ?

*- Une discrimination à conserver : celle entre les univers religieux et politique ?*

A comparer des phénomènes d'ordre religieux et des phénomènes d'ordre politique et même d'ordre "supra-politique", on risque *a priori* de sous-estimer leurs dimensions propres. Ainsi, s'agissant des phénomènes d'ordre religieux : la révélation, la transcendance, la morale, bien sûr, mais également le contenu religieux des croyances, des espoirs, des références.

Une partie des auteurs marxistes fournissent un excellent exemple de réductionnisme appliqué à des phénomènes d'ordre religieux, mais il n'est pas nécessairement exclusif. *La guerre des paysans* de Friedrich Engels<sup>75</sup> en constitue une illustration extrême. Selon lui "la vraie, la vivante révélation /pour /Thomas/ Müntzer/, c'était la Raison... il /Müntzer/ prenait ce masque biblique bien moins au sérieux que maint disciple de Hegel dans les temps modernes".

Outre les erreurs d'ordre historique, de fait souvent commises sur l'ampleur de l'influence de Thomas Müntzer dans ces guerres de paysans et révélées par la recherche historique contemporaine, c'est l'interprétation même qui déforme le phénomène considéré.

Tout est religieux dans la vision du monde de Thomas Müntzer<sup>76</sup>, comme dans sa propre représentation de son action et de son combat ou dans les critiques qu'il porte contre les puissants : “/Thomas Müntzer/... est resté persuadé jusqu'à sa défaite que Dieu allait combattre avec les siens et que ceux-ci n'avaient pas à redouter leur disproportion numérique avec l'armée de la répression”.

“Nourri de textes bibliques, /il/ crut que le “ Dieu des légions célestes ” allait réaliser avec lui et grâce à lui les prophéties d'Ezéchiel, de Daniel et de l'Apocalypse.”

“ ... Müntzer reprochait au prince de “ voler... la clef de la connaissance de Dieu”.

Même la révolte sociale qu'il prône incontestablement est profondément religieuse : “Müntzer, qui a tant insisté sur ce nécessaire dépouillement, n'a jamais rêvé d'un pays de cocagne pour l'humanité régénérée. Nulle part non plus il n'a parlé de la communauté des biens, ni évoqué de façon précise la communauté future. En revanche, son eschatologie de coloration essentiellement religieuse, était tendue vers la christianisation complète du monde et la spiritualisation totale de l'homme.”

On sait aussi l'usage qui a été fait des interprétations non seulement de la guerre des paysans, mais du mouvement hussite sous les régimes communistes.

C'est par ailleurs à Friedrich Engels, qui semble par contre s'être mieux imprégné de la croyance eschatologique, qu'on doit la formule “Socialisme ou barbarie”, popularisée par Rosa Luxembourg.<sup>77</sup>

Plus généralement, l'ordre du religieux et l'ordre du politique semblent nettement distincts. Quel que puisse être le poids des héritages d'ordre religieux : valeurs, symboles, rites, l'objet du politique est l'action dans le monde, celui du religieux est principalement spirituel et la transcendance y tient une place essentielle, même si cet objet principal s'accompagne d'autres buts plus terrestres : respect de l'ordre religieux, puissance et autorité des institutions religieuses, mise en œuvre de valeurs morales, affirmation de comportements religieux et exigences de les voir accepter, surtout en l'absence d'un État laïc susceptible de chercher à en limiter la portée publique. On a certes pu parler d'une politique de l'Eglise catholique, par exemple - et il en va d'ailleurs encore ainsi même si ces buts sont auto-limités. Mouvements millénaristes et messianiques constituent toutefois une exception notable, puisque l'attente, pour profondément religieuse qu'elle soit, est renvoyée sur terre. Par contre, on ne peut guère parler d'une politique des mouvements millénaristes, ce qui les différencie grandement des marxistes révolutionnaires.

*- Les marxismes : essentiellement des utopies ?*

Pourquoi alors ne pas s'en tenir à la seule notion d'utopie, qui pourrait sembler parfaitement adaptée au sujet ?

Selon la définition de Raymond Ruyer, elles sont "des descriptions (sur le mode sérieux) d'un monde constitué sur des principes différents de ceux qui sont à l'œuvre dans le monde."<sup>78</sup>

Leur dimension critique est fondamentale, puisque ces descriptions comportent un "écart maximal" par rapport à ce qui est.<sup>79</sup>

De ce point de vue, l'opposition établie dans *Socialisme ou barbarie* entre le communisme pur ou vrai et le communisme réel, ou le capitalisme,



fonctionne bien comme une utopie radicale, d'autant plus qu'une description des modes ou, au moins, des principes de fonctionnement du communisme est nettement esquissée. Il en va en particulier ainsi de la description de l'organisation du travail, de la "gestion ouvrière", selon l'expression consacrée dans la petite revue.

Selon Jean Delumeau, les utopies "... ne sont pas seulement nostalgies et rêves d'un âge d'or. Elles constituent en même temps une réflexion sur les maux de l'ici et sous-entendent... des espérances d'amélioration grâce à une organisation volontariste".

Mais elles comportent d'autres différences notables avec les "utopies marxistes" : "Tandis que la notion d'une chute initiale de l'humanité est le plus souvent absente des utopies, celle d'un bonheur à construire y est partout présente."<sup>80</sup>

Or, si le marxisme, surtout le plus radical, ne comporte évidemment pas plus que les autres interprétations de notion de chute liée au péché, il est profondément marqué par la perspective d'un saut du négatif le plus absolu au positif le plus accompli, grâce à la fin de l'histoire d'une humanité jusque là constamment malheureuse et déchirée qui doit enfin se réconcilier avec elle-même, s'accomplir totalement, puisque débarrassée de toutes les formes d'"aliénation" et, ainsi, sans doute trouver le bonheur.

De plus, dans *Socialisme ou barbarie*, ce par quoi justement la doctrine de ce groupe peut être considérée comme un exemple du marxisme le plus extrême ; la critique est non seulement systématique et globale, mais toutes les contradictions du capitalisme sont vues comme autant d'"antagonismes" irréductibles, conduisant automatiquement ce mode de production à sa perte, sous une forme extrêmement violente, ce qui sort largement des limites de l'utopie rationnelle.

- *La construction d'un archétype et la valeur heuristique de ce dernier : l'attente millénariste*

Comme Norman Cohn, Jean Séguy dégage les constantes du millénarisme. Ce dernier insiste sur la notion d'attente millénariste ou messianique : tension vers un "salut collectif, terrestre... imminent... de nature surnaturelle" "l'aspiration concerne un changement (plus radical ou moins radical selon les cas) dans les relations que l'homme entretient avec Dieu, avec lui-même, avec ses semblables individuellement et collectivement." Pour Norman Cohn, il s'agit d'un salut non seulement "collectif..., terrestre..., imminent", mais également "total, en ce sens qu'il doit complètement transformer la vie sur terre, si bien que la nouvelle loi sera non pas une simple amélioration du présent, mais la perfection même". Il s'agit enfin d'un salut "miraculeux, en ce sens qu'il doit être accompli par des agents surnaturels, ou avec leur aide."<sup>81</sup>

La croyance en la nature surnaturelle de ce salut, tout comme la révélation pour le prophète d'ailleurs, voilà qui, aux yeux d'Alain Besançon, disqualifiera radicalement l'analogie : "Au fondement des religions de la foi, il y a un *non su* conscient. Abraham, Saint-Jean, Mahomet savent qu'ils ne savent pas. Ils savent qu'ils croient. Quand Lénine déclare que la conception matérialiste de l'histoire n'est pas une hypothèse mais une doctrine scientifiquement démontrée, c'est une croyance, certes, mais qu'il imagine prouvée, fondée en expérience."<sup>82</sup> Il s'agit effectivement d'une différence fondamentale de nature, même si, dans les cas limites considérés ici, elle ne suffit pas à introduire de degré évident dans la capacité de connaître le doute. Leur foi en la révélation divine qu'ils auraient reçue ne prédispose guère plus nos millénaristes au doute que les marxistes révolutionnaires sûrs de leur savoir "scientifique". Bien réelle, une telle différence ne suffit pas forcément à produire des structures d'attitude fondamentalement distinctes. Ces dernières sont peut-être plutôt à rechercher dans la relation entre croyance et action.

Dans les définitions de Norman Cohn et de Jean Séguy, on retrouve le salut collectif qui marque une rupture fondamentale avec le christianisme institué,

comme son lieu, terrestre, ce qui en fait l'ancêtre des "religions séculières", tout comme son imminence, propre à justifier l'urgence du choix, de la reconnaissance et/ou de l'engagement, voire du passage aux actes. Par contre, la nature surnaturelle du salut surprend, s'agissant d'une comparaison entre phénomènes religieux et laïcs, on verra que Jean Séguy fait de ce rapprochement entre deux termes, dont on ne saurait nier la différence, un usage particulièrement intéressant.

Après avoir dégagé les constantes de l'attente millénariste, notre auteur, centrant sa réflexion sur la catégorie de "l'attente", qui signifie "se tendre vers", cherche à dégager la logique spécifique d'une telle attente.<sup>83</sup>

Il fait remarquer en premier lieu que "l'attente comme attitude ou ensemble d'attitudes repérables finalisées à un accomplissement réfère tant à des individus qu'à des collectivités. Elle semble devoir s'accompagner de conviction", avant de rappeler en second qu'"... il existe des attentes concernant des promesses à venir dans le monde historique, tant dans le domaine des religions de ce domaine", puis que les "messiano-millénarismes" définissent tous un temps qui va "d'un commencement (ou d'un principe normatif fondateur) à un accomplissement, en passant généralement par une chute puis un rachat (ou quelque chose de métaphoriquement équivalent)."

Une fois soulignée la dimension critique des doctrines messiano-millénaristes "Ceci ne se fait pas sans passage par un procès critique où un abus et un échec sont dénoncés et promis à jugement" et en avoir conclu qu'"On ne s'étonnera pas que ce genre de prédication retentisse dans des conjonctures généralement caractérisées par des crises", Jean Séguy revient sur la question de la conviction qui est fondamentale dans toutes les réflexions sur les "religions séculières" et se trouve, en particulier, au cœur de celle de Raymond Aron : "... tandis qu'est annoncé un avenir prochain radicalement autre et meilleur dans une société idéale. Celle-ci est réservée aux " bons ", d'où l'urgence de la conversion au message et à son porteur."

L'extrême dévaluation du présent est également une dimension commune et fondamentale qui peut permettre de comprendre certains des effets produits par les doctrines marxistes d'extrême gauche. Il en résulte dans *Socialisme ou barbarie* de manière "archétypale" mais nullement exclusive une généralisation de la critique de l'ensemble de toutes les formes d'action sociale et politique existantes. Dénuées de toute hiérarchisation, de telles critiques peuvent avoir un effet extrêmement dévastateur. On verra en particulier que si le régime soviétique, ou plus exactement l'organisation des pouvoirs est très vivement critiquée, l'ensemble des organisations sociales capitalistes et des régimes politiques dans ce elles n'ont guère de statut, sauf celui de tentatives de "rafistolage" dont l'échec est souvent jugé inévitable.

L'archétype de la doctrine millénariste qui peut être caractérisée par une attitude de dévaluation et de critique latente ou explicitement développée, mais toujours de portée radicale, visant l'existant et par l'affirmation que l'humanité vivra bientôt dans une société marquée par la plénitude universelle, ainsi que par l'imminence de la crise finale, est susceptible de faire comprendre la force de l'investissement personnel que de telles doctrines sont capables de susciter, le caractère exclusif d'un tel investissement, voire le fanatisme et l'aveuglement qui risquent d'en résulter. En premier lieu, auprès de leurs adeptes *stricto sensu*, éventuellement dans des mouvements ou dans le cadre de mobilisations plus larges.

Les membres de "Socialisme ou barbarie" cloisonnent très fortement leurs activités politiques, d'une part, et professionnelles, de l'autre, à quelques exceptions près, ces dernières sont relativement protégées, bien organisées, - malgré l'importance des ressources de tous ordres consacrées à l'engagement politique - et ne souffrent donc pas de dévaluation excessive.

Par ailleurs, aucun mouvement millénariste religieux, quelles qu'aient pu être son ampleur et sa force, n'est parvenu à conserver un pouvoir politico-religieux ni sur un territoire un tant soit peu vaste ni de manière quelque peu durable. Un autre problème est de savoir si tel pouvait être son but. La foi en une intervention divine, y compris pour assurer la suprématie militaire, a été fréquente dans de tels mouvements. En outre, ces mouvements ne sont guère parvenus non plus à organiser leurs adeptes dans la durée, même si leur influence a pu persister dans certaines régions pendant des temps assez longs. Il semblerait plutôt qu'on ait eu affaire à des phénomènes de répétition sur des ensembles de personnes déjà sensibilisées.

A l'inverse, les millénarismes séculiers ou profanes ont, quant à eux, servi de doctrines à des partis politiques qui ont su faire preuve d'efficacité, de leur propre point de vue. Certains sont non seulement parvenus à prendre le pouvoir, mais à le conserver, au prix de modes d'action particulièrement terroristes. Par contre, lorsque leur pouvoir s'est pérennisé, il semble que cela se soit accompagné d'adjonctions idéologiques de nature assez différente, parmi lesquelles le nationalisme semble avoir tenu une grande place, ainsi que le développementalisme économique, souvent largement mythique, mais néanmoins appuyé sur un volontarisme particulièrement destructeur des hommes et des ressources.

S'agissant des partis communistes d'opposition dans les démocraties pluralistes, Norman Cohn soulevait un problème intéressant, mais concluait peut-être un peu rapidement. S'ils ont employé beaucoup d'autres registres de mobilisation et d'action, il n'est pas certain qu'ils n'aient pas su jouer de la doctrine millénariste initiale, au moins auprès de certains publics et dans certaines circonstances.

Quant aux groupes d'extrême gauche qui ont conservé une dimension millénariste profane forte, tout en l'associant dans des proportions variables à d'autres modalités de mobilisation et d'action, ils n'ont guère influencé, du moins directement, de segments de population ni vastes ni vraiment significatifs, encore moins durablement. Les mouvements étudiants ou lycéens dans lesquels ils ont su effectivement jouer un rôle parfois déterminant, n'ont pas connu de véritables prolongements. Par contre, ils ont su s'attacher des militants et les conserver parfois sur de longues périodes. Là encore "Socialisme ou barbarie" est un excellent exemple d'une telle pérennité.

Ces différents éléments pourraient conduire à s'interroger sur l'usage particulier fait des instruments de l'action politique par les partis et groupes politiques qui se réfèrent à des doctrines millénaristes profanes, même seulement conservées à l'état de trace.

Le groupe "Socialisme ou barbarie" qui n'a connu que relativement peu de militantisme pratique collectif jusqu'en 1956 et n'a agi que selon des modalités exclusives et radicales, en refusant le compromis, pourrait se rapprocher du type idéal. Dans son cas c'est l'aliénation au politique institué qui semble avoir nettement prédominé.

Dégageant les constantes des attentes millénaristes, Jean Séguy avait insisté sur le caractère surnaturel du salut, ce qui paraissait les renvoyer dans la sphère du religieux. Revenant sur ce point du contenu des "messiano-millénarismes profanes", il conclut pourtant, de manière fort intéressante, que ces derniers "semblent bien *révéler* que la modernité entend occuper à son profit le domaine du religieux, tout en prétendant sa disparition acquise sinon réalisée totalement."<sup>84</sup>

Si les millénarismes séculiers entendent investir la sphère du religieux, traitant des fins ultimes de l'humanité, on peut considérer qu'ils risquent finalement de chercher à investir l'ensemble des sphères symboliques et, en particulier, le politique. L'archétype aiderait ainsi à mieux appréhender comment les plus caractéristiques d'entre eux se donnent notamment pour but, réel ou mythique, l'attaque violente de la sphère du politique institué, après l'avoir totalement dévaluée au travers de la critique.

Par ailleurs, se rapprochant beaucoup sur ce point des analyses de Norman Cohn dans *Les fanatiques de l'apocalypse*, Jean Séguy lie les millénarismes comme mouvements à l'existence d'un porteur charismatique : " L'apparition dans l'histoire d'un porteur charismatique (individuel ou collectif, répétons-le) de promesses de restauration signale le "temps favorable" (kairos) qui permet à l'histoire un moment " négativisée " de changer de signe."<sup>85</sup>

Un tel rapprochement conduit à s'interroger sur les phénomènes prophétiques et sur le concept de charisme.

- *Charisme, prophètes et prophétismes*

Dans le premier sens du mot, qui désigne des phénomènes religieux caractéristiques du monde antique et non pas d'ailleurs du seul Israël, le prophète est celui qui est "saisi par l'esprit divin". Il est le porte-parole, l'instrument de la divinité. Comme le souligne Georges Minois, par sa mission, il "n'est pas essentiellement tourné vers la révélation du futur", cette dernière ne constitue même qu'un "aspect très partiel de sa fonction."<sup>86</sup>

Dans *Le judaïsme antique*<sup>87</sup>, Max Weber montre que cette expression de l'esprit divin donne généralement lieu à des manifestations extatiques. Mais ce qui

est surtout frappant c'est l'extrême diversité des figures de prophète. En effet, ces manifestations extatiques peuvent prendre des formes extrêmement différentes tout comme le sont d'ailleurs les domaines d'action de ces diverses catégories de prophètes. Seul vrai point commun, outre l'expression de l'esprit divin, tous ces prophètes détiennent un charisme personnel.

Les premières de ces manifestations de l'esprit divin ne se différencient guère de la magie. Ainsi, le rôle des neviim, à propos desquels Max Weber parle "d'extase prophétique", souvent d'origine plébéienne qui "pratiquaient l'automutilation, ainsi que des mutilations réciproques et... s'efforçaient d'atteindre un état cataleptique où les paroles s'échappaient, libérées de tout contrôle" ne se distingue guère de celui des sorciers : on s'adressait à eux "tantôt comme médecins, tantôt comme faiseurs de pluie". Cependant, "au début des guerres nationales..." "... les neviim de Yahvé..." "apparurent... comme prophètes de guerre". Comme le souligne Max Weber, cette prophétie n'avait rien de commun avec une quelconque "prédiction..., mais sa tâche était... d'appeler au combat pour la foi, de promettre la victoire et de contribuer à sa réalisation en ayant recours à la magie extatique."<sup>88</sup> Les premiers rois d'Israël, Saül, David notamment fréquentaient beaucoup ces neviim et se livraient eux-mêmes à des manifestations extatiques. Selon Max Weber, l'emprise de ces prophètes extatiques aurait reculé sous le triple effet de l'apparition d'armées de chevaliers, pratiquant le combat de chars et remplaçant les troupes de paysans, du développement d'un début d'administration, ainsi que de la prêtrise. L'influence de ces porteurs d'un charisme extatique personnel aurait donc reculé face à des phénomènes de qualification, mais également d'organisation des groupes de détenteurs de ces compétences, analyse qui participe d'un schéma d'explication plus général.

Toutes ces manifestations paraissent bien évidemment très éloignées des religions séculières, du salut profane et des organisations ou groupes qui ont pu s'en réclamer, tant de leurs modes d'action collective, des comportements de leurs militants que de leurs objectifs.



Les expressions prophétiques plus tardives témoignent de profondes ruptures. Les prophètes préexiliques passaient essentiellement pour des démagogues politiques "... ordinairement le prophète affronte le roi... C'est surtout du destin de l'État et du peuple qu'il se préoccupe. Et presque toujours sous forme d'invectives enflammées contre les puissants.<sup>89</sup> Tout à fait indépendant, c'est un citoyen privé dont les prophéties sont totalement gratuites. Le prophète est le plus souvent un extatique : "il ne fait pas de doute qu'à l'origine, c'étaient précisément ces états pathologiques qui constituaient la preuve la plus probante du charisme prophétique..."<sup>90</sup>. Cependant, l'émotion très forte "... ne naît pas du caractère pathétique des expériences psycho-pathologiques en tant que telles, mais de la conviction passionnée du prophète d'avoir réussi à capter le sens de l'aventure qu'il a vécue."<sup>91</sup>

Les prophètes scripturaires sont également porteurs "d'un charisme personnel" et non pas lié à une fonction. Eux aussi sont indépendants et leurs prophéties sont gratuites : prophéties de malheur, articulées autour du "... châtement à l'encontre du peuple qui avait violé le contrat passé avec ce Dieu redoutable."<sup>92</sup> Le prophète se fait l'écho des menaces divines et les appelle de ses vœux face au non respect de la Loi religieuse. Mais comme le souligne Max Weber, une fois le malheur survenu, le prophète ne se réjouit pas du bien fondé de ses menaces, au contraire, "... du fond de la détresse surgit un nouvel espoir en la miséricorde divine et en des temps meilleurs."<sup>93</sup> Si le malheur comme moment qui précède un renouveau, des "temps meilleurs" où une grande félicité est déjà présente chez les prophètes juifs, il prend des formes très différentes selon les prophètes.

S'agissant de l'eschatologie, Max Weber précise qu'"en premier lieu ce prétendu schéma ne se retrouve pas chez tous les prophètes qui n'ont proféré que des menaces de malheur". Il ajoute que "d'autre part il existe chez presque tous les prophètes une alternative qui s'écarte complètement de ce schéma et qui est caractéristique du Deutéronome : le peuple connaîtra le salut ou la malheur selon son comportement..."<sup>94</sup>. Il s'agit évidemment de comportements éthiques et/ou d'obéissance à la loi divine.

Max Weber conclut cependant que “si la prophétie exerça une influence aussi décisive, ce ne fut pas grâce à des promesses eschatologiques sublimées mais grâce aux espérances grossières qui continuèrent à subsister chez tous les prophètes”<sup>95</sup> : imminence du Jour de Yahvé, de la venue d’un sauveur par rapport à la disparition du péché.

Selon Max Weber, ce sont finalement ces prophéties même marginalisées finalement par les rabbins dans la religion juive qui ont pu sceller le destin religieux du peuple juif, grâce à la représentation grandiose de Yahvé comme souverain de l’univers qui détruit Jérusalem pour la rebâtir à nouveau et “aux expériences bouleversantes confirmant les paroles prophétiques de malheur.”<sup>96</sup>

Si les manifestations extatiques restent généralement étrangères aux religions séculières, sauf très métaphoriquement et surtout dans l’exercice du pouvoir par des dictateurs, ce qui constitue un autre problème, l’eschatologie chrétienne et finalement les millénarismes profanes surtout sous leur forme la plus pure sont partiellement héritiers de certaines des manifestations du prophétisme juif. Cependant, le lien de ce dernier avec le destin d’un peuple lui confère une portée spécifique.

On ne peut assimiler prophétisme et millénarisme ni même absolument charisme et millénarisme, malgré le rôle très fréquent des prédicateurs charismatiques dans les mouvements millénaristes, mais ni les uns ni les autres n’épuisent le millénarisme dans ses multiples formes, et celui des agitateurs guère moins charismatiques, bien que selon des modalités différentes, dans les mouvements de salut profane : ils restent souvent ceux qui annoncent et répètent la proximité de l’avenir espéré et redouté collectivement, argumentent sur un tel schème.

Il suffit de considérer que prétendre être porteur d'une connaissance précise sur le salut de l'humanité et sur l'immédiateté de ce dernier peut contribuer à créer le charisme, la croyance du porteur en son propre savoir pouvant dans certaines circonstances et contextes intellectuels contribuer à faire partager celle-ci. D'où le rôle très important joué fréquemment par des "leaders" dans de tels mouvements.

- "*Socialisme ou barbarie*", revue et groupe : seulement une idéologie scientiste ?

Ce n'est pas tant le marxisme que le communisme soviétique qui est au centre des recherches d'Alain Besançon, même dans *Les origines intellectuelles du léninisme*.<sup>97</sup>

Après avoir souligné la dimension critique de la comparaison de l'idéologie communiste avec la religion, fréquente de fait, mais non pas générale, Alain Besançon note une certaine évidence du rapprochement, lorsqu'il y a culte du pouvoir et de l'homme au pouvoir : "Mettre en rapport l'idéologie soviétique et l'histoire des religions ne peut être le fait que des adversaires de l'idéologie soviétique, puisque celle-ci réalise en elle, et promet pour tous la fin de la religion"

"Mais dans la génération contemporaine de Staline, les aspects fidéistes, cultuels, dogmatiques de l'idéologie étaient si patents que la comparaison s'imposait d'elle-même, avec l'image convenue d'une chrétienté médiévale, inquisitrice".<sup>98</sup>

La comparaison porte ici essentiellement sur le culte du pouvoir totalitaire et celui rendu au sein d'une Eglise hégémonique. Pourtant, Alain Besançon rejette finalement l'analogie, on l'a vu, au nom de la différence irréductible entre la révélation et l'acte de foi, d'un côté, et l'assurance du savoir, de l'autre : "Cependant l'idéologie n'est pas une religion, pas même une "religion séculière". Un trait formel suffit à discriminer l'idéologie du groupe de religions avec lesquelles elle est communément comparée. Il

concerne la structure de l'acte de foi. C'est un adage classique qu'une chose ne peut être à la fois, et sous le même rapport, sue (ou vue) et crue".<sup>99</sup>

Quant à Czeslaw Milosz qui, poète avant-guerre à Varsovie, antifasciste, sans être communiste pendant la guerre, a tenté de collaborer avec le régime communiste au point de devenir diplomate du nouveau régime polonais et de le rester jusqu'en 1950, avait analysé, dans *La pensée captive*, essai écrit à Paris avant la mort de Joseph Staline, l'assurance tout à fait exceptionnelle que pouvaient acquérir des intellectuels qui, ayant adopté le marxisme en Europe centrale, croyaient penser dans le cadre de lois scientifiquement fondées, il conservait, quant à lui, l'expression de "Nouvelle Foi"<sup>100</sup>, dans un sens incontestablement critique pour désigner le processus d'adhésion à la "religion séculière", ainsi que la dimension collective et même communautaire du phénomène.

Il dit ainsi sa méfiance constante : "... à l'égard de la nouvelle religion séculière, et surtout de la méthode sur laquelle elle s'appuie (la Méthode du Diamat, autrement dit du matérialisme dialectique, conçu non selon Marx et Engels, mais selon Lénine et Staline..."<sup>101</sup>.

Dans le même temps, pour Czeslaw Milosz, c'est parce que la nouvelle religion prétend s'appuyer sur des lois scientifiques qui embrassent tout le mouvement du réel qu'elle est particulièrement dangereuse : "... peut-on raisonner correctement, écrire de manière valable hors de *l'unique courant du réel*, dont la vigueur provient de son harmonie avec les lois historiques... ?" "... seul courant fécond, parce que ce courant suit avec une attitude scientifique les changements de la réalité."<sup>102</sup>

Ce mélange de foi en un avenir de salut terrestre collectif et d'assurance en la justesse scientifique des lois de l'histoire se retrouve bien dans *Socialisme ou barbarie*, pendant les premières années qui suivent sa création, même s'il s'agit d'un alliage qui défie la logique, comme le souligne Alain Besançon. C'est de

l'une comme de l'autre, ainsi que de leur relation qu'il s'agira de préciser effets et conséquences.

Mais là s'arrête la comparaison. En l'absence de pouvoir, rien ne vient forcer la réalité à se rapprocher des lois énoncées pas plus que les discours à proclamer que ces lois sont en train de se réaliser. Le discours tenu dans *Socialisme ou barbarie* est un discours critique, dépourvu de toute autorité particulière, au-delà de celle que ses auteurs s'adjugent et tentent de faire reconnaître.

Pourtant, le refus d'une société complexe, avec ses différences perçues comme autant d'antagonismes, tout comme celui de la distanciation intellectuelle que Czeslaw Milosz identifie comme des motifs fondamentaux d'adhésion au marxisme pour les intellectuels en Europe centrale, ne sont pas totalement étrangères dans l'un et l'autre cas.

En effet, pour Czeslaw Milosz, il y aurait une sorte de nostalgie d'un "... système unitaire de pensée capable d'unir le paysan... l'étudiant... et l'ouvrier...", type d'univers auquel aurait appartenu ou paru appartenir la religion, chrétienne notamment, au temps de son hégémonie. "De cette absence résulte le sentiment pénible de détachement ou d'abstraction..." "Etre dans la masse, telle est la grande nostalgie des intellectuels victimes de " l'aliénation " "103.

Il est vrai que dans le collectif "Socialisme ou barbarie", tout particulièrement, où l'élaboration, la publication et la diffusion d'une théorie posée comme exacte, sont considérées, au moins à ses débuts, comme autant d'actes décisifs, ce dont il faudra mieux élucider le sens, la référence aux lois de l'histoire est à ce moment constante. La démarche se veut incontestablement scientifique. Les autres groupes d'extrême gauche critiqués le sont parce que dans l'erreur, tout à la fois par rapport au marxisme et à l'histoire. Ils seraient, par conséquent, incapables de reconnaître, nommer, conduire le processus historique. Si la place de la théorie

devra être précisée dans la démarche du groupe “Socialisme ou barbarie”, en particulier dans son rapport avec l’action et avec l’histoire, cette théorie est incontestablement considérée initialement dans le collectif comme relevant de la connaissance scientifique. Qu’elle soit d’une nature bien différente est un autre problème. L’assurance en la justesse de cette théorie est sans doute pour beaucoup d’ailleurs dans la pérennité de *Socialisme ou barbarie*. Que certains faits, telles les révoltes ouvrières en Allemagne orientale, les mouvements de contestation en Pologne et en Hongrie aient pu paraître donner raison à une telle théorie, à condition d’interpréter ces événements plus que de les analyser, a beaucoup contribué à pérenniser l’assurance du groupe, alors même que ses évidences proclamées se révélaient évidemment fausses sur d’autres points : les régimes répressifs d’Europe centrale et orientale ont produit des révoltes mais ne se sont pas engagés dans une troisième guerre mondiale totale, ni débouché sur des révolutions prolétariennes susceptibles de créer un communisme de conseils.

Cette assurance de dire vrai ou de détenir la vérité, nuances non négligeables que l’analyse devra permettre de préciser, est sans doute pour beaucoup dans une relation complexe qui s’est établie très tôt à “Socialisme ou barbarie” entre justesse supposée ou réelle de la théorie, en particulier contre le communisme réel, et compétence intellectuelle, relation de quasi équivalence que le succès intellectuel ultérieur de membres du groupe n’a fait que renforcer dans la mémoire des anciens militants.

Pourtant dans *Socialisme ou barbarie* dont les auteurs militants n’ont certes aucune sorte de pouvoir ni à justifier ni à asseoir, l’attente d’un monde sans aliénation que l’on peut assimiler à une attente millénariste profane tient une place déterminante.

Il conviendra en particulier de déterminer quelles parts respectives reviennent à cette assurance de détenir une vérité dont les fondements sont pendant assez longtemps censés de surcroît être scientifiques et à l'attente millénariste profane ? Comment l'un et l'autre se sont articulés dans la pensée comme dans les attitudes des militants du petit groupe "révolutionnaire" ? Enfin quelles traces de telles attitudes on peut retrouver dans les récits/argumentations de comportements passés contenus dans les entretiens des anciens membres ?

*- François Furet : chez le jeune Marx, le politique, une aliénation comme telle assimilable au religieux*

Dans son *Marx et la Révolution française*<sup>104</sup>, François Furet souligne que "dans tous ses textes de 1843-1844 qui traitent si souvent de la Révolution française, Marx cherche à construire une théorie du politique comme émergence de l'aliénation moderne par excellence. De même que le politique s'est substitué au religieux pour constituer l'illusion dominante de la civilisation, ainsi Marx a pris le relais de /Ludwig/ Feuerbach dans la critique de ce nouveau mirage, relais d'autant plus naturel que la démocratie n'est qu'un avatar du christianisme..."<sup>105</sup>.

En effet, pour le jeune Marx, pas encore matérialiste, "les Français n'ont fait qu'une révolution " partielle ", " purement politique ", puisqu'elle n'a émancipé qu'une partie de la société civile".<sup>106</sup> Selon François Furet, il s'agit pour Marx "de dépasser Hegel en brisant cette malédiction allemande de l'histoire pensée substituée à l'histoire réelle"<sup>107</sup>. Or, "Marx voit dans les tares même de l'histoire allemande les conditions d'une révolution plus radicale que la révolution française"<sup>108</sup>, puisqu'aucune classe n'y est capable de faire une "révolution partielle", c'est à dire à son profit.

S'agissant de la Révolution française, François Furet montre que "... l'histoire de la Révolution française, selon le Marx de 1843-1844, tient dans une dialectique de l'État et de la société civile". Relevant que Marx "est proche... sur ce point... des historiens français de la

Révolution”, pour lesquels “Le développement de la société est à l’origine de la Révolution, qui naît du contraste entre l’exclusion politique de la bourgeoisie et sa puissance économique et sociale”, François Furet montre que, pour Karl Marx, cependant “... la Révolution elle-même une fois déclenchée n’est pas prisonnière de ses origines ; elle se caractérise par une hypertrophie provisoire du politique... volontarisme politique qui entraîne le recours à la terreur”.<sup>109</sup>

Mais Karl Marx n’ira guère plus loin dans cette approche articulée autour des idées d’illusion et d’aliénation, il n’interrogera pas non plus la diversité des phases de la Révolution.

Au contraire, Karl Marx dégage finalement le sens de la Révolution française, en la considérant comme un tout ou plutôt comme un processus qui aboutit en 1830 et “... imagine une histoire de la Révolution assez proche de celle de /François/ Guizot : fondée sur la primauté finale du social sur le politique et conçue comme une inévitable réappropriation de l’État par la bourgeoisie...”

“Mais si juillet 1830 signe pour Guizot la victoire définitive de la révolution française, Marx y voit aussi la marque de son échec, puisque c’est la négation de ce qu’elle a eu d’universel et de sa prétention affichée à émanciper la société tout entière.”<sup>110</sup>

C’est à partir de telles déductions que Karl Marx va conclure que le politique est un leurre et chercher le réel et le vrai dans le social et l’économique : “Car si Marx se lance... dans l’économie comme dans le vrai contenu de l’histoire moderne, c’est pour y chercher la vérité de l’illusion. Du coup, il lui suffit quasiment d’avoir défini et redéfini l’État comme le mensonge communautaire pour y faire tenir toute son histoire.”<sup>111</sup>

François Furet souligne que le Marx déjà matérialiste de *l’Idéologie allemande* ne considère pratiquement plus l’État et le politique que comme des produits de la classe dominante : “Au Marx feuerbachien qui traite l’État bourgeois moderne sur



le modèle de l'aliénation religieuse... succède le Marx matérialiste qui en fait le pur produit d'une domination sociale des intérêts bourgeois." <sup>112</sup>

De l'universalisme de la révolution française, Karl Marx tire alors la conclusion que "... toute classe révolutionnaire... doit nourrir des idées révolutionnaires... doit aussi leur donner une forme et une ambition universalistes..." <sup>113</sup>.

Une telle conclusion, pas très éloignée de la conception sorélienne du mythe pour l'action, peut se prêter au demeurant à nombre d'interprétations machiavéliques tant sur le plan théorique que pratique. On n'est en tout cas plus très loin du réductionnisme de Friedrich Engels ne voyant qu'un masque dans la religiosité de Thomas Müntzer.

Et, de fait, penser le politique et plus précisément la démocratie autrement que comme une illusion qui sert des intérêts de classe est resté rare chez la plupart des marxistes politiques, influencés par le communisme. Quant à l'action politique, elle s'est souvent trouvée ramenée à une traduction ou à une modalité des luttes de classes. Il en résulte alors la représentation de classes mobilisées, souvent sous la forme d'armées qui s'affrontent, y compris politiquement, tous les coups étant d'ailleurs permis, puisque la lutte de classes est une relation tellement antagonique que le respect de règles du jeu ne s'impose pas.

Quant à la pensée des membres de "Socialisme ou barbarie", dont la genèse doit plus directement à Vladimir Lénine et Léon Trotsky qu'à Karl Marx lui-même, pendant longtemps le politique institué y est tellement ramené à des type d'intérêts de classes absolument antagoniques qu'à la limite il n'existe pas. Sous sa forme démocratique, il n'est en tout cas pas question de le prendre au sérieux. Ceci est d'autant plus vrai que la théorie de la bureaucratie soviétique fait découler l'évolution "capitaliste bureaucratique d'État", selon l'expression longtemps employée dans le groupe, de l'autoritarisme qui a caractérisé le parti bolchevique,

vis-à-vis du prolétariat en particulier, nullement de sa vision du monde ni de sa manière de penser le monde ni la transformation de ce dernier. Un tel schéma étant transposé à toutes les forces politiques, il en résulte finalement que tous les rapports politiques de direction sont censés aboutir à la formation de nouvelles classes dominantes. C'est dire que dans une telle problématique, ou mise en cohérence très partielle, la démocratie politique n'est pas autre chose qu'un leurre particulièrement trompeur et dangereux pour le sujet historique de l'avenir, le prolétariat. Quant à ce dernier, le communisme qu'il doit inventer consistera, on le verra, en une libre organisation du monde par des prolétaires : toute opposition antagonique ayant disparue, il ne sera question que de gestion dans l'harmonie ; le politique comme domaine d'action singulier n'a plus alors lieu d'être !

Par contre, le groupe est créateur d'une mise en cohérence, d'une idéologie politique spécifique centrée sur le devenir du prolétariat qui évoluera beaucoup cependant.

**1<sup>ère</sup> partie**

**AUX ORIGINES DE “SOCIALISME OU BARBARIE” :  
1946-1949**

**LA CRÉATION D’UNE TENDANCE AU SEIN DU  
TROTSKISME**

## **Présentation de la 1<sup>ère</sup> partie**

Si les principaux fondateurs de “Socialisme ou barbarie”, groupe et revue, ont dès 1946 créé une tendance au sein du PCI trotskiste, lorsqu’ils constituent enfin un groupe et une revue indépendants en 1949, le contexte s’est profondément modifié. Ceci est vrai tant de la vie politique française que du contexte international.

En 1946, on est encore dans l’après-guerre, aussi bien en ce qui concerne la vie politique française que les relations internationales : l’après-victoire des Alliés dans le domaine international, même si le dispositif de guerre froide est déjà en train de se mettre en place, l’après-Résistance dans la vie politique française. En 1949, on est déjà entré dans la guerre froide.

La puissance du Parti communiste est une constante pendant ces années, ainsi que son poids dans la vie politique française. Mais au pouvoir au début de la période et relativement intégré dans le contexte de l’après-Résistance, même si c’est loin d’être sans arrière-pensées chez l’ensemble des partenaires politiques concernés, il est isolé dès 1947.

Il reste dominant dans le monde ouvrier et l’est devenu dans le champ intellectuel, où il n’est pas loin d’imposer une nouvelle conception de “l’engagement”.

Les trotskistes, quant à eux, se trouvaient dans une situation très difficile à la Libération, leur “internationalisme” mal compris en faisant des cibles faciles pour les communistes, malgré une présence non négligeable au sein des Auberges de jeunesse qui leur avait permis de former quelques jeunes ouvriers. Pendant que les communistes étaient au pouvoir, l’insatisfaction ouvrière bien réelle

leur permet de prendre pied dans quelques entreprises, la “pression” sur les syndicats pour le déclenchement de grèves étant assez forte et peu relayée par la CGT à direction communiste.

L’image de l’Union soviétique jamais aussi positive que dans les années qui suivent la Libération, grâce à la participation de ce pays à la guerre contre l’Allemagne nationale socialiste, a aussi profité au Parti communiste.

Mais cette image largement acceptée ne perdurera pas dans l’opinion publique, elle se maintiendra pourtant dans de larges parties du champ intellectuel. Même lorsque les “philocommunistes”, voire les “antianticomunistes”, ne cachent ni ne nient les graves atteintes à la liberté de la personne sous les régimes communistes, pour la plupart de ces intellectuels, celles-ci ne mettent pas en cause le caractère positif du but poursuivi, ni celui des résultats déjà atteints dans nombre de domaines. Plus fréquemment encore ils ne doutent nullement que de tels régimes puissent s’améliorer. L’attachement encore très affectif tant au communisme réel qu’au Parti communiste français reste déterminant.

Le groupe “Socialisme ou barbarie” se caractérise par la dénonciation très vive du communisme soviétique, ainsi que des organisations du communisme français, au nom des principes du communisme, et nullement de ceux de la démocratie politique, pluraliste. Minuscule concurrent du Parti communiste, c’est la place de ce dernier qu’il vise à occuper différemment, en principe, c’est-à-dire en aidant le “prolétariat” révolutionnaire à s’auto-construire, on le verra dans le chapitre II.

Son extrême faiblesse en ressources de tous ordres ne l’empêche nullement de démarrer cette entreprise de destruction/restauration du communisme avec un grand optimisme ; on le montrera dans le chapitre III.

**Ch. I - 1946-1949 : DE L'APRÈS LIBERATION A L'ENTRÉE EN  
GUERRE FROIDE**

Comme au début des deux autres parties, le premier chapitre sera consacré à la contextualisation : celle de la création de “Socialisme ou barbarie”.

Le poids et l'évolution de la place et de la stratégie des communistes dans la vie politique française sont essentiels pour appréhender cette naissance, les espoirs qui l'accompagnent comme les difficultés qui la suivent. Ce sont constamment plus de cinq millions d'électeurs qui apportent leurs suffrages au Parti communiste, près de cinq millions cinq cent mille lors de l'élection à l'Assemblée nationale en 1946, près de cinq millions encore en 1951, en pleine guerre froide.

Le déclenchement de cette dernière qui sera analysé à la fin de ce chapitre est déterminant pour comprendre autant les changements qui affectent le Parti communiste et le champ politique que les conflits qui divisent le champ intellectuel et les enjeux de la formation de “Socialisme ou barbarie” en tant que groupe autonome.

Si les communistes conservent un grand poids politique, même après leur départ du gouvernement en 1947, ils l'appuient principalement sur leur force dans le monde ouvrier, constamment moins grande pourtant que celle qu'ils avaient atteinte sous le Front populaire, lorsque leur parti entendait assumer le “ministère des masses”, leur volonté d'appliquer le programme du CNR leur ayant finalement été moins bénéfique, mais comptent aussi leur présence et leur activisme dans le champ intellectuel.

Ce parti reste d'autant plus incontournable dans la classe ouvrière, cible principale de l'extrême/“ultra”-gauche, en général, et de “Socialisme ou barbarie”, en particulier, ainsi que référence mythique de nombre d'intellectuels attirés par le communisme, que s'il bloquait les mouvements de grève lorsqu'il participait au gouvernement, il en impulse de quasi-insurrectionnels en novembre 1947, après la grande grève de chez Renault. De tels mouvements s'articulent au

demeurant sur des revendications et des insatisfactions tout à fait réelles, même si ce parti cherche à leur donner une portée politique bien particulière.

Les trotskistes principalement avaient réussi à jouer un rôle non négligeable jusqu'en 1947 ; l'expression violente des mécontentements et insatisfactions extrêmes est dorénavant assumée à nouveau par le Parti communiste, dans le registre et avec les particularités de ce dernier. Les trotskistes entrent alors, quant à eux, dans une crise grave qui se soldera par un éclatement, un émiettement et de nombreux départs. Très divisés sur l'analyse du communisme soviétique et du Parti communiste français, ces derniers ne le sont pas moins sur le comportement à adopter vis-à-vis de la gauche non communiste. C'est d'ailleurs ce problème d'alliance qui révèle aussi un degré d'acceptation très différent des Fronts populaires qui entraînera la rupture effective, sachant que l'évaluation du "communisme réel" pose aussi problème.

Une telle conjoncture de durcissement communiste ne paraît guère propice à favoriser l'écho dans le monde ouvrier d'un nouveau petit groupe comme "Socialisme ou barbarie." C'est d'autant plus vrai que ce dernier ne dispose pratiquement pas d'implantation dans ce milieu, avant d'être rejoint en 1950 par quelques jeunes bordiguistes, avec lesquels les jeunes anciens trotskistes qui créent "Socialisme ou barbarie", groupe et revue, étaient déjà en négociation dans le but de parvenir à une fusion, comme d'ailleurs avec d'autres militants et petits groupes d'extrême et "ultra"-gauche.

L'optimisme affiché lors du lancement de la revue au moins quant au devenir politique du groupe peut surprendre. Le volontarisme et la soif de convaincre de la nature du communisme semblent surtout avoir occulté le poids de ces facteurs dans le monde ouvrier qui ne sont pourtant pas méconnus. Le sens de l'observation des effets négatifs des changements de tactique des communistes, non



négligeables dès le début, n'ira qu'en se développant. Au demeurant de telles conséquences sont parfois même surestimées.

Dans le champ intellectuel, nettement décalé par rapport au champ politique, le Parti communiste est dominant pendant ces mêmes années et dispose d'alliés prestigieux même en 1949, alors que des "contre-feux" ont commencé à se disposer avec l'Affaire Kravchenko et la dénonciation des camps soviétiques. Ces deux affaires constituent incontestablement, outre des informations, après l'"oubli" de celles connues dans les années antérieures à la guerre, des tentatives visant à modifier l'image du communisme soviétique, à partir de critiques du totalitarisme qu'il recèle et donc au nom des principes de liberté politique et "infra-sociétale" Claude Lefort joue un rôle non négligeable au sein des *Temps modernes*, en défendant à contre-courant le bien fondé des informations révélées par Victor Kravchenko sur l'ampleur et le caractère protéiforme de la répression qui a sévi en Russie, même si le jeune philosophe ne retient qu'une version atténuée des accusations portées par le transfuge.

### I.1/ En France : la force du Parti communiste au pouvoir comme dans l'opposition après 1947

#### *- Les gouvernements tripartites et l'incarnation de l'esprit de la Résistance*

En ce qui concerne la vie politique française, même après le départ du Général de Gaulle, le 20 janvier 1946, la coalition tripartite : communistes, MRP, socialistes qui prolonge la Résistance et sa volonté de réforme en profondeur reste encore au gouvernement. Elle s'y maintiendra d'ailleurs jusqu'au départ des communistes en 1947. Ces derniers apparaissent de fait comme particulièrement puissants au cours des premières années de l'après-guerre. Après la rupture du

tripartisme, les gouvernements formés appartiendront, jusqu'en 1951, au type de la troisième force, en lutte, à la fois, contre les gaullistes dont les succès électoraux sont alors remarquables et les communistes.

*- La puissance communiste*

En effet, si les électeurs se sont prononcés en 1945 pour une assemblée constituante contre la solution d'élire un simple parlement dans le cadre de la constitution de 1875, aux élections qui eurent lieu en même temps à la représentation proportionnelle, le Parti communiste obtint 159 sièges sur les 586 de France métropolitaine. C'est ainsi le premier parti politique français devant le MRP qui en compte 152 et les socialistes 142.

Lors de l'élection de l'Assemblée nationale, après la ratification de la Constitution par référendum le 13 octobre 1946, le Parti communiste redevient le premier parti politique français avec 183 sièges et 5 430 593 électeurs, alors que l'élection de la deuxième constituante en juin 1946 avait placé le MRP en tête : 5 589 213 électeurs alors que le Parti communiste en avait réuni 5 145 325. De surcroît, avec plus de 28 % des suffrages exprimés, il "couvre toutes les régions, et non plus seulement les agglomérations industrielles ; il est devenu un vaste parti populaire, "interclasses."<sup>114</sup>

Sa politique de recrutement large et diversifiée a joué en défaveur du poids des "bastions de la grande industrie" au profit du monde ouvrier rural, et même plus globalement abaissé celui du monde ouvrier au sein de l'organisation.

Certes, "Les communistes sont les grands vainqueurs de la guerre ; auréolé par la Résistance, bénéficiant du prestige acquis par l'URSS dans sa lutte contre l'Allemagne, appuyé sur les anciens FTP dont beaucoup ont gardé leurs armes, le "parti des fusillés" semble porter le souffle révolutionnaire qui déferle sur la France en 1944/45 ; de 300 000 avant guerre, ses adhérents sont passés à 800 000 ; ils sont dans le Centre, le Nord, le Sud-est et entourent Paris d'une ceinture rouge."<sup>115</sup> "... en

décembre 1946,... plus de 814 000”, selon Stéphane Courtois et Marc Lazar qui soulignent qu’il s’agit de son “record historique”, en illustrant cette remarque d’une comparaison diachronique du nombre des adhérents effectivement frappante, “... deux fois et demie plus qu’en 1937 ” alors que cette masse se “nationalise” et se ruralise, au point que “11 /sur 12/... des départements à plus forte densité communiste sont ruraux...”, ce qui signifie surtout que désormais il “... pénètre un monde ouvrier particulier, souvent en activité dans des petites entreprises, habitant des bourgs et conservant un attachement à ses origines paysannes”, mais également qu’il “... s’incruste dans les campagnes ”. Par ailleurs, ces départements sont “... situés au sud de la Loire...” En effet, si “le parti conserve ses bastions - la région parisienne, le Pas-de-Calais, la Picardie, le bord de la Méditerranée, la bordure nord et ouest du Massif central -...”, il “connaît des difficultés dans les zones industrielles de la Lorraine, de la vallée de la Seine et dans le département du Nord.”<sup>116</sup>

En effet, il ne semble pas que les succès électoraux des communistes en milieu ouvrier se soient accompagnés des mêmes gains en termes d’adhésions, comme le soulignent Stéphane Courtois et Marc Lazar, en se fondant sur les données réunies et présentées par Philippe Buton. “Si avant-guerre, la densité communiste est plus élevée dans les départements ouvriers, après-guerre, la situation s’inverse...”

Comme l’indique Philippe Buton “En outre, ces faiblesses enregistrées dans les départements ouvriers sont encore plus marquées... si l’on introduit un facteur aggravant, la féminisation des rangs du PCF ”. “Avant-guerre, le pourcentage des femmes dans les effectifs communistes est nettement inférieur à 5 %. A la Libération, il devient supérieur à 11 %”, alors que “la population féminine est globalement moins ouvrière que la population masculine...”.

Les difficultés de ce parti dans le monde ouvrier sont particulièrement perceptibles dans la région parisienne dont le poids relatif baisse d’ailleurs au sein de ce parti. “Par rapport au Front populaire, le nombre d’adhérents des communes les plus ouvrières de la banlieue ou des arrondissements les plus ouvriers à la Libération progresse moins rapidement que celui des communes et des arrondissements moins homogènes socialement. Bien plus, entre 1945 et 1947, les effectifs des arrondissements ouvriers de la capitale

reculent de 18 %.” Philippe Buton remarque même que “... à la Libération, la clientèle privilégiée du PCF dans la capitale n’est plus le métallurgiste ou le travailleur du bâtiment, mais le fonctionnaire, le petit employé ou le travailleur à statut”.

Par ailleurs, l’organisation même du parti fournit un autre signe de ces difficultés de relations avec le monde ouvrier. Certes, les cellules d’entreprises augmentent, entre 1944 et 1947, en quantité et en proportion : elles représentent 20,8 % du total des cellules en décembre 1944 et 24 % en 1946 ; mais comparée à 1937 ou 1938, leur part est nettement inférieure : en octobre 1937, ces cellules fournissent 29,7 % du total des cellules, et 30,4 % en octobre 1938. En outre, “... toutes ne sont pas implantées dans les usines”, loin de là. “ Chez Renault, dans la forteresse emblématique de Boulogne Billancourt, la densité communiste dans l’entreprise... est en 1946 de 8,3 % contre 23,3 % en 1937.” Philippe Buton ajoute qu’ “... il n’y a que 250 communistes à Citroën sur 10 000 ouvriers et 400 sur 15 000 à Peugeot.”<sup>117</sup>

Même la CGT, au demeurant réunifiée, on le sait, et dont la force moins que jamais ne repose sur la seule influence communiste, est certes très puissante mais ne retrouve cependant pas ses effectifs de l’époque du Front populaire : 3 775 000 contre 3 977 000, ce qui reste néanmoins fort élevé.<sup>118</sup>

Faisant remonter son analyse historique de l’implantation communiste ouvrière encore plus tôt, pendant la Résistance, Philippe Buton souligne que si “la présence ouvrière au sein des maquis fut massive...”, pour “... les ouvriers demeurés dans les entreprises...”, groupe au demeurant diminué par la mobilité forcée et le STO, les “syndicats clandestins se réduisaient à des noyaux...” et “l’activité résistante” a sans doute été plus modeste que le mythe qui s’est imposé ultérieurement<sup>119</sup>. Ainsi non seulement la force des communistes dans l’après-guerre est loin d’être exclusivement concentrée dans le milieu ouvrier, mais les rapports de ceux-ci avec les ouvriers de la grande industrie implantée dans les bassins industriels, leurs terres d’élection d’avant-guerre, sont loin d’aller partout de soi.

Parmi ses succès de propagande : “Le Parti s’honore de ses héros et de ses martyrs. Par tous ses organes, il répand le bruit à la fin de la guerre qu’il est “ le parti des 75 000 fusillés. Le chiffre étant sans rapport avec la réalité d’aucuns... préfèrent dire le parti des fusillés, ce qui est encore trop, puisqu’il n’a pas le monopole des tués, des sacrifiés, des déportés.”<sup>120</sup> Une telle revendication masque en particulier la déportation systématique des Juifs en tant que tels, outre celle des autres résistants, ainsi que les exécutions. En effet, alors que la Résistance non communiste avait été la plus nombreuse, “les communistes avaient acquis dans les organes de la Résistance un poids sans commune mesure avec leur importance dans le pays.”<sup>121</sup> Au poids politique légitimé par l’élection, grâce à des modes de scrutin qui permettent de tels résultats, s’ajoute en effet celui bien connu d’un appareil, d’autant plus efficace que ses dirigeants ont un excellent sens de la manipulation.

Très puissants néanmoins, les communistes paraissent pourtant s’être pliés au moins formellement et dans l’ensemble au jeu de la légalité dans l’après-guerre, même si ce n’est pas sans débordements et distorsions graves qui peuvent faire dire qu’ils sont contraints de s’y conformer : “Alors qu’au début de novembre 1944 les communistes tiennent meeting au Vel’ d’Hiv’ pour faire applaudir la Garde civique républicaine, avatar des milices patriotiques, créées par le PCF au printemps 1944, qui pourrait être le fer de lance d’un assaut révolutionnaire, Maurice Thorez, rentré le 27 novembre de son exil russe avec l’accord de /Charles/ de Gaulle, entérine la dissolution de cette armée parallèle et lance les communistes dans la bataille de la “Renaissance française”, qu’on ne saurait confondre avec une autre prise du palais d’Hiver.”<sup>122</sup>

Même s’il s’agit surtout ici de considérer les années 1946-1949, essentielles pour notre sujet, puisque ce sont celles de la gestation de “Socialisme ou barbarie”, il convient néanmoins d’examiner de plus près, bien que brièvement l’état des travaux sur la stratégie du Parti communiste français, tant dans la Résistance sous l’Occupation qu’à la Libération et pendant les premières années qui l’ont suivie. En effet, dans la problématique “sociale barbare”, le Parti communiste français n’est porteur que du même modèle tout à la fois révolutionnaire, répressif et

socialement inégalitaire dont la mise en œuvre paraît devenir de toute manière irréaliste en 1949 et au début des années cinquante dans le double contexte politique hexagonal et international marqués par la guerre froide, sauf tout à la fois en cas de guerre et de défaite militaire occidentale, problème que l'on examinera plus précisément ultérieurement. Par contre, afin de considérer les fondements d'une telle approche - qui correspond à la nécessité jugée urgente à "Socialisme ou barbarie" - de dénoncer le "communisme réel" et de lui opposer un autre projet par les objectifs potentiels ou souhaités, il convient non seulement de revenir sur l'établissement des démocraties populaires, mais également sur le rapport stratégique du Parti communiste avec le pouvoir politique en France.

Michel Winock note ainsi que, malgré leurs succès, les communistes échouent cependant partiellement aux référendums constitutionnels, avant d'en tirer la conclusion que "Premier parti français, les communistes n'en dominent pas pour autant l'opinion". Cet historien défend d'ailleurs la thèse selon laquelle la situation internationale, bien sûr, mais également une absence de soutien suffisant, en France même, faisaient que comme l'aurait déclaré le Général de Gaulle, le jour même du Débarquement "Leurs chefs savent aussi bien que moi qu'ils iraient à un échec et ils ne s'y exposeront pas."<sup>123</sup> La conclusion est peut être un peu rapide, car elle ne considère que l'affrontement frontal et non pas une conquête et occupation "du terrain" plus patiente et prudente.

Annie Kriegel, beaucoup plus systématique, distingue quant à elle trois phases stratégiques dans l'action du Parti communiste. La première qui durerait jusqu'à l'automne 1944, relèverait de la "stratégie léniniste de double pouvoir". Faisant du retour d'Union soviétique de Maurice Thorez un moment décisif, elle distingue entre l'automne 1944 et janvier 1945 le déploiement d'"une stratégie fondée sur le respect des intérêts prioritaires du camp socialiste", caractérisée par une sorte d'alliance minimale entre communistes et gaullistes "couple opposé mais complémentaire" pour la mise en œuvre d'une politique française indépendante. Enfin, pour elle, la troisième

phase qui couvre les années 1946-1947 appartiendrait au type de la “stratégie frontiste classique fondée sur la conquête du pouvoir de l’intérieur.”<sup>124</sup> Même s’il est impossible de réellement discuter une telle thèse ici, il convient de souligner qu’en France, la portée d’une telle stratégie restait limitée ou contenue, sauf opportunité exceptionnelle, puisque tous les gouvernements successifs ont eu le même souci de ne laisser aux mains des communistes aucun des ministères les plus sensibles : Intérieur, Affaires étrangères, Guerre. On peut par ailleurs s’étonner que l’année 1947 soit classée dans la même phase stratégique que l’année 1946.

Dans *Les lendemains qui déchantent*, Philippe Buton, approfondissant la problématique d’Annie Kriegel, conclut à deux tentatives successives de prise du pouvoir, la première à la Libération, au moyen de la création, poursuivie systématiquement, des conditions et surtout d’instruments d’un double pouvoir insurrectionnel, la seconde en s’appuyant sur une stratégie de prise de pouvoir de type “démocratie populaire” sans l’armée soviétique, en accordant une place importante à l’infiltration de l’Etat. Ce deuxième type de stratégie aurait culminé lors de l’exercice du pouvoir par les communistes, mais n’aurait nullement été abandonné par Maurice Thorez, au cours des années ultérieures.

Pendant la période de la Résistance, tout en acceptant les relations avec le général de Gaulle, les communistes s’efforcent de ne pas s’enfermer dans cette alliance, en maintenant des contacts permanents avec le général Giraud. Le Parti communiste cherche surtout à devenir hégémonique dans la Résistance intérieure, grâce à sa participation au CNR, d’abord fort décrié, dans lequel il s’efforce, ensuite, de se faire attribuer le rôle le plus important possible. Son premier instrument est le Front national qu’il a beaucoup de mal à faire accepter par les envoyés de Londres, en particulier Jean Moulin qui n’y voit qu’un “paravent” du PCF. Cependant l’assise du Front national demeure insuffisante pour lui assurer une hégémonie réelle et, après avoir tenté de créer ses propres organes départementaux, les comités de la France combattante, le PCF se résout à participer aux comités de

libération pluraliste, où sa capacité organisationnelle a plus de chance de lui servir que dans le CNR national qu'il ne peut conquérir, tout en tentant de les transformer en organes de double pouvoir insurrectionnel. Nombreux, créés avant la Libération, à l'opposé de ce que souhaitait le général de Gaulle : pour le PCF, ils avaient pour fonction l'organisation de l'insurrection, outre l'épuration, un rôle administratif le plus étendu possible et, comme la direction de ce parti le voulait déjà auparavant pour le Front national, le choix de nouvelles municipalités. Dans une telle perspective insurrectionnelle, l'organisation militaire étant bien évidemment déterminante, les communistes s'efforcent tout à la fois de contrôler les FFI qui se développeront beaucoup entre juin et août 1944 et de préserver l'autonomie des FTP, ainsi que des milices patriotiques, auxquelles est dévolue la charge d'encadrer la population, mais que leur relative faiblesse rendra marginales. De fait "lorsque l'insurrection nationale s'est effectivement produite, les militants communistes y ont joué un rôle décisif." Les avantages apportés par l'insurrection débordaient d'ailleurs la seule stratégie communiste : accélérer la Libération par les alliés et améliorer la position internationale de la France. Cependant, pour les communistes, l'insurrection devait être plus générale et concrète que symbolique. De fait, elle ne se limita qu'à quelques villes, parmi lesquelles Paris, Lille et Marseille cependant, et n'eut une réelle envergure, sans être décisive, que dans une trentaine d'autres, toutes tailles confondues. La principale raison en semble bien être que même devenue favorable à la Résistance dans sa majorité, la population continuait plutôt à attendre sa libération de l'extérieur.<sup>125</sup>

Pour les années ultérieures, Stéphane Courtois et Marc Lazar se demandent de leur côté : "... en ce tournant de l'année 1946-1947... Quelle évaluation donner aux déclarations des dirigeants, en particulier de Thorez, et à leur action qui, une fois la guerre terminée, combine la participation au gouvernement, l'infiltration des structures étatiques, les tentatives de mobilisation des masses sans déclencher la guerre civile, la priorité donnée à la reconstruction, les réformes économiques et sociales, le maintien de l'union nationale, la recherche de la fusion avec le Parti socialiste et la volonté d'instaurer une " démocratie nouvelle et populaire".



Leur réponse amenée par la formulation de la question est "... que le PCF a tenté de promouvoir pareille démocratie populaire... permettre à la classe ouvrière et à son parti d'exercer le pouvoir, fût-ce en alliance avec d'autres formations", mais qu'il "... a mené sa politique de manière déterminée et prudente...", compte tenu de plusieurs facteurs cumulés : l'environnement militaire, "l'importance du courant anticommuniste dans les institutions clefs" et dans la société, "de la capacité de résistance de certains partis... et des hommes politiques concurrents (de Gaulle... mais aussi Léon Blum)" et enfin du peu de popularité de Maurice Thorez.<sup>126</sup> Dans une telle perspective, il semble que l'on retrouve le problème des opportunités susceptibles de modifier une partie au moins de ces facteurs dans un sens favorable pour les communistes. Mais s'il y a acceptation, c'est celle des rapports de force qui sont pris en compte et non pas celle des formes politiques : il s'agit de réalisme, nullement d'adhésion ni même de résignation.

*- Des grèves extrêmement violentes*

Cependant, à partir de 1947, les luttes ouvrières reprennent, "avec le même caractère d'illégalité et de violence qu'antérieurement."<sup>127</sup>

C'est dire que n'était la situation géographique de la France, ce qui est fondamental, l'adresse de ces hommes politiques non communistes au pouvoir et les intérêts bien compris de l'Union soviétique, la situation à divers moments aurait pu n'être guère moins dangereuse ou à peine moins favorable aux communistes qu'en Tchécoslovaquie : le "coup de Prague" a lieu un an avant la création de "Socialisme ou barbarie" comme groupe indépendant.

Des militants trotskistes dont le but est révolutionnaire et qui sont en même temps très critiques vis-à-vis du communisme réel comme ceux qui créeront la revue et le groupe *Socialisme ou barbarie* peuvent en tout cas considérer ce risque non sans quelque fondement, en y apposant, cela va de soi, leur propre grille de

lecture : la perspective d'établissement en France d'un régime de "capitalisme bureaucratique d'Etat." De plus, il faut aussi tenir compte du poids des émigrés de Grèce et d'Espagne, parmi les dirigeants les plus marquants ou "structurants" du groupe "Socialisme ou barbarie" qui ont sans doute tendance à transposer les situations de guerre civile qu'ils ont vécues. Cependant, lorsque la tendance quitte finalement le PCI en 1948 et que le groupe se forme en 1949, les communistes, déjà désarmés depuis longtemps, sont de plus éloignés du pouvoir politique depuis près de deux ans, c'est dire que le risque de l'établissement d'un "capitalisme bureaucratique d'Etat" ne paraît plus guère plausible en France, sauf en cas de changements importants, parmi lesquels la fameuse troisième guerre mondiale, annoncée par "Socialisme ou barbarie" et transformée en même temps en conjoncture révolutionnaire.

De fait, il y eut des grèves même pendant l'Occupation et des mouvements "sociaux" violents avaient éclaté au moment de la Libération.

Dès août 1944, "les cheminots, suivis par de nombreuses corporations, commencent une grève insurrectionnelle..." "... pendant la grève des cheminots, il y a plusieurs morts, des centaines d'exclusions du corps." <sup>128</sup>

Dans une approche historique qui couvre *Cinquante ans de luttes sociales en France*, Sophie Bérout et René Mouriaux distinguent une période qui va de la Libération à l'année 1949 dont ils qualifient les grèves comme celles de "l'espoir, de la pénurie et de la déception". S'attachant aux objectifs de ces actions, ils ajoutent que par son nombre élevé de grèves, l'année 1950 pourrait être incluse dans une telle période, mais que "le vote de la loi sur les conventions collectives" qui "abolit le contrôle étatique des salaires et /ouvre/ la porte de leur libre négociation", alors que les mouvements déclenchés visent en particulier "... la conclusion d'accords collectifs sur l'ensemble des problèmes du travail...", articulés néanmoins autour des "salaires" et des "classifications" en fait plutôt la première de la période suivante qu'ils caractérisent comme celle des

“grèves du travail méprisé”. Cependant Monique Borrel fait débiter la période suivante en 1951, alors que “Robert Goetz-Girey préfère envisager la période 1947-1957.”<sup>129</sup> Quantitativement, les années ultérieures, à l’exception de 1953, se caractérisent en tout cas par un recul important du nombre de grèves.

Par ailleurs, les années qui ont suivi la fin de la guerre voient de très importantes hausses de prix, en particulier des biens de consommation, au demeurant sur fond d’une croissance inégalée, particulièrement vive en 1947 où elle atteint 10 %<sup>130</sup>, mais il est vrai à partir alors d’un niveau très bas de production. Un tel contexte peut contribuer à expliquer le caractère massif de la participation aux grèves. Il faut aussi compter avec une réelle déception après les espoirs de changement sociaux qui avaient mûri après la Libération, accompagnée d’une certaine désaffection d’ouvriers, surtout anciens communistes ou attirés par le communisme face à l’absence de politique révolutionnaire des communistes et plus fréquemment encore face à la politique plus productiviste que revendicative du Parti communiste au pouvoir.

Cependant le comportement de la CGT dont le bureau confédéral est à majorité communiste depuis fin 1945 est complexe. Si, à partir de janvier 1946, de nombreuses grèves sauvages sont déclenchées, jusqu’en mai 1947, elles ne sont cependant soutenues par la CGT que de manière ambiguë, lorsque celle-ci ne les condamne pas franchement.

En avril 1947, alors que 30 000 métallurgistes de chez Renault se mettent en grève, c’est l’extrême gauche trotskiste qui joue un grand rôle dans le début de ce mouvement, en particulier Pierre Bois que l’on retrouvera plus tard en relation concurrentielle avec des membres de “Socialisme ou barbarie”, déclenchement également soutenu par des anarchistes ; cette grève bénéficie d’abord d’un relatif soutien de la part des socialistes et des chrétiens<sup>131</sup> et la CGT en prend finalement la tête, de peur d’être débordée sur sa gauche.

Mais à partir du moment où la CGT prend la tête du mouvement de grève aux usines Renault, les trotskistes perdent l'opportunité qu'ils ont cru pouvoir saisir d'une implantation ouvrière réellement importante. Ce n'est pas la seule chance manquée alors par l'extrême gauche trotskiste.

Quant aux communistes, ils entrent à ce moment dans un processus d'opposition à la politique gouvernementale qui aboutira en mai à leur éviction du gouvernement. Parallèlement, la conjoncture internationale change et bientôt le temps des alliances larges va cesser pour le Parti communiste français, comme pour les partis communistes, en général.

La CGT joue alors un rôle essentiel dans les grèves de novembre 1947 qui prennent une dimension souvent considérée comme insurrectionnelle. Pour Sophie Bérout et René Mouriaux "Aux espoirs de la Libération avaient succédé la déception puis la colère, que les militants de la CGT, après avoir freiné les revendications, n'eurent qu'à soutenir."<sup>132</sup> Y eut-il au contraire tentative d'insurrection ? Au demeurant, même si l'on admet qu'elle ait vraiment existé, elle n'aurait pratiquement plus connu aucune chance de succès, cette fois beaucoup plus clairement encore qu'en 1944. Certes la violence est grande et une guerre civile aurait peut-être pu s'ensuivre. "Les bâtiments publics, les prisons étaient pris d'assaut, des fabriques d'armes occupées, des sabotages sur les voies ferrées provoquaient des déraillements meurtriers, les lignes télégraphiques étaient coupées."<sup>133</sup> Mais Jean-Jacques Becker, quant à lui ne croit pas fondée l'hypothèse d'un "mouvement insurrectionnel dont l'objectif aurait été la conquête du pouvoir par le Parti communiste." Selon cet historien, "La violence de la propagande contre le plan Marshall dans cette période permet plutôt de penser que l'objectif véritable était d'empêcher la mise en place du plan Marshall, et de permettre d'achever plus rapidement la transformation des derniers pays de l'Est en démocraties populaires... pendant que l'attention internationale était détournée vers la France"<sup>134</sup> et l'Italie.

On verra qu'une analyse de la stratégie communiste assez proche sera développée dès le numéro 1 de *Socialisme ou barbarie*, sous la plume de *Marc Foucault*, Jean Laplanche, dans "1948", article sur lequel on reviendra : sabotage de l'économie capitaliste, après une tentative d'infiltration de l'État et de l'économie. Le même type d'analyse sera à nouveau exposé nettement plus tard, notamment par Robert Dussart dans un numéro de 1954 consacré aux grèves de 1953 dans le cadre d'une approche par ailleurs assez schématique des rapports de forces politiques. Pour lui, ces grèves interviennent dans le contexte d'une détente qui les rend possibles, alors que la période précédente était marquée par une entente anticommuniste visant à empêcher les mouvements sociaux : "Dans le bloc américain, jusqu'à ce moment les luttes paraissent avoir comme principal résultat d'aider l'effort de guerre de la Russie ;... les organisations réformistes trouvaient leur place dans la grande coalition anticommuniste bourgeoise en s'opposant à toute tentative de mouvement social."<sup>135</sup> De son côté, dans un bref compte-rendu de 1950, consacré exclusivement à l'entreprise d'assurances dans laquelle il travaille *Henri Collet*, Guy Gely, par exemple, insiste sur la pénétration de la CGT dans la direction de cette compagnie dans les années de l'après-guerre, suivie de celle de FO pendant la guerre froide. À son tour, dans un article de 1954, consacré aux usines Renault et publié dans le même numéro de *Socialisme ou barbarie* que celui de Robert Dussart, Daniel Mothé soulignera la dimension politique de la stratégie de la CGT. Examinant les échecs passés de ce syndicat, notre auteur en fait un facteur essentiel de l'inadéquation de la politique de la CGT aux attentes des ouvriers : " ... l'attitude de la CGT chez Renault pendant la grève de 1947 et celle de 1952 (pour la libération de /Jacques/ Duclos). Dans ces cas quelques militants dévoués au Syndicat peuvent réussir par la violence soit à faire avorter momentanément un débrayage, soit à en provoquer un. Mais de telles méthodes échouent le plus souvent et se retournent contre le syndicat lui-même. Il suffit de rappeler l'abandon de la CGT par de nombreux ouvriers en 1947, le mécontentement provoqué par la grève pour Duclos..."<sup>136</sup>.

En effet, à côté de la critique par la nature du projet dont le Parti communiste est porteur, il y a une analyse dans *Socialisme ou barbarie* de la distorsion

subie par les revendications en fonction des objectifs de la politique communiste, y compris au travers de la CGT.

Ce sont ces grèves de 1947 qui entraînent une nouvelle scission de la CGT entre la CGT à dominante communiste et la CGT-FO, la rupture définitive du tripartisme, ainsi que le développement d'une vive réaction anticomuniste dans une partie de l'opinion. Le coût de ces grèves sera finalement extrêmement élevé pour les communistes et les cégétistes dans la classe ouvrière même.

Par ailleurs, dans la majorité de ces mouvements de grève de l'après-guerre, la place centrale est tenue par les bastions de la grande industrie, bien que les effectifs industriels n'aient guère progressé depuis les années 30. Cela donnera assez durablement naissance à un type dominant de militant ouvrier tout à fait spécifique.

Dans un tel contexte, de jeunes militants et/ou théoriciens révolutionnaires peuvent croire que de telles grèves sont susceptibles de donner naissance à des conjonctures révolutionnaires ou du moins qu'elles témoignent d'une combativité dont la potentialité est ou pourrait être révolutionnaire. Au demeurant, ceux de la petite organisation "Socialisme ou barbarie" ne privilégient pourtant pas pendant ces années un tel type de conjoncture révolutionnaire dans lequel des grèves, même insurrectionnelles, seraient susceptibles de jouer un rôle essentiel, par contre, la combativité ouvrière leur importe au plus haut point, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'une "autonomie" vis-à-vis des syndicats et *a fortiori* des partis politiques, puisque c'est la perspective de la guerre qui est posée comme cruciale.

Cependant, d'une part, les mouvements de grèves décroissent dès 1948, si l'on se fonde sur le nombre de journées individuelles non travaillées, encore élevé en 1948, mais beaucoup plus faible en 1949, avant qu'il ne remonte d'ailleurs

en 1950. De l'autre, la situation macro-économique devient rapidement meilleure. L'«amélioration due à l'aide Marshall... et à l'activité du Commissariat général du Plan dirigé par Jean Monnet fut réelle. En 1949, la production industrielle était revenue au niveau de 1938, les restrictions alimentaires avaient disparu, le rythme d'augmentation des prix avait diminué dans des proportions considérables. On peut considérer que la reconstruction était terminée, même si la situation financière restait préoccupante... La productivité de l'industrie restait faible, mais le taux d'investissement était élevé.»<sup>137</sup>

Au demeurant, malgré sa puissance, pour le Parti communiste français, la conjoncture était devenue beaucoup moins favorable depuis son départ du gouvernement et le déclenchement de la guerre froide.

*- Succès relatif, puis échecs des trotskistes*

Les trotskistes s'étaient retrouvés dans une situation très difficile à la Libération. Leurs mots d'ordre contre l'Union sacrée autant que la volonté d'une partie d'entre eux d'organiser des soldats allemands "révolutionnaires" n'avaient guère été compris, pas plus que la rigueur de leur conception de "la lutte de classe" qui pouvait faire dire à certains d'entre eux que la puissance américaine ne valait pas mieux que le national socialisme. Ils étaient de plus en butte à l'hostilité active et parfois ouvertement violente des communistes.

En 1944, trois organisations trotskistes s'unissent dans le PCI : Parti communiste internationaliste : le POI, le CCI et le groupe "Octobre". Le POI (Parti ouvrier internationaliste) qui regroupait les trotskistes "orthodoxes", reconnu par la IV<sup>ème</sup> Internationale dont le secrétariat était à New-York était dirigé pendant la guerre par Yvan Craipeau, Marcel Hic, David Rousset et Louis Rigal ; sa ligne politique intégrait alors le principe de la Résistance et l'objectif de libération nationale, au risque pour ce petit parti, d'être accusé par les autres trotskistes de ne pas être assez

clairement “anti-bourgeois”, tout en rejetant le “chauvinisme” : ses militants avaient d’ailleurs tenté d’“organiser” des soldats allemands “révolutionnaires” ; de telles actions aboutirent à la déportation de Marcel Hic et David Rousset ; une partie de ses membres s’étaient cependant montrés remarquablement actifs : ils avaient publié nombre de brochures, journaux, feuilles locales. De plus, selon Yvan Craipeau, jouissant “d’une forte influence dans le mouvement des Auberges de la jeunesse (qui, dans Paris occupé par les troupes hitlériennes, s’est battu dès 1940 contre les fascistes). Ils commencent à s’implanter dans quelques entreprises.”<sup>138</sup> Toujours selon le même auteur, lui-même ancien dirigeant trotskiste, ils avaient, par contre “forgé dans l’action clandestine des cadres ouvriers remarquables, d’un dévouement sans limite.”<sup>139</sup> Le CCI (Comité communiste internationaliste) était dirigé par Roger Foirier et Pierre Lambert, anciens “moliniéristes”, ex-PCI, très attaché à la formation “théorique” quant à son mode de fonctionnement et privilégiait, en outre, l’anti-impérialisme, en particulier antiaméricain, comme ligne politique. Le groupe “Octobre”, beaucoup plus petit était dirigé par Henri Claude qui deviendra ultérieurement communiste.

A la conférence de réunification, le POI est représenté par Yvan Craipeau, Nicolas Spoulber et Marcel Gibelin, le CCI par Rodolphe Prager et Jacques Grinblat, “Octobre” par Henri Molinier (tué pendant l’insurrection de Paris), Michel Raptis, dit *Pablo*, représentant le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Un seul groupe trotskiste était resté en dehors de ce regroupement : l’Union communiste de *Barta*, David Korner<sup>140</sup> - la future “Lutte ouvrière”, après pas mal de vicissitudes et sa réapparition en 1956. Pendant la guerre, l’UCI avait défendu une ligne politique très “anti-bourgeoise” et “anti-impérialiste” et donc critique vis-à-vis de la dimension nationale de la Résistance, tout en pratiquant l’“entrisme” dans des organisations communistes. Après guerre, elle “s’était attelée à un obscur et patient travail” dans des entreprises de la région parisienne<sup>141</sup> non sans quelque succès.



Malgré la réunification de la majorité d'entre eux, 1945 est cependant une année sombre pour les trotskistes. Au contraire, pendant les années 1946 et 1947, le champ des possibles semble s'élargir grandement pour les disciples de Léon Trotsky. La présence des socialistes et des communistes au gouvernement leur permet de remplir, bien que modestement, un rôle "tribunicien", ils peuvent drainer vers eux les déçus et les mécontents, dans une conjoncture économique particulièrement difficile. Ainsi, aux élections de 1946, le PCI qui a mené campagne dans une vingtaine de circonscriptions a obtenu 60 000 voix, atteignant parfois 5,5 % des suffrages exprimés.<sup>142</sup> Ceci d'autant plus que le congrès de 1946 donne la majorité au courant "large". Ce dernier était partisan du développement des relations avec d'autres organisations et de la mise en avant de mots d'ordre économiques. Et, surtout la direction nationale des Jeunesses socialistes a adhéré au petit Parti trotskiste. Or, ces dernières sont "théoriquement fortes de 15 000 membres."<sup>143</sup>

Cependant dès le congrès de fin 1947, ce courant large perdra la majorité au sein de l'organisation ; il est alors combattu par la tendance "Socialisme ou barbarie", ainsi que par l'autre tendance qui critiquait le mot d'ordre de "Défense de l'URSS", dite souvent aussi pendant ces années la "tendance *Guérin*" – pseudonyme de Jacques Gallienne - ou encore "tendance Pannetier". (En 1946, cette dernière avait refusé de voter pour l'une ou l'autre des tendances dites "défensistes"/de défense de l'URSS/). Toutes deux soutiennent fin 1947 la tendance "de gauche" (Pierre Frank, Pierre Lambert, Marcel Bleibtreu), dite groupe "Lambert-Frank", dont les membres viennent en majorité du CCI. Bientôt pourtant, les deux tendances anti-défensistes s'affrontent avec la nouvelle majorité et quittent l'organisation presque en même temps ; en janvier 1949 pour la tendance "Socialisme ou barbarie". La tendance Pannetier-*Guérin* se dissout.

Les liens entre cette dernière ont cependant été suffisamment forts pour que les anciens membres du Comité central du PCI *Chaulieu, Marc, Seurel,*

*Valois*, rappellent dans leur “Rectification” dont le ton agressif répond aux dénonciations de Claude Lefort par le PCI, que “Les camarades du PCI savent très bien que Lefort a milité dans le PCI (et qu’il a soutenu la tendance actuellement dirigeante pendant les luttes intérieures)...”<sup>144</sup> contre la tendance dite large.

Comme le souligne Jacques Roussel dans *Les enfants du prophète* : “ ... cette conception rencontrait une vive opposition. Le groupe Lambert-Frank /alliance qui éclatera par la suite/ d’une part, celui de Lefort (Socialisme ou barbarie) d’autre part, celui, enfin, de Pennetier, se coalisèrent pour battre en brèche le cours “droitier et opportuniste” de la tendance Craipeau. Ils entendaient s’opposer à la dilution du trotskisme dans une organisation où, estimaient-ils, le confusionnisme politique régnerait en maître. Le groupe Craipeau fut battu de quelques mandats...

Les anciens majoritaires quittèrent le parti, qu’ils considéraient comme désespérément sectaire ou en furent exclus. C’était de nouveau la crise qui réduisait de moitié les effectifs du PCI (...) Une page de l’histoire du mouvement trotskiste français se tournait. Ceux qui avaient, à travers la guerre, assuré la continuité organisationnelle du mouvement trotskiste, s’en trouvaient rejetés.”<sup>145</sup>

Les deux tendances critiques de l’URSS ne se sont guère rapprochées alors cependant. Par contre, ultérieurement le poète Benjamin Péret, l’un des fondateurs en 1924 de *La Révolution surréaliste*, après avoir participé activement au groupe “Dada” dès 1920, qui avait soutenu la “tendance Pennetier” entretiendra des rapports étroits avec “Socialisme ou barbarie”. Après son décès, sous le titre “A la mémoire de Benjamin Péret”, un dossier lui sera consacré dans *Socialisme ou barbarie* avec un article de la rédaction, “Le déshonneur des poètes” de Benjamin Péret lui-même et “Parti sans laisser d’adresse” de Jean-Jacques Lebel alors très proche de ce dernier.<sup>146</sup> Dans le premier de ces textes qui prend essentiellement en compte l’orientation politique de Benjamin Péret : “Combattant pendant la guerre d’Espagne, il a été conduit par l’expérience du stalinisme dans les faits à réviser les idées de Trotsky et à comprendre qu’il ne subsistait plus rien, en Russie, du caractère prolétarien de la révolution d’octobre. Il a été ainsi amené à critiquer violemment les positions du trotskisme officiel, dans le Manifeste des Exégètes, brochure publiée en 1945 à Mexico. Après sa rupture avec le trotskisme, survenue définitivement en 1948, il a

continué avec des camarades français et espagnols, ses efforts pour la reconstruction d'un mouvement révolutionnaire sur de nouvelles bases."<sup>147</sup> *Georges Munis*, Manuel Francisco Grandizo, militant espagnol, rejoindra brièvement quant à lui "Socialisme ou barbarie." C'est pour l'un comme pour l'autre dans le contexte de la crise créée en France par la guerre d'Algérie et de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle que les liens se resserreront.

Mais on touche là à une tentative internationale de divers minorités trotskistes pour poser dans la dispersion une critique de l'URSS, ainsi que de sa politique vis-à-vis des démocraties populaires, à laquelle participent d'ailleurs *Chaulieu* et *Montal* pour leur tendance, ainsi que *Barois*, Benno Sternberg, qui rejoindra "Socialisme ou barbarie" ultérieurement, sans avoir appartenu à la tendance du même nom au sein du PCI, on y reviendra.

De plus, en France, les trotskistes ont pu jouer un rôle non négligeable dans certaines entreprises, le cas le plus mémorable étant bien évidemment le déclenchement de celle des usines Renault - conflit social qui est à l'origine du départ des communistes du gouvernement, on vient de le voir - où l'initiative de la grève est due à des militants trotskistes parmi lesquels Pierre Bois, de l'UCI, organisateur de cette grève dans le secteur le plus combatif de l'usine. Ces militants continueront à jouer un rôle dans sa conduite, plus grand d'ailleurs que celui des quelques membres du PCI également présents chez Renault, à Billancourt.

Mais, aussi bien le retournement tactique de la CGT dans les grèves des usines Renault que le départ des communistes du gouvernement ont déjà restreint les opportunités offertes aux trotskistes de débordement des communistes sur leur gauche, selon la formule généralement employée, même si, aux Usines Renault, l'acharnement mis par les militants trotskistes de l'Union communiste internationaliste dans la poursuite de la grève jusqu'à l'obtention d'une indemnité de grève a abouti à une certaine baisse de l'influence communiste et a même permis

aux trotskistes de cette organisation de créer le Syndicat Démocratique Renault qui ne survivra cependant que quelques années selon certaines sources, un an selon d'autres.<sup>148</sup>

Si la tendance “Socialisme ou barbarie” avait connu un développement tout aussi important que les autres, les avantages qu'elle pouvait espérer de son maintien dans le Parti trotskiste, après avoir été non négligeables, avaient fortement décliné. Au demeurant, la “tendance” qui n'avait pas été sans entretenir des rapports avec la nouvelle majorité, on l'a vu, n'avait peut-être pas prévu le départ aussi massif des militants de l'ancienne.

Par ailleurs, la transformation par la force des pays d'Europe centrale en “démocraties populaires” pouvait sembler aux animateurs de la “tendance” confirmer leurs thèses sur les risques majeurs de la prise du pouvoir par les communistes, bien au-delà de l'aire géographique proche de l'Union soviétique et/ou constituée par les pays libérés par l'Armée rouge, et leur faire croire à l'urgence de la diffusion de telles analyses.

## I.2/ Un champ intellectuel divisé, mais nettement dominé par la tentation de l'“engagement”

Le champ “intellectuel” ne sera nullement considéré dans sa totalité ici. D'une part, parce que ne seront pris en compte que ceux des créateurs qui réagissent aux événements, à des situations ou à la vie politiques, en prenant des positions politiques ou en défendant des conceptions politiques. De l'autre, parce que, outre des informations simples qui permettent d'appréhender l'état de ce champ, son contexte général, seront privilégiés ceux des acteurs dont les prises de position ont un rapport même indirect avec l'appréhension du sujet, donc essentiellement ceux qui se déterminent par rapport au communisme. Au

demeurant, de tels questionnements et prises de position sont alors nettement dominants. Une telle investigation risque cependant de masquer des interrogations, voire des comportements plus atypiques, néanmoins contemporains.

Violemment divisé à la Libération entre collaborateurs et résistants, le champ intellectuel français, c'est-à-dire ceux des créateurs intellectuels qui prennent position vis-à-vis de la politique, est marqué dans les années de l'après-guerre par la prédominance de l'influence des communistes, ce qui est tout à fait nouveau, ainsi que par celle des catholiques, ce qui l'est à peine moins, dans la vie intellectuelle française.

Une telle influence prédominante et bien orchestrée des communistes est effectivement un phénomène entièrement nouveau. En effet, si à la fin de la première guerre mondiale, on avait également vu certains intellectuels, jeunes le plus souvent, se laisser tenter par le communisme naissant, il s'agissait alors de petits groupes, peu nombreux et restés relativement en marge du champ intellectuel. De surcroît, ces petits groupes étaient surplombés par l'expression d'une révolte culturelle de nature fondamentalement différente, constituée par le phénomène surréaliste.

Pendant les années d'avant la Seconde Guerre mondiale, la montée des sympathies pour les communistes en milieu intellectuel avait été notable,<sup>149</sup> mais la droite, ainsi que la gauche non communiste y restaient encore puissantes. La bipolarisation était alors croissante dans le champ intellectuel, c'est-à-dire celui des créateurs prenant des positions politiques ou politico-morales ; ceci comme dans la vie politique en général. Il en allait de même du renforcement des positions extrêmes. Une telle conjoncture avait ainsi pu masquer le développement bien réel d'un courant intellectuel démocrate chrétien. D'une certaine manière, les années qui suivent la Libération prolongent des tendances qui s'étaient déjà mises en place dans les années de montée des périls.

Cependant autant la disqualification de la droite extrême que l'attraction massive suscitée par le communisme sont des phénomènes nouveaux. Même une partie des intellectuels chrétiens, ceux d'*Esprit*, en particulier, sont loin d'y échapper dorénavant.

Quant aux intellectuels de gauche non communistes, ils sont tout à fait indépendants et même politiquement souvent assez éloignés du Parti socialiste. Il en va ainsi tant d'Albert Camus et de l'expérience très marquante, bien que brève, du journal *Combat*.

Dans un contexte marqué par les appels à l'épuration des écrivains collaborationnistes par le Conseil national des écrivains, mais également par un enthousiasme très grand pour le changement social dans le sens d'une plus grande égalité, le concept d'engagement exprimé par Jean-Paul Sartre connaît un très grand succès qui manifeste le sens de l'opportunité de l'écrivain philosophe qui va marquer et dominer les années d'après-guerre. De tels appels et comportements vont entraîner une autre grande division entre les créateurs, mais également les scientifiques "engagés" et ceux qui défendent l'autonomie de leurs champs professionnels vis-à-vis du politique, mais également la dynamique propre de leur activité professionnelle. En littérature, c'est Jean Paulhan, lui-même ancien résistant qui incarnera le mieux la seconde position. Les sciences humaines et sociales ne s'organisent et ne se rendent visibles que plus tard et plus lentement. Non pas qu'elles soient inexistantes dans les milieux professionnels : ainsi les *Cahiers internationaux de sociologie*, par exemple continuent à paraître.

- *Dans le champ intellectuel, le poids des communistes*

Grâce au contrôle du Comité national des écrivains, les communistes ont déjà su occuper une place essentielle dans la Résistance intellectuelle qui a pu faire oublier que leur propre entrée officielle dans la Résistance a été tardive, mais massive et très organisée autant qu'étroitement dépendante des relations entre l'Union soviétique et l'Allemagne, à l'exception, notable, de celle de quelques uns d'entre eux.<sup>150</sup>

A la Libération, le CNE se manifeste par des appels à l'épuration des écrivains collaborateurs. De telles dénonciations déclenchaient une double polémique entre, d'une part, les partisans de la sévérité et ceux de la "charité", à la tête desquels se trouvait François Mauriac et, de l'autre, entre ceux qui insistent sur les responsabilités publiques des professionnels de la pensée et ceux qui, derrière Jean Paulhan, veulent séparer création et politique.

Selon la formule de Michel Winock, "le Parti communiste de la Libération se pose en grand rassembleur de l'intelligence française épurée."<sup>151</sup> Condamnant les uns, encensant les autres, le Parti communiste, au travers de nombreuses publications : *Les Lettres françaises*, d'abord organe clandestin du Conseil national des écrivains au temps de la Résistance, avant d'être repris en mains sous la direction de Claude Morgan et surtout Pierre Daix, *La Pensée*, qui maintiendra une certaine séparation entre culture et politique, *Europe* qui se survit, *Action*, plus franchement politique qui sera finalement mis au pas, avant d'être supprimé, puis à partir de 1948, *La Nouvelle Critique*, particulièrement orthodoxe,<sup>152</sup> se lance dans une véritable bataille pour la conquête et la mobilisation des intellectuels français pour une "Renaissance française" sous son égide. Ceci dans un premier temps. A partir de 1947, il s'agit au contraire d'enrôler les intellectuels. Ceci qu'il s'agisse de batailles proprement politiques ou à prolongement "politique" ou de combats, non moins violents

d'ailleurs, qui visent l'idéologie dans les domaines culturels, tels que ceux, mémorables, menés, à partir de 1948, pour les sciences "prolétariennes", contre les sciences, les schèmes de pensée et les concepts "bourgeois", qui prolongent une vision du monde articulée autour de la représentation de deux camps totalement différents et violemment antagoniques dont l'un représente le progrès et l'avenir, l'autre le passé et le mal.

Sur l'ampleur du phénomène, l'avis des historiens comme des sociologues diverge cependant. Ainsi, selon Jeannine Verdès-Leroux qui a consacré un important ouvrage aux intellectuels communistes, les intellectuels français qui ont effectivement adhéré au Parti communiste n'ont pas été finalement très nombreux.

Surtout l'adhésion aurait moins souvent concerné des intellectuels reconnus dans leur domaine ou célèbres que soit de jeunes intellectuels seulement potentiellement prometteurs soit des intellectuels de parti, fabriqués en quelque sorte par les institutions communistes, qui auraient relevé d'un type d'intelligentsia "paria", d'autant plus attachée au Parti communiste que leur sort professionnel dépendait étroitement du "Parti."<sup>153</sup>

Jeannine Verdès-Leroux a de toute évidence raison de souligner la jeunesse d'une partie de ces "intellectuels communistes". La guerre a très souvent constitué pour eux un événement fondateur de comportements et d'attitudes politiques et "générateur de génération."<sup>154</sup> Comparant les effets des deux guerres mondiales, l'auteur note une différence notable entre l'attirance pour le communisme chez de jeunes intellectuels : alors qu'"... après 1917, c'étaient de très petits groupes qui se passionnaient pour le marxisme et croyaient à l'avenir inéluctable et prochain du socialisme", faiblesse numérique qu'elle explique en particulier par "... le désintérêt total du PC... pour les intellectuels", alors qu'après la seconde guerre mondiale, l'attirance est massive - elle parle même dans un sous-titre du "bascullement d'une génération" - et, de



plus, vivement encouragée par une “... direction... /qui/ se mit à rechercher les intellectuels... /et/ leur fit des promesses...”, avant que conversion et mobilisation soient demandées.<sup>155</sup>

On retrouvera d'ailleurs un phénomène voisin à une tout autre échelle dans la petite organisation “Socialisme ou barbarie”, au moins s'agissant de l'âge, voire de la condition. Ces militants, comme nombre de jeunes communistes, sont alors à peine, pas encore ou en train d'entrer dans une vie professionnelle. Une partie d'entre eux sont susceptibles d'embrasser une carrière intellectuelle et le feront de fait. Mais ils sont alors pratiquement ou totalement inconnus et, souvent, de plus n'ont pratiquement pas créé d'œuvre personnelle ou peu. Mais là s'arrêtent les points communs, outre l'indépendance dont se dotent les fondateurs de “Socialisme ou barbarie”, la politisation de nombre de militants du nouveau groupe qui sont loin d'être tous de formation intellectuelle, au demeurant, est nettement antérieure à la guerre, comme on le verra dans le chapitre III, au point qu'il conviendra de se demander si l'événement fondateur est bien le même que pour la génération des intellectuels communistes d'après-guerre dont l'enthousiasme pour les “vainqueurs” souligné par Jeannine Verdès-Leroux, qu'il s'agisse de l'URSS ou même des ouvriers français largement confondus avec “leur” parti n'est guère tempéré par les anciens, en nombre trop faible pour transmettre la “réserve”, voire “l'inquiétude”, nées des “phases de ghettoïsation”, par opposition à la nostalgie laissée par le Front populaire.<sup>156</sup>

Comme le souligne encore Jeannine Verdès-Leroux, certains intellectuels ou artistes furent entièrement fabriqués par le Parti communiste, sans que l'on puisse toujours dire au demeurant, sauf dans des cas extrêmes, s'ils auraient eu plus ou moins d'opportunités d'être talentueux en ne devenant pas communistes, c'est à dire aussi, en ne sacrifiant pas à la pensée ou à l'art de Parti.

C'est surtout sur la part des intellectuels célèbres qui se laissèrent séduire et entraîner qu'il y a désaccord. Celle-ci aurait donc été finalement faible

pour Jeannine Verdès-Leroux, malgré la “mise en scène” réalisée par l’appareil communiste, ainsi que pour Pascal Ory et Jean-François Sirinelli.<sup>157</sup> Michel Winock se montre nettement moins catégorique, quant à lui. La part des intellectuels célèbres qui ont été séduits n’est au demeurant pas aisément mesurable. Puisqu’il s’agit par définition de ceux qui prennent parti ou sont mobilisés, il n’est pas non plus aisé de cerner leur influence dans leurs milieux professionnels respectifs, ce qui n’est de toute manière pas le lieu pour le tenter. De son côté, Pierre Grémion voit dans l’enseignement public français l’un des meilleurs soutiens du communisme : “il échappe au schisme syndical de la guerre froide; il parvient à maintenir une visée hégémonique sans faille... c’est le seul domaine où les communistes disposent d’une légitimité indiscutable aux yeux du parti modernisateur d’après-guerre ; enfin, le système est un pourvoyeur stratégique de cadres pour les partis politiques de gauche.” Pour lui, ce sont les niveaux intermédiaires en dehors de la capitale qui constituent les réserves les plus massives et les plus durables : “Sur une moyenne période il est peu contestable que le communisme ait eu en France une influence moins durable sur les intellectuels du haut que sur les intellectuels intermédiaires... Réciproquement, les anciens communistes... s’ils disposaient rapidement à la ville d’une légitimité intellectuelle confortable, “mordaient” beaucoup plus difficilement sur les certitudes des gros bataillons de l’Éducation nationale.”<sup>158</sup>

Mais le Parti communiste compte incontestablement des intellectuels célèbres alors, des écrivains, Paul Éluard, des scientifiques : Paul Langevin et Frédéric Joliot-Curie, des peintres aussi : Pablo Picasso, Fernand Léger.<sup>159</sup>

De fait, Michel Winock insiste en même temps beaucoup sur l’efficacité d’un dispositif qui a fait que pendant quelques années au moins “toutes les forces intellectuelles de gauche doivent se déterminer en fonction du communisme.”<sup>160</sup> De surcroît, l’influence du marxisme est incontournable chez les économistes et chez les historiens de la Révolution française.

Par contre, Jeannine Verdès-Leroux n'a sans doute pas tort de faire remarquer que la plupart des créations importantes sur les plans artistiques ou épistémologiques furent conçues à l'abri, au moins relatif, d'un tel climat intellectuel.<sup>161</sup> Ce dernier n'était effectivement guère propice au libre exercice de la réflexion ni de l'esprit critique, surtout après le début des mobilisations du temps de la guerre froide. Une telle observation vaut aussi pour les anciens militants communistes, voire compagnons de route à un moindre degré, une fois la rupture consommée avec "le parti." Mais il ne s'agit plus tant alors des intellectuels en tant qu'acteurs politiques que des conditions d'élaboration du travail scientifique et artistique.<sup>162</sup> Par contre, une histoire ou une sociologie des sciences sociales, des arts ou de la littérature permet de faire apparaître non seulement d'autres acteurs, mais d'autres césures historiques, comme le souligne, par exemple, Jean-Yves Guérin à propos de la littérature.<sup>163</sup>

Toute proportion gardée, une telle remarque sur l'environnement et les attitudes politiques, ainsi que sur leurs effets, négatifs ou positifs sur l'élaboration intellectuelle, vaut aussi pour les futurs intellectuels du groupe "Socialisme ou barbarie" dont la production philosophique et en sciences humaines se réalisera surtout lorsqu'ils rompront avec la dogmatique qu'ils défendaient, malgré des tentatives, comme celles de Claude Lefort de concilier les deux sortes de démarches, en particulier, mais non exclusivement dans *Les Temps modernes*.

"Co-dirigeant" avec Cornélius Castoriadis de la tendance qui donnera naissance au collectif "Socialisme ou barbarie" au sein du Parti communiste internationaliste jusqu'en 1948, comme il sera l'un des principaux dirigeants de la nouvelle organisation, comme il avait été également jusqu'en 1948, dirigeant du Parti communiste internationaliste, ce dernier a en effet collaboré aux *Temps modernes* depuis le second numéro de cette revue. C'est dire que même si sa place y restait modeste - mais il était très jeune - il avait, grâce à Maurice Merleau-Ponty,

l'opportunité de collaborer à l'entreprise qui a le plus dominé et structuré le champ intellectuel dans l'après-guerre.

- *La percée d'Esprit et, surtout, des Temps modernes : une attirance plus ou moins critique pour le communisme*

Le premier comité de rédaction des *Temps modernes* est aussi pluraliste que prestigieux : Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, bien sûr, Michel Leiris, Maurice Merleau-Ponty, Albert Ollivier, Jean Paulhan et Raymond Aron. Les trois derniers ne resteront que peu de temps.

La personnalité de Jean-Paul Sartre, créateur d'un genre nouveau à l'époque, auquel le nom même de la revue reste depuis étroitement associé, ainsi qu'à sa compagne Simone de Beauvoir, devient alors en elle-même un gage de succès : "La renommée et le succès de Sartre sont extraordinaires ; son capital intellectuel et médiatique est immense ; sa légitimité universitaire incontestable : normalien, agrégé de philosophie, il a publié *l'Etre et le Néant* que peu de gens ont lu, mais qui le distingue comme penseur. Il a déjà acquis la célébrité littéraire..." - "... *La Nausée* et *Le Mur...* le firent connaître avant la guerre..." - "... à son roman et à ses nouvelles s'ajoutent bientôt *Les Chemins de la liberté*, dont les deux premiers volumes : *L'Âge de raison* et *Le sursis* paraissent en 1945. Déjà auteur de deux pièces jouées, il multiplie aussi les scénarios de cinéma. Il s'est fait depuis la fin des années trente l'annonceur de la nouvelle littérature, celle des Camus, des Blanchot, des Parain, des Ponge. Il rédige des articles politiques. Il n'en finit pas d'éblouir. Lui seul peut se vanter de réunir tant de dons en une seule personne, de pratiquer tant d'activités." <sup>164</sup>

Que Jean-Paul Sartre écrivain ait déjà bénéficié d'une reconnaissance du public avant la guerre, comme le note Michel Winock<sup>165</sup> ou que ses premières œuvres n'aient guère recueilli d'écho, comme l'écrit Jean-François Sirinelli,<sup>166</sup> ce que semble infirmer la place que lui accorde une critique aussi renommée que Claude-Edmonde Magny, à côté de Morgan et de Franz Kafka, dont l'analyse pour ces deux derniers était déjà rédigée dès 1939, étude à laquelle elle croit bon d'ajouter un

chapitre sur Sartre “Sartre ou la duplicité de l’être : ascèse ou mythomanie” pour la publication du texte en 1945, tout en précisant qu’“il a été malheureusement impossible de tenir compte de ses dernières œuvres, notamment les pièces *Les Mouches* et *Huis clos*. Seul a pu être un peu utilisé *L’Être et le Néant*, communiqué en manuscrit par l’obligeance de l’auteur,”<sup>167</sup> la réception réservée à l’œuvre et à la personnalité de Jean-Paul Sartre paraît donc bien avoir changé d’échelle au moins à la Libération. De nombreux ouvrages lui sont d’ailleurs très rapidement consacrés.<sup>168</sup> Le rôle de la presse dans “l’amplification” du phénomène Sartre, au point d’avoir permis la connaissance de ce dernier par un public plus vaste, a sans doute été important, comme le souligne Jean-François Sirinelli : “La presse de l’époque a tôt fait de réunir cette immense production littéraire et les idées qui la sous-tendent avec l’effervescence que connaît alors le quartier déployé autour de l’église Saint-Germain-des-Prés, devenue “la cathédrale de Sartre.”<sup>169</sup> Celui du théâtre également. Mais sa reconnaissance par les professionnels paraît antérieure.

Écrivain et philosophe, mais également auteur de pièces de théâtre, Jean-Paul Sartre intervient à un moment où les champs professionnels de création vont se restructurer autour de la philosophie et non plus de la littérature, comme cela avait été le cas en France au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu’aux “années Gide”. Anna Boschetti a raison de souligner que le succès de Jean-Paul Sartre se nourrit d’un cumul de positions fortes, dans plusieurs champs : “Sartre n’est pas seulement le nouveau Bergson de la philosophie et le nouveau Gide de la littérature, l’héritier attendu de deux trônes... Du seul fait de les réunir, il bouleverse la définition des deux rôles... L’activité littéraire projette son prestige sur le discours philosophique... A son tour, la philosophie légitime la prétention d’une littérature métaphysique (...) construit et impose l’“auto-interprétation” de l’œuvre, en devenant critique littéraire, manifeste esthétique, excommunication des adversaires, éclaircissement des intentions. Celui qui crée et celui qui consacre, l’écrivain et le critique, sont pour une fois une seule et même personne (...). De même, comme le remarquait un chroniqueur/G. Hanoteau<sup>170</sup> /le dramaturge et le philosophe s’épaulent (...) son théâtre avait un mérite qui contribuait beaucoup à son succès : “ il rendait intelligent, puisqu’il procurait l’illusion de comprendre un philosophe qui passait jusque là pour obscur.”<sup>171</sup>

Bien que Jean-Paul Sartre ait fort peu participé à la Résistance, mis à part le bref épisode de “Socialisme et liberté”, il collabore par contre, assez tardivement d’ailleurs, aux *Lettre françaises* encore organe du Conseil national des écrivains. C’est même là qu’il donne sa première définition de l’engagement, “en faisant du choix politique un critère discriminatoire sur le plan esthétique”<sup>172</sup> : “La littérature n’est pas un chant innocent et facile qui s’accommoderait de tous les régimes, mais elle pose d’elle-même la question politique ; écrire c’est réclamer la liberté pour tous les hommes ; si l’œuvre ne doit pas être l’acte d’une liberté qui veut se faire reconnaître par d’autres libertés, elle n’est qu’un infâme bavardage.”<sup>173</sup>

Le concept d’engagement exprime bien des sentiments propres à constituer une sorte d’esprit du temps qui gagne notamment du terrain chez les intellectuels. Contre la “charité” chère à François Mauriac notamment, contre la défense aussi de certains des écrivains collaborationnistes menée au nom de leur talent, par sa définition de l’engagement l’écrivain-philosophe déclare qu’il n’y a pas d’écrit innocent. L’engagement a aussi un versant positif : la présence des intellectuels aux choses publiques, non plus sous la forme d’une intervention ponctuelle que la morale commanderait, mais sous celle d’une présence continue.

En cela, la revue de Jean-Paul Sartre a été d’une certaine manière précédée par *Esprit* qui reparaît dès décembre 1944, “soit près d’une année avant le premier numéro des *Temps modernes*.”<sup>174</sup> Certes *Esprit* défend une perspective qui lui est propre la “libération spirituelle des hommes,”<sup>175</sup> mais “il est impossible aujourd’hui de prendre n’importe quel chemin sans reconnaître d’abord les dimensions politiques d’une situation dont la politique commande toutes les issues.”<sup>176</sup> L’homme est dans le siècle et c’est dans le siècle qu’*Esprit* veut l’accompagner, aux risques de l’“impureté” et des déchirements : “Toutes les situations sont des situations impures, mêlées, ambiguës, et par le fait déchirantes.”<sup>177</sup> “... en tant qu’il est dans le temps l’homme est un être politique. C’est donc du point de vue de l’efficacité temporelle que doit juger l’homme politique.”<sup>178</sup> Pour Michel Winock, ayant incarné à leur manière propre un espoir révolutionnaire de justice sociale à la Libération, suivi très vite d’une déception et de la crainte d’une troisième guerre mondiale, les rédacteurs d’*Esprit*,

comme ceux de *Combat* et, plus tard, des *Temps modernes*, “Ces jeunes gens” qui “ont déjà leurs morts” “Pour se faire pardonner de vivre,... paieront du sacrifice de leur tranquillité. Ils poursuivront le combat de leurs camarades martyrs sur le plan intellectuel et politique.”<sup>179</sup> Selon la synthèse heureuse de cet historien, leur interprétation de l’esprit de la Résistance conduira les rédacteurs d’*Esprit* à “... une réconciliation provisoire avec le communisme... /qui/ prenait la forme d’une triple rencontre simultanée, celle de chrétiens avec la classe ouvrière, celle d’intellectuels avec le marxisme, celle de révolutionnaires avec le parti communiste.”<sup>180</sup> Voilà qui, paradoxalement, leur donne bien des points communs avec la rédaction des *Temps modernes*, surtout après les premières années, lorsque celle-ci devient moins pluraliste et plus dominée par Jean-Paul Sartre en pleine évolution.

Prônant une révolution socialiste et personaliste à la Libération, déçus entre 1945 et 1947 par le recul révolutionnaire, favorables en 1945 aux nationalisations accompagnées d’un contrôle ouvrier, attirés par le marxisme, surtout par l’impératif de la praxis et par les écrits du jeune Marx qu’ils pensent humaniste, prêts à sacrifier beaucoup aux rencontres entre catholiques et ouvriers qui constituent sans doute un motif et un but essentiels, défendant les communistes, même en 1947, par antifascisme, combat qui inclut volontiers le gaullisme organisé, les rédacteurs d’*Esprit*, qui reste pluriel néanmoins, ont dans l’ensemble adopté une conception très politique de leur présence intellectuelle au monde, même si elle est toujours marquée par sa dimension spirituelle. Bientôt pacifistes, ils “jouent les communistes”, voire l’Union soviétique par antiaméricanisme. Le but international reste l’indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. En politique intérieure, il s’agit de réclamer aux communistes une part entière pour leurs alliés, au nombre desquels ils se comptent, aux côtés de l’une comme des autres. Le “coup de Prague” marque le moment d’une prise de distance relative ou plutôt d’une plus grande autonomie vis-à-vis du Parti communiste. Cependant les commentaires restent très modérés : “On installe du côté russe de drôles de républiques, mais du côté américain, on patronne de drôles de tyrannies.”<sup>181</sup> D’ailleurs, “... la timidité d’*Esprit* devant le stalinisme saute aux yeux... L’argument selon lequel “on était mal informé” ne résiste pas à l’examen ; dire plutôt : “on ne voulait pas trop en savoir”. Ainsi, lors du procès Kravchenko, comme le note Michel Winock : “... Toujours

est-il que les témoins et les accusateurs étaient tour à tour récusés : Victor Serge... n'était plus qu'un exilé, Koestler n'était qu'un romancier (...) Kravchenko n'était qu'une "bonne affaire" pour la droite anticommuniste ; David Rousset était vendu aux américains... Et quand le témoin au-dessus de tout soupçon Margarete Buber-Neumann énonce d'une voix tranquille que le système concentrationnaire fait partie structurelle du socialisme stalinien, on la salue au passage dans une simple note du Journal à plusieurs voix."<sup>182</sup> Le ton employé pour présenter Margarete Buber-Neumann tranche cependant nettement lorsqu'il est question d'elle dans *Esprit* sous le titre des plus significatifs : "La bonne affaire Kravchenko", déjà rappelé par cet historien, "La comédie s'est interrompue, lorsque Margarete Buber-Neumann raconta son histoire que personne n'osa contester. Il reste ceci encore, ceci du moins, que dans un monde comme le nôtre, où tout est vicié par les propagandes adverses, le ton de la vérité s'impose. Mme Buber-Neumann, venue de son propre chef apporter ce témoignage, ne l'offrait pas à Kravchenko, mais à la vérité... le véritable argument contre la Russie stalinienne, ce n'est pas le livre de M. Kravchenko, c'est sa personne."<sup>183</sup>

On s'inquiète, on ne nie pas forcément, mais on se refuse dans l'ensemble à condamner et plus encore à systématiser la critique. On dénonce certes les procès Rajk et Kostov, grâce en particulier à François Fejtö, immigré hongrois, socialiste, directeur du Bureau de presse et de documentation, près la légation hongroise à Paris, au temps du gouvernement de coalition, avec en particulier son article dont le titre est resté fameux "L'affaire /Laszlo/ Rajk est une affaire Dreyfus internationale."<sup>184</sup> On refuse cependant d'adopter la condamnation soviétique du schisme yougoslave, mais, ce faisant, on se place seulement dans la perspective, alors particulièrement illusoire, d'un communisme plus ouvert, sans en critiquer les fondements, ni en analyser le moment stalinien, comme on souhaiterait les communistes moins autoritaires envers tant leurs alliés que la classe ouvrière. Michel Winocq résume ainsi les conceptions d'*Esprit* au tournant des années 1950. "Les déchirements avec le parti communiste ne précludaient pas à une rupture définitive : l'immense vide laissé à gauche par l'absence d'un socialisme à la fois indépendant et révolutionnaire rendait nécessairement plus accommodants les adversaires du stalinisme. Le parti communiste était bien le pire des partis de gauche, mais c'était le seul. La question coloniale fut ainsi un autre terrain de rapprochement entre *Esprit* et les communistes."<sup>185</sup> Ainsi que la lutte contre la CED pendant



des années où les perspectives d'une Europe indépendante selon leurs souhaits leur paraissent s'éloigner.

Comme le sera finalement celui de la rédaction des *Temps modernes*, le comportement de la majorité des rédacteurs d'*Esprit* est totalement décalé par rapport à celui des responsables des principaux partis politiques, pris dans l'urgence des contraintes qui s'exercent sur l'action politique qu'il s'agisse des socialistes, des républicains populaires, sans parler des gaullistes. Il l'est aussi par rapport à la presse. De quoi s'agit-il ? De la perpétuation à tout prix de l'esprit d'une résistance dont l'interprétation, largement mythique, doit beaucoup aux communistes ? Sacrifice de l'information aux enjeux d'une restructuration de la gauche politique et syndicale, à la présence dans le monde ouvrier dont il surévalue le rôle dans le devenir des sociétés ? A une appréciation fautive de la situation et de la puissance de la France, voire même de l'Europe ? On peut aussi parler du sacrifice mental de l'Europe centrale à des enjeux pour les moins incertains. Ces derniers se déploient en tout cas au moins sur deux axes : internes à la France, principalement, la restructuration de la gauche, sur laquelle le poids positif de ces intellectuels est faible alors, les relations internationales sur lesquelles il est inexistant.

En effet, tout à la fois ces intellectuels prennent la parole, élaborent une vision du monde politique et, grâce à la diffusion de leurs écrits, s'efforcent d'influencer leurs lecteurs, mais également de faire pression, par des canaux dont les effets restent néanmoins très difficiles à appréhender empiriquement.

Si les prises de position sont scandées par les mêmes événements dans les principales revues, parmi lesquelles *Esprit* et surtout *Les Temps modernes* occupent des places privilégiées, si la rédaction d'*Esprit*, avant et comme celle des *Temps modernes*,<sup>186</sup> se veut présente aux choses politiques, la définition de l'engagement donnée par les rédacteurs des *Temps modernes* présente quand même

une spécificité. En premier lieu, sa dimension philosophique est plus systématique, au risque d'une grande fragilité dans ce dernier domaine justement : "Pour traiter les problèmes auxquels nous touchons ici, il faut une philosophie de l'histoire et de l'esprit. Mais il y aurait fausse rigueur à attendre des principes parfaitement élaborés pour parler philosophiquement politique. A l'épreuve des événements, nous faisons connaissance avec ce qui est pour nous inacceptable et c'est cette expérience qui devient thèse et philosophie... On évite même à le faire le faux-semblant des ouvrages systématiques qui naissent comme les autres de notre expérience..."<sup>187</sup>. En second, l'impératif de l'engagement atteint toute la création, au moins chez Jean-Paul Sartre. Avec pour conséquence que, bien que parti d'une philosophie du sujet, Jean-Paul Sartre finit souvent dans ses grandes synthèses par rejoindre le marxisme le plus réducteur. "Ce dogmatisme aprioriste, s'il permet des aperçus suggestifs, au lieu de rendre compte de la complexité et de la diversité des pratiques réelles, les mesure à leur devoir-être, inscrit dans la dialectique idéale des fonctions symboliques et les juge."<sup>188</sup>

Pour le reste, Anna Boschetti fait bien comprendre le rôle de *primus inter pares* joué par *Les Temps modernes* face au commun "... parti pris de ne laisser échapper aucune des questions vitales, aucune réalité significative de leur temps (le titre des *Temps modernes* est emblématique (...)) Une époque devient pour une fois directement, ouvertement, l'objet de la méditation de ses intellectuels..."<sup>189</sup>. Même si une telle ouverture des sujets d'intérêt comparée au réductionnisme de l'analyse comme de certaines des prises de position est sans doute le plus grand paradoxe que l'on rencontre sous une forme aiguë aux *Temps modernes*.

#### - L'évolution des *Temps modernes* de 1946 à 1949

L'évolution des positions politiques des *Temps modernes* de 1945 à 1949 décrit un mouvement tout à fait inverse de celui d'*Esprit*. En effet, même après le départ de Raymond Aron, en 1947, qui commence alors à apporter une collaboration régulière au *Figaro*, avant même de s'engager dans les différentes entreprises intellectuelles "antitotalitaires", à partir de 1949, *Les Temps modernes*

restaient ouverts à la pluralité intellectuelle et politique, malgré l'“engagement” prôné.

L'action de Jean-Paul Sartre avec David Rousset à la tête du Rassemblement démocratique révolutionnaire,<sup>190</sup> parfois désigné comme le “parti de Sartre et de Rousset”, expression refusée au demeurant par les principaux intéressés, pendant toute l'année 1948 témoigne de sa part d'une tentation d'entrer en politique comme de sa bienveillance d'alors envers tous les courants de gauche et d'extrême gauche, pourvu qu'ils se déclarent disposés à protester contre la séparation de l'Europe en deux blocs antagoniques et à œuvrer au contraire à l'édification d'une Europe socialiste, aussi libre que révolutionnaire. “Avec des gens venus de tous les horizons de la gauche : trotskistes, chrétiens de gauche, jeunesses socialistes et socialistes dissidents, communistes et anciens communistes, marxistes et non-marxistes, avec des camarades ouvriers ou d'anciens permanents, venus de toutes les catégories de la société.” A la tribune de la première conférence de presse du RDR, le 19 mars 1948, /Jean-Paul/ Sartre déclarait notamment : “La plupart des Européens semblent déjà avoir choisi leurs vainqueurs. Nous sommes dans un état de guerre par personnes interposées. Le RDR se refuse de se ranger d'un côté par peur de l'autre.”<sup>191</sup>

Même si la tentative s'inscrit nettement en faux par rapport aux positions des principaux acteurs du champ politique, elle est cependant menée par une organisation structurellement indépendante du Parti communiste. Elle peut cependant paraître assez illusoire après le truquage des élections en Pologne en janvier 1947 et le “coup” de Prague intervenu en février 1948 qui laissaient pour le moins mal augurer des intentions des communistes au pouvoir vis-à-vis de leurs “alliés”, même socialistes, au moins dans les pays “libérés” par l'Armée rouge qui étaient intégrés au Kominform depuis 1947. On voit mal quel genre de pression aurait pu être exercé alors sur les communistes orientaux, à partir de l'Europe de l'Ouest, afin de les pousser à devenir plus coopératifs, tant dans les pays qu'ils contrôlaient que même en Europe de l'Ouest, comme le montrera peu d'années

après le mode d'organisation des campagnes du Mouvement de la paix ! L'action au sein d'une organisation propre offre au demeurant d'autres possibilités. De telles attitudes et comportements ne sont pas sans rappeler ceux fréquents d'une partie des trotskistes décidés tout à fait unilatéralement à coopérer avec les communistes ! La valeur symbolique de l'action de tels intellectuels est au demeurant toute autre, de même que leur influence sur d'autres intellectuels et futurs intellectuels. On le verra en particulier lorsqu'il sera question des itinéraires de ceux qui rejoindront "Socialisme ou barbarie" plus tard.

David Rousset, lors de la fondation du RDR, avait déjà conservé un entourage d'anciens trotskistes comme lui-même, en particulier Georges Altman et Jean Rous ; mais Georges Altman représente surtout *Franc-Tireur* qui conserve un tirage très élevé et une réelle influence. Au RDR se joint également Gérard Rosenthal, lui aussi ancien trotskiste, qui collabore avec David Rousset à *La Revue internationale*. De plus, plusieurs des responsables de la tendance "large" du PCI, celle qui était ouverte aux coopérations politiques extérieures au petit parti trotskiste, rejoignent aussi le RDR : Marcel Beaufrère, Albert Demazière (pseudonyme de Pascal Ailhaud), Paul Parisot.<sup>192</sup> Comme le note Pierre Grémion, David Rousset occupe alors "une position carrefour entre le noyau organisationnel du parti, le monde intellectuel et l'univers militant d'extrême gauche."<sup>193</sup>

Cet ancien trotskiste, quant à lui, n'hésitera plus bientôt à adopter un comportement plus offensif et à se livrer à une critique plus directe du mode soviétique d'exercice du communisme avec la dénonciation des camps de travail soviétiques.

Sur le plan intellectuel, même si la tension apparaît déjà entre la philosophie du sujet et de la liberté et une analyse proche de la vulgate marxiste qui fait du prolétariat, parce qu'il est dépossédé, l'unique sujet d'une histoire à faire, les

deux pôles subsistent et coexistent encore. Ainsi que la tension qui définit un vaste champ d'investigation et de réflexion.

De fait, c'est même Maurice Merleau-Ponty qui esquisse le premier, et non pas Jean-Paul Sartre, la synthèse entre existentialisme et marxisme qui "déclare le marxisme un paradigme incontournable que l'existentialisme ne prétend pas dépasser, mais seulement intégrer, en formulant l'anthropologie qui, dans le marxisme, est restée implicite."<sup>194</sup> Constamment plus prudent, plus sérieux, préférant les hypothèses aux affirmations, il ne va pas alors aussi loin que Jean-Paul Sartre ultérieurement. "Ainsi la plus célèbre de ses propositions - faire la politique effective du PC - n'est qu'un conseil pour l'immédiat, dans une situation qui oblige à choisir."<sup>195</sup>

Pourtant, selon Anna Boschetti, Maurice Merleau-Ponty s'éloigne assez tôt de son philocommunisme qu'elle semble juger tempéré : "Un texte publié dans les *TM* de juillet 1948<sup>196</sup> permet de vérifier la position de /Maurice/ Merleau-Ponty un an plus tard. Il s'agit cette fois d'un sujet d'actualité : une polémique autour des faux et des manipulations de la pensée de Trotsky après sa mort. Ici le point de vue de Merleau-Ponty se fait explicite. L'évolution de l'URSS est assumée comme la preuve que l'écroulement de la société capitaliste peut donner lieu, non au socialisme, mais à une nouvelle forme - bureaucratique - de domination et d'exploitation."

Et, de fait, la critique de l'URSS est vive dans cet article : "À mesure que nous sommes mieux renseignés sur l'importance relative du travail forcé et du travail libre en URSS, sur le volume du système concentrationnaire, sur la quasi-autonomie du système policier, il devient toujours plus difficile de voir l'URSS comme *transition vers le socialisme* ou même comme État ouvrier dégénéré. Davantage : comme en URSS même, sur des bases de production collective, des rapports d'exploitation s'établissent, et comme dans le monde entier des prolétariats semblent moins conscients de leur mission historique..."<sup>197</sup>

"Liée à cette hypothèse, la définition aussi de l'engagement est mise en question. "Faire la politique effective du PC " est un programme qu'il renie désormais, quoique encore indirectement. Non seulement le PC, mais les gaullistes et les trotskistes... vouent leurs partisans à une politique paranoïaque, car ils

ont peur de la vérité. Ce travail d'analyse qui est la tâche urgente des intellectuels, n'est désormais possible qu'en dehors des partis." <sup>198</sup>

"Si nous en voulons à Malraux, à Koestler, à Thierry Maulnier, à Burnham..., à la "ligue des espoirs perdus", aux "intellectuels en retraite", c'est précisément que, ayant ou vécu ou du moins compris le marxisme... ils sont retombés en-deça, ils n'ont pas tenté de tracer malgré tout un chemin pour l'humanisme de tous les hommes... Ils se sont dérobés à la tâche de tracer le *programme minimum* dont parlait Trotsky." <sup>199</sup>

Surtout, pendant les premières années, l'attrance déjà forte pour le communisme, n'empêche pas la publication des critiques : des "pages de journal" de Victor Serge / décédé en 1947 à Mexico / en 1949<sup>200</sup> ; Roger Stéphane commente "Déportée en Sibérie" de Margarete Buber-Neumann.<sup>201</sup> Comme le RDR, bien que moins massivement, la revue est et restera ouverte pendant encore plusieurs années à des trotskistes et anciens trotskistes, au moins jusqu'au virage radical de Jean-Paul Sartre: David Rousset y écrit très tôt, Daniel Guérin qui a appartenu à la gauche socialiste et Pierre Naville, ancien trotskiste, mais jusqu'à la Seconde Guerre mondiale seulement, y donneront plusieurs articles, le premier en 1950, le second en 1952 et 1953, puis 1955.

Claude Lefort quant à lui y collaborera de 1945 à 1953 et obtiendra un droit de réponse l'année suivante et un autre ancien trotskiste devenu membre de "Socialisme ou barbarie" de 1951 à 1953. Sur ces deux collaborations il conviendra de revenir et en particulier d'approfondir le sens et la place de la collaboration effective de Claude Lefort dans *Les Temps modernes*, tant au temps de la tendance "Socialisme ou barbarie" que pendant les cinq années qui suivent la formation du nouveau collectif du même nom, ainsi que de sa revue destinée aux militants d'extrême/"ultra"-gauche.

### I. 3/ Le contexte international : de la victoire des alliés au déclenchement de la guerre froide

Les victoires militaires soviétiques auxquelles l'aide américaine a au demeurant beaucoup contribué ont non seulement fait du pays du communisme réel un allié essentiel, mais également donné de ce pays et du communisme une image beaucoup plus positive qu'avant guerre. Ainsi, en France "interrogés par l'IFOP en 1944, 61 % des Français considéraient que l'URSS avait plus que les autres contribué à la défaite de l'Axe, contre 29 % pour les États-Unis. Encore en mars 1947, à la question "Une nation cherche-t-elle à dominer le monde ?", l'Union soviétique ne venait qu'avec un point d'avance sur les États-Unis."<sup>202</sup> "Mais de sept pendant l'été."<sup>203</sup> "Il faut attendre le milieu de l'année suivante pour que "le désir sincère de paix" de l'URSS ne soit plus admis que par 23 % des sondés, contre 40 % qui sont d'un avis contraire."<sup>204</sup> Cependant "En février 1948, 70 % des personnes interrogées estiment que ce sont les États-Unis qui aident le plus la France à surmonter la crise économique (contre 7 % pour l'URSS)."<sup>205</sup>

Les conférences de Yalta et de Potsdam, en 1945, eurent finalement pour conséquence de laisser l'URSS étendre son influence sur les pays d'Europe centrale, libérés par l'Armée rouge, avant de lui être finalement soumis. Les garanties d'élections libres promises par Staline peuvent paraître avoir été particulièrement illusoires, compte tenu de ce qu'on savait du régime soviétique. Ce dernier avait certes pratiqué pendant la guerre une très légère ouverture interne, d'ailleurs limitée à la seule Église orthodoxe. Cependant un tel changement ne pouvait difficilement se laisser interpréter autrement que comme une Realpolitik facilitant une meilleure mobilisation des énergies en temps de guerre.

Les modalités du règlement du sort de la Pologne qui avait pourtant été la cause directe du déclenchement de la guerre ont été particulièrement significatives.

La ligne Curzon tracée à Versailles sans consultation russe est devenue caduque presque aussitôt, grâce à la victoire de Jozef Pilsudski dans la guerre polono-soviétique de 1920. C'est cette ligne que Joseph Staline exigeait comme frontière orientale de la Pologne et qu'il obtiendra de fait de ses alliés dès la conférence de Téhéran (28 novembre - 1<sup>er</sup> décembre 1943), malgré le désaccord complet du gouvernement polonais en exil et bien que Winston Churchill et Franklin Roosevelt aient finalement plaidé à Yalta pour que la Pologne garde certains champs pétrolifères situés à l'est de cette ligne.

A la conférence de Yalta, en février 1945, l'URSS a accepté le principe d'élections libres en Pologne et la participation des Polonais de Londres, en nombre restreint il est vrai, au gouvernement provisoire. Le 19 janvier 1947, ce sont de fait des élections truquées qui donnent la majorité à la coalition tenue par les communistes. /Quant aux crimes antisémites commis par des Polonais après comme pendant la guerre, ils seront cachés par le régime communiste./ "... /Staline/ a investi politiquement, par l'intermédiaire des "Fronts nationaux" et des partis communistes locaux, tous les pays où son armée a le dernier mot. Le refus général et forcé qu'ils opposent au plan Marshall en juillet 1947, la mise au pas de la Pologne et le coup d'Etat tchèque en février 1948 couronnent la formation d'un Empire territorial qui jouxte un Occident ravagé où les troupes américaines montent la garde dans une Allemagne coupable."<sup>206</sup> Raccourci historique impressionnant dont on peut cependant regretter que "l'antifascisme universel"<sup>207</sup> ne soit ramené qu'à un simple instrument aux mains de Joseph Staline, même s'il en a également été un effectivement ; surtout juste à la fin de la guerre, ceci d'autant plus que dans la mise au pas des démocraties populaires, la violence a été un instrument beaucoup utilisé et encore plus efficace.<sup>208</sup>

Au demeurant, la transformation de la Tchécoslovaquie offre un cas de figure assez différent, puisque comme le rappelle fort opportunément Bernard Michel : "contrairement à ce que l'on croit parfois, les accords de Yalta... n'avaient pas rangé la



Tchécoslovaquie dans la zone d'influence soviétique. Dès la fin de 1945, les troupes américaines et soviétiques évacuèrent son territoire.

A la différence des pays voisins, le régime communiste ne fut pas imposé par l'armée rouge. Le Parti communiste sut préparer sa prise du pouvoir dans l'anarchie et le flottement qui accompagnèrent la libération, alors que /Edvard/ Benes et les hommes de Londres étaient absents du pays et que les partis démocratiques agissaient sans plan concerté."

"Comme l'a montré Hubert Ripka /socialiste national et ministre du Commerce extérieur dans le premier gouvernement formé par Klement Gottwald/ dans son livre publié en 1949, *Le Coup de Prague. Une révolution préfabriquée*, la prise du pouvoir par les communistes fut antérieure à 1948. Ils prirent le contrôle des ministères essentiels : l'Intérieur qui leur permit de recruter une police communiste ; l'Information qui leur donna un monopole presque complet des médias. Ils neutralisèrent également l'armée..."

De plus, l'influence des communistes dans le pays était bien réelle "... avec 38 % des voix... aux élections de mai 1946, législatives et municipales, les communistes arrivèrent en tête dans le pays. Ils étaient encore loin de la majorité, mais, avec les sociaux-démocrates, ils disposaient de la majorité absolue au Parlement."

Pour cet historien de l'Europe centrale, si "... /Edvard/ Benes /sur la responsabilité duquel Jacques Rupnik insiste beaucoup plus, tout en en faisant remonter l'origine aux accords signés à Moscou en décembre 1943/, revenu au pouvoir en 1945, n'utilisa... pas le pouvoir du Château pour contrecarrer l'influence communiste", c'est en grande partie parce que, pour organiser l'expulsion des Allemands, "... il avait besoin de l'Union soviétique pour obtenir un appui international."<sup>209</sup>

Quant à la fondation du Kominform qui fut tenue secrète, elle date de septembre 1947 et s'est accompagnée de la définition des deux camps : l'un "impérialiste" censé être sous domination américaine et l'autre, "anti-impérialiste", c'est à dire socialiste, dirigé par l'Union soviétique.

De fait, l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie sont transformées en "démocraties populaires". Quant au "Kominform", d'abord simple organe de liaison entre partis communistes, il est ensuite érigé en tribunal pour exclure la Yougoslavie dirigée par (Josip Broz dit) Tito en 1948. En 1948-1949, les autorités soviétiques organisent un blocus total de Berlin-Ouest, auquel répond un pont aérien très onéreux organisé par les Allés ; en 1949, Berlin-Ouest devient un *Land* de la République fédérale allemande (RFA).

S'il convient de souligner que, compte tenu des informations déjà disponibles sur l'Union soviétique, il était *a priori* difficile d'imaginer Joseph Staline laissant subsister une vie démocratique dans des pays dominés par l'Union soviétique et occupés par ses troupes, les conditions du déclenchement de la guerre froide constituent, quant à elles, un problème complexe qui n'a pas lieu d'être traité ici.<sup>210</sup>

On peut cependant ajouter que la lucidité de Winston Churchill avait été assez précoce, puisque c'est dès 1946 qu'il dénonçait le "rideau de fer" qui a divisé l'Europe, dans son discours à Fulton (Missouri). Selon l'historien André Kaspi, "A la veille de sa mort (12 avril 1945), / Roosevelt /... sait déjà à quoi s'en tenir sur les intentions de Staline."<sup>211</sup> Toujours selon le même historien, début 1946, le constat du président Truman est particulièrement "inquiétant,"<sup>212</sup> tant en ce qui concerne la situation en Europe centrale que les menaces sur le bassin méditerranéen, en Grèce et en Turquie, qui ouvrent l'accès aux pays arabes qu'en Iran, en Chine et en Corée, dont les républiques et du Sud sont séparées et opposées depuis 1945.

Énumérant les deux premières générations d'historiens de la guerre froide, la première au sein de laquelle l'interprétation, relativement consensuelle "prévaut... que les Américains ont été contraints de riposter aux agissements de l'autre supergrand": mise au pas de l'Europe centrale et orientale, partis communistes occidentaux

mobilisés à des fins tout à la fois destructives au sein de leur système politique et de valorisation du monde soviétique, avec secondairement le reproche de républicains américains, ainsi que d'historiens de rendre les présidents Franklin Roosevelt, voire Harry S. Truman, responsables de concessions excessives ou d'incapacité de comprendre le monde extérieur, la seconde très marquée par la guerre du Viet-nam, le plus souvent liée à la *New Left*, qui articule souvent critique des politiques étrangères américaines des années soixante et quarante, rend les États-Unis responsables de la guerre froide par soif de conquête des marchés et/ou par usage de l'intimidation atomique, au demeurant dépourvue d'efficacité, puis rappelant les polémiques qui ont apposé ces dernières décennies les historiens américains sur l'enchaînement des décisions qui ont effectivement déclenché la guerre froide, André Kaspî concluait prudemment qu'il ne serait pas possible d'appréhender l'ensemble de ces questions tant que les archives soviétiques, aujourd'hui russes, ne seraient pas accessibles.<sup>213</sup>

Si la tendance créée par Cornélius Castoriadis et Claude Lefort couvre toute cette période de dégradation des relations entre les anciens alliés, par contre, lorsque "Socialisme ou barbarie", groupe et revue, est enfin fondé, le monde est déjà totalement entré dans la guerre froide. La thèse du déclenchement de la troisième guerre mondiale a donc un fondement contextuel tout à fait évident. La crainte de la guerre est d'ailleurs très répandue. Que cette thèse définisse pendant plusieurs années la conjoncture révolutionnaire à venir, de manière jugée certaine, moment d'un nécessaire réveil du prolétariat révolutionnaire, est un autre problème inhérent à une vision du monde qui est celle de ce groupe. Si l'interprétation de la conjoncture est aussi spécifique que la place accordée au prolétariat, il conviendra cependant de s'interroger sur le poids de la guerre froide, mais tout autant du mode de formation des démocraties populaires dans la formulation d'une telle problématique.

- *L'entrée en guerre froide des intellectuels*

Les débuts de la guerre froide en milieu intellectuel vont se caractériser par un accroissement de l'activisme, comme du sectarisme des communistes. Outre leurs campagnes idéologiques menées dans les domaines scientifiques et culturels et les mobilisations pour la paix également contrôlées par ces derniers et qui seront autant de manifestations en faveur de l'Union soviétique, la guerre froide en milieu intellectuel va se caractériser par une défense exacerbée et directe du communisme réel, en particulier en Union soviétique, accompagnée d'un violent antiaméricanisme,<sup>214</sup> de la part des communistes et de leurs compagnons de route. A ces comportements s'ajoute la timidité des critiques de ceux pour lesquels épargner les communistes est un objectif privilégié.

La guerre froide en milieu intellectuel démarre nettement plus tard que dans le milieu politique, où des mesures de protection ont, par ailleurs, déjà été prises auparavant même contre l'usage que les communistes auraient pu faire de leur puissance politique pour déstabiliser gravement la société et les institutions et/ou pour œuvrer en faveur de l'Union soviétique.

Michel Winock comme Ariane Chebel d'Appollonia datent de 1948 la mobilisation idéologique des communistes contre le plan Marshall. La seconde cite deux ouvrages en exemple, tous deux parus en 1948, celui d'Henri Claude, *Le Plan Marshall* qui, comme il le fera après 1958 contre le gaullisme, utilise la théorie de l'impérialisme de Lénine pour dénoncer la vassalisation de "l'Europe marshallienne" pour sauver le capitalisme et préparer la troisième guerre mondiale, seul moyen d'atteindre l'hégémonie totale et "d'enrayer la montée des forces démocratiques populaires", et celui de Georges Soria, *La France deviendra-t-elle une colonie américaine ?*, qui prolonge sa critique de l'impérialisme par celle de l'importation de la civilisation américaine,<sup>215</sup> également vivement dénoncée dans *Les Lettres françaises* dont les rédacteurs s'érigent *a contrario* en défenseurs de la culture française.<sup>216</sup> C'est

également en 1948 que Raymond Aron publie *Le grand schisme*, mais on est encore loin d'une "contre-mobilisation".

Par contre, en 1949, l'année de lancement de la revue *Socialisme ou barbarie*, les événements de la vie politique, et en particulier de la vie politique intellectuelle, sont marquants et significatifs à plus d'un titre. C'est cette année-là que vont s'y déployer les deux premières grandes polémiques de la guerre froide qui impliquent et mobilisent le monde intellectuel : elles ont en commun de concerner l'URSS et la nature de son régime. Le dispositif de guerre froide va se mettre en place.

Si les deux événements relatés par Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, dans leur ouvrage *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*,<sup>217</sup> mobilisent les intellectuels "atlantistes" et/ou "antitotalitaires" qui tentent alors de s'organiser, il est particulièrement intéressant de noter, comme le soulignent les deux auteurs, que la défense de l'URSS sera encore largement assurée par les intellectuels non communistes, au nom du consensus qui serait né des combats de la Résistance et de la lutte contre le nazisme, les premiers incluant le Parti communiste, la seconde l'Union soviétique, ce que l'appareil communiste saura fort bien utiliser pour défendre sa politique et au moins autant l'Union soviétique.

En effet, le début de l'année a été marqué par le procès Kravchenko. Ce dernier, ingénieur soviétique, avait profité, en 1944, de l'opportunité d'un voyage commercial aux Etats-Unis, pour y demander l'asile politique. Il avait ensuite publié un récit de sa vie d'abord aux Etats-Unis, en 1946, sous un titre apparemment anodin: *La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*. L'ouvrage fondé sur des récits de Victor Kravchenko, mais sans doute réécrit par un journaliste américain Eugene Lyons, lui-même émigré russe au temps de l'Empire tsariste, d'abord fasciné par la révolution russe, avant d'en avoir fait la critique,<sup>218</sup> y avait rencontré un très vif succès. Il avait ensuite été traduit dans de nombreuses langues : il avait

notamment paru en France sous le titre éloquent de *J'ai choisi la liberté*.<sup>219</sup> Son retentissement fut très grand et alla bien au-delà du seul public intellectuel.

Victor Kravchenko avait alors été vivement pris à partie dans *Les lettres françaises*. A la suite de cette attaque, Victor Kravchenko avait porté plainte. Or, même si le journal est finalement condamné, sa direction a cependant été en mesure de “mobiliser le ban et l'arrière ban de la résistance intellectuelle.”<sup>220</sup>

A la fin de la même année, David Rousset, ancien trotskiste, ancien déporté, ancien dirigeant du RDR avec Jean-Paul Sartre, auteur notamment de *L'univers concentrationnaire*,<sup>221</sup> lançait un appel pour la constitution d'une commission d'enquête sur les camps soviétiques.<sup>222</sup> Lui aussi vivement attaqué dans le même journal, *Les lettres françaises*, il portera plainte, sans beaucoup mieux parvenir à ébranler le monde des croyants mais un peu plus celui des sympathisants et des antianticommunistes. Ainsi, Jean-Paul Sartre co-signa un article sur les camps soviétiques, de fait, rédigé par Maurice Merleau-Ponty seul, “Les jours de notre vie.”<sup>223</sup> Durable pour Maurice Merleau-Ponty, l'évolution ne sera que passagère pour Jean-Paul Sartre qui reniera bientôt au contraire la distance prise, au nom de l'anti-anticommunisme.

Pierre Grémion souligne que “... si le procès Kravchenko pouvait passer pour un procès “de droite, le procès Rousset se veut résolument un procès “de gauche” et le sociologue ajoute que “L'appel de David Rousset s'inscrit dans un contexte international : ... procès Rajk, conflit entre Staline et Tito qui conduit à une restructuration de la gauche intellectuelle.”<sup>224</sup> Pourtant, c'est sans doute beaucoup plus vrai alors à l'étranger qu'en France où on est au tout début d'un processus qui ne prend pas encore une forme très significative.

On peut dire que si l'“effet Stalingrad”, c'est à dire la sympathie pour l'URSS, y compris son régime, résultant du rôle effectivement joué par ce pays dans la guerre, ainsi que l'attrance pour le “Parti communiste... auréolé par son active participation

à la Résistance et par le rôle historique qu'il assigne au prolétariat" qui furent réels dans une part importante de la population française, comme le souligne Jean-François Sirinelli, n'y furent que passagers, il le furent, par contre, nettement moins dans le champ intellectuel.<sup>225</sup> Une telle sympathie cohabitera bientôt avec un désenchantement plus ou moins grand qui s'accompagne du refus de changer de camp ou comme Maurice Merleau-Ponty de celui de poser les problèmes de telle manière qu'ils "... ressoudent les deux blocs."<sup>226</sup>

On comprend bien que, dans un tel contexte, les rédacteurs d'une revue comme *Socialisme ou barbarie* qui cherche à offrir une vision alternative du communisme, tout en ayant un attachement aussi affiché pour le prolétariat et son avenir que celui proclamé par les communistes, ait pu croire d'une certaine manière une communication possible avec une partie des intellectuels, éveiller au moins un intérêt. C'est en tout cas le sens logique de l'envoi des livraisons de la revue à nombre d'organes de presse de gauche à partir de 1950.

## Présentation des chapitres II et III de la 1<sup>ère</sup> partie

Dans le chapitre II, l'analyse des premiers numéros de la revue *Socialisme ou barbarie* permettra de démontrer sa nature de revue d'extrême/“ultra”-gauche, dès sa fondation, au travers de l'examen des grands axes de la théorie développée dans la revue. En particulier, la réaffirmation d'un projet communiste radical qui sert d'outil critique du communisme réalisé comme des organisations communistes au moins autant que du capitalisme, ce qui spécifie “Socialisme ou barbarie” au sein de la gauche, voire de l'extrême et “ultra”-gauche.

Le concept de bureaucratie, central dans toutes ces analyses, aboutit à faire de toutes les couches sociales intermédiaires, comme de tous les acteurs qui occupent des responsabilités professionnelles autant que syndicales ou politiques des acteurs du capitalisme, “objectivement” attachés à ce dernier, autant que des produits de la concentration du capital. Il n'y a évidemment pas de place pour la démocratie pluraliste dans une telle vision du monde. C'est dire que l'avenir du projet communiste ne saurait résider que dans les capacités d’“auto-organisation” d'un “prolétariat” dont l'isolement est au moins aussi grand que celui hautement revendiqué par le groupe, compte tenu de l'ampleur de la spécificité qu'il affirme.

L'examen de ces textes permet aussi de montrer l'étroitesse du champ politique effectivement considéré par le groupe, celui de la seule extrême gauche dans ses rapports d'antagonisme avec les institutions du communisme réel.

L'incontestable optimisme dont le groupe fait montre quant à son avenir politique provient de son assurance dans sa compréhension exacte de la conjoncture de guerre froide. Persuadé que les faits ne manqueront pas de lui donner raison, sous la forme du déclenchement d'une troisième guerre mondiale, il



fait effectivement preuve d'une capacité exceptionnelle, dans la gauche et l'extrême gauche, à se faire l'écho de la critique des projets soviétique autant que communiste de conquête et de domination.

L'ensemble de ces thèses définit enfin une attitude d'aliénation radicale tant vis-à-vis du monde social existant que de l'action politique instituée.

Dans le chapitre III, au prix d'un retour en arrière, l'examen du mode de formation de "Socialisme ou barbarie" confirmera dans un autre registre la pleine appartenance du petit groupe en gestation au sous-champ de l'extrême gauche marxiste. Tout dans les modes d'action des militants du futur petit groupe le démontre : création d'une tendance au sein d'une organisation trotskiste, puis mise en oeuvre de la "scission" ; poursuite de la polémique avec l'organisation trotskiste aux fins de convaincre ses militants, qui deviennent, par conséquent, un des publics privilégiés de la revue, avec ceux des autres groupes d'extrême gauche, au risque d'un enfermement dans un sous-champ politique particulièrement étroit ; les contacts pris dès l'époque de la fin de la tendance avec une autre petite organisation d'extrême gauche, bordiguiste, celle-là.

Cette histoire, qui peut paraître quelque peu microscopique, montrera également l'insertion profonde des futurs militants du groupe "Socialisme ou barbarie" dans l'extrême et l'"ultra"-gauche marxiste, malgré leur jeune âge. On verra qu'ils sont porteurs d'une connaissance et d'une mémoire des thèses, des actions, des histoires et finalement des échecs des autres groupes de ces courants.

Ceci conduira certes à relativiser l'originalité des thèses de "Socialisme ou barbarie" mais permettra également de mieux comprendre le mode d'insertion du nouveau groupe : persuadé d'offrir enfin, grâce à la justesse de ses thèses, la bonne opportunité au "prolétariat" révolutionnaire, à la suite d'une longue série d'échecs de ce dernier qu'il assimile à des errements.

Une telle démarche fondée presque exclusivement sur des récits de militants permettra enfin de reconstruire leurs cheminements politiques, marqués par la radicalisation de l'opposition au communisme réel, et de commencer à cerner la spécificité de leurs attitudes.

**Ch. II - LA PREMIÈRE ANNÉE DE PARUTION DE *SOCIALISME***  
**OU *BARBARIE* : L’AFFIRMATION D’UN COMMUNISME**  
**RADICAL, ARCHÉTYPE DE MILLÉNARISME PROFANE**

“Ceux qui pensent que les régimes communistes d’Europe centrale sont exclusivement la création de criminels laissent dans l’ombre une vérité fondamentale : les régimes criminels n’ont pas été façonnés par des criminels, mais par des enthousiastes convaincus d’avoir découvert l’unique voie du paradis. Et ils défendaient vaillamment cette voie, exécutant pour cela beaucoup de monde. Plus tard, il devint clair comme le jour que le paradis n’existait pas et que les enthousiastes étaient donc des assassins.”

Milan Kundera, *L’insoutenable légèreté de l’être*. Gallimard, 1984, p 222.

L’examen des numéros de la première année de parution de la revue *Socialisme ou Barbarie*, sous-titrée : *Organe de critique et d’orientation révolutionnaire*<sup>227</sup>, les numéros 1 à 5/6, présente un intérêt particulier. Détail significatif : ce sont en fait les numéros de mars-avril 1949 à mars-avril 1950, soit la première année de parution effective de la revue, ce qui ne recoupe pas l’année calendaire et excède même les douze mois, mais on retrouve là un volontarisme qui accompagne l’entreprise politique “Socialisme ou barbarie” et explique sans doute sa longévité : se fixer des objectifs et s’efforcer de les mettre en oeuvre quelles que soient les circonstances. Il était annoncé que la revue serait bimensuelle ; elle le sera finalement, au moins pendant un an, quitte à tricher un peu avec le calendrier.

En effet, ces textes constituent la base théorique, sur laquelle le groupe est alors en train de se former, ce dernier choisissant le support revue, comme mode d’expression, et non pas le journal et/ou les tracts, par exemple. Il continuera d’ailleurs à privilégier une telle forme, non sans controverses, même lorsqu’il ne sera plus le seul, après la création du mensuel de masse *Pouvoir ouvrier* à la fin de 1958. En outre, à l’intérieur même de la revue, les textes considérés comme théoriques par le groupe tiennent la première place.

Au travers de ces premiers numéros, les fondateurs du nouveau groupe font connaître publiquement les thèses élaborées alors qu’ils appartenaient encore à la tendance qu’ils avaient constituée au sein de l’organisation trotskiste qu’ils viennent de quitter.

Grâce à cet ensemble de textes, ils peuvent donc exposer au grand jour leur problématique “théorique”. Celle-ci a incontestablement alors le statut d’une ligne politique que le nouveau groupe cherche à imposer auprès d’un éventuel lectorat. En effet, si le groupe cherche bien des lecteurs au travers de sa revue, son objectif principal est d’influencer, ainsi que de faire adhérer. Car le caractère militant du nouveau groupe ne fait aucun doute : “ Cette revue n'est nullement un organe de confrontation entre gens qui se posent des problèmes, mais l'instrument d'expression d'une conception d'ensemble...”<sup>228</sup>.

“Les réunions plénières du groupe décident de l'orientation générale de chaque numéro de la Revue, mais le CR /comité responsable/ a la responsabilité politique de la rédaction.”<sup>229</sup>

Or, il convient en premier lieu de souligner que ces premiers numéros, ainsi d'ailleurs que les deux suivants, paraissent avec une assez grande régularité et sont d'un volume à peu près constant, ce qui témoigne tout autant de la volonté des fondateurs de *Socialisme ou barbarie* que des espoirs de succès qu'ils avaient placés dans la publication de cette revue. Il suffira, au contraire, de comparer cette régularité initiale avec l'espacement ultérieur de la parution et/ou la réduction du volume des numéros suivants pour apercevoir l'échec de cet “auto-lancement” politique et l'essoufflement provisoire du groupe. Un seul des premiers numéros, en effet, a moins de cent pages, le volume des suivants s'établit de manière homogène entre cent et cent vingt pages environ, sauf le numéro double qui en compte cent soixante, alors que deux numéros de 1952, outre la parution très espacée cette année-là, tomberont au-dessous de cinquante pages.<sup>230</sup>

En second lieu, un réel optimisme initial s'exprime clairement dans ces textes d’“auto-présentation”.

Certes, cet optimisme ne porte pas sur l'état des groupes d'extrême et “ultra”-gauche déjà existants, seulement sur l'avenir de “Socialisme ou barbarie”

dont la justesse des thèses est supposée tout à la fois répondre à la situation historique et assurer un avenir politique au nouveau groupe.

Ainsi, s'agissant des groupes d'extrême gauche déjà existants, si "Socialisme ou barbarie" rompt avec le trotskisme c'est parce que ce dernier n'a pas compris la nature du "stalinisme". Les causes de la rupture avec le trotskisme se trouvent d'ailleurs exposées d'emblée dans un court texte de présentation (non signé dans la revue, mais repris ensuite dans les rééditions de ses textes par Cornélius Castoriadis<sup>231</sup> : "Le groupe dont cette revue est l'organe s'est constitué en 1946 au sein de la section française de la "IV<sup>e</sup> Internationale"... Son développement politique et idéologique... l'a en définitive amené à rompre non seulement avec les positions actuelles des épigones de Trotsky, mais avec ce qui a constitué la véritable essence du trotskisme depuis 1923, c'est-à-dire l'attitude réformiste face à la bureaucratie stalinienne." <sup>232</sup>

Non seulement les trotskistes n'ont pas compris la nature du "stalinisme", mais le bilan qui est tiré dans *Socialisme ou barbarie* des autres organisations révolutionnaires, les seules considérées de manière précise, n'est guère plus positif. Ainsi, dans un long texte manifeste dont le titre est "Socialisme ou barbarie", non signé dans la revue, mais lui aussi inclus dans les rééditions des textes de Cornélius Castoriadis : "Seules semblent surnager dans ce naufrage universel de faibles organisations telles que la "IV<sup>e</sup> Internationale", les Fédérations anarchistes et les quelques groupements dits "ultra-gauche" (bordiguistes, spartakistes, communistes de conseils). Organisations faibles non pas à cause de leur maigreur numérique... mais avant tout par leur manque de contenu politique et idéologique." <sup>233</sup>

Cet énoncé montre, en premier lieu, que les membres du nouveau collectif sont parfaitement au fait des différents courants qui ont structuré l'"ultra"-gauche "historique", au moins nominalement. De fait, les entretiens auprès des anciens militants de la petite organisation confirmeront, comme on l'examinera plus précisément dans le chapitre III, qu'ils avaient eu l'opportunité d'assez bien connaître ce passé, même si les militants rédacteurs du groupe se contentent de

synthèses historiques extrêmement globales. Il est en effet probable qu'ils n'ont guère cherché à approfondir plus avant l'histoire ni pratique ni théorique de ces courants, compte tenu de la violence des critiques portées à leur endroit et de la confiance qu'ils plaçaient dans leur propre entreprise.

En second lieu, cet énoncé fait apparaître ce qui constitue l'objectif essentiel du groupe, en même temps que sa principale illusion finalement : ces militants qui se donnent pour but de considérer à nouveau le communisme réel, le capitalisme, le prolétariat, dans la perspective du marxisme révolutionnaire, sont en même temps persuadés que la synthèse nouvelle, ou posée comme telle, qu'ils ont élaborée, doit permettre d'agrèger autour d'eux les membres des groupes existants, d'attirer des militants ouvriers et/ou populaires, ainsi, de fait, que des intellectuels.

Dans le compte-rendu d'une de leurs premières réunions publiques, paru dans le numéro 5/6 de *Socialisme ou barbarie* de mars-avril 1950, le ou les militants anonymes qui rédigent ce texte expliquent tout à fait clairement qu'ils se donnent pour objectif d'être à assez court terme le nouveau catalyseur des militants des "organisations groupes et sectes de gauche." Ces petites organisations avaient vocation à disparaître dans l'esprit des fondateurs de *Socialisme ou barbarie*, pour cause d'incapacité "... la possibilité d'une construction réelle de la direction révolutionnaire enlève les dernières justifications à l'existence de ces courants, groupes et sectes, et pose comme tâche leur liquidation politique. Cette liquidation qui s'impose à la fois par la confusion et l'insuffisance de leurs positions idéologiques et programmatiques, et par le caractère en grande partie négatif de la formation qu'elles donnent à leurs militants, doit se faire à travers un processus de regroupement qui signifiera à la fois l'élimination des scories - idéologiques et humaines - et la fusion des idées et des éléments valables au sein d'une organisation d'avant-garde."

Pour les fondateurs de "Socialisme ou barbarie", groupe et revue, l'énoncé précité "Le groupe dont cette revue est l'organe" désigne une réalité provisoire qui devrait être dépassée au plus vite par l'absorption des autres entités d'extrême et "ultra"-gauche. Le nouveau groupe n'est donc qu'un noyau. On comprend mieux

pourquoi le groupe attaque ses devanciers avec une telle virulence ! On verra d'ailleurs que pour ceux des militants, essentiellement bordiguistes, qui seront finalement convaincus, les arguments auront de fait porté.

La revue *Socialisme ou barbarie* elle-même ne devait que très provisoirement être l'organe du groupe du même nom : "*Socialisme ou barbarie* " n'est pas, et n'a jamais été, dans notre conception, ni une simple revue de discussion, ni un "organe théorique" d'un groupe politique. Son objectif était et reste plus vaste ; être l'instrument de la nouvelle élaboration idéologique et programmatique indispensable à la reconstruction du mouvement révolutionnaire ", comme il était encore affirmé dans le même compte-rendu.<sup>234</sup>

Quant à l'auteur de cette présentation, il se montre persuadé qu'une telle interrogation sur la bureaucratie stalinienne, effectivement fondatrice pour le nouveau groupe, est non seulement le fait de "tous les militants révolutionnaires", parmi lesquels les membres de "Socialisme ou barbarie" se rangent à l'évidence, mais également de "tous les ouvriers qui ont simplement dépassé le stalinisme", auxquels les membres de "Socialisme ou barbarie" s'assimilent d'ailleurs : "En effet, nos positions se sont constituées à partir de ce problème / la nature du stalinisme / que tous les militants révolutionnaires\* sentent comme étant le problème fondamental de notre époque..." "Nous avons commencé, de même que tous les ouvriers qui ont simplement dépassé le stalinisme\* à nous demander: qu'est-ce que la Russie actuelle, que sont les partis "communistes ?" (\*souligné par nous).<sup>235</sup>

Il suffira donc pour le nouveau groupe d'être capable d'énoncer et de faire connaître une théorie exacte, en particulier du phénomène stalinien, pour que la situation se trouve débloquée à plus ou moins long terme : "En nous présentant aujourd'hui, par le moyen de cette revue, devant l'avant-garde des ouvriers manuels et intellectuels\* (\*souligné par nous), nous savons être les seuls à répondre d'une manière systématique aux problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire contemporain, à reprendre et à continuer l'analyse marxiste de l'économie moderne, à poser sur une base scientifique le problème du développement scientifique du mouvement ouvrier, à définir le stalinisme et en général la bureaucratie "ouvrière", à caractériser la Troisième guerre mondiale."<sup>236</sup>



Parler d'enthousiasme peut même paraître insuffisant, il s'agit presque de triomphalisme. Quant aux raisonnements employés, on peut déjà noter leur caractère dichotomique et vivement contrasté : si le collectif de militants érigé en sujet, "Socialisme ou barbarie", a raison, c'est entièrement et de manière certaine, les autres groupes, eux, ne peuvent avoir qu'entièrement tort et dans tous les domaines. Par là, on peut déjà avancer l'hypothèse qu'avec de telles affirmations, on se trouve plutôt dans les domaines de l'affect et de la passion et pas seulement dans ceux de l'analyse et de la raison.

Quant aux registres utilisés, ils passent de l'exposé théorique très didactique à l'argumentation beaucoup plus militante qui peut se teinter de passion. Les exposés théoriques, quant à eux, restent constamment d'une simplicité à laquelle le souci d'être compris par des militants n'est sans doute pas étranger : "... nous éviterons toujours de traiter les questions théoriques pour elles-mêmes. Notre but sera de fournir des outils de travail aux ouvriers avancés... En traitant les problèmes nous essaierons toujours non seulement de les exposer dans le langage le plus clair possible, mais surtout d'en montrer l'importance pratique et les conclusions concrètes qui s'en dégagent." <sup>237</sup>

"L'auto-caractérisation" de "Socialisme ou barbarie" et du lectorat que le groupe considère comme naturellement sien varie quelque peu, on l'a vu, selon les énoncés. *A fortiori* l'étendue de ce dernier. Définitions sociologiques et politiques se mêlent, dans des proportions variables : du très politique, "tous les militants révolutionnaires" à la caractérisation plus sociologique, mais politiquement qualifiée "tous les ouvriers qui ont simplement dépassé le stalinisme" <sup>238</sup>, parfois dénommés aussi les "ouvriers avancés" <sup>239</sup>, avec une variante toutefois par l'association des travailleurs intellectuels aux manuels, <sup>240</sup> s'agissant de la délimitation du sujet historique, le "prolétariat".

Une telle mise en avant des "travailleurs intellectuels" est loin d'être la seule. Ainsi, dès le numéro suivant de la revue, Cornélius Castoriadis revient sur le

même sujet : "... l'acquisition de ces capacités universelles non seulement nécessite une longue préparation, mais... elle ne peut pas, étant donné les conditions sociales du régime de classe et le poids de l'aliénation, concerner la totalité indistincte de la classe, surtout elle ne peut pas concerner uniquement\* (\*souligné dans le texte) le prolétariat manuel. Il faut avoir clairement conscience - et propager cette conscience - du rôle énorme que les travailleurs intellectuels\* sont fatalement amenés à jouer dans la révolution socialiste et sa préparation." (\* souligné par moi).<sup>241</sup>

Mais le mode d'implication d'un tel type d'intellectuels est bien particulier. Non seulement, elle est politique mais vise l'abolition de la séparation entre travail manuel et intellectuel dans le groupe comme dans la société, ce qui restera très présent au sein de "Socialisme ou barbarie", malgré divers limites. En outre, cette insistance intervient dans un contexte où la composition sociale de "Socialisme ou barbarie" est attaquée par les trotskistes pour son caractère intellectuel, on le verra plus précisément dans le chapitre III.

Par contre, les critiques formulées ultérieurement à l'encontre des intellectuels et de leurs modes d'insertion seront aussi nombreuses que virulentes. Ni le vocabulaire ni la conception du mode d'implication politique ne rejoignent en rien les définitions ni d'ailleurs les modes d'intervention des "intellectuels", de l'autre, c'est bien un combat "politique" et idéologique qu'il conviendra alors de livrer également contre ces derniers.

D'ailleurs, ces définitions sociologiques se trouvent toutes politiquement qualifiées, mais c'est alors l'étendue des destinataires qui varie grandement : l'avant-garde ou les révolutionnaires, à un pôle, les ouvriers qui ont simplement dépassé le stalinisme, à l'autre. Outre d'importantes ambiguïtés, pour le moins, sur l'estimation des modalités de ce "dépassement", bien souvent seulement déduit de l'absence d'adhésion aux syndicats, tout le problème de "Socialisme ou barbarie" consistera à définir les conditions du passage de tout ou partie de la seconde catégorie dans la première.

Ce rapide examen de l'“auto-positionnement” et de l'“auto-définition” de “Socialisme ou barbarie”, au moment de sa fondation, a déjà permis de confirmer l'étroitesse et l'extrême particularité du champ politique, ou plutôt du sous-champ politique considéré, puisque, outre le mouvement communiste, ainsi que l'organisation trotskiste de départ, seuls quelques groupes révolutionnaires que l'on peut caractériser comme historiques se trouvent pris en compte - et à partie. Ces derniers sont tous issus des courants marxistes les plus extrémistes, en gros les “gauchistes” selon Lénine, auxquels ne s'ajoutent que les anarchistes. Preuve *a contrario* du caractère limitatif des acteurs politiques considérés : il n'est, par exemple, nullement question de s'adresser aux socialistes. Si “Socialisme ou barbarie” rejette toute défense de l'URSS, contrairement aux trotskistes, ses membres refusent encore plus de s'adresser aux autres critiques de l'Union soviétique et du communisme réel, fussent-ils de gauche, ceux que l'on caractérise habituellement comme “anticommunistes” ou “antitotalitaires”. “Socialisme ou barbarie” se place donc dans une posture irréprochable, d'une certaine manière, vis-à-vis du communisme en tant que projet historique, en prenant position pour un communisme de remplacement, exempt de toute forme de compromission avec le “communisme réel”.

Si les acteurs politiques considérés définissent un ensemble fort limité, un champ politique extrêmement étroit, les différentes composantes de ce dernier sont par contre décrites avec une précision qui avait et a encore de quoi surprendre d'autres acteurs du champ politique, ainsi que les non spécialistes de ces questions. Le nouveau groupe “Socialisme ou barbarie” a accompli une rupture fondamentale, en affectant URSS et communisme réel de signes totalement négatifs. Mais c'est néanmoins dans un environnement structuré par le Parti communiste, et plus largement par les conséquences de la révolution russe, que “Socialisme ou barbarie” veut apporter la bonne parole.

Le concept de champ désigne un système de relations. Il reste cependant à déterminer quelle est la nature de ces relations. On peut faire l'hypothèse que les modes d'opposition dans le sous-champ de l'extrême gauche marxiste définissent des règles du jeu spécifique qui ne sauraient être réduites à un système de concurrence pour la reconnaissance de l'excellence ou de la valeur d'un bien culturel. Un tel mode d'appréhension sous-estimerait trop gravement la force des croyances dans un tel champ et la place occupée par la théorie ou la ligne politique.

Les modes d'appréhension de l'environnement, comme du positionnement des acteurs considérés sont bien spécifiques. De même qu'il ne s'agit pas seulement d'intéresser ou de fidéliser un lectorat, mais plutôt de convaincre et d'entraîner des sympathisants au moins, les "militants révolutionnaires" et "les ouvriers" définissent les contours du sujet historique positif vis-à-vis duquel "Socialisme ou barbarie" se pose en ferment théorique, après avoir constaté l'échec des autres prétendants au même rôle : il s'agit donc de toute autre chose que d'un public et d'une définition bien particulière de l'offre politique.

Quant aux sujets abordés et plus encore aux angles sous lesquels ils le sont, leur spécificité qui définit l'appartenance à une sous-culture politique appelle souvent à une assez large connivence.

De fait, au cours de la première année d'existence de la revue, ses rédacteurs abordent essentiellement quatre sujets qui vont aussi définir quatre schèmes d'analyse : la nature de la bureaucratie "stalinienne" qui occupe incontestablement la première place ; l'évolution du capitalisme ; le mouvement ouvrier et ses perspectives ; la prévision d'une troisième guerre mondiale.

Ces sujets correspondent aux quatre axes principaux de l'argumentation politique. En effet, la critique du socialisme ou communisme réel

qui, comme chez les trotskistes, s'insère dans une critique de l'ensemble du mouvement communiste, celle de la société capitaliste et celle, enfin, des buts et des formes d'action et d'organisation du mouvement ouvrier constituent les trois points principaux de la démonstration de la nécessité absolue d'un projet communiste alternatif. Quant au moyen de la mise en oeuvre de ce dernier, il reste toujours la révolution. On verra que le dernier thème, celui de la prévision d'une troisième guerre mondiale joue un rôle un peu particulier : il "sauve", en quelque sorte, quant à lui, la perspective socialiste à laquelle le rapport entre les forces sociales et politiques, tel qu'il peut être présenté au travers de cet ensemble de critiques, ne semble laisser, par ailleurs, que fort peu de chances de concrétisation. Il représente, en outre, le point culminant des critiques précédentes, puisque ces sociétés d'exploitation et de domination sont, de surcroît, analysées comme porteuses de la guerre totale.

Ces quatre thèmes définissent également les principaux objets sur lesquels portent les critiques et les analyses menées par le groupe, son "programme de travail" donc en quelque sorte.

Il convient de souligner le traitement très particulier auquel sont soumis ces sujets dans *Socialisme ou barbarie*. La manière de les aborder permet de démontrer la place, prépondérante, accordée à la théorie, ou plus exactement à la doctrine dans ce groupe. Dans chaque domaine abordé, il s'agit avant tout de trouver la qualification politiquement exacte et juste, plus que d'informer ou même de chercher longuement l'information susceptible de démontrer la thèse, *a fortiori* jamais de soumettre des faits à un examen logique et critique. Ces derniers ne sortiront pratiquement pas du statut d'illustration. Une fois l'ensemble social découpé, un schéma interprétatif appliqué à l'un de ses aspects, arguments et faits sont convoqués pour venir étayer la démonstration, abondamment répétée.

Profondément ancré, sur le plan politique et théorique, dans le marxisme d'extrême et "ultra" gauche dont il cherche à prendre la tête, après avoir convaincu le plus grand nombre possible de ses militants, le nouveau groupe partage, tout d'abord, avec ce dernier, en général, le type de projet politique : l'avenir de l'humanité réside exclusivement dans une perspective strictement socialiste, qui ne peut se réaliser que par une révolution dans laquelle la classe ouvrière doit jouer le rôle déterminant, voire exclusif.

Commun aux différents groupes d'extrême gauche, le rejet des pratiques politiques, telles qu'elles se développent dans le champ politique, est cependant plus ou moins strict. Il l'est tout à fait à "Socialisme ou barbarie", comme dans l'"ultra"-gauche. Une telle attitude peut également être considérée comme une rationalisation de la faible influence effective de ces groupes ; elle résulte cependant clairement de l'ensemble de leur vision du monde.

Outre l'orientation générale et l'attitude face à la politique et au politique qui s'articulent au travers de ces quatre thèmes principaux, ces derniers, indépendamment des contenus plus spécifiques, sont eux-mêmes et, plus encore leur association, tout à fait caractéristiques de l'extrême gauche marxiste, même s'ils sont abordés de manière plus ou moins constante, fréquente et abondante selon les courants et les auteurs

La critique du capitalisme est, bien évidemment, un sujet qui occupe une grande place dans toutes les organisations politiques se réclamant du marxisme et/ou du communisme. Si elle n'est pas propre à l'extrême-gauche, elle y est développée avec abondance et radicalité.

Cependant, à "Socialisme ou barbarie", cette critique est très étroitement associée à celle du communisme réel. Or, de telles critiques du communisme occupent certes une très grande place dans l'extrême gauche, plus

encore que dans les partis socialistes. Au sein de l'extrême gauche, elle est encore plus prédominante quantitativement chez les trotskistes qu'elle ne le fut chez les principaux auteurs militants de l'“ultra”-gauche historique. Celle du collectif “Socialisme ou barbarie” marque cependant une rupture essentielle avec le trotskisme puisque le communisme réel est jugé au moins aussi négativement que le capitalisme, le communisme étant même, de fait, considéré encore plus négativement, ce qui est d'autant plus notable qu'il n'y a pas pour autant rapprochement des courants socialistes réformistes.

L'analyse critique du mouvement ouvrier organisé dans des syndicats et politiquement, quant à elle, est commune aux deux courants, mais la réflexion sur les modes alternatifs d'organisation et d'action et sur le contenu du socialisme est plus fréquente dans l'“ultra”-gauche. A “Socialisme ou barbarie”, la rupture avec les formes héritées est particulièrement grande.

Quant au thème de la prévision d'une troisième guerre mondiale, si, d'une part, il est la conséquence d'analyses propres à “Socialisme ou barbarie” et si, de l'autre, il ne constitue qu'une interprétation de la guerre froide, il représente pourtant une modalité particulière de la prévision et de la recherche des conjonctures révolutionnaires à venir, interrogation commune, sous cette forme plus générale, à l'ensemble de l'extrême gauche.

Si le discours développé dans *Socialisme ou barbarie* est nettement d'extrême/-“ultra” gauche, il constitue, de fait, un cas archétypal de discours millénariste profane. Epuré de toute préoccupation d'action dans le champ politique institué comme de toute activité syndicale structurée, même considérées comme une “transition” et/ou un moyen de mobilisation, c'est en effet un discours articulé presque exclusivement sur les fins ultimes de l'humanité ; rarement sur des formes particulières ni même globales d'allocations de ressources pas plus que sur les modalités de telles allocations. Ce dont il est essentiellement question c'est de

l'épanouissement et de la réalisation radicaux de l'humanité que l'on peut considérer comme le "salut" de cette dernière. Cette finalité passe par la fin de l'exploitation et de l'aliénation. Il s'agit bien évidemment d'un salut collectif qui peut advenir dans un avenir proche, au terme d'un cataclysme d'une ampleur inégalée : une troisième guerre mondiale qui risque d'être encore plus destructrice que la seconde. C'est dire à quel point c'est du pire que peut naître le meilleur qui est lui-même absolument l'opposé de l'existant. En outre, un tel rappel ne peut pas manquer d'être particulièrement évocateur, alors que la cessation des hostilités remonte à moins de quatre ans. Des discours millénaristes profanes, celui développé dans *Socialisme ou barbarie* représente un pôle extrême : la troisième guerre mondiale se situe à un niveau d'horreur nettement plus élevé que les habituelles crises finales du capitalisme de nature socio-économique, généralement évoquées par les marxistes révolutionnaires, même si elle n'en est qu'une variante.

De surcroît, les auteurs qui collaborent à *Socialisme ou barbarie* s'inscrivent nettement dans la tradition marxiste, dans sa variante léniniste et trotskiste, au moins au début, comme on le verra, mais déjà "gauchie" et en partie critiquée. Une tradition marxiste dont on ne se donnera pas pour but d'analyser en détail jusqu'à quel point elle est ou non respectée et dont il convient en outre de préciser que pour nos auteurs militants il s'agit surtout de la continuer, voire de la régénérer, compte tenu des critiques très vives qu'on les a vus porter contre les autres marxistes révolutionnaires. Ils ne veulent s'en tenir ni à "la simple connaissance du marxisme" ni même à une "exégèse scolastique des textes classiques", assimilée à une "triste plaisanterie", mais "poser les problèmes à partir du point où les posaient /Karl/ Marx et ses continuateurs, maintenir et défendre les positions marxistes traditionnelles aussi longtemps qu'un nouvel examen ne nous aura persuadés qu'il faut les abandonner, les amender ou les remplacer par d'autres correspondant mieux à l'expérience ultérieure ou aux besoins du mouvement révolutionnaire." Néanmoins ils se définissent alors comme marxistes, malgré ces restrictions y compris stylistiques "si nous nous considérons comme marxistes..."<sup>242</sup> et il faudra attendre



les dernières années de l'existence du groupe pour qu'une telle identité soit abandonnée.

Ils s'appuient donc sur des schémas d'analyse qui, vrais ou faux, se donnent cependant toutes les apparences de la rationalité et que leurs auteurs pensent rationnels. Mais ce sont aussi des discours qui annoncent que les temps du communisme sont venus, précédés d'ultimes et extrêmes souffrances. Si Raymond Aron soulignait à juste titre que le marxisme mêlait rationalité et croyance religieuse, ce à quoi il semble plus pertinent d'ajouter qu'il s'agit plutôt d'une forme spécifique de sensibilité religieuse, millénariste, absolue et qui ne compose pas, on peut avancer l'hypothèse que dire ainsi que des temps radicalement nouveaux vont advenir, en s'appuyant sur une forme reconnue de rationalité, confère à la parole un surcroît de fondement qui se mêle à l'ordre de l'affect et même de la passion, voire masque ce dernier.

Cependant, au-delà du relevé initial de ces quatre sujets principaux, pris comme les axes par lesquels s'articulent une argumentation et une théorie politiques, relevé qui a permis de montrer l'appartenance du discours développé dans *Socialisme ou barbarie* à un ensemble plus large d'argumentations, d'analyses et de modes d'objectivation : celui de l'extrême gauche marxiste, il reste à considérer, au moyen d'une analyse plus fine, les schèmes qui passent au travers de ces sujets principaux et organisent les raisonnements, afin de préciser la problématique spécifique développée dans la revue et le rapport avec le monde social et politique qu'elle définit.

## II. 1/ La critique du communisme réalisé et des partis communistes

Ayant d'abord trouvé dans le trotskisme une opposition au "stalinisme", les fondateurs du groupe et de la revue "Socialisme ou barbarie"

reprochent finalement à ce courant communiste son manque d'autonomie par rapport à ce dernier. Et, de fait, les premiers numéros de la revue seront très largement consacrés à la critique de la société soviétique<sup>243</sup>, ainsi que, corrélativement, bien qu'avec un moindre développement quantitatif, à celle des organisations communistes en France, étroitement associées aux premières dans *Socialisme ou barbarie*.

Un tel manque d'autonomie des trotskistes par rapport aux communistes résulterait d'une incompréhension du phénomène "stalinien", héritée de Léon Trotsky. Selon les auteurs de *Socialisme ou barbarie*, pour les trotskistes, la bureaucratie soviétique, née d'une dégénérescence de la révolution russe, n'est qu'une couche sociale parasitaire, une caste éventuellement, et non pas une classe sociale dominante pourvue des moyens de prélever un surtravail, ou plus-value, à son profit et de structurer une société spécifique. L'infrastructure économique restant socialiste, du fait de l'éviction des propriétaires capitalistes et de la nationalisation des moyens de production, cette couche sociale n'occupe pas de place spécifique dans la production ; son pouvoir, essentiellement politique est et ne peut être qu'instable et transitoire, d'autant plus que, pour Léon Trotsky, elle était déchirée par des antagonismes fondamentaux ; elle est condamnée à disparaître pour laisser la place au capitalisme ou au socialisme<sup>244</sup> : "*L'Union soviétique\** est sortie de la Révolution d'octobre comme un État ouvrier. L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives. L'appareil de l'État ouvrier isolé subit entre-temps une dégénérescence complète, se transformant d'instrument de la classe ouvrière en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière et, de plus en plus, en instrument de sabotage de l'économie. La bureaucratisation d'un État ouvrier arriéré et isolé et la transformation de la bureaucratie en caste privilégiée toute-puissante sont la réfutation la plus convaincante - non pas seulement théorique, mais pratique - de la théorie du socialisme en un seul pays.

Ainsi, le régime de l'URSS enferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'*État ouvrier dégénéré*.\* Tel est le diagnostic social...

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renverse les nouvelles formes de propriété et rejette le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre une issue vers le socialisme." (...)

“L’extermination de la vieille génération des bolcheviks et des représentants révolutionnaires de la génération moyenne et jeune a détruit encore davantage l’équilibre politique en faveur de l’aile droite, bourgeoise, de la bureaucratie et de ses alliés dans le pays. C’est de là, c’est-à-dire de la droite, qu’on peut s’attendre, dans la prochaine période, à des tentatives de plus en plus résolues de reconstruire le régime social de l’URSS, en le rapprochant de la “civilisation occidentale”, avant tout de sa forme fasciste.

Cette perspective rend fort concrète la question de la défense de l’URSS”. Si demain le groupement bourgeois fasciste ou, pour ainsi dire, la fraction “Boutenko”, entre en lutte pour la conquête du pouvoir, la fraction “Reiss” prendra inévitablement sa place de l’autre côté de la barricade. Se trouvant momentanément l’alliée de Staline, elle défendra, bien entendu, non pas la clique bonapartiste de celui-ci, mais la base sociale de l’URSS, c’est-à-dire la propriété arrachée aux capitalistes et étatisée. Si la “fraction Boutenko” se trouve en alliance militaire avec Hitler, la fraction Reiss ” défendra l’URSS contre l’intervention militaire, à l’intérieur de l’URSS aussi bien que sur l’arène mondiale. Toute autre conduite serait une trahison.” (\*en majuscules dans le texte)<sup>245</sup>

Or, pour les auteurs de la nouvelle revue, la seconde guerre mondiale a été un véritable choc qui a infirmé brutalement ces thèses. Non seulement la bureaucratie soviétique ne s'est pas écroulée, mais elle s'est au contraire consolidée, puisque des régimes similaires, plus ou moins directement exportés et imposés par l’URSS se sont instaurés en Europe centrale et orientale. Cette idée que la durée et la résistance à la guerre doivent conduire à reprendre l’analyse d’une forme socio-politique avait déjà, comme on le verra, été appliquée au fascisme par Claude Lefort d’une manière tout à fait identique, dès 1945 dans le premier article qu’il avait publié dans *Les Temps modernes*<sup>246</sup> : “Cette bureaucratie qui vingt-

cinq années durant domine la société russe, qui depuis la fin de la guerre s'est annexée la moitié orientale de l'Europe et qui est maintenant en train d'achever la conquête de la Chine, en même temps qu'elle garde sous son influence exclusive des fractions décisives du prolétariat des pays bourgeois, cette bureaucratie est-elle une simple excroissance temporaire greffée sur le mouvement ouvrier, un simple accident historique ou correspond-elle à des traits profonds de l'évolution sociale et économique contemporaine ?”<sup>247</sup>

Une telle interrogation qui permet d'insister longuement, contre les trotskistes, sur le caractère durable de la bureaucratie communiste et, contre les bordiguistes, sur la spécificité du “capitalisme” soviétique aurait pu déboucher sur une critique plus radicale de l'enchaînement des “modes de production”, mais une telle mise en cause se trouve bloquée par l'affirmation qu'un tel système est l'avenir de la société capitaliste, ce qui réintroduit une nouvelle simplification de l'histoire des formes de sociétés développées.

L'éventualité de la nécessité d'une révision de la thèse de la bureaucratie parasitaire cohabitant avec un mode de production “socialiste” ou du “bonapartisme ouvrier” avait de fait été posée par Léon Trotsky, dans un texte écrit peu avant le début de la seconde guerre mondiale : *L'URSS en guerre*, mais il s'agissait seulement pour lui d'une hypothèse qui ne lui paraissait guère plausible, puisque “Trotsky misait sur la nouvelle époque révolutionnaire que les bouleversements de la guerre ne manqueraient pas de faire surgir.”<sup>248</sup> Pourtant, “Si le stalinisme sortait vainqueur et renforcé de la guerre (ce qu'il ne croyait pas), alors il faudrait revoir le jugement qu'il portait sur l'URSS.”<sup>249</sup>

Les premières analyses traitant de la bureaucratie soviétique sont largement dues dans *Socialisme ou barbarie* à Cornélius Castoriadis, qui a commencé l'élaboration de sa critique alors qu'il était encore membre du PCI trotskiste. Cependant elles sont précédées et accompagnées des articles que Claude Lefort, cofondateur de “Socialisme ou barbarie”, où il écrira lui-même sous le pseudonyme

de *Claude Montal*, publiée sur l'URSS et le communisme dans *Les Temps modernes*, mais sous son nom.<sup>250</sup>

De surcroît, s'agissant des articles de Cornélius Castoriadis, comme de tous les auteurs militants de cette revue, on sait et verra plus précisément dans ce chapitre, que tous ces articles étaient soumis à discussion collective.

S'agissant de Cornélius Castoriadis, l'identification de ses textes est un peu plus complexe, puisque s'il signe dans la petite revue sous le pseudonyme de *Pierre Chaulieu*, il est aussi l'auteur ou, au moins, l'auteur principal de textes parus sans signature dans la revue, alors présentés comme l'expression d'un collectif : "le groupe". En outre, ces textes généralement repris ultérieurement dans des rééditions des oeuvres de Cornélius Castoriadis ont été le produit de discussions collectives, même si, de fait, celui-ci en a souvent été l'acteur principal, ainsi que le rédacteur à proprement parler.

Quoi qu'il en soit, outre les textes de présentation et les textes généraux, eux-mêmes largement dus d'ailleurs à cet auteur, qui font une large place à l'analyse du communisme réel, ainsi que le document signé Peregrinus sur "les Kolkhoz pendant la guerre", dans le numéro 4<sup>51</sup>, Cornélius Castoriadis, sous le pseudonyme de *Pierre Chaulieu*, consacre de longs articles de fond au sujet : "Les rapports de production en Russie", dès le numéro 2 et "L'exploitation des paysans sous le capitalisme bureaucratique", dans le numéro 4<sup>52</sup>. L'un et l'autre de ces volumineux articles sont présentés, dans des notes de bas de page, comme des extraits d'un ouvrage, à paraître, qui n'a jamais été publié, sur *L'économie du capitalisme bureaucratique*. Ces notes fournissent deux informations : la première est que Cornélius Castoriadis avait au moins l'intention de faire paraître ce texte et la seconde qu'il pensait alors cela possible. Ces deux informations confirment, d'une part, que la critique des intellectuels, omniprésente dans *Socialisme ou barbarie*, n'empêche pas *a priori* nos auteurs d'user des mêmes supports et, de l'autre,

l'optimisme déjà noté quant à la possibilité de diffuser plus largement les thèses exposées.

Dans ces divers textes, la position des trotskistes est réfutée sur deux points : en premier lieu, le critère adopté pour définir une classe dominante, la propriété des moyens de production. *A priori*, ce critère exclut la bureaucratie soviétique. A ce critère est donc substituée la notion de disposition effective des moyens de production qui inclut cette dernière. La distinction entre une infrastructure socialiste et un mode de distribution des biens et des produits qui ne le serait pas, opérée par les trotskistes, est considérée, quant à elle, comme tout à fait anti-marxiste. C'est dire que l'ensemble de l'analyse et du débat se situent entièrement dans le cadre d'une problématique marxiste.

Le concept de bureaucratie, habituel chez Léon Trotsky et ses héritiers, est pourtant conservé, mais doté d'un sens tout à fait différent. La bureaucratie soviétique, parce qu'elle dispose, de manière effective et collective, du pouvoir d'État et des moyens de production, est une nouvelle classe exploiteuse et dominante.

Ainsi, dans le long texte de 66 pages, consacré aux "Rapports de production en Russie", publié dès le numéro deux de *Socialisme ou barbarie*, dont il occupe un peu plus de la moitié des 129 pages, *Pierre Chaulieu*, alias Cornélius Castoriadis, écrit-il : "Par le simple fait cependant qu'une partie de la population, la bureaucratie, dispose des moyens de production, une structure de classe est immédiatement conférée aux rapports de production. Dans cet ordre d'idées, le fait de l'absence de la "propriété privée" capitaliste ne joue aucun rôle ; la bureaucratie disposant collectivement des moyens de production, ayant sur ceux-ci le droit d'user, de jouir et d'abuser (pouvant créer des usines, les démolir, les concéder à des capitalistes étrangers, disposant de leur produit et définissant leur production) joue vis-à-vis du capital social de la Russie le même rôle que les gros actionnaires d'une société anonyme vis-à-vis du capital de celle-ci."<sup>253</sup>

Si la démarche se veut tout à fait scrupuleusement et respectueusement marxiste, d'un marxisme simple, codifié d'une certaine manière, les définitions, quant à elles, déjà acquises peuvent seulement être interprétées. Le mode d'exposition est aussi très pédagogique. On peut en déduire que le but est au moins autant de convaincre que de faire à proprement parler de la théorie. Il s'agit plutôt de textes de propagande.

Au demeurant, la comparaison avec les gros actionnaires d'une société anonyme, établie par Cornélius Castoriadis dans le premier énoncé tiré des "Rapports de production en Russie", utile sans doute pour faire comprendre que la propriété peut ne pas être personnelle, ne résiste pas à l'examen. Le mode de distribution des bénéfices est complètement différent : en Union soviétique, ces derniers semblent avoir été principalement affectés par une bureaucratie politique, sans qu'aucun contrôle externe ni même interne, ni mode de régulation d'aucune sorte n'aient pu s'exercer durablement.

Par contre, une telle caractérisation représente une rupture importante par rapport au trotskisme, tant sur le plan de l'analyse que sur celui de l'attitude politique.

Elle a, en effet, pour conséquence politique de rompre tout attachement privilégié à l'URSS, même critique et déchiré, comme celui des trotskistes, voire des "neutralistes" français, quelques années plus tard. La critique radicale de la société soviétique a encore pour conséquence la révision de l'estimation du rôle des partis communistes. À "Socialisme ou barbarie", comme chez les trotskistes, les partis communistes sont considérés comme étroitement liés à la bureaucratie soviétique. Pour les militants du nouveau collectif, il en résultera une opposition radicale aux partis communistes, ainsi que la rupture de tout lien privilégié, affectif et référentiel entre le projet socialiste et les organisations autant que les régimes communistes.

Par ailleurs, pour en revenir à cet énoncé, aussi bien la longue explication d'un marxisme très simple que le caractère pédagogique de la démonstration montre que l'auteur s'adresse de manière privilégiée aux militants d'organisations marxistes, aux premiers rangs desquels ceux de l'organisation trotskiste qu'il vient de quitter.

Une telle caractérisation de l'URSS est plus proche, dans son contenu comme dans ses effets politiques, de celle des théoriciens de l'“ultra”-gauche communiste. Le communisme soviétique constitue une référence conflictuelle constante chez les trotskistes qui héritent en partie de l'histoire de Léon Trotsky, telle qu'elle a pu s'investir dans son mythe et dans ses textes, alors que ce dernier, étroitement impliqué dans l'histoire du Parti bolchevique, a gardé les yeux fixés sur ce qui a constitué son expérience spécifique : la révolution russe et le Parti bolchevique et, plus tard, l'Internationale communiste.

Le communisme soviétique est, certes, également un sujet d'analyse et de critique pour les théoriciens de l'“ultra”-gauche. Cependant, non seulement, ils le caractérisent généralement différemment, mais, de plus, ce sujet n'a pas non plus le même statut dans leur démarche : ceux-ci, militants ou dirigeants de partis socialistes européens, puis communistes ont, certes, observé attentivement la révolution russe et certains d'entre eux l'ont très tôt soumise à critique au travers de leurs écrits ; plus tard, combattus et éliminés politiquement par l'Internationale communiste, ils ont alors été à nouveau amenés à reconsidérer l'évolution du communisme et, en même temps, de l'URSS ; mais il ont au moins autant lutté contre les directions communistes en fonction de leur propre vision, notamment stratégique, du mouvement ouvrier, essentiellement des mouvements ouvriers ouest européens auxquels ils étaient liés, qu'à partir de leurs analyses de l'URSS.

Ainsi la *Réponse à Lénine, sur la maladie infantile du communisme* qui visait les dirigeants marxistes qu'il qualifiait de “gauchistes” par Hermann Görter<sup>254</sup>,



proche d'Anton Pannekoek, est toute entière consacrée à défendre la “tactique” des “gauches” communistes européennes et à s'opposer corrélativement aux orientations édictées par Lénine pour les partis communistes européens.

Ce texte, tout à fait caractéristique des analyses et des positions de ces communistes, pourtant tout à fait hostiles à l'évolution de l'URSS, ne comporte même pas de critique ni du Parti bolchevique ni de l'URSS. Mais il est vrai qu'il n'a été écrit qu'en 1920. Même si nombre de mesures dictatoriales avaient déjà été prises en URSS, le régime n'était même pas encore assis.

Différents éléments contextuels permettent non pas d'expliquer ce choix de l'URSS, mais d'éclairer une certaine structure de positionnement.

Pour les récents ex-trotskistes, fondateurs de “Socialisme ou Barbarie”, l'URSS est, par héritage, un sujet essentiel. La quête de légitimation des trotskistes passe par l'histoire. Il y a entre ces derniers et les communistes d'abord un conflit sur un héritage, celui de la révolution russe dont découle un conflit sur l'évolution des Partis communistes et de l'Internationale communiste. Le mode d'élimination de Trotsky et des trotskistes historiques par les communistes joue évidemment un rôle de circonstance aggravante. Pour les fondateurs du nouveau groupe, la rupture, la compétition avec l'organisation qu'ils ont quittée, la tentative de convaincre ses militants ont porté et portent principalement sur ce thème jugé par tous fondamental, même si l'appréciation est devenue nettement divergente.

Par ailleurs, ils reconsidèrent cette question alors que la force organisationnelle et l'autoritarisme de l'Internationale communiste ont montré qu'elle ne tolérait aucune position concurrente et qu'elle savait contribuer efficacement à l'élimination politique de telles oppositions. Les “ultra-gauche” ont non seulement été vaincus par l'Internationale communiste, mais marginalisés, au même titre que tous ses opposants révolutionnaires, les trotskistes ayant été quant à

eux plus souvent éliminés physiquement. Contrairement aux “ultra”-gauche historiques, les membres de “Socialisme ou barbarie” sont totalement externes au monde des organisations communistes ou devenues telles. Celles-ci leur barrent la route et ils n'ont aucune opportunité de dialogue avec les communistes sur des questions stratégiques, fût-ce de manière tout à fait conflictuelle.

De plus, les auteurs militants de *Socialisme ou barbarie* renouent avec une opposition de type communiste révolutionnaire et radical, alors que le régime soviétique s'est maintenu, pendant plusieurs décennies, a perduré dans son être, malgré de multiples modifications internes et s'est récemment étendu.

Ils vont considérer que l'urgence n'est pas la quête d'un dialogue, au demeurant illusoire, mais la dénonciation du communisme réalisé, ainsi que de faire comprendre une telle position, principalement aux autres marxistes révolutionnaires auxquels ils paraissent s'adresser de manière privilégiée au travers de la revue. La critique principale portera sur ce type de société et la nature des Partis et organisations communistes en sera seulement déduite.

Mettant l'accent sur la spécificité des formes d'exploitation et de domination soviétiques, la problématique développée dans *Socialisme ou barbarie* introduit une analyse des régimes et les sociétés dominés par le communisme. Le concept de capitalisme bureaucratique d'État définit une organisation sociale dans laquelle les rapports de production, la division sociale du travail et le pouvoir politique forment un tout pourvu d'une logique spécifique. Une telle logique diffère nettement de celle du capitalisme : la concentration du capital, des moyens de production et du pouvoir est totale et l'exploitation peut s'y exercer jusqu'à un point maximal.

Ainsi, s'imposant plus tardivement que la bourgeoisie, un nouveau type de classe dominante se serait constitué qui aurait construit sa domination au

travers de et grâce à une apparente victoire du socialisme et du mouvement ouvrier : “L'expression “vente” de la force de travail n'a ici aucun contenu réel : sans parler du travail forcé proprement dit en Russie, nous pouvons dire que dans le cas du travailleur “normal”, “libre” russe, celui-ci ne dispose pas de sa propre force de travail, dans le sens où il en dispose dans l'économie capitaliste classique. L'ouvrier ne peut, dans l'immense majorité des cas, quitter ni l'entreprise où il travaille, ni la ville, ni le pays. Quant à la grève, on sait que sa conséquence la moins grave est la déportation dans un camp de travail forcé. Les passeports intérieurs, les livrets de travail et le MDV /police politique/ rendent tout déplacement et tout changement de travail impossibles sans l'assentiment de la bureaucratie. L'ouvrier devient partie intégrante, fragment de l'outillage de l'usine dans laquelle il travaille. Il est lié à l'entreprise pire que ne l'est le serf à la terre ; il l'est comme l'est l'écrou à la machine. Le niveau de vie de la classe ouvrière peut désormais être déterminé - et la valeur de la force de travail en même temps - uniquement en fonction de l'accumulation et de la consommation improductive de la classe dominante. Par conséquent, dans la “vente” de la force de travail, la bureaucratie impose unilatéralement et sans discussion possible ses conditions. L'ouvrier ne peut même formellement refuser de travailler il doit travailler sous les conditions qu'on lui impose. A part ça, il est parfois “libre” de crever de faim et toujours “libre” de choisir un mode de suicide plus intéressant.”<sup>255</sup>

Description et appréciation sont très vivement critiques, passionnelles même, bien que les schèmes appliqués se veuillent exclusivement rationnels. Mais s'agissant d'une analyse de l'URSS, elles suggèrent aussi plusieurs remarques. Tout d'abord, conditions de vie, phénomènes d'exploitation et de domination, absence de liberté notée et dénoncée, phénomènes de déportation et d'enfermement dans des “camps de travail forcé” ne concernent que les ouvriers. Certes, pour les membres de “Socialisme ou barbarie”, il s'agit là sans doute du meilleur moyen de convaincre les trotskistes comme les autres marxistes révolutionnaires, voire les sympathisants du communisme, en particulier les intellectuels. Cependant, rien, bien au contraire, ne permet de supposer que ces militants ne partagent pas une telle préoccupation principale, voire unique.

En outre, cette description est déduite exclusivement d'une situation de classe et de caractéristiques prêtées à la structure de la classe dominante

soviétique. Les problèmes politiques d'exercice du pouvoir, de mode de gouvernement et de commandement de la société ne sont nullement abordés en tant que tels. A peine mentionnés, ils sont tellement résorbés dans le socio-économique qu'ils sont censés refléter ou prolonger qu'ils n'existent pas à proprement parler. C'est de la concentration que découle la terreur, secondairement et seulement par voie de conséquence, d'un type d'exercice du pouvoir et du commandement sur une société. Une telle analyse pourrait aboutir à faire du "capitalisme" une société moins douloureusement répressive, puisque moins concentrée, pourvue de systèmes de concurrence économiques et politiques, ce qui pourrait déboucher sur une prise en compte des phénomènes politiques et des libertés publiques, mais on devra y revenir à plusieurs reprises, pour les auteurs de *Socialisme ou barbarie*, il ne convient guère de s'attarder sur ces différentes formes de concurrence qui ne sont que résiduelles, puisque les sociétés capitalistes tendent, elles aussi, vers le "capitalisme bureaucratique d'État."

Mais si le concept de capitalisme bureaucratique d'État permet de désigner un rapport d'exploitation et une classe dominante et exploiteuse distincts de ceux qui sont censés caractériser le capitalisme et la bourgeoisie au sein de ce dernier, il correspond également à une stratégie sémantique très révélatrice d'une démarche. En désignant cette société d'un mot dépourvu de tout lien avec celui de communisme ou de socialisme, toute communauté est déniée au moins en ce qui concerne les deux types d'organisation sociale et le projet communiste est donc sémantiquement préservé, tout comme "Socialisme ou barbarie" cherche à le sauver par la théorie, voire par sa vision des faits et de son action.

De plus, la naissance de la nouvelle classe dominante à partir du mouvement socialiste, dans sa variante communiste, et même d'une victoire de celui-ci est clairement posée dans *Socialisme ou barbarie*. Une telle relation une fois soulignée va introduire une analyse tout à fait particulière des causes de la formation du "capitalisme bureaucratique d'État" : il s'agira en particulier d'un

examen critique du mouvement ouvrier et de son histoire, afin de déterminer ce qui, en son sein même et dans les modalités de son action dans l'ensemble social, a permis qu'il aboutisse à un tel résultat. Pourtant, en même temps, pour nos auteurs, il s'agit d'une évolution "normale" du capitalisme. Il conviendra d'examiner un peu plus précisément les effets d'un tel paradoxe sur la problématique du groupe.

Un tel examen critique vise les formes d'organisation et d'action du mouvement ouvrier dont il résultera de longs débats sur la question de l'organisation, mais également le programme socialiste. Ce dernier est considéré comme un ensemble de mesures censées assurer effectivement la construction du socialisme, mais également de plus en plus ultérieurement dans sa dimension idéologique, propre à entraîner une mobilisation politique.

Pour les auteurs de *Socialisme ou barbarie*, deux des principaux axes des programmes socialistes : la nationalisation des moyens de production et la planification sont considérés comme les instruments qui ont permis à la bureaucratie de se constituer en nouvelle classe dominante : "C'est ainsi que la bureaucratie (en URSS) passa à l'étatisation complète de la production et à la "planification", c'est-à-dire à l'organisation systématique de l'exploitation de l'économie et du prolétariat."<sup>256</sup> "... une série de mesures et d'articles de programme considérés auparavant soit comme progressifs, soit comme radicalement révolutionnaires - la réforme agraire, la nationalisation de l'industrie, la planification de la production, le monopole du commerce extérieur, la coordination économique internationale - se sont trouvés réalisés, le plus souvent par l'action de la bureaucratie ouvrière, parfois même par le capitalisme au cours de son développement - sans qu'il en résulte pour les masses laborieuses autre chose qu'une exploitation plus intense, mieux coordonnée et pour tout dire rationalisée."<sup>257</sup>

Au demeurant, le ralliement programmatique du Parti communiste aux nationalisations est récent, comme le rappellent Stéphane Courtois et Marc Lazar : "Traditionnellement, le PCF était hostile aux nationalisations, y compris à l'époque du Front populaire ; à partir de 1937, du bout des lèvres, il a consenti à évoquer l'éventualité de nationalisations qu'il distinguait soigneusement de socialisations. Durant la guerre, il s'est rallié au

principe des nationalisations qu'il a fait figurer dans le programme du CNR. /Mais/... jusqu'à la fin 1944, il a préféré parler de "confiscation" des biens des "traîtres"... Sa position évolue au début de 1945, au fur et à mesure que des contacts sont pris avec la SFIO... Cette année-là, puis la suivante, le PCF s'occupe beaucoup de cette question, avant qu'elle ne disparaisse progressivement de ses préoccupations en 1947. (...) Il ne s'agit pas, s'empresse-t-il de préciser de dispositions socialistes, mais simplement de mesures démocratiques qui permettent à l'État d'appuyer l'effort de guerre, puis, une fois celle-ci achevée, de contrôler la vie économique et de relancer la production." Pour les deux auteurs. "Les nationalisations qui s'effectuent... s'intègrent donc dans ses propositions démocratiques, mais aussi dans l'offensive stratégique à laquelle il /le PCF/ va se livrer."<sup>258</sup>

De plus, l'examen de la formation du "capitalisme bureaucratique d'État" est encore particulier d'un autre point de vue : l'analyse critique de la société soviétique est construite non seulement par comparaison avec le "vrai" socialisme mais encore, comme on l'a vu, en fonction de ce qui dans le mouvement communiste a été à l'origine de la formation de cette société. Il en résulte qu'une telle interrogation renvoie au second plan et même exclut d'autres manières d'aborder le même phénomène, telles que, par exemple, la mise en relation entre le communisme et la société russe, la société soviétique et la société russe ou les effets de la place de l'URSS dans le système international. Ceci révèle de fait une démarche qui reste essentiellement interne au seul mouvement communiste, beaucoup plus qu'aux rapports de ce dernier avec son environnement. Il s'agit de disqualifier radicalement le "communisme réel" et ses racines pour permettre à un communisme vrai de renaître.

Cette critique qui est donc menée en conservant le socialisme dans sa version communiste comme référent débouche sur une autre interrogation : l'examen critique du mouvement ouvrier qui vise à déterminer à quelles conditions celui-ci, sa structure organisationnelle, son action, son programme peuvent être porteurs du socialisme ou, à l'inverse, du totalitarisme. C'est cette dernière interrogation qui explique, en partie au moins, le retour répétitif des polémiques sur la question de l'organisation.

Il faut donc, à la fois, extirper du communisme les origines du communisme réalisé et “refonder” le vrai communisme dans le communisme, en tant que mouvement historique, ainsi que dans le marxisme. C'est dire à quel point le mouvement de l'argumentation politique qui apparaît comme une polémique, largement imaginaire, à la fois interne et externe au communisme, articule la démarche, désigne les objets d'analyse et la manière de les appréhender.

La critique radicale de la société soviétique a encore pour conséquence la révision de l'estimation du rôle des partis communistes, considérés, de manière fort proche de celle des trotskistes, comme étroitement liés à la bureaucratie soviétique ; cette révision a, bien évidemment, des effets importants dans l'analyse du mouvement ouvrier, contemporain de la formation du groupe.

De fait, les fondateurs de “Socialisme ou barbarie”, groupe et revue, considèrent la bureaucratie communiste comme une classe internationale unifiée qui a acquis un pouvoir et une force durables, cette dernière peut utiliser d'autres stratégies de conquête du pouvoir que la révolution pour étendre son emprise : ainsi les régimes instaurés dans les démocraties populaires et, plus tard, en Chine, seront considérés comme *a priori* fondamentalement similaires au régime soviétique par les rédacteurs de *Socialisme ou barbarie*, ce qui est évidemment rare au sein de l'extrême gauche française.

Mais en outre de manière plus exceptionnelle encore, les auteurs de *Socialisme ou barbarie* étendent dès la fondation de leur groupe cette analyse aux partis communistes d'opposition. Ces derniers étant définis par les buts dont ils sont porteurs - et dont les “projets de société” portent la marque, tout comme leurs pratiques politiques -, ils sont censés poursuivre les mêmes objectifs sociaux que ceux atteints par la bureaucratie soviétique, leurs stratégies qui, dans une telle optique, n'ont rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière, ne se caractériseraient nullement non plus par la collaboration de classes, contrairement à

ce que les trotskistes affirment, critique longtemps exprimée au demeurant par les communistes à l'encontre des sociaux-démocrates. Au contraire, pour les militants de "Socialisme ou barbarie", les communistes visent bien, d'une part, à prendre le pouvoir et, de l'autre, à la disparition de la bourgeoisie, mais dans le but de la remplacer et de se constituer eux-mêmes en classe dominante. Toute collaboration avec la bourgeoisie ne saurait être pour les communistes que tactique et passagère. Leurs objectifs non seulement n'ont donc rien de commun avec ceux du "prolétariat" "révolutionnaire", mais ils sont au contraire fondamentalement antagoniques. En effet, d'une part, il faut considérer comme une donnée que le but du "prolétariat" est de faire une révolution communiste, de l'autre, "Socialisme ou barbarie" nie que des actions et des luttes défensives et revendicatives puissent néanmoins être menées et atteindre des objectifs, même si elles servent en même temps, de fait, des fins politiques qui leur sont étrangères.

Constant dans *Socialisme ou barbarie*, ce schème théorique peut s'actualiser dans des analyses qui rompent tout à fait avec celles qui ont pu être développées dans l'extrême gauche et la gauche, telles ces interprétations des pratiques communistes d'abord effectivement assez nettement combatives, au moment de la Libération, puis de participation au gouvernement, comme deux modalités d'action pour parvenir au même objectif : prendre le pouvoir et se constituer en classe dominante, la guerre froide impliquant la mise en place d'une nouvelle tactique : "La période qui s'étend depuis la "Libération" jusqu'en avril 1947 avait débuté par une emprise profonde du stalinisme sur la classe, par la confiance que celle-ci accordait à la "tactique géniale" des chefs staliniens, mais cette tactique, l'infiltration méthodique dans l'État et l'économie\* était celle où la bureaucratie devait le plus clairement apparaître avec son vrai visage, comme candidat à la succession de la bourgeoisie en tant que classe exploiteuse, et déjà comme son remplaçant partiel.\*" "Depuis les grèves de novembre-décembre 1947... le PCF utilisait son emprise sur certains secteurs pour mener son sabotage de l'économie capitaliste au profit du bloc russe." (\*souligné par moi).<sup>259</sup>



Mais pour *Marc Foucault*, dans le texte “1948 ” déjà mentionné dans le premier chapitre, alors que dans la première phase d’infiltration, les communistes se révélaient, la deuxième de direction “d’apparence radicale” des grèves “... devait compliquer considérablement la prise de conscience de la classe depuis la fin de 1947 sans cependant l’arrêter...” tout en aboutissant à une rupture profonde au sein du mouvement ouvrier.

Sous la plume de *Marc Foucault* (Jean Laplanche), une telle appréciation des pratiques communistes diffère effectivement profondément de celles que les trotskistes pouvaient porter sur le même sujet, eux qui ont constamment cherché à déborder les communistes, afin de les pousser à être plus radicaux et révolutionnaires et/ou afin de démontrer qu'ils ne l'étaient plus.

Il en va de même de la conclusion de cet auteur-militant, pour lequel le refus de l'action syndicale et politique de la part des ouvriers est considéré comme un début de prise de conscience, interprétation au demeurant pendant longtemps très fréquente dans *Socialisme ou barbarie* : “Le recul des ouvriers devant tout ce qui est organisé, syndicats, partis et devant la “politique”, est un signe caractéristique de la période actuelle ; pour négatif que soit ce facteur, il indique un commencement de conscience instinctive de l'exploitation du prolétariat par sa bureaucratie. Une série d'éléments avancés sont poussés à la réflexion par les événements actuels, et par la politique des partis ouvriers traditionnels ; cette très faible avant-garde acquiert la conscience claire que l'URSS n'est en définitive qu'un autre système d'exploitation et que la lutte contre la bureaucratie “ouvrière” est aussi importante que la lutte contre la bourgeoisie”\* (\* souligné par nous).<sup>260</sup>

Pour montrer certains effets de la rupture assumée avec toutes les institutions du communisme réel, il est intéressant de comparer la stratégie sémantique adoptée dans la revue *Socialisme ou barbarie* avec celle des trotskistes. Pour les trotskistes, on l’a vu, l’URSS est un État ouvrier dégénéré. Dans le même temps, les énoncés de *Socialisme ou barbarie* disqualifient sémantiquement le socialisme réalisé en URSS, en le caractérisant de capitalisme bureaucratique d’État, autant dire l’ennemi pour des marxistes révolutionnaires. De même, dans les

dénominations qu'ils se choisissent, les trotskistes collent à celles adoptées par les Partis communistes, tout en s'en démarquant, de manière à exprimer une critique. Là où "Socialisme ou barbarie" rompt. Ainsi, un parti trotskiste pourra être "communiste internationaliste", comme celui que les membres de "Socialisme ou barbarie" viennent de quitter ou "ouvrier internationaliste", comme l'une des composantes du premier ; dénominations qui expriment une critique de la théorie du socialisme dans un seul pays ou de la politique d'État menée par l'URSS. Plus tard les trotskistes pourront se définir comme des communistes révolutionnaires, comme dans la plus contemporaine Ligue communiste. Ils adhéreront éventuellement à une Quatrième internationale, parce qu'ils n'ont pu rester dans la Troisième, au temps où elle existait encore formellement, manière aussi de le rappeler. Au contraire, le groupe "Socialisme ou barbarie" se démarque aussi par les termes qu'il emploie : son nom lui-même ne fait d'ailleurs pas référence au communisme. Certes le groupe est petit, mais il aura un Comité responsable, pas de Comité central, structure commune aux communistes et aux trotskistes. Pourtant le communisme reste au centre de l'univers du groupe "Socialisme ou barbarie", mais un communisme que l'on pourrait totalement abstraire de toutes ses réalisations. C'est au moins l'espoir collectif des militants du nouveau groupe.

## II. 2/ L'évolution du capitalisme

L'analyse du capitalisme occidental tient une place beaucoup moins importante que celle des sociétés "socialistes", dites de "capitalisme bureaucratique d'État", c'est à dire le socialisme de type soviétique, dans les premiers numéros de *Socialisme ou barbarie*.

Cette analyse articule deux approches, l'une nettement économiste, l'autre qui se focalise sur l'organisation du travail, puis sur les relations dirigeants-exécutants.

L'organisation du travail, marquée également par la quête du “profit” qui est aussi un “sur-travail”, porterait la trace d'une double tendance : la première à réprimer la créativité et la capacité d'auto-organisation des exécutants pour maintenir domination et exploitation ; la seconde à laisser se développer ces qualités dans l'activité professionnelle des producteurs, voire à les susciter, parce que celles-ci seraient absolument nécessaires à la mise en oeuvre de la production et à l'augmentation de la productivité : “Lorsque le capitaliste traite le prolétariat comme du bétail, il apprend rapidement et à ses dépens que le bétail ne peut pas remplir la fonction de l'ouvrier, car la production des ouvriers surexploités baisse rapidement. C'est là la racine profonde des contradictions du système moderne.”<sup>261</sup>

“... le système capitaliste se heurte au prolétariat en tant que classe consciente de ses intérêts. Ce fait, que dans l'économie capitaliste, il doit produire toujours plus et coûter toujours moins, l'ouvrier en prend rapidement conscience... dans la mesure où il comprend également que le but de sa vie n'est pas d'être purement et simplement une source de profit pour le capitaliste, de simple exploité il devient conscient de l'exploitation et réagit contre celle-ci.”<sup>262</sup>

Ce schéma théorique de la participation/exclusion, qui prendra de plus en plus de place dans le raisonnement de nos auteurs jusqu'à devenir nettement prédominant dans les derniers écrits de Cornéliens Castoriadis dans la revue qu'il a créée et soutenu de manière très volontariste, en mobilisant ses ressources financières, son temps et son énergie, n'est pas à proprement parler marxiste et son usage présente donc une réelle originalité dans un tel contexte théorique. Il se prolonge par ailleurs tôt, dès 1957, par une critique de la conception technologique du travail considérée comme une résultante de la division sociale. La “gestion ouvrière” devra donc repenser la technologie, ce qui constitue d'ailleurs une nouvelle critique du communisme réel et de l'adoption de taylorisme.

Mais il cohabite avec un autre beaucoup plus classiquement marxiste qui traverse l'analyse des sociétés occidentales comme des sociétés socialistes. Il résulte là encore d'une application très rigide de la théorie marxienne

de la baisse tendancielle du taux de profit, mais telle qu'elle a été utilisée par Lénine dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. L'évolution du système capitaliste est déduite de schémas types de conduites socio-économiques des entrepreneurs : face à la concurrence, ces derniers seraient amenés à investir en moyens de production. Sur ces moyens de production, considérés comme du travail mort dans le théorie marxiste, ils ne prélèvent pas de plus-value, cette dernière n'étant obtenue que sur le travail. L'augmentation de la part de ce travail mort dans la composition organique du capital entraîne donc une baisse tendancielle du taux de profit. Pour compenser cette baisse, les entrepreneurs sont amenés à bloquer les salaires, ce qui entraînerait des crises de surproduction ou de mévente, puisque l'augmentation de la production ne s'accompagne pas de celle corrélative du pouvoir d'achat. Au cours de ces crises, les entreprises les plus faibles sont incapables de résister à la concurrence, d'où une accélération de la concentration des moyens de production. Un tel processus aboutit finalement à la constitution de monopoles ou "capitalisme de monopole", vers "... la fin du XIX<sup>e</sup> siècle."<sup>263</sup> "... depuis 1913, cependant que la production des produits manufacturés ne cesse d'augmenter, les exportations et importations de ces mêmes produits restent stationnaires lorsqu'elles ne reculent pas. Une nouvelle crise de surproduction devenait dès lors inévitable." "Elle explosa en 1929 avec une violence sans précédent dans la longue histoire des crises capitalistes, et l'on peut la définir comme étant à la fois la dernière des crises cycliques classiques et l'entrée dans la période de crise permanente du régime capitaliste qui, depuis, n'a plus su retrouver un équilibre même limité et temporaire."<sup>264</sup> L'État étant lui-même devenu un acteur économique à part entière, l'ultime phase est celle de la fusion des monopoles et de l'État. "Les pays européens, incapables de lutter dorénavant sur le marché mondial, réagirent nécessairement à la crise en se repliant sur eux-mêmes et en s'orientant vers l'autarcie économique. Cette politique autarcique... allait déterminer l'entrée dans une nouvelle phase de concentration : la concentration autour de l'État."<sup>265</sup> "Dans la période actuelle, cette concentration dépasse la phase monopolistique et prend un aspect nouveau, l'État devient le pivot de la vie économique... parce que les groupements capitalistes dirigeants sont fatalement amenés à l'utiliser comme le meilleur instrument de *contrôle* et de direction de l'économie nationale..."<sup>266</sup>.

De cette situation considérée comme un état de crise irréversible, deux phénomènes sont déduits, la formation de bureaucraties et la marche vers une nouvelle et ultime guerre mondiale.

Que la tendance à la concentration ait pour conséquence l'apparition de bureaucraties pourrait donner lieu à des analyses de type wébérienne sur le développement des corps de spécialistes, leurs types de compétences et les relations qu'ils entretiennent avec les autres groupes. Mais dans *Socialisme ou barbarie* il n'en est rien : les fonctions intermédiaires d'encadrement, de tous ordres et de tous niveaux, sont ramenées à un processus socio-économique unique et historique de division sociale du travail : "... la concentration du capital... amène l'apparition de nouvelles fonctions... Entre la bourgeoisie possédante traditionnelle qui s'écroule irrémédiablement et les capitalistes financiers... surgissent des couches qui gardent la seule fonction " positive " que la classe dominante accomplissait par le passé : la gestion de l'économie et des forces productives. Gestionnaires du capital ou de la force de travail... directeurs, techniciens, bureaucrates ouvriers ou bureaucrates économiques..."<sup>267</sup>.

L'ensemble de ces couches est considéré comme constitutif d'une nouvelle classe sociale, une sorte de nouvelle bourgeoisie qui se développe au sein de la société comme la première au temps de la noblesse, qui, dans la grille marxiste simple en usage à "Socialisme ou barbarie", est un sujet historique. Ses différents comportements et positions politiques sont interprétés comme des variations sur un même thème : celui de ses relations avec la classe dominante : "Cette bureaucratie... est susceptible d'accéder au pouvoir, soit comme la bureaucratie stalinienne, totalement, en exterminant les anciennes couches dominantes, soit partiellement et en fusionnant avec celles-ci, comme la bureaucratie fasciste d'un côté, travailliste de l'autre. Dans les autres cas, elle reste au service des capitalistes monopolisateurs en attendant son heure et en préparant ses positions (bureaucratie syndicale américaine)." <sup>268</sup>

Quant à ses rapports avec le prolétariat, ils ne peuvent être que totalement antagoniques, puisqu'il s'agit d'autant d'embryons d'une nouvelle classe dominante et exploiteuse.

Autre conclusion d'une telle analyse de l'évolution des sociétés occidentales, expression assez particulière du thème de la convergence entre l'Est et l'Ouest, ces dernières tendraient vers une forme de domination et d'exploitation identique au capitalisme bureaucratique d'État : "... l'extension de l'appareil militaire, l'échéance de la guerre totale et la transformation graduelle de l'économie en économie de guerre permanente ; le besoin d'une exploitation complète de la classe ouvrière, imposée par la chute du profit et le besoin d'investissements de plus en plus grands, tous ces facteurs poussent les États-Unis vers le monopole universel s'identifiant à l'État, en même temps qu'elles les conduisent vers un régime politique totalitaire. Une nouvelle crise de surproduction, mais surtout la guerre, signifieront une accélération extraordinaire de ce processus."<sup>269</sup>

C'est en effet encore ce même schème "monopoliste", qui fait voir une évolution inexorable de l'économie vers la fusion des monopoles et de l'État qui articule l'interprétation de la crise mondiale. Puisqu'il ne reste plus que deux impérialismes en présence, la dynamique de la concurrence et de la concentration les conduit à l'affrontement frontal et finalement armé.

L'adoption d'une telle téléologie catastrophiste qui culmine avec la prévision de la troisième guerre mondiale traduit de la part du groupe une attitude radicalement et globalement critique, pour ne pas dire absolument négative.

"... le processus de concentration des forces productives ne pourrait s'achever que par l'unification du capital et de la classe dominante à l'échelle mondiale, c'est-à-dire par l'identification des deux systèmes qui s'opposent aujourd'hui. Cette unification ne pourrait se faire que par la guerre qui est désormais inéluctable."

“Les tendances inexorables des couches dominantes, dans l'un ou l'autre système, à augmenter leurs bénéfices et leur puissance, les obligent toujours à rechercher un terrain plus étendu pour y exercer leur pillage. D'autre part, l'augmentation de ces bénéfices et même déjà leur simple conservation, à partir du moment où elles se trouvent en face d'un adversaire ayant exactement les mêmes convoitises, les obligent à continuer à développer les forces productives. Mais ce développement devient de plus en plus impossible dans les limites strictes définies pour chacun d'eux par la division du monde en deux zones. La concentration du capital et le développement technique rendent nécessaires des investissements de plus en plus grands, auxquels on ne peut faire face que par une exploitation accrue du prolétariat ; mais cette exploitation accrue se heurte rapidement à un obstacle infranchissable qui est la baisse de la productivité du travail surexploité. Dès lors, l'expansion vers l'extérieur, par l'annexion du capital, du prolétariat et des sources de matières premières de l'adversaire, devient la seule solution pour les exploiters bureaucrates ou bourgeois.”<sup>270</sup>

Au demeurant, une telle problématique n'empêche pas nos auteurs, et plus souvent certains d'entre eux dont l'insertion fait que leurs seules sources d'informations ne se limitent pas exclusivement au milieu de l'extrême/“ultra”-gauche, d'examiner la conjoncture économique avec lucidité. Ainsi les effets bénéfiques du Plan Marshall sur le développement économique de l'Europe de l'Ouest sont notés dès 1949 : “... l'économie capitaliste des“ pays Marshall ”a marqué une amélioration considérable. La production industrielle de ces pays a, au cours de 1948, retrouvé et dépassé son niveau d'avant guerre.” Et même d'étendre de tels constats à la condition ouvrière : “La chute du niveau de vie ouvrier s'est considérablement ralentie...”<sup>271</sup>.

### II. 3/ Le mouvement ouvrier et la classe ouvrière

Le mouvement ouvrier est incontestablement un sujet essentiel pour les rédacteurs de *Socialisme ou barbarie*. Le nouveau groupe politique se veut alors l'embryon d'un futur parti révolutionnaire, avant-garde du prolétariat. De plus, le prolétariat, et en son sein la classe ouvrière, sont les sujets de la révolution socialiste à venir dans le cadre de l'eschatologie développée dans *Socialisme ou barbarie*. Dans

une telle perspective, classe ouvrière et mouvement ouvrier sont presque synonymes, puisque la classe sujet historique ne peut être perçue que dans son mouvement historique. Pourtant, pas plus la classe ouvrière que l'ensemble des pratiques et institutions qu'il est convenu d'appeler le mouvement ouvrier ne sont à proprement parler les sujets principaux de réflexion dans *Socialisme ou barbarie*, pendant cette première période. Le communisme constitue pour le groupe un préalable beaucoup plus fondamental.

Ils sont cependant abordés sous différents angles, parfois indirectement.

Le premier peut être considéré comme relevant d'une approche historique. Cette approche par l'histoire du mouvement ouvrier est censée permettre l'estimation de son état, ainsi que, bien sûr celle de ses potentialités révolutionnaires. Au centre de cette interrogation, se trouve la question du rôle de l'organisation révolutionnaire que le groupe, se plaçant dans une position tout à fait caractéristique de celle des communistes hétérodoxes, trotskistes ou "ultra"-gauche, pense devenir. La question des modalités occupera longuement le collectif "Socialisme ou barbarie".

Une autre approche apparaît déjà dans ces premiers numéros de la revue : elle concerne plus l'analyse de la classe ouvrière et de ses pratiques sociales que le mouvement ouvrier, même si elle conserve, de fait, la forme du récit ouvrier vériste.

Quant à la réflexion sur l'histoire du mouvement ouvrier, elle prolonge directement la théorie de la bureaucratie, puisque sa finalité est d'expliquer ce qui, dans le mouvement ouvrier, a permis son asservissement. Pour Cornélius Castoriadis, dans le texte manifeste "Socialisme ou barbarie", les échecs successifs des révoltes spontanées, sans coordination ni stratégie, caractéristiques de la première période du mouvement ouvrier, ont conduit celui-ci à déléguer son



pouvoir à une fraction de la classe chargée d'organiser la mise en oeuvre de ses objectifs. Une telle organisation, séparée et spécialisée, a fini par agir pour des fins qui lui sont propres, une première fois, sous la forme social-démocrate, en se trouvant une place au sein de la société capitaliste. C'est le même processus qui se reproduit une seconde fois sous la forme communiste, mais dans ce cas la bureaucratie cherche à monopoliser tous les pouvoirs à son profit, à l'instar de la bureaucratie soviétique.

“C'est ainsi que dès le début de son histoire, la classe ouvrière tente des essais grandioses de suppression de la société d'exploitation et de constitution d'une société prolétarienne, essais dont l'exemple le plus poussé a été pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle la Commune de Paris (...)”.

“Cependant, après l'échec de ces premières tentatives, la classe ouvrière s'organise pour parvenir à ses fins, dans les organisations économiques (les syndicats) et politiques (les partis de la II<sup>ème</sup> Internationale)...”.

“Cette dégénérescence de la II<sup>ème</sup> Internationale ne fut évidemment pas le produit du hasard. Profitant de la surexploitation des colonies, l'impérialisme non seulement avait pu concéder des réformes, qui donnaient une apparence de justification objective à la mystification réformiste, mais il avait pu corrompre toute une aristocratie ouvrière, qui s'en trouvait embourgeoisée (...). L'organisation de la classe ouvrière dans d'immenses organisations comptant des millions d'adhérents, payant des cotisations, entretenant des appareils étendus et puissants, ayant besoin de permanents pour être dirigés, créant des journaux, des députés, des bureaux, aboutit à l'apparition d'une couche étendue de bureaucrates politiques et syndicaux qui sortent de l'aristocratie ouvrière et de l'intelligentsia petite bourgeoise et qui commencent à trouver le compte de leurs intérêts non plus dans la lutte pour la révolution prolétarienne, mais dans la fonction de bergers des troupeaux ouvriers dans les prairies de la “démocratie” capitaliste. Se transformant en intermédiaires entre le prolétariat en lutte et les patrons, les dirigeants politiques et syndicaux commencent à se nourrir à la mangeoire capitaliste. C'est ainsi que l'appareil créé par la classe ouvrière pour son émancipation, auquel elle avait délégué les fonctions dirigeantes, la responsabilité et l'initiative dans la défense de ses intérêts, devenait un instrument des patrons au sein de la classe ouvrière pour la mystifier et l'endormir.”<sup>272</sup>

Ce texte est un bon exemple de la violence assez remarquable parfois exprimée dans *Socialisme ou barbarie*. Pour qu'un tel texte puisse être entendu, la violence de ton suppose une assez grande connivence avec le lecteur.

Par ailleurs, sur le fond, l'auteur pose d'abord la conscience révolutionnaire du prolétariat, puis une certaine incompetence de ce dernier pour parvenir à ses fins. Il en résulte que les "délégués", syndicats et partis, poursuivant des objectifs propres, trahissent leurs mandants. Ils se font payer ce rôle d'intermédiaires entre le prolétariat "en lutte" et le patronat.

Quelques remarques peuvent être tirées d'un tel texte. En premier lieu, on a donc à faire ici à un exemple d'anthropomorphisme tout à fait caractéristique : d'une série de révoltes et d'actions révolutionnaires, l'auteur déduit l'existence d'un sujet historique, doté de mémoire et même de capacités d'évaluation stratégiques. En second, différences et spécialisations fonctionnelles sont presque synonymes, ce qui est tout à fait caractéristique du raisonnement développé dans *Socialisme ou barbarie* d'antagonisme irréductible. En effet, la bureaucratie spécialisée entre les mains de laquelle le prolétariat, pourtant conscient et raisonneur, remet son sort la trahit inévitablement.

S'agissant de la Deuxième internationale, on n'est certes pas très loin des analyses d'un Roberto Michels, mais il s'agit surtout d'une nouvelle formulation des critiques portées par les communistes à l'encontre de la Seconde internationale. Pas plus le contrôle par l'élection, qu'elle soit politique ou syndicale, que les allocations de ressources qui peuvent résulter d'une action politique, que les effets de la compétition politique avec d'autres formations, pour lesquels les ouvriers peuvent être aussi des électeurs, ne sont évidemment pris en considération.

Outre cette analyse de l'histoire du mouvement ouvrier qui s'organise autour de la scission entre les bureaucraties syndicales et politiques et la classe ouvrière, scission posée comme génératrice d'une opposition antagonique

entre leurs intérêts et objectifs respectifs, plusieurs démarches convergent vers l'établissement d'un diagnostic de l'état du mouvement ouvrier contemporain de la formation du groupe. En ce qui concerne le rapport des forces entre bureaucraties exerçant leur pouvoir au sein du mouvement ouvrier, la prédominance de la bureaucratie communiste est reconnue. Cette reconnaissance de l'influence de cette dernière est rapprochée par nos auteurs du développement des différentes bureaucraties professionnelles, lui-même considéré comme inhérent au développement du capitalisme.

“Du point de vue social, le stalinisme traduit les intérêts de couches nées à la fois de la concentration du capital et du travail et de la désagrégation des formes sociales traditionnelles. Dans la production, il tend à grouper, d'une part, les techniciens et les bureaucrates économiques et administratifs, d'autre part, les organisateurs gérants de la force de travail, c'est-à-dire les cadres syndicaux et politiques “ouvriers”. Hors de la production, il exerce une attraction irrésistible sur les petits bourgeois lumpénisés et déclassés et sur les intellectuels “radicalisés” qui ne peuvent se reclasser socialement qu'à la faveur à la fois du renversement de l'ancien régime qui ne leur offre pas de perspective collective et de l'installation d'un nouveau régime de privilège. Enfin, du point de vue du mouvement ouvrier, les partis staliniens, dans tous les pays, avant qu'ils ne prennent le pouvoir, expriment cette phase de développement pendant laquelle le prolétariat, comprenant parfaitement la nécessité de renverser le régime capitaliste d'exploitation, confie sans contrôle cette tâche à un parti qu'il considère comme “sien” aussi bien pour la direction de la lutte contre le capitalisme que pour la gestion de la nouvelle société.”<sup>273</sup>

Dans une telle perspective, pour le moins extrêmement négative, compte tenu des objectifs prêtés au mouvement communiste, la prévision de la troisième guerre mondiale joue un rôle tout à fait particulier : cette guerre peut être l'occasion de la radicalisation du mouvement ouvrier, parce que les forces en présence, “bourgeoises” et, point encore plus décisif, communistes, seront contraintes de montrer leurs véritables objectifs, suscitant une brutale “prise de conscience”.

Par ailleurs, d'une part, la manière selon laquelle les objectifs politiques communistes s'imposent aux ouvriers, bouleversant le contenu comme le calendrier de leurs revendications, est soulignée, ainsi que les effets d'une telle pratique : leur mécontentement et parfois leur désengagement, une telle analyse ira en s'affinant ultérieurement, et, de l'autre, une recherche des preuves de la capacité ouvrière à l'autonomie : tout d'abord bien sûr, dans l'action sociale collective : l'accent est alors mis sur la création d'organes autonomes, comités de lutte, d'action et de grève, mais aussi dans la baisse des taux de syndicalisation et d'adhésion aux partis politiques de gauche, surtout communiste, interprétée comme le résultat d'une prise de conscience par les ouvriers du rôle des bureaucraties syndicales et politiques : "Cette nature de la bureaucratie stalinienne en tant que couche exploiteuse est perçue de plus en plus, instinctivement d'abord, consciemment par la suite, par un nombre croissant d'ouvriers d'avant-garde... De même, les travailleurs qui ont longtemps suivi les partis staliniens dans les pays capitalistes commencent à comprendre que la politique de ces partis sert à la fois les intérêts de la bureaucratie russe et ceux de la bureaucratie stalinienne locale, mais jamais les leurs. En France et en Italie particulièrement, la désaffection croissante des ouvriers envers les partis "communistes" traduit précisément cette conscience confuse."<sup>274</sup>

Enfin, la dernière preuve est recherchée dans le processus et les rapports de travail : les auteurs souligneront alors, d'une part, que le travail ouvrier requiert des initiatives de la part de ceux qui l'accomplissent, de l'autre, les stratégies de défense de leurs intérêts mises en oeuvre par les ouvriers sur les lieux de travail : "l'ouvrier... manifeste au cours de son travail la créativité, la capacité de produire toujours plus et toujours mieux que les autres classes productives des périodes historiques antérieures ne possédaient pas."<sup>275</sup>

C'est cette créativité ouvrière dans le travail, condition de la productivité, qui est considérée comme la preuve principale de la possibilité de la "gestion ouvrière" ou autogestion, selon une expression qui pour avoir connu un réel succès à la fin des années soixante et surtout au début des années soixante-dix recouvrait cependant des définitions assez différentes les unes des autres.

Créativité/participation qui se mue aussi en lutte au sein du procès de travail : “La lutte du prolétariat contre l'exploitation est dorénavant constamment présente et domine l'ensemble des phénomènes sociaux. Cette lutte prend toutes les formes des plus élémentaires aux plus élevées en passant par des déformations qui la rendent parfois méconnaissable. Elle se manifeste déjà sous une forme simplement matérielle, mais de plus en plus puissante, comme résistance accrue, quotidienne, que les masses ouvrières opposent à la production et par là même à l'exploitation capitaliste. La crise dans la productivité du travail qui en résulte, liée au fait que la production moderne, dans ses plus infimes détails, exige une collaboration volontaire\* de l'ouvrier, ne fait qu'aggraver la crise générale du système et la baisse du taux de profit. Le capitalisme ne peut répondre à cela qu'en augmentant aussi bien l'exploitation économique que le contrôle de la force de travail dans la production et hors d'elle. Le prolétariat réagit en défendant avec acharnement les moindres parcelles de ses droits et de ses “conquêtes ” passées, qu'elles soient économiques, sociales ou politiques.”<sup>276</sup> (\* souligné par nous).

Prenant place dans cette dernière perspective, la publication du long article de *Paul Romano*, noir américain ayant lui aussi rompu avec le courant trotskiste, “L'ouvrier américain” témoigne de ce type d'intérêt. L'article est moins orienté sur le mouvement ouvrier que sur les pratiques ouvrières prises dans leur quotidienneté. C'est d'ailleurs tout à fait dans cette perspective de la recherche des attitudes ouvrières que s'inscriront, mais sur un mode parfois un peu plus interrogatif, les différents récits de Daniel Mothé (pseudonyme de Jacques Gautrat).

Toutes ces démarches tendent à préserver la classe ouvrière comme sujet révolutionnaire unique.

L'attachement redoublé au sujet classe ouvrière est commun à l'ensemble de l'extrême gauche, alors que, telle que cette dernière se perpétue et se reproduit après les débuts de la III<sup>ème</sup> Internationale, elle est assez marginalisée dans le monde ouvrier. C'est de même l'ensemble de l'extrême gauche qui raisonne exclusivement en terme d'action révolutionnaire. Les modalités selon lesquelles le

sujet historique est préservé à “Socialisme ou barbarie” sont plus proches de celles développées par certains théoriciens de l’“ultra”-gauche que par les trotskistes. Il en va ainsi du refus du compromis politique ou de la recherche d’alliance avec les organisations critiquées, qu’elles soient “bourgeoises” ou communistes. Un tel refus s’accompagne d’une mise en cause de toutes les formes de délégation politique ou syndicale, créatrices de positions de pouvoir à partir desquelles les agents qui les occupent poursuivent des buts non seulement propres, mais contraires aux intérêts de ceux qu’ils sont censés représenter. Mais la confiance dans une classe ouvrière mythique qui doit, quelles que soient son attitude et son action présentes, réaliser pourtant un jour l’avenir ne se traduit pas tout à fait de la même manière chez les théoriciens de l’“ultra”-gauche ou à “Socialisme ou barbarie”. Les premiers, qui ont développé leurs thèses en fonction des mouvements révolutionnaires consécutifs à la fin de la première guerre mondiale et à la crise de 1929-1930, ont mis plus systématiquement l’accent sur la spontanéité révolutionnaire des “prolétaires”. Les seconds, les rédacteurs de *Socialisme ou barbarie*, moins optimistes sur ce plan, sont plus attachés à la recherche des conditions objectives, la guerre, propres à révéler l’attitude contre-révolutionnaire et anti-ouvrière des forces politiques et syndicales de gauche et à réveiller, corrélativement, l’action révolutionnaire. Ils sont en même temps à la recherche des preuves de l’existence d’une initiative ouvrière dans le procès de travail, en dehors, donc, de l’action sociale collective.

Mais, dans les deux cas, le caractère révolutionnaire exclusif du sujet historique se trouve préservé sur le plan idéal. Ces conceptions assurent une justification de la posture de leurs auteurs et des courants qu’ils représentent dans la configuration des forces politiques. Qu’ils soient minoritaires dans le champ politique, comme les premiers, puis combattus et exclus des positions de pouvoir au sein même du mouvement communiste, c’est, dans ce cas, la spontanéité révolutionnaire ouvrière qui autorise le retour des conjonctures de crise.

Plus isolés encore, les membres de “Socialisme ou barbarie” peuvent plutôt compter sur une situation révolutionnaire, différée et largement produite par des facteurs “objectifs”, c'est-à-dire, aussi, étrangers à la configuration des forces politiques. Mais conférer un tel rôle et un tel devenir à la classe ouvrière paraît aussi résulter d'une projection, de la construction d'un sujet propre à agir d'une manière voisine de l'attitude des membres de “Socialisme ou barbarie”. Cette classe est aussi radicale, sans compromis et seule qu'ils le sont.

Par ailleurs, un tel sujet tout à la fois promis à une destinée tout à fait exceptionnelle, puisqu'il ne doit rien moins que libérer l'humanité, et si fragile, puisqu'il est constamment trahi et se laisse trahir, est certes susceptible de susciter des projections affectives fortes, mais il ressemble fort peu à une construction rationnelle.

#### II. 4/ La troisième guerre mondiale

Ce “thème” qui n'est certes pas le plus développé dans le corpus de *Socialisme ou barbarie* est, par contre, le plus révélateur de l'attitude intellectuelle et des schèmes de pensée du nouveau groupe. Très présent au demeurant pendant toutes les premières années de parution de la nouvelle revue, il ne sera réellement abandonné et surtout critiqué qu'en 1957.

Il est le point d'aboutissement du schème théorique appliqué au capitalisme bureaucratique d'État et au capitalisme occidental : version un peu surprenante de la théorie de la convergence entre l'Est et l'Ouest, puisqu'au terme de son évolution, le capitalisme est censé devenir identique au premier.

Il s'agit, on l'a vu, au départ d'une application assez mécanique, bien que quelque peu révisée dans le sens de sa systématisation, des thèses développées par Lénine sur l'impérialisme dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ces thèses s'appuyant elles-mêmes sur la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit, particulièrement chère aux trotskistes.

Le raisonnement développé est le suivant : il ne reste plus que deux impérialismes en présence, américain et soviétique, la dynamique de la concentration économique les conduit à l'affrontement. Pour l'un comme pour l'autre, la baisse du taux de profit ne peut être compensée que par l'exploitation directe des forces productives de l'adversaire, donc par la conquête territoriale qui entraîne la guerre.

Il est bien évident que cette thèse constitue une interprétation des débuts de la guerre froide, mais elle est plus riche de sens lorsqu'elle est mise en relation avec l'ensemble des schèmes théoriques qui organisent le discours exprimé dans la revue. Cette prise de position sur l'événement guerre froide devient alors significative d'un rapport au monde social et d'une stratégie. Une telle attitude et une telle stratégie contribuent fortement à organiser l'interprétation de la guerre froide par le groupe.

Cette thèse témoigne en premier lieu de ce que l'alternative : "Socialisme ou barbarie" est prise par les rédacteurs de la revue dans un sens tout à fait concret et immédiat. Elle est déjà particulièrement significative du caractère extrême des critiques portées sur ces deux types de sociétés.

Mais plus révélateur encore est de fait le statut de cette thèse dans la problématique générale : c'est elle qui articule la sociodicée catastrophiste et réserve une occasion pour la révolution socialiste d'advenir. Ceci, alors que tant l'efficacité de la domination, telle qu'elle est décrite, que les orientations du mouvement



ouvrier, tels qu'elles sont analysées, ferment pratiquement les possibles : “La guerre qui vient nous est apparue comme étant la clé de voûte de toute conception de l'histoire contemporaine et de la politique révolutionnaire à notre époque. Ainsi que les lecteurs de la revue ont pu s'en rendre déjà compte, nous considérons cette guerre comme un moment décisif de l'évolution du système mondial d'exploitation, non seulement parce qu'elle ébranlera les bases matérielles et politiques des régimes d'exploitation en présence, mais encore parce que les masses y feront leur expérience du capitalisme et de la bureaucratie, sur une échelle et à un niveau sans comparaison avec tout ce qui a précédé.”<sup>277</sup>

Un tel titre n'est pas un “cri” romantique révolutionnaire, mais une explication de l'alternative : tout ou rien dans le cadre d'une problématique articulée par une démarche dont le déterminisme aboutirait au “choix” entre communisme radical ou guerre totale qui devrait déboucher sur un totalitarisme mondial, quelle que soit par ailleurs la force de la charge affective non dite contenue autant dans la démarche que dans l'entreprise “Socialisme ou barbarie”, on y reviendra dans le chapitre III.

C'est la perspective de la guerre qui peut donner raison dans les faits à un groupe qui se décrit et se pense lui-même comme aussi isolé et lui conférer finalement un rôle dans la révolution socialiste. Cette vision qui annonce une sorte de rédemption dans et par la violence définit l'ultime chance d'une victoire aussi tragique qu'héroïque : “Certes, une expérience faite dans de telles conditions présente des aspects profondément négatifs, mais aussi elle se fera précisément au moment où les masses disposeront des armes et des techniques indispensables pour en tirer des conclusions décisives concernant la prise du pouvoir effective par le prolétariat. La guerre peut être le chemin de la barbarie, c'est indéniable, mais une politique révolutionnaire face à la guerre moderne peut aussi donner au prolétariat les armes de son pouvoir définitif.”<sup>278</sup>

Les articles publiés par *Socialisme ou barbarie* définissent une ligne politique. Cette thèse de la troisième guerre mondiale se trouve déclinée dans plusieurs numéros sous la plume de différents auteurs. Théorie de la guerre révolutionnaire chez tous les auteurs et même, comme chez Lénine, de transformation de la guerre en guerre révolutionnaire, chez la plupart d'entre eux, les textes de ces derniers ne comportent que quelques nuances qui portent sur la

conscience révolutionnaire déjà acquise ou non au travers du contact avec les organisations communistes et sous l'effet de leur action et sur le moment de déclenchement de la révolution, pendant la guerre ou sous l'occupation russe, voire américaine, ce qui en ferait alors plutôt un mouvement de résistance : “Est-il nécessaire pour le prolétariat de faire l'expérience du régime bureaucratique pour qu'il puisse prendre une position pendant la guerre pouvant le mener à la victoire ? Non, les ouvriers, eux, n'ont pas besoin d'une analyse scientifique de l'URSS pour déterminer leur attitude face au stalinisme. Leur défaitisme n'attend pas le déclenchement officiel du conflit pour se manifester. Il se manifeste d'ores et déjà face à la bureaucratie stalinienne. L'appréciation du régime de l'URSS, les ouvriers la font à travers l'expérience concrète de la bureaucratie stalinienne. L'achèvement de cette expérience se fera dans le cours de la guerre par l'occupation de l'armée russe.” **Avec une conclusion qui révèle un avenir nettement plus incertain, mais tout aussi dramatique** : “Le prolétariat doit trouver les formes de lutte qui lui permettent de se libérer de l'engrenage dans lequel il est entraîné. Son défaitisme face à l'un ne doit pas avoir comme résultat le renforcement de l'autre /l'un et l'autre désignant les deux types de capitalisme/ et inversement ; le premier but du prolétariat est de conquérir son autonomie. Il ne pourra la conquérir qu'en unifiant sa lutte contre les deux systèmes d'exploitation.”

“Si l'Europe occidentale est occupée par l'URSS, quelles seront les formes de défaitisme ? Prendre le maquis ? En aura-t-on la possibilité ?

Si au contraire l'Europe occidentale est occupée par les USA, quelles seront encore les formes de défaitisme révolutionnaire ?

Prendre le maquis avec les staliniens ? Former des maquis à part ?

Sera-ce possible ?

Dans les deux cas, ne sera-t-il pas plus simple de mener la lutte à l'usine même, au sein même de la production ? ”<sup>279</sup>.

“La crise de l'économie mondiale, lorsqu'elle surviendra, ne fera pas que pousser l'économie capitaliste vers les armements ; elle s'accompagnera d'une immense crise sociale, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe.”

“Ni l'étendue, toujours très limitée, de l'expérience de la bureaucratisation par l'avant-garde prolétarienne, ni le processus encore embryonnaire de construction de véritables partis révolutionnaires du prolétariat ne permettent de supposer que les combats de classe, qui seront infailliblement livrés pendant cette période, pourront mettre en question à l'échelle internationale la domination capitaliste et bureaucratique. En définitive, ce n'est qu'au cours de la guerre elle-même que le Prolétariat pourra faire l'expérience définitive des régimes d'exploitation et se trouver en possession des moyens lui permettant de concrétiser cette expérience par la révolution mondiale.” (souligné par nous).<sup>280</sup>

Le même raisonnement sera de nouveau énoncé dans l'éditorial de 1952, en pleine guerre de Corée et alors que les États-Unis réclamaient en Europe le réarmement allemand, conjoncture qui sera analysée, quant à elle, plus précisément dès les chapitres suivants : “La guerre elle-même apportera donc une démystification complète quant aux organisations bureaucratiques, leurs buts et leurs moyens. Ainsi sera levée la plus grande hypothèque qui pèse actuellement sur le monde ouvrier. La classe sera alors obligée de poser et de résoudre à la fois le problème de son programme et celui de ses formes d'organisation. Et la conclusion nécessaire et évidente de toute l'expérience précédente sera celle-ci, que la classe ne peut se libérer qu'en réalisant son propre pouvoir, et que c'est là à la fois le but de son action et la forme de celle-ci.”<sup>281</sup>

L'évolution du “capitalisme” reste décrite dans des termes tout aussi sombres pour la période contemporaine, qualifiée de “... phase décadente...”<sup>282</sup> dont toute forme de développement n'aurait néanmoins pas encore disparu. “... la démocratie bourgeoise était le pseudonyme de l'oligarchie des exploités et... le progrès tant vanté, profitable à la seule minorité tendait lui-même à se ralentir et à s'estomper... plus forte que toutes les critiques, la réalité elle-même avait supprimé la concurrence en la remplaçant par le monopole d'abord, l'étatisation ensuite, cependant que la démocratie bourgeoise tendait à céder la place au pouvoir ouvertement totalitaire des exploités.”<sup>283</sup>

La guerre doit bien évidemment aboutir à une aggravation de la situation tant politique qu'économique et sociale : “L'évolution des pays du camp américain sera vraisemblablement moins uniforme. Mais les limitations de la “démocratie” capitaliste devront de toute façon assurer la continuité de la production et la cohésion politique et idéologique face à l'ennemi

(...) la soumission totale du travail vivant aux besoins de l'appareil productif". "Femmes et enfants, paysans, petits bourgeois et étudiants, poussés par la contrainte ou obligés par la misère s'engouffreront encore une fois dans la gueule du Moloch industriel." "Les conditions de vie et de travail des masses subiront une chute verticale."<sup>284</sup>

Faible aggravation pourtant en regard de l'avenir annoncé en cas de victoire d'un des deux camps, et non pas du vrai communisme : "Si les États-Unis sortaient vainqueurs du conflit, la fin de la guerre trouverait la société américaine extrêmement différente de ce qu'elle est encore aujourd'hui. Les nécessités d'une guerre mondiale qui aura été partout et même pour les États-Unis une guerre civile (...) entraîneront infailliblement une transformation totalitaire\*, dont la "chasse aux sorcières" actuelle et le délire macarthurien ne donnent qu'un faible avant-goût (\* souligné par nous).<sup>285</sup>

"Mais qu'ils aient été ennemis ou alliés, il faudrait que les autres pays transforment leur économie en économie complémentaire de celle des États-Unis (...) ... on assisterait à la disparition graduelle de tout moteur d'expansion de l'économie, de tout facteur de progrès historique en général. (...) ... la crise de la productivité du travail, l'impossibilité de passer à des phases supérieures de développement de la production sans une élévation qualitative correspondante du travail humain limiteraient de plus en plus les possibilités d'expansion de l'économie. Enfin, dans un tel cadre historique le progrès technique lui-même, l'esprit d'invention ralentiraient sa course pour s'écrouler définitivement le jour où l'esprit de Ford aurait pris la place de celui de Faust."<sup>286</sup>

Même en 1953, juste après la mort de Staline, il ne sera encore question que d'"...un ralentissement du cours vers la guerre..."<sup>287</sup>, ainsi qu'en 1954, sous la plume de *Pierre Chaulieu*, dans "Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat", où après s'être demandé "... si la constatation réciproque d'un équilibre présumé des forces ne pourrait... conduire à un règlement ?" et avoir posé que "Dans l'abstrait, un tel règlement n'est pas inconcevable. Il pourrait prendre la forme d'une séparation rigoureuse du monde en deux zones...", il conclut finalement qu'"Il est cependant clair qu'une telle solution ne pourrait être que provisoire, et conduirait à nouveau, après un intervalle plus ou moins long, au conflit ouvert, dès que l'équilibre des forces, réel ou présumé, serait rompu", après avoir à nouveau exposé la logique, remaniée au demeurant, de "l'impérialisme" "Il faut donc approfondir la

définition de Lénine et voir dans les guerres de l'époque impérialiste les moments décisifs dans le processus de concentration mondiale du capital et du pouvoir, non pas simplement des luttes pour de nouveaux partages du monde, mais l'acheminement vers la domination universelle d'un seul groupe exploiteur."<sup>288</sup>

Pourtant les bases de la théorie de l'impérialisme ont été critiquées sur plusieurs points dès 1953 par *Pierre Chaulieu* dans "Sur la dynamique du capitalisme" qui, en outre, esquisse une critique de l'économisme chez Karl Marx : la paupérisation, corollaire de la théorie marxiste de l'évolution de la composition organique du capital au profit du travail mort ou capital constant : "... le salaire réel ne reste pas nécessairement constant ; en fait, dans la plupart des cas, il a augmenté à travers le développement du capitalisme."<sup>289</sup>, ainsi d'ailleurs que le mode d'explication : "... la variable essentielle pour expliquer l'évolution du taux d'exploitation, c'est-à-dire l'intensité de la lutte des classes, transcende largement l'économie proprement dite."<sup>290</sup>, mais également le rôle de la baisse tendancielle du taux de profit "... ce qui incite à l'accumulation c'est le profit différentiel - ou alors l'existence d'un profit quelconque."<sup>291</sup>, et la véracité de cette thèse elle-même "De la combinaison de l'élévation de la composition organique et de l'augmentation du taux d'exploitation ne résulte pas nécessairement une tendance vers la baisse du taux de profit ; pour qu'il y ait baisse du taux de profit, il faudrait qu'il y ait un certain rapport entre le rythme dont s'élève la composition organique et celui dont s'accroît le taux d'exploitation..."<sup>292</sup>.

En 1957, par contre, après le soulèvement hongrois et son écrasement, dans "Bilan, perspectives, tâches", les auteurs militants "auto-critiquent" cette thèse et la lient notamment tout à fait explicitement à leur quête d'une conjoncture révolutionnaire dans le contexte de la phase la plus dure de la guerre froide "la guerre froide" pour parier maintenant sur une maturité ouvrière plus grande : "En mars 1949, les circonstances ne paraissaient guère propices à la publication d'un organe de critique et d'orientation révolutionnaire. La lutte entre les deux blocs semblait imposer à tous les événements et à tous les actes une seule perspective, celle de la troisième guerre mondiale... Les ouvriers, percevant de plus en plus la bureaucratie et sa politique comme un corps étranger, se retiraient dans le silence, dans le refus de s'organiser et d'agir."

“C’est à nous... de revenir brièvement sur l’erreur que contiennent nos analyses de la période 1949-1953 : l’idée que la troisième guerre mondiale était inévitable. La maturation du prolétariat, pensions-nous, ne pouvait pas atteindre en-dehors de la guerre suffisamment d’ampleur et d’intensité pour transformer le cours des événements (...) Nous avons sous-estimé l’acuité des contradictions et des crises qui couvaient sous le régime bureaucratique, la rapidité de la maturation du prolétariat d’Europe orientale, l’usure accélérée de l’emprise de la bureaucratie “ouvrière”, stalinienne ou réformiste, sur les ouvriers des pays occidentaux.”<sup>293</sup>

Si le groupe “Socialisme ou barbarie” partage notamment la radicalité révolutionnaire de l’ultra-gauche historique, tant le contexte que la situation du petit groupe politique possèdent des traits singuliers.

L’”ultra”-gauche et ses théoriciens ont pu, pendant fort longtemps, espérer un retournement de la stratégie de l’Internationale communiste et/ou le maintien, la conquête ou la reconquête d’une plus grande influence au sein du mouvement communiste dans leur propre pays. Le nouveau groupe, quant à lui, naît dans l’isolement et à l’extérieur du mouvement ouvrier au sein duquel il reconnaît, de surcroît, le poids des communistes.

Plus encore que ces minoritaires communistes, il a construit une sociodicée catastrophiste propre à justifier et à forcer, sur le plan théorique, la venue de la révolution socialiste, malgré le peu de probabilités que la situation semble lui réserver, en cas de maintien de la paix armée.

L’enthousiasme constitue un indice supplémentaire du bien fondé des deux lectures. L’une qui se croit et veut rationnelle. Nos auteurs appliquent le schéma léniniste, inspiré de Marx, qu’ils ont acquis au travers de leur formation militante, de baisse tendancielle du taux de profit qui ne doit reposer en principe que sur le prolongement d’une tendance observée, même si ces éléments constitutifs sont nombreux et complexes et finalement critiqués par nos auteurs. Ce schéma

appartient de surcroît à un univers mental sans doute partagé par une part importante de leurs lecteurs. L'autre qu'on peut considérer comme très proche des discours des mystiques et des agitateurs millénaristes qui annonçaient la bonne parole sur la proximité du salut universel.

**Ch. III - UN MODE DE FORMATION CARACTERISTIQUE DE  
CELUI D'UN GROUPE D'EXTRÊME /“ULTRA”-GAUCHE**



Le deuxième chapitre a permis de montrer que l'examen du discours d'“auto-présentation” de “Socialisme ou barbarie”, tel qu'il a été exprimé pendant la première année d'existence de la revue du même nom, démontre l'appartenance profonde de cette publication au marxisme révolutionnaire le plus radical. Réaffirmation du caractère inéluctable d'une rupture révolutionnaire violente, du rôle essentiel du prolétariat dans la construction d'un socialisme qui doit marquer une discontinuité totale avec le monde capitaliste, jugé comme allant à sa perte ; tous les schèmes de pensée sont conformes à un tel archétype. Dans le même temps, le rejet des institutions du communisme réel comme du monde soviétique est tout aussi radicale et totalement assumée. Au demeurant, une telle posture n'est ni unique ni nouvelle.

Mais si ce discours appartient bien au genre marxiste révolutionnaire, par l'annonce du moment prochain d'une révolution qui doit assurer sur terre la libération totale de l'humanité, grâce à celle des plus dominés et exploités, il appartient aussi à l'archétype du millénarisme profane, au point d'en constituer lui-même un quasi type idéal. L'attente d'un monde non pas seulement meilleur, mais susceptible de permettre une réalisation totale de toutes les potentialités humaines, est absolument déterminante dans ce discours.

La place prédominante de ce contre modèle sociétal sert d'instrument de critique globale, mais aussi totale de l'ensemble social. De ce point de vue, il peut sembler fonctionner un peu comme une utopie. Mais totalement dichotomique, l'ensemble formé par l'existant et le futur, où tout est autant négatif dans le premier que potentiellement positif dans le second, comporte une charge beaucoup trop violemment affective, pour ne pas dire passionnelle, pour qu'il s'agisse réellement d'une utopie. De surcroît, la description du futur reste trop imprécise pour que ce discours appartienne à ce genre. Et il le restera même lorsqu'un effort sera accompli pour expliciter le contre modèle de “gestion ouvrière”.

Dans le même temps, le discours prétend encore à la scientificité. Il se réfère constamment à des lois, même si ces dernières ne sont presque jamais vérifiées. Cette prétention au savoir global sur les lois qui régiraient l'humanité s'accompagne d'une confiance très forte en leur capacité de réaliser l'histoire, par l'intermédiaire des sujets collectifs qu'elles "régissent".

Ce chapitre a été consacré à l'examen des thèses d'"auto-présentation" de "Socialisme ou barbarie", de "présentation de soi", dans le lexique conceptuel d'Erwin Goffmann, si l'on veut, sachant cependant que pour les militants du groupe, il s'agit plutôt d'une vérité susceptible de se transformer en "force matérielle", ce qui constitue plus qu'une nuance, puisqu'il s'agit d'un phénomène d'une autre nature, ce chapitre était donc essentiellement consacré à l'analyse théorique.

De la place accordée à la théorie dans le groupe, il résulte que les tâches néanmoins très militantes du groupe sont principalement de l'ordre de l'élaboration théorique et de la diffusion de ses analyses. Face à l'histoire, on peut dire que la nouvelle petite organisation reste donc relativement passive. Pour rendre justice à sa démarche, on verra cependant dans un chapitre ultérieur qu'il y a eu cependant diverses tentatives d'action. Ces dernières sont cependant souvent restées surtout individuelles, sans avoir entraîné une réelle mobilisation du collectif. Même lorsqu'elles ont suscité la mobilisation de ce dernier, elles se sont soldées par de relatifs échecs.

Le chapitre trois doit permettre de montrer à quel point les fondateurs du nouveau groupe, bien que jeunes alors, puisque le plus grand nombre a entre vingt cinq et trente ans, au moment où ils décident de constituer "Socialisme ou barbarie", sont déjà insérés dans un milieu marxiste révolutionnaire. Il se fondera essentiellement sur des entretiens : ces derniers permettent de reconstituer des trajectoires politiques, d'une manière factuelle, en premier lieu, tout

en s'efforçant de saisir avec précaution des motivations et des attitudes. L'exercice est quelque peu périlleux, puisqu'il a pour matériaux principaux des souvenirs déjà relativement anciens au moment des entretiens. Il a en outre comme conséquence d'entraîner une rupture de registre assez importante entre les deux chapitres.

Qu'ils aient été, en premier lieu, communistes ou trotskistes, les parcours politiques des militants de la première génération de "Socialisme ou barbarie", celle qui imprimera une marque décisive au groupe, sont articulés par la déception face au communisme réel. Cette déception ne les conduit pourtant nullement à mettre en cause un rapport communiste avec le monde, dans sa version la plus radicale et la plus idéelle et idéale ; bien au contraire. De groupe en groupe, parfois au travers de cheminements très complexes, ils vont entrer en relation avec les héritiers politiques des premiers opposants communistes au communisme réel, ceux dits de gauche, c'est à dire notamment opposés à toutes les formes de compromis. Entrés en relation avec une histoire, des savoirs en quelque sorte, composés d'informations qui intéressent peu le groupe au demeurant, de schèmes politico-théoriques de remplacement et de critiques, ils vont chercher à la suite de ces opposants, une purification de la conception communiste par sa radicalisation. Mais, dans le même temps, ces opposants isolés ne parviennent pas à sortir durablement de leur propre isolement et ont de surcroît tendance à ne répéter que les arguments et schèmes théoriques qui les ont conduits à la rupture avec le mouvement communiste.

Outre l'âge, assez homogène, et le communisme, fût-il atypique, de ces militants fondateurs de "Socialisme ou barbarie", leur comportement collectif va également faire de la petite organisation un phénomène largement générationnel, par une réaction qu'ils interprètent comme un sursaut : percevant l'échec politique de leurs aînés, les jeunes militants qui sont à l'origine de la fondation du groupe vont tenter une nouvelle synthèse. Cependant les "sociaux barbares" restent quelque peu prisonniers de l'idée fréquente dans ces milieux que l'essentiel est de constituer

et/ou préserver une avant-garde prête à l'action révolutionnaire évidemment, même si celle-ci privilégie l'idéologie, provisoirement en principe. Eux qui vont bientôt s'engager dans une critique du parti prolétarien d'avant-garde vont privilégier absolument l'élaboration autonome et la diffusion de cette nouvelle synthèse. Cette critique du parti prolétarien d'avant-garde sera d'ailleurs menée dans les termes obligés de leur milieu d'appartenance qui la rend pratiquement incompréhensible hors de ce milieu et ponctuée de conflits, de scissions qui éparpillent et épuisent le groupe déjà bien faible. Pour ce faire, ils vont créer un nouveau groupe dans une conjoncture dont ils ne s'aperçoivent pas qu'elle leur est particulièrement défavorable.

Non seulement ces jeunes militants sont déjà profondément impliqués dans ce milieu d'extrême gauche, mais de plus les modalités de la création de ce groupe obéissent à une logique fréquente dans ce milieu : création d'une tendance et préparation politique de la scission, afin de s'assurer d'un maximum de soutiens internes et externes. Un tel mode d'action montre que, pour novateur qu'il se veuille, le nouveau groupe se conforme à des modes de fonctionnement qui prévalent dans le milieu auquel il appartient. Malgré tous les efforts de ses militants, la création de "Socialisme ou barbarie" est finalement celle d'un groupe minuscule qui n'a en réalité pour seule ressource que ce qu'il croit être la justesse de sa théorie et l'insertion individuelle de certains de ses membres.

### III. 1/ 1946 : la fondation d'une tendance au sein du PCI trotskiste

D'une manière logique avec la portée que les jeunes auteurs militants voulaient conférer à leurs écrits, ils entendaient également fonder une organisation révolutionnaire. "Le groupe peut former le point de départ aussi bien pour la formation d'une organisation prolétarienne révolutionnaire, que d'un amas d'individus servant de comité de rédaction à une revue plus ou moins académique."<sup>294</sup>

Le mode de formation du nouveau groupe atteste non seulement de l'insertion antérieure de ses membres dans les organisations marxistes révolutionnaires militantes, mais également de leur relative acceptation de modes de fonctionnement fréquents dans ces organisations.

En effet, "Socialisme ou Barbarie" a été constitué à partir d'une tendance créée au sein du Parti communiste internationaliste (PCI), trotskiste. Dès le premier numéro de *Socialisme ou barbarie*, un bref article consacré à la présentation du groupe et de la revue revient d'ailleurs sur cette origine. Il s'agit de toute évidence d'un préalable jugé nécessaire, tout à la fois, à l'explication des causes de la scission par "Socialisme ou barbarie", au récit de l'évolution politique des fondateurs du groupe et à l'exposition des objectifs du nouveau groupe.<sup>295</sup> Dans le même numéro, la "Lettre ouverte aux militants du PCI et de la "IV<sup>e</sup> Internationale"<sup>296</sup> comporte également un historique très "institutionnel" de l'évolution de la tendance au sein du PCI, jusqu'à sa sortie, ainsi qu'une critique très dure du trotskisme et de ses échecs.

Si dans le "sous-champ" de l'extrême gauche, la définition d'une ligne politique à toujours une grande importance, ainsi que, corrélativement, l'élaboration théorique militante, *a fortiori* à "Socialisme ou barbarie".

En effet, dans la "Lettre ouverte aux militants du PCI et de la "IV<sup>e</sup> Internationale """, l'auteur ou l'auteur collectif, dont l'identification n'est jamais simple pour *Socialisme ou barbarie*, rappelle, dans un premier temps, qu'"On a beaucoup parlé de la crise du PCI et des thèses et contre-thèses ont été éditées à ce sujet par les multiples fractions qui se sont succédées au sein du Parti" et conclut que "Ces bavardages sur la crise du PCI, qui ont constitué, pendant des périodes entières, la principale activité de l'organisation se passent de commentaires."<sup>297</sup>

Il explique, dans un second temps, en quoi le collectif “Socialisme ou barbarie” diffère selon lui des autres oppositions et courants : “Cette incapacité ne se comprend qu’à partir d’une autre incapacité plus profonde, celle de trouver une base *d’existence idéologique autonome*... La “IV<sup>e</sup> Internationale” n’a pas conquis son autonomie, parce que celle-ci exigeait une critique radicale et une analyse définitive de l’évolution et de la dégénérescence de l’organisme dont elle procédait, de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce n’est qu’à partir de cette analyse et de la destruction radicale de l’idéologie stalinienne qu’elle aurait pu poser les fondements de sa propre existence.”<sup>298</sup>

Avec de telles prémisses, on comprend mieux que le collectif, une fois formé, puisse affecter l’essentiel de ses moyens à l’élaboration de sa revue et à la diffusion de ses thèses, tout en se définissant comme un groupe politique : élaborer et faire connaître est consubstantiel de la fondation du groupe.

La tendance semble avoir déjà consacré beaucoup d’énergie à l’élaboration théorique qui se trouve maintenant diffusée de divers manières : “... alors moi, je n’y assistais pas au tout début, parce que je n’étais pas dans le groupe officiellement, mais le groupe tenait quelque chose qu’on appelait le “Cercle d’étude” sur l’œuvre de Marx... à la Mutualité, oui, il y a eu des conférences, toute une série de conférences sur *Le capital*.”<sup>299</sup>

C’est aussi dire que l’extrême gauche, quelle que soit l’importance, très grande, accordée aux oppositions théoriques et la violence de ces dernières, ne saurait être réduite à un système de concurrence pour la reconnaissance de l’excellence ou même de la valeur d’un bien culturel. Les enjeux supposés sont bien autres.

Ainsi le groupe “Socialisme ou barbarie” ne vise pas tant à faire reconnaître la valeur et l’excellence de sa théorie que la justesse de cette dernière : un tel groupe étant persuadé que du triomphe de cette “vérité” dépend, en partie au moins, le cours de l’histoire.

En outre, dans ce même numéro, Claude Lefort ayant été attaqué par les trotskistes, après la parution de l'un de ses articles dans *Les Temps modernes*, “La contradiction de Trotsky et le problème du parti révolutionnaire”<sup>300</sup>, deux “notes” : “Rectification” et “Les bouches inutiles”<sup>301</sup> sont consacrées à la défense du passé militant au sein de l'organisation trotskiste du très jeune philosophe, “co-fondateur” de “Socialisme ou barbarie”- ainsi que de son rôle dans le nouveau groupe. Faiblesse du militantisme, intellectualisme, voilà qui sert à expliquer pour Pierre Frank la participation à la “revue de “La Nausée ”” : les critiques assez dures autrefois portées par Claude Lefort dans la revue des étudiants trotskistes *Jeune Révolution* contre Maurice Merleau-Ponty, comme d'autres intellectuels “... assez intellectuels pour être réticents au stalinisme et cependant éviter l'action révolutionnaire...”<sup>302</sup>, étaient en outre rappelées insidieusement compte tenu des relations privilégiées qui unissent Claude Lefort à Maurice Merleau-Ponty - ce dernier connaît ce texte au demeurant - et rendues publiques, et finalement appliquées à Claude Lefort lui-même, en y ajoutant notamment la lâcheté.

Ces réponses disent combien le nouveau petit groupe attache d'importance à ce passé, tient à en élaborer l'image, à défendre la correction de celle-ci, ainsi que sa valeur du point de vue des critères qui prévalent dans l'extrême gauche ; ce sera d'ailleurs une constante que ses membres jugent sans doute adaptée à leurs destinataires privilégiés et sur laquelle on aura à revenir. On peut d'ores et déjà en déduire, enfin, que beaucoup de sortes de coups sont permis et à redouter entre opposants dans ce milieu, qui, comparé au Parti communiste à la même époque, reste cependant très ouvert au débat théorico-idéologique.

L'un de ces deux textes, “Rectification”, dont la publication est d'ailleurs demandée dans *La Vérité*, organe du PCI, trotskiste, est signé des pseudonymes de quatre membres de “Socialisme ou barbarie” qui se présentent comme anciens membres du Comité central du PCI : *Chaulieu, Marc /Foucault/, Seurel, Valois*.

Autre information fournie par ces textes : si Claude Lefort conservait dans *Socialisme ou barbarie* son pseudonyme trotskiste de *Claude Montal*, preuve de la continuité d'un engagement et de la persistance d'un militant, sa participation aux *Temps modernes* en tant que Claude Lefort, dont le pseudonyme *Montal* n'est pas révélé, également ancien militant trotskiste et membre de "Socialisme ou barbarie" ("un des dirigeants de notre groupe" est-il même indiqué) est confirmée, après que la dénonciation ait néanmoins été reprochée aux trotskistes. La conservation du pseudonyme permet sans doute moins dans ce cas particulier de protéger l'anonymat très relatif du militantisme de Claude Lefort, uniquement ses interventions personnelles une fois l'implication confirmée - sachant que l'équivalent pseudonyme/patronyme était au demeurant sans doute connu de nombre de trotskistes, en particulier - que de conserver un pseudonyme politique connu. Dans les histoires du trotskisme en France la tendance "Socialisme ou barbarie" est encore parfois désignée par ce pseudonyme : la tendance *Montal* ou *Chaulieu-Montal*.

Il y a en outre également réponse sur le fond du conflit ou au moins sur une partie. L'attaque des trotskistes - et plus tard des bordiguistes d'*Internationalisme*, qui défendent la même position, vise conjointement l'évaluation critique du trotskisme dans *Les Temps modernes* et la participation de Claude Lefort dans une telle revue qui n'est pas une revue militante d'extrême- "ultra"-gauche, tant s'en faut. Or, cette participation est assumée par *Chaulieu, Marc, Seurel, Valois*, qui au demeurant à ce stade n'ont plus guère le choix, l'article de Pierre Frank précède de peu le premier numéro de la revue, au nom de la vérité contenue dans le texte, sans jugement ni réponse sur le support : " ... l'article de Lefort /" La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire" /... contenait des appréciations politiques fondées, entre autres, sur des textes et des déclarations de Trotsky lui-même, que le PCI cache soigneusement à ses militants... (déclaration couvrant l'escamotage du testament de Lénine, déclarations répétées de



solidarité avec le direction du Parti russe sur toutes les questions essentielles, approbation de l'entrée du PC chinois dans le Kuomintang...)." <sup>303</sup>

Quant à la participation de Claude Lefort aux *Temps modernes*, dont la rédaction est dorénavant explicitement informée du passé et du présent militants de ce dernier, elle sera considérée dans la deuxième partie, tout comme les conditions de sa cessation.

Si "Socialisme ou barbarie" a pour origine une tendance au sein du PCI, cette dernière n'était que l'une des cinq qui cohabitaient au sein de la petite organisation trotskiste, après sa réunification en 1944.

A la fin de la guerre, la direction du PCI, son Comité central selon l'expression communiste conservée par ces communistes hétérodoxes que sont les trotskistes, était constituée de représentants des différents groupes trotskistes qui s'étaient provisoirement réunis : trois membres du POI (Parti ouvrier internationaliste) : Yvan Craipeau, Marcel Gibelin, Gérard Marcoux, deux des CCI (les Comités communistes internationalistes), un de Jeunesse d'octobre et un membre du "Secrétariat européen" : Michel Raptis dit *Pablo* qui paraît avoir joué un grand rôle dans la réunion des différentes organisations trotskistes devenues très antagoniques pendant la guerre. De fait, les anciens membres des CCI, toujours constitués en fraction, se seraient finalement emparés de la direction, aidés du Secrétariat européen "à la faveur d'arrestations qui avaient désorganisé l'appareil." <sup>304</sup>

C'est dire la propension à la constitution de groupes rigides, dotés chacun d'une ligne politique, qui perdurent dans des tendances autant que lorsque les groupes restent séparés.

Quant à la tendance qui devait donner naissance à "Socialisme ou barbarie", ce sont Claude Lefort et Cornélius Castoriadis qui en ont été les deux

fondateurs et animateurs. Claude Lefort, tout comme *Philippe Guillaume*, un des autres pères fondateurs du groupe issu du trotskisme et qui, même s'il a moins écrit quantitativement dans la revue, en sera un des piliers tout en exerçant une réelle influence, venait initialement des CCI.

Selon Claude Lefort qui, interrogé sur la fondation de “Socialisme ou barbarie”, ne renie nullement ce passé militant : “Les CCI étaient une organisation plus rigide, au moins sur le plan de l'orthodoxie, mais plus formatrice. Un grand soin était apporté à rencontrer les membres du futur groupe et à leur donner une éducation politique. Il y avait des plans de lecture, des discussions sur les événements passés. On bûchait. Cela représentait tout un itinéraire. On était stagiaire avant d'entrer dans le parti.”

“Les CCI étaient plus gauchistes, ouvriéristes... Sur la question nationale, très importante à l'époque, sur la question des rapports entre l'organisation et les communistes et les socialistes. Les autres avaient des alliances plus souples.”<sup>305</sup>

C'est donc de la tendance la plus “ouvriériste” et la plus “sectaire”, défavorable à toutes les formes d'alliance avec la gauche politique, même non communiste que vient initialement Claude Lefort, tout comme Donald Simon, d'ailleurs.

Claude Lefort devient stagiaire de cette organisation pendant la guerre en 1942 qui précise avoir lu très tôt le *Retour de l'URSS* d'André Gide : “J'ai rencontré un garçon trotskiste beaucoup plus âgé en 1942.”<sup>306</sup> Il s'agit de Jacques Grinblat, *Privas*<sup>307</sup> ; “c'était un dirigeant trotskiste. C'était avant la fin de l'année scolaire. J'ai été en rapport régulier avec les militants sans entrer formellement dans l'organisation”<sup>308</sup> dont il ne deviendra formellement membre qu'après la Libération. À partir de la rentrée 1942, d'autres jeunes militants<sup>309</sup> trotskistes, ou au moins trotskisants, également présents à Henri IV, facilitent les contacts. “En 1943-1944 en première supérieure j'ai fait passer un bon tiers de ma classe au trotskisme, pendant la guerre.”<sup>310</sup>

On trouve presque un parallélisme dans la venue au militantisme de *Pascal*, Donald Simon, décédé prématurément dont Claude Lefort sera très proche. Donald Simon devient stagiaire du PCI dans la même cellule que Claude Lefort qui l'a précédé.<sup>311</sup> "Il préparait une grande école au lycée Henri IV quand il entra dans une cellule de stagiaires du PCI. C'était au milieu de 1943, Marx, Lénine et Trotsky, furent une révélation pour lui. Quelques mois plus tard, alors qu'il était encore stagiaire, il convertissait la plupart de ces camarades au trotskisme. Il organisait des conférences et des groupes d'études clandestins avec un sérieux et une passion dont nous sommes quelques-uns à nous souvenir. En août 1944, il se battit sans aucune illusion, sur le caractère de la Libération, mais à seule fin de participer à une lutte ouvrière. Puis désigné comme responsable au travail étudiant par le PCI et se couvrant de l'étiquette du Front national, il transforma la Maison des Lettres en un champ de bataille politique. Son influence dépassa alors largement le milieu étudiant et le comité central du PC s'en inquiéta un moment... /les communistes le firent finalement/ ... expulser du Front national."<sup>312</sup>

En outre, le même souci de l'excellence militante déjà noté à propos de la défense de Claude Lefort lui-même, apparaît cette fois sous la plume de ce dernier dans la présentation du court itinéraire politique de Donald Simon - les circonstances accentuant sans doute la dramatisation, voire la grandiloquence.

Donald Simon s'était un temps inscrit aux JC, "couverture légale" de son engagement trotskiste. Claude Lefort participe avec lui à l'organisation de groupes d'études clandestins trotskisans, lui-même n'est d'ailleurs pas encore à proprement parler membre de l'organisation, au sein des khâgnes d'Henri IV. Dès cette époque Jean Laplanche, brièvement membre de "Socialisme ou barbarie", participe à ces groupes. C'est également avec Claude Lefort, ainsi que Pierre Broué qui est même responsable des étudiants communistes du lycée Henri IV que Donald Simon pratique l'entrisme au sein du Front national des étudiants. En 1945, Donald Simon et Pierre Broué sont exclus du Front national des étudiants. Cette tentative a assuré aux trotskistes un important recrutement étudiant.

Cependant, à la rentrée de 1945, les étudiants trotskistes lancent un “cercle d’études marxistes”. Le public est plus limité que celui du Front national des étudiants. Les trotskistes restent cependant bien implantés, notamment chez les normaliens, autour de Jean Laplanche, devenu trotskiste, et Jean-Baptiste Pontalis, rue d’Ulm, Pierre Broué, toujours, et André Charconnet, à Saint-Cloud<sup>313</sup>, où ils constituent un solide noyau trotskiste.<sup>314</sup>

C’est également à cette époque que Claude Lefort crée *La Jeune Révolution* avec Robert Bailhache qu’il a rencontré en classe de philosophie.

On peut donc parler de la part de Claude Lefort d’un engagement militant très actif et toujours assumé, depuis la confirmation de sa carrière intellectuelle, même si ce n’est pas sans réinterprétation.

De son côté, Cornélius Castoriadis avait adhéré au PCI en arrivant de Grèce où il était déjà trotskiste “critique.”<sup>315</sup>

Et selon Claude Lefort : “Lui-même était un trotskiste grec. Il était venu directement de Grèce à ce groupe. Ensuite, il y a eu des pourparlers pour une réunification entre Castoriadis, Kostas Axelos, Kostas Papaïannou.

Q : Kostas Axelos a été trotskiste ?

- “Après avoir été très engagé dans le Parti communiste grec, il a été au moins trotskisant.”<sup>316</sup>

Les membres de la nouvelle tendance sont peu nombreux : quelques dizaines de personnes, dans une organisation qui en compte quelques centaines et est de surcroît divisée en cinq tendances, même si les appréciations chiffrées divergent un peu selon les sources.

Ainsi, se fondant sur le livre d'Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste en France*, Jean Rabaut chiffrait quant à lui le nombre d'adhérents de l'organisation trotskiste à 300 ou 400, au moment de la réunification.<sup>317</sup> Dans *La Libération confisquée*, Yvan Craipeau avance l'estimation de "quelques centaines... au moment du débarquement" pour un mouvement trotskiste "qui a perdu dans la lutte un tiers de ses effectifs (fusillés ou déportés)..."<sup>318</sup>.

Selon Claude Lefort, au cours d'un entretien pendant lequel ces chiffres sont donnés de mémoire : "25, 30, 35, peut-être. Le PCI était une très petite organisation. En faisant voter les morts et les enfants des morts, on arrivait à 1000. En fait, 600 environ." "J'avais été membre du Comité central, ensuite Castoriadis aussi. On était peut-être plus nombreux, puisqu'il y avait deux membres de la tendance au Comité central."<sup>319</sup>

Cornélius Castoriadis est un peu moins précis : "en 47, lorsque le PCI avait atteint le maximum de son influence après la guerre (quelques 700 militants en France), notre tendance regroupait quelques dizaines de camarades."<sup>320</sup>

Le nombre de votants aux congrès indiqué dans *Socialisme ou barbarie* est un peu plus élevé, ce qui est normal, puisqu'il ne s'agit pas nécessairement de personnes qui participent aux activités de la tendance : "Lefort ne s'est pas promu "chef de tendance" ; ce sont les camarades du Parti qui ont voté pour nos positions (30 au III<sup>e</sup> congrès, 50 au IV<sup>e</sup>...)." <sup>321</sup> Le III<sup>e</sup> congrès a eu lieu à l'automne 1946, le IV<sup>e</sup> à la fin de l'année 1947, lorsque l'organisation trotskiste avait atteint son apogée, enfin le V<sup>e</sup> qui vit la décision de sortie de la tendance dirigée par Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, en juillet 1948.

Deux anciens membres du collectif "Socialisme ou barbarie", issus du trotskisme, avancent des chiffres plus faibles, pour la tendance, au moment de la scission : Jean Léger : 20 personnes ; Maurice Rajsfus : 12 à 15 personnes.<sup>322</sup> Ces diverses données ne sont pas contradictoires et indiquent surtout une baisse des

effectifs de la tendance qui donnera naissance à “Socialisme ou barbarie”, comme de l’ensemble de l’organisation trotskiste.

Quant à la composition de la tendance, elle est assez difficile à évaluer, comme le montrent deux sources bien distinctes : un entretien d’un ancien militant de “Socialisme ou barbarie” et de la tendance, où la part des impressions plus tardives est nécessairement prédominante, et un texte de présentation paru dans *Socialisme ou barbarie* qui est une construction de l’image publique que la petite organisation veut donner d’elle-même.

Selon un ancien militant du groupe “Socialisme ou barbarie”, ex-trotskiste, mais qui n’a rejoint la tendance qu’en 1948 : “L’embryon du groupe, c’étaient des étudiants. Lefort était encore étudiant, Chaulieu non. Mais les autres, c’était un groupe de la cellule du PCI du 5<sup>me</sup>- 6<sup>ème</sup> /ce qui n’est pas totalement faux, si l’on s’en tient au noyau des proches de Claude Lefort / qui s’est fait éjecter d’ailleurs par les bureaucrates frankistes, mais c’était des étudiants, avec... sous l’accusation d’ailleurs d’être des intellectuels... des jeunes intellectuels pas très sérieux, pas liés à la classe ouvrière. C’était ça. Assez rapidement, il y a eu des... Bon, il y a eu toujours cette volonté de tenir un contact avec les luttes ouvrières...”<sup>323</sup>.

Il y a sans doute une certaine exagération sur le caractère étudiant du groupe au moment de la scission, exagération qui peut être due à une généralisation un peu rapide, à partir d’une perception d’ensemble.

Avec une interprétation moins positive, on retrouve d’ailleurs la même impression chez *Gaspard* qui créera *Tribune ouvrière* chez Renault avec Daniel Mothé.

Q : “Vos contacts avec “Socialisme ou barbarie” “?”

- “C’était intéressant. C’était un travail scientifique. C’étaient des bourgeois. Je dis cela, ce n’est pas péjoratif. C’est comme ça.”<sup>324</sup>

Au demeurant, on verra plus longuement les divers problèmes résultant de l'équivalence établie dans les entretiens entre le niveau intellectuel d'une partie des militants, certifié par une formation et/ou des diplômes et la justesse supposée de leur théorie militante, ainsi que ceux d'ailleurs posés à l'analyse sociographique par la nature des sources : des témoignages forcément incomplets et des perceptions déformées par l'interprétation *a posteriori*. Il suffit pour l'instant de noter l'impression produite et/ou conservée.

La description de la tendance dans *Socialisme ou barbarie* est très différente, ce qui montre que tant les entretiens que les données fournies sur le groupe et son fonctionnement dans la revue elle-même doivent être pris avec précaution ; les secondes risquent fort d'être sélectionnées, pour le moins, pour les besoins de l'argumentation, variables en fonction des destinataires.

En effet, cette description fait une large place aux militants trotskistes les plus "historiques" et aux militants ouvriers et/ou syndicalistes. Ainsi, dans la "Rectification", écrite pour défendre Claude Lefort, Cornélius Castoriadis insiste sur le soutien obtenu par ce dernier, en tant qu'ancien dirigeant de sa tendance, auprès de tels militants : "Parmi ces camarades, il y a des ouvriers comme Marchesin et Paget (tous les deux des premiers membres de l'Opposition de Gauche en France), Teve, du PCI déjà avant la guerre, Lafivière, dirigeant syndical, et des jeunes ouvriers comme Fabre et Marfaing."<sup>325</sup>

Ces militants trotskistes ont-ils effectivement voté pour la tendance ? Quelles étaient leurs motivations ? Soutenaient-ils tout ou partie seulement de ces positions politiques ? Ils n'ont en tout cas dans l'ensemble pas rejoint la petite organisation "Socialisme ou barbarie".

Le texte est au moins aussi intéressant par les informations qu'il fournit sur les critères de la valeur politique dans l'organisation trotskiste : ancienneté, trotskisme historique et, bien sûr, le militantisme en milieu ouvrier, les

jeunes ouvriers arrivant cependant en dernier dans l'ordre d'importance. Il est également à noter que si le discours peut certes être construit en fonction de son destinataire, l'organisation trotskiste, l'auteur, Cornélius Castoriadis au nom du groupe, ne conteste nullement alors les critères trotskistes de légitimité, bien qu'ayant rompu avec ce courant.

Au demeurant, on a déjà vu que l'apport des intellectuels révolutionnaires est défendu par le collectif, mais il s'agit aussi d'une autodéfense du collectif face aux trotskistes "... la tentative de séparer manuels et intellectuels et ses applications à notre groupe n'est pas seulement à rebrousse-poil de l'évolution économique ; elle est aussi contraire à notre orientation programmatique fondamentale."<sup>326</sup>

Les fondateurs de cette tendance dont ils assurent d'ailleurs la direction sont certes Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, mais leur apport respectif reste distinct. Le départ de nombre de membres de la tendance soit au moment de la sortie du PCI soit pendant les premières années de l'existence de "Socialisme ou barbarie", nouvelle petite organisation, peut masquer, voire faire disparaître leur influence d'alors dans un groupe fait d'un ensemble de personnes en interactions successives et que l'absence d'observation directe autant que le temps écoulé entre ce militantisme et les entretiens individuels ne permet ni de reconstituer complètement ni d'analyser tout à fait comme tel. En outre, la mort prématurée de *Philippe Guillaume* fait quelque peu disparaître le rôle d'un acteur dont les entretiens permettent pourtant de laisser apercevoir le rôle important alors.

La particularité de la démarche de chacun d'entre eux apparaît nettement dans leurs récits respectifs du processus de formation de "Socialisme ou barbarie", malgré les appréciations assez différentes que l'un et l'autre portent sur cette question : si les deux "co-fondateurs" de la petite organisation sont d'accord pour dire que Cornélius Castoriadis est arrivé de Grèce porteur d'une critique de



l'URSS, leurs manières de présenter l'opposition de Claude Lefort au sein du PCI, au moment de la venue du premier, sont par contre assez contrastées.

Il semble bien cependant que Claude Lefort eût commencé à considérer que les trotskistes restaient trop proches des communistes, tant évidemment sur le plan théorique, comme le montrent ses articles dans *Les Temps modernes*, qu'en ce qui concerne leurs pratiques organisationnelles et militantes, ainsi que leurs visions stratégiques.

Selon Cornélius Castoriadis : “Lorsque je suis venu en France (en fin 1945), le PCI préparait le II<sup>ème</sup> Congrès de la IV<sup>ème</sup> Internationale, à l'ordre du jour duquel il y avait, en premier lieu, la question de l'URSS et du stalinisme. J'ai participé aux discussions préparatoires... ; c'est pendant une de ces discussions que j'ai rencontré Claude Lefort qui ressentait pour sa part, un malaise croissant devant la ligne officielle du PCI. Nous avons constaté rapidement que nos vues étaient proches, et nous avons constitué avec quelques camarades une tendance dans le PCI.”<sup>327</sup>

Pour Claude Lefort qui attribue à Cornélius Castoriadis le même apport sur l'URSS et exprime donc son accord avec l'intéressé sur ce point : “Lui-même (il s'agit de Cornélius Castoriadis) avait été en relation avec une personne plus âgée en Grèce. Il avait une position hétérodoxe par rapport au marxisme, une nouvelle caractérisation de l'URSS : État capitaliste bureaucratique. Moi-même, j'avais déjà développé une critique du Parti communiste français.”

“Je critiquais la position trotskiste, leur mot d'ordre d'alliance communistes, socialistes, CGT au pouvoir. Pour eux /les trotskistes/, un mouvement de masse allait se développer, les dirigeants allaient se démasquer. J'ai eu très vite une position d'opposant par rapport au parti.

Avec l'arrivée de Castoriadis, il y a eu, en plus, la critique de l'URSS.

Auparavant, j'avais déjà constitué une tendance sur la politique du parti en France. Elle avait été très vite abandonnée par les copains qui ont aussitôt reçu des conseils, des injonctions...”<sup>328</sup>.

Et dans un entretien accordé à l'*Anti-mythe* : “Je l’entendis pour la première fois dans une conférence interne au Part... Le sujet était l’URSS. Son analyse me subjuga. (...) L’argumentation de Castoriadis / en particulier “ le fondement économique qu’il apportait “/ me parut du meilleur Marx ”<sup>329</sup>.

Dans le premier de ces énoncés, Claude Lefort fait allusion à *Agis Stinas*, de son vrai nom qu’il n’indiquait pas alors Spyros Priphtis qui a en outre porté divers autres pseudonymes : *Agis, Diros, Korphiatis, Philippou*<sup>330</sup> et dont Cornélius Castoriadis quant à lui n’a révélé l’identité que fort tard, en fonction des conditions politiques de leur commun pays d’origine, sans accorder toutefois à son aîné la même influence sur lui-même quant à la caractérisation de l’URSS.

Dans ses *Mémoires* relativement récentes, le révolutionnaire grec mentionne d’ailleurs à plusieurs reprises Cornélius Castoriadis. S’il dit son accord avec des textes nettement postérieurs de ce dernier, il mentionne aussi ses activités politiques en Grèce : outre sa propre arrestation par la garde nationale et les Anglais, après qu’il eût fui en décembre 1944 un quartier où les communistes de l’ELAS pourchassaient les trotskistes, celle de Cornélius Castoriadis qui n’avait cependant pas été identifié : “La garde nationale et les Anglais nous arrêterent. Eux aussi nous interrogèrent, ils sentirent nos mains au cas où elles auraient senti la poudre, et nous laissèrent.

Ils ont aussi arrêté Castoriadis en décembre. Mais ceux qui l’ont pris par hasard ne savaient pas qu’il figurait dans les premiers sur la liste des recherches et ils l’ont laissé après l’avoir interrogé.”<sup>331</sup>

Socialiste dès quatorze-quinze ans, communiste depuis 1920 et jusqu’en 1931, à la tête de l’organisation générale de la Macédoine depuis 1928 et par conséquent fonctionnaire “du Parti”, *Agis Stinas* devient alors trotskiste de même que Michel Raptis, dit *Pablo*, mais il prend la direction d’un mouvement dit des “archéiomarxistes”. D’après lui, ce mouvement s’était d’abord contenté d’éditer des “classiques du marxisme” dans l’attente de “conditions objectives” propices ;

lorsqu'une partie d'entre eux passèrent finalement à l'action, il semble qu'ils attaquèrent surtout physiquement les directions syndicales qu'ils jugeaient réformistes, avant d'être "choisis" par deux trotskistes français en voyage vers Prinkipo, où réside Léon Trotsky, exilé. Avec ces "archéomarxistes", il publie le journal *Le Bolchevik*, dont une partie des membres fondera une "Union communiste internationaliste" dont l'organe de presse sera le *Front ouvrier*. Au prix d'un raccourci historique peu fondé, il en fait lui-même la description suivante : "En mars 1935, au terme de luttes idéologiques aiguës, à la place de la prétendue "opposition de gauche" se crée un groupe politique qui se distingue des autres tendances, groupes, organisations et partis par ses principes programmatiques, par ses moyens et formes de lutte et par la combativité, le dévouement et la valeur morale de ses membres. Je prends l'entière responsabilité des thèses et de l'action de ce groupe, tout particulièrement lors de la guerre et de l'Occupation. Il s'est maintenu et a conservé son autonomie jusqu'à aujourd'hui. Et, parmi les quelques anciens groupes révolutionnaires, il est resté le plus à même (avec le précieux secours de Castoriadis) de repousser ce qui, dans le vieil arsenal théorique du mouvement, empêche de séparer la révolution de la contre-révolution stalinienne, et de mettre en pratique, sans conflits internes ni scissions ce que l'on appelle généralement l'Esprit du mai 68 français." <sup>332</sup>

Arrêté en 1937, sous la dictature de Ionnis Metaxas, alors alliée à l'Allemagne hitlérienne, avant de se rapprocher de l'Angleterre en 1940, c'est là qu'il relate avoir commencé à mettre en cause "... la justesse du mot d'ordre de la défense de l'URSS, pour finalement en proposer la condamnation et le rejet." <sup>333</sup>, son groupe critiquera vivement le pacte germano-russe.

A cette époque, Cornélius Castoriadis, beaucoup plus jeune, adhère aux Jeunesses communistes, selon son récit autobiographique *a posteriori* : "J'ai commencé à m'occuper de politique très jeune. J'avais découvert en même temps la philosophie et le marxisme quand j'avais douze ans et j'ai adhéré à l'organisation illégale des Jeunesses communistes sous la dictature de Metaxas à la dernière classe du lycée à quinze ans. Au bout de quelques mois, mes camarades de cellule (...) ont été arrêtés, mais bien que sauvagement torturés ne m'ont pas donné." <sup>334</sup> Il restera communiste ou se pensant tel pendant la dictature de Ionnis Metaxas qui se

range finalement aux côtés des Alliés et au départ de la guerre : “J’ai ainsi perdu le contact /après l’arrestation de ces “camarades de cellule”/, que je n’ai retrouvé que pendant le début de l’occupation allemande. J’ai rapidement découvert que le Parti communiste n’avait rien de révolutionnaire, mais était une organisation chauvine /par opposition à “internationaliste révolutionnaire”/ et totalement bureaucratique (on dirait aujourd’hui une microsociété totalitaire). Après une tentative de “réforme” avec d’autres camarades, qui évidemment a rapidement échoué, j’ai rompu et j’ai adhéré au groupe trotskiste le plus à gauche, dirigé par une figure inoubliable de révolutionnaire, Spiros Stinas. /Spiros ou Spyros est son vrai prénom, on l’a vu, alors que le nom de famille *Stinas* est un pseudonyme/.”<sup>335</sup> C’est ce même pseudonyme de *Spiros Stinas* qui était déjà mentionné en 1975 dans la notice biographique de Cornélius Castoriadis figurant sur *L’institution imaginaire de la société*.<sup>336</sup>

Mais s’il partage l’analyse de ce dernier sur le comportement des communistes grecs et le déclenchement d’une guerre dans la guerre contre les britanniques, sans doute encore plus frontale et ouvertement violente que celle qui s’était déroulée pendant la guerre civile espagnole, dans son récit autobiographique de 1994, il présente sa propre caractérisation de l’URSS comme autonome : “Mais là aussi, en fonction aussi de lectures de quelques livres miraculeusement préservés des autodafés de la dictature (Souvarine, Ciliga, Serge, Barmine, - et évidemment Trotsky lui-même qui visiblement articulait a, b, c, mais ne voulait pas prononcer d, e, f), j’ai vite commencé à penser que la conception trotskiste était incapable de rendre compte aussi bien de la nature de l’URSS ” que de celle des partis communistes. La critique du trotskisme et ma propre conception ont pris définitivement forme pendant la première tentative de coup d’État stalinien à Athènes, en décembre 1944.”<sup>337</sup>

Une telle appréciation est d’ailleurs tout à fait compatible avec le récit d’*Agis Stinas* : “Notre groupe, bien qu’il ait, à partir d’avril 1937, devant l’imminence de la guerre, rejeté le mot d’ordre de la “défense de l’URSS” et défendu ouvertement depuis lors que la tâche du prolétariat russe dans la guerre était de renverser le régime stalinien... n’avait néanmoins jamais entrepris une critique des positions de /Léon/ Trotsky sur la nature sociale de l’URSS.” “... nos positions et notre action étaient opposées à ce qu’elles auraient dû être pour un partisan de la théorie trotskyste /orthographe du traducteur/ de l’État ouvrier dégénéré.

Le camarade Castoriadis, au début de 1945, et le camarade Stam, en 1946, avaient soutenu que l'action politique du groupe était incompatible avec la théorie de l'État ouvrier dégénéré, et qu'il fallait qu'il la rejette. Mais l'ensemble du groupe ne se rangea à cette thèse qu'en septembre 1947." <sup>338</sup>

Cornélius Castoriadis continue à décrire même en 1994 la situation en termes particulièrement "pudiques". "Il devenait en effet visible que le PC n'était pas un "parti réformiste" allié de la bourgeoisie, comme le voulait la conception trotskiste, mais qu'il visait à s'emparer du pouvoir pour instaurer un régime de même type que celui existant en Russie..." <sup>339</sup> se contente-t-il de dire, tenant, il est vrai, beaucoup à la caractérisation de l'URSS et des partis communistes qu'il ne distinguera guère entre eux, entre partis tentant effectivement de prendre le pouvoir, selon des modalités de plus différentes, et partis obligés par les circonstances à se maintenir dans l'opposition, on aura l'occasion d'y revenir à plusieurs reprises.

Cornélius Castoriadis cherche à se maintenir à distance de son analyse, à rejeter l'implication subjective, même si elle ressort parfois dans d'autres énoncés, au travers d'une forme de violence rentrée, on le verra à la fin de ce chapitre. Il n'y aura à aucun moment de récit autobiographique "vécu" de la part de Cornélius Castoriadis sur son expérience en Grèce. Par contre des informations sont données sur la Grèce dans *Socialisme ou barbarie* dans la rubrique "La situation internationale." <sup>340</sup>

Le registre est bien différent de la description écrite beaucoup plus tard par *Agis Stinas*: "Cette république populaire" que nous avons connue et vécue en décembre 1944 à Athènes était ce qui pouvait arriver de pire pour discréditer, ridiculiser et flétrir le socialisme. Les ouvriers, quand ils n'étaient pas utilisés à des tâches auxiliaires, erraient dans la ville au péril de leur vie pour trouver de quoi ne pas mourir de faim, alors que les combattants de l'ELAS /Armée populaire de libération nationale, en principe la force armée du "Front national de Libération", l'EAM, créé en 1941/ échangeaient des coups de feu avec les forces gouvernementales. Les groupes de l'OPLA /Organisation de protection de la lutte du peuple, police politique de l'EAM, le Front national/ et de la garde civile et les juges d'instruction incarnèrent la "république populaire" et lui donnèrent son vrai visage. Ces groupes recherchaient jour et nuit des suspects pour en nourrir les juges et les cimetières ;

était suspect quiconque ne figurait pas sur leurs fichiers. Ils perquisitionnaient toutes les maisons et fouillaient les passants. Si l'on était trouvé avec des journaux trotskystes /orthographe choisie par l'auteur/, c'était la peine de mort exécutée sur le champ. Il était également dangereux d'avoir *Rizospastis /Le Radical*, créé en 1916, mais devenu l'organe officiel du Parti communiste grec/ ou des livres marxistes : pourquoi les lisait-on alors qu'on ne figurait pas sur leurs fichiers ? Il était dangereux aussi d'être trouvé avec un quelconque journal bourgeois ou la photographie du roi."<sup>341</sup>

Ainsi présentée, il semble qu'une telle critique de l'URSS développée en Grèce soit alors restée "locale" et ne se soit pas confrontée à celles qui avaient déjà pu diviser le mouvement trotskiste international, ainsi que les différents groupes "nationaux". Il en ira tout autrement lorsque Cornélius Castoriadis aura rejoint le PCI.

Il convient encore de souligner ici que la socialisation politique de Cornélius Castoriadis, communiste puis trotskiste a été très précoce, avec une insertion organisationnelle même en Grèce, plus grande que celle de Claude Lefort, impliqué mais sans doute assez peu satisfait rapidement du fonctionnement d'une telle organisation sur laquelle il émet des critiques quelques années après sa politisation et cherche bientôt à peser.

Par ailleurs, Claude Lefort continuera à rappeler l'apport spécifique de Cornélius Castoriadis sur l'URSS bien après sa rupture avec "Socialisme ou barbarie" et même la fin du collectif : "Venant de faire allusion à mes premiers travaux sur la bureaucratie, je veux vous rappeler ou vous signaler que ma réflexion s'est d'abord exercée dans les horizons du marxisme. En étroite collaboration avec Castoriadis, qui avait précocement repéré les traits d'une nouvelle formation sociale en URSS, je m'appliquais à mettre en évidence la division de classe qui s'était établie après la révolution russe et le caractère spécifique d'un État auquel se voyait soudée la classe dominante."<sup>342</sup>

Quant à l'évolution internationale du trotskisme, la scission des trotskistes américains remonte à 1940, date de création du Workers Party par Max

Schachtman et James Burnham, après leur rupture avec le Socialist Workers Party trotskiste, l'objet principal de la rupture portant déjà sur la "Défense de l'URSS".

Au sein du PCI français, la tendance "Guérin-Pennetier" ou "Pennetier-Gallienne" paraît bien avoir entretenu assez tôt des rapports avec le Workers Party, mais non pas la tendance *Chaulieu-Montal*, semble-t-il. Le Workers Party contenait une tendance dite de gauche et souvent nommée *Johnson-Forest*, *Johnson* étant le pseudonyme de CLR James - une note sera consacrée à son livre sur *Les Jacobins noirs* dans *Les Temps modernes* suivie un peu plus tard d'une lettre de l'auteur<sup>343</sup> et *Forest* celui de Raya Dunayevskaya<sup>344</sup>, dont un article au titre significatif "Bureaucratie et capitalisme d'État", sera notamment publié beaucoup plus tard dans *Arguments*.<sup>345</sup> Il s'y trouve défendu une thèse rigide sur la convergence entre les différents types de capitalisme, tous bureaucratiques, l'automatisation qui accompagne la bureaucratisation conduisant à l'esclavage. La tendance *Chaulieu-Montal* entretient des liens avec la tendance *Johnson-Forest*, par l'intermédiaire en particulier de *Ria Stone* qui non seulement donnera tôt une contribution dans *Socialisme ou barbarie* mais dont l'évolution restera presque constamment parallèle à celle de Cornélius Castoriadis, tout en la précédant parfois.

Après le Congrès de 1948 cependant, alors que la tendance "Socialisme ou barbarie" prépare sa "sortie", la tendance américaine quittait alors le Workers Party pour retourner dans le parti trotskiste officiel, ses membres jugeant "la composition sociale /de ce dernier/ beaucoup plus saine."<sup>346</sup>

Ils ne rompent définitivement avec les trotskistes qu'en 1951, à l'occasion du soutien accordé par ces derniers à Tito.

C'est également à cette date que Natalia Sedova Trotsky juge bon de faire connaître publiquement ses désaccords et sa rupture avec la IV<sup>e</sup> Internationale : "Il m'est impossible de vous suivre /écrit-elle en particulier dans cette lettre reproduite par Jacques Roussel dans *Les enfants du prophète*<sup>347</sup> / dans la question du régime de Tito en

Yougoslavie. Toute la sympathie et tout le soutien des révolutionnaires et même de tous les démocrates doivent aller au peuple yougoslave dans sa résistance déterminée aux efforts de Moscou pour le réduire et réduire son pays à la servitude. Il faut tirer profit des concessions que le régime yougoslave est à présent obligé de faire à son peuple. Mais toute votre presse est maintenant consacrée à une inexcusable idéalisation de la bureaucratie titiste... /Or/ cette bureaucratie stalinienne n'est qu'une réplique, sous une forme nouvelle, de la vieille bureaucratie stalinienne.", avant de poursuivre, elle aussi, sur ce qui ne reste cependant pour elle que le risque de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale : "Ce qui est plus insupportable que tout, c'est la position sur la guerre à laquelle vous vous êtes engagés. La troisième guerre mondiale qui menace l'humanité... vous continuez de préconiser la défense de l'État stalinien... Vous soutenez même maintenant les armées du stalinisme dans la guerre à laquelle se trouve soumis le peuple coréen crucifié..." Mais elle explique en outre que sa critique est tout à la fois plus large et plus ancienne : "Vous savez que je n'étais plus d'accord politiquement avec vous depuis cinq ou six ans, depuis la fin de la guerre et même plus tôt."

(...) Il devrait être clair pour chacun que la révolution a été complètement détruite par le stalinisme. Cependant, vous continuez à dire que sous ce régime inouï, la Russie est encore un État ouvrier. Le stalinisme et l'État stalinien (...) sont les plus dangereux ennemis du socialisme et de la classe ouvrière." Pour elle, logiquement, en Europe orientale, compte tenu de son appréciation de l'état de l'URSS : "C'est la contre-révolution stalinienne qui s'empara du pouvoir, réduisant ces pays à l'état de vassaux du Kremlin, étranglant les masses travailleuses..."<sup>348</sup>

C'est au demeurant beaucoup plus tôt que Natalia Sedova Trotsky avait commencé à critiquer très vivement la "...défense inconditionnelle de l'URSS..." qu'elle jugeait incompatible avec "... la défense de la révolution mondiale...". Dans la même "lettre ouverte au PCI, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale", qu'elle avait rédigée en 1947 avec *Munis* et Benjamin Péret, très marquée par la politique russe en Europe centrale, elle analyse d'ailleurs le régime russe comme contre-révolutionnaire : "Le prolétariat européen s'empara il y a deux ans des moyens de production... En les nationalisant les Russes réalisaient une opération d'expropriation du prolétariat..." S'adressant aux trotskistes français, elle y considérait comme primordiaux les problèmes soulevés par les deux tendances critiques de l'URSS : "La crise de votre parti... ne se résoudra pas en appuyant la tendance Frank contre la tendance Craipeau, mais en appuyant les deux tendances /Chaulieu-Montal et



Pennetier/ qui se prononcent contre la défense de l'URSS et contre le mot d'ordre de gouvernement PC-PS-CGT..."<sup>349</sup>.

La tendance *Chaulieu-Montal* exprime en tout cas en 1948 une critique de l'URSS très proche de celle qui sera développée dans "Socialisme ou barbarie" : le communisme soviétique représente une "... forme de société réactionnaire et exploiteuse... /qui/ n'est pas pour elle un moindre ennemi que l'impérialisme américain." Ils en tirent d'ailleurs des définitions beaucoup plus générales par opposition sur le socialisme et le prolétariat, dans un registre assez différent du langage qui prédominera dans les premiers numéros de *Socialisme ou barbarie* : "Il n'y a pas de base sociale de l'économie existant indépendamment de la situation du prolétariat. Tout le marxisme repose sur cette idée : la révolution prolétarienne c'est le moment de l'histoire où l'automatisme économique est dépassé. C'est l'intervention consciente du prolétariat à travers ses différents organismes : syndicats, soviets, parti révolutionnaire /au singulier/, qui est la seule garantie du socialisme. Si l'économie échappe au prolétariat, si le pouvoir réel lui échappe... il n'y a pas trace de socialisme, car le trait fondamental de l'économie socialiste... est de se construire par l'action politique constante du prolétariat." Le sort du "prolétariat" y est premier, et non pas les reformulations "scientifiques" des théories des rapports de production à partir de celle de l'impérialisme.

La "défense de l'URSS" qui s'est "... étendue sur les débris des révolutions avortées..." doit être définitivement rejetée ; la politique de l'URSS vis-à-vis des pays d'Europe centrale, qualifiés de "glacis" tient une grande place dans ce raisonnement : "... l'assimilation structurelle /est/ complète...", le "... prolétariat... /est/ réduit à l'esclavage..." et la "... dictature policière... /le/ seul maître...".

Quant à la conjoncture, elle est déjà caractérisée par le cours vers la guerre, jusqu'en 1947, selon nos auteurs, c'est "... l'impréparation de la Russie à la guerre..." qui a entraîné le "... maintien de l'équilibre...". Depuis 1947, "... la politique stalinienne est orientée vers l'imminence du conflit."

Vis-à-vis de la "... classe ouvrière" à laquelle dans les pays industrialisés, les partis communistes sont attachés "... plus solidement... qu'à toutes les autres couches sociales...", la première tâche est la "dénonciation du régime bureaucratique..."<sup>350</sup>.

Au même congrès, *Barois*, Benno Sternberg, qui rejoindra "Socialisme ou barbarie" après la fondation du groupe, et *Marcoux*, Nicolas Spoulber (ex-POI, c'est-à-dire tendance large au sein du PCI) donnent eux aussi leur critique de l'URSS.<sup>351</sup>

Outre des apports différents, des divergences d'appréciation, voire de buts existent déjà entre Cornélius Castoriadis et Claude Lefort et se répercutent à l'intérieur de la tendance qu'ils créent ensemble.

"La personne que je connaissais bien, c'était un couple qui a disparu d'ailleurs assez rapidement du groupe, mais qui était effectivement lefortiste, puisque lefortisme opposé aux chaulieusards... ils se sont opposés assez rapidement, quoi".

"Cette tendance, si vous voulez, s'est créée donc en 1946 au sein du PCI avec deux têtes et avec deux personnalités assez différentes."<sup>352</sup>

Selon Claude Lefort, elles auraient essentiellement porté sur les conditions de la "sortie" et déjà sur la forme d'organisation et d'intervention du futur groupe : "Le premier conflit à l'intérieur de la tendance a éclaté à propos de l'initiative de quitter le parti."<sup>353</sup>

L'objectif de Cornélius Castoriadis aurait été de créer une nouvelle organisation politique communiste révolutionnaire et donc de chercher à organiser la scission au mieux des intérêts du nouveau groupe, en étendant l'audience de la tendance au sein du PCI, afin d'entraîner, au moment du départ, le nombre le plus

élevé possible de militants. Pas aussi nettement celui de Claude Lefort, semble-t-il :

“Il n'y avait aucun avenir idéologique. On laissait s'abîmer nos propres militants.”<sup>354</sup> se souvient-il.

“Cornélius Castoriadis avait une position plus organisationnaliste. Il espérait une extension à l'intérieur du parti pour partir sur une plate-forme avec un nouveau parti.

“Il était beaucoup question à l'époque de partir le drapeau haut.”<sup>355</sup>

C'est de fait l'orientation de Cornélius Castoriadis qui s'est imposée dans la tendance : “En fait, dès le lendemain du V<sup>e</sup> Congrès, dont le caractère nous a définitivement éclairés, notre tendance a décidé unanimement de rompre avec l'organisation du PCI. Nous nous étions cependant fixés un délai, afin de consolider nos propres liens organisationnels et de préparer un exposé approfondi et documenté de l'ensemble de nos positions, avant de consommer cette rupture. En ce sens, nous avons engagé nos camarades à continuer à militer dans le PCI jusqu'au moment opportun. Mais l'extrême décrépitude dans laquelle est tombée l'organisation... les exigences de notre propre travail de groupe autonome... divers facteurs ont fait que la presque totalité des camarades de notre tendance ont cessé d'eux-mêmes de militer dans le PCI et ont précipité ainsi notre sortie de fait de l'organisation.”<sup>356</sup>

Simplement, elle n'a pas été suivie par l'ensemble des militants sensibles aux thèses de la tendance. Sans doute, parce que ceux qui appartenaient à ce courant ont mis leur critique en actes et sont partis comme d'ailleurs nombre de militants trotskistes de toutes orientations. En effet dans un environnement pluraliste, aucune organisation politiquement orientée n'est propriétaire de ses militants.

C'est, de plus, la crise de l'organisation trotskiste qui prend la forme d'un nouvel éclatement entre tendances de “droite” ou “large” et de “gauche” ou “étroite” qui précipite finalement la rupture. La tendance de “droite” ou “large” qui regroupait les partisans du développement des relations, voire de l'unification, avec d'autres organisations : l'Action socialiste révolutionnaire, les Jeunesses socialistes et la minorité de la SFIO, prêts donc à renouer avec le type d'alliances tissées par

une partie des trotskistes dans les années du Front populaire, perd, au congrès de 1948, la majorité qu'elle détenait au sein du PCI, au profit de la tendance "étroite" ou de gauche", celle dont vient Claude Lefort, qui refusait tout élargissement du petit parti. Au sein du petit parti trotskiste, la tendance "Socialisme ou barbarie" ou *Montal* ou *Chaulieu-Montal* s'opposait également à la tendance "large" ou "droitière", lorsque celle-ci détenait la majorité, après l'avoir soutenue en 1946.

Certains des "droitiers" sont exclus, d'autres démissionnent. Une partie des militants de cette tendance rejoignent le Parti socialiste unitaire créé également en 1948 par des exclus de la SFIO. Cette organisation se rapprochera de plus en plus des communistes. Une autre partie des anciens "droitiers" adhèrent à l'éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire<sup>357</sup>, à la suite de David Rousset. Ce dernier qui, au sein de l'organisation trotskiste, avait également développé une critique très poussée du communisme réel, dirige ce rassemblement qu'il a créé en février 1948 avec Jean-Paul Sartre. Le philosophe le quitte cependant dès le début de l'année 1949.

Pour les membres de "Socialisme ou barbarie", il n'y a plus guère de raison de rester dans une organisation amoindrie et plus repliée sur elle-même. Même si ces militants ne se sont jamais montrés ouverts au dialogue avec des organisations socialistes, et ne le seront pas plus une fois constitués en groupe indépendants, même lorsqu'ils entretiendront nettement plus tard des relations plutôt de type "entriste" avec l'UGS, il est cependant certain qu'un rapprochement des trotskistes avec les Jeunesses socialistes aurait accru de beaucoup la taille de l'organisation trotskiste, celle-ci constituant ainsi un vivier beaucoup plus attractif. En outre, la nouvelle majorité risque fort d'être moins tolérante face à l'expression des tendances minoritaires. Par ailleurs, sans le retournement tactique des communistes, le rôle joué par les trotskistes dans le déclenchement de la grève des usines Renault, en 1947, aurait également pu permettre à ces derniers, ainsi qu'éventuellement à leurs différentes tendances, parmi lesquelles "Socialisme ou

barbarie”, de s’implanter de manière significative en milieu ouvrier. Mais force est également de conclure que, dans un contexte au demeurant tout à fait défavorable, la gestion de la scission a échoué au moins dans la perspective défendue en particulier par Cornélius Castoriadis.

Selon son récit ultérieur de la naissance de “Socialisme ou barbarie”, Claude Lefort quant à lui semble surtout avoir espéré pouvoir rompre beaucoup plus nettement avec le genre de pratique militante qui prédominait dans l’organisation trotskiste : “Pour moi, l’essentiel était de ne plus se prêter à ce genre de militantisme.”

“On était tous d’accord pour créer une revue, un groupe”. Mais “Je souhaitais une revue plus ouverte.”

“ J’avais une attitude beaucoup moins programmatique.

“ Je souhaitais un groupe qui puisse favoriser la naissance d’autres groupes analogues.”<sup>358</sup>

On retrouve une démarche très voisine dans la conception que Claude Lefort prête à *Pascal*, Donald Simon, autre jeune militant trotskiste qui a participé à la vie de la tendance : “Il aurait voulu que “Socialisme ou barbarie” apparaisse moins comme l’organe d’un groupe constitué, l’expression d’une théorie sûre d’elle-même, et davantage comme une revue de critique et de recherches /sic/, qu’elle tente de susciter une confrontation de différents courants prolétariens. Il pensait que le trait essentiel de notre époque est le phénomène social de la bureaucratie et que nos efforts devraient consister à expliquer sa formation, son développement et sa fonction en rapport avec l’histoire du prolétariat, que la vraie tâche était de rendre le prolétariat conscient des difficultés inhérentes à sa situation de classe exploitée, et de l’aider à lutter contre toutes les mystifications présentes ou futures susceptibles de rétablir une division exploités-exploiteurs. Il pensait encore que c’était rendre un mauvais service au prolétariat que de lui attribuer une marche toujours ascendante... qu’il fallait souligner l’ambiguïté de l’époque actuelle...”<sup>359</sup>.

Si comme le souligne justement Thomas Morinière, Claude Lefort a déjà animé une revue “culturelle et politique” au sein de l’organisation trotskiste : *Jeune Révolution*<sup>360</sup>, type de revue dans laquelle il se sent sans doute plus à l’aise, le programme tracé ci-dessus n’est pas tant plus culturel que plus interrogatif en même temps que plus dense : une certaine place est laissée à l’indétermination, autant qu’à tout ce qui peut favoriser une réaction qui n’est pas donnée.

En 1958 dans sa “contribution à la discussion” sur “La question de l’organisation révolutionnaire et du fonctionnement du groupe”, juste avant la scission de “Socialisme ou barbarie”, Claude Lefort revient sur le processus de formation de ce groupe, en rappelant les principales étapes de la critique, selon lui : “Depuis son origine, c’est-à-dire alors qu’il était encore une tendance au sein du PCI, notre groupe a placé au centre de ses analyses le phénomène de la bureaucratie. (...) Le premier biais c’était la critique des organisations ouvrières en France. Nous découvrions que celles-ci étaient autre chose que de mauvaises directions dont il aurait fallu corriger les erreurs ou dénoncer les trahisons ; qu’elles participaient au système d’exploitation en tant que formes nécessaires d’encadrement de la force de travail. Nous commençons à rechercher à cette époque quelles étaient les bases matérielles du stalinisme en France...”

“Le second biais c’était la critique de l’URSS à laquelle Chaulieu /*Chaulieu*/ notamment a apporté une importante contribution.

Le 3<sup>e</sup> c’était la découverte de tendances bureaucratiques à l’échelle mondiale.

(...) Or, tandis qu’il effectuait ces premières démarches théoriques, le petit groupe que certains d’entre nous formaient faisait une expérience également décisive pour son avenir. Le PCI dans lequel nous militions ne participait en rien, d’un point de vue matériel, au système d’exploitation, ses cadres ne tiraient aucun privilège de leur activité dans le parti. (...)

Mais l’essentiel n’était pas là. Le PCI se considérait comme le parti du prolétariat, sa direction irremplaçable ; il jugeait la révolution comme le simple accomplissement de son programme... celles-ci / les luttes ouvrières/ étaient toujours interprétées selon ce critère : dans quelles conditions seront-elles

favorables au renforcement du parti ? S'étant identifié à la révolution mondiale, le Parti était prêt à bien des manœuvres pour peu qu'elles fussent utiles à son développement.

(...) Le PCI comme le PC voyait dans le prolétariat une masse à diriger." <sup>361</sup>

Claude Lefort aurait donc surtout voulu sortir du PCI et souhaité de plus, dès cette époque, constituer autre chose qu'un nouveau groupe d'avant-garde.

Il avance dans ce sens différentes critiques convergentes : celles du militantisme trotskiste, de la priorité accordée par Cornélius Castoriadis aux modalités organisationnelles et à l'élaboration programmatique. Il aurait, quant à lui, envisagé effectivement la création d'une revue, mais plus "ouverte", d'un groupe, mais susceptible de favoriser la formation d'autres groupes.

Autant d'éléments qui semblent attester le refus de la "secte", terme employé dans le milieu d'extrême gauche lui-même pour parler des groupes qui restent fermés sur eux-mêmes, ainsi que du modèle de l'organisation politique d'avant-garde. Le positif est moins précis, mais Claude Lefort paraît privilégier le débat et une certaine ouverture théorique, comme celle qu'il pratique alors dans *Les Temps modernes*.

Mais ce projet reconstruit reste quand même nettement militant, puisqu'il aurait paru souhaitable à Claude Lefort que cette revue s'appuie sur un groupe, lui-même capable de favoriser le développement d'autres groupes. Il aurait déjà anticipé d'une certaine manière sur la création du groupe "Informations et Liaisons ouvrières", à la formation duquel il participera, sans toutefois y rester durablement, lorsqu'il rompra pour la seconde fois avec le collectif "Socialisme ou barbarie".

Certes Claude Lefort paraît avoir joué un rôle moins décisif et surtout moins pratique, en même temps que moins constant dans le fonctionnement

de “Socialisme ou barbarie”. De plus, à l'époque même de la création de ce groupe il a continué à écrire fréquemment dans *Les Temps modernes*, ce qui semble bien attester qu'il privilégiait effectivement la diffusion intellectuelle de ses thèses, au demeurant politiquement très orientées, et très proches de celles défendues dans *Socialisme ou barbarie*, mais tout autant consacrées à un “aggiornamento” du marxisme, marqué par une grande ouverture à la phénoménologie, comme à la sociologie ou à la psychanalyse, comme on le verra plus précisément ultérieurement.

Cependant, il semble bien que son comportement ait été moins déterminé tant à cette époque que même plus tard. Ainsi, en premier lieu, il adhère bien au nouveau groupe et y reste, même s'il publie plus dans *Les Temps modernes* que dans *Socialisme ou barbarie*. Mais il est vrai que *Les Temps modernes* sont encore une revue très ouverte, tant aux auteurs, surtout s'ils sont “engagés” comme à la critique du communisme “orthodoxe”, qu'il s'agisse de celle du Parti communiste français ou du communisme réel, avec des limites pourtant qui sont celles de la condamnation radicale et plus encore de la rupture totale. Rien n'est donc joué alors dans l'orientation des *Temps modernes*. En second lieu, lorsqu'il écrit dans *Socialisme ou barbarie*, c'est, rappelons-le, jusqu'en 1955 sous son pseudonyme trotskiste de *Claude Montal*, indice de l'acceptation de la continuité d'un mode d'engagement militant. Enfin, ce qui est peut-être encore plus significatif de la persistance d'une attitude, lorsqu'il développe une critique plus systématique de la forme “parti” quelques années plus tard, il devient le porte-parole d'autres membres de “Socialisme ou barbarie” et participe avec eux à la fondation d'un nouveau groupe “Informations et liaisons ouvrières”. Ce dernier qui appartient autant à l'extrême gauche ou plus précisément à l'“ultra”-gauche que “Socialisme ou barbarie” rejette, certes, l'activité militante, mais est également extrêmement critique vis-à-vis de l'élaboration théorique séparée de la “praxis”. Claude Lefort n'y restera au demeurant que peu de temps.

De fait, pendant de nombreuses années, Claude Lefort paraît poursuivre deux projets assez distincts, même si un continuum logique peut être



établi entre eux. Le premier est de nature plus proprement intellectuelle et vise l'élaboration théorique non seulement politiquement très engagée mais restée révolutionnaire dans sa perspective, parallèlement au travail philosophique qu'il poursuit, et qui est articulé sur un intérêt très vif pour les sciences sociales et humaines, comme Maurice Merleau-Ponty, auquel il reste d'ailleurs très lié. Le second, à la fois théorique et pratique, aboutirait à la création d'une sorte de phénoménologie politique, d'orientation particulièrement radicale, cependant.

On retrouve bien une trace d'ailleurs de cette distinction entre l'investissement beaucoup plus fort, à la fois théorique et pratique, de Cornélius Castoriadis dans le groupe et celui moins marqué et plus exclusivement théorique de Claude Lefort dans cet entretien d'un ancien trotskiste qui a lui aussi participé à la fondation de "Socialisme ou barbarie", même si l'interviewé a tendance à traiter cette opposition en termes psychologiques : "Lefort, bon, je suis peut-être encore un peu de parti pris, parce que j'étais plutôt du côté des "castoriadistes"... Lefort étant moins pratique, sans doute, moins actif aussi, je juge un petit peu d'une manière un peu psychologique..."

"... moins pratique, c'est vrai qu'il y avait une différence de caractère quand même assez grande entre Castoriadis et Lefort, Lefort étant peut-être... je ne sais pas si ça a un intérêt de donner des jugements psychologiques... je pense qu'il était même un peu velléitaire parfois, alors qu'on avait affaire à une personnalité extrêmement active, active dans le sens caractérologique, le plus simple, avec Castoriadis... un type qui montrait une très grosse puissance de travail, voyant des choses pas seulement du point de vue, disons abstrait, théorique, mais rentrant toujours dans le détail, s'occupant des détails pratiques."<sup>362</sup>

On peut donc en conclure qu'entièrement issu d'un autre groupe d'extrême gauche qu'il quitte, le collectif qui donne naissance à "Socialisme ou barbarie" est traversé par des conflits personnalisés par deux dirigeants d'une certaine stature intellectuelle et, sans cultiver le paradoxe, il est possible de déduire que la formation du nouveau courant est caractéristique des modes de scission qui ont cours dans l'extrême gauche marxiste. En outre, une partie de ceux qui sont issus de la mouvance bordiguiste, mais également des trotskistes, ne seront pas loin de

constituer une troisième sensibilité, tout aussi présente et spécifique, même si elle ne s'exprime pas aussi clairement de manière théorique : plus orientés vers l'activisme politique, ces militants ne sont pas loin de percevoir l'ampleur prise par les débats théoriques comme une contrainte à laquelle ils doivent se plier quelquefois et parfois malgré eux. S'ils les maîtrisent moins bien, surtout sous leur forme la plus "intellectuelle", celle qui pendant longtemps n'apparaît guère dans la revue, une partie de ces débats les intéressent pourtant, mais les résultats pratiques encore plus. Une telle orientation qui ne recoupe pas nécessairement le débat théorique, d'autant plus qu'elle est moins théorisée, surtout dans sa forme, ne sera pas sans jouer un rôle, lorsque le groupe parviendra à sortir de son isolement et dans les deux scissions qu'il connaîtra alors.

### III. 2/ D'anciens trotskistes rejoints par des bordiguistes, identité militante qui a confirmé la rupture avec le communisme et le trotskisme

S'il est bien un prolongement de cette tendance, le groupe qui se forme est encore moins nombreux : de dix à vingt personnes, si l'on s'en tient aux pseudonymes qui apparaissent dans la revue du n° 1 au n° 5/6, le dernier avant le n°7, d'août-septembre 1950, celui qui annonce l'adhésion des bordiguistes, par la publication de leur Résolution politique datée de mai 1950 et qui a pris effet, dès le mois suivant. De fait, le groupe se serait plutôt composé d'une dizaine de personnes issues du trotskisme, selon les déclarations et les souvenirs des interrogés.

Quelles sont-elles, outre Cornélius Castoriadis et Claude Lefort ? Le premier écrit sous le pseudonyme de *Pierre Chaulieu*. Le second, alias *Claude Montal* dans la revue, ne publie que très peu alors dans *Socialisme ou barbarie*. Il ne signe en effet qu'un seul article du n° 1 au n° 5/6 compris, soit ceux qui sont publiés par les anciens trotskistes, avant l'arrivée des bordiguistes.

Première constatation : les fondateurs viennent tous du trotskisme, sans qu'aucune autre personne extérieure ne se soit encore associée, même s'ils sont rejoints bientôt par des jeunes bordiguistes, ainsi d'ailleurs que par deux trotskistes qui ne s'étaient pas décidés lors du départ des "sociaux-barbares", *Benno Sarel*, de son vrai nom Sternberg, et *Petro*, Georges Petit, qui porte également le pseudonyme de *Michel* dans le groupe. Tous ont donc déjà été formés au sein de l'extrême gauche. Sans recrutement externe, le nouveau groupe est donc très cohérent, s'agissant des attitudes et de la socialisation politique. Pour tous, il s'agit au moins d'un deuxième essai dans le même sous-champ politique, alors que certains des cheminements sont beaucoup plus complexes. Si un enthousiasme initial est nettement perceptible, la fondation du nouveau groupe est cependant la résultante de déceptions et de constats d'échec. Mais comme de telles caractéristiques sont également communes aux bordiguistes, ces questions seront traitées en même temps pour les deux sous-ensembles de militants qui, en se réunissant, ont constitué le groupe, pendant les premières années de son existence.

Deuxièmement, ceux qui, venant du trotskisme, forment alors "Socialisme ou barbarie" ont, dans la plupart des cas, entre vingt-cinq et trente ans - *Benno Sarel* - Sternberg, déjà mentionné pour son intervention sous le pseudonyme de *Barois* au Congrès de 1948 de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui rejoindra le groupe plus tard et dont on analysera donc l'itinéraire ultérieurement, est cependant plus âgé puisque né en 1915 -, c'est dire combien le nouveau groupe correspond à un phénomène générationnel. Mais ce caractère générationnel est également marqué chez les bordiguistes qui adhèrent un peu plus tard.

Troisièmement, tous se sont politisés très jeunes, pendant la guerre souvent, ce qui les distingue assez nettement des jeunes bordiguistes dont la politisation a le plus souvent été antérieure, comme on le verra. Mais c'est également le cas de Cornélius Castoriadis.

Enfin, plusieurs d'entre eux ont fait ou sont en train de terminer des études assez brillantes. Claude Lefort passe l'agrégation de philosophie en 1949, après l'avoir préparée à la Sorbonne, et avoir été reçu 10<sup>e</sup> sur 21 admis, derrière Jean-Bertrand Lefebvre-Pontalis et Lucien Sève, mais devant Jean Lefebvre d'Ormesson<sup>363</sup>, et Cornélius Castoriadis a fait des études de droit en Grèce et commencé des études de philosophie en France abandonnées pour l'action politique. Parmi ceux des membres du nouveau groupe qui ont pu être identifiés de manière certaine : l'un, ancien élève de l'École normale supérieure, prépare l'agrégation de philosophie qu'il obtiendra peu de temps après en 1950, la même année que Jean-François Lyotard qui n'est pas normalien quant à lui<sup>364</sup>, ainsi que le doctorat de médecine, avant de devenir psychanalyste (Jean Laplanche dont le pseudonyme est *Marc Foucault*, mais il s'éloignera alors du groupe lorsqu'il s'y préparera : "Quand il a décidé de faire ses études de psychanalyse, il a quitté le groupe. Il a filé pas mal de fric pour nous aider. C'était une sorte d'accord à l'amiable avec "Chaulieu" /*Chaulieu*/ pour se dégager de ses obligations militantes"<sup>365</sup> ; Jean Léger, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud prépare l'agrégation de philosophie ; *Pascal*, Donald Simon, que "... l'éloignement de Paris, puis sa maladie,... empêchèrent de participer au travail du groupe ces deux dernières années." a également passé l'agrégation de philosophie, après une rupture due au militantisme<sup>366</sup>, un autre, *Seurel*, aurait "juste terminé l'ENA", selon un interrogé, plus probablement des études de droit. Un quatrième, Cyril de Beauplan, fils d'un collaborateur connu, pseudonyme : *Guillaume*, décédé assez tôt avant la disparition de "Socialisme ou barbarie", entre, comme Cornélius Castoriadis, "à la CECA", selon un ancien militant, de fait à l'OECE. Cornélius Castoriadis a fait d'abord des traductions, au temps de la tendance "Socialisme ou barbarie" au sein du PCI, avant d'entrer comme économiste à l'OECE. Les revenus de l'un et l'autre, provisoires cependant pour le premier qui n'occupera pas longtemps de telles fonctions, ont beaucoup contribué à rendre possible la fondation du nouveau groupe et de sa revue : Cyril de Beauplan en restera le gérant sous le pseudonyme de *G. Rousseau*, puis de *P. Rousseau*. La carrière professionnelle qui s'ouvre à l'un comme à l'autre ne sera considérée ni par *Philippe Guillaume* ni même

par Cornélius Castoriadis, qui la mène pourtant avec une assiduité tout à fait suffisante et pertinente dès cette période, comme une opportunité ni sociale ni intellectuelle de nature à modifier leurs projets militants. Bien au contraire alors, puisque la “carrière” sert notamment à financer leur projet politique. Ceci avec une grande constance pour Cornélius Castoriadis qui paraît bien avoir commencé à organiser ses deux vies parallèles avec la même efficacité et sans que cette relative schizophrénie sociale, intellectuelle et politique n’ait semblé lui causer de graves soucis ni états d’âme.

Pourtant ces études ont souvent été interrompues un temps par la vie militante, sans que ne semble s’être manifestée aucune forme de ressentiment, encore moins consécutif à d’éventuels échecs universitaires, hypothèse sociologique parfois retenue pour analyser d’autres générations militantes. Ainsi Cornélius Castoriadis ne poursuit pas en France son projet de devenir philosophe : “Censé préparer un doctorat de philosophie” en Sorbonne, sous la direction de René Poirier<sup>367</sup>, il commence à faire des traductions avant d’entrer à l’OECE et est happé par le militantisme. Claude Lefort, de son côté, indique ne pas s’être présenté à l’Ecole normale supérieure : “J’ai préparé l’Ecole, /à Henri IV, comme Donald Simon, d’ailleurs, on l’a vu/ je ne m’y suis pas présenté. Le concours a eu lieu au moment de la Libération.”<sup>368</sup> “J’avais commencé des études de philosophie que j’ai interrompues après la licence. J’ai travaillé dans différents petits emplois. J’ai décroché entre vingt et vingt quatre ans. J’ai recommencé à 24 ans. J’ai passé l’agrégation.”<sup>369</sup>. De même *Pascal*, Donald Simon qui, quant à lui, ne participera qu’assez peu à la vie du nouveau groupe : “... pendant des années, /surtout après la Libération, semble-t-il, /il/ se consacra sept jours sur sept à la politique. Il ne reprit partiellement ses études que lorsque la désagrégation du parti rendit vaine toute activité continue /après 1948 donc comme Claude Lefort lui-même/; bien que travaillant alors dans de dures conditions matérielles, il passa l’agrégation de philosophie.”<sup>370</sup>

A partir de tels éléments, on peut en outre se demander par analogie si lorsqu’il est question d’intellectuels “prolétaroïdes” qui doivent beaucoup aux rétributions matérielles du Parti communiste par exemple dans ces années-là, mode

de rétribution évidemment absent d'un groupe comme "Socialisme ou barbarie" ou qui s'attachent particulièrement à une revue, comme *Les Temps modernes*, considérée alors comme une entreprise, l'on prend toujours la peine de distinguer nettement les "intellectuels" pour lesquels l'écart entre les ressources procurées par l'institution et celles qui leur sont propres à un moment donné est très grand et ceux dont les itinéraires ont été extrêmement et plus ou moins provisoirement marqués par la vie militante, mais dont les ressources potentielles, en particulier en terme de formation interrompue, étaient virtuellement importantes, comme par exemple Jean Duvignaud ou Edgar Morin, pour la première catégorie.

Enfin, on verra que les itinéraires des jeunes d'origine et/ou de condition populaires ont été tout aussi marqués, voire parfois plus longuement imprégnés par leur activisme qui remonte plus fréquemment à l'avant-Deuxième guerre mondiale.

Pour autant le groupe qui se forme n'est pas socialement homogène, *a fortiori* la tendance *Montal* ou "Socialisme ou barbarie" dans le PCI, quelques uns étant employés, parmi lesquels *Pédro* qui ne vient pas de la "tendance" et rejoint le groupe un peu après sa fondation, deux ouvriers, en intégrant une modiste à cette catégorie. Les milieux d'origine sont également très différents : Jean Léger qui est d'abord instituteur, puis professeur dans l'enseignement secondaire est issu d'un milieu très populaire.

Il possède cependant une dominante qui lui donne un profil et une image : de jeunes militants, souvent pourvus d'une formation intellectuelle, plutôt dans les domaines des sciences sociales et humaines ou du droit. Leurs origines sociales sont par contre très diverses, ainsi que leurs conditions d'ailleurs.

Les données qui ont trait à ceux qui ont participé à la fondation du groupe en 1949, mais n'y sont pas restés ont un caractère nécessairement partiel. Les

informations fournies par la rubrique “la vie de notre groupe”, tenue pendant cette période, ne sont pratiquement jamais de nature biographique. De telles informations ont donc été reconstituées exclusivement par recoupements d'entretiens auprès de membres du groupe de différentes époques, précisés dans la mesure du possible par des entretiens directs et personnels. N'apparaissant dans *Socialisme ou barbarie* que sous des pseudonymes, ces militants, surtout de la première période, sont toujours très difficiles à retrouver, *a fortiori* s'ils ne sont pas restés longtemps, car ils ont beaucoup de chance d'être sortis des différents réseaux d'anciens. Les personnes interrogées sont surtout celles qui sont restées le plus longtemps : ce sont tout à la fois celles dont la motivation et l'implication étaient les plus fortes et dont la présence a le plus durablement contribué à façonner le groupe, même lorsque leur rôle fut parfois relativement modeste. Or les interrogés informateurs tendent, bien sûr, à ne se souvenir que de ceux qui ont joué un rôle assez important *Guillaume*, ou bien leur ont paru prestigieux, ainsi, par exemple, *Seurel*, *Marc Foucault*, Jean Laplanche, “le psychanalyste archi-connu” souligne un interrogé ; il sera, notamment, l'analyste de Georges Lapassade<sup>371</sup>, pendant une période contemporaine de la fréquentation du collectif par celui-ci ; la propriété viticole familiale, le château de Pommard, est aussi souvent mentionnée.

Il semble cependant bien que les fondateurs du nouveau groupe aient souvent eu un niveau de compétence universitaire et culturelle déjà relativement élevé.

On verra que les caractéristiques sociographiques des membres du rameau bordiguiste sont assez différentes, ce qui a sans doute accentué l'image d'une organisation “intellectuelle”, voire “bourgeoise”. Tous attachent cependant de l'importance aux questions théoriques, même si le degré d'implication dans l'élaboration n'est pas identique. Ceci au moins pour ceux qui restent dans le groupe: les fondateurs “persistants” ou “structurants”. Pour ceux qui partent rien ne permet d'affirmer que la part faite à l'élaboration théorique a été une cause

déterminante de départ. Qu'il y ait eu chez certains volonté et capacité d'écrire est une réalité avérée. Les expériences militantes successives des autres montrent qu'ils se sont à peu près posés les mêmes questions principales, de manière plus pratique, ce qui tendra à les conduire vers un type un peu différent de militantisme, plus ouvert à l'action en direction de milieux sociaux.

Cette compétence culturelle a d'ailleurs beaucoup frappé les non intellectuels du groupe, on l'a déjà vu : "C'est difficile à dire... j'ai probablement été, moi personnellement, un peu fasciné par la valeur des gens que je rencontrais là, par rapport à ceux que je rencontrais dans le reste du trotskisme."<sup>372</sup>

Ce souvenir d'une compétence intellectuelle est sans doute autre chose que la conservation d'une perception. Plusieurs éléments convergent sans doute à le produire ou au moins le renforcer : la place très particulière conférée à la théorie dans le groupe, la croyance initiale en sa justesse et surtout en l'importance historique d'une telle justesse, elle-même accrue par le sentiment très fort d'avoir eu raison contre tous, au moins dans le monde de la gauche marxiste. La reconnaissance intellectuelle publique ultérieure de certains des anciens, même s'il s'agit d'un phénomène en partie distinct, vient renforcer le sentiment ressenti à l'époque, ainsi que son souvenir.

C'est certes le seul témoignage direct qu'il a été possible de recueillir pour le tout début du groupe, même s'il est convergent avec ceux, beaucoup plus nombreux, de membres venus un peu plus tardivement, tout en ayant connu également la Tendance *Montal*.

Cette dernière compétence intellectuelle s'est certainement d'autant plus donnée à voir et manifestée que leur départ de l'organisation trotskiste leur permettait également de rompre avec les pratiques militantes, tant pratiques que



discursives, qui s'imposaient dans cette dernière. Une compétence universitaire et culturelle certaine, mais qui ne s'est d'ailleurs pas toujours prolongée.

Quelques-uns d'entre eux, comme *Guillaume*, paraissent même avoir vu leurs carrières s'interrompre assez tôt, à la suite d'un comportement contestataire ou de rejet pur et simple de ces carrières. Mais il s'agit plutôt d'une exception, comme on le verra en abordant ces problèmes ultérieurement. Par contre, beaucoup plus fréquemment, les carrières de ces jeunes militants n'ont pas encore pris une direction affirmée, contrairement à ce qui se passera pour la plupart d'entre eux, pendant les années de "Socialisme ou barbarie", on y reviendra, des nominations en province favorisant parfois des départs alors.

Ainsi l'un des interviewés déclare à propos de *Seurel* dont le nom figure dans le comité de rédaction de *Socialisme ou barbarie*, suivi d'un autre de ses pseudonymes *Fabri* jusqu'au numéro 12 de la revue d'août-septembre 1953 inclus : "il était de la première fournée. Il a quitté le groupe assez vite. C'était un ancien de l'ENA qui a été expulsé de son poste. Il était issu de la grande bourgeoisie."<sup>373</sup> Même si cette description est exagérée et partiellement erronée, de tels énoncés sont au moins significatifs de la perception d'une image. De fait *Jean Seurel* a fait des études de droit et est devenu avocat. Il exercera au Sénégal pendant quelques années.<sup>374</sup>

Le même interrogé, ancien bordiguiste, ainsi que "poumiste" auparavant, qui défendra jusqu'au bout une position très militante, dit à propos de *Guillaume* : "*Guillaume* était un peu plus vieux. Il venait aussi du PCI C'était le fils d'un collaborateur archi-connu, un aristocrate (...); c'était /son père/ un écrivain, en tout cas, il écrivait dans la presse collaborationniste, il a été condamné à la Libération. *Guillaume* avait demandé à changer de nom. Il avait pris le nom de sa mère. Il avait commencé ses études, avait son bac. Il était très original, avait un langage faussement populaire, mais était archi-cultivé.

“Il est entré à l’OCDE, au pool charbon-acier, plus exactement. Comme Castoriadis.” “Un jour, il a lâché cela. Il a eu une indemnité confortable qu’il a dépensée en une année.”<sup>375</sup>

Et *Garros*, la mémoire historienne du groupe qui insiste notamment sur la relation affective et douloureuse entretenue par *Guillaume* avec son père collaborateur, lors d’un entretien qu’il a accordé en même temps que son épouse, Louise, *Louissette*, d’ailleurs plus précise sur cet itinéraire : “Lorsque Cyril de Beauplan a rompu avec sa famille et avec son père qui était directeur du *Matin*, pendant la guerre /Robert de Beauplan était rédacteur en chef de *l’Illustration*,<sup>376</sup> / on lui a coupé du même coup les vivres et il est allé travailler en usine, parce qu’il était trotskiste, il était au PCI” - Louise, l’épouse de *Garros* : “Et il s’est marié avec une Guadeloupéenne ou une Martiniquaise, mis en ménage avec une Guadeloupéenne de la base...” - *Garros* : “Une ouvrière avec laquelle il a eu une fille dont il s’est toujours occupé d’ailleurs, même lorsqu’il a eu quitté sa première femme... quelques années après. On l’a bien connue... Il a milité comme ouvrier et la Libération est arrivée, les trotskistes ont eu toutes les misères du monde, vous le savez. D’abord pourchassés par les stals, oh combien !, et ensuite pour faire paraître *La Vérité*, ça a été difficile. Et Cyril, enfin Guillaume a vécu dans la mouise la plus totale... son père a été arrêté comme collaborateur (...) Malgré toutes les divisions et les oppositions fondamentales, il est quand même allé voir son père à la Santé, où il a eu une discussion très dramatique avec lui, parce qu’ils n’ont pas changé d’idées ni l’un ni l’autre. Quand il racontait ça, il était très... il avait conservé une extraordinaire admiration pour la plume, pour la capacité d’écrire de son père...” - Louise : “... il avait été élevé par une gouvernante anglaise. Enfin, il avait une partie de sa famille, sa sœur qui faisait de la haute couture en Angleterre... lui était déjà en pieds alors que *Chaulieu* débarquait et il a tout lâché... il a été à l’OCDE, c’est lui qui a fait rentrer Corneille à l’OCDE... il a été sur les presses, un travail d’enfer... chez Renault, puis après quand même il a donné sa démission. Et c’est *Montal*, Claude Lefort, qui l’a aidé en le faisant rentrer à *Paris-Jour*, avec son demi-frère Bernard Lefort. Puis après, il était malade...”<sup>377</sup>.

L’itinéraire de *Guillaume* est donc tout à la fois marqué par des formes d’établissement en usine à des fins politiques, proches de ceux qui se reproduiront après mai 1968, tout en répondant également en partie à des contraintes matérielles et par des ruptures fortes qu’on peut être tenté de rapprocher du malaise ou du déchirement qu’il semble avoir ressenti.

Dans une lettre par ailleurs assez violente écrite en 1961, il reviendra lui-même sur ces différentes activités : un mois et demi comme balayeur aux PTT, deux mois et demi chez Renault comme OS, puis dans les PTT encore, huit mois comme chargeur et manutentionnaire, “militant activement chaque fois, aussi bien en direction des travailleurs français que des travailleurs algériens.”<sup>378</sup>

La très vigoureuse implication de ce dernier dans l’extrême gauche, marquée d’une dimension affective forte, semble s’être en partie nourrie d’un vif rejet de l’héritage politique familial, selon certains interrogés “... culpabilisé comme ce n’est pas possible de l’être par une situation, par un père comme cela...”<sup>379</sup>. Il s’agit d’un itinéraire personnel dont il n’y a pas lieu de tirer de généralisation à aucun point de vue pour l’histoire du groupe. *Guillaume* est un des seuls à vivre un conflit familial aussi antagonique et politique, même si plusieurs des membres anciens trotskistes ou bordiguistes qui forment “Socialisme ou barbarie” viennent de famille qui ne sont pas de gauche et même parfois de parents dont l’orientation politique est elle-même très différente, comme Claude Lefort. Parmi les “anciens” du groupe, il paraît néanmoins être le seul dont l’itinéraire social et professionnel soit marqué de telles ruptures.

Par ailleurs, une question s’est posée au cours de la recherche : à quel moment se sont produits les premiers contacts, ainsi que les tentatives de rapprochement ? Or tout permet de penser que, si les discussions sont relatées dès le deuxième numéro de *Socialisme ou barbarie* de mai-juin 1949<sup>380</sup>, des contacts, pour le moins, se sont produits plus tôt, alors que les futurs fondateurs de “Socialisme ou barbarie” étaient encore membres du PCI, pas forcément d’ailleurs avec ceux des jeunes bordiguistes qui adhéreront au groupe.

Tout d’abord, le journal *Internationalisme*, bordiguiste, témoigne du vif intérêt porté par des bordiguistes aux deux tendances minoritaires qui à

l'intérieur du PCI critiquent l'URSS, et ceci dès 1946 : les tendances Guérin et *Montal*, le pseudonyme de Claude Lefort - cette dernière étant celle qui donnera finalement naissance à "Socialisme ou barbarie".

C'est donc dès ses tout débuts que la nouvelle tendance est remarquée et observée par des bordiguistes.

De fait, si l'on compare les premiers numéros de *Socialisme ou barbarie* et les thèses de la tendance *Montal*, telles qu'elles sont exposées dans *Internationalisme* en septembre 1946, un certain rapprochement théorique semble bien s'être opéré, au moment de la fondation de "Socialisme ou barbarie".

Ainsi *Bergeron*, pseudonyme de l'auteur, qui pourrait être Jean Porte<sup>381</sup>, reproche à la tendance *Montal*, de conserver tous les autres éléments de la doctrine trotskiste. En cela, il défend une conception commune à l'ensemble de l'"ultra"-gauche historique.

"Pour comprendre le sens du débat entre trotskistes, il faut avoir présent à l'esprit qu'aucun principe du trotskisme n'y est mis en cause, à l'exception de la "défense de l'URSS". Les 4 premiers congrès de l'IC sont considérés comme intangibles par toutes les tendances. Sur la question syndicale, la participation aux élections parlementaires, la question coloniale, le front unique, etc... aucune opposition de principe entre les diverses tendances."

"Aucune opposition non plus sur plusieurs de ces "mots d'ordre transitoires" confusionnistes et réactionnaires : échelle mobile des salaires, contrôle ouvrier, nationalisations."<sup>382</sup>

C'est dans ce texte dont les prises de position sont au demeurant atypiques que sont exposés les désaccords avec l'ensemble des trotskistes en 1946, tendance *Montal* incluse : le refus de la participation aux élections et des tentatives d'alliance tant politiques que syndicales avec les forces constituées du "mouvement ouvrier". Or, si l'on considère schématiquement les thèses de "Socialisme ou

barbarie”, leurs auteurs rejettent dorénavant les organisations syndicales et politiques comme des bureaucraties qui sont autant d'embryons de possibles classes dominantes, susceptibles de produire à leur tour des sociétés de capitalisme bureaucratique d'État. Les élections ne leur paraissent nullement susceptibles d'apporter quoi que ce soit de positif. Quant au “Front unique”, il ne peut pour eux qu'être un leurre.

Dans cet article, sont aussi stigmatisés les “mots d'ordre transitoires” et leur contenu : l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier et les nationalisations. Ces deux derniers points sont analysés dans *Socialisme ou barbarie* comme les modalités grâce auxquelles les bureaucraties assoient leur pouvoir.

Quant à l'une des thèses bordiguistes, omniprésente ici, celle selon laquelle l'affrontement des “impérialismes” doit inévitablement produire une troisième guerre mondiale, elle sera au centre de la problématique de “Socialisme ou barbarie” pendant les premières années de son existence en tant que groupe indépendant, mais il est par contre reproché à la tendance *Montal*, tout comme aux autres tendances trotskistes de n'en tenir aucun compte.

Ainsi cet énoncé de l'article d'*Internationalisme*, dans lequel l'indignation confirme bien la force de la croyance : “Personne (sauf quelques mots isolés de camarades de la tendance Guérin) n'a avancé la seule appréciation juste de la situation : le cours vers la 3ème guerre mondiale. Personne n'a même parlé de la perspective de guerre, même pas pour dire que celle-ci ne menace pas.”<sup>383</sup>

Enfin l'auteur, mais cette fois l'auteur seul, se montre très critique vis-à-vis des conditions dans lesquelles l'État soviétique a assis son pouvoir ; l'allusion typique à Cronstadt, cité comme preuve de l'oppression exercée par cet État contre le “prolétariat”, montre assez que *Bergeron* situe tôt l'évolution anti-socialiste de la Russie post-révolutionnaire ; de même, c'est pour lui le

“bolchevisme-léninisme” qui anime les trotskistes et leur ôte toute chance de comprendre la conjoncture.

“Signalons toutefois un argument caractéristique qu'un délégué “défensiste” opposait à la tendance Guérin : “Si vous pensez, disait-il en substance, que l'URSS n'est plus un État ouvrier parce que l'État opprime le prolétariat, alors il vous faudra également conclure qu'il n'y avait pas d'État ouvrier en 1921 quand l'État massacrait les marins de Cronstadt. Eh oui ! Camarade Guérin, c'est là qu'il te faudra en venir, si tu as le mauvais goût de continuer à réfléchir ! D'une façon générale, le défaut fondamental des positions trotskistes “anti-défensistes” sur la Russie, c'est de penser que “la question de l'URSS ne se pose objectivement que d'une manière récente, par suite d'une évolution récente de la Russie - c'est de croire qu'il est possible d'y donner une réponse complète sur la base de la théorie léniniste (et marxiste) de “l'État ouvrier.”<sup>384</sup>

Sur ce point, l'auteur s'éloigne nettement des thèses bordiguistes.

La rédaction de l'organe bordiguiste tient d'ailleurs à se démarquer aussitôt : “Dans l'article ci-dessus sur le Congrès du PCI trotskiste, le camarade Bergeron a tenu à formuler en plus des positions qui nous sont communes sur l'appréciation du trotskisme et sa critique quelques idées qui lui sont personnelles. Ces idées concernent surtout l'appréciation portée par Bergeron sur les premières années de la Révolution russe.”<sup>385</sup>

Par contre, cette interrogation sera, au contraire, très vite reprise dans *Socialisme ou barbarie*, sans d'ailleurs que la mise en cause du léninisme soit initialement aussi évidente.

Certes, les anciens trotskistes qui créent “Socialisme ou barbarie” se sont rapprochés des conceptions des bordiguistes sur plusieurs points et, plus généralement de celles des “gauches”, c'est-à-dire des “gauchistes” de Lénine : au demeurant, ils ne sont pas pour autant devenus bordiguistes.

Outre ces rapprochements qui ne disent pas une influence, plusieurs des interrogés anciens bordiguistes ont affirmé avoir eu connaissance des textes de la tendance, mais nettement plus tard. Ainsi *Garros* : “Si la fraction *Chaulieu* Lefort, ils sont sortis très, très peu nombreux. Leur tendance à “Socialisme ou barbarie”, leur tendance a été le fait qu’ils ont publié les premiers textes qui nous avaient été soumis avant d’être imprimés. Nous avons discuté... ; avec eux. C’était une base d’adhésion assez satisfaisante.”<sup>386</sup> Selon Daniel Mothé, les contacts datent de 1948 : “le groupe Socialisme ou barbarie s’est formé en 1948 et a discuté avec notre groupe...”<sup>387</sup>. Selon ces interrogés, le rapprochement est attribué soit à *Chazé*, Gaston Davoust, soit à *Gaspard*, “... un vieil ami de “Socialisme ou barbarie” pour Daniel Mothé,<sup>388</sup> qui en parle à propos de la fondation commune, plus tard, de *Tribune ouvrière* chez Renault, mais également *Garros* et *Véga* : “*Bourt* a fait le pont, ça doit être certainement lui... avec tous les contacts qu’il avait gardés avec nous autres chez les bordiguistes, bien qu’il ait été à la fois un élément très ami... très perturbateur, là, il y avait eu une exclusion fameuse.”<sup>389</sup> “/Raymond/ Hirzel a joué un certain rôle. Il les a contactés.” ; il précise encore : “On a eu connaissance de *Sou b* à partir du second numéro.”<sup>390</sup>

*Gaspard*, Raymond Hirzel, écrit, en tout cas, dans *Socialisme ou Barbarie* un peu avant l’arrivée officielle des bordiguistes sous le pseudonyme de *Raymond Bourt*.<sup>391</sup> Mais il est aussi vrai qu’une des particularités de ce dernier est d’être passé incessamment d’un groupe à l’autre, de rester “indépendant” selon lui,<sup>392</sup> tout en maintenant le maximum de contacts.

Enfin, dans la rubrique “La vie de notre groupe” du numéro 4 de *Socialisme ou barbarie*, il est fait mention de “conférences communes des groupes de gauche” tenues en mars 1948 à La Mutualité.

En effet, selon le compte rendu d’une réunion publique, et sur un registre assez solennel, à une critique d’un “camarade Marc” bordiguiste, un des fondateurs de “Socialisme ou barbarie” aurait répondu : “Nous avons fait cet élargissement de nos conceptions, non pas aujourd’hui, mais déjà en mars 48 et le camarade Marc doit se souvenir d’un exposé de *Chaulieu* de cette époque, pendant les conférences communes des groupes

de gauche à la Mutualité, où l'essentiel de notre conception actuelle était déjà donné, conception qui d'ailleurs fut formulée également dans les textes publiés par nous dans le PCI, dès mars 1948, que le camarade Marc doit connaître également..."<sup>393</sup>.

Dans le numéro 3 de *Socialisme ou barbarie*, la rubrique "La vie de notre groupe" est consacrée à la première réunion publique tenue par le nouveau collectif à la Mutualité.<sup>394</sup> De fait, dans ce compte-rendu, une place très importante est faite au débat avec les bordiguistes qui semblent d'ailleurs avoir représenté une part élevée de la quarantaine de personnes qui auraient composé le public. Or, on peut constater, en premier lieu, à la lecture de ce compte-rendu, qu'un tel auditoire marqué par la présence de petites organisations "gauchistes", au sens historique, ne paraît guère avoir satisfait les membres de "Socialisme ou barbarie" : "Près de la moitié des camarades non membres de notre groupe appartenaient à divers groupes "ultra-gauches". Le mode d'intervention de ces camarades devait alourdir fatalement la réunion : discussion sur des questions de paternité ou d'originalité des idées, interventions extrêmement générales longues et parfois confuses..."<sup>395</sup>.

En second, le récit de la discussion permet d'analyser comment se déroulent les rencontres entre de telles organisations où idéologie et ligne politique, ce que les militants nomment la "théorie", déclinées avec une extrême précision, ont une fonction décisive dans la définition même de l'identité organisationnelle, alors même que, compte tenu de la très petite taille des groupes considérés, la mise en œuvre de leurs mots d'ordre tactiques et stratégiques ne paraît guère possible et ne saurait, le cas échéant, entraîner de grands changements historiques. Or, pas plus qu'ultérieurement, dans les discussions internes à "Socialisme ou barbarie", la recherche du compromis entre groupes aux effectifs pourtant squelettiques, ne paraît nullement primordiale. Au contraire, chaque organisation ou tendance s'efforce de faire triompher entièrement sa conception, voire de la définir encore plus précisément. Dans le cas de figure considéré cependant, le débat n'est pas symétrique: les organisations bordiguistes dénie tout intérêt propre à "Socialisme



ou barbarie” qu’elles devraient donc logiquement absorber, alors que ce dernier collectif va finalement capter des forces vives de ces groupes.

“Les camarades bordiguistes nous ont reproché d’une part de ne pas avoir mis à jour nos positions au cours d’une discussion avec eux, d’autre part de vouloir nous différencier à tout prix sans rien apporter de vraiment nouveau.”<sup>396</sup> A en croire le compte-rendu des interventions, l’argumentation aurait été développée de manière un peu plus lapidaire : “Les camarades reprochent à Chaulieu d’avoir traité par-dessus la jambe des courants qui, depuis vingt ans, se sont opposés à la bureaucratie comme à l’orientation trotskiste... le devoir de Socialisme ou barbarie était de présenter son idéologie à travers une discussion avec ces autres groupes, et non de vouloir à tout prix ouvrir une nouvelle “boutique” avec une marchandise plus ou moins empruntée ailleurs.”<sup>397</sup>

La réponse des militants de la nouvelle organisation consiste en une dévaluation relative de l’ancienneté : la critique ne visant pas tant l’échec, néanmoins rappelé, que justement l’absence d’apport historique, avant de passer à la défense de l’élaboration qu’ils ont entreprise : "*Montal* / Claude Lefort/ donna à l’appui quelques exemples de ce que nous croyons être notre apport à la théorie révolutionnaire : l’étude du stalinisme comme phénomène original, et non comme simple réédition d’un quelconque réformisme, l’idée d’une expérience au sein du prolétariat qui s’est poursuivie entre les deux guerres, alors que les camarades parlent de “recul” et de la nécessité de réveiller la conscience ouvrière ; notre appréciation du rôle du parti et de ses rapports avec la classe alors que les camarades en sont restés à une conception strictement léninienne, etc.”<sup>398</sup>

Ce seront finalement sept jeunes bordiguistes qui se joindront à “Socialisme ou barbarie” en 1950, signataires d’une très solennelle “Déclaration politique rédigée en vue de l’unification avec le Groupe “Socialisme ou barbarie” : “*Véga, Camille, Jean Dominique, André, Maurice, Gaspard, Marcel*”<sup>399</sup>, rejoints par *René Neuville*, René Caulé peu de temps après, ainsi que par Daniel Mothé, mais nettement plus tard, en 1952. Par ailleurs, les épouses de *Véga, Garros* et Daniel Mothé rejoindront aussi “Socialisme ou barbarie”. La première, Martine, venait du trotskisme et la seconde entretiendra des relations avec les milieux anarchistes.

Les bordiguistes avaient alors éclaté en deux groupes principaux. Le nom de ce courant est formé, comme le trotskisme, sur celui d'un père éponyme Amadeo Bordiga. Ce dernier, né en 1889, était ingénieur en Italie. Militant socialiste dès avant la première guerre mondiale, il s'y était rallié à la révolution russe et avait participé à la fondation du parti communiste italien. Il préconisait la non participation aux élections, c'est une des raisons pour lesquelles il avait été attaqué par Lénine entre autres "gauchistes". Des contacts ambigus avaient eu lieu entre bordiguistes et trotskistes du temps de l'Opposition de gauche. En Italie, Bordiga avait été arrêté dès 1926 et les bordiguistes exclus du parti communiste italien dès 1930. "Ce courant, organisé en fraction dans l'attente de pouvoir bâtir le Parti, s'oppose... aux compromis avec ce qu'il appelle l'ennemi de classe. Il combat par exemple la tactique du Front unique, ou encore les alliances de classes au sein de coalitions antifascistes. Dans le même ordre d'idées, il refuse de soutenir les luttes de libération nationale...". Le bordiguisme a toujours été présent en France depuis les années 20, au travers de l'émigration italienne. Certains de ses militants dissidents ont développé très tôt une critique du régime soviétique et de la révolution russe.<sup>400</sup>

Formé de deux dissidences qui se réunissent et constituent alors à elles deux l'unique mode de recrutement, c'est dire combien le nouveau groupe n'entraîne que des militants insérés dans l'extrême gauche, généralement depuis plusieurs années, malgré leur jeune âge, donc déjà convaincus de buts et valeurs communs, acquis à certaines attitudes, en particulier de critiques et rejets radicaux du mode d'organisation social existant et du politique institué, comme du communisme réel. C'est dire que si certains des dirigeants, tout particulièrement Cornélius Castoriadis, exercent, comme on le verra, une influence forte, pour laquelle on peut parler d'une aura, voire d'un charisme, ce dernier ne s'exerce que sur des militants déjà convaincus qui entendent ce qu'ils souhaitent. Il ne s'agit pas d'un charisme qui entraîne de nouveaux engagements et adhésions, en transformant des sentiments ou des attitudes en orientations structurées, d'un appel entendu. Les circonstances et/ou les modes d'intervention y sont sans doute pour beaucoup, le

discours aussi. De même, l'activité militante au sein de "Socialisme ou barbarie" ne constituera pas une socialisation. Elle viendra prendre le relais d'activités militantes antérieures, même si elle en réoriente quelque peu le cours.

Les bordiguistes qu'ils appartiennent au petit noyau qui se joint à "Socialisme ou barbarie" dès ses débuts ou qu'ils viennent au groupe quelques années après, comme Daniel Mothé, en 1952, sont d'origine et surtout de condition sociale plus populaires. Non pas que prises individuellement, leurs conditions et origines se distinguent forcément beaucoup de celles d'une partie des jeunes anciens trotskistes. C'est de fait la comparaison entre les rameaux qui fait ressortir un profil et une image nettement différents. Le noyau bordiguiste n'est pas marqué par cette dominante intellectuelle qui caractérise la tendance. Aucun des nouveaux arrivants n'a de formation universitaire. Leur formation est surtout militante. Rares sont ceux qui ont une formation supérieure ou sont en train alors d'en acquérir une et lorsqu'ils en ont suivi une, elle est souvent de nature technique.

Selon *Véga*, cela serait beaucoup moins vrai du reste du groupe bordiguiste : "il y avait Frédéric /ou Frédéricque/ qui était professeur. Oui, les autres étaient plutôt professeurs, traducteurs, il y avait aussi un employé de commerce. Dangeville qui a traduit les *Gründrisse* a adhéré quand on parlait. Après le groupe s'est étoffé, c'étaient plutôt des enseignants."<sup>401</sup>

Certes, ils sont loin d'être tous restés et n'ont donc pas forcément eu le temps de marquer durablement le groupe. Il est cependant intéressant de mentionner l'ensemble de leurs activités. En effet, considérer toutes ces conditions sociales permet de mieux cerner les images réciproques que les deux rameaux ont pu se faire l'un de l'autre. *André* aurait été dessinateur industriel, pour certains, à moins qu'il ne s'agisse d'*André Garros*, Jacques Signorelli ; "Jean Dominique" (*Néron*) technicien à la SNECMA et également dessinateur industriel, semble-t-il ; Maurice, ingénieur électronique, il aurait "... fondé une entreprise de radio..." avant de devenir commerçant "... certains de nos jeunes copains ont travaillé avec lui..."<sup>402</sup> ; Camille, typographe;

*Gaspard*, tourneur chez Renault ; Daniel Mothé y est fraiseur ; *Marcel* est instituteur et *Garros*, Jacques Signorelli, représentant de commerce pour une entreprise de matériel dentaire. Quant à *Véga*, il commence à faire des traductions. Signalons au passage qu'il est d'origine espagnole et que l'orthographe de son pseudonyme dans *Socialisme ou barbarie* est généralement l'hispanique *Vega*.

Il est par ailleurs intéressant de signaler que, si plusieurs d'entre eux quittent le groupe, au demeurant parfois au bout de quelques années, la plupart conserveront longtemps d'autres formes d'engagement militant, très différentes les unes des autres comme de celui qu'ils ont eu dans le groupe "Socialisme ou barbarie", puisqu'elles vont d'International socialism à la CGT, où l'un d'entre eux serait devenu permanent, *André* selon *Véga* en passant par le PSU, *Marcel*, instituteur, installé à Toulouse, selon la même source qui l'aurait retrouvé "Plus tard dans quelque chose qui a précédé le PSU" et des organisations pacifistes et écologistes, *Camille*, parti d'abord au Canada, puis aux États-Unis, aurait appartenu un temps, à San Francisco à la "... branche américaine d'International socialism", avant de rejoindre des organisations pacifistes, écologistes "... il s'est beaucoup intéressé au mouvement des Chicanos, mouvements d'ouvriers agricoles des États-Unis", toujours selon *Véga*.<sup>403</sup> Leur motivation militante ne disparaît donc pas avec leur départ, elle prendra d'autres formes.

Plusieurs sont même ouvriers ou techniciens, et donc liés à la "production", fait important, compte tenu de "l'ouvriérisme" très fort à "Socialisme ou barbarie", comme dans toute l'extrême gauche marxiste et de l'intention de s'implanter dans le "prolétariat". *Gaspard* résume ainsi l'effet qu'il a l'impression d'avoir produit, lui et ses compagnons sur les fondateurs de "Socialisme ou barbarie": "... ils étaient très admiratifs devant les ouvriers, très gentils aussi comme les grands bourgeois. Ils étaient bouche bée devant le milieu que l'on constituait."<sup>404</sup>

Leurs itinéraires y compris professionnels sont souvent très marqués par le militantisme. C'est évidemment tout particulièrement le cas de *Véga* qui, un

peu plus âgé, il a tout de même quatre ans de plus que Daniel Mothé ou Claude Lefort, a participé à la guerre civile espagnole, puis émigré, est devenu traducteur. Il en va également ainsi très nettement de *Gaspard*, comme *Véga* un peu plus âgé, lui-même ouvrier, mais fils d'artiste, au sein d'un milieu très politisé et très marqué par l'influence communiste, mais également de Daniel Mothé, Jacques Gautrat, fils d'un artisan-commerçant bordelais, ancien ouvrier agricole, chez lequel l'engagement politique a favorisé un éloignement de son père, apportant un dénouement à une crise familiale, tout à la fois générationnelle, économique et accompagnée de graves désaccords politiques, conflits qu'il relate non sans distance et humour.

“J’ai travaillé comme apprenti, je suis devenu tapissier, comme mon père, et puis mon père était à la fois mon patron... et il y avait un certain problème, problème accentué... qui se double, enfin, l’opposition révolutionnaire était tellement mêlée à l’Oedipe, que c’était lui... au début, il était plutôt pétainiste. / “Il était pétainiste au début et gaulliste à la fin. Il était surtout très prudent par rapport à tout ce qui était d’opposition... engagé... révolutionnaire” / Bon, il y avait tout pour plaire, tout était rassemblé. Après... j’ai été mineur ” “... Mon père était un ouvrier agricole qui avait réussi pendant la guerre de 14 à grimper la hiérarchie sociale jusque... Comme il avait fait toute la guerre, avec tous les officiers qui mouraient, il grimpait d’un rang et a fini comme adjudant chef... Il avait un soldat sous ses ordres qui avait “Le Petit Paris”, un grand magasin à Bordeaux, il est allé y travailler et puis il est devenu chef de rayon aux “Nouvelles Galeries”. Bon, entre-temps, ma mère est morte et il s’est remarié avec une femme de ménage des Nouvelles Galeries... il avait trouvé un gars qui lui a proposé de s’associer avec lui et de monter un magasin... de literie... Au bout de deux ou trois ans, cet associé lui a fait un procès, il a complètement été jeté sur le pavé... /il/ était condamné à avoir une amende... il était devenu second... c’est ma tante... qui a pris le magasin, mais c’était mon père qui faisait fonctionner le tout... mais avec des pressions...”<sup>405</sup>.

*Gaspard* est un autodidacte, selon son récit très riche, mais qui n’a pu être vérifié : “Mon père était un peintre, un bohème. J’ai été ouvrier pendant trente ans. Je pensais qu’on ne pouvait mettre ses idées en pratique qu’en étant ouvrier. Sur le plan fondamental, j’étais ouvrieriste. J’ai été un an à l’école (...) Mon père ne m’y a pas envoyé.”

“Mon père était plutôt un bohème. Il avait rencontré une femme communiste. Il en changeait souvent, mais quelquefois, elles avaient de l’influence sur lui. Elle avait beaucoup d’admiration pour ses activités

artistiques. Mon père avait appartenu au milieu d'Isodora Duncan. Elle a voulu qu'il dirige une maison des artistes. Elle lui a fait confier un grand domaine à Meudon-Val-Fleuri, une maison avec de très beaux meubles. "La maison des artistes n'a jamais vu le jour, bien que des artistes y soient venus, notamment Lurçat. De fait, cette maison a surtout servi au Komintern.

"Suisse, son père rentrera à Zurich pendant la guerre ; il y sera un "militant syndical et communiste." <sup>406</sup>

On peut noter que s'ils sont issus de milieux très différents, sous tous les rapports, ni l'un ni l'autre ne proviennent de lignées ouvrières. S'ils ne sont pas à proprement parler des "établis", politisation antérieure et entrée dans la vie ouvrière qui ne prolonge pas leur milieu "naturel" convergent néanmoins.

L'existence d'une phase de vie très militante est extrêmement fréquente dans des itinéraires pourtant très différents. Même *Garros* qui devient représentant de commerce et occupera une position professionnelle extrêmement stable, ce qu'il caractérise comme "... profession marginale agréable..." qui lui donnait "beaucoup de liberté"<sup>407</sup>, où "selon son épouse "... il gagnait très bien sa vie tout en ayant beaucoup de temps libre"<sup>408</sup> et qui est resté "en bordure de l'engagement pendant la guerre" se décrit pour un temps comme un quasi-révolutionnaire professionnel, vivant comme les autres "dans des conditions précaires."<sup>409</sup>

Il est quant à lui issu d'un milieu ouvrier et son père, immigré italien, était un anarcho-syndicaliste : "Mon père était anar, j'avais beaucoup de respect pour eux, mais nous n'étions pas d'accord. Il était ici en France, mais quand il était jeune déjà à Gênes. Pour ça mon histoire est bercée des histoires des anars et des anars violents, ça m'avait beaucoup impressionné. Bonnot... C'était l'époque où il était en France depuis deux-trois ans, et... il fréquentait les milieux anars, mais du syndicalisme,... les groupes étaient assez fermés à l'époque." "... il était très influencé par les comportements, la geste, le terrorisme, bon, alors, il avait donc donné un témoignage du courage de ces types...". Les ouvriers bordiguistes parisiens, c'étaient des ouvriers, notamment au début, moi je me suis trouvé à l'aise par ce côté là, parce que peut-être aussi c'étaient des Italiens,... qu'ils étaient

communistes... ça me rattachait un peu à ma tradition...” *Garros* insiste sur un “purisme”<sup>410</sup> commun aux uns et aux autres.

Si le rameau des anciens bordiguistes comporte plus que celui des ex-trotskistes de personnes ayant au moins un “attribut ouvrier”<sup>411</sup>, ils n’en ont que très rarement deux. Cette dernière caractéristique semble être au demeurant commune aux anciens trotskistes d’origine et/ou de condition populaire(s), constat qui ne peut être établi que sous réserve, compte tenu du caractère lacunaire et parfois imprécis des informations recueillies.

Les bordiguistes qui rejoignent le nouveau groupe et y restent, comme quelques-uns des anciens trotskistes d’ailleurs, apportent de surcroît l’expérience d’un militantisme un peu différent, plus souvent pratique et orienté vers des milieux extérieurs. C’est même ce rameau qui fournira, plus tard, grâce à *Gaspard* et Daniel Mothé, une possibilité d’action et d’observation durables en milieu ouvrier. Tous deux, ouvriers chez Renault, élaboreront et participeront à la diffusion du journal ouvrier : *Tribune ouvrière*, dans cette entreprise hautement symbolique des luttes ouvrières, expérience décisive pour le collectif “Socialisme ou barbarie” sur laquelle on reviendra.

Parmi les jeunes bordiguistes qui s’unissent à “Socialisme ou barbarie”, plusieurs ont une réelle présence dans les Auberges de jeunesse, où ils ont déjà mené une action militante parfois depuis assez longtemps.

Ils présentent aussi une autre caractéristique : celle d’avoir, pour la plupart d’entre eux, un passé militant plus complexe au sein de l’extrême gauche marxiste, qui procure en tout cas au groupe un surcroît de mémoire. Ces expériences se sont déroulées entre deux pôles distincts : le communisme et le trotskisme, mais se sont souvent cumulées, en se déplaçant du premier vers le second.

L'anarchisme n'est que marginalement présent dans ces cheminements personnels. Lorsqu'il y a eu rencontre avec des anarchistes, ce qui n'était pas rare finalement, c'était assez souvent pour contribuer à l'évolution de ces derniers, comme pour Daniel Mothé : "Je dois dire quand même qu'il y a eu un intermède entre mes activités avec les bordiguistes et mon entrée à "Socialisme ou barbarie". J'ai été représentant au congrès de la Fédération anarchiste. Chez Renault, nous avons fait un journal qui s'appelait *Le libertaire Renault...* C'était avec les anars de Fontenis ; Fontenis était un anar qui devenait progressivement bolchevik " (sic)<sup>412</sup>. Anarchie et communisme libertaire ne constituent pas à proprement parler des étapes.

Pour *Gaspard*, ce journal qu'il appelle "*Le Prolétaire*", tout en mentionnant les "tendances anarchisantes /de Daniel Mothé/ pendant quelque temps" a été "l'ancêtre de *Tribune ouvrière*."<sup>413</sup>

Des contacts seront d'ailleurs maintenus avec Georges Fontenis qui collaborera brièvement à la revue *Socialisme ou barbarie* et seront plus fréquents avec les libertaires après 1950.

En outre, il y aura un anarchiste, Blachier, dans le petit groupe qui rédigera et éditera *Tribune ouvrière* chez Renault.

L'épouse d'un de ces militants, elle-même plus tard membre du groupe "Socialisme ou barbarie", a entretenu des rapports nettement plus "fraternels" avec les libertaires, au sein des Auberges de la jeunesse.

Il faut ajouter que ces dernières ont constitué une expérience marquante, en même temps qu'un milieu de socialisation pour beaucoup de ces jeunes militants.

Il s'agissait d'un milieu relativement plus ouvert, en tout cas, numériquement beaucoup plus massif, plus divers, très différent des groupes



relativement clos, dans lesquels ils se retrouveront ultérieurement, même si l'information circule quelque peu de l'un à l'autre de ces groupes. Daniel Mothé relate bien cette expérience qui n'est nullement exceptionnelle, même si lui l'a vécue particulièrement jeune : "J'étais aux Auberges de la jeunesse, j'avais seize ans à ce moment-là. Il y avait une politisation extraordinaire. Il y avait les types du PC. Il y avait les anars et il y avait les trotskistes..." "On était tous dans les Auberges de /la/ jeunesse, c'était une espèce de sas qui était la couverture légale." Au début, j'étais dans l'organisation trotskiste officielle." <sup>414</sup>

Même expérience vécue plus tard pour *Péto* qui, lui, deviendra trotskiste : "... quand je suis revenu d'Allemagne, j'ai milité surtout dans une organisation de jeunesse qui était les Auberges de la jeunesse, et puis de là, je suis passé à un militantisme politique, plus direct, plus actif... au PCI... à la JCI plutôt." <sup>415</sup>

Pour quelques autres, bien sûr, qui appartiennent déjà à une organisation, il s'agit plutôt d'un vivier, comme le dit *René Neuville*, dans des termes très tactiques qui expriment une certaine dureté des rapports militants / non militants : "J'ai eu de grosses responsabilités aux Auberges de /la / jeunesse après la guerre..." <sup>416</sup>, alors qu'il a déjà rejoint les bordiguistes : "Et alors, notre façon de faire de l'action, c'était de s'occuper des Auberges de /la / jeunesse /soc/ que nous avons essayé de noyauter, de "submariner... les auberges de /la / jeunesse étaient très dominées par les trotskistes... alors, c'était une bonne occasion d'aller s'affronter." <sup>417</sup>

De même, pour *Garros* qui en parle, quant à lui, avec plus de conviction et de chaleur : "On avait beaucoup fréquenté les milieux naturistes des Auberges de /la/ jeunesse... dans ces milieux là, j'ai beaucoup milité et j'ai été assez reconnu. ... il y avait une partie naturisme assez forcenée qui recherchait la nature et l'évasion, et il y avait tout un tas de militants qui essayaient de s'y infiltrer. Il y avait des trotskistes, des communistes traditionnels et il y avait des gens comme nous qui n'avaient pas encore d'étiquette." Il précise en outre que *Camille* et *Néron*, anciens jeunes bordiguistes eux aussi qui quitteront le groupe "Socialisme ou barbarie" pour partir au Canada étaient "... des copains des Auberges, très influencés par le trotskisme, au début, surtout celui-là /Camille/ qui était un typographe..." <sup>418</sup>.

Le passage par les Auberges de la jeunesse est considéré comme une expérience positive par les uns comme par les autres, qu'il s'agisse d'un moment de formation et/ou de choix ou plutôt d'un terrain de militantisme.

“Dans ces milieux-là, on pouvait faire passer des idées concernant les procès de Moscou, la nature de l'URSS, le rôle et la signification du PC dans toute cette période de reconstruction où le PC était au pouvoir. C'était intéressant, parce que à travers ça, on a quand même influencé une couche minoritaire, mais de qualité, je crois. Je puis me permettre de dire de qualité, de jeunes gars qui ne se contentaient pas d'être suivistes, contents de ce qui se passait, qui étaient inquiets, qui essayaient de comprendre la signification des choses.”<sup>419</sup>

C'est sans doute aussi que ce passage évoque des moments, en plus d'un milieu, où l'extrême gauche n'est pas totalement isolée, réduite à des groupes extrêmement petits.

Outre les Auberges de la jeunesse qui constituent assez souvent une phase dans ces itinéraires - mode de militantisme que certains poursuivront en outre ultérieurement, on le verra dans le chapitre V, les cheminements de tous ses militants sont ponctués de nombreuses étapes. Ainsi, avant de devenir bordiguistes, deux des interrogés, *Garros* et *Gaspard* ont d'abord adhéré aux Jeunesses communistes. Il en allait de même dans le noyau des anciens trotskistes de Cornélius Castoriadis, en Grèce, mais c'était également le cas de Jean Léger, par exemple, futur historien, d'origine très modeste.

Pour *Garros*, “... j'étais aux Jeunesses communistes avant la guerre : j'ai commencé à militer à quinze ans, mais marginalement, assez en opposition avec la JC dès le début. J'ai eu la chance de rencontrer quelques aînés qui avaient déjà lu des livres peu connus, même en 36-37, *La révolution trahie* de Trotsky par exemple, les romans de Victor Serge, les brochures de Spartacus.”<sup>420</sup>

Mais si pour les jeunes trotskistes, “Socialisme ou barbarie” constituait souvent seulement la deuxième et parfois la troisième expérience organisationnelle, pour les jeunes bordiguistes c’est toujours au moins la troisième, en incluant les Auberges de la jeunesse toutefois, et parfois les engagements antérieurs ont été très nombreux.

Le sentiment mêlé d’opposition et de déception face au communisme réel est fort dans tous les cas. De telles appréciations marquées par l’affectivité ne conduisent pourtant jamais à une mise en cause du projet communiste ni des attitudes communistes de rejet global des sociétés pluralistes et complexes. Au contraire, elles entraînent ces militants vers des organisations qui pratiquent une critique de plus en plus radicale et sont, en outre, des sortes de conservatoire du projet communiste, avant sa mise en œuvre. Des trajets de recherche et de prise de distance particulièrement complexes pour la plupart des non intellectuels qui viennent du bordiguisme. On peut caractériser de tels cheminements de recherche pratique. Des itinéraires politiques plus brefs relativement pour les jeunes trotskistes, avant qu’ils ne tentent leur propre synthèse dans “Socialisme ou barbarie”.

Daniel Mothé et *Gaspard* ont été, tous deux, militants trotskistes. En outre, selon *Véga* “... des jeunes Français qui avaient rejoint les bordiguistes, l’un d’entre eux avait appartenu à un embryon de “Lutte ouvrière”<sup>421</sup>. Il s’agit peut-être de Camille.

*Véga*, par contre, a appartenu, en Espagne, au “Bloque obrero y campesino”, au sein du POUM (Partido obrero de unificacion marxista) et déclare en avoir conservé une vive opposition avec les trotskistes. Pour la plupart d’entre eux, la rupture avec le trotskisme qu’ils connaissaient s’est d’ailleurs trouvée confirmée et approfondie par l’appartenance à une organisation rivale.

*Garros*, qui n'a jamais été trotskiste reconnaît néanmoins avoir été influencé par le trotskisme, mais sans jamais avoir adhéré pourtant : "C'est une chose d'avoir lu *La révolution trahie* (...) J'ai été influencé par des copains trotskistes dans ma prime jeunesse... avant la guerre en 37-38. Un copain qui a malheureusement été tué par la Gestapo pendant la guerre dans le Centre... c'est un garçon qui avait deux ans de plus que moi, qui m'avait fait lire des bouquins, vraiment bien sensibilisé... aux idées principales de Trotsky, mais j'ai jamais rejoint les trotskistes..."<sup>422</sup>.

Les deux futurs fondateurs de *Tribune ouvrière* chez Renault : Daniel Mothé et *Gaspard*, enfin, ont entretenu des contacts avec les RKD-revolutionäre Kommuniste Deutschlands qui fabriquaient un journal, *Spartakus*<sup>423</sup>, plus encore Daniel Mothé, selon *Gaspard* : "... il les a même beaucoup mieux connus que moi. J'en avais d'ailleurs connu un en étant arrêté, mais je n'ai jamais adhéré."<sup>424</sup> La connaissance de ce groupe par *Gaspard* n'est effectivement pas très précise ni forcément directe dans le cours de l'entretien, il les confond avec les rédacteurs de *Arbeiter und Soldaten*, /*Ouvriers et soldats*/, restés trotskistes : "Nous avons fait avec eux un journal bilingue *Arbeiter und Soldaten*, *Ouvriers et Soldats*, que nous jetions dans les casernes."<sup>425</sup>

*Gaspard* et Daniel Mothé les définissent respectivement ainsi : "C'étaient de jeunes Autrichiens, des Viennois d'une vingtaine d'années. Beaucoup étaient juifs. C'étaient plutôt de jeunes ouvriers."

"Ils étaient très bolcheviques, mais ce n'était pas des théoriciens. Par contre, l'URSS n'était plus une référence pour eux. C'était surtout des gens qui cherchaient avec beaucoup de courage à mener une résistance envers et contre tout."<sup>426</sup>

"Je me suis trouvé avec d'autres camarades en opposition à la politique trotskiste sur le problème de l'URSS, sous l'influence de communistes révolutionnaires allemands, les RKD. On pensait, en gros, que l'URSS était un capitalisme d'État."<sup>427</sup>

Ce groupe de jeunes réfugiés de langue allemande, était en majorité et surtout initialement composé de Viennois : ils se sont en effet d'abord appelés les

RKÖ “Revolutionäre Kommunisten Österreichs”, avant de devenir les RKD, après avoir été rejoints par des Allemands, origine première que *Gaspard* mentionne dans son entretien, on vient de le voir. À l’origine de cette organisation, des jeunes Autrichiens, d’abord oppositionnels communistes, puis trotskistes ; les RKÖ qui publient le *Bolshevik* seront même la section autrichienne du “Mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale”. Juste avant l’entrée des troupes allemandes en Autriche, une amnistie générale de tous les prisonniers politiques permet aux militants les plus connus, souvent internés jusqu’alors, en particulier à la suite du “grand procès de 1937 contre les trotskistes autrichiens”<sup>428</sup>, de quitter l’Autriche<sup>429</sup> surtout pour la France, via la Tchécoslovaquie, l’Italie, la Belgique, la Suisse. À partir de l’été 1938, les RKÖ s’éloignent du trotskisme et, s’ils abordent ultérieurement la critique du communisme réel en Russie, c’est d’abord sur la question du “défaitisme révolutionnaire” qu’ils défendent vivement que, contrairement à Léon Trotsky, ils prennent leurs distances avec la défense de la Russie, dans leur publication la *Juniusbrief*<sup>430</sup>. En outre, ils jugent la guerre imminente. C’est en 1941 que le groupe devenu autonome depuis septembre 1939 s’appelle RKD à la suite de l’adhésion de militants allemands. En 1941-1942, ils adoptent des positions “défaitistes révolutionnaires” envers le système soviétique qu’ils qualifient alors de “capitalisme d’État bureaucratique”. La lecture d’Anton Ciliga aurait joué un grand rôle<sup>431</sup> dans une telle évolution qui s’exprime dans les tracts et journaux clandestins des RKD comme de l’Organisation des communistes révolutionnaires, créée à la fin de la guerre, à la création de laquelle Daniel Mothé a contribué. Au demeurant certains d’entre eux auraient déjà été particulièrement marqués auparavant par les procès de Moscou.

Le groupe des RKD qui se retrouvait en France aurait compté une vingtaine de personnes, peut-être un peu moins, la plupart ayant travaillé auparavant, même si tous n’avaient pas été ouvriers, jeunes encore, ayant dans l’ensemble entre 20 et 25 ans au début de la guerre. Le profil du groupe n’était pas “intellectuel”<sup>432</sup>.

Souvent qualifiés d’“ultra”-gauches par les trotskistes pour les stigmatiser, les RKD n’en ont cependant pratiquement aucune des caractéristiques, puisqu’ils ne se préoccupent guère de la participation ou non à la politique parlementaire pas plus que du syndicalisme ou de son refus : ils agissent en période de dictature et, très jeunes au moment de la guerre, n’ont guère eu d’expérience politique antérieure à la suppression des libertés publiques. Ils ne paraissent même pas avoir plus valorisé les “conseils” que les trotskistes en général et se sont nettement considérés comme des “bolcheviques”, sans pour autant nécessairement connaître toutes les implications de telles affirmations, au demeurant. Ils paraissent en outre n’avoir guère connu les différents courants “ultra”-gauches.

C’est en tout cas la radicalisation de la critique de l’URSS, souvent accompagnée d’une révision du “défaitisme révolutionnaire”, qui a été le noeud de l’adhésion au bordiguisme pour la plupart de ces jeunes militants, futurs membres de “Socialisme ou barbarie” qui soit avaient été trotskistes, soit avaient eu au moins l’occasion de connaître les critiques et thèses trotskistes, comme *Garros* ou *Véga*, on y reviendra. Pour le premier type d’itinéraire militant, Daniel Mothé, par exemple, décrit ainsi l’évolution qui l’a conduit d’une radicalisation du trotskisme au bordiguisme.

“Nous avons formé un groupe qui s’appelait Communistes révolutionnaires. Puis je les ai quittés quand j’ai rencontré les bordiguistes, des militants italiens qui étaient de l’émigration de 1924. Je me suis trouvé en accord avec les thèses de Rome de Bordiga, qui étaient une théorie léniniste très orthodoxe. Ce qui était intéressant, c’était que les bordiguistes rompaient avec l’analyse trotskiste sur la Russie, mais ils le faisaient avec une conception bizarre, selon laquelle l’URSS était un pays capitaliste. A la longue, j’ai trouvé que cette analyse ne correspondait pas à la situation réelle.”<sup>433</sup>

Mais le cheminement de *Garros* qui a été communiste, puis influencé par les trotskistes, “sans y être”, on l’a vu, “gauchiste” avant la lettre selon lui, a été

presque parallèle :“...l'illogisme du défensisme de l'URSS ne me paraissait absolument pas acceptable. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle à la fin de la guerre... j'ai été contacté par *Gaspard*. *Gaspard* étant beaucoup plus informé et avancé que moi à l'époque, m'a beaucoup influencé par rapport à la position sur l'URSS. Il y a eu un texte qui circulait à l'époque, un texte ronéoté assez mauvais du point de vue rédactionnel, mais qui était assez juste comme ligne politique qui avait d'ailleurs une position qui préparait celle des trotskistes de “Socialisme ou barbarie”... enfin qui montrait les mêmes choses que... *Munis*.”<sup>434</sup>

Si tous ont un passé militant déjà complexe, *Gaspard*, un peu plus âgé que la plupart des autres comme *Véga*, se distingue cependant par la multiplicité des groupes avec lesquels il est entré en relation. Son comportement est très particulier : marqué par une indépendance et un individualisme rares, mais aussi sans doute par une grande soif de s'informer et de savoir, ainsi que par la défiance face à un embrigadement possible. Il passe incessamment d'un groupe à l'autre, sans jamais s'insérer longuement. C'est d'ailleurs également ce qu'il fera à “Socialisme ou barbarie”. Cela lui permet de posséder un panorama presque exhaustif de l'extrême gauche non seulement pendant et à la fin de la guerre, mais depuis même la fin de la décennie 1930, au moins en France. Mais un tel comportement éveille également la méfiance, au point d'avoir finalement provoqué son exclusion du groupe bordiguiste.

“Il connaissait tout le monde et il allait partout. Il avait, je dois le dire maintenant, parce que je suis sûr que c'est pas vrai - je ne le dirais pas sans ça - cette période de clandestinité de l'après-guerre, il avait des attitudes de conspirateur et souvent pesaient sur lui des soupçons.”<sup>435</sup>

“... Il avait été exclu. Mais vous savez, faut dire qu'il y a autant de tristesse à l'avoir exclu que d'avoir été exclu, parce que ce sont des pratiques que... après on regrettait. Ce sont des procédés qui existaient dans ces groupuscules...” “Il avait été exclu de chez les bordiguistes.”<sup>436</sup>

Très marqué dès son enfance par le communisme, on l'a dit, qui constitue son environnement, il accomplit un cheminement complexe ponctué par une adhésion très tôt aux Jeunesses communistes, puis ses rencontres avec des

membres du Komintern ou les jeunes juifs de l'“Achomer Hatzair” qui, selon son récit, le mettent plus au fait qu'un autre militant, surtout de son âge, des oppositions qui existent alors au sein du mouvement communiste international. *Gaspard* définit ainsi l'“Achomer Hatzair” (la Jeune garde) et les contacts qu'il entretient avec ces jeunes gens “... une quarantaine de jeunes Juifs, Polonais, Allemands, Hongrois. J'étais le seul goy de ce groupe. C'était un groupe plus ouvert. Il y avait plus de débat que dans les Jeunesses communistes. Il y a eu des discussions au moment du pacte Laval-Staline qui encourageait le réarmement français.”<sup>437</sup>

Il devient un militant actif, puis s'éloigne de plus en plus du communisme orthodoxe et en vient à une critique de l'URSS de plus en plus radicale, en même temps qu'à un refus de plus en plus systématique, lui aussi, de l'idée même d'une collaboration avec les forces de gauche existantes. Il entretient des relations avec l'ancienne Union communiste dont l'un des principaux fondateurs est Gaston Davoust, *Chazé*. Ce dernier groupe caractérisait déjà l'URSS comme un “capitalisme d'État”. Il entre également en contact avec “La révolution prolétarienne” de Pierre Monatte, puis, à la fin de la guerre, avec les RKD et les bordiguistes.

Déjà trotskiste avant guerre, il est, pendant l'Occupation, membre du POI reconstitué, l'une des deux principales organisations trotskistes qui se regroupent en 1944 ; il a été fondateur la même année avec Roger Bossière – devenu conseiller et longtemps proche de Maximilien Rubel – et Marcel Pelletier d'une fraction clandestine qui s'appelle “Contre le courant”. Avec un groupe de la région toulousaine, les membres de cette fraction qui défend le “défaitisme révolutionnaire” créent l'OCR, Organisation communiste révolutionnaire, animée par Robert Pagès qui éditera *Pouvoir ouvrier*, Marcel Pelletier et Raymond Hirzel restant en-dehors. C'est sans doute en 1946 que tous deux rejoindront les bordiguistes.<sup>438</sup>



Quant à Gaston Davoust, *Chazé*, qui a finalement rejoint les bordiguistes lui aussi, il a été déporté pendant la guerre, alors que selon Jean Rabaut dans *Tout est possible* : "... non engagé directement dans la Résistance...", c'est son père qui y était actif et c'est pour cela qu'il avait fait l'objet d'une enquête qui avait abouti à son arrestation<sup>439</sup>, a non seulement été proche de "Socialisme ou barbarie", mais en a même été membre pendant quelques années : ainsi, son nom est mentionné en 1952, parmi les participants à la polémique interne sur l'organisation politique révolutionnaire<sup>440</sup>, même s'il n'y a pas joué de rôle de premier plan. Selon *Véga* : ultérieurement "... il était proche de Simon et a collaboré à *ICO*", groupe et journal formés notamment par Henri Simon et Claude Lefort, après leur départ de "Socialisme ou barbarie."<sup>441</sup>

*Gaspard* raconte ainsi ses nombreuses expériences successives : "... j'étais entré en contact avec les Faucons rouges. C'était la pleine époque des débats sur le trotskisme et dans le trotskisme. Il y avait les trotskistes de droite (Rousset) et des trotskistes de gauche (Molinier) /Henri Molinier/."

"Le problème était déjà l'URSS, la défense de l'URSS. Les trotskistes de gauche étaient contre la défense de l'URSS. J'ai adhéré bien sûr au PSOP. Pendant les grèves de 36, nous (Les Faucons rouges), faisons de l'animation dans les usines occupées. En 37, j'ai été exclu des Jeunesses communistes / il est probablement déjà trotskiste/ pour trois raisons : pour désaccord avec le pacte Laval-Staline ; pour la critique des procès de Moscou ; pour la critique de l'attitude de Thorez."<sup>442</sup> Mais il est sans doute déjà trotskiste.

Puis, à propos des bordiguistes dont on perçoit bien la fascination qu'a pu exercer leur passé de communistes oppositionnels minoritaires mais actifs et non dépourvus d'audience : "Je les ai connus après vingt années de leur immigration en 1923-24. Ils avaient été des figures connues de la classe ouvrière. Ils avaient beaucoup de déformations des courants politiques auxquels ils avaient appartenu. Les discussions duraient pendant des heures sur le sexe des anges. Il y avait les frères Coradi - Pierre et Ernest -. Pierre a du fonder une petite entreprise de transports. Ernest, c'était le type du théoricien, du faux théoricien. La plupart étaient

peintres en bâtiment. Vernuccio était peintre, il vivait à Neuilly. Bruno Zechini était un vénitien. Il est mort maintenant. Il avait connu la relégation aux îles Lipari... Il y a quelqu'un qui connaît bien toute cette histoire du bordiguisme : Daniel Demartheray. Je l'ai connu en 1937, lorsque je travaillais chez Jaz. Il a été le coordinateur du bordiguisme.”

“En même temps, par exemple, /à la fin de la guerre/ j'ai été invité à parler à Borence par les bordiguistes, c'était l'euphorie. Il y avait 5000 personnes à Santa Croce. Puis tout s'est écroulé en quelques années.”<sup>443</sup>

L'entretien *a posteriori* peut produire des effets quelque peu curieux particulièrement perceptibles ici : *Gaspard* dont le récit n'est pas dépourvu de verve, a rencontré des acteurs d'une histoire à laquelle il tenait et qui s'ajoute à celle à laquelle il a pu participer. En même temps, il est relativement lucide sur la suite de cette histoire, d'où l'expression d'un certain désenchantement. Cependant l'inconvénient de ce type d'entretien est qu'il n'est pas particulièrement propice à l'expression des sentiments et croyances de l'époque.

A propos de Gaston Davoust, Jean Rabaut relate : “... Gaston Davoust, pseudo Chazé / *Chazé*/, né en 1904 dans une famille ouvrière - son père sera membre du PC... a milité dès l'âge de treize ans en participant en 1917 aux manifestations de ménagères, s'est fait exclure à quinze ans de l'école Jean-Baptiste Say, est entré néanmoins aux Arts et métiers, puis, appelé au service militaire dans la marine, a contribué, en 1925, à retarder de plusieurs heures le départ d'une escadre. Ce dernier exploit lui a valu d'être présenté à Doriot, alors le héraut principal de l'action antimilitariste du PC. Davoust en vient à lire les publications de *l'Unité léniniste* ; entre-temps, il milite à l'Union syndicale des techniciens, organisation indépendante des grandes centrales ouvrières, adhérente à la bourgeoise Confédération des Travailleurs intellectuels, mais où les sentiments d'extrême gauche sont répandus. Or, en 1928-1929, s'est formée dans le 15ème rayon (Puteaux, Suresnes, Nanterre, Courbevoie, La Garenne) une opposition qui, après avoir réussi à se maintenir dans le Parti plusieurs mois, a été contrainte, comme les autres, à l'exclusion ou à la démission. Ils sont une quinzaine en tout, tous ouvriers, (l'ingénieur Davoust qui les a rejoints répudie toute étiquette et tout comportement autres que ceux de prolétaire...)”<sup>444</sup>.

Avec *Gaspard* et plus encore Gaston Davoust, *Chazé*, c'est, outre celle des bordiguistes, la mémoire de "l'ultra"-gauche française et notamment de ses débats sur le "capitalisme d'État" en URSS et de ses conflits avec les communistes dont la connaissance est transmise à "Socialisme ou barbarie" : "Au reste, dans l'organisation trotskiste, malgré l'unanimité apparente du plenum de l'Opposition internationale de gauche, une dissidence importante - relativement - en nombre s'est produite ; en novembre 1933, une trentaine d'exclus ou démissionnaires se mettent en devoir de publier un bulletin ronéoté appelé *l'Internationale*. Ils fusionnent en décembre avec la Fraction de la gauche communiste... qui a en outre absorbé différentes individualités, parmi lesquelles Rimbart et Fourier. Le résultat de cette fusion porte le nom d'Union communiste. "On prenait, nous a dit Davoust, les débris du trotskisme et on les dégrasait." Dégrasait de quoi ? Essentiellement de l'obéissance au Vieux, le reste consistait surtout en refus : refus du rapprochement avec la SFIO, refus de fonder une nouvelle Internationale... Le secrétaire était un étudiant en médecine : Lastéradé. On donnait beaucoup de temps, à propos du régime de l'Union Soviétique, à des discussions talmudiques sur le "capitalisme d'État."<sup>445</sup>

*L'Internationale* a été fondée à la fin de 1933, soit deux ans après la revue *La Critique sociale* par Boris Souvarine.

Ce milieu communiste "dissident" ou "hétérodoxe" est un milieu d'interconnaissances, même si les relations n'y sont pas pour autant harmonieuses. Ainsi, selon Jean Rabaut : "Entre le café de la place Saint-Sulpice et celui du 6, rue des Archives les militants de tous les petits groupes ressassaient leurs divergences."<sup>446</sup>

À l'époque de "Socialisme ou barbarie", et même plus tard encore, Le Tambour, place de la Bastille, jouera un temps ce rôle.

Au terme de ce rapprochement avec les bordiguistes, Gaston Davoust a même été responsable avant-guerre de la revue *Bilan* qu'on aura encore l'occasion de mentionner et rejoindra encore le groupe bordiguiste, après avoir été déporté pendant la guerre.

Quant à Jean Lastérade de Chevigny, médecin, qui fut dirigeant de l'“Union communiste” et se rapprocha également de “Socialisme ou barbarie”, “Cette expérience ne lui paraissant pas probante et absorbé par sa profession de médecin généraliste à Montreuil... il renonça à l'action militante.”<sup>447</sup> Né en 1910, décédé à Paris en 1986, il avait d'abord adhéré aux Jeunesses communistes avant de devenir trotskiste très rapidement, il participa néanmoins à la fondation de la première Union communiste dont il sera l'un des principaux animateurs.<sup>448</sup> On retrouvera ultérieurement un Lastérade, son fils, parmi les animateurs des groupes de province de “Socialisme ou barbarie” / “Pouvoir ouvrier” qui se développeront à partir de 1958.

Au-delà même de ces deux personnalités, celles de *Chazé* et de *Gaspard*, l'entrée en militantisme des jeunes non intellectuels du groupe, qu'ils aient été trotskistes ou bordiguistes a souvent été plus précoce et antérieure à la guerre. Très précoce même pour *Véga*, *Gaspard*, mais aussi *Garros*, d'ailleurs à peine plus jeune, comme il l'a été parmi les trotskistes fondateurs pour Cornélius Castoriadis en Grèce. Le nouveau groupe réunit finalement une somme de cheminements et d'expériences assez impressionnante, malgré la jeunesse de ses militants et la quasi-absence de tout militant historique dans leurs rangs, à l'exception des contacts avec Gaston Davoust.

De plus, ces expériences, dans l'ensemble cette fois, n'ont pas été très positives ni ressenties comme telles. Elles sont assez souvent marquées par l'amertume, la déception, le sentiment d'une certaine impuissance, perception qui peut être accentuée par l'effort de distance vis-à-vis du passé au cours des entretiens. Si le collectif “Socialisme ou barbarie” manifeste volonté et confiance en soi, il s'agit pourtant d'un nouvel essai, de ce qui est perçu comme un nouveau départ.

Cette insatisfaction antérieure résulte tant d'un sentiment de relative impuissance née de l'appartenance à des groupes extrêmement minoritaires dans un système de relations très conflictuelles que des jugements portés sur ces petites organisations elles-mêmes.

“La dominante c'était la “victoire” de 1945, la période du communisme (PCF au gouvernement). Enfin nous n'étions vraiment que des minoritaires extrêmement peu écoutés. On n'avait pas d'audience. On était très déchirés parce qu'on ne savait vraiment pas comment militer et quelle prise on pouvait avoir. C'était très difficile surtout quand on avait 22-23 ans.”<sup>449</sup>

Si le caractère extrêmement minoritaire, voire marginal, de ces organisations est noté, il est en partie imputé à leurs propres insuffisances. Ainsi, cette appréciation générale portée sur les bordiguistes par *Gaspard* : “Mais les bordiguistes étaient un peu comme les trotskistes. Les trotskistes vivent sur les textes de Trotsky, les bordiguistes vivent sur l'action de Bordiga dans les années 1920.”<sup>450</sup>

Une telle déception paraît avoir été tout à fait répandue chez les bordiguistes dont le groupe était tout à la fois composé d'émigrés italiens beaucoup plus âgés et de jeunes Français. De même *Garros* explique qu'à l'intérêt a succédé un réel désenchantement : “J'ai retrouvé quand même une attitude assez puriste, enfin qui me satisfaisait sur le plan de mes tendances personnelles. Mais c'était d'une sécheresse extraordinaire. Ça m'a intéressé quelques années, mais trois ans c'était vraiment spécial. Assez vite, il n'y avait rien qui menait à la lutte... *Vega* était responsable avec une fille remarquable... *Suzanne Voute*... Mais qui était une Louise Michel sectaire, je dirais pointilliste sur les virgules, sur le texte. Elle pensait seulement à son parti qui était vraiment l'idée des bordiguistes... ; le parti est permanent et, même s'il dégénère, il y a une fraction qui est porteuse de sa régénérescence.”<sup>451</sup>

Retraçant son propre parcours politique, Daniel Mothé exprime la même idée : “Donc j'étais bordiguiste ; et au moment où le groupe “Socialisme ou barbarie” s'est formé en 1948 et a discuté avec notre groupe, la plupart des bordiguistes de notre groupe sont partis à Soub (sic). Moi non. Vraisemblablement par attachement sentimental à ces Italiens qui étaient des gens

très sympathiques, en plus de cela très spirituels (c'étaient les rares militants bolcheviques que j'ai rencontrés, qui avaient de l'humour). Mais après un certain temps leur sectarisme m'est devenu insupportable. Alors j'ai fini par entrer à "Socialisme ou barbarie" en 1952, où j'ai rejoint mes anciens camarades."<sup>452</sup>

Mais on trouve un jugement très voisin et au moins aussi désenchanté à l'encontre des militants historiques dans l'entretien accordé par un ancien trotskiste : "... en 48, voilà, je n'étais pas dans cette tendance. J'ai milité dans une autre tendance, une tendance dite droitrière... qu'on qualifiait d'opportuniste, c'est à dire un peu plus réaliste... ; moins liée avec... ils n'avaient pas connu personnellement Trotsky..."<sup>453</sup>.

Au cours des entretiens qu'il a accordés successivement, l'appréciation de Véga qui, très lié à Suzanne Voute, a joué un rôle dirigeant, voire de "théoricien", est plus contrastée, mais il indique en même temps des désaccords.

Au demeurant, malgré son implication très forte dans le groupe, il aurait été surtout "léniniste", selon certains de ses anciens compagnons, ce qu'il faut sans doute mieux traduire par "organisationnaliste", selon l'expression employée par Claude Lefort, avec "... cette permanence et cette rigueur... Il était très polémiste et très violent, mais il était cohérent."<sup>454</sup> Lui-même dit à propos des bordiguistes : "c'était le seul groupe défaitiste révolutionnaire, les trotskistes avaient une position ambiguë..." et encore "A la fin de la guerre mondiale, j'ai connu des militants italiens réfugiés en France... Ils étaient très schématiques, sectaires. On n'était pas d'accord sur la guerre d'Espagne, sur un tas de choses. Mais ils avaient une position très nette sur l'URSS." "Bordiga... devenait très répétitif. Il n'avait pas une position très claire sur l'URSS. Il critiquait la bureaucratie dans l'Internationale, un peu. A partir de 25, il s'est tu. En 44, il a analysé l'URSS comme une sorte de capitalisme d'État. Le mouvement bordiguiste en France avait un mensuel : *L'Étincelle*. Davoust avait participé à *L'Internationaliste*. Leur plate-forme a été excommuniée par Bordiga et les Italiens, parce qu'on ne se définissait pas comme léniniste, la mise en avant des conseils ouvriers amoindrissait le parti."<sup>455</sup>

On voit bien ici l’ambivalence des réactions qui peuvent être suscitées par les militants historiques : une certaine fascination souvent perceptible, mais également l’exaspération face au poids du passé, un besoin de prise, fût-elle seulement théorique, sur l’époque contemporaine. En cela aussi “Socialisme ou barbarie” est un phénomène générationnel : une tentative de remplacement/dépassement des pères politiques.

De surcroît, les bordiguistes comme les trotskistes proviennent d’un milieu politique éclaté : il y a alors deux groupes bordiguistes en France.

Plus que pour les jeunes diplômés, dont une partie sont de futurs jeunes “intellectuels”, l’activité pendant la guerre des jeunes non diplômés, de condition et/ou d’origine plus souvent populaire apparaît donc essentiellement - sauf pour *Pétro*, jeune trotskiste - comme un prolongement de leur engagement antérieur. Qu’ils aient été alors trotskistes (Daniel Mothé, *Gaspard*), seulement influencé par le trotskisme (*Garros*), ou ex-poumiste *Véga*, ils restent souvent en dehors ou en marge des formes dominantes de résistance, communiste comme non communiste. Soit ils agissent en marge de la Résistance communiste et s’y sentent très mal à l’aise, soit ils se tournent vers le pôle trotskiste et participent à des formes d’action tout à la fois dangereuses et totalement incomprises ; ils font d’ailleurs parfois les deux, successivement.

*Garros* exprime bien le désarroi qui a pu atteindre une partie de ces militants minoritaires : “... une résistance de débiles, ça a l’air bête comme ça. A Paris avec des camarades, des anciens copains du PC, aussi, c’étaient des amis personnels que j’ai hébergés, mais, enfin, j’étais très en désaccord avec eux. C’était le problème, par exemple, l’Union soviétique c’était très dur pour moi. La connaissance des procès de Moscou m’avait détaché, etc.” Ce qu’il a tenu à expliciter après relecture de l’entretien : “Dès octobre 1940 des jeunes de mon quartier cherchaient à se regrouper. Cela se fit assez naturellement autour de quelques anciens de la JC. Le PC et ses différentes organisations avaient été dissoutes... Il s’agissait de nouveau “de transformer la guerre

impérialiste en crise révolutionnaire par une attitude internationaliste”. Cela m’allait assez bien. Je désirais qu’on règle le contentieux du Pacte germano-soviétique. Aucune voie ne fut proposée à ce sujet. C’était déjà la langue de bois. Même parmi les jeunes militants (les plus chevronnés pouvaient avoir vingt ans et cinq ou six années de fréquentation du milieu stalinien). Lorsque je dis débile, cela paraît fort, mais s’applique surtout aux modes d’organisation improvisés qui mélangeaient clandestinité et aventurisme.”

“Ensuite, bon. On a... un petit groupe de minoritaires. On devait faire très attention à nous. On avait des ennemis des deux côtés, on s’orientait vers la recherche de documents un peu sérieux sur ce qui se passait en URSS...”

“ ... Par contre, parallèlement à cette recherche de clarification qu’on peut entreprendre comme un jeune militant peu formé intellectuellement, mais lisant pas mal et cherchant à comprendre. Surtout la période de la guerre et de l’après-guerre, la dominante, c’était la victoire, la période du communisme, enfin nous n’étions vraiment que des minoritaires extrêmement peu écoutés. On n’avait pas d’audience. On était très déchirés parce qu’on ne savait vraiment pas comment militer et quelle prise on pouvait avoir. C’était très difficile surtout quand on avait 22 ans-23 ans. Alors, mon activité personnelle...”

“ ... Le comportement des copains trotskistes, l’illogisme du défensisme de l’URSS, ne me paraissaient absolument pas acceptable. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle à la fin de la guerre, vraiment dans les dernières années, 1944-1945, j’ai été contacté par *Gaspard*...”<sup>456</sup>.

Au contraire, Daniel Mothé et *Gaspard* se trouvent, quant à eux, pris dans des formes de combat clandestin qui restent fort peu connues. *Gaspard*, qui a donc déjà été trotskiste, cherche d’abord à agir au sein des camps de jeunesse, utilisés selon lui comme un vivier, comme le seront plus tard les Auberges de la jeunesse par une partie de ces militants, puis à reconstituer une organisation trotskiste chez Renault, mais entretient également des relations avec les RKD (Revolutionäre Kommuniste Deutschlands), et les bordiguistes. Ces différentes tentatives avortées illustrent bien les difficultés rencontrées par les trotskistes dès qu’ils entreprennent une action indépendante, alors qu’ils se heurtent constamment non seulement aux forces collaborationnistes et aux occupants, mais également aux



communistes qui peuvent jouer assez aisément de leur refus de mener un combat patriotique et anti-allemand.

“J’ai participé aux camps de jeunesse. J’ai été chef de camp. Puis nous avons été exclus des camps de Jeunesse, parce que nous y faisons un travail d’organisation politique. Nous regroupions des gens, nous réunissions des armes pour la résistance. Mais il n’était pas possible de faire quelque chose dans ces camps. Ils sont devenus de plus en plus doriotistes.”

“Je suis rentré chez Renault en 1943. J’y suis resté de septembre 1943 à août 1944” “Chez Renault, nous avons reconstitué le PCI sur une vraie base de masse.” “ Mais nous avons été obligés de partir. Les communistes avaient pris quelqu’un des RKD et avaient eu nos noms, nos adresses. Un camarade, Bucholz /qui quant à lui appartenait à l’UCI/, a été assassiné dans une voiture et jeté dans Paris. Ils menaient une propagande effrénée contre nous, en racontant que nous étions avec des Allemands, ce qui était vrai, mais n’avait pas du tout le sens qu’ils donnaient à cela.”

“Pendant la guerre, j’ai été en contact avec des groupes : les bordiguistes (...) J’ai aussi été en contact avec les RKD.”<sup>457</sup>

Quant à Daniel Mothé, il met sur pied une organisation de faux papiers, non sans pratiquer un certain double jeu vis-à-vis des communistes, à partir d’un certain moment.

“On a fait une organisation qui était une organisation de faux papiers, dans laquelle on planquait des copains et je suis parti travailler dans les mines à Albi. Et là, on a scissionné avec les trotskistes et on a fait donc justement une organisation qui s’appelait les Communistes Révolutionnaires avec le RKD.”

“J’ai été mineur et puis je faisais un truc qui s’appelait Front Ouvrier... On était une organisation trotskiste, mais sans beaucoup de liens, parce qu’on n’était même plus à Toulouse : moi, j’étais à Albi, et puis j’avais un frère qui était à Castres, donc on vivait à quatre, ma femme, ma sœur, mon beau-frère et moi, à Albi, où était l’organisation. J’avais une ronéo (ça ne s’appelait pas une ronéo) dans ma chambre, on faisait des tracts, et j’avais reconstitué... j’avais plutôt reconstitué une cellule où tous les gens qui étaient dans la cellule, c’était très vague, j’avais un type qui était au PC qui me prenait pour un gars du

PC... et j'avais un gars de la CGT tendance FO /future tendance FO/ qui me prenait pour un cégétiste. Et puis la Libération est arrivée et là, bon, à la Libération, je me suis trouvé tout d'un coup dans les FTP, et avec une responsabilité, toujours la confusion, et comme j'étais assez politisé et comme il y avait beaucoup de gens qui voulaient dire : "j'ai fait quelque chose pendant la Résistance", ces gars là cherchaient à s'intégrer dans une organisation officielle et ils m'ont pris, et me prenaient pour quelqu'un de politisé du parti. Les faux papiers, c'était mon beau-frère, ma belle-sœur, moi, on avait un copain qui était..., qui était à Rochefort, qui avait... qui avait été dans la marine et il était dans l'administration et il avait fauché une liste de types et des cachets de démobilisation et avec ça, je me suis fait démobiliser sept huit fois, et on allait dans les mairies, et on nous filait une carte d'alimentation et... alors, on les faisait se faire démobiliser à Albi..."<sup>458</sup>

*René Neuvil*, lui, participe à la Résistance au sein d'un groupe contrôlé par les FTP avec *Garros*, ce qui montre le poids des réseaux comme support inter-personnel d'influence et de recrutement. Il s'agit de fait d'un groupe contrôlé par la FSGT, selon l'interviewé, l'organisation sportive de la CGT. *René Neuvil* devient bordiguiste, alors qu'il est sur le point d'être appelé au ST0, à la fin de la guerre.

"... comme beaucoup de jeunes de l'époque, il y avait des choses à faire et les choses, c'était de participer à la Résistance et je suis rentré par la petite porte dans un groupe de résistance dans lequel j'ai retrouvé en particulier cet ami que vous avez vu l'autre jour /il s'agit de *Garros* /. A partir de là, à la fin de la guerre, nous nous sommes retrouvés, avec quelques autres, à essayer de faire quelque chose dans le sens de nos rêves de l'époque." (A partir d'ici, l'interrogé parle au nom du petit groupe bordiguiste).

"Je dis nous, parce que je n'étais pas le seul comme cela, en d'autres termes si je prends le cas de Jacques Signorelli, *Garros*, dans *Socialisme ou barbarie*, il était dans la tradition d'un père italien." "Anarchiste immigré qui avait quitté l'Italie, etc. euh... d'un Espagnol que vous avez peut-être rencontré qui s'appelait *Véga* qui, lui, sortait du trotskisme et du P0UM et de la bataille de Barcelone, euh..., mais, moi, je n'étais pas auparavant politisé, j'avais simplement envie de faire quelque chose, un simple désir de..."

Q : Et vous avez rencontré d'abord *Garros* ?

- "J'ai rencontré *Garros* oui, alors dans un groupe de résistance qui était quand même affilié indirectement au parti communiste, c'est-à-dire aux FTP, par le canal de toute une autre organisation clandestine. Mais, en fait, c'était dirigé par les communistes et par les FTP et nous nous sommes retrouvés..."

Q : En quoi consistait votre action ?

- "Moi, je faisais simplement pas grand chose. J'étais un peu le porteur, je devais en réalité, c'était un groupe qui faisait de l'information, faisait du renseignement, faisait de la propagande. Alors, il s'agissait de distribuer des tracts, de les porter d'un point à un autre dans Paris avec tous les risques que cela pouvait comporter et, puis, quelque temps après mon entrée, je suis allé d'une part pour ne pas me faire prendre par les Allemands qui avaient organisé le travail forcé pour ma classe qui était la classe 44, j'avais 20 ans en septembre, juste à la Libération, euh... je suis rentré dans une entreprise qui était considérée comme militaire allemande et je suis rentré par un réseau de résistance pour faire du renseignement, alors, chaque semaine, je rapportais quelques renseignements sur ce que j'avais vu à l'intérieur de l'usine."<sup>459</sup>

Pour une part importante de ceux dont l'engagement pendant la guerre a pu être au moins partiellement reconstitué, leur opposition au communisme réel est antérieure et ne résulte pas d'une expérience ou d'un événement lié à la guerre. Par contre, leurs itinéraires ont souvent été marqués par la guerre et par leur mode d'engagement pendant et après.

Déjà socialisés dans l'extrême gauche, ou au moins influencés par l'extrême gauche, ils ont vécu ces dilemmes. Cette opposition n'a simplement pas été remise en cause, mais au contraire approfondie et accentuée, même lorsqu'il y eut rapprochement dans l'action avec des communistes. Dans ce cas, cette proximité passagère a toujours été faite de gêne et de malaise.

Il en va tout autrement de *Cornélius Castoriadis*, de *Véga*, ainsi que selon d'autres modalités et dans une moindre mesure, de *Georges Pétro*. Pour tous les

trois, l'opposition avec les communistes "réels" s'est constituée ou nourrie d'une violence concrète.

Les engagements politiques de Cornélius Castoriadis et de *Véga* sont particulièrement remarquables tant par leur durée que par la part de vie sociale que l'un et l'autre ont consacrée aux organisations politiques. Non seulement leur nouvelle socialisation politique s'est accompagnée de l'expérience d'une violence concrète, mais elle a abouti à une émigration forcée.

Comme la plupart des autres, ils ont connu très tôt une nouvelle socialisation au sein d'organisations politiques trotskistes ou "trotskisantes", bien que selon des séquences assez différentes.

L'engagement de *Véga* en Espagne a été particulièrement précoce, fort et marquant : "Je suis entré au Bloque obrero et campesino à quinze ans en 1934. Il y avait aussi la Izquierda comunista, le groupe de Trotsky)." "J'ai lu en même temps *David Copperfield* et *La révolution russe* de Trotsky." On retrouve donc, dans une conjoncture déjà beaucoup plus tendue cependant, la même précocité que pour *Garros* notamment, ainsi que la même influence précoce des écrits de Léon Trotsky, en outre. Ses parents, même s'ils étaient selon lui d'origine populaire, appartenaient aux classes moyennes. Quant à leur orientation politique connue par l'interrogé, ils auraient partagé une culture de gauche marquée par l'appartenance à la Catalogne, sans que *Véga* décrive plus avant le degré de leur engagement.

"Mes parents étaient des gens du peuple. Mon père était comptable. Ma mère était d'origine paysanne. Ils étaient républicains et catalanistes."

"Pendant cette période, il y avait un degré extrême de politisation... en 30, la grande grève générale contre la monarchie a duré huit jours. On se baladait, on sifflait les policiers". "Il y avait une avenue Alphonse XIII qui avait des plaques de marbre. On allait casser les blocs de marbre, parce que c'étaient les blocs de la monarchie."

“En 34, il y a eu l’insurrection dans les Asturies. La généralité des Asturies a pris position contre ce gouvernement de droite qu’on traitait de néo-fasciste. Il y a eu des combats de rue...” “Ensuite, je suis entré dans l’armée républicaine.”<sup>460</sup>

*Véga* combat ensuite dans les milices du POUM. Il y reste constamment au sein de la même organisation : le “Bloque obrero et campesino” et conserve une antipathie durable pour l’organisation trotskiste “officielle”. Sans entraîner des masses aussi importantes que les organisations anarchistes espagnoles, le POUM est une organisation numériquement importante en Espagne, par ses effectifs comme par les appuis qu’elle suscite. La socialisation politique de *Véga* s’est donc effectuée dans un contexte relativement massif et non pas dans celui d’un petit groupe critique. Il continuera toujours au sein de “Socialisme ou barbarie” à tendre vers l’organisation et l’action, sans doute à la recherche de ce qui ressemble le plus à un tel environnement. Même si *Véga* reste très discret sur ses combats en Espagne au cours des entretiens, il est tout à fait clair que son attitude politique s’est formée au cours de ces expériences. Il a appartenu à une organisation militaire qui se battait physiquement avec les communistes, dans un contexte d’intervention soviétique. Les autres membres de “Socialisme ou barbarie” parlent plus volontiers que *Véga* lui-même des effets d’une telle expérience sur leur compagnon. De fait, l’expérience est non seulement décisive comme moment de rupture et de réorganisation d’une trajectoire individuelle mais comme image qui s’impose au groupe et constitue un élément de sa mythologie propre.

Ainsi *René Neuvil* : “... *Véga*... à Barcelone, quand il militait dans le POUM, était en contact permanent avec les anarchistes espagnols, puisque tous deux les anarchistes et lui, et son groupe s’étaient battus contre les communistes stalinien espagnols, donc c’était quelque chose qui était tout à côté, c’était il y a sept ans, c’était il y a huit ans, c’était hier, et il continuait à le vivre, ils le véhiculaient avec eux.”<sup>461</sup>

De cette expérience, il garde en outre un attachement durable pour ce qu'il considère comme l'efficacité organisationnelle, persuadé que l'inorganisation anarchiste a été une cause de recul devant l'armée franquiste.

C'est également dans un contexte assez dramatique que *Véga* dont l'itinéraire de cette époque semble avoir été marqué par différentes formes d'action illégale a fait la connaissance des bordiguistes : "Un petit groupe bordiguiste s'est créé en France. J'y suis allé par un concours de circonstances, parce que j'avais connu ces Italiens et qu'ils m'avaient aidé, lorsque je me suis évadé..."<sup>462</sup>.

Cornélius Castoriadis s'est trouvé également impliqué physiquement, après une politisation extrêmement précoce. Lui aussi est contraint à l'émigration, on l'a vu. D'ailleurs, en 1973, au moment de la réédition de ses propres textes de *Socialisme ou barbarie*, il présente encore son évolution théorique en relation étroite avec une telle expérience dans la longue introduction, datée quant à elle d'octobre-novembre 1972, avec une précision très caractéristique de l'auteur<sup>463</sup> : "Au départ de l'évolution de ces idées se trouve l'expérience de la Deuxième guerre mondiale et de l'occupation allemande. Il n'y a pas d'intérêt à relater comment un adolescent découvrant le marxisme, pensait lui être fidèle en adhérant aux Jeunesses communistes sous la dictature de Metaxas, ni pourquoi il a pu croire... que l'orientation chauvine du PC grec et la constitution d'un Front national de libération... résultaient d'une déviation locale qui pouvait être redressée par une lutte idéologique à l'intérieur du parti. La réduction des arguments à des gourdins et la radio russe se sont vite chargées de le détromper."<sup>464</sup> Il est vrai qu'il s'agit du premier ouvrage publié sous son nom. Mais il en ira encore ainsi ultérieurement. Dans la nouvelle édition de 1990 de *La société bureaucratique*, la même "introduction" est reprise intégralement<sup>465</sup>, même si elle succède à une Préface<sup>466</sup> et à un avertissement.<sup>467</sup> Certes cette expérience déjà ancienne n'est pas mentionnée dans la "Préface à l'édition de 1990", consacrée à des sujets plus récents : le recul des perspectives révolutionnaires dans le monde occidental, la crise puis "l'effondrement" du communisme réel. Par contre, il en est à nouveau question dans "L'avertissement" de deux pages, de manière plus allusive, sans "rappel" complémentaire du contexte grec, toujours mal connu, mais avec

l'ajout ultérieur à la rédaction de ce court texte du nom d'*Agis Stinas* dont le début des *Mémoires* vient alors d'être publié en Grèce : "... il m'est nécessaire en particulier de mentionner la figure héroïque de quelqu'un que je ne peux pas encore nommer, et qui m'a rendu visible, dans des circonstances où la mort était de tous les jours et de tous les coins de rue - et, pour lui, elle n'a presque jamais cessé de l'être - ce qu'est un militant révolutionnaire, et un politique dont la pensée ne connaît aucun tabou. / Il s'agit d'Agis Stinas qui a depuis publié le premier volume de ses *Mémoires*. / J'aurais voulu mentionner mes camarades morts de privations ou assassinés par les Staliniens pendant l'occupation ou immédiatement après, liste qui serait hélas trop longue."<sup>468</sup>

Sur un ton encore plus passionnel, bien que tout à fait contenu : "Survivre à la double persécution de la Gestapo et du Guépéou local (l'OPLA) qui a assassiné par dizaines les militants trotskistes avant et après l'occupation s'est révélé un problème soluble."<sup>469</sup>

Et, de fait, les communistes grecs semblent bien avoir agi dans l'ensemble avec une grande violence. Leur ligne d'action a certes été marquée par divers revirements stratégiques et tactiques : "guerre de libération nationale contre le fascisme de Benito (Amilcare Andreas) Mussolini", puis "défaitisme révolutionnaire", enfin à partir de 1941 "lutte pour la défense de l'Union soviétique et le renversement du joug fasciste étranger". Mais, dans l'ensemble, ils ont moins pêché par esprit d'unité nationale que par refus de toute coalition qu'ils n'auraient pas dominée. Les communistes déclenchèrent en particulier une véritable guerre civile au sein de la résistance, marquée par une importante répression physique contre les trotskistes et les archéomarxistes<sup>470</sup>, avant de refuser l'autorité du gouvernement de coalition, constitué au moment de la libération de la Grèce, puis de déclencher un nouveau soulèvement, en s'appuyant sur la Yougoslavie<sup>471</sup> et l'Albanie, dans le but de créer une démocratie populaire.<sup>472</sup>

Là encore, non seulement les anciens militants se souviennent des récits de cette expérience individuelle, mais en font un élément marquant de l'imaginaire collectif du groupe : "... je connaissais ses origines grecques par contre, il racontait,

parce que c'était son passé politique qui était, pour lui était très important, la période 43, 44, 45, en Grèce, qu'il avait vécue et il s'était battu..."<sup>473</sup>.

Pour Cornélius Castoriadis comme pour Alberto Vége, les expériences vécues pendant la guerre ont été des expériences organisatrices d'une identité politique durable : ils se sont trouvés engagés dans un processus de marquage politique. Tous deux de surcroît ont dû émigrer. Les positions politiques qu'ils avaient adoptées faisaient qu'*a priori* ils avaient beaucoup d'ennemis, autant à droite qu'à gauche, d'ailleurs, surtout dans les milieux communistes.

Si l'expérience privée est en principe exclue, comme on le verra, de la vie du groupe, de telles expériences vécues individuellement, bien sûr, ont une dimension historique que dans sa logique spécifique, le collectif peut faire sien et adopte de fait. Ce sont même des expériences illustratrices et constitutives de l'attitude politique.

On retrouve une trace du statut d'exemplarité accordé à de telles expériences dans l'entretien de l'un des anciens militants interrogés, René Neuvil dont la vision du monde a beaucoup changé depuis son engagement à "Socialisme ou barbarie" : "Comment voulez-vous qu'un type comme Vége, ayant vécu la guerre civile espagnole, un type comme Corneille ayant vécu aussi une guerre civile... en Grèce, à la fois contre les représentants du capitalisme traditionnel qui était l'armée anglaise et puis les groupes communistes qui voulaient prendre le pouvoir en Grèce... et ceci au nom du prolétariat, comment voulez-vous qu'ils se défassent de tout ça rapidement ?"<sup>474</sup>

De fait, dans *Socialisme ou barbarie*, ce qui frappe surtout c'est plutôt le silence à propos tant du déroulement de la guerre civile espagnole de la part de Vége qu'*a fortiori* celui total de Cornélius Castoriadis sur la Grèce, dont l'histoire récente était encore incomparablement plus mal connue en France que celle de l'Espagne dont l'immigration politique dans ces différentes composantes était



beaucoup plus représentée en France. Et, de fait, dans la revue communiste révolutionnaire, lorsqu'il sera question du "coup de Prague" et de la domination communiste imposée sur l'Europe centrale - outre l'apport représenté par l'observation directe menée en Allemagne de l'Est par *Benno Sarel-Sternberg* - il faudrait sans doute souvent lire en même temps Espagne et Grèce, mais comme à l'encre sympathique dont le révélateur, les cheminements personnels des intéressés, n'est déteint que par les "camarades" engagés dans la même entreprise.

Bien qu'ayant été beaucoup moins directement menacé par les communistes, *Georges Pétro*, alors jeune trotskiste, qui ne rejoint "Socialisme ou barbarie" qu'après sa fondation, perçoit sa rencontre avec les communistes dans le maquis comme un événement fondateur de son attitude ultérieure. Il n'est à l'époque ni communiste ni "politisé".

"Non, non, cette époque là... c'est un petit peu... c'est assez curieux. J'avais fait de la Résistance spontanée... et puis ensuite, j'étais venu habiter à Paris et j'étais sans liaison, sauf un type que j'avais connu, parce que mon père était cheminot, et lui était un ancien cheminot qui était un ancien prisonnier de guerre, etc. mais c'est quelqu'un qui était plutôt réactionnaire au point de vue des idées politiques et qui était en cavale parce qu'il s'était évadé. C'était un prisonnier évadé et qui vivait un petit peu de marché noir et qui avait eu des contacts, je ne sais pas comment, avec les FTP."

"C'est par lui que j'ai connu les FTP et c'était très... tout était dans le vague à cette époque là et les organisations s'étendaient d'une manière assez bizarre, puisque les contacts que j'avais à Paris avec les FTP, je les ai ensuite étendus à la région dijonnaise où on avait des maquis, non attachés à une organisation et on s'est attachés comme ça aux FTP."

Il dit avoir été réellement traumatisé par le mode d'action des résistants communistes : les exécutions sans enquête ni jugement. "Non, je n'étais pas communiste, moi j'étais anticommuniste, mon anticommunisme date de là."

"J'étais anti-terroriste par-dessus le marché, je n'étais pas très bien, ça me créait quelques difficultés, non pas anti-terroriste, bien sûr, puisque j'étais plus ou moins terroriste, mais enfin, disons plutôt aux

entournures de certaines actions qu'on faisait et je pense que ça a certainement contribué ensuite à mon évolution politique.”

“Je ne pouvais pas supporter, par exemple, d'aller faire une exécution politique, c'est-à-dire d'aller zigouiller un type sans savoir si réellement il le méritait, par exemple.”

“Non ce n'était pas très compatible avec mon activité clandestine, mais d'un autre côté, j'étais comme ça.”<sup>475</sup>

Sa rencontre avec les Soviétiques en déportation aurait encore renforcé son jugement négatif.

“...en déportation, j'ai connu les Russes... qui individuellement, la plupart du temps étaient des gens extrêmement sympathiques, mais qui ne nous donnaient pas confiance quant à l'organisation politique de leur nation... c'est à dire qu'on avait l'impression d'avoir à faire à des types qui étaient parfaitement entraînés aux camps de concentration ; d'autre part, l'avance russe, il fallait la voir pour y croire, c'était vraiment une espèce de joyeuse pagaille, des types sans casque ; un mépris pour la vie, et un courage,... une bonne humeur qui était assez déconcertante ; surtout par opposition à l'avance américaine ; c'était un contraste assez rigolo... Je me suis trouvé coincé entre les deux sur la ligne de partage, donc je cherchais à aller à l'ouest, parce que je sentais bien que c'était là qu'il fallait aller.”<sup>476</sup>

Contrairement aux autres militants qui, défendant une position hétérodoxe, ont été en butte au traitement infligé par les communistes à leurs opposants, l'attitude politique de *Georges Pétro* se serait constituée dans la critique du communisme réel.

Dans les deux premiers itinéraires, le poids d'événements antérieurs à la guerre paraît essentiel. Pour de nombreux membres de “Socialisme ou barbarie”, l'effet structurant d'une socialisation politique qui a débuté très tôt pour des personnes alors très jeunes est important et a entraîné une perception très particulière de la guerre, accompagnée d'une résistance “atypique” aux mythes

fondateurs de leur génération : le rôle des communistes dans la résistance, celui de l'Union soviétique dans la guerre.<sup>477</sup> De tels itinéraires peuvent conduire à formuler d'une manière un peu différente l'approche en terme d'événement fondateur d'une génération politique ou intellectuelle, en s'interrogeant notamment sur les différentes logiques politiques individuelles de "réception" dominante ou "atypique" de l'événement, telles que, entre autres facteurs, l'existence de socialisations politiques antérieures et *a fortiori* d'expériences antérieures directes politiquement marquantes, dont ultérieurement dans des groupes, voire milieux d'inter-connaissances militantes, cette fois, la prégnance a pu être accentuée par les récits de personnalités : ainsi Cornélius Castoriadis ou *Véga*, à "Socialisme ou barbarie".

Néanmoins, quant aux modalités de la politisation, d'autres membres de ce collectif, notamment venus du trotskisme, comme Claude Lefort, ont rejoint les trotskistes pendant la guerre, sans avoir connu d'affiliation politique antérieure, mais c'est également le cas de *René Neuvil*, venu à "Socialisme ou barbarie" avec les jeunes bordiguistes qu'il n'a rejoints qu'à la fin de la guerre.

Outre ces trois expériences individuelles dont certaines font largement partie de la mythologie du groupe, s'agissant du processus d'opposition de plus en plus vif et radical aux communistes, les conflits violents avec ces derniers dans les rapports militants ont contribué à renforcer détermination et images conflictuelles.

Ainsi, selon le récit de *René Neuvil* : "On avait diffusé le journal *l'Internationaliste*, porte de Clignancourt, le dimanche matin, avec tous les risques que cela comportait, c'est à dire se faire casser la figure par les militants staliniens."<sup>478</sup>

Dans la revue *Socialisme ou barbarie*, on ne trouve aucune synthèse ni point de vue général sur la Résistance en France. Par contre, les "pères fondateurs"

du nouveau groupe ont le plus souvent partagé les difficultés de l'extrême gauche dans la Résistance ou ont parfois vécu cette période dans une association des plus ambiguës avec des communistes et, plus rarement, cette période ou celle de l'avant-guerre dans une situation d'opposition ouverte et violente, surtout dans d'autres pays - mais c'est le fait de personnes qui comptent dans le groupe. Les "pères fondateurs" de *Socialisme ou barbarie* sont prédisposés à considérer avec une distance tout à fait critique le mythe de la Résistance communiste, ainsi que celui de la Libération dont ils ne parlent d'ailleurs que très rarement. Sur ce point, ils sont atypiques dans leur génération, surtout par rapport à la gauche communiste et à ses proches, voire à une très grande part de la gauche non communiste.

Par ailleurs, ils sont trop éloignés des autres courants de la Résistance pour chercher à s'y intéresser vraiment. Ils ne chercheront pas à revenir dans leur revue sur leurs expériences, enrichies de celles plus ou moins cumulées des milieux d'extrême et "ultra"-gauches. Au contraire, s'agrégeant comme groupe plusieurs années après la guerre, ils n'abordent pas plus de front la période de la Résistance que celle de la Libération qui, de plus, divisent assez profondément les extrêmes gauches.

**2<sup>ème</sup> partie**

**LES ANNÉES D'ISOLEMENT DE  
"SOCIALISME OU BARBARIE"**

**1950-1956**

## **Présentation de la situation du groupe entre 1950 et 1956**

Le groupe "Socialisme ou barbarie" reste très en marge de la vie politique française. violemment critique vis-à-vis de tous les partis politiques, il reste également assez étranger aux principaux enjeux politiques de ces années, qu'il s'agisse bien évidemment du fonctionnement et de la légitimité des institutions, sujets essentiels pendant les premières années de la période qui sont des années de guerre froide, comme des différentes tentatives de restructuration de la gauche non communiste. Cette dernière n'intéresse guère les militants du nouveau collectif, sauf à y pratiquer une forme d'"entrisme", moins fréquemment toutefois que dans les organisations contrôlées par l'extrême ou l'"ultra"-gauche, voire les libertaires.

La petite organisation reste aussi assez à l'écart du phénomène et des premiers drames de la décolonisation, auxquels ses membres ne réagissent qu'assez tard, ce qui peut paraître plus surprenant. Ils ne prennent guère en compte le polycentrisme latent des conflits mondiaux. L'indépendance de l'immense Union indienne est pourtant acquise dès 1947 et la première guerre civile judéo-arabe se déroule en 1947-1948. Ils s'intéressent moins encore aux balbutiements de la construction européenne. Toutes ces questions ne sont guère autre chose pour ces militants que des contradictions du capitalisme qui montrent que le monopole occidental est parvenu à un stade moins accompli que l'oriental. En effet, à leurs yeux, le "capitalisme bureaucratique d'État" assure, on l'a vu, une plus grande unité de direction, ce qui reste une force à leurs yeux. Il en résulte que, pour eux, c'est le monde occidental qui est plus fragile dans le contexte de la guerre froide qui n'est interprétée jusqu'en 1952 dans *Socialisme ou barbarie* que comme le début de l'inévitable troisième guerre mondiale et dont le nouveau petit groupe totalement isolé ne bénéficie nullement.

Dans le champ politique, le nouveau groupe ne dirige de fait pratiquement ses tentatives de “contacts” politiques qu’en direction des autres organisations, courants et *militants d’extrême*/“ultra”-gauche et libertaires. Or ce milieu est profondément en crise, alors que “Socialisme ou barbarie” se proposait de le mobiliser et de le revitaliser sous son autorité : la pertinence de sa “théorie” ne devait pas manquer de convaincre les militants de ces groupes, en particulier ses thèses sur le communisme réel qui tiennent une grande place dans les livraisons des deux premières années de la revue. Il n’en fut rien.

Quant aux initiatives et essais d’action dans le monde ouvrier que le groupe privilégie activement dès 1950-1951, mais le plus souvent menés à titre individuel, ils se heurtent à la puissance communiste. Celle-ci est pourtant moins grande que dans les années antérieures, pendant cette période marquée par un persistant isolement politique conflictuel, surtout lorsqu’il s’agit de capacité de mobilisation. Le collectif constitue d’ailleurs bientôt un excellent poste d’observation - facilité par les échanges “intellectuels”/non intellectuels au sein du groupe - des faiblesses et échecs communistes et syndicaux, développant une sorte de critique pratique du communisme d’opposition : pénétration communiste dans les directions des entreprises - en plus des tentatives dans les administrations - lorsque ce Parti est encore au pouvoir, suivie par celle de Force ouvrière ou de la CFTC ultérieurement, accompagnée d’une tendance à brider les mouvements revendicatifs dans les deux cas, violence communiste lors des grèves de 1947 - qui se superpose à l’expression des revendications jusque là contenues - et de celles de 1952 - déclenchées pour des raisons exclusivement politiques sur lesquelles on reviendra, alors que des insatisfactions non ou peu relayées se seraient accumulées dans les années antérieures ; refus de l’extension de celle des services publics et des cheminots en 1953 par FO et la CFTC, puis par la CGT ; de même en 1955 encore selon nos auteurs. Les réactions ouvrières à la répression en Hongrie notées par Daniel Mothé semblent plus faibles que celles recensées dans des recherches plus récentes, mais on reviendra dans la III<sup>e</sup> partie sur la complexité de l’année 1956, en ce

qui concerne les relations entre partis de gauche, syndicats, mondes ouvrier et employé. Notons cependant dès à présent que pour Daniel Mothé l'hostilité ouvrière à la guerre très forte au moment des manifestations de "rappelés" du premier semestre 1956 a pour lui été brisée avec l'appui apporté au gouvernement Guy Mollet.

Par contre, absence de véritable pertinence politique - son révolutionnarisme en particulier - et/ou de relais, malgré ses tentatives, le petit groupe "Socialisme ou barbarie" ne parvient guère à enregistrer de succès durables ni réellement significatifs par leur portée dans le monde ouvrier et employé, quel que puisse être leur intérêt, comme même l'action durable, mais limitée menée à Renault Billancourt, ou celle poursuivie dans le milieu des employés des Assurances. Il en résulte l'accumulation d'une non négligeable frustration chez les militants.

Les sujets abordés dans la revue paraissent finalement moins étrangers aux préoccupations du champ intellectuel qu'aux principaux enjeux du champ politique. C'est largement parce que les communistes continuent à y jouer un rôle structurant. Le collectif reste au demeurant à l'écart des regroupements et réseaux qui se constituent alors.

De fait, les rédacteurs de la revue révolutionnaire sont cependant déjà décalés par rapport au champ intellectuel par le statut qu'ils se confèrent, puisque leur objectif d'intellectuels révolutionnaires vise principalement les militants, à certaines nuances près.

À "Socialisme ou barbarie", l'élaboration "théorique" a au départ pour objectif la définition d'une ligne politique ou plutôt d'une ligne d'action et la démonstration de sa "justesse". Une telle démarche ne peut être considérée comme vraie que dans le cadre d'une "vulgate" ou d'une dogmatique marxistes



révolutionnaires qui, au moins pendant les premières années, doivent beaucoup plus que ses auteurs ne le croient et ne l'affirment à la définition du rôle impartit à la "théorie" dans la III<sup>e</sup> internationale. Fondamentalement, il ne s'agit pas d'une démarche de création de connaissances. Sans parler de l'éloignement d'une telle revue vis-à-vis de la culture et de l'art. C'est au demeurant pendant cette période qu'une telle conception qui n'a jamais totalement fait l'unanimité est mise en cause de différentes manières au sein même du collectif, même si c'est surtout ultérieurement que les suites logiques de telles démarches se feront réellement sentir.

L'ambition de la démarche intellectuelle de Claude Lefort dans *Les Temps modernes* est beaucoup plus grande, comme on le verra dans le chapitre VI, mais très liée à celle de Maurice Merleau-Ponty, elle ne connaît pas de débouché immédiat dans le champ intellectuel. En effet, si Maurice Merleau-Ponty rompt bien avec le philocommunisme, il ne cherche guère à peser sur l'évolution des *Temps modernes* qu'il quitte d'ailleurs en 1952 pour la philosophie et c'est dès 1953 que la rupture intervient entre Claude Lefort en train de tenter de "reformuler" l'approche marxiste, tout en critiquant radicalement le communisme, y compris d'opposition, et un Jean-Paul Sartre devenu compagnon de route, au terme accompli d'une évolution qui se déroule en sens inverse de celles de nombre d'intellectuels français de gauche. Alors que *Les Temps modernes* ont d'abord permis à Claude Lefort et à Benno Sarel de faire connaître à un public plus large leur critique du communisme réel, c'est finalement surtout sur le communisme français, passé au demeurant au premier rang parmi les objets de critique "sociale-barbare" - dénomination qu'on ne rencontre par ailleurs qu'assez tard dans la vie du groupe -, que portera la fameuse polémique avec Jean-Paul Sartre. Claude Lefort et Benno Sarel y publient en tant qu'individus, même si leur militantisme n'est pas réellement inconnu aux *Temps modernes*. Ces articles restent néanmoins intéressants à analyser, les uns parce qu'ils expriment des thèses très proches de celles du collectif, les autres non seulement parce qu'ils manifestent l'ouverture intellectuelle de Claude Lefort, mais constituent

des moments importants d'une évolution intellectuelle dont on retrouvera des traces dans "Socialisme ou barbarie".

Par ailleurs, les réseaux et regroupements qui se constituent alors dans le champ intellectuel restent tous très éloignés des conceptions politiques et idéologiques défendues par "Socialisme ou barbarie" qui, en outre, ne s'intéresse guère au champ intellectuel. En schématisant, on peut dire que ces regroupements, comportements et analyses complexes entérinent l'éclatement du monde des intellectuels de gauche non communiste, voire même de nombre d'anciens militants d'extrême gauche, entre deux pôles antagoniques, tous deux inacceptables par les membres de "Socialisme ou barbarie". Pour ces derniers, les regroupements qui s'opèrent vers le pôle "neutraliste" ne sont pas assez radicalement en rupture avec les communistes, en particulier français, même lorsque des critiques sur le communisme réel y sont exprimées, ce qui va croissant surtout vers la fin de la période ; les autres, les antitotalitaires, sont inacceptables alors, parce qu'ils défendent les démocraties pluralistes, même lorsqu'ils le font de manière nuancée, et sont donc *a priori* accusés de défendre le capitalisme sous sa forme française, européenne et américaine.

Pendant les premières années de la décennie 1950, années de guerre froide non stabilisée, c'est l'extrême faiblesse et le dépérissement qui caractérisent la situation de "Socialisme ou barbarie", groupe et revue, et la baisse relative de l'influence du Parti communiste, tant dans le monde ouvrier que dans le champ intellectuel, qui se situe bien évidemment à un tout autre niveau quantitatif, ne profite pas à la jeune et minuscule organisation. La faible rupture d'isolement après 1953, alors que la voix des jeunes intellectuels, en même temps "sociaux-barbares" s'est tue dans *Les Temps modernes*, reste limitée et n'est pas une conséquence directe de l'affaiblissement de la puissance d'attraction communiste, puisque les nouveaux entrants, peu nombreux, soit sont passés par le trotskisme, soit n'ont pas un passé politique aussi marqué par l'engagement militant que les "pères fondateurs" du

groupe, ce qui constitue un phénomène tout à fait nouveau pour “Socialisme ou barbarie”. Par contre, plusieurs d’entre eux ont presque été “compagnons de route”, par attirance pour des intellectuels occupant la même position.

Ce n’est en fait qu’après le rapport Khrouchtchev, le mouvement polonais, l’insurrection hongroise et surtout la répression de cette dernière que “Socialisme ou barbarie” connaîtra un réel désenclavement, limité toutefois : les thèses sur le communisme réel étant enfin prises en considération et les échanges avec le champ intellectuel se développant quelque peu, mais il s’agit sans doute autant pour les membres de la petite organisation concernée de contacts limités avec des minorités de la gauche non communiste qu’avec des intellectuels.

**Ch. IV - 1950-1956 - L'AGGRAVATION DE L'ANTAGONISME  
EST / OUEST ET L'ISOLEMENT POLITIQUE DU PARTI  
COMMUNISTE**

Les premières années de la période se caractérisent par l'aggravation de la tension entre les deux blocs qui culmine avec la guerre de Corée.

Le groupe "Socialisme ou barbarie" qui accorde un intérêt privilégié à la conjoncture internationale y verra une confirmation du caractère inéluctable d'une troisième guerre mondiale. Il reste par contre plus étranger aux autres enjeux politiques de la période, parmi lesquels l'embryon de construction européenne et de création d'un axe franco-allemand, ainsi qu'au débat sur la Communauté européenne de défense qui divise profondément le champ politique, mais également aux premiers drames de la décolonisation : Indochine, Tunisie, Maroc et bientôt Algérie. C'est que les membres du groupe éprouvent quelques difficultés, malgré de réelles tentatives, à appréhender ces problèmes assez étrangers à la concurrence/ affrontement entre les deux "capitalismes" tendant chacun au monopole et à la perspective d'une révolution prolétarienne internationale autant qu'internationaliste.

Le départ des socialistes du gouvernement en 1951 entraîne la fin du système des coalitions de Troisième force et le glissement à droite des gouvernements suivants. Le ou les mendésismes suscite/nt, dans une gauche rejointe par de nombreux chrétiens, un réel enthousiasme qui précède, accompagne et survit au gouvernement de Pierre Mendès France en 1954-1955, pas celui du groupe "Socialisme ou barbarie" qui n'y voit qu'une tentative de modernisation du capitalisme.

Pendant les premières années de la guerre froide, la force du Parti communiste dans le monde ouvrier s'érode, non plus seulement sa capacité de réunir et de mobiliser, comme dans les années d'après-guerre, ce que ne manquent pas de noter les auteurs militants de *Socialisme ou barbarie*, mais même son influence électorale. Au demeurant l'une et l'autre restent très grandes, même si ce parti, qui enregistre une non négligeable "tertiarisation", phénomène en partie masqué par le

retour d'un discours ouvriériste, est de moins en moins ouvrier, non seulement en valeur relative mais même absolue, en particulier dans la fédération de la Seine, étudiée dans le détail. Le nouveau petit groupe révolutionnaire est squelettique, quant à lui, à côté d'une extrême gauche trotskiste elle-même émietlée.

Mobilisation et sectarisme caractérisent le monde des intellectuels communistes et des compagnons de route, au début des années cinquante : jdanovisme, procès mis en scène contre des dirigeants communistes dans les démocraties populaires n'entraînent pourtant pas de nombreuses défections. Cependant les anti-atlantistes ou anti-anticommunistes, bien que la nébuleuse ainsi qualifiée se caractérise notamment par sa diversité, tendent de plus en plus souvent à adopter une distance critique, critique qui reste certes limitée dans sa teneur, tant face au "communisme réel" qu'aux prises de position des communistes français, à l'exception toutefois des *Temps modernes*. Débordant le champ des revues, ils s'expriment en particulier dans *L'Observateur*, créé en 1950, qui deviendra ultérieurement *France Observateur* ; les rédacteurs de l'hebdomadaire cherchent en outre à susciter et soutenir des regroupements politiques à la gauche de La SFIO. Quant aux antitotalitaires, à la suite de l'expérience pionnière de la revue *La Liberté de l'Esprit*, la création de *Preuves*, en 1951, qui participe à un véritable réseau international est d'une toute autre ampleur. Son inscription dans le champ intellectuel français n'est pourtant pas aisée.

Avec la mort de Joseph Staline et l'arrivée au pouvoir de Nikita Krouchtchev, on assiste à l'amorce d'une part d'une coexistence pacifique internationale qui n'est pas synonyme de réconciliation mais de compétition sans recours à la guerre, ce qui n'exclura pas au demeurant l'éclatement de crises ultérieures aiguës, et de l'autre à celle de la déstalinisation dans le monde communiste. La coexistence pacifique résistera, non sans coût, à l'année 1956 qui connaîtra à la fois l'intervention militaire franco-britannique en Egypte, sa condamnation par les États-Unis et l'URSS, et la répression soviétique en Hongrie.

L'apaisement des tensions qui avaient profondément clivé la gauche française rend un peu plus crédibles les perspectives "unionistes". Mais le recul du Parti communiste français devant la déstalinisation provoque des crises en son sein : l'affaire Lecœur, en particulier, et contribue à bloquer l'approfondissement des échanges, malgré les tentatives de réinsertion dans le système des alliances politiques, par une politique active de votes de soutien, en particulier l'investiture de Pierre Mendès France en 1954, puis de Guy Mollet en 1956. Un malaise s'installe qui affecte particulièrement une partie des intellectuels du parti, traumatisés en particulier par la volte-face à propos de Tito /Josip Broz/, puis par le contenu du rapport Krouchtchev, publié dans *Le Monde* en juin 1956, qui laisse apparaître une répression de masse, mais qui supportent aussi de plus en plus mal la rigidité de la direction d'un parti dont la croyance en l'infaillibilité se fissure.

Mais ce n'est qu'avec la répression soviétique de la révolution hongroise qu'un nombre élevé d'intellectuels communistes deviennent très critiques et souvent quittent le Parti. Moins connue et plus discrète, la réaction de rejet est aussi très forte dans le monde ouvrier et vise la CGT comme le Parti communiste, après l'échec antérieur de certaines tentatives de mobilisation politique de cette confédération syndicale au temps de la guerre froide. Quant aux réseaux des intellectuels compagnons de route et progressistes, ils se désagrègent alors.

C'est l'approfondissement de la critique qui caractérise la nébuleuse anti-anticommuniste et la fin de l'ostracisme les regroupements antitotalitaires. Les premiers restent néanmoins unionistes. Encore prêts en outre à détecter des germes d'évolution positive dans le monde communiste, ils tentent de plus en plus de peser sur l'évolution des communistes français. L'expression de plus fréquente des "ex" en est un facteur et un instrument, le développement d'un courant "révisionniste" un autre, à côté d'une reconsidération des variétés de réformisme.

La multiplication des échanges scelle la fin de la guerre froide intellectuelle, par affaiblissement des communistes et reprise de contacts entre les non communistes ; pour la première fois les thèses défendues dans *Socialisme ou barbarie* bénéficieront d'une certaine écoute dans le champ intellectuel. Le communisme réel change aussi de statut : il n'est plus une référence mobilisatrice.

L'année 1956 voit aussi le vote des pouvoirs spéciaux en Algérie, étape importante dans l'engrenage de la violence enclenché depuis 1954, sur fond de persistance du libéralisme pratiqué face aux autres colonies depuis l'expérience Mendès France.

Cette répression suscite de multiples tensions au sein de la gauche ou plutôt des gauches et entraîne des protestations morales de la part des intellectuels, y compris d'intellectuels chrétiens. Ces dernières sont encore relativement peu nombreuses et peu organisées, mais iront en s'accroissant vivement dans les années ultérieures. On assiste également à côté de ce retour à l'exercice d'un magister moral au début du développement de réactions anticolonialistes en même temps qu'à la réapparition politique des groupes d'extrême et "ultra"-gauche.

La presse d'opinion joue aussi un rôle important dans cette dénonciation : *L'Express*, *France Observateur*, mais aussi *L'Humanité*. Ultérieurement, les mobilisations contre la poursuite de la guerre d'Algérie contribuent au développement de la gauche indépendante, mais également à l'évolution de l'ACJF, de l'UNEF et de la CFTC.

IV.1/ Le contexte international : de la confrontation à l'esquisse d'une coexistence pacifique, ponctuée de crises



Pendant les premières années d'après-guerre, la politique européenne de la France avait été dominée par le refus de la réunification allemande, y compris des zones occidentales, et l'acharnement à obtenir des réparations de ce pays.<sup>479</sup> Dans le même temps l'Union soviétique envisageait de transformer la partie de l'Allemagne qu'elle contrôlait en zone purement agricole, afin d'empêcher la reconstitution de sa puissance et passait déjà aux actes grâce au démontage systématique des usines.

Mais, pour la France "l'aube de la guerre froide" avait scellé "l'échec de sa politique allemande."<sup>480</sup> Tout au contraire, le Pacte atlantique<sup>481</sup> dont les États-Unis avaient pris la tête, en rompant avec la tradition d'isolationnisme américain, et qui répondait à la relative faiblesse des capacités militaires de l'Europe de l'Ouest, n'était plus du tout tourné contre l'Allemagne. Il fut réalisé sur le plan militaire dès le 4 avril 1949. Le grand quartier général des forces alliées en Europe fut installé en France, de même qu'en 1952, tous les organes non militaires du pacte le furent à Paris. C'est en cela essentiellement que le Pacte différait des traités : il créait ces organes permanents.

"L'intégration des forces nationales sous un commandement américain... témoignait de l'affaiblissement de l'Europe et de sa dépendance envers les États-Unis. On pouvait pallier cette faiblesse par un regroupement des pays européens... grand dessein du MRP et des socialistes." Il n'y eut pas d'accord pour une Union politique. Mais, venant après la création de l'OECE, chargée de gérer l'aide économique américaine octroyée dans le cadre du Plan Marshall, grâce à "Jean Monnet qui a convaincu Robert Schuman", l'Union économique européenne prit forme avec la CECA, projet économique et politique qui tendait à "coordonner la production de charbon, de fer et d'acier." Le but était d'"éliminer l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne" et de jeter les bases d'une "Fédération européenne."<sup>482</sup> Le traité fut signé en avril 1951 et ratifié entre avril et juillet 1952.

La guerre de Corée (1950-1953) qui débute en juin 1950, à la surprise des Américains, lorsque les troupes de la Corée du Nord communiste, encouragées par Joseph Staline, franchissent le 38<sup>e</sup> parallèle, “constitue un des événements majeurs de la guerre froide, puisqu’elle porte à son apogée l’affrontement Est-Ouest et débouche sur un raidissement des deux “blocs.”<sup>483</sup> Avec l’intervention directe, d’une part, des troupes américaines, surtout depuis septembre de la même année, et leur franchissement du 38<sup>e</sup> parallèle en direction du Nord depuis octobre et, de l’autre, chinoises, dès fin octobre, la guerre froide devient vraiment guerre, au moins localement. Le commandant en chef américain, le général Douglas MacArthur, envisage l’emploi de l’arme atomique, pour faire reculer les Chinois ; il est finalement relevé de ses fonctions par le Président Truman, ce dernier redoutant le déclenchement d’une troisième guerre mondiale.

André Fontaine souligne que “jusqu’à la guerre de Corée, les dirigeants occidentaux avaient vécu dans l’idée que les Soviétiques emploieraient tous les moyens pour faire progresser leur cause, sauf la guerre”. Pourtant “ce même mois d’octobre qui est celui de l’intervention des communistes chinois en Corée les vit également envahir le Tibet. (...) C’est en octobre 1950 encore que le Viêt-Minh... infligea à l’armée française sa première défaite irréparable, en s’emparant des deux citadelles de Cao-Bang et Lang-Son à la frontière chinoise...” “En Malaisie, les efforts... pour venir à bout de la rébellion communiste par une politique de réformes échouèrent totalement.” Même en Europe la situation était “préoccupante”. “Les incidents se multipliaient sur la frontière de la Yougoslavie.” Enfin, “en septembre 1950, les communistes autrichiens avaient déclenché, avec le soutien manifeste de l’occupant soviétique, une grève générale insurrectionnelle qui n’échoua qu’en raison de la résistance déterminée de la grande majorité de la classe ouvrière viennoise.”<sup>484</sup>

Par ailleurs, aux États-Unis même, cette guerre de Corée, lointaine, “coûteuse en vies humaines” américaines, puisqu’elle aura fait 54 000<sup>485</sup> victimes du côté des États-Unis, a déclenché une véritable psychose anticommuniste. “C’est le moment où, sous l’influence du sénateur McCarthy la “chasse aux sorcières” bat son plein...”<sup>486</sup>. Pour incontestablement non démocratique qu’elle ait été, surtout lorsqu’elle ne visait que des délits d’opinion, elle ne peut cependant pas être mise en parallèle avec les

répressions qui s'abattirent sur les pays d'Europe centrale après la prise de pouvoir par les communistes.

Sur le plan international, cette crainte aboutit à la multiplication des traités d'alliance entre l'Occident et les pays des différentes aires géographiques où la menace communiste se fait particulièrement sentir : Asie du Sud-Est, pacte de Bagdad qui est censé parachever l'encercllement par le sud du bloc socialiste.

En Europe, les Américains réclamaient dorénavant le réarmement allemand. Afin d'éviter la reconstitution de la puissance militaire allemande, le gouvernement français, présidé par René Pleven, avait proposé la création d'une armée européenne intégrée : la "Communauté européenne de défense", instituée par le traité de mai 1952. Sa ratification à laquelle communistes et gaullistes sont systématiquement opposés, déclenchera un des plus difficiles conflits politiques qui aient secoué les institutions de la IV<sup>e</sup> République, en dehors des drames de la décolonisation.

Il est donc bien évident que la petite revue *Socialisme ou barbarie* est loin d'être le seul lieu d'expression de la crainte d'une troisième guerre mondiale ! Cependant cette guerre à venir qui, dans *Socialisme ou barbarie*, représente plus encore une perspective qu'elle ne correspond à une peur, même si une telle éventualité provoque une crainte très concrète chez certains des militants du groupe, on le verra, est annoncée beaucoup plus tôt, dès le premier numéro du nouvel organe en mars-avril 1949, dans lequel, de plus, les textes publiés alors sont, rappelons-le, le fruit de "théorisations" et de discussions antérieures. Une telle prévision n'a donc rien à voir avec le début des hostilités en Corée qui a surpris le haut commandement militaire des États-Unis, principal acteur concrètement intéressé. Peut-on alors parler d'une intuition remarquable, après les premières années de la guerre froide et les prises de pouvoir "putschistes" des communistes dans plusieurs pays ? Le type d'explication quelque peu "fantaisiste" avancé dans la revue d'extrême/"ultra"-gauche :

l'accumulation du capital et la concurrence entre deux "monopoles" étatiques paraît infirmer une telle hypothèse.<sup>487</sup> Ceci d'autant plus qu'un tel schème d'un marxisme particulièrement "économiste" n'est guère favorable à une saisie plus fine ni des rapports de forces militaires et stratégiques dans les différentes aires géographiques, ni de la diversité au sein d'un même camp, ni *a fortiori* de phénomènes plus nouveaux, tels que l'accession à l'indépendance de pays jusqu'alors dominés. Malgré le suivi assez systématique des informations sur ces sujets dans la petite revue. Dans *Socialisme ou barbarie*, c'est d'ailleurs l'Europe qui, initialement, est très explicitement considérée comme le principal et premier théâtre d'opération de la future troisième guerre mondiale : "... les impérialistes américains... /comptent/ avec la force russe... telle qu'elle sera après les premières semaines de la guerre, lorsque les Russes auront vraisemblablement occupé l'Europe continentale, des régions importantes du Proche et du Moyen-Orient et commencé l'invasion du Sud-Est asiatique."<sup>488</sup> Ce n'est qu'avec le début effectif de la guerre de Corée que ce pays est alors considéré comme le lieu effectif de déclenchement de la troisième guerre mondiale : "Avec la guerre de Corée, les gens ont compris que la guerre était inéluctable non seulement théoriquement, mais dans la pratique... ; une certitude du lendemain avec laquelle on ne pouvait plus ruser."<sup>489</sup>

De surcroît, pour les théoriciens de la petite revue, l'Union soviétique, où le monopole des ressources et de la direction des hommes est arrivé à un plus grand aboutissement, selon leur grille d'analyse d'alors, est plutôt mieux placée pour l'emporter dans la guerre que le "camp" occidental miné par des diversités et oppositions vues, bien sûr, comme des contradictions insurmontables.

C'est d'ailleurs aussi dans une telle optique qu'est soulignée l'importance de la prise du pouvoir par les communistes en Chine : "Peu de gens semblent apprécier à sa juste valeur l'énorme signification de la conquête fulgurante de la Chine par le stalinisme. La bourgeoisie essaie de se consoler en s'illusionnant - étrange aveuglement, signe infaillible du destin historique d'une classe - sur l'éternelle "âme de la Chine" qui neutralisera le communisme... ou sur le prétendu "titisme" de Mao-Tsé-Toung...". "En réalité, le saut imposé à cinq cent millions d'hommes de la barbarie médiévale à la barbarie moderne est gros de conséquences historiques. Non

seulement la conquête désormais définitive et irrévocable de la Chine par la bureaucratie tendra à modifier à la longue le rapport de forces mondial à son avantage et au détriment du capitalisme américain, mais aussi par l'industrialisation de cet immense pays et la prolétarianisation de sa population, elle amplifiera d'une manière inouïe les bases objectives et subjectives de la révolution mondiale."<sup>490</sup> Dès le second numéro de la revue, un article avait d'ailleurs été prévu sur "la conquête de la Chine" par "le stalinisme" et c'est même dès le premier numéro qu'est annoncée une étude sur "la paysannerie dans la révolution coloniale."<sup>491</sup>

La mort de Joseph Staline et le début de l'équilibre atomique, avec le lancement de la bombe H soviétique en 1953, suivi bientôt par la construction des vecteurs, amorcent la même année une certaine "détente" internationale et laissent présager une possible "coexistence pacifique" ou un "équilibre de la terreur" entre l'Est et l'Ouest. Moins "concertée" que "forcée"<sup>492</sup>, la détente permet pourtant la reprise des négociations sur Berlin et l'Autriche, sans succès toutefois pour l'épineux problème berlinois. La fin de l'occupation militaire soviétique "d'une Autriche, restée unifiée", en échange de la neutralité de ce pays qui "... s'engage à refuser toute union, politique et économique, avec l'Allemagne"<sup>493</sup>, interviendra alors. Par contre, la conférence de Genève met fin en 1954 à la première guerre d'Indochine ; l'URSS, enfin, se réconcilie bientôt avec la Yougoslavie, relations qui ne sera cependant pas absente de tensions ultérieures ; en 1955, les chefs de gouvernement reprennent à Genève un dialogue interrompu depuis dix ans.

En URSS, une nouvelle équipe dirigeante se constitue finalement autour de Nikita Khrouchtchev. Elle adopte une ligne moins dure vis-à-vis de l'Occident, qui marque un infléchissement : la rivalité sans guerre, accompagnée d'échanges économiques.<sup>494</sup> Une telle volonté de paix répond aussi au souci de créer les conditions favorables au lancement de grandes réformes économiques.

Cet assouplissement n'empêche pas qu'une violente répression, menée directement par les troupes soviétiques, ne s'abatte sur la Hongrie, où une

très forte mobilisation populaire avait abouti à des réformes radicales tant à l'intérieur que dans le domaine de la politique étrangère. Si les Occidentaux avaient soutenu et encouragé les tentatives de démocratisation et d'adoption d'une ligne "neutraliste" par le gouvernement d'Imre Nagy, s'efforçant de satisfaire les exigences des insurgés, ils n'agissent guère face à l'intervention soviétique et à la répression, de même qu'ils n'avaient pas tenté de suggérer de solutions de compromis : les frontières des blocs se trouvent donc respectées et restent imperméables. Face à la répression en Hongrie, le Conseil de sécurité de l'ONU était de toute manière paralysé par le veto soviétique, quant à l'Assemblée générale ce n'est que le 4 novembre, jour de la seconde intervention soviétique à Budapest qui fut décisive, qu'elle demande le retrait immédiat des forces soviétiques de Hongrie, puis à nouveau le 8 du même mois, ainsi que l'organisation d'élections libres. Selon Peter Kende, "Les Occidentaux ont pris au sérieux les vociférations du Kremlin menaçant d'intervenir au Proche-Orient, voire de recourir à l'arme atomique. Dès lors du côté des Occidentaux, déjà dramatiquement fissurés par l'affaire de Suez, l'idée ne s'est même pas posée d'intervenir un tant soit peu activement dans ce qui se passait à l'Est du rideau de fer."<sup>495</sup>, cette dernière interprétation n'étant guère reprise par les spécialistes des relations internationales, malgré la tension internationale créée par les actions militaires contre l'Égypte.

La triple intervention des troupes israéliennes, françaises et britanniques en Égypte à la fin du mois d'octobre pour les premières et en novembre 1956 pour aboutir à un succès militaire : l'État hébreu, dans un contexte marqué par de nombreuses attaques de Fedayin sur son territoire, après un raid israélien contre Gaza occupé par l'armée égyptienne, craignait une intervention égyptienne à la suite d'un accord tchéco-égyptien de livraison d'armes à l'Égypte, qui lui avait déjà permis d'obtenir auprès du gouvernement de Guy Mollet d'importantes importations de matériel militaire, la nationalisation du canal de Suez par le colonel Gamel Abdel Nasser, chef du gouvernement égyptien et par ailleurs appui du nationalisme algérien, provoqua la réaction franco-britannique, au demeurant très vive. Pourtant les menaces d'intervention soviétique et la double condamnation

parallèle de l'URSS et surtout des États-Unis obligent Français et Britanniques à évacuer la zone du canal dès fin 1956, ce qui tend à montrer aux deux États européens les limites de leur puissance internationale.

Cette dernière crise est moins exclusivement marquée par l'affrontement exclusif entre les deux blocs que ne le sera celle Berlin en 1961.

Autre effet indirect de l'esquisse d'une coexistence pacifique, qui n'exclut pas les crises, dans le champ politique français, le Parti communiste cherche bientôt à se réintégrer dans le jeu des alliances et des soutiens politiques, une première fois en apportant son vote, lorsque Pierre Mendès France devient président du Conseil, parce que celui-ci s'est engagé à faire la paix en Indochine, appui alors particulièrement gênant, malgré le choc tardif causé sur l'opinion publique par la défaite de Diên Biên Phu, une seconde en apportant son appui au gouvernement Guy Mollet, au moins à ses débuts.

Dans le champ intellectuel, la crise de conscience préparée par la déstalinisation soviétique et provoquée chez les intellectuels communistes et "philocommunistes" par la violente intervention soviétique en Hongrie et par la répression qui l'avait suivie aura, on y reviendra, une valeur morale, voire permettra le "réveil des somnambules", selon l'expression choisie en titre par Jeannine Verdès-Leroux.<sup>496</sup> Quant aux conceptions de *Socialisme ou barbarie*, elles y gagneront en reconnaissance ou au moins bénéficieront d'une certaine estime. L'événement provoquera aussi la perte d'une partie des illusions millénaristes profanes, chez nombre de ces intellectuels, bien loin de la vision du monde de *Socialisme ou barbarie*, encore à ce moment-là, mais pas forcément celle de l'aliénation politique radicale parfois réactivée par une interprétation extrémiste des luttes "anticoloniales". À "Socialisme ou barbarie" pourtant, la critique des organisations qui dirigent les luttes anticolonialistes ou anti-impérialistes, ce qui tiendra nos militants théoriciens éloignés du "tiers-mondisme", s'accompagne d'une comparaison entre la vigueur

des mouvements de masse dans les pays du “tiers-monde” et plus encore, pour eux, dans les pays communistes et l’absence de tels mouvements dans le monde occidental qui débouche très vite sur des réflexions sur “l’apathie” de la classe ouvrière dans un tel contexte.

#### IV. 2/ 1950-1955 : Rupture définitive des configurations politiques de l’après-guerre, retour de la droite au pouvoir et choix de Pierre Mendès France

Dans le champ politique français, la Troisième force au pouvoir en France depuis 1948 peut être considérée comme le moyen qui a permis de faire perdurer l’alliance entre les socialistes et les “républicains populaires”. Cependant, si elle est née d’une telle alliance, ce sont bientôt les radicaux qui en deviennent le pivot, et la Troisième force bénéficie dorénavant du soutien de tous les partis et forces politiques reconstitués, moins les communistes et les gaullistes qui sont ses adversaires. Il s’agirait donc d’une coalition essentiellement défensive et négative dont on peut cependant dire qu’elle prolonge à sa manière les alliances nées de la Résistance. Une telle association peut également être définie par ses objectifs positifs : assurer la stabilité de la démocratie parlementaire et de ses institutions, dans le contexte de la guerre froide, déterminant pour appréhender la nature d’une telle entente.

Composition et soutien des gouvernements de Troisième force témoignaient aussi d’un glissement gouvernemental vers la droite. En effet, ne disposant que d’une majorité relative, cette coalition devait bénéficier soit du soutien des députés gaullistes soit de celui qu’elle avait effectivement sollicité avec succès des députés modérés, c’est-à-dire de droite. De plus, la direction du MRP, créé en 1944 par des catholiques résistants, restait certes plutôt de gauche, mais une majorité de son électorat était soit conservatrice soit gaulliste et donc peu fidélisée politiquement par cette direction.<sup>497</sup>



Grâce au “système des apparentements” entre listes, défendu par Henri Queuille et voté par le parlement en mai 1951, la coalition de Troisième force se maintint au pouvoir aux élections législatives de la même année. Ce système introduisait le principe majoritaire dans un cadre essentiellement proportionnel, puisque lorsqu’une coalition, de fait exclusivement la Troisième force, obtenait la majorité absolue des suffrages exprimés, elle recevait la totalité des sièges. En pénalisant l’isolement, ce système permit de réduire la représentation des gaullistes et plus encore des communistes qui furent respectivement privés de 25 et 47 sièges, alors qu’en termes de suffrages exprimés toutes les formations politiques avaient perdu des voix, à l’exception notable des modérés et du RPF, le MRP apparaissant quant à lui comme le principal vaincu des élections.

Déjà prompts avant 1951 à renverser, le plus souvent sur des questions de politique sociale, des gouvernements auxquels ils participaient, les socialistes ne furent plus membres du gouvernement après 1951. C’est sur un nouvel épisode de la querelle scolaire, à la suite du vote de la fameuse loi Barangé qui prévoyait une subvention par enfant octroyée à tout l’enseignement primaire, privé comme public, que la coalition se rompt finalement en 1952, avec le renversement du gouvernement par les socialistes.

Cette rupture qui a pour conséquence le retour de la droite au pouvoir avec les gouvernements du très populaire Antoine Pinay et de Joseph Laniel, sans compter l’intermède du gouvernement du radical René Mayer dont le parti retrouve progressivement un rôle central, clôt définitivement le type d’alliances politiques né dans le contexte de l’après-guerre, même si l’entente initiale entre les socialistes et les républicains sociaux n’en était déjà plus qu’une forme tout à fait résiduelle, dépassée d’ailleurs par les alliances gouvernementales ultérieures. L’arrivée au pouvoir d’Antoine Pinay soutenu par 27 députés RPF, bientôt exclus du Rassemblement, marque de plus une étape importante dans la désagrégation du

mouvement gaulliste, d'ailleurs dissous par le Général de Gaulle en mai 1953. Même si elle n'est que provisoire, cette disparition du gaullisme politique met ainsi un point final aux configurations politiques nées de la Résistance.

Radical, Edgar Faure fut ministre des Finances dans les gouvernements Laniel et Mendès France, ainsi que président du Conseil ultérieurement et donc responsable de l'économie ; il put, grâce à la stabilisation réalisée par Antoine Pinay, relancer massivement les investissements, comme le souligne Jean-Jacques Becker : "... il fut à l'origine d'une période de croissance très rapide de l'économie. Croissance, plein emploi, stabilité des prix, solde bénéficiaire de la balance des comptes, les années 1954 et 1955 sont les deux années "heureuses" de la Quatrième république sur le plan économique."<sup>498</sup>

Pour cet historien, la "politique sociale" reste cependant "à la traîne"<sup>499</sup>, malgré la création du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti). De manière peut-être un peu exagérée, Jean-Pierre Rioux souligne quant à lui que "... déjà sous Pinay... les syndicats FO..." dont la base restait "fort imprégnée de syndicalisme révolutionnaire" "avaient planifié leur harcèlement contre le gouvernement."<sup>500</sup> Mais c'est le gouvernement Laniel qui déclencha une grave crise sociale d'un genre pour partie atypique, tant par ses acteurs : les fonctionnaires et les cheminots, que par sa relative spontanéité. En effet, ayant adopté une politique financière orthodoxe et désireux de faire des économies sur les déficits publics, le gouvernement voulut notamment reculer l'âge de la retraite dans le secteur public. C'est cette dernière mesure particulièrement impopulaire qui fut à l'origine de la grève. Celle-ci fut lancée par des postiers FO de Bordeaux. Elle se répandit dans de larges pans du secteur public : EDF, PTT, SNCF, mobilisant près de quatre millions de grévistes qui débordèrent largement les appareils syndicaux pendant presque tout le mois d'août. A cette crise de la fonction publique s'ajouta en octobre 1953 celle du monde paysan, causée par la baisse des prix agricoles et plus profondément par l'endettement des agriculteurs pris dans un processus de modernisation très rapide.

- *Les premiers drames de la décolonisation française*

Pour Jean-Pierre Rioux, très critique vis-à-vis de la IV<sup>e</sup> république :

“Pressions et débats ne s'exercent guère sur l'Affaire d'Indochine. Cette guerre lointaine, menée par des soldats professionnels et des auxiliaires “indigènes”, met en jeu quelques grands intérêts de la colonisation mais ne frappe pas une masse de “petits Blancs” comme en Afrique du Nord. Le thème de la localisation asiatique de la croisade contre le communisme est bien reçu, et sans inventaire. Toutes ces raisons expliquent une singulière atonie de l'opinion qui ne s'éveillera qu'après la gifle de Diên-Biên-Phu.”<sup>501</sup> le 7 mai 1954. Seuls alors, selon lui, les communistes “manifestaient contre l'expédition par des grèves de cheminots et de dockers”, mais dans une perspective essentiellement anti-américaine.<sup>502</sup>

“Par contre, les affaires de Tunisie et du Maroc mettent en jeu des intérêts plus proches. Des groupes de pression savent tenir les moyens d'information et faire les couloirs du Parlement. (...) Et surtout la présence de fortes colonies françaises menacées par l'explosion démographique indigène donne ici du poids aux associations, aux sections locales des partis de métropole, à tous les groupements de défense.”<sup>503</sup> Le journal *L'Aurore* se fera le porte-parole de la guerre à tout prix.

Le protectorat tunisien est soumis à une répression très dure, après l'échec des tentatives de négociations et malgré l'acceptation de Robert Schuman de conduire la Tunisie vers l'indépendance. Sur fond de terrorisme et de contre-terrorisme, la réponse donnée à l'agitation du Parti nationaliste du Néo-Destour dont le chef, Habib Bourguiba, est emprisonné en France sera finalement le “ratissage” de la presqu'île du Cap Bon, à l'Est de Tunis. L'Affaire marocaine, quant à elle, fut gérée par deux fois par l'armée de manière très “coloniale”. Après un premier échec du sultan du Maroc dans ses demandes pressantes de voir évoluer le protectorat dans le sens de l'indépendance et une première rébellion du Glaoui en 1951, soutenue par le Maréchal Alphonse Juin, qui contraint le sultan à désavouer le mouvement nationaliste de l'Istiqlal, tous les nationalistes marocains se retrouvent soudés au sein d'un Front national. Le sultan du Maroc, Mohamed V, soutenant

presque au grand jour le mouvement nationaliste de l'Istiqlal, le résident général le fait déposer et exiler, sans avoir consulté le gouvernement qui préfère "couvrir" qu'avouer cette inquiétante perte d'autorité. Une telle gestion provisoire de la crise a été rendue possible grâce à nouveau à l'aide du Glaoui appuyé sur ses pachas fidèles et ses cavaliers berbères. C'était jouer des oppositions ancestrales entre le sud berbère et le nord arabe.

Selon l'historien Jean-Pierre Rioux, toujours "... un des éléments du drame est lié à l'impuissance des partis de métropole à prendre en considération la nouveauté du phénomène de la décolonisation."<sup>504</sup> Pourtant dès la fin de la guerre, communistes, socialistes et MRP "étaient tous favorables à des réformes hardies", mais pas les mêmes. Il n'y avait que les communistes pour penser que la "décolonisation" "devait être totale et immédiate, pour les socialistes, on allait jusqu'à l'autonomie, non l'indépendance, le MRP était partisan de l'Union française et l'Indochine le préoccupait particulièrement par la présence d'une importante population catholique."<sup>505</sup> Mais au fur et à mesure de l'évolution de la situation, les partis politiques se trouvent extrêmement divisés : il en va, en tout cas, ainsi pour chacun des grands partis susceptibles de participer au gouvernement.

En Indochine, la force de l'Empereur Bao-Daï était d'avoir "... arraché aux Français ce qu'ils avaient refusé à Hô Chi Minh, la promesse de l'indépendance."<sup>506</sup> Mais rien de sérieux ne fut finalement fait pour consolider son pouvoir, lorsqu'il y accéda finalement en 1949, alors que sa légitimité pas plus que son autorité n'étaient pourtant assurées. Le nouveau souverain rompt avec le régime communiste du Nord, bientôt soutenu militairement avec beaucoup d'efficacité par la République populaire de Chine, proclamée en 1949. Le régime de Bao-Daï se révèle cependant tout aussi incapable de prendre en mains l'administration que de lever une armée en état de se battre effectivement. Le trafic de la piastre vers la France finit de saper sa déjà très faible légitimité. La combativité d'Hô Chi Minh laisse prévoir et fait parfois souhaiter aux Français comme aux nationalistes vietnamiens une intervention américaine. Le conflit coréen internationalise effectivement la guerre d'Indochine qui

se transforme en guerre contre le communisme. Malgré l'aide américaine et la part très importante du budget français de la Défense consacrée à la guerre d'Indochine, l'armée française prise dans la stratégie américaine de "containment", ou endiguement, ne parvient pas à contenir le Viêt-minh. Dès octobre 1950, Pierre "Mendès France avait posé l'alternative : réaliser nos objectifs par la force, ce qui implique trois fois plus de soldats et de crédits, ou négocier avec Hô Chi Minh." De fait, les partis politiques n'étaient pas prêts et la situation militaire française continua à se dégrader sur le terrain, jusqu'à la défaite dont le risque devenait de plus en plus évident. Les historiens Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi expliquent quant à eux le contexte de la bataille de Diên Biên Phu en 1954 d'une manière plus stratégique : "Pour se présenter à cette réunion en position de force, le gouvernement français avait besoin d'un succès en Indochine ; ce fut l'objet du "plan Navarre" qui comportait l'occupation de la cuvette de Dien Bien Phu."<sup>507</sup> Celle-ci fut également due à une conception très conventionnelle des modalités de maîtrise d'un territoire, ainsi qu'à une sous-estimation de l'efficacité des méthodes non conventionnelles de l'adversaire, y compris en matière d'intendance : des méthodes de guérilla, appuyées sur une organisation totalitaire des militaires comme des civils.

#### IV. 3/ Les gouvernements Pierre Mendès France, Edgar Faure et Guy Mollet et l'entrée en guerre d'Algérie

*- Le gouvernement Mendès France (juin 1954 -février 1955) et les débuts du mendésisme*

"La brièveté du ministère ne doit pas dissimuler son importance primordiale, l'enthousiasme qu'il suscita, surtout parmi les jeunes."<sup>508</sup>

Il s'agit d'un enthousiasme pour la personnalité de Pierre Mendès France et pour ce qu'elle symbolise, tout en même temps. "... homme neuf qui n'avait fait partie d'aucun ministère depuis qu'en 1945 il avait quitté le gouvernement qui refusait de le suivre dans

ses projets de restauration financière et on lui savait gré d'être fidèle à lui-même" "... sa forte personnalité faisait augurer un style nouveau de gouvernement de style jacobin, capable de restaurer l'autorité de l'État..."

"Pierre Mendès France apparaissait comme un homme de mouvement, en qui se retrouvaient tous ceux qui étaient prêts à lever les hypothèques coloniales pour avancer résolument dans une politique économique et sociale hardie."<sup>509</sup>

*L'Express*, fondé par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud en 1953 qui avait su mettre en scène Pierre Mendès France<sup>510</sup>, comme une incarnation de valeurs politiques, dès avant son investiture, poursuit son action pendant sa présidence, en mettant en scène ses principales décisions et déclarations. A l'image moderniste de l'hebdomadaire répond celle projetée du Président du Conseil, mais surtout d'un homme politique capable de gouverner, sans se laisser déborder par les querelles entre les partis, voire au sein de ces derniers. De tels conflits, parfois difficiles à maîtriser pour les électeurs, étaient donc susceptibles à terme de produire une grande désaffection vis-à-vis des institutions de la République, voire vis-à-vis de cette dernière.

De fait, le gouvernement de Pierre Mendès France constitue une tentative de faire fonctionner efficacement les institutions de la IV<sup>e</sup> république, avec un gouvernement de centre gauche.

Dès 1950, cet homme politique avait su prendre position clairement en faveur de la paix en Indochine par la négociation, ce qui lui avait valu le soutien du Parti communiste désireux de sortir de son isolement, vote en sa faveur qu'il avait d'ailleurs refusé de comptabiliser par principe politique. Il avait promis une conclusion rapide de cette paix dans sa déclaration d'investiture, survenue, il est vrai, juste après la défaite de Diên Biên Phû qui avait enfin sensibilisé l'opinion. Dès le mois suivant la paix était effectivement conclue à la Conférence de Genève dont la

convocation, au demeurant prévue depuis le début de l'année, avait même été une des causes, on l'a vu, de la bataille de Diên Biên Phû.

Mais au-delà Pierre Mendès France s'engage effectivement sur la voie de la décolonisation, plus sans doute par réalisme que par principe, lui-même restant encore sans doute attaché à une forme d'intégration des populations des colonies. Une telle évolution des relations avec la métropole est de plus en plus rejetée par les mouvements nationalistes extrémistes, alors que la répression favorise, de fait, le développement de ces derniers. Il serait sans doute plus pertinent de souligner que le président du Conseil est surtout favorable à la négociation et déterminé à traiter les problèmes. Concrètement, il reconnaît l'autonomie interne de la Tunisie et engage les négociations qui aboutiront à l'indépendance en 1956 ; il rend également cinq comptoirs français à l'Inde.

L'Algérie pose des problèmes tout à fait différents. En premier lieu, la colonie européenne représente près du 1/10<sup>e</sup> de la population des trois "départements". En second et surtout, Pierre Mendès France fut confronté au "complot de la Toussaint", c'est-à-dire à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1954 à une vague d'attentats qui n'atteignirent cependant pas l'ampleur escomptée par ses organisateurs. Le président du Conseil tenta d'y répondre en associant la fermeté des déclarations et des actes : augmentation des forces militaires en Algérie, arrestations et réformisme, mise en chantier d'un plan de réformes d'urgence et nomination de Jacques Soustelle, alors libéral, comme gouverneur général.

En Algérie, après une première répression très dure en 1945 contre un soulèvement lui-même violent, intervenu en Kabylie, à Sétif, le Statut de l'Algérie adopté bien tardivement en 1947 avait pu laisser espérer l'application de réformes structurelles. Ce statut prévoyait en particulier la mise en place d'une Assemblée algérienne, il est vrai, dotée d'attributions financières médiocres et divisée en deux collèges, l'un élu par les citoyens de statut civil français et les musulmans assimilés,

l'autre par les Algériens qui avaient conservé leur statut personnel. Mais le truquage des élections d'avril 1948 à cette assemblée avait été la réponse apportée par l'administration française au développement des deux mouvements nationalistes algériens : l'UDMA (Union démocratique du Manifeste algérien), modérée, conduite par Ferhat Abbas, partisan du fédéralisme, après l'avoir été longtemps de l'assimilationnisme, et le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), dirigé par le très charismatique Messali Hadj, autonomiste, puis très tôt indépendantiste, auxquels s'était joint le Parti communiste algérien. Ce dernier restera très lié au PCF et considéré par les Algériens musulmans comme un corps étranger "européen"<sup>511</sup>, malgré un effort d'arabisation : il est vrai que les fondateurs du PPA (Parti du Peuple algérien), ancêtre du MTLD, s'en étaient détachés. Quant au Parti communiste algérien qui réunissait Européens et musulmans d'Algérie, il explosera pratiquement sous le choc des affrontements.

Bien que les élections municipales de 1947 aient révélé l'audience des nationalistes, le Statut de l'Algérie ayant été largement vidé de son contenu, une telle politique de refus des réformes favorisa finalement, comme en Tunisie, bien que selon d'autres modalités, le développement des mouvements extrémistes, déjà plus populaires que les autres dans le contexte algérien. Quant au FLN, il avait été fondé par le CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action), à l'occasion d'une grave crise du MTLD. Il était largement le résultat d'une initiative des "activistes" et des anciens de l'OS, instrument militaire du MTLD qui avait été démantelé par la police. Si l'objectif était l'insurrection armée, les forces du FLN étaient encore faibles, ce qui explique les limites de la vague d'attentats de 1954, cependant frappante.

Outre le maintien de l'ordre dont la nécessité était clairement affirmée, la volonté de réforme se traduisit par la nomination de Jacques Soustelle, gaulliste réputé libéral, comme gouverneur général de l'Algérie. Une telle réputation lui valut d'être mal accueilli alors par les Européens. Quant à son projet,



l'intégration, après le retour à l'ordre, inadapté à une telle conjoncture, il contribua à l'extension de la guérilla.

Ce souci du respect des engagements annoncés est parfaitement cohérent avec la manière de gouverner de Pierre Mendès France, ainsi qu'avec sa pratique des institutions : son investiture est obtenue sur son programme, sans négociation avec les partis politiques sur la composition du gouvernement. Ayant renforcé sa propre autorité vis-à-vis des partis politiques, il fera de plus voter en novembre 1954 une révision constitutionnelle destinée à renforcer le rôle de l'exécutif, à rendre les crises ministérielles moins fréquentes et à limiter quelque peu le rôle de l'Assemblée nationale.

S'agissant des institutions européennes, Pierre Mendès France était sans doute lui-même plutôt opposé à la CED qui, de plus, divisait le gouvernement qu'il avait composé, c'est dire qu'il ne jugeait pas la résolution du problème essentielle ! Il est vrai que les débuts de "l'équilibre de la terreur" entre États-Unis et URSS, dorénavant capables de se neutraliser mutuellement, paraissaient rendre pour le moins le traitement du dossier moins urgent. "Pierre Mendès France décide de soumettre le traité à la ratification de l'Assemblée nationale, mais en s'en désintéressant ostensiblement, le gouvernement n'engageant pas son existence sur la ratification."<sup>512</sup> La CED est repoussée. Selon René Girault, le plus urgent pour Pierre Mendès France était de trouver un consensus en France, les dissensions françaises constituant le principal risque de fragilité de ce pays.<sup>513</sup> Le réarmement allemand s'effectuera finalement dans le cadre atlantique (Traités de Londres et de Paris, en octobre 1954).

Quant aux projets européens, ils ne sont pas abandonnés, malgré ce qu'en pensent alors les "Européens" fort mécontents, mais orientés dans une perspective essentiellement économique, incontestablement moins grandiose, avec la création de l'UEO et l'intégration de l'Allemagne.

Paradoxalement, alors que Pierre Mendès France était arrivé au pouvoir avec une réputation de réformateur économique et social, c'est dans ce domaine que la brièveté de son ministère ne lui laissât le temps d'entreprendre aucune œuvre marquante. Ancien délégué au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, nommé en 1951 président de la Commission des Comptes de la Nation, Pierre Mendès France s'intéresse incontestablement aux questions économiques et financières, ce qui n'est guère fréquent parmi les hommes politiques de son époque, *a fortiori* de gauche. Sans être lui-même économiste, il se veut compétent et cherche constamment à s'entourer d'hommes experts en ce domaine, à commencer par Georges Boris, son conseiller le plus écouté<sup>514</sup>, mais également Gabriel Ardant, Simon Nora, Jean de Largentaye, Claude Gruson et beaucoup d'autres encore. Pierre Mendès France avait été très influencé par les thèses keynésiennes, ce qui signifiait pour l'homme politique "... adapter la thérapie contracyclique... mettre l'accent sur les investissements comme moteur de la croissance..." ; "dès le début de sa carrière politique... il s'était rendu compte que la France devait opérer un redressement politique... faire du plein emploi le but à atteindre... La confiance dans une politique monétaire et fiscale comme instrument de contrôle de l'économie était aussi typiquement keynésienne... Mendès était convaincu que le marché ne pouvait assurer ni une croissance économique ni une justice sociale suffisantes... /Mais Pierre/ Mendès France respecta les forces du marché... A son avis, les intérêts de la communauté et les intérêts privés devaient être assurés, mais la charge des premiers incombaient à l'État..." Cependant, il aurait été finalement plus "interventionniste" que "planiste."<sup>515</sup> Pour Olivier Feiertag dans sa contribution au colloque Pierre Mendès France et l'économie, sous la direction de Michel Margairaz, le plan n'a pas de valeur abstraite pour Pierre Mendès France, il peut constituer une réponse à une conjoncture donnée : "C'est la guerre, la pénurie et la nécessaire modernisation d'une économie qui sortait exsangue et déphasée des années trente et de la Seconde guerre mondiale, qui amènent Pierre Mendès France à la planification." Au contraire, "La disparition d'une économie de pénurie, le risque de surproduction même qui se fait jour en 1952-1953, la reconstitution des circuits privés de l'argent, le rétablissement aussi des échanges extérieurs dans la perspective prochaine d'un traité européen, autant d'éléments qui peuvent expliquer que la pensée économique de Pierre Mendès France se soit renouvelée vers 1953-1954, sur la base d'un

abandon des options planificatrices et dirigistes développées au cours de la guerre et au lendemain du conflit.”<sup>516</sup>

Si Pierre Mendès France a suscité un enthousiasme tout à fait nouveau qui survit à son expérience et à son échec politiques, lui-même se contente de demander à ses partisans de rejoindre le parti radical. Mais les frontières du “mendésisme” vont au-delà. Pour Serge Berstein et Pierre Milza, “L’année 1955 est celle de l’épanouissement, à l’intérieur comme à l’extérieur du parti radical, du courant mendésiste rassemblant toute une gauche qui se sent mal à l’aise au sein des partis traditionnels : étudiants de l’UNEF, membres des Jeunesses socialistes, chrétiens de gauche, francs-maçons, adhérents des clubs de gauche (...) syndicalistes, hauts fonctionnaires, lecteurs de *L’Express*, de *Témoignage chrétien*, et, avec des nuances de *France Observateur*.”<sup>517</sup> On retrouvera d’ailleurs une partie de ces regroupements au sein de l’opposition mobilisée contre la guerre d’Algérie, dans laquelle l’extrême gauche jouera par ailleurs un certain rôle. Jean-Pierre Rioux dans *Pierre Mendès France et le mendésisme* distinguait nettement plusieurs “mendésismes”, à commencer par celui de Pierre Mendès France qui ne serait qu’un “radicalisme rénové.”<sup>518</sup> Un des plus notables changements fut le ralliement de catholiques à la suite non seulement des regroupements chrétiens déjà nettement orientés à gauche, parmi lesquels en particulier la minorité de la CFTC, qui a rompu avec les démocrates chrétiens du MRP<sup>519</sup>, mais peut-être plus encore de François Mauriac dont le comportement paraissait rendre possible des associations longtemps impensables. Pour une partie de ces derniers, les reclassements successifs à gauche seront extrêmement complexes. Il convient également de mentionner le succès d’une telle image de modernité et de mouvement auprès de divers publics jeunes.

Pour les créateurs et soutiens directs du mendésisme, il s’agissait sans doute de pérenniser un centre gauche qui s’était imposé au travers de l’évolution des expériences de la Troisième force, tout en le dotant d’une image politique, d’une part, et en le rendant efficace, de l’autre.

- *La guerre d'Algérie, le ministère Edgar Faure et la préparation des élections de 1956, les dernières de la IV<sup>e</sup> République*

Des renforts militaires très importants avaient été envoyés en Algérie sous le gouvernement de Pierre Mendès France, on l'a vu. La rébellion s'étendit sous celui d'Edgar Faure, organisée par le FLN qui s'implantait dans la population, soit grâce aux convictions de cette dernière, soit par la terreur, la répression s'abattant alors sur une population parfois prise en otage. L'état d'urgence avait déjà été proclamé début avril pour répondre à la "recrudescence du terrorisme en mars."<sup>520</sup> Mais surtout en août 1955, dans la région de Constantine, les assassinats d'une centaine d'Européens sont perpétrés par la population encadrée et entraînée par les activistes du FLN. La répression est d'abord spontanée et prend la forme de "ratonnades" meurtrières et massives par des civils européens. Le FLN dont l'action est dorénavant synonyme d'assassinats pour les Européens d'Algérie, ainsi que les extrémistes parmi ces derniers sont parvenus à leurs fins : la rupture avérée entre les communautés : c'est le véritable début de la "guerre". Au demeurant, les accrochages et batailles resteront qualifiés d'opérations de maintien de l'ordre. Quant à Jacques Soustelle, devant l'échec de l'intégration et les violences perpétuées, il se convertit à une politique qui privilégie la répression. Le rappel des réservistes est en outre décidé.

À côté de cet engrenage de la violence en Algérie, au demeurant déjà enclenché, mais à un échelon inférieur de l'escalade, lorsque Pierre Mendès France était président du Conseil, le gouvernement d'Edgar Faure, lui-même radical, poursuit une politique assez proche de celle conduite par Pierre Mendès France qualifiée par Serge Bernstein et Pierre Milza de "mendésisme" sans Mendès."<sup>521</sup>

La croissance permit la mise en place d'une politique d'équipement, afin d'accentuer la modernisation de la France. La redistribution des revenus s'accrut grâce à des négociations contractuelles dont l'accord Renault de

septembre 1955 constitua un modèle. Les grèves de l'été 1955 à Nantes et Saint-Nazaire, qui ont précédé cet accord, ont été accompagnées d'émeutes. Ces dernières, pour révélatrices qu'elles aient été tout à la fois d'insatisfactions accumulées face au blocage des salaires pendant une longue période et d'inquiétudes provoquées dans certaines branches par la modernisation, n'étaient néanmoins par nécessairement révélatrices d'une situation conjoncturelle globale.

Menacé en même temps par le développement du mendésisme qui le gêne d'autant plus qu'il est lui-même radical et par celui du poujadisme, Edgar Faure veut avancer la date des élections, tout à la fois pour contrecarrer l'organisation de ces forces et parce qu'il considère qu'une assemblée en fin de législature n'est pas apte à affronter la gravité de la crise algérienne. Il fait finalement tomber son gouvernement le 29 novembre 1955, sur un projet de réforme du mode de scrutin dont il sait qu'il sera rejeté par la majorité des députés, ce qui lui permet de dissoudre l'Assemblée, mais lui vaut son exclusion du Parti radical. Les élections sont fixées au 2 janvier 1956, autant dire après une très brève campagne électorale.

Pierre Mendès France est alors le chef politique incontesté du Front républicain, regroupement de centre gauche qui réunit outre les radicaux, les socialistes de la SFIO, loin d'être tous favorables à Pierre Mendès France, au demeurant, ainsi qu'une partie de l'UDSR, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance. Ce dernier petit parti, fondé en 1945 et issu de la Résistance, est politiquement très hétérogène<sup>522</sup> ; ceux de ses membres qui se joignent au Front républicain sont conduits par François Mitterrand. Des gaullistes ou républicains sociaux participent également à cette alliance, derrière Jacques Chaban-Delmas. "Hâtivement coiffés d'un symbolique bonnet phrygien, surveillés de près par un *Express* devenu quotidien... et qui suit attentivement les sondages, ses candidats forment un ensemble disparate, mais sont capables de s'apparenter sur un programme minimal de paix en Algérie, de progrès social et de modernisation du pays contre la majorité de Diên Biên Phu. A l'actif de ce Front républicain, sa capacité à mobiliser des jeunes, ses amitiés de presse... Et surtout le soutien de l'opinion, majoritairement

favorable à cette conjugaison d'une gauche sans communistes, réveillée et confiante..."<sup>523</sup>. Serge Berstein et Pierre Milza voient quant à eux dans "... l'émergence dans l'opinion d'un courant mendésiste... une preuve supplémentaire de la lassitude des Français"<sup>524</sup> face à la IV<sup>e</sup> République, beaucoup moins que l'espoir de rénovation que le mendésisme a voulu susciter alors.

*- Les élections de 1956 et le choix de Guy Mollet et de la légitimité partisane*

Le Front républicain obtient d'assez bons résultats en suffrages et en sièges, sous l'effet conjugué de la stabilité des socialistes depuis 1951 et d'une notable progression des radicaux et de l'UDSR, en suffrages exprimés comme en sièges.

"Face au Front républicain, le Président du Conseil Edgar Faure a réuni la coalition de centre droit qui domine l'Assemblée depuis 1952... les indépendants, le MRP, les radicaux qui suivent Edgar Faure... et... se rassemblent au sein du RGR, l'aile droite de l'UDSR avec René Pleven, sociaux qui suit Roger Frey."<sup>525</sup> Les indépendants progressent nettement en voix et en sièges. Le MRP continue à décliner. Les radicaux et l'UDSR qui se sont regroupés dans le centre droit ne parviennent à faire élire que quelques candidats, résultats nullement comparables aux candidats des mêmes familles qui se sont présentés au centre gauche. Pour les républicains sociaux, gaullistes, il s'agit d'un véritable effondrement ; tout juste conservent-ils un nombre d'élus un peu moins faible au centre droit qu'au centre gauche.

Les communistes obtiennent, comme les socialistes, une part remarquablement stable des suffrages exprimés, si l'on compare les résultats de ces élections à ceux de 1951, mais ils obtiennent beaucoup plus de sièges, les apparentements ayant mal fonctionné.

Le poujadisme, du nom de Pierre Poujade, est né de la rencontre entre les insatisfactions et les inquiétudes qui se sont accumulées dans les catégories sociales des indépendants : commerçants, artisans, agriculteurs et d'une résurgence d'une partie de l'extrême droite politique. A la prospérité de l'après-guerre, les pénuries favorisant les vendeurs de biens de consommation, avaient succédé les contraintes de la modernisation. Le mécontentement s'était cristallisé sur les contrôles et redressements fiscaux, parfois accompagnés de saisies. Aux thèmes populistes de la défense des "petits" contre les "gros" ou les "riches" s'étaient ajoutés la critique de l'impuissance parlementaire, devenue haine des politiciens et de l'État, ainsi que le nationalisme, né d'un réflexe face aux crises de la décolonisation, mais bientôt marqué par une résurgence de l'antisémitisme. Le discours violent et centré sur la dénonciation de Pierre Poujade était en outre apte à agréger et mobiliser nombre de mécontentements. Les résultats électoraux des poujadistes sont supérieurs en score à ceux du MRP et ils obtiennent, malgré la logique des apparentements qui leur est défavorable, un nombre de sièges proche des 3/4 de ceux acquis à ces derniers. C'est beaucoup pour un mouvement extrémiste, dépourvu d'implantation antérieure.

Le Président René Coty interprète ces résultats complexes comme une victoire de la gauche, communistes compris, car les deux coalitions du centre, droit et gauche, sont sans doute très proches l'une de l'autre, quant aux suffrages qui se sont exprimés pour chacune d'entre elles. Mais il choisit Guy Mollet, et non pas Pierre Mendès France comme Président du conseil. Le premier est secrétaire général du Parti socialiste, le parti incontestablement le plus puissant de la gauche non communiste. Mais c'est aussi ne tenir aucun compte des succès du mendésisme, en termes de popularité et de sa capacité à transcender certains clivages traditionnels. Le parti communiste vote l'investiture de Guy Mollet, sans doute plus facilement qu'il ne l'aurait fait pour Pierre Mendès France. Il votera même les pouvoirs spéciaux. Stéphane Courtois et Marc Lazar dans leur *Histoire du Parti communiste*

*français*, expliquent ainsi un tel choix. “L’Algérie ne constitue pas sa priorité. Le PCF se contente de demander la paix, sans préciser comment.”<sup>526</sup>

- *Les débuts du gouvernement Guy Mollet : renouer avec une politique sociale*

Comme le soulignent les historiens Serge Berstein et Pierre Milza : “A ses débuts, le gouvernement Guy Mollet renoue avec la tradition sociale des gouvernements de gauche. Dans la ligne de la politique du Front populaire, il accorde une troisième semaine de congés payés aux salariés, il décide l’attribution d’une retraite aux vieux travailleurs et, pour la financer, crée un Fonds national de solidarité alimenté par le produit de la vignette automobile, créée à cette occasion. Une réforme de la sécurité sociale diminue les frais de santé à la charge des salariés par un contrôle plus strict des honoraires médicaux.”<sup>527</sup>

En outre la politique européenne du gouvernement Guy Mollet fut déterminée et décisive : le projet Euratom fut voté par le Parlement en juin 1956 ; mais c’est surtout la signature du traité de Rome le 25 mars 1957 qui assura la naissance du marché commun.

Quant à la politique coloniale, avant l’aggravation de la guerre d’Algérie, elle s’inscrivit d’abord dans une perspective libérale : en mars 1956, la Tunisie et le Maroc accédaient à l’indépendance. Concernant l’Afrique noire, la loi cadre votée en juin 1956 établissait que chaque territoire devait élire une Assemblée locale qui désignerait un conseil de gouvernement. Ce dernier devait être présidé par le gouverneur nommé par le pouvoir métropolitain, mais son vice-président serait un Africain. C’était un pas vers l’autonomie, pour le moins.



#### IV. 4/ De 1950 à 1956 : isolement du Parti communiste, mais maintien de nombre de ses points forts, malgré de réelles difficultés

Le Parti communiste se retrouve totalement isolé parmi les forces politiques, à l'exception du minuscule courant "progressiste". L'Union des républicains progressistes regroupe des partisans de l'Alliance avec les communistes: dans un premier temps, essentiellement ceux des membres du Mouvement de libération nationale (MLN) qui donne naissance en 1945 à l'UDSR, favorables à une fusion avec le Front national dominé par le Parti communiste et des radicaux qui "... revendiquent l'héritage de la Révolution française, qu'ils mettent en quelque sorte au service du Parti communiste... /voulant/ continuer l'œuvre des grands ancêtres de 93." Puis en "... avril 1948 a été créé un Comité d'entente des mouvements progressistes..." Mais la présence en son sein des députés progressistes, apparentés au groupe communiste au Parlement et qui pratiquent la discipline de vote avec ce dernier, laisse peu de place à l'autonomie politique pour un tel regroupement qui s'avère incapable d'agrèger autour de lui les autres mouvements qui veulent se situer entre le Parti communiste et la SFIO. Finalement l'Union progressiste créée en 1950, "... comprend seulement des éléments du Parti socialiste unitaire, de l'Union des chrétiens progressistes et de l'Union des républicains progressistes."<sup>528</sup> Le Parti socialiste unitaire a regroupé des socialistes qui, comme Pierre Stibbe et Claude Estier, ont quitté la SFIO en 1948, "... après le vote par les députés socialistes des lois d'exception, lors des grandes grèves de novembre-décembre 1947..." , des animateurs de *la Revue internationale* comme Gilles Martinet et des socialistes qui, membres de la CGT, refusent la scission de FO. En 1948, "... il compte environ 2 800 adhérents..., soit autant que le Rassemblement démocratique révolutionnaire..." dont il a déjà été fait mention. Ceux de ces dirigeants qui ont critiqué l'alignement sur les communistes à propos du communisme réel et parlé à la suite de Gilles Martinet "... des contradictions qui existent à l'intérieur du monde communiste", puis refusé la condamnation du régime yougoslave de Tito / Josip Broz dit /, l'ont finalement quitté pour l'Union progressiste, où ils ont pratiquement retrouvé les mêmes difficultés.<sup>529</sup> Quant à l'Union des chrétiens progressistes, elle s'était politiquement alignée sur le

Parti communiste. André Mandouze, l'un de ses fondateurs n'écrivait-il pas : "(O) tiens à préciser dès l'abord que je suis catholique (...), mais que je collabore étroitement avec les communistes dans le domaine politique..." "(I)l reste au marxiste à reconnaître la légitimité d'un domaine du spirituel (...) comme il reste au christianisme à reconnaître la légitimité d'un domaine du politique - même s'il lui échappe totalement et lui paraît dangereux."<sup>530</sup> Condamnée par un décret du Saint-Office en 1949, elle entre en crise en 1950. Cependant, "*Les Mal-Pensants*, revue créée (en 1950) et animée par Georges Suffert /notamment/... reprennent les positions défendues par les chrétiens progressistes..."<sup>531</sup> "Neutralistes" et gauches "indépendantes", puis "nouvelles", qui disposent d'encore moins d'élus, ne seront jamais aussi strictement alignés sur le Parti communiste.

Pourtant si le Parti communiste enregistre bien une perte de puissance qui atteint tant sa force électorale que ses effectifs ou les lectorats de sa presse, il conserve cependant ses points forts électoraux. Ainsi ne perd-il que 500 000 voix aux élections de 1951.

En effet, selon Stéphane Courtois et Marc Lazar : "Les effectifs reculent dès 1947, passant de plus de 814 000 un an auparavant à un peu plus de 760 000. La diminution s'accélère à une grande vitesse entre 1948 et 1952, cependant que le déclin se poursuit régulièrement par la suite"<sup>532</sup> ; "760 300" en 1947 pour Philippe Buton, d'après les archives d'Auguste Lecoœur, mais plus que "650 400" dès l'année suivante, soit une perte nettement supérieure à 100 000 adhérents, et "330 000" en 1952, avec des baisses annuelles très importantes jamais inférieures à 70 000 adhérents et souvent plus proches de 100 000 ; après une légère remontée en 1953 et 1954, l'affaiblissement se confirme, bien qu'à un rythme plus lent : en 1957, le PCF regroupera à nouveau 330 000 adhérents, selon les calculs effectués par cet historien en 1985<sup>533</sup>. Mais la politique de recrutement change également : "largement ouvertes à la Libération, les portes du parti se referment." Ceci dès 1947. Ainsi "... lors du XII<sup>e</sup> Congrès du PCF, en avril 1950, le secrétaire général constate "une amélioration de la composition sociale du parti, un affermissement de nos rangs, une plus grande cohésion idéologique et politique". Stéphane Courtois et Marc Lazar notent encore qu'"... il résiste mieux dans la classe ouvrière qui représenterait en 1954 plus de 40 % de sa base."<sup>534</sup>,

alors que, comme on l'a vu, la part de ses effectifs ouvriers tendait à diminuer nettement après la Libération.

Le panorama des adhérents dressé par Michel Pigenet surtout pour la fédération de la Seine, dans *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide*, est également modeste, pour ne pas dire plus. Il relève "d'incontestables difficultés internes", dues à la centralisation qui aurait, selon André Marty, cité par l'auteur, transformé les sections en "simples organes d'exécution". On assiste en outre, selon lui, à une "grave hémorragie d'adhérents". L'historien explique qu' : "A l'exemple du reste du parti, la fédération de la Seine/, où il y a maintenant reculé en valeur absolue et non plus seulement reculé ouvrier par rapport à la population communiste globale, "... connaît une grave hémorragie d'adhérents". "Aussi impressionnant soit-il à première vue, le chiffre des cartes placées en 1952 ne représente qu'un peu plus de la moitié de celui atteint au sommet de 1947 - 113 026 ... on enregistre une chute de 20, 72% entre 1951 et 1952.", alors "qu'à la Libération le PCF n'était pas parvenu à dépasser son record de 1937 : 115 367 ". On constate un fléchissement parallèle du tirage des hebdomadaires et "les diffuseurs se font eux-mêmes plus rares". "Le déficit de *L'Humanité* s'aggrave. Un document interne révèle un fléchissement de 37, 53 % des ventes... depuis 1949... moins d'une cellule sur cinq a ainsi participé à la dernière campagne d'abonnement." <sup>535</sup>

En milieu ouvrier, il conserve pourtant une grande influence électorale : même en 1956 "... aux élections législatives dans la Seine... sur 10 ouvriers qui votent 7 choisissent le PCF, un seul la SFIO." <sup>536</sup>

Mais il semble qu'il en aille assez différemment de son implantation. En effet, toujours selon Michel Pigenet, pendant les années de guerre froide le bilan n'est pas plus brillant dans le monde ouvrier de la région parisienne, qu'il s'agisse de l'implantation communiste ou même de celle de la CGT. L'examen reste partiel, mais il donne plusieurs exemples effectivement significatifs : "En 1951, le délégué de La Courneuve dénombre une cinquantaine de communistes parmi les 2800 salariés de l'usine Rateau où les scores de la CGT avoisinent pourtant 70 à 80 %". "A la SNECMA-Kellerman, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, les communistes ne sont plus que 95 pour 4 000 travailleurs en 1954, contre 1 160 sur 7 200 sept ans auparavant. Décapités au lendemain de la grève de 1947, le PCF et la CGT ne parviennent

pas à refaire surface dans l'usine Citroën du quai de Javel. En 1954, 116 adhérents... /sur/ un ensemble comptant 17 000 salariés." Michel Pigenet apporte notamment un éclairage très affaibli sur Renault Billancourt, d'autant plus intéressant que c'est en particulier dans cet établissement industriel mythique que le groupe "Socialisme ou barbarie" tente une expérience de présence suivie, grâce au journal *Tribune ouvrière* créé en 1954, et de développement de l'autonomie ouvrière. "Le mythe a vu le jour sous le Front populaire... La CGT et le PCF atteindront d'un coup, respectivement, 20 000 et 6 000 adhérents. Les grèves du printemps 47 confortent l'image d'Epinal... cependant que les élections professionnelles, malgré des variations de 4 à 5 points, témoignent, les années suivantes, de l'influence acquise par la CGT dont les dirigeants locaux les plus en vue ne cachent pas leur appartenance au Parti communiste... pourtant... le nombre des cégétistes régresse... A la fin de l'année 1951, il tourne autour de 8 000, soit moins de 20 % des 42 453 salariés." Pour le PCF "le dernier chiffre connu de cartes placées remonte à 1949 : 1 800." L'auteur remarque de plus que dans nombre de communes à forte présence ouvrière de la banlieue parisienne, derrière la répartition entre militantisme d'entreprise et sur les lieux d'habitation "on perçoit... la double tentation du repli commode autour de la mairie et du clientélisme municipal." Plus synthétique sur les adhésions syndicales, Michel Pigenet indique encore que "La baisse des effectifs syndicaux, quasi générale, touche entre autres les cheminots, les électriciens et prend des allures de catastrophe chez les fonctionnaires, les métallurgistes et les travailleurs du bâtiment."<sup>537</sup>

De leur côté, Dominique Andolfatto et Dominique Labbé cherchant à évaluer les effectifs et l'implantation de la CGT à partir d'une moyenne de timbres payés, puis rapportant ces effectifs à la masse des salariés, avancent que le taux de syndicalisation un peu supérieur à 20 % en 1950 ne serait plus que de 18,5 % en 1952 et de 16 % en 1956.<sup>538</sup>

Dans l'ensemble et faute de données plus précises, il semble bien que l'on obtienne un panorama fort différent de l'influence ouvrière du PCF, selon que l'on se fonde sur les succès électoraux, y compris municipaux, ou sur l'implantation ouvrière militante, surtout dans les usines où d'ailleurs, quels que soient ses reculs, ce parti semble cependant rester souvent nettement dominant par

rapport aux autres forces politiques et syndicales, sans nullement approcher de la saturation du milieu - dominant et au moins autant activiste. Sans compter l'efficacité de l'image de lui-même qu'il veut donner à l'extérieur, ce à quoi il parvient brillamment.

Le groupe "Socialisme ou barbarie", grâce à ceux de ses militants qui travaillent en milieu industriel, qu'ils soient ou non ouvriers, se fait l'écho pendant ces années d'un découragement, d'une désillusion et d'une désaffection vis-à-vis des communistes, mais il y voit surtout dans un premier temps une lucidité implicite qui n'entame en rien le révolutionnarisme et la perspective millénariste profane, ce que les données disponibles ne permettent pas de confirmer, d'autant plus que s'agissant du vote la rupture avec les communistes n'est le plus souvent pas consommée. Peu de choses permettent alors d'interpréter les conclusions tirées par les intéressés de leur insatisfaction ou de leur mécontentement vis-à-vis des communistes.

En l'état des données disponibles, ce bilan nettement ambigu et contrasté doit conduire à nuancer la portée des analyses sur l'efficacité du travail de représentation mené par le Parti communiste dans le monde ouvrier et l'adéquation à laquelle il serait ainsi parvenu, sauf à risquer de prendre les objectifs du Parti communiste pour ses résultats. Cette efficacité du travail sur les représentations et les comportements "infra-sociétaux", il l'a sans doute en partie réussie, jusqu'au vote en tout cas, peut-être aussi sur un cercle de votants militants dont on peut supposer qu'il se déployait plus souvent à partir de la commune que de l'usine.

Une telle limite est très bien notée par Cornélius Castoriadis dans un article de 1953, après l'échec de la mobilisation Ridgway que l'on va par ailleurs analyser : "Sartre, le stalinisme et les ouvriers", même si notre auteur tend toujours quelque peu à "surinterpréter" le sens des abstentions : "On sait les formes qu'a prises ce décollement du PC : perte continue d'effectifs, baisse du tirage des journaux, incapacité grandissante de mobiliser les ouvriers pour des luttes politiques ou même revendicatives. Que le PC et la CGT aient

maintenu depuis 1946 leurs voix aux élections politiques ou syndicales ne contredit nullement cette constatation : le lien entre les masses et les organisations bureaucratiques s'est aminci à l'épaisseur d'un bulletin de vote. Le choix électoral est toujours un choix du moindre mal ; l'ouvrier pense qu'un effondrement de la CGT donnerait le signal à une offensive du patronat, la pourriture de la SFIO supprime toute alternative lors des élections politiques.<sup>539</sup>

Selon la synthèse de Georges Lavau dans *A quoi sert le parti communiste français*<sup>540</sup>, le PCF "... reprend... et... prolonge..." la "... tradition "ouvriériste" du mouvement ouvrier français", "mais en même temps il la redresse, la corrige et la modifie." Il en assume notamment "le désespoir" consécutif à tous les grands échecs révolutionnaires qu'il exprime au travers d'un "vocabulaire d'anathème volontiers théâtral." Mais il y ajoute "le couple désespoir/espoir" qui traverse tout son discours, ainsi que "le martèlement rythmé du "Non" et du "Oui" qui caractérise ses slogans". On pourrait ajouter qu'en systématisant et en maintenant dans la durée le désespoir initialement très vif mais conjoncturel, il ne fait pas que "socialiser" la révolte, il contribue aussi à créer une "sous-culture" tout à la fois extrêmement revendicative et séparée, propre à donner corps à des formes relativement dures et rigides de la théorie de la lutte des classes comme à ce discours "tribunitien", violent lui aussi, dont le concept a justement été dégagé par cet auteur.<sup>541</sup> Selon Georges Lavau toujours, "d'une autre façon encore, le PCF prolonge et corrige tout à la fois l'ancien ouvriérisme du mouvement ouvrier français." La "base ouvrière" "est fière de la puissance politique de son parti, fière du "socialisme scientifique" que le parti lui a donné, fière d'appartenir à un parti ouvrier qui compte tant d'intellectuels supposés prestigieux, mais en même temps elle est rassurée que le parti soit resté " prolétarien", qu'il affirme constamment le rôle de dirigeant de la classe ouvrière (XXII<sup>e</sup> congrès)." Que ces intellectuels aient abdiqué leur liberté pour la plupart d'entre eux est un autre problème. Cette "base ouvrière" a en tout cas appris à cohabiter avec des non ouvriers, ce qui n'était pas le cas dans le mouvement ouvrier au début du siècle, mais si elle accepte que "son" parti agisse en dehors du monde des producteurs, en particulier dans le champ politique, les relations entre politique et action revendicative semblent bien avoir été de nature à réduire cette base. Georges Lavau ajoute que cette base ouvrière est dominée par "... les éléments les

plus typés de la classe ouvrière française : les ouvriers qualifiés et semi-qualifiés, les métallos, les cheminots.”<sup>542</sup>

Le groupe “Socialisme ou barbarie” va chercher à se positionner et à jouer un rôle dans une telle configuration. Il est vrai que la place importante de la classe ouvrière dans la société française peut paraître donner un certain fondement à sa téléologie “catastrophiste” qu’il cherchera ultérieurement à reformuler. Porteurs d’un même type de structure discursive désespoir/espoir que le Parti communiste, les groupes d’extrême/“ultra”-gauche visent aussi le plus souvent un monde ouvrier presque semblable ; il en va ainsi de “Socialisme ou barbarie”. Le PCF forme cependant un rempart qui reste efficace à l’échelle d’un groupe aussi minuscule, ce qui ne doit pas conduire à faire l’économie de l’évaluation des modes d’action propres à ce dernier. De fait, même affaibli le PCF reste capable de contrer toute structuration d’une contestation radicale communiste de remplacement. On le verra particulièrement pendant cette période où, éloigné de la participation au pouvoir politique, il assume tout particulièrement cette culture du désespoir et du refus. L’extrême gauche peut cependant constituer un aiguillon si les circonstances locales lui sont favorables. Le Parti communiste, bien décidé à ne pas se laisser déborder, n’a depuis 1947-1948 plus aucune raison de donner des gages pour se maintenir au pouvoir, puisque, de toute manière, compte tenu de la situation internationale, il n’y reviendra pas. Même lorsqu’il cherche à sortir de son isolement en votant l’investiture de Pierre Mendès France en juin 1954, ce dernier refuse de comptabiliser un tel soutien encore fort encombrant alors. En 1936 et 1945, les trotskistes ont utilisé une même technique de “déclenchement” d’un mouvement ouvrier, grâce à une minorité active ou “agissante” placée dans le même site ouvrier stratégique. Cependant pas plus en 1947 qu’en 1936, ils ne sont réellement parvenus à capitaliser leur action, en s’implantant d’une manière solide dans le monde ouvrier, en particulier celui des grandes entreprises. Le petit groupe “Socialisme ou barbarie” cherche à se doter des moyens d’occuper la même position stratégique toujours chez Renault, d’ailleurs. Cependant, ce n’est qu’à la fin de la période des

grands mouvements de grèves de l'après-guerre que le petit collectif parvient à mettre en place ce dispositif. De plus, à Boulogne-Billancourt, ses militants seront totalement paralysés par les communistes, sans compter les effets de l'absence de statut qu'ils ont eux-mêmes choisie, puisqu'ils ne bénéficient d'aucun des avantages accordés aux délégués syndicaux. Enfin, dans le même temps, la petite équipe qu'ils parviennent néanmoins à mettre en place autour de *Tribune ouvrière* sera elle-même travaillée par les oppositions internes qui proviennent largement de sa propre problématique théorique au sein du marxisme révolutionnaire. Il s'agira cependant d'un remarquable instrument d'observation/participation, avec toutes les difficultés inhérentes à ce type de démarche, surtout lorsqu'elle est très engagée.

La synthèse de Gérard Noiriel sur *Les ouvriers dans la société française* montre que, dans les années 1950-1956, l'évolution des secteurs économiques pouvait paraître donner un fondement à de tels modes d'action, tant ceux du Parti communiste que ceux de l'extrême et "ultra"-gauche. En effet, la structure industrielle des années trente se maintient et s'accroît même.

La France atteint en effet "... en 54, le point culminant de son taux d'industrialisation." Pourtant, entre 1931 et 1954, "les effectifs industriels progressent à peine de 500 000 personnes." Par contre, "... au sein de la population industrielle, la proportion des ouvriers atteint son sommet historique... 87,2 %. Le taux de masculinité y est, quant à lui, de 69 % en 1954 (il était de 64% en 1931)."<sup>543</sup>

Gérard Noiriel, qui mentionne aussi l'approche ethnographique, souligne le particularisme d'une culture ouvrière qui a ses lieux, sa sociabilité, ses rites propres, au travail comme en dehors. Attitudes et comportements expriment souvent, outre une identité forte, une aliénation sociale et une séparation du reste de la société très marquées. Il en va ainsi de la "perruque" qui ne signifie pas seulement une augmentation illégale des revenus, mais vise aussi à "mouiller la hiérarchie." Les auteurs militants de "Socialisme ou barbarie" qui travaillent dans le milieu



industriel tentent à leur manière de saisir cette “personnalité” profonde, mais sans précaution empirique, ils y “trouvent” la preuve cherchée du révolutionnarisme et d’une autonomie ouvrière suffisante pour enfin réussir la révolution.

À nouveau, comme dans les années trente, le Parti communiste “travaille” ce milieu industriel, pas toujours avec succès d’ailleurs, mais il ne le sature pas plus qu’il n’en épuise la complexité. Son influence y est évidemment plus déterminante que celle de l’extrême gauche, mais plus grande aussi que celle des socialistes. Il n’est pas certain en outre que l’articulation étroite à laquelle il parvient avec la sociabilité ouvrière ait toujours été très politisée.

Il sait mettre en avant des stéréotypes ouvriers “idéologisés”, tels que ceux du “mineur de fond” et du “village du fils du peuple”, analysés par Marc Lazar<sup>544</sup>, grâce auxquels il “peaufine les images collectives du “parti de la classe ouvrière” qu’il ne parvient cependant pas à être, même s’il sait en donner l’illusion.<sup>545</sup>

Gérard Noiriel en conclut que : “Tout ce travail visant à renforcer l’identité collective du groupe au niveau local trouve sa traduction politique au niveau national dans l’activité du PCF. Celui-ci conforte, tant par sa pratique parlementaire que par le message politique qu’il diffuse, les catégories de perception déjà évoquées à propos du Front populaire, fondées sur une combinaison entre l’“économisme” (voir les discours sur la paupérisation des travailleurs) et les explications politiques simples, pour ne pas dire simplistes, (l’impérialisme américain, le paradis soviétique).”<sup>546</sup>

Pour synthétique qu’elle soit, il n’est pas certain que la conclusion soit tout à fait juste ou du moins qu’elle s’applique effectivement à tous les ouvriers qui soutiennent occasionnellement ou même souvent l’action des communistes.

Incontestablement mieux implantés et plus influents dans la classe ouvrière que d’autres forces politiques et syndicales, les communistes ont sans doute contribué par la culture politique dont ils ont été les porteurs à donner une

forme plus systématique et très particulière aux mécontentements, insatisfactions et révoltes populaires, en particulier ouvrières. Dans cette période de l'après-guerre le mécontentement ouvrier paraît certain, d'abord bridé par les communistes, puis encouragé à s'exprimer par ces derniers qui agissent souvent alors sans tenir compte des attentes de ceux qu'ils représentent.

Il en va ainsi, en particulier, lorsqu'en 1952, la CGT tente de lancer des "mobilisations volontaristes", mais également politiques, et non pas seulement dirigées contre une politique sociale ou économique. Sophie Bérout et René Mouriaux soulignent d'ailleurs l'insuccès de ces dernières : "... le 12 février en souvenir de 1934, le 28 mai contre la venue à Paris du général Matthew /Bunker/ Ridgway, ancien commandant des troupes américaines en Corée, le 4 juin pour la libération de Jacques Duclos et d'André Stil, emprisonnés dans le contexte du complot des pigeons /à la suite de la manifestation contre le général Ridgway/. Un tel activisme génère la démobilisation et par la suite les grands magasins... et les mineurs... tentent en vain de cesser le travail."<sup>547</sup> L'échec de ces mobilisations avait été nettement indiqué dans *Socialisme ou barbarie* : ainsi dans un article consacré à l'année 1953 aux Assurances générales Vie, où il travaillait, Henri Simon revenait sur ce passé alors récent : "Alors que ces sections non dominées par les staliniens jouent un rôle assez effacé, la section CGT des Assurances générales Vie a pris en février 1952 une position ouvertement hostile au caractère donné à la grève par les staliniens en faisant adopter par l'ensemble des syndiqués une pétition contre cette forme d'action et en rendant publique par affichage une motion en ce sens. Il s'ensuivit une violente réaction du syndicat CGT des Assurances et suivant le schéma habituel une tentative d'exclusion de deux responsables. Mais cela échoua devant l'opposition consciente de la base des syndiqués de l'entreprise. Lors des événements de juin 52, une position identique a été prise." Il considère que "... les mots d'ordre staliniens de la CGT de 50 à 53 lui ont fait entièrement perdre le bénéfice qu'elle aurait normalement pu retirer des positions des autres centrales et de leurs responsables au sein des entreprises." Pour lui, dans cette entreprise, en effet, "... les responsables FO et CFTC jouent pleinement leur rôle de "courroie de transmission " entre la direction et le personnel..." "L'influence des syndicats a fortement diminué depuis mars 50... Si à cette date, à peu près 50 % du personnel était syndiqué, cette proportion est environ du tiers au début de 53."<sup>548</sup> Quant à *Pierre*

*Chaulieu*, on sait qu'il insiste sur le caractère minimal du soutien représenté par le seul vote.

Michel Winock, après avoir indiqué la force du Parti communiste dans l'immédiat après-guerre, soutenait déjà, on l'a vu, que même alors "les communistes n'en dominent pas pour autant l'opinion."<sup>549</sup> *A fortiori* en 1952, dans un contexte au demeurant bien particulier marqué tout à la fois par un tournant gauchiste du PCF, parallèle à un durcissement de la politique soviétique et à la présence dans certains services de l'État d'hommes oeuvrant pour mettre ce parti hors la loi ou au moins le soumettre à un régime d'exception, sans que cela ne corresponde aux buts ni du président de la République Vincent Auriol ni à ceux d'Antoine Pinay, alors président de Conseil.<sup>550</sup> Depuis 1950, en effet, Jean-Paul David, dirigeant de "Paix et Liberté" et radical, entouré de permanents, mais également de journalistes et de bénévoles à Paris comme en province, menait une "guerre psychologique" très active contre le Parti communiste, la CGT et le Mouvement de la paix.<sup>551</sup> qui se prolongeait au sein de l'État, grâce en particulier au préfet de Police Jean Baylot et surtout au commissaire Jean Dides.

Les communistes, pourtant puissants, ne dominent pas même l'opinion ouvrière, ce qui n'était guère la thèse développée par Jean-Paul Sartre de la fusion parti/classe ni celle d'un sujet objet qui s'en remet totalement à "son" parti. On verra plus loin qu'en 1956 la répression soviétique en Hongrie et les prises de position du PCF face à cette dernière semblent avoir eu des effets dévastateurs dans le monde ouvrier communiste, même si de telles réactions restent moins bien connues que celles des milieux intellectuels. En outre la rupture fut peut-être moins totale, en particulier en ce qui concerne le comportement électoral, on y reviendra.

Jacques Roussel, auteur des *Enfants du prophète*, voyait dans l'éclatement du PCI en 1948 une césure essentielle dans l'histoire du mouvement trotskiste en France, parce qu'elle marque pour lui l'éparpillement d'une génération des militants, la génération historique, formée dans l'attente de grandes situations révolutionnaires.

"... à travers la lutte de l'opposition de gauche, le front populaire, la naissance de la quatrième internationale et la guerre, une génération de militants s'était forgée, qui se voyait aujourd'hui rejetée ou éparpillée. (...) Tous avaient, avec Trotsky, misé sur la probabilité de grandes secousses révolutionnaires qui n'allaient pas manquer à la fin de la II<sup>e</sup> guerre mondiale. La première... n'avait-elle pas engendré la révolution russe, suscité les révolutions allemandes de 16, hongroise de 19." <sup>552</sup>

De fait, après cette scission, les trotskistes se retrouvent dans un état d'extrême faiblesse. Les dirigeants et militants de la tendance "large", c'est-à-dire favorable au dialogue et à l'action commune avec des non trotskistes, socialistes principalement, qui venaient de perdre la majorité du PCI le quittèrent ou en furent exclus. Plusieurs d'entre eux rejoignirent le RDR, ou s'y intéressèrent, pour le moins ; ce dernier, on s'en souvient, avait été créé par David Rousset, lui-même ancien trotskiste, qui venait d'ailleurs lui aussi de cette tendance dite "large", ainsi que par Jean-Paul Sartre. La dissociation se poursuivra ; en effet, non seulement l'extrême gauche éclate, mais une partie notable de ses militants se dispersent et changent d'orientation politique. Nombre d'entre eux se retrouveront dans la nébuleuse "antitotalitaire", souvent après avoir appartenu au RDR ou s'en être rapprochés. D'autres joueront un rôle notable dans des regroupements "neutralistes" ou y appartiendront pour le moins : le Mouvement uni de la nouvelle gauche, son ancêtre le Comité uni de la Nouvelle gauche créé en 1954 et plus encore l'Union de la gauche socialiste, fondée nettement plus tard en 1957. Aux origines du premier mouvement les listes "neutralistes" présentées aux élections législatives de 1951 par des rédacteurs de *L'Observateur*, sur l'action desquels on reviendra bientôt. Dans la

foulée, il "... est créé en 1952 un Comité d'Action des Gauches indépendantes (CAGI) /essentiellement parisien/ dont les animateurs sont /Yves/ Dechézelles, /ancien secrétaire général adjoint de la SFIO, dirigeant de la tendance "L'action socialiste révolutionnaire", appuyée sur les Jeunesses socialistes et trotskiste/ et Arthuys"<sup>553</sup>, le terme "indépendant", déjà utilisé au demeurant par l'abbé Pierre et deux autres députés "neutralistes" qui avaient quitté le MRP en 1950<sup>554</sup>, permettant de se démarquer de l'alignement sur la ligne politique communiste acceptée par les progressistes, comme on l'a vu. D'autres comités de ce type sont également constitués en province, puis en 1954 un Comité de liaison et d'initiative pour la Nouvelle gauche, rejoint par la Jeune République, marquée par l'humanisme chrétien allié au républicanisme, et L'Union progressiste très proche des communistes. La Comité national de la Nouvelle gauche succède au premier comité en mai 1954. La Jeune République et l'Union progressiste y sont toujours associées et rejointes par les gaullistes de gauche. C'est en 1955 que l'ensemble se transforma en Mouvement uni de la Nouvelle gauche<sup>555</sup> qui tint cette année-là son premier congrès. Incontestablement, un tel mouvement dans sa diversité se situe assez loin du sous-champ de l'extrême gauche à proprement parler et recoupe plutôt la nébuleuse "neutraliste", sur laquelle on reviendra plus longuement, en abordant la diversification du champ intellectuel. Il a cependant pu attirer d'anciens trotskistes faisant du rapprochement entre socialistes et communistes un but tactique essentiel, quelles que soient les critiques qu'ils pouvaient porter contre l'une et l'autre de ces forces politiques. Nombre d'entre eux seront encore actifs au sein de l'UGS, regroupement plus large constitué en décembre 1957, on le verra dans la 3<sup>e</sup> partie.

Quant au PCI lui-même déjà affaibli et isolé, il connaît une nouvelle scission en 1952 entre "franckistes" et "lambertistes", des noms de leurs dirigeants respectifs, Pierre Franck et Pierre Lambert, ceci après avoir vivement soutenu la Yougoslavie de Tito. La nouvelle scission se produit sur l'analyse du communisme réel, ainsi que surtout sur les conclusions stratégiques à en tirer. Pour les "franckistes", le monde de la guerre froide est divisé en deux camps et non pas

seulement en deux blocs ; les forces révolutionnaires sont dans leur presque totalité sous la direction des communistes ou de la bureaucratie soviétique : ils en tirent la conclusion que les révolutionnaires devant se trouver auprès des masses, la seule solution est d'entrer dans les Partis communistes, d'où l'expression d'"entrisme". L'"entrisme" se révéla un échec total. La plupart des quelques dizaines de militants "franckistes" étaient dans l'ensemble parfaitement connus des communistes qui ne les laissèrent pas mettre leurs projets à exécution. Quant aux rares militants qui y parvinrent, ils se retrouvèrent presque totalement paralysés. Par contre, le succès sera plus grand au sein de l'Union des étudiants communistes, UEC, d'où l'exclusion de ces trotskistes sera à l'origine de la formation de la JCR, Jeunesse communiste révolutionnaire, très active en mai 1968.

Enfin, il convient encore de mentionner les difficultés du petit groupe trotskiste constamment isolationniste par rapport aux autres, l'Union communiste internationaliste qui consacrait l'essentiel de ses forces à l'action en milieu ouvrier, dont on a déjà dit l'influence dans le déclenchement de la grève aux usines Renault de Billancourt. Ultérieurement, cependant, l'échec du Syndicat démocratique Renault entraîna sa propre disparition provisoire en 1950-1951. Reconstitué en 1956, sous le même nom d'UCI, avec les groupes "Voix ouvrière", extrêmement cloisonnés, il reprend son action très méthodique dans les entreprises qui n'aura pas sans impressionner certains membres de "Socialisme ou barbarie". Son descendant sera "Lutte ouvrière".

Quant aux libertaires, avec lesquels le groupe "Socialisme ou barbarie" entretient des contacts à plusieurs reprises, ils dirigeaient un mouvement dissident des Auberges de la jeunesse, le Mouvement indépendant des Auberges de jeunesse dont le réel développement ne fut cependant pas durable. Des militants de "Socialisme ou barbarie" y furent très présents. Des libertaires fondèrent ensuite une Fédération communiste libertaire qui tenta une synthèse entre traditions organisationnelles anarchistes et marxistes, ce qui entraîna d'ailleurs nombre de

dissidences et départs. Ce courant qui chercha, en outre, à élargir son audience et son action au-delà des milieux anarchistes, participera activement à la lutte contre la guerre d'Algérie. Il en alla de même des Groupes anarchistes d'action révolutionnaire, nés en 1955 qui publièrent à partir de 1956 la revue *Noir et rouge*.

*- Les réactions à la crise hongroise dans le monde ouvrier*

On a déjà vu que le Parti communiste a souffert, en milieu ouvrier, de certaines de ses tentatives de mobilisation politique directement liées à la guerre froide. Il semble bien qu'il en ait été ainsi de la répression en Hongrie, même si l'on ne dispose que de données fragmentaires.

Parallèlement à la crise ouverte entraînée chez les intellectuels communistes et proches du Parti par la répression soviétique en Hongrie, sur laquelle on va revenir assez longuement, les informations disponibles montrent des réactions de critique et de rejet vives et nombreuses en milieu ouvrier, au moins dans certaines entreprises et dans certains milieux locaux, accompagnées de la même réactivation de la défense du parti menacé dans certains cas, beaucoup moins nombreux. Ainsi, Jean-Paul Molinari cite un exemple d'adhésion tout à fait typique de la part d'un jeune ouvrier auparavant critique, bien qu'adhérent de la CGT, et donc influencé par l'idéologie communiste : "Michel Moreau /18 ans, ajusteur/ participe à "un débrayage contre l'URSS" à l'usine, il désapprouve l'intervention. Il rentre chez lui à Nantes et apprend la mise à sac des locaux du siège de la fédération communiste. Le lendemain, "il va donner son adhésion au Parti, à un copain du parti de la boîte".

À l'inverse, ce chercheur tire de ces entretiens des exemples d'un climat de rejet beaucoup plus massif : "Armand Ruaud décrit ainsi l'atmosphère de l'usine : ... Budapest ben j'aime mieux dire que c'était pas de la tarte. Quand on voyait toute la boîte qui débrayait, et puis les patrons mettaient à la disposition des gars pour débrayer les cars de l'usine, alors que quand

nous on les réclamait, nous, y'avait pression (...). Et puis, t'étais tout seul à rester. Ben, j'aime mieux dire que ça, ça fait drôle hein. Et puis dans les jours après, on te traitait de suceur de sang et de truc comme ça". Le même interrogé poursuit : "Des copains ont lâché à cette époque-là, dit Armand Ruaud, les uns très sincèrement scandalisés quoi, ayant sous la pression, parce qu'il fallait voir la pression de la propagande ; d'autres profondément troublés, ils savaient plus sur quel pied danser..." Ces départs ne sont ni muets, ni dépourvus d'actes qui les prolongent, de même que la fureur des proches, simplement ces réactions se sont essentiellement manifestées localement, et sont peut-être souvent restées ponctuelles : elles n'ont en tout cas pas bénéficié de relais susceptibles de leur donner forme.

Jean-Paul Molinari, quant à lui, considère même que de tels exemples précis de réactions affectives faites de rejet et de trouble sont plus généralisables et ont pu conduire dans l'immédiat à une condamnation non seulement du Parti communiste, mais également de la CGT : "Dans l'aire d'emploi de Saint-Nazaire, la CGT, qui obtient 50,8 % des voix dans le premier collège aux élections des comités d'entreprise dans la métallurgie avant novembre 1956, n'en a plus que 37,9 aussitôt après, à taux d'abstention quasi-identique."<sup>556</sup>

Il s'agit peut-être de situations dans lesquelles les informations émises en dehors de la sous-communauté communiste organisée ont été reçues dans des pans au moins du monde ouvrier, même proches de la culture communiste, voire y appartenant, introduisant un conflit fort dans le processus de reconnaissance et/ou d'identification. Il n'est guère possible, en l'état des connaissances d'en mesurer ni l'ampleur ni la durée. Il est cependant possible d'avancer l'hypothèse que de tels rejets ont pu favoriser, y compris dans le monde ouvrier, les changements de comportements électoraux qui se manifesteront avec l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.

Pour les auteurs militants de *Socialisme ou barbarie*, cela ne fait en tout cas aucun doute, même si la critique est nettement plus large, puisqu'elle inclut la



stratégie communiste qui, selon eux, vise à limiter la portée des conflits du travail à partir de 1953. Les observations notées par Daniel Mothé à Renault Billancourt sont beaucoup moins déterminées même si elles suivent majoritairement la même chronologie : critique de la répression étendue aux communistes, réactions contre les attaques dont les communistes sont les objets, en y ajoutant l'importance accordée à l'unité qui confère un rôle de semeurs de discordes aux intervenants d'extrême gauche.<sup>557</sup>

#### IV. 5/ Les intellectuels entre guerre froide, émoi suscité par la crise hongroise et premières prises de position contre les méthodes coloniales

Les années 1950-1956 sont marquées par des oppositions très dures entre communistes, “pro” ou “philo” communistes ou “anti-anticommunistes”, encore qualifiés de “progressistes” ou “neutralistes” et “anti-totalitaires” ou “anticommunistes” dans le champ intellectuel, conjoncture qui ne prend réellement fin qu'en 1956. Pascal Ory dans *les Intellectuels en France de l’Affaire Dreyfus à nos jours* qui définit la période comme “la guerre froide des intellectuels”<sup>558</sup> la fait démarrer en 1947. Le terme est assez exact si l'on privilégie la force des mythes du communisme vérifié par le communisme réel et les illusions des intellectuels communistes, voire de leurs compagnons de route et de leurs alliés, encore que l'expression soit peut-être mal choisie, car la vraie guerre froide n'était pas si loin de devenir chaude, quant à elle : celle des intellectuels ne devint pas physique, même si elle fut parfois très dure, y compris dans les milieux professionnels. Le choix de l'année 1947 pour le début de cette période n'est exact que si l'on ne considère que la mobilisation des communistes et de leurs alliés, la contre offensive ne s'organisant que plus tard. Quant à la date de la fin de la période, tous les auteurs sont d'accord pour souligner l'importance de l'année 1956, de fait nettement postérieure à la fin de la guerre froide et à un début de coexistence pacifique. Ainsi Michel Winock qui, dans *Le siècle des intellectuels*, insiste pourtant sur les désaffections antérieures envers le

communisme, qualifie l'année 1956 de "grande fracture."<sup>559</sup> C'est aussi en 1956 avec le rapport Krouchtchev que Jeannine Verdès-Leroux place la césure entre ces deux ouvrages sur *le Parti communiste, les intellectuels et la culture : Au service du Parti (1944-1956)* et *Le réveil des somnambules (1956-1985)*<sup>560</sup>, tout en considérant fort justement la crise qui frappe nombre d'intellectuels communistes à partir de la mort de Staline en 1953, moment certes important, mais qui reste second dans la mesure où il désigne beaucoup plus fréquemment de premières fêlures et peu de ruptures effectives. Ceci pour les intellectuels déjà communistes. Les antitotalitaires entérinent à leur manière les débuts d'une certaine coexistence pacifique. Quant aux "neutralistes" ou "anti-atlantistes", ils acquièrent un début d'autonomie critique. Ces glissements paraissent en tout cas suffisants pour considérer successivement les deux périodes. Il convient de souligner qu'avec la nébuleuse neutraliste, d'une part, et l'organisation du réseau antitotalitaires, de l'autre, c'est notamment la gauche intellectuelle non communiste qui se trouve non seulement divisée, mais attirée vers deux pôles opposés dont les trames les débordent de plus. Il en va d'ailleurs de même d'une partie des anciens militants d'extrême gauche, surtout trotskistes, devenus intellectuels.

La périodisation qui désigne incontestablement un phénomène essentiel dans le champ intellectuel est moins heureuse dès que l'on cherche à appréhender les prémisses des luttes contre les répressions dans les colonies et parfois les luttes anti-coloniales, puisque les deux séries d'événements se chevauchent, surtout sur la fin de la période, avec la guerre d'Algérie.

Le choix des termes pour désigner certaines des orientations politiques des intellectuels est beaucoup plus complexe que la périodisation. Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer dans leur *Histoire culturelle et intellectuelle de la France au XX<sup>e</sup> siècle* ont raison de rappeler que "l'anticommunisme" est un "tabou tenace" dans la France de l'après-guerre et plus encore de chercher à en cerner les effets<sup>561</sup>, un tabou beaucoup plus longuement tenace dans le champ intellectuel que dans le

champ politique institué ou même dans l'opinion publique au demeurant très scindée, mais où les sympathies pour le communisme deviennent assez rapidement nettement minoritaires.

Peu nombreux sont les “anticommunistes” déclarés parmi les intellectuels qui veulent s'impliquer dans la vie de la cité ou y exercer un magistère moral. Le terme est alors surtout une insulte beaucoup maniée par les communistes et leurs alliés. Après la petite revue gaulliste *La Liberté de l'Esprit*, qui s'oppose assez clairement aux communistes, c'est surtout la revue *Preuves* qui tentera de s'attaquer à l'ensemble des totalitarismes, parmi lesquels le communisme réel, ainsi qu'à la fascination exercée par ce dernier sur les intellectuels. Reprochant à leurs adversaires de manier le terrorisme verbal et les insultes, ils s'efforcent de ne pas agir sur le même terrain que le rapport de forces leur rendrait, de plus, d'un abord particulièrement périlleux. Les auteurs qui collaborent à *Preuves* s'exprimeront au nom des libertés ou du libéralisme politique et de la défense de la démocratie pluraliste. Il paraît donc fondé de les caractériser comme des “antitotalitaires”, même s'ils acceptent aussi partiellement “l'atlantisme” dans le domaine des relations internationales, non sans nuance. Leur posture politique entretient une réelle parenté avec celle des alliances de la Troisième force dans le champ politique, on y reviendra, toutefois leur opposition aux répressions coloniales sera beaucoup plus ferme. Et, par ailleurs, leur isolement est tellement grand dans le champ intellectuel qu'il est bien difficile de comparer leur situation à celle de partis politiques au pouvoir.

La caractérisation de ce que les deux historiennes nomment la “nébuleuse progressiste”<sup>562</sup>, au risque de créer une certaine confusion avec le groupe politique “progressiste” de Pierre Cot, réellement allié aux communistes à l'Assemblée nationale, est encore plus difficile. Car si ses différentes composantes se nommèrent parfois effectivement “progressistes” dans les années de l'immédiat après-guerre, par référence aux changements sociaux souhaités, elles ont ensuite nettement pris des positions “neutralistes”, de fait nettement “anti-atlantistes”, en se

situant par rapport aux alliances internationales. Quant à leur appréciation du communisme réel, elle est variable et évolue dans le temps. De même, ces revues et groupes, car il est difficile de ne parler que des idées politiques émanant de personnes et de courants qui ont pratiquement toujours été liés non seulement à des organisations politiques de tailles diverses, mais également comme on l'a déjà vu à des tentatives de regroupements politiques, refusent certes de couper les ponts avec le communisme français. Cependant leur acceptation des discours, diktats, mobilisations et prises de position de ce dernier, bien qu'inégale selon les personnes et les différents groupes, sera de moins en moins fréquente. La plupart des "neutralistes" parcourent un chemin qui va du philocommunisme à la distance critique et à l'autonomie politique plus ou moins grande, puisqu'il s'agit souvent de prises de position qui se répercutent dans le champ politique, mais avec des temporalités très diverses et des profondeurs de critique et d'éloignement très différentes aussi. La nébuleuse elle-même est généralement structurée par deux pôles, l'un effectivement "progressiste" qui va en s'amenuisant et l'autre plus "indépendant", qui va en se développant. Mais il est vrai que, dans l'ensemble, ces différents groupes et personnalités, qu'ils soient plutôt politiques ou plutôt intellectuels, continuent à penser que le communisme est en France notamment une composante essentielle de la gauche, dans laquelle ils s'auto-positionnent. De ce point de vue, on pourrait les qualifier d'"unitaires" au moins autant que de "progressistes". Quant à l'idée de la persistance du "résistentialisme", elle est très intéressante, en particulier parce que la notion même souligne la force de l'expérience passée et explique sans doute nombre de positions adoptées au début des années cinquante encore, alors qu'en négatif les membres fondateurs de "Socialisme ou barbarie", par exemple, n'ont pas partagé cet "esprit", comme on l'a vu, qu'ils aient déjà été d'extrême ou "ultra" gauche pour la plupart d'entre eux, ou moins souvent soient devenus communistes critiques pendant la guerre. Mais outre qu'elle cerne moins bien ceux des groupes dont l'anti-anticommunisme est sans beaucoup d'illusion comme "La Jeune République" ou même *Esprit* après son évolution, elle permet moins bien d'appréhender l'apparition de tendances unitaires

beaucoup plus lucides, voire combatives qui iront en s'affermissant de 1953 à 1956, pour tenter de s'affirmer surtout après 1958. Une telle notion rend aussi perceptible l'étiollement progressif de la nébuleuse, au moins sous sa forme et avec son contenu initiaux.

*- Les communistes, beaucoup moins isolés dans le champ intellectuel que dans le champ politique jusqu'en 1956*

Le début de la période est marqué par un sectarisme redoublé dans lequel le Parti communiste entraîne "ses" intellectuels et la fin par une déstalinisation très lente à venir. Dans les toutes premières années, le "jdanovisme" semble avoir causé de grands ravages dans les milieux professionnels eux-mêmes, qu'il s'agisse de la philosophie ou des sciences sociales et humaines, marquées par la critique violente de l'école des *Annales* en histoire, la condamnation de la sociologie et de la psychanalyse<sup>563</sup>, sans parler des sciences exactes qui restent très éloignées cependant des limites de ce sujet<sup>564</sup>. Ces prises de position de la direction du Parti ne vont pas sans soulever de vifs débats internes, surtout lorsqu'il s'agit de la pédagogie. Mais ces désaccords internes, pour réels qu'ils aient été, d'une part, ne mettent pas en cause la ligne politique, d'autre part, se taisent face à la discipline qui plus que jamais doit persister dans l'organisation. Il faudra d'ailleurs attendre l'après rapport Krouchtchev pour que les intellectuels cherchent à regagner beaucoup plus ouvertement leur autonomie de création culturelle et scientifique.

Les intellectuels communistes à proprement parler et la majorité des véritables compagnons de route semblent avoir vécu la plupart des drames de la période en les acceptant au nom d'une positivité supérieure. Par ailleurs, les nombreuses mobilisations "contre" paraissent avoir suffi à permettre le refoulement des troubles naissants, en tendant fort adroitement les énergies vers d'autres buts et en régénérant les figures polymorphes de l'hydre à combattre. On peut donc parler

d'une sorte d'activisme intellectuel qui a pu prolonger ou faire revivre les combats de la Résistance et de l'immédiat après-guerre.

La condamnation soviétique de la Yougoslavie de Tito fut à l'origine d'une crise "... parmi les intellectuels d'adhésion récente ou de simple compagnonnage, en particulier chez tous ceux dont la référence principale restait, plus que le marxisme-léninisme, le combat anti-fasciste /antifasciste/, dont pour eux Tito avait été l'un des héros." <sup>565</sup>

Les vagues de procès contre les dirigeants communistes des démocraties populaires accusés de titisme approfondirent bien évidemment cette première brisure chez ceux qu'elle avait touchés. C'est ce type de crise qu'incarnèrent Jean Cassou et Vercors, tous deux grands résistants, lorsqu'ils publièrent dans *Esprit* en 1949 le manifeste "Il ne faut pas tromper le peuple". Une vingtaine de membres du CNE donnent leur démission pour protester contre la tonalité antisémite des procès de Prague, après quelques défections pour protester contre la signature de l'appel de Stockholm en faveur de la paix<sup>566</sup>. Le petit PCI trotskiste n'était donc pas tout à fait seul dans le sous-champ politique du communisme à soutenir l'exigence titiste d'autonomie qui sera d'ailleurs l'un des fondements des plus ouvertes des crises des démocraties populaires.

Cependant, "L'hémorragie proprement titiste semble avoir été plus qualitative que quantitative, mais qu'il s'agisse d'exclusions par les cellules (Robert Antelme, Marguerite Duras, Dionys Mascolo), de départs volontaires (Jean Duvignaud, Pierre Kast, Edith Thomas) ou d'éloignements progressifs de la mouvance (Claude Aveline, Jean Cassou, Vercors), elle ne signifie donc nullement l'entrée de ces personnalités dans une opposition anticommuniste radicale." <sup>567</sup>

Parmi ces "partants", on trouve une partie de la future équipe d'*Arguments* dont la rupture avec le Parti communiste, puis avec le communisme, sera finalement assez profonde cependant et qui entretiendra des liens effectifs et même forts, bien qu'inégalitaires, avec le collectif "Socialisme ou barbarie", relations

dont les effets seront importants pour certains membres du groupe et finalement non négligeables sur le devenir de la petite collectivité.

Comme on le verra plus loin, la crise titiste a cependant eu des effets chez de nombreux intellectuels communistes, mais plus tardifs, ils se produisirent le plus souvent en deux temps : c'est la réhabilitation de la Yougoslavie qui, outre l'humiliation qu'elle pourra leur infliger, les conduira à s'interroger sur le statut d'une telle vérité politique au contenu si changeant.

- *Les "neutralistes" ou "anti-atlantistes", le plus souvent "unitaires" et "antianticomunistes" et les nouvelles gauches*

Si l'on ne considère que le champ des revues, *Esprit*, on l'a vu, a pris quelque peu ses distances avec le communisme à partir de 1949. Selon les deux historiennes Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer, les liens restent encore "étroits, mais ne sont plus inconditionnels."<sup>568</sup>, alors que *Les Temps modernes* s'engageront bientôt dans un cheminement tout à fait opposé.

Mais la nébuleuse "neutraliste" déborde le champ des revues, pour atteindre également celui de la presse, avec des organes d'expression qui visent des lectorats nettement plus larges, moins "exclusifs" et sans doute plus hétérogènes. Sans compter les tentatives de regroupement politique : on a déjà abordé les premières qui attirèrent également des militants d'extrême gauche. Ces tentatives au demeurant sortent des limites du champ intellectuel, même si elles réunissent nombre d'intellectuels et de personnes exerçant des métiers intellectuels : elles concernent de fait diverses petites organisations politiques, d'origine chrétienne et laïque, socialiste et communiste.

Si les communistes sont un peu moins dominants c'est aussi parce que certains de leurs propres "alliés" dans le champ de la presse politico-intellectuelle cherchent eux-mêmes à conserver une certaine indépendance vis-à-vis d'eux. Ceci en particulier en ce qui concerne la propagande communiste dépourvue de la moindre nuance sur le communisme réel. Dans le même temps, ces "alliés" s'efforcent de ne pas se couper des communistes néanmoins, ce qui n'est guère facile avec un parti atteint alors d'un sectarisme particulièrement grand. Tous rejettent cependant l'anticommunisme et/ou l'antisoviétisme. Ils conservent en effet les mêmes perspectives et analyses : une alliance trop étroite avec les États-Unis ne saurait être qu'un handicap au projet socialiste, sans compter les différents types de critique qu'ils portent contre le monde nord américain. La réalisation du socialisme suppose une alliance entre la SFIO et le Parti communiste, à laquelle ils entendent œuvrer non sans espérer peser sur elle. Et ceci sans doute de plus en plus nettement. Une partie d'entre ces rédacteurs et journalistes ont nettement tendance à se penser comme des acteurs politiques intellectuels plus encore que comme des intellectuels engagés, et l'augmentation numérique très forte de la masse étudiante, des professions intellectuelles et du public cultivé n'y est sans doute pas totalement étrangère, on y reviendra. Leur "anti-anticommunisme", sans doute très passionnel et très affectif après guerre, tend fréquemment à devenir en partie stratégique.

Sous le sous titre "Les aventures de la Troisième voie", Pascal Ory traite de "... l'échec, au moins dans l'immédiat, /c'est à dire à la fin des années quarante et au tout début des années cinquante/ de toutes les tentatives où s'illustrèrent les quelques personnalités soucieuses de refuser le partage bipolaire du monde, autant que de l'idéologie. On en perçoit les enjeux dans les violentes polémiques qui eurent raison de la campagne antiblocs menée dans les colonnes du *Monde* par l'historien et théologien thomiste Etienne Gilson en 1948-1949, et qui menacèrent en 1951 le directeur du journal, Hubert Beuve-Méry accusé de "neutralisme" diplomatique. La même accusation (ou la même position) isola - mais aussi mit en valeur - le petit groupe réuni autour de Claude Bourdet au sein de l'hebdomadaire *L'Observateur* (puis *France Observateur*) "<sup>569</sup>, équipe que Philippe Tétart caractérise par son "résistentialisme". Pour cet hebdomadaire, on ne peut pas alors



parler d'un échec, au moins en ce qui concerne l'entreprise de presse qui parvient à fidéliser un lectorat, justement pendant cette période. Même s'il s'agit d'un journalisme politiquement très orienté, idéologique même, ces deux principaux rédacteurs/fondateurs avaient acquis une expérience à la tête d'entreprises d'informations : Gilles Martinet a été rédacteur en chef de l'AFP de 1944 à 1947 et Claude Bourdet directeur de *Combat*.

Il en va quelque peu différemment des premières tentatives de regroupement politique auxquelles participent des rédacteurs de *L'Observateur* qui sont très impliqués dans les tentatives de création d'une nouvelle gauche, on l'a déjà vu. Selon Philippe Tétart, dans la thèse qu'il a consacrée à l'hebdomadaire, bien que les rédacteurs soient très soucieux de maintenir la distinction entre l'organe de presse et organisations politiques, "... le lectorat de *France Observateur* considère effectivement l'hebdomadaire comme la principale tribune des nouvelles gauches "<sup>570</sup>, y compris les nouvelles gauches catholiques, *L'Observateur* avait déjà, du reste, accueilli nombre d'intellectuels catholiques, outre Claude Bourdet lui-même, y compris des exclus et des démissionnaires du MRP qui seront souvent membres de la Jeune République. Ainsi, lorsqu'aux "... élections législatives de 1951, le journal *France Observateur*... et ses principaux rédacteurs (Claude Bourdet, Gilles Martinet...) animent des listes "neutralistes", "le meilleur "score" de ces listes... est celui réalisé dans le secteur Sud de Paris, où il atteint 2,5 % des suffrages exprimés "<sup>571</sup> ; le score de l'Abbé Pierre, venu du MRP, qui atteint 7,5 % des suffrages exprimés en Meurthe-et-Moselle<sup>572</sup> constituant une exception. Les parcours politiques de Gilles Martinet et de Claude Bourdet diffèrent notablement et leurs deux sensibilités marqueront également *L'Observateur*, puis *France Observateur*. Ancien communiste d'avant-guerre, collaborateur de *La Révolution internationale* à partir de 1944, Gilles Martinet qui a également appartenu au premier PSU (1947-1950) - où il était extrêmement difficile de maintenir une autonomie par rapport au Parti communiste qui exerce une grande influence sur ce petit parti - entre au Comité de liaison des Mouvements progressistes en 1950 et appartient en 1951 au bureau national de l'Union progressiste. Claude Bourdet a appartenu au

mouvement “Combat” pendant la Résistance, avant de le représenter au sein du Conseil national de la Résistance (CNR). Vice-président de l’Assemblée consultative, il rejoint d’abord l’UDSR qu’il quitte dès que celle-ci s’allie au Parti radical et fonde alors “Socialisme et liberté” avec notamment Marceau-Pivert et Henri Fresnay, avant d’appartenir à “Octobre” qui continue “Socialisme et Liberté”, tout en dirigeant parallèlement *Combat* jusqu’en 1950. Lorsque Claude Bourdet quittera finalement la rédaction de l’hebdomadaire en 1963, peu avant la transformation, profonde, qui accompagne le changement de titre de *France Observateur* qui deviendra alors *Le Nouvel Observateur*, leurs positions respectives dans la gauche de la gauche se seront inversées, Claude Bourdet reprochant désormais à Gilles Martinet et à la rédaction leur évolution centriste.

Quant à la Jeune République, lointaine descendante du groupe créé par Marc Sangnier, après la condamnation du Sillon par le Saint-Siège en 1910, elle a d’abord après la Seconde guerre mondiale comme avant essentiellement regroupé des démocrates-chrétiens de gauche, peu nombreux, qui avaient refusé d’adhérer au MRP lors de sa création, voire à l’UDSR, puis a progressivement accueilli de nombreux “décus”, parfois exclus du MRP, ainsi que de la Troisième force et a connu un nouveau développement. Attachée à l’esprit républicain et marquée par l’humanisme chrétien, anti-anticommuniste, anti-libérale, la Jeune République est également neutraliste. Elle soutint “sans aucune restriction (...) l’expérience Mendès France. “Nous ne sommes plus dans l’opposition. Nous devons soutenir le gouvernement” déclare immédiatement Maurice Lacroix...”, son président.<sup>573</sup>

S’en tenant au phénomène politico-intellectuel constitué par *L’Observateur*, Michel Winock signale l’importance prise par l’hebdomadaire parmi la presse “neutraliste” qu’il énumère : outre *Le Monde*, “... dont le directeur Hubert Beuve-Méry a publié les articles retentissants d’Etienne Gilson, philosophe chrétien néo-tomiste, en faveur de la neutralité de l’Europe...” il mentionne, “... les revues *Esprit* et *Les Temps modernes* qui prônent la reconstruction d’une Europe socialiste ; enfin,... un nouvel hebdomadaire *L’Observateur* lancé en 1950

par Roger Stéphane, Claude Bourdet et Gilles Martinet... journalistes, anciens résistants...” Décrivant cet hebdomadaire l'historien poursuit : “Le premier tirage est de 15 000 exemplaires... l'hebdomadaire va peu à peu s'imposer comme l'organe d'un socialisme intellectuel, marxisant, dans la ligne de l'ancien RDR, hostile à la SFIO trop “atlantiste”, critique modéré à l'endroit du stalinisme, sympathisant avec l'expérience titiste, nettement antiaméricain.”<sup>574</sup> Et également très anticapitaliste. Comme le note Philippe Tétart, pour les rédacteurs de ce périodique, le “... capitalisme /reste/... lié aux concepts de décadence, d'inégalité, de guerre.”<sup>575</sup> C'est seulement en 1955 qu'il y aura une “... discussion passionnée tournant autour de la nature réelle du concept travailliste”<sup>576</sup>, réflexion fortement influencée par les conceptions du travailliste britannique Aneurin Bevan, “Lui aussi... *résistant*... ministre du travail dans le gouvernement *travailliste* d'après-guerre... et proche des syndicats” dans un premier temps, puis par la gauche socialiste italienne.<sup>577</sup> En accord avec Serge Bernstein et Pierre Milza qui établissent pour le moins un rapprochement entre *France Observateur* et le courant mendésiste, Philippe Tétart voit même quant à lui dans ces débats un effet de l'influence rénovatrice du mendésisme.

Au demeurant, les tirages de *L'Observateur* croîtront fortement au fil des ans : 31 000 en 1953, 40 000 en 1954, pour *France Observateur* dorénavant, 50 000 en 1955, 80 000 en 1956<sup>578</sup>, avant de stagner cependant en 1957, puis de décliner en 1958, pour remonter légèrement en 1959.

“Professant que les États-Unis représentent la principale menace de guerre, *L'Observateur* peut être considéré comme un satellite de la presse communiste. Claude Bourdet s'en explique : “le neutralisme sert la politique russe dans la mesure précise où l'URSS, en ce moment, craint la guerre mondiale et à cela nous consentons bien volontiers.” (14 septembre 1950) “... le journal de Bourdet a tendance à se réfugier dans l'utopie d'une Europe socialiste et neutraliste dont on n'aperçoit pas la moindre première pierre.”<sup>579</sup>

Évidemment une telle approche qui deviendra au demeurant plus nuancée au fil des années, surtout à partir de 1954-1955, n'est guère propice à la saisie du phénomène totalitaire, elle le sera plus, par contre, à la mise en valeur des

diverses phases d'ouverture relative des démocraties populaires et de l'URSS, quelques années plus tard, tout en risquant d'entraîner journalistes et intellectuels engagés qui se reconnaissent dans ce courant à interpréter de telles ouvertures comme des avancées vers le socialisme.

Outre son propre dogmatisme et sa fermeture très grande dans ces années-là aux champs culturels au sens large, une revue comme *Socialisme ou barbarie* n'est guère bien placée pour être "reçue" par les comités de rédaction d'une telle presse. Les oppositions sont trop fortes en matière d'enjeux politiques, malgré l'anticapitalisme des uns et des autres, entre une condamnation sans appel du communisme "réel" - mais tout autant français et même d'opposition en général - et une volonté marquée de réintroduire le communisme français dans la vie politique, accompagnée d'une absence de condamnation de fond du communisme soviétique, parfois teintée d'admiration, mais aussi de critiques dont l'expression reste encore timide, même si elle s'affirme progressivement.

Cependant les analyses de Claude Lefort en particulier ont évolué : s'agissant notamment du communisme réel, la dimension symbolique ou idéologique a acquis dorénavant une plus grande place, ainsi qu'une certaine "indétermination" qui lui permet de prendre en compte les évolutions qui se font jour en Union soviétique et dans les démocraties populaires, tout en conservant cependant le même cadre d'analyse qui reste encore voisin de la vulgate marxiste révolutionnaire. Une telle évolution de problématique sera au centre du deuxième chapitre de cette partie. Il suffit pour l'instant de donner un exemple typique, suffisant pour montrer à quel point des oppositions de fond persistent avec les "neutralistes". Ayant pris acte de "la nouvelle diplomatie russe", il interprète ainsi cette nouvelle donne : "l'URSS cherche réellement un règlement de la question allemande et à travers celui-ci un règlement temporaire avec les États-Unis. Que ce règlement reste partiel, constat d'un rapport de forces momentané plutôt que partage en bonne et due forme, qu'il soit susceptible d'être remis en question par une modification de ce rapport de forces c'est ce qui nous paraît aussi certain

aujourd'hui qu'hier (...) que l'URSS cherche un règlement et à faire reconnaître pour un temps le principe de non ingérence dans les zones respectives de chaque bloc c'est ce qui est devenu très probable à la lumière des récents événements." Poutant les explications pas plus que la conclusion n'ont radicalement changé : "... la terreur stalinienne ne répond pas aux besoins d'une classe stabilisée, dont l'homogénéité ne pose plus de problème et qui cherche à jouir effectivement des privilèges que lui assure son statut économique." Et surtout, à la fin de son analyse, l'auteur se réfère toujours à l'impossibilité même provisoire de la paix, dans un contexte de division du travail, donc de lutte des classes : "... les blocs chercheraient-ils la coexistence pacifique, il faudrait pour qu'ils l'obtiennent qu'ils acquièrent d'abord une existence pacifique chacun pour soi..."<sup>580</sup>.

En ce qui concerne les rapports entre rédactions et plus encore entre "intellectuels", des contacts ne se noueront qu'après 1956, c'est-à-dire après "Budapest". Par contre, s'agissant des rapports entre militants, sous la forme un peu particulière de l'"entrisme" ou "infiltration", pratiqués par le groupe "Socialisme ou barbarie", comme par les trotskistes, des membres ou des sympathisants de la petite organisation entreront en relation avec des ancêtres de l'UGS dès les premières années de la décennie cinquante, puis avec l'UGS elle-même à partir de 1957.

Quant aux équipes successives de *L'Observateur*, puis de *France-Observateur* /*France Observateur*/, à partir de 1954, c'est en particulier grâce à leur position anticolonialiste qu'elles vont constituer un pôle auprès d'un public cultivé, parfois militant, où la part des enseignants semble avoir été grande dès cette période. "Sa fonction critique dans le domaine colonial (nous sommes alors en pleine guerre d'Indochine) lui assure plus de crédibilité."<sup>581</sup> Mais les prises de position et mobilisations à propos de la guerre, de la répression et du colonialisme iront très au-delà de cette nébuleuse anti-anticommuniste du temps de la guerre froide.

C'est d'ailleurs essentiellement dans la lutte anticolonialiste que des sympathisants ou militants de "Socialisme ou barbarie" se joindront, à leur manière,

c'est-à-dire proche de l'entrisme, à des regroupements à composante "neutraliste", l'UGS notamment et ses ancêtres. Le groupe "Socialisme ou barbarie" ne s'est intéressé que bien tard aux problèmes coloniaux d'Afrique du Nord.

Le premier article sur l'Algérie est publié en 1956 : "la situation en Afrique du Nord", signé par *Laborde*, Jean-François Lyotard qui sera alors le spécialiste de ces sujets.<sup>582</sup>

Après des tentatives avortées de contacts avec *Le Libertaire*, à la suite d'un appel à la solidarité des groupes d'extrême gauche dont "Socialisme ou barbarie" entre autres a été le destinataire, deux militants de la Fédération communiste libertaire ayant été arrêtés en novembre 1954 pour avoir collé une affiche "Vive l'Algérie libre", les locaux de la Fédération communiste libertaire et du *Libertaire* ayant été perquisitionnés<sup>583</sup>, un premier débat s'était engagé sur l'Algérie au sein de "Socialisme ou barbarie". Celui-ci succédait à une esquisse de réflexion sur les pays en développement<sup>584</sup>, dont l'évolution souvent marquée par un nationalisme, fréquemment accompagné d'affirmations de spécificités historico-culturelles, rentrait mal dans les schèmes théoriques du groupe, fondamentalement plus préoccupé de caractériser le "communisme réel".

Cette tentative de 1954 n'avait pas abouti, bien que des membres du groupe aient participé au Comité de lutte contre la répression colonialiste.<sup>585</sup> Une première ébauche de texte de Cornélius Castoriadis avait été vivement critiquée par Claude Lefort, soutenu par *Véga*, très marqué par la spécificité de l'histoire espagnole qu'il ne retrouve jamais tout à fait dans les idéologies des groupes auxquels il adhère successivement, alors qu'à l'inverse le passé grec de Cornélius Castoriadis n'empêche pas ce dernier de se focaliser sur le plus universel, mais aussi le plus schématique, dans sa quête d'efficacité idéologique, peut-être renforcée par son appartenance à une institution internationale. La refonte proposée est en tout cas tout aussi mal accueillie pour n'avoir pas mieux réglé, selon ses critiques, la

question du mode de formation de la bureaucratie dans de telles sociétés. Dans un texte de 1958, Claude Lefort s'efforcera de poser clairement à quel type de configurations nationales l'analyse du groupe se trouve confrontée : "... dans plusieurs cas, la bourgeoisie indigène a tiré tout le bénéfice de la lutte pour l'indépendance, par exemple en Inde, en Tunisie, au Maroc, et d'autre part que là où le PC s'est trouvé à la tête d'un mouvement victorieux s'est instituée une dictature bureaucratique, par exemple en Indochine."<sup>586</sup>

Auparavant les "sociaux-barbares" se contentaient d'aborder la décolonisation en Indochine ou en Afrique du Nord sous l'angle des contradictions du camp occidental, c'est-à-dire du "capitalisme occidental" : "... le retrait des troupes françaises d'Indochine signifierait pour le capitalisme français une nouvelle chute dans la hiérarchie des valets des USA, les "sacrifices" consentis en Indochine étant pour la bourgeoisie française une des dernières armes de négociation lui permettant de modérer les exigences de Washington."

"Cette incohérence américaine se manifeste tout aussi /sic/ à propos de l'Afrique du Nord. Face à l'effervescence nationaliste tunisienne et marocaine, la bourgeoisie française voudrait bien continuer sa politique de force d'autrefois. Mais au lieu de trouver dans cette affaire l'appui de son protecteur américain, elle en rencontre l'hostilité déclarée. Les États-Unis font en ce moment tout ce qu'ils peuvent pour démolir le système colonial français en Afrique du Nord, sans nullement savoir ce qu'ils veulent mettre à sa place."<sup>587</sup>

Comparé à celui des intellectuels engagés d'alors, l'intérêt est plus tardif, différent aussi.

- *Une exception notable : le compagnonnage de route de Jean-Paul Sartre et des Temps modernes à partir de 1952*

Ce qui peut être considéré comme un coup de théâtre de la part de Jean-Paul Sartre va à l'encontre de la définition initiale de l'engagement, qui n'exclut certes pas une sympathie envers le communisme qui saurait cependant se maintenir distante et lucide. Type d'attitude proche de celle définie par Maurice Merleau-

Ponty dans sa période “philocommuniste” et qui caractérise finalement assez tôt la véritable ligne des *Temps modernes* : “il nous reste donc à définir, envers le communisme, une attitude pratique de sympathie sans adhésion et de libre examen sans hostilité.”<sup>588</sup>

L'évolution de Jean-Paul Sartre est diamétralement opposée à celle de Maurice Merleau-Ponty. Pour Anna Boschetti, il faut “penser “l'engagement”... comme la réponse du champ intellectuel au communisme mythique qui associe, comme les faces d'une seule réalité, la Révolution, le prolétariat classe universelle destinée à la réaliser, l'URSS, patrie du socialisme, le Parti communiste comme incarnation du prolétariat et le marxisme comme doctrine qui exprime le sens de ce mouvement “objectif” de l'histoire. Il faut rappeler que l'engagement, s'il ne devient jamais une adhésion totale à ces dogmes, y participe pourtant profondément.. pour les intellectuels engagés... l'évolution du “communisme réel” était une sorte de vérification pratique des hypothèses marxistes... l'échec de ces hypothèses leur apparaissait comme la preuve décisive de l'impossibilité pour l'histoire de se faire rationnelle... Merleau-Ponty était justement en 1945-1946, le porte-parole le plus célèbre de cette position, celui qui lui avait même donné un nom : “l'attentisme marxiste ”... après 1948... à l'enthousiasme révolutionnaire succède le désenchantement (marqué surtout par trois épisodes : le procès Rajk, la découverte des camps de travail soviétiques, la guerre de Corée)...”<sup>589</sup>.

Un tel désenchantement de Maurice Merleau-Ponty aurait pu pérenniser la collaboration de Claude Lefort et *Benno Sarel*. Elle aurait aussi pu éventuellement permettre de continuer à faire connaître au moins certaines des thèses essentielles de “Socialisme ou barbarie” - en particulier sur les régimes communistes, comme ce fut d'ailleurs le cas pendant quelques années. Si “Socialisme ou barbarie” ne visait pas le public intellectuel, ne paraît pas avoir eu conscience de la spécificité du phénomène de la mobilisation intellectuelle dans ces années, il aurait néanmoins pu être profitable de faire connaître une partie des thèses communes à l'ensemble du collectif, y compris ses membres intellectuels, à un public plus vaste et non exempt de militants et de responsables politiques de formation, en particulier de formation intellectuelle. Cependant Maurice Merleau-Ponty ne chercha pas à infléchir la ligne éditoriale des *Temps modernes*, à la suite de la campagne menée par David Rousset, Jean-Paul Sartre accepta en 1950 de “co-signer”



un article sur les camps de travail soviétiques qui manifeste tension et écartèlement “en fait écrit par Maurice Merleau-Ponty seul.”<sup>590</sup>. Mais ce sera tout. En outre, la position politique du philosophe reste quand même très éloignée de celle de “Socialisme ou barbarie” même s’il a parrainé Claude Lefort puis *Benno Sarel* et si, en outre, sa critique de l’URSS se fait de plus en plus dure : “... société cruellement hiérarchisée dont les traits peu à peu se précisent sous nos yeux...” avec “les dix millions de déportés soviétiques, la bêtise de la censure, la panique des justifications...”<sup>591</sup>. En effet, à la campagne de David Rousset sur les camps soviétiques qu’il critique vivement pour son positionnement unilatéral, Maurice Merleau-Ponty répond toujours dans le même article par une série de refus : celui de la division des débats en deux camps se superposant à ceux de la bi-partition de plus en plus effective du monde en deux blocs qui s’affrontent, celui de faire de l’URSS l’ennemi numéro un, ainsi que son corollaire : faire passer au second plan, voire escamoter la critique du monde capitaliste, et une réaffirmation, enfin, celle de la communauté de valeurs entre lui-même et ceux au nom desquels il s’exprime, d’une part, et les communistes, de l’autre, tous les communistes de par le monde.<sup>592</sup> Figure de l’intellectuel qui s’inscrit dans la tradition d’un combat moral, dans lequel la dimension humaniste du communisme et du marxisme est profondément revendiquée afin de pousser les communistes à un dialogue, voire à une distance critique sur eux-mêmes et leurs œuvres, dans un contexte qui ne s’y prête guère. Une telle réaffirmation est tout à fait étrangère à l’idéologie du collectif dont on a vu la stratégie de dénonciation et de distanciation sémantique corrélative ; quant aux rejets, ils ne sont que partiellement communs : monde occidental et oriental sont certes presque autant critiqués l’un que l’autre dans la petite revue, quant à la division du monde admise et même dramatisée plus encore que la réalité, on sait la perspective eschatologique qui en est donnée.

Quant à Maurice Merleau-Ponty, il va dans un premier temps au moins évoluer vers le désengagement non seulement au sens que Jean-Paul Sartre et lui-même avaient préalablement donné au terme sous sa forme positive, mais encore dans l’acception plus générale de ce dernier. En effet, lorsque Maurice Merleau-

Ponty quitte *Les Temps modernes* c'est pour devenir professeur. Comme le souligne Pascal Ory, "L'évolution de sa réflexion, et de la conjoncture, conduisit Merleau-Ponty à ne chercher espoir que dans la philosophie..."<sup>593</sup>. Provisoirement au moins. Quant à son dernier texte publié dans *Les Temps modernes*, parti de la littérature, il s'agit essentiellement d'une théorie de l'expression.

Il accumule cependant des matériaux pour revenir sur le marxisme avec un texte cette fois extrêmement critique *Les aventures de la dialectique* qui ne paraît qu'en 1955. Mais ce livre, déjà distant dans le temps de la participation aux *Temps modernes* de Maurice Merleau-Ponty, dépourvu de référence directe à cette expérience, ne se présente nullement comme un règlement de compte, même Jean-Paul Sartre, certes critique, ne paraît pas vouloir le percevoir comme tel. Le chapitre le plus volumineux n'en est pas moins consacré à "l'ultra-bolchevisme de Jean-Paul Sartre" et traite non seulement des "Communistes et la paix", mais également du contenu de la polémique qui s'en était suivi avec Claude Lefort.<sup>594</sup> Le rapport est sans doute plus complexe et plus grand tant avec le propre passé de l'auteur qu'avec Jean-Paul Sartre. De plus, Maurice Merleau-Ponty "s'engagera" à nouveau aux côtés de Pierre Mendès France, dans une perspective politique nettement différente, beaucoup plus réformiste qui n'est plus structurée par la critique radicale ni par la compréhension, si ce n'est le partage des attentes millénaristes. S'il y a une réelle relation politico-intellectuelle avec l'évolution de Claude Lefort et de certains des militants/ théoriciens de "Socialisme ou barbarie", elle n'est pas simple et nettement postérieure.

Ce départ discret de Maurice Merleau-Ponty des *Temps modernes* fait dire à Jean Pouillon à propos de Claude Lefort dans un témoignage : "Il était très lié à Maurice Merleau-Ponty. Il serait parti de toute manière, même s'il n'y avait pas eu les " Communistes et la paix"<sup>595</sup>.

Pour Jean-Paul Sartre et *Les Temps modernes*, sans Maurice Merleau-Ponty dorénavant, c'est par contre en 1952 que débute le véritable compagnonnage

de route. Jusque-là, *Les Temps modernes* pratiquaient l'“anti-anticommunisme”, en même temps que l'ouverture à l'information sur le communisme réel, y compris les camps de concentration. De tels soucis d'informer et de prendre position exprimaient un déchirement, en même temps que l'espoir d'influencer, en particulier les communistes. Ils s'inscrivaient donc dans l'attente d'une impossible synthèse. Ces connaissances sur le communisme, Jean-Paul Sartre les reprendra à son compte après 1956. Mais auparavant, une telle articulation pouvait également aboutir à une surévaluation du caractère positif des fins, en même temps qu'à un affaiblissement de la portée critique de la révélation des moyens ou plus exactement des modes de répression.

L'année 1952, selon Michel Winock, “c'est pourtant le moment où le Parti communiste perd progressivement sa charge de fascination. Dur, sectaire, stalinien, incapable de la moindre critique à l'endroit de l'URSS, des procès, du Goulag, épurant ses rangs,... il se coupe d'un certain nombre d'intellectuels devenus sceptiques.”

C'est essentiellement sur des questions liées à la décolonisation et à la situation internationale que le véritable “compagnonnage de route” militant de Jean-Paul Sartre s'affirme cette année-là, mais c'est bientôt à la défense du Parti communiste français qu'il va se consacrer. “Il accepte l'invitation de Claude Roy et de Jean Chaintron de participer à la campagne pour la libération d'Henri Martin, marin communiste, ancien résistant, arrêté en 1950 et condamné à cinq ans de prison pour atteinte au moral de l'armée, au moment de la guerre d'Indochine... en janvier 1952, Sartre dirige un ouvrage collectif en faveur du condamné, l'Affaire Henri Martin, qui paraîtra chez Gallimard en 1953.”<sup>596</sup>

“/Jean-Paul/ Sartre a du reste franchi le pas décisif. La manifestation du 28 mai 1952 contre Ridgway lui en fournit l'occasion.” Au demeurant, cette mobilisation extrêmement “politique” fut loin de recueillir, on l'a vu, un très grand succès dans le monde ouvrier. “C'est à Rome qu'il apprend... l'affrontement sanglant... Sartre écrira plus tard en octobre 1961 : “Les derniers liens furent brisés, ma vision fut transformée : un anticommuniste est un chien...” “Rentré dare-dare à Paris, et

alors que la grève générale déclenchée par les communistes le 4 juin se révèle un échec complet, il se lance dans la rédaction d'un immense article, "Les communistes et la paix."<sup>597</sup>

Le philosophe, qui défendait l'idée que le Parti communiste était le facteur constitutif de la classe révolutionnaire sujet/objet, y ajoute la vérification par la mobilisation électorale notamment, sans se demander si cette dernière ne peut pas avoir d'autres causes : un parti ou un syndicat qui prétend représenter une "classe" ou un groupe social n'a guère de chance d'y parvenir s'il ne répond en rien aux attentes des populations correspondantes, mais il n'y satisfait pas pour autant nécessairement en tout, sans ajout qui lui soit propre. Il suffit, par exemple, qu'il corresponde mieux à de telles attentes que les autres partis politiques pour engranger des succès. Le philosophe finit de serrer mentalement les nœuds du dispositif communiste posé comme un tout, ce communisme mythique, selon l'expression d'Anna Boschetti : Le Parti communiste "fait" le prolétariat qui soutient "son" Parti. Le Parti communiste est structurellement lié à la "patrie du socialisme" ; les buts de cette dernière sont positifs.

"Comment pouvez-vous croire à la fois à la mission historique du Prolétariat et à la trahison du Parti communiste, si vous constatez que l'un vote pour l'autre." "L'URSS veut la paix et le prouve chaque jour."<sup>598</sup>

C'est dans ce contexte intellectuel et politique que vont se jouer le conflit et se concrétiser la rupture publique avec Claude Lefort, sachant que pour ce dernier il conviendra de préciser la nature de la relation avec *Les Temps modernes*. Cette dernière prend place dans la série des violentes oppositions personnelles qui jalonnent le militantisme de Jean-Paul Sartre aux côtés du Parti communiste.

En effet, le philosophe "... de 1952 à 1956, devient un compagnon de route discipliné. Sa revue n'émet à l'égard des communistes que des critiques de détail... à l'exception peut-être d'un article où Marcel Péju dénonce l'antisémitisme sous-jacent au procès Slansky... Sartre, lui, se multiplie en meetings, congrès, voyages symboliques, discours, articles... Ainsi du Congrès de Vienne -

“Congrès des Peuples pour la Paix” - que Frédéric Joliot-Curie inaugure en décembre 1952... A son retour en France, il participe au meeting organisé au Vel d’Hiv pour rendre compte du Congrès... “ Ce que nous avons vu à Vienne, dit Sartre, ce n’est pas seulement un Congrès, c’est la Paix. Nous avons vu ce que la Paix pourrait être.” “En 1954, revenu d’un voyage en URSS où il a été promené, loué et gavé, Sartre donne à *Libération*, le quotidien crypto-communiste d’Emmanuel d’Astier une série de six entretiens qui composent un anti-*Retour de l’URSS* de Gide, tant la bonne volonté du compagnon de route est manifeste. Le titre du deuxième entretien résume l’audace du voyageur complaisant : “La liberté de critique est totale en URSS.” Michel Winock souligne encore que “Sartre... ne changera pas d’attitude jusqu’à l’intervention soviétique en Hongrie.”<sup>599</sup>

Pour Anna Boschetti cet alignement choisi qui revendique son propre aveuglement aux côtés du Parti communiste est aussi une manière de répondre à une crise des *Temps modernes* dont le tirage est alors d’un peu plus de 9 000 exemplaires, selon les données fournies par Florence Grandsenne.<sup>600</sup>

Selon la sociologue, auteur d’une recherche sur *Les Temps modernes*, en effet, le récit de Jean-Paul Sartre, “Merleau-Ponty vivant”, “laisse percer combien le petit monde qui gravitait autour des *TM* ressentait fortement, quoique confusément, que la routine de survie imposée à partir de 1950 ne suffisait plus. Sous peine de sombrer, il fallait une relance éclatante...”<sup>601</sup>. Analyse plus discutable dans ses prémisses aussi étroitement déterministes que fonctionnalistes, comme d’ailleurs dans ses conclusions, que le constat qui l’accompagne concernant la pression exercée par les jeunes recrues des *Temps modernes*.

- *Les “antitotalitaires” ou “anticommunistes”*

La première des revues intellectuelles “anticommunistes”, c’est-à-dire faite par des créateurs et faisant une place importante aux prises de position politique de critique du communisme réel allant jusqu’à l’opposition tranchée, avait été *La liberté de l’Esprit*, fondée en 1949. Ces “Cahiers mensuels destinés à la jeunesse

intellectuelle” entretenaient des liens avec le rassemblement gaulliste : “le financement principal est fourni par le RPF, son délégué à la propagande n’est autre qu’André Malraux, laissant cependant une large autonomie au jeune directeur, Claude Mauriac, fils de François.”

“Du point de vue de l’organisation, l’argumentation de référence restera jusqu’au bout le discours prononcé par Malraux salle Pleyel, le 5 mars 1948, lors du premier meeting du RPF en direction des intellectuels... Une large vision culturaliste /terme employé dans un sens différent de celui de cultures politiques/ des enjeux universels, en particulier européens, y préside à une condamnation de l’impérialisme soviétique considéré comme l’émanation d’un héritage étranger aux “strates” et aux “échanges” antiques et médiévaux et à une recomposition du champ politique en termes de “patrie” “... le temps passant, l’Europe de Monnet apparaît aux intellectuels gaullistes comme un danger aussi grand, et plus pernicieux que l’Europe de Moscou, et... les réserves vis-à-vis des États-Unis vont se précisant.” Autre preuve de la force du lien avec le gaullisme politique : “... le sabotage de la revue, à l’été 1953, est directement lié à la mise en sommeil officieuse du RPF par son chef.”<sup>602</sup>

Un tel discours très marqué par le souci de la place de la France dans le cadre de la recomposition des rapports internationaux reste cependant bien différent de celui des “neutralistes”, malgré un commun refus de l’atlantisme.

Pour Pascal Ory qui, de plus, compare ces “Cahiers” à *Preuves*, ils sont “mieux intégrés aux traditions culturelles françaises, en particulier par... la forte part de la littérature - thème des articles, mais aussi style de l’écriture - là où *Preuves* serait plutôt “culturelle”. L’auteur précise que “... l’influence de Malraux...” lui permet de “... puiser dans le vivier Gallimard”, le “nom du directeur” étant également d’un poids certain.<sup>603</sup> Pourtant, s’il s’agit effectivement d’une inscription dans la tradition française des “années Gide”, pour reprendre l’expression de Michel Winock, les revues intellectuelles qui rencontrent alors le plus grand succès, à commencer par *Les Temps modernes* et *Esprit*, accordent une place dominante à la philosophie, respectivement existentialiste et personnaliste, bien sûr, ainsi qu’à la culture d’avant-garde “engagée” le plus souvent, mais pas exclusivement.

L'ensemble des rédacteurs de *La liberté de l'Esprit* était au demeurant très éclectique. Parmi les principaux signataires, outre André Malraux, on trouvait déjà Raymond Aron, Roger Caillois, Stanislas Fumet, Thierry Maulnier, Jules Monnerot, Roger Nimier, dans les débuts, Jean Paulhan, Léon Werth, signataire après le 6 février 1934 du manifeste de la NRF qui avait précédé la création du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.<sup>604</sup> Un tel collectif était extrêmement hétérogène, sous l'angle des familles de pensée passées et même présentes de ses collaborateurs. En outre, à côté des critiques du communisme réel, *La liberté de l'Esprit* attaquait les intellectuels communistes et les intellectuels "engagés" de deux manières assez différentes, bien que non contradictoires : à cause de leur sympathie pour le communisme réel, bien sûr, mais aussi pour leur définition de l'engagement en littérature, au nom de la défense de la littérature.

Roger Caillois avait été marqué très tôt par un anti-stalinisme radical aux côtés de Georges Bataille, fondateur dès 1935 de la revue *Contre-attaque*<sup>605</sup>, à laquelle avait également collaboré André Breton, après la rupture de la majorité des surréalistes avec le Parti communiste, ainsi que de Michel Leiris qui, quant à lui, écrit toujours parallèlement dans *Les Temps modernes* ; sans y trouver réellement sa place. L'esprit surréaliste marquait profondément l'anti-stalinisme que Roger Caillois comme Georges Bataille avaient tenté d'exprimer l'un comme l'autre dans des revues à l'existence éphémère : *Inquisitions*, *Acéphale*, puis au Collège international de sociologie, juste avant la guerre que Roger Caillois avait passée en Argentine. Ce dernier a publié en 1950 *Une description du marxisme*, analyse très critique de l'orthodoxie marxiste.

De son côté, Jules Monnerot qui a été communiste collabore également à la revue, ainsi qu'à *La Table ronde*, avant de jouer un rôle assez important dans Le Congrès pour la liberté de la culture, ainsi que dans *Preuves*, comme Roger Caillois, Thierry Maulnier et bien évidemment Raymond Aron ; il avait publié dès 1949, chez Gallimard, une très critique *Sociologie du communisme*.

Stanislas Fumet, quant à lui, est un démocrate-chrétien qui a condamné la violence franquiste, sans soutenir d'ailleurs le "Frente popular", puis participé à la Résistance intellectuelle. Cependant, Stanislas Fumet est également membre du CNE dont il démissionne en 1956, alors qu'il en est même le vice-président. Thierry Maulnier, ancien "non-conformiste" qui a été profondément maurrassien, fascisant, et dont l'anticommunisme d'avant-guerre s'accompagnait alors de pro-germanisme, voire d'antisémitisme, ancien collaborateur de *L'Action française* dont il dirigea la rubrique littéraire pendant toute la guerre, bien qu'attiré par la Résistance, tout en se refusant à rompre avec le journal de Charles Maurras, participa à *La Table ronde*, comme Roger Nimier, d'ailleurs de sympathie maurrassienne, mais beaucoup plus jeune. Les écrivains de *La Table ronde* étaient souvent marqués par la tradition maurrassienne et parfois par un passé politique d'extrême droite, mais défendaient en ces débuts des années 1950 le refus de tout engagement en littérature. Un tel rejet de l'implication que le philosophico-politique entendait exercer sur la littérature - certains parleront plutôt de terrorisme - qui peut réunir des personnalités culturelles aussi différentes que Jean Paulhan ou Roger Nimier, constituera une des formes de critique en actes de l'engagement promise au plus bel avenir. Ainsi "Julien Gracq dans *La littérature à l'estomac...* stigmatise /dès 1950/ le terrorisme que représente la surpolitisation des lettres."<sup>606</sup>

Jean Paulhan, résistant dès 1940, défend lui aussi non seulement une littérature littéraire, mais critique vivement la théorie de l'engagement en littérature, parfois au nom d'une mystique de la Résistance et d'une filiation dreyfusarde contre ce qu'est devenu l'engagement des intellectuels aux côtés des politiques<sup>607</sup>, comme il avait déjà critiqué la participation des écrivains à l'épuration d'après-guerre<sup>608</sup>, jugeant qu'il ne s'agissait pas d'une tâche d'écrivains, mais de magistrats.

De fait, cette revue pionnière pour l'après-guerre dans la mobilisation des intellectuels contre le totalitarisme n'aurait pas eu un lectorat très abondant, malgré ses signatures prestigieuses. Elle sera par contre l'un des relais du



Congrès pour la liberté de la culture. Mais elle cesse de paraître au moment des polémiques sur la ratification du traité de la Communauté européenne de défense (CED). Si alors “Thierry Maulnier accentue sa collaboration dans *Preuves*... avant de s’effacer”, Raymond Aron qui, d’après Pierre Grémion, avait “... réservé à *Liberté de l’esprit* plus qu’à *Preuves* ses analyses” n’intensifie pourtant la sienne qu’en 1955<sup>609</sup>.

Ce dernier se révélera une pièce maîtresse du dispositif “antitotalitaire”, terme d’un usage moins difficile dans le contexte de l’après-guerre que celui “d’anticommuniste”.

Comme le constate Pierre Grémion, relatant sa démarche de recherche et insistant sur l’étendue alors inconnue de sa découverte, lorsqu’il a commencé à accumuler des données sur les réseaux et manifestations du Congrès pour la Liberté de la Culture : “... après quelques semaines d’exploration, je me trouvai en face d’un véritable continent”. Si un tel continent entretient de réelles relations avec la “politique culturelle américaine”, le sociologue Pierre Grémion a voulu dépasser une première réaction commune de “pétrification” produite par la révélation du rôle et du financement de la CIA, pour restituer la “qualité” des débats, la dynamique interne d’un “réseau transnational”, qui n’a pas été un “théâtre de marionnettes manipulées en coulisses”, mais a au contraire “disposé d’une véritable autonomie”, tout en “révélant la profonde implication d’une élite américaine dans les problèmes européens au lendemain de la Seconde guerre mondiale.”<sup>610</sup>

Sa “manifestation fondatrice... /qui/ prend place en juin 1950 à Berlin” est donc contemporaine du début de la guerre de Corée “dans le secteur d’occupation américain de l’ancienne capitale allemande. Ce *Kongress für kulturelle Freiheit* est une réunion internationale, mais c’est en même temps une manifestation profondément enracinée politiquement et culturellement dans Berlin... Mise sur pied au lendemain du blocus, la réunion est directement liée à la volonté des élites de la ville de maintenir une ouverture et des échanges avec les démocraties occidentales et leurs intellectuels.”<sup>611</sup> “L’étroitesse des liens entre Berlin et New-York se lit tout d’abord dans la personnalité des cinq acteurs

les plus importants du pilotage de cette manifestation internationale. Outre Melvin Lasky et Sydney Hook, ce sont Arthur Koestler, James Burnham et Irving Brown”.

Non seulement plusieurs de ces intellectuels appartiennent ou ont appartenu à la gauche ou à l’extrême gauche marxiste ou marxisante “antistalinienne”, mais ce sont ces personnes qui ont pris les initiatives essentielles dans la structuration du mouvement. Melvin Lasky qui, au moment du Blocus de Berlin, sera le fondateur d’un mensuel, *der Monat*, qui bénéficie du soutien matériel des autorités américaines “a fait ses études au City College... extrêmement politisé, où il se range alors dans la gauche antistalinienne...”, “... installé en Allemagne au lendemain de la guerre comme journaliste *free-lance*, correspondant de la *Partisan Review* et du *New Leader*.” L’origine de la mobilisation intellectuelle new-yorkaise, composante du Congrès tenu à Berlin, a été une riposte à une conférence devant permettre la constitution d’un mouvement de la paix aux États-Unis, la *Cultural Conference for World Peace*, tenue en mars 1949. La “ ... réaction part des milieux de la gauche et de l’extrême gauche antistalinienne new-yorkaise, emmenée par le philosophe Sydney Hook, engagé dès avant la guerre à un Committee for Cultural Freedom, présidé par John Dewey, comité qui s’était donné pour tâche de lutter sur deux fronts : contre le totalitarisme nazi et contre le totalitarisme stalinien.” Quant à James Burnham, il “... est issu des mêmes milieux de l’extrême gauche new-yorkaise d’avant-guerre que Sydney Hook... Mais à la différence de Sydney Hook qui se veut un antistalinien de gauche, James Burnham, après la guerre radicalise ses positions à droite.”<sup>612</sup> Si cette composante de ceux qui viennent de l’extrême gauche marxiste est et restera toujours assez importante dans tous ces regroupements, “les intellectuels anciens communistes sont nombreux et c’est parmi eux que se recruteront les ténors du congrès ”<sup>613</sup> de Berlin : il suffit de citer Ignazio Silone, Arthur Koestler, Franz Borkenau, Richard Löwenthal, les anciens communistes “hétérodoxes” sont toutefois loin d’égaliser en nombre les sociaux-démocrates, qui sont la masse dans la composante allemande.

Après de nombreux conflits entre les différents animateurs qui n’ont pas permis au projet d’organisation permanente de prendre forme et ont même failli faire échouer l’entreprise, l’année 1951 voit l’installation dans la capitale française du

Secrétariat international du Congrès, qu'il avait notamment été question de transformer en mouvement. Ce Secrétariat est animé par un noyau américain composé de Nicolas Nabokov et Michael Josselson, tous deux anciens officiers dans les services culturels de l'armée américaine, stationnés à Berlin.<sup>614</sup>

La création, en France, de *Preuves*, dont les premiers cahiers mensuels, d'orientation beaucoup moins littéraire que *La Liberté de l'Esprit*, sortent en 1951, puis leur transformation en véritable revue, alors que Raymond Aron dont le rôle fut essentiel dans l'ensemble de l'entreprise surtout à partir de 1950, souhaitait la création d'un hebdomadaire, capable de "faire pièce à *L'Observateur*", permettront "l'expression française, libérale et démocratique, de l'anticommunisme intellectuel." La ligne qui y est développée est "européenne, antisoviétique et antitotalitaire.", d'après l'historien Michel Winock. L'objectif est, selon le résumé de Pierre Grémion : "d'éviter l'esprit de croisade prôné par l'adversaire" et, surtout, comme l'annonce le titre de "fournir des " preuves " sur la situation du soviétisme" et de "penser le totalitarisme", à la suite des travaux d'Hannah Arendt, auxquels il est explicitement fait référence. L'entreprise est également "critique vis-à-vis du régime franquiste, ce qui la situe autre part que dans la droite conservatrice et réactionnaire."<sup>615</sup>

On peut néanmoins qualifier ces regroupements d'"atlantistes", en même temps que d'"antitotalitaires" et de défense des libertés individuelles, parmi lesquelles celles d'opinion, de création artistique et d'investigation scientifique, ainsi que d'échanges intellectuels internationaux. La présentation par Arthur Koestler du "Manifeste aux hommes libres", que ce dernier aurait rédigé avec Manès Sperber, consacré à la liberté d'opinion, fut d'ailleurs un temps fort de la manifestation berlinoise, même s'il ne fut pas diffusé en France.

Parmi les principales personnalités intellectuelles françaises, sachant que l'un des intérêts du réseau du Congrès pour la liberté de la culture est cependant d'instituer des échanges internationaux, au-delà des inscriptions

nationales, Raymond Aron qui collabore au *Figaro* depuis 1947 tient une grande place dans cette entreprise : il est membre du Comité exécutif du Congrès.<sup>616</sup> Il en va de même de David Rousset, récent ex-trotskyiste, ancien dirigeant du RDR, membre du Comité exécutif dès 1950, qui a atteint, peu d'années auparavant, le "zénith" de "son prestige international"<sup>617</sup>, lors de sa confrontation avec les communistes, à propos des camps en URSS. L'action d'Albert Camus s'y limitera, par contre, presque exclusivement à la répression hongroise et sera donc moins dense que celle qui aurait pu être attendue de lui, compte tenu de certaines de ses options.

La publication de *L'Opium des intellectuels* en 1955 tranche avec les autres écrits antitotalitaires qui critiquent le plus souvent le communisme réel : critiques partiellement admises non pas certes par les communistes, mais par les philocommunistes, puis oubliées au nom d'un idéal, dont le communisme réel ne serait que l'ébauche, non dépourvue de défauts. En effet, l'auteur cherche à s'attaquer, à la suite d'un Czeslaw Milosz, pour les intellectuels d'Europe centrale ralliés au communisme réel, à l'attitude même des intellectuels français philocommunistes. Après la publication de *La Grande Tentation. Le drame des intellectuels dans les démocraties populaires*, qui avait d'abord été une communication au "premier séminaire organisé par le Secrétariat/ parisien du Congrès/ sur les attitudes des intellectuels à l'égard du communisme"<sup>618</sup>, dans les "Essais et témoignages" de Preuves, *La pensée captive* de Czeslaw Milosz était sortie en 1953 chez Gallimard. C'est dire que les travaux critiques successifs de Raymond Aron sur les intellectuels philocommunistes s'inscrivent dans le cadre des préoccupations majeures du Congrès. L'ouvrage est en outre publié à un moment où la foi d'une partie des philocommunistes est déjà fissurée. Cependant Raymond Aron n'étendra pas ses critiques aux anti-anticommunistes français, notion utilisée par l'American Committee for Cultural Freedom, mais dont Pierre Gremion souligne combien l'usage est difficile dans le contexte français.<sup>619</sup>

Malgré le caractère prestigieux des collaborations et le sérieux des analyses, ni le Congrès pour la liberté de la culture ni *Preuves* dont la rédaction cherche d'ailleurs à se constituer son propre milieu par la création de conférences mensuelles, les "mardis" de *Preuves*, ne s'inscrivent pourtant pas avec aisance dans la France de la IV<sup>e</sup> République. Cette difficulté l'entreprise la doit sans doute à son caractère minoritaire dans le champ intellectuel français, à l'hétérogénéité des sensibilités politico-intellectuelles qu'elle agrège aussi : gaullistes, anciens trotskistes, certes en train d'évoluer, européenistes et socialistes qui en constituent l'ossature. Pour Pierre Grémion ces derniers, ou plutôt leur parti porte une responsabilité importante, résultante de ses propres contradictions, malgré sa fermeté dans sa stratégie d'endiguement du communisme français, lorsqu'il le croit menaçant après le "coup de Prague", qui occupe une place déterminante aussi dans les analyses de *Socialisme ou barbarie*, bien que cette dernière ne soit guère explicitée et encore moins systématiquement approfondie. Pas plus que la stratégie de la SFIO ne saurait y être prise en considération, puisqu'elle est considérée comme profondément anti-révolutionnaire. Cependant la direction de ce parti maintient elle-même son propre projet de société socialiste sans guère le redéfinir, d'une part, et refuse, de l'autre, de reconnaître les partis socialistes d'Europe centrale en exil, tout en cantonnant les critiques du communisme aux marges du parti, acceptant l'aide financière et logistique américaines, en principe favorable à la construction européenne, mais ne cherchant guère à lui donner un contenu concret et se refusant en particulier à nouer des liens plus étroits avec la social-démocratie allemande, avec laquelle ses mésententes sont profondes. Quant au mendésisme, il aurait été beaucoup moins pro-américain en politique étrangère, peu intéressé par la construction européenne et aurait systématiquement biaisé sur la question soviétique.<sup>620</sup>

Ne serait-ce que par l'adhésion à la défense du bloc occidental, même si cette dernière s'accompagne souvent de critiques, et les liens avec les États-Unis, les "antitotalitaires" - dont les cahiers *Preuves* commencent à paraître deux ans

après la création de *Socialisme ou barbarie*, mais se situent à un tout autre niveau, qu'il s'agisse du tirage d'emblée à 12 000 exemplaires, ou du caractère prestigieux des signatures, sans insister sur les moyens -, sont très éloignés des militants du petit groupe qui appartiennent à un univers politique, idéologique, social et culturel bien différent et n'entretiennent d'ailleurs aucune relation avec eux alors, bien que Raymond Aron finisse ultérieurement par diriger la thèse de Claude Lefort. Mais surtout, ils se situent à un autre niveau : le champ intellectuel est essentiel pour *Preuves*, pendant longtemps par pour "Socialisme ou barbarie" ni le groupe ni la revue.

On reviendra sur la critique d'œuvres jugées bourgeoises. Il n'est pas inintéressant de mentionner l'absence de souvenirs laissée par la revue chez des militants qui ne la mentionnent pas spontanément. De plus, au cours d'un entretien auprès d'un militant technicien, devenu ingénieur, alors qu'il était déjà membre du groupe, et donc d'un niveau intellectuel personnel relativement élevé, bien qu'assez éloigné de ce type de sujets par sa formation, à une question directe sur la revue, la réponse a été : "non, je ne lisais pas personnellement *Preuves*."<sup>621</sup>

Intellectuellement et politiquement, la défense de la démocratie pluraliste est aussi étrangère à "Socialisme ou barbarie". Même la liberté intellectuelle n'y est pas un sujet privilégié, bien que Claude Lefort fasse preuve, en tant qu'auteur, d'un non négligeable esprit d'ouverture intellectuelle dans sa démarche personnelle. Pour le présent nombre d'auteurs sont disqualifiés par leur ancrage bourgeois et c'est au mieux la même désinvolture qui préside au jugement des hommes politiques français et étrangers, y compris dans les pays totalitaires. Pour l'avenir, la liberté devrait venir, par surcroît, avec la fin de l'aliénation, sans que le premier concept soit cependant très explicitement défini. Si les uns et les autres ont pourtant en commun la critique radicale du communisme réel, on verra que ces critiques même sont profondément différentes, celle de "Socialisme ou barbarie" s'appuyant sur les principes d'un communisme total. Le but, au moins mythique, de "Socialisme ou barbarie" est autant d'occuper autrement tout ou partie

de la place du Parti communiste que de combattre à tout prix l'image du communisme réel, par ailleurs de moins en moins fréquemment positive dans l'opinion publique, mais toujours forte dans le monde ouvrier et chez les intellectuels, encore partiellement mobilisés par le Parti communiste, sachant qu'à cette époque c'est le premier qui intéresse vraiment "Socialisme ou barbarie".

- *La déstalinisation et l'entrée en crise des intellectuels communistes*

Dans *Au service du Parti*, à partir des entretiens d'intellectuels communistes et d'"ex", selon l'expression consacrée, Jeannine Verdès-Leroux a cherché à recenser les bribes de mémoire d'événements qui, ayant trait au communisme réel, éveillèrent interrogations et critiques, puis à les restituer dans une sous-partie vouée aux "trois années qui ébranlèrent le monde communiste."<sup>622</sup> Elle les met, en outre, en relation avec les informations alors disponibles sur les différents signes de la crise qui agitait effectivement le monde communiste. Le premier d'entre eux est la réhabilitation des médecins juifs condamnés à la suite de l'orchestration du complot des "blouses blanches" qui, "... les plongeant dans la stupéfaction et la honte", comme le dit un des intellectuels interrogés, compte tenu de la violence de la campagne qui avait été menée dans la presse et le parti contre ces médecins, "... faisait soupçonner d'autres violations, d'autres iniquités", outre qu'elle révélait une forme d'antisémitisme nié jusque-là. Par contre, mobilisés par l'Affaire Rosenberg, ils ne paraissent guère avoir prêté attention en 1953 au soulèvement d'ouvriers allemands, suivi de leur écrasement, dont "... la présentation fut totalement falsifiée et en même temps très discrète...", première des révoltes à l'Est que *Socialisme ou barbarie* s'efforcera par contre de relater, on le verra. A l'inverse, il n'est question de l'Affaire Rosenberg dans *Socialisme ou barbarie* que très brièvement, même si c'est en termes très durs. Jeannine Verdès-Leroux mentionne ensuite la réconciliation avec la Yougoslavie de Tito et, comme pour "le complot des blouses blanches", l'effet produit chez les intellectuels communistes par le complet reniement d'une campagne menée auparavant avec

virulence et soudainement imputée au seul Beria. L'ensemble de ces premières secousses paraît avoir créé un très grand malaise, sans avoir généré beaucoup de départs. Quant à l'année 1956, sa première partie a surtout été marquée par le silence fait sur le rapport prononcé par Nikita Krouchtchev au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS en février 1956, avant que les fuites ne se multiplient à propos de ce rapport jusqu'à sa publication intégrale dans *Le Monde* en juin 1956, sans qu'il n'en soit pour autant question au congrès du PCF, malgré les nombreuses demandes d'explications formulées par beaucoup d'intellectuels néanmoins très isolés dans leur parti, semble-t-il et peut-être surtout grâce à l'adresse organisationnelle de ce même parti. Cette fois le silence a au moins entraîné le départ d'Aimé Césaire qui a tenu à en faire connaître les raisons par une lettre à Maurice Thorez, publiée par *Présence africaine*, ainsi que par *France Observateur*, comme l'indique Philippe Tétart.<sup>623</sup>

En outre, Jeannine Verdès-Leroux retrace avec raison, parallèlement à ce processus de destruction de l'image mythique du communisme réel chez nombre d'intellectuels communistes, l'historique des crises internes au PC français qui ont également contribué à déconsidérer cette direction à leurs yeux. Elle distingue en particulier "la campagne sur la paupérisation absolue" menée par Maurice Thorez à partir de 1955 qui fit perdre la fonction de rédacteur en chef d'*Economie et politique* à Jean Baby, celle de Jeannette Vermeersch déjà peu appréciée personnellement, et déclenchée contre le contrôle des naissances, sans emporter la conviction cette fois, pour créer une diversion après les interrogations sur le contenu du rapport Krouchtchev<sup>624</sup> et enfin celle extrêmement violente menée contre Pierre Hervé à cause de son livre *La Révolution et les fétiches* publié en 1956, beaucoup moins critique que le Rapport Krouchtchev, mais dans lequel il semble que nombre d'intellectuels communistes s'étaient reconnus.<sup>625</sup>

La crise polonaise fut quant à elle suivie avec beaucoup d'attention par les intellectuels communistes dans la presse non communiste. Mais c'est incontestablement le soulèvement hongrois et sa répression par l'armée soviétique,



soutenue par *L'Humanité* dans des termes sans équivoque qui ont entraîné le plus grand nombre de départs, ainsi que les demandes d'explication les plus fermes, même si les attaques anticomunistes qui en résultèrent, aboutirent parfois au contraire à la réactivation de "l'esprit de parti".

La sociologue expose comment le contenu du rapport Krouchtchev a apporté une nouvelle donne, essentiellement la révélation de la "terreur de masse"<sup>626</sup>, comme le dit un des intellectuels qu'elle a interrogés, dans ces processus individuels de réarrangements des croyances et de pesée de la part des éléments négatifs et positifs : "Tous les chocs que les intellectuels avaient reçus de 1953 à 1956 avaient été vite amortis, voire inversés", parce qu'ils auraient été annonciateurs de réformes prometteuses et révélateurs d'un comportement courageux de la part de la nouvelle direction soviétique, voire héroïque, non dénué de rapport avec le mythe antérieur.

"L'harmonie de l'ère stalinienne brutalement détruite en ce printemps 1956 amena à de nouvelles conduites, de nouvelles exigences, de nouvelles solidarités. Qu'ils se soient soulevés un an plus tôt les Hongrois n'auraient pas ému les communistes français ; comme les autres les intellectuels auraient dénoncé - après que leurs dirigeants leur aient donné le ton - les fascistes, les féodaux, les agrariens, les contre-révolutionnaires, les débris des vieilles classes revanchardes, les chouans, etc. Mais, là, le réel s'imposa à beaucoup."<sup>627</sup>

Jeannine Verdès-Leroux donne d'ailleurs des exemples concrets de réactions vivement critiques, mais nettement différentes. Ainsi Emmanuel Leroy Ladurie "encore inconnu, rompit "solitairement"<sup>628</sup>, d'autres déjà connus s'exprimèrent nominalement dans la "presse " bourgeoise" se mettant... pour la plupart sur la voie de l'exclusion, temporaire ou définitive. Claude Roy, Roger Vailland, Jacques-Francis Rolland, Claude Morgan, Tristan Tzara, Gérard Lyon-Caen."<sup>629</sup> Claude Roy, quant à lui, s'était déjà demandé auparavant, comme le mentionne Michel Winock, s'il n'avait pas "sous-estimé les ombres intérieures de l'univers socialiste" dans des "réponses... adressées aux *Lettres nouvelles* de Maurice Nadeau, à la suite des révélations de Krouchtchev sur Staline". *Le Monde* en avait même "publié en "Libres opinions" les bonnes feuilles..."<sup>630</sup>. Quant à Claude Morgan, il tenait à préciser en même temps que "si le Parti communiste français était menacé dans son existence, il serait plus que jamais

prêt à combattre pour le défendre.”<sup>631</sup> “Un noyau enfin - bien plus large que les “dix” “Picasso, Georges Besson, Marcel Cornu, Francis Jourdain, Dr Jacques Harel, Hélène Parmelin, Edouard Pignon, Paul Tillard, Henri Wallon, René Zazzo.” “qui s’adressèrent, sans aucun succès, à leur parti - n’eut pas l’idée de rompre ; il voulait changer le parti, en obtenir de vraies informations, un débat...”, tout en faisant connaître la démarche au grand jour, puisqu’une lettre signée des “dix” fut publiée dans *Le Monde*<sup>632</sup> et l’intégralité du texte lu par Hélène Parmelin devant le comité central du Parti communiste publié par *France Observateur*.<sup>633</sup>

Départs et exclusions s’étalèrent sur 1957 et 1958. Ils touchèrent particulièrement la “direction de la *Nouvelle Critique*”, avec le départ d’Henri Lefebvre et “l’expulsion d’Annie Kriegel”. Jeannine Verdès-Leroux souligne, par ailleurs, que déjà auparavant “au cours de ces années post-XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, un certain nombre d’intellectuels, de leur propre mouvement, mais avec prudence et calcul, entreprirent une révision des valeurs culturelles, essentiellement à *La Nouvelle Critique* et dans *Les Lettres Françaises*”, tout en précisant que “les interventions décisives...” eurent “pour cadre *La Nouvelle Critique*”<sup>634</sup>, avec en particulier l’ouverture de Roger Garaudy aux religions qu’il jugeait progressistes, un peu après que nombre d’intellectuels et d’étudiants chrétiens se fussent mis à jouer un rôle essentiel à gauche, et même à la gauche du Parti communiste. Ceci n’empêchera pas au demeurant le même Roger Garaudy de combattre les thèses de Louis Althusser dans des termes rigides ! Par ailleurs, la sociologue n’insiste guère sur l’évolution assez identique dans son propre champ de compétence de la revue *Economie et politique*. Même si le “recensement des intellectuels qui rompirent dans ces années... n’est pas facile”, on peut cependant noter avec Florence Grandsenne que le milieu des historiens fut très touché, avec notamment les départs d’Alain Besançon, François Furet, Michelle Perrot, Denis Richet, outre Emmanuel Le Roy-Ladurie, déjà mentionné.<sup>635</sup>

Dans son deuxième volume *Le réveil des somnambules*, Jeannine Verdès-Leroux tire cependant de ses entretiens la conclusion que “... ceux qui restèrent,

comme ceux qui entrèrent, ne vécurent plus guère leur appartenance sur le mode fanatique, soumis, automutilateur et enchanté d'avant.”<sup>636</sup>

- *Compagnons de route et anti-anticommunistes face à la répression en Hongrie : un vent collectif de révolte et un éclatement du milieu*

“Dans le milieu des écrivains, le choc de Budapest provoque une désintégration du progressisme, qui a constitué jusqu'alors le ciment du Centre national des écrivains. La protestation est conduite par Louis Martin Chauffier, un ancien président du CNE... /qui avait “démissionné du centre lui-même en 1953, lors de l’Affaire dite des “Blouses blanches”/ Le CNE en effet, écrit-il a dû s’incliner devant les communistes pour escamoter trois problèmes : les camps soviétiques ; l’antisémitisme stalinien ; la répression du peuple hongrois... vingt-trois écrivains démissionnaires du CNE se retrouvent à son domicile pour élaborer une charte. La nouvelle association prend pour titre Union des écrivains pour la vérité, en souvenir du groupe fondé par Paul Desjardins au moment de l’affaire Dreyfus.”<sup>637</sup>

Vercors démissionna de son poste de président et Louis Martin-Chauffier de la vice-présidence. Gérard et Anne Philippe, Yves Montand et Simone Signoret quittèrent aussi le CNE.<sup>638</sup>

Selon Pierre Grémion, “Toutefois, l’homme qui symbolise le mieux l’effondrement du progressisme de l’après-guerre à Paris, l’écrivain qui écrit le livre le plus profond sur cette rupture est Louis de Villefosse.” Il a été “... témoin aux côtés de Pierre Daix contre David Rousset dans le procès David Rousset / Les Lettres françaises... En 1949, il est tout simplement inconcevable à ses yeux qu’il puisse y avoir des camps en Union soviétique... ; Villefosse enfin est membre de la commission culturelle du mouvement des combattants de la paix d’Yves Farge : Jeannine Boissounouse et lui font partie de ce monde des grands notables culturels progressistes qui voyagent à l’Est”. Le sociologue ajoute en note que “Le chapitre X de son livre, qui donne son titre au volume, “L’œuf de Wyasma” /<sup>639</sup>/ est le meilleur texte de langue française dont on dispose pour une sociologie des délégations culturelles dans l’ancien univers soviétique.”<sup>640</sup> Jeannine Verdès-Leroux, quant à elle, utilise abondamment ce témoignage pour cerner les ressorts de la fascination

pour le communisme chez des intellectuels initialement porteurs de cultures très différentes.<sup>641</sup>

Pour Florence Grandsenne, “... au total c’est la notion même de compagnon de route qui disparut en 1956. Les organisations de Front commun même lorsqu’elle subsistèrent, perdirent l’essentiel de leur vitalité.”<sup>642</sup>, même s’il reste encore quelques progressistes politiques.

Quant aux rédactions “neutralistes”, c’est même collectivement qu’une partie d’entre elles signent une protestation et se mobilisent donc. Selon Michel Winock, “Jean-Marie Domenach, directeur politique de la revue /*Esprit*/, si souvent proche des communistes... signe une protestation au côté /notamment/ de Claude Bourdet, Gilles Martinet, Roger Stéphane, de *France Observateur*, Jean Rous (*Franc-Tireur*), Robert Barrat, Georges Suffert, Georges Montaron (*Témoignage chrétien*) contre “l’immixtion brutale de l’armée soviétique dans les affaires intérieures hongroises.”<sup>643</sup>

“En violant ainsi délibérément le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes et à jouir d’une vie nationale libre de toute ingérence étrangère (...) l’URSS a porté un coup terrible à la cause de la paix et du socialisme. Celui-ci ne peut en effet se développer qu’avec l’adhésion des masses populaires et ne saurait reposer sur la force des baïonnettes étrangères.”<sup>644</sup>

*Esprit* va d’ailleurs plus loin. Son “numéro de décembre /1956/... est consacré aux “Flammes de Budapest”, titre d’un éditorial d’Albert Béguin, / mais non signé alors / en faveur de l’“authentique révolution hongroise.”<sup>645</sup> Albert Béguin persiste cependant dans un profond antiaméricanisme, à la différence d’un Pierre Emmanuel qui publie “Les oreilles du roi Midas”, dans le même numéro. Un tel antiaméricanisme puise toujours aux mêmes sources d’une condamnation morale du matérialisme capitaliste - mais non plus de “l’industrialisme” - jugé de plus destructeur des valeurs, en particulier du sens de la justice et de l’altruisme.<sup>646</sup> Rappelons qu’il s’agit alors d’une revue dont le tirage peut être évalué à 12 000 exemplaires.<sup>647</sup>

À *France Observateur* une évolution nette sur l'appréciation des régimes d'Europe centrale se marque notamment par un changement d'homme : la rédaction rompt avec Isaac Deutscher, ce qui donne un poids plus grand à François Fejtö qui avait au demeurant déjà repris en 1955 "après deux années de retrait"<sup>648</sup> sa collaboration dans l'hebdomadaire dont il était même l'un des membres fondateurs. Il y sera rejoint bientôt par Jacques Michel en charge lui aussi du monde communiste dont le ton deviendra progressivement au moins aussi critique.<sup>649</sup> Selon Pierre Grémion cependant : "Claude Bourdet l'éditorialiste le plus important du journal attend une déstalinisation qui autoriserait une alliance avec le Parti communiste français". Pour la Hongrie : "... Bourdet exhorte les Hongrois à ne pas jeter le bébé socialiste avec l'eau sale communiste". Quant à Isaac Deutscher qui "... renvoyait la terreur au caractère asiatique du bolchevisme, tout en maintenant la nécessité de sa victoire", "... il rend implicitement le dirigeant hongrois responsable de l'intervention soviétique" François Fejtö "... est l'homme de la situation à l'automne 1956, tant aux *Lettres Nouvelles...* qu'au *Figaro littéraire* et à *L'Observateur*. Mieux : Sartre... lui donne carte blanche pour réaliser un numéro des *Temps modernes*." "... il donne désormais des conférences aussi bien dans les groupes *Esprit* qu'aux Amis de la Liberté, ce qui est une performance peu banale pour l'époque."<sup>650</sup>

Cependant, revenant plus tard sur cette question dans une critique du "Fantôme de Staline" et de "Questions de méthode" de Jean-Paul Sartre dans *Les Temps modernes*, publiée dans *Socialisme ou barbarie* en 1958 sous le titre de "La méthode des intellectuels dits "progressistes" : échantillons"<sup>651</sup>, Claude Lefort soulignera alors que "En vertu d'un renversement dont seuls pourraient s'étonner ceux qui doutaient de l'inventivité de la pensée "progressiste", les textes de Sartre viennent à signifier le contraire de ce qu'ils annonçaient. Écrits pour dénoncer l'action de l'URSS et faire justice des calomnies que le PCF déversait sur les révolutionnaires de Budapest, ils enseignaient finalement que rien de ce qui ne s'est passé n'est essentiel, que l'URSS a cédé malheureusement à des réflexes de peur, que le PC a fait usage de détestables méthodes... mais que de toutes manières ils incarnent le socialisme. Sartre, une fois de plus, mais dans des circonstances d'une portée exceptionnelle se fait le seul avocat du PC."<sup>652</sup> On pourrait ajouter cependant qu'un tel étalage de contradictions moyens/fins peut finir par poser problème.

Cette omniprésence d'une même personne favorise des échanges jusque là impensables. "François Fejtő fait... partie de ces sociaux-démocrates qui ont cru possible de travailler de concert avec les communistes à l'édification d'une Hongrie nouvelle après la défaite des puissances de l'Axe. En 1949,... conseiller culturel de l'ambassade à Paris..." On a vu son effort "pour alerter l'opinion" au sujet de ce procès, notamment auprès d'*Esprit*. Cependant "Fejtő est hostile à la politique américaine en Europe"<sup>653</sup> et il n'avait jusqu'alors entretenu que de très épisodiques relations avec le Congrès pour la liberté de la culture. Par contre, comme on l'a déjà souligné, son analyse de la révolution hongroise et de la répression soviétique est approfondie et n'épargne pas la critique. Un autre réfugié hongrois, l'écrivain Paul Ignotus dont il sera bientôt question donna également des articles tout à la fois dans *Esprit*, *France Observateur* et *Preuves*.<sup>654</sup>

Pour Philippe Tétart, c'est pourtant l'ambiguïté qui avait précédé Budapest. "Si les réprobations de l'arbitraire bureaucratique et policier se multiplient, elles n'entament pas la conviction, chevillée dans l'esprit de la plupart des rédacteurs, que le modèle développé à l'Est est perfectible. (...) Entre l'accentuation du discours critique sur l'URSS et la persistance de l'admiration pour l'œuvre socio-économique des soviets, le discours sur l'Est s'avère contradictoire... - économique des soviets, le discours sur l'Est s'avère contradictoire...", articulé par "... l'espoir d'une auto-métamorphose du communisme." "Sur le plan international, l'URSS continue d'apparaître aux journalistes comme la force pacifique. (...) Si n'était leur antiaméricanisme viscéral, on pourrait croire à la soviétophilie de toute la rédaction."<sup>655</sup> Ainsi, à propos de la critique effective de "l'arbitraire policier", au printemps 1955, sous la plume de Philippe Gousset, Philippe Tétart remarque à juste titre qu'il s'agit d'une "... évolution remarquable par rapport aux justifications implicites, voire explicites, qui traversaient les réflexions de Charrières ou de Bettelheim en 1952..."<sup>656</sup>.

Toujours prêts à suivre avec intérêt, voire enthousiasme, les initiatives des communistes critiques, à l'Est, ils leur confèrent parfois un sens souhaité plus que réel. Cependant si la rédaction soutient la Yougoslavie de Tito, tous les rédacteurs ne sont pas titistes. Si le réformisme de Nikita Krouchtchev les attire, certains des journalistes restent pourtant dubitatifs. Philippe Tétart dresse

effectivement un panorama contrasté des réactions de la rédaction : “/François/ Fejtö conclut que la dénonciation du culte de la personnalité ne suffit pas à tout renouveler. Remarque centrale que Naville reprend : déstalinisation ne signifie pas démocratisation. En avril Alexander Werth, dubitatif, confirme ce soupçon. Bien moins enthousiaste que Fejtö et plus critique que Naville, il présente le rapport, dont le contour se précise, comme la recherche d’un blanchiment du pouvoir russe.”<sup>657</sup> Si elle se sent plus clairement proche des intellectuels polonais de Pro Prostu et hongrois du Cercle Petöfi, Philippe Tétart considère que “De la même façon que la rédaction surestime sa propre influence d’intellectuelle, elle exagère la marge de manœuvre de l’opposition intellectuelle et ouvrière dans les démocraties populaires.”<sup>658</sup>

Les crises du communisme antérieures à l’intervention soviétique en Hongrie n’ont pas eu le même effet déstructurant sur les rédacteurs de *France Observateur* que sur les intellectuels communistes, parce que ces derniers étaient moins directement impliqués et que le processus de prise de distance était antérieur aux dernières mobilisations des communistes français en faveur du communisme réel. Ils ont parfois été sensibles aux mêmes événements, mais différemment. Il en va ainsi de l’“affaire Hervé” dont “les pages” de *La Révolution et les fétiches* auraient agi sur la rédaction de *France Observateur* “... comme un véritable exorcisme, comme un catalyseur...”<sup>659</sup>. Plus globalement, pour Philippe Tétart, les relations de proximité ambiguë autant que de concurrence avec le premier mendésisme auraient déjà beaucoup contribué à un premier déplacement de la position collective de la rédaction de *France Observateur* vers une position et une culture politiques un peu moins fermée au réformisme et un peu plus critique vis-à-vis du communisme réel, ainsi que du Parti communiste français. De plus, dès avant la répression hongroise, nombre de communistes critiques ou mécontents notamment de l’absence de réactions de la direction communiste française au rapport Krouchtchev envoient des lettres publiées dans les colonnes de *France Observateur*.

La réaction de la rédaction de cet hebdomadaire est ferme face à la répression en Hongrie. Elle est “... à la mesure d’une grande désillusion, d’un véritable

désenchantement.” En même temps, le journal se trouve conforté dans un rôle de “... relais du mécontentement intérieur au parti.”, celui de ceux qui partent comme celui de ceux qui y restent.<sup>660</sup> C’est par contre dans *l’Express* qu’est publiée la lettre extrêmement critique de Jean-François Rolland, dont l’exclusion rapide s’accompagnera de termes haineux, ainsi qu’une lettre de Claude Roy, bientôt exclu pour un an. Pourtant, il n’y aura pas rupture. “*France Observateur* préfère, par un *modus vivendi* aléatoire, la discussion à l’irréversibilité des verdicts”. Par contre “... la réserve n’est plus de mise, quoi qu’elle n’entraîne pas une rupture définitive avec, d’une part, le mythe de la centralité communiste dans l’union des gauches et, d’autre part, avec la force politique que représentent bel et bien les rangs et les électeurs communistes.”<sup>661</sup>

- *Les “antitotalitaires”, la révolution hongroise et la fin de l’ostracisme ; la coexistence pacifique et le changement de stratégie*

Les très nombreuses réactions suscitées dans le champ intellectuel français par l’écrasement de la révolution hongroise s’étaient accompagnées d’un mouvement de sympathie à l’égard du Congrès pour la liberté de la culture ; ce “... mouvement marquait la fin d’un certain ostracisme.”<sup>662</sup>

Suzanne Labin, socialiste et proche du Congrès prit notamment l’initiative d’une pétition “que signèrent entre autres François Mauriac et Albert Camus” et dont le contenu cherche à s’ancrer nettement à gauche : les intellectuels français “... avaient entendu “l’appel pathétique des intellectuels hongrois qui se sont dressés contre la tyrannie soviétique, et qui luttent aux côtés des travailleurs avec un magnifique héroïsme pour conquérir leur liberté”, /et/ assuraient ceux ci de leur ardente admiration et de leur solidarité totale.” Paru dans *Le Monde*, ce manifeste réunit les signatures d’intellectuels d’orientation politique très variée, parmi lesquels André Philip, socialiste, Louis Martin-Chauffier et Stanislas Fumet, Dasset, Denis de Rougemont et Thierry Maulnier, beaucoup d’écrivains et de poètes dont “Marcel Achard, Marcel Arland, Marcel Aymé, André Breton, Georges Duhamel, Pierre Emmanuel, Roger Ikor, Gabriel Marcel, André Maurois, Czeslaw Milosz, Francis Ponge, Jules Romains,



Jules Supervielle”, mais également des chercheurs : François Bédarida et Jean Rostand, ainsi que Léo Ferré et Bernard Blier du monde du spectacle.<sup>663</sup>

Autant le Congrès pour la liberté de la culture que l'équipe de *Preuves* se montrent très actifs face à l'écrasement de la révolution hongroise, tant dans le domaine intellectuel que dans l'aide multiforme aux nombreux intellectuels, écrivains, scientifiques et artistes hongrois réfugiés. Le premier type d'activité culmine avec la rédaction de deux livres blancs : le premier consacré à *La Révolution hongroise* édité en France en 1957, avec en préface un texte de Raymond Aron : “Une révolution antitotalitaire”<sup>664</sup>, puis le second sur “L'affaire Nagy, après l'exécution d'Imre Nagy, avec une préface d'Albert Camus”<sup>665</sup>. Ce dernier s'est d'ailleurs beaucoup impliqué contre la répression en Hongrie, après avoir déjà tenté d'éveiller l'attention dès 1953 dans *Témoins*, lorsqu'“éclatèrent des troubles en Pologne, à Pilsen et Ostrova, puis les 17 et 18 juin à Berlin-Est...” “...qu'il définissait comme des révoltes ouvrières contre un gouvernement et une armée qui se voulaient au service des ouvriers” et en s'insurgeant contre “... les réactions de ces hommes qui se disent de gauche” et “... n'ont pas compris que “... la justice ne peut se séparer de la liberté” “...essayant au contraire “de dissimuler dans l'ombre des Rosenberg les fusillés allemands”, puis avec encore plus de détermination, lorsqu'éclata l'émeute de Poznan.<sup>666</sup> Quant à l'aide aux réfugiés, la Fondation Ford avait doté le Congrès, afin qu'il puisse attribuer un millier de bourses aux scientifiques et écrivains exilés, pour leur permettre de poursuivre leur travail dans des institutions occidentales. En outre le Congrès contribua à la création d'une Association des écrivains hongrois dont la direction fut confiée à un social-démocrate hongrois, Paul Ignotus, qui aida à la publication d'une revue des écrivains hongrois, ainsi qu'à de nombreux livres, ce qui rendait possible une connaissance plus large de l'action et des analyses des “révisionnistes” principalement, ainsi que d'autres opposants.<sup>667</sup>

Ultérieurement, le réseau antitotalitaire se modifia profondément sous l'effet de la coexistence pacifique. Il s'agissait pratiquement d'une contrainte de situation qui le faisait changer de stratégie intellectuelle. “La période est en effet

caractérisée par un accroissement des échanges Est-Ouest après le sommet de Genève. Paris pense qu'il vaudrait mieux que le CCF / Congress for Cultural Freedom / serve de plate forme pour de tels échanges au lieu d'en laisser le monopole aux communistes et à leurs compagnons de route."<sup>668</sup> Dès l'automne 1956 d'ailleurs *Preuves* avait adressé un message à l'Union des écrivains polonais qui rendaient "... à la notion de socialisme son contenu humain et la liberté sans laquelle il n'est qu'une caricature..."<sup>669</sup>.

"Après la révolution hongroise et sa répression par l'armée rouge, la question de telles invitations ne se pose naturellement plus dans l'immédiat. Toutefois, les événements de Hongrie ont un impact indirect considérable sur la croissance du CCF lui-même : ils légitiment son action antérieure, lui permettant ainsi de réunir le concours de nombreuses fondations, au premier rang desquelles la fondation Ford, qui accepte de prendre en charge le programme des séminaires du CCF."<sup>670</sup>

Enfin, il convient de souligner qu'il serait incomplet de réduire exclusivement l'activité des intellectuels antitotalitaires à deux revues et un réseau. Les prises de position d'Albert Camus, par exemple, restèrent souvent externes à cet ensemble.

- *Les réactions encore épisodiques des intellectuels aux conflits coloniaux avant 1955-1956*

L'historien Jean-François Sirinelli remarque dans ses "Questions" qui introduisent les communications réunies dans le volume *La guerre d'Algérie et les intellectuels français* que "Quand débute en 1954 la guerre d'Algérie, les rapports Est Ouest semblent, à la plupart des intellectuels engagés, plus importants que les problèmes coloniaux. La cause principale en est probablement que la période est encore marquée par une position déterminante du Parti communiste français en milieu intellectuel et que ce parti accorde alors une importance prioritaire au problème de l'éventuel réarmement allemand." Il précise en outre que "... même à gauche... l'anticolonialisme resta très limité au début et que le cas de Sartre n'y était pas représentatif en 1955..." et n'a pas entraîné de réaction en chaîne "... il faut attendre l'automne 1955 pour que la guerre d'Algérie commence à investir revues et débats."<sup>671</sup> Outre *Les Temps modernes*, c'est également

très tôt cependant qu'*Esprit* consacre des articles à l'Algérie, qui, sans être nombreux, sont extrêmement frappants, parce qu'ils dénoncent le mythe des trois départements, le racisme structurel, l'absence de reconnaissance du fait musulman et mettent en garde quant à l'avenir, ce qui était d'ailleurs l'objet d'un éditorial d'avril 1947, intitulé de manière plus large, il est vrai : "Prévenons la guerre d'Afrique du Nord."<sup>672</sup>

Centrant son étude sur des réactions moins individuelles, Jean-François Sirinelli avance, quant à lui, que c'est "... progressivement après 1954" qu'"un chassé-croisé s'opère et" que "les problèmes coloniaux, par Algérie interposée, passent sur le devant de la scène", tout en se demandant par contre si "... en 56, à un moment où les intellectuels sont déjà largement mobilisés sur le front de la guerre d'Algérie, les chocs successifs du rapport Krouchtchev puis de l'automne hongrois n'ont pas été amortis par les débats autour de cette guerre."<sup>673</sup> A condition d'ajouter que ces chocs considérables ont sans doute désorganisé les premières structures formées pour réagir à la guerre d'Algérie, comme le souligne Jean-Pierre Rioux "... l'année 1956 agite assez peu les intellectuels, dont les comités se sont disloqués au choc de Budapest et ont été incapables d'assurer une liaison durable avec le mouvement spontané des appelés en métropole, qui s'est éteint." et dont il souligne qu'il avait "éveillé" l'opinion<sup>674</sup>.

Le Comité contre la poursuite de la guerre en Algérie fondé en 1955 et auquel participe notamment Claude Lefort, mais également des communistes condamnera l'intervention soviétique en Hongrie.

Pas dans *Socialisme ou barbarie*, en tout cas, où ce qui se produit est assez différent, compte tenu du traitement relativement tardif de la colonisation et des mouvements qui la rejettent, en particulier en Algérie. En effet, le premier article, bref d'ailleurs, puisqu'il ne compte que huit pages, qui aborde effectivement cette question, en même temps que celles d'Afrique du Nord, n'est publié qu'en 1956, on l'a dit<sup>675</sup>, dans un numéro largement consacré aux événements de l'année

1955 cependant, ce qui s'explique en partie par la faible fréquence de publication, ainsi que par la place accordée aux articles "théoriques". Ce premier article n'est guère suivi que de notes jusqu'en 1958.<sup>676</sup> Au demeurant, l'indépendance y est d'emblée présentée comme la seule solution souhaitable, défendue sans illusion, puisqu'elle est supposée ouvrir le plus probablement la voie à une société de classes sous domination autochtone, contrainte de choisir son allégeance à l'un des deux "blocs". À l'inverse, le communisme réel redevient le sujet de premier plan, dès qu'il entre en crise, comme en témoignent le nombre autant que le volume et la place des articles consacrés à la répression en Hongrie ainsi qu'à l'évolution de la Pologne, après plusieurs années plutôt dédiées de manière dominante à la critique du communisme français d'opposition, essentiellement dans ses rapports avec la classe ouvrière.

Quant aux phénomènes de critique et de dénonciation des méthodes de guerre en Afrique du Nord, traités dans les revues intellectuelles, il en débordent largement le champ pour atteindre la presse d'opinion, avec en particulier *L'Express* et *France Observateur*, et rejoindront enfin la mobilisation politique à proprement parler et le militantisme au-delà du seul milieu intellectuel, tout en le mobilisant.

Au demeurant, s'il n'y a pas encore mobilisation des intellectuels, on enregistre déjà de nombreuses réactions tant de la part de ces derniers que de la presse orientée très à gauche. C'est dès la fin de l'année 1954, après la vague d'attentats de la Toussaint que des articles de *France Observateur*, de *L'Express* et de *L'Humanité* attiraient déjà l'attention sur les sévices infligés par la police aux suspects algériens, informations auxquelles le gouvernement Mendès France tentera d'ailleurs de répondre par des réformes. Philippe Tétart souligne quant à lui que *France Observateur* est "... seul avec *L'Huma*, pour dénoncer, avant fin 1954, les cas de torture."<sup>677</sup> Au demeurant, *L'Humanité* condamnera les attentats, en même temps qu'une nouvelle fois la politique coloniale.<sup>678</sup> Mais, de fait, c'est peut-être "... François Mauriac

dans son *Bloc-notes* qui pressent le mieux la portée de l'événement..." créé par le FLN.<sup>679</sup> Il suit de près les affaires d'Afrique du Nord auxquelles il est particulièrement sensible, après l'avoir été à celles d'Ethiopie, dès 1933, alors qu'il se situait à droite politiquement, par refus d'une assimilation entre christianisme et défense d'un Occident qui s'adjugerait le droit de dominer "les barbares", comme il le sera à la répression franquiste au Pays basque en particulier, déniait à de telles forces politiques usant de méthodes aussi destructrices l'auto-qualification de croisade moderne.<sup>680</sup> François Mauriac n'a-t-il pas contribué à fonder, peu après avoir reçu le prix Nobel de littérature en 1952, avec Robert Barrat, animateur du Centre catholique des intellectuels français et bientôt très engagé dans "l'anti-colonialisme"<sup>681</sup>, le Comité France-Maghreb, "inspiré par l'éminent spécialiste de l'Islam, Louis Massignon, professeur au Collège de France"<sup>682</sup> ? Il écrit en effet dans son *Bloc-notes* : "Je ne croyais pas que le pire fût si proche... La responsabilité des fellagha dans l'immédiat n'atténue en rien celle qui, depuis cent ans, pèse sur nous... L'horreur de ce qui va se déchaîner doit être tout de suite adoucie par une offensive concertée contre les bas salaires, le chômage, l'ignorance, la misère, et par des réformes de structure qu'appelle le peuple algérien. Et, coûte que coûte, il faut empêcher la police de torturer."<sup>683</sup> La thématique de la revue *Socialisme ou barbarie* reste alors éloignée de ces questions.

Pour Jean-Pierre Rioux à propos du début de la décennie : "Un des éléments du drame est lié à l'impuissance des partis de métropole à prendre en compte la nouveauté du phénomène de décolonisation (...) C'est par conséquent en dehors d'eux que s'exercent les forces lucides et neuves...". Sans beaucoup en préciser le contenu, notre auteur parle d'"... opposition morale et intellectuelle au colonialisme." Souvent politiquement orientée : "Celle d'un progressisme ou d'un neutralisme... Elle devint peu à peu l'objectif majeur de *France Observateur*..." qui succède en 1954 à *L'Observateur* déjà sensibilisé à ces questions et "où se côtoient... des équipes de presse forgées à *Combat*, *Libération* ou *Action*. Derrière l'objectivité affichée du journal, elle transparait assez bien dans *Le Monde*". "Elle est déterminante dans le lancement de *L'Express* en mai 1953."<sup>684</sup> L'historien poursuit en mettant l'accent sur la présence chrétienne dans cette opposition aux méthodes du colonialisme, en tout cas; plus loin il indiquera avec justesse que le catholicisme a aussi généré des mouvements favorables à l'Algérie

française, à côté des oppositions aux modalités de la guerre<sup>685</sup> et des tentatives de compréhension des revendications des Algériens. S'agissant des intellectuels, Etienne Fouilloux est venu préciser l'analyse : "Au total, les intellectuels catholiques ont donc été plus partagés sur la guerre d'Algérie et plus circonspects sur son issue que ne l'ont cru leurs censeurs... Mais certains d'entre eux se sont engagés précocement contre les excès de la répression..., tandis qu'une poignée prenait fait et cause pour les combattants du FLN... /Dans la diversité de leurs positions/... rares furent celles qui n'étaient pas fondées en dernière instance sur une morale, voire une théologie ou une spiritualité."<sup>686</sup>

De fait, parmi ceux qui s'opposent aux méthodes coloniales en Algérie et peuvent tous exprimer le même type d'exigences morales, il convient sans doute de revenir sur des attitudes politiques distinctes qui persisteront sous différentes formes pendant toute la période de la guerre. Là où Pierre Vidal-Naquet soulignait parmi les intellectuels la prédominance des "dreyfusards"<sup>687</sup>, Jean Lacouture et Dominique Chagnollaud dans *Le désempire. Figures et thèmes de l'anticolonisme* dégagent trois positions politiques face aux colonies, celle des "réformateurs" qui veulent essentiellement apporter des correctifs aux régimes coloniaux, tels les hommes politiques de centre gauche comme Pierre Mendès France et François Mitterrand ou François Mauriac, parmi les intellectuels dénonciateurs, au moins au début de la période, celle des "décolonisateurs", pour lesquels les régimes coloniaux ne sauraient être que transitoires, et celle des "anticolonialistes"<sup>688</sup>, à proprement parler, parmi lesquels *France Observateur* en particulier, mais aussi l'extrême/"ultra"-gauche qui s'exprime dans *Le Libertaire*, *La Vérité* trotskiste et *Socialisme ou barbarie*, à côté de sa critique du FLN et des organisations algériennes en général, sur laquelle on reviendra. C'est que sur ce dernier, comme sur le "communisme réel" soviétique ou chinois, le groupe "Socialisme ou barbarie" fonde sa démarche sur une distance politique qui autorise la distance critique, tout en restant par ailleurs étrangère à la distance scientifique.

Quant aux communistes, ils entrent difficilement dans ces catégories: pourtant actifs sur une question qu'ils jugent longtemps moins importantes que d'autres sujets politiques, la question allemande en Europe ou le devenir de la classe ouvrière française, ils critiquent très tôt la répression coloniale, mais restent alors tout à fait étrangers à la problématique des nationalistes algériens. Pour eux, l'Algérie peut être considérée, au même titre que la France, comme un creuset de populations d'origines et de religions différentes, même lorsqu'au XIV<sup>e</sup> Congrès, en 1956, Maurice Thorez évoque le "fait national" et l'indépendance, il continue à associer dans un même avenir Européens et Arabo-berbères d'Algérie.<sup>689</sup>

Bientôt, l'aggravation de la répression provoquera aussi des tensions au sein de la gauche non communiste.

## Présentation des chapitres V et VI de la 2<sup>ème</sup> partie

Pendant ces années qui sont des années d'isolement pour le Parti communiste, le groupe "Socialisme ou barbarie" ne se développe pas, bien au contraire, comme on le verra dans le chapitre V. Il ne profite donc pas de l'anticommunisme ambiant. Ses rares recrutements qui ne compensent pas les départs montrent bien que son influence effective se circonscrit presque exclusivement au sous-champ de l'extrême et de l'"ultra"-gauche marxiste qu'il est bien loin de structurer, malgré ses espoirs initiaux. Pourtant, le groupe, qui survit grâce à l'attachement et au dévouement très forts de ses militants, motivés par leurs croyances millénaristes profanes en l'avenir proche du vrai communisme, attitudes et comportements qui seront considérés avec toute la "systématique" possible, dans les limites de l'examen de témoignages *a posteriori*, multiplie contacts et tentatives d'une forme d'"entrisme", comme les entretiens corrélés aux articles et rubriques de la revue permettront de le montrer dans ce même chapitre.

L'isolement du Parti communiste est très grand dans le champ politique et même nettement croissant dans l'opinion publique. Jusqu'en 1953, on peut dire qu'il s'agit d'un isolement volontaire, puisque c'est le Parti communiste lui-même qui attaque presque tous les autres acteurs de la vie politique. Dans le champ intellectuel, au contraire, l'anti-anticommunisme a une grande influence qui relaie peu à peu l'enthousiasme pour le socialisme non-réformiste, y compris réel, qui avait caractérisé les années de l'après-guerre.

Le Parti communiste conserve cependant nombre de points forts, en particulier électoraux. Dans le monde ouvrier, sa situation semble cependant avoir été plus complexe que sa force apparente, et de fait relative, ne l'aurait laissé supposer. S'il conserve une très bonne influence électorale, son implantation, effet



d'une capacité d'articulation à une culture et des pratiques contestataires, paraît certes dominante, mais néanmoins limitée ; de plus, il ne parvient pas à mobiliser efficacement ce milieu sur ses thèmes les plus politiques et les plus antiaméricains et pro-soviétiques. La période est d'ailleurs surtout marquée par des mouvements revendicatifs, après l'espoir puis les désillusions qui avaient caractérisé l'après-guerre, sur fond de difficultés économiques.

Les militants de "Socialisme ou barbarie" se donnent, quant à eux, beaucoup de mal pour s'assurer une présence dans le monde ouvrier. Cette présence qu'ils doivent d'ailleurs plus fréquemment aux anciens bordiguistes qui les ont rejoints qu'aux trotskistes du groupe, se déploie cependant à leur échelle qui est infime. Mais les "sociaux-barbares" ne parviennent pas à capitaliser leurs quelques succès locaux et ne sont en mesure que de mobiliser, intéresser et parfois agréger de petits groupes de personnes et de militants qui ne disposent d'aucun relais, sauf ceux fournis par une extrême et/ou "ultra" gauche en perpétuelle désorganisation. De tels succès, rares au demeurant, restent donc essentiellement ponctuels. De surcroît, ils se focalisent souvent et surtout avant leur croissance ultérieure sur les mêmes groupes sociaux et entreprises que les communistes : les militants ouvriers professionnels syndiqués à la CGT, en général, les usines Renault, en particulier, surtout pendant les premières années; on verra qu'ultérieurement la diversification des "cibles" sera plus grande. Cependant, ce militantisme dans le monde ouvrier est loin d'être leur principale activité qui reste l'élaboration et la diffusion de la revue dans les milieux militants et auprès des intellectuels.

Après avoir considéré, dans le chapitre V, les faibles résultats de l'action et des écrits du groupe "Socialisme ou barbarie" auprès de ses destinataires explicites : militants "révolutionnaires" et ouvriers, le chapitre six sera consacré à leurs relations limitées et complexes avec un champ intellectuel qui a toujours

intéressé ses membres, malgré critiques violentes, voire souvent méprisantes, et dénégations.

Si l'anticommunisme militant au nom de la démocratie n'a qu'un succès limité dans le champ intellectuel français, l'anticommunisme au nom des principes du communisme incarné par "Socialisme ou barbarie" en a encore beaucoup moins. Certes les militants/théoriciens de "Socialisme ou barbarie" abordent des sujets qui intéressent au plus haut point les intellectuels engagés pendant ces années : l'état de la classe ouvrière et son devenir, le rôle du "prolétariat" comme sujet/agent historique, celui des communistes comme éventuelle avant-garde politique, le communisme réel. Mais avec une orientation bien éloignée de celles dominantes dans le champ intellectuel. Pour des intellectuels qui ne veulent pas "trahir" la "classe ouvrière" et ses espoirs réels ou supposés, le succès persistant des communistes en milieu ouvrier est un gage suffisant, même si un tel succès n'exprime pas une fusion aussi parfaite qu'ils ne le croient et n'est pas aussi "politique" qu'ils ne le pensent. ce que tentent de démontrer à longueur de colonnes les auteurs/militants de *Socialisme ou barbarie*, mais avec une radicalité et un révolutionnarisme persistants qui semblent par contre bien mal convenir à la conjoncture, alors qu'au début de la période, ils restaient tout à fait étrangers à l'esprit de la Résistance qui, malgré ses multiples interprétations, avait constitué le ferment des espoirs de "changement". La violence de la critique du communisme français et même soviétique ne convient guère mieux à ceux des intellectuels français qui, tout en conservant un certain scepticisme, ou la volonté de conserver capacité critique et distance se refusent à l'abandon de toute tentative de dialogue, voire de toute stratégie de type Front populaire pour la France et de toute alliance avec les pays européens sous régime communiste par "anti-atlantisme". C'est pourtant avec ceux-ci parmi les intellectuels que les membres de "Socialisme ou barbarie" entretiendront finalement diverses relations pendant cette période. Les critiques anticommunistes du communisme réel, au moins aussi radicales donc que la leur, les rebutant complètement, même lorsqu'elles ne sont pas exemptes de

réflexion sur la question sociale, sur les maux du capitalisme, ni même sur les limites de la démocratie pluraliste. Mais il est vrai qu'on est loin de la régénération complète du monde attendue par les militants de "Socialisme ou barbarie" de la seule action révolutionnaire d'un prolétariat autonome et radicalement créatif !

De telles prémisses idéologiques ont d'ailleurs pour effet que, pour violente qu'elle soit, la critique du communisme réel développée dans *Socialisme ou barbarie* est limitée tant dans ses questionnements que dans les sujets examinés, et non pas seulement par la seule faiblesse de l'information. Cette critique a bien du mal, en effet, à se dégager du vis-à-vis tragique entre la classe ouvrière et ce qui fut son avant-garde supposée, avant de devenir une classe qui l'exploite et la tyrannise, parce que bureaucratique ; une telle avant-garde était incapable de laisser s'exprimer l'auto-organisation ouvrière censée tout résoudre.

Le contenu de cette critique du communisme réel sera examiné systématiquement dans le chapitre VI. Si celle-ci retient l'attention, plus encore lorsqu'elle est exprimée par Claude Lefort dans *Les Temps modernes* que dans les colonnes de *Socialisme ou barbarie*, lu cependant par des intellectuels de diverses orientations et qui ne reste donc pas absolument inconnu, elle n'entraîne cependant pas le rapprochement de ces derniers avec le petit groupe et moins encore leurs adhésions. Pendant ces années, bien que selon des cheminements et des temporalités assez différents, l'évolution de Claude Lefort, ainsi que ses interventions, sont en partie liées à celles de Maurice Merleau-Ponty. Ce dernier quitte bientôt *Les Temps modernes* pour la philosophie, avant d'ailleurs de revenir sur le marxisme dans *Les aventures de la dialectique*.

Par ailleurs, dans le même temps, les sciences sociales commencent elles aussi à se développer. Ce développement finira d'ailleurs par constituer un certain contrepoids aux affirmations sans grand souci d'information ni de vérification.

**Ch. V - DE NOMBREUX ÉCHECS, MALGRÉ LE VOLONTARISME  
ET L'ATTACHEMENT AFFECTIF AU GROUPE**

On peut parler d'échec de la revue comme du groupe "Socialisme ou barbarie", pendant les premières années d'existence de l'une comme de l'autre, dans la mesure où le groupe ne reçoit que très peu de nouvelles adhésions, alors que nombre de ses premiers membres le quittent et que, dans le même temps, les numéros de la revue s'espacent tout en diminuant en volume. Le groupe échoue enfin radicalement en regard de son objectif initial d'intégrer les autres groupes d'extrême et "ultra"-gauche et surtout de dynamiser une telle mouvance. Dans une telle perspective, ses militants/auteurs et théoriciens se sont d'abord attachés à élaborer et présenter leurs thèses sur le communisme réel qui avaient déjà été nourries la tendance au sein du PCI. On a vu que l'imposition du communisme en Europe centrale sans révolution avait été à l'origine non seulement de conflits au sein du PCI mais au sein de la Quatrième Internationale à propos de l'appréciation du communisme réel, oppositions et polémiques dans lesquelles la tendance *Chaulieu-Montal* avait pris une part très active. Sortant du PCI et donc débarrassés des contraintes qui pèsent sur une tendance minoritaire, le nouveau groupe tient à faire connaître ses thèses qui, en outre, s'enracinent au plus profond des itinéraires militants d'une partie de ses membres et dirigeants, on l'a dit à la fin de la 1<sup>ère</sup> partie. Qu'une partie de ces membres disposent d'une compétence intellectuelle réelle favorise sans doute une telle élaboration qu'on analysera plus précisément dans le chapitre VI, sachant qu'elle est alors loin d'être le fait des seuls intellectuels du groupe, ni de formation ni de profession, ni de ses seuls théoriciens, comme le montrent les tableaux présentés dans ce chapitre.

Malgré ses échecs face au milieu d'extrême- "ultra"-gauche, il poursuivra néanmoins, ultérieurement, une politique constante de contacts, quelque peu élargis, avec d'autres groupes et courants. Ces militants pratiquent le plus souvent des formes d'action proches de l'"entrisme". Les organisations de "masse" et les groupes politiques rivaux sont souvent considérés comme des viviers.

Pourtant, groupe et revue survivent à ces difficultés. Le volontarisme y est pour beaucoup. L'attachement très affectif à la petite organisation et à ses dirigeants, porteurs des espoirs millénaristes profanes, permet de mieux appréhender les modalités de cette survie, le temps et les ressources consacrés, la passion investie dans l'action militante.

La rédaction et la diffusion de la revue absorbent beaucoup d'énergies, tout en constituant l'objet et le moyen essentiels de mobilisation interne, au travers des discussions qui président à l'élaboration des textes.

Cependant les membres du groupe, malgré la petitesse de ce dernier, effet de l'échec de son lancement, bien loin d'avoir été prévu, s'efforcent d'être présents sur un nombre relativement élevé de "terrains" d'action, le plus souvent à titre individuel. Les "cibles" privilégiées sont le monde ouvrier et employé, le "prolétariat". Toujours très faible numériquement, même s'il croît légèrement à partir de 1953 et 1954, le groupe parvient progressivement à mettre en place un dispositif présumé d'une certaine valeur stratégique avec en particulier la présence d'un petit noyau aux usines Renault de Billancourt.

L'ennemi ou le contre modèle principal est le Parti communiste, seul des grands partis politiques à être vraiment. Faute de pouvoir l'attaquer concrètement, ils vont assez bien parvenir à noter ses échecs.

Si l'abolition de la distance entre l'avant-garde et/ou les intellectuels révolutionnaires et les ouvriers, voire les employés, est le problème perpétuellement traité et repris dans "Socialisme ou barbarie", en théorie mais aussi au travers du fonctionnement du petit collectif, c'est en même temps le sujet de toutes les discordes et ruptures. En effet, c'est cette abolition qui est censée permettre le dépassement en actes du communisme réalisé, alors qu'une telle

distance est considérée comme la cause essentielle de l'échec historique de ce dernier. Car cet échec du communisme réalisé est un échec par rapport aux buts même de celui-ci pour les membres de "Socialisme ou barbarie", largement expliqué par les moyens employés. Point n'est besoin d'y voir une manière de répondre au problème posé par leur statut d'intellectuels à une partie des dirigeants/théoriciens du groupe. La place prise par les débats théoriques au sein du groupe en est sans doute une conséquence plus réelle. Par contre, la capacité de susciter des témoignages structurés et appuyés sur des observations du monde de l'entreprise est une des tentatives de réponses trouvées par le groupe qui, à côté de ses nombreux échecs, en fait un réel pôle d'observation, en particulier des tensions suscitées par les relations partis/syndicats/masses.

Les acteurs privilégiés de la révolution à venir sont ceux du communisme révolutionnaire, bolchevique ou non : les ouvriers de la grande industrie et les intellectuels. Il s'agit aussi des noyaux durs en quelque sorte de l'action communiste, des "cibles" dont le rôle décisif réapparaît d'autant plus que les tactiques de rassemblement large, de "Front", sont rejetées. Sur le terrain, les militants du petit groupe butent donc en permanence sur le Parti communiste dont en cette période ils ne parviennent guère à entamer la force, malgré ses limites.

Cherchant constamment à en appeler à la base ouvrière, les militants d'entreprises du collectif "Socialisme ou barbarie" vont le faire, dans un premier temps, à partir de minorités syndicales, avant de chercher à encourager toute expérience ouvrière autonome hors syndicat, dans une perspective antisyndicale dans les deux cas, puisque, pour eux, les confédérations syndicales sont toutes devenues des instruments d'exploitation. Une telle perspective va les entraîner à chercher à encourager toute forme d'expression ouvrière spontanée.

V.1/ L'absence totale de développement de "Socialisme ou barbarie" de 1949 à 1952, suivie d'un faible mieux après 1953

Le lancement de "Socialisme ou barbarie", groupe et revue, dans l'enthousiasme et l'assurance a pourtant pratiquement été suivi d'une série d'échecs.

Il fallait, certes, une confiance collective en soi particulièrement forte pour créer un collectif comme "Socialisme ou barbarie" dont les ressources initiales étaient extrêmement faibles et espérer qu'un tel groupe puisse jouer un rôle essentiel dans le bouleversement du monde. Ceci d'autant plus que la conjoncture de guerre froide était défavorable à une telle entreprise. Non seulement le Parti communiste restait puissant, tout en étant isolé, séparé des autres forces politiques et syndicales, mais, depuis son retournement de tactique au moment de la grève de 1947 chez Renault, il s'était assuré une très forte hégémonie "révolutionnaire". Les groupes d'extrême gauche qui avaient connu un développement non négligeable après la guerre, surtout le petit parti trotskiste, en pâtirent immédiatement. De plus, ils étaient divisés sur des analyses théoriques que tous jugeaient essentielles, au point que ces désaccords avaient conduit à des scissions. Multipliées, celles-ci aboutirent à l'éparpillement, après un véritable éclatement.

Le comportement des fondateurs du groupe et de la revue "Socialisme ou barbarie", qu'ils soient venus du trotskisme ou du bordiguisme, est lui-même une parfaite illustration de la tentative fréquente à l'extrême-"ultra"-gauche de former un noyau valable, en attendant et préparant une issue favorable. Ce réflexe de sauvetage de ce qu'ils croient être une direction révolutionnaire pertinente - ou plutôt le noyau d'une future direction révolutionnaire - est même "archétypal" du comportement des groupes d'extrême gauche et contribue à expliquer leur tendance à la segmentation, avec leur conception très rigide de la



justesse et/ou de la vérité d'une "ligne" politique. Tout juste dans le groupe "Socialisme ou barbarie" est-il plus encore question d'élaborer une théorie que de construire concrètement une organisation, de fait surtout faute de possibilités concrètes pour une partie des jeunes pères fondateurs, alors qu'en tant que sujet théorique, l'organisation constitue, comme on le verra, le point de discorde par excellence et est d'ailleurs à l'origine de presque toutes les scissions du petit "noyau". Au demeurant, un tel comportement n'exclut nullement l'activisme surtout individuel.

Ces militants étaient effectivement persuadés, on l'a vu, que la justesse de l'analyse était telle que le groupe finirait par l'emporter, non seulement sur l'ensemble des groupes d'extrême et "ultra"-gauche, voire sur les communistes. Si ce triomphe devait venir, c'était concrètement, en premier lieu, parce que le groupe convaincrait, et en second, parce que la conjoncture de troisième guerre mondiale lui donnerait non seulement raison, mais aussi l'opportunité attendue. Ceci au moins jusqu'en 1952. Le rôle des lois de l'histoire était donc alors tout à fait essentiel, pour que le projet s'accomplisse. Enfin, sa confiance dans le rôle historique du "prolétariat" restait extrêmement grande.

Que le groupe ait été à ce point sûr de lui, plusieurs indices supplémentaires et convergents en témoignent encore, en plus de l'enthousiasme et de la confiance en soi collectives qu'on a vus transparaître à l'évidence dans le ton des textes, au moment du lancement de la revue. Ces derniers étaient d'ailleurs souvent, mais non exclusivement, dus au "leader" principal du petit groupe : Cornélius Castoriadis. Les entretiens montrent combien la déception qui a accompagné les cheminements complexes des jeunes futurs militants non intellectuels de "Socialisme ou barbarie" au travers de l'extrême gauche s'est muée en enthousiasme durable face au nouveau groupe. Ceux qui sont restés dans ce

dernier, au moins, paraissent y avoir trouvé la nouvelle synthèse qui préservait et régénérait leurs croyances et leurs espoirs.

S'agissant de la sûreté de soi et du volontarisme tout particuliers de Cornélius Castoriadis, un détail intéressant, anodin, mais significatif doit être relevé : qu'il s'agisse d'une volonté provocatrice délibérée ou d'un lapsus, les deux premiers pseudonymes de Cornélius Castoriadis, *Pierre Chaulieu* ou *Paul Cardan*, comportent les deux mêmes initiales, PC. Même le pseudonyme beaucoup plus tardif sous lequel il écrit *La Brèche*<sup>690</sup> avec Edgar Morin et Claude Lefort, et qui a pour objet le mouvement de mai 1968, Jean-Marc Coudray, JMC, peut faire penser à "mouvement communiste" ou même "jeune mouvement communiste". Conscient ou non, le défi peut paraître quelque peu naïf, il est probable que, contrairement à de nombreux aspects des mouvements de mai 1968, par exemple, il ne fut pas ironique. Que le principal dirigeant de "Socialisme ou barbarie", celui sans lequel le groupe n'aurait sans doute pas existé et encore moins perduré, puisse se concevoir comme une incarnation du communisme, fût-ce au travers d'un lapsus, en dit long sur les espoirs ou les rêves du groupe, mais aussi sur une déception, celle ressentie face au communisme réel, ainsi que sur la pérennité de l'attachement au projet communiste. Même les initiales du groupe, lapsus ou non, peuvent également être tenues pour un défi sur un registre quelque peu trivial !

S'il y a échec de "Socialisme ou barbarie", c'est en premier lieu dans la mesure où la nouvelle petite organisation ne parvient pas à étendre son influence dans le milieu marginalisé et éclaté des sectes d'extrême gauche antérieurement constituées et encore moins en-dehors, mise à part la collaboration externe de Claude Lefort avec *Les Temps modernes*.

C'est également parce que le groupe ne réussit pas à mobiliser ou "redynamiser" et réunir ce dernier milieu ou plus exactement, dans sa perspective, à

l'intégrer. Certes, il est parvenu à capter une partie des forces vives de la mouvance bordiguiste et c'est la poursuite du même processus qui lui vaudra finalement la venue de Daniel Mothé, intermédiaire essentiel pour la fondation de *Tribune ouvrière* chez Renault, en même temps qu'acteur déterminant dans la mise en œuvre de cette expérience ouvrière très importante dans l'histoire du groupe, mais c'est presque tout, le bilan étant proportionnellement plus maigre vis-à-vis des trotskistes.

Mais il suffit de rappeler les objectifs que se fixaient les fondateurs de "Socialisme ou barbarie" lors des premières réunions publiques pour prendre la mesure de cet échec. Le groupe expliquait tout à fait clairement que, grâce à sa nouvelle synthèse théorique, il se donnait pour but d'être dans un terme assez court le nouveau catalyseur des militants des "organisations, groupes et sectes de gauche." Le groupe et la revue "Socialisme ou barbarie" sont loin d'avoir été les instruments d'un tel regroupement au cours des années qui suivent leur naissance et ne le seront d'ailleurs jamais. Le groupe n'est même pas parvenu à atteindre les objectifs les plus immédiats qu'il s'était fixés : agréger les membres des deux groupes bordiguistes, un petit groupe français Union ouvrière internationale et un groupe espagnol issu du trotskisme.<sup>691</sup>

Une telle tactique de présence auprès/dans des groupes politiques ou organisations de masse, où le collectif "Socialisme ou barbarie" est susceptible de rencontrer un certain écho, sera au demeurant poursuivie. Pendant les premières années, elle sera menée en particulier auprès des organisations créées par les libertaires, alors que dans le même temps certains militants du groupe sont syndiqués et cherchent dans leurs entreprises à radicaliser l'action des minoritaires de la CGT, en faisant appel à "la base", non sans obtenir d'ailleurs quelques succès ponctuels et locaux. Des contacts seront également poursuivis en particulier avec des trotskistes et des bordiguistes, en France et à l'étranger. L'extrême et l'"ultra"-gauche sont animées par des regroupements que leur taille rend accessibles à de tout petits noyaux militants tels que ceux qui se mobilisent au sein de "Socialisme

ou barbarie”, sans parler d’une certaine fluidité de ces milieux, d’un fréquent voisinage y compris physique, notamment dans de mêmes lieux de réunion, et de la relative proximité des univers politiques ; les interventions de “Socialisme ou barbarie” semblent s’y dérouler le plus souvent selon un même schéma déjà utilisé avec les bordiguistes jusqu’à la scission : discussions plus ou moins formelles, attaques “théoriques” assez dures, repérage de personnes intéressées et renforcement du noyau de sympathies déjà créé. La même tactique sera également mise en œuvre ultérieurement au sein de l’UGS.

Initialement les militants extrêmement peu nombreux qui formèrent “Socialisme ou barbarie” et y restèrent un temps ne disposaient que rarement d’implantations pertinentes pour ce type d’organisations d’extrême gauche, de celles susceptibles de correspondre aux objectifs d’un groupe de cette nature, parce qu’elles peuvent lui donner accès à un milieu qu’il veut atteindre : celui des militants ouvriers, principalement, ou au moins salariés, travaillant dans de grandes unités, mobilisables pour des actions d’envergure, voire parmi des jeunes de milieu populaire déjà réunis d’une manière ou d’une autre. Cependant sur ce plan, la situation du groupe s’améliore quelque peu avec les entrants venus du courant bordiguiste et même avec quelques-uns des adhérents trotskistes plus tardifs. Certains des membres du petit collectif sont même parvenus à organiser des grèves, à créer une certaine mobilisation et d’autres conservent de réels contacts au sein des Auberges de la jeunesse.

Globalement, pourtant, l’ensemble du dispositif reste extrêmement modeste et très isolé et ne s’améliorera, surtout qualitativement, qu’après 1952, avec l’arrivée de Daniel Mothé, ouvrier chez Renault, et d’Henri Simon, employé très actif dans sa compagnie d’assurances. Même ceux des militants qui disposent d’une implantation n’exercent aucune responsabilité syndicale ou associative assez importante pour leur permettre d’influencer ou de mobiliser durablement un milieu

social considéré comme pertinent par ce type d'organisation. On imagine au demeurant mal des membres de "Socialisme ou barbarie" disposant de responsabilités syndicales autres que locales, compte tenu du rôle prêté aux syndicats par ce groupe. De fait, leur présence dans des milieux de travail ne leur permet que d'exercer une forme d'activisme. Claude Lefort, dans un article consacré à la conception de l'organisation politique révolutionnaire publié en 1952 et de fait à la critique du parti qui est alors un sujet de conflit au sein du groupe, constatera d'ailleurs cet échec : "Sur le terrain révolutionnaire le plus sensible qui est celui des formes de lutte prolétarienne, le Groupe, malgré son analyse de la bureaucratie, n'aboutit à rien."<sup>692</sup>

En outre, la collaboration déjà relativement ancienne et bien évidemment externe de Claude Lefort aux *Temps modernes* constitue un atout non négligeable pour le groupe. Cette dernière collaboration permet aux thèses exposées dans *Socialisme ou barbarie* de se faire connaître, faute de se faire reconnaître et accepter, elle n'apporte pas de nouvelles adhésions, au moins dans l'immédiat.

Non seulement l'impact du collectif "Socialisme ou barbarie" est extrêmement faible, restant très en deçà de l'effet escompté par ses fondateurs dès sa présentation autonome et publique, mais la petite organisation subit même un étiolement de ses propres effectifs. En effet, les départs se multiplient et ne sont pas compensés numériquement par les nouvelles adhésions. Non seulement, il n'a pas réussi à attirer tous les bordiguistes, moins encore une proportion significative de trotskistes, mais une part importante de ses membres constitutifs part très rapidement.

C'est pendant les années 1951-1952 que le groupe tombe à son chiffre le plus bas, quant au nombre de ses militants. Il compte moins d'une dizaine de personnes. Il a donc au moins perdu la moitié de ses maigres effectifs.

Après que sa création se soit voulue une réponse à l'échec de l'extrême et de l'"ultra"-gauche historiques, en particulier des organisations les plus critiques du communisme réel, comme les organisations bordiguistes ou comme l'Union communiste, il se trouve lui-même réduit à un nombre de militants tout à fait comparable à celui réuni par ces toutes petites organisations.

Dans la rubrique "La vie de notre groupe" du numéro 9 de *Socialisme ou barbarie*, daté des mois d'avril-mai 1952<sup>693</sup>, soit de plus d'un an postérieur au numéro précédent<sup>694</sup>, les difficultés du groupe sont mentionnées ainsi que les départs. Les premières sont imputées à la "crise du mouvement ouvrier", sans plus de précision, les seconds au découragement qui atteindrait corrélativement les militants; on verra que, si l'absence de succès et de perspective n'est pas étrangère à ces défections, rarement suivies d'ailleurs d'un abandon durable de toute forme de militantisme, les causes des départs sont cependant tout à la fois plus variées et plus complexes.

"Ce numéro de "Socialisme ou barbarie" paraît avec un retard de près d'un an. La cause de ce retard est la série de difficultés dans lesquelles se débat notre groupe, difficultés qui ne sont à leur tour que le reflet et le résultat de la crise du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Ainsi nous avons connu nombre de défections individuelles de camarades qui, par usure, lassitude, scepticisme ou désespoir ont abandonné à la fois le groupe et l'activité politique."

"Nous savons que la conjoncture politique actuelle nous impose une phase d'hivernage dont nous ne pouvons prévoir la durée."<sup>695</sup>

Il n'est certes pas possible de recenser systématiquement les motifs de départs très reculés dans le temps. Ces départs sont le fait d'une population qu'il est par définition difficile de retrouver, voire d'identifier de manière exhaustive, compte tenu des pseudonymes. En effet, ces militants ne sont restés que pendant une courte période, au début de l'existence du groupe, donc à un moment déjà très éloigné lors des entretiens, et ils sont assez souvent sortis ou ont fini par sortir des

réseaux d'anciens. Pourtant nombre d'entre eux avaient conservé des relations plus ou moins fortes avec le collectif ou certains de ses membres après leur départ. Mais même dans ce cas, leur participation a généralement laissé moins de souvenirs que celles qui ont été plus durables.

On peut cependant ranger ces motifs de départ en quelques catégories qui peuvent fort bien se cumuler : le découragement ou la diminution d'intensité de l'espoir ou de la foi, l'installation dans la vie professionnelle et/ou privée, l'éloignement géographique, les désaccords.

Comme on l'a vu à partir de la scission de 1948, les trotskistes dissociés perdent de plus en plus de militants, l'évolution de "Socialisme ou barbarie" n'est donc nullement exceptionnelle, comme le souligne justement Philippe Gottraux<sup>696</sup> qui cite en particulier un entretien caractéristique des départs sans désaccord majeur, celui de Maurice Rajsfus, resté très peu de temps, soit environ un an : "C'était pas une rupture. C'était un abandon pour un tas de raisons. Toutes ces années d'après-guerre, je ne travaillais pas (...) J'ai milité comme un fou, survivant de bric et de broc (...) de petits boulots. En 1949, je suis parti travailler en province. Rien que de me raccrocher au monde du travail m'a fait rompre avec un militantisme qui était un militantisme de confort moral et un militantisme d'occupation. J'ai dû comprendre que quand on travaille et on milite, c'est un engagement beaucoup plus fort que quand on milite et qu'on ne travaille pas."<sup>697</sup>

De tels départs recourent souvent au demeurant des moments de réinvestissement professionnel ou de reprise d'études ou d'installation dans la vie accompagnés d'éloignements géographiques.

Parmi les départs/éloignements sans rupture, pour une période un peu plus tardive, l'entretien de madame Pierre Ansart peut conduire à nuancer ce type. Chez elle, en effet, s'il n'y a certes pas eu motif de rupture, mais un départ lié à

des contraintes, il ne semble pas non plus y avoir eu ni engagement essentiel ni même réelle satisfaction au sein du groupe. Elle aurait connu “Socialisme ou barbarie” par des amis, notamment Claude Lefort, alors que son mari, qui n’a eu avec ce groupe que des contacts plus tardifs et peu profonds, la présente plutôt comme une amie de Cornélius Castoriadis<sup>698</sup>, ce qui au demeurant correspondrait mieux aux dates de présence de madame Pierre Ansart auprès de ce collectif, avec lequel elle aurait entretenu des relations suivies vers 1952-1955, après avoir été trotskiste, sans avoir été communiste, puis aurait ensuite préparé l’agrégation et un peu “décroché”, avant de reprendre des contacts vers 1960, comme plusieurs autres. Elle s’éloigne parce qu’elle part à l’étranger. Ensuite, la préparation de l’agrégation lui demandera, selon ses dires, des “efforts d’adaptation” “sans illusion, sans penser qu’il s’agit de choses vivantes”, mais *a posteriori*, elle déclare ne pas avoir été non plus satisfaite du groupe, même lors de sa première période de contacts plus militants, celle qu’elle juge par ailleurs la plus intéressante, alors que, selon elle, lors de la seconde, “sans activité militante”, vers 1960, il n’y avait plus “d’évolution vivante” du collectif, mais de la “répétition”. Dès la première période, les discussions trop nombreuses lui paraissent avoir parfois tourné en rond, la tension entre théorie dont elle souligne le “caractère utopique, au bon sens du terme, la démystification” et militantisme très limité ne l’aurait pas satisfaite non plus, on y reviendra, pas plus que l’attitude toujours “négative” ou le “négalisme par rapport au courant réformateur”. L’appréciation, certes *a posteriori*, qu’elle livre est constamment pesée entre aspects négatifs et positifs ; plus profondément, elle ne se découvre pas rétrospectivement de vrai besoin de militantisme même pendant cette période<sup>699</sup>, alors que, selon le témoignage de son époux, elle aurait pourtant été investie dans toutes les formes de militantisme de “Socialisme ou barbarie.”<sup>700</sup>

Cependant, pour deux jeunes anciens bordiguistes, partis au Canada, l’éloignement semble avoir été l’effet d’une vision du monde, puisqu’ils ont craint le déclenchement de la “Troisième guerre mondiale”, mais il ne s’agit là que d’exceptions.



Si l'effet de conjoncture est mis en avant par le groupe lui-même, le choix de privilégier l'élaboration idéologique et de susciter un débat au sein d'un milieu extrêmement restreint au moyen d'une thématique rigide et limitée dans ses objets n'est par contre pas pris en compte. De fait, ces polémiques assez dures et très prenantes dans une organisation déjà minuscule ont eu, semble-t-il, un effet démoralisateur sur d'autres membres qui se sentaient contraints de prendre parti dans des débats internes dont les termes les dépassaient parfois et restent pourtant.

Parmi les causes de départ, il faut souligner la seconde des polémiques sur "l'organisation" qui ont agité le groupe. Au terme de ce second conflit interne en 1951<sup>701</sup>, alors que le premier s'était déroulé dès 1949<sup>702</sup>, et s'était également soldé par quelques départs, ou au moins prises de distance provisoire, juste après la création de la revue, quelques militants qui s'étaient agrégés autour de *Montal*, Claude Lefort, "déclarèrent qu'ils ne se considéraient plus comme membres du groupe, mais qu'ils étaient prêts à continuer à collaborer avec le groupe et à la Revue, proposition qui fut acceptée par les autres camarades."<sup>703</sup> Ces dissensions étaient déjà mentionnées dans la rubrique "la vie de notre groupe" du numéro 9 de *Socialisme ou barbarie* : "Plus sérieux encore dans son fond et dans ses conséquences a été le départ au mois de juin /de 1951/, d'un nombre de camarades en désaccord avec la majorité du groupe sur les questions du parti révolutionnaire et du rôle du groupe et de la Revue dans la période actuelle."<sup>704</sup> *Claude Montal*, Claude Lefort, qui part enseigner au Brésil quitte d'ailleurs le comité de rédaction de la revue auquel il appartenait depuis sa création, après le numéro 8 de *Socialisme ou barbarie*. A partir du numéro 9 de 1952, il est remplacé par *A. Véga*, en provenance du rameau bordiguiste qu'il représente d'une certaine manière au sein du comité de rédaction, bien que, de fait, les membres issus des deux rameaux contrastés dans leurs images réciproques, mais également par leur composition sociale, voire par les itinéraires qui s'y agrègent, se soient mêlés assez rapidement : en particulier les oppositions politiques qui secouent le collectif créent d'autres coalitions, on le verra par exemple à propos du débat sur l'organisation tout à fait contemporain de cette réorganisation dans le chapitre VIII ; mais plus significatif encore est la relation très forte qui se

développera entre René *Neuville* et Claude Lefort ; mais c'est également vrai de l'entourage le plus constant de Cornélius Castoriadis qui transcende lui aussi les origines politiques.

Quant à Claude Lefort, il ne rejoindra le comité de rédaction de *Socialisme ou barbarie* qu'en 1955, à partir du numéro 17 de juillet-septembre 1955.<sup>705</sup>

Par ailleurs, la rubrique "La vie de notre groupe" disparaît dans les numéros ultérieurs de la revue. On peut émettre l'hypothèse que l'abandon d'une telle rubrique était en soi un symptôme de graves difficultés internes qui faisaient de la présentation du groupe en train de s'étioler un exercice de plus en plus douloureux, de surcroît peu propice à lui assurer une image attrayante.

Il n'en reste pas moins que certains restent et que, en général, ces derniers n'organiseront pas moins assez souvent leur vie personnelle et professionnelle avec succès, même si ce n'est pas de manière aussi brillante que Cornélius Castoriadis. Claude Lefort n'abandonne nullement non plus son engagement militant, tout à la fois intellectuel et pratique, lorsqu'il peut développer ses thèses dans un registre plus "intellectuel" dans *Les Temps modernes* pas plus d'ailleurs que lorsqu'il commencera à collaborer, en tant que professionnel de l'enseignement et de la recherche, aux *Cahiers internationaux de sociologie*, dès 1951. Par ailleurs, Jean-François Lyotard y donne également un article en 1952 et Benno Sarel y collaborera aussi, mais seulement en 1956.<sup>706</sup> Ceci est vrai tant des pères fondateurs issus du trotskisme comme du bordiguisme que des militants issus des mêmes organisations qui rejoignent "Socialisme ou barbarie" au cours des années de faiblesse extrême.

On a déjà décrit cette persistance de l'investissement militant et avancé quelques régularités dans ces itinéraires.

La première de ces régularités qui a été analysée est l'engagement militant extrêmement précoce dans des conditions parfois dramatiques, vécues au sein de mobilisations collectives et politiques, engagements constitutifs d'une identité et prolongés par une socialisation politique extrêmement poussée, pour certains : en particulier *Véga*, Cornélius Castoriadis et, jusqu'à un certain point, Benno Sternberg, qui rejoint le groupe pendant ses années les plus difficiles, lui aussi émigré, ou selon des modalités très différentes : *Gaspard*, Raymond Hirzel, voire Daniel Mothé, mais avec une très nette tendance pour l'un comme pour l'autre, à chercher à préserver leur indépendance et leur capacité personnelle d'initiative. Alors que le premier est presque né dans un milieu où se croisent communistes et dissidents ou opposants communistes, le second est issu d'une lignée dépourvue d'engagement politique ni à gauche ni à l'extrême gauche.

La seconde de ces régularités est l'exercice de responsabilités au sein des organisations quittées pour créer "Socialisme ou barbarie" : Cornélius Castoriadis, Claude Lefort, pour lesquels l'activité théorique au sein de "Socialisme ou barbarie" prolonge, tout en la renouvelant, celle entreprise au sein du PCI "à la tête" de leur tendance, tout en leur autorisant une expression plus complète de leurs critiques, mais il en va de même de Benno Sternberg qui a également eu de l'influence au sein de l'organisation trotskiste, sans appartenir à la même tendance, de même que de *Véga* chez les bordiguistes. Mais l'implication dans des actions plus pratiques, la responsabilité assumée sur un terrain d'intervention du groupe ne doivent pas non plus être négligées ; on aura l'occasion d'analyser de tels itinéraires dans ce chapitre.

Quant aux nouveaux arrivants, non seulement ils sont nombreux, mais les premiers d'entre eux, au moins, proviennent de la même extrême gauche marxiste, ce qui, certes, répond aux objectifs du groupe, sachant que le niveau visé était toutefois nettement supérieur, mais fixe aussi leurs frontières à

l'effet mobilisateur. En effet, s'agissant des fondateurs, trotskistes, et des plus anciens membres, ceux du rameau bordiguiste, on sait que le groupe "Socialisme ou barbarie" n'a attiré que des convaincus, non seulement parce que tous déjà d'extrême/"ultra"-gauche, mais plus encore, parce que venus à "Socialisme ou barbarie" au terme de tout un cheminement théorique et/ou pratique qui les a conduits à s'éloigner de plus en plus du communisme orthodoxe et/ou réel. Les rares nouveaux adhérents présentent exactement les mêmes caractéristiques, au point que pour les premiers d'entre eux, on peut parler de rattrapages d'adhésions différées au moment soit de la fondation soit de la réunion des deux rameaux.

Il en est allé ainsi, pour les trotskistes, tant de la part d'une militante moins "durable" en tant que telle, comme madame Ansart, que de futurs "piliers" du groupe : *Pétro*, Georges Petit, mais également *Benno Sarel*, *Hugo Bell*, *Barois*, Benno Sternberg, émigré roumain de formation intellectuelle dont on a dit dans la 1<sup>ère</sup> partie l'intervention sur "l'URSS et le stalinisme" au Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1948. Ni l'un ni l'autre n'avaient cependant appartenu à la tendance qui est à l'origine du nouveau regroupement "Socialisme ou barbarie", lorsqu'ils étaient membres du PCI trotskiste.

Venu de la mouvance bordiguiste, Daniel Mothé a suivi un cheminement tout à fait comparable à ceux de ses anciens compagnons d'organisation, même si le premier ne rejoint "Socialisme ou barbarie" qu'en 1952, après une fréquentation plus rare des milieux libertaires : "... il y a eu un intermède entre mes activités avec les bordiguistes et mon entrée à "Socialisme ou barbarie". J'ai été représentant au congrès de la Fédération anarchiste. Chez Renault, nous avions fait un journal qui s'appelait *Le libertaire Renault*. Il y eu quelques numéros. C'était avec les anars de Fontenis ; Fontenis était un anar qui devenait progressivement bolchevik."<sup>707</sup> Une telle expérience antérieure n'est pas tout à fait exceptionnelle à "Socialisme ou barbarie", puisque l'épouse d'un autre ancien bordiguiste *Garros* fréquentera également les milieux libertaires, avant de rejoindre la petite organisation. Quant à *Garros*, sa présence dans ce même milieu a nettement

pour objectif de convaincre, voire “convertir” les militants et sympathisants. Cependant, s’agissant de Daniel Mothé, le problème est différent, puisque nous sommes en présence d’un des militants qui a déjà accompli un parcours particulièrement complexe d’une organisation d’extrême ou “ultra” gauche à l’autre. Par ailleurs, militant ouvrier chez Renault, il ne peut comme *Gaspard* qu’intéresser au plus haut point les membres de “Socialisme ou barbarie”. Ce n’est cependant qu’en 1954 que l’un et l’autre se lanceront dans la réalisation d’un journal ouvrier chez Renault : *Tribune ouvrière*.<sup>708</sup> Son épouse *Maxie* rejoindra également le groupe.

Sachant que les militants clairement identifiés constituent la seule base d’analyse possible, ce qui doit conduire à la prudence, il faut attendre 1952, pour que “Socialisme ou barbarie” accueille, en très petit nombre, des membres dont le profil et le parcours politiques sont quelque peu différents. C’est en particulier le cas d’Henri Simon, membre dissident à la CGT. Il est recruté par un militant de “Socialisme ou barbarie”, Guy Gély, *Henri Collet*<sup>709</sup>, le “lieutenant” de *Philippe Guillaume*, selon certains interrogés. Tous deux travaillent dans la même compagnie d’assurances.

En 1954, se joignent à “Socialisme ou barbarie” deux jeunes intellectuels qui, très liés entre eux, joueront un rôle assez important auprès du groupe, tout particulièrement comme théoriciens spécialistes, au moins dans un premier temps : *Laborde* et *Brune*, Jean-François Lyotard, jeune agrégé de philosophie, et Pierre Souyri, professeur d’histoire. Tous deux sont alors enseignants du second degré en Algérie et syndiqués au SNES, Jean-François Lyotard étant très impliqué dans la vie syndicale de la CGT pendant son séjour hors de métropole.

“Il n’était pas agrégé... Il avait fait trop de militantisme pour passer l’agrégation. C’était un homme extraordinairement drôle, angoissé, enfin drôle, comme sont les gens très angoissés... Donc le récit de ses épreuves d’agrégation étaient une occasion de fous rires...”<sup>710</sup>.

Certes Jean-François Lyotard, alors âgé de 30 ans et enseignant à Autun, reçu 4e ex-aequo à l'agrégation de philosophie en 1950<sup>711</sup>, a un passé politique beaucoup moins complexe que les autres membres de "Socialisme ou barbarie", même s'il a déjà publié un bref témoignage, dès 1948, dans *Les Temps modernes* "Nés en 1925". Il y exprime une sorte de non engagement extrêmement négatif, dû à une perte de signification et de finalité, attitude néanmoins politiquement située, sans être à proprement parler "orientée", et marquée de plus par une grande disponibilité, alors qu'au travers de ces quelques pages, il se préoccupe de fait tout autant de la "crise" de "l'expression" artistique, qu'il définit par l'impossibilité de "dépasser sa matière". Le point de départ est alors, pour le jeune philosophe, qui raisonne, de manière dialectique, sur une logique à l'œuvre dans l'histoire, l'échec de l'Europe et de sa tradition, non pas seulement ni même en partie la défaite de vaincus, mais bien une totale faillite interne : "Nous avons quinze ans en 1940... pour un Français /c'était/ l'introversion (...) Nous avons vingt ans lorsque les Camps nous vomissent ce qu'ils n'ont pas eu le temps ou l'appétit de digérer. Ces visages creusés harcèlent notre réflexion : l'Europe y a assassiné son libéralisme, trois ou quatre siècles de tradition gréco-latine..." Ce qui est presque un dégoût général aurait été suivi d'un premier intérêt pour les peuples du Tiers monde en train d'accéder à l'indépendance : "quand le meurtre de Gandhi... manifeste l'effondrement de nos raisons d'être, nous avons 23 ans." Si un rejet global d'une telle nature ne conduit pas à proprement parler vers son contraire, la quête d'une alternative, c'est que même une telle recherche paraît avoir aussi perdu sa signification : "... nous nous croyons vieux. Une philosophie de l'absurde nous satisfait..." "L'absurde se nie soi-même ; une porte n'est close que pour qui prétend l'ouvrir (...) De sorte que les actifs de vingt-trois ans, s'ils sont clairvoyants, se savent vains." " Pourtant cette disponibilité accable (...) Elle n'est pas jeune. Elle a l'âge... des après-guerres (...) L'autre après-guerre avait la Révolution russe, Freud, le Surréalisme... nous n'avons pas saccagé les attachements de nos prédécesseurs, ils se sont exténués (...) Nous sommes devenus intelligents juste à temps pour voir le communisme se dégrader en orthodoxie..." Ce dernier constat est certes dissuasif, mais moins négatif que celui qui frapperait de manière rédhibitoire le "libéralisme", compte tenu de ce à quoi il aurait abouti. "Nous sommes à l'opposé, quoi qu'il semble, d'une Renaissance : car nous n'avons pas brisé

une servitude et une foi, mais assisté le libéralisme et la liberté dans leur agonie, nous entrons dans un moyen âge.” Pourtant déjà la pensée de Jean-François Lyotard accompagne l’action, malgré le défaut de signification, tout en misant alors sur un nouvel équilibre au futur. “On nous a tué l’Homme, comme on dit. Soyons conséquents : nous nous foutons de l’héritage. Et préférons une prodigieuse aventure personnelle.” “Dans trente ans nous aurons trouvé un sens à cet empirisme, et refait une civilisation. Mais nous aurons vécu dans l’interrègne.”<sup>712</sup>

Malgré cet article publié à moins de trente ans dans *Les Temps modernes*, qu’il dit avoir commencé à lire “très tôt”, “peut-être tout de suite”<sup>713</sup> après la création de cette revue, Jean-François Lyotard s’est senti pendant toutes ces années parisiennes d’étudiant en philosophie un “paysan du Danube” “en matière de relationship.”<sup>714</sup>

En particulier, pour cet article, c’est “/Maurice/ Merleau-Ponty” qui “avait décidé de faire un article sur la nouvelle génération” et “qui avait sollicité plutôt des philosophes”. C’est concrètement par Roger Stéphane que Jean-François Lyotard aurait été amené à rédiger cet article (“je n’avais pas de relation” ; il n’y avait que “Stéphane qui me poussait”) ; chez Roger Stéphane, il dit également avoir rencontré André Malraux et David Rousset. Ce n’est “... pas du tout /par Claude/ Lefort.”<sup>715</sup>

Dans ce milieu encore petit des agrégatifs de philosophie, éventuels futurs normaliens, Jean-François Lyotard avait cependant rencontré *Pascal*, Donald Simon “jeune agrégatif de philosophie” qu’il a identifié alors comme “communiste” (“c’est peut-être lui qui m’a appris l’identité de Montal”) - et non pas comme trotskiste - et même Claude Lefort “... je l’ai rencontré une fois. Je me souviens très bien. C’était dans la bibliothèque de la Sorbonne... on passait l’agrégation. Il était passé avant moi, il préparait son oral... /de fait, c’est un an plus tôt en 1949 que Claude Lefort a passé l’agrégation de philosophie/ Mais je savais déjà que c’était quelqu’un qui était considéré comme très fort. Pour moi, c’étaient les Parisiens et au fond, moi je n’étais pas parisien.”<sup>716</sup>

“Et puis j’ai dit Hypokhâgne, je ne suis pas capable...” “... j’étais parisien depuis très longtemps, mais je n’étais pas dans le milieu, je n’étais pas entré dans le milieu, pendant mon séjour entre guillemets à la Sorbonne. ”

- Q : Pourquoi ?

- “Parce que j’y allais quand ça me plaisait, j’allais suivre les cours je crois sans le faire exprès ou en faisant exprès, je n’en sais rien. Et, en fait, ils n’étaient pas si mauvais que ça les cours... les cours qui n’étaient pas les cours à la mode, où on retrouvait tous les agrégatifs. Je suis allé au cours de Raymond Boyer /?/ qui... faisait de l’esthétique principalement, qui a créé un noyau d’esthétique... c’était absolument remarquable... J’ai encore mes notes... Les cours à la mode, c’était Bachelard... ça allait être la sociologie. Sociologie... c’était l’extrême fin. (...) Il y avait tout un groupe d’étudiants, des agrégatifs qui vivaient chez... le secrétaire de la bibliothèque de philosophie à la Sorbonne... c’était un personnage extraordinaire...”

Q : Pourquoi ?

- “Je ne sais pas. J’étais d’un caractère très solitaire, très timide... j’écrivais plutôt de la poésie, j’étais en train de faire un roman (...) je me voyais plutôt comme littéraire... Et puis, je faisais... d’une façon un peu amateur... je n’étais pas un vrai professionnel... J’ai connu Butor... ”<sup>717</sup>.

Ce non parisianisme sur lequel Jean-François Lyotard insiste assez longuement comme facteur d’inadaptation n’est au demeurant pas présenté comme ayant été nécessairement entièrement négatif par le philosophe.

C’est la découverte de la résistance algérienne qui semble bien avoir constitué l’événement politique fondateur pour le jeune philosophe, alors attiré par le communisme, après en avoir eu cependant plus jeune une vision pour le moins désenchantée, ainsi que son épouse, Andrée, elle aussi “attirée”, malgré des critiques encore plus vives.

Que Jean-François Lyotard ait découvert l’Algérie au travers de la région de Constantine, pauvre et marquée par le soulèvement de 1945<sup>718</sup>, semble



avoir exercé une certaine influence, à en croire ses écrits ultérieurs : "... je dois à Constantine d'avoir été éveillé, tout court. Le différend s'y exposait avec un tel tranchant que les consolations alors communes à mes semblables - réformisme vague, stalinisme pieux, gauchisme futile - m'avaient été refusées. Ce peuple humilié ne transigerait pas, une fois dressé."<sup>719</sup>

Dans l'entretien accordé, Jean-François Lyotard n'explique guère son choix de l'Algérie ni de Constantine en particulier, n'alléguant que des motifs familiaux ou liés à ses relations difficiles avec le "milieu parisien" : "J'avais échoué à Normale sup. J'avais demandé Constantine, j'avais besoin de m'éloigner, je crois. Et ma femme aussi... de nos parents, de l'atmosphère familiale..." /Hors entretien Jean-François Lyotard avait insisté sur le caractère conflictuel des relations familiales, surtout avec la famille de son ancienne épouse, d'ailleurs./ "J'aurais eu le choix d'un poste convenable..." /"j'étais par hasard\* bien placé" /à l'agrégation/ (\* souligné par la commentatrice) dit-il dans une autre partie du même entretien, s'auto-décrivant toujours de manière dépréciative, ou insistant toujours sur un certain mal-être qu'il aurait ressenti à l'époque/ "du reste c'est ce que m'a offert le président du jury, mais je lui ai dit "non, je veux avoir Constantine". Il était enchanté, parce que personne ne voulait ce poste. Donc, je voulais avoir une certaine responsabilité... c'était un moyen de m'éloigner du milieu parisien."<sup>720</sup>

Mais peut-être aussi cette quête de "l'aventure personnelle", au-delà de l'héritage, a-t-elle joué un rôle non négligeable, dans un moment marqué par diverses difficultés personnelles. La recherche de responsabilités mentionnée dans l'entretien en est peut-être la forme moins romantique. Héritage européen rejeté en tout cas dès ce premier texte des *Temps modernes*. Plus vivement encore que par les fondateurs de "Socialisme ou barbarie", pour lesquels, en accord avec la critique, c'est néanmoins là que l'avenir de la mutation du négatif en positif se jouait toujours largement. Et d'une manière très différente : l'horreur des camps est un négatif absolu qui n'a débouché sur aucune sorte de positivité, mais a, selon le jeune auteur, brisé l'héritage européen qui lui aurait donné naissance. En outre, ce presque nihilisme s'était déjà accompagné d'une relative sensibilité aux

mouvements de libération, plus grande en tout cas, on y reviendra, que celle des membres de “Socialisme ou barbarie” pris dans un cadre théorique très contraignant qui, de manière dominante, fait de la caractérisation du communisme réel le problème principal, surtout pendant les premières années après leur réunion.

Jean-François Lyotard accorde une influence décisive à sa rencontre avec Pierre Souyri, ainsi qu’avec l’Algérie qui auraient grandement contribué, bien qu’à des niveaux différents, à le détourner de son penchant pour le communisme, qu’il décrit un peu comme une fatalité conjoncturelle : Q : Vous avez dit au cours du premier entretien que c’était de la chance finalement d’avoir rencontré les communistes en Algérie... mais tous les gens de votre génération n’étaient pas communistes ... ni philosophes ?

“Vous pouvez m’en citer beaucoup... des non-communistes, ils n’avaient pas leur carte en poche, mais rappelez-vous... par *Les Temps modernes*... À cette époque-là, j’ai connu des choses tout à fait comiques... Il y a beaucoup de types qui sont passés par le PC. Enfin, je veux dire quasiment tous les gens que je connais sont passés par le PC... Enfin normalement, étant donné comme ça mon côté mal informé et marginal, si j’étais resté dans un petit poste d’agrégé frais émoulu ou un gars d’un bon poste...”<sup>721</sup>.

Son épouse Andrée a ressenti la même attirance politique, vécue de manière semble-t-il plus contradictoire encore, lorsqu’elle parle *certes a posteriori* de la “tentation, quand même, d’adhérer au Parti”, en ajoutant “l’impossibilité d’y rentrer, à cause des camps russes et de l’attitude communiste dans les camps nazis, décrite par Rousset, mais celui-ci la justifiait”, ajoutait-elle.<sup>722</sup>

Elle-même rejoindra “Socialisme ou barbarie”, après avoir déjà été militante en Algérie, où elle dit avoir “fréquenté la maison de l’ouvrier à Constantine.”<sup>723</sup> Elle est issue d’une famille d’origine juive, son père ayant été un homme d’affaires de tradition “libérale”. Déporté à Compiègne, il a connu la division du camp en deux parties : les communistes qui conservaient certaines libertés, alors que les Juifs en étaient privés.

“... le contact avec Pierre Souyri en Algérie dans le département de Constantine... donc il m’a initié... moi je sortais de la Sorbonne que je suivais d’ailleurs assez mal.”<sup>724</sup>

Le jeune agrégé de philosophie s’était de lui-même engagé très vite, néanmoins, dans une action militante très affirmée, où il avait pris des responsabilités importantes. Avec ce besoin de se confronter à l’histoire, voire au réel sur lequel le philosophe insistera, ainsi que sur la difficulté qu’aurait représentée pour lui une telle démarche, on se souvient de son goût pour la littérature et la poésie. De surcroît, dans son activité militante, il se trouvait exposé aux vives oppositions entre communistes, d’une part, et nationalistes algériens, de l’autre. C’est dans l’interprétation d’une telle situation que le rôle de Pierre Souyri paraît avoir été décisif.

“J’arrive à Constantine... Saisi par la situation algérienne de l’époque... je me mets à militer carrément... la CGT où j’assumais la responsabilité des... Universités populaires... des discussions très, très violentes avec les nouveaux camarades... algériens... le mouvement d’indépendance qui était déjà très implanté, profondément implanté... et les discussions avec le PC... parce qu’il y avait à ce moment-là la position un peu officielle (...) Donc il m’avait initié à une espèce de réunion chez lui, je me souviens très bien, je le voyais c’était la pleine guerre froide, le stalinisme durait depuis que... j’étais complètement choqué... Il n’était pas question que j’adhère à un truc pareil, donc les rapports ont été très tendus. J’ai rencontré Pierre Souyri à l’occasion d’une réunion syndicale du SNES, je crois. Je devais être je ne sais pas... responsable départemental... et on s’est mis à discuter et en fait il a fait mon éducation.”<sup>725</sup>

Jean-François Lyotard disposait même de ses propres contacts avec des Algériens nationalistes, outre ceux qu’il entretiendra ultérieurement grâce à Pierre Souyri qui, quant à lui, a même contribué à la formation politique de Mohammed Harbi qui occupera plus tard des responsabilités au sein de l’Union nationale des étudiants algériens et de la Fédération de France du FLN. Professeur d’histoire depuis 1949 au lycée de Skikda, alors Philippeville, ce dernier écrit avoir été sensibilisé au marxisme par Pierre Souyri et ajoute même : “Pour nombre d’entre

nous, il fut, sans d'ailleurs s'en rendre compte, une référence. Je devais le lui apprendre quand je le revis par hasard, un jour de 1957.”<sup>726</sup>

Le jeune philosophe relie fortement, quant à lui, son entrée à “Socialisme ou barbarie”, où il apporte autant sa “pratique” et ses observations que ses questions, à son expérience algérienne, accompagnée de sa réorientation politique grâce à Pierre Souyri.

“... premièrement j’avais eu ce rapport avec le PC en Algérie qui était au fond un rapport très privilégié, ça a été une chance pour moi. Tous les gens de ma génération et de ma formation étaient à ce moment-là au PC... Et ils étaient tous en train d’avaler des couleuvres. Moi, je me suis trouvé nez à nez avec des gens qui étaient en situation coloniale au moment où le grand mouvement de décolonisation commençait, enfin plus que commençait. (...) N’oubliez pas que le Sultan /du Maroc/ était à Madagascar à cette époque... Et en Tunisie, quand j’allais faire passer le bac à Tunis, il y avait des bombes partout, donc pour vous dire que c’était une atmosphère très agitée. Or, la position prise par le PC algérien à ce moment-là obligeait à se poser la question. Pourquoi ? Donc à interroger la politique internationale... Il était clair que c’est une politique strictement bureaucratique qui consistait à maintenir l’Algérie dans l’orbite française, parce que ça maintenait le mouvement ouvrier algérien dans l’orbite du PCF.

- Oui...

... d’autant plus qu’en fait comme communistes algériens, il y avait principalement des “petits blancs”, si je peux dire... Il n’y avait quasiment pas d’Algériens proprement dits, à part quelques syndicats qu’ils essayaient de contrôler, mais très mal. En particulier sur les ouvriers agricoles, ils les contrôlaient très mal, parce que c’est un petit peu le métier qui n’est pas du tout profilé à l’européenne. Et finalement, l’application des règles syndicales et mots d’ordre syndicaux ne signifiait pas grand chose dans ce contexte. Le problème c’était celui de la reconnaissance d’une entité séculaire d’humilité. (...) Donc, je me posais la question... J’ai lu Trotsky... Et, puis, je le voyais bien dans mes discussions avec Pierre Souyri qui lui avait déjà compris tout ça... qui évidemment a vu le trotskisme échouer. (...) Moi, je suis rentré dans le groupe sur cette base, critique du trotskisme... reprendre quasiment à zéro l’élaboration de la notion de classe... Qu’est-ce que voulait dire l’appellation “capital” sous une classe bureaucratique... plus évidemment auscultation du mouvement ouvrier, s’il y avait encore une solidarité internationale et si le mouvement n’était pas en train de se rabattre sur les positions locales, donc étroitement mêlé au

nationalisme, ce qui était le cas en Algérie et comment se débarbouiller avec cet amalgame d'une position "classiste" et d'une position nationale..."<sup>727</sup>.

Par contre, Pierre Souyri, par lequel le premier dit avoir été beaucoup influencé un peu plus tard et dévié de son attirance pour le communisme, avait cependant été, lui aussi, membre du Parti communiste, lorsqu'il était très jeune, puis trotskiste, avant de rejoindre le RDR.

Selon Jean-François Lyotard, Pierre Souyri "... était parfaitement au courant de ce qui se passait et du mouvement de /Pierre/ Chaulieu, de Claude Lefort, de Ria Stone et de... /CLR/ James /Johnson/, cet américain émigré en Angleterre."<sup>728</sup>

Si Pierre Souyri, alors enseignant à Philippeville, est étranger aux noyaux constitutifs, sa trajectoire politique est cependant très voisine de celles des premiers militants du groupe, pas tant par son contenu que par son mode d'insertion. Selon le témoignage de son fils recueilli faute d'avoir pu interroger l'intéressé, déjà décédé, elle comporte quelques caractéristiques assez rares : adhérent aux Jeunesses communistes encore lycéen, c'est en tant que communiste qu'il participe à la Résistance dans un maquis, avant d'être arrêté et de manquer de peu d'être fusillé.

Issu d'un "milieu rural, de père et mère instituteurs... une famille d'origine très, très pauvre... son grand père avait travaillé à l'âge de 7 ans... c'était le sous-prolétariat de certaines régions des Causses de l'Aveyron... région très, très pauvre... du côté de ma grand-mère, c'étaient des artisans de Rodez... Il a vécu sa petite enfance dans les écoles communales de l'Aveyron... Pendant la guerre, il est rentré au Parti... communiste.

- Q : Il était lycéen... ?

- Oui, lycéen... aux Jeunesses communistes. Et pour lui, ça a été une ouverture... par rapport au petit milieu rural... Et puis, il avait des responsabilités assez importantes. Il était communiste et il a rencontré au hasard, dans les hasards des maquis, des types qui étaient un petit peu... des communistes, enfin, qui

étaient dans la Résistance, parce que... bon... qui étaient d'origines diverses... y compris des anars espagnols... Il a retrouvé des sociaux démocrates de l'Europe centrale... une autre Résistance... c'est-à-dire la Résistance gaulliste... (le fils de Pierre Souyri a été rencontré par l'intermédiaire de quelqu'un dont le père a été gaulliste). Et en 44, pendant l'été 44, avant la Libération, il a participé aux combats... il a participé au comité de Libération... il s'est fait prendre. Il s'est fait choper par des Allemands... Et c'est sûr, ça l'a marqué nerveusement...

- Q : Il a failli se faire fusiller ?

- ... Il s'est fait fusiller... Il s'est fait plaquer contre un mur... ça vous intéresse. C'est pas directement.

- Q : Oui

- Il s'est fait coincer. Ils avaient fait un prisonnier... avec qui il a discuté... qui s'est échappé des maquis dans la gare de Castres... Les Allemands voulaient le fusiller sur place... Le chef de gare a dit : "vous ne pouvez pas le fusiller devant tout le monde..." Et alors, ils l'ont fait sortir de la gare... Et alors, il marchait, ils l'ont fait passer devant, les Allemands derrière... Pendant vingt minutes, il a cru... ça l'a considérablement marqué... ça, plus d'autres choses...

Enfin... il est rentré en contact avec tous ces gens... Il était un petit peu hostile aussi à la ligne chauvine et patriotarde.

En 44, à la Libération, il faisait partie d'un comité de Libération...

- Q : un peu influencé, apparemment, par l'atmosphère du maquis dans lequel il était ?

- Lui,... il me l'a dit après... Il ne savait pas. Cela n'existait pas... Il aurait été titiste... il voulait aller jusqu'au bout, faire la révolution.

- Q : Et puis, il a quitté le Parti, tout de suite après la guerre... ?

- Non, au mois d'août... pendant la Libération...<sup>729</sup>.

Expérience que, dans l'entretien accordé, Jean-François Lyotard exprimait de façon particulièrement lapidaire et partiellement erronée d'ailleurs : "Il

était passé au Parti communiste et il avait fait de la Résistance... dans le maquis trotskiste du Sud-ouest.”<sup>730</sup>.

Si son itinéraire ressemble un peu à celui de *Georges Pétro*, c’est pour ne pas les avoir trouvés assez révolutionnaires qu’il semble avoir quitté les communistes ; en outre, il ne serait pas resté insensible aux démarches des autres types de “révolutionnaires” rencontrés dans le maquis, alors que *Georges Pétro* dit plutôt avoir été rebuté par le manque d’humanité des formes d’action.

Jean-François Lyotard explique, quant à lui, concernant sa propre entrée à “Socialisme ou barbarie” : “... j’ai été accepté au groupe... on passait une espèce d’examen pour les gens qui venaient du dehors, ce qui était mon cas, je n’étais pas du tout un père fondateur...”<sup>731</sup>.

De fait le jeune philosophe militera aussi dans un autre groupe politique, l’UGS, en pratiquant une forme d’entrisme, pour attirer des minoritaires vers “Socialisme ou barbarie”, selon ses dires et les témoignages d’autres militants en entretenant des contacts étroits avec le collectif.

C’est également en 1954 qu’Yvon Bourdet, futur analyste et théoricien de l’autogestion, rejoint le collectif “Socialisme ou barbarie” qu’il aurait connu par Hubert Damisch. Bientôt agrégé de philosophie, après avoir également entrepris des études de théologie, ce fils de paysans pauvres, est dépourvu de passé politique aussi organisationnel que la plupart des autres “sociaux-barbares”, mis à part Jean-François Lyotard, un temps attiré par les Ordres religieux, passé chrétien qui rapproche également les deux jeunes philosophes et les écarte encore des socialisations politiques des fondateurs. Quant à Hubert Damisch, il est philosophe lui aussi, mais d’origine “bourgeoise”, contrairement à Yvon Bourdet. Le futur théoricien de l’art est lui-même venu à “Socialisme ou barbarie” par l’intermédiaire de Claude Lefort qui l’aurait d’ailleurs aidé à trouver l’emploi de rédacteur au

service des publications de l'UNESCO qu'il occupe au moment de son entrée à "Socialisme ou barbarie"<sup>732</sup>. Cette fois, aucun des deux nouveaux entrants qui s'entraînent mutuellement vers la petite organisation par jeu de relations interpersonnelles n'a de passé politique aussi marqué que les précédents, ce qui est tout à fait nouveau : Jean-François Lyotard et son épouse, ainsi que Pierre Souyri étaient finalement déjà très formés idéologiquement, lorsqu'ils rejoignirent "Socialisme ou barbarie". En outre, tous les trois avaient déjà été des militants actifs.

L'échec de la nouvelle petite organisation "Socialisme ou barbarie" s'exprime, ensuite, par l'accueil réservé à sa revue. La sortie de cette dernière avait déjà été ignorée dans la presse de gauche. Elle n'avait bien évidemment entraîné que des critiques dans celle d'extrême gauche où les discussions se sont toujours déroulées sur un registre particulièrement conflictuel et violent.

Elle rencontre bientôt de vives difficultés. En effet, après la parution bimensuelle des quatre premiers numéros de 1949 et encore assez fréquente des deux numéros suivants de 1950, dont un numéro double, le retard de parution ne dépassant pas trois ou quatre mois, un seul numéro paraît en 1951, trois cependant en 1952, mais un à nouveau en 1953. Outre le ralentissement de la fréquence de parution, la diminution, corrélative, du volume de la revue est également significative. Alors que les sept premiers numéros avaient entre 90 et 130 pages, le numéro double totalisant quant à lui 159 pages, l'unique numéro de l'année 1951 en compte seulement un peu plus de 90, comme celui de l'année 1953. Les trois numéros de 1952 sont les plus brefs de l'histoire de la revue : de 43 à 64 pages. En 1954, la parution devenue trimestrielle semble, en partie de ce fait, moins irrégulière, sans que les trois numéros de l'année ne retrouvent toutefois le volume initial, puisque le nombre de pages de ces numéros-ci s'établit en moyenne autour de 80 pages. Mais dès l'année suivante, 1955, il n'y a à nouveau plus qu'un unique numéro, à peu près du même volume d'ailleurs que ceux de 1951 et 1953. Par contre, l'année 1956, marque une nette rupture : à nouveau trois numéros dont le plus petit,



le numéro 18, le premier donc, en partie consacré aux “luttons ouvrières en 1955”, compte 129 pages et le plus volumineux, le dernier plus de 200 pages. Ce numéro, le vingtième, est de loin le plus épais depuis la création de la revue, puis qu’auparavant seul le numéro double 5/6 de 1950 se détachait au-dessus de 150 pages, suivi, pour la quantité de textes, par le numéro 2, avec ses cent vingt sept pages. Le numéro 19 de cent soixante pages, compte quant à lui, un très volumineux article de soixante-douze pages de Claude Lefort qui n’a rejoint, on l’a vu, le comité de rédaction que l’année précédente; nous aurons d’ailleurs l’occasion de revenir sur ce texte consacré au “totalitarisme sans Staline”. Quant au numéro 20, le plus important quantitativement, il est pour plus de la moitié consacré à “La révolution en Pologne et en Hongrie.” La proportion sera d’ailleurs presque la même pour le numéro suivant. La démonstration est encore plus frappante si l’on compare les nombres de pages publiées par an, tous numéros confondus : moins de 100 en 1951, 1953 et 1955, autour de 150 en 1952, de 250 en 1950, ainsi qu’en 1954, où le nombre de pages publiées est beaucoup plus important que les années précédentes, mais reste peu élevé néanmoins comparé aux 440 pages de la première année de parution et aux près de 500 de 1956<sup>733</sup>. Après un pic à 632 pages en 1958, le volume annuel recommencera à baisser ensuite, mais il est vrai qu’alors les énergies rédactionnelles se seront divisées entre *Socialisme ou barbarie* et *Pouvoir ouvrier*, ceci jusqu’en 1963, moment de la scission entre les deux journaux et leurs défenseurs respectifs, ce qui correspondra également à deux “lignes” idéologiques. Au contraire, pendant les deux dernières années, après le départ des militants qui emportent *Pouvoir ouvrier*, la revue, cette fois essentiellement théorique sera redevenue l’unique support.

Incontestablement, les mouvements de mécontentement et de protestation polonais et hongrois marquent une rupture qui constituera d’ailleurs un saut qualitatif pour le collectif “Socialisme ou barbarie.” Il convient cependant de noter que celui-ci avait été précédé par l’attention prêtée aux grèves de l’été 1955, mouvement pourtant nettement moins massif qu’en 1953. Pour “Socialisme ou barbarie”, la conjoncture est encore marquée par les tentatives communistes de

réinsertion dans la vie politique, ce que *Pierre Chaulieu* interprète comme un “manque” désespéré de politique. “Il se rabat dans sa propagande sur le “Front populaire”, essayant de faire miroiter les “conquêtes de 1936” aux yeux des travailleurs, mais heureux en même temps que ce Front ne soit pas réalisable. “Le parti stalinien ne pourra donc rien faire de mieux que de soutenir pendant un certain temps un gouvernement “Front Républicain” et de trouver le moment venu un point de rupture le plus rentable possible.”<sup>734</sup>

Si le groupe “Socialisme ou barbarie” survit à l’échec patent de son lancement et plus encore de ses premières années d’existence, c’est grâce au volontarisme très grand de ceux qui l’ont créé, à l’attachement particulièrement vif de tous ceux qui participent à l’entreprise, attachement extrêmement affectif qui se mue en dévouement “à la cause” et à ce qui est perçu comme le moyen de parvenir au but : le petit collectif justement.

#### V. 2/ Le groupe, incarnation collective des espoirs millénaristes profanes : un objet d’investissement

Avec le groupe “Socialisme ou barbarie”, comme avec les autres petits groupes d’extrême ou “ultra” gauche, surtout lorsqu’ils réunissent exclusivement de jeunes militants, on a affaire à une extrême mobilisation de très faibles ressources.

Cependant, la relation est aussi extrêmement affective et émotionnelle. Le groupe a été créé dans l’enthousiasme, on l’a dit, mais il est né dans une conjoncture tout à fait défavorable à l’extrême gauche marxiste. Les circonstances sont encore moins propices pendant les premières années de son existence. L’attachement se porte tout autant sur la nouvelle synthèse théorique qui est élaborée que sur les dirigeants dont le volontarisme persistant a été essentiel

pour faire perdurer l'entreprise. Volontarisme communicatif et bientôt collectif, au moins chez ceux qui restent. Compte tenu de leurs cheminements politiques et de leurs socialisations militantes aussi profondes que relativement durables, les militants ont sans doute trouvé là l'interprétation qu'ils attendaient.

En tout état de cause, le sauvetage et la reconversion d'espoirs millénaristes profanes réussissent et durent, malgré le manque d'effets pratiques obtenus par la nouvelle entreprise.

En effet, les militants partagent l'impression de grande nouveauté et de profonde justesse de la nouvelle synthèse théorique. Ceux qui l'ont élaborée ont su les en convaincre, d'autant mieux peut-être que cette nouvelle synthèse contient une part importante de leur credo politique antérieur.

Pour certains, il s'agit même d'une sorte de régénération d'un engagement déjà ancien, d'une sorte de renaissance à l'identité militante. Si donc, comme on l'a vu, la petite organisation "Socialisme ou barbarie" ne reçoit l'adhésion que de militants déjà convaincus depuis assez longtemps, de "croyants", la force de persuasion de ses dirigeants est suffisamment grande pour communiquer un nouvel espoir et faire renaître un regain d'enthousiasme, aussi vite converti en investissement, ou plutôt en don militant.

"En fait, on oubliait pratiquement rapidement tout ce que nous avions fait auparavant. Socialisme ou barbarie était devenu notre raison d'agir, de penser et de faire quelque chose, d'intervenir." <sup>735</sup>

C'est sans doute parce que l'entreprise parvient à redonner forme, sens et espoir à l'attente "millénariste profane". On a vu que les fondateurs de "Socialisme ou barbarie", trotskistes comme bordiguistes, avaient presque tous été

décus par les organisations auxquelles ils avaient appartenu auparavant. Leurs espoirs n'étant pas morts, ils cherchaient à leur redonner un autre support.

“On avait même déjà un peu cette allure de militants professionnels qui avaient faim et qui se nourrissaient de peu et qui vivaient dans des conditions précaires, mais on était préparés moralement pour ça. Cet espèce de projet utopique de la révolution, de la révolution avec un grand r.”<sup>736</sup>

Pour ces marxistes révolutionnaires, cette théorisation s'inscrit dans le sens de l'histoire.

“... j'avais l'impression que j'étais dans un mouvement historique, dans quelque chose d'extrêmement important.”<sup>737</sup>

C'était un “mouvement dans lequel on croyait à une espèce de destinée historique, maintenant tout devient bien plus plat, bien plus modeste.”<sup>738</sup>

On voit d'ailleurs particulièrement bien ici comment chez un même militant, de surcroît, l'affect contenu et converti en élan d'engagement total de l'attente millénariste profane s'articule exactement autour de la certitude de la justesse et de l'exactitude scientifiques de la théorie dont l'enjeu est la praxis et le sens de l'histoire ; ce militant déclare par ailleurs que ces dirigeants étaient de “vrais intellectuels”. On retrouve bien, dans son discours, cet alliage effectivement illogique, comme le souligne Alain Besançon<sup>739</sup>, entre la foi en un avenir radicalement bon et la croyance en un sens de l'histoire scientifiquement fondé, mélange cependant déjà dégagé par Czeslaw Milosz<sup>740</sup>. Même chez des opposants extrêmement minoritaires, ce qui est totalement différent de la situation d'un parti au pouvoir observée par Czeslaw Milosz, l'ensemble prend une efficacité dotée d'une force autonome telle qu'elle résiste à l'échec et même peut-on dire, s'agissant de ce militant, à un échec particulièrement prolongé.

L'idéologie du groupe fournit même une interprétation du monde qui a pu influencer profondément l'existence de ses militants. La croyance a déformé fortement la perception du monde de certains d'entre eux, au point de les conduire directement à prendre des décisions essentielles. Il en va ainsi en particulier de la thématique de la Troisième guerre mondiale. Plusieurs des interrogés rapportent que, si deux membres du groupe sont finalement partis au Canada, c'est parce qu'ils étaient persuadés de l'imminence de la Troisième guerre mondiale et craignaient l'invasion soviétique qui aurait effectivement pu se révéler particulièrement dangereuse pour des militants de ce type, si elle s'était réalisée.

"... je pense que pour beaucoup de copains dans la revue, ce qui les préoccupait beaucoup, c'était de comprendre ce qui était en train de se passer au niveau international et la menace, au travers de la guerre de Corée, à travers le développement des forces nucléaires. La menace d'une guerre atomique, etc... avait un peu impressionné quelques-uns d'entre nous, si bien qu'il y avait un peu de catastrophisme, vous retrouverez ça, ça se situe à peu près dans le numéro 12 ou 13." <sup>741</sup>

"Oui, parce que la guerre de Corée, dans le milieu que nous avons constitué à l'époque, qui était constitué autour de ces quelques personnes-là, la guerre froide, la tournure que prenaient les événements au moment de la guerre de Corée, présentait un peu à ce moment un aspect catastrophiste et alors la revue en a des traces dans un numéro, ce doit être dans le numéro 9, je ne sais pas, je ne sais plus et il y avait un article sur la guerre que... Castoriadis ne renie pas, mais, enfin, la guerre inéluctable."

"Alors justement ces deux copains-là, ceux-là en particulier ont pris ça très au sérieux et ils ont pris le large."

"Et c'étaient pas des mauviettes..."

- son épouse : "ils sont partis avec leurs mandolines..."

“Oui, ils sont partis avec tout leur bazar, ils ont vendu tous leurs bouquins et puis... alors bon, c’est pour situer ces gens-là.”<sup>742</sup>

Et, de fait, l’éditorial du numéro 9 de *Socialisme ou barbarie* d’avril-mai 1952 ne dit rien de très différent sur la troisième guerre mondiale que les articles antérieurs dans lesquels ce schéma de pensée jouait déjà un rôle essentiel, sans compter ceux consacrés directement à cette question ; simplement il dit que cette guerre a pratiquement commencé : “Nous vivons la fin d’une période historique. Cette constatation devenue banale depuis trente ans, a repris un éclat terrifiant depuis qu’il est devenu évident que les multiples conflits qui déchirent le monde actuel le conduisent implacablement à une nouvelle guerre, embrassant toute la planète, menée avec des moyens proches d’une toute puissance infernale, guerre à laquelle les éléments essentiels de la civilisation contemporaine ne pourraient survivre. Cette destruction, qui s’accomplit déjà sous nos yeux, d’un monde et d’une culture, n’est autre chose que la concrétisation de la perspective historique du marxisme, le moment historique où la perspective socialisme ou barbarie est posée en termes entiers devant l’humanité.”<sup>743</sup>

Au demeurant, ce n’est pas au sacrifice que leur vision du monde les aurait poussés, mais bien plutôt à la fuite ! Ceci témoigne certes de la prégnance de l’idéologie, mais également des limites de la mobilisation, au moins pour ces deux militants. Sans aller toujours jusqu’à modifier aussi radicalement le cours des existences, la croyance empiète souvent sur la vie privée, ou plutôt, parce que fondamentale, y tient sa place et s’y mêle.

“... c’est à dire que mon mari pendant la lune de miel sur les plateaux d’Aubrac ou du Larzac, puisque mes parents en sont originaires, il me lisait “les rapports de production en URSS...”<sup>744</sup>.

Mais il est vrai que tout autre type d’engagement politique, voire toute autre passion ou tout autre surinvestissement, qu’ils aient été, par exemple, d’ordre professionnel, sportif... pourraient éventuellement avoir généré un comportement de même sorte.

On peut néanmoins parler d'une idéologie extrêmement structurante, voire quelque peu déstabilisatrice.

Pourtant le don de soi, ou du moins d'une part importante de sa propre personne, est également évoqué. L'attente millénariste profane est suffisamment essentielle pour justifier le sacrifice : elle l'appelle même, en tant qu'espoir d'une rédemption collective, pour le millénarisme religieux, d'une réalisation humaine collective et radicale, ici, qui doit, en tout cas, supprimer le mal absolu que sont les sociétés de classes. Une telle attitude va bien au-delà du choix politique ou même de la simple vision du monde. Même *a posteriori*, un tel sacrifice conserve un statut très positif pour ces militants : la tendance à un altruisme extrême reste très valorisée.

“Il y a dans tout cela, quand je revois pour la plupart de ces camarades, copains, amis de cette période de “Socialisme ou barbarie”, un dénominateur commun pour la plupart... c'était une qualité qui s'appelle la générosité. Il y avait un grand don de soi-même, soit de son temps, soit de ses forces intellectuelles, sacrifiant beaucoup de ce qu'ils auraient pu faire les uns les autres, s'ils n'avaient pas décidé tout à coup de se battre sur un terrain idéologique, sacrifiant même leur argent pour ceux qui en gagnaient déjà pas mal.”<sup>745</sup>

Volontarisme et passion vont donc de pair dans la petite organisation.

Mais cet altruisme, cet esprit de sacrifice sont spécifiquement orientés vers le groupe en tant qu'il est censé servir ces buts essentiels. Car sinon, on pourrait voir un réel paradoxe à parler de générosité et d'altruisme à propos d'une telle organisation. Certes, elle reste assez pacifique : son militantisme est plus théorique que pratique et, de plus, ses rares actions ne sont pas particulièrement violentes. Néanmoins, elle ne se voit pratiquement entourée que d'ennemis. Or, si

l'on additionne ces derniers, ils représentent quand même un nombre très élevé de personnes.

Les entretiens témoignent moins bien de cette attitude d'opposition que les textes de la revue. Il est vrai que beaucoup de temps s'est écoulé entre la disparition de *Socialisme ou barbarie* et le moment de réalisation des entretiens. De plus, les attitudes politiques des anciens militants ont beaucoup évolué pendant cette période et la plupart d'entre eux n'ont pas conservé ce rapport antagonique avec leur environnement. Ils continuent par contre à considérer leur militantisme au sein du petit groupe comme une expérience essentielle dans leur existence et comme un souvenir positif. Il n'est donc guère surprenant qu'ils insistent plus, au cours de ces entretiens, sur leurs espoirs passés, sur le millénarisme profane et ses relais concrets, le dévouement et la générosité, que sur la critique radicale et le rapport violemment antagonique avec le monde social.

De plus, il ne faut jamais oublier que, dans le discours de "Socialisme ou barbarie", les nombreux ennemis sont moins des personnes que des incarnations de lois des sociétés humaines. Lois qui devaient enfin détruire elles-mêmes le mal qu'elles ont créé. Car, compte tenu du degré de violence qui accompagne les dénonciations des maux "capitalistes" et "capitalistes bureaucratiques", on ne peut pas parler de descriptions de lois, par ailleurs vraies ou fausses. Comme on en a bien vu les effets dans les énoncés d'un militant de "Socialisme ou barbarie", le marxisme révolutionnaire joue sur les deux registres : il mobilise et nourrit des passions négatives pour l'environnement présent, positives pour le futur, tout en prétendant ne parler que de lois. C'est cette dernière dimension qui procure l'assurance de la vérité, faute de foi ou de révélation divine. La scientificité se trouve ainsi détournée de sa vocation rationnelle pour nourrir la croyance.



Ces militants sont aussi persuadés, non pas seulement d'avoir oeuvré pour leurs idées, mais de les avoir mises en pratique, en constituant une sorte de laboratoire de l'avenir de la "gestion ouvrière" ou de l'autogestion, selon l'expression consacrée depuis.

Les échanges qui se sont noués dans le groupe sur la vie en usine et le travail ouvrier les ont, en particulier, beaucoup fascinés. Essentiellement parce qu'ils avaient le sentiment d'assister à la naissance de l'abolition de la distance entre intellectuels et manuels ou plutôt "prolétaires".

"... la préoccupation des intellectuels, des théoriciens de "Soub" (sic), en particulier, ils étaient très préoccupés d'entendre Mothé ou Gaspard. Ils avaient vraiment une honnêteté, un souci extraordinaire de savoir vraiment comment ils vivaient, comment ils vivaient dans l'usine, qu'est-ce qui se passait dans les rapports de production, etc. C'est d'ailleurs tous les textes fondamentaux qu'il /Chaulieu/ a écrit, on les discutait ensemble, mais qu'il a écrit, c'est lui le moteur, incontestablement, qui ont été vraiment des textes remarquables, parce qu'ils ont été à mon avis, cette expérience dont on parlait beaucoup dans le mouvement ouvrier, mais qui, là, était traduite dans les faits : la communication réelle entre les intellectuels et les ouvriers." <sup>746</sup>

Cependant ce même type d'échange sera perçu comme une manipulation par un jeune ouvrier, Jean Amaury, entré en contact plus tard, en 1955, avec "Socialisme ou barbarie", sans avoir eu un cheminement politique aussi complexe ni surtout commun et qui, de plus, restera ultérieurement à "Pouvoir ouvrier", lorsque journal et groupe militants se sépareront de "Socialisme ou barbarie" : "... il s'appelait *Chaulieu* à l'époque, il avait une certaine théorie, et on restait toujours sur la théorie un petit peu marxiste, qui moi me semblait un peu bizarre, c'est que la classe ouvrière a une vérité, donc pour faire appliquer son point de vue, il influençait beaucoup Mothé, pour que Mothé parle un peu à sa place, et il disait ; "c'est Mothé qui l'a dit, alors il n'y avait plus rien à dire. Moi, à cette époque, j'étais jeune, ça me semblait très bizarre - je n'étais pas d'accord sur ce que disait "Chaulieu"... Et, en plus, je connaissais très bien Mothé qui était très bon copain...".

Par contre, le même sympathisant interrogé accorde une grande valeur à la personnalité de *Philippe Guillaume* qui est allé, selon lui, au bout de ses idées, en ayant une expérience ouvrière et qui, en outre s'est opposé à Cornélius Castoriadis, pendant les dernières années de la vie du groupe, on y reviendra : "Dans le groupe, à mon avis personnel, c'était certainement une des figures qui avait le plus de générosité et qui donnait le plus un contenu à "Socialisme ou barbarie". Il apparaît très, très peu dans *Socialisme ou barbarie* et, en plus, il a une histoire très, très dure... alors Philippe Guillaume, c'était vraiment un personnage de "Socialisme ou barbarie" (...) qui était un mec qui venait d'une famille assez bourgeoise, je ne sais pas ce que ça veut dire,... mais, comme ça... qui avait quelque chose de très profond, et qui, en même temps c'est un des rares qui a été travailler à l'usine, il a été jusqu'au bout de ce qu'il pensait ; il a fait ses expériences... C'était quelqu'un de très déchiré..."<sup>747</sup>.

Cette tendance au passage à l'acte, de manière éventuellement partielle, voire embryonnaire, est aussi propre à rapprocher un tel marxisme radical des mouvements millénaristes, pour lesquels le millenium terrestre n'est nullement de l'ordre du symbolique<sup>748</sup>. Il ne s'agit au demeurant à "Socialisme ou barbarie" que d'une tendance qui a plutôt statut de démonstration et de quête de la preuve, même si l'une et l'autre sont perçues et vécues sur un registre très affectif.

Il serait cependant tout à fait inexact d'attribuer à un tel type d'expérimentation une valeur modératrice. Il ne s'agit toujours, de même que pour les multiples discussions sur la question de l'organisation, comme on le verra, que de poser intellectuellement et pratiquement la question des rapports entre une minorité révolutionnaire et le "prolétariat". La situation et le rôle de ce dernier sont toujours posés a priori comme radicalement antagoniques avec le capitalisme, les autres groupes sociaux et la démocratie politique. Il n'est question que de tenter de résoudre dans les faits comme en théorie les meilleures modalités de relation entre le "prolétariat" et la minorité révolutionnaire : celles qui aboliraient toute distance entre ce sujet historique et lui seul et les militants qui se sont donnés pour but de le révolutionner. Une telle manière de penser ces sujets est difficilement séparable de

l'histoire du marxisme révolutionnaire, de l'influence et du poids du bolchevisme autant que de sa critique.

Les souvenirs d'échanges fructueux entre un "théoricien" et un "travailleur" non intellectuel sont d'ailleurs souvent relatés avec beaucoup d'enthousiasme quel qu'en ait été le sujet.

"... et lorsque Guillaume butait sur une certaine logique de là où il voulait aller, il avait une grande conversation avec son copain Guy... qui avait vécu la guerre en Auvergne, qui avait vu la Résistance se former... savait toujours lui dire comment il fallait penser telle situation plutôt que telle autre situation. Cela s'arrêtait là. Et, puis Guillaume, avec son savoir et son art d'écrire fantastique, construisait un article, mais il m'est arrivé quelquefois de relire un article de Guillaume et de m'apercevoir que quelque part, il y avait Guy qui avait fait quelque chose dedans. C'était ça le groupe Soub." Il s'agit ici de Guy Gély, "Guy, qui était un employé d'Assurances, il travaillait d'ailleurs avec Henri Simon". Il a continué ensuite à travailler à la Compagnie La Concorde, où il est devenu chef de service ultérieurement.<sup>749</sup>

Certes, dans le groupe "Socialisme ou barbarie", compte tenu de la place conférée au prolétariat, plus grande encore que dans le marxisme révolutionnaire bolchevique, la nécessité de sa capacité créatrice d'"auto-organisation" augmente parallèlement au développement de la critique des "bureaucraties" d'avant-garde. Il y est donc vital de démontrer cette capacité d'autonomie, dans sa réalité, toujours accompagnée de sa potentialité qui constitue de fait une croyance profonde. Et le groupe va s'engager dans une interprétation des comportements ouvriers, à laquelle les intellectuels du groupe, tout particulièrement Cornélius Castoriadis, vont consacrer beaucoup d'énergie. Ils vont bientôt le faire en interrogeant et même en faisant parler les ouvriers du groupe. Il va en résulter une communication directe où les interprétations des uns et des autres vont se mêler d'autant plus facilement qu'ils partagent les mêmes croyances, la même idéologie et la même ligne politique.

C'est cet échange direct, cette communication qui ont été particulièrement valorisés et sont restés dans les mémoires parce qu'étant autre chose qu'un discours politique dit par des dirigeants devant des militants qui l'écoutent et l'enregistrent, ils ont pu donner l'impression aux militants de "Socialisme ou barbarie" d'assister à une expérimentation de la "gestion ouvrière", voire de participer à une modalité de sa mise en œuvre. C'est un des aspects du mode de fonctionnement de "Socialisme ou barbarie" qui a le mieux permis l'investissement affectif concret sur ce petit groupe et sur ses dirigeants qui prouvaient ainsi, aux yeux des militants, la réalité de leur intérêt pour le prolétariat.

"Socialisme ou barbarie" préparait non seulement en théorie, mais aussi concrètement le monde à venir. Il en était l'embryon en même temps qu'une des preuves. Le groupe confortait donc d'autant mieux la foi qu'il en prouvait lui-même la possibilité dans son propre mode de fonctionnement.

Pourtant, de même que l'élan passionnel qui accompagne l'attente millénariste profane se contient et s'investit partiellement dans l'action militante et la défense d'une ligne politique, l'altruisme se trouve transformé en dévouement à l'organisation et également à ses dirigeants. Quant à l'attachement affectif dont l'organisation et ses dirigeants sont l'objet, il se trouve dévié ou utilisé pour servir les buts du petit groupe. Il ne se transforme nullement en convivialité amicale ou affectueuse. De surcroît, le fonctionnement du groupe "Socialisme ou barbarie" obéit au modèle de l'organisation révolutionnaire, avec des règles de clandestinité assez strictes. Ce modèle omniprésent dans la tradition bolchevique, atténué, sans avoir disparu, à la tête des organisations communistes, conservé dans l'extrême et "ultra"-gauche, a bien évidemment été réactivé sous l'Occupation.

“... personne ne se connaissait personnellement. Certains petits groupes dans le groupe se formaient par affinité, mais en fait, moi j’ai vécu, je crois, quelque chose comme 16 ans, à côté de, une fois ou deux par semaine, de *Corneille* sans jamais savoir qui il était réellement, où il vivait, etc.”

“... je ne savais pas, je ne suis pas allé chez *Corneille* et pourtant, c’est un type, je crois, que j’aimais bien, j’appréciais, voire j’ai eu une période d’admiration très grande pour ce gars-là qui, par ailleurs, semblait me porter quelque estime, mais, en fait, on se connaissait même pas.”<sup>750</sup>

Le politique révolutionnaire, tel qu’il est conçu à “Socialisme ou barbarie”, est une activité qui, pour n’être pas professionnelle, est néanmoins tout à fait spécialisée, conforme à une tradition révolutionnaire largement issue du bolchevisme et non pas de Karl Marx qui ne s’est jamais plus affilié à une société secrète et jugeait la formule obsolète après 1850 (Rupture avec les Blanquistes ; scission de la Ligue des communistes)<sup>751</sup>. À la clandestinité héritée d’une telle tradition s’ajoute celle acquise pendant la période de la Résistance, mais aussi celle de la lutte contre les organisations du communisme réel. Le modèle du communiste révolutionnaire n’est pas très éloigné, au moins à l’origine ; plus proche encore est celui de l’oppositionnel communiste, en particulier pendant la période dite “stalinienne”.

Cette habitude de la clandestinité qui marque profondément le fonctionnement du groupe, s’applique aussi à ses interventions extérieures. Ainsi, lorsque ce militant interrogé, *Neuvil*, technicien, (plus tard ingénieur) contribue au déclenchement d’une grève, c’est en cachant son appartenance au petit groupe : “... on était très liés les uns aux autres politiquement, parce qu’on vivait vraiment dans ces groupuscules en dehors de tout... mais on était tous atteints de la “clandestinite” /expression employée par l’interrogé pour exprimer des habitudes et pratiques de clandestinité qui dépassent les contraintes de sécurité et sont plutôt des pratiques politiques héritées/. J’ai appelé cela plus tard la “clandestinite”.”

“ ... lorsque nous étions à “Socialisme ou barbarie”, nous étions, je le répète encore une fois, clandestins, il n’était pas question que dans notre vie professionnelle on sache ce que l’on faisait, on la cachait, peut-être avions-nous tort...”

“... c’est un résultat de la guerre, vous savez quand je regarde certains amis que je fréquente encore, il y a des restes de ça encore maintenant. J’en ai un très proche de moi... on a même une relation fraternelle, encore maintenant vis-à-vis de moi, il a des attitudes d’homme qui cache quelque chose... il est atteint de clandestinité, vraiment beaucoup.”<sup>752</sup>

“ ... c’est ce qui explique un peu d’ailleurs le côté clandestin, c’était l’héritage de la Résistance, c’est le fait que nous étions plus ou moins entourés de copains... qui étaient des anciens militants qui avaient fui leur pays... le groupe était tellement petit, on avait tous des noms de guerre, c’était pour protéger les uns et les autres... on ne pouvait pas se permettre d’avoir deux organisations, vous comprenez, l’organisation clandestine et l’organisation ouverte. Alors finalement on était légaux. Le fait de faire une revue, c’est pas une organisation, mais enfin... on savait très bien que la préfecture de police s’intéressait à... Quand la revue sortait, il y avait les Renseignements généraux qui cherchaient à savoir qui était *Chaulieu*, qui était *Véga*, qui était machin... Alors, grâce à une espèce de protection qu’on avait adoptée... enfin pour les personnes qui étaient en danger d’être touchées...”<sup>753</sup>.

Il est certain que de tels modes de fonctionnement, hérités tant des pratiques communistes que de celles des oppositionnels au sein du mouvement communiste, même s’ils pouvaient paraître fondés pendant l’après-guerre et la guerre froide, vis-à-vis d’un Parti communiste dont les pratiques avec ses opposants étaient alors très brutales - périodes suivies par celle de la guerre d’Algérie - ont pesé pendant longtemps sur les relations humaines à l’intérieur du groupe, les confinant dans une certaine froideur. Ils n’étaient pas non plus propices au développement de ce dernier, au-delà des cercles d’inter-connaissances, en particulier. Ils se heurteront aux pratiques de convivialité des recrues plus jeunes, elles-mêmes en plein changement, lorsque le groupe se développera après 1956, et surtout 1958.

Mais au-delà des contraintes de sécurité, qui devaient pour certaines actions et à certaines périodes, correspondre à des nécessités, en particulier pour les étrangers, mais qui, dans les autres cas, étaient sans doute exagérées, c'est aussi le modèle, au sens courant du mot, de militant révolutionnaire mythique, dont il s'agit de se rapprocher qui permet de comprendre la nature des relations humaines au sein d'un tel groupe : ce militant doit être totalement dévoué à une cause qui passe au-dessus de tout, œuvrant pour un avenir tellement différent et meilleur que le présent se trouve dévalué, voire disqualifié.

“Mais ce qui nous a toujours frappés, ma compagne et moi, c'est le manque de solidarité humaine. À part les petits noyaux qui, finalement, au cours des années se sont construits, où on a trouvé de véritables amis, peu nombreux, mais finalement qui se sont constitués autour de Socialisme ou barbarie. “Socialisme ou barbarie” n'a pas été un milieu de solidarité humaine. C'est un paradoxe qui nous a toujours marqués... qui a fait, qui a contribué à ce que... dès qu'il n'y a plus eu à faire des choses de caractère vraiment intellectuel... les gens n'ont pas pu rester vraiment ensemble, ne serait-ce que pour faire le point intime”.<sup>754</sup>

L'attachement au groupe qui régénère les espoirs millénaristes profanes est de nature très affective. La croyance en la vision du monde élaborée et véhiculée dans la petite organisation est suffisamment grande pour modifier le cours des existences de ses membres, ou, au moins, empiéter sur d'autres dimensions de leur vie, sans doute menée le plus souvent différemment, mais pas nécessairement à un niveau plus bas, de ce qu'elle aurait pu être sans l'engagement politique, avant que la séparation, plus ou moins grande selon les personnes, entre vie militante et vie professionnelle, puisse également autoriser la gestion relativement rationnelle de cette dernière, finalement souvent tenue, dans sa conduite, assez éloignée des exigences de comportement et d'action qui auraient pu résulter de la mise en œuvre des croyances, l'investissement en temps, argent, énergie de divers types, restant néanmoins très grand.

Pourtant, une telle affectivité se prolonge par l'engagement militant, sans générer de grande convivialité. Il ne s'agit pas alors de l'amorce d'une contre-société, à part la tentative de dépassement des rôles militants/théoriciens : le culte de la clandestinité en est la cause la plus directe. Le souci d'efficacité et la conviction de l'importance des buts historiques à atteindre y tiennent également leur place.

### V. 3/ Un attachement très affectif, mais parfois critique, des militants pour leurs dirigeants/“théoriciens”

Les dirigeants sont ceux qui contribuent le plus fortement à donner sa physionomie au groupe et à assurer sa pérennité dans la durée. Le groupe étant un médium entre le présent dévalorisé et l'avenir souhaité et rêvé, les dirigeants sont plus que les autres encore parés de cette valeur conférée au groupe. La parole joue un très grand rôle au sein de “Socialisme ou barbarie”. Les textes sont toujours discutés avant de devenir articles de la revue. Les dirigeants qui, le plus souvent, sont aussi des théoriciens sont en particulier ceux qui, plus que les autres, disent cet avenir souhaité par tous et comment l'entité “Socialisme ou barbarie” y parviendra.

Parmi ces dirigeants, une place essentielle est attribuée au travers des entretiens à Cornélius Castoriadis ; cette place est incontestablement plus grande que celle reconnue aux autres.

Des entretiens, il se dégage le constat que celui qui a beaucoup contribué à faire vivre le petit groupe, le considérait comme son entreprise, son œuvre, voire, peut-être, s'identifiait à l'organisation et à son projet, comme les rééditions de ses articles sous son nom, y compris ceux qu'il n'avait signé d'aucun de ses pseudonymes dans *Socialisme ou barbarie*, peuvent le laisser supposer, ainsi, d'ailleurs, comme on l'a vu, que ses principaux pseudonymes eux-mêmes.



C'est une personnalité, mais aussi un mode de direction et d'organisation que les anciens militants interrogés évoquent : "Chaulieu était le grand maître."<sup>755</sup> "... c'est vrai qu'il était très impérieux" "... c'est-à-dire qu'il y avait un tel dynamisme chez lui que c'était difficile de le réfréner. Il y a un phénomène un peu analogue avec Mothé... c'est vrai que les idées jaillissaient comme ça... à un rythme tellement rapide que c'était difficile de lui faire entendre raison..." "... c'était même une personnalité un peu forte, qui écrasait un petit peu le groupe..."<sup>756</sup>.

Son investissement est extrême, comme le souligne madame Ansart, Michelle Ansart, moins impliquée dans le groupe : "/Cornélius/ Castoriadis était un organisateur... Il avait besoin de contacts concrets avec les gens... un besoin de convaincre lié à sa personnalité... à son psychisme... Il y aurait à faire une psychanalyse de Castoriadis. Il donne beaucoup aux gens... en attend beaucoup... a une grande exigence."<sup>757</sup>

"J'ai gardé pour lui une très grande estime et une camaraderie. C'était un homme avec lequel, malgré les différences assez considérables de formation, etc., on pouvait communiquer... /il avait une/ attention très vive de l'autre.. qui cache bien ses défauts épouvantables qui est cet espèce de volontarisme violent... qui le rendait très difficile à vivre."<sup>758</sup>

On voit bien, grâce à cet énoncé, toute l'énergie déployée, tout le volontarisme à l'œuvre pour faire vivre le groupe, mais également pour faire triompher une ligne.

Le volontarisme, la sûreté de soi manifestés par Cornélius Castoriadis, ainsi qu'une certaine violence, le bouillonnement qu'on sent également dans son écriture, se retrouvaient aussi dans la discussion, mais s'étendaient encore à des aspects plus pratiques, ce qui impressionnait grandement les "militants".

"... *Chaulieu* prenait des notes de tout... il avait des notes d'une réunion sur l'autre. On avait des notes partielles sur ce qu'on avait dit, ou entendu dire, ou sur des points de détail qui nous intéressaient, mais le seul qui était en quelque sorte... l'animateur, le secrétaire, l'idéologue..."<sup>759</sup>.

'agissant de Cornélius Castoriadis comme des autres dirigeants, ce qui est surtout valorisé, c'est leur capacité d'élaboration et de discussion théoriques.

La théorie tient en effet une place déterminante dans et pour le groupe, malgré quelques diversités de comportement qui poussent sans doute certains à tenter plus fréquemment d'agir à l'extérieur du collectif.

Dans un tel contexte de valorisation du militantisme, l'élaboration théorique devrait être reconnue comme une activité militante. Pourtant, si l'on examine le lexique, il n'en est rien. En effet, dans les entretiens qu'ils ont accordés, les anciens de "Socialisme ou barbarie" ont nettement tendance à distinguer à l'intérieur même du groupe, les "militants" des "intellectuels".

"Les militants, il faut toujours que les militants\*, ils fassent les tâches moins nobles que les autres..."

"Nous étions plus militants\* que journalistes\*. On contribuait aux discussions. On était du niveau de la discussion à cette époque là. On arrivait à cohabiter avec des intellectuels de la taille\* de Castoriadis et Lefort."<sup>760</sup>

On retrouve d'ailleurs la même idée dans un autre entretien, sur un registre plus militaire, à propos de Claude Lefort, cette fois : "... de même que moi j'ai été le compagnon de Claude Lefort. Claude savait qu'il pouvait compter sur moi, j'étais le bras droit, le lieutenant. Encore une fois, je ne dis pas cela péjorativement, j'étais très heureux..."<sup>761</sup>. Le même terme a également été employé, on l'a vu, pour parler du "lieutenant" de *Guillaume*.

Il est vrai que, selon les interrogés, Cornélius Castoriadis n'a jamais été le seul dirigeant ni le seul théoricien/dirigeant de "Socialisme ou barbarie" :

“... on était, si vous voulez, il faut bien dire les choses telles qu’elles sont, il y avait quelques têtes qui dominaient tout ce groupe en question\*, c’était Castoriadis, c’était Lefort, c’était Guillaume, et puis il y avait ceux qui étaient à côté d’eux et puis, petit à petit, je ne dis pas ça dans le sens péjoratif.”<sup>762</sup>

Pour d’autres, les deux principaux protagonistes sont Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, comme dans la tendance au sein du PCI : “... il y avait d’autres gens qui étaient peut-être un peu secondaires par rapport à ces deux là, qui étaient vraiment deux leaders dans le groupe.”<sup>763</sup>

S’y ajoutent, selon les interrogés et selon les périodes considérées : *Guillaume*, Jean-François Lyotard, par fois *Véga*. L’élaboration théorique tenant constamment une place essentielle, les dirigeants sont essentiellement des dirigeants/théoriciens et toutes les oppositions, qui dégénèrent généralement en conflits, donnent lieu à des affrontements théoriques.

Cependant la prédominance de Cornélius Castoriadis semble s’être constamment imposée. C’est lui qui, parmi les pères fondateurs, s’est investi avec le plus de continuité et d’efficacité. Mais il serait aussi plus exact de dire que, volontairement ou non, il ne laissait pas les autres “candidats” égaler son influence.

“(Lefort) il n’avait pas cette puissance personnelle de travail, sans doute aussi, je ne sais pas... pour aller au bout et pour s’occuper des détails, y compris des détails parfois tactiques...”<sup>764</sup>.

“C’est vraiment un remarquable cerveau\* et un type d’une honnêteté incontestable. Mais bon sa nature fait qu’il était plus difficile de communiquer avec lui.”<sup>765</sup> (\* souligné par nous).

À propos d’un autre jeune intellectuel d’alors, devenu célèbre depuis, Jean-François Lyotard : “... je pense que la personnalité de Castoriadis l’a empêché de développer ses propres idées... on le sentait un peu piaffant, un peu dans l’ombre...”<sup>766</sup>.

Au travers du mode de direction décrit, on peut également reconstituer les mécanismes par lesquels Cornélius Castoriadis parvient à l'hégémonie et la nserve, ainsi que ceux qui ont conduit aux conflits et aux scissions. On peut dire que, si le groupe pratique abondamment la discussion, la négociation dans le but de maintenir ou de développer la cohésion des militants fait moins partie de ses usages.

En plus de l'hégémonie théorique qui s'impose fréquemment dans la discussion, de son relais par le sens pratique de l'organisation, la contribution financière de Cornélius Castoriadis a été déterminante pour assurer la pérennité du groupe. Selon *Neuvil*, l'un des anciens bordiguistes qui a spontanément abordé cette question et l'a même développée avec une relative précision : "C'était surtout Castoriadis qui était..., par le fait de ses fonctions, avait des rémunérations plus importantes que les autres et qui mettait le gros, ce qui n'était pas d'ailleurs sans problème..."

"Mais je peux dire que je n'ai jamais eu les comptes de "S ou b" (sic). Mais alors là c'était tenu par /Cornélius/ Castoriadis, mais c'est vraiment lui qui a dû supporter les deux tiers ou les trois quarts personnellement. J'en suis même à peu près certain, mais ça ne "censurait" pas /sic/."

"Il y avait Guillaume /*Guillaume* / qui l'a supporté aussi pas mal. /Claude/ Lefort aussi bien sûr."<sup>767</sup>

Selon ce même militant, ce sont donc les deux autres théoriciens/dirigeants, en tout cas de la première période de l'existence du groupe, celle de son plus grand isolement politique, qui auraient également contribué à l'essentiel du financement, mais pour une part nettement moindre que Cornélius Castoriadis.

La contribution des autres militants était beaucoup plus modeste : "puis, par petits bouts, tout un chacun" "... il est vrai que c'était quand même aussi anormal que nous, sous prétexte que l'on était des gagne-petit, on ne participe pas plus financièrement."<sup>768</sup>

La charge des cotisations, dont la rentrée était vitale pour assurer l'existence de la revue, était d'ailleurs le sujet de fréquentes discussions.

“C'était un système de discussion qui apparaissait, mais le numéro ne pouvait pas sortir, compte tenu de son prix, compte tenu du fait qu'il n'était même pas rentable.”<sup>769</sup>

“Il y avait bien un peu d'absentéisme de temps en temps. Il y avait des périodes noires : des problèmes de finance, la cotisation volontaire, la participation militante des uns et des autres qui étaient des sujets de discussion.”<sup>770</sup>

Outre sa puissance de travail, le rôle décisif qu'il occupe, compte tenu de l'importance de sa contribution matérielle, le goût de la prise en charge du groupe, y compris dans son fonctionnement concret, Cornélius Castoriadis poussait de toute évidence les autres à communiquer avec lui, en recherchant l'accord avec beaucoup de détermination et de passion.

“Avec Castoriadis qui était plus chaleureux, beaucoup plus violent, polémiste, etc., on pouvait ne pas être d'accord avec lui, mais il fallait être d'accord avec lui. C'était impossible de faire autrement.”

La discussion/argumentation dans un registre très passionnel a pour but de susciter l'adhésion, de créer et/ou de renforcer la conviction.

Ceci n'allait d'ailleurs pas sans échec parfois, selon le même militant : “Le fait que la discussion collective sur tous les articles était une règle et que ça tournait court ; c'était très difficile...”<sup>771</sup>.

La discussion collective des textes n'était pas seulement possible, elle était obligatoire. Les effets d'une telle pratique sont variables. Outre les difficultés de la discussion entre des personnes très diversement formées à

l'expression orale et à la communication, l'imposition d'un discours dans un échange qui suppose l'engagement personnel des destinataires/interlocuteurs peut s'effectuer particulièrement en profondeur.

Le type d'échange le plus harmonieux, celui que tous les témoignages évoquent avec le plus d'enthousiasme, est le dialogue entre un théoricien et un "militant", comme on l'a déjà mentionné *supra* à propos des échanges entre et Guy Gély, la forme jugée la plus fructueuse étant celle qui associe un ouvrier et un intellectuel, ce qui paraît *a priori* normal, compte tenu des priorités que le groupe s'est donné, ainsi que de l'ouvriérisme ambiant dans ce type d'organisation voire entre un employé et un intellectuel, compte tenu de l'évolution de la problématique qui insiste sur un rapprochement entre les deux types d'activités ouvrière et employée. "Il y avait de l'ouvriérisme parmi les militants de l'époque. Il fallait être ouvrier d'usine pour être crédible."<sup>772</sup> La fusion théorie/expérience pratique est, de plus, considérée comme essentielle.

Cette forme d'échange a sans doute beaucoup aidé Daniel Mothé à faire naître ses textes. De même que les "théoriciens" ont nourri leurs textes des expériences relatées. *Gaspard* pourtant très critique vis à vis des intellectuels, ce qu'il présente comme une forme d'anti-léninisme et d'ouvriérisme, mûris après son passé "bolchevique", admet pourtant : "... c'étaient des gens qui savaient écouter, transcrire vraiment l'expérience qui leur était relatée. Ils ne réécrivaient pas systématiquement à leur idée ou même dans leur langage."

"C'étaient des gens de valeur, de vrais intellectuels qui ne se croyaient pas obligés d'employer un langage incompréhensible, comme certains le font pour cacher qu'ils ne savent rien."

"Ce que nous voulions avec *Tribune ouvrière* /créée chez Renault/ c'était en finir avec l'idée que la théorie, produite par les petits bourgeois, est apportée de l'extérieur aux travailleurs. Nous connaissions les débats après la révolution russe, conseils/parti, les textes de Görter, les débats de Lénine, Rosa Luxembourg. On voulait laisser la parole aux travailleurs."<sup>773</sup>

Un réel respect semble avoir marqué ces échanges, en même temps qu’une écoute non moins réelle des expériences relatées. De telles relations seront théorisées ultérieurement par Cornélius Castoriadis, en particulier : “ La tâche qui se pose à l’organisation dans ce domaine est d’associer organiquement les intellectuels et les travailleurs en tant que travailleurs à l’élaboration de ses conceptions” (\*en italique dans le texte)<sup>774</sup>. Quelques remarques s’imposent pourtant. De même qu’en tant qu’organisation, “Socialisme ou barbarie” n’a attiré à ses débuts que des militants déjà convaincus, ces récits de la vie ouvrière sont le fait de militants extrêmement politisés, même si leur politisation résulte de leur itinéraire et de leur expérience personnelles et non pas seulement de la formation par l’organisation et dont les attitudes politiques sont très proches de celles des théoriciens. Ultérieurement, le groupe ne réussira presque plus à agréger de nouveaux ouvriers ni même guère de salariés de condition modeste. Il en résulte certes une relation de confiance réciproque, mais on peut de plus supposer que les théoriciens n’ont souvent à écouter que ce qu’ils souhaitent entendre, au moins sur l’essentiel, trouvant des confirmations et des approfondissements de ce qu’ils cherchent.

Cependant ce qui est vrai lorsqu’il s’agit de récits d’expériences et de leur transcription/intégration à une théorie générale ne l’est plus guère lorsqu’il s’agit d’accompagner et d’appuyer l’action à proprement parler. L’enthousiasme fait alors au contraire place à la critique... Celle de Daniel Mothé qui fut l’un des rares ouvriers engagés dans un mode d’action fondé sur les conceptions du groupe est particulièrement vive. Mais il en va de même de *Gaspard*, qui vécut une expérience similaire et qui, de plus, est toujours resté insatisfait au cours de sa longue quête d’un mouvement “révolutionnaire” à l’autre.

“Alors vraiment, enfin, à mon avis, on était vraiment très mal conseillés... parce qu’on avait des... contacts avec des intellectuels et sur le plan de concevoir l’organisation, c’étaient des gens qui étaient inexpérimentés, ils ne pouvaient pas nous conseiller”

“... c’étaient des intellectuels, c’étaient même de très bons intellectuels, mais ils n’avaient pas idée de ce que ça pouvait être.”<sup>775</sup>

“Mais je trouvais qu’il n’y avait pas beaucoup de cohérence pratique chez eux.”<sup>776</sup>

Pourtant, comme les entretiens le montrent ce n’est pas le seul type de dialogue réussi au sein de l’organisation. Par contre entre interlocuteurs dont les discours se déploient sur le même registre, la polémique est beaucoup plus fréquente.

S’il y a désaccord, ce dernier se cristallise en opposition. D’autant plus qu’une ligne politique s’articule autour d’une théorie globale, et inversement. Et l’une et l’autre doivent être vraies. De tels mécanismes se sont déclenchés lors des polémiques entre Cornélius Castoriadis et les autres théoriciens/dirigeants. En particulier entre Cornélius Castoriadis et Claude Lefort ; la très vive implication, déjà soulignée, du premier a dû jouer un rôle non négligeable dans un tel processus : “... Il y a eu des bagarres homériques à certains moments, avec des empoignades... en même temps, ils étaient très amis au départ, très proches l’un de l’autre... et ils se sont séparés petit à petit...”<sup>777</sup>.

“J’ai participé à toute la vie de “Soub” (sic), avec cette nuance que certains problèmes me passaient au-dessus de la tête : je n’avais pas toutes les lectures que Lefort, Castoriadis, Lyotard avaient derrière eux pour s’affronter.”<sup>778</sup>

“Mais à “Socialisme ou barbarie” il y a eu tous ces débats et on était absolument obligé de prendre position.

- Q : Ce n’était pourtant pas un groupe très autoritaire ?

- “Non. Mais on était quand même absolument obligé de prendre position, lorsqu’il y avait des divergences et elles ont été nombreuses.”<sup>779</sup>



Les autres membres sont d'autant plus amenés à prendre position que la discussion est pratiquement obligatoire, on l'a vu. Dépassés par le niveau des discussions, ils sont amenés à se ranger derrière l'un ou l'autre des "théoriciens".

"On s'est tous retrouvés avec l'un plutôt qu'avec l'autre, parce qu'il y avait des luttes de tendances parfois très sérieuses, qui cachaient des désaccords politiques, mais qui cachaient parfois aussi des désaccords plus compliqués que la politique, c'est à dire des désaccords personnels, tendanciels et humains..."<sup>780</sup>.

"... Alors donc, moi j'étais plutôt du côté Chaulieu... /Chaulieu/"<sup>781</sup>.

Avec ces regroupements un peu forcés autour d'un dirigeant, et plus souvent encore d'un dirigeant/théoricien, on voit bien les mécanismes de formation de tendances ou de "clans" à l'œuvre dans les polémiques. On peut d'ailleurs dire que "Socialisme ou barbarie" aura finalement connu autant de scissions que de dirigeants/théoriciens, et même un peu plus, car entre "castoriadistes" et "lefortistes", il y a eu plusieurs scissions : une impossibilité de rompre comme de cohabiter, en quelque sorte. Sans compter la sensibilité plus activiste d'une partie des anciens militants dont l'effet n'est négligeable ni dans la deuxième ni dans la troisième scission, on le verra, ainsi que le rôle joué par *Véga* et Jean-François Lyotard dans cette dernière.

Non seulement les dirigeants/théoriciens avaient de l'autorité, agrégeaient des sous-ensembles autour d'eux, mais il y avait incontestablement une division des tâches dans le collectif "Socialisme ou barbarie" : "... la rencontre dès qu'on s'est développé d'une certaine séparation entre les uns et les autres, c'est un problème qui était très bien résolu ; il n'y avait pas de cristallisation de bureaucrates, si vous voulez. Il y avait simplement une amorce de spécialisation du travail entre les uns et les autres. Il y avait une répartition des tâches matérielles. C'étaient toujours les tâches matérielles pour *Garros* et pas mal d'autres."

“... on a été longtemps les dépositaires des stocks de la revue... on a été à la fois trésoriers, emballeurs, stockeurs de revues, transporteurs de colis, messageries et autres...”.

“Les revues sortaient, étaient dans les kiosques ; c’était un travail épouvantable pour les maintenir, pour les diffuser - diffusion pratiquement nulle...”<sup>782</sup>.

Cet effort pratique de diffusion de la revue peut d’ailleurs être vu comme une compensation à la plus faible part des participations financières, du moins tant qu’on considère l’organe *Socialisme ou barbarie* comme le mode d’expression collective d’une organisation politique.

“On baratinait les marchands ou les marchandes de kiosque, pour qu’ils mettent la revue en bonne place, pour qu’elle se vende. On partait quelques uns le samedi, le matin et on essayait de le placer au Quartier latin, aux alentours, par là. Ce n’était pas non plus chose facile. Je ne comprends pas, on a pu le faire quand même. On faisait distribuer par une messagerie, mais on a surtout été déposer...”<sup>783</sup>.

À l’inverse, comme le dit ironiquement un autre ancien militant qui a beaucoup insisté pourtant sur la “puissance de travail” de Cornélius Castoriadis, auquel il s’était de plus rallié : “Il y a que pour coller des affiches qu’il n’était pas très fort.”<sup>784</sup>

Au demeurant, leur militantisme ne s’arrête pas à ces tâches matérielles, ce sont les mêmes militants qui ont également déployé beaucoup d’énergie pour développer des contacts politiques avec d’autres courants : groupes, regroupements, organisations de masse.

À une telle division des tâches, tout à fait classique, de l’abstrait au concret, correspond d’ailleurs une hiérarchisation des articles, du général à l’événementiel. Ainsi *Pédro*, en réponse à une question, définit d’ailleurs lui-même sa participation à la revue dans des termes extrêmement modestes : “... j’ai fait des petits articles genre sur les unités de lutte, et puis des articles sur des mouvements de grève, notamment de la SNCF.”<sup>785</sup> Cette division perdurera d’ailleurs à toutes les périodes et les nouveaux

venus devront s'inscrire dans ce cadre "pré-constitué" : des textes d'orientation générale aux sujets spécialisés pour les entrants "intellectuels".

En outre, on peut pratiquement parler d'une hiérarchisation, d'ailleurs seulement partielle, en fonction du volume des écrits dans la revue. Non seulement parce que ceux de Cornélius Castoriadis occupent une place matérielle tout à fait exceptionnelle, mais également parce que les militants, à l'exception de Daniel Mothé et, dans une moindre mesure, de "Simon", s'expriment peu dans la revue. C'est vrai du nombre de textes, mais plus encore du volume de ces derniers. Comme le disait *Garros*, on l'a vu, "nous étions plus militants que journalistes". Avec la même honnêteté lucide, *Petro* indique, quant à lui : "... dans la revue ma contribution était assez modeste."<sup>786</sup> Si une telle hiérarchisation par volume d'articles est seulement partielle, c'est en particulier parce que les contributions de Claude Lefort restent assez rares et en moyenne plus brèves que celles de Cornélius Castoriadis, alors qu'elles ont souvent beaucoup compté dans l'évolution et dans la vie du groupe.

Ceci n'empêche nullement que, dans l'ensemble et, au moins s'agissant de ceux qui sont restés longtemps, les anciens du groupe "Socialisme ou barbarie" ont conservé un excellent souvenir, teinté de reconnaissance, de ces relations avec de jeunes théoriciens militants d'extrême/"ultra"-gauche devenus depuis des intellectuels. Plusieurs de ceux qui furent membres du groupe insistent sur ce point, ce qui converge avec les nombreux énoncés déjà relevés sur la compétence des dirigeants/théoriciens et sur leur capacité d'écoute des militants non intellectuels. Ces déclarations sont aussi le fait de militants qui n'ont jamais essayé de prendre pied dans le champ intellectuel : elles ne sauraient donc être considérées comme intéressées.

Selon l'un d'entre eux, le principal apport personnel que lui a apporté sa longue participation militante au groupe c'est : "... la fréquentation d'un certain nombre de personnalités qui étaient quand même... auxquelles on peut se référer, sur lesquelles... Moi

j'estimais beaucoup un type comme Castoriadis, je regrette de ne plus le voir, par exemple, parce que, même si... c'était extrêmement enrichissant, surtout pour quelqu'un qui, comme moi, se plaçait sur un plan plutôt pratique..."<sup>787</sup>.

"... j'ai conservé pour quelques-uns d'entre eux une grande reconnaissance, parce que finalement ils m'ont appris beaucoup de choses..."<sup>788</sup>.

"Les analyses sur la valeur étaient très bonnes."

"On avait tous lu *le Capital* sans le comprendre. Avec *Chaulieu* on a beaucoup mieux compris. Il a de grandes capacités didactiques."<sup>789</sup>

"... ça a été l'université pour nous absolument."<sup>790</sup>

"Cyril de Beauplan *Guillaume*... Il avait fait d'ailleurs des articles remarquables, extrêmement intéressants ; et moi, j'ai passé plusieurs soirées avec lui à l'écouter. J'avais devant moi un professeur qui me parlait de Clausewitz. Je n'ai jamais eu de professeurs qui m'ont parlé de Clausewitz. Lui m'en a parlé. Et j'ai eu le meilleur professeur que j'aurais pu imaginer..."<sup>791</sup>.

Même si certains le disent parfois avec une certaine ironie, qu'on peut rapprocher de leur évolution personnelle ultérieure : "Avec des paradoxes, parce qu'une université avec des trous..."<sup>792</sup>.

Dans son entretien donné à la petite publication, *L'Anti-mythes*, Daniel Mothé avait exprimé la même idée pratiquement dans les mêmes termes : "... j'ai appris beaucoup de choses, bien que certaines discussions me passaient au-dessus de la tête."<sup>793</sup>

Mais ce n'est peut-être finalement pas entre la persistance dans une certaine spécialisation hiérarchisée et l'admiration affectueuse pour les théoriciens du groupe que se trouve le principal paradoxe, mais dans l'attitude très ambiguë vis-à-vis de cette théorie et des théoriciens. On a vu toute l'importance qui lui est

accordée. Pourtant ces milieux se caractérisent par une extrême méfiance à l'encontre des intellectuels toujours suspectés d'être ou de pouvoir devenir des ennemis de classe, en voulant apporter une conscience qui leur est spécifique et reste extérieure, voire "étrangère", au mouvement ouvrier. Ainsi *Gaspard* qui a connu un nombre particulièrement élevé d'organisations "révolutionnaires" avoue-t-il "je me suis toujours méfié des intellectuels, eux /à Socialisme ou barbarie/ avaient plus de qualités que d'autres."<sup>794</sup> Au demeurant, la critique développée dans *Socialisme ou barbarie* à leur encontre est particulièrement acerbe mais une telle attitude n'est nullement exceptionnelle.

Pourtant, on a pu noter dans les entretiens cités précédemment une très grande affection des "militants" envers leurs propres "théoriciens" qu'ils caractérisent d'ailleurs comme des "intellectuels". *A priori*, un tel attachement a de quoi surprendre, compte tenu de la faible convivialité. On comprend peut-être mieux de tels sentiments, en partant de la vision du monde très dichotomique qui prédomine dans le collectif, avec un "nous" projeté dans le millénarisme profane en train d'advenir et le reste, les autres, environnement négatif peuplé d'ennemis. Les théoriciens qui appartiennent à ce "nous" sont dotés de qualités positives aux yeux des militants. Ils sont ceux qui font le don de leurs compétences, qui offrent leur capacité d'expression. Et dans le cas d'un groupe comme celui-ci la proximité des visions du monde est très grande. Il s'agit de militants déjà convaincus, l'expression est très proche de leurs attentes. "On avait les mêmes buts. Eux sur le plan théorique, nous sur le plan pratique."<sup>795</sup> Ils sont ceux qui disent l'avenir et la vérité attendus.

Faute de résultats concrets vraiment notables, la théorie est le principal intermédiaire entre le présent et l'avenir. Elle dit aussi le sens, supposé très grand, de la vie du groupe alors que, dans les faits, il est minuscule et isolé. Les théoriciens sont presque des "médiu" qui entretiennent un rapport quelque peu imaginaire avec le monde extérieur et son devenir. Certes, ils ne sauraient, dans un tel contexte intellectuel, être touchés par une quelconque révélation divine, mais on est aussi très loin du registre censé accompagner l'hypothèse scientifique, quel que

soit l'enthousiasme ou l'espoir que celle-ci puisse aussi susciter. Quant au politique, il entretient généralement avec le monde un rapport d'action plus immédiat, plus concret, même si la part du symbolique, de la vision du monde y a toujours une importance, sans compter l'attrait pour le pouvoir. Le groupe puise ses modes de fonctionnement et ses tactiques d'intervention dans l'héritage des minorités révolutionnaires récentes ou plus anciennes, tout en cherchant d'ailleurs à régénérer les unes comme les autres. De ce point de vue, les concepts qui permettent d'appréhender le millénarisme sont assez éloignés d'une telle réalité. L'attente eschatologique est loin d'être passive, mais les modes d'action ainsi que la représentation essentiellement religieuse du monde restent assez éloignés des répertoires auxquels se rattache un groupe comme "Socialisme ou barbarie". Ce qui l'est, par contre, beaucoup moins c'est la part déterminante du symbolique et/ou de l'imaginaire, ainsi que la relation dichotomique présent/futur qui jouent un rôle essentiel parmi les motivations et autour desquelles s'articulent toutes les modalités d'action.

Peu importe si ces théoriciens en tirent une autorité tant qu'ils restent dans ce collectif qui porte tous les espoirs. Par contre, dès que les théoriciens s'éloignent du collectif et/ou des objectifs communs, les militants ressentent une déception, un abandon, presque une trahison, même lorsqu'eux-mêmes ont suffisamment évolué pour ne pas avoir finalement conservé les objectifs antérieurs. C'est ce collectif sur lequel ils ont tant investi qui est brisé. Ils ont finalement perdu "leurs" intellectuels, en même temps que leurs espoirs. Restera la nostalgie.

Au demeurant, une telle situation fait peser une contrainte très grande sur les théoriciens, quelle que soit leur autorité "interne" : celle de s'en tenir à certains sujets et schèmes d'analyse admissibles par "leurs" militants et à des discours encore plus stéréotypés lorsqu'il s'agit de l'expression publique, constitutive de l'image du groupe. On verra qu'au sein du collectif l'auto-censure

diminuera avec la venue de jeunes étudiants et parfois intellectuels. La plus grande diversité thématique des discussions internes n'apparaît que dans les témoignages. Absente de la revue, elle l'est également, bien que moins fortement, des bulletins intérieurs et des PV de réunions.

S'agissant des anciens militants du groupe "Socialisme ou barbarie", une certaine déception vis-à-vis de "leurs" théoriciens devenus des intellectuels s'accompagne d'une fierté d'avoir été si proches d'eux. Le sentiment d'abandon a sans doute été aggravé par la réédition de textes discutés en commun sous une signature personnelle, même si les militants sont prêts à reconnaître le rôle prédominant de l'auteur principal. Ce sont sans doute ces sentiments qui expliquent la longueur et la profondeur d'entretiens qui permettent aussi à ces anciens de s'approprier à leur manière l'histoire du groupe ou au moins d'en donner leur propre vision.

Cependant cette admiration affectueuse pour l'apport des théoriciens bute sur le domaine de l'action.

C'est d'ailleurs Daniel Mothé, particulièrement impliqué dans "le combat" qui a exprimé les critiques les plus précises sur ces questions, d'autant plus marquantes que ces dernières se réfèrent à son expérience de journal ouvrier chez Renault : *Tribune ouvrière*, expérience à laquelle le groupe était particulièrement attaché.

L'élaboration, la publication et la diffusion de la revue ont toujours absorbé une part extrêmement importante des ressources intellectuelles autant que matérielles qu'il s'agisse de temps ou d'argent, surtout pendant les premières années de l'existence du groupe : "Ah oui, ça coûtait cher. Je n'ai plus la valeur en tête, mais on parlait de plusieurs milliers de francs à chaque fois ; c'était quelque chose. Et parfois même les numéros se sont espacés, ne sortaient pas, parce qu'on n'avait pas d'argent pour le faire paraître. Et puis, ensuite,

pour pouvoir essayer, on dirait maintenant de rentabiliser, on allait essayer de le faire vendre par des kiosques. On déposait chacun dans des kiosques.”<sup>796</sup>

Or, la survie de la revue était constamment menacée, surtout au cours de cette première période. “Elle a bouillonné beaucoup. Elle n’a pas été tellement vendue.”<sup>797</sup>

Mais ce n’est pas le seul type de critique. Ainsi pour madame Ansart, la discussion prenait parfois la forme non seulement d’une obligation, mais, selon elle, qui pense, semble-t-il, que le débat tournait parfois en rond, elle aurait correspondu à une nécessité de la part de militants déjà anciens et dont le passé lourd pesait sur eux : “Ces gens étaient des militants professionnels non rétribués ; ils avaient un besoin de discussion politique et de discussion politique assez formelle ; c’était comme une drogue.”

- Q : Qui ?

- “C’était vrai de gens plus âgés qui avaient un passé assez lourd, qui avaient subi des persécutions, il y avait ainsi un réfugié espagnol. Ils se réfugiaient quelque part avec leurs problèmes. C’était un besoin pour eux.”<sup>798</sup>

Dans le groupe “Socialisme ou barbarie”, on peut presque systématiquement parler de dirigeants/théoriciens plutôt que de dirigeants. Ils sont les porteurs du sens de la vie d’un groupe qui, dans les faits, n’est pratiquement rien. Leur autorité est grande et les militants ont conservé affection et respect pour eux. Ils ont été “leurs” intellectuels, sentiment non dépourvu d’un caractère possessif. Pourtant, un tel registre et un tel mode de fonctionnement n’allait pas sans accroître en même temps gêne et agacement de la part des plus activistes qui, soit ne se sentaient pas soutenus dans leur action, soit n’auraient pas souhaité qu’une place aussi grande soit prise par la “théorie”. Ce conflit latent sera plus explicite, lorsque le groupe aura enfin réuni un beaucoup plus grand nombre de



personnes et paraîtra donc en mesure d'atteindre des objectifs de mobilisation, voire de jouer un rôle politique, on le verra dans les chapitres VIII et IX.

Dans la petite organisation, l'unanimisme n'est nullement de rigueur, ce qui diffère grandement de l'univers communiste à la même époque. Les désaccords s'expriment et sont publiquement explicités, autrement qu'à la faveur d'exclusions, mode de rupture pratiquement inexistant dans le collectif "Socialisme ou barbarie". La discussion/argumentation/conviction est même un mode privilégié de fonctionnement. Elle reste cependant assez éloignée de l'échange d'idées dans un contexte pluraliste, autant dans ses modalités que dans le fond, ce qui est assez évident compte tenu de la force des croyances communes et de leur très grande spécificité, rapportée à la diversité des débats qui se déroulent dans le champ politique. Il s'agit plutôt d'un instrument de mobilisation interne qui tient de la propagande raisonnée et qui masque l'opposition latente qui ne manquera pas de resurgir entre parts des forces consacrées à l'élaboration théorique et à l'activité militante.

Ce mode de fonctionnement a au moins deux conséquences, dans un univers mental aussi dichotomique : les conflits deviennent antagonismes et sont générateurs de tendances qui se figent en tant que telles, moyen idéal de préparer de futures scissions.

#### V. 4/ Des terrains d'intervention relativement diversifiés et un nouvel essai de rompre l'isolement après 1953

L'élaboration théorique ou idéologique constitue un registre d'action privilégié par le collectif "Socialisme ou barbarie" ; il en va également ainsi de la formation. L'une et l'autre sont également des formes de mobilisation

politique. La première s'appuie sur des discussions qui constituent un mode d'éducation et de mobilisation internes, alors que la seconde est plutôt tournée vers l'extérieur où elle vise à porter la discussion afin de convaincre et recruter éventuellement. Mais elles ne sont pas les seules, des tentatives de mobilisation, le plus souvent à la base sont aussi menées généralement à titre individuel mais avec une couverture dans la revue, plus rarement avec une certaine aide du collectif, comme cela sera le cas pour Daniel Mothé à Renault Billancourt.

La formation tient en effet une grande place dans la "Tendance Socialisme ou barbarie" d'abord, puis dans le collectif autonome du même nom. Elle constitue d'ailleurs un mode de recrutement, au même titre que les réunions publiques du groupe où se sont jouées les tentatives de fusion avec les autres petites organisations.

"... je n'étais pas dans le groupe officiellement, mais le groupe tenait quelque chose qu'on appelait le "Cercle d'études" sur l'œuvre de Marx... je ne sais comment ça s'appelait exactement... à La Mutualité, il y a eu toute une série de conférences sur *Le Capital*".

"Alors, j'étais à ces cercles d'études et, peu après, bon. Comme j'y allais régulièrement, comme j'étais en rupture avec le parti /trotskiste/ qui avait entre-temps éclaté. Et bien je me suis retourné et ai trouvé que c'était assez naturel... ; un jour, ils m'ont dit : "viens aux réunions du groupe". J'y suis allé et ça s'est fait comme ça. je crois qu'il n'y a jamais eu..."<sup>799</sup>.

Le militant interrogé est sur le point d'ajouter qu'il n'y a pas eu de procédure d'entrée plus formelle, au moins pour lui.

"/Henri/ Simon... il venait aux réunions publiques de "S ou b". C'était peut-être à la période de la brochure *Comment lutter*. Il a apporté à ce moment-là l'éclairage d'un groupe tout à fait autonome qui revendiquait une opposition catégorique aux syndicats, quels qu'ils soient, en opposition avec Mothé... Il était "lefortiste" avant la lettre."<sup>800</sup>.

Parmi ces “réunions d’éducation”, l’auteur, sans doute Cornélius Castoriadis, d’un “plan de travail” aussi ambitieux que précis, publié dans le numéro 4 de 1949 de la revue *Socialisme ou barbarie*, distingue deux sortes de réunions, celles consacrées au contenu de la revue et celles dédiées à l’étude d’une œuvre : “Une fois tous les deux mois au minimum, elles devront avoir comme objet la discussion et l’approfondissement du contenu de la Revue. Ceci signifie cinq réunions de ce genre pour la période de neuf mois. Les autres quinze réunions devront être consacrées à une série d’exposés éducatifs.

Le sujet de ces exposés pour l’année en cours sera l’œuvre de Lénine.”<sup>801</sup>

Ce cycle sur l’œuvre de Lénine sera suivi d’un second sur *Le Capital*, comme il était prévu dans le numéro 8 de janvier-février 1951 de *Socialisme ou barbarie* : “les études publiées dans les numéros parus de *Socialisme ou barbarie* et le cycle de conférences que nous avons organisées l’année dernière sur l’œuvre de Lénine montrent la direction dans laquelle nous avons orienté notre travail dans ce domaine. Essayer de reconstituer le sens originel du marxisme, montrer les intérêts hostiles au prolétariat que ses déformations ont servi, mettre en regard les acquisitions du passé avec les problèmes actuels ont été nos préoccupations majeures. Ce sont ces mêmes préoccupations qui nous ont décidés cette année, malgré la grande difficulté de cette tâche d’organiser un cercle d’études sur *Le Capital*.”<sup>802</sup>

Cependant, après la crise consécutive au premier conflit portant sur le sujet de l’organisation pendant les années de plus grand isolement de “Socialisme ou barbarie”, ces cycles d’études seront suspendus : “La réduction de notre nombre a imposé une révision des tâches que nous nous étions fixées. Nous ne sommes pas en mesure cette année d’organiser un cercle d’études régulier, comme les deux années précédentes.”<sup>803</sup>

L’action menée chez Renault débouchera sur la création d’un journal ouvrier à partir de 1954, mais s’appuiera aussi sur l’organisation de cercles d’études.

Des conférences sur des sujets ponctuels continuent cependant à être organisées, mais leur nombre varie beaucoup selon les années et l'état du groupe, à en croire les annonces de réunions publiques indiquées dans la revue, sa publication en constituant bien sûr une condition minimale : il n'y en aurait pas eu en 1951, deux auraient été organisées en 1952, une en 1953, trois en 1954, mais une seule à nouveau en 1955.

Outre ces réunions de formation, la revue elle-même peut d'ailleurs avoir rempli ce rôle. Ainsi, Jean-François Lyotard *François Laborde* a d'abord été un abonné de la revue qui correspondait par courrier avec le groupe "Socialisme ou barbarie".

Certes les objectifs premiers du collectif "Socialisme ou barbarie" étaient d'intégrer les autres "noyaux révolutionnaires" et certes pas l'activisme : "... vouloir à propos de toute lutte partielle se livrer à une agitation superficielle et stérile pour la grève générale ou la révolution, en dépit de toute réalité et de toute évidence, c'est là une tâche dont nous n'avons que faire."<sup>804</sup> Cependant, les militants en particulier n'ont renoncé ni à une présence politique associée au militantisme ni à l'activisme, malgré la faiblesse de leurs effectifs.

Une telle sensibilité plus militante se manifeste aussi par des différences de conception du rôle de la revue. Cette sensibilité plus militante réapparaîtra d'ailleurs constamment dans le petit collectif, recoupant ou non les désaccords plus "théoriques".

Deux "militants", l'un ancien bordiguiste et son épouse qui, elle, a plutôt fréquenté les milieux anarchistes, avant de rejoindre finalement le collectif "Socialisme ou barbarie" en 1956, expriment bien ce point de vue : "*Garros* : Alors, en même temps, c'est vrai que *Véga* et nous autres apportions le désir de faire quelque chose dans un milieu de travail.

Louise : “de militer...

*Garros* : “ ... chez les autres, il y avait l’affirmation du militantisme, mais il y avait le temps consacré à écrire, à réfléchir, à discuter...” “ Avec les gars et moi-même on ruait un peu dans les brancards, on voulait bien discuter...” “ Nous demandions qu’on fasse paraître un article sur la situation française, qu’on parle de la situation des grèves...”<sup>805</sup>.

On retrouve les traces de la même tension dans l’entretien accordé par madame Ansart : “Par la bande, c’était un groupe politique, en principe des “ militants ”. Pour moi, cela n’avait guère de sens, je n’étais pas militante. Ils voulaient se démarquer par rapport aux gens qui étaient des intellectuels purs. Il y avait une grande hétérogénéité des personnes présentes. (...) Les jeunes ouvriers voulaient avoir une activité militante. Ils étaient attirés par les activités intellectuelles, mais ne voulaient pas s’y limiter. Cela créait une situation en porte à faux, un langage politique de militantisme, /alors qu’il étaient/ condamnés à des actions très limitées. L’essentiel, c’était la recherche théorique, mais ce n’était pas avoué.”<sup>806</sup>

Et, de fait, il y aura très fréquemment dans la revue *Socialisme ou barbarie* des “Notes” consacrées à la situation sociale en France et aux grèves, au même titre qu’à “La situation internationale”. Ces notes sont composées de brèves analyses de quelques pages, ainsi que d’articles de même volume traitant d’événements ou situations politiques qui concernent le plus souvent la vie de l’extrême et de l’“ultra”-gauche, en France et à l’étranger.

Dans ces articles, il ne s’agit pas principalement d’informer, mais d’analyser dans la “ligne” de “Socialisme ou barbarie”. Ainsi, au cours des premières années l’approche de la Troisième guerre mondiale est souvent rappelée, ainsi que corrélativement la préparation de cette dernière par un État jugé de plus en plus interventionniste, c’est à dire monopoleur pour nos auteurs/militants, qu’il s’agisse, par exemple, d’expliquer l’absence d’augmentations de salaires à la SNCF ou le refus de subventionner un “ajisme” trop “révolutionnaire”.

“... l'accroissement des préparatifs militaires en abaissant le niveau de vie des ouvriers le rend moins compressible et les luttes en sont d'autant plus acharnées.”<sup>807</sup>

“... La préparation idéologique de la prochaine guerre ne pourra se faire sans une mainmise totale sur les couches de la jeunesse et en contrôlant par tous les moyens possibles ses activités.”<sup>808</sup>

Quant à l'activisme proprement dit, la vente de la revue en constitue une des formes.

Mais les militants de “Socialisme ou barbarie” s'efforcent également d'être présents sur des “terrains d'action”, surtout ceux qui sont susceptibles de les rapprocher du “prolétariat”.

On a vu que pour plusieurs des militants du collectif “Socialisme ou barbarie” de condition et, plus souvent encore, d'origine populaires, les Auberges de la jeunesse avaient d'abord fourni un milieu de socialisation politique, propice à la rencontre et à l'échange avec des organisations et des militants d'orientations diverses, permettant à certains “choix” de s'opérer, en même temps qu'un vivier et un pôle d'influence, surtout lorsque ces jeunes militants appartenaient déjà à une organisation, comme il en avait déjà été pour *Gaspard* dans les “camps de jeunesse”, au moins pendant un temps. Certains d'entre eux, devenus “sociaux-barbares”, perpétuent cette forme de présence dans ce milieu jeune, populaire et assez politisé.

“... le militantisme de l'époque c'était donc ça : la revue. Avec les gars et moi-même et d'autres copains bordiguistes, on ruait un peu dans les brancards. On voulait bien discuter. On trouvait quand même que c'était un drôle d'apport, d'avoir des hommes de cette... de ce calibre, mais on souhaitait quand même que ça vise à nous insérer dans le milieu français, parce que, en plus... l'un était grec, l'autre était espagnol, etc.”

“... dans les Auberges, on avait quand même un lieu d'expression...”<sup>809</sup>.

*André Garros* qui reste particulièrement impliqué dans les Auberges de la jeunesse publie un court article en 1952 dans *Socialisme ou barbarie* abordant la situation de celles-ci ; le texte traite essentiellement du MIAJ, “animé par des militants libertaires” qui mettent “l’accent sur l’antiétatisme, l’esprit militant des Auberges et l’Internationalisme.”<sup>810</sup>

Après l’unification, par décret gouvernemental, des mouvements ajistes qui s’étaient éparpillés entre quatre organisations principales, en même temps que fortement développés, dans la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ), devenue ensuite Fédération unie des auberges de jeunesse, le courant libertaire jugeant le contrôle gouvernemental inacceptable fait scission en 1951 avec le Mouvement indépendant des Auberges de jeunesse (MIAJ) “Le MIAJ connaît son apogée en 1952”, au moment donc où les militants de “Socialisme ou barbarie” s’y intéressent de très près ou continuent à s’y intéresser. “Dans la région parisienne, il ne compte pas moins de vingt-cinq groupes actifs.”<sup>811</sup>

On voit donc bien que, malgré leurs critiques, les “sociaux-barbares” ne répugnent pas à entretenir des relations avec les milieux libertaires. Bien au contraire ! *Garros* est adhérent du MIAJ, l’épouse de *Garros* qui ne considère pas personnellement l’anarchie avec la même distance politique *a priori*, occupe même des responsabilités culturelles dans ce mouvement : “... nous avons été en contact avec... la Fédération anarchiste des Auberges... je ne savais pas ce qu’était l’anarchie, mais j’ai eu envie d’être responsable de ce groupement et j’ai été - je dis ça en toute humilité - nous étions 3000 quand même sur la France entière... j’étais responsable culturelle au MIAJ” “... ça nous paraissait minuscule, parce qu’il y avait eu avant les Auberges de la jeunesse. ”

“ ... il y avait des naturistes quand même, puisque nous étions pour les loisirs, la nature, le sport... enfin là, il y avait quand même beaucoup de politiques, parce qu’ils étaient anars, ils étaient politiques ; alors, il y avait les gens de la presse, du labeur qui travaillaient là, parce qu’il y avait des anars dans la presse... alors on avait des ouvriers du labeur. ” “... des syndicalistes aussi. Leur position importante c’était dans les P et T ” “... dans les années 50... il y a eu un certain nombre de copains qui sont partis

dans les petits départements... ça existait déjà... ça existait depuis toujours, de toute façon, les vieux aussi avaient déjà fait ça, des communautés de travail, des communautés de vie... Celles que j'ai connues, ils sont revenus sur Paris et ça a échoué... ”

“... on s'aimait beaucoup, mais on s'eng...”

“... qu'est-ce que je pouvais faire des exposés, organiser des exposés... nous avons fait... avec... un vrai peintre... surtout lui d'ailleurs... en philosophie, la vraie philosophie... j'ai fait tellement de choses sur les arts, les théories politiques.”

- Q : Parmi ces gens qui avaient cette tendance anarchiste-marxiste libertaire, il y en a qui sont entrés en contact avec “ Socialisme ou barbarie ” ?

-. “ Il y eu le groupe “Noir et Rouge ”. ”<sup>812</sup>

C'est à ce groupe “Noir et Rouge” qu'appartiendront quelques-uns des membres du Mouvement du 22 mars, l'un des déclencheurs de mai 1968. *Noir et rouge* n'était initialement que la revue, créée en 1956, des Groupes anarchistes d'action révolutionnaire (GAAR), fondés en 1955. Les GAAR se manifesteront par une opposition active à la guerre d'Algérie et par leurs tentatives d'agir en commun avec d'autres groupes d'extrême gauche, ce qui provoquera finalement une scission : “Noir et rouge” devient alors un groupe qui continue à publier la revue du même nom.<sup>813</sup>

La réelle activité de l'épouse de *Garros* au sein du MIAJ est de nature à assurer à ce dernier contacts et informations ! Elle adhérera finalement elle-même à “Socialisme ou barbarie”, mais seulement en 1956, selon le témoignage du couple. Comme sur nombre d'autres “terrains d'action”, les membres de “Socialisme ou barbarie” s'y retrouvent en contact et en concurrence avec des trotskistes. Selon *Garros* et sa femme Louise : “Il y avait Ribes aussi, Ribes s'en occupait très...” “C'était un prof de



littérature... Il a fait *Révoltes* après... un petit groupe de copains... c'était une activité des trotskistes dans les organisations de jeunes, alors ils étaient peu nombreux... Ce sont des gens qui ont formé l'OCI après."<sup>814</sup>

De son côté, en outre, Daniel Mothé, après son départ du groupe bordiguiste et avant de rejoindre "Socialisme ou barbarie", avait été en contact avec les communistes libertaires, on s'en souvient, en particulier avec le courant animé par Georges Fontenis.

Ce dernier deviendra "dirigeant", quant à lui, de la Fédération communiste libertaire ; il publiera un point de vue dans *Socialisme ou barbarie* en 1954<sup>815</sup>, article dans lequel il défend l'utilité de l'action syndicale et est fort critique sur le refus de la participation à de telles organisations, ce qui confirme que les discussions entre le groupe "Socialisme ou barbarie" et les libertaires ne se limitaient pas du tout aux seules Auberges de la jeunesse. Ces types de contacts se sont même reproduits avec une certaine "systématique", pour périodiques qu'ils aient été dans un univers très mouvant.

Il est vrai que, s'agissant des communistes libertaires - dont Georges Fontenis était l'animateur ou plutôt le dirigeant -, qui s'étaient emparés de la Fédération anarchiste depuis 1951 et en avaient changé le nom pour celui de Fédération communiste libertaire en 1953, ils cherchaient à faire une synthèse entre traditions anarchistes et marxistes, puisque "... l'organisation anarchiste révolutionnaire /est/ conçue comme l'avant-garde consciente et active des masses populaires..." "... en participant à toutes les formes de résistance et d'action... /elle a un rôle de guide... consistant à exprimer une orientation idéologique, organisatrice et tactique... précisée, élaborée, adaptée sur la base des aspirations et des expériences des masses..."<sup>816</sup>.

On peut ici reconstituer presque entièrement le mode de "contact", mis en œuvre par les militants du groupe, par exemple avec une petite organisation

de masse politiquement très orientée comme le MIAJ : la présence participative de quelques militants auprès de cette organisation, l'élaboration parallèle d'une critique inspirée de la "ligne politique" de "Socialisme ou barbarie", la publication de telles analyses" dans la revue, afin de mener des discussions avec les responsables et d'encourager d'éventuels militants "critiques".

La petite organisation de masse est de toute évidence considérée comme un milieu à influencer, voire un vivier, surtout au moment de son plus fort développement qui sera suivi d'ailleurs d'une baisse de ses effectifs.

"Jacques /Signorelli/ André/ Garros, c'était un peu l'éminence grise et un autre ami... qui était un fervent disciple actuel et de toujours de Lefort... Neuvil..."<sup>817</sup>.

C'est par ce biais, par exemple, que *Tamao*, ouvrier relieur, rejoindra "Socialisme ou barbarie" en 1957 pour très peu d'années et que Jean Amaury, alors jeune ouvrier, entendra parler de *Tribune ouvrière* vers 1955, alors qu'il ne travaille pas chez Renault. Il entretiendra ensuite des relations très suivies avec "Socialisme ou barbarie", puis "Pouvoir ouvrier", sans avoir d'ailleurs du tout, quant à lui, le sentiment d'être manipulé dans ce processus d'entrée en contact du moins.

"... en /19/ 55 il y avait à Renault un petit bulletin qui s'appelait *Tribune ouvrière* qui était en liaison assez étroite avec "Socialisme ou barbarie" ; c'était un petit bulletin qui sortait chez Renault..." "... il faut se rappeler quand même que Guy Mollet avait été élu pour faire la paix en Algérie, il a fait la guerre, et que, aussi bien la SFIO que... le Parti communiste commençait par voter des pouvoirs spéciaux, donc à l'intérieur des syndicats et tout ça... Moi j'ai quitté la CGT à cette époque-là, parce que ça n'allait pas... dans ce que je pensais, et puis j'ai été amené dans des mouvements de jeunes divers à connaître quelqu'un qui était associé à "Soub", qui était très proche de "Soub" et surtout de *Tribune ouvrière*, alors j'ai participé pas mal à *Tribune ouvrière* où il y avait Mothé dedans." "Pour dire, moi j'ai toujours été très marginal par rapport à "Socialisme ou barbarie", dans la mesure où à cette époque-là il y avait très peu d'ouvriers et que, quand il y en avait un, il l'était sans l'être, comme la cotisation était très chère."

Par contre, partageant sans doute la même méfiance que *Gaspard* vis-à-vis des intellectuels, Jean Amaury pense que Daniel Mothé a toujours été “manipulé” par Cornélius Castoriadis, on l’a vu<sup>818</sup>.

Une telle intervention connaîtra une réelle longévité : ainsi, en 1958, lorsque le groupe sera beaucoup plus structuré, avec des sous-groupes spécialisés, “ouvriers”, “employés”, “étudiants”, il y aura encore un “Comité de liaison et d’action des jeunes”, ... formé en marge des auberges de /la/ jeunesse : MIAJ”.

S’agissant de l’“entrisme”, plus tard, cette technique sera également pratiquée par Jean-François Lyotard, en particulier, au sein de l’UGS et auparavant de groupes qui se réuniront dans l’UGS, selon ses dires et jusqu’à un certain point ceux de *Garros*, ce dernier donnant cependant une date assez tardive de l’adhésion de Jean-François Lyotard : “... au départ, il était abonné... il avait son petit groupe au Prytanée où il enseignait, mais il n’était pas militant “ Soub”<sup>819</sup>.

Jean-François Lyotard rejoint tout de même “Socialisme ou barbarie” dès 1954. Mais on touche là aux activités que, pendant longtemps, les militants n’ont pas voulu exposer tout à fait explicitement même *a posteriori*, d’autant que ce mode d’action de Jean-François Lyotard recoupe en partie son engagement auprès des Algériens. Pour ces activités, les archives du groupe sont plus fiables.

“Et puis, j’ai proposé au groupe... de faire de l’entrisme dans l’UGS... j’ai travaillé dans l’UGS. On a formé un petit noyau là-bas /au Mans/ qui était quand même assez actif... et puis en même temps, j’ai accepté la responsabilité de l’analyse de la situation algérienne.”

“... je suis rentré à l’UGS comme sous-marin et après en avoir rapporté au groupe, en disant : est-ce que vous ne croyez pas qu’il serait bon que j’aie à l’UGS, pour le moment, parce qu’il s’y trouve un milieu qui est déjà non pas du tout en affinité avec “Soub”, mais... Il y avait des gens qui venaient de l’ancien parti... SFIO et puis, il y avait des gens qui venaient de groupes ouvriers, plutôt chrétiens de gauche... Ils

étaient très souvent à la CGT.” “Jean-François Lyotard mentionne Serge qui “faisait son service” et Roland Baucheron /?/, connus par l’intermédiaire d’un troisième... “lui très engagé” “qui tournait autour de tous ces problèmes d’un marxisme qui ne serait ni le réformisme SFIO pur et simple ni le stalinisme de cette époque.”

- Q : Et lui, par contre, savait que vous étiez à “ Socialisme ou barbarie ” ?

- “Oui, il a même fait partie de la cellule.” /ultérieurement/

“Moi je n’avais pas une attitude résolument à aller à la pêche à la ligne pour ramasser des gens, ce n’était pas exactement ça. C’était aussi pour mieux connaître le milieu.” En outre, Jean-François Lyotard souligne que pour ces contacts “... une des choses importantes qui, moi m’a servi d’entrée auprès des gens comme Sauvage, comme Baucheron, a été la guerre d’Algérie.”<sup>820</sup>

De telles relations avec d’autres groupes et organisations de masse sont plutôt le fait de certains des militants de “Socialisme ou barbarie”, plus prédisposés à ce type d’action, plus “activistes”, prédisposition qui se manifestera dans les débats et conflits ultérieurs et contribuera à marquer la physionomie de “Socialisme ou barbarie”/“Pouvoir ouvrier”. Certains disposent de contacts antérieurs, sont parfois sans implantation professionnelle pertinente pour le groupe, comme *Garros* et même son épouse, bien que cette dernière reste longtemps extérieure au groupe, ses liens personnels avec *Garros* en faisant un intermédiaire privilégié et plutôt tourné vers l’activisme. Mais le “profil” de Jean-François Lyotard est bien différent.

Tous ces contacts restent cependant placés sous un certain “contrôle politique” du collectif qui en est informé et qui décide collectivement de leur devenir, on le verra notamment à propos de l’UGS, union de gauche/extrême gauche créée à la fin de 1957, à dominante “progressiste” ou “unioniste”, relation dans laquelle *Garros* jouera à nouveau un rôle essentiel : les rapports avec l’UGS sont systématiquement suivis dans les bulletins intérieurs. Il convient de noter dès à

présent qu'il s'agit d'un milieu militant beaucoup moins marqué par la critique révolutionnaire du communisme réel que les autres "milieux" ou regroupements auxquels "Socialisme ou barbarie" s'était intéressé.

Le groupe "Socialisme ou barbarie" a toujours attaché une grande importance à ses contacts internationaux et en était pourvu dès son origine. En premier lieu, ses militants ont tenté de défendre leur position face à la IV<sup>e</sup> Internationale.<sup>821</sup> Mais, en outre, utilisant les réseaux trotskistes, selon certains anciens interrogés, ils ont continué à entretenir débats et confrontations dans ces milieux<sup>822</sup>, de même qu'ils auraient utilisé des fichiers de l'organisation trotskiste pour la diffusion de la revue.

"- Q : Vous m'avez dit que vous vous occupiez de l'envoi de *S ou b* et les gens auxquels vous les envoyiez?

- " Ils ne venaient pas de rien. Il y avait les trotskistes... c'étaient des réseaux trotskistes."<sup>823</sup>

Des trotskistes américains ont d'ailleurs exercé une grande influence sur les modes d'expression et d'intervention du groupe "Socialisme ou barbarie" dès sa formation. Il en a été en particulier ainsi du récit assez long et détaillé de *Paul Romano* : "L'Ouvrier américain" et de la théorisation de *Ria Stone* qui l'accompagne.<sup>824</sup> Ce récit servira de modèle à ceux également consacrés aux divers aspects de "la vie en usine" parus dans la nouvelle revue et rédigés par des membres du groupe, on y reviendra. De même, plus tard, le "journal ouvrier" réalisé par le même courant américain : *Correspondence* dont le premier numéro est daté d'octobre 1953 et dont un extrait du n° 14 est traduit dans le numéro 14, également, d'avril-juin 1954, de *Socialisme ou barbarie*, après que sa sortie ait été annoncée dans le numéro précédent de la revue de janvier-mars 1954<sup>825</sup>, ne sera pas sans inspirer *Tribune ouvrière* chez Renault. Cornélius Castoriadis, sous le pseudonyme interne de *Barjot*, salue *Correspondence* dans une présentation destinée

aux plus jeunes militants : “... que l’on peut discuter, mais qui a complètement changé la manière de poser le problème du journal ouvrier...”<sup>826</sup>.

Ils étaient regroupés au sein d’une tendance dite Johnson/CLR James/-Forest /Raya Dunayevskaya/ à l’intérieur du Workers Party dirigé par Max Schachtman et James Burnham formé en 1940 par rupture avec le Socialist Workers Party trotskiste. Le conflit avait porté sur la “défense de l’URSS” : les majoritaires qui conservèrent l’appellation de Socialist Workers Party étaient restés strictement fidèles à la position de Léon Trotsky ; les minoritaires avaient en commun de s’opposer à la Défense de l’URSS. Au sein du Workers Party, la tendance Johnson-Forest caractérisait l’URSS par ses rapports de production qualifiés de capitalisme d’État. Si Cornélius Castoriadis n’apprécie guère la qualité de ces analyses consacrées à l’URSS, il accorde au contraire un grand intérêt à leur étude des rapports de production concrets sous le capitalisme, fondée selon lui sur la relecture du livre I du *Capital*.

Selon le récit de Cornélius Castoriadis, la première “rencontre” avec un membre de cette tendance américaine est celle de *Ria Stone*. *Ria Stone* est le pseudonyme de Grace Lee, plus tard Grace Boggs<sup>827</sup> ; elle porte également le pseudonyme de *Bergson*<sup>828</sup>. L’identité de *Paul Romano* est James Boggs, ouvrier chez Chrysler<sup>829</sup>, plus tard époux de *Ria Stone*. Le premier contact avec celle-ci date du début de 1948. “*Ria Stone*... venue à Paris y est restée pendant six mois” pour la préparation du II<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle a alors entretenu, toujours selon Cornélius Castoriadis, une “collaboration quotidienne” avec “notre tendance... liens /qui/ ne se sont jamais rompus”, bien que “juste après le Congrès, les rapports se /soient/ sensiblement relâchés... nous préparions notre rupture avec le PCI... ils quittaient le parti de /Max/ Schachtman pour entrer dans le parti trotskiste officiel /dont ils jugeaient/ la composition sociale beaucoup plus saine.”<sup>830</sup>. Et, de fait, lors du II<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, ils ont déjà rejoint le Socialist Workers Party, ce qui n’empêche d’ailleurs pas les deux minorités de tenter de coordonner leur intervention au sein de l’Internationale. En 1948, parallèlement, selon François

Brajus<sup>831</sup>, *Labor Action*, l'organe de l'Independent Socialist League animé par Max Schachtman, est une des meilleures sources d'information pour analyser le RDR à Paris. En outre selon Pierre Grémion "Rousset et son entourage venu du trotskisme disposent au demeurant à l'ambassade américaine de leur propre système d'information grâce à la présence d'un camarade new-yorkais de la tendance Schachtman."<sup>832</sup>

Les minoritaires américains ne rompent avec les trotskistes qu'en 1951, à cause du soutien accordé par ces derniers à Tito. On a dit l'intérêt de "Socialisme ou barbarie" pour le "journal ouvrier" qu'ils créent alors *Correspondence* en 1953. Enfin, l'un des principaux animateurs de ce groupe, Johnson "expulsé des États-Unis, s'est installé en Angleterre" ses contacts avec "Socialisme ou barbarie" ont été particulièrement "étroits pendant la période du XX<sup>e</sup> Congrès" et de la "révolution hongroise", où il y eut de "nombreuses réunions communes", bien que les contacts aient été rendus relativement difficiles, selon Cornélius Castoriadis, par la "personnalité de Johnson"<sup>833</sup>.

Pour certains des anciens de "Socialisme ou barbarie", tel Jean-François Lyotard, ce sont même les débats et conflits au sein de la petite internationale trotskiste qui ont conduit à la fondation de la tendance qui a été à l'origine du groupe, et ces trotskistes américains auraient joué un rôle déterminant dans une telle évolution, ce qui paraît excessif, l'influence s'étant semble-t-il surtout exercée plus tard sur des modes d'intervention au demeurant essentiels.

Par contre, au II<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, les différentes minorités critiques de l'URSS ont bien tenté de donner le plus d'impact possible au débat sur le communisme réel et la politique soviétique en Europe centrale. Afin d'y parvenir, une "Résolution préalable sur le caractère de l'assemblée internationale" fut présentée : il s'agissait de transformer le congrès prévu en conférence internationale. Les motifs invoqués étaient l'impréparation et la méconnaissance par le Congrès des textes minoritaires, notamment sur l'URSS, mais également sur les divisions des groupes chinois et indochinois, ainsi que sud américains. "(...) En langue

espagnole, seuls les documents de la minorité ont été publiés. Aucune section de l'Internationale (sauf celles de langue anglaise) ne connaît ni la politique du SWP/ Socialist Workers Party/ pendant la guerre ni les documents du groupe espagnol de Mexico / Munis, Manuel Grandizo, en particulier/ (...). Les documents du Workers Party et de la tendance Johnson-Forest sont inconnus dans toutes les sections de l'Internationale qui ne sont pas de langue anglaise, excepté un article de Schachtman /Max Schachtman, "Pedro"/... dans Quatrième Internationale et un article de Ria Stone récemment publié dans le BI /Bulletin intérieur/ du SI /Secrétariat international/." Cette résolution ne fut cependant soutenue que par quatre délégués.<sup>834</sup> Son acceptation aurait peut-être permis aux minoritaires de faire mieux connaître leurs thèses avant le congrès et d'avoir en outre un nombre un peu plus élevé de représentants. Néanmoins, d'assez nombreux textes ont été présentés sur le communisme réel au congrès : par *Barois*, Benno Sternberg et *Marcoux*, Nicolas Spoulber, également d'origine roumaine; *Bergson* / *Ria Stone*, Grace Lee/ et *Chaulieu*; *Chaulieu* et *Montal*, *Johnson-Forest*.<sup>835</sup>

De même que les contacts noués dans les réseaux trotskistes avec des opposants minoritaires au sein d'une mouvance elle-même très déstructurée, des relations sont également maintenues avec les milieux bordiguistes. Ainsi le groupe suit de très près l'évolution des bordiguistes italiens, en particulier celle des tendances les plus proches de lui, sur lesquelles il espère sans doute peser : "Regrettable parce qu'elle a divisé les forces d'avant-garde en Italie... la crise du PCI /bordiguiste/ d'Italie a été salutaire dans la mesure où elle a amené les militants du parti, pour la première fois depuis 1945, à discuter de l'ensemble des problèmes théoriques et politiques de la période actuelle... Réaction saine contre l'immobilisme théorique, le schématisme et les méthodes organisationnelles du bordiguisme, la tendance du Congrès n'est pas elle-même exempte de contradictions, que la confusion de la crise n'a pas permis de résoudre."<sup>836</sup>

Parmi toutes ces formes d'activisme, ce sont bien évidemment les entreprises et plus encore le monde ouvrier que le très petit groupe cherche à toucher de manière privilégiée. Quelques-uns de ces militants, déjà quelque peu expérimentés malgré leur jeune âge, ont acquis chez les trotskistes, ou plus souvent les bordiguistes, une relative expérience de l'agitation sur le "terrain". Ils vont la



mettre en pratique avec plus ou moins de succès pour le compte de leur nouveau groupe, le point culminant de leur action étant de jouer le rôle le plus actif possible au cours de grèves qui sont d'ailleurs analysées comme des sortes de prolongements de celles des années 1947-1948.

De leurs socialisations et pratiques militantes antérieures, ils conservent l'adhésion à la CGT au sein de laquelle ils appartiennent à la minorité organisée. Initialement, les militants de "Socialisme ou barbarie" qui travaillaient dans une entreprise étaient d'ailleurs censés adhérer à une "minorité syndicale" ou à un "syndicat autonome". Ce sont du moins les alternatives qui avaient été posées dès le premier numéro de *Socialisme ou barbarie* dans un texte signé par Alex Carrier : "Le Cartel des syndicats autonomes" ni l'auteur ni le Cartel n'ayant pu être identifiés de manière assurée - il semble cependant avoir participé à la première discussion sur l'organisation en 1949, alors que le groupe ne comptait encore que des trotskistes et à celui de 1958, après, comme d'autres s'être tenu éloigné du groupe pendant de nombreuses années, toujours mentionné sous le pseudonyme *Al* - où l'adhésion à un syndicat autonome était également jugée possible, mais semble avoir été très rare, voire inexistante de la part des membres de "Socialisme ou barbarie". Ce texte est très violent tant par son ton que par la dureté des critiques visant tous les types de regroupements syndicaux existants alors, y compris ceux qui se réunissaient dans ce cartel.

Il s'agit d'un compte-rendu d'une réunion appelée à Paris en novembre 1948, par le Comité de coordination des syndicats autonomes, afin de regrouper, outre ces derniers, la CNT (libertaire), les minorités de la CGT, de la CGT-FO et de la FEN.

Bien que ce Cartel soit considéré comme le regroupement le plus intéressant, ne serait-ce que parce qu'il représentait effectivement une tentative de

réunir les différentes minorités, auprès desquelles les “révolutionnaires” tenaient une place non négligeable, ses composantes sont toutes très vivement critiquées. L’Unité syndicale au sein de la CGT est ainsi qualifiée de “... couverture gauche de la CGT... /qui/ lui sert d’opposition de Sa Majesté... /et/ lui ramène des brebis égarées”, la minorité de FO de “syndicat jaune, instrument de la SFIO, de ses ministres et de ses flics /sic/ /où/ nous avons le droit /de/ bavarder à loisir sur la démocratie”.

Le Cartel se prononce-t-il en faveur de la grève générale, il s’attire ces critiques qui rétrécissent fortement le champ des possibles : “... la réalisation de la grève générale est encore sous la dépendance de la bureaucratie /syndicale/. Elle ne l’emploiera pas hors de ses fins propres”. “La réalisation de la grève gestionnaire est, au contraire, sous la dépendance de la bourgeoisie”. Quant aux militants de “Socialisme ou barbarie”, ils sont censés œuvrer à la réalisation de la “... première de ces exigences... (“de la lutte universelle du prolétariat”)... la lutte contre la bureaucratisation du mouvement ouvrier...” et de faire “... une propagande ouverte pour la construction de tels organismes autonomes.”<sup>837</sup>

De fait, les militants de “Socialisme ou barbarie” qui travaillaient dans une entreprise appartenaient essentiellement à la minorité de la CGT. Il en va notamment ainsi de deux des militants les plus constants de “Socialisme ou barbarie” : *René Neuvil* et *Georges Pétro* qui travaillent, de plus, au contact du monde ouvrier, l’un dans une entreprise métallurgique, l’autre à la SNCF.

Lorsque *René Neuvil* appartenait au petit groupe bordiguiste, il était habitué à faire de l’agitation : vente de journaux, porte de Clignancourt ; présence sur un terrain de “masse”, dans un “milieu ouvert” : les Auberges de la jeunesse, comme la plupart des autres jeunes militants d’origine et/ou de condition populaire.

Passé à “Socialisme ou barbarie”, il travaille alors, et depuis 1947, comme technicien dans une entreprise industrielle “une entreprise de 200 ou 300

personnes”. Sous-traitante des grandes sociétés automobiles, cette entreprise “... fabriquait des carrosseries automobiles.”

Son environnement professionnel participe de toute une mythologie qui est exactement celle qui est recherchée dans le groupe communiste révolutionnaire. L’entreprise Nicolle qu’il quittera en 1953, selon ses dires, est en effet située à Montreuil, “Montreuil au milieu du siècle, c’était un des bastions du prolétariat à Paris”. Considéré dans le groupe “Socialisme ou barbarie” comme un “relais” dans le monde ouvrier : “... j’étais dans une usine, alors, j’étais presque le seul représentant, disaient-ils, du prolétariat, je n’ai jamais été un prolétaire, je travaillais dans une usine où j’étais technicien.” “... J’intéressais beaucoup les copains qui n’avaient pas cette vision des choses, et ceci moi, personnellement, m’a entraîné dans des actions très importantes. Je me suis retrouvé en 51, à la tête de la grève dans cette entreprise qui n’était pas très grande... avec occupation d’usine pendant cinq semaines.” “... C’est mon petit titre de gloire, au milieu de tout ça, c’est d’avoir mené cette grève pendant cinq semaines, 200 ou 300 types.”<sup>838</sup>

Mais dans l’entreprise, *Neuvil* ne déclare pas son appartenance au groupe “Socialisme ou barbarie” et il n’y aura d’ailleurs pas de récit de cette grève dans la revue du nouveau collectif. Par contre, ultérieurement, il assurera un certain suivi des événements de cette entreprise dans *Socialisme ou barbarie*<sup>839</sup>. Il est alors syndiqué à la CGT, ce qui était notamment la consigne des bordiguistes. Il n’a certes pas acquis auprès de ces derniers une vision positive de l’évolution syndicale : ainsi, dans un article de *L’Étincelle*, organe de la “Fraction française de la Gauche communiste” (bordiguiste) de janvier 1946, *A. Véga* parlait déjà “... de l’interpénétration croissante des hiérarchies syndicales et des hiérarchies bureaucratiques de l’État...”, et de “... la bourgeoisie représentée par la bureaucratie syndicale réactionnaire...”, tout en ajoutant qu’“aujourd’hui ce n’est que la bureaucratie syndicale, seule, qui constitue... un organe d’État et non les masses organisées en syndicat”, il en déduisait alors la nécessité de rester dans les syndicats pour “... mener la lutte contre cette clique réactionnaire...”<sup>840</sup>. Quant à l’“abstentionnisme” politique, caractéristique de l’“ultra”-gauche, il était hautement revendiqué dans *L’Internationaliste*, afin de “... démolir l’illusion d’une égalité

politique... une forme de la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat et un moyen puissant pour cacher... les rapports réels d'oppression politique..."<sup>841</sup>. Avec une différence notable cependant : en effet, qu'il s'agisse du rejet de l'action partisane ou de la critique des syndicats, l'analyse qui sous-tend des prises de position assez proches est pourtant assez éloignée, puisque pour "Socialisme ou barbarie" ce n'est pas seulement la "bourgeoisie" qui corrompt les représentants politiques ou syndicaux, mais également la "bureaucratie" communiste qui est porteuse d'un projet tout aussi dangereux pour le "prolétariat".

En changeant de groupe, il a conservé cette appartenance syndicale. A la CGT, il pratique une sorte d'"entrisme", comme le firent les militants de certains courants trotskistes pendant différentes périodes. Il est d'ailleurs pris pour un trotskiste par les communistes : "hitléro-trotskyistes, on vous qualifiait tout à coup d'hitléro-trotskyiste... avec ce qualificatif "hitléro" devant, ça devenait très dangereux, si vous ne saviez pas répondre à cela... et le plus souvent ils répondaient par l'insulte..."

Dans la conjoncture de participation au pouvoir du Parti communiste après la guerre qui se caractérise aussi par une vive agitation sociale, *Neuvil* relate des conditions typiques de débordement du PC sur sa gauche par l'extrême gauche : "... en 47, encore à cette époque... ; depuis 44 le PC voulait reconstruire la France et faisait travailler les prolétaires, alors moi, j'ai vu les délégués de la CGT faisant travailler les ouvriers 12 heures par jour et ceux qui traînaient les pieds se faisaient magistralement "engueuler", voire plus grave, donc il y avait dans les entreprises une atmosphère qui était favorable à l'intervention d'un jeune révolutionnaire qui avait des idées anticommunistes, il y avait là matière à s'en donner à cœur joie."

"... il y avait surtout l'attitude des délégués CGT qui, lorsqu'ils avaient un opposant comme ça, dans les réunions, le prenaient très mal et, en fait, ils fabriquaient eux-mêmes une propagande qui allait de mon côté, parce que j'étais tout seul à m'opposer et poser la question qu'il ne fallait pas. Le résultat c'est que publiquement, ils me rentraient dedans et ça m'attirait à moi tous les autres par tout simplement une attitude de confraternité."<sup>842</sup>

En outre, c'est notamment ce type de comportement des communistes, fait de collaboration "musclée" au redémarrage et au fonctionnement de l'entreprise, qui est interprété dans les groupes les plus critiques vis-à-vis du communisme tels que "Socialisme ou barbarie" comme une manifestation de la volonté des communistes de devenir les nouveaux "patrons" de l'entreprise, au cas où des circonstances le leur permettraient.

Pour *René Neuvil* qui sera très proche de Claude Lefort, comme dans le collectif "Socialisme ou barbarie", le soutien que son "révolutionnarisme" lui attire de la part des ouvriers, ainsi que leur refus de le voir interdit de prise de parole est d'ailleurs interprété comme une preuve de leur capacité d'autonomie, dans un sens révolutionnaire : "... ça suffisait pour avoir autour de soi, déjà, une solidarité comme ça de fait, simplement, parce que vous étiez l'oppositionnel tout seul et que vous résistiez à la "chorale" des communistes... la protestation contre celui qui parlait quand on ne voulait pas entendre, les applaudissements qui partaient quand il ne fallait pas, enfin tout un cérémonial de l'opposition pratique pour éviter de faire entendre celui qui s'opposait... ça avait comme support déjà que les ouvriers qui étaient là, étaient assez grands pour mener leurs propres revendications sans être représentés par un parti qui voulait parler en leur nom, voilà, c'était déjà notre principe antiparti de base..."<sup>843</sup>.

Il assurera ultérieurement une sorte de suivi des luttes sociales dans cette entreprise, avec en particulier le récit d'une grève, publié en janvier-mars 1956, alors qu'il a déjà changé d'activité professionnelle, sans que la date de cette grève soit précisée.<sup>844</sup>

*Georges Pétro*, ancien trotskiste, sans avoir été membre de la "Tendance "Socialisme ou barbarie" mène quant à lui des actions à la SNCF. Il est également syndiqué à la CGT où il agit lui aussi en tant que minoritaire.

"je n'ai jamais été un théoricien, j'étais un homme qui était engagé dans des luttes pratiques dans les entreprises dans lesquelles j'étais..." "... j'étais employé... j'étais dans le privé d'abord... ; notamment dans ces périodes-là, j'étais à la SNCF au laboratoire psychotechnique..."

“... j’étais vraiment jusqu’au cou à cette époque-là dans des activités syndicales... j’étais à la CGT, c’est-à-dire que j’étais dans une espèce d’opposition syndicale qui était très décevante comme opposition militante.”

“... on avait une espèce de tendance, mais on était vraiment très... parce qu’on était vraiment très peu nombreux... cette tendance était très éparse, mais il y a eu des noyaux... il y a toujours eu des noyaux trotskistes à gauche et à droite...”.

“... on s’était regroupé tout au moins sur la région parisienne, à l’occasion des grèves de 48 et après on avait créé... ; on éditait une sorte de petit bulletin intérieur... c’était chez les cheminots de la gare de Lyon du sud-est.” “... c’était une petite feuille... qu’on faisait entièrement seuls, il n’y avait pas d’apports extérieurs.” “Ça a dû durer... c’étaient des séquelles en quelque sorte de la grève de 48, ça a dû durer un an, peut-être deux.”<sup>845</sup>

*Georges Pétro* rédige d’ailleurs pour *Socialisme ou barbarie* des comptes rendus sur les “grèves des cheminots” de 1951 et 1952.<sup>846</sup>

En outre, *Henri Collet* qui restera également longtemps à “Socialisme ou barbarie” travaille, quant à lui, aux Assurances générales Vie et s’efforce d’agir dans le milieu des employés, en cherchant à y saisir l’évolution des formes de travail, marquées par une mécanisation dont il considère qu’elle rapproche grandement la condition des employés de celle des ouvriers ; il en irait, selon lui, de même des comportements, en particulier revendicatifs.<sup>847</sup> Là aussi, il y aura un “suivi” sur une assez longue période, d’autant plus qu’à la présence d’*Henri Collet* s’ajoute bientôt celle d’*Henri Simon*, dont la signature est alors *J. Simon* dans *Socialisme ou barbarie*, avant d’adopter le pseudonyme de *Roger Berthier*. Il est lui aussi membre actif alors de la minorité CGT dans une “section /syndicale/ non dominée par les staliniens”, selon l’expression de ce dernier<sup>848</sup> qui rejoint le groupe en 1952, on l’a dit. De fait, on apprendra ultérieurement que les communistes avaient été évincés de cette section.<sup>849</sup> C’est lui qui animera à partir de 1955 un “Conseil du personnel”<sup>850</sup>

d'orientation anti-syndicale, une des expériences jugées les plus marquantes au sein du groupe.

Mis à part *Henri Collet* et *Roger Berthier*, à sa suite, qui insistent sur les effets de l'échec de la grève de 1950 aux Assurances générales-Vie, ces militants semblent souvent percevoir les années 1951-1952 comme des prolongements de l'après-guerre. Localement, au demeurant, ils révèlent bien une insatisfaction, un mécontentement et une combativité qui ne sont pris en charge par aucun des syndicats.

En effet, des comptes rendus de grèves<sup>851</sup>, ainsi que de brèves notes conjoncturelles consacrées aux "luttons revendicatives" ou à la "situation sociale" ont toujours été publiés dans *Socialisme ou barbarie* hormis dans les toutes premières livraisons, les numéros 1 et 2. Ceux-ci étaient en effet, on l'a vu, essentiellement consacrés au lancement de la physionomie théorique du nouveau collectif ; la période était dédiée aux rencontres avec les autres groupes d'extrême et "ultra"-gauche, afin de parvenir à leur absorption. De plus, même si l'objectif du nouveau collectif n'a pas été atteint, cette démarche conquérante a tout de même permis au groupe "Socialisme ou barbarie" de s'enrichir de militants présents dans des entreprises et donc susceptibles de rédiger ces comptes-rendus et notes, même si eux-mêmes n'y sont pas ouvriers, dans la plupart des cas. Malgré la faiblesse du dispositif militant sur lequel le groupe peut s'appuyer dans le monde du travail, il s'efforce de "coller" aux grands mouvements revendicatifs.

Ainsi un numéro spécial est en partie consacré aux grèves de 1953.<sup>852</sup>

Un autre le sera de la même manière à celles de 1955.<sup>853</sup>

**Tableau I****Comptes rendus de grèves dans *Socialisme ou barbarie*  
de 1949 à 1956**

<b>France</b>	<b>Etranger, occidental</b>
<p>n° 3      Trois grèves</p> <p>n° 4      les luttes revendicatives</p> <p>n° 5/6    les luttes revendicatives en France</p> <p>          <i>Raymond Bourt</i> : Renault lance à nouveau le mouvement de grève</p> <p>          Roger Bertin : La grève chez SOMUA</p> <p>n° 7      <i>Henri Collet</i> : La grève aux Assurances</p> <p>n° 9      <i>Georges Pétro</i> : La grève des chemins de fer de mars 1951</p> <p>n° 10     <i>Claude Montal</i> : La situation sociale en France</p> <p>n° 13     Les grèves d'août 1953</p> <p>          Chronologie des grèves</p> <p>          D. Faber : La grève des postiers</p> <p>          <i>G. Pétro</i> : La grève des cheminots</p> <p>          D. Mothé : La grève chez Renault</p> <p>          <i>J. Simon</i> : La grève dans les Assurances</p> <p>n°14     D. Faber : La grève des postiers des bureaugares</p> <p>n° 15/16</p> <p>n° 18     <i>J. Simon</i> : Les grèves de l'été 1955</p> <p>          D. Mothé : Inaction chez Renault</p> <p>          G. Dupont : L'accord Chausson</p> <p>          <i>René Neuville</i> : Une grève dans la banlieue parisienne</p>	<p>La grève des mines d'amiante du Canada</p> <p><i>André Garros</i> : Les grèves en Allemagne occidentale</p> <p>Les grèves sauvages dans l'industrie automobile américaine</p> <p>Les grèves des dockers anglais</p>



Dans leur historique des mouvements de grève, Sophie Béroud et René Mouriaux soulignent l'importance toute particulière des conflits de 1953 et en comparent l'ampleur à ceux de l'année 1950. "La conflictualité remonte spectaculairement en 1953 avec la grève des cheminots et des fonctionnaires... contre le relèvement de l'âge de la retraite..."<sup>854</sup>.

Rien de comparable par contre en 1955.

En effet, si c'est en 1952, 1954 et 1956 que le nombre de journées individuelles non travaillées est particulièrement faible pour la période considérée, l'année 1955 ne constitue nullement un pic. Par contre Gérard Noiriel rappelle l'importance de la grève de Saint-Nazaire, tout en soulignant qu'elle "est la dernière de ce cycle extrêmement violent."<sup>855</sup> Certes il y eut cette année-là une réelle augmentation des mouvements de grèves, mais moindre qu'en 1957 et pas du tout comparable à leur très fort accroissement en 1953.<sup>856</sup>

Au Parti communiste, de plus, sur fond d'affaire Lecœur, Maurice Thorez multiplie les articles sur la paupérisation relative et même absolue<sup>857</sup>, malgré des réticences perceptibles en particulier dans la revue *Economie et politique*, soulignées par Stéphane Courtois et Marc Lazar.<sup>858</sup> De telles analyses du Secrétaire général pouvaient, certes, laisser présager un soutien des grèves revendicatives, cependant le Parti communiste souhaitait trop obtenir une certaine réinsertion dans la vie politique française, malgré son refus de la déstalinisation, pour soutenir des mouvements revendicatifs massifs, généralisés ou violents.

Le numéro de *Socialisme ou barbarie* consacré aux grèves de 1953, comme celui qui "couvre" celles de 1955, seront largement composés sur ce mode du "compte rendu" rédigé par des observateurs engagés et participants. Après avoir noté le caractère revendicatif de ces grèves, ainsi que leur opposition à la politique sociale et économique de Joseph Laniel, Robert Dussart ou *Robert Dussart*, l'auteur

non identifié et qui écrit peut-être sous un pseudonyme comme individu et militant de la présentation des grèves françaises d'août 1953, note que "le ralentissement du cours vers la guerre augmenta pour les ouvriers les chances de s'opposer efficacement à leurs exploiters et la possibilité apparut de mener des luttes sans rapport direct avec leur utilisation par les staliniens" "... les facteurs politiques de division dans la classe ouvrière reculèrent et le rapport de force entre salariés et patrons se trouva de ce fait modifié."<sup>859</sup> Ceci revenait à dire que l'unité d'action syndicale pouvait constituer un facteur positif pour l'aboutissement des revendications ouvrières, ce qui n'était guère évident dans le cadre de l'analyse "sociale-barbare" qui attribuait aux syndicats le statut d'instruments de domination et d'exploitation, mais il est vrai que le seul intérêt qui fût ici reconnu à celle-ci était de ne pas contrecarrer la réalisation de l'"unité ouvrière".

Par ailleurs, dans le même texte, l'auteur de cette "Présentation" revient sur la thématique de la Troisième guerre mondiale, dans une perspective qui rompt assez clairement et de manière atypique avec le statut de "lutte finale", début obligé de la révolution communiste qui lui était jusqu'alors conféré dans ce groupe : "Si ces facteurs jouaient à long terme dans le sens d'une clarification de la conscience de classe des ouvriers et de l'avant-garde, la perspective immédiate de lutte se trouvait singulièrement bouchée."<sup>860</sup>

Dans le numéro de 1955, dans son analyse des grèves de Nantes et Saint-Nazaire, *J. Simon* insiste sur la "spontanéité dans la lutte", la combativité, le sens de l'unité, mais aussi la violence inorganisée dans des mouvements, qui portent sur des revendications de salaires, le but étant de "rattraper" ceux de la région parisienne, des revendications donc que Cornélius Castoriadis en particulier définira quelques années plus tard comme "économiques", avant qu'elles ne soient qualifiées de "quantitatives". En outre selon lui, "Les directions syndicales ne veulent pas de l'extension du conflit ; pour les syndicats réformistes cela est dans la ligne habituelle et l'union locale FO /dirigée par Hébert, minoritaire révolutionnaire/ est rapidement désavouée... " *L'Humanité* " / *L'Humanité* / peut se lancer dans des descriptions grandiloquentes de certains faits soigneusement choisis. Deux faits essentiels se dégagent de l'attitude du PC et de la CGT / qu'ils jugent essentiellement désireux de reprendre place respectivement au sein du champ politique et syndical : 1° Aucun appel réel à la

solidarité... ; 2° Les faits les plus significatifs de l'attitude offensive de la classe ouvrière sont systématiquement passés sous silence (bombe du 19) ou déformés (attaque de la prison et de l'armurerie)." "La tactique des syndicats est de temporiser, de localiser le conflit... user la combativité des ouvriers de Nantes... les diviser..."<sup>861</sup>. Si la violence ne fera guère école, par contre les conclusions tirées par l'auteur sont et paraissent même anticipatrices : "Le schéma que l'on avait pu tracer d'une classe ouvrière prenant conscience du rôle réel des syndicats, et tendant de constituer directement des organismes autonomes, ne semble pas valable... Il semble qu'à l'intérieur des cadres imposés par la structure même de l'état capitaliste /sic/ et sans chercher à mettre directement en cause cette structure, une fraction importante de la classe ouvrière guidée par une avant-garde ouvrière se situant tantôt dans les syndicats tantôt en dehors de ceux-ci, développe des tendances autonomes s'exprimant dans la violence, la combativité, l'unanimité ; il en résulte, indirectement, un renversement momentané du rôle des syndicats (les habituels meneurs étant contraints de se laisser mener) et un éclatement, non voulu comme tel à l'origine du cadre syndical."<sup>862</sup>.

Notons en passant que Maurice Merleau-Ponty dont la relation complexe mais forte avec Claude Lefort et même *Benno Sarel* qu'il connaît moins bien personnellement sera considérée dans le chapitre VI et qui continue à s'intéresser à leur apport même après son départ des *Temps modernes* aborde lui aussi ses grèves dans un texte où il est par ailleurs beaucoup question des analyses de l'Allemagne orientale par *Benno Sarel*, voyant dans ce qu'il considère comme un effort de la CGT pour rétablir le calme un effet direct de la détente.<sup>863</sup>

Outre les textes "théoriques" traitant du "prolétariat" et les comptes rendus de mouvements singuliers, le long récit de *Paul Romano* "L'Ouvrier américain" dont la publication débute dès le numéro 1 de *Socialisme ou barbarie* pour se poursuivre jusqu'au numéro 5/6<sup>864</sup> a incontestablement fourni un modèle au nouveau petit groupe pour parler de la quotidienneté ouvrière. Ce dernier va être à la recherche de l'équivalent français de ce type de récit qui considère "La vie en usine" sous tous ses aspects, forme bien différente de celle des comptes rendus, brefs, consacrés à une grève et destinés à montrer "politiquement" un événement en situation. C'est dans ce texte, mélange d'"observation participante" sociologique et

d'argumentation politique qu'est longuement développée l'idée que commandement et contrôle constituent un frein au développement de la productivité, de la créativité et de la coopération ouvrières, elles-mêmes censées prouver la possibilité, voire la nécessité de l'autogestion. N'étaient leurs conclusions radicales, de telles analyses restent proches, finalement, de certaines démarches sociologiques ou psychosociologiques qui ont notamment inspiré, quant à elles, des modifications des modes de direction et de gestion mais également des formes d'intervention syndicale. *Ria Stone* qui rédige la conclusion théorique de "L'Ouvrier américain" dans le numéro 8 de *Socialisme ou barbarie* se fonde d'ailleurs largement sur les écrits d'Elton Mayo, bien sûr remis dans leur propre perspective "révolutionnaire".

"Marx n'a pas écrit à la légère sur la peine de mort qui est suspendue sur la société moderne. Le problème d'une transformation révolutionnaire des rapports sociaux, qui les rendra conformes au développement des forces productives, est tellement crucial pour la société capitaliste et en particulier pour la société capitaliste américaine que la bourgeoisie a été obligée de l'envisager d'une manière organisée. A Harvard, par exemple, les serviteurs intellectuels de la bourgeoisie sous la direction du professeur Elton Mayo l'ont avertie de ce que la "logique économique" et l'"invention technique" se développent parallèlement à une désintégration sociale croissante.

La classe ouvrière est tellement hostile aux rapports sociaux existants qu'elle mène une révolte incessante dans le processus du travail lui-même, révolte dirigée non seulement contre toutes les tentatives d'accroître sa productivité, mais aussi et surtout contre les tentatives de maintenir purement et simplement la productivité. Déjà en 1919 Herbert Hoover, à la tête de la Commission d'Aide à l'Europe, rapportait que ce qui arrêta la reconstruction de l'Europe était la "productivité démoralisée". Aujourd'hui la démoralisation de la productivité est devenue si profonde, si répandue que sans la destruction des rapports de production ayant un caractère de classe et sans le développement de l'universalité des ouvriers, la société se trouvera devant la ruine commune de toutes les classes en lutte."<sup>865</sup>

La première tentative propre à *Socialisme ou barbarie* de générer ce type de récit portant sur "la vie ouvrière" en France sera due à *Georges Vivier*. Elle se

poursuivra d'ailleurs sur plusieurs années ; ce premier récit paraît à partir de 1952 et jusqu'en 1955, ce qui est essentiellement dû à l'espacement des numéros de la revue pendant cette période<sup>866</sup>; mais sa publication s'arrêtera sur un texte inachevé. Il y a dans ce long récit un effort certain d'observation sociologique, même si une analyse politique relativement rigide reste appliquée à ces données.

Pour identifier *Georges Vivier*, sans doute Georges Dupont, qui a effectivement publié un compte-rendu à la même époque sur un sujet très voisin, par ailleurs déjà décédé "accidentellement" à l'époque des entretiens, il a fallu avoir recours aux mêmes interviewés, interrogés cette fois comme informateurs. Il en résulte une moindre précision, ainsi qu'une relative pauvreté de certains types d'informations, qu'il s'agisse du cheminement politique antérieur, des motivations ou des attitudes de cet ancien militant. Il en avait également été ainsi pour *Philippe Guillaume* par exemple, mais ce dernier ayant joué un rôle plus central dans le petit collectif, les énoncés spontanés le concernant étaient beaucoup plus nombreux.

*Garros* : "... c'était un prolo, il était d'origine prolétarienne..."

"Louise" : "Il avait le bac"

*Garros* : "Oui, bien sûr, mais... Il était chez Chausson, une grosse entreprise de la région parisienne, de l'industrie automobile". "... Il était à l'ordonnancement, c'est à dire qu'il a été pendant des années, à la fois à l'usine et aux méthodes... il est devenu technicien de la production" "... il s'occupait du Comité d'hygiène sociale "<sup>867</sup>. Georges Dupont rédigera un compte-rendu de "l'accord Chausson" de 1955, l'année de la grève de Saint-Nazaire.<sup>868</sup>

C'est avec la chronique des usines Renault de Daniel Mothé que le groupe va réellement générer son propre type de texte sur le monde ouvrier<sup>869</sup>, le plus long, celui qui paraît le plus régulièrement dans la revue. Le journal *Tribune ouvrière* constituera une tentative d'expression ouvrière collective, en même temps

qu'un moyen de soutenir l'action ouvrière "autonome", c'est-à-dire en particulier en-dehors des syndicats. Ce journal, créé à l'initiative de Daniel Mothé en mai 1954, sera bientôt animé par *Gaspard*, *Raymond Bourt*, *Raymond Hirzel*, signataire de la "déclaration politique" d'adhésion des anciens bordiguistes à "Socialisme ou barbarie" en 1950 sous le pseudonyme de *Gaspard*<sup>870</sup> et Daniel Mothé.

**- Tableau II**

**Récits de la vie ouvrière dans *Socialisme ou barbarie*  
jusqu'en 1956**

<b>Auteur</b>	<b>Titre de l'article</b>	<b>n° de <i>Soub</i></b>	<b>Année</b>	<b>Pages</b>
<i>Paul Romano</i>	L'ouvrier américain	1	1949	78-89
-	-	2	1949	83-94
-	-	3	1949	68-81
-	-	4	1949	45-57
-	-	5/6	1950	124-135
<i>Georges Vivier</i>	La vie en usine	11	1952	48-54
-	-	12	1953	31-47
-	-	14	1954	51-61
-	-	15/16	1954	44-59
-	-	17	1955	49-60
Daniel Mothé	La bureaucratie syndicale et les ouvriers	13	1954	54-59*
	Le problème de l'unité syndicale	14	1954	27-37
	Un journal ouvrier chez Renault	15/16	1954	71-82
	Le problème du journal ouvrier	17	1955	49-60
	Inaction chez Renault	18	1956	37-40

\* Ainsi que l'article sur Renault, dans ce même numéro 13 de *Soub* consacré aux luttes ouvrières, p. 34-46.

Lors de la création de *Tribune ouvrière*, *Gaspard* dispose déjà d'une "influence" dans l'atelier où il travaille, selon Daniel Mothé, et grâce à cela, "... un certain

nombre de jeunes se sont joints à nous pour faire mensuellement ce journal. Dans leur atelier, ils étaient beaucoup mieux organisés que dans le mien ; et puis, il y avait Bois...” dont il souligne l’efficacité organisationnelle.<sup>871</sup>

*Tribune ouvrière* et le regroupement qu’il appuie représenteront l’un des modèles d’intervention au sein de “Socialisme ou barbarie”, avec le Conseil formé un peu plus tard aux Assurances générales Vie et animé notamment par Henri Simon. Le premier sera particulièrement valorisé non seulement pour avoir été créé dans les mythiques usines Renault de Boulogne Billancourt, mais également à cause du rôle de Daniel Mothé dans le collectif, très actif et entretenant pendant longtemps des échanges harmonieux et créatifs avec les militants majoritaires, en particulier Cornélius Castoriadis, alors qu’Henri Simon entraînait plutôt en dissidence, ce qui n’empêchera pas ce militant ouvrier très politisé d’être parfois très critique.

“Mothé qui était également chez Renault a eu, après son passage chez les bordiguistes, des tendances anarchisantes pendant quelque temps. Il a eu l’idée de créer un journal *Le Prolétaire* /de fait, *Le libertaire Renault*/ qui a été l’ancêtre de *Tribune ouvrière*. Ce que nous voulions avec *Tribune ouvrière* c’était en finir avec l’idée que la théorie, produite par les petits bourgeois, est apportée de l’extérieur aux travailleurs.

Nous n’étions pas vierges politiquement ni les ouvriers auxquels nous nous adressions, mais nous voulions qu’ils partent de leurs expériences, pas seulement dans le travail. C’était poser l’autonomie ouvrière, ce qu’il était possible de faire dans le cadre de l’autonomie ouvrière. Les discussions allaient beaucoup plus loin que l’expérience dans le travail.

Pour sortir de l’aliénation dans le travail, notre activité chez Renault se poursuivait à l’extérieur par des voyages, une vie culturelle, mais pas dans l’optique de la culture de masse...”

“C’était une des plaisanteries des ouvriers qui travaillaient dans le bruit de dire : “docteur, voyez à quel point mon travail est nocif, je n’entends pas telle note dans tel morceau de musique.” “... même dans l’atelier, on agissait comme cela. On organisait des parties d’échecs pendant le travail. Une fois on avait

tous apportés des plantes vertes sur nos machines. Elles n'ont pas vécu. Il faut croire qu'elles étaient moins solides que nous.”

- Q : Lorsque vous avez fondé *Tribune ouvrière*, est-ce que vous aviez été intéressés auparavant par des textes des Américains Paul Romano et Ria Stone, parus dans *Socialisme ou barbarie* ?

- “Oui, mais on voulait aussi être vraiment actifs. Il y a eu des grèves pendant la période où nous faisons *Tribune ouvrière*.”<sup>872</sup>

Un cercle d'études est également organisé et maintenu grâce à l'intervention extérieure de membres de “socialisme ou barbarie”, y compris Cornélius castoriadis, mais la participation ouvrière y reste numériquement faible et se limite souvent à quelques personnes.

La tentative de maintenir une implantation d'extrême gauche durable aux usines Renault est d'abord parallèle, avant de lui faire suite, au Syndicat démocratique Renault, créé par des militants trotskistes de l'Union communiste internationaliste (UCI)<sup>873</sup>, on l'a vu, petit groupe qui fut le lointain ancêtre de “Lutte ouvrière”, groupe et journal, mais Pierre Bois, qui a joué, en tant que militant de l'UCI, un rôle important dans le déclenchement de la grève de 1947, participe aussi à l'expérience de *Tribune ouvrière*, ainsi qu'un militant trotskiste “officiel”, ce qui entraîne des luttes politiques pour le contrôle du journal et, périodiquement, la mise à l'écart de Daniel Mothé. On reviendra sur ces questions sur le projet de création d'un journal de masse du groupe, dans le contexte de la scission de 1958.

Selon Vége, le mythe de Renault avait déjà exercé une influence décisive sur *Guillaume* qui y aurait travaillé un an comme OS, plus brièvement de fait, on l'a vu, après avoir quitté l'OCDE et après avoir eu une première expérience ouvrière à la fin de la guerre, aux PTT : “À ce moment-là la ligne était ouvriériste. Il est entré chez Renault. Il avait manié un tour chez un communiste algérien. Chez Renault, il est entré comme OS”<sup>874</sup>.



Au début de l'existence de la petite organisation "Socialisme ou barbarie", ses quelques militants d'entreprises adhéraient généralement, on l'a vu, essentiellement à la minorité syndicale de la CGT - relayée initialement par le Cartel de liaison des syndicats autonomes - tout en cherchant à faire appel à la "base" contre la direction de ce syndicat dans l'entreprise, ainsi que, dans la mesure du possible, contre ceux de la confédération, dans le but de soutenir et/ou provoquer des actions plus "dures", dès que des circonstances s'y prêtaient. Les membres du collectif restaient persuadés que les plus "conscients" se trouvaient dans les minorités syndicales, selon la formule consacrée, c'est à dire pour les membres de "Socialisme ou barbarie" les plus "conscients" du rôle historique du prolétariat comme sujet historique ou "élu collectif".

"En effet notre position sur le caractère historiquement révolu du syndicalisme comme arme prolétarienne contre le régime d'exploitation ne nous amène pas au refus de participer à toute vie syndicale. Nous allons où sont les ouvriers non seulement parce qu'ils y sont, pour ainsi dire physiquement, mais parce que là ils luttent, avec plus ou moins d'efficacité..." "Il est clair que nous allons là où le niveau de conscience des ouvriers est le plus élevé."<sup>875</sup>

Les confédérations syndicales étant considérées comme des instruments du capitalisme ou du capitalisme bureaucratique d'État soviétique, le premier tendant à ressembler au second, il va sans dire que les rapports entre "militants révolutionnaires" et/ou "ouvriers conscients" et directions syndicales ne pouvaient être que conflictuels : "... nous subordonnons toujours nos mots d'ordre particuliers aux exigences de la lutte universelle du prolétariat."

"... la première de ces exigences est la lutte contre la bureaucratisation du mouvement ouvrier."<sup>876</sup>

Pourtant l'attachement relatif et conditionnel des ouvriers aux syndicats était encore souligné par Robert Dussart dans sa présentation des grèves

de 1953 en France, mais plus encore le besoin que les premiers avaient des seconds : “... d’une part, la défiance envers les organisations traditionnelles héritée de la période précédente demeure comme une acquisition de l’expérience... (obligeant les dirigeants syndicaux à des concessions “démocratiques” telles que : élections, dans certains cas, de comités de grève, discussion et formulation de revendications par les travailleurs eux-mêmes, etc.) ; d’autre part, la conscience de l’importance de l’enjeu, le désir des ouvriers de mener une grande bataille, les conduisent à prendre pour cadre organisationnel les grands syndicats... représentés nationalement, en liaison avec les syndicats d’autres branches industrielles et possédant les militants formés pour remplir ces tâches.” L’auteur militant reconnaissait même que “les ouvriers les plus enclins à critiquer les syndicats et à se mettre en grève sans en avoir l’ordre étaient les mêmes qui formaient des délégations demandant aux dirigeants syndicaux l’extension de la grève...” La présence des “militants révolutionnaires” dans les syndicats, pour les contester au demeurant, ne paraissait pas particulièrement mise en cause par cet auteur militant. S’il opérait une distinction nette entre, d’une part, l’“... unité ouvrière /qui/ se réalise nécessairement chaque fois que la lutte éclate (...) L’unité d’action comme seul procédé de lutte /étant/ une évidence” et, de l’autre, “... l’unité des centrales syndicales qui lorsqu’elle se réalise aboutit à un resserrement du contrôle des organisations traditionnelles sur les ouvriers” il n’en notait pas moins que “... l’unité dans la lutte laisse intacte la critique que font déjà d’une manière plus ou moins claire certains ouvriers des organisations syndicales (soit sous la forme du refus de toute organisation, soit sous la forme d’une fidélité sans illusion à l’organisation précédemment choisie)\*.” (\* souligné par moi)<sup>877</sup>. La principale conclusion tirée par cet auteur était finalement la nécessité de l’organisation de l’avant-garde dont : “la tâche... est donc double : 1° formuler les revendications par lesquelles les ouvriers révolutionnaires s’opposeront aux directions bureaucratiques /il s’agit notamment des “revendications tendant à comprimer la hiérarchie des salaires”/, 2° déceler les formes d’organisation et de lutte autonomes dans lesquelles le mouvement ouvrier échappant à l’emprise des bureaucrates pourra coordonner et diriger ses combats. Si le relatif attachement des ouvriers aux organisations traditionnelles signifie bien leur volonté de mener une lutte organisée, c’est de ce fait même que le problème de l’organisation propre de l’avant-garde se trouve posé.”<sup>878</sup>

Au demeurant le débat restera ouvert sur cette question dans *Socialisme ou barbarie* : on a signalé la contribution de Georges Fontenis<sup>879</sup>,

communiste libertaire, il convient encore de mentionner celle d'Henri Féraud de l'École émancipée en 1955.<sup>880</sup>

Dans sa contribution au même numéro de *Socialisme ou barbarie*, Henri Simon<sup>881</sup> insistait plutôt, quant à lui, sur la capacité des confédérations syndicales à étouffer finalement un mouvement revendicatif qu'elles jugent inopportun, même si elles l'ont d'abord accepté, pour ne pas se couper de "la base" qui l'appuyait et/ou ne pas laisser les mains libres aux "militants révolutionnaires" qui l'avaient non pas forcément suscité, mais qui étaient parvenus à y jouer un rôle.

Quant à Daniel Mothé, dans "La bureaucratie syndicale et les ouvriers", il défend non seulement la même idée, tout en insistant sur les difficultés particulières de communication rencontrées par les non-syndiqués dans une entreprise de la taille de Renault, mais en outre il conteste vivement la relation généralement acceptée dans *Socialisme ou barbarie*, mais dans certaines limites, entre combativité et adhésion syndicale : "... les syndicats ne se trompent pas... ils trompent consciemment la classe ouvrière\*" (\* souligné par nous).

"La bureaucratie syndicale tend à donner à la classe ouvrière l'habitude de recevoir des ordres..." "Si cette sorte de passivité ne suffit pas à entraver la volonté des ouvriers, on propage le défaitisme, on démoralise les plus combatifs. Le défaitisme de la bureaucratie syndicale ne diffère pas de celui des patrons\*." (\* souligné par nous).<sup>882</sup>

"Ainsi le syndicat est devenu un organe étranger aux ouvriers, une force extérieure sur laquelle ils ont perdu tout pouvoir et tout contrôle. Contre les patrons, les ouvriers essaient d'avoir l'appui de cette force, mais dès que le syndicat prend en main la défense des ouvriers, il lui donne son propre caractère, l'orientation de ses propres intérêts.

Nous devons également nous débarrasser de la conception que les ouvriers les plus combatifs sont groupés dans les syndicats...\* il suffit de rappeler pour cela l'influence des différents bureaucrates

syndicaux dans les bureaux d'embauche (...) La carte syndicale peut également servir à certains pour cacher leur passivité." (\* souligné par nous).<sup>883</sup>

Les auteurs de *Socialisme ou barbarie* déduisent de l'évolution de la situation internationale vers une détente - qu'ils tendent par ailleurs à juger provisoire - l'éventualité de la réduction de la fracture entre les syndicats, voire la possibilité d'une unité d'action. Mais ils divergent sur l'évaluation des "chances" ouvertes à la classe ouvrière par une telle opportunité. Pour Robert Dussart, cette dernière est un facteur positif "... le ralentissement du cours vers la guerre augmenta pour les ouvriers les chances de s'opposer efficacement à leurs exploiters et la possibilité apparut de mener des luttes sans rapport direct avec leur utilisation par les staliniens (...) les facteurs politiques de division dans la classe ouvrière reculèrent et le rapport de forces entre salariés et patrons se trouva de ce fait modifié."<sup>884</sup> Il n'en va pas de même pour Daniel Mothé : "... la période d'apaisement entre l'Est et l'Ouest semble se prolonger et la CGT voit ses possibilités d'action limitées (...) Il y a un ou deux ans le conflit URSS-USA aurait pu permettre d'une part à la CGT d'exploiter beaucoup plus le mécontentement des ouvriers et d'autre part de politiser (dans le sens impérialiste bien entendu) ce mécontentement. La CGT n'a pu faire ni l'un ni l'autre non seulement à cause de la détente internationale, mais aussi (...) à cause de la lassitude des ouvriers de se battre sur des mots d'ordre extérieurs à leurs problèmes."<sup>885</sup> Ce dernier revient dans le numéro suivant de la revue sur "Le problème de l'unité syndicale"<sup>886</sup>, au terme d'une analyse historique très caractéristique de celle des "sociaux-barbares" : il s'agit de tirer les "leçons du passé" pour saisir la genèse et le développement d'un processus ici de bureaucratisation des syndicats, "lourd" puisque produit par l'évolution du capitalisme. Il écrit ainsi qu'" En juin 1936, le prolétariat trouve devant lui les directions syndicales qui freinent le mouvement et parviennent à l'étouffer non sans mal par les accords Matignon. Les bureaucraties syndicales ne se sont unies que pour mieux trahir."<sup>887</sup> "Pour les ouvriers, le choix n'est pas aujourd'hui entre l'organisation dans les syndicats ou pas d'organisation du tout, mais entre poursuivre leur lutte embrigadée par un appareil bureaucratique qui la détourne de ses objectifs, la mutiler et, en fin de compte, l'étouffer ou bien la mener en dehors et contre cet appareil... La désaffection à l'égard des syndicats est un fait indiscutable par rapport à 1945. Il n'est ni le résultat d'une propagande ni, comme certains semblent le croire, un simple symptôme de découragement... Le vrai dilemme est : ou continuer de faire le jeu de la bureaucratie syndicale en prêchant la réforme des centrales et leur

unification ou soutenir les ouvriers qui s'en détachent et encourager pratiquement toute action indépendante." <sup>888</sup>

Au cours des années suivantes, les membres du groupe vont poursuivre les mêmes fins, mais avec d'autres moyens. En effet, s'ils tentent toujours de former une "avant-garde", l'objectif sera dorénavant d'unir des ouvriers ou au moins des salariés à partir des entreprises dans lesquelles travaillent ces derniers. Pour atteindre un tel but, ils vont chercher les moyens de créer des liens hors des syndicats, parmi lesquels le journal ouvrier chez Renault a sans doute été l'expérience à laquelle ils ont attaché le plus d'importance.

De fait, les membres de "Socialisme ou barbarie" sont de plus en plus persuadés de la nécessité et même de la possibilité de contribuer au développement d'un mouvement ouvrier indépendant des confédérations syndicales et non plus seulement de compter sur la seule exemplarité ni sur le seul rôle d'une minorité agissante, placée dans un site stratégique, bien qu'ils continuent néanmoins à chercher à faire naître une telle opportunité. C'est que les grèves de 1953 leur ont permis d'espérer un développement des luttes ouvrières. Il convient par ailleurs de rappeler que ni les contacts directs avec les autres petites organisations ni les regroupements auxquels ils avaient participé ne les avaient conduits à atteindre leurs objectifs : la constitution d'un noyau révolutionnaire plus large ni le déclenchement d'un mouvement de grève d'envergure qui se serait développé en opposition aux confédérations syndicales existantes.

Mais une telle évolution de leurs modes d'intervention doit également être référée à leurs débats et conflits à propos du problème de l'organisation du "prolétariat". Cette dernière question est elle-même assez étroitement corrélée à la nature très particulière de la critique du totalitarisme, ainsi

qu'à la conception du communisme, développées l'une et l'autre dans *Socialisme ou barbarie*.

Dans tous les cas, les membres du groupe "Socialisme ou barbarie" encouragent bien une expression de la base mais sous une forme très particulière. Radicalement opposée à toutes les organisations existantes, en particulier communistes, mais pas seulement, au nom d'une organisation idéale, à créer, mais qui n'existe pas et qu'ils ne parviennent guère à constituer, de fait. De plus, ils ne font jusqu'à un certain point que redoubler et accentuer le noyau dur de la vision communiste de la classe ouvrière dans la société, mais débarrassée de ses dirigeants : totalement séparée, radicalement opposée au reste du monde social et politique. Ce qu'ils encouragent c'est l'expression de revendications maximales, sans compromis, dans une perspective révolutionnaire. Ils sont loin de chercher à former le sens de la négociation et encore moins du lien social. Par contre, cette classe ouvrière encore plus dure et violente, ils la souhaitent plus spontanée, plus créative, plus autonome. Aux bataillons bien commandés formés à l'attente de la négociation autant qu'au combat, ils paraissent souhaiter substituer une guérilla qui ne négocie que le moins possible, se développant en sujet autonome et révolutionnaire, sur lequel doit reposer le socialisme non bureaucratique à construire.

Il reste à souligner que pour minuscule qu'il ait été numériquement, le "dispositif" "Socialisme ou barbarie" pouvait être considéré comme non dépourvu de qualité. Cela avait été vrai dans le champ intellectuel avec la présence certes en tant que personne indépendante mais faisant néanmoins connaître les thèses communes à la tendance "Socialisme ou barbarie" sur le communisme réel avec l'analyse du livre de Victor Kravchenko, puis au début de l'existence du nouveau petit groupe à un public beaucoup plus vaste et, de fait, intellectuel, de Claude Lefort, ainsi que celle plus brève, mais prolongée un peu plus tard, de *Benno Sarel* aux *Temps modernes*. Et le devenait dans le monde ouvrier avec un petit regroupement, puis un journal chez Renault. Dès 1949, *Raymond Bourd*, le premier

ouvrier, aussi politisé que militant, à avoir rejoint le groupe, sous le pseudonyme de *Gaspard* écrivait déjà : "... l'usine Renault a été depuis longtemps le point de démarrage des mouvements de grève, qu'ils aient été spontanés comme en juin 1936 et en avril 1947, ou sur ordre comme ceux des deux dernières années."<sup>889</sup>

Encore fallait-il être en mesure de peser sur le cours des événements individuellement ou collectivement, question qui ne se posait pas aux *Temps modernes*, parce que Claude Lefort y agissait comme individu et que la revue n'était pas un enjeu collectif, outre l'évolution de Jean-Paul Sartre et le départ de Maurice Merleau-Ponty, ni réellement chez Renault qui constitue pourtant l'expérience la plus valorisée dans *Socialisme ou barbarie* pendant une assez longue période.

Au moins un tel "dispositif" leur permettait-il de disposer de postes d'observation remarquables, aussi bien chez Renault que jusqu'à un certain point aux *Temps modernes*, bien que de manière nettement plus indirecte, et donc d'analyser tant les rapports entre ouvriers et organisations censées les représenter dans la forteresse ouvrière par excellence que les mécanismes comme les effets de "l'engagement", puis du philocommunisme intellectuel le plus poussé, essentiellement plus tard, à partir des mouvements polonais et hongrois.

On peut dire qu'il y a chez les "sociaux-barbares" un très grand irréalisme "théorique" et "pratique" et/ou un très grand volontarisme. Celui-ci se note autant dans la non prise en compte de leur propre absence de force, accompagnée de la réaffirmation constante de leur vocation à générer et agréger une direction destinée à changer le monde que dans leur évaluation de l'état de la classe ouvrière où le Parti communiste reste alors incontournable, même si tous les ouvriers sont loin d'être communistes et, de plus, ne suivent pas les communistes dans toutes leurs mobilisations. Mais cette absence de fusion ne prouve ni la spontanéité révolutionnaire ni la proximité potentielle avec le groupe "Socialisme ou barbarie". Encore plus frappant est l'irréalisme s'agissant des relations

internationales : l'assurance que les directions des deux blocs sont promises à s'entre-dévoré permet pratiquement d'annihiler leur puissance effective. Cependant, c'est cet irréalisme même, exprimé finalement au nom de la foi en un avenir rêvé, qui confère à leurs analyses une valeur critique non négligeable, une fois toute contrainte de situation abolie grâce aux croyances. On pourrait presque parler d'une sorte de mégalomanie collective à valeur critique.

Valeur critique non négligeable, lorsqu'il s'agit de souligner les rejets et refus des ouvriers vis-à-vis de "leurs" représentants. Une telle analyse a la capacité de mettre à mal la relation fusionnelle de la classe ouvrière avec "son" parti et/ou "son" ou "ses" syndicats, "son" avant-garde en quelque sorte. Cependant les limites d'une telle conception, fondée sur des prémisses aussi inexacts qu'excessives, apparaissent lorsque le minuscule groupe de militants essaie de passer à la mise en œuvre de ses conceptions. Il ne fédère pas les militants révolutionnaires et ne capitalise pas les mécontentements et insatisfactions ouvriers que ses propres militants peuvent attiser localement et ponctuellement. La force limitée mais persistante d'organisations partiellement dépréciées dans le monde du travail laissent apercevoir *a contrario* des formes d'acceptation/instrumentalisation par les ouvriers et employés, même quelque peu désabusés.

Par contre, l'absence assez grande de souci d'alliances "larges", pour reprendre le vocabulaire trotskiste, c'est-à-dire en dehors de l'extrême/"ultra"-gauche, la liberté critique conquise en dénouant toute sorte d'attentes positives et affectives face au communisme réel permettent l'usage d'une partie des sources critiques disponibles sur l'Union soviétique et les démocraties populaires. Cependant, l'usage et même la recherche de telles sources pâtiennent du schéma appliqué et de l'insertion dans l'extrême/"ultra"-gauche.



Presque exclusivement focalisé sur la condition et le devenir du “prolétariat”, il aurait, par ailleurs, pu trouver un écho affectif chez certains intellectuels communistes critiques, compagnons de route, “progressistes” ou “neutralistes” et quelques-uns ont déclaré de fait avoir parcouru assez tôt *Socialisme ou barbarie*. Pourtant, il n’y eut pratiquement pas de communication réelle entre les uns et les autres avant 1956. Parmi les entrants antérieurs à cette date, Jean-François Lyotard, qu’on peut considérer comme un jeune intellectuel attiré par le communisme, reste néanmoins un contre-exemple, l’événement fondateur étant pour lui l’Algérie et son activisme militant assez éloigné de ce à quoi tenait le plus les théoriciens de “Socialisme ou barbarie”, la fusion entre l’expérience ouvrière et la thorisation révolutionnaire et plus proche de celle de l’extrême gauche traditionnelle.

**Ch. VI - LA CRITIQUE DU COMMUNISME RÉEL AU NOM DU  
COMMUNISME : PARTIELLE, MALGRÉ SA VIOLENCE**

“Comment expliquer par l’abolition de l’exploitation de l’homme par l’homme la loi du 7 août 1932, faite pour fusiller des paysans affamés, car la propriété socialiste et coopérative est sacrée et les paysans sont donc propriétaires de tout, - de tout - jusques et y compris les grains qu’ils volent pour ne pas mourir de faim et de la balle qu’on leur envoie dans la nuque parce qu’ils ont volé leur propre blé ? Quel lien entre tout ceci et le plan du Go-El-Ro - Electrification de l’État - qui s’exécute pourtant; or Lénine avait dit : “ Le socialisme, c’est le pouvoir des Soviets plus l’électrification - et nous avons l’électrification, (...) nous avons le pouvoir - c’est encore la dictature du prolétariat si malade qu’elle soit - mais nous n’avons pas d’ampoules électriques dans les grands centres, pas de pétrole, pas de chandelles à Tchernobé, nous n’avons plus de soviets, nous n’avons pas de socialisme, car... La bureaucratie est-elle une classe, une sous-classe, une caste, un élément corrompu de l’avant-garde consciente du prolétariat, une fraction des classes moyennes, l’instrument involontaire du capitalisme international ? Est-elle...”

Victor Serge, *S’il est minuit dans le siècle*, Grasset, Les Cahiers rouges. Paris, 1939, rééd. 1986, p. 90-91

Par leur radicalisme, comme par leur action militante, quels qu’en soient les résultats, les membres du groupe “Socialisme ou barbarie” sont “protégés” de toute fascination, comme de toute mauvaise conscience vis-à-vis du communisme réel. Ceci est vrai des régimes communistes qui nous concernent ici, ainsi que des directions communistes en France, celles de la CGT comme du Parti communiste. Ils consacrent trop de ressources matérielles et affectives à la cause du “vrai” communisme qui constitue leur culture politique, vécue et ressentie très passionnellement, pour éprouver admiration ou culpabilité vis-à-vis des institutions communistes, même en France. Et la critique qu’ils portent à ces dernières est suffisamment radicale et dure pour maintenir la distance prise.

Ce petit groupe consacre beaucoup d’énergie et de pages à l’analyse spécifique des régimes “communistes réels” ou plutôt de “capitalisme bureaucratique d’État” - on l’a déjà noté dans la première partie -, puisqu’il s’agit pour ces auteurs d’une forme “sociétale”, économique et politique totale qui n’a rien à voir avec le socialisme et dont il est urgent de systématiser la critique, principalement “théorique”. Pour les auteurs militants de “Socialisme ou barbarie”, il s’agit, on l’a vu, d’un système d’exploitation et d’oppression accru, puisque monopolistique, et qui, dans les premiers textes au moins, représente, par ailleurs, l’avenir d’un capitalisme tendant lui aussi au monopole.

La critique même dans sa radicalité et dans son rejet global n'est ni nouvelle ni tout à fait isolée. S'il est moins fréquent qu'une critique aussi violente soit menée au nom des principes mêmes du communisme, une telle démarche s'inscrit pourtant dans toute une généalogie d'analyses et d'analystes marxistes du communisme et présente une filiation directe de positionnement critique avec les courants d'extrême et "ultra"-gauche les plus radicaux, sans compter une partie des libertaires. Qu'elles soient marxistes, même radicales, et *a fortiori* lorsqu'elles ne le sont pas, les analyses antérieures à la fondation de "Socialisme ou barbarie" ne seront guère recherchées et encore moins mentionnées. "Socialisme ou barbarie" mise, on l'a vu, sur la nouveauté de sa théorie et de sa critique pour convaincre les militants des autres organisations. Ces schèmes "théoriques", auxquels le groupe "Socialisme ou barbarie" tient tant, sont présentés comme des avancées ou des progrès dans le domaine de la théorie. De surcroît, les échecs de tous les prédécesseurs ont été rappelés avec trop de mépris pour que les points communs théoriques puissent être reconnus. Enfin, de tels échecs ont justement été principalement imputés par les théoriciens militants et débutants de "Socialisme ou barbarie" à la faiblesse théorique de ceux qui les ont devancés !

Pourtant cet intérêt très vif pour le "communisme réel" ne s'exprime pas du tout de manière égale pendant toutes les années de guerre froide. On peut dire que son expression dans la revue suit une courbe qui, loin d'épouser l'intensification de la guerre froide tant réelle que celle qui oppose les intellectuels français, est presque inversée.

En considérant, en effet, la simple liste des articles de fond consacrés à ce sujet dans la revue *Socialisme ou barbarie*, on peut constater que la publication de ces textes se répartit dans les premières années selon des ensembles très bien délimités dans le temps.<sup>890</sup>

La publication d'une première série d'articles en 1949 et 1950 correspond au lancement du groupe et de la revue, à son "auto-présentation". De la publication d'une telle analyse du communisme réel, le groupe attend qu'elle l'aide à se constituer en nouveau pôle révolutionnaire, dans le contexte bien particulier de la transformation brutale et sans révolution des pays d'Europe centrale en "démocraties populaires", soit sous la menace de l'armée soviétique comme en Pologne, soit sous l'effet de l'action directe d'un Parti communiste qui a su profiter des erreurs d'appréciation de ses alliés politiques.

Cette première période d'exposition de la critique du "capitalisme bureaucratique" se clôt pratiquement très peu de temps après l'entrée des bordiguistes dans le collectif "Socialisme ou barbarie". Non pas que le groupe modifie ni même modère son analyse des régimes de communisme réel avec l'arrivée des bordiguistes : il change seulement d'objectifs à court et moyen terme." Il convient en outre de souligner qu'une telle présentation a été un échec par rapport aux buts poursuivis, puisqu'elle n'a nullement permis d'agrèger les autres composantes de l'extrême gauche et n'a en particulier nullement convaincus les trotskistes.

Les premiers destinataires sont les militants révolutionnaires des groupes d'extrême et "ultra"-gauche qu'il convient de convaincre de la justesse d'une "théorie", afin d'entraîner un changement de ligne politique, voilà qui montre combien est forte la croyance en la toute puissance d'un "théoricisme" fondé sur la scientificité, cette dernière fût-elle fantasmagique.

Il s'agit essentiellement de caractériser le communisme réel et d'en tirer des conclusions d'ordre politique, programmatique et stratégique et au moins autant de combattre d'autres caractérisations jugées erronées, leurs lignes politiques

et les mots d'ordre correspondants. Ceux des autres petits groupes d'extrême et "ultra"-gauche, essentiellement.

La revue commence certes à paraître en 1949 et on peut dire que, dès ce moment, les auteurs sont très critiques et jusqu'à un certain point "lucides" sur les modalités d'établissement du socialisme : la moitié orientale de l'Europe a été "annexée" et l'établissement du régime communiste en Chine est considéré comme une conquête du pouvoir sans réel appui des masses.<sup>891</sup> Cependant, le constat est parfois des plus généraux : "la bureaucratie" ne s'est sans doute pas "annexée" la Pologne ou la Tchécoslovaquie de la même manière. Dans le premier cas, la présence soviétique a joué un très grand rôle et la question avait été "régulée" - mais bien peu entendue - par des négociations internationales, dans le second, c'est un parti communiste "national", très bien implanté, qui a su jouer de ses alliances politiques et d'intérêts nationaux au moins supposés, ainsi que de la déstabilisation très profonde des populations tchèques et slovaques, consécutive aux accords de Munich, alors que la pression soviétique n'a été qu'indirecte. Au demeurant, les événements sont relatés avec plus d'exactitude dans la note de conjoncture/bilan, "1948" de *Marc Foucault*, Jean Laplanche, "Sans avoir été occupée par l'armée rouge, elle avait évolué progressivement vers l'orbite soviétique depuis la guerre : la politique de la Tchécoslovaquie et partiellement ses échanges commerciaux avaient changé d'orientation. D'autre part, la politique pseudo-réformiste des staliniens avait porté ses fruits : les postes clefs de l'économie se trouvaient entre leurs mains, l'appareil répressif d'état, armée et police, était fortement noyauté."<sup>892</sup>

De même, dictature, répression, camps de concentration sont mentionnés, mais l'analyse des modalités de suppression des oppositions structurées : politiques, syndicales, associatives, religieuses, dans les démocraties populaires comme dans les pays absorbés par l'Union soviétique reste très partielle, hâtive dans ses constats, et n'appelle que des appréciations lapidaires très caractéristiques des discours et de la vision du monde marxistes révolutionnaires, sur lesquels il conviendra de revenir plus longuement. On peut d'ores et déjà

indiquer cependant que l'analyse se ramène au constat de la suppression d'acteurs politiques "bourgeois" et de libertés formelles, ces dernières étant considérées comme en voie de disparition pour différentes raisons.

Quant à l'objectif de "Socialisme ou barbarie" d'absorber les autres petits groupes qui se livrent à une critique radicale du modèle communiste réalisé d'un point de vue communiste, cette période se clôt par un échec, on l'a vu. La critique radicale du communisme réel au nom du communisme n'a été entendue que dans l'"ultra"-gauche, peu nombreuse et assez désagrégée, guère dans l'extrême gauche, à peine moins éclatée, encore moins des communistes et de leurs compagnons de route. Par contre, les nouveaux arrivants à "Socialisme ou barbarie" ont permis au collectif d'améliorer nettement sa présence dans le monde du travail. C'est d'ailleurs essentiellement sur le "prolétariat", ainsi que sur les modalités possibles de la relation des "révolutionnaires" avec ce sujet historique que porte dorénavant l'effort théorique du groupe et il en ira ainsi pendant plusieurs années.

De 1948 à 1950 Claude Lefort publie de son côté des textes sur le communisme réel et tout aussi critiques dans *Les Temps modernes*<sup>893</sup> - alors qu'il est par ailleurs dans un premier temps membre de l'organisation trotskiste et co-animateur d'une tendance, puis membre de "Socialisme ou barbarie" dont il est également l'un des fondateurs - ce qui est d'autant plus notable qu'il n'en allait pas ainsi de ses collaborations antérieures ; rappelons que c'est presque en même temps, ce qui n'établit aucune relation, qu'il devient effectivement membre de l'organisation trotskiste, après l'avoir fréquentée, puis en avoir été stagiaire, et qu'il commence à donner des contributions aux *Temps modernes*. Par ailleurs, la contemporanéité ne signifie nullement qu'il y a une tactique, mais que la place essentielle conférée à cette question est commune.

Révélateurs ces articles le sont à plus d'un titre, à commencer par leur date. Cette série débute en effet antérieurement non seulement au lancement de *Socialisme ou barbarie* mais également à l'allumage, dans le champ intellectuel, en 1949 et 1950, de contre-feux, destinés à battre en brèche la sympathie persistante envers le communisme soviétique après guerre - et à contrer les incessantes mobilisations communistes destinées à ce milieu - : procès Kravchenko, appel à enquête de David Rousset sur les camps de concentration en URSS.

Ces articles de Claude Lefort dont certains ont été demandés par Maurice Merleau-Ponty à son ancien élève, confirment l'étroitesse de la relation intellectuelle entre les deux philosophes qu'il conviendra de considérer plus précisément, ainsi que "l'ouverture" au moins, et sans doute, le début d'une évolution politico-intellectuelle de Maurice Merleau-Ponty en 1948.

La précocité de tels articles dans *Les Temps modernes* confirme en outre que, jusqu'à l'évolution de Jean-Paul Sartre vers le compagnonnage de route, l'évaluation du "modèle" soviétique pouvait être abordée dans le champ intellectuel. Très nettement antérieurs non seulement à la création de *Preuves* en 1951, mais aussi à l'organisation du Congrès pour la liberté de la culture tenu à Berlin en 1950, de tels articles auraient pu constituer l'embryon d'une critique communiste ou philocommuniste "antistalinienne" ou opposée au modèle soviétique, bien différente par ses orientations, et beaucoup plus décalée par rapport aux enjeux idéologiques de la guerre froide de la démarche "antitotalitaire" qui se développa dans *Preuves* avec une toute autre ampleur, sans d'ailleurs emporter la décision dans le champ intellectuel. Mais il est vrai que de telles éventualités s'étaient déjà posées avec le RDR.

Quant aux membres de "Socialisme ou barbarie", ils essaieront collectivement et individuellement de jouer un rôle spécifique dans ce contexte et



d'incarner une attitude politique et intellectuelle de communistes révolutionnaires, sur les plans théorique et pratique pour reprendre la conceptualisation marxiste qui est la leur, tout en visant principalement l'extrême et l'"ultra"-gauche, ce qui est bien différent.

Par contre, lorsque la critique "théorique" du communisme réel est contrainte de se plier à l'opposition centrale entre des camps relativement structurés qui, idéologiquement, participent à la guerre froide, les militants de "Socialisme ou barbarie" changent non pas d'attitude politique ou d'idéologie, mais de terrain, pour se focaliser sur les potentialités révolutionnaires du "prolétariat" et la critique des pratiques du communisme d'opposition dans le monde ouvrier.

Ils se tiennent complètement à l'écart des regroupements intellectuels de défense de la démocratie pluraliste analysés par Pierre Grémion dans *Intelligence de l'anticommunisme*<sup>894</sup>, pourtant parfois inspirés du socialisme démocratique et soutenus par des financements nord-américains. Ils ne discutent pratiquement pas les diverses analyses qui paraissent alors tant sur le totalitarisme que sur de multiples aspects de la situation dans les différents pays dont le régime est communiste. Il ne s'agit guère, en fait, d'approfondir l'analyse, ni, éventuellement, de l'affiner, tout en conservant le même cadre idéologique ou dogmatique, guère non plus d'élargir le champ des interrogations, encore moins d'élaborer ni d'examiner de nouvelles hypothèses susceptibles de mettre en cause l'idéologie politique défendue. Bien au contraire.

En effet, de telles analyses et hypothèses soit ne sont guère considérées, soit même sont combattues, le plus souvent par la disqualification radicale, comme ce fut le cas pour Bertram Wolfe, en 1951 ; ce dernier, auteur d'un livre sur Lénine, Trotsky et Staline dans la révolution russe, publié par la Liberté de l'Esprit, édition de la revue du même nom, d'orientation gaulliste, on l'a vu, est

qualifié d’“auteur bourgeois.”<sup>895</sup> De même, Victor Kravchenko est-il défini comme un “... bureaucrate stalinien”, ce qui nuirait grandement à son témoignage et à ses analyses : “Non seulement sa carrière, mais la nature de sa critique de l’URSS en témoignent. Jamais il ne se place à un point de vue révolutionnaire ; il objecte que les méthodes bureaucratiques sont nuisibles à l’accroissement de la productivité, il se plaint de l’insécurité de la condition bureaucratique, mais de même que son attitude personnelle consiste à fuir la Russie, son attitude politique consiste à servir la cause du capitalisme américain.”<sup>896</sup> Ce qui, comme on le verra, n’empêchera cependant pas nos auteurs d’accorder foi à ce même récit au demeurant empli d’images de misère et de répression.

Cependant, il ne s’agit pas essentiellement d’un travail de connaissance. Nombre de travaux disponibles en français, portant sur le communisme soviétique et tout à fait contemporains de la création de la revue *Socialisme ou barbarie*, ne seront ni mentionnés ni discutés : il en va ainsi, notamment, de ceux d’Arthur Koestler<sup>897</sup>, littéraires et de quelques années antérieurs mais devenus rapidement très célèbres, avec 450 000 exemplaires, un des plus grands succès de librairie depuis 1944, selon Bernard Legendre<sup>898</sup>, comme de ceux de Margarete Buber-Neumann, David Dallin et Boris Nicolaïevski, Antoni Ekart, Suzanne Labin, Elinor Lipper, Jules Margoline, Sylvestre Mora et Pierre Zwierniak.<sup>899</sup> Sans parler de la recherche, jamais réalisée, d’ouvrages plus anciens, notamment sur l’Union soviétique.

De même n’est-il fait aucune référence aux analyses du “Coup de Prague”, pas même aux *Souvenirs* d’Hubert Ripka, “Ancien ministre du Gouvernement tchécoslovaque”, parus en 1949<sup>900</sup>, alors qu’il semble bien que ce soit la transposition d’un tel “scénario” de prise du pouvoir qui ait servi de base à la critique du communisme français et, à travers ce dernier, des organisations communistes d’opposition en général, sans tenir compte des environnements politiques, pourtant nettement distincts, selon les pays, notamment sous l’angle des relations entre les forces politiques et l’Union soviétique.

Ayant, cependant, à leur manière, le souci de suivre l'actualité de l'URSS et des démocraties populaires, ils vont, dans la même perspective de mobilisation révolutionnaire, privilégier les mouvements de grèves et de contestation, mais également les points de contacts conflictuels particulièrement susceptibles de transformer la guerre froide en guerre ouverte, donc pour eux en révolution ! Et, de fait, seules l'Allemagne orientale et la Yougoslavie sont "couvertes", parmi les pays européens passés sous domination soviétique après-guerre. Ainsi *Hugo Bell* - Benno Sternberg - qui collaborera aux *Temps modernes*, sous le nom de *Benno Sarel*, et qui rédige très tôt un article sur "Le stalinisme en Allemagne orientale", publié dans les numéros 7 et 8 de 1950, c'est-à-dire la même année que des articles sur la Yougoslavie : "La bureaucratie yougoslave" dans le numéro 5/6 et "Voyage en Yougoslavie" dans le numéro 8.<sup>901</sup>

*Hugo Bell* doit plutôt être considéré comme un sympathisant de "Socialisme ou barbarie" pour cette période que comme un membre à part entière, ce qui n'a au demeurant pas grande importance dans une aussi petite organisation, puisqu'il est précisé que "Le stalinisme en Allemagne orientale" a été "préparé par un camarade qui a vécu plusieurs années de cette après-guerre en Allemagne occupée... bien qu'il /ce camarade/ se refuse d'adopter une position théorique systématique face au problème de la constitution de la bureaucratie, nous le publions..."<sup>902</sup>.

Les choix délibérés de ces deux pays ont, bien sûr, pu être favorisés par des opportunités : le voyage en Yougoslavie de *Raymond Bourd*, (*Gaspard* ; *Raymond Hirzel*) dans le cadre d'une organisation trotskiste, la compréhension de la langue allemande par *Hugo Bell* qui a professionnellement étudié ce pays, et, par conséquent, répondre à une grande faiblesse de ressources dans une organisation pauvre en militants et en moyens matériels.

Ce n'est que dans les tout premiers numéros de *Socialisme ou barbarie*, ceux, en fait, de la première année de toutes les espérances, que les mouvements de grève, les formes ouvrières de résistance, les modalités spécifiques d' "exploitation" et de domination, en Europe orientale, comme le stakhanovisme en Tchécoslovaquie<sup>903</sup>, sont suivis directement, grâce à une analyse secondaire de la presse, y compris des pays d'Europe centrale, comme dans nombre de journaux d'extrême et "ultra" gauche. Ensuite, le relais sera essentiellement pris par des "Notes de lectures". Peut-être faute de moyens, la quête d'informations, qui ont au demeurant essentiellement valeur d'illustration, sera de plus en plus remplacée par la seule synthèse "théorique" et l'appréciation idéologique des points de vue défendus dans certains travaux, au moins autant que par l'utilisation des données, contenues dans ces derniers.<sup>904</sup>

Parmi ces points de contacts directs et particulièrement conflictuels, l'Allemagne orientale occupe la place la plus importante en Europe de l'Est. Son traitement dans *Socialisme ou barbarie* est encore intéressant d'un autre point de vue, puisqu'un nouvel "entrant", *Hugo Bell*, se charge de son "suivi". De fait, une telle "volonté" de spécialiser les nouveaux entrants, essentiellement ceux qui sont dotés d'une compétence intellectuelle dans l'analyse et le suivi d'un pays se retrouvera, par ailleurs, avec *Brune* et *Laborde* respectivement sur la Chine et l'Algérie. Volonté d'aborder assez sérieusement l'international, jugé très important, mais moyen aussi, sans doute inconscient, pour les "pères fondateurs" généralistes, de conserver la définition des schèmes politico-théoriques qui déterminent les cadres d'analyse, auxquels les nouveaux venus sont censés avoir adhéré d'ailleurs. L'Algérie, plus que la Chine, étant appelée à jouer un rôle essentiel dans le contexte politique français, le poids de Jean-François Lyotard, par ailleurs très militant s'en trouvera fortement accru et il finira par jouer un rôle essentiel dans les dernières ruptures internes au petit groupe. De même que, dans un autre registre, les écrits du militant ouvrier Daniel Mothé avaient acquis une grande place, de même que son expression dans le groupe, sans que les premiers ne soient positionnés de la même manière que

les écrits théoriques dans la revue ni d'ailleurs par les membres du groupe, comme le montrent les entretiens, alors que ses interventions y étaient nombreuses et sa curiosité intellectuelle très grande, on y reviendra.

En outre pour *Laborde*, Jean-François Lyotard, l'Algérie a constitué une étape essentielle de son cheminement politique.

*Hugo Bell/Benno Sarel* avait "... entrepris une étude sur l'évolution du mouvement ouvrier dans un système stalinien." "Juif d'Europe centrale..." "Né... en 1915..."<sup>905</sup> plus âgé donc que la plupart des "anciens" de "Socialisme ou barbarie", "... il fut obligé de quitter la Roumanie, son pays natal, en 1936, pour s'installer en France"<sup>906</sup>. "Militant clandestin sous l'occupation allemande, il s'était rapproché du trotskisme."<sup>907</sup> "Après la guerre, il se fixa quelque temps à Berlin-est..." pour mener à bien une étude, selon la notice nécrologique qui lui est consacrée par Daniel Mothé dans *Esprit* en 1971.<sup>908</sup> C'est d'ailleurs surtout pendant son séjour à Berlin qu'il s'était éloigné du stalinisme, selon CC, sans doute Cornélius Castoriadis, dans *Les Temps modernes*, "Mais l'expérience d'après-guerre, et surtout son séjour à Berlin (1946-1952) /sans en préciser la durée effective ni la fréquence, d'abord comme journaliste semble-t-il et ensuite comme sociologue/, en lui faisant voir la superficialité des analyses trotskistes du stalinisme, l'en ont assez rapidement éloigné..."<sup>909</sup>. Avant de rejoindre "Socialisme ou barbarie" il appartenait au sein du PCI à l'autre tendance critique de l'URSS "Guérin-Pennetier", pour laquelle il a même présenté un rapport au Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1948. En 1956, soit deux ans avant la publication de son ouvrage sur l'Allemagne orientale<sup>910</sup> - trois ans avant que ne "sorte" le premier livre de Daniel Mothé<sup>911</sup> - et alors que de fait l'insertion du collectif et de sa revue sont en train de changer, voire de se diversifier, *Benno Sarel* se montrera particulièrement favorable à son ouverture au champ intellectuel.

La Yougoslavie constitue la principale "contradiction" du bloc sous domination "russe", le terme "soviétique" étant pratiquement ignoré dans *Socialisme ou barbarie*, quitte à perpétuer l'ignorance des autres peuples de l'ancien empire,

mais pour poursuivre la polémique idéologique qui est de toute évidence aussi une bataille de mots, très radicale, puisque les noms et mots passés dans la langue courante peuvent être ignorés dans cette sous-culture politique dont l'isolement favorise la spécificité. La prise en compte plus approfondie du "cas" yougoslave offre aussi une opportunité de poursuivre la polémique contre les trotskistes, prompts à soutenir Tito et, plus tard, l'expérience yougoslave.

Quant à l'Allemagne orientale, c'est, *a priori*, en Europe le pays le plus susceptible de générer un conflit ouvert, puisque les différentes armées de l'Ouest et de l'Est s'y côtoient et y pratiquent la paix armée dans un contexte de grave conflit diplomatique.

Autre indice de la "focalisation" systématique sur le conflit bipolaire entre les États-Unis et l'URSS : jusqu'en 1952, une rubrique est tenue dans *Socialisme ou barbarie* sur "la situation internationale". Or, presque exclusivement consacrée à la guerre froide, elle ressemble à une chronique des prolégomènes de la Troisième guerre mondiale.<sup>912</sup> Les auteurs militants de *Socialisme ou barbarie* ne sont au demeurant pas les seuls à suivre ce type de démarche politiquement intéressée. Anna Boschetti soulignait déjà dans *Sartre et Les Temps modernes* dans un chapitre consacré aux "Temps modernes dans le champ des revues" que "La floraison d'articles et de numéros spéciaux sur certaines nations (États-Unis, Allemagne, Indochine...) s'explique en considérant qu'il s'agit de pays où se joue l'équilibre international." Après avoir souligné l'ambivalence du rapport entretenu par Jean-Paul Sartre et l'intelligentsia française avec les États-Unis elle citait comme exemples les nombreux articles publiés entre 1946 et 1950 sur les États-Unis aussi bien dans *Les Temps modernes* que dans *Esprit*, *Critique* et *La Nouvelle critique*.<sup>913</sup> Les auteurs de *Socialisme ou barbarie* sacrifient aussi dans leur registre, très marqué par une focalisation sur le prolétariat et ses luttes, à la critique des États-Unis, en particulier avec le long récit sur "L'Ouvrier américain."<sup>914</sup> Par ailleurs, la pluralité interne au bloc occidental, entre pays, autant que politique et infra-sociétale, est considérée comme une faiblesse jugée provisoire qui se déploie sur

fond de crise économique : “la classe capitaliste américaine reste divisée en son sein, et en opposition permanente avec ses vassaux. Elle ne bénéficie pas de la dictature bienfaisante d’un parti stalinien ou nazi qui pourrait unifier son point de vue et travailler à la réalisation de ses objectifs les mains libres. Elle ne domine pas non plus sa propre société complètement... Par là même, les moyens dont elle dispose - malgré son immense puissance matérielle - sont encore très limités et incommensurables avec son but, qui est la domination mondiale. La force incoercible qui la pousse vers ce but l’obligera aussi à s’en donner les moyens...”<sup>915</sup>.

Ainsi, après le mouvement de contestation de 1953 en Allemagne orientale et sa répression, sur lesquels Albert Camus en particulier avait également tenté d’attirer l’attention dans un autre registre, on l’a vu, de courts articles sont publiés dans *Socialisme ou barbarie*.<sup>916</sup> L’Allemagne orientale est d’ailleurs systématiquement “couverte” depuis 1950, par *Hugo Bell*, dans *Socialisme ou barbarie*, on l’a déjà signalé. C’est ce dernier qui donnera quelques articles sous le nom de *Benno Sarel* dans *Les Temps modernes*.

**Tableau III**

<b>Articles consacrés à l'URSS et aux démocraties populaires dans <i>Socialisme ou barbarie</i> jusqu'en 1957</b>
---

de 1949 à 1951				
<i>Pierre Chaulieu</i>	Les rapports de production en Russie	n° 2	1949	p . 1-66
<i>Peregrinus</i>	Les Kolkhoz pendant la guerre	n° 4	1949	p. 3-18
<i>Pierre Chaulieu</i>	L'exploitation des paysans sous le capitalisme bureaucratique	n° 4	1949	p . 19-44
<i>Pierre Chaulieu et Georges Dupont</i>	La bureaucratie yougoslave	n° 5 / 6	1950	p . 1-76
<i>Hugo Bell</i>	Le stalinisme en Allemagne orientale	n° 7	1950	p . 1 -45
<i>Raymond Bourt</i>	Voyage en Yougoslavie	n° 8	1951	p. 3 -30
<i>Hugo Bell</i>	Le stalinisme en Allemagne orientale	n° 8	1951	p . 31-49
en 1954				
<i>Alberto Véga</i>	Signification de la révolte de juin 1953 en Allemagne orientale	n° 13	1954	p . 3 -39
<i>Hugo Bell</i>	Le prolétariat d'Allemagne orientale après la révolte de juin 1953	n° 13	1954	p. 10 -12
de 1956 à 1958				
Claude Lefort	Le totalitarisme sans Staline	n° 19	1956	p . 1 -72
Non signé	Poznan	n° 19	1956	p . 116 -121
Claude Lefort	L'insurrection hongroise	n° 20	1956	p . 85 -116
<i>Philippe Guillaume</i>	Comment ils se sont battus	n° 20	1956	p . 117-123
Claude Lefort	Retour de Pologne *	n° 21	1957	p . 25 -58
<i>Pierre Chaulieu</i>	La voie polonaise de la bureaucratisation	n° 21	1957	p . 59-76
<i>Pannonicus</i>	Les Conseils ouvriers et la révolution hongroise*	n° 21	1957	p . 105 -112
Jean Amair	La restalinisation de la Hongrie	n° 21	1957	p. 113 -120
<i>René Maille</i>	Les nouvelles réformes de Krouchtchev	n° 22	1957	p. 112 -125
Claude Lefort	La méthode des intellectuels dits "progressistes" échantillons	n° 23	1958	p . 126 -156
<i>Philippe Guillaume</i>	Devant le satellite artificiel russe	n° 23	1958	p. 154 -174
Georges Lukacs	Remarques critiques sur la critique de la révolution russe de Rosa Luxembourg	n° 26	1958	p. 20 -45
Après 1958				
<i>Paul Cardan</i>	Le rôle de l'idéologie bolchevique dans la naissance de la bureaucratie	n° 35	1964	p . 37-55
Serge Bricianer	A propos de l'opposition ouvrière	n° 36	1964	p 65-71

La publication de ces textes s'accompagne de celle de nombreux documents. La revue comporte également beaucoup de notes.



**-Tableau IV****Notes et documents sur l'U.R.S.S. et les démocraties populaires dans *Socialisme ou barbarie* jusqu'en 1957**

Le procès Kravchenko	Jean Seurel	n° 2	1949
Stakhanovisme et mouchardage dans les usines tchécoslovaques	VW	n° 3	1949
Trois grèves : dont grèves des cheminots à Berlin		n° 3	1949
Les luttes revendicatives : quelques informations sur la "zone russe" de l'Europe		n° 4	1949
Le procès Kalandra	Jean Léger	n° 5/6	1950
Un aventurier dans le monde bureaucratique (note de lecture)	Pascal	n° 9	1952
Trois qui ont fait une révolution (note de lecture)	<i>Georges Petro</i>	n° 11	1952
Wilhem Pieck ou la carrière d'un grand bureaucrate	<i>Hugo Bell</i>	n° 14	1954
Krouchtchev et la décomposition de l'idéologie bureaucratique	Pierre Chaulieu	n° 19	1956
Extraits de presse sur la déstalinisation		n° 19	1956
La déstalinisation dans les démocraties populaires	Hugo Bell	n° 19	1956
La déstakhanovisation en Pologne	Philippe Guillaume	n° 19	1956
Rideau sur la métaphysique des procès	Pierre Chaulieu	n° 19	1956
Documents polonais		n° 21	1957
Documents, récits et textes sur la révolution hongroise		n° 21	1957
La contre-révolution en Hongrie		n° 22	1957
Six mois de kadarisation	M. Leroy	n° 22	1957
La situation en Pologne	Claude Lefort	n° 22	1957
Le réveil des intellectuels et des étudiants en URSS		n° 22	1957

**-Tableau V**

**Chronique de la situation internationale dans  
Socialisme ou barbarie jusqu'en 1952**

Numéro de la revue	Sujets	Thèmes
<b>N° 2</b>	- 3 <sup>e</sup> guerre mondiale - Chine - Blocus Berlin	Rapport de forces Progression communiste Échec russe
<b>N° 3</b>	- 3 <sup>e</sup> guerre mondiale - Fin blocus Berlin - 3 <sup>e</sup> guerre mondiale	Rapports de forces Reprise initiative américaine Rapports de forces
<b>N° 4</b>	- Pacte atlantique - Grèce - Procès Rajk - Chine - Japon	Soumission à l'impérialisme américaine Offensive américaine (Yougoslavie) Épuration massive dans les pays satellites Succès stalinien Hiroshima : conflit américano-soviétique
<b>N° 7</b>	- Corée	Début 3 <sup>e</sup> guerre mondiale
<b>N° 8</b>	- Corée	Début 3 <sup>e</sup> guerre mondiale
<b>N° 8</b>	- Corée	Temps d'arrêt... guerre ; crise interne du monde occidental
<b>N° 11</b>	- URSS	Changements ; résistance prolétarienne
<b>N° 12*</b>	- Europe orientale	

\* La rubrique cesse en tant que telle après ce numéro, indice supplémentaire qu'elle servait essentiellement de chronique au déclenchement de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale.

Plus tard, il y aura, par intermittence, une autre rubrique internationale : "Le monde en questions", ainsi que des notes.

- **Tableau VI****Articles et notes consacrés à la Chine dans *Socialisme ou barbarie***

La lutte des classes en Chine bureaucratique	<i>Pierre Brune</i>	n° 24	1958
La Chine à l'heure de la perfection totalitaire	<i>Pierre Brune</i>	n° 29	1959-60
Le conflit sino-soviétique (note)	Non signé	n° 34	1963
Le différend sino-soviétique (note)	<i>Paul Canjuers</i>	n° 37	1964

Les autres démocraties populaires sont beaucoup moins systématiquement analysées dans *Socialisme ou barbarie*.<sup>917</sup> Ceci tient sans doute au manque d'informations propres, mais également à l'abandon des tentatives de décryptage des informations disponibles, plus fréquent dans les feuilles de l' "ultra"-gauche. Une telle absence d'intérêt plus approfondi pour ces pays dans lesquels éclateront finalement les révoltes les plus importantes : la Pologne et la Hongrie, en particulier, est aussi sans doute un symptôme de la perpétuation de la " focalisation " sur le conflit central entre États-Unis et URSS.

De plus, le souci est essentiellement de l'ordre de l'argumentation : c'est d'une manière globale qu'il s'agit de faire la critique du communisme soviétique, afin de démontrer qu'un tel "mode de production" n'a rien à voir avec le vrai communisme : les particularités d'application importent peu, finalement.

De fait, les articles sur l'Allemagne orientale publiés en 1954 portent tous sur la révolte de 1953, il n'y en aura plus d'autre sur ce pays. Dans le même registre, il convient également de signaler un bref compte-rendu sur la Pologne, "Poznan"<sup>918</sup>. Une telle absence semble témoigner d'une grave difficulté à repenser des conflits "polycentrés" en Europe centrale. Il convient cependant de souligner le

souci bien réel de se faire l'écho des révoltes ouvrières et populaires, sensibilité dont témoignent tout autant les articles sur la révolte en Allemagne orientale que sur celle, polonaise, de Poznan. Ceci d'autant plus qu'une telle ouverture reste rare à l'époque, parmi les défenseurs du "prolétariat" et de sa capacité à concrétiser des espérances millénaristes profanes. Dans le même temps le Parti communiste "fustige le complot impérialiste qui serait à l'origine des émeutes ouvrières de Poznan. Il maintient cette version, y compris lorsque la direction du PC polonais y renonce quelques semaines plus tard..."<sup>919</sup>.

Mais c'est surtout après la publication du rapport Khrouchtchev, les événements de Pologne et l'insurrection hongroise que *Socialisme ou barbarie* publiera à nouveau en 1956 et 1957 un ensemble important d'articles et de documents, cette fois très largement consacrés aux démocraties populaires, jusque là négligées, sur les révoltes qui y éclatent, d'une part, et l'état des régimes européens, de l'autre. Les articles de Claude Lefort occupent une place importante dans ce second ensemble de textes à une époque où il a déjà quitté *Les Temps modernes*. C'est maintenant sous son nom, sous lequel il signait déjà dans *Les Temps modernes*, et non plus sous le pseudonyme "trotskiste" de "Claude Montal" qu'il publie alors ces articles de fond consacrés au communisme réel.

C'est de fait la dernière des grandes séries et même les derniers des longs articles de fond consacrés aux régimes communistes d'Europe centrale et orientale, à l'exception du texte, au demeurant assez bref, relativement, de *Paul Cardan* sur "Le rôle de l'idéologie bolchevique dans la naissance de la bureaucratie"<sup>920</sup>. Lorsqu'il sera traité des régimes du communisme réel ultérieurement dans *Socialisme ou barbarie*, c'est essentiellement la Chine qui sera dorénavant analysée sous la plume de *Brune*, Pierre Souyri.

Certes, l'histoire du bolchevisme est aussi abordée dans *Socialisme ou barbarie*, mais les articles sur cette question jalonnent surtout et articulent la longue réflexion, ponctuée de débats et de polémiques, sur les rapports entre l'organisation

politique et le “prolétariat”, les intellectuels et les “ouvriers”. Cela ne veut nullement dire que ces analyses sont sans rapport avec celles consacrées aux régimes communistes. Bien au contraire : c’est même cette approche qui, par son caractère exclusif, explique les limites des critiques, pourtant virulentes, car l’analyse du communisme réel sera longtemps ramenée essentiellement à celle des rapports entre la classe bureaucratique, sortie de l’avant-garde politique, et le prolétariat.

Cette question du communisme réel dans *Socialisme ou barbarie* ne saurait être examinée sans prendre en considération la collaboration de Claude Lefort aux *Temps modernes*, non seulement parce que ce dernier y publie d’importants articles sur ce sujet, assez étroitement liés à l’évolution de Maurice Merleau-Ponty sur cette question, bien que d’une manière complexe, mais également parce que c’est en grande partie dans cette revue que le jeune philosophe révolutionnaire, donne très tôt - alors qu’il est théoricien militant et responsable au sein de la tendance qui donnera naissance à “Socialisme ou barbarie” des contributions, qui vont profondément transformer son approche non seulement de ce sujet, mais du politique révolutionnaire - le seul qu’il considère effectivement alors -, ainsi que du communisme d’opposition. Cette dernière question sera analysée dans la troisième partie de notre recherche, alors qu’une sous-partie de ce chapitre sera consacrée aux articles de Claude Lefort sur le communisme réel dans *Les Temps modernes* et une autre à son évolution intellectuelle et à ses effets qui se noteront aussi ensuite dans *Socialisme ou barbarie*. Enfin, publiés antérieurement, puis parallèlement aux textes sur la critique du communisme réel parus dans *Socialisme ou barbarie*, les articles de Claude Lefort, - puis plus tard ceux de *Benno Sarel* -, assurent ainsi une expression d’une critique communiste révolutionnaire du communisme réel dans la revue intellectuelle alors la plus prestigieuse et qui bénéficie d’un lectorat dont le volume n’est pas négligeable. C’est la raison la plus simple et, à elle seule, tout à fait suffisante pour que leur analyse ait leur place ici.

VI. 1/ La collaboration de Claude Lefort avec *Les Temps modernes* : l'expression dans le champ intellectuel d'une critique du communisme réel, dure mais limitée

Claude Lefort a apporté, on l'a vu, une collaboration régulière aux *Temps modernes*<sup>921</sup>, puisqu'il y a donné un ou deux articles par an, depuis 1945 jusqu'en 1954, si l'on s'en tient à la date de parution du dernier d'entre eux, signé en juin 1953, "De la réponse à la question", où lui-même répond à la violente attaque de Jean-Paul Sartre dans "Réponse à Lefort" : ces articles sont plus nombreux à partir de 1949, généralement deux par an, mais plus souvent plus longs entre 1947 et 1949.

Le jeune philosophe est un ancien élève de Maurice Merleau-Ponty, dont il est resté proche, liens qui se renforceront encore ultérieurement : c'est d'ailleurs ce dernier qui l'a introduit dans la prestigieuse revue, mode d'entrée beaucoup moins fréquent que l'élection par Jean-Paul Sartre<sup>922</sup> - au cours d'un entretien téléphonique, si Jean Pouillon liait principalement le départ de Claude Lefort à celui de Maurice Merleau-Ponty, il ajoutait que le jeune philosophe s'intéressait surtout à "Socialisme ou barbarie", ce qui est plus complexe, comme le montrera l'examen du nombre de contributions données respectivement dans les deux revues.<sup>923</sup>

Une des questions légitimes qui pouvait se poser était celle de la place de Claude Lefort dans la revue. À quelles règles et contraintes éditoriales était-il soumis ? Y avait-il une quelconque possibilité d'influencer le comité de rédaction ? Comme le souligne Thomas Morinière, pendant longtemps au sein des *TM*, Claude Lefort ne discute qu'avec Maurice Merleau-Ponty du contenu de ses articles. Après sa rupture avec le PCI, il fait connaître la nouvelle revue *Socialisme ou barbarie* à son ancien professeur de philosophie et lui présente même Cornélius Castoriadis. Ultérieurement, il participe bien aux réunions d'une sorte de comité de rédaction

informel qui se réunit chez Jean-Paul Sartre, mais aucun de ces articles n'y a été discuté, selon son témoignage.<sup>924</sup>

Reste donc la relation entre Claude Lefort et Maurice Merleau-Ponty, d'une part, et l'écho attendu de tels articles, de l'autre.

L'élection par Maurice Merleau-Ponty manifestait sans doute initialement plutôt une relation forte qu'une réelle proximité.

Cette relation se construit sur une communauté d'intérêts philosophiques. Elle se fonde sans doute en partie sur la double interrogation du marxisme et de la phénoménologie. Les modalités de l'engagement sont par contre bien différentes à tous points de vue.

Les relations politiques sont en effet complexes. Le début de la période se caractérise par le "philocommunisme" certes ambigu de Maurice Merleau-Ponty, puisque autonomie et distance critique sont revendiquées, Claude Lefort étant alors trotskiste, communiste donc, mais franchement hétérodoxe. C'est d'ailleurs à ce moment où leurs oppositions sont bien réelles et *Les Temps modernes* encore ouverts que le jeune militant critique son ancien professeur - d'une manière d'ailleurs assez violente, on l'a dit dans le chapitre III - dans *Jeune Révolution*, la revue des étudiants trotskistes<sup>925</sup>, au sujet de "Pour la vérité", dans lequel Maurice Merleau-Ponty appelait à faire "la politique effective du PC", tout en excusant l'occupation "progressive" de l'Europe centrale<sup>926</sup> - c'est d'ailleurs à la suite de cet article que Raymond Aron quitte la revue. Par contre, l'intérêt de Claude Lefort pour la philosophie de Maurice Merleau-Ponty est déjà grand.

Plus profondément, pour l'aîné il s'agit de forcer le dialogue avec les communistes au nom de valeurs morales qui incluent celles contenues dans les théories communistes et les fondements idéologiques et affectifs de l'engagement

communiste, au risque de s'enfermer dans ce vis-à-vis, pour le jeune philosophe de critiquer radicalement le communisme réel au risque cette fois d'un très grand isolement et non moins négligeable enfermement intellectuel. Ce dialogue se poursuit dans un contexte lui-même extrêmement changeant.

Cette présence de Claude Lefort au sein de l'équipe des *Temps modernes* qui a débuté dès le numéro deux de cette revue s'est donc étendue, de surcroît, sur une assez longue période. Il avait d'ailleurs bénéficié d'une réelle considération au moins quant à l'accueil de ses articles, surtout pour quelqu'un d'extrêmement jeune : il n'a que 21 ans, lorsqu'il y donne son premier article. Signe de bienveillance non négligeable : ses textes se répartissent entre les rubriques "exposés" et "articles", dans une proportion d'environ 2/3, 1/3, alors que c'est dans cette dernière catégorie que paraissent pratiquement tous les textes de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir et Raymond Aron, jusqu'au départ de ce dernier, en tout cas. La portée d'un tel classement dans *Les Temps modernes* est pourtant à nuancer. Ainsi, Maurice Merleau-Ponty qui y joue un rôle essentiel, on le sait, alterne-t-il, quant à lui, articles et exposés. En 1975, dans un entretien à *L'Anti-Mythe*, au demeurant une petite revue d'extrême gauche, Claude Lefort qualifiera sa "position" d'"étrange" dans *Les Temps modernes*, considérant y avoir été "... toléré grâce à la protection de /Maurice/ Merleau-Ponty."<sup>927</sup>

Une telle participation de Claude Lefort était bien évidemment de nature à permettre au jeune philosophe de se faire connaître dans le champ intellectuel : elle est même son seul lien entre 1945 et 1948 non seulement avec le champ intellectuel à proprement parler, mais même avec les activités intellectuelles, puisque c'est la période pendant laquelle il a interrompu ses études pour se consacrer au militantisme tout en travaillant, avant qu'il ne passe l'agrégation de philosophie à 25 ans, mais elle est également importante dans l'histoire de thèses qui seront jugées essentielles à "Socialisme ou barbarie" et qui l'étaient par la tendance *Chaulieu-Montal*, lorsqu'elle appartenait encore au PCI.



Il ne s'agit pas en effet tout à fait d'un simple phénomène de double appartenance d'un des membres de la tendance trotskiste, puis du nouveau collectif. Bien au contraire, compte tenu de la nature très engagée, voire militante d'une partie de ces articles qui traitent tant du "communisme réel" que du marxisme et enfin du communisme français, on peut parler d'une véritable opportunité de faire connaître des thèses partagées par la tendance trotskiste, puis par le nouveau groupe - sous une forme certes nettement plus intellectuelle et qui respecte le plus souvent les normes d'écriture en vigueur dans une telle revue, fort éloignées cependant de celles qui prévalent dans les revues académiques, compte tenu de la violence verbale admise - bien au-delà du lectorat même de la petite revue, sans parler de la période antérieure ; de fait par l'ensemble du champ intellectuel français, sans compter les militants qui lisent aussi la revue, ainsi qu'à l'étranger.

Ceci concerne essentiellement les thèses, car une réelle séparation existe, à cause des pseudonymes, surtout vis-à-vis du lectorat des *Temps modernes*, en premier lieu, et, en second, parce que les "sociaux-barbares" qui écrivent dans *Les Temps modernes* ne se réfèrent pas à "Socialisme ou barbarie", ni en tant que revue ni en tant que groupe.

Cependant, le pseudonyme de *Claude Montal* que Claude Lefort conserve effectivement dans *Socialisme ou barbarie* n'établit pas une séparation totale. Celle-ci a surtout été réelle pour le lectorat des *Temps modernes*, et le reste au moins pour sa composante non militante qui ne s'intéresse pas aux débats de la mouvance trotskiste. Dans *Socialisme ou barbarie*, la double réponse<sup>928</sup> aux attaques des trotskistes de *La Vérité*, à la suite de la publication dans le numéro 39 des *Temps modernes* de janvier 1949 de "La contradiction de Trotsky et le problème du parti révolutionnaire", est une défense de "Lefort", dont le passé trotskiste était explicité, cela a été dit dans le chapitre III : il s'agit donc d'une confirmation valable pour les

lecteurs, pas très nombreux alors, il est vrai, de la nouvelle publication, sur l'appartenance politique du jeune collaborateur de la revue dirigée par Jean-Paul Sartre, sans permettre toutefois l'identification de ses textes dans *Socialisme ou barbarie*. C'est par ailleurs sous son nom que Claude Lefort signe en 1952 dans la petite revue militante le court article consacré à "Pascal", ancien responsable trotskiste, membre de la tendance *Chaulieu/Montal*, à l'occasion du décès de ce dernier, dans lequel il expose la conception qu'aurait eu ce militant d'un autre rôle possible de la revue et du groupe "Socialisme ou barbarie", sans doute assez voisine du projet de Claude Lefort lui-même.<sup>929</sup>

Au demeurant, de telles publications ne paraissent guère avoir eu d'effet positif et concret immédiat pour "Socialisme ou barbarie". Cependant, à une réunion de lecteurs, par exemple, un ancien trotskiste qui précise avoir quitté le PCI deux ans auparavant "... essoufflé par l'activisme sans base imposé à ses militants.", indique cependant avoir "... lu l'article de Lefort sur les erreurs de Trotsky dans "Les Temps modernes" /*Les Temps modernes*/, puis le premier numéro de "Socialisme ou barbarie" /*Socialisme ou barbarie*/. Il fut attiré par notre effort de poser sur une base nouvelle les problèmes théoriques."<sup>930</sup>

Par ailleurs, Claude Lefort ne sera pas le seul "social-barbare" à collaborer aux *Temps modernes*, puisqu'il y sera rejoint à partir de 1951 par Benno Sarel, Sternberg, qui ne publiera au demeurant que deux articles dans cette revue, tous deux consacrés au "communisme réel"<sup>931</sup>. Lui aussi y sera invité par Maurice Merleau-Ponty. Mais là encore, une identité double avec deux pseudonymes, *Benno Sarel* dans *Les Temps modernes*, *Hugo Bell* dans *Socialisme ou barbarie*<sup>932</sup> et pas de référence d'une série de publications à l'autre. Cependant, comme le note justement Thomas Morinière, dans nombre d'articles sur les mêmes sujets, autant Claude Lefort/*Montal* que *Benno Sarel* / *Hugo Bell* sont cités presque indifféremment dans *Socialisme ou barbarie*<sup>933</sup>, mais sans qu'il soit précisé qu'il s'agit dans les deux cas - ou plus exactement pour les deux couples de noms - d'une même et unique personne.

En outre, le nombre respectif des articles donnés par Claude Lefort, à *Socialisme ou barbarie*, après sa création et aux *Temps modernes*, montre que le jeune auteur révolutionnaire ne privilégiait nullement la nouvelle revue militante qu'il venait de contribuer à fonder. Bien au contraire<sup>934</sup> : un seul article fort bref consacré au titisme, au cours de la première année d'existence de la nouvelle revue, publié seulement dans le quatrième numéro. Rien au cours des deux années suivantes.

Il faudra attendre l'année 1952, celle de la publication par Jean-Paul Sartre des "Communistes et la paix" et de la rupture prévisible, pour que Claude Lefort donne plusieurs autres articles dans la petite revue, parmi lesquels certains sans doute considérés comme importants par lui-même et les autres membres du groupe : outre "la situation sociale en France"<sup>935</sup>, note dans laquelle il donne sa propre analyse de l'échec de la mobilisation communiste contre la venue du général américain Ridgway, événement qui constitue le point de départ de sa polémique avec Jean-Paul Sartre, "Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire"<sup>936</sup>, sur le thème de l'organisation, absolument fondamental à "Socialisme ou barbarie", "L'expérience prolétarienne"<sup>937</sup>, enfin : ce dernier texte non signé peut apparaître alors comme un texte programmatique, rédigé au nom d'une partie du groupe. Les deux derniers seront d'ailleurs repris en 1971 dans le premier des ouvrages publiés par Claude Lefort seul, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*.

Avec ces deux derniers articles, Claude Lefort se manifeste déjà comme un responsable de sensibilité, au moins, presque de courant, au sein du minuscule collectif, comme les entretiens sur le fonctionnement du groupe l'avaient déjà montré. Paradoxalement, pourtant, le courant que représente alors Claude Lefort ne se considère plus comme membre à part entière du petit collectif, même si ces militants se disent "prêts à continuer à collaborer avec le groupe et à la revue" !<sup>938</sup>. Ce qu'ils ne feront d'ailleurs pas tous. Quant aux articles de Claude Lefort, ils ne constituent cependant qu'une faible part, surtout comparée à l'abondance et plus encore au

volume des écrits de Cornélius Castoriadis, le principal dirigeant de “Socialisme ou barbarie”, même en tenant compte d'une différence de style, par ailleurs évidente.

Dans le même temps, Claude Lefort aura publié d'assez nombreux articles dans *Les Temps modernes*, cinq de 1949 à 1951, comme le montre le tableau récapitulatif des publications de cet auteur dans la revue dirigée par Jean-Paul Sartre.

C'est néanmoins avant la création de la nouvelle revue que Claude Lefort donne deux articles assez importants dans *Les Temps modernes*, tous deux consacrés à l'URSS, mais à des moments différents dans l'histoire de la tendance qui donne naissance à “Socialisme ou barbarie”. “Kravchenko et le problème de l'URSS”<sup>939</sup>, est publié en février 1948, soit lorsque la tendance est en train de prendre une certaine autonomie, mais appartient encore au PCI, - il est suivi d'une note de la rédaction qui manifeste son désaccord en particulier avec le “ton”<sup>940</sup>. “La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire”<sup>941</sup> qui soulève de nombreux problèmes dans l'extrême gauche est publié en janvier 1949, alors que le nouveau groupe est en train de se constituer et juste avant la création de la revue : outre la rupture en cours de la tendance avec l'organisation dont la nouvelle direction est très rigide, la volonté pressante tout particulièrement de Claude Lefort de mettre fin à la cohabitation, désir dont il aurait été étonnant qu'il ne fût connu qu'au sein de la seule tendance, la critique prend principalement Léon Trotsky pour cible ; ceci en comparant, d'une part, ce qu'il a dit de sa politique et de celle de ceux qui le suivaient, alors qu'il avait déjà quitté l'URSS, en particulier dans son *Staline*, et, de l'autre, ses faits et dire en situation.

En outre, dans ce dernier article, Claude Lefort fait déjà du Parti bolchevique le principal instrument de formation de la société soviétique, caractérisée par la dictature et l'exploitation, tout en continuant à distinguer la période léniniste, pendant laquelle le Parti communiste aurait dirigé le “prolétariat en

fonction de ses intérêts suprêmes à l'encontre de ses intérêts immédiats", alors qu'... à cette époque, le caractère révolutionnaire du bolchevisme ne tient déjà plus qu'à un fil : la politique de Lénine et de Trotsky orientée vers la révolution mondiale.", de la période stalinienne "éclatement de la contradiction et... surgissement d'un nouveau terme."<sup>942</sup> et à attribuer, avec Léon Trotsky, au Parti bolchevique qui "... s'assigna à lui-même le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière", le "prodigieux rôle historique" d'avoir accompli "... cette conquête pour la première fois dans l'histoire..."<sup>943</sup>.

S'il est donc vrai qu'à s'en tenir au titre c'est Léon Trotsky qui est interrogé de manière critique, ce qui peut apparaître comme une attaque contre les trotskistes, de fait, l'article traite du Parti bolchevique dans la révolution russe et, au-delà, d'une certaine conception de l'avant-garde révolutionnaire, et constitue une mise en cause de l'héritage communiste léniniste.

S'agissant de la critique du communisme réel, parmi les articles écrits pendant ces années 1948-1950 par des "sociaux-barbares", le sort réservé au livre de Victor Kravchenko *J'ai choisi la liberté* est tout particulièrement intéressant à considérer. En premier lieu parce que le sujet est traité deux fois : une analyse lui est consacrée dans le numéro deux de *Socialisme ou barbarie*<sup>944</sup>, en 1949, donc nettement plus tard, une autre est réalisée par Claude Lefort, à la demande donc de Maurice Merleau-Ponty, et paraît dans *Les Temps modernes* dès février 1948<sup>945</sup> - c'est d'ailleurs le premier de ses articles dans cette revue qu'il consacre au communisme réel - soit après l'attaque de l'ouvrage du réfugié par *Les Lettres*

**- Tableau VII****Les publications de Claude Montal, Claude Lefort, dans *Socialisme ou barbarie* de 1949 à 1952**

Titre de l'article	n° de <i>S ou b</i>	Date de publication	Nombre de pages
Le trotskisme au service du titisme	4	oct.-nov. 1949	87-92
Pascal, signé Claude Lefort	9	avril-mai 1952	29-32
Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire	10	juill.-août 1952	27-32
La situation sociale en France	10	Non signé	28-35
L'expérience prolétarienne	11	nov.-déc. 1952	1-19

**Tableau VIII****Les publications de Claude Lefort dans *Les Temps modernes*****Avant 1949**

Titre de l'article	n° <i>TM</i>	Date de publication	Nature du texte	Pages
L'analyse marxiste et le fascisme	2	nov. 1945	Exposé	357-362
La déformation de la psychologie, du marxisme et du matérialisme ou les essais de M. Naville	13	oct. 1946	Exposé	141-151
Les pays coloniaux	18	mars 1947	Article	1068 -1094
Kravchenko et le problème de l'URSS	29	fév. 1948	Opinion	1490 -1516

**Après 1949**

La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire	39	janv. 1949	Article	46 -69
CREATION DE " SOCIALISME OU BARBARIE "				
Sociologie du communisme	50	déc. 1949	Exposé	1098 -1108
Histoire de l'anarchie	56	juin 1950	Exposé	2269 -2274
Témoignage révolutionnaire sur l'URSS	60	oct. 1950	Exposé	737 -745
L'échange et la lutte des hommes	64	fév. 1951	Article	1400 -1417
Capitalisme et religion au XVIe siècle	78	avr. 1952	Exposé	1892-1906
Esprit du syndicalisme par Michel Collinet	81	juill. 1952	Note	180 -182
Le marxisme et Sartre	89	avr. 1953	Discussion	1541-1570
De la réponse à la question	104	Juill. 1954	Correspondance	157-184

**Les publications de Benno Sarel dans *Les Temps modernes***

Lénine, Trotsky, Staline et le problème du parti révolutionnaire	73	nov. 1951	Article	848 -879
Combats ouvriers sur l'avenue Lénine	95	oct. 1953	Exposé	672 -694

*françaises*, en novembre 1947, mais nettement avant le procès, puisque c'est en janvier 1949 que l'affaire vient devant l'une des chambres correctionnelles de la Seine. L'enjeu est donc particulièrement important. En second parce que c'est le second de ses articles dans *Les Temps modernes* à y poser problème.

Le texte publié dans *Socialisme ou barbarie* par Jean Seurel, quant à lui, n'est cependant nullement un article de fond, mais plutôt une note brève, comme il en est généralement publié à la fin de la revue à propos de divers événements. Ce compte-rendu du procès, rédigé par *Jean Seurel*, ancien membre du Comité central du PCI et juriste de formation, s'inscrit un peu dans le même registre que "La bonne affaire Kravchenko" dans la revue *Esprit*. Pour *Jean Seurel*, en effet, le procès a ressemblé à une "... immense parade publicitaire...", origine américaine obligeant sans doute... source de larges profits pour la presse et l'édition qui se disputent les mémoires des témoins. Aux uns il apporte une célébrité subite (Mme Buber-Neuman..."<sup>946</sup>, alors que dans *Esprit*, ce témoignage marquait le moment où la comédie s'était arrêtée. Mais cette forme prise par le procès signifie également "... l'importance de l'idéologie dans la lutte des deux blocs..."<sup>947</sup>, preuve que pour les États-Unis, en particulier, dont "... la force en Europe peut être ramenée à rien si la société se désagrège politiquement de l'intérieur... la conquête des masses est aussi importante que celle des États."<sup>948</sup>

De même l'auteur souligne-t-il que les Soviétiques ont été amenés à s'expliquer, jusqu'à un certain point au moins, sur les accusations portées par Victor Kravchenko et les témoins qu'il a fait citer, dans le cadre d'un tel procès, voire sur les déclarations parfois convergentes des témoins appelés par les communistes et ayant séjourné en URSS. Mais ce contexte de libertés publiques est, de manière bien caractéristique dans le discours "social-barbare", posé comme résiduel, sur le point de disparaître, sous le double effet de l'évolution "objective" du capitalisme vers le capitalisme bureaucratique d'État et de la venue de la guerre. "Il est certain qu'il est peu de pays au monde où un tel débat aurait pu se dérouler dans de telles conditions..." "Loin d'être une troisième solution néo-démocratique bourgeoise, c'est bien plus un résidu du vieux capitalisme

occidental dont le très digne Durkheim est l'incarnation symbolique.”<sup>949</sup> Claude Lefort n'écrira-t-il pas dans *Socialisme ou barbarie* quelques années plus tard, revenant sur la distinction entre démocraties “bourgeoise” et “prolétarienne” : “... un régime parlementaire... et les libertés démocratiques relatives qu'il implique est pour eux /les ouvriers/ plus avantageux qu'une dictature policière, et il n'est donc pas question de confondre tous les régimes pour cette seule raison qu'ils figurent identiquement la domination bourgeoise. Il n'y a cependant pas à en conclure que le prolétariat doit défendre un mode de domination contre un autre.”<sup>950</sup>. Ceci dans le cadre d'une critique des trotskistes s'étant mobilisés pour la défense de Jacques Duclos, après l'échec de la manifestation des communistes contre la venue en France du Général Ridgway. Quant à *Pierre Chaulieu*, la même année 1952, dans un texte plus général à vocation programmatique, il avait réaffirmé lui aussi les mêmes principes : “Face à la recrudescence des illusions démocratiques petites bourgeoises provoquées par la dégénérescence totalitaire de la Révolution russe, il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer l'idée de la dictature du prolétariat. La guerre civile et la consolidation du pouvoir ouvrier une fois établi signifie l'écrasement violent des tendances politiques tendant à maintenir ou à restaurer l'exploitation. La démocratie prolétarienne est... la dictature illimitée que le prolétariat exerce contre les classes qui lui sont hostiles.”<sup>951</sup>. De même, *Raymond Bourt*, ancien militant “ultra”-gauche, on s'en souvient, à propos de la Yougoslavie de Tito, dans laquelle il avait participé à un voyage organisé par les trotskistes : “Primo, les anciens partis bourgeois. Avec ceux-ci Tito n'a pas hésité à collaborer et la plus grande partie de leurs membres sont devenus des fidèles défenseurs du régime. Mais ces gens-là ne nous intéressent que fort peu ; la liberté en régime socialiste, ce n'est pas la liberté pour les vestiges du régime d'exploitation détruit. mais c'est la liberté pour tous les courants prolétariens...”<sup>952</sup>.

Cependant, pour l'auteur militant, le résultat le plus important du procès réside dans ce qu'il a révélé sur l'Union soviétique. Outre “... l'existence des camps de concentration”, ainsi que l'ampleur de la répression qui en change la nature, celle d'une “justice politique autonome”, du “contrôle policier permanent de chaque individu et /de/ l'instauration du mouchardage en règle de gouvernement.” De même, sur l'histoire du pays depuis la révolution, mention est faite de “l'extermination violente des “koulaks”<sup>953</sup>, ce dernier mot étant employé avec des guillemets dans le texte, mais, même en



indiquant comme *Jean Seurel* que toutes sortes de paysans étaient transformés en “koulaks” ou paysans riches, on est encore relativement loin du type de terreur suggéré par Victor Kravchenko.

Au demeurant, la prise en compte de telles informations n’est pas nouvelle dans *Socialisme ou barbarie*. Dès le numéro 1, paru d’ailleurs tout à la fois après la traduction française du livre de Victor Kravchenko et l’article de Claude Lefort dans *Les Temps modernes*, il était question dans le texte manifeste “Socialisme ou barbarie” “... des millions d’individus... enfermés dans des camps de concentration et de travail forcé...”, de la “... terreur intégrale...” exercée par “... la police d’État - dont la Gestapo ne fut qu’une pâle imitation - ...”, du “... système d’oppression des masses le plus perfectionné qu’on avait jamais connu.”, de “... la dictature la plus écrasante du monde actuel.” et, enfin de “... la misère atroce des masses laborieuses...” sous “... un régime se qualifiant cyniquement de “ socialiste ”...”<sup>954</sup>.

Dans l’article du jeune philosophe, comme dans celui publié dans *Socialisme ou barbarie*, comparé à la critique violente des communistes et même aux atermoiements des *Temps modernes*, l’accueil réservé au livre de Victor Kravchenko est profondément différent : la valeur informative de son contenu est explicitement considérée en tant que telle, ce qui est tout à fait notable, compte tenu des prises de position souvent accusatrices adoptées au procès par de nombreux intellectuels anciens résistants. De plus, les informations extrêmement riches fournies par Victor Kravchenko serviront sans doute de base à certains des articles présentés ultérieurement dans *Socialisme ou barbarie*, en particulier “Le totalitarisme sans Staline” de Claude Lefort, publié en 1956<sup>955</sup>, mais sans référence au livre de Victor Kravchenko. Cependant seule une partie des informations fournies par l’immigré politique est utilisée par Claude Lefort, comme par *Jean Seurel*, au point qu’il en résulte une déformation notable de l’ouvrage.

De plus, si une partie de ces informations est prise au sérieux, il convient cependant de souligner les effets de l’orientation politique de la revue

dirigée par Jean-Paul Sartre non seulement sur les modalités de la présentation de l'article par la rédaction des *Temps modernes*, mais également sur les modalités de présentation de l'ouvrage du réfugié soviétique par le jeune philosophe, mais également jusqu'à un certain point sur le texte de Claude Lefort lui-même, encore pris en outre dans une problématique beaucoup plus "économiste".

Au demeurant ce n'était pas la première fois que la rédaction des *Temps modernes* marquait ses distances avec l'orientation de Claude Lefort. Cela avait également été le cas à propos des "pays coloniaux"<sup>956</sup>, texte publié en 1947, consacré à l'Indochine comme tout un dossier de cette livraison : dans l'éditorial collectif de présentation la contribution de Claude Lefort est vivement critiquée ; cette dernière paraît sous la rubrique "Opinion" qui exprime la prise de distance. En outre, cet article sera à nouveau attaqué un peu plus tard par Tran-Duc-Thao, lui aussi philosophe, ancien élève de Maurice Merleau-Ponty, intéressé par la relation entre phénoménologie et marxisme, politiquement impliqué mais en faveur du Viet-minh<sup>957</sup>, Quant à son contenu, outre un panorama de l'émancipation des pays coloniaux qui sera loin d'être un sujet essentiel pendant les premières années de "Socialisme ou barbarie", cet article s'appuie de manière inhabituelle chez Claude Lefort sur les théories trotskistes, celles de la révolution permanente - reformulation de celle de Karl Marx - et du développement combiné. L'auteur y note que, comme dans de nombreux pays d'ailleurs, le développement de secteurs financiers, industriels et commerciaux a été accéléré par la guerre pour y fonder le caractère "prolétarien" de ce qu'il considère comme le mouvement révolutionnaire indochinois et critiquer la politique "étapiste" d'Ho-Chi-Minh, tout en insistant sur l'absence de conjoncture révolutionnaire mondiale, ce qui constitue tout à la fois une attaque explicite de la défense par Joseph Staline de la révolution dans un seul pays et justifie d'éventuels compromis de la part du mouvement indochinois. Par contre, il conclut sur une affirmation qui sera longuement développée sous la plume de Cornélius Castoriadis dans les derniers numéros de *Socialisme ou barbarie* : "L'histoire est une "chose" pour le bourgeois, le social-démocrate ou pour Staline qui ne veulent pas la

transformer... L'histoire ne reconquiert son historicité que pour celui qui s'unit organiquement à elle et ne lui trace pas un avenir indépendant de son action."

Dans "Kravchenko et le problème de l'URSS", pour parler d'un critique de l'URSS et utiliser ses informations, tout en étant d'extrême gauche, marxiste et en publiant dans *Les Temps modernes*, Claude Lefort se livre à une rhétorique de présentation qui consiste à se démarquer de l'évolution de l'auteur, réfugié politique.

Le jeune philosophe révolutionnaire commence par répondre directement à la rédaction des *Temps modernes* et à travers elle aux "philocommunistes" ; "attaquer l'URSS, c'est défendre les intérêts du capitalisme mondial", il en résulte que le livre de Victor Kravchenko est devenu un "tabou". Par cette phrase, le jeune philosophe se protège, tout en réaffirmant, ce qui compte le plus pour lui, que l'URSS n'équivaut pas à la réalisation du communisme. Dans cette même introduction, Claude Lefort bien décidé à se proclamer révolutionnaire, fait un usage immodéré du qualificatif "bourgeois" : "presse bourgeoise", "milieux bourgeois", "théoriciens bourgeois". Claude Lefort explique encore que : "La réaction des "penseurs" de la bourgeoisie n'offre en soi que peu d'intérêt ; elle ne retient notre attention que dans la mesure où elle fournit depuis vingt-cinq ans un alibi toujours merveilleusement renouvelé aux staliniens de tout poil et de tout acabit", avant de conclure, "il est essentiel de... voir ce qu'elle /la société soviétique/ exprime du seul point de vue qui importe : celui de la lutte de classes."<sup>958</sup> Une telle disqualification des auteurs critiques du communisme réel, mais non "révolutionnaires", est d'ailleurs aussi fréquente dans *Socialisme ou barbarie*, on a déjà pu le constater, mais la rhétorique de distanciation est particulièrement appuyée dans cet article de Claude Lefort publié dans *Les Temps modernes*.

Claude Lefort démonte ainsi le mécanisme intellectuel et politique dans lequel *Les Temps modernes* et leur directeur se sont enfermés : *Les Temps modernes* se doivent d'être anticapitalistes, toute critique de fond de l'URSS fait le jeu du

capitalisme, une critique de fond de l'URSS ne saurait être reconnue dans *Les Temps modernes*.

On comprend bien comment la position de Claude Lefort peut se présenter comme une ouverture, puisque reposant sur une affirmation du caractère capitaliste de l'URSS et même de l'appartenance de ce pays à une forme aggravée de capitalisme, au nom des principes du communisme, la critique du communisme réel peut se déployer, tout en conservant une pureté anticapitaliste. Cependant, on voit aussi très bien les limites intellectuelles d'une telle position : le mépris absolu et affiché des penseurs dits bourgeois, dont toute analyse est *a priori* dépréciée, et la translation dans le champ intellectuel comme dans le champ politique d'un conflit classe contre classe censé prolonger et exprimer la dialectique du concret.

L'analyse de Claude Lefort s'articule sur deux points : le caractère irrationnel de l'économie soviétique et la terreur.

Pour l'auteur, les témoignages contenus dans le livre de Victor Kravchenko qu'il compare à *La Planification soviétique* de Charles Bettelheim<sup>959</sup> "pourraient servir littéralement d'illustration aux ouvrages de Bettelheim", mise en parallèle utilisée par l'auteur à des fins d'argumentation en direction des "communisants", pour lesquels il n'y aurait "point possibilité... de récuser cette source" et que "l'on aimerait" "... faire réfléchir sur l'accord spontané de Kravchenko avec Bettelheim sur la difficulté d'admettre l'un et de récuser l'autre"<sup>960</sup> ; le jeune philosophe s'attache en premier lieu à démontrer que, même s'il y a développement des forces productives en URSS, le système qui s'est mis en place n'est nullement rationnel. Il s'agit bien évidemment de contrer l'argumentation communiste selon laquelle "l'économie soviétique est essentiellement rationnelle."<sup>961</sup>

Pour contester une telle assertion, Claude Lefort utilise un certain nombre d'exemples tirés de Victor Kravchenko. La collectivisation forcée, à la

campagne, principalement en Ukraine, mais pas la grande famine dont traite aussi Victor Kravchenko et les modes de création et le fonctionnement des industries planifiées.

S'agissant de la collectivisation forcée, Claude Lefort soutient, en premier lieu, que le régime soviétique a essayé de la retarder au maximum et s'y est finalement lancé de manière "aventuriste" en 1927. On retrouve là posées de manière implicites les analyses de la gauche communiste bolchevique, à laquelle Trotsky appartenait. C'est donc sur le compte de cette précipitation incohérente qu'il va mettre les événements tragiques effectivement relatés par Victor Kravchenko et qui prennent place pendant et après la collectivisation forcée en Ukraine. Les paysans qui doivent participer à la récolte meurent de faim. Cependant, d'une part, on leur a interdit de faucher le minimum pour assurer leur survie alimentaire, avant de commencer la récolte. De l'autre, et plus gravement encore, après la récolte, Victor Kravchenko découvre "les réserves d'État pour le district constituées sur l'ordre du gouvernement et dont les autorités avaient caché jusqu'à l'existence aux populations accablées par la famine. Par la suite, j'apprends que le gouvernement, dans beaucoup d'endroits avait accumulé ainsi d'énormes réserves, alors même que les paysans de la région mouraient de faim."<sup>962</sup>

Pour résumer le caractère extrêmement brutal et très coûteux en vies humaines de l'intervention communiste à la campagne, Claude Lefort choisit cette citation effectivement édifiante d'un membre du Comité central : "Les koulaks ainsi que certains paysans pauvres se refusent de livrer leur grain, sabotant ainsi la politique du parti... Arrachez-le à ces gens-là partout où ils le dissimulent... Ne craignez pas de recourir à des mesures extrêmes : le Parti tout entier est derrière vous."<sup>963</sup>

Certes Claude Lefort souligne ainsi l'absence complète de respect des vies humaines dont s'accompagnerait un volontarisme hâtif et mal maîtrisé, mais ce n'est pas du tout cela que le "transfuge" suggère. En effet, dans l'ouvrage de ce dernier, le sens prédominant de la collectivisation forcée et des famines

consécutives et ultérieures à la campagne n'est pas l'incohérence de sa mise en œuvre, mais bien la violence de la guerre déclarée aux paysans, et non pas d'ailleurs aux seuls "koulaks", ces "paysans riches" dont aucune définition rationnelle n'a jamais été donnée.<sup>964</sup> Les témoignages convergents tendent même à confirmer l'hypothèse du caractère volontaire et organisé de la famine<sup>965</sup>, pratiquement prouvé maintenant et qui avait déjà été posé dans la presse<sup>966</sup>, lorsque la nouvelle de la catastrophe était parvenue en Occident.

Ainsi, face à la résistance paysanne à Odessa, Molotov n'avait-il pas déclaré, selon Victor Kravchenko : "... /il/ réunit les activistes : le programme devait être appliqué... sans qu'on se souciât de ce qu'il pourrait coûter de vies humaines : tant qu'il y aurait dans le pays des millions de petits propriétaires terriens... la révolution serait menacée. En cas de guerre, on pourrait toujours craindre de les voir se ranger du côté de l'ennemi..."<sup>967</sup>.

Et le même membre du Comité central, déjà cité par Claude Lefort : "Une lutte sans merci, une lutte à mort se livre en ce moment entre le Gouvernement et les paysans. L'année qui s'écoule nous a permis de donner la mesure de notre force. Il a fallu une famine pour faire comprendre aux paysans qui commandait dans ce pays. Le système de la culture collective a coûté des millions de vies, mais il est maintenant solidement établi. Nous avons gagné la guerre... Si tout le monde s'était montré aussi sensible que toi, /Victor Kravchenko a fait réquisitionner des vivres pour nourrir les cultivateurs, afin qu'ils puissent travailler/ il est probable que nous n'aurions pas gagné notre guerre... je te demande de te souvenir des critiques que je t'ai adressées tout à l'heure ; si jamais on s'avisait de t'interroger, n'oublie pas que j'ai fait de mon mieux pour te ramener à un plus juste sentiment de la discipline."<sup>968</sup>. Cette fois le caractère volontaire de la famine est à peine masqué. Dans cette explication qui aurait été donnée à l'auteur. Quant à l'enjeu, il est des plus explicites, s'assurer du pouvoir par tous les moyens et surtout grâce à la terreur qui reste la technique la plus efficace pour éviter toute forme de désobéissance, même locale et dépourvue de toute finalité politique explicite.

Les manifestations d'une telle guerre sont longuement décrites par Victor Kravchenko : la famine, bien sûr, les confiscations de tous les biens des

paysans qui, d'une manière ou d'une autre, ont refusé la collectivisation, les déportations en très grand nombre, les exécutions sommaires, les masses d'enfants orphelins qui errent à travers le pays. Quant aux effets de telles pratiques sur la production agricole, à la faible productivité d'une population au bord de l'inanition, s'ajoute la haine de leur travail de la part de ceux auxquels on a retiré toutes leurs raisons antérieures de vivre et de travailler et qui sont constamment menacés et maltraités. La destruction d'une partie de la paysannerie, en particulier en Ukraine, la région agricole la plus riche de Russie, date de cette époque et n'a jamais été rattrapée.

Les violences à la campagne jouent d'ailleurs un rôle essentiel dans la rupture progressive de Victor Kravchenko avec le communisme, au moins telle que ce dernier la relate : "Lorsque je regarde en arrière, j'en viens à penser que le commencement de ma rupture véritable avec le Parti remonte à cette époque. Les atrocités auxquelles j'avais assisté dans les campagnes me laissèrent de véritables lésions de l'âme..."

Mais je ne pouvais pas me permettre de "quitter" tout simplement le Parti ; je ne pouvais même pas diminuer mon activité politique... Quand on s'était inscrit au Parti, on en restait à tout jamais le prisonnier"<sup>969</sup>. Il en fait d'ailleurs un phénomène collectif. "Les communistes qui, comme moi, s'étaient trouvé mêlés aux horreurs de la collectivisation... Pour un peu, on nous aurait reconnus à notre taciturnité et à l'obstination avec laquelle nous éludions toute discussion portant sur le "front paysan"<sup>970</sup>. Il lie très explicitement ce désespoir au déclenchement de la purge dans le parti. Nombre des membres de ce dernier auraient été totalement désillusionnés, après non seulement la collectivisation, les drames moins massifs liés à l'industrialisation, au demeurant contemporaine de la crise de 1929 et du début des années trente qui pouvait laisser espérer l'effondrement du capitalisme, puis, enfin la victoire en Allemagne du national-socialisme ; assez pour être, peut-être, prêts à soutenir toute solution de rechange à la direction stalinienne.

Second point abordé par Claude Lefort, celui auquel il tient le plus d'ailleurs, l'absence de rationalité dans l'industrie. Cette fois, le compte-rendu du jeune philosophe ne comporte pas d'“oubli” aussi majeur que la famine organisée par le pouvoir politique dans le monde rural pour le soumettre. Pour Claude Lefort, l'irrationalité de “l'industrie planifiée” résulte essentiellement du “... manque de démocratie qui viciait à la base le mécanisme d'exécution des plans.”<sup>971</sup>. C'est peu dire s'agissant du manque de démocratie, car c'est réellement la peur et parfois la terreur qui expliquent le défaut de communication des informations non conformes au Plan et aux projets, y compris les plus nécessaires, à quoi s'ajoute l'inquiétude permanente qui résulte des actes illégaux commis soit pour obtenir un fonctionnement technique et social minimal soit certains enrichissements personnels. Mais cela n'épuise pas le sujet, car la plupart des décisions et projets semblent, on le sait, déformés par une mégalomanie incompétente, marque d'une idéologie scientiste naïve qui peut faire douter, contre Raymond Aron, que la dimension “rationnelle” : “la victoire sur la nature” et la maîtrise corrélative du progrès technique, soient moins dangereuses dans un tel marxisme, idéologie d'un pouvoir totalitaire, que la composante millénariste qu'on retrouve quant à elle déformée dans le mythe de “l'homme nouveau”. Sans parler de l'extrême misère qui marque les conditions de vie et de travail pour les catégories les plus basses, alors qu'une grande inégalité des conditions de vie caractérise l'ensemble de la vie sociale, l'une et l'autre question étant, quant à elles, longuement abordées dans *Socialisme ou barbarie*, dans le cadre d'une conceptualisation bien particulière.

Troisième et dernier point : la gigantesque purge qui détruit pratiquement le Parti communiste, sujet sur lequel l'analyse élaborée par le philosophe est à nouveau tellement partielle qu'elle en devient tout à fait déformante. Tout d'abord, curieusement, mais bien dans la logique de la problématique développée dans *Socialisme ou barbarie* qui tend à rapprocher le “capitalisme bureaucratique d'État” soviétique du capitalisme, Claude Lefort compare ce mode de répression physique à “la lutte à mort qui s'exprime chez les capitalistes



par la concurrence”<sup>972</sup>. De fait, mis à part quelques suicides en période de crise économique et financière, extrêmement aiguë, généralement dus à des formes particulièrement graves de faillite, le rapport entre les reprises d'entreprises par un autre groupe ou, auparavant, par une autre famille, et l'extermination physique au sein d'une bureaucratie partisane, dont le pouvoir s'étend aussi à la gestion des entreprises est extrêmement lointain. Par ailleurs, Claude Lefort voit une preuve du caractère “objectif” de la purge comme moyen systémique de résolution des conflits au sein de “la classe dirigeante” dans l'auto-accusation des victimes. Or, quels qu'aient été les défauts de l'information sur l'URSS, au moment en particulier où Claude Lefort écrit et, à ne s'en tenir qu'à la seule lecture de *J'ai choisi la liberté*, ce sont des phénomènes assez différents qui se dessinent. Les récits de Victor Kravchenko suggèrent surtout l'ampleur des purges et la diversité des instruments de terreur, qui produisent la capitulation de personnes déjà écrasées et pourtant encore menacées plutôt que la coopération : l'exclusion du Parti pour un individu s'accompagne non seulement de sa mort sociale, ce qui est beaucoup dans une société de monopole, mais en même temps, surtout au moment du développement de la purge, d'emprisonnements et/ou de déportations, avec les probabilités de décès dues soit aux conditions de survie, soit aux tortures, soit, enfin, aux différentes types d'exécutions. Une telle forme de terreur exercée par le pouvoir totalitaire est plutôt propre à empêcher la réelle maturation de tout groupe opposant ou concurrent un tant soit peu structuré qu'à réguler une quelconque compétition. En outre, Victor Kravchenko donne d'assez nombreux exemples concrets sur les modalités précises des tortures et chantages qui peuvent éclairer d'un autre jour les modalités d'auto-accusation obtenue.

On comprend d'ailleurs beaucoup mieux encore la logique à l'œuvre dans un tel système, si l'on additionne les vagues successives d'arrestations et de déportations/exécutions mentionnées par le réfugié politique, mais non reprises par Claude Lefort : celles de toutes les élites de l'Ancien régime, puis celles constituées par les dirigeants de tous les autres partis politiques, puis les responsables religieux

et les croyants, la guerre à la campagne, ainsi que contre divers nationalités, puis enfin, la purge des responsables du Parti communiste, ce que Claude Lefort ne fait pas dans ce texte. Cette logique est essentiellement celle de l'appropriation du pouvoir par un dictateur, entouré d'un groupe dirigeant instable et qui est en train de ramener sa société à un stade proche de l'esclavage, par destruction systématique de tout embryon de capacité mobilisatrice, quelle qu'elle soit, toute forme de rationalité économique ou technique n'étant que secondaire, comme on le verra particulièrement bien pour l'armée au moment de la guerre. C'est d'ailleurs à une conclusion assez proche qu'arrivera finalement Claude Lefort quelques années plus tard dans "Le totalitarisme sans Staline"<sup>973</sup> sans se référer à nouveau explicitement au livre de Victor Kravchenko. Mais il dégagera alors essentiellement un processus de formation d'une nouvelle classe dominante, beaucoup plus, en tout cas, qu'un phénomène proprement politique. Une telle approche l'aurait sans doute obligé à poser le problème des effets de la destruction de toute pluralité, sociétale comme politique ou religieuse, également contenue, à l'état latent au moins, bien que selon d'autres voies, dans le projet communiste radical de " Socialisme ou barbarie".

"La terreur... était constitutive d'une force sociale neuve dont l'avènement supposait un arrachement par les fers à la matrice de l'ancienne société et dont la substance exigeait le sacrifice quotidiennement entretenu des nouveaux membres à l'unité de l'organisme déjà formé. Que le stalinisme se soit d'abord caractérisé... par sa lutte contre les propriétaires privés et le prolétariat, et, par la suite par les épurations massives dans les couches dominantes n'est évidemment pas dû au hasard. La terreur suivait le chemin de la nouvelle classe qui avait à reconnaître son existence contre les autres avant de se "reconnaître" elle-même dans l'image de ses fonctions et de ses aspirations multiples."<sup>974</sup>

"Le stalinisme" "... a arraché des éléments à toutes les classes au sein d'une nouvelle formation et les a impitoyablement subordonnés à la tâche de direction que leur donnait la nouvelle économie. Dans les deux cas la terreur dominait nécessairement l'entreprise. Cependant l'exercice de cette terreur à la fois contre les propriétaires privés, contre le prolétariat, contre les nouvelles couches dominantes brouillait apparemment le jeu."<sup>975</sup>

Si cet immense pays continue quand même à se développer, c'est sans doute grâce à la masse de sa population, d'une part, et, de l'autre, à l'acharnement mis au travail par tous les promus successifs dont Victor Kravchenko, tel qu'il trace son "autoportrait" est un bel exemple, d'une certaine manière. C'est bien dans une telle perspective d'ailleurs que se place lui-même Claude Lefort dans "Le totalitarisme sans Staline" et les œuvres, bien plus tardives évidemment, d'Alexandre Zinoviev<sup>976</sup> se feront l'écho du même phénomène.

"Pourtant la tension des énergies qu'il exigeait dans tous les secteurs, le brassage des conditions sociales qu'il effectuait, les chances de promotion qu'il offrait donc aux individus dans toutes les classes, l'accélération de toutes les forces productives qu'il imposait comme idéal et qu'il réalisait, tous ces traits fournissaient un alibi à sa puissance démesurée et à son omniprésence policière."<sup>977</sup>

Pourquoi ces deux articles ont-ils suscité la critique des *Temps modernes* et pas "La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire", outre que ce dernier texte porte explicitement sur Léon Trotsky ? Il se conclut pourtant sur un rejet radical du "stalinisme" : "Le Stalinisme est pour nous un système d'exploitation, qu'il convient de comprendre, comme il convient de comprendre le capitalisme moderne, en vue de contribuer au mouvement ouvrier, seul susceptible de les renverser.". Certes il ajoute : "Quand nous apprécions le bolchevisme, notamment dans sa phase de décadence, c'est en gardant avec lui un lien de *participation*, car sa force et sa crise sont celles de l'idéologie révolutionnaire." mais aussi "Le bolchevisme est pour nous l'expression d'une époque". Quant à ses dernières phrases, elles sont consacrées à l'approche singulière de "Socialisme ou barbarie" en train de naître : "... la révolution socialiste est dans son essence mondiale... et ses fondements... l'interpénétration des économies - étaient encore insuffisants à l'époque de la première guerre mondiale... la révolution socialiste est par essence prolétarienne et... ses conditions - la capacité de gestion du prolétariat n'étaient pas mûres. ... les bases d'une telle révolution se sont élargies en même temps que s'étendait la barbarie... cette révolution présenterait des traits - participation effective de l'avant-garde prolétarienne au pouvoir, importance des organes autonomes de la classe, rôle réduit du ou des partis - sensiblement différents de ceux qu'a revêtu la révolution russe."<sup>978</sup>

Ainsi posée, la question de la révolution pas plus que celle de la réelle attitude de Léon Trotsky face à Joseph Staline ne sont des questions d'actualité pour la rédaction des *Temps modernes*. Il en va tout autrement de la politique du Vietnam et non pas tant de ce que dit Victor Kravchenko que de la publication de son ouvrage. Par contre, l'occupation par Claude Lefort du pôle extrême de la critique du communisme est une constante, ainsi que l'absence totale de justification du mode de fonctionnement des sociétés occidentales.

Il en va d'ailleurs de même de la "Sociologie du communisme"<sup>979</sup>, de l'"Histoire de l'anarchie"<sup>980</sup>, de "Témoignage révolutionnaire sur l'URSS"<sup>981</sup>. Dans "Sociologie du communisme", en outre Claude Lefort critique un ouvrage de Jules Monnerot, qui se dit lui-même engagé dans une idéologie "européenne et bourgeoise"<sup>982</sup>. Claude Lefort s'y intéresse à nouveau au Parti bolchevique, tout en soulignant l'antériorité du mouvement ouvrier, d'une part, en s'appuyant sur le livre de Daniel Guérin *La Lutte des classes sous la première République*<sup>983</sup> et de l'autre les relations entre la formation de celui-ci et l'intrication de l'entreprise capitaliste, ces deux arguments seront parmi les mieux entendus de son opposition avec Jean-Paul Sartre. Quant à l'URSS qui est également au cœur de l'analyse de Jules Monnerot, il lui reproche de surévaluer la dimension idéologique, voire mystique des phénomènes soviétiques et d'en ignorer les rapports sociaux et économiques. En conclusion de sa note de lecture classé dans la rubrique "Exposé" sur l'"Histoire de l'anarchie", Claude Lefort en appelle en conclusion à la "relation dialectique" entre le communisme marxiste et l'anarchie : "Pour le marxisme il a la valeur d'un rappel permanent à l'anti-étatisme radical, à la valeur absolue de la lutte contre l'exploitation..."<sup>984</sup>. "Témoignage révolutionnaire sur l'URSS"<sup>985</sup> est consacré à Anton Ciliga dont les ouvrages sont déjà anciens ; Claude Lefort s'y attache à la question des soutiens populaires qu'il juge être le fait de ceux qui font prédominer leur intérêt personnel - constamment apportés à la révolution en particulier dans les phases de répression et de terreur de masse -, sujet qu'il développera ultérieurement.

Quant à la perspective politique, dans ces articles Claude Lefort a bien l'opportunité de développer des thèses qui sont celles qu'il juge essentielles dans la tendance puis le collectif "Socialisme ou barbarie" ou qui constituent son apport personnel : la critique de l'avant-garde en particulier ; leur écriture est souvent plus érudite et ces textes paraissent d'autant mieux acceptés par la rédaction des *Temps modernes* qu'ils sont moins "opérationnels". Ils sont également parcourus par une démarche plus philosophique qui, quant à elle, ne trouvera sa place que beaucoup plus tard dans "Socialisme ou barbarie".

#### VI. 2/ Claude Lefort dans *Les Temps modernes* jusqu'à la rupture : un "aggiornamento" philosophique

L'une des questions qui pouvaient bien évidemment être posées à l'ensemble d'articles publiés par Claude Lefort dans *Les Temps modernes* concernait une éventuelle différence entre la période trotskiste de Claude Lefort, celle de la fondation de "Socialisme ou barbarie" et celle, enfin, pendant laquelle il participe à la direction du groupe dont il est l'un des membres fondateurs.

Or, les textes publiés par notre auteur dans *Les Temps modernes*, entre 1945 et 1947, avant donc la sortie du PCI, sont nettement d'une autre teneur que ceux publiés dans les années 1948-1949.

En premier lieu, au moins pour les deux premiers de ces textes, "L'analyse marxiste et le fascisme"<sup>986</sup>, "La déformation de la psychologie, du marxisme et du matérialisme, ou les essais de M. Naville"<sup>987</sup>, il convient de noter l'absence de souci d'une réelle orthodoxie trotskiste ou même "sociale-barbare" et la liberté de ton autant que de recherche, dans le cadre du marxisme révolutionnaire, assez différente de la dogmatique à laquelle s'appliqueront, malgré les nuances et la liberté de tendances, les auteurs militants de *Socialisme ou barbarie*. Pour Claude

Lefort, il ne s'agit à dire vrai que des tout débuts d'une investigation qui se poursuivra tant dans *Les Temps modernes* que, dès 1951, dans *Les Cahiers internationaux de sociologie*.<sup>988</sup>

Les deux premiers articles de Claude Lefort traitent en second lieu de deux sujets très différents : le fascisme - abordé au travers de la critique de *Fascisme et grand capital* de Daniel Guérin<sup>989</sup> - la psychologie béhavioriste et la psychanalyse - à partir de celle de *Psychologie, marxisme, matérialisme* de Pierre Naville<sup>990</sup> -, mais avec un même souci pourtant : faire la critique d'auteurs marxistes contemporains. De plus, les auteurs de ces deux ouvrages appartiennent à la gauche du marxisme politique intellectuel et leur relation avec le trotskisme est évidente, bien qu'elle s'inscrive déjà au passé pour Pierre Naville. Quant à Daniel Guérin c'est à la gauche socialiste qu'il a appartenu. Tous deux, par ailleurs, écriront aussi dans *Les Temps modernes*, mais nettement plus tard, essentiellement sur les États-Unis sujet moins sensible que le communisme.<sup>991</sup>

Quant à la thématique, en troisième lieu, la nature du projet intellectuel semble différer du projet "social-barbare" initial, et ceci est également vrai des articles qui seront publiés à la suite de ceux consacrés au communisme réel : c'est la théorie marxiste elle-même qui est visée dans le but de parvenir à son "aggiornamento", en la confrontant à des démarches contemporaines : la phénoménologie, surtout, mais aussi la psychanalyse ou la sociologie. Il esquisse d'autres modes d'analyse propres à permettre emprunt et fusion. Ces derniers, comme expulsés d'abord par la dogmatique "sociale-barbare", ne réapparaîtront qu'ultérieurement dans *Socialisme ou barbarie*, ou beaucoup plus tard encore, comme le ton presque libertaire, parfois adopté. De fait, une telle attitude, si elle avait rencontré alors un véritable écho, aurait pu éventuellement déboucher sur un positionnement du marxisme par rapport à la philosophie et aux sciences sociales et humaines, bien différent, par son ouverture même contenue dans les limites de la perspective politique, de celui qui a prédominé dans l'après-guerre, sous l'égide en

particulier du Parti communiste, mais pas exclusivement. La critique de ces auteurs marxistes, par contre, est péremptoire et la condamnation sans appel. Il ne s'agit certes pas de rassembler des intellectuels qui occupent des positions relativement voisines de celles de Claude Lefort dans le "sous-champ" politico-théorique d'extrême gauche, mais de s'y assurer l'autorité intellectuelle.

Pourquoi considérer ici de tels textes ? Parce que c'est dans ces écrits que se met en place une approche assez différente des classes sociales et de leur action historique. Un tel renouvellement de la problématique concerne de manière privilégiée le prolétariat, bien évidemment. Elle aura d'ailleurs des effets essentiels sur la manière d'appréhender le problème de "l'organisation" qui sera analysé dans la troisième partie de ce travail. Mais c'est autour de cette approche alors en gestation, et qu'on voit se constituer par bribes, que s'articuleront, à partir de 1956, celles du communisme réel et de la formation de la nouvelle classe "totalitaire". En outre, nombre de ces questions seront au centre des derniers textes de Cornélius Castoriadis dans *Socialisme ou barbarie*.

Une conception très durable d'abord chez Claude Lefort : celle du socialisme comme une forme "sociétale", dans laquelle cesse toute contradiction au profit de "l'unité", condition d'une transparence sociale et d'une dynamique totale qui permettent aux sujets d'appréhender et maîtriser cette "totalité", nouvelle formulation philosophique du projet millénariste profane, bien sûr, tout à fait partagée à "Socialisme ou barbarie".

Dans le premier des textes, cette signification n'apparaît qu'en creux par opposition à une définition du fascisme et au travers des particularités prêtées à la classe sujet par excellence, la classe ouvrière, ce qui n'est guère surprenant, puisqu'on sait la relation dialectique entre définition du prolétariat et de son devenir historique supposé, le communisme, et critique des autres modes d'organisation socio-politiques : "le fascisme est tout le contraire d'une totalité," c'est le négatif

pur, l'absolu de la destruction. S'il rassemble des hommes de toutes les classes..., s'il donne à ces foules l'illusion d'une existence unique\*... il "atomise\*" la seule classe qui, par son travail, est une unité\* : la classe ouvrière...".<sup>992</sup> (\* souligné par nous).

Cependant, le concept de totalité a aussi un autre usage, celui de poser certaines formes de symbolique, comme les langues qui disent un tout social.

Par ailleurs, la place décisive prise ici par le concept d'aliénation est significative d'une prise en compte des œuvres du jeune Marx. On retrouve ce même souci dans le second article, avec la référence aux *Manuscrits de 44*.

Ces textes témoignent aussi d'une interprétation phénoménologique des concepts marxistes, tout particulièrement le second consacré à la critique de *Psychologie, marxisme, matérialisme* de Pierre Naville.

Au moyen de cet essai de synthèse, le jeune auteur s'efforce de réaffirmer le matérialisme, tout en tentant de construire une problématique du symbolique, parallèlement à celle du sujet et de l'objet, directement lié pour lui aux rapports parti-classe examinés dans la III<sup>e</sup> partie, mais dont les étapes du cheminement théorique ponctuent aussi en négatif l'évolution de la critique du communisme réel.

Par contre, c'est directement que ses manières successives de poser le symbolique et l'idéologie, ainsi que leurs relations avec la société et les classes sociales sont fondamentales pour appréhender les évolutions les plus notables exprimées par Claude Lefort dans ses critiques du communisme réel, essentiellement en 1956, c'est-à-dire dans la dernière grande série de textes sur cette question dans *Socialisme ou barbarie*.



En effet, dans le second de ces textes, Claude Lefort tire de propositions très générales : “L'organisme est capable d'intégrer l'objet et de le symboliser”<sup>993</sup>, “l'organisme “ appartient” au milieu et le milieu n'a de sens que pour lui : l'individu organique a surgi dans le monde comme individu, mais il confère au monde une valeur à partir de sa nature propre” une réaffirmation du matérialisme, mais également une conception qu'il conservera longtemps et réexaminera sans cesse de “la classe”, ainsi que des rapports avec “son” organisation “révolutionnaire”, non dépourvue d'une forme d'ouvriérisme : “La démarche est partout la même : c'est l'objet qui est premier et qui doit être réalisé absolument”. “... l'univers se passe de l'esprit comme le prolétariat se passe de la bourgeoisie.”<sup>994</sup>, d'où il déduit finalement une formulation de la posture “du révolutionnaire” : “C'est d'une manière précise que le marxisme s'accorde avec la psychanalyse : la psychanalyse permet au révolutionnaire de comprendre à un niveau individuel et psychologique les fondements de son projet social. Le prolétariat n'est pas une chose en dehors de lui à laquelle il a projeté intellectuellement de se rallier. Le prolétariat est pour lui affaire individuelle : c'est la chose opprimée qu'il lui faut porter au pouvoir comme il lui faut porter au pouvoir son sexe, accomplir son désir”. “C'est toujours l'objet qu'il faut mettre au pouvoir, libéré de la domination de l'idée comme de la police.”<sup>995</sup>

Ce dernier énoncé est étonnant à plus d'un titre. En effet, orienté sur les motivations “du révolutionnaire”, ce qui est extrêmement rare chez un auteur qui se définit lui-même comme marxiste et révolutionnaire, cet énoncé dont la teneur, et plus encore les accents, au-delà du recours à la psychanalyse, peuvent paraître annoncer certains des slogans caractéristiques de la révolte de mai-juin 1968, insiste sur la volonté ou le besoin du révolutionnaire de se réaliser personnellement, au moyen de l'action et de son projet social. De la société, est essentiellement retenue ici l'oppression à vaincre, pour parvenir à ce but. Il n'est au demeurant pas certain qu'une telle problématique soit de nature à résoudre le problème, posé de manière presque obsessionnelle, de la séparation des révolutionnaires et de la classe ouvrière, car à une telle “réunion” d'opprimés, même très “motivés”, ne correspond pas nécessairement une unicité des expériences de l'oppression ni des “attentes”, ce qui est déjà vrai des “choses opprimées”, au demeurant. Ces problèmes ne seront pas développés ici, car ils soulèvent surtout ceux de l'organisation qui seront

abordés dans la troisième partie. Par ailleurs, et beaucoup plus indirectement, une telle volonté, voire un tel volontarisme, reconnus aux révolutionnaires seront loin d'être absents, avec des objectifs tout autres, de la problématique ultérieurement appliquée aux "staliniens" dans leur action de s'approprier une société et ses ressources, au moyen et au travers de leur pulvérisation.

Quant à la référence à la psychanalyse, prise pour ce qu'elle révélerait sur l'être humain et non pas au travers des cures où la dimension individuelle prédomine, elle était déjà présente dans le premier article sous une forme encore plus abrupte, au demeurant : "il /le fascisme/ ce qu'il attaque c'est la bourgeoisie du père... il est lui-même un enfant de vieux qui tente de s'affranchir en brutalisant sa mère (la petite bourgeoisie)." <sup>996</sup>

Une lecture sans doute hâtive de ce texte qui présente quelques cris de révolte comme échappés à la plume d'un auteur qui, même si sa socialisation de militant communiste à l'école de la III<sup>e</sup> Internationale, n'est pas une des plus achevées au sein du "groupe", n'en est pourtant guère friand, pourrait laisser entrevoir, outre l'analyse politique, une allusion à une origine parentale dissociée où père et mère étaient non seulement très différents, mais où, en outre, la mère s'était trouvée sous plusieurs aspects dans une situation de grande fragilité.

De la même manière, nombre des axes de la critique appliquée à ces marxistes, jugés insuffisants par notre auteur, ne seront repris que plus tard et/ou incomplètement dans la petite revue militante. Ils auraient, de surcroît, pu conduire à des mises en cause beaucoup plus radicales. En effet, ces critiques, concentrées sur celle du réductionnisme économiste, concernent aussi bien les classes et ensembles sociaux que l'idéologie et la succession diachronique des types de sociétés.

Ainsi, dans cet article, consacré au fascisme, l'essentiel de la critique vise une réduction "économiste" du marxisme, - il reproche à Daniel Guérin d'assimiler fascisme et capitalisme -, parce que le patronat des grandes entreprises a soutenu le fascisme. Selon Claude Lefort, en effet, "Il aurait fallu montrer que sur tous les plans\* le fascisme est une révolution manquée."<sup>997</sup> (\* souligné par nous). Or, ce fameux économisme marxiste reste très présent dans *Socialisme ou barbarie* pendant les premières années de son existence, en particulier sous la plume de Cornélius Castoriadis, avec, notamment, on l'a vu, le rôle joué par la thèse de la baisse tendancielle du taux de profit et la concurrence corrélative des monopoles mondiaux.

Ce que Claude Lefort attaque finalement au travers de "l'économisme", c'est un double réductionnisme : celui du fascisme à une lutte entre grand capital et prolétariat et celui du devenir historique à l'alternative entre capitalisme et socialisme, ainsi que de l'histoire, de manière plus générale, à une suite définie et orientée de types "sociétaux" dont chacun produirait le suivant par aggravation quasi-automatique de ses contradictions internes, ce qui aurait pu déboucher sur d'autres types d'interrogations, visant la dimension millénariste du marxisme, particulièrement valorisée par les marxistes révolutionnaires.

A l'inverse, pour Claude Lefort dans ce tout premier texte, le fascisme "... a sa signification propre", proposition étayée par sa persistance relative dans le temps et avant tout questionnement de sa nature elle-même : "... le fait est là. Le fascisme a duré. Et en durant, il a affirmé une certaine originalité."<sup>998</sup> Ce même argument de la durée joue un rôle essentiel, on l'a vu, dans la justification de la problématique appliquée dans *Socialisme ou barbarie* au communisme réel, ainsi que dans le rejet corrélatif des thèses trotskistes.

Au couple supposé diachronique capitalisme/socialisme s'est ajouté un troisième terme. Au demeurant, ce n'est que très partiellement que Claude Lefort dénoue alors l'enchaînement mécanique des étapes historiques. Avec ce statut de "révolution manquée", conféré au "fascisme, c'est surtout sur une incitation à l'action révolutionnaire que débouche la prise en considération de ce phénomène politique. "Le fascisme est donc un possible permanent. , L'histoire peut être incohérente (...) Le temps ne travaille donc pas... pour la révolution : chaque occasion perdue la rend plus complexe et plus difficile."<sup>999</sup>

Si le marxisme critiqué par Claude Lefort est mécaniste, c'est en particulier parce qu'il ne sait pas prendre en compte l'ensemble concret des forces sociales et politiques, d'où le recours à la sociologie : "Il n'y a pas seulement le capitalisme et le socialisme prolétarien face à face, l'exploitant et l'exploité : il y a plusieurs partis qui se réclament du prolétariat, il y a aussi le fascisme qui défend la bourgeoisie en se disant socialiste"<sup>1000</sup> et concernant le fascisme lui-même : "L'écart entre fascisme et grand capital se traduit concrètement par la lutte qui n'a cessé d'opposer le parti et l'armée, les "Plébéiens" fascistes et la vieille administration, la mystique fasciste et l'esprit bourgeois."<sup>1001</sup>

L'intérêt pour la sociologie qui va devenir essentiel chez Claude Lefort, avec en particulier l'étude de certains des travaux de Max Weber, exposée pour la première fois dans "Capitalisme et religion au XVI<sup>e</sup> siècle", publié dans *Les Temps modernes*<sup>1002</sup>, ne débouche cependant nullement sur un programme empirique. C'est que la philosophie de la connaissance paraîtra longtemps au jeune philosophe un sujet plus important, comme on peut le constater à la lecture des articles consacrés par ce dernier aux sciences sociales dans *Les Temps modernes* en 1951 et 1952<sup>1003</sup>, courte série interrompue par la polémique avec Jean-Paul Sartre, alors que la même démarche entreprise à partir de 1951, dans *Les Cahiers internationaux de sociologie* sera, quant à elle, poursuivie.<sup>1004</sup> Dans *Socialisme ou barbarie*, où l'on trouve un certain écho de telles préoccupations, les tentatives relativement fines d'analyse des attitudes et comportements ouvriers par Daniel Mothé buteront sur le besoin de

retrouver dans les faits la problématique, ou l'interprétation politico-idéologique, de la petite organisation, traque quelque peu pathétique d'une classe ouvrière/prolétariat largement inventée. C'est finalement dans des notes de conjoncture, et non pas dans les synthèses théoriques, que Claude Lefort, parmi les autres auteurs militants, manifeste, pendant les premières années d'existence de la petite revue, un souci d'appréhender une certaine complexité sociale et sa dynamique.<sup>1005</sup>

Dans "L'analyse marxiste et le fascisme", malgré l'affirmation de Claude Lefort : "La mystique fasciste est un phénomène aussi objectif que les autres mystiques, sans quoi elle n'existerait pas"<sup>1006</sup>, un tel marxisme mécaniste ne saurait pas non plus prendre sérieusement en compte les idéologies politiques. En effet, si *Socialisme ou barbarie* se caractérise effectivement par la prise en considération de l'idéologie stalinienne, l'importance accordée à celle-ci n'y débouchera sur une tentative d'appréhender la relation entre les types d'idéologies et les formes d'organisation politique visées qu'avec la dernière série d'articles consacrés au communisme soviétique. Dans les premiers articles, il ne s'agit que de dénoncer le mensonge ou l'imposture.

De fait, dans cet article, outre une certaine reconnaissance de la complexité sociale et des relations entre appartenances de classes et idéologies, Claude Lefort donne un autre type de réponse à ses propres interrogations, situé celui-là dans l'ordre de la pratique : "Ainsi, l'histoire ne va pas dans un sens. Le marxisme perd sa nécessité et sa pureté linéaire. Mais l'histoire n'est pas non plus absurde, elle veut toujours dire quelque chose. Et c'est à partir de ce fond significatif que le Marxisme peut et veut lui donner un sens."<sup>1007</sup>

Ce dernier énoncé, à nouveau consacré au rôle des révolutionnaires, annonce ceux dédiés à leurs motivations propres en conclusion du texte suivant de Claude Lefort dans *Les Temps modernes* : "La déformation de la psychologie, du marxisme et du matérialisme ou les essais de M. Naville."<sup>1008</sup> Tous ces énoncés

témoignent d'un essai de synthèse entre phénoménologie et marxisme en ce sens que, prenant une certaine distance vis-à-vis de sa propre démarche, Claude Lefort confère aux marxistes révolutionnaires un rôle de donneurs de sens à l'histoire, à partir de leurs propres expériences, besoins ou désirs de révolte qui incluraient les opprimés qu'ils devraient aider à se révéler à eux-mêmes.

Ce faisant, il renvoie le marxisme dans l'ordre de la pratique. Pour une fois, le discours des marxistes révolutionnaires ne se retranche plus derrière l'autorité du caractère scientifique prêté à cette théorie, appuyée sur celle encore plus imparable de la seule nécessité historique. Leur théorie ayant acquis un statut qui n'est plus seulement de vérité scientifique supposée, contrairement à ce qui est affirmé pendant les premiers années de *Socialisme ou barbarie*, les marxistes, comme les autres théoriciens, se trouvent en principe amenés à admettre les interrogations sur les distorsions qu'ils font subir à la réalité analysée, comme celles qui portent sur le bien fondé du but poursuivi. Ceci Claude Lefort ne manque pas de le faire sur le communisme soviétique, tout en cherchant à montrer le bien fondé d'un autre communisme et d'un autre marxisme révolutionnaire.

Avec sa conclusion à la critique de *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber, dans son article publié, en 1951 dans *Les Temps modernes*, on l'a vu, ce n'est plus seulement l'histoire qui "perd sa nécessité" sans l'action des hommes, c'est aussi l'indétermination de l'idéologie qui est posée : "De la Réforme, nous avons donc le droit de dire qu'elle possédait une indétermination réelle et qu'elle ne se réduisit pas à une fonction sociale précise ; et cependant que son lien avec la bourgeoisie ne fut pas extérieur, que le sens qu'elle prit avec le puritanisme fut porté par sa dialectique interne, puisqu'elle apparut à un moment de l'histoire pour permettre de nouvelles réponses..."<sup>1009</sup>.

Cette indétermination, il la verra aussi dans le marxisme révolutionnaire lui-même, instrument tout à la fois du totalitarisme et de la révolution à venir cependant.

Anna Boschetti avait déjà souligné dans l'ouvrage qu'elle a consacré aux *Temps modernes* cette précocité de l'intérêt porté par Claude Lefort aux œuvres de Max Weber<sup>1010</sup>, ainsi que la parenté de la démarche du jeune philosophe avec celle de Maurice Merleau-Ponty<sup>1011</sup> qu'en l'occurrence le premier précède.

Une telle approche phénoménologique conduit cependant en même temps l'auteur à renvoyer, voire à réduire l'économie aux comportements économiques et la religion à une éthique sociale, u plutôt "infra-sociétale", individuelle et comportementale. Hugues Poltier, dans son analyse de l'évolution de la pensée de Claude Lefort, soulignait déjà que "la caractérisation d'un type de société par une attitude ou une manière d'être fondamentale ne convainc pas pleinement parce qu'elle semble ramener la détermination des rapports sociaux à une sorte de choix existentiels"<sup>1012</sup>. Au demeurant, cette œuvre-là de Max Weber favorise plus que d'autres une telle lecture, alors que le sociologue s'est aussi beaucoup attaché aux types de légitimité du pouvoir, l'un et l'autre bien absents de l'interrogation de Claude Lefort : "... la difficulté naît d'une confrontation directe entre économie et idéologie, et... elle se réduit quand l'une et l'autre sont pensées comme deux moments de la conduite bourgeoise." "L'individualisme économique, le risque, la rationalisation de l'entreprise forment la trame de l'existence bourgeoise ; le protestantisme n'est qu'une manière pour la classe de se confirmer dans son existence ou de *se reconnaître*."<sup>1013</sup>

Mais Claude Lefort voit aussi dans la Réforme une rupture dans un univers qu'il suppose homogène et clos, ce qui est sans doute rapide, et qu'il appelle le "totalitarisme catholique". "La Réforme... fournit par sa critique et au moins autant par sa création d'une nouvelle Eglise, l'expression matérielle de la défaite du "totalitarisme" catholique... par ce seul fait que la simplicité de la pensée médiévale est brisée, que le monde peut apparaître simultanément sous deux perspectives, s'établit le divorce du spirituel et du temporel."<sup>1014</sup>

Il appliquera cette même idée à l'ébranlement produit sur le totalitarisme soviétique par le rapport Krouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès, dans "Le totalitarisme sans Staline"<sup>1015</sup>, où il prend acte du changement d'orientation de la direction soviétique, dans lequel il voit "... une transformation totale qui affecte le

fonctionnement de la Bureaucratie en tant que classe, la marche des institutions essentielles, l'efficacité de la planification, le rôle du parti totalitaire, les rapports de l'État et de la société, parce qu'il exprime, au plus profond, un conflit inhérent au système d'exploitation fondé sur le capitalisme d'État." <sup>1016</sup>

“Le mythe voulait qu'il y eut parfaite correspondance entre le système économique et social et la direction politique ; le système était socialiste et Staline génial, chacun était le reflet de l'autre. La critique n'était donc pas possible, à moins qu'elle ne visât l'ensemble : toute action politique de Staline était perçue par les “ communistes ” du monde entier comme juste pour l'impérieuse raison qu'elle ne pouvait être fautive, traduisant à chaque fois les nécessités objectives. Or ce mythe est éventré. Si la politique de Staline depuis vingt ans comporte toute une série d'“ erreurs ” - dont certaines colossales - c'est que l'objectif et le subjectif ne se mirent plus l'un dans l'autre, c'est que la nécessité historique est brisée, c'est enfin que la critique est possible... En vain Krouchtchev\* (\* dans le texte) prétend-il circonscrire le terrain offert à la critique : si la personnalité de Staline n'est plus sacrée, c'est toute direction d'hier et de demain, c'est le régime dans son ensemble qui perdent leur droit divin à la vérité historique. Le système devient objet d'analyse et de critique comme tout système social.” <sup>1017</sup>

Il fait d'ailleurs explicitement référence à la période qui a précédé la Réforme, soulignant une analogie entre les deux situations : “Comme à la fin du Moyen-Âge la simple critique des méthodes de l'Église a levé l'hypothèque du sacré et conduit à un effondrement du totalitarisme religieux, la seule mise en question de la politique stalinienne appelle de proche en proche un réexamen de chaque problème et ébranle le totalitarisme moderne dans ses fondements.” <sup>1018</sup>

Mais ce schème de naissance d'une classe sociale montante, en train de devenir dominante, selon la problématique marxiste, il va aussi l'appliquer à l'“accumulation primitive” en URSS, mise en œuvre, selon lui, par le “stalinisme” qui continue d'ailleurs, pour lui, à constituer une rupture avec la période de Lénine : si le parti totalitaire est déjà constitué, c'est pour lui avec le stalinisme qu'il y a vraiment formation d'une nouvelle classe dominante (grâce en particulier à la différenciation des revenus, aux privilèges liés à des statuts). “La terre suivait le chemin de la nouvelle classe qui avait à reconnaître son existence contre les autres avant de “se reconnaître elle-même dans l'image de ses fonctions et de ses aspirations multiples.”



“Le développement de la politique stalinienne n’était pas un moyen de défense utilisé par une poignée d’individus menacés dans leurs prérogatives par les forces sociales en présence, elle était constitutive d’une force sociale neuve dont l’avènement supposait un arrachement par les fers à la matrice de l’ancienne société et dont la subsistance exigeait le sacrifice quotidiennement entretenu des nouveaux membres à l’unité de l’organisme déjà formé.”<sup>1019</sup>

C’est ce caractère polymorphe de la violence comme mode de création d’une force sociale neuve, collective et asservie qui sera conservée dans les écrits postérieurs de Claude Lefort, mais en insistant plus fortement sur la destruction de toutes autres forces organisées, concurrentes ou concurrentes potentielles : “Comment s’est enfanté le totalitarisme ? Par la violence, par une lutte d’extermination menée par le parti aspirant au monopole du pouvoir contre les formations rivales et contre tous les organismes représentatifs des couches dominées, par l’imposition d’une contrainte généralisée sur l’ensemble social (qui, parfois, mais pas toujours a pris la forme de la terreur). Comment s’est enfantée la bureaucratie ? À la faveur d’une sélection impitoyable d’éléments en provenance de toutes les couches de la société, et notamment de milieux incultes et pauvres, dont l’autorité était à la mesure de la servilité...”<sup>1020</sup>.

Unité d’un corps social dont on peut ajouter qu’il est terrorisé sous le totalitarisme soviétique ou, au contraire, dissociation et libération du spirituel et du temporel, dans l’Europe de la Renaissance : il reste donc une parenté avec le raisonnement très proche qui sera employé par l’auteur pour appréhender la naissance d’un champ politique, avec la disparition d’un tout social anthropomorphe “ ... grand corps imaginaire dont le corps du roi fournit la réplique et garantit l’intégrité.” “La révolution démocratique, longtemps souterraine, explose, quand se trouve détruit le corps du roi, quand tombe la tête du corps politique, quand du même coup la corporéité du social se dissout...”<sup>1021</sup>.

Cette nouvelle approche du phénomène stalinien est différente de la problématique initiale du groupe sur deux points essentiels au moins : elle permet, d’une part, de poser que les répressions se sont abattues sur toutes les

forces vives de la société, même si ce sujet n'est guère développé, ni relié à la diversité des revendications susceptibles d'être exprimées ou de resurgir lors des tentatives de libéralisation, de l'autre, d'appréhender le "totalitarisme stalinien" comme le résultat d'un processus historique, ainsi que comme un mode de fonctionnement social suffisamment spécifiques pour abandonner l'idée d'un devenir commun nécessaire aux sociétés "capitalistes" et au communisme réel.

"... l'exercice de cette terreur à la fois contre les propriétaires privés, contre le prolétariat et contre les nouvelles couches dominantes brouillait apparemment le jeu. Faute de comprendre que la violence n'avait qu'une seule fonction en dépit de ses multiples expressions, on s'ingéniait à prouver, selon ses préférences qu'elle était au service du prolétariat ou de la contre-révolution bourgeoise ; ou bien l'on tirait argument de ce qu'elle décimait les rangs de la nouvelle couche dirigeante pour présenter le stalinisme comme une nouvelle caste, dépourvue de tout fondement de classe et seulement préoccupée de maintenir son existence..."

"Ni démiurge, ni instrument, le Parti doit être appréhendé comme réalité sociale, c'est-à-dire comme milieu au sein duquel simultanément s'imposent les besoins d'une nouvelle gestion économique et s'élaborent activement les solutions historiques."

"S'il est vrai... que la concentration du capitalisme est repérable dans toutes les sociétés contemporaines on n'en peut conclure qu'elle doit aboutir en raison de quelque loi idéale à son étape finale. Rien ne nous permet par exemple d'affirmer qu'en l'absence d'un bouleversement social qui balayerait la couche sociale régnante un pays comme les États-Unis ou l'Angleterre doit nécessairement subordonner les monopoles à la direction étatique et supprimer la propriété privée."<sup>1022</sup> Tout en réaffirmant cependant que "... le totalitarisme n'est pas une forme accidentelle qui viendrait s'ajouter à la structure sociale capitaliste ; il en est à nos yeux la forme achevée."<sup>1023</sup> Indétermination historique qui ouvre le champ des possibles, sans changement de dialectique historique toutefois.

Après que les thèses de "Socialisme ou barbarie" aient été assez vivement critiquées, en même temps que présentées dans *Arguments* non sans

sympathie pour leur portée critique, Claude Lefort reviendra sur cette question dans la même revue amie, en insistant plus explicitement sur l'origine politique, donc spécifique, de la bureaucratie soviétique : “ ... elle tire son origine... d'une bureaucratie politique dont les toutes premières armes n'ont pas été l'extraction de la plus-value dans le cadre d'une industrie moderne, mais la concentration de l'autorité, l'exclusion des masses de la sphère où les informations circulent et où les décisions se prennent...” En outre, “... le pouvoir politique et le pouvoir économique sont confondus au sein de la classe bureaucratique...” “La rivalité des appareils bureaucratiques renforcée par la lutte de clans interbureaucratiques n'est maîtrisée que par l'intervention, à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la vie sociale, d'un principe proprement politique.”<sup>1024</sup>

Tant le mode de formation historique que celui de domination font que la bureaucratisation dans les pays occidentaux est reconnue comme un phénomène nettement distinct : “Soutenir que la bureaucratie compose en URSS une classe dominante ne règle pas, enfin, la question de son statut dans les grandes nations industrielles...” “... rien ne permet d'affirmer qu'en l'absence d'un bouleversement social radical qui balayerait les régimes... les organisations bureaucratiques surmontent naturellement leur division en s'intégrant autour d'un nouvel appareil d'État, comme les éléments d'une classe dominante.”, avant de conclure par une définition qui place au centre la domination politique : “La bureaucratie n'est pas une classe tant qu'elle n'est pas la classe dominante et quand elle le devient, elle demeure, dans son essence, dépendante d'une activité proprement politique d'unification.”<sup>1025</sup>

Alors que la collaboration apportée par Claude Lefort aux *Temps modernes* est en particulier notable, outre l'ébauche d'une nouvelle approche philosophique, par la critique du “modèle soviétique” qui a pu y être développée, même si celle-ci fut parfois laissée à l'entière responsabilité de son auteur, voire désapprouvée par la rédaction des *Temps modernes*, comme on l'a vu, essentiellement lorsque la pensée du jeune philosophe prenait un tour plus “opérationnel”, ce qui en dévitalisait incontestablement l'impact.

Mais c'est finalement sur le Parti communiste français que portera principalement la polémique de rupture avec Jean-Paul Sartre, et seulement en arrière plan, sur la place tenue par "la patrie du socialisme" dans l'idéologie du communisme français, après l'alignement de ce dernier sur ce parti, exprimé dans "Les Communistes et la paix".

Ce ne sont que les deux premières parties de ce très long article qui introduisent le conflit, publiées respectivement en juillet et octobre-novembre 1952<sup>1026</sup>, le troisième ne l'étant que plus d'un an après la dernière réponse en forme de question de Claude Lefort à Jean-Paul Sartre, "De la réponse à la question"<sup>1027</sup>. Reprenons les étapes de la rupture. Le conflit se noue donc après la publication des deux premières parties des "Communistes et la paix". L'antagonisme s'exprime, net et ouvert, dans le même numéro des *Temps modernes* d'avril 1953 : dans, d'une part, "Le marxisme et Sartre" de Claude Lefort<sup>1028</sup>, et, de l'autre, la fatidique "Réponse à Lefort" de Jean-Paul Sartre<sup>1029</sup>, tous deux placés dans une rubrique "discussions", titre quelque peu euphémique. De fait, les dés sont jetés et la rupture consommée, compte tenu de l'évolution politique du directeur des *Temps modernes* et de son entourage, mais aussi du choix de la discrétion par Maurice Merleau-Ponty. Tout juste, Claude Lefort pourra-t-il publier une dernière réponse, sous le titre-rubrique "Correspondance" et *Benno Sarel*, un dernier "exposé" en octobre 1953 : "Combats ouvriers sur l'avenue Lénine".<sup>1030</sup>

Mise en scène de rupture dorénavant bien rodée depuis celle avec Albert Camus, malgré quelques variantes, avec la "Réponse à Albert Camus"<sup>1031</sup>, publiée dans le même numéro des *Temps modernes* que la "Lettre au directeur des Temps modernes" d'Albert Camus<sup>1032</sup>, déjà sous la rubrique "Correspondance", mais l'échange qui s'arrête là est moins long qu'avec Claude Lefort, la rupture avec Etienne s'étant principalement déroulée hors *Temps modernes*.

Le long article de Jean-Paul Sartre, “Les communistes et la paix”, où le philosophe s’érige en défenseur du communisme français surtout, et soviétique marginalement, mais avec la même détermination, avait pour point de départ très concret l’échec de la manifestation, ainsi que de la grève générale, organisées par les communistes contre la venue du général américain Ridgway en mai-juin 1952. Parallèlement à sa critique de Jean-Paul Sartre dans *Les Temps modernes*, Claude Lefort avait publié dans *Socialisme ou barbarie* en juillet-août 1952, soit un mois après la parution de la première partie des “Communistes et la paix”, sa propre analyse de l’échec communiste dans cette mobilisation.

“Le gouvernement et les staliniens voulaient que leur rencontre dans la rue, le 28 mai, fit du bruit. Elle en a fait (...)

“... l’essentiel est que l’attitude de l’un et de l’autre et plus encore l’attitude du prolétariat ne prennent un sens que rattachés au conflit URSS-USA qui divise le monde et tend à se transformer en guerre totale...”

“ Que le gouvernement ait eu le projet concerté d’attaquer le PC et de montrer publiquement qu’il était le seul maître de l’ordre en France, il est difficile d’en douter (...) la manifestation stalinienne ne fut pour le gouvernement qu’une occasion de démontrer sa force... l’explication principale réside dans la subordination de la bourgeoisie française à l’impérialisme américain (...) L’opération a en outre une signification nettement politique; on signifie aux classes moyennes que la force peut s’exercer sans de Gaulle et on le signifie également aux parlementaires RPF (...)

Le PC s’est lancé dans une offensive bruyante et nécessairement sans lendemain contre la bourgeoisie dans le but de montrer concrètement que la politique atlantique rencontrerait en Europe occidentale l’opposition armée d’une partie de la population...

“Comme par ailleurs le prolétariat n’est pas prêt à déclencher des mouvements d’envergure... Le stalinisme se trouve... sur ce point prisonnier de sa propre politique ; en un sens, la lutte ouvrière contre le patronat serait en France le moyen le plus efficace d’attaquer la bourgeoisie (...) mais il s’est lui-même privé de ce moyen en utilisant le prolétariat pour ses objectifs politiques propres... Les difficultés que rencontre le stalinisme ne proviennent pas d’erreurs qu’il aurait commises mais des contradictions que

lui imposent sa propre situation en Europe occidentale où il ne peut dans sa lutte contre la bourgeoisie ni bénéficier de la combativité ouvrière qu'il a ruinée ni, privé qu'il est de toute participation au pouvoir d'État, s'appuyer résolument sur les couches sociales dont il représente idéalement les intérêts mais qui ne sont pas cristallisées en classe comme partout où il domine." <sup>1033</sup>

Mais, plus profondément à travers le communisme français, ce sont les rapports entre la classe ouvrière et le Parti communiste qui sont au centre du conflit, et même plus précisément le statut de la classe ouvrière et de "son" Parti dans la théorie marxiste, sujet "social-barbare" par excellence, puisque c'est celui de toutes les polémiques qui secouent la petite organisation, celui aussi qui articule la critique du communisme réel, parallèlement au démontage et au rejet du stalinisme et de la théorie léniniste de l'organisation. Au demeurant, pendant les années 1951 et 1952, c'est de fait beaucoup plus le communisme français que le communisme réel qui est l'objet principal de l'attention critique des rédacteurs militants de *Socialisme ou barbarie*. Quant à Claude Lefort, on l'a vu, il se consacrait essentiellement à l'examen philosophique des sciences sociales, avant la polémique de rupture, en quête qu'il était alors d'une nouvelle formulation globale.

Le ton de la polémique est extrêmement dur ; Jean-Paul Sartre se veut dénonciateur, souvent injurieux, mêlant attaques personnelles et intellectuelles. La première partie des "Communistes et la paix", la plus violente, était largement consacrée à la critique des "anti-totalitaires", défenseurs de la démocratie politique, mais n'épargnait pas non plus complètement les trotskistes et autres militants "anti-staliniens" parmi lesquels Claude Lefort et les militants de "Socialisme ou barbarie" qui se perdent "dans des espoirs apocalyptiques qui finiront par... détourner de l'action..." <sup>1034</sup>. C'est peu, alors, comparé aux "antitotalitaires" qui, pour le philosophe, étaient soit des "bourgeois", injure banale, on l'a vu, tout aussi pratiquée dans *Socialisme ou barbarie* et par Claude Lefort dans *Les Temps modernes*, soit, s'ils affirmaient quelques sympathies socialistes, des "traîtres" ou des "rats visqueux" ! Il reviendra longuement sur les trotskistes seuls dans la seconde partie du texte pour les traiter

surtout avec commisération<sup>1035</sup>, de même que les sociologues, abordés parmi divers types d'acteurs le plus souvent politiquement engagés et mis sur le même plan.<sup>1036</sup> Dans sa "Réponse à Lefort", il attaquera l'inaction de ce dernier, comme les trotskistes au moment de la fondation de "Socialisme ou barbarie" : "Du temps que vous étiez trotskiste\* (\* orthographe adoptée dans le texte) vous donniez le pourrissement de l'histoire à cinquante chances contre cent ; mais, du moins, il ne s'agissait que de possibles et vous vous apprêtiez à lutter contre eux..." Puis s'efforçant de glisser un coin dans l'entente entre Maurice Merleau-Ponty et son disciple, en rappelant un passé un peu plus tumultueux, il poursuit, citant Claude Lefort dans la polémique d'alors : "La différence qui sépare un révolutionnaire de /Maurice/ Merleau-Ponty c'est que celui-ci s'est mis du côté de la barbarie, en la décrivant comme un fait /ce que Claude Lefort ne fait toujours pas/ tandis qu'un révolutionnaire en tire la nécessité et l'urgence absolues d'une action militante ?" "Avant-hier, le révolutionnaire agissait, aujourd'hui son activité se définit par une inaction militante. Qui s'en étonnerait, puis que *vous êtes le révolutionnaire.*", tout en ajoutant : "Si c'est la différence qui sépare Merleau-Ponty et un révolutionnaire je vous le demande, Lefort, quelle est la différence qui vous sépare de Merleau-Ponty." Pour conclure par un procès d'intention, accompagné de la fatidique injure finale d'appartenance à la bourgeoisie : "Au fond je me demande si tous vos discours ne cachent pas une idée plus secrète et plus cynique : la dialectique était faussée au départ ; la bourgeoisie devait produire le prolétariat, son propre fossoyeur ; le prolétariat devait produire l'appareil stalinien ; mais le stalinisme était le fossoyeur du prolétariat... Ce brusque renversement aurait de quoi surprendre si ce catastrophisme terminal n'était avec l'optimisme initial une conséquence de votre quiétisme." "On pourrait vous appliquer en la modifiant à peine une phrase que vous réserviez à définir la classe ouvrière : "Lefort n'a jamais affaire qu'à lui-même, qu'à sa propre activité, qu'aux problèmes que lui pose sa situation dans la classe bourgeoise."<sup>1037</sup> Au demeurant Claude Lefort dans "De la réponse à la question", explique clairement que, selon lui, une partie des arguments de Jean-Paul Sartre lui permettent surtout de plaire à ses nouveaux amis communistes, ce qui n'est pas faux d'ailleurs, on le sait.

Se posant curieusement en témoin, Jean-Paul Sartre se sert des processus d'exclusion et d'attaques virulentes mis en œuvre par le Parti communiste, pour stigmatiser lui-même tous les opposants, tout en donnant en

exemple celui qui, comme lui, est resté philocommuniste, malgré les injures, et recueille enfin les fruits de cet ascétisme d'un genre assez particulier : "... il faut rappeler ces âmes troublées à la décence et leur remettre en mémoire quelques vérités déplaisantes : qu'on ne peut combattre la classe ouvrière sans devenir l'ennemi des hommes et de soi-même, mais que, s'il plaît au PC et quand vous ne lèveriez pas même le petit doigt, la classe ouvrière sera contre vous ; qu'il ne suffit pas pour devenir traître que la classe ouvrière vous accuse de trahir ; mais qu'il faut alors garder la tête claire, car le dépit, la haine, la peur peut-être et les sourires de droite peuvent du jour au lendemain vous faire choir dans la trahison." <sup>1038</sup>

On n'analysera pas ici ce qui tient à la problématique des rapports parti/classe sociale sur lesquels on reviendra dans la troisième partie. Il suffit de mentionner que pour Jean-Paul Sartre, le Parti communiste est de toute évidence non seulement le Parti de la classe ouvrière, son avant-garde, sa conscience, selon Lénine, mais l'acteur collectif qui, pour le paraphraser, "fait la classe ouvrière", l'objet. Entre celle-ci et celui-là, il en résulte une nécessaire symbiose. C'est par l'action qu'il y a classe et l'action, c'est le parti. A la limite donc, c'est "le" parti qui est la classe. "Les classes ne sont pas, on les fait". <sup>1039</sup> C'est en particulier une telle approche qui sera vivement stigmatisée par Maurice Merleau-Ponty dans *Les aventures de la dialectique*. <sup>1040</sup>

Quant à l'expérience soviétique, malgré toutes ses "limites" qu'une fois de plus, le philosophe ne nie toujours pas tout à fait, elle conserve cependant le statut d'"exemple vivant" que Lénine lui conférait. Il concède certes que "... la Russie n'est pas l'unique chemin pour parvenir à l'issue finale", puisqu'elle est le produit de ses propres conditions historiques et qu'"En ce sens bien précis, la sauvegarde de l'URSS n'est pas la condition *nécessaire* de la révolution mondiale. Mais c'est pour retrouver aussitôt une conception assez proche de celle des trotskistes défenseurs de l'URSS et de son "infrastructure" socialiste, pour lui les "prémises du socialisme", à laquelle s'ajoute celle de mythe utile "... historiquement la chance du prolétariat, son "exemple" et la source de "la force de pénétration révolutionnaire", c'est l'URSS. Outre cela, elle est *en elle-même* une valeur historique à défendre, le premier État qui sans réaliser encore le socialisme "en contient les prémisses". Pour ces



deux raisons, le révolutionnaire... doit associer indissolublement la cause de l'URSS et celle du prolétariat." Ce à quoi il ajoute : "Plus sa situation sera périlleuse, plus l'aide qu'elle demandera aux prolétariats européens sera *pour elle* nécessaire ; mais plus ses exigences seront dures et plus elle tendra à passer aux yeux des démocraties populaires et des prolétariats pour une simple nation particulière. Ainsi, dans le cas le plus favorable, l'identification de l'URSS et de la cause révolutionnaire ne sera jamais complète et les anticommunistes pourront toujours remonter à l'ouvrier français qu'il " tire les marrons du feu pour Moscou". Mais inversement il n'en pourra faire la preuve que *dans un cas*: s'il peut démontrer que les dirigeants soviétiques ne croient plus à la Révolution russe ou qu'ils pensent que l'expérience s'en est soldée par un échec. Il va de soi que, même si le fait était vrai, ce dont je doute fort, la démonstration ne serait pas possible aujourd'hui. En toute autre hypothèse le Politburo peut se tromper, faire fausse route... il ne sacrifiera pas l'ouvrier à la *nation russe*."<sup>1041</sup>

Compte tenu de l'indétermination qu'il a déjà posée dès "L'analyse marxiste et le fascisme", la symbiose entre un parti communiste et la classe ouvrière peut certes, pour Claude Lefort, constituer un moment historique, sans être d'ailleurs jamais totale, mais ce n'est nullement ce rapport qui fait le sujet historique. Par ailleurs, outre le problème politique principal qu'il se pose, soit la capacité ouvrière à dépasser dans un sens communiste révolutionnaire engagement et expérience communistes staliniens, l'importation dans le marxisme d'une approche sociologique l'aide à rechercher la spécificité ouvrière dans la condition de ces travailleurs salariés. Tel le morceau de cire, la classe est donc définie comme un non-être : elle n'est ni un ensemble d'intérêts, ni un mode de travail et de rémunération, ni un genre et un niveau de vie, ni un rapport social..." "En tant qu'il est un groupe social opprimé, le prolétariat a une conscience au moins rudimentaire de son opposition au capitalisme - ainsi le voit-on dès son origine mettre en question la légalité du pouvoir bourgeois ; en tant que son oppression a la forme particulière du salariat il a la possibilité permanente de résister au Capital et de lui marchander sa collaboration." Assurément il y a bien chez Marx l'idée que le prolétariat n'est pas seulement une catégorie économique... mais ceci signifie qu'en celui-ci l'existence économique et l'existence politique sont confondues..."<sup>1042</sup>. "... si l'on tient le parti non pour l'incarnation de la classe, mais pour son expression, et si l'on admet qu'il peut exprimer les contradictions comme le progrès de la classe, une critique du stalinisme devient possible."<sup>1043</sup> Quant à la critique de l'Union soviétique, en lieu et place de la défense du mythe, il fonde ainsi sa propre démarche : "Sommes-nous alors plus abstraits que ceux

qui, affirmant leur attachement au prolétariat, jugent du stalinisme sur sa seule opposition à la bourgeoisie, ne dominent pas le bruit de la phraséologie révolutionnaire et apprécient une société, l'URSS, non d'après les rapports qu'elles instituent entre les hommes, mais d'après ce qu'elle dit d'elle-même. /?/ S'il est abstrait de dévoiler l'idéologie de commandement des partis staliniens et de la relier aux conditions d'exploitation dans lesquelles s'édifie la société russe..."<sup>1044</sup>. Il reviendra d'ailleurs sur ce sujet dans "De la réponse à la question" : "À considérer l'URSS et les démocraties populaires on ne fait que révéler les objectifs contre-révolutionnaires du PCF. La tendance du stalinisme en France nous la voyons accomplie en Europe centrale et orientale, où, après la Libération, la conquête de l'État s'est effectuée à la fois aux dépens de la bourgeoisie traditionnelle et du prolétariat. Tandis que les représentants des partis bourgeois ont été progressivement éliminés, la nationalisation des moyens de production, la collectivisation et une planification instaurées... non seulement ils /les ouvriers/ sont dans la même situation que les ouvriers du capitalisme occidental, n'ayant pour propriété que leur seule force de travail... mais ils subissent une oppression qui les enchaîne plus étroitement à leur condition que par le passé puisque la dictature policière rend à peu près impossible les revendications collectives, a un contrôle absolu sur les syndicats, interdit à l'ouvrier de changer d'usine, détermine arbitrairement la durée du travail et le salaire. Vous écrivez dans *Les Communistes et la Paix*, que ce sont les bourgeois et non pas les ouvriers qui s'indignent de la perte d'une liberté abstraite. Mais il ne s'agit pas de liberté abstraite : la possibilité pour les ouvriers de revendiquer, de défendre leurs conditions de vie à travers leurs syndicats a été la condition du progrès social."<sup>1045</sup> Autant la défense des libertés, notamment syndicale, est logiquement rare, sous cette forme directe au moins, dans *Socialisme ou barbarie*, on l'a vu, autant montrer en quoi le régime communiste soviétique, pas plus que le modèle qu'il cherche à exporter sans grande souplesse, n'a rien de socialiste ni de communiste, ne l'est nullement. Cette dénégation prend d'ailleurs aussi la forme d'une bataille sémantique reprise sous différentes formes avec une belle constance : ainsi est-il par exemple question dès le numéro 3, soit la première année de parution de la revue du "... régime bureaucratique, baptisé "socialiste" par la plus cruelle des antiphrases"<sup>1046</sup> et dans le numéro 20 de fin 1956, soit plus de sept ans plus tard, dans "La révolution prolétarienne contre la bureaucratie" du mouvement du prolétariat d'Europe orientale contre la bureaucratie et son régime d'exploitation et d'oppression frauduleusement présenté comme socialiste" ainsi que de "pays dominés par la bureaucratie soi-disant communiste" ou "... d'une couche de dirigeants despotiques affublés de masques " démocratiques " ou " socialistes".<sup>1047</sup>

Si “Socialisme ou barbarie” ne visait pas principalement le champ intellectuel certaines des thèses communes au jeune philosophe marxiste révolutionnaire et au collectif y ont néanmoins été présentes jusqu’à la rupture avec *Les Temps modernes*. Deux points doivent être en outre pris en considération, En premier lieu, l’envoi relativement systématique auprès de la presse intellectuelle de gauche, en particulier neutraliste ou “unioniste” de la petite revue même si c’est moins la presse intellectuelle que la presse proche de ce pôle politique que les membres du petit groupe cherchaient à atteindre.

“... cette phase (50-55) /la datation de la période a été rajoutée à la main par l’interrogé sur cette partie de l’entretien qu’il a relue/... toute la presse l’avait, les grands messieurs des journaux connus et les revues /à la main toujours, mais cette fois en passant plutôt à une époque postérieure, l’interrogé a rajouté “Jean Daniel de *France Observateur*, puis *Nouvel Observateur*, Bousquet, Lacroix Fauvet du *Monde*. Nous savons que tous lisaient *S ou b* en discutaient mais “ ils ” n’en parlaient pas... “ /... la “gôche” entre guillemets, les gens qui sont au pouvoir et ceux qui sont marginaux du pouvoir savaient très bien ce qu’était *S ou b*, mais... ils ne s’en inquiétaient pas. Ils ne se donnaient même pas la peine de la /la revue/ critiquer : c’était vraiment la politique du silence.”<sup>1048</sup>

En second, après le départ de Claude Lefort des *Temps modernes*, Jean-Paul Sartre et la rédaction de cette revue sont assez systématiquement critiqués dans *Socialisme ou barbarie*, alors que, par ailleurs, certains des rédacteurs des *Temps modernes* n’hésiteront pas à suivre les écrits de certains auteurs de *Socialisme ou barbarie* au moins assez pour en assurer la critique.

Maurice Merleau-Ponty aussi, mais avec un tout autre esprit de débat. Ainsi dans un texte rédigé en 1955 : “L’avenir de la révolution”<sup>1049</sup> le philosophe réinterprète-t-il des travaux de *Benno Sarel* dans une problématique nettement différente de celle de l’auteur. Des inégalités de revenus, de pouvoir et

de mode de vie notées par *Benno Sarel*, entre directeurs techniciens - ou “ *intelligenza tecnica* ”, élite ouvrière ou “ *activistes*”, encore appelés “ *stakhanovistes* ”, le philosophe se refuse à conclure qu’il s’agit d’une nouvelle forme de capitalisme. Selon lui, alors, il s’agit d’un système dans lequel la révolution menée par en haut ne “ *prend* ” pas, à propos duquel il n’est pas plus juste “ ... de parler d’un régime “ *prolétarien* ” que d’un régime “ *d’exploitation* ” ”<sup>1050</sup>, ce qu’il relie à ses phases successives de répression et de libéralisation/autocritique. Quant au développement économique néanmoins obtenu, il s’appuie sur l’étude de *Benno Sarel* pour leur voir “ ... plus de convenance avec les pays sous-développés ”. Il s’attend alors plutôt à une “ *libéralisation* ” durable à l’Est, dont les limites étaient à venir. Espérant possible l’indépendance des autres partis communistes, il ne croit néanmoins pas à la révolution “ *prolétarienne* ” qu’il ne souhaite pas non plus, compte tenu de son coût humain et de ses impasses, auquel il ne voit pas d’alternative ni plus révolutionnaire ni plus prolétarienne, il mise par contre sur une prise en charge plus grande des revendications : “ *Pour changer en une civilisation les besoins, la souffrance et l’exploitation des prolétaires, il faut compter plutôt que sur une dictature établie en leur nom, sur leurs revendications rendues à leur virulence immédiate, et sur ce qu’elles exigent des nouvelles techniques, dont les hommes sont sur le point de se saisir.* ”<sup>1051</sup> L’opposition politique avec “ *Socialisme ou barbarie* ” reste non négligeable.

### VI. 3/ Le rapport Krouchtchev, les crises de Pologne et de Hongrie : une nouvelle formulation de l’analyse du communisme réel dans *Socialisme ou barbarie*

La connaissance du rapport Krouchtchev et des conflits et débats qui ont accompagné celui-ci au sein de la direction soviétique en partie bouleversée, ainsi que plus encore les crises de Pologne et de Hongrie sont suivies avec attention et passion par le groupe “ *Socialisme ou barbarie* ”. Les auteurs voient dans ce rapport et plus encore dans ces crises une totale confirmation de leurs thèses. Dans le premier parce que dans les critiques du stalinisme par les dirigeants soviétiques, ils croient reconnaître les traces et effets du capitalisme bureaucratique d’État, leur

propre analyse elle-même en train de devenir plus complexe, grâce essentiellement à Claude Lefort. Dans les crises de Pologne et de Hongrie plus fortement encore, non seulement à cause de la révolte massive contre ces régimes, mais parce que les auteurs militants de *Socialisme ou barbarie* n'en retiennent que la formation de "Conseils ouvriers", au moins jusqu'au voyage en Pologne de ce dernier. Dans l'éditorial/programme de travail et d'action du n° 21 de *Socialisme ou barbarie* de mars-mai 1956, au titre assez significatif : "Bilan, perspectives, tâches", la rédaction souligne : "C'est à ceux qui nous lisent de juger dans quelle mesure l'ensemble de cette conception a été confirmé par les événements des trois dernières années, la crise du stalinisme, les mouvements révolutionnaires des pays d'Europe orientale, les revendications et le programme des Conseils hongrois et jusques et y compris l'évolution actuelle de la situation polonaise." <sup>1052</sup>

On a vu dans le chapitre II que ce texte contenait également une auto-critique de la thèse du caractère inéluctable de la troisième guerre mondiale, la transformation du régime soviétique en principe donc plutôt considérée sous l'angle de sa politique extérieure étant principalement expliquée par les contradictions internes et la vigueur au moins latente du "prolétariat", Claude Lefort, quant à lui, fera une large place à la réorganisation interne du mode de fonctionnement de la direction bureaucratique soviétique bien décidée, selon lui, à en finir avec les purges qui la décimaient elle-même.

Par ailleurs, l'affirmation de Claude Lefort dans "Le totalitarisme sans Staline", selon laquelle la critique inaugurée par le rapport Krouchtchev ne saurait se laisser circonscrire à un tel contexte totalitaire, a d'ailleurs pu paraître tout à fait prémonitoire rétrospectivement, surtout pour l'évolution des démocraties populaires dans cette conjoncture. Et, de fait, c'est avec ces crises que le petit groupe connaîtra enfin, en tant que tel, un désenclavement réel mais très limité sur le moment. Par contre les réseaux avec lesquels ses dirigeants entreront alors en contact, se révéleront finalement susceptibles de favoriser leur désenclavement et leur reconnaissance ultérieure, celui d'*Arguments*, notamment.

On sait en outre que dans les articles qu'il avait publiés dans *Les Temps modernes*, le jeune philosophe s'était en particulier attaché à élaborer une nouvelle formulation de la théorie des classes sociales, en les appréhendant non plus seulement au travers de déterminants économiques, mais également comme des phénomènes sociaux. C'est ce qu'il va tenter de réaliser dans "Le totalitarisme sans Staline" pour la bureaucratie soviétique, en insistant sur ce qui constitue pour lui la spécificité de cette classe dominante différente de la bourgeoise et d'origine communiste : instituer une fausse unité, concept qui lui est cher, on l'a déjà vu avec son approche du fascisme, pour caractériser la logique sociale du vrai communisme. /Le totalitarisme/... est... l'envers du Communisme. Il est le travestissement de la totalité effective." "... il est une forme de société - cette forme au sein de laquelle toutes les activités sont immédiatement reliées les unes aux autres, délibérément présentées comme modalités d'un univers unique, dans laquelle un système de valeurs prédomine absolument... dans laquelle enfin le modèle dominant exerce une contrainte totale à la fois sociale et spirituelle sur les conduites des particuliers. En ce sens le totalitarisme entend nier la séparation caractéristique du capitalisme bourgeois des divers domaines de la vie sociale ; du politique, de l'économique, du juridique, de l'idéologique, etc..." "Or le Parti est l'institution type dans laquelle le processus de socialisation s'effectue et se renverse... Il est l'agent d'une pénétration complète de la société civile par l'État". "A l'idéal de participation active à l'œuvre sociale vient répondre l'obéissance aveugle à la Norme... Ainsi la pénétration par le Parti de tous les domaines signifie seulement que chaque individu productif se trouve doublé par un fonctionnaire politique..." Ce concept prendra une toute autre dimension avec son interprétation de Machiavel, mais il aura également alors abandonné la quête de la "totalité effective". Claude Lefort ajoute encore des remarques sur l'indépendance "de fait" des différents types d'activités professionnelles qui auraient pu mettre en cause sa propre quête d'unité sociale, au-delà des rapports avec "le Parti" : "... dans la société les exigences de la production créent, dans certaines limites du moins, une indépendance de fait du travail."<sup>1053</sup>

Claude Lefort avait également déjà mis l'accent sur l'importance des phénomènes idéologiques. Sous ce dernier angle, dans le même texte "Le totalitarisme sans Staline", notre auteur militant développe une idée qui sera

beaucoup utilisée par les interprètes des crises de Pologne et de Hongrie dans *Socialisme ou barbarie*.

“Dans le raisonnement social que développe la structure en raison de ses articulations formelles, des chaînons essentiels manquent aux yeux du prolétariat : il rencontre partout les signes de son pouvoir alors qu’il en est radicalement dépossédé.”

“Ainsi une importante part de l’activité de la bureaucratie (par l’intermédiaire du Parti et des Syndicats) est-elle consacrée à persuader le prolétariat que l’État gouverne la société en son nom.”

“... elles témoignent des illusions que la bureaucratie développe sur elle-même.”

“... la bureaucratie tant qu’elle existe ne peut qu’être déchirée par une double exigence : intégrer le prolétariat à la vie sociale, faire “ reconnaître ” son État comme celui de la société entière et refuser au prolétariat cette intégration...”

L’auteur y voit “... une cruelle antinomie.” “... génératrice d’une démythification des masses.”<sup>1054</sup>

Cependant, si Claude Lefort traite de l’idéologie, c’est sans jamais poser le problème de la légitimité de ce pouvoir ni de ses modalités de légitimation ou de leur absence, mis à part l’attachement, voire l’intégration au pouvoir de nouvelles couches sociales, grâce aux purges en particulier. Ces questions restent tout à fait étrangères à une telle approche totalisante d’une forme de société, référée surtout aux principes du vrai communisme. Il n’abordera pas non plus celui plus concret de la réception d’une telle idéologie par ses destinataires, question certes bien difficile à traiter, alors que les informations pertinentes n’étaient de toute évidence pas disponibles. Il n’est question ici que d’effets supposés sur des sujets dont la conduite et les attentes sont postulées. Il ne s’agit évidemment pas de reprocher à l’auteur un manque structurel d’informations, problème qu’il connaît d’ailleurs, mais de souligner qu’il peut se contenter de raisonner sur des postulats. Il

en résultera notamment l'accent mis sur les seules conduites révolutionnaires du "prolétariat" : les conseils ouvriers, au détriment des autres revendications issues de ce milieu, et un grand manque d'intérêt pour les autres acteurs sociaux mobilisés.

Pour Claude Lefort, le "nouveau cours" inauguré par Nikita Krouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès signifie un aménagement du totalitarisme pour tenter de résoudre ses vices de fonctionnement les plus évidents. "Si l'on considère dans son ensemble la nouvelle politique du XX<sup>e</sup> Congrès, il faut reconnaître que la libéralisation du régime n'en offre qu'un seul aspect. Cette libéralisation est elle-même un moyen pour aménager le totalitarisme, elle n'est pas incompatible avec le renforcement de la discipline bureaucratique dans le même temps ; elle l'appelle au contraire car en son absence elle risquerait d'atteindre la cohésion du régime. Quiconque a lu le discours de K. conviendra que tous les moyens sont simultanément évoqués - et la démocratie et contrainte brutale" (sic)<sup>1055</sup>. Avant de conclure beaucoup plus prudemment que les autres auteurs de la petite revue militante et en restant logique avec son souci de reconnaître l'indétermination : "Ces contradictions ne signifient pas que le Totalitarisme en URSS soit nécessairement *inviabile*. Des artifices comme ceux qu'improvise la Direction du XX<sup>e</sup> Congrès permettent précisément de masquer les incompatibilités, de changer les termes des problèmes affrontés, d'assurer la vie et le développement du système". Tout en revenant une nouvelle fois sur la spécificité du système soviétique qui reste pour lui principalement l'idéologie communiste, entendue au sens marxien du concept d'idéologie, beaucoup plus encore que son caractère répressif, contrainte autant que ressource, ou l'absence presque complète d'intermédiaires entre l'État/Parti et la population : "l'URSS, disions-nous en commençant, ne peut plus apparaître comme un monde à part, elle présente une figure particulière du capitalisme. Nous pouvons ajouter maintenant que les traits qui la singularisent sont aussi ceux qui l'exposent plus que tout autre pays à la critique et à l'action des masses."<sup>1056</sup> Claude Lefort répète donc une nouvelle fois la thèse de la variante dans un genre unique de sociétés de classes, après avoir pourtant repris l'analyse des modalités particulières de formation d'un tel système, parmi lesquelles la terreur étendue à toutes les catégories de population tient dorénavant une grande place, et non plus la seule confiscation du "pouvoir" ouvrier.



Que des révoltes massives ne se produisent pas en Union soviétique - d'où l'information ne serait peut-être pas sortie - mais en Pologne et en Hongrie - les deux pays ayant le plus fortement rejeté l'intégration au monde soviétique, disposant de traditions politiques non négligeables et étant dépourvus de partis communistes de quelque importance, ne sera pas alors un sujet d'interrogation particulier pour les "sociaux-barbares". Les révoltes dans les "camps à régime spécial"<sup>1057</sup> où "L'agitation resta endémique... de l'été 1953 jusqu'au XX<sup>e</sup> Congrès, en février 1956." dont on sait maintenant que le traitement relativement libéral, ainsi que les amnisties qui relaxèrent une grande partie de leurs prisonniers, doivent beaucoup aux "... immenses difficultés de gestion d'un Goulag surpeuplé et de moins en moins "rentable"..."<sup>1058</sup>, sur fond de "... grave crise économique et de blocages sociaux qui excluaient tout progrès de la productivité du travail", en partie causées par "... la gestion exclusivement répressive de l'économie, fondée sur une ponction autoritaire de l'économie de la quasi-totalité de la production agricole, sur une criminalisation des rapports sociaux, sur l'hypertrophie du Goulag..." ne suffisent pas à fonder l'explication souvent avancée dans *Socialisme ou barbarie* du "nouveau cours" par la résistance ouvrière. Il en va notamment ainsi pour Cornélius Castoriadis dans "Situation de l'Impérialisme et perspectives du prolétariat" qui recherchant les "... facteurs qui ont déterminé le tournant" considère que "Le premier et le plus fondamental est sans doute la réaction croissante de la population travailleuse contre la surexploitation et l'oppression auxquelles elle est soumise." : "Dans les conditions de terreur totalitaire prévalant en Russie cette réaction ne peut pas s'exprimer de la manière dont elle s'exprime dans un pays "démocratique", mais ceci ne veut nullement dire qu'elle ne peut s'exprimer du tout. Il n'est nullement exclu que des grèves n'exploient de temps en temps dans telle ville ou telle usine..." "D'un autre côté il n'y a pas que les manifestations ouvertes, explicites de la lutte de classe dont la bureaucratie soit obligée de tenir compte ; elle est plus encore atteinte par la lutte quotidienne et muette au sein de la production, la non-collaboration..."<sup>1059</sup>. Mais pas pour Claude Lefort qui, dans une analyse d'ailleurs plus nuancée, insiste d'abord sur "l'habeas corpus" bureaucratique" : "... le temps de la nouvelle classe est venu. (...) Ils confèrent aux membres de leur classe le statut qu'appelait depuis longtemps leur fonction dirigeante."<sup>1060</sup>, avant d'ajouter "... qu'à un certain stade de l'évolution du prolétariat la force devient un instrument d'exploitation inefficace."<sup>1061</sup>

Le soulèvement hongrois, puis la répression militaire soviétique sont l'objet de plusieurs articles dans *Socialisme ou barbarie*. Le premier est de *Philippe Guillaume*, le "spécialiste" des questions militaires<sup>1062</sup> qui y voit dans "Comment ils se sont battus" "Une révolution de tout un peuple : prolétariat et jeunes en tête", comme le précise son sous-titre<sup>1063</sup>, tout en soulignant le rôle de la "jeunesse" : " Sans tradition, sans liens, opprimée et misérable, cette jeunesse a montré au monde moderne la voie à suivre"<sup>1064</sup>. Celui-ci décrit sur un mode épique, qui montre bien la persistance du mythe de la rupture et de la violence révolutionnaire libératrices et salvatrices, la dynamique d'un mouvement dont il conclut à la victoire avant la contre-attaque de type militaire, mouvement qu'il voit unanime dans son opposition à l'Union soviétique, la seule signification qu'il considère, avec cependant comme fer de lance les "conseils ouvriers". Incontestablement plus analytique, Claude Lefort, dont l'estimation est cependant voisine, bien que moins guerrière, continue dans son long article "L'insurrection hongroise", à assimiler les classes sociales et leurs projets politiques respectifs supposés à des modes de gouvernement de la société, ces derniers étant radicalement distincts et potentiellement antagoniques et appréhendés à l'exclusion des autres exigences sociales comme des revendications religieuses, culturelles, nationalitaires : l'alternative n'est qu'entre la démocratie "bourgeoise" ou bourgeoisie bureaucratique et les conseils ouvriers "Ce qui en revanche était possible c'était soit la reconstruction d'un appareil d'État qui serait appuyé sur un parlement, aurait utilisé une police et une armée régulière et aurait incarné de nouveau les intérêts d'un groupe dirigeant de type bureaucratique dans la production ; soit la victoire de la démocratie ouvrière, la prise en mains des usines par les Conseils, l'armement permanent de la jeunesse ouvrière, bref un mouvement qui se serait de plus en plus radicalisé." "... à ce moment, il aurait fallu qu'une solution s'impose brutalement aux dépens de l'autre..."<sup>1065</sup>.

Cependant, revenant plus tard sur cette question dans une critique du "Fantôme de Staline" de Jean-Paul Sartre, article des *Temps modernes* : "La méthode des intellectuels dits "progressistes" : échantillons", texte publié dans *Socialisme ou barbarie* en 1958, Claude Lefort soulignera alors que "... le programme

démocratique et national...” / “... libertés démocratiques et indépendance nationale” / “... n’était pas... négatif, mais qu’il traduisait dans le présent les aspirations de tous...” tout en ajoutant sur un mode nettement plus tempéré qu’il “... ne saurait avoir la même signification pour les différentes couches sociales de la population et que sa réalisation n’aurait pu manquer de révéler des antagonismes d’intérêts entre celles-ci.”<sup>1066</sup>

Dans les années soixante dix, il aura encore plus nettement évolué sur cette question. Même sur les conseils qu’il valorise toujours mais dont il ne défend plus l’exclusivité comme forme de pouvoir. Il aura aussi alors bénéficié d’informations supplémentaires sur les prises de position des insurgés et sur leur propre souci de créer un équilibre entre plusieurs pouvoirs.<sup>1067</sup> Une évolution radicale sous le double signe de la pluralité et des moyens de droit comme antithèses du totalitarisme : mode de réflexion resté étranger à “Socialisme ou barbarie”, aussi fortes qu’y aient été les espérances de liberté, mais faute d’avoir alors pensé le politique.

Ainsi dans la revue, on retrouvera la même défense de l’unique perspective des seuls conseils auxquels le sens de l’histoire confère une priorité essentielle et dont est toujours attendue la réalisation de leur forme la plus pure, dans le compte rendu par Pierre Brune du livre de *Benno Sarel* “La classe ouvrière d’Allemagne orientale” en 1958. “Sans doute la révolution ouvrière qui est en train de se faire ne surgit pas dans un état chimiquement pur. Des paysans, des petits bourgeois en profitent pour se livrer à des manifestations réactionnaires. Les revendications de la masse prolétarienne ne sont pas toujours dépourvues d’ambiguïté, et il est indubitable que des lambeaux d’idéologie social-démocrate subsistent dans certaines couches ouvrières. Mais il n’y a pas une seule révolution prolétarienne au cours de laquelle la classe ouvrière se soit présentée dès le premier jour en bloc conscient de tous ses objectifs et débarrassée des fantômes idéologiques du passé. Dans le cours d’une lutte révolutionnaire, alors que la conscience des ouvriers se modifie de jour en jour (...) ce n’est pas ce que dit et pense la partie la moins avancée du prolétariat qui est finalement décisif. C’est l’action de l’avant-garde ouvrière qui décide de la physionomie de la révolution car c’est elle qui entraîne les couches les plus arriérées qui hésitent, tâtonnent et s’égarent.”<sup>1068</sup>

Quant à *Pierre Chaulieu*, Cornélius Castoriadis, dans “La révolution prolétarienne contre la bureaucratie”, pour lui, ces événements apportent la confirmation complète des thèses “sociales-barbares” sous leur forme la plus radicale: l’incapacité des classes dominantes à résoudre les contradictions de leurs sociétés. Revenant sur l’état du bloc soviétique dont le caractère unifié était présenté comme une force dans les premières livraisons de *Socialisme ou barbarie*, en comparaison des désaccords qui se manifestaient ouvertement dans le monde occidental : “Par leur action, les ouvriers polonais et hongrois ont également montré la fragilité extrême de ce régime. Le “bloc” russe n’est pas moins fait de pièces et de morceaux que le “bloc” américain ; l’un comme l’autre sont incapables d’organiser leur domination sur leurs satellites. La classe bureaucratique n’est pas plus solidement tissée à la société que la classe bourgeoise ; quelques jours d’insurrection suffisent pour faire disparaître son régime, son appareil d’État, son parti.” “Plus encore, la révolution hongroise a montré l’incapacité où se trouve désormais la bureaucratie, tout comme la bourgeoisie, d’avoir une politique cohérente quelconque, démocratique ou non”<sup>1069</sup>, d’où il conclut à la suite d’une série de propositions scandées par l’énoncé employé sur le mode prädicatif “la révolution hongroise a montré” que “Pendant les années à venir, toutes les questions qui comptent se résumeront en celle-ci : Etes-vous pour ou contre l’action et le programme des ouvriers hongrois ? Etes-vous pour ou contre la constitution de Conseils de travailleurs dans tous les secteurs de la vie nationale et la gestion ouvrière de la production ?”<sup>1070</sup>

François Fejtő dans *La tragédie hongroise*, publiée dès 1956<sup>1071</sup>, attribue, certes, lui aussi aux hommes politiques non communistes associés aux gouvernements constitués par Imre Nagy un rôle un peu externe au mouvement de protestation, celui de tenter de le canaliser par le haut, mais il reconnaît leur popularité, comme celle des socialistes, auxquels il a été lié et qui ne s’y associent pas. S’il insiste sur la diversité politique qui s’y exprime, celle des cultures des participants comme de leurs revendications et manifestations, il souligne que c’est à la demande de la majorité des insurgés et des instances de pouvoir qui s’étaient constituées qu’Imre Nagy se prononça finalement en faveur d’élections libres, le 31 octobre 1956 : “... Nagy donnant satisfaction aux vœux formulés par la majorité des conseils ouvriers,

comités révolutionnaires qui détenaient le pouvoir dans la plupart des centres industriels et dans les diverses agglomérations urbaines et rurales, renonça à la formule “Front Populaire” à prédominance nationale-communiste... et se prononça en faveur des anciens partis...” “... ce président *communiste*, d’une *révolution nationale, antisoviétique, voire anticommuniste*,\* annonce à la radio que des élections libres seraient tenues dans le délai le plus rapproché possible.” (souligné par l’auteur)<sup>1072</sup>. S’il n’ignore pas le rôle des Conseils ouvriers, forme à laquelle il ne reconnaît cependant pas la même portée historique, il insiste d’abord sur la diversité sociale des insurgés qu’il juge de toute évidence majoritaires, puis, sur le rôle spécifique des intellectuels du cercle Petöfi dans le déclenchement du mouvement, enfin, au cours de son déroulement, de cercles plus larges d’intellectuels et d’étudiants, dans l’expression des attentes, mais aussi dans l’action.

Néanmoins, au retour du voyage d’étude effectué en Pologne en compagnie d’Edgar Morin, à la fin de l’année 1956, Claude Lefort publie dans *Socialisme ou barbarie* un “Retour de Pologne”<sup>1073</sup> qui se veut enquête autant qu’analyse théorique. Ce voyage en Pologne constitue un temps fort d’une relation intellectuelle naissante mais très durable entre les deux jeunes “sociologues” engagés, à la suite de celle déjà nouée avec des exclus du Parti communiste qui vont participer à la création de la revue *Arguments*.

Claude Lefort dit les avoir rencontrés en 1955 : “Puis j’ai rencontré/Dionys/ Mascolo, /Robert/Antelme, Marguerite Duras dont j’ai été très proche pendant quelques années... vers 1955, c’étaient tous des exclus... Morin en 1956... Tous vers 1955.”<sup>1074</sup> Selon Edgar Morin : “Claude Lefort connaissait /Dionys/ Mascolo, /Robert/ Antelme... Marguerite Duras, peut-être à partir du Comité contre la guerre d’Algérie. La connexion s’est peut-être faite via /Maurice/ Merleau-Ponty (...)”<sup>1075</sup>. C’est la rencontre au sein du Comité contre la guerre en Afrique du Nord qu’il confirme dans “Mes années Lefort”, la sympathie réciproque entre Dyonis Mascolo et Claude Lefort “... et Lefort fut introduit dans notre petit groupe de la “rue Saint-Benoît” (...) Nous devînmes progressivement familiers, Dionys /Mascolo/, Robert /Antelme/, Lefort, moi-même, c’est-à-dire nous fréquentant entre amis et en famille.”<sup>1076</sup>. “ C’est pendant le voyage

en Pologne / dont il précise dans “Mes années Lefort” qu’il eut lieu grâce à Dionys Mascolo invité par un intellectuel polonais<sup>1077</sup> / surtout que mes relations avec Claude Lefort se sont développées. On est arrivés très vite à la conclusion que tout était f...tu, alors que /Dionys/ Mascolo voulait plus espérer dans le gomulkisme. C’est le moment où j’ai été le plus proche de l’orbite “communisme des conseils”. Les conseils nous les avons vus non pas au quotidien, mais de manière un peu cérémonielle. Moi je pensais déjà que la solution c’était les conseils plus le pluralisme politique, syndical, la démocratie dite bourgeoise, la synthèse autogestion-démocratie, eux restant très “conciliaires” /autrement dit conseillistes/”<sup>1078</sup>. Dans mes années Lefort, il sera plus précis, corrigeant quelque peu ce qui constituait un raccourci, en précisant qu’avant le voyage en Pologne : “Dionys, Robert et moi espérions en un “communisme libéral”...” “... la plupart de nos interlocuteurs nous disaient que l’Octobre avait échoué. (...) Alors que Dionys et Robert maintenaient leur foi candide dans le parti de Gomulka, Lefort et moi (convaincus qu’il n’y aurait pas de vraie démocratisation tant que l’appareil du parti ne serait pas brisé) étions devenus sceptiques...”<sup>1079</sup>.

Dans son article, Claude Lefort rapporte les déclarations qui lui sont faites par des intellectuels “révisionnistes” qui seront assez rapidement éliminés des organes de presse et dont il prend beaucoup plus nettement en compte le rôle que dans le mouvement insurrectionnel hongrois : il considère leurs dires sur la nécessité de la prudence et sur le jeu perpétuel des transgressions possibles ou non avec le pouvoir de Wladyslaw Gomulka qui les censure, leur ambiguïté enfin vis-à-vis de ce dernier. Il examine aussi le rôle limité des Conseils ouvriers dont la portée immédiate pourrait ne pas être à proprement parler révolutionnaire. Il prend en considération les propos qu’il recueille sur le rejet de toute perspective socialiste et de toute forme de collectivisation dans la paysannerie comme sur l’influence de l’Eglise, y compris auprès des ouvriers. Et, de fait l’Eglise sera la grande bénéficiaire de ce mouvement polonais, avec la paysannerie dont les terres seront “décollectivisées”. Persuadé cependant de la totale mauvaise foi de Nikita Krouchtchev depuis l’écrasement, au demeurant extrêmement violent, de l’insurrection hongroise, il n’est guère plus optimiste à juste titre, d’ailleurs, sur l’évolution de Wladyslaw Gomulka dont la politique “... en admettant qu’elle soit la seule politique possible de *gouvernement*, n’en a pas moins une logique contre-révolutionnaire, n’en mène pas

moins à la restauration de la dictature d'une bureaucratie."<sup>1080</sup> D'autres dimensions de l'"Octobre polonais" - qui auraient sans doute impliqué une connaissance plus intime, en premier lieu de l'histoire de l'Europe centrale et orientale et, en second, des crises dans l'univers communiste et des manières possibles d'aborder ces dernières, sans aggraver de l'extérieur conflits violents et répressions, outre l'usage pervers par la direction "stalinienne", dès sa prise du pouvoir, de tendances nationalistes ethniques ou "ethnicistes", en particulier antisémites, semblent échapper à Claude Lefort comme à l'ensemble de nos commentateurs. Une "rhétorique antisémite" fut en effet utilisée par le nouveau pouvoir pour surmonter les "rivalités de fractions"<sup>1081</sup>. Visant en principe les dirigeants et les responsables d'"abus de pouvoir", alors que les Juifs auraient été nombreux, notamment dans la police politique<sup>1082</sup>, ou perçus comme tels, elle entraîna finalement le départ de Pologne de 50 000 personnes en 1956-1957.

Fondamentalement peu intéressé par les petites réformes sous contrainte, même s'il tente de prendre acte du coup de semonce brutal signifié en Hongrie, Claude Lefort mise surtout sur la radicalisation des "révisionnistes" polonais. Mais il est vrai que dans le champ intellectuel, les réformes polonaises commencent à constituer un modèle pour les partisans de cette nouvelle forme de "troisième voie", pour lesquels il est essentiel d'inscrire dans une perspective positive les "acquis du socialisme" dont bénéficieraient malgré tout les démocraties populaires.

Une polémique indirecte continue d'ailleurs avec *Les Temps modernes* notamment. La condamnation de la répression en Hongrie par ces derniers a certes été ferme, mais beaucoup plus encore que pour les autres "unionistes", souvent dits "progressistes", elle ne remet nullement en cause la supériorité communiste, celle du communisme réel. Les analyses de "Socialisme ou barbarie" se situent à un pôle très éloigné dans le champ de la critique. Ainsi Marcel Péju attaque-t-il *Pierre*

*Chaulieu* : “Oser parler comme le fait /Pierre/ Chaulieu du gomulkisme comme de la voie polonaise de la bureaucratisation est politiquement une ignominie”.<sup>1083</sup>

La réponse de Claude Lefort est tout aussi critique : “Après tout la violence de son attaque ne saurait étonner, elle convaincrat plutôt de la sincérité de ses sentiments si la prise de position radicale qu’elle enveloppe ne mettait en alerte.” Claude Lefort analyse très systématiquement le texte de Marcel Péju qu’il cite abondamment : “... Le danger d’une contre-offensive stalinienne est réel. *Celui d’une paralysie progressive par le mécanisme bureaucratique l’est plus encore.*” (\* en italique dans le texte). Au moins faut-il comprendre les raisons du Premier Secrétaire.” Puis retenant sans doute particulièrement la dernière phrase de son énoncé, il conclut : “Quels sont les critères qui permettent à /Marcel/ Péju de parler de la bureaucratisation du régime dans l’honneur, tandis que nous en parlons dans l’ignominie ?”<sup>1084</sup>

Mais c’est plus encore “Le fantôme de Staline” de Jean-Paul Sartre<sup>1085</sup> que Claude Lefort considère dans le détail. “La première intervention, du moins ne souffre aucune justification, mais il est assez remarquable que simultanément elle n’appelle aucune explication. (...) Le retour des blindés le 4 novembre, en revanche, et l’écrasement de la révolution, aussi répréhensibles qu’ils soient, peuvent faire l’objet d’une discussion. Vous prétendez avoir sauvé le socialisme : oui le 4 novembre, ou du moins cela peut se discuter...” écrit /Jean-Paul/ Sartre, au début de son article, car ce qu’il va s’employer à démontrer, c’est seulement que “nul ne peut tenir pour nécessaire la répression armée” ou que “personne n’a le droit de dire que les événements de Hongrie rendaient l’intervention inévitable”. On ne saurait mieux accorder qu’elle était *envisageable.*”<sup>1086</sup>

De ces mouvements qu’ils considèrent comme une confirmation de leurs vues, suivie aussitôt pourtant d’un écrasement en Hongrie, d’un blocage en Pologne, une partie des militants de “Socialisme ou barbarie” vont essentiellement tirer une radicalisation de la critique de l’organisation, communiste surtout, mais au delà même de toute forme de structure spécialisée dans le politique, la polémique avec Jean-Paul Sartre ayant joué un rôle particulier sur ce point pour Claude Lefort. Pour les autres, il s’agira plus encore d’approfondir le “contenu du socialisme”,



toujours entendu comme une organisation sociale totale, dont la mise en œuvre déformée leur paraît avoir produit des ravages non seulement pratiques dans les pays considérés, mais également dans les mouvements communistes d'opposition et, au-delà même, par son effet démobilisateur.

Enchaînant sur le parti totalitaire d'opposition, pris comme type : "Même avant d'accéder au pouvoir, un parti totalitaire - communiste, nazi ou autre - préfigure déjà dans sa propre réalité une société totalitaire, il est *déjà* une micro-société totalitaire" "tant que faire se peut dans le contexte d'une société globale qui ne l'est pas encore."

De la polémique avec Jean-Paul Sartre pour la propension de celui-ci à se mettre à la place des mouvements communistes, logique jusqu'à un certain point avec sa problématique, puisque ce sont eux qui font les prolétariats révolutionnaires, instruments de l'avenir, on retrouvera encore un écho tardif sous la plume de Cornélius Castoriadis, face à un Jean-Paul Sartre "maoïsant". Pour Tony Judt dans *Le marxisme français 1945-1975* : "Le jugement très sévère que porte /Cornélius/ Castoriadis sur l'auteur français qui, plus que tout autre, continue à forcer l'admiration des étrangers mérite d'être cité (ce texte date de 1973) "Sartre maoïsant reste fidèle à Sartre stalinisant : l'adoration du fait accompli /..., la justification anticipée de tous les crimes possibles d'une dictature bureaucratique (auxquels bien entendu, la belle âme s'oppose une fois qu'ils ont eu lieu et que l'on n'y peut rien)..."<sup>1087</sup>.

Quant aux analyses des mouvements polonais et hongrois dans *Socialisme ou barbarie*, elles débouchent sur une plus grande prise en considération ou plutôt sur une moindre ignorance de la revue et surtout de quelques-uns de ces auteurs dans le champ intellectuel et dans celui de la presse. Un premier réseau durable se renforce même avec ceux qui créent bientôt *Arguments*.

En outre, des jeunes, souvent encore étudiants, entrent en contact avec le groupe. Certaines de ces nouvelles adhésions seront assez durables et les nouveaux venus joueront parfois un rôle non seulement actif, mais non négligeable

dans la vie du groupe, comme Daniel Blanchard ou Sébastien de Diesbach, en particulier. Leur attirance pour “Socialisme ou barbarie” est directement l’effet de leur accord avec l’analyse de la crise hongroise dans la revue.

Par ailleurs, la revue est envoyée en Pologne : “Vous savez, je crois, c’est quand même le miracle entre guillemets. C’est ce cheminement extraordinaire des écrits à travers les frontières. Lorsqu’on a pu envoyer - c’est moi qui l’envoyait, ma compagne et moi. On envoyait des collections de revues en pagaille à Varsovie. Je crois que les intellectuels polonais, en rupture à l’époque, qui ont lu *Soub* ça a dû avoir... ça a dû être un moyen extraordinaire : trouver écrites des choses que eux vivaient. Là je crois que c’est notre fierté de savoir que cette chose a quand même eu un impact assez sérieux. La forme que ça a pris, peu importe.”<sup>1088</sup>

Par contre, le petit groupe, en tant que tel, n’aura guère de contacts avec des réfugiés récents d’Europe centrale, ni hongrois ni polonais.

Q : Vous avez eu des contacts en France avec des Hongrois qui étaient immigrés ?

- “ Non, je n’en ai pas rencontrés... une jeune femme qui s’appelait Anne Stein, qui est peintre, qui a eu quelques contacts à cette époque-là, mais elle-même l’a dit, qui a eu peu de contacts avec “Socialisme ou barbarie ”, mais je n’ai pas rencontré de Hongrois. Non. Non, non. Vraiment, je dois dire.”<sup>1089</sup>

Les quelques exceptions n’y joueront pas un rôle essentiel. Le témoignage d’Anne Stein, artiste hongroise, venue par l’intermédiaire de Catherine Preiser, amie de Daniel Blanchard, elle aussi d’origine hongroise, elle aussi artiste, mais ultérieurement, est néanmoins intéressant dans la mesure où il exprime l’un des types possibles de malaise de certains de ces réfugiés face à la majorité des courants de la gauche et de l’extrême gauche occidentales, françaises notamment, ainsi que des difficultés réciproques d’appréciation.

“Sur le coup, je suis tombée dessus par une amie de Daniel Blanchard, Catherine Preiser. J’étais tout à fait extérieure à “Soub”. C’est seulement dix ou quinze ans après que j’ai réalisé que c’était très important.”

“Je suis d’origine hongroise. Je suis venue en France en 1956. Je les ai connus en 1958-1959, ils avaient une approche marxiste, mais n’avaient rien à voir avec le marxisme que j’apprenais en Hongrie. Ils parlaient d’autogestion, de distribution des biens de consommation. Il y a quelques années, il y a eu un colloque sur les événements de 1956 en Hongrie... Le seul qui ait dit des choses sensées sur la Hongrie c’est Jacques Gautrat, Daniel Mothé, de loin...”

“En Hongrie, la situation était très difficile en 1956. On était les premiers à dire vraiment non aux Russes. Pour tout le monde, on était des fachos, des réactionnaires ; je ne dis pas qu’il n’y est pas eu de ces gens, mais je n’en ai pas vus. C’est mon professeur de marxisme qui défilait, c’étaient des gens très bien. Quand on venait en France, c’étaient des gens de droite qui nous parlaient. Les gens de gauche ne nous parlaient pas. C’était un tabou : pendant vingt ans, je n’ai pas ouvert la bouche sur la Hongrie.”<sup>1090</sup>

**3<sup>ème</sup> partie**

**1956-1967 : DÉSENCLAVEMENT LIMITÉ DE  
“SOCIALISME OU BARBARIE”, MAIS CRISES ET QUÊTES  
D’IDENTITÉ**

## **Présentation de la dernière période de “Socialisme ou barbarie”**

Pendant l'année 1956 ponctuée notamment par le rapport Krouchtchev, puis sa publication par *Le Monde* en France, ainsi que par le mouvement polonais et l'insurrection hongroise, violemment réprimée, on a pu noter de la part des auteurs de *Socialisme ou barbarie* un regain d'activité théorique à propos du communisme réel, ainsi que le rôle important de Claude Lefort en tant qu'auteur dans la publication de cette nouvelle série de textes. Dans ces écrits se confirment une approche sociologique et non pas exclusivement “économiste” des classes sociales, ainsi que l'intérêt accordé aux phénomènes idéologiques.

Parallèlement à ce nouvel effort, le groupe s'engage dans une politique publicitaire volontariste. Mais c'est après l'écrasement de la révolution hongroise que l'ampleur de cet effort s'accroît et surtout qu'un intérêt, ou du moins de l'attention, se manifeste effectivement dans une partie du champ intellectuel - qui recoupe également le plus souvent la gauche non communiste en train d'évoluer sur la question du communisme - pour de telles analyses, on le verra dans le chapitre VIII : restreint mais effectif à *France Observateur* qui, cependant, ne cite guère que Claude Lefort, beaucoup plus grand à *Arguments*, malgré la critique qui, sous la plume d'Edgar Morin, vise le dogmatisme simplificateur du groupe. Mais il s'agit là de beaucoup plus, presque du début de la formation d'un véritable “réseau” intellectuel. La double critique du communisme et du capitalisme est alors plus déterminante pour les deux rédactions que l'absence de “réformisme” qui caractérise la démarche “sociale barbare”. L'intérêt se poursuivra pour les analyses du gaullisme par Claude Lefort, assez différentes de celles du groupe, puisqu'il ne croit guère à un risque fasciste et le crédite d'une capacité à résoudre le problème algérien, mais il ne se pérennisera finalement qu'avec *Arguments*. D'une nature assez différente, un intérêt plus large se manifeste également en 1957-1958 pour les

analyses de Daniel Mothé dans *France Observateur* et surtout dans *L'Express*, mais il est essentiellement lié à l'avenir du syndicalisme.

Outre ce début de désenclavement limité dans le champ intellectuel, le volume du groupe commence à augmenter assez fortement, avec en particulier un recrutement étudiant notable. Ce n'est que la phase initiale d'une croissance qui s'accroîtra à partir de 1958 dans un contexte marqué tout à la fois par la guerre d'Algérie, la fin de la IV<sup>e</sup> République, le retour au pouvoir du général de Gaulle, la crise, ou plutôt les crises successives de la gauche, et les diverses mobilisations contre la répression en Algérie, contexte qui sera analysé dans le chapitre VII. Les étudiants tiendront une place importante dans ce développement de "Socialisme ou barbarie", avec en particulier la création d'un "groupe étudiant" à la Sorbonne.

Ce double développement de "Socialisme ou barbarie" sera analysé dans les chapitres VIII et IX.

S'appuyant sur un tel succès relatif, des militants et responsables de "Socialisme ou barbarie" sont prédisposés à penser que la petite organisation, qui s'appuie maintenant sur quelques relais en province, est enfin en mesure de jouer un rôle politique effectif.

Mais masse et possibilités d'action, de fait toutes relatives aidant, des conflits récurrents, en partie auto-contenus par nécessité de cohabiter dans l'adversité et faute de sens, les possibilités de développement et de mise en œuvre d'approches distinctes ayant été des plus limitées, agitent et divisent "Socialisme ou barbarie".

Le premier en 1958 porte sur l'organisation. Ce conflit qui aboutit à une scission est le deuxième et demi sur une question qui a toujours divisé le groupe et ses deux principaux dirigeants/théoriciens : Cornélius Castoriadis et

Claude Lefort dont les discours qui s'inscrivent non seulement dans un commun rejet du léninisme, mais sont tous deux centrés sur la critique du rapport dirigeants/dirigés, fondement selon eux de la domination bureaucratique, paraissent pourtant s'être en partie rapprochés. Le second poussant à ses limites la critique de ce rapport insiste sur une critique radicale du politique qui doit être remplacé par une démarche militante non directive susceptible de faire advenir une phénoménologie de l'expérience prolétarienne. Le premier reste favorable à une "direction" politique, lieu de fusion des expériences pratiques, d'élaboration d'une théorie nettement distinguée d'une science, dorénavant, et du programme, conception du socialisme, dont la diffusion qu'il considère constamment comme un instrument politique essentiel. Ce conflit théorisé et mis en scène en recoupe un second. Bien qu'aux deux orientations correspondent des pratiques militantes de terrain, une partie des plus activistes des membres du groupe, avec parmi eux des "anciens" soit qu'ils aient participé à sa création soit qu'ils l'aient rejoint très tôt, veulent surtout renforcer le militantisme et jouer un rôle politique, éventuellement pour certains d'entre eux en s'appuyant sur un registre d'action plus classique.

Le désaccord aboutit cette fois à une scission dont le constat est dressé en septembre 1958 et s'accompagne en particulier du départ définitif de Claude Lefort et de Henri Simon, animateur d'une expérience de lutte pratique dans les assurances comme Daniel Mothé l'était chez Renault.

L'opposition et la scission seront analysées dans le chapitre VIII.

Le second conflit qui sera présenté dans le chapitre IX ne se solde qu'en 1963, également par une scission, mais, comme au sujet de l'organisation auparavant, les oppositions s'expriment à nouveau pendant une beaucoup plus longue période.

La cause majeure en est l'évolution théorico-idéologique de Cornélius Castoriadis qui, parti d'un constat : l'absence, pendant les années 1956-1958, d'une très importante mobilisation ouvrière, révolutionnaire ou du moins de nature à créer une crise et/ou à peser très fortement sur le cours des événements, déclinée en une absence de "débordement" du gouvernement Guy Mollet, de solidarité effective avec les Algériens soulevés, d'une importante mobilisation lors de la crise du 13 mai et du retour au pouvoir du général de Gaulle, également noté par d'autres auteurs du groupe finit par conclure à une inadaptation complète de l'approche du monde ouvrier, jugée trop économiste dans l'extrême gauche marxiste, communiste comme hétérodoxe, avant de se livrer à une critique plus systématique du marxisme lui-même pendant les dernières années d'existence de la revue.

En effet, l'"apathie" de la classe ouvrière est presque devenue un leitmotiv dans *Socialisme ou barbarie*, bientôt contestée au demeurant par une partie du groupe. Mais c'est plus globalement une comparaison négative dans une perspective révolutionnaire qui s'établit entre les comportements politiques ouvriers, au sens le plus large d'action politique, et l'extrême mobilisation et la détermination sans limite qui habitent les mouvements antitotalitaires d'Europe de l'Est dont les "Conseils" constituent la référence principale pour "Socialisme ou barbarie" comme les populations agrégées par les mouvements de libération dans les pays dominés.

La réflexion de Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, finit par être publiée de la fin de l'année 1960 à 1962 dans un long article "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne", après avoir été vivement discutée au sein du groupe en 1959. Elle s'inscrit dans le contexte en-dehors de "Socialisme ou barbarie" d'un double débat international dont l'impact reste cependant relativement faible en France sur la fin des idéologies et l'avenir de la classe



ouvrière dans les démocraties stabilisées et sur *l'aggiornamento* des formes d'action en particulier syndicales qui pourrait en résulter.

Sous l'effet de la conjoncture, l'auteur prend acte de la croissance et de la maîtrise partielle des cycles économiques, du plein emploi, de l'augmentation des revenus et de la consommation, y compris pour les ménages ouvriers, même s'il insiste sur le caractère différencié et hiérarchisé de la consommation. Mais il va au-delà, puisqu'il en fait un trait durable du capitalisme qui retire beaucoup de leur ferment de crise aux revendications économiques, gérées par les organisations syndicales, sachant que leur relative satisfaction serait rendue possible par le mode de fonctionnement du système. Dans l'histoire de la lutte des classes qu'il juge urgent de prendre pleinement en compte, il s'est donc agi d'une "réponse" à des exigences mal formulées, puisque économiques.

Par contre, selon lui, mais une telle analyse n'est pas nouvelle dans "Socialisme ou barbarie", il n'y a plus aucune sorte de relais ni organisationnel ni idéologique à une potentielle radicalité ouvrière.

Celle-ci plus que jamais s'inscrirait essentiellement dans l'organisation hiérarchisée de la production, fondatrice de l'aliénation. Elle ne se propagerait nullement spontanément hors de ces champs limités d'expérience.

L'échec relatif du développement de "Socialisme ou barbarie"/ "Pouvoir ouvrier" témoignerait de telles difficultés. Certes la petite organisation croît très notablement et voit son implantation s'étendre géographiquement, mais sans parvenir à susciter de mobilisation dans le monde ouvrier ou salarié ni même à un recrutement significatif et durable dans ce milieu, tout en y obtenant des contacts, contrairement au relatif succès auprès d'étudiants ou d'enseignants tentés pour certains d'entre eux, ceux qui contestent que l'absence de mobilisation d'envergure

soit synonyme d'apathie", comme une partie des "anciens", par un activisme aux marges de l'extrême gauche, qu'une telle analyse n'est pas de nature à encourager.

L'auteur, quant à lui, met l'accent sur la critique du quotidien et voit dans l'organisation non seulement le lieu d'élaboration et d'expression du contre projet social dont l'exposition resterait le seul moyen de redonner vie à un mouvement révolutionnaire mais insiste maintenant sur l'esquisse de nouveaux rapports sociaux au sein de l'organisation.

Pourtant la croissance de "Socialisme ou barbarie" se confirme nettement après 1958, mais modes d'intervention autant que types d'adhésion se diversifient au point de créer une réelle hétérogénéité, qui attise et multiplie les sujets de divergence. Du militantisme dans le monde étudiant en pleine effervescence suivi d'adhésions dont le nombre surprend plus qu'il ne suscite l'enthousiasme de la plupart des anciens, surtout lorsque les nouveaux venus ne se révèlent pas être à proprement parler des militants, à celui auprès des entreprises, mais sans véritable insertion ouvrière, auquel participent une partie de ces "jeunes", au soutien critique au FLN algérien apporté par certains des membres du groupe, malgré l'opposition de la plupart des fondateurs, à l'influence de Guy Debord et de sa compagne sur une partie des nouveaux membres et sympathisants dont une partie, à la quête d'un changement immédiat des rapports interpersonnels, participera à une forme de révolte antiautoritaire et anti-militante que l'analyse anti-institutionnelle leur semble souvent justifier, au sein même du groupe.

La rupture se produit en 1963 dans un contexte où essoufflement et mises en cause ne sont pas rares chez les intellectuels et les militants des différents types de gauche et extrême gauche indépendantes à la fin de la guerre d'Algérie ; la déception causée par l'évolution de l'Algérie post-coloniale n'épargne pas ceux des militants de "Socialisme ou barbarie" / "Pouvoir ouvrier" qui se sont impliqués

dans une aide active au FLN, en plus de celle née des effets de l'action militante, notamment auprès des entreprises.

Un tel malaise n'épargne pas non plus nécessairement ceux qui restent finalement autour de *Socialisme ou barbarie* et accompagnent parfois non sans difficulté la nouvelle théorisation de Cornélius Castoriadis qui se développe sur un registre philosophico-épistémologique qui leur est largement étranger.

La critique se fait beaucoup plus large, puisqu'elle vise bien au-delà du marxisme toute théorie explicative globale au profit de l'élucidation intéressée - implication du théoricien déjà posée par Claude Lefort en 1946 dans "La déformation de la psychologie, du marxisme et du matérialisme, ou les essais de M. Naville", rappelons-le. Une telle élucidation de l'action viserait à être partie prenante d'une éventuelle praxis qui reste à inventer. Si elle s'étend, la critique atteint pourtant aussi de nouveaux pans du marxisme, en particulier la lutte des classes particulièrement centrale et sous une forme le plus souvent très rigide dans *Socialisme ou barbarie*. En effet, l'aliénation étant générale, tendre vers l'auto-création d'une société visant à l'autonomie et à "l'auto-gestion" ne concerne pas qu'une classe, même si les ouvriers restent pour l'auteur les principaux acteurs du combat qui se joue dans l'organisation de la production.

Tendre et viser, car l'auteur reconnaît maintenant que même une telle société ne sera jamais transparente à elle-même, pas plus que l'individu d'ailleurs.

Enfin, un tel projet soulève le problème de l'auto-représentation du nouveau ou "imagination créatrice". Et de fait l'imaginaire sera au centre des travaux ultérieurs de Cornélius Castoriadis.

**Ch. VII - DE LA FIN DE LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE AUX  
ANNÉES DE SUCCÈS DE LA CINQUIÈME**

L'année 1956 est celle d'une césure décisive dans l'histoire des régimes communistes et du communisme d'opposition et, plus généralement, dans celle de l'image ou de la portée symbolique du communisme qui concerne, outre l'histoire du Parti communiste, celle de l'engagement des intellectuels français : pour nombre d'entre eux, le lien avec les communistes se rompt ou se distend et des échanges impensables au temps de "la guerre froide des intellectuels" reprennent alors. Les thèses de "Socialisme ou barbarie" sur le communisme réel en particulier commencent à être considérées, mais elles sont aussi critiquées.

Dans l'histoire de la vie politique française, par contre, la coupure la plus importante se produit en 1958, année de la fin de la IV<sup>e</sup> République et du début de la V<sup>e</sup>, avec le retour au pouvoir du général de Gaulle, qui génère tout à la fois un changement durable des règles du jeu politique et la pérennisation au pouvoir d'une majorité "gaulliste". On aura d'ailleurs à revenir sur les problèmes tout à la fois nombreux et divers posés par ce terme.

De 1956 à 1962, la guerre d'Algérie pèse lourdement sur la vie politique française. Sous le gouvernement Guy Mollet, la conduite de la guerre caractérisée par un net durcissement dissocie profondément la gauche. C'est pour éviter un éclatement de la SFIO que Guy Mollet fait tomber son gouvernement en mai 1957. Mais c'est l'ensemble de la gauche non communiste qui est touché, après la démission de Pierre Mendès France dès 1956, suivie de celle d'Alain Savary en 1957, mais aussi avec l'expression du désaccord de François Mitterrand, Gaston Defferre, Albert Gazier. Au demeurant, le gouvernement Guy Mollet a également perdu le soutien communiste. A la gauche de la gauche non communiste, l'UGS, qui se crée en 1957 et comprend notamment la Nouvelle gauche, est très opposée à la politique de répression en Algérie. L'UNEF, où la minorité - dont nombre de responsables sont issus de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) -, favorable à la négociation est devenue majoritaire l'année précédente, s'engage dans une

dénonciation de la torture après la “bataille d’Alger”, voire dans l’esquisse d’une politique en faveur de la paix.

Les manifestations de “rappelés”, d’abord soutenues par des communistes, semblent ensuite avoir été freinées par ce parti, de même que celles de solidarité elles-mêmes peu nombreuses avec les Algériens dans le monde du travail, ce qui est souligné dans *Socialisme ou barbarie* en particulier par Daniel Mothé qui insiste sur la dimension identitaire des mobilisations algériennes.

Quant aux dénonciations des intellectuels, elles s’accroissent alors. Des comités s’activent, outre la publication de témoignages dans des organes de presse dont le lectorat dépasse les limites du public intellectuel : *Les Temps modernes* mais également *Témoignage chrétien*, *Esprit*, Les maisons d’édition Le Seuil et Minuit s’engagent également.

À l’occasion en particulier de la lutte violente entre le MNA et le FLN pour la direction de l’action des Algériens d’autres clivages se manifestent. Le choix entre dénonciation de la politique française en Algérie et engagement auprès du FLN en feront naître d’autres.

Si ce dernier est critiqué par “Socialisme ou barbarie” dont les auteurs sont frappés par la révolution algérienne, le degré de soutien à apporter au “Front” est un sujet de désaccord dans le collectif.

Cette guerre entraîne finalement la fin de la IV<sup>e</sup> République et crée un “problème” militaire : l’armée, allant au delà des missions déjà larges qui lui sont imparties dans la guerre d’Algérie, prend de plus en plus d’autonomie, au point de jouer un rôle politique non négligeable, en particulier par la peur suscitée par ses interventions réelles et éventuelles. Entre risque militaire, fasciste, modernisation de la France et changement des règles de la compétition politique, les analyses de “Socialisme ou barbarie” se font hésitantes, voire contradictoires. Par

contre, un vote ouvrier en faveur du général de Gaulle, alors extrêmement populaire, est noté et attribué à l'absence de toute perspective politique, mais aussi à l'insatisfaction face aux partis de gauche. Constante dans les années cinquante, la critique des modalités de l'hégémonie communiste s'accompagne du rejet corrélatif des socialistes, constamment accusés de l'être fort peu, les "unionistes" et leurs tentatives de regroupements restant inacceptables à cause de leur relation avec les communistes, marquée par une alternance de critiques et d'illusions, quand ce n'est pas à cause de leur réformisme jugé "électorale".

Les rapports entre les États-Unis et l'URSS se tendent bientôt à nouveau : la crise récurrente de Berlin (depuis le blocus des zones occidentales en 1948-1949) qui s'aggrave en 1958-1962 et culmine en août 1961 avec l'édification du mur qui coupe la ville en deux, empêchant totalement dorénavant les Berlinoises de l'Est de se rendre à l'Ouest et les Allemands de l'Est de s'y réfugier, et celle de Cuba (la prise du pouvoir par Fidel Castro et ses *guérilleros* en janvier 1959 avait été suivie d'une incompréhension réciproque avec les États-Unis, puis d'un alignement du pouvoir cubain sur la politique soviétique dès 1960) où le débarquement en avril 1961 d'exilés cubains, grâce à l'aide américaine, non seulement se solde par un échec local mais entraîne une contre-offensive soviétique générale, à Berlin, d'abord, puis l'année suivante par l'installation de fusées stratégiques à Cuba ; devant la fermeté américaine, les Soviétiques procèdent au retrait des armements offensifs en échange de l'engagement américain de ne pas envahir Cuba : les deux heurts, pour avoir été arrêtés au bord de l'affrontement militaire, n'en furent pas moins aigus, tout en fournissant des opportunités d'apprentissage de la coexistence.

En France, 1962 est également une année de crise qui est finalement à l'origine d'une évolution politique importante : en réponse à la montée des oppositions politiques, contenues jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, le général de Gaulle précipite un affrontement avec les partis au terme duquel, après la dissolution de l'Assemblée nationale consécutive au renversement du

gouvernement Pompidou par cette dernière, il fait triompher par référendum, selon une méthode qui rappelle donc celle déjà employée en 1958, jugée inconstitutionnelle par ses opposants comme modalité de révision de la constitution, l'élection du président au suffrage universel direct, changement institutionnel majeur. Aux élections législatives qui suivent, élections de confirmation, tous les partis politiques qui s'étaient opposés au Président de la République enregistrent un affaiblissement, sauf le Parti communiste dont le score est un peu moins mauvais qu'en 1958, mais surtout l'UNR remportant une réelle victoire, le général de Gaulle dispose dorénavant d'une forte majorité présidentielle.

Quant à la croissance économique, sur fond d'expansion mondiale, elle se maintient depuis 1959, après le plan Pinay-Rueff, de retour à la rigueur financière et budgétaire, bien que freinée à partir de 1963 par une politique de stabilisation destinée à bloquer l'inflation, bénéficie de la planification incitative et s'accompagne d'une concentration dans l'industrie, la banque et même le commerce et d'une très forte hausse de la production agricole dans le cadre du marché commun agricole européen qui permet la mise en place d'une politique de modernisation très encadrée.

La société se transforme en profondeur et très rapidement avec le bouleversement des rapports entre catégories socioprofessionnelles et groupes sociaux : diminution massive de celle des agriculteurs, nettement moins importante, de celle des indépendants : industriels, artisans, commerçants, augmentation des nouvelles classes moyennes qui ne fera que se renforcer ultérieurement, légère progression de celle des ouvriers mais baisse de leur part dans l'ensemble des salariés ; élévation considérable mais inégale des revenus, accompagnée d'un accès accru à la consommation de masse.

En 1963, la grève des mineurs et plus encore l'ordre de réquisitionner ces derniers donné par le chef de l'État entraîna le durcissement du



conflit et son extension par solidarité. Pour la première fois la popularité du général de Gaulle enregistra un fort recul qui ne fut au demeurant que provisoire.

La politique extérieure très populaire en France est marquée tout à la fois par le développement d'une Europe qui repose sur l'entente franco-allemande en refusant la supranationalité et par une recherche, souvent critiquée parce qu'elle affaiblirait l'Alliance atlantique, voire renforcerait les nationalismes, de la résurgence d'une relative autonomie par rapport aux États-Unis, voire d'une plus grande indépendance de l'Europe des nations : dissuasion nucléaire autonome, désengagement progressif de l'OTAN, développement de relations avec le bloc soviétique qui ne gomment pas pour autant le conflit, mais cherchent en particulier à renforcer les identités nationales en son sein : celle de la Chine y compris dont la rupture avec ce dernier fut consommée en 1960 et au-delà dans le monde.

Après le nouveau double succès politique remporté par le chef de l'État en 1962, les partis et forces politiques se trouvaient à nouveau affaiblis : droite et centre éclatés entre ceux qui se rallient ou non au général de Gaulle, les indépendants ayant souvent été très opposés à la politique algérienne conduite et le MRP à sa politique européenne, voire à sa politique économique et sociale, gauche non communiste extrêmement divisée, centre gauche en perte de vitesse, jeune PSU traversé de tendances, Parti communiste affaibli, bien qu'encore nettement plus puissant que les socialistes, et dont la ligne reste extrêmement figée.

De 1962 à 1965, ils vont se trouver face à un double impératif qui sera de fait imbriqué : la nécessité de se regrouper et de préparer l'élection présidentielle, dans le cadre d'institutions qu'ils ont tenté de combattre à des degrés vers. Après l'échec de la première tentative autour de Gaston Defferre, lancée par *L'Express*, qui avait déjà soutenu Pierre Mendès France, et les dirigeants du club Jean Moulin - le développement des clubs après 1958 ayant souvent répondu à une volonté de modernisation idéologique et programmatique - malgré l'accord de la

SFIO, mais face, d'une part, à l'opposition persistante du Parti communiste et du PSU, par rapport auquel *France Observateur* avait pris ses distances avant même sa transformation de 1964 en *Nouvel Observateur* avec à sa tête Jean Daniel et des dissidents de gauche de *L'Express*, alors que les radicaux restent attentistes, et, de l'autre, à l'absence de mobilisation des syndicats, y compris la CFTC et le CNJA, et des clubs, l'impossibilité de parvenir à la création d'une Fédération démocrate socialiste qui aurait réuni le MRP, la SFIO, les radicaux et les clubs, condamnant finalement la tentative, ensuite l'essai avorté de la candidature de Maurice Faure, appuyée par les Républicains sociaux, outre les radicaux, dernière tentative de sauvegarder le projet de "grande fédération", enfin ce sera la candidature de François Mitterrand, mais une candidature unique de la gauche, après les ultimes tentatives du PSU en faveur de Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, comme candidat à la représentation de la même coalition. François Mitterrand, animateur de la Convention des institutions républicaines, ne suscite l'enthousiasme ni des partis politiques, avec lesquels il noue des contacts de manière tout à fait classique - y compris avec le Parti communiste - ni des clubs, mais relativement isolé ne provoque le rejet ni la crainte ni des uns ni des autres.

S'étaient déjà déclarés : maître Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien avocat de l'OAS, qui ne parvient pas à sortir des limites de l'extrême droite, et Pierre Marcilhacy, désigné en avril 1965 par une Convention nationale libérale. Le MRP et les Indépendants, restés en-dehors de la coalition créée autour de François Mitterrand se choisirent à leur tour un candidat : Jean Lecanuet, le président du MRP.

La popularité du Président de la République était alors très élevée, de même que celle du gouvernement, c'est sans doute pour cette raison que le président s'implique peu dans la campagne avant le premier tour. Celle-ci suscite, par contre, un très vif intérêt dans l'opinion, encore accru par le phénomène tout à fait nouveau que constitue la campagne télévisée où le poids des personnalités pèse

particulièrement : c'est le score obtenu par Jean Lecanuet qui entraînera le ballottage. Le général de Gaulle s'implique dans la brève campagne pour le second tour, où la participation électorale est encore plus massive que pour le premier tour, et c'est finalement avec une confortable avance qu'il remporte l'élection, mais le ballottage a désacralisé sa personne et laissé une percée dans l'invincibilité de son autorité.

Après l'élection présidentielle de 1965, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, créée par François Mitterrand dont la crédibilité politique s'était accrue, allait jouer un grand rôle dans le rapprochement des différentes composantes de la gauche non communiste, puis dans la création d'une dynamique électorale unitaire avec le Parti communiste et le PSU, dans la perspective des élections législatives de 1967 ; de son côté, Jean Lecanuet créait le Centre démocrate destiné à regrouper les anciens membres du MRP qui disparaissait, les indépendants d'opposition, ainsi que des membres du centre gauche, radicaux ou anciens UDSR : l'opposition redevenant politiquement crédible.

Aux élections législatives de 1967, malgré un score inégalé au premier tour, la majorité gaulliste ne conserve la majorité absolue que d'extrême justesse. Quant à la gauche, sa stratégie d'union lui permet d'enregistrer un succès relatif, le Parti communiste restant cependant nettement en tête de la coalition. Le Centre gauche parvient quant à lui à se pérenniser.

Par ailleurs, ce parti connaît de nombreuses tensions internes, l'Union des étudiants communistes (UEC) étant quant à elle ouvertement en crise. Ses nombreuses dissidences "italienne", "syndicaliste révolutionnaire", "trotskiste", "prochinoise" contribuent à renouveler en profondeur la physionomie des tentatives de mobilisation en milieu étudiant : ce ne sera pas moins vrai après que celles-ci soient devenues autonomes et le plus souvent constituées en "groupuscules", au moins s'agissant de la JCR trotskiste en 1966, l'UJC "ml" prochinoise à la fin de la même année, sachant que l'UNEF s'affaiblit nettement après 1965. Ces nouveaux

groupes contribueront fortement aux tentatives d'y développer des mouvements et mobilisations clairement politiques, mais ce dernier terme devant être compris dans le sens d'une conception radicalement contestataire.

## VII. 1/ La guerre d'Algérie et la fin de la IV<sup>e</sup> République

### *- Le gouvernement Guy Mollet : la guerre à outrance et l'échec final*

Lorsqu'il avait accédé à la présidence du Conseil Guy Mollet était persuadé qu'une solution pouvait être trouvée à la crise algérienne, grâce à des négociations, et que la situation pouvait être améliorée en Algérie par des réformes.

C'est quelques jours après la formation de son gouvernement que le Président du Conseil partit lui-même en Algérie, donc sans grande préparation, dans le but d'installer le général Georges Catroux, gaulliste, en tant que ministre résident en remplacement de Jacques Soustelle, acquis aux thèses de l'Algérie française. Guy Mollet fut extrêmement mal accueilli par les Français d'Algérie qui considéraient le Général Georges Catroux comme un "bradeur" "... à qui les "activistes" reprochaient son rôle dans les négociations sur le Levant et dans la récente affaire marocaine..."<sup>1091</sup>.

Devant la violence des réactions des Français d'Algérie qui traduisent l'ampleur de leur mécontentement et de leur désarroi, Guy Mollet décide à nouveau de changer le résident en Algérie, en nommant cette fois le socialiste Robert Lacoste en remplacement du général Catroux, ce que Jean-Jacques Becker qualifie de "capitulation devant l'émeute".<sup>1092</sup> C'est en outre alors qu'il définit sa politique algérienne qui tient dans le triptyque orienté de manière diachronique : cessez le feu, élections libres, négociations, politique devenue de fait inapplicable, dans la mesure où le FLN n'est nullement décidé à accepter un cessez-le-feu. Le gouvernement se mettait dans l'obligation de déclencher la guerre à outrance et obtint de l'Assemblée nationale le vote presque unanime de "pouvoirs spéciaux" qui permirent l'envoi massif du contingent et le rappel des réservistes. "L'armée procède au quadrillage" du territoire algérien, "tout en pratiquant également une activité

d'assistance sociale... et d'action psychologique", afin d'isoler le FLN.<sup>1093</sup> En outre, agissant de manière de plus en plus autonome, elle procède d'elle-même en octobre 1956 à l'arrestation des chefs historiques de ce front, parmi lesquels Ahmed Ben Bella, grâce au détournement de l'avion marocain qui les transportait, ce qui, alors que le sultan du Maroc avait offert sa médiation, entraîna en outre la rupture des relations diplomatiques avec ce pays qui vient juste d'accéder à l'indépendance. À Alger même, en réponse à la campagne terroriste très meurtrière déclenchée par le FLN, les parachutistes placés sous le commandement du général Jacques Massu mènent en 1957 la "bataille d'Alger" qui assure le démantèlement des réseaux du Front de libération, au prix de l'emploi systématisé de la torture.

Le colonel Gamel Abdel Nasser, chef du gouvernement égyptien depuis 1954, était considéré par les Français d'Algérie notamment comme le véritable inspirateur de la rébellion, ainsi que comme un fournisseur d'armes, achetées à la Tchécoslovaquie et à l'URSS. En outre, et plus globalement, "celui-ci rêvait de réaliser la grande Egypte et de prendre la tête d'un mouvement panarabe" qui aurait pu modifier l'équilibre des forces et intérêts, tant en Afrique du Nord qu'au Moyen-Orient et menacer "... l'Angleterre dans ses intérêts au Moyen Orient, la France dans sa position en Afrique du Nord, et Israël dans son existence même."<sup>1094</sup> La nationalisation du canal de Suez qui appartenait à des intérêts français et anglais fournit l'occasion d'une intervention militaire française, britannique et israélienne, au début de novembre 1956 ; cette dernière sera "... un succès militaire et un fiasco diplomatique".<sup>1095</sup> La France et la Grande Bretagne sont mises en accusation à l'ONU. Le gouvernement soviétique qui avait intérêt à détourner l'attention internationale de la répression qu'il menait en Hongrie "... maniant... le bluff, a menacé Londres et Paris de représailles avec de "terribles moyens de destruction moderne", c'est-à-dire atomiques.<sup>1096</sup> Et c'est finalement sous la pression des États-Unis et de l'URSS, qui parviendra d'ailleurs à pénétrer au Moyen-Orient grâce à cette crise, que la France et la Grande-Bretagne sont contraintes d'évacuer la zone du canal de Suez en décembre 1956. C'est aussi une condamnation du mode d'intervention de la France en Algérie. C'est dire que la France se trouve placée dans

une position internationale “détériorée”.<sup>1097</sup> Par contre, en France même, l’opinion publique dans sa majorité paraît avoir plutôt suivi le gouvernement au moment de la guerre,<sup>1098</sup> même si les conséquences diplomatiques ont entraîné ensuite une grande déception. Il n’en allait pas de même pour l’Algérie sur laquelle celle-ci était extrêmement divisée.

- *Des mobilisations intellectuelles, étudiantes et politiques contre les méthodes de la guerre d’Algérie*

Dans la jeunesse, notamment étudiante, qui s’était déjà mobilisée pour soutenir le mendésisme et va devenir un acteur politique de plus en plus visible en tant que tel, les partisans du dialogue en Algérie, jusque là minoritaires au sein de l’UNEF (Union nationale des étudiants de France), deviennent majoritaires dès l’été 1956. “Force montante au sein d’une force montante, la mino /qui a toujours refusé l’apolitisme, contrairement aux majos, et au sein de laquelle les militants de la JEC, Jeunesse étudiante chrétienne jouent un grand rôle/ l’aurait sans doute emporté sans qu’interviennent les questions d’outre-mer. Elle a conquis la MNEF et divers AGE. L’histoire va en décider autrement, c’est sous le signe de la guerre d’Algérie que les minos prennent le pouvoir, dans une atmosphère lourde de crises qui, commencée à la fin 1955, se poursuivra jusqu’à la fin 1956.”<sup>1099</sup> La “mino” avait obtenu la vice-présidence d’Outre-mer dès 1955, exercée par Robert Chapuis, responsable national de la JEC, et en avait développé l’activité dans trois directions : les études et la documentation, notamment sur l’Algérie, les services des AGE auprès des étudiants “coloniaux”, les contacts avec les associations de ces mêmes étudiants. Lorsque la “mino” deviendra majoritaire, elle s’efforcera en particulier de maintenir des liens avec l’UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens), après que Robert Chapuis ait contribué à sa fondation, mais le rapprochement de cette dernière avec le FLN l’amènera à rompre avec l’UNEF dès 1956. Elle sera alors suivie par toutes les associations d’étudiants d’Outre-mer. Même s’il ne s’agit que d’une rupture officielle qui laisse intacte les relations individuelles entre dirigeants, elle “... prive la mino de l’instrument principal de sa

politique anticolonialiste.”<sup>1100</sup>. Par ailleurs, l’UNEF condamne les arrestations d’étudiants musulmans en Algérie, sans engager toutefois l’organisation sur l’indépendance, que ses dirigeants jugent maintenant publiquement nécessaire, mais seulement à titre individuel, pour ne pas se couper du milieu étudiant qui reste très divisé.<sup>1101</sup> La jeunesse est au demeurant directement concernée en tant que telle et il y a eu des manifestations de “rappelés” souvent organisées par de jeunes militants communistes depuis 1955, sans que l’UNEF à direction “majo” ait pris position ni même ne les ait commentées, ce qui avait entraîné une crise dans l’organisation.<sup>1102</sup> Ces manifestations, surtout massives au début, semble-t-il, ont été soutenues par l’extrême gauche et certains militants chrétiens, même si les étudiants qui bénéficient encore de sursis sont moins concernés que leurs classes d’âge. Quant au rôle des communistes, il y fut complexe : ils les auraient parfois impulsées, mais souvent aussi ignorées, voire freinées, s’agissant de la direction.<sup>1103</sup>

Pour Cornélius Castoriadis dans *Socialisme ou barbarie*, le sens de la tactique communiste ne fait aucun doute : “Lorsqu’au printemps 1956 appelés et ouvriers manifestent, parfois avec une violence extrême, contre la guerre d’Algérie, c’est encore la tactique insidieuse du PC qui enrayer leur mouvement.”<sup>1104</sup> Daniel Mothé quant à lui, décrit des tentatives certes d’une ampleur limitée, mais non négligeable, d’organiser les réactions en faveur des “appelés” chez Renault à Billancourt<sup>1105</sup> et contre la guerre. Cette opposition à la guerre assez vive ne s’accompagne pas nécessairement d’une solidarité très grande avec les Algériens,<sup>1106</sup> notamment lorsque ces derniers tentent de déclencher une grève ; il souligne par ailleurs la dimension identitaire des réactions de ces derniers, qui se superposent à des attitudes et comportements qu’il juge hérités d’un monde rural traditionnel et très différents de ceux des milieux ouvriers, en particulier parisiens. Elle aurait été cependant un peu plus grande sur les chaînes. Mais il insiste aussi sur la manière dont les organisations syndicales : FO, d’un côté, la CGT et les communistes, de l’autre, avec plus de vigueur, noient de telles réactions contraires à la solidarité gouvernementale.



C'est avec la "bataille d'Alger" en 1957 que l'UNEF va sortir de sa réserve politique : en particulier, à partir de cas précis, l'organisation syndicale condamne la torture.<sup>1107</sup> Le mode d'expression et d'action de la jeunesse étudiante restera pendant toute la période de la guerre d'Algérie principalement encadré par ces formes syndicales d'intervention.

Selon Michel Winock, dès avant la "bataille d'Alger", " la résistance des intellectuels se renforce...". Ainsi, lors de l'arrestation de Ahmed Ben Bella et des autres chefs du FLN, de même qu'au moment de l'expédition de Suez, respectivement en octobre et novembre 1956, " *France Observateur*/ qui a remplacé *L'Observateur* depuis 1954, rappelons-le/, *L'Express*, *Témoignage chrétien* se signalent comme les journaux les plus antimolletistes. Dans leur genre, *Le Monde* et *Le Canard enchaîné* représentent un autre pôle de résistance. *Les Temps modernes* et *Esprit* continuent leurs dénonciations anticolonialistes, ce qui provoque leur saisie régulière en Algérie."<sup>1108</sup>

Les publications de témoignages et de dénonciations sur les modalités répressives de conduite de la guerre en Algérie se multiplient. *Témoignage chrétien* publie dès février 1957 le *Dossier Jean Muller*, sur les méthodes policières de certaines unités françaises combattantes, par ailleurs, l'" *Humanité*... qui reproduit ce passage est saisie". En avril 1957, "La paix des Némentchas" "sort" dans *Esprit*, puis après la chute du gouvernement Guy Mollet, des témoignages de "jeunes soldats devant la torture" dans *Les Temps modernes*, en juin 1957, suivis de celui de Jean Pucheu dans le numéro de septembre. "Le Comité de résistance spirituelle", récemment créé, publie une brochure explosive *Des rappelés témoignent*". Les maisons d'édition Le Seuil et Minuit interviennent aussi : la première met en vente *Contre la torture* de Pierre-Henri Simon et la seconde *Pour Djamila Bouhired* de Georges Arnaud et Jacques Vergès<sup>1109</sup>, cette dernière étant cependant effectivement une "... poseuse de bombes ", comme le notera plus tard Pierre Vidal-Naquet, en ajoutant que cela "... ne justifiait pas le fait qu'elle eût été torturée."<sup>1110</sup>

De nombreux comités sont également créés à la suite du Comité contre la poursuite de la guerre en Algérie, fondé dès novembre 1955, dans la formation duquel Edgar Morin, Dyonis Mascolo, Robert Antelme, tous trois ex-communistes, ont joué un rôle essentiel, mais auquel Claude Lefort<sup>1111</sup> participe également ; des communistes le rejoindront plus tardivement ; ce comité condamnera néanmoins l'intervention russe en Hongrie. À *Esprit*, Paul Vignaux et Henri-Irénée Marrou du SGEN<sup>1112</sup> participent également à la fondation de ce comité : Paul Vignaux est alors Secrétaire général du SGEN, ceci depuis 1948, et animateur du groupe "Reconstruction" au sein de la CFTC<sup>1113</sup> dont l'action aboutira finalement à la "déconfessionnalisation" de la confédération syndicale chrétienne. " En janvier 1957 s'est mis en place un Comité de résistance spirituelle /déjà mentionné/ regroupant de nombreux catholiques comme Robert Barrat, Henri Marrou, Jean-Marie Domenach... /auxquels se joint notamment André Philip, exclu de la SFIO/... ". - Précoce, l'intervention de nombre d'intellectuels chrétiens n'empêche que le milieu auquel ils appartenaient soit resté partagé. Autre exemple : " En mars 1957, Madeleine Rebérioux et trois autres femmes fondent un Comité pour la défense des libertés et la paix en Algérie, en direction des enseignants du second degré." <sup>1114</sup>

Il convient de souligner la multiplication des acteurs et des prises de parole pendant cette période. Dans ce foisonnement d'interventions, le Parti communiste est certes présent, mais outre qu'il est en train de perdre nombre de ses intellectuels, sa puissance en tant que référent tend à s'affaiblir.

Quant à la dénonciation, si elle occupe une place fondamentale dans ces démarches, pour beaucoup, comme on l'a déjà relevé, il s'agit de bien autre chose. La rédaction de *France Observateur*, en particulier, qui a eu toute opportunité d'observer les mobilisations communistes en milieu intellectuel et a fort bien compris l'intérêt politique que celles-ci pouvaient prendre, joue alors un rôle clef dans l'intelligentsia protestataire et entend également assumer une fonction politique, parallèlement à l'action des nouvelles gauches en voie d'organisation. Or, comme le souligne Philippe Tétart, *France Observateur* a entretenu à ce moment-là "...

une ligne éditoriale favorable au FLN.”, un discours que l'historien analyse comme “... teinté de mauvaise conscience, de vocation missionnaire, mais aussi et peut-être surtout ... de paternalisme révolutionnaire dans un contexte franco-français où aucune issue révolutionnaire ne semble objectivement envisageable.”<sup>1115</sup> Substitut peut-être pour cette fois, et substitut incertain de surcroît, la passion révolutionnaire a conduit en tout cas à ce moment-là *France Observateur* à une abdication de l'esprit critique voisine de celle qui avait longtemps prévalu chez ces “neutralistes” face au communisme réel. Sans aller toutefois jusqu'à suivre le glissement “... qui a amené, Sartre ou Jeanson, à opter pour un appui total, voire pour l'implication physique.”<sup>1116</sup> L'attitude de la rédaction de *France Observateur* est fondamentalement plus subtile et plus ambiguë que celle du philosophe. A propos de l'arabisme, celui de Gamal Abdel Nasser assez explicitement, mais celui éventuel du FLN : selon Philippe Tétart, “... *l'Obs* met en avant, d'une part, la défense patriotique de la grandeur française ; et d'autre part, la mise en garde contre les flambées arabistes. Ce dernier point affecte incontestablement la perception de l'âpreté nationaliste FLN à la rédaction. (...) En recourant au concept de non-alignement pour les autres et d'indépendance pour la France, les journalistes défendent en premier lieu l'idée d'un tutorat de la métropole sur un “tiers-monde” et l'espoir d'une internationale humaniste (...) Dans l'idée d'une mission apostolique française, le neutralisme ne jouit plus que d'une identité résiduelle.”<sup>1117</sup> De telles analyses et prises de position n'empêcheront ni l'implication ni la déception face à l'évolution du régime algérien après l'indépendance, on y reviendra.

Au demeurant, on verra également surtout dans le chapitre IX que, malgré une critique très profonde du FLN, non seulement une partie des membres de “Socialisme ou barbarie” s'engageront auprès de ce front, mais qu'un tel engagement aura également pour eux le rôle d'un substitut, suivi d'une vive déception.

Dans le pôle tenté par le soutien du FLN, Francis Jeanson, auteur avec sa femme Colette de *L'Algérie hors la loi*, publié aux éditions du Seuil en 1955, avait déjà joué un rôle primordial dans le développement de cette sympathie militante pour ce front, voire même bientôt auprès de ce dernier lui-même. Citant le

témoignage de Jean Daniel, alors journaliste à *L'Express*, dans *Les Porteurs de valise, La résistance française à la guerre d'Algérie*, Michel Winock ne fait-il pas de cet ouvrage "... le bréviaire des révolutionnaires, l'acte de naissance en même temps de la révolution algérienne et de l'État algérien"<sup>1118</sup>. Il semble aussi avoir entraîné chez nombre d'intellectuels français, non sans expression de défiance chez certains d'entre eux, l'acceptation de l'imposition violente de la suprématie du FLN auprès des Algériens musulmans tant en France qu'en Algérie.<sup>1119</sup>

A l'opposé, à la suite de Daniel Guérin qui avait tenté de montrer au début de la guerre physique entre MNA et FLN, tous deux issus du MTLD, dirigé par Messali Hadj, les excès "anti" et "pro-messalistes"<sup>1120</sup>, c'est Jean-Marie Domenach directeur d'*Esprit* qui, en 1957, après des massacres commis par le FLN en Algérie, prône l'abandon du "prophétisme révolutionnaire" et la défense du pluralisme politique<sup>1121</sup>, après qu'*Esprit* eût, à partir de 1950 tenté, on s'en souvient, de concilier refus de rompre avec les communistes et expression d'une distance critique, accompagnée de publication d'informations parfois franchement inquiétantes, si l'on se place dans la perspective de la revue : la fermeté sur les principes à ne pas abdiquer semble cette fois plus rapide et plus déterminée.

Quant à Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, abandonnant l'attachement à un parti "révolutionnaire" intraitable pour un autre, ils se rangent très tôt aux côtés du FLN. En 1956, ils "... voient "avec stupeur" le PCF voter les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet" et "Sartre n'aura de cesse d'infléchir la position des communistes dont il cherche à se rapprocher à partir de 1958..."<sup>1122</sup>. Au demeurant, la rédaction de *France Observateur* ressentira le même déception de ne pas voir les communistes jouer un rôle central dans la lutte contre la guerre d'Algérie, même si le rôle souhaité n'est pas entièrement le même. Comme le souligne encore Marie-Christine Granjon dans le même article consacré à "Raymond Aron, Jean-Paul Sartre et le conflit algérien", "... dans ses écrits sur l'Algérie... Sartre recourt bien davantage à la vulgate marxiste-léniniste qu'à la vision existentialiste du monde. /Dès/... sa conférence de presse du 27 janvier 1956 /prononcée au

premier meeting du Comité contre la poursuite de la guerre en Algérie auquel il a adhéré/ il entend prouver... que “le colonialisme est un système ” dont l’élément déterminant est d’ordre économique : le capitalisme est devenu impérialiste dans les années 1860 par nécessité, par besoin intrinsèque d’assurer des débouchés à ses produits industriels et de procurer des matières premières à bon marché. (...) C’est pourquoi tous les colons se valent, tous sont exploités. Car le colonialisme a une logique implacable : il a besoin d’un sous-prolétariat agricole...”<sup>1123</sup>. Pas moins marxiste, le discours tenu dans *Socialisme ou barbarie*, dans une perspective communiste et révolutionnaire, fait du capitalisme qui prédomine en Algérie une forme arriérée, un sous-système, doté de sa logique propre et qui n’a rien à voir avec l’avenir de ce mode de production. “Parmi les fonctions traditionnelles remplies par la colonie dans le système impérialiste, la seule que l’Afrique du Nord remplisse effectivement, c’est l’appropriation de matières agricoles et minières /qui/... suppose l’appropriation aussi totale que possible des moyens de production agricoles et miniers.” Si les rédacteurs se refusent à prendre parti en faveur des organisations algériennes, ce n’est pas à partir d’une condamnation morale, mais en fonction de la faiblesse de leur “valeur” révolutionnaire, y compris pour l’avenir : “Reconnaître la portée révolutionnaire possible d’une lutte pour l’indépendance est nécessaire. Mais il faut savoir aussi dénoncer les objectifs des directions nationalistes qui, sous le couvert de cette lutte, tendent à imposer les couches dominantes autochtones comme nouveaux exploités qui, pour ce faire, s’intégreront inéluctablement à l’un des blocs américain ou russe.”<sup>1124</sup> Position que le groupe du même nom s’efforcera de préciser ultérieurement, notamment dans un éditorial de 1958, pour tenter de répondre au “... scepticisme à l’endroit des mouvements d’émancipation qui n’existait pas autrefois...”, et dont le contenu est explicité comme suit dans cet éditorial : “La revendication nationale paraît d’autant plus suspecte que le terrorisme répugne, celui-ci d’autant plus condamnable que le nationalisme déçoit.” Or “Un communiste /avec cette précision en note : “Nous employons ce terme dans son vrai sens et non pour désigner un militant du PCF ”/ ne peut qu’être pour les mouvements d’émancipation des peuples coloniaux... la lutte des peuples colonisés pour leur indépendance a une valeur révolutionnaire,... elle est intrinsèquement juste... La situation coloniale fait que l’émancipation nationale a un contenu immédiatement sensible... il convient de distinguer... les moyens délibérément employés par un appareil politique en vue d’instaurer à la faveur de la guerre un pouvoir incontrôlé sur les masses et les moyens auxquels les masses ont spontanément recours en vue de se libérer...”, avant de conclure par une nouvelle critique des

organisations algériennes “Les réserves qu’inspire le MNA... /”... l’abandon du préalable de l’indépendance ” / ne suffisent nullement à valider le FLN dont il est impossible d’assumer les méthodes de guerre : le terrorisme aveugle en Algérie, la liquidation implacable des éléments oppositionnels, le contrôle absolu exercé par les chefs sur la base militante.”<sup>1125</sup>

Traitant des réactions suscitées en France par le duel entre le MNA et le FLN et les méthodes extrêmement violentes employées, à partir de 1956, par le second pour éliminer le premier, Benjamin Stora rappelle que dans l’extrême/”ultra”-gauche dont les militants les plus anciens connaissaient les divers courants algériens depuis longtemps, la tendance fut au contraire au choix d’un mouvement à l’exclusion de l’autre, tant chez les libertaires, où en particulier la rédaction du *Libertaire* s’éloigne du MNA à partir de 1956 que surtout chez les trotskistes que la quête d’une “avant-garde” pousse aux choix absolus. Tandis que les “lambertistes” du PCI /Parti communiste internationaliste/ voient dans le MNA l’”embryon” d’un “Parti bolchevique ” et comparent “ Messali ” à Lénine, les “franckistes”, ainsi que *Pablo* vont “... basculer... en janvier 1956... vers le seul FLN...”, après avoir refusé le choix entre FLN et MNA, au point de traiter de “trahison”, dans *La Vérité des travailleurs*, la “lutte contre le FLN qui est l’initiateur... des maquis...”<sup>1126</sup>.

Parmi les intellectuels, le comité de rédaction d’*Arguments* se refusera au soutien inconditionnel au FLN. À la fin de l’année 1957, sous le dernier gouvernement de la IV<sup>e</sup> République par conséquent, André Breton, Maurice Clavel, Jean-Marie Domenach, Jean Duvignaud, Michel Leiris, Edgar Morin, Maurice Nadeau, Benjamin Péret, Laurent Schwartz, Daniel Guérin signeront un texte assez nettement critique vis-à-vis des méthodes du FLN : “ Il appartient certes aux nationalistes algériens de mener eux-mêmes leur lutte... Mais il est une forme de paternalisme aussi pernicieux /que les “conseils” / que nous rejetons : c’est celle qui consiste à approuver ce que font les nationalistes algériens, quels qu’ils soient, même si leurs actes visent à des fins et usent de méthodes antidémocratiques... de tels actes portent un tort immense à la cause algérienne et risquent d’élever un mur d’incompréhension entre les travailleurs algériens et français...”<sup>1127</sup>.

Par ailleurs, en Algérie même, en 1957, le général Paris de la Bollardière est "... relevé de son commandement, pour avoir protesté contre l'emploi de méthodes qu'il estime contraires "aux traditions de l'armée", alors qu'à l'université, les étudiants manifestent contre le doyen René Capitant "qui a rendu publique une lettre à Bourguès-Mounoury dénonçant les manquements quotidiens... aux principes de la République..."<sup>1128</sup>.

A la fin de l'année 1957 et au début de 1958, sous le gouvernement de Félix Gaillard, c'est principalement l'affaire Maurice Audin, outre toujours "la bataille d'Alger", qui préoccupe le champ intellectuel, avant que la crainte d'un coup d'État ne vienne radicalement modifier la conjoncture. Maurice Audin, professeur de mathématiques et communiste, a été torturé et tué en Algérie. Pierre Vidal-Naquet, alors assistant en histoire, crée en novembre 1957 le Comité Maurice-Audin, présidé par Laurent Schwartz et dont Henri Marrou et Jean Dresch sont les vice-présidents, puis publie *l'Affaire Audin* aux éditions de Minuit en mai 1958<sup>1129</sup>. La référence à l'Affaire Dreyfus et au rôle tenu alors par les intellectuels est explicite lors de la création du Comité, même s'il s'agit d'une action plus construite. Pierre Vidal-Naquet n'écrit-il pas : " Nous étions quelques-uns à penser que cette bataille avait besoin d'un nom, d'un symbole..."<sup>1130</sup> ? " Parallèlement, Maurice Pagat, Robert Barrat et Roland Marin fondent le Centre du Landy... /qui édite/... *Témoignages et documents*, dont une des principales tâches consistera à réimprimer sur le champ les articles et les livres saisis. C'est ainsi qu'en février 1958 cette publication intermittente et militante diffuse *La Question...*" d'Henri Alleg, déjà publiée par Minuit, mais interdite<sup>1131</sup>. Le Centre du Landy avait reçu la caution des *Temps modernes* et d'*Esprit*.

Ainsi, les "intellectuels" paraissent retrouver le terrain de la dénonciation morale qui avait été le leur, avant que "l'engagement" n'ait conduit certains d'entre eux, non seulement sur un terrain beaucoup plus partisan, mais les ait entraînés à abdiquer tout/ou partie de leur liberté de critique. Sous le sous-titre "L'ombre de l'Affaire", Jean-Pierre Rioux note d'ailleurs que "... la filiation dreyfusienne est tout à fait présente rétrospectivement en axe historique d'une fidélité éthique, dans la mémoire

historique des intellectuels de gauche...”<sup>1132</sup>. Encore que nombre d’entre eux se consacrent aussi à la recherche d’engagements de remplacement tout aussi entiers et soumis à ce qu’ils croient être l’histoire ou cherchent à contribuer eux-mêmes à l’élaboration de nouvelles conceptions politiques, en particulier dans une presse qui s’efforce d’être créatrice d’idéologie politique, au sein des “nouvelles gauches” ou auprès des mendésistes, voire de générer de nouvelles formes d’organisations, parmi lesquelles les clubs qui vont bientôt se développer et représenteront une manière assez différente de faire de la politique, tout à la fois plus distante des enjeux et plus concrète que l’engagement à composante fortement doctrinale ou idéologique. Mais le développement des sciences sociales et humaines contribuera également à modifier la “donne”.

Par contre, “Socialisme ou barbarie” ne s’investit pas en tant que tel dans ces campagnes de dénonciation, même à son échelle, bien que plusieurs de ses membres participent, aux côtés de trotskistes, au Comité de lutte contre la répression colonialiste créé dès 1954 par Daniel Guérin. C’est que le petit groupe et sa revue continuent à se situer sur un autre plan qu’il traite dans un autre registre, celui de la théorie critique et que la dénonciation “dreyfusarde” reste une démarche fort éloignée du nécessaire marxisme révolutionnaire qu’ils continuent de défendre, même si passion et accusation percent parfois dans la violence des énoncés.

Par ailleurs, le malaise déborde largement le champ intellectuel à proprement parler, atteint les organisations politiques qui se divisent et s’étend dans les Eglises, les syndicats, en particulier chez les minoritaires de FO et à la CFTC, plus souvent à “Reconstruction”, ainsi qu’à l’UNEF. De la condamnation des méthodes employées à la défense du principe du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes et donc à la croyance en la justesse de la cause de l’indépendance algérienne, la diversité des critiques est grande, mais le mécontentement et le mouvement en faveur de la paix restés faibles au début de la guerre vont dorénavant s’amplifiant.



Ainsi l'UNEF joint, dès la bataille d'Alger, à la condamnation de la torture l'esquisse d'une position conditionnelle en faveur de la paix, dans un même communiqué : "s'il était vrai que la guerre d'Algérie ne pût se poursuivre par d'autres moyens, c'est à la guerre elle-même qu'il faudrait mettre fin"<sup>1133</sup>. Au demeurant de telles tentatives de prise de position, qui restent pourtant pesées et relativement nuancées, sont loin d'être acceptées unanimement au sein de l'organisation, sans compter l'AG d'Alger qui a parfois l'oreille des autorités ; plusieurs AG de l'ancienne tendance majoritaire provoqueront d'ailleurs finalement une scission ; la nouvelle organisation étudiante qu'elles tenteront de créer pour concurrencer l'UNEF restera au demeurant squelettique et ne sera résorbée que sous la V<sup>e</sup> République grâce à l'appui du nouveau Haut commissaire à la jeunesse et aux sports, Maurice Herzog - avant que la même politique ne soit reprise avec la création de la FNEF en 1961, par scission de l'UNEF. Néanmoins une telle dualité conduira le syndicat majoritaire, sur la défensive, à un surcroît de prudence. Il protestera pourtant contre la dissolution de l'UGEMA en janvier, suivie de l'exode des quatre cinquièmes des étudiants algériens. Nombre d'arrestations et d'internements dans des camps de regroupement frappent certains de ceux qui restent. "Bien qu'elle ait annoncé son refus de représenter les étudiants algériens, ce qui était une façon de ne pas reconnaître la dissolution de l'UGEMA, l'UNEF prend en charge la défense individuelle de nombreux étudiants algériens, les AGE fournissent des informations sur arrestations et disparitions à la Direction nationale qui intervient à de multiples reprises auprès des ministères."<sup>1134</sup>

Dans le champ politique, la fin de l'année 1957 voit aussi la création du Parti d'union de la gauche socialiste : UGS. Une telle union prolonge et élargit les tentatives antérieures de regroupement et de transformation de la gauche non communiste, expression générale qui n'aurait guère plu dans ces courants qui insistent sur le contenu positif, socialiste, de leurs entreprises, menées au sein des nouvelles gauches, dans une perspective "unitaire" et anticapitaliste. Les objectifs d'une telle union dépassent largement la mobilisation contre la "guerre" d'Algérie,

on le voit. Cependant au sein de ces courants, le refus de la politique de la direction socialiste en Algérie a joué un grand rôle et a même fortement contribué à leur développement. L'UGS s'est constituée par fusion de la Nouvelle gauche, du MLP et de dissidents socialistes et communistes, rejoints par nombre de militants de la Jeune République qui cependant perdure, la majorité de ces dirigeants et de ces membres étant plus proches du pôle mendésiste. Quant au MLP sur lequel il convient de se pencher brièvement, sa filiation assez atypique était loin de le rapprocher *a priori* du champ politique. Il provient en effet d'une transformation en 1950 du Mouvement populaire des familles qui en appelait à une double référence ouvrière et chrétienne. Le rapprochement de ce dernier avec le Parti communiste ne va pas sans provoquer une scission et de nombreux départs. Si le Mouvement populaire devenu une véritable organisation de masse, comptait 140 000 adhérents en 1945, 35 000 encore en 1950 au moment de sa transformation, il n'en réunissait plus que 13 000 en 1951, 5 000 en 1954-1955, bien qu'il eût continué à gérer des services sociaux et familiaux. Le cryptocommunisme de sa direction qui justifiait une telle idéologie par la nécessaire union politique de la classe ouvrière, sa laïcité très marquée, alors qu'il recrutait presque exclusivement des chrétiens n'avaient pas été propices au maintien de sa solide implantation passée. Même diminuée, celle-ci restait cependant massive et très populaire comparée à celles des autres courants qui ont formé l'UGS<sup>1135</sup>. Les dissidents communistes et socialistes enfin qui adhèrent aussi à l'UGS appartenaient essentiellement auparavant à l'Action socialiste qui défendait un "socialisme de gauche" et aux Groupes d'union socialiste, un "socialo-communisme". Les anciens communistes avaient quitté leur parti à l'automne 1956 et les socialistes le leur "depuis le vote des pouvoirs spéciaux à Mollet-Lacoste". "L'AS /Action socialiste/ regroupe plus de mille militants (pour quelques centaines seulement aux GUS) /Groupes d'union socialiste/"<sup>1136</sup>. Il convient enfin de souligner que Claude Bourdet et Gilles Martinet dont le rôle est essentiel au sein de la rédaction de "*l'Obs*" participent tous deux à la rédaction du programme de l'UGS.

Malgré leurs désaccords des proches et des militants de “Socialisme ou barbarie” vont tenter de s’investir dans l’UGS<sup>1137</sup>, ou d’y “travailler” selon le vocabulaire militant, en particulier avec des minoritaires qui se regroupent autour d’une motion au congrès national de Lyon de septembre 1958 : le “texte d’orientation d’Arthuys, Dechezelles, Hespel, Jouffa, Kiner, Montariol, Vallières”, quelques-uns de ces derniers étant d’anciens trotskistes<sup>1138</sup>. Le succès auprès d’un nombre non négligeable de militants ouvriers et de jeunes est la principale raison d’un tel intérêt : “Aussi bien au Congrès d’unification qu’à celui du 21 septembre, le climat d’enthousiasme est frappant. La jeunesse des délégués contraste avec la physionomie de vieillesse physique que présentent toutes les organisations de “gauche”. La nouvelle organisation suscite rapidement un intérêt dans les “ milieux ” qu’il est convenu d’appeler “ l’avant-garde ” et auprès de certaines couche de travailleurs. (...). Déjà au cours de 1957... les organisations qui allaient former le nouveau parti, et surtout la Nouvelle gauche, avaient bénéficié d’un courant d’adhésions. (...) On estime que les quatre organisations unifiées groupaient à l’origine de 3 à 4 000 membres et que les effectifs actuels sont de l’ordre de 8 000. (...) ... le fait qu’une nouvelle formation parvienne à rassembler une fraction, même très faible, des anciens militants et à recruter un certain nombre de jeunes, constitue à lui seul un phénomène politique important.”<sup>1139</sup>

Quant au Parti communiste, qu’il s’agisse de ses intellectuels ou du parti lui-même, il n’apparaît guère que comme un acteur parmi les autres, certes toujours puissant, mais servant moins de référence, au moment où ses anciens alliés prennent de plus en plus d’autonomie et tentent de s’imposer par eux-mêmes et il est, de plus, nettement moins activiste, que dans les années antérieures.

Voyant, par ailleurs, dans l’année 1957 le “ cadre d’une des plus fortes vagues de l’engagement...” intellectuel à propos de l’Algérie, Jean-Pierre Rioux conclut cependant : “... l’avant-garde intellectuelle n’a jamais eu l’initiative, n’a jamais pu peser sur l’enchaînement des événements, ni en Algérie ni en métropole...”<sup>1140</sup>.

A l’opposé, “une autre partie de l’opinion est hostile à toute négociation soit par attachement au maintien de la souveraineté française, soit par crainte du sort réservé aux Français

d'Algérie, soit par hostilité au FLN dont les méthodes de guerre ne sont pas moins cruelles que celles imputées à l'armée française..."<sup>1141</sup>.

En outre, l'extrême droite discréditée après la guerre connaît un réel développement et Jean-Louis Tixier-Vignancour cherche à la fédérer et à politiser le poujadisme. Le groupe "Jeune Nation", dirigé par Pierre Sidos et Dominique Venner rêve de "tenir demain la rue. Les rejoindraient volontiers les plus violents des poujadistes, les députés Le Pen et Demarquet en tête, tout enivrés par leur expérience de paras en Algérie."<sup>1142</sup> D'ailleurs "les bagarres se succèdent au Quartier latin."<sup>1143</sup> Les violences iront parfois plus loin : en décembre 1957, "Georges Suffert, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, est enlevé par un commando à Nancy... et séquestré quelque temps."<sup>1144</sup>

Cependant, la réaction de défense de l'Algérie française est loin de se trouver cantonnée à la seule extrême droite. Ainsi, Jacques Soustelle, Georges Bidault, André Mbrice et Roger Duchet, venus respectivement du gaullisme, du MRP, du radicalisme et des Indépendants prennent quant à eux la tête de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française, où "... toutes les figures ne viennent pas de la droite, puisque s'y activent Albert Bayet, Paul Rivet..."<sup>1145</sup> notamment, ce qui montre combien la question algérienne peut mettre à mal les forces politiques.

#### *- La chute du gouvernement Guy Mollet et les derniers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République*

Face à la politique menée en Algérie, le gouvernement de Guy Mollet s'est dissocié, de même que sa majorité. Pierre Mendès France que René Coty n'avait, par ailleurs, pas voulu choisir comme Président du Conseil, on s'en souvient, quitte le premier le gouvernement dès mai 1956, Alain Savary lors de l'arrestation des chefs historiques du FLN, en octobre 1956. Au même moment, le Parti communiste cesse de lui apporter son soutien. De leur côté, François Mitterrand, Albert Gazier et Gaston Defferre avaient manifesté leur désaccord avec la

politique suivie par Robert Lacoste en Algérie. *L'Express* qui avait soutenu Pierre Mendès France avec beaucoup d'efficacité mène campagne contre la politique algérienne du gouvernement. Alors que la politique de Guy Mollet avait été condamnée par l'Internationale socialiste à Bombay, au sein même du Parti socialiste se forme une opposition. C'est d'ailleurs pour éviter une scission de son parti que Guy Mollet, attaqué à gauche, soutenu à droite, ce qui le plaçait déjà dans une situation tout à fait inconfortable, choisira de faire renverser son gouvernement en mai 1957 sur le vote d'une augmentation d'impôts refusée à droite comme à gauche pour des raisons différentes.

Par ailleurs, le coût de l'intervention militaire accentue la détérioration de la situation financière française et, plus encore, crée des difficultés de trésorerie : inflation, augmentation du déficit budgétaire, déséquilibre de la balance commerciale, sous le triple effet "des importations accrues de biens de consommation", effets indirects de la politique sociale du gouvernement, "en même temps que l'expansion exigeait davantage de matières premières, et l'effort militaire des commandes de matériel. Les exportations diminuaient au contraire à cause de la hausse des prix intérieurs et de la récession américaine"<sup>1146</sup>. Il en résulta l'épuisement des réserves de devises, et enfin en 1957, la dévaluation déguisée du franc, précédée de sorties spéculatives de capitaux, sous le gouvernement Maurice Bourgès-Mounoury. Une telle situation entraîne bientôt le renoncement au financement d'une partie des dépenses sociales, bien que la croissance, remarquable et continue dans toutes les années d'après-guerre, se poursuive alors.

Les derniers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République se trouvent confrontés à la dégradation de la position internationale de la France et à celle de sa situation politique et financière, effets directs du glissement dans une guerre que le pays ne gagne pas et qui divise les principales formations politiques de gouvernement, même si, en Algérie, le FLN paraît contenu.

Il devient en outre extrêmement difficile de trouver une majorité capable de mener une politique un tant soit peu cohérente. Pour Jean-Jacques Becker, “La gauche socialiste était déconsidérée par l’échec de Guy Mollet ”<sup>1147</sup> et souhaitera même se tenir à l’écart, lors de la formation du gouvernement mort-né dirigé par Pierre Pflimlin, afin d’éviter la dissociation de son organisation que Guy Mollet va d’ailleurs reprendre très efficacement en mains : alors qu’ils avaient participé au gouvernement précédent et soutenu le second tout à fait clairement, “... ils /les socialistes/ décident même en mai 1958 de ne pas participer au gouvernement afin d’obtenir le départ d’Alger du ministre résidant ”<sup>1148</sup>, comme le rapportent Serge Bernstein et Pierre Milza. En outre “... la gauche communiste /était déconsidérée/ par le soutien qu’elle avait apporté à l’Union soviétique lors de la répression de l’insurrection hongroise. Le centre et la droite ne pouvaient pas non plus former une majorité durable, divisés entre ceux qui souhaitaient trouver une solution à la question algérienne, et ceux qui estimaient que la seule réponse était la répression de la rébellion et la victoire de l’Algérie française.”<sup>1149</sup>

Deux gouvernements en moins d’un an, tous deux dirigés par des radicaux : Maurice Bourgès-Maunoury, de juin à septembre 1957, et Félix Gaillard, de novembre 1957 à avril 1958, alors que le Parti radical a éclaté ; une crise d’un mois avant l’investiture du second : c’est dire l’état de blocage dans lequel se trouve alors le pouvoir politique.

En Algérie même, l’armée qui avait déjà de beaucoup outrepassé le cadre de ses missions se conduit de plus en plus en pouvoir indépendant. Les colonels et les capitaines se politisent fréquemment, bien décidés à ne pas connaître une nouvelle défaite et à appliquer dans ce but les principes de la “guerre révolutionnaire”, tout en considérant de plus en plus souvent que “c’est à Paris qu’il faut gagner la guerre d’Algérie”.<sup>1150</sup>

La position internationale de la France était déjà difficile, on l’a vu. Or les troupes du FLN utilisant des bases arrières au Maroc et surtout en Tunisie,

l'armée française avait doublé d'une ligne de fils de fer barbelés et électrifiés la frontière entre ce dernier pays et l'Algérie et opéré diverses incursions sur le territoire tunisien ; en février 1958, l'aviation française bombarde un village tunisien, tuant plus de soixante personnes dont vingt enfants, ce qui cause une très vive réprobation internationale, alors que militairement le FLN s'affaiblissait. L'affaire ayant été portée devant l'ONU, le gouvernement français fut amené à accepter la constitution d'une mission de conciliation anglo-américaine. Jean Monnet ayant dû demander un prêt aux États-Unis, le gouvernement n'est plus tout à fait en mesure de refuser les propositions nord-américaines.

Quant à la presse française critique d'une telle politique menée en Algérie, elle est très souvent censurée : "dans les semaines suivantes, *France Observateur*, *L'Express* et l'hebdomadaire communiste *France Nouvelle*, sont encore une fois saisis."<sup>1151</sup> Les informations de Philippe Tétart à propos de *France-Observateur* et concernant la censure pour l'ensemble de la période sont extrêmement précieuses. "En 1955 et 1956, les interdictions sur le territoire métropolitain étaient restées rares. Au Maghreb, elles avaient été plus fréquentes - environ une cinquantaine dont 19 en Algérie. En revanche, en 1957, on entre sous un véritable règne de la saisie. *France Observateur* aura été saisi 34 fois de façon officielle (3 fois en France et 34 fois en Algérie)... /et dès/ 1957, les saisies finissent bel et bien par entraîner des pertes. *L'Express* connaît lui-même, malgré son développement, des moments de doute consécutif aux saisies."<sup>1152</sup> **qui** ne vont pas sans entraîner une certaine autocensure.

Face à une telle situation internationale la droite, les modérés et les "Gaullistes" protestent. Le 13 mars une manifestation de policiers devant le Palais-Bourbon inquiète beaucoup ; "Les députés à la Seine", scandent en effet les manifestants, après que déjà en février la police ait chargé à Paris des étudiants de gauche et extrême gauche, réunis pour une journée de l'anticolonialisme et peu nombreux en cette occasion.

Le gouvernement est renversé un mois après. La très faible majorité possible, maintenant que la SFIO a décidé de se tenir à l'écart, "... use successivement Bidault le 23 avril, entre les deux tours des élections cantonales : le MRP ne lui /étant/ pas attaché au point de le suivre dans son exaltation de l'Algérie française ; puis Pleven le 8 mai, qui renonce en découvrant l'étroitesse de sa marge de manœuvre..."<sup>1153</sup>. Pierre Pflimlin qui a déclaré vouloir engager des négociations, ce qui est propre à provoquer la colère en Algérie, doit présenter son gouvernement le 13 mai.

La presse intellectuelle de gauche exprime son inquiétude dès le début du mois de mars. Ainsi dans le numéro du 3 mars de *France Observateur*, d'ailleurs saisi après deux autres livraisons de la même année, dans "Le suicide de la France", André Philip, exclu de la SFIO en 1957 pour son hostilité à la guerre d'Algérie, lance un "appel" à la gauche qui doit "... prendre conscience de l'extraordinaire aggravation du climat métropolitain et algérien ", alors que Gilles Martinet s'interroge "Un putsch militaire est-il possible ?", manière d'exprimer qu'il le craint comme une possibilité réelle<sup>1154</sup>. Le 20 mars, Claude "... Bourdet axe son éditorial autour du thème de la fascisation du régime (...). Se fondant sur des notes du ministère de l'Intérieur (...) il avance la théorie d'une sourde conjuration dans laquelle la police française porterait une part essentielle de responsabilité. La peur d'un complot fasciste n'a jamais été aussi forte..."<sup>1155</sup>. Entre censure et tassement, et même baisse de son lectorat, cette presse connaît au demeurant une situation difficile. Le deuxième facteur de crise correspond à ce que Philippe Tétart nomme "... l'agonie d'un très long après-guerre intellectuel ". "*Esprit* / qui "... tire entre 12 000 et 13 000 revues chaque mois "/et/ "*Les Temps modernes* entre 9 et 10 000 " "... les deux mensuels phares ont fixé leur public un ou deux ans après la guerre. (...). Quant aux hebdomadaires indépendants - hormis la progression limitée mais régulière de l'atypique *Canard Enchaîné* - *France Observateur*, *Témoignage chrétien*, et *L'Express*, le premier, après sa fulgurante ascension sous le signe algérien et la crise de l'Est... semble avoir atteint du moins temporairement les frontières d'une première capacité de diffusion /80 000 en 1956, 79 750 en 1957, 73 500 en 1958/ ; le deuxième décline irréversiblement ; le dernier, moins marqué par cet intellectualisme journalistique... voit les rangs de son public se clairsemer notablement... " néanmoins, /160 000 en 1956, moins de 142 000 en 1957/, ce qui constitue une baisse en



pourcentage beaucoup plus importante que celle de *France Observateur*<sup>1156</sup>, mais près de 154 400 en 1958.

*- La crise dite du 13 mai 1958 et le retour du Général de Gaulle à la tête du gouvernement*

La crise dure du 13 au 18 mai. Et la journée du 13 mai n'en est que le premier tableau, si l'on peut dire, sur fond de complots, mais il est vrai qu'il s'en ourdissait de fait depuis 1957, suivis de très près par des gaullistes bien décidés à les utiliser pour faire advenir le retour du général de Gaulle au pouvoir, persuadés qu'ils sont que lui seul est capable de maîtriser la situation.

Le 13 mai, jour du débat d'investiture, deux grandes manifestations se déroulent à Alger, le FLN ayant annoncé l'exécution de trois soldats français faits prisonniers : l'une militaire, le général René Salan en tête, l'autre organisée par le fascisant "Comité des 7" qui s'était déjà manifesté notamment lors de la venue de Guy Mollet à Alger. Seuls quelques jeunes partent à l'assaut du Gouvernement général et le prennent. Un Comité de Salut public est constitué, avec à sa tête le général Massu, "gaulliste", très populaire en Algérie, tant auprès de beaucoup de "pieds-noirs" que de militaires pour avoir gagné "la bataille d'Alger" ; celui-ci se place cependant sous les ordres du Commandant en chef en Algérie le général Salan, qui lui ne l'est guère, en tant qu'ancien de Diên-Biên-Phu. Le gouvernement entérine le nouveau rapport des forces qui n'est jusque là qu'un état de fait en nommant le général Salan délégué général en Algérie, doté de tous les pouvoirs civils et militaires, juste avant l'investiture de Pierre Pflimlin qui fait preuve de plus de fermeté en "condamnant les chefs militaires qui ont pris" une attitude d'insurrection contre la loi républicaine ", appelant à l'union nationale... sans renoncer à l'idée des pourparlers avec le FLN "<sup>1157</sup>. Il ne met cependant pas en cause la nomination du général Salan, moindre mal certes, mais qui résulte quand même d'un acte insurrectionnel. Cette faiblesse

n'échappe pas au général de Gaulle qui déclare dans un communiqué se tenir "... prêt à assumer les pouvoirs de la République" et promet de donner une conférence de presse le 19 mai.

Cependant les effets de l'émeute d'Alger n'ayant nullement été décisifs, l'état-major du général Salan a conçu l'opération aéroportée "Résurrection", consistant en lâchage de parachutistes sur la métropole, à Paris principalement, le 19 mai. "L'antenne gaulliste de la rue de Solférino... l'apprend... ils /des gaullistes/ en avertissent de Gaulle... Michel Poniatowski alerte... le gouvernement et... l'Elysée est saisi."<sup>1158</sup>. Dans sa conférence de presse le général de Gaulle veut rassurer les forces politiques loyales aux institutions républicaines tout en confirmant se tenir "à la disposition du pays" et précise qu'il n'entend pas "commencer une carrière de dictateur". Pas plus que dans son premier communiqué, il ne condamne l'insurrection, se plaçant à l'intersection de la légalité institutionnelle déjà mise à mal et de cette dernière, alors que les responsables des institutions qu'elle paraît reconnaître ont fait appel à lui, faute d'autres solutions pour nombre d'entre eux et dans le souci de lui donner une issue relativement acceptable par les forces politiques légalistes.

De son côté, Pierre Pflimlin persuadé que des négociations avec les militaires sont encore possibles, laisse lever le blocus des communications, tout en prenant également contact avec le FLN. Cependant l'opération "Résurrection" est lancée et triomphe en Corse. Cette fois, le cabinet de Pierre Pflimlin est désorienté craignant de déclencher une guerre civile. Pierre Pflimlin accepte finalement de rencontrer le général de Gaulle. Ce dernier, au terme de contacts et tractations nombreuses, variées et complexes tant avec les autorités de la République qu'avec les responsables des forces politiques, déclare le 27 mai "J'ai entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain". Le dénouement est alors rapide : après la démission du gouvernement le 28 et le message du président René Coty, annonçant au Parlement son intention d'appeler "le plus illustre des Français", le général de Gaulle est investi le 1<sup>er</sup> juin et le gouvernement le 2. Le nouveau président du

Conseil a notamment acquis l'appui de la majorité des radicaux, mais pas des mendésistes, et de la moitié des socialistes dont Guy Mollet qui sera ministre d'État dans son premier gouvernement. Celui-ci réunit les chefs ou des hommes clefs des principales formations politiques moins le Parti communiste : ce gouvernement qui a toutes les apparences de l'union nationale est de plein droit constitutionnel un gouvernement de la IV<sup>e</sup> République, mais il a reçu les pleins pouvoirs et la mission de réformer la constitution, donc d'organiser notamment le décès de cette même République.

## VII. 2/ La mise en place de la V<sup>e</sup> République

Selon le résumé des historiens Christian et Arlette Ambrosi, qui anticipent peut-être quelque peu sur la réaction de la majorité des Français de métropole : “En Algérie on attendait du nouveau gouvernement qu'il poussât la guerre jusqu'à la victoire ; en France, on attendait la fin d'une guerre à laquelle on ne croyait plus. Quant au général, il était, certes, décidé à régler la question algérienne... mais l'essentiel pour lui n'était pas là : il était dans l'occasion qui lui était enfin fournie de faire accepter à la faveur de la secousse nationale, les institutions stables que son discours de Bayeux avait laissé entrevoir en 1946.”<sup>1159</sup>

### *- La transformation des institutions et de la configuration des forces politiques*

Le gouvernement du général de Gaulle qui présente la caractéristique fort nouvelle de compter nombre de “techniciens”, placés de surcroît à des postes clefs, s'attelle à la réforme des institutions voulue de longue date par son chef. “Rédigée par un groupe de juristes rassemblés autour de Michel Debré, ministre de la Justice et fidèle du général, discutée dans un comité ministériel où siègent les ministres chefs de partis, la Constitution est enfin soumise à un comité consultatif constitutionnel formé de parlementaires et placé sous la présidence de Paul Reynaud”<sup>1160</sup>. Le processus d'élaboration du texte avait donc su

allier juristes, principalement des conseillers d'État, et hommes politiques des principaux partis dont la participation fut parfois très active comme celles de Guy Mollet et de Pierre Pflimlin autant que "gaullistes". Le projet constitutionnel fut encore examiné de manière très scrupuleuse par le Conseil d'État, avant d'être adopté par le Conseil des ministres. Le mode d'élaboration est donc, sans que dégagent Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, "... le lieu d'une rencontre entre des acteurs qui ouvrent le dialogue avec des convictions et des exigences différentes et sur certains points radicalement opposées."<sup>1161</sup>

Le général de Gaulle restait attaché, on l'a vu, aux principes qu'il avait définis dès son discours de Bayeux en juin 1946 : bicamérisme, séparation des pouvoirs, responsabilité ministérielle et surtout rôle accru du président de la République dont le mode d'élection, "... par un collège qui englobe le Parlement mais beaucoup plus large..." doit assurer l'indépendance vis-à-vis des partis dont il n'émane pas ; il exercerait "un arbitrage national qui fasse valoir la continuité au milieu des combinaisons" et aurait le droit d'en appeler au pays par le recours aux élections aux moments de grave confusion, après consultation, seulement, du Premier ministre et des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Dans le même esprit, le président de la V<sup>e</sup> République, symboliquement abordé en premier dans le nouveau texte constitutionnel, serait élu par un collège électoral comprenant outre les parlementaires, les conseillers généraux et les représentants des conseils municipaux, le deuxième ensemble étant beaucoup plus nombreux que le premier : ce mode d'élection en fait l'élu de l'ensemble des élus. En outre, il dispose en propre de moyens d'action étendus. Il nomme le Premier ministre, ainsi que les autres sur proposition du premier de manière fort classique dans la tradition des institutions républicaines françaises, puisque c'est la pratique de ces dernières et non la Constitution de la IV<sup>e</sup> République qui avait institué "l'investiture" par l'Assemblée nationale du gouvernement choisi par le Président du Conseil et nommé par le Président de la République, ou "double investiture". Le Président de la V<sup>e</sup> République peut de surcroît dissoudre l'Assemblée nationale, dès la deuxième

année après son élection, recourir au référendum pour consulter le pays, mais seulement en principe sur des questions qui concernent l'organisation des pouvoirs publics et sur proposition des assemblées, mais aussi du gouvernement qu'il a nommé, ce qui n'exclut d'ailleurs pas les désaccords. En outre, il peut disposer de pouvoirs exceptionnels en vertu de l'article 16, en cas de menace grave concernant les institutions, l'indépendance nationale ou l'intégrité du territoire.

Dans le souci d'assurer la séparation des pouvoirs et de rendre autonome le gouvernement par rapport aux assemblées, l'incompatibilité entre fonctions ministérielles et parlementaires était décidée, un parlementaire nommé ministre devant laisser son siège à son suppléant, élu en même temps que lui.

Le Parlement est composé de deux assemblées, l'une élue au suffrage direct pour cinq ans, l'autre au suffrage indirect. L'assemblée nationale, la première, peut renverser le gouvernement en votant une motion de censure ou le rejet d'une question de confiance posée par le gouvernement, mais à la majorité absolue dans les deux cas ; par contre, les interpellations sont supprimées. Ce qu'on a pu appeler un "parlementarisme rationalisé" limite incontestablement la capacité d'initiative de l'Assemblée nationale : elle n'est pas plus maîtresse de la date de ses sessions que de son ordre du jour ; elle ne peut de plus proposer un texte qui aurait pour effet de diminuer les recettes ou d'augmenter les charges publiques. Quant au Sénat, il est nettement second par rapport à l'Assemblée nationale en cas de désaccord entre les deux Chambres.

Enfin s'inspirant de la Cour suprême américaine, la constitution de 1958 crée un Conseil constitutionnel, chargé de veiller à la régularité des élections, mais également à la constitutionnalité des lois.

Reprenant partiellement au moins une analyse de Georges Burdeau, Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun insistent sur la spécificité des conceptions de

la légitimité et de la démocratie contenues dans la nouvelle constitution. “La Constitution de 1958 est originale par la dualité des pouvoirs qu’elle met en place : le pouvoir d’État dont la primauté tient à sa capacité d’exprimer l’unité et l’avenir de la collectivité ; le pouvoir du peuple où s’affrontent les classes et les familles spirituelles.” “Ces deux pouvoirs ne sont pas étrangers l’un à l’autre. Tous deux procèdent de la même volonté du peuple souverain. Mais alors que le pouvoir d’État considère le peuple des citoyens qui, dans la tradition, travaillent à l’expression d’une volonté générale, homogène et unanime, le pouvoir du peuple intègre les divisions sociales, convoque l’homme situé...” Mais rompant en cela avec Georges Burdeau, les deux auteurs considèrent que le pouvoir présidentiel n’est pas un pouvoir de représentation, mais “d’incarnation” : “... le représentant et le représenté ne peuvent être en même temps partie à l’acte, sinon au moment où le mandat est consenti. Or, ce qui caractérise la pensée gaullienne tient justement à la fusion intime qui relie le chef à son peuple... l’être qui parle par lui est en lui présent.” Cette volonté générale, cette “parole profonde, ces universaux qui ne se déclinent qu’au singulier” qu’il exprime, c’est essentiellement par le référendum qu’elle se trouve “consacrée”<sup>1162</sup>. On peut cependant reprocher à une telle définition de la représentation de s’en tenir peut-être un peu trop exclusivement à sa seule théorie fondatrice : si certes les représentés ne participent nullement ni en droit ni en fait aux délibérations politiques, il n’y aurait cependant pas de vie politique si des citoyens ne cherchaient pas à faire connaître et éventuellement prévaloir ce qu’ils considèrent comme leurs intérêts et ceux des groupes et collectivités dans lesquels ils se reconnaissent, ainsi que leurs aspirations, leurs conceptions ou du moins la part variable de ceux-ci pris en charge ou protégés par les décisions politiques. Les décisions prises par les hommes politiques contiennent toujours pour une part une anticipation des réactions non seulement de ceux qu’ils représentent, mais des représentés en général.

Adoptée par le gouvernement dès le 3 septembre 1958, soit après une période d’élaboration remarquablement brève, elle fut présentée aux Français par le général de Gaulle le 4 septembre, date anniversaire de la proclamation de la III<sup>e</sup> République, de surcroît place de la République à Paris, sur laquelle a été érigé “... en son centre depuis 1883 /le/ monument à la République”, sur “une tribune ornée du sigle “ RF ” /République française/ et gardée par une haie de gardes républicains en grande tenue. Annoncé par un

discours oecuménique à toutes les gloires du régime de Gambetta à Clémenceau, de Jaurès à Lyautey, prononcé par le ministre de l'Education nationale... Charles de Gaulle paraît enfin pour lier le présent au passé et inscrire cette V<sup>e</sup> République, dont les “ V ” gigantesques ornent la place, dans la continuité des grandes heures historiques d'un régime qui n'a pas connu pareille exaltation depuis le 14 juillet 1880 ”<sup>1163</sup>. C'est dire que tout avait été fait dans l'ordre du symbolique pour inscrire le régime dans la tradition républicaine française, même si, par ailleurs très surveillée par un service d'ordre “... zélé...”, cette présentation qui se déroula “... devant un auditoire choisi avec soin...”<sup>1164</sup> ne ressembla pas tant s'en faut à une grande manifestation populaire, mais il est vrai que la conjoncture ne s'y prêtait guère.

Le référendum constitutionnel fut fixé au 28 septembre. La campagne, courte, comme l'avait été auparavant le processus d'élaboration de la constitution, ne fit que renforcer l'orientation majoritaire déjà cristallisée pour le “oui” : attente d'un pouvoir plus fort, accompagnée assez souvent d'un certain antiparlementarisme, confiance dans le général de Gaulle surtout, supposé capable d'empêcher la guerre civile, espoir en un renouvellement de la vie politique, telles sont quelques-unes des principales raisons qui se dégagent alors des enquêtes d'opinion. Firent campagne pour le “oui”, outre les “gaullistes” de toutes tendances, la droite modérée, le CNI et le MRP presque unanimes, la majorité des radicaux, ainsi que celle des socialistes, la minorité de l'UDSR animée par René Pleven. Une partie de l'extrême droite regroupée autour de Pierre Poujade appelle à voter “non”, alors que les “groupuscules ultras ”<sup>1165</sup> font campagne pour le “oui”.

*- Une opposition de gauche au gaullisme numériquement faible mais déterminée ; une tentative de regroupement : l'UFD*

Mais c'est surtout là où les gauches incarnent alors les oppositions. Plusieurs types d'oppositions, au demeurant : politiques, intellectuelles, syndicales.

Les oppositions politiques viennent tout à la fois du Parti communiste et de personnalités entraînant différents courants ou parties d'organisations politiques de la gauche non communiste. Si le premier et les seconds restent séparés, les seconds cherchent par contre à se rapprocher et il en résultera plusieurs formules successives de regroupements incomplets.

Le Parti communiste, qui, par ailleurs, reconnaît depuis peu le FLN comme seul interlocuteur valable et réclame maintenant systématiquement l'indépendance de l'Algérie "musulmane", mène quant à lui une campagne très frontale contre le gaullisme. En effet, dès "... mai 1958, il / le Parti communiste/ s'oppose avec fermeté à tout recours au général de Gaulle... Dans la nuit du 13 au 14 mai, le BP du PCF condamne le " coup de force fasciste ". Le 15 mai, le CC et le groupe parlementaire communiste appellent à " barrer la route à de Gaulle et à la dictature militaire et fasciste ", et à défendre la République en danger. " (...) "Au lendemain, de l'investiture de de Gaulle comme chef du gouvernement (...) le Parti communiste nuance quelque peu son argumentation : le gaullisme n'est pas exactement le fascisme, mais le "général-président" a instauré une " dictature personnelle " ou encore une dictature militaire et personnelle " qui " ouvre la voie au fascisme ". Comme l'indiquent encore Stéphane Courtois et Marc Lazar, pour des marxistes, une telle caractérisation politique critique qui, dans cette problématique, relève du domaine des "superstructures" doit s'accompagner de celle " économique et sociale " des "infrastructures". C'est le tout constitué par les deux niveaux que la critique doit appréhender. En 1958, la direction communiste se réfère directement à la définition du fascisme par le bulgare Georges Dimitrov, " la dictature des fractions les plus réactionnaires du capital " ; et en juin encore, une " résolution du Comité central " affirme que "de Gaulle satisfait les aspirations des " couches les plus colonialistes, les plus chauvines et les plus réactionnaires de la bourgeoisie". Par contre, dès son "... XV<sup>e</sup> Congrès, le parti repère derrière de Gaulle les "grands monopoles", hostiles à la démocratie parlementaire..."<sup>1166</sup>. Au demeurant, son analyse du gaullisme évoluera dans les années suivantes.

Par ailleurs, une fraction des radicaux autour de Pierre Mendès France, ainsi que la gauche de l'UDSR autour de François Mitterrand, enfin des groupe de gauche indépendants, parmi lesquels l'UGS, préconiseront le "non".



En outre, la scission prévisible de la SFIO se concrétise alors, sous l'impulsion d'Edouard Depreux, Daniel Mayer, André Savary, Robert Verdier qui fondent le PSA (Parti socialiste autonome), où au départ "... les députés sont proportionnellement plus nombreux que les militants à quitter la SFIO : une vingtaine, soit un cinquième du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, se retrouvent au PSA ". "Beaucoup d'adhérents /par contre/ ne comprennent... pas l'enjeu de la rupture."<sup>1167</sup>

Les minoritaires de gauche et parfois d'extrême gauche vont tenter de se rassembler en une coalition de la gauche non communiste en faveur du "non", l'UFD (Union des forces démocratiques), "... née d'un réflexe de "défense républicaine" au lendemain du 13 mai 1958."<sup>1168</sup>. Sous la présidence de Daniel Mayer, ancien député socialiste, co-fondateur du PSA et président de la Ligue des droits de l'homme, se réunissent des radicaux de gauche autour de Pierre Mendès France, la gauche de l'UDSR derrière François Mitterrand, l'UGS, créée à la fin de l'année 1957, on l'a dit, rejoints par des progressistes, Jeune République, ainsi que par des syndicalistes de la FEN, de la CGT et de la CFTC. Au demeurant si ces différents courants tentent de se rapprocher, ils ont cependant des identités marquées et nettement distinctes et continuent à se répartir entre un pôle marqué par le passé "neutraliste" et unitaire, franchement anticapitaliste, où le marxisme reste dominant comme analyse et un autre, beaucoup plus réformiste, sans compter les "révisionnistes". En outre, les dirigeants des courants de ce second pôle ont été beaucoup plus impliqués dans le champ et la compétition politiques, ainsi que l'exercice effectif du pouvoir pour certains d'entre eux. Le premier est surtout marqué par un passé d'opposition politique.

À "Socialisme ou barbarie", Cornélius Castoriadis commence bientôt à exposer un schéma de dépolitisation ouvrière sous "le capitalisme moderne", après avoir surtout imputé l'absence de mobilisation aux politiques menées par les partis de gauche, ce qui aurait pu le rapprocher de certains courants de la gauche

indépendante au sein de laquelle se développe le thème “ bien daté (1956-1958) ” de la dépolitisation, voire de la “ déprolétarianisation ” ou de “ l’américanisation de la classe ouvrière ”, expression d’une “ déception ”, selon Jean Touchard<sup>1169</sup>. Si la déception est commune, appréciations et perspectives resteront divergentes. Les désaccords de fond sont profonds avec ces courants : “ Les remous qui agitent actuellement une mince couche de la “ gauche ” française, avec l’unification du CAD, du PSA et de l’UGS, doivent être vus dans ce contexte, comme des résidus de la période précédente, non pas comme un signe nouveau. La constitution d’un parti réformiste unifié sous l’égide de Mendès France, agitera sans doute pendant une courte période certains milieux de militants politiques (...) la nouvelle organisation se trouvera, par sa nature et par son orientation, dépourvue de tout terrain d’activité réelle et atteindra assez rapidement sa phase de stagnation. ”<sup>1170</sup>

L’orientation de l’UGS a très tôt été vivement critiquée dans *Socialisme ou barbarie* notamment pour son “ électoralisme ”. La critique ne va pas sans rappeler *La réponse à Lénine* d’Herman Görter pour sa distinction entre phases où l’action électorale a ou non un sens, malgré la référence à Lénine dont la pensée plus praxéologique que théorique ne doit pas être simplifiée ni ses développements contradictoires supprimés ; un passage pacifique au socialisme a été envisagé par ce dernier<sup>1171</sup>, même si l’écart entre radicalité du projet, d’une part, et diversité et même force des oppositions politiques, de l’autre, a été alors sous-estimé : “ Les dirigeants lancent donc l’UGS à peine constituée dans la campagne électorale (...) Il est clair, à la lecture du programme d’action, que le nouveau parti compte utiliser l’action électorale non seulement pour faire connaître ses vues mais parce qu’il pense qu’une conquête de la majorité parlementaire par les “ partis de gauche ” et une transformation de ce régime par ce moyen est possible... ”

“ Il y a presque un siècle que le marxisme a montré, par une analyse concrète, du “ parlementarisme ” et de la démocratie capitaliste, qu’il est parfaitement utopique et illusoire de compter sur l’utilisation des institutions bourgeoises pour réaliser la transformation socialiste de la société. Cette analyse a été résumée de manière fort claire par Lénine, dans “ L’État et la révolution ”. Dans une société où tous les rouages et les postes essentiels de commande appartiennent, directement ou indirectement, au grand capital, le parlement n’est que le masque “ démocratique ” de la domination des exploités et il ne peut jamais être autre chose. Les élections... ne sont qu’un moyen de manipuler cette volonté. ”

“Autre chose ce qui se passait pendant une phase ascendante de la démocratie bourgeoise, où il s’agissait d’éveiller un nombre croissant de couches populaires à la vie politique, d’utiliser l’intérêt suscité par les élections pour entrer en contact avec elles, d’opposer une petite mais compacte et agressive fraction de députés révolutionnaires aux politiciens bourgeois (...) autre chose ce qui se passe aujourd’hui, où les institutions parlementaires meurent au milieu de l’apathie de la population...”<sup>1172</sup>.

“Mais le 13 mai... A l’effondrement total de la démocratie bourgeoise et des institutions parlementaires, pas un instant, elle /l’UGS/ n’a pensé opposer la perspective d’un *autre* régime, exprimant le pouvoir des travailleurs... tout ce que l’UGS a trouvé à proposer à la population justement dégoûtée de la IV<sup>e</sup> République, ce fut une “Assemblée constituante.”<sup>1173</sup>

Pour les militants et les proches de “Socialisme ou barbarie” qui militent au sein de l’UGS, la participation de cette dernière à l’UFD marque une étape vers la tentative de créer un “parti travailliste” français qui entraîne leur démission qu’ils s’efforcent de rendre la plus massive possible : “L’essentiel de l’activité du parti depuis le congrès d’unification s’est porté sur le travail électoral : combien d’heures les militants ont-ils consacrées à la préparation des campagnes, à l’organisation des réunions, au collage des affiches, à la distribution des tracts électoraux ? ”

“Il était peut-être encore temps de se rendre à l’évidence : le nouveau régime n’était pas un fascisme /analyse qui était loin d’être partagée au sein de “Socialisme ou barbarie” moins d’un an auparavant /, les problèmes politiques de notre temps n’entraient pas dans les cadres vermoulus de l’idéologie “de gauche”, un vide politique s’était créé dans les rangs désorganisés des travailleurs...

Au lieu de prendre ce tournant... nous avons vu les dirigeants du parti se tourner résolument vers /Édouard/ Depreux et /Pierre/ Mendès France, resserrer toujours plus les liens avec l’UFD, avant-hier mendier la fusion avec le PSA...”<sup>1174</sup>.

Cette - ou ces gauches plutôt - Olivier Duhamel<sup>1175</sup> les nomme “progressistes”, plus curieusement encore, compte tenu de l’extrême diversité des différents courants, que lorsque Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer parlent de

la nébuleuse progressiste des années cinquante<sup>1176</sup>, parce qu'elle serait "... la gauche de la gauche, le parti communiste... la gauche de la SFIO ". De fait, dès la fin de la IV<sup>e</sup> République, "... les opposants mendésistes, UDSR ou socialistes au général de Gaulle étaient quasiment tous des partisans d'une politique libérale en Algérie ". Il s'agit d'une "... gauche "libérale" qui ne se prononçait pas encore pour l'indépendance... ", François Mitterrand, en particulier y reste farouchement opposé, "... mais /est/ simplement contre la poursuite effrénée de la guerre... " <sup>1177</sup>. Et c'est principalement "... parce qu'elle /cette gauche/ reliait de Gaulle aux ultras d'Algérie que le gaullisme lui parut inacceptable..." et qu'elle refusa la transition de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République.<sup>1178</sup> En juin 1958, Pierre Mendès France déclare notamment : " Tout d'abord, je ne puis admettre de donner un vote contraint par l'insurrection et la menace d'un coup de force militaire " et François Mitterrand : " La présence du général de Gaulle signifie, même malgré lui, que désormais les minorités violentes pourront impunément et victorieusement partir à l'assaut de la démocratie." Selon Olivier Duhamel : " A sa manière, l'orateur reconnaît que la politique n'a plus ses droits puisque le Parlement se trouve au pied d'une alternative intolérable mais vraie : " ou bien accepter le président du Conseil qui nous est présenté aujourd'hui, ou bien subir les coups de ceux qui nous menacent, qui avertissent clairement (...) que là est la dernière limite de leur consentement (...) " <sup>1179</sup>. Et ce n'est qu'ultérieurement que "... le refus mi-éthique mi politique formulé en 1958 cédera la place à une contestation plus constitutionnelle." <sup>1180</sup>. De fait, la "... gauche progressiste n'ignorait guère son impuissance." Et les "... opposants ne proposaient aucune solution à la crise." <sup>1181</sup>.

En outre, ils ne croient pas que le général de Gaulle parvienne à surmonter ces pressions et à imposer une solution en Algérie. "Le coup de force indiquait la solution : le général de Gaulle était condamné à une politique répressive en Algérie." " Car enfin, ce gouvernement, qui nous l'impose ? Hélas ! Ce sont les mêmes hommes qui dans le passé ont fait échouer toutes les tentatives de règlement raisonnable et humain en Afrique du Nord, qui ont rendu la guerre inévitable..." Et c'est par le biais de cet entourage colonialiste que le retour du général de Gaulle au pouvoir porte en germe un risque de dictature." <sup>1182</sup>

Dans le même esprit, Jean-Jacques Servan-Schreiber écrivait dans *L'Express* : " Entre ces légions, ce qu'elles représentent, et nous, aucun compromis n'est imaginable. Et le nom prestigieux, réconfortant, du général de Gaulle ne modifie d'aucune manière la réalité qu'un

destin cruel le conduit maintenant à recouvrir. La lutte n'est qu'en apparence pour ou contre de Gaulle ; elle est en vérité pour ou contre l'ordre que les maîtres d'Alger et leurs alliés à Paris (...) veulent avec de Gaulle et par lui nous imposer. Où est donc le choix ?"<sup>1183</sup>. Pour le référendum, Jean-Jacques Servan-Schreiber fera même "... imprimer un "Non" sur la couverture de *L'Express*. Mais la rédaction restera divisée."<sup>1184</sup>

Par contre, comme le note Michel Winock, la "gauche intellectuelle" dont une partie des personnalités appartient également à la gauche/extrême gauche non communiste en train de tenter de se regrouper, elle aussi, "est quasi unanime dans la condamnation et du coup de force d'Alger et de l'appel à de Gaulle". "L'homme du 18 juin est toujours respecté, mais il apparaît /à leurs yeux / comme le jouet des factieux et de la rébellion militaire."<sup>1185</sup>. "Un Comité national universitaire de défense de la République avait... /ainsi été/ mis sur pied, le 25 mai 1958, autour des professeurs Kastler, Schwartz, Jankélévitch, Ricoeur, Rodinson et Madaule..."<sup>1186</sup>.

Quant aux principaux rédacteurs de *France Observateur*, leur démarche est plus franchement critique vis-à-vis du général de Gaulle que celle des opposants de centre gauche du champ politique. Ils sont également moins enclins à défendre par principe les institutions légales et également moins bien placés pour le faire. Claude Bourdet dans une tribune "Libre Opinion" du *Monde* du 13 mai "dénonce un chantage - "l'épouvantail de la guerre civile" - et conclut que les manœuvres de de Gaulle face à la résignation de la classe politique s'opposent à la volonté populaire - ce qui /comme le souligne Philippe Tétart/ est une analyse de mauvaise foi puisque /le journaliste/ connaît bien l'état des sondages dont de Gaulle a la faveur.", avant d'écrire dans *France Observateur* du 15, sous le titre "De la torture au coup d'État" "... Il est probable que nous nous trouvons devant un vaste complot bicéphale dont seule la tête algérienne s'est découverte. Il faut savoir maintenant quelle est la tête métropolitaine." Le 22 mai, comme le rapporte toujours Philippe Tétart, /Gilles/ Martinet titre : "Au bout du gaullisme : la dictature". En effet, "... /ce dernier/ refuse de voir une fin dans le recours gaulliste, même si le général joue judicieusement des mots et notamment du principe républicain. De Gaulle, c'est la voie ouverte à l'arbitraire. Il ne suffit pas, dit Martinet, comme la plupart des commentateurs de gauche (...) de dire "République" quand celle-ci n'est déjà plus à Alger, pour détenir les "clefs" d'un avenir qu'aucun "pronunciamiento" ne *donnera* ° (\* en italique dans le texte) à

quiconque. Il y a un large fossé entre la légalité et l'apparence de légalité conférée par l'Histoire." De fait, "A *France Observateur*, on nie la vocation arbitrale de Charles de Gaulle. Ses paroles et ses décisions (...) sont vues comme l'effet d'une volonté délibérée, mûrement réfléchie, d'ériger un système politique dévoué à un seul homme." "A vrai dire, le cercle de la rue des Pyramides ne souscrit pas fondamentalement à l'idée du fascisme de de Gaulle - quoique l'image soit fort utile pour alimenter la polémique. L'équipe sait l'ascendant gaulliste sur les Français (...) Elle sait donc que de Gaulle n'a pas besoin de dictature pour régner. En revanche, on y pense, comme Sartre, que de Gaulle s'est choisi un destin autocratique, presque monarchique."<sup>1187</sup>

Il est cependant de notables exceptions parmi les intellectuels qui s'étaient mobilisés contre la conduite de la "guerre" d'Algérie, chez les chrétiens, mais pas exclusivement : outre François Mauriac, Maurice Clavel, alors à *Combat*, qui "... participe à la création d'un Comité républicain d'appel au général de Gaulle, que rallient Emmanuel d'Astier de la Vigerie /ex progressiste, on s'en souvient/ et Joseph Kessel", Robert Barrat, Louis Massignon, Roger Stéphane qui quitte *France Observateur*. Le directeur du *Monde* Hubert Beuve-Méry quant à lui s'en tient à un "Oui quand même", en réponse au "Non, jamais" de Claude Bourdet en argumentant que "... ni la prudence ni l'intransigeance ne sont infaillibles. L'une comme l'autre peut le cas échéant fermer la voie du salut..."<sup>1188</sup>. Quant à Jean-Marie Domenach dans le témoignage qu'il a donné pour l'ouvrage *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, il parle de double jeu avec le "gaullisme" et de "crypto-gaullisme" : "C'est vrai qu'un certain nombre d'entre nous étaient crypto-gaullistes et, au fond, ils n'étaient pas très cohérents dans leur position. J'étais allé voir le général de Gaulle en 1955 ; il m'avait dit ceci : "Si nous perdons politiquement l'Algérie, eh bien rien ne sera perdu" et il m'a fait un tableau idyllique des relations futures entre la France et l'Algérie indépendante. ça valait ce que ça valait. Je suis revenu convaincu au fond de moi-même qu'il n'y avait pas d'autre solution que lui... Le clivage a été important entre intellectuels modérateurs, politiques et au fond pro-gaullistes ; et intellectuels extrémistes à la Sartre, à la Fanon, pour qui de Gaulle c'était Franco."<sup>1189</sup>, même si les prises de position publiques d'alors des premiers paraissaient franchement anti-gaullistes. On va voir que l'appréciation de Claude Lefort n'était pas fondamentalement différente, au moins quant à l'avenir politique du gaullisme et à la capacité de ce dernier de résoudre la crise algérienne. Ce par quoi il s'écarte nettement des interprétations des

autres rédacteurs de *Socialisme ou barbarie* qu'il est en train de quitter, tout en restant fort éloigné des "réformistes" de gauche.

Marxistes, les analyses développées dans *Socialisme ou barbarie* sur le processus qui conduit à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle sont bien différentes de celles du Parti communiste, mais également assez dissemblables entre elles, au point d'exprimer de réels flottements. Avec des nuances donc entre les divers articles consacrés dans le numéro 25 de *Socialisme ou barbarie* à la crise du 13 mai, si un risque fasciste est également pris en considération, il s'agirait essentiellement pour les différents auteurs d'un danger importé d'Algérie. Pour Claude Lefort, dans l'une des dernières collaborations à la revue qu'il a contribué à créer, plus précis et plus rigoureux dans sa démarche que les autres rédacteurs, et de surcroît bien informé par son demi-frère journaliste, il ne s'agit que de l'une des "... deux faces du gaullisme " <sup>1190</sup>, la moins décisive, quant à l'avenir. L'autre, et c'est elle qui est la plus forte pour lui, beaucoup plus nettement que pour les autres auteurs, est modernisatrice, représente les "couches dominantes" de " la bourgeoisie métropolitaine ", "la fraction la plus éclairée du capital " (Claude Lefort), le "grand patronat ", (*Pierre Chaulieu*), le "grand capital" (*S. Chatel* et *P. Canjuers*) et, à leur suite, Jean-François Lyotard, avec comme variante "le grand capitalisme", notions qui servent à désigner le moteur de l'histoire qui apparaît souvent comme un acteur collectif. Par contre, il y aura de toute évidence désaccord entre les rédacteurs/militants de *Socialisme ou barbarie* sur les chances de succès du gaullisme/incarnation politique modernisatrice.

Quant au pouvoir fasciste et totalitaire, il est déjà installé en Algérie pour *S. Chatel* et *P. Canjuers* : "... à Alger un nouveau pouvoir mixte, d'orientation totalitaire et réactionnaire qui s'installera au grand jour dans la soirée du 13 mai."\* (\* souligné par nous) <sup>1191</sup> : " ... dans la société blanche d'Algérie l'exploitation des musulmans et la guerre contre eux ont fondu toutes les classe en une seule communauté groupée autour de ses privilèges que fonde la race."\* (\*souligné par nous) <sup>1192</sup>. Gaullisme et fascisme ne sont pas clairement distingués dans cet article "cosigné" : " La manifestation de la police le 13 mars a montré combien profondément ce corps est

gangrené par l'antiparlementarisme, le gaullisme, l'idéologie fasciste ”\* (\* souligné par nous)<sup>1193</sup>. Les deux types de pouvoir et d'idéologie politiques sont en outre assimilés dans le tract de *Pouvoir ouvrier*, reproduit toujours dans le numéro 25 de *Socialisme ou barbarie*, même s'il convient de tenir compte d'une différence de registre imputable à celle du support : “L'ordre que mettra de Gaulle, c'est l'ordre du patronat et l'ordre de la guerre. Si le patronat se tourne aujourd'hui vers de Gaulle, c'est parce qu'il est le seul capable de rassembler tous les éléments fascisants et partisans d'un “pouvoir fort ”<sup>1194</sup>.

Pour *François Laborde*, Jean-François Lyotard, dont l'analyse est beaucoup plus fine, rien de tel : seule l'action d'une partie de l'armée tend vers le totalitarisme, notion qu'il emploie plus volontiers que celle de fascisme. “Ainsi l'armée s'assigne des tâches de plus en plus semblables, dans leur forme, à celles qu'accomplit le Front /FLN/, encore que contraires dans leur objet. Elle devient de plus en plus un *organisme de gestion* de la société elle-même. Sa pratique tend vers le totalitarisme. ”\* (\* souligné par nous). “ Cette mobilisation a été effectuée sans difficulté dans la société européenne d'Algérie ; parce que celle-ci conçoit ses rapports avec les Algériens sous une forme quasi totalitaire... ”\* (\* souligné par nous). Pourtant, contrairement aux deux premiers rédacteurs, il distingue très clairement, quant à lui, gaullisme et totalitarisme, même au sein de l'armée : “ ... une fraction plus importante... /de l'armée/ hésite devant l'issue de la subversion totalitaire, et se cantonne dans le gaullisme (...) Ses convictions gaullistes sont antipartis et antiparlementaires, mais elles ne sont pas totalitaires (...) si cette aile de l'armée soutient de Gaulle, ce n'est pas pour qu'il impose à la bourgeoisie un appareil totalitaire, c'est au contraire pour qu'il lui rende sa puissance (...) c'est aussi parce qu'il lui paraît le seul homme capable de mettre un terme au conflit algérien dans des conditions “honorables” autres que celles de Dien Bien Phu ou de Port-Saïd.”<sup>1195</sup>. Là où *Chatel* et *Canjuers* se contentaient surtout de noter que “ les officiers... restent des hommes d'ordre ” ou que les généraux Massu et Salan “... se sentent confusément dans une impasse /et/... ne voient pas d'issue politique à leur tentative”, tout en ajoutant que “L'armée n'aurait aucune prise sur la société française, au moins dans son état actuel.”<sup>1196</sup>

Pour l'ensemble des auteurs de *Socialisme ou barbarie*, la Quatrième République s'est écroulée parce qu'elle ne maîtrisait plus rien. Pour Claude Lefort,



elle était devenue “le royaume des apparences”<sup>1197</sup>. Pour *Chatel et Canjuers*, de leur côté : “La politique de la IV<sup>e</sup> République /a été/ prise dans un engrenage qui conduit,... l’État à n’être plus un instrument efficace entre les mains de la classe dominante...”<sup>1198</sup>.

Pour tous, cette crise résulte aussi du poids en France des couches sociales dont “... le mode de production” serait “archaïque” ou “anachronique”, voire “arriéré” : “... couches moyennes qui tirent leurs revenus d’un mode de production archaïque”, selon Claude Lefort.<sup>1199</sup> Or, ce dernier notamment pose une incompatibilité majeure : “... le développement rapide d’une grande industrie moderne est à la longue incompatible avec le maintien de secteurs entiers de l’économie (agriculture, petit commerce, petites industries) sous leur forme anachronique actuelle...”<sup>1200</sup>, d’autant plus que ces contradictions se répercutent dans la vie politique, selon le type d’approche marxiste encore employé par cet auteur. Pour *Pierre Chaulieu* qui développe la même idée, elles ont “... maintenu et aggravé le morcellement des partis politiques bourgeois”. Ceci d’autant plus que “... le morcellement de la représentation politique des couches salariées entre la SFIO et le PC a, à son tour, puissamment favorisé cette situation ; aucune pression réformiste n’obligeait la bourgeoisie à se discipliner et sa représentation politique à se grouper au sein d’un grand parti conservateur”<sup>1201</sup>, ce qui n’empêchera pas notre auteur beaucoup plus tard, y compris dans ces textes de critique du marxisme, de ne voir dans la politique qu’un mode de manipulation<sup>1202</sup>. Cette conception d’une superstructure politique, qui ne ferait guère que refléter la structure des classes ou poursuivre par d’autres moyens les conflits sociaux de classes, pour simplificatrice qu’elle soit, était quant à elle néanmoins susceptible d’introduire une dimension politique : il n’en ira pas de même de la seconde perspective.

C’est surtout dans l’exclusion du Parti communiste du jeu parlementaire que Claude Lefort constate *a posteriori* un facteur de “paralyse du système”, “la droite traditionnelle se voyant ainsi artificiellement revalorisée...” ; il caractérise maintenant la politique de ce parti comme “... *en fait*, réformiste...”, ce qui diffère grandement des analyses auparavant développées dans *Socialisme ou barbarie*.<sup>1203</sup>

Pour cerner le devenir historique, tous s'accordent par contre pour privilégier ce qu'ils pensent être les intérêts bien compris de la "bourgeoisie" et plus précisément au sein de cette dernière du "grand capital". /Si la bourgeoisie choisit de Gaulle/ "... ce n'est pas délibérément, sereinement. C'est un pari qu'elle fait. Elle mise sur le milieu de de Gaulle qui est celui du grand capital financier (...) Elle mise sur... ses promesses de respecter les règles légales, etc. et surtout sur les intentions qu'on lui prête, et qui ne font que refléter les intérêts bien compris de ce grand capital précisément, de résoudre les problèmes coloniaux..."<sup>1204</sup>. Pour Claude Lefort qui avait déjà présenté une analyse très proche dans *Arguments*, : "... le mouvement d'Alger ne découvre qu'une face du gaullisme. Son autre face ne s'éclaire qu'à la lumière de la situation de la bourgeoisie métropolitaine. (...) il répond à la nécessité de créer un pouvoir fort, susceptible (...) de faire prévaloir l'intérêt général des couches dominantes (...) de Gaulle se présente comme seul capable de promouvoir une réforme sociale, du type de celle que préconisait le mendessisme /sic/..." Et l'auteur d'insister sur "... les objectifs fondamentaux du patronat, /qui/ depuis des années, sont l'expansion économique et la paix sociale..."<sup>1205</sup>. Pierre Chaulieu, Cornélius Castoriadis, va encore plus loin dans ce sens : "... de Gaulle a été poussé sur le devant de la scène. Par son truchement, le grand patronat s'emparait de la crise ouverte à Alger..."<sup>1206</sup>.

Les différents rédacteurs sont, par contre, loin d'être d'accord sur l'avenir politique du gaullisme dont le succès, pour nos auteurs, suppose non seulement la solution à la crise algérienne, mais également celle des "contradictions du capitalisme français". François Laborde. Jean-François Lyotard, note "l'impuissance"<sup>1207</sup> politique du général de Gaulle. Pour S. Chatel et P. Canjuers, dont on a déjà vu que l'analyse tendait à assimiler gaullisme et fascisme, ce pouvoir a "de fortes chances de déboucher sur la guerre civile"<sup>1208</sup>. La conclusion de Pierre Chaulieu, Cornélius Castoriadis, sur le devenir politique immédiat n'est guère plus optimiste que les deux précédentes : "... situation grosse d'une crise... (...) Si le gouvernement continue à traîner sans répondre aux questions qui se posent au capitalisme français, la crise n'en sera qu'à peine ajournée et très certainement aggravée." Pour lui aussi, le gouvernement du général de Gaulle est paralysé, faute d'une force politique suffisante et il caractérise les alliés de celui-ci de "... rassemblement réactionnaire et fascisant, capable de faire voter la nouvelle constitution... de terroriser les opposants, peut-être d'attaquer les grévistes." Pierre Chaulieu s'attend

plutôt à l'instauration d'un régime autoritaire, voire totalitaire : "... il serait presque inconcevable que puisse avoir lieu une transition en froid de la situation d'hier vers la république pure et dure de Rothschild-de Gaulle, la perspective de loin la plus probable est que la liquidation de la situation d'hier ne pourra avoir lieu qu'à travers la tentative d'instauration d'un régime autoritaire sinon totalitaire /qui/ ... n'ira pas sans une crise sociale profonde et sans luttes." <sup>1209</sup>. Pourtant, il ne rejette pas complètement "la transition vers une "République des notables"<sup>1210</sup>.

Pour Claude Lefort, au contraire "... la position de de Gaulle est infiniment plus forte que celle de ses prédécesseurs ". S'appuyant sur le concept de "bonapartisme", qu'il n'avait pas utilisé dans son bref article donné auparavant à *Arguments* juste après l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, dont les conclusions étaient cependant proches, il avance qu'"Apparemment au-dessus des classes, en fait représentant les intérêts de la fraction la plus éclairée du capital, (qu'on considère seulement son entourage...), de Gaulle est en mesure de manœuvrer efficacement en opposant l'une à l'autre les diverses forces politiques et en les rendant conscientes tour à tour de leurs propres limites."<sup>1211</sup> Pour les autres auteurs de *Socialisme ou barbarie*, l'hésitation sur l'avenir du gaullisme va persister pendant la période de la guerre d'Algérie, au moins. On peut dire que l'appréciation paraît quelque peu ballottée par les événements, puisque variable selon les moments où la situation paraît maîtrisée et ceux de crise ouverte : semaine des barricades, puis putsch d'Alger.

Ainsi, les articles suivants portant sur le gaullisme et publiés en décembre 1958 abandonnent-ils la version noire du risque fasciste. Dans le "Bilan de cinq mois de gaullisme" dressé par P. Canjuers dans un article consacré à la "naissance de la V<sup>e</sup> République", il n'est plus question que de mise en œuvre des intérêts du "grand capital"<sup>1212</sup>. De même dans le texte "éditorial", "Bilan", déjà mentionné brièvement et également publié dans le numéro 26 de *Socialisme ou barbarie*, non signé alors, mais repris ultérieurement dans la publication des textes de Cornélius Castoriadis sous le titre *L'expérience du mouvement ouvrier*, volume 2, *Proletariat et organisation* : "Que représente ce régime ? Le pouvoir, plus direct et plus nu

qu'auparavant, des couches les plus concentrées et les plus modernes de la finance et de l'industrie ; le gouvernement du pays par les représentants les plus qualifiés du grand capital, libérés pour l'essentiel du contrôle parlementaire. Quelle est son orientation ? La remise en ordre, dans l'optique et les intérêts du grand patronat, du fonctionnement du capitalisme français." "... dans l'immédiat, et sans doute pour longtemps, le capitalisme français sort victorieux de la crise profonde qui couvait depuis le début de la guerre d'Algérie." L'auteur parle aussi de "... la confiance accordée à un général qui, même s'il n'apparaissait pas comme le fasciste dénoncé chaque jour par *L'Humanité*, exprime clairement les intérêts et la politique du grand capital..."<sup>1213</sup>.

Mais revenant en 1960, après "la semaine des barricades" à Alger, sur l'état du régime et sur le gaullisme, Jean-François Lyotard<sup>1214</sup> y discerne pourtant une fragilité structurelle qu'il attribue à ses "contradictions internes" : "La pression que les groupes d'intérêt, et particulièrement celui de l'Algérie française, exerçait /sous la Quatrième République/ à travers le Parlement... est seulement déplacée, elle s'exerce désormais directement dans certains départements de l'administration..." Si "... le régime actuel ne peut satisfaire aux exigences d'un État fort que formellement, pour ainsi dire...", c'est certes un héritage. " La tare dont il hérite du régime précédent...", aggravée "... des pressions qui émanent des secteurs les plus arriérés de la société /qui/... ne sont pas faciles à vaincre, surtout quand on est venu au pouvoir par elles." "Mais plus profondément cette précarité de l'État, si sensible lors de la crise de janvier 1960... traduit dans la structure même de l'appareil de gestion l'hétérogénéité réelle de la classe dominante."<sup>1215</sup>. Jean-François Lyotard à la suite de Claude Lefort use de la théorie marxiste du bonapartisme pour tenter d'appréhender l'action politique du gaullisme : "... il n'est pas niable que les diverses mesures prises par cet État... convergent dans une seule et même signification : faire prédominer... l'intérêt du grand capital ; mais d'autre part cette signification ne peut être dégagée que très lentement. A chacune de ces mesures correspond ou fait suite une concession en faveur de l'adversaire que l'on cherche à juguler ; le pouvoir du grand capital ne peut se consolider que peu à peu en manœuvrant ses complices..."<sup>1216</sup>.

Par ailleurs, curieusement dans cet article, comme nombre de représentants de courants de la gauche et de l'extrême gauche non communiste pourtant parfois eux aussi fort critiques face au politique, Jean-François Lyotard

paraît retrouver un certain sens à la “vie politique”, comprise comme participation des citoyens, pour en noter la disparition sous la V<sup>e</sup> République, là où jusqu’alors, l’idéologie social-barbare n’avait guère vu autre chose que l’expression des intérêts spécifiques des “professionnels de la politique”, selon le terme wébérien employé à plusieurs reprises dans cet article par Jean-François Lyotard ou des diverses “bureaucraties” partisans, selon la problématique la plus fréquemment développée dans la revue : “ Ce que l’on nommait “ vie politique ” il n’y a pas si longtemps, c’était le fait qu’une fraction non négligeable de la population prenait des initiatives relatives aux problèmes que rencontrait la société, participait à des réunions politiques et y intervenait, manifestait des solutions qu’elle croyait justes, contestait ainsi le pouvoir établi et, à défaut de la renverser, bousculait ses plans.”<sup>1217</sup>

A nouveau encore en 1961, après le putsch des généraux à Alger, le thème de “la décomposition de l’appareil d’État” se trouve repris sous la plume de *Jean Delvaux*<sup>1218</sup>, autre pseudonyme de Cornélius Castoriadis. D’une telle désagrégation générale supposée, l’auteur infère que “... la bourgeoisie a... appuyé le régime gaulliste, elle n’a pas pu le nourrir et en faire une force capable de régénérer un appareil d’État décomposé, encore moins d’imposer de nouvelles orientations là où un effort de création politique était nécessaire.” Il y voit un trait particulier de la bourgeoisie française : “Rien de plus frappant que le contraste entre l’application que mettent bourgeois et “cadres” français à gérer leurs affaires privées, et ce mélange d’incapacité et d’indifférence qui les caractérise dès qu’il s’agit de “politique” - c’est-à-dire de leurs affaires collectives.”

En outre, dans un registre très proche de nombre de ces critiques dévaluations antérieures et ultérieures qu’il continuera à appliquer à tous les acteurs de la vie politique, l’auteur s’en prend au “mythe” de Gaulle : “ C’est dans ces conditions que le mythe de Gaulle est appelé à remplir une fonction qui se rétrécit au fur et à mesure que se rétrécit l’emprise du pouvoir sur la réalité (...) il est tellement essentiel pour la société française que de Gaulle soit un grand homme d’État qu’une sorte de conspiration inconsciente se fait sentir jusque chez les adversaires du régime pour préserver le mythe.”<sup>1219</sup> Ce mépris tous azimuts s’exprime beaucoup plus violemment encore, lorsque l’auteur se place plus explicitement du

côté du “prolétariat”, auquel il suppose : “... le mépris de la politique et des politiciens traditionnels, vus à juste titre comme des escrocs réunis en cirque...”<sup>1220</sup>.

Lors de la crise du 13 mai, outre les intellectuels, les forces politiques, en particulier les minoritaires de gauche, les forces syndicales se sont également mobilisées. “... la CGT avance que “ le moment est venu de réaliser l’union de tous les travailleurs et de toutes les organisations syndicales pour agir avec plus de force ”. La réponse de la gauche au “ péril gaulliste ” prend de l’ampleur, mais d’une manière incertaine, avec la manifestation du 28 mai. 200 000 personnes, selon certaines estimations auraient défilé de la Nation à la République. FO et la CFTC participent à la protestation de défense républicaine. La CGT s’y joint sans avoir été invitée. “Lors de l’arrivée au pouvoir du général de Gaulle, la “... commission administrative, avec les fédérations, déplore l’émergence d’un gouvernement à caractère personnel (...) Face au référendum constitutionnel, la CGT dresse un réquisitoire compact. Issue d’un coup de force, la V<sup>e</sup> république correspond, selon elle, au pouvoir des monopoles, qu’il convient de combattre par un vote négatif.”<sup>1221</sup>

Le soir du 13 mai, le communiqué de la CFTC affirmait notamment que “... la classe ouvrière et la pays républicain se dresseront, si besoin est, pour barrer la route au fascisme et assurer la défense des libertés démocratiques”<sup>1222</sup>. Cependant la direction de la CFTC, d’une part, se défiait grandement de la CGT : elle avait par exemple refusé de constituer avec celle-ci des comités de Front populaire après l’investiture de Guy Mollet en 1956<sup>1223</sup> et considérait en outre, alors, que “ 18 mois après la répression de la révolution hongroise ” CGT et PCF avaient perdu “... toute crédibilité en matière de défense des libertés...”<sup>1224</sup>. De l’autre, si elle multiplia les contacts avec FO, la FEN et divers partis politiques : la SFIO, le MRP, les radicaux et l’UDSR, elle en restait tout à fait insatisfaite, selon Michel Branciard, se demandant comment “En défendant les institutions démocratiques... expliquer qu’on n’entend pas absoudre les dirigeants de la IV<sup>e</sup> République qui ont conduit le pays dans cette impasse...” sachant que “Pour la masse des adhérents, mieux vaut de Gaulle...”<sup>1225</sup>. C’est dire qu’elle se trouve dans une impasse ; une telle situation la prédisposera à accepter les propositions d’action de l’UNEF qui apparaît comme une force neuve ; un tel rapprochement sera en outre rendu plus facile par une proximité d’orientation culturelle et idéologique entre les deux directions syndicales. Quant à la réaction de l’UNEF pour l’heure, non seulement elle resta de nature syndicale et non pas

politique, mais elle se tint même en retrait comparée aux réactions des forces syndicales des salariés. Lors de la crise du 13 mai 1958, le bureau de l'UNEF "... partage le réflexe démocratique des syndicats français..." et "... participe avec les organisations syndicales à la manifestation de défense de la République " <sup>1226</sup> le 28. D'ailleurs, selon Jean-Pierre Rioux, pour ce rassemblement "Tous sont là politiques et syndicalistes, étudiants et enseignants... Ils conspuent les paras, assurent que le " fascisme ne passera pas " plus qu'ils n'invectivent de Gaulle." <sup>1227</sup>. Mais le bureau du syndicat étudiant ne s'associera pas à la grève du 30 organisée par les syndicats enseignants "... pour la défense des libertés républicaines..." et surtout "... ne prône pas exclusivement le non au référendum." <sup>1228</sup> Prudence, méfiance, hostilité restée implicite caractériseront les premières relations entre l'UNEF et la Cinquième République.

Dans le même temps, le Syndicat national des instituteurs poursuit une politique de mobilisation syndicale, d'orientation nettement plus laïque, contre le "coup de force", mais lui et la FEN échouent dans leurs appels à la réunification syndicale, à la suite du manifeste "Pour un mouvement syndical uni et démocratique" qui aurait bien évidemment constitué une toute autre forme de regroupement. <sup>1229</sup>

*- Le référendum constitutionnel et les élections législatives de 1958 : de grands succès pour le général de Gaulle*

Le référendum fut au demeurant un grand succès avec près de 85 % de votants en France métropolitaine <sup>1230</sup>, où "... l'importance de la participation bat tous les records antérieurs depuis 1848..." <sup>1231</sup> y compris ceux alors notables des élections législatives du Front populaire <sup>1232</sup>, ainsi que plus de 79 % de "oui " parmi les suffrages exprimés, et plus de 66% des inscrits <sup>1233</sup>.

Les résultats se présentent à la fois comme un succès personnel pour le général de Gaulle de toute évidence, plein d'ambiguïtés cependant, en particulier

sur la question algérienne, et comme un désaveu aussi des dernières années, au moins, de la IV<sup>e</sup> République, générateur de difficultés pour les partis politiques.

Quant au Parti communiste, si certaines de ses mobilisations “activistes” avaient déjà été des échecs, on l’a vu, c’était la première fois depuis la Libération qu’il était désavoué par une partie aussi massive de ses électeurs qui ne le suivirent pas dans le “non” : “... de 1 600 000 à 1 900 000 voix, soit environ un électeur sur trois” selon l’estimation de Frédéric Bon<sup>1234</sup> : ceci compte tenu de l’effet local des consignes négatives données par les minoritaires de la gauche socialiste et plus encore radicale, ainsi qu’à l’opposé par des intégristes et les poujadistes<sup>1235</sup> de l’UDCA dont l’influence a été cependant très réduite, sauf peut-être dans l’Ouest, phénomène qui avait déjà été mis à jour par François Goguel, Alain Lancelot et Jean Ranger<sup>1236</sup>. Ces derniers notaient en outre qu’” Inversement, les ralliements d’anciens électeurs communistes au général de Gaulle ont été sans doute plus nombreux qu’on l’a cru sur le moment...” Désaveu et insuccès qui se trouveront confirmés aux élections législatives de 1958.

Un vote ouvrier en faveur du général de Gaulle est nettement noté et pris en considération dans *Socialisme ou barbarie* ; il est essentiellement imputé au manque total de perspective politique, dans un sens qui inclut, cette fois, des perspectives “réformistes” : “... la grande masse a voté et une bonne partie de cette masse a voté pour de Gaulle. (...) Il n’est pas vrai, comme veut le prétendre la droite, que les ouvriers ont plébiscité leur politique algérienne ou une sorte de fascisme. Non, les ouvriers qui ont voté OUI ont mis leur espoir dans l’inconnu et les silences de de Gaulle convenaient parfaitement à cette situation”<sup>1237</sup>, même si toujours selon Daniel Mothé “ Le fait qu’il y ait eu très peu d’abstentions prouve que les ouvriers veulent à tout prix se raccrocher à une force politique existante et que dans ce cas ils ont fait le choix de cette façon : “Nous rejetons tous ceux qui nous ont trompés. Quant aux autres... On verra.”<sup>1238</sup> Il conclut que “La classe ouvrière est aujourd’hui désorientée, dominée par une absence totale d’espoir et de perspective.”<sup>1239</sup> Cette question sera de fait développée dans de nombreux articles : après avoir auparavant beaucoup insisté sur les effets de la politisation qui,



obligeant les ouvriers à obéir à des mots d'ordre qui, de surcroît, ne représentent pas leurs intérêts, les rendrait passifs et briderait toute spontanéité révolutionnaire en partie postulée au moins dans sa portée sociétale, Daniel Mothé va se focaliser dorénavant, et avec lui les autres membres du groupe, sur ce qu'ils considèrent comme l'effet obtenu : la passivité ouvrière.

Les "gaullistes" et ceux qui avaient soutenu le général de Gaulle se présentaient aux élections législatives, fixées aux 23 et 30 novembre 1958, sous des auspices incontestablement favorables. "Celui-ci a eu beau déclarer avant le scrutin... " l'impartialité m'oblige à tenir essentiellement à ce que mon nom, même sous la forme d'un adjectif ne soit utilisé dans la proclamation d'aucun groupe ou d'aucun candidat", cette campagne est celle du "gaullisme universel", selon l'expression de Jacques Chapsal<sup>1240</sup> ou plutôt comme le précisait Jean Touchard : "... quasi-universel ou du moins universellement proclamé."<sup>1241</sup>. Le premier note en même temps qu' "à droite, on a le désir d'utiliser les circonstances "<sup>1242</sup>. "Les principaux courants "gaullistes" dont les orientations étaient assez différentes, on y reviendra, "... se rassemblèrent cependant dans une formation nouvelle l'Union pour la Nouvelle République (UNR)..."<sup>1243</sup>. En outre, il y a eu "... plus ou moins respectés, des "pactes de non agression" passés entre des candidats UNR et certains candidats de la droite..." alors que le second tour sera marqué par "... de nombreux incidents entre indépendants et UNR...", cette dernière se refusant à trop se lier à la droite classique.

De même "l'UNR va pratiquer ces pactes de non-agression non seulement entre des hommes du centre droit mais envers tous les ministres du Général, y compris Guy Mollet et ses ministres socialistes, et certains hommes nettement favorables à de Gaulle."<sup>1244</sup>

La référence à l'homme du 18 juin recouvre des réalités très diverses. "Gaullisme universel" lorsqu'il s'agit du très large soutien dont le général de Gaulle bénéficie et qui est puisé auprès de responsables et d'électeurs appartenant à des familles politiques très différentes, mais parallèlement regroupement de la majeure partie des "gaullistes" dans une nouvelle organisation. Première ambiguïté du

terme, donc. Seconde d'ores et déjà, les gaullistes pour la plupart "historiques" qui se regroupent alors appartiennent principalement à trois courants de sensibilité assez différentes : "le Centre national des républicains sociaux (de Chaban-Delmas et Frey) créé en 1954 après la mise en sommeil du RPF et ranimé en juin 1958, notamment à partir des organisations locales ; l'Union pour le Renouveau français (Soustelle)... ; la Convention républicaine (Madeleine Fourcade, L. /Léon/ Delbecque) créée en juillet 1958 à partir d'anciens combattants de la France libre et de compagnons du RPF."<sup>1245</sup>. Les solutions apportées à la question algérienne ne vont pas tarder à les dissocier : Léon Delbecque, champion de l'Algérie française, ainsi que huit autres députés démissionneront à l'automne 1959 ; quant à Jacques Soustelle, en février 1960, il devra quitter tout à la fois l'UNR et le gouvernement. Dès 1958, le général de Gaulle ne veut pas être lié aux activistes : il refuse tout rôle de premier plan pour Jacques Soustelle, ainsi que tout accord politique avec l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française. C'est aussi dans ce contexte qu'interviendra, comme l'ajoute François Borella<sup>1246</sup>, le refus que l'UNR devienne un parti de masse ; le premier secrétaire général de cette union l'explicitait nettement en janvier 1959, condamnant "tout recrutement de masse mal contrôlé et dangereux pour l'unité et la réputation du mouvement", rejet d'une forme d'organisation qui se confirmera au demeurant ultérieurement. Quant aux gaullistes de gauche, ils n'avaient pas adhéré à l'UNR : hostiles à l'Algérie française, ils avaient fondé en 1958 un Centre de la Réforme républicaine, avant de se réunir en avril 1959 dans l'UDT, Union démocratique du travail qui ne rejoindra l'UNR qu'en 1962.<sup>1247</sup> A l'opposé restent également séparés les gaullistes du groupe "Renouveau et fidélité" qui se sont clairement prononcés en faveur de l'Algérie française.

Quant au mode d'élection de l'Assemblée nationale, il avait été établi par ordonnance. Le choix s'était logiquement, selon la problématique gaulliste, porté sur un système majoritaire et le mode de scrutin retenu, le scrutin uninominal à deux tours dans le cadre de l'arrondissement. Certes il rappelait la III<sup>e</sup> République, mais il en était notamment attendu qu'il assure une certaine autonomie des candidats vis-à-vis des partis politiques.

La campagne électorale fut marquée par les innovations de l'UNR en matière de communication politique, à la suite notable de la campagne menée par *L'Express* en faveur de Pierre Mendès France, mais à une autre échelle encore : campagne nationale, usage des mass-media contemporains et technicité, venant après les efforts déjà déployés pour le référendum et suivis alors directement par le gouvernement.<sup>1248</sup>

Le taux d'abstention était nettement plus élevé que pour le référendum constitutionnel avec près de 23 % des inscrits : compte tenu des circonstances et des comportements des principaux hommes politiques, "... le peuple français est beaucoup moins préoccupé de choisir des députés que de dire Oui à de Gaulle"<sup>1249</sup>.

En outre, les synthèses des résultats du premier tour des élections législatives sont parfois rendues malaisées par une grande diversité d'étiquettes, souvent choisies en fonction de coalitions locales.

Ces résultats confirmaient cependant clairement le succès "gaulliste". Tout d'abord celui des candidats "gaullistes", à proprement parler, qui recueillaient en métropole plus de 20 % des suffrages exprimés, soit plus de 15 % des votes des inscrits.<sup>1250</sup> L'UNR, pourtant absente dans trois circonscriptions sur dix<sup>1251</sup>, voyait l'élection de l'essentiel de ces candidats, mais l'investiture avait dans certains cas été accordée à des candidats profondément liés à d'autres forces politiques, le CNI en particulier, ce qui générait des difficultés de classement.<sup>1252</sup> Victoire aussi pour le centre droit qui obtenait plus de 31 % des suffrages exprimés, MRP inclus. Le tassement du MRP ne faisait pourtant que se confirmer : un peu plus de 8 % des inscrits contre près de 9 en 1956 et près de 10 en 1951. Il s'accompagnait de fait du repli assumé par le mouvement sur ses zones de forces, comparable à celui des radicaux d'ailleurs, puisque le MRP n'avait présenté des candidats que dans un peu plus de la moitié des circonscriptions, contre 45 % de ses dernières s'agissant de la présence radicale. Dans les circonscriptions, surtout rurales et

catholiques où il était présent, le MRP connaît "... stabilité ici, progression importante ailleurs..."<sup>1253</sup>. De plus, les résultats du MRP sont difficiles à apprécier, parce que "... dans les statistiques, il /le MRP/ est lié avec la Démocratie chrétienne de Georges Bidault, et il est clair qu'elle ne représente pas les mêmes conceptions."<sup>1254</sup>. Les modérés parmi lesquels le Centre national des Indépendants occupaient une place nettement prédominante obtenant plus de 15 % des votes des inscrits, près de 20 % des suffrages exprimés, selon le mode de calcul présenté par Alain Lancelot dans *Les élections nationales sous la V<sup>e</sup> République*, le CNI en recueillant à lui seul plus des 2/3.<sup>1255</sup>

Les socialistes, eux aussi partiellement ralliés sous l'impulsion de Guy Mollet et qui avaient présenté des candidats à peu près partout, progressaient légèrement si l'on compare leur "score" : près de 15,5 % des suffrages exprimés, toujours selon le décompte présenté par Alain Lancelot, à celui qu'ils avaient obtenu en 1956, soit 15,2% du total des moyennes des listes.<sup>1256</sup> Par contre les radicaux profondément divisés résistaient mal à la nouvelle conjoncture, avec 5,75 % des suffrages exprimés, pour les radicaux socialistes et seulement 3,48 % pour leurs rivaux<sup>1257</sup>, hors UFD. La perte n'était cependant que de 20 % des suffrages recueillis, "si l'on s'en tient aux 200 circonscriptions où les radicaux étaient présents en 1956 et en 1958"<sup>1258</sup>.

A l'inverse, la défaite était évidente pour l'ensemble des adversaires politiques du gaullisme, quelles que soient leurs orientations et l'échelle de leurs forces : poujadisme et extrême droite étaient balayés ; le nombre des suffrages obtenus par l'UFD qui "... n'a pu présenter que 89 candidats"<sup>1259</sup> était dérisoire, mais atteignait cependant près de 5 % des votes des inscrits en moyenne pour les circonscriptions où elle avait pu participer effectivement à la compétition, avec de fortes variations selon la nature des candidatures au sein de l'union : près de 6,5 % pour les candidats UDSR et 8,6 % pour les progressistes<sup>1260</sup> dont certains restaient soutenus par le Parti communiste qui n'avait pas présenté de candidats en concurrence avec eux.<sup>1261</sup> Au cas par cas, les résultats sont surtout meilleurs, relativement, lorsque les candidats étaient des personnalités solidement implantées,

comme pour Pierre Mendès France qui conservait plus de la moitié des suffrages obtenus en 1956. A l'opposé, l'UGS qui a souvent présenté des militants peu connus obtient la plus faible moyenne de score, comparée aux résultats des autres organisations de l'UFD.

L'insuccès rencontré par le Parti communiste dont des candidats étaient cependant presque partout présents se confirmait avec 1 600 000 suffrages de moins qu'aux élections législatives précédentes<sup>1262</sup>, soit le 1/4 de son électorat de 1956, 19,2 % des exprimés, un peu plus de 14 % des inscrits<sup>1263</sup>, alors que le pourcentage de ses votants n'avait jamais été auparavant inférieur à 25 % des suffrages exprimés, 20 % des inscrits sous la IV<sup>e</sup> République. Il faut remonter aux élections de 1932 pour rencontrer une perte d'une ampleur comparable.<sup>1264</sup> Les "... voix perdues..." s'étant sans doute "... dispersées sur les partisans du oui selon la tendance localement majoritaire "<sup>1265</sup>, sans oublier celles qui n'avaient pas été gagnées auprès des nouveaux électeurs. Pour François Goguel, Alain Lancelot et Jean Ranger, dans leur analyse approfondie de ces changements de comportement politique : "un abstentionnisme plus marqué que dans les autres formations, la dispersion des suffrages au gré des situations locales révèlent des électeurs désorientés."<sup>1266</sup>, parmi lesquels certains reviendront au vote communiste pour les élections partielles et municipales de 1959, sachant que, pour ces dernières, une partie non négligeable de ces voix soulève la question bien différente du communisme municipal. La pérennité d'un tel attachement renouvelé ne concernera cependant qu'une bien faible part des votants aux législatives de 1962 où les scores communistes en masse absolue seront à peine meilleurs qu'en 1958. La contribution de François Goguel, Alain Lancelot et Jean Ranger montrait bien que l'analyse plus fine des résultats locaux permettait d'établir que la perte d'influence était "... moins important/e dans les/ zones de forte implantation et plus encore en leur sein, /dans les/ catégories sociales mieux encadrées par le parti (en raison de la densité et de l'homogénéité ouvrières...", ce que Frédéric Bon résumait ainsi lorsque "... l'électeur communiste se trouve inséré dans un tissu social qui favorise la permanence de ses attitudes

politiques.”. A l'inverse, “... le recul /est/... d'autant plus marqué que la progression du PC avait été plus vive en 1956.”<sup>1267</sup>

Le second tour amplifia énormément ces résultats, surtout s'agissant des élus, d'autant plus qu'il n'y eut pas de désistement à gauche : avec 10 élus, contre 150 en 1956, le Parti communiste était incontestablement le grand perdant ; la SFIO qui n'avait maintenu qu'un peu plus de la moitié de ses candidats n'en retrouvait que 41, plus 3 apparentés, respectivement 38 et 3 pour la seule métropole<sup>1268</sup>, alors que le groupe socialiste comptait 94 élus en 1956<sup>1269</sup> quand, rappelons-le, les socialistes s'étaient présentés au sein du Front républicain. Les radicaux de gauche et leurs alliés de l'Entente démocratique obtenaient 36 sièges pour la seule métropole, 39 avec l'outre-mer plus deux apparentés en Algérie.

Les pertes en sièges du MRP étaient bien réelles aussi, passant de 83 (avec les 10 Indépendants d'Outre-mer apparentés au groupe du MRP)<sup>1270</sup> à 56 élus, 55 en métropole avec les six apparentés.

Seuls les indépendants et apparentés et plus encore l'UNR et ses alliés qui bénéficiaient d'“... une formidable poussée d'un tour à l'autre” avec un gain de 1 765 280 voix<sup>1271</sup> triomphaient : ils ont respectivement 118 et 216 élus soit, pour la seule métropole, 187 UNR et 11 apparentés et 106 indépendants et 10 apparentés.<sup>1272</sup> La transformation du champ politique paraissait très grande.

Compte tenu de la nature du gaullisme et de son image complexe, l'évolution du corps électoral ne se laissait pourtant pas aisément appréhender : poussée à droite et/ou succès propre du gaullisme ? Les élections de 1962 sembleront confirmer la deuxième hypothèse. Espoir et confiance en la capacité du général de Gaulle de résoudre la crise algérienne ont sans doute joué un grand rôle en 1958.

Le Sénat restait bien peu “gaulliste” : d’une part, grâce au suffrage indirect, nombre de notables locaux “qui ne devaient pas leur situation au gaullisme” se maintinrent, de l’autre, “les élections municipales de mars 1959 n’avaient pas fondamentalement altéré la représentation municipale...”<sup>1273</sup>.

Le général de Gaulle fut élu Président de la République le 21 décembre, ce qui confirmait la prépondérance qu’il accordait à la fonction présidentielle. C’est un fidèle, Michel Debré, principal rédacteur de la nouvelle constitution, mais partisan de l’Algérie française, qui fut chargé de former le gouvernement. Ce dernier aurait été assez proche de celui du général de Gaulle dans le respect des équilibres entre grandes forces politiques, pourtant bien bouleversés par les élections législatives, ainsi qu’entre hommes politiques et hauts fonctionnaires, n’était le refus des socialistes de participer pour marquer leur désaccord avec les mesures économiques et financières prises par le gouvernement.

*- Recherche de solutions mais poursuite de la guerre d’Algérie : de l’intégration à l’autodétermination*

Comme le souligne l’historien Serge Bernstein : “Aussi bien ses partisans de la première heure que ceux qui se sont ralliés à lui au moment du référendum de septembre, les émeutiers du 13 mai que les métropolitains épouvantés par le spectre d’un fascisme parachuté d’Algérie, attendent du Général qu’il mette fin au conflit. Mais il est bien évident que tous ne voient pas du même oeil le scénario de cette sortie de guerre.”<sup>1274</sup>. Il semble bien que le seul point commun de tels soutiens aussi divergents ait été la confiance dans l’autorité suffisante du général de Gaulle pour imposer une solution.

Autant il est bien difficile de s’assurer que le général de Gaulle ait eu alors une “vision” précise du devenir de l’Algérie, autant il est clair qu’il a agi par étapes, la première de juin à décembre 1958 paraît bien correspondre à la tentative de mettre en œuvre une politique d’intégration, la seconde, de 1959 à 1960,

surtout à partir de l'automne 1959, à celle d'imposer "l'autodétermination", la troisième débute en 1960, où la politique française s'oriente vers la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie. Toutes ont été ponctuées de voyages officiels en Algérie, permettant l'information comme la prise de parole et le contact direct, ainsi que de nombreux discours, souvent radiotélévisés, dans lesquels se trouvaient exprimées et mises en scène les étapes de l'évolution de sa politique.

Pendant la première période, le général de Gaulle cherche à mettre en œuvre l'intégration entre Européens et musulmans en Algérie, d'une part, entre ce territoire et la France, d'autre part, ce qui n'est pas le retour au passé, mais une version plus démocratique du maintien de l'Algérie dans l'ensemble français. Lors de son premier voyage à Alger, outre le fameux "Je vous ai compris" lancé à la foule, il annonce la nécessité de l'égalité entre Européens et musulmans au sein d'un collège électoral unique : ce sont donc dix millions de "Français d'Algérie à part entière" qui participeront au référendum et aux élections législatives de 1958. En outre une ambitieuse politique économique et sociale d'intégration est également définie, sous la forme d'un plan quinquennal : le "Plan de Constantine" qui prévoit en particulier l'égalisation des salaires avec ceux de la métropole, outre la réservation d'un dixième des emplois publics français aux Algériens, la création de très nombreux emplois nouveaux, l'industrialisation du territoire grâce notamment à l'affectation à cet effet de l'exploitation du gaz et du pétrole, ce dernier découvert à partir de 1954, la mise en valeur et la distribution de 250 000 ha de terres agricoles aux musulmans, la construction de logements pour un million de personnes et la scolarisation de la totalité de la jeunesse algérienne. Par ailleurs, le général de Gaulle, confronté en Algérie à des pouvoirs de fait, auxquels des militaires participent, on l'a vu, s'attache non sans difficultés à tenter d'y réduire les "ultras". Devant l'outrecuidance persistante de leurs exigences : ces pouvoirs vont jusqu'à demander la suppression des partis politiques, le président du Conseil enjoint aux militaires de quitter "sans délai"<sup>1275</sup> les comités de salut public, ce qu'il peut d'autant mieux ordonner que le référendum a déjà affermi son autorité et qui paraît d'autant



plus fondé que la France est en période préélectorale. Pour la préparation des élections en Algérie, si le Président du Conseil a donné des instructions pour qu'une totale liberté y soit assurée, les autorités militaires ont usé de la propagande autant qu'entravé certaines candidatures afin de favoriser l'élection de candidats "Algérie française", ce qui fut une complète réussite, puisque c'est la totalité des élus qui défendaient l'intégration et / ou l'Algérie française. Par contre, le taux d'abstention fut extrêmement élevé : 36 %, le FLN ayant donné un mot d'ordre de boycott. D'ailleurs ce dernier est certes alors dans une position militaire difficile, après le relatif succès du quadrillage du territoire, stratégie à laquelle le président du Conseil entend substituer sur le terrain l'attaque des zones tenues par le Front ; il paraît même politiquement affaibli, à la suite des scènes de fraternisation entre Européens et musulmans après le 13 mai et lors de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, même si ces retrouvailles n'ont pas été entièrement spontanées. Cependant, le Front algérien a tenté de reprendre l'initiative politique en créant le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), auquel le président du Conseil n'accorde guère de crédit, lorsqu'il propose aux combattants algériens la "paix des braves". Celle-ci consisterait en un abandon du combat sans poursuite ni humiliation, tout en entrant en relation avec les autorités françaises, dernier volet du processus que les partisans français de la paix interprètent comme une modalité possible d'ouverture de négociations, alors que les dirigeants du Front ne perçoivent l'ensemble que comme une proposition de reddition qui leur ferait abandonner la carte militaire, seule décisive à leurs yeux.

Les succès militaires remportés dans le cadre de la nouvelle stratégie offensive, pour incontestables qu'ils soient, s'accompagnent de la persistance du blocage politique. Pire le GPRA marque des points dans le domaine international, auprès des pays indépendants d'Afrique. Quant à la situation internationale de la France, elle reste fragile, avec le mécontentement des pays du Commonwealth et l'attachement des Nord-Américains à une solution négociée. Ce à quoi le général de Gaulle est très sensible, bien que tout à fait décidé à ne pas céder

aux pressions. Dans l'opinion publique française, à l'examen des sondages, il semble bien qu'une évolution se dessine, avec l'augmentation du nombre des Français favorables à une négociation avec le FLN, alors que ce sont les partisans de l'Algérie française qui étaient majoritaires, lors du retour au pouvoir du général de Gaulle, la poursuite de l'envoi du contingent en Algérie constituant sans doute un facteur important.

C'est dans un tel contexte que dans son allocution du 16 septembre 1959, le Président de la République, reprenant l'initiative dans le cadre international, où son discours est d'ailleurs bien accueilli, proclamait le droit des Algériens à l'autodétermination. C'était reconnaître l'existence possible d'une nation algérienne et son droit éventuel à créer un État, puisque les trois termes proposés pour cette consultation seraient : l'indépendance, la francisation, l'association étroite avec la France d'une Algérie gouvernée par des Algériens. Par contre, le général de Gaulle ne revenait pas sur le préalable du rétablissement de la paix, que celle-ci soit obtenue par la victoire ou la conclusion d'un cessez-le-feu, ce qui, comme pour les gouvernements précédents, répondait à une exigence de maintien et de respect de l'ordre. Il en résulta que le FLN, tout en prenant acte de cette nouvelle manière de poser le fait algérien, affirma que la paix ne pouvait être obtenue que par une négociation avec le GPRA, engagée sans préalable. Dans les débuts de cette seconde étape de la politique algérienne du général de Gaulle, le FLN multiplia d'ailleurs les fins de non recevoir, y compris à un appel direct du président de la République aux "chefs de l'insurrection" et non plus de la rébellion<sup>1276</sup>, succédant en novembre 1959 à plusieurs ouvertures de la part des principaux ministres français.

Outre le préalable du retour à la paix, le choix des interlocuteurs algériens continue à poser de sérieux problèmes. En effet, pour le gouvernement français, il reste difficile d'admettre le FLN comme interlocuteur surtout privilégié, parce qu'il s'agit d'un mouvement rebelle de lutte armée qui a de surcroît pratiqué l'assassinat de nombreux civils européens et musulmans. Le reconnaître comme

interlocuteur privilégié c'est aussi participer à la mise en place d'un pouvoir dont la légitimité ne s'est pas appuyée sur l'élection, même s'il est vrai que le jeu électoral a été pour le moins faussé en Algérie, et qui jouit certes d'une popularité certaine, mais qui s'est aussi imposé par la force auprès des populations musulmanes, tout en réglant de manière extrêmement violente ses conflits tant internes qu'avec ses adversaires concurrents. Chez nombre de cadres intermédiaires de l'armée qui se sont beaucoup impliqués sur le terrain au sein de la population musulmane et ont "réussi à obtenir des ralliements et à lever des harka, ces milices villageoises qui servent de force supplétive à l'armée...", l'autodétermination et plus encore le risque d'une négociation avec le FLN suscitent un grave malaise, même si celui-ci ne s'accompagne pas de visées subversives, comme chez les "activistes" et les "ultras" : ils se sentent en effet responsables des populations qu'ils ont ralliées ou qu'ils contrôlent.<sup>1277</sup>

Si le projet d'autodétermination ne fit guère évoluer à ce stade la relation du gouvernement français avec les chefs algériens de la lutte pour l'indépendance, il déclencha par contre un vif mécontentement des partisans de l'Algérie française dans les départements algériens et finalement une mobilisation très dure des "activistes" et des "ultras", cette dernière débouchant sur des troubles presque insurrectionnels. La "semaine des barricades" du 24 janvier au 1er février 1960 à Alger fut déclenchée par le rappel du général Massu et sa destitution des fonctions de commandant du corps d'armée de la capitale algérienne : dans une interview publiée par un journal allemand, il avait non seulement critiqué le choix de l'autodétermination par le président de la République et exprimé le regret de nombre de militaires d'avoir appelé le général de Gaulle au pouvoir, mais affirmé qu'une partie de l'armée était prête à fournir des armes au colons d'Algérie. Pour protester, les "activistes", parmi lesquels Paul Lagayette, député d'Alger, lancent un mot d'ordre de grève générale et de manifestation pour le 24 janvier 1960, au terme de laquelle se produiront des affrontements sanglants faisant vingt morts. Mais plus encore, ils s'efforcent, non sans un certain succès auprès des parachutistes en particulier, d'entraîner l'armée dans un mouvement insurrectionnel contre le

Président de la République, ainsi que contre les institutions. Le général de Gaulle d'abord partisan de la manière forte temporise provisoirement. L'armée ne bascule finalement pas aux côtés des insurgés, alors qu'une répression aurait pu aboutir au résultat inverse, mais le président de la République s'étant néanmoins montré ferme dans ses choix, les insurgés dépourvus en outre d'appuis musulmans capitulent finalement, mais ne sont pas poursuivis, ceux qui le souhaitent pouvant même s'engager dans des unités combattantes.

En métropole, le général de Gaulle a bénéficié d'un réel soutien de la part des citoyens comme des organisations. Ainsi les confédérations et fédérations syndicales CGT, CFTC et FEN appellent à une grève : elles condamnent les factieux et appuient le pouvoir politique ou au moins les institutions. Cependant, les divisions suscitées par la question algérienne, comme on l'a déjà vu, au sein même des formations politiques à la fin de la IV<sup>e</sup> République, subsistent et s'étendent maintenant à l'UNR dont Jacques Soustelle sera même exclu en avril 1960, alors que le Premier ministre Michel Debré, sincèrement partisan de l'Algérie française fera passer sa fidélité au général de Gaulle devant ses propres vues. De fait, c'est la composition même de la majorité favorable à la politique du général de Gaulle en Algérie qui subit un glissement : outre la grève générale déclenchée par les syndicats le 1<sup>er</sup> février pour appuyer le pouvoir politique, la gauche non communiste s'associe à l'UNR au MRP et à une partie seulement des indépendants pour voter les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement. Le Parti communiste est opposé à ce vote, quant à lui.

En Algérie, l'année 1960 est marquée par la poursuite de la "guerre". Au refus des autorités françaises d'accepter le FLN comme interlocuteur unique, même sous la forme du GPRA, accompagné de tentatives de mener des négociations avec des élus algériens, le FLN répond par une reprise aggravée des attentats tant contre la population européenne que contre ceux des musulmans qu'il ne contrôle pas et réprime comme des traîtres. Mais en fin de compte, il paraît s'être

assuré le soutien actif ou au moins passif de la majorité de la population musulmane. L'armée est toujours aussi engagée sur le territoire algérien. Quant à la population européenne, elle est de plus en plus gagnée par l'activisme.

Echec et blocage paraissent donc bien caractériser cette deuxième période de la politique algérienne du général de Gaulle, politique dont le contenu marquait pourtant une très profonde évolution, acceptée dorénavant par la majorité de la population en métropole. C'est dans cette situation de blocage que vont s'intensifier, d'une part, les mobilisations des intellectuels, des enseignants et des étudiants, sur lesquelles on reviendra plus longuement, de l'autre, et à l'opposé, l'activisme des plus extrémistes des partisans de l'Algérie française. La situation paraît donc à nouveau tendue à divers niveaux.

S'agissant de l'UNEF dont le rôle est alors essentiel non seulement dans le monde étudiant mais également à la charnière entre ce dernier et les organisations syndicales, c'est dès l'été 1959 qu'une instruction modifiant le régime des sursis et concernant donc directement les étudiants, jusque là relativement épargnés parmi leurs classes d'âge, mobilise le milieu et les organisations locales, les AGE. Or, si la direction collective réagit, en déposant notamment un recours devant le Conseil d'État, elle diffère quelque peu l'organisation d'une mobilisation, préférant, avec succès finalement, se donner le temps de disposer de l'appui des centrales syndicales de salariés et de sensibiliser la presse. Un tel mode d'action intersyndical inaugure le rôle de coordinateur des syndicats joué par l'UNEF, l'année suivante en particulier. C'est d'ailleurs dès janvier 1960 que l'UNEF est "... la cheville ouvrière du rassemblement intersyndical..." qui réunit la CGT, la CFTC et la FEN contre les barricades érigées à Alger et la menace qu'elles représentent. C'est lors de son Congrès suivant que l'UNEF vote une motion demandant "... des négociations avec le FLN... mention explicite qui fait l'effet d'une petite bombe", d'autant plus que le gouvernement français cherche encore à éviter la négociation avec le seul FLN<sup>1278</sup>.

En effet, selon Alain Monchablon, spécialiste de cette question, témoin et ancien acteur au sein de l'UNEF, le phénomène présente une dominante double et orientée dans le temps : celle constituée par la première "mino" qu'il qualifie de "dreyfusarde humaniste", puis celle qu'il définit comme "bolchévique" qui naît des crises successives de l'UEC, modèle du futur rôle des "groupes d'extrême gauche" en mai 1968. Ces deux rassemblements politiques ont cohabité et le second y aurait finalement posé ultérieurement les prémisses de son rôle en mai 1968.

Pour Alain Monchablon, deux événements, tous deux intervenus en 1960, sont essentiels dans l'histoire de l'UNEF et des mobilisations contre la poursuite de la "guerre" en Algérie : d'une part, les contacts entre l'UNEF et l'UGEMA que l'UNEF avait constamment tenté de sauvegarder, on le sait et que cette dernière renoue en juin avec l'organisation des étudiants algériens interdite en France et, de l'autre, la manifestation du 27 octobre contre la poursuite d'une "guerre anachronique" et pour la défense de la "démocratie /qui/ ne pourra résister longtemps à la poursuite de la guerre", rassemblement qui "donne à l'UNEF les apparences d'une avant-garde, fédératrice des forces de gauche..."<sup>1279</sup>. Au demeurant, si l'UNEF, à la suite de son président d'alors, Pierre Gaudez, issu de l'UGS, se refusait à toute exclusive contre la CGT, cette dernière n'acceptera pourtant pas de participer à la manifestation du 27 octobre, d'abord interdite.

Toujours selon l'historien de l'organisation étudiante, les anciens militants "minoritaires", devenus la direction de l'UNEF, auraient fait de cette dernière, au moins dans le monde étudiant, le "... dernier garant face à la tentation de l'illégalisme..." Or celui-ci " progresse ouvertement à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation (insoumission, aide au FLN) "<sup>1280</sup>. Ainsi le procès contre le réseau Jeanson d'aide au FLN s'est ouvert en septembre, alors que dans le même temps est publié le "manifeste des 121" qui seront bientôt 246. Au demeurant, au sein de l'UNEF, l'illégalisme l'emporterait finalement quelques années plus tard sous la forme "bolchévique" ou plus précisément sous celle du développement des gauchismes. Il en alla tout

autrement de la mobilisation progressive de l'UNEF contre la guerre d'Algérie. En effet, c'est essentiellement dans l'univers syndical que l'UNEF avait tenté de s'insérer. Ses modes d'intervention en témoignaient, qu'il s'agisse de la pression exercée sur les ministères ou des contacts entretenus avec l'UGEMA, alors que de son côté, mais seulement à partir de 1960, la CFTC dont la direction était dorénavant beaucoup plus inquiète des conséquences de la poursuite de la guerre et qui appelait à la négociation depuis 1959, développait des relations avec l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens).<sup>1281</sup> En outre, c'est avec les grandes organisations syndicales de salariés et d'enseignants qu'elle nouait des alliances avec beaucoup de ténacité et une certaine adresse.

“D'emblée, à l'intérieur de l'UNEF, le culte de la différence a opposé aux dreyfusards humanistes de la mino traditionnelle (1956-1960) les bolcheviks proclamés de la nouvelle mino (1962-1964)... la cohorte cohérente qui s'est précocement soudée autour de Michel Rocard et la nébuleuse éclatée issue de l'UEC des années soixante.”<sup>1282</sup>

“Au cours de l'année 1960, les débats sur l'insoumission à l'intérieur de l'organisation étudiante, comme les arrestations de militants unéfiens porteurs de valises, montrent que chez ces jeunes intellectuels les barrières traditionnelles s'abaissent entre “gauche respectueuse” et gauche irrespectueuse. Et la reprise officielle des liens avec l'UGEMA, massivement approuvée au sein de l'UNEF, témoigne de l'amenuisement subit de la distance entre légalisme et illégalisme.”<sup>1283</sup>

“Bien qu'action légale, la manifestation du 27 octobre présente des caractères comparables. Risquée et finalement violente, elle est décidée par les dirigeants de la mino traditionnelle, et son bien-fondé jette le trouble chez les bolcheviks tenus de la condamner officiellement par discipline de parti. Son succès en fait la “fracture par où s'engouffrent tous les gauchismes jusqu'en mai 68.”<sup>1284</sup>

Le procès du “réseau Jeanson” et le manifeste dit des 121, du nombre de ses premiers signataires, sont l'aboutissement de formes d'action qui ont divisé tant les intellectuels qui se sont mobilisés contre la poursuite de la guerre d'Algérie que la partie anti-gaulliste de la gauche, également impliquée dans la

critique de la poursuite d'une telle guerre. Francis Jeanson était entré dans la clandestinité dès 1957 et avait mis en place un réseau d'aide directe aux nationalistes algériens du FLN. "En juin 1960, Francis Jeanson explique les raisons de sa dissidence par un pamphlet *Notre guerre*, paru aux éditions de Minuit et incontinent saisi..." L'historien Michel Winock ajoute que "La différence des attitudes entre *Les Temps modernes* et *Esprit* expriment bien cette fracture", alors que Francis Jeanson avait été un collaborateur des deux revues. "Tandis que Sartre soutient et soutiendra Jeanson jusqu'au bout, et que Marcel Péju défendra dans *Les Temps modernes* une position de pointe, Jean-Marie Domenach dit son désaccord /si la révolte des Algériens est justifiée/ "... Faut-il en conclure que la France s'est à ce point avilie, reniée, que des Français puissent se considérer déliés de toute allégeance à l'égard de ses lois et de sa direction politique ? C'est cette conclusion qui me semble inadmissible...". De son côté, plus critique encore, un mois plus tard : "En mai, dans la même revue *Esprit*, Jean Daniel écrit : "Je crains que nos philosophes n'en soient arrivés à "sacraliser" le FLN comme les intellectuels staliniens sacralisaient il y a quelques années le Parti communiste. C'est la recherche angoissée de l'absolu disparu."<sup>1285</sup>. Des jeunes gens appartenant à "Jeune résistance", le "réseau Jeanson", sont arrêtés peu de temps après la semaine des barricades, leur procès s'ouvre le 5 septembre. La Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie, dite des 121, "portée par *Les Temps modernes* et *Les Lettres nouvelles*"<sup>1286</sup> est bientôt diffusée. /Jean-Paul/ "Sartre est alors au Brésil, mais il entend proclamer sa solidarité avec les accusés, ce qu'il fait au moyen d'une lettre, lue par l'avocat Roland Dumas à l'audience du 20 septembre". De fait la lettre a été rédigée par Marcel Péju et soumise à Claude Lanzman.<sup>1287</sup> Le contenu en est très combatif, puisqu'à propos des accusés, il est notamment affirmé "... qu'ils sont dans le box comme nos délégués". Et plus loin " Ce qu'ils représentent, c'est l'avenir de la France, et le pouvoir éphémère qui s'apprête à les juger ne représente déjà plus rien"<sup>1288</sup>. Dans le soutien au réseau Jeanson, dans celui apporté au manifeste des 121 qui motive également l'aide directe au FLN, comme dans celui au communisme, à partir de 1952, il revient à Jean-Paul Sartre de continuer à occuper parmi les intellectuels célèbres une position extrême et finalement assez isolée. Il se fait le symbole d'un extrémisme tiers-mondiste qui cherche à entraîner les communistes, mais les déborde nettement dans la violence des prises de position et des actes valorisés, tout en se situant sur un



terrain assez différent. Jean-François Sirinelli souligne que l'anticolonialisme a constitué son "... engagement au bout du compte le plus marquant /qui/... toucha de surcroît une nouvelle génération intellectuelle"<sup>1289</sup>. Pour le philosophe effectivement, plus nettement encore que pour d'autres intellectuels, les luttes de libération nationale prenaient le relais de l'espérance révolutionnaire avec la même radicalité. Mais cette fois dans une crise française ouverte, il devient un "repoussoir" autant qu'un "symbole"<sup>1290</sup>, violemment attaqué par l'extrême droite, mais aussi par divers responsables de la politique algérienne et guère suivi par les autres intellectuels de gauche. Dans l'étude de Marie-Christine Granjon consacrée à "Raymond Aron, Jean-Paul Sartre et le conflit algérien", les énoncés de Jean-Paul Sartre sélectionnés par la politologue montrent à quel point pour le philosophe face à l'aliénation qui déshumanise, l'homme ne se fait qu'au travers du "choix" de la résistance et de la révolte : ainsi dans un texte écrit pour Henri Alleg "Céder à la "question" c'est se laisser imposer un statut de sous-homme qui n'a rien de fatal. Car " l'homme est à faire. En aucun temps la volonté d'être libre n'a été plus consciente ni plus forte; en aucun temps, l'oppression plus violente ni mieux armée."<sup>1291</sup>. Marie-Christine Granjon fait encore remarquer qu'à une "analyse marxiste", simpliste, du phénomène colonial qu'on a déjà mentionnée, "Sartre va surajouter des considérations existentialistes ", sous-tendues par une condamnation d'ordre "éthique, même si le moralisme se dissimule sous la langue de bois marxiste" : "L'Européen dit-il, /notamment dans sa préface aux *Damnés de la terre* de Frantz Fanon/ n'a pu se faire homme qu'en fabriquant des esclaves et des monstres ". La France qui a tué un million d'hommes et pratiqué la "gégène", a cessé d'être un pays généreux "<sup>1292</sup>. Face à une telle déception "humaniste", fins et moyens cependant restent de l'ordre du tout ou rien prolongé par une lutte à mort par laquelle seule s'affirmerait la vie. "... il faut tuer : abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre..." , selon l'énoncé souvent cité du philosophe.<sup>1293</sup>

La réaction de la gauche de la gauche non communiste est plus proche de celle des rédacteurs d'*Esprit* que de celles qui prévalent dans *Les Temps modernes*, y compris dans ses parties les plus critiques en général. Ainsi, pour Claude

Bourdet, dans *France-Observateur*, dès le 3 mars, soit après les arrestations : “Le combat de ces hommes et de ces femmes n’est pas le nôtre (...) Mais... il s’agit de gens... désintéressés et dévoués, et donc respectables.” Le rejet relève de la tactique politique, en même temps que du désaccord de fond “... étant donné la mentalité du grand public... les hommes et les femmes qui aident le FLN perdent toute autorité en ce qui concerne la lutte pour la paix.”, même si l’“inertie”, la “paresse”, la “misérable prudence” de la gauche “ont... une responsabilité primordiale dans... le dégoût, le désespoir, parfois, de jeunes hommes et femmes révoltés, eux par l’abominable guerre...”<sup>1294</sup>.

Sur l’insoumission au moins, le tout jeune PSU est par contre divisé : c’est ce qui ressort de son premier Comité politique national, en mai, où le sujet a été inscrit à l’ordre du jour. Comme l’UNEF, il est surtout à la recherche d’une réponse politique suffisamment forte pour bloquer la tentation de l’illégalité, susceptible de se propager, y compris dans ses rangs.<sup>1295</sup>

En effet, depuis avril 1960, la majeure partie des courants de la gauche non communiste, de sensibilités extrêmement différentes au demeurant, se sont progressivement rapprochés, mus notamment par une commune opposition aux modalités de conduite de la guerre d’Algérie et/ou à sa prolongation, puis aux conditions de l’investiture du général de Gaulle. Ils ont finalement formé le PSU. On avait vu que ceux des socialistes qui avaient refusé l’investiture du Général de Gaulle avaient tenté de se regrouper dans le Parti socialiste autonome dès 1958. En 1960 cette gauche socialiste s’unit à des dissidents communistes qui, conduits par Jean Poperen, éditent le journal *Tribune du communisme*, ainsi qu’à l’UGS. L’ensemble est rejoint par Pierre Mendès France et des dissidents radicaux qui avaient déjà rallié le PSA à la fin de 1959. Le PSU rejette par contre la proposition d’adhésion de François Mitterrand et de ses amis de l’UDSR qui restent pour l’heure regroupés dans la squelettique Ligue pour le combat républicain, vestige de l’UDSR. La partie anti-gaulliste de la gauche non-communiste est presque regroupée cette fois. Cependant, malgré ce refus de l’adhésion d’un ensemble de personnes qui

appartiennent à une culture politique assez franchement éloignée, le PSU n'arrive guère à surmonter ses propres oppositions internes.

Même si la répression qui s'abat sur les signataires de plus en plus nombreux du fameux manifeste a entraîné des solidarités plus larges, même si l'insoumission, voire l'aide au FLN ont pénétré nombre d'organisations de gauche, politiques ou syndicales, et attiré certains militants, parmi les plus jeunes surtout, parfois aussi des anciens résistants notamment, la gauche ou les gauches de la gauche, politiques, syndicales et intellectuelles, dans leurs différentes cultures et sensibilités n'y ont pas vu leur combat. Le fameux manifeste révèle cependant une nouvelle minorité intellectuelle, générationnelle, bien que peu nombreuse dans sa propre génération, que les moyens illégaux, pour le moins, ne rebutent pas nécessairement, même lorsqu'elle ne s'implique pas directement dans de telles méthodes. Les collaborateurs de *Socialisme ou barbarie*, moins marginalisés et qui entretiennent plus que dans leurs débuts des relations avec le champ intellectuel, ne s'y associent pas. Les principaux rédacteurs d'*Arguments* non plus, même si certains des intellectuels qui collaborent à cette revue signent le manifeste dit des 121.

Quant au Parti communiste, il se tient à l'écart tout autant de ceux qui défendent les positions les plus extrêmes en faveur du FLN, comme force politique organisatrice de la lutte des Algériens, que des tentatives de l'UNEF, notamment, de maintenir le contact avec l'UGEMA, tout en rejetant l'illégalisme et en cherchant même à contrecarrer ce dernier par une action plus massive et plus prudente, mais en s'impliquant néanmoins. Par contre, le Parti communiste qui, on l'a vu, a protesté relativement tôt contre la pratique de la torture, a guère moins rapidement fait montre d'une forme de refus de s'impliquer très avant sur la question algérienne. Sous les chocs successifs du désaveu non négligeable manifesté par nombre de ses militants et sympathisants pour son appui à la répression soviétique en Hongrie et pour son attaque frontale du gaullisme, puis par son extrême timidité persistante face à la déstalinisation, le Parti communiste dont la

ligne générale, et non pas seulement sur l'Algérie, est marquée par un assez grand "immobilisme"<sup>1296</sup> est de plus secoué par des crises internes. En "... 1959 /si/ le BP /le bureau politique/, puis /Maurice/ Thorez en personne, commence par condamner comme relevant d'une "manœuvre purement démagogique" le fameux discours du général... sur le droit des Algériens à l'autodétermination... il continue de réclamer la paix en Algérie d'une manière très prudente..."<sup>1297</sup>. En outre, comme le fait remarquer Jeannine Verdès-Leroux, la direction ressent de la "méfiance"<sup>1298</sup> à l'égard du FLN et n'est nullement prête à le soutenir de la même manière qu'elle l'avait fait pour les communistes vietnamiens. La sociologue ajoute cependant que pour les intellectuels communistes d'alors, même lorsqu'ils ont rompu depuis, la "... guerre d'Algérie n'a pas... constitué... une fracture", parce que, selon ceux qu'elle a interrogés, d'une part, "... les milieux populaires... étaient attachés à l'Algérie d'une manière particulière", voire "... "contaminés" par des préjugés racistes..." et, de l'autre, parce que, pour "... beaucoup, qu'ils le disent avec regret ou brutalement..." une telle méfiance leur semble finalement avoir été plutôt fondée.<sup>1299</sup> Il n'en allait sans doute pas tout à fait de même à l'époque même chez tous les étudiants en particulier.

Dans le champ syndical, si dorénavant la CFTC accepte de pratiquer ponctuellement "... à l'occasion de faits exceptionnels..." l'unité d'action avec la CGT. "Seule une minorité (Chimie, SGEN, Isère, Loire inférieure, Finistère, Puy-de-Dôme, Union de la région parisienne) estime nécessaire de maintenir des liaisons permanentes avec toutes les organisations, CGT comprise, pour être en mesure de répondre à tout événement imprévu."<sup>1300</sup> Les initiatives syndicales et souvent intersyndicales tiendront cependant une place importante dans les mobilisations "antifascistes", de fait anti-OAS de la dernière période de la guerre d'Algérie. Manifestations qui certes isolent l'extrême gauche illégaliste en train de se constituer, mais ne l'empêcheront pas de rebondir grâce à d'autres "luttés" tiers-mondistes.

*- Algérie : vers l'indépendance*

Ouvrant une nouvelle période dans la conduite des relations entre la France et l'Algérie, le 4 novembre 1960, dans une allocution radiotélévisée, le général de Gaulle évoque "la République algérienne". Pendant un nouveau voyage du chef de l'État en Algérie, à Alger "les deux communautés s'affrontent et des heurts sanglants les opposent l'une et l'autre à l'armée et aux CRS."<sup>1301</sup> Le dialogue entre ces deux communautés, radicalisées autant qu'antagonistes, ne paraît plus guère possible, pas plus que l'élargissement des interlocuteurs algériens au-delà d'un FLN qui paraît bien s'être assuré l'hégémonie politique sur la population, en dehors des zones qui ne sont pas contrôlées par l'armée française et malgré sa faiblesse militaire.

Le principe de l'autodétermination de la population algérienne énoncé depuis 1959 doit cette fois prendre corps. Mais afin de conforter suffisamment son autorité pour être en mesure d'entamer des négociations dans un contexte particulièrement périlleux, le général de Gaulle avait décidé d'organiser un référendum prévu pour le 8 janvier 1961 : le principe même de l'autodétermination était soumis aux Français, ainsi que, dans le cadre de l'article 11 de la Constitution, un projet d'organisation provisoire des pouvoirs publics en Algérie. Si pour ce référendum, le taux d'abstention de 23,5 % est élevé, 26,5 % avec les votes blancs et nuls, expression "... de l'hésitation d'une fraction de l'opinion "<sup>1302</sup>, le "oui " l'emportait largement avec 75,2 % des suffrages exprimés. Encore convient-il d'ajouter que le "non" de ceux qui avaient suivi la consigne du Parti communiste ne signifiait pas un refus de l'autodétermination, mais de la confiance demandée par le général de Gaulle. Cependant ce succès même témoignait de la cassure entre métropole, d'une part, et Européens d'Algérie et armée en Algérie, de l'autre. En métropole même, si "... quelques 200 000 non de 1958 ont été ralliés au oui par la politique d'autodétermination... un million

de oui de 1958 sont passés au non par fidélité à l'Algérie française... un vote négatif sur cinq relève donc de la droite ultra."<sup>1303</sup>

Cette dernière brisure ne manque pas de prendre bientôt une forme ouverte avec le putsch des généraux à Alger, à la fin du mois d'avril 1961, vivement encouragé par les colonels activistes, acteurs de la semaine des barricades. Les quatre généraux, Raoul Salan et Maurice Challe, anciens commandants en chef en Algérie, le second récemment encore commandant en chef des forces Centre-Europe de l'Alliance atlantique, Édouard Jouhaud et André Zeller, respectivement ancien chef de l'aviation et ancien chef d'état-major de l'armée de terre dans la colonie, prirent la capitale, en s'appuyant sur des unités parachutistes essentiellement, tout en se tenant à l'écart des activistes civils. Les ralliements escomptés des autres forces militaires ne se produisirent pas : attentisme des officiers et franche hostilité de la majorité du contingent accueillirent au contraire cette rébellion. Face à ce défaut de soutien militaire sur place et à la grande fermeté du Président de la République qui fit jouer l'article 16 de la Constitution, fort de l'appui de la presque totalité des forces politiques, à l'exclusion du Centre national des indépendants et paysans, UNR, mais aussi MRP, SFIO et même communistes, comme des organisations syndicales de salariés, ainsi que de la majorité des citoyens, la rébellion se désintégra rapidement. La FEN avait joué un grand rôle alors pour assurer la réussite de la grève du 24 avril.

Les contacts engagés à Melun avec le FLN avant le putsch reprirent très rapidement ensuite, puis des pourparlers débutèrent à Evian, à partir de mai 1961, après l'abandon par le général de Gaulle de l'exigence du cessez-le-feu comme condition préalable. Cette fois la reprise des négociations fut annoncée officiellement, mais celles-ci n'aboutirent pas encore, les deux principaux désaccords concernant dorénavant le sort du Sahara devenu un enjeu important depuis la découverte de pétrole, les garanties qui devraient assurer le sort futur des populations européennes d'Algérie. Par ailleurs, toutes les tentatives d'ouvrir la

négociation à d'autres interlocuteurs algériens avaient finalement échoué. Les pourparlers furent néanmoins interrompus à maintes reprises et il faudra presque un an encore avant la signature des accords d'Evian, période pendant laquelle s'accrurent vivement pressions et tensions et où la situation se dégrada gravement tant en Algérie qu'en métropole.

Formée avant le putsch, l'OAS, Organisation armée secrète, connaît une grande croissance après l'échec de celui-ci. Elle obtient l'appui d'une grande partie de la population européenne d'Algérie, voire la mobilise de gré, mais aussi de force. Selon Emmanuel Sivan, les "quartiers rouges" d'Alger, d'Oran et de Sidi-Bel-Abbès devinrent tour à tour pépinières, puis citadelles de l'extrémisme Algérie française...<sup>1304</sup>. L'OAS multiplie les attentats en France et plus encore en Algérie, d'abord pour empêcher la conclusion des accords et éliminer le général de Gaulle, physiquement visé, puis pour gêner le plus possible l'application de ces accords finalement signés à Evian en mars 1962 et qui prévoient l'indépendance de l'Algérie, Sahara compris, enfin pour détruire les infrastructures et équipements installés par la France en Algérie. De son côté le FLN perpétue de plus en plus d'attentats. Ce moyen de pression exercé principalement sur le gouvernement français a pour effet de terroriser la population européenne d'Algérie, de rendre encore plus insupportable à cette dernière la perspective d'une Algérie dirigée par les Algériens et, enfin, de la rapprocher de l'OAS. Jean-Jacques Becker parle même d'une "... atmosphère souvent proche de la guerre civile."<sup>1305</sup>

Même en métropole les attentats de l'OAS se multiplient, atteignant presque tous les journaux, revues et organisations qui, selon leurs modalités propres, avaient demandé la paix en Algérie et l'aboutissement de négociations. Par ailleurs les manifestations étaient réprimées avec dureté et violence, à Paris en particulier, où le préfet de police était Maurice Papon. Celle organisée par le FLN en octobre 1961 fit de très nombreuses victimes, parmi les Algériens, soumis par ailleurs à de très fréquents contrôles d'identité et même à une sorte de couvre-feu.

De nombreux témoignages et reportages sont publiés dans toute la presse ; ceux de Jean Cau dans *L'Express* sont particulièrement impressionnants, mais les réactions politiques sont rares.

Peu de temps après, gauche intellectuelle et gauche politique recommencent cependant à se mobiliser. Le 4 décembre 1961 est créée par des intellectuels une Ligue d'action pour le rassemblement antifasciste ; parmi ses organisateurs des signataires et des non signataires du Manifeste dit des 121 : Robert Barrat, Claude Bourdet, Madeleine Rebérioux, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet, notamment.<sup>1306</sup> Quant à la gauche politique et syndicale, elle reste divisée. Ainsi, la journée d'action organisée le 6 décembre à l'initiative des communistes, vivement critiquées à l'égard d'une telle Ligue, ne rassemble que le PCF, le PSU, ainsi que leurs organisations de jeunesse, ensemble d'organisations auquel se sont jointes l'UDSR et la CGT.<sup>1307</sup> Par contre, "... le 19 décembre une nouvelle journée d'action mobilise quarante-neuf organisations dont la CFTC et l'UNEF." Interdite, elle est violemment réprimée, ce qui provoque la première crise importante de la période au sein de la police.<sup>1308</sup> Enfin, la manifestation interdite des partisans de l'indépendance de l'Algérie, le 8 février 1962, qui réunissait cette fois presque toutes les organisations politiques de gauche et l'ensemble des syndicats, à l'exception de Force ouvrière, se termina tragiquement au métro Charonne. Les cortèges organisés à Paris et en province lors des enterrements des victimes seront numériquement les plus importants de toute la guerre d'Algérie : "... l'enterrement des victimes au Père-Lachaise rassemble au moins 300 000 personnes."<sup>1309</sup>

Face à la multiplication des mobilisations opposées dont certaines franchement déstabilisatrices, l'exaspération du général de Gaulle est perceptible, dès lors qu'il est persuadé qu'il n'y a plus d'autre solution que l'indépendance et qu'en outre, la poursuite de la guerre fait supporter à la France un coût financier qui n'a plus guère de sens.



Les accords d'Evian prévoyaient notamment une période d'interrègne sous souveraineté française. Outre la conservation des intérêts français au Sahara pendant une période de cinq ans, pour les Européens d'Algérie, la sécurité des personnes et des biens était en principe garantie qu'ils optent dans un délai de trois ans pour la nationalité algérienne ou française, la France dans le premier cas leur assurant la conservation supplémentaire de leur nationalité d'origine. En échange, la France versait l'aide prévue par le plan de Constantine. Mais l'application de telles mesures supposait le souhait et l'établissement d'un *modus vivendi* entre les communautés. Or, on fut très loin du compte. Les tentatives d'insurrection de l'OAS, leur répression par l'armée française dont la présence sur le territoire algérien était prévue pendant trois ans, la politique de la terre brûlée bientôt pratiquée par l'Organisation armée secrète placent la population européenne déjà amère, voire désespérée, dans une situation impossible qui l'entraîne le plus souvent vers une fuite qui sera celle d'un million environ d'Européens, accompagnés de quelques 150 000 harka et leurs familles, dans des conditions d'autant plus précaires et pénibles que l'OAS avait décidé d'empêcher ces départs par la violence : "... abandonnant leurs biens et une terre qui, pour 80 % d'entre eux, était leur terre natale, ils vont au-devant de difficultés considérables d'insertion, le gouvernement se trouvant surpris par des retours massifs qu'il n'avait pas prévus..."<sup>1310</sup>.

Les accords d'Evian furent soumis à référendum le 18 avril 1962. "Le vote oui avait trois significations : l'approbation des accords, l'hostilité à l'OAS et le soutien au général de Gaulle. Nonobstant ce troisième aspect, les partis de gauche avaient appelé à voter oui (y compris le Parti communiste), sauf le PSU... Seule l'extrême droite proche des activistes avait appelé à voter non... le Centre national des indépendants n'avait pas en fait donné de consigne de vote..."<sup>1311</sup>. Le taux d'abstention fut encore plus élevé que lors du référendum sur le principe de l'autodétermination : 24,4 %, ainsi que les votes blancs et nuls : 4 % des inscrits. Par contre le oui fut particulièrement massif avec 90,6 % des suffrages exprimés. "La défaite des partisans de l'Algérie française... est... écrasante : ils n'atteignent pas 1 800 000 voix en métropole (9,3 % des suffrages exprimés)." <sup>1312</sup>

L'OAS ayant finalement abandonné le combat, le référendum d'autodétermination en Algérie eut lieu le 1er juillet 1962 : 99,7 % des inscrits se prononcèrent en faveur de l'indépendance. Le 3 juillet l'indépendance de l'Algérie fut finalement reconnue.

Par ailleurs, très rapidement après l'indépendance, l'évolution du régime algérien entraîna une véritable crise d'identité au sein de la gauche intellectuelle. Non seulement, pour *France observateur*, par exemple, la “ ... paix d'Évian sèvre brutalement /la rédaction/ ... elle symbolise... la *fin d'un âge politique et intellectuel*\* /\* en italique dans le texte/ de façon d'autant plus définitive, cette fois-ci, qu'aucune lutte directe de substitution ne s'offre - en dehors du tiers-mondisme -, et que le vide qui succède à la terrible tension des années récentes, et tout particulièrement des derniers mois, ne peut être comblé par un discours qui n'a pas été fondamentalement, ou suffisamment, renouvelé.”<sup>1313</sup>, mais “En tuant l'espoir - et en infirmant le modèle théorique - du socialisme démocratique post-colonial, la *non-révolution* algérienne atteint de plein fouet ce qui restait du rêve prophétique et révolutionnaire de “*l'Obs*”.<sup>1314</sup>

Quant au processus de décolonisation, s'agissant de l'Afrique noire, il s'appliqua de manière progressive, le général de Gaulle y avait poursuivi la politique tracée par la loi-cadre dite loi Defferre de 1956. Il avait été décidé que le référendum constitutionnel de septembre 1958 serait décompté par territoire d'Outre-mer : une majorité de “non” signifiant le refus d'appartenir à la Communauté, prévue par la même constitution et effectivement créée la même année, et donc l'indépendance immédiate. De tels résultats ne furent enregistrés qu'en Guinée, à l'appel de Sekou Touré. La Guinée devint donc indépendante dès 1958. Par ailleurs, les Territoires d'Outre-mer pouvaient devenir États membres de la Communauté, ce que firent les territoires africains et Madagascar. Mais, de fait, ces nouveaux États supportant mal leur situation qu'ils percevaient comme semi-dépendante, une loi constitutionnelle de juin 1960 leur permit de choisir l'indépendance, devenir pour lequel ils optèrent tous la même année. Seuls les

petits territoires conservèrent le statut de TOM, mais les institutions de la Communauté cessèrent d'exister. Cette décolonisation pacifique améliorait quelque peu la position internationale difficile, dans laquelle la guerre d'Algérie avait placée la France.

### VII. 3/ La crise politique de 1962 : l'élection du président au suffrage universel direct et la confirmation de la république gaullienne

Avec la fin de la guerre d'Algérie en 1962, "... le problème politique se posait de façon nouvelle, une fois levée l'hypothèque algérienne, car pour beaucoup de parlementaires de Gaulle n'était plus nécessaire, et l'on ne supportait son style de gouvernement que dans la mesure où il apparaissait seul capable de résoudre le double aspect politique et militaire de l'affaire algérienne...

Pour de Gaulle, au contraire, l'essentiel était la réforme des institutions, et l'affaire algérienne n'était que l'occasion ou le prélude de l'établissement d'un régime plus efficace." <sup>1315</sup>

La pratique des institutions qui ne sera considérée ici que très brièvement avait nettement renforcé leur caractère présidentiel, avec l'invention d'un "domaine réservé" dont le contenu pouvait paraître lié aux urgences de la guerre d'Algérie, mais dont l'évolution ultérieure montrera qu'il s'agit surtout des questions, variables suivant les circonstances, que le président juge fondamentales pour le devenir et les intérêts de la France. Au-delà même de ce domaine, les nombreux experts et conseillers réunis dans le cabinet du général de Gaulle définissaient largement les orientations politiques, alors que les ministres, changés de manière répétée à l'initiative du Président, ce que la constitution ne prévoyait pas, et plus fréquemment encore à celle du Premier ministre, étaient plutôt chargés de leur mise en œuvre. La relation entre le général de Gaulle et Michel Debré aida à imposer l'image d'un Premier ministre homme du Président. Malgré la très forte majorité dont il disposait à l'Assemblée nationale, le général de Gaulle ne

s'appuyait guère sur celle-ci : en 1960, il refusa même une convocation de l'Assemblée par la majorité de ses membres, pourtant de droit. Les mécontentements s'y accumulaient d'ailleurs, même si les députés jugeaient raisonnables d'en modérer l'expression, compte tenu des circonstances créées par la guerre et des menaces pesant sur les institutions. *A fortiori* au Sénat, déjà très peu gaulliste.

De fait, ce n'est pas seulement le manière de gouverner qui avait renforcé les oppositions latentes, mais également le choix des politiques, les deux facteurs se renforçant souvent.

Comme le rappelait René Rémond dans son ouvrage *Les droites en France* : "après le 13 mai 1958, les modérés sont à peu près tous ralliés au général de Gaulle ; la plupart s'en détacheront en moins de quatre ans, les uns à cause de sa politique algérienne, d'autres en raison de l'évolution du régime vers un type de gouvernement autoritaire, d'autres encore pour les deux motifs ". Si l'auteur a raison de souligner l'attachement profond de ce courant au libéralisme, compris dans les sens politique autant qu'économique, tout en admettant les réformes sociales et économiques qui peuvent aller à l'encontre du libéralisme économique le plus strict, il n'en reste pas moins que la question algérienne a entraîné une partie de ce courant, plus nettement encore que d'autres, à s'allier avec des forces qui n'avaient rien de libérales. Et notre auteur de conclure : "Ainsi l'entente entre le gaullisme et la droite libérale n'a-t-elle pu s'établir que par une coïncidence passagère d'intérêts ou sur une équivoque que les événements se sont vite chargés de dénoncer."<sup>1316</sup>

Il en alla ainsi en second lieu pour les socialistes de la politique de rigueur financière et monétaire mise au point en 1958 par Jacques Rueff, entouré d'une commission d'experts, et en partie imposée à Antoine Pinay, ministre des Finances de l'époque, initiative qu'ils jugèrent anti-sociale.

Le plan Pinay-Rueff comportait : une stabilisation du franc, avec une dévaluation de 17,5 % et la création à partir de 1960 du “nouveau franc” ou “franc lourd”, mesure surtout symbolique destinée à rendre au franc “le prestige des monnaies fortes” ; une tentative de retour à la rigueur financière, avec diminution des charges publiques par report du relèvement des traitements des fonctionnaires et suspension de subventions et crédits, accroissement corrélatif des ressources, par augmentation des impôts, en particulier la taxation des bénéfices commerciaux et la majoration de l’impôt sur les sociétés, afin de tendre à l’équilibre budgétaire ; la suppression des indexations salariales et agricoles, sauf le SMIG, pour lutter contre l’inflation et, enfin, la libération des échanges extérieurs dans le cadre du Marché commun, telle qu’elle avait été prévue par le traité de Rome.<sup>1317</sup>

Le rétablissement monétaire et financier fut spectaculaire, tant en ce qui concerne le retour à l’équilibre budgétaire que le contrôle de l’inflation et la solidité du franc : la balance commerciale et plus encore celle des paiements redevinrent positives. Il y eut alors accélération de la croissance, sur fond de conjoncture mondiale favorable à tous les grands pays industriels et plus particulièrement à ceux de l’Europe du Marché commun. Si la France bénéficia donc de conditions internationales propices, elle profita plus particulièrement du coût bas du pétrole, choisi alors comme produit énergétique essentiel, mais également d’un encadrement de politique conjoncturelle, ainsi que des efforts organisés par le plan.

D’une manière générale, Charles de Gaulle fut beaucoup plus clairement préoccupé par l’expansion économique et les conditions de celle-ci qu’il n’avait pu le paraître tant lorsqu’il avait été brièvement chef du gouvernement que pendant sa beaucoup plus longue “traversée du désert”, selon l’expression consacrée.

C'est dans le monde rural que s'exprima l'hostilité la plus vive aux effets de la concurrence internationale avec de très violentes manifestations paysannes en 1960-1962.

La conception européenne du Président de la République sera une cause de rupture entre ce dernier et la plupart des forces politiques. Opposé à une Europe intégrée supranationale, ce qui suscite on le verra de vives oppositions au sein des partis politiques, au MRP, mais aussi chez les socialistes, les radicaux et les modérés, le Général de Gaulle était, par contre, favorable à la mise en œuvre du Marché commun, il l'était également à l'élaboration de politiques communes et même d'une Union d'États dont les propositions synthétisées dans le "plan Fouchet" furent finalement rejetées. Des contacts furent cependant pris entre le général de Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer : s'ils ne débouchèrent pas alors de manière précise, l'idée de faire reposer le développement de l'Europe sur l'entente franco-allemande se concrétisera par contre finalement. Le très vif attachement à l'indépendance de la France s'accompagnait du refus de la politique des blocs et pour la France de celui de la dépendance à l'égard des États-Unis, affirmé sur un mode très spectaculaire, sur lequel il conviendra de revenir un peu plus précisément : il suffit de rappeler ici que cette vision se matérialisa par l'accélération du processus de mise en œuvre d'une dissuasion nucléaire, dont l'explosion de la première bombe atomique française au Sahara en 1960 marqua une étape importante, qui s'accompagna du rejet de toute intégration à une force nucléaire multilatérale. Mais contrairement à la vision internationale, cette politique ne fut guère populaire en France.

Affirmation de l'indépendance nationale, intérêt porté à l'expansion et à la modernisation, ainsi le général de Gaulle avait-il déjà pu jeter les bases de nombre des grands axes de sa politique ultérieure, avant de se doter d'instruments institutionnels et politiques d'une puissance tout à fait exceptionnelle pour poursuivre ces desseins.

Dans une conjoncture devenue plus propice à l'expression des divergences politiques, le mode d'exercice du pouvoir du général de Gaulle, avait fini par susciter la critique de tous les partis politiques. Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun insistent avec raison sur le désaccord de fond. " Les indépendants stigmatisent dès leur congrès de novembre-décembre 1960 ce qu'ils appellent " présidentialisme autoritaire et irresponsable " et la " dictature de la technocratie ". Les radicaux de droite (...) reprochent au régime de la V<sup>e</sup> République son inspiration non représentative. " Après avoir quitté le gouvernement " ... le MRP affirme ouvertement sa conception de la démocratie... une démocratie de corps intermédiaires, un pouvoir délibérant et représentatif." <sup>1318</sup>

Le général de Gaulle choisit l'affrontement en défiant ses opposants : parlementaires et partis politiques. Il décida de changer d'abord de gouvernement et, en avril 1962, désigna comme Premier ministre Georges Pompidou qui n'était ni parlementaire ni homme politique et fort peu connu alors, mais ce dernier avait été attaché à son cabinet dès 1944-1945, avant de le diriger au temps du RPF comme lors de sa brève présidence du Conseil en 1958 ; dans l'intervalle Georges Pompidou avait mené une carrière somme toute assez courte à la banque Rothschild.

La confiance ne fut accordée au gouvernement Pompidou que par une très courte majorité, composée de l'UNR et seulement d'un quart des indépendants et de la moitié du MRP. Puis en avril 1962, le chef de l'État rejeta toute Europe supranationale dans des termes aussi ironiques que blessants pour les partisans de l'intégration européenne. Les ministres MRP du gouvernement Pompidou démissionnèrent alors, conduits par Pierre Pflimlin. Socialistes et radicaux se mobilisèrent également et c'est la presque totalité des membres de l'Assemblée, moins l'UNR et les communistes qui signèrent en juin un "manifeste européen".

Un attentat ayant été fomenté contre lui en août par des membres de l'OAS, le général de Gaulle, fort de l'émotion créée, mais aussi conscient que le problème de sa succession pouvait se poser plus rapidement que prévu, décida une réforme de la Constitution, afin de pérenniser la prépondérance de la fonction présidentielle, en assurant l'élection du Président de la République au suffrage direct. De plus, il précisait bientôt dans une de ses fameuses allocutions que cette modification serait soumise aux électeurs par référendum, ceci en utilisant l'article 11 de la Constitution de 1958, portant de fait sur l'organisation des pouvoirs, interprétation qui fut jugée inconstitutionnelle tant par les hommes politiques que par les "constitutionnalistes". La crise avait pour objet tant le fond que le mode de révision choisi. Mais "c'est... très largement sur le terrain de la violation de la Constitution que la bataille politique s'engagea."<sup>1319</sup>

Sur le fond, la réforme n'était pas dépourvue de cohérence avec la conception de la fonction présidentielle que se faisait le général de Gaulle, bien qu'il ne la considérât pas forcément nécessaire pour lui-même, compte tenu de sa "légitimité historique"\* personnelle<sup>1320</sup> (\* en italique dans le texte). C'est d'ailleurs cette conception qui conférait une si grande portée à la réforme : "... de Gaulle ne s'embarrasse pas du vocabulaire juridique lorsqu'il évoque la portée du référendum de 1962. Celui-ci, selon lui, introduit l'élection au suffrage universel. Là où le droit constitutionnel rappelle que le suffrage direct a simplement remplacé le suffrage indirect, lui retient que désormais et pour la première fois dans l'histoire de la République, le président est l'élu du peuple."<sup>1321</sup>

Au demeurant, l'établissement dès 1958 d'une communication directe avec les citoyens, dont la portée est très spécifique dans la logique gaullienne, n'est pas non plus tout à fait nouvelle alors : jusqu'à un certain point, peu de temps avant le retour au pouvoir du général de Gaulle, Pierre Mendès France l'avait inaugurée, mais en cherchant à revaloriser la fonction du Président du Conseil sans changement institutionnel majeur et en respectant le jeu, ainsi que l'identité et le fonctionnement des partis, y compris le sien. Il en résulta au



demeurant un demi-échec : Pierre Mendès France fut certes un homme politique marquant, mais, d'une part, son exercice de la Présidence du Conseil resta brève et, de l'autre, il ne trouva pas véritablement de place dans le champ politique.

Cependant, avec la future élection du Président de la République au suffrage direct, il y aura bien une rupture dans la logique institutionnelle, puisque non seulement le Président de la République sera doté des pouvoirs décisifs qui lui sont déjà conférés par la Constitution de 1958, mais, de plus, dorénavant sa légitimité procédera directement des électeurs et non plus des représentants, alors qu'en 1958, il s'agissait seulement d'ouvrir le collège électoral à plus de représentants au-delà des seuls parlementaires, le parlement étant considéré comme trop structuré par les partis politiques, même si, dans une consultation au suffrage direct, les partis politiques interviennent aussi dans la campagne pour l'élection présidentielle. C'est un changement d'autant plus important qu'on sait par ailleurs toute la valeur accordée par le Président à la communication effective avec les électeurs, moment privilégié d'expression des intérêts de la nation dans sa propre représentation de sa fonction, voire de sa mission.

La crise qui se déploya plus encore sur les modalités de la réforme constitutionnelle qu'elle ne fit intervenir le fond devint vite tout à fait ouverte, chacun des groupes d'adversaires visant de toute évidence à l'emporter contre l'autre, principalement sur la manière de gouverner et en tout cas sans compromis. En octobre 1962, une majorité de l'Assemblée nationale adopte une motion de censure, dont Paul Reynaud avait pris l'initiative, et le gouvernement est renversé. Le Président de la République dissout l'Assemblée nationale.

Le référendum est fixé au 28 octobre et les élections législatives aux 18 et 25 novembre 1962.

Le “cartel des non” rassemble une très large coalition de responsables de partis, proche de celle qui s’était déjà réunie pour signer le “manifeste européen” : socialistes, radicaux, MRP, indépendants, mais seulement une partie de ces derniers, réunis pour “... la défense des principes républicains et contre le pouvoir personnel”<sup>1322</sup>. Tenu à l’écart, le Parti communiste se prononce bien évidemment pour le “non” lui aussi. Malgré le caractère imposant d’un tel cartel, le “oui” l’emporte largement avec 61,7 % des suffrages exprimés, mais avec 46,4 % des inscrits, dont par conséquent il n’atteint pas la majorité ; les abstentions, 22,7 %, et les votes blancs et nuls, 2 %, étant pourtant nettement en baisse, comparés aux résultats du référendum portant sur l’approbation des accords d’Evian, lors duquel les abstentions avaient, rappelons-le, été le fait du 1/4 du corps électoral.

L’échec des partis politiques est cependant patent : ils sont loin de parvenir à mobiliser “leurs” électorats traditionnels ou de convaincre une part équivalente de nouveaux électeurs, lorsqu’il s’agit de s’opposer au Président de la République. Et, pour une large part, c’est bien de cela qu’il s’agit principalement : ainsi, Guy Michelat analysant le sondage réalisé pour la Fondation nationale des sciences politiques indique que 62 % des interrogés qui déclarent avoir voté oui affirment l’avoir fait surtout parce qu’ils “... souhaitent que le général de Gaulle reste au pouvoir”, et seulement 21 % d’entre eux pour s’opposer “au retour de la Quatrième République”, alors que 25 % de ceux qui se reconnaissent dans le non disent surtout “souhaiter le départ du général de Gaulle”. Des types de motivations décalées donc entre partisans du oui et du non, mais un total élevé d’interrogés, soit 48 %, pour faire du maintien au pouvoir du général de Gaulle l’enjeu essentiel.<sup>1323</sup> En 1958 déjà, lors du sondage électoral dont les résultats avaient été présentés par Georges Dupeux, ils étaient 40 % à choisir l’alternative “Au moment du référendum... penserez-vous surtout à la personnalité du général de Gaulle ?” contre 39,5 % celle ayant trait à la constitution : “vous prononcerez-vous surtout sur la valeur du projet de Constitution ?”<sup>1324</sup>. Par contre, en 1962, ce sont 48 % des partisans du non qui disent l’être essentiellement parce qu’un tel référendum serait “contraire à la Constitution”, le thème de campagne des partis du

cartel des non, alors qu'ils ne sont que 24 % à s'opposer à l'élection du président de la République au suffrage universel". De plus "... en additionnant les pourcentages de ceux qui ont voté oui et non... / on s'aperçoit que/ "... seulement 21 % ... d'entre eux ont voté en raison de leur opinion sur l'élection au suffrage universel..."<sup>1325</sup>.

Bien qu'il soit toujours quelque peu hasardeux de comparer terme à terme les suffrages exprimés pour des consultations très différentes par leur niveau, il est cependant frappant de constater que les 38,25 % de "non" parmi les suffrages exprimés, soit 28,76 % des inscrits, sont en effet loin de rassembler autant d'électeurs que ceux qui se porteront au 1<sup>er</sup> tour des législatives sur les candidats des partis politiques qui avaient préconisé ce vote au référendum ; ceci dans une conjoncture politique qui est pourtant loin d'être favorable à ces partis. En effet, les candidats des partis politiques qui s'étaient réunis dans le cartel obtiennent environ 39 % des suffrages exprimés, mais 63 %, si l'on ajoute ceux exprimés pour le Parti communiste, le PSU et les divers extrêmes gauches, et respectivement 26 % et 42 % des inscrits<sup>1326</sup>. A partir des déclarations de vote recueillies par sondage, Guy Michelat montrait en outre que "Les partis qui préconisaient le *non* ont été suivis de manière très inégale : on pourrait dire que leurs consignes ont été d'autant plus observées qu'ils peuvent être considérés comme "plus à gauche". En effet, si on range les partis ayant préconisé le *non* sur un axe gauche-droite, on peut envisager l'ordre suivant : PC, PSU, SFIO, radicaux-socialistes, CNI. Cet ordre... correspond effectivement aux pourcentages suivants de *non* : 85 %, 73 %, 61 %, 37 %, 34 %", avec une rupture notable entre gauche et centre"<sup>1327</sup>.

L'échec des partis est d'autant plus grand que, même aux législatives, ils souffrent, inégalement d'ailleurs, de la dynamique gaulliste qui s'est justement coagulée à l'occasion du référendum de 1962.

En effet, 32 % des suffrages (ce qui correspond à 21,3 % des inscrits) se portent sur les candidats UNR-UDT<sup>1328</sup>, alors qu'aucune autre formation n'avait "... jamais dépassé la barre des 30 %..."<sup>1329</sup>, même si les communistes s'en étaient approchés. Si

l'on y ajoute les divers gaullistes, ainsi que ceux qui avaient reçu l'investiture de l'Association pour la V<sup>e</sup> République et les Républicains indépendants, ceux des modérés qui, réunis autour de Valéry Giscard d'Estaing se refusent à passer à l'opposition et qui n'avaient pas tous reçus cette investiture, on parvient au total fort élevé de 36 % des exprimés et de 24 % des inscrits.<sup>1330</sup> En cela, il s'agit bien d'"élections de confirmation", selon l'expression de Jean-Luc Parodi, confirmation de la part d'une part importante de ceux qui avaient voté "oui" au référendum, accompagnée d'une non négligeable "démobilisation"<sup>1331</sup>. En effet, ces candidats sont loin de rassembler la majorité des électeurs, d'autant plus que le taux d'abstention est encore plus élevé que lors des législatives de 1958 : 31,3 %, ainsi qu'un peu plus de 2 % de votes blancs et nuls.

Les résultats des socialistes dont le secrétaire général avait mis à mal l'accord naissant dans le cartel des "non", en décidant pour le second tour le désistement en faveur des candidats communistes, lorsqu'il permettrait de faire barrage à des gaullistes, ne sont pas de nature à les satisfaire : avec 12,4 % des suffrages exprimés, soit nettement moins qu'aux législatives de 1958, où ils avaient obtenu près de 15,5 % des suffrages exprimés, et une masse électorale amoindrie de nettement plus du quart et de près de 900 000 électeurs, pour les premiers tours. Les communistes, quant à eux, progressent légèrement après leur échec marquant de 1958, avec une masse d'électeurs plus forte de près de 140 000 votants<sup>1332</sup> bien que le pourcentage des suffrages exprimés soit presque identique. Les radicaux ne connaissent qu'une faible érosion de leur maigre électorat. A propos du centre gauche "qui déborde le radicalisme proprement dit", François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger parlaient de "déclin" : la courbe... se caractérise en janvier 1956 par une progression remarquable, qui s'explique évidemment par le succès alors obtenu par le mendésisme. Mais si l'on fait abstraction de cette poussée éphémère, l'impression d'ensemble est celle d'un déclin qui... s'accroît brusquement en 1958 ".<sup>1333</sup>

Les candidats MRP n'ayant pas reçu l'investiture gaulliste recueillent moins de 8 % des suffrages exprimés, 5,2 % des inscrits, plus de 800 000 électeurs de moins qu'en 1958, soit une baisse de plus du 1/3 du nombre d'électeurs. Quant aux modérés et indépendants "maintenus", ils connaissent un effondrement spectaculaire : 11,5 % des suffrages exprimés, moins de 8 % des inscrits, après le pourcentage de 20 % d'exprimés de 1958 et presque 15 % des inscrits, près de 2 millions d'électeurs en moins, alors que les Républicains indépendants ne convainquent quant à eux qu'un peu plus de 400 000 inscrits.<sup>1334</sup>

Au second tour, si la gauche maintient à peu près ses positions, la "majorité", terme qui commence alors à entrer dans le vocabulaire politique<sup>1335</sup>, est la principale bénéficiaire des duels droite/gauche, beaucoup plus nombreux qu'en 1958, surtout lorsqu'elle a les communistes comme adversaires : elle en gagne alors plus de 80 % contre 55 % contre les socialistes et un peu moins de 30 % contre les radicaux ; or, ce sont de très loin les plus fréquents, plus de soixante-dix pour respectivement une trentaine et une vingtaine avec les socialistes et les radicaux.<sup>1336</sup>

Les partisans du Président obtiennent une confortable majorité parlementaire de 269 députés, dont 215 élus UNR-UDT en métropole, un Outre-mer et 17 apparentés pour la métropole et l'Outre-mer, auxquels s'unissent 30 élus Républicains indépendants pour la métropole, plus deux d'Outre-mer et trois apparentés, contre 201 pour l'ensemble des oppositions, ce qui ramène le succès gaulliste à ses réelles proportions, insuffisantes pour exclure l'apparition de difficultés ultérieures, mais ne doit pas conduire à sous-estimer son caractère exceptionnel, ainsi que celui de la tendance durablement ascendante suscitée dans l'opinion.

Le Groupe communiste qui peut se reconstituer compte 41 élus. Le Groupe socialiste 66, soit 62 socialistes élus en métropole, 2 pour l'Outre-mer et 2

apparentés. Le Groupe du Rassemblement démocratique autour des radicaux, auxquels s'ajoutent quelques personnalités dont François Mitterrand, en compte 39 et celui du centre démocratique 55<sup>1337</sup> : "41 élus MRP, 7 élus indépendants, 7 élus de l'Entente démocratique, parmi lesquels M René Pleven...". Ces "... premières tentatives parlementaires de regroupement... sont dues essentiellement à la nécessité de donner une certaine cohérence à l'opposition face à la majorité." <sup>1338</sup>

Le général de Gaulle a gagné sa bataille contre les partis politiques qui conservent cependant des électors et des capacités de mobilisation non négligeables pour certains d'entre eux et, plus encore, il est parvenu à rassembler une majorité de Français sur sa personne et corrélativement sur sa conception des institutions, en particulier l'élection du président de la République au suffrage direct. Les instruments institutionnels, voire politiques dont il dispose sont plus qu'en 1958 conformes à ses souhaits, mais il ne bénéficie cependant plus d'un soutien aussi massif, au demeurant né de circonstances.

#### VII. 4/ Les années de succès de la république gaullienne

Ayant encore accru l'autorité populaire d'une fonction présidentielle déjà très forte, même si c'était au prix d'une contestation de la légitimité de celle-ci comme de son mode personnel d'exercice du pouvoir par les partis politiques, le général de Gaulle pouvait en outre compter sur un parti qui regroupait à lui seul 233 sièges à l'Assemblée nationale, on l'a vu, même si la majorité dont il disposait désormais restait assez courte en soi : c'est dire combien d'instruments étaient maintenant au service de ses desseins politiques, après une période où c'étaient en partie des circonstances exceptionnelles qui lui avaient garanti un soutien presque général ou au moins une quasi absence d'opposition politique, sauf celle de la droite coloniale, en réponse au choix de l'autodétermination, puis de l'acceptation de l'indépendance de l'Algérie. "Choix explicite de la nation en faveur des thèses du chef de

l'État contre celles des partis, le référendum du 28 octobre 1962 (...) rend aussi caduque la conception arbitrale de la présidence, sur laquelle le chef de l'État avait jusqu'alors appuyé son action." **Quant aux choix sémantiques** "... dès la fin de l'année 1958, le Général substitue à ce terme /d'arbitre/ celui de "guide".

Pour Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun encore, paradoxalement, certes "... c'est à partir de la manifestation en 1962 de la primauté de sa dynamique incarnative étrangère aux conceptions libérales de la droite classique que le gaullisme engage l'épreuve de force avec les partis de la représentation nationale ", pourtant dès les législatives, le général de Gaulle est amené à jouer en même temps le rôle d'un chef de majorité : "... de Gaulle reconnaît ouvertement lors de la campagne législative que les candidats UNR sont les siens, et appelle pour la première fois les électeurs à voter pour eux comme ils ont voté pour lui. "1339. Jacques Chapsal faisait au contraire remarquer que "... le général de Gaulle a demandé aux Français de voter pour des candidats qui lui soient favorables, il n'a pas dit : votez UNR ; le label a été... "Association pour la V<sup>e</sup> République "1340. "... le deuxième tour des élections législatives... est pour la première fois fortement bipolarisé. De ce moment date la naissance d'un clivage net entre majorité et opposition, pour l'heure organisé autour de la partition gaullisme-antigaullisme..."1341. De plus, l'UNR, "Union pour la nouvelle République" se veut un regroupement antiparti, non seulement parce que "... son objet est d'assumer l'unanimité nationale. ", mais encore parce qu'il est supposé ne se concevoir que "... comme masse de manœuvre parlementaire du chef de l'État. "1342. Jacques Chapsal définissait déjà cette "union", terme bien différent de celui de "parti", comme "... la forme moderne de l'apolitisme ", regroupement "... préoccupé de technique ". Pour lui, "De ce même trait... se rapprochent le modernisme, le rôle particulier dans l'UNR des cadres de la vie économique..., le pragmatisme et le dédain des idéologies considérées comme périmées.", ce qui converge assez bien avec une autre caractéristique : "L'UNR prétend continuellement n'avoir à se situer ni à droite ni à gauche.", mais partagerait avec le Président de la République lui-même "... le souci de se ressourcer continuellement dans la volonté populaire..."1343. Le premier secrétaire général du "mouvement", selon l'expression affectionnée par ses membres, Roger Frey, ne recommandait-il pas en janvier 1959 "de rechercher les adhésions de qualité : cadres du pays, élites locales, médecins, ingénieurs, techniciens, jeunes militants ouvriers et professionnels."1344

Mais il est également vrai que la question algérienne, qui mettait notamment en jeu la définition même du territoire national dans un contexte dramatique où les institutions républicaines elles-mêmes paraissaient menacées, était propice à se laisser concevoir dans le cadre de “... l'autorité indivisible de l'État” que “ Le Président est évidemment seul à détenir et à déléguer”, selon l'expression du général de Gaulle...”<sup>1345</sup>, qui, au demeurant dans la même conférence de presse du 31 janvier 1964, réaffirmait aussi l'autonomie de “la fonction et du champ d'action” du Premier ministre. Par contre, la vie politique intérieure reprend ses droits, à partir de 1962, quels qu'aient été les efforts du général de Gaulle pour la dire autour d'un projet capable de mobiliser tous les Français, malgré d'ailleurs d'indéniables succès auprès de beaucoup de ces derniers. Toujours selon Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun : “ Si le général de Gaulle quitte le pouvoir en 1969, sa chute s'annonce dès 1962 dans ses rapports avec la classe politique, dès 1963 dans ses contacts avec la société, dès 1965 dans ses liens avec le corps électoral...” Sans que tout soit encore consommé, au demeurant. Ainsi, on y reviendra, la popularité du général de Gaulle, a beaucoup augmenté en 1963-1964, après la grève des mineurs qui l'avait fortement atteinte au début de l'année 1963 - et constitue cette rupture provisoire avec la société signalée par les deux politistes historiens des idées politiques -, et est redevenue très élevée en 1965, jusqu'à la campagne électorale. Cependant, les deux auteurs voient dans ces dates les étapes essentielles d'un processus “... de long divorce entre le décisionnisme solitaire, seulement accordé aux courtes circonstances de la tourmente algérienne, et le flux normal de la vie politique marqué par le rythme des divisions électorales et des antagonismes sociaux.”<sup>1346</sup>

Si l'année 1962 marque la rupture du général de Gaulle avec les partis politiques, c'est qu'il existait une grave divergence d'appréciation entre ces derniers et le chef de l'État. Pour ces forces, le général de Gaulle aurait dû rester pour la deuxième fois ce recours exceptionnel qu'un charisme indéniable et une certaine autorité sur les forces de l'ordre et sur l'armée, conférée par sa carrière



personnelle, lui permettaient d'être. Le gaullisme politique, comme sa durée n'étaient nullement prévus dans une telle perspective.

C'est pris comme un tout que René Rémond cherche à caractériser le gaullisme, en l'intégrant parmi les grands courants des droites françaises, tout en soulignant que "... les intentions déclarées du général de Gaulle autant que ses actes politiques ne permettent pas d'assimiler purement et simplement le gaullisme à la droite.", comme le bonapartisme justement avec lequel cet auteur voit une filiation. S'agissant des années qui suivirent le retour au pouvoir du général de Gaulle, René Rémond considère au contraire qu'après 1968, le gaullisme est plus nettement ancré à droite : "si, à l'époque les observateurs, de toutes opinions, hésitent à le faire et préfèrent ordinairement parler plutôt de majorité à propos de ceux, électeurs ou élus, qui le soutiennent, ce n'est pas par pure prudence tactique ou souci de ménager la susceptibilité du président de la République : c'est la réalité. (...) Le fait gaulliste a brouillé les lignes, effaçant pour un temps et sur une partie de leur tracé les frontières habituelles, mélangeant les camps, confondant adversaires d'hier et alliés de la veille, périmant les repères classiques."<sup>1347</sup>

De fait, les années 1962-1965 parurent assez triomphantes pour le général de Gaulle et le gaullisme alors majoritaire.

*- Des réussites en politique intérieure, malgré inquiétudes et mécontentements*

La croissance qui se maintiendra pendant une période exceptionnellement longue : dix années, à partir de 1959, s'accompagne pourtant de brusques poussées d'une inflation endémique. Valéry Giscard d'Estaing, devenu ministre de l'Economie et des Finances, lance un nouveau plan de stabilisation, après le plan Pinay-Rueff, qui comporte des économies et des impositions nouvelles, ainsi que le blocage et le contrôle des prix et une politique de restriction du crédit. Ceci entraîne un freinage provisoire de l'expansion jusqu'en 1965, en même temps que la révision à la baisse des objectifs du IV<sup>e</sup> plan qui couvrait la

période 1961-1964 : ce plan de croissance faisait une grande place aux équipements collectifs et aux infrastructures de développement. D'une manière plus générale, l'arrivée du ministre de l'Economie et des Finances s'accompagne d'une plus large place laissée à l'initiative privée. Une telle croissance soutenue eut pour effet une remarquable hausse des revenus moyens, plus de 10 % en moyenne annuelle pour les revenus bruts.

La croissance industrielle s'accompagna d'un fort mouvement de concentration. "L'agent essentiel du dynamisme espéré est l'entreprise dont on attend un esprit de conquête et la réalisation des profits qui sont sa raison d'être et lui fourniront les moyens de l'innovation technique, de la modernité de la gestion et d'une nouvelle agressivité commerciale."<sup>1348</sup> Le traité de Rome a eu pour effet d'accélérer un mouvement encouragé dès la IV<sup>e</sup> république où l'État donne l'exemple dans les Houillères nationalisées et qu'il favorise dans la sidérurgie. "Le nombre moyen annuel de fusions dans l'industrie passe de 32 en 1950-1958 à 74 en 1959-1965."<sup>1349</sup> Mais il atteint également le secteur bancaire, avec la création en 1965 de la BNP, alors que les banques d'affaires Suez et Paribas multiplient investissements et prises de participation. Même le secteur de la distribution commence à être entraîné dans le mouvement de concentration. "En 1963, Marcel Fournier ouvre dans la banlieue sud de Paris, alors en plein essor, à Sainte-Geneviève-des-Bois, le premier hypermarché Carrefour."<sup>1350</sup>

Dans le monde agricole, de très importantes réformes de structure furent entreprises. Les lois de 1960-1962 reprenaient largement le programme du CNJA qui devenait d'ailleurs le partenaire privilégié et donnaient "aux nouveaux dirigeants les moyens de réaliser la sélection de ceux qui seront admis à être les agriculteurs modernes et, corollairement, à éliminer... ceux que leur âge ou leur manque de moyens, matériels ou intellectuels, rendent manifestement inaptes à s'engager dans "la voie du progrès"<sup>1351</sup>. Outre l'indemnité viagère de départ (IVD) versée aux agriculteurs âgés par le fonds d'action sociale pour l'amélioration des structures agricoles, créé à cet effet, la loi instituait des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) dans chaque

département, sociétés de droit privée, dotées d'un conseil d'administration où la profession est fortement représentée et qui reçoivent un droit de préemption sur les terres mises en vente : collaborant avec des commissions départementales des structures, émanations du syndicalisme agricole local, elles revendaient les terres par OPA. En outre, les groupements de producteurs sont encouragés, avec l'adoption en 1964 d'une disposition relative à l'extension des règles de discipline aux non adhérents du groupement de la zone concernée, ainsi que l'action des coopératives. Le Crédit agricole qui jouit d'un statut particulier joue un rôle essentiel dans cette modernisation très organisée.

Le traité de Rome (mars 1957) avait décidé la création d'un Marché commun agricole. Cependant, les pays européens déficitaires, ayant résolu leurs nécessités d'approvisionnement, n'étaient pas nécessairement demandeurs et comme le souligne Claude Servolin : "... la mise en place de la PAC et des organismes chargés de la gérer ne peut être comprise que si on y voit un des éléments d'un compromis global, politique et économique, entre les pays de l'Europe de l'Ouest. Et ce compromis lui-même n'aurait pu aboutir s'il n'avait été précédé d'un accord entre la France et l'Allemagne sur la nécessité de la construction européenne ; (...) Les autorités françaises s'alarmaient de la perspective d'un affrontement avec l'Allemagne dont l'économie faisait déjà preuve d'une puissance et d'un dynamisme expansionnistes très supérieurs à ceux de l'économie française. Mais, en même temps le général de Gaulle et ses partisans redoutaient plus que tout une dérive de l'Allemagne vers l'" atlantisme " (...) Mais le pacte mi-implicite, mi-explicite passé entre la France et la RFA accordait à la France la contrepartie d'un marché commun agricole...", tel fut sans doute le fondement de la mise en place de la politique de régulation des marchés agricoles européens et des institutions nécessaires à sa mise en œuvre.<sup>1352</sup>

En 1965, la France est le 4<sup>e</sup> exportateur du monde. Cependant les produits agricoles commencent à y tenir une place essentielle, au détriment des produits énergétiques et industriels. Le taux de couverture des exportations par les importations n'est équilibré en 1959-1962 et 1965 que grâce aux plans de stabilisation.

Cette modernisation n'alla pas sans provoquer craintes et mécontentements de la part de ceux qui se sentaient menacés. On a vu que le choix du pétrole comme produit énergétique essentiel et bientôt privilégié fut un des facteurs favorables à la croissance française. Il en résultait corrélativement que l'extraction du charbon était menacée par une telle option. Dès le début des années soixante, la baisse de la production comme des effectifs fut amorcée. Comme le rappelle Jean-Jacques Becker, dès 1962, une grève avait éclaté à Decazeville et en mars 1963 commençait la grève des Houillères<sup>1353</sup>, à la suite de revendications d'augmentations de salaires. La décision prise par le chef de l'État de réquisitionner les mineurs se heurta au refus de ces derniers et suscita pour la première fois une très forte baisse de la popularité du Président de la République. Quant à la grève, elle dura plus d'un mois et entraîna un important mouvement de solidarité, auquel s'associa notamment l'UNEF, qui s'accompagna de la création de comités intersyndicaux à la base et de nombreux débrayages et grèves chez les gaziers de Lacq, à EDF-GDF, dans les transports et dans divers secteurs de la fonction publique. L'année 1963 compta un nombre de "journées individuelles non travaillées", de près de six millions, très supérieur à ce qu'il fut en 1962, moins de deux millions, et même en 1964, moins de deux millions cinq cent mille, année proche en cela des deux millions six cents mille de 1961, second chiffre pour l'importance de telles journées pendant la période 1959-1965 ; si l'on prend également en considération la IV<sup>e</sup> République, ce nombre de journées non travaillées en 1963 est également supérieur à celui de 1955<sup>1354</sup>, grèves dont "Socialisme ou barbarie" avaient beaucoup attendu, même s'il reste très inférieur à celui de 1953. Cette grève se conclut de manière contractuelle, sous l'influence en particulier de Jacques Delors, mais selon des modalités caractéristiques de la politique développée pendant les années soixante : augmentation conforme à celle demandé, quatrième semaine de congés payés. En outre, elle avait révélé la combativité accrue de la CFTC qui deviendra la CFDT l'année suivante, au terme d'un mouvement de "déconfessionnalisation" mené par la tendance "Reconstruction", transformation

que cependant une partie de la base allait bientôt rejeter, en faisant scission et en recréant la CFTC.

*- Une politique extérieure populaire mais contestée*

En politique extérieure le général de Gaulle développa des conceptions tout à la fois très construites, extrêmement ambitieuses et assez originales. On a vu qu'il ne voulait ni d'une Europe supranationale ni d'une domination américaine trop pesante ni trop exclusive.

On a vu que le refus de l'Europe supranationale n'excluait nullement pour lui de solides avancées dans le domaine européen, dont la plus poussée fut la mise en place de la politique agricole commune, au demeurant déjà prévue et dont le fondement restait cependant de manière assez traditionnelle largement bilatéral, même s'il abordait l'un des problèmes les plus importants de la construction européenne, celui de l'entente franco-allemande. De fait, le refus d'une telle Europe supranationale pouvait aller assez loin jusqu'à faire éclater en 1965 une crise assez grave portant justement sur les modalités de financement d'une politique agricole commune. La Commission avait en effet créé un Fonds européen d'orientation et de garantie (FEOGA), financé par les États, mais géré de manière multinationale, ce que la France rejeta, en refusant d'y participer, jusqu'à ce que ses partenaires acceptent en 1966 que les décisions soient prises à l'unanimité, ce qui revenait à retirer à ce fonds toute dynamique décisionnelle indépendante.

La mise en place d'une dissuasion nucléaire autonome s'accompagna d'un désengagement progressif de l'OTAN : retrait des forces navales françaises en Méditerranée du commandement atlantique en 1959, puis des forces navales de la Manche en 1963, enfin en 1966 de toutes les forces militaires françaises, en même temps que le démantèlement des bases de l'OTAN installées sur le

territoire français. Par ailleurs, c'est parce qu'il considérait que la Grande Bretagne était trop liée aux États-Unis que le président de la République française mit son veto à l'adhésion de ce pays au Marché commun.

Non seulement le général de Gaulle espérait rendre le maximum de puissance à l'Europe des nations, mais il insistait souvent sur la délimitation du territoire de cette dernière : de l'Atlantique à l'Oural, ce qui paraissait fort utopique à l'époque. Dans une telle perspective, néanmoins nécessairement fort lointaine, Nikita Krouchtchev fut invité en France en 1960, puis le général de Gaulle se rendit en voyage officiel en Union soviétique. De même se rendra-t-il plus tard en Pologne et en Roumanie, sans doute dans le but aussi de renforcer les identités nationales dans le monde communiste. C'était en tout cas une des composantes de la reconnaissance de la Chine, mais une telle conception des relations internationales s'étendit bien au-delà jusqu'au soutien aux aspirations nationales dans le monde. Elle fut souvent vivement critiquée à l'étranger et en France même parce qu'elle aurait encouragé la renaissance des nationalismes et plus encore affaibli l'Alliance atlantique, voire l'Europe de l'Ouest.

## VII. 5/ Les tentatives de recomposition des oppositions politiques et les élections présidentielles de 1965

*- L'état des forces politiques après 1962*

La droite extrême paraît défaite après la fin de la guerre d'Algérie.

La droite elle-même est extrêmement affaiblie après 1962. On a vu que le Centre national des indépendants avait éclaté sous le double effet des

désaccords antérieurs sur le devenir de l'Algérie, l'aile favorable à l'Algérie française étant entraînée dans le reflux qui frappe la droite extrême et sur le comportement face au président de la République.

Le MRP hors majorité est très faible.

Quant à la gauche non communiste, elle est en crise. Vers 1960, la SFIO ne compte "guère plus de 80 000 adhérents". Les femmes et les jeunes en sont absents.<sup>1355</sup> La guerre d'Algérie a eu pour effet de multiplier désaccords et exclusions. Dans son acharnement, couronné de succès d'ailleurs, à en conserver la cohésion, en s'appuyant sur l'appareil et sur les deux grosses fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, Guy Mollet en avait provoqué la sclérose et contribué à en donner une image négative non seulement auprès de nombre d'intellectuels, mais également de militants de gauche. "Tout juste le secrétaire général accepte-t-il de parrainer des groupes internes au parti... ainsi naît en 1964, le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes dirigé par Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane, qui rallie quelques étudiants socialistes... ou le Centre d'études et de promotion fondé par Pierre Mauroy avec le reste des étudiants socialistes et la Fédération Léo Lagrange..."<sup>1356</sup>.

La partie des responsables de la gauche non communiste qui s'était opposée au gaullisme dès l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle s'est souvent regroupée depuis 1960 au sein du PSU, on l'a vu, excepté François Mitterrand et ses amis de l'UDSR, sans compter des syndicalistes enseignants de la FEN<sup>1357</sup>, ou ceux qui préfèrent agir au sein de clubs, on y reviendra. Cependant, la synthèse se révèle extrêmement difficile entre les différents rameaux constitutifs du PSU, même si l'opposition à la conduite de la guerre d'Algérie, d'une part, et aux conditions du retour du général de Gaulle, de l'autre, avaient paru constituer un ciment assez solide. Outre les diverses tendances sur lesquelles on reviendra bientôt, la cohabitation se révèle en particulier extrêmement pénible et parfois localement impossible entre chrétiens et "laïcs". Par ailleurs, assez nombreuses y sont les

personnes qui, comme dans les clubs, se donnent en particulier pour tâche de repenser un socialisme plus moderne. Mais les tentations de concurrencer le communisme dans sa “radicalité” sont loin d’y être absentes.

Enfin, le Parti communiste a enregistré de graves échecs électoraux, non seulement lors de référendums, mais également aux élections législatives de 1958 et même de 1962 : 14,2 % des inscrits aux premières et 14,56 % des inscrits aux secondes<sup>1358</sup> - soit au premier tour en France métropolitaine respectivement plus de 3 907 000 électeurs et un peu moins de quatre millions d’électeurs pour les candidats communistes et apparentés - : cela reste peu comparé aux 20,6 % des inscrits de 1956 et 1951 (mais il recueillera néanmoins les suffrages de 17,8 % des inscrits en 1967) - et plus de cinq millions d’électeurs constamment réunis toujours par les candidats communistes et apparentés en France métropolitaine, ceci d’ailleurs depuis 1945, avec des pics autour de 5 500 000 en 1956 et novembre 1946, sachant que l’électorat a crû de près de 7 % en dix ans -, même si de tels résultats restent encore nettement supérieurs à ceux de 1936 où, avec 12,6 % et un peu moins de un million cinq cent mille électeurs, le Parti communiste était devenu une force politique électorale forte.<sup>1359</sup> Pour la première fois donc depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l’électorat communiste paraît s’éroder durablement. En outre, si son implantation la plus dense, en milieu ouvrier, lui assurait des fidélités électorales pérennes, ceci n’allait pas sans rejets et oppositions, accompagnés de refus de l’action collective sous direction communiste, ce qui soulève le problème bien connu pour l’analyse du communisme français des deux réseaux assez contrastés d’implantation entre cellules locales et cellules d’entreprises dont l’ethnographie est sans doute fort complexe et dont le maintien ne doit sans doute pas toujours tout à la ligne politique de la direction.<sup>1360</sup>

*- La crise du Parti communiste : dès avant l’arrivée du général de Gaulle au pouvoir, une implantation ouvrière en baisse*



On a vu que le Parti communiste avait connu de lourdes pertes en milieu intellectuel, après la répression soviétique de la révolte hongroise, tout à la fois dans ses propres rangs et auprès de ses alliés de la période de la guerre froide. Or, il semble bien que, même si son “... noyau ouvrier... demeura... à l'écart des crises morales qui depuis 1956 secouèrent le PCF ”<sup>1361</sup>, il y eut cependant des crises dans sa base ouvrière qui se manifestèrent par des départs, parfois accompagnées de critiques acerbes, même si elles restèrent souvent locales, on l'a vu. Il s'agit donc moins d'une absence de crises que d'un manque d'expression publique.

En outre, le monde ouvrier se transforme profondément alors et le moins que l'on puisse dire est que le Parti communiste ne réagit pas rapidement à de telles transformations. En guise de préalable, il convient donc de revenir brièvement sur la catégorie socio-professionnelle des ouvriers qui a cessé de progresser en valeur relative, tout en connaissant d'importantes transformations internes. En effet, à partir de 1954, la catégorie des ouvriers, telle que la définit l'INSEE, continue bien à progresser en quantité absolue, mais sa part commence à diminuer au sein de l'ensemble des salariés, la fin des années cinquante et l'ensemble de la décennie suivante, ainsi que le début des années soixante dix, étant caractérisés, comme le note Gérard Noiriel, par un “accroissement massif des “nouvelles classes moyennes” : ... professions libérales... cadres supérieurs... cadres moyens... employés...” De plus on constate une nouvelle répartition des qualifications au sein du monde ouvrier. En 1954, “... ouvriers qualifiés et contremaîtres formaient la partie la plus importante numériquement... devant les manœuvres et les OS...” Ultérieurement c'est surtout “... le groupe des OS qui fait un bond en avant...” “ Cette progression des OS se constate surtout dans les nouvelles industries fabriquant des biens de consommation modernes. (...) Il faut ajouter à cela que les nouveaux emplois sont créés dans des régions jusque là surtout rurales.” Ces nouveaux emplois peu qualifiés sont surtout occupés par de “nouveaux travailleurs d'origine rurale ; immigrés et paysans déracinés dans les villes... ouvriers-paysans maintenus dans leurs villages ”.<sup>1362</sup>

Par ailleurs, conditions et modes de vie changent tout autant. En premier lieu, le niveau de vie s'élève de manière remarquable. L'accès aux biens de consommation s'accompagne d'une très nette amélioration des conditions de logement, ainsi que d'une notable extension de la protection sociale. Au demeurant, ces améliorations ne génèrent pas nécessairement une transformation des valeurs du groupe : "... il ne s'agit pas pour eux d'une preuve des vertus du capitalisme, mais de l'efficacité de la lutte collective tendue vers les "conquêtes sociales" et la préservation des "acquis" ".<sup>1363</sup>

- *De la lutte contre le fascisme à celle contre les monopoles : Waldeck-Rochet et l'ouverture*

On a déjà vu que le Parti communiste enregistra des échecs électoraux importants en 1958, tant au référendum constitutionnel qu'aux élections législatives qui suivirent celui-ci.

Pour les auteurs militants de "Socialisme ou barbarie", ils sont à imputer à la stratégie communiste qui, depuis 1953, consisterait en un blocage des mouvements sociaux, outre les effets du soutien apporté par ce parti à la répression soviétique en Hongrie. Ainsi dans "Bilan", publié non signé en novembre-décembre 1958, mais repris par Cornélius Castoriadis, lors de la réédition de ses articles dans *Socialisme ou barbarie* : le Parti communiste a été "... seul capable de maintenir pendant douze ans la majorité du prolétariat français sur des voies de garage. Certes... sa perspective est toujours l'instauration en France d'un capitalisme bureaucratique totalitaire intégré au bloc oriental. Mais cet objectif n'ayant dans les conditions internationales actuelles aucune chance de réalisation, le PC en est réduit à essayer d'influencer la politique de la bourgeoisie française dans un sens favorable à la politique extérieure russe ; la période de la guerre froide terminée (1948-1952), il s'évertua à fournir à la bourgeoisie tous les gages possibles de sa bonne volonté. Ce même parti qui en 1952 essayait à coups de matraque de faire débrayer les ouvriers pour qu'ils manifestent contre Ridgway, s'opposa pratiquement toujours à leurs luttes dès qu'elles visaient à défendre leurs intérêts. En 1953, quatre millions d'employés de l'État étant en grève, le PC et la CGT, utilisent leur influence et leurs énormes moyens matériels pour prévenir l'extension de la lutte à l'industrie - et y réussissent. En été 1955, PC et CGT jouent encore le

même rôle par rapport à la grève des métallos de Nantes et Saint-Nazaire. En juillet 1957, la CGT solidaire de FO et de la CFTC sabote la grève des employés de banque.”<sup>1364</sup> Puis plus loin dans un texte dont les répétitions suggèrent le discours déclamé : “Déjà en 1953, en 1955, en 1957, la tension entre les travailleurs et la bureaucratie syndicale et politique était proche du point de rupture. En automne 1957, malgré une détérioration considérable de ses conditions de vie, la classe ouvrière n’a pas pu briser le barrage des organisations syndicales, ni surmonter les difficultés qu’elle éprouvait devant l’idée d’une lutte généralisée qui risquerait de dépasser les revendications de salaires.”<sup>1365</sup>. Dans cet historique-ci, il n’est plus fait mention de risque de “coup de Prague” à la française, même la perspective du “capitalisme bureaucratique d’État” à nouveau reprise ne tient plus la même place : “... même si, par miracle, le parti communiste changeait de politique à un moment donné, cela n’eut pas suffi à effacer les résultats de toute son action antérieure. Cela n’eut pas supprimé la profonde scission qu’il a lui-même créée au sein du prolétariat français, ni empêché qu’il continue à représenter pour de nombreux ouvriers et intellectuels français la perspective d’instauration en France d’un régime de type russe qu’ils abhorrent à juste titre, surtout depuis la révolution hongroise.”<sup>1366</sup> L’analyse par Daniel Mothé du comportement ouvrier chez Renault aux lendemains du référendum est beaucoup plus négative du point de vue d’un communiste révolutionnaire. En effet, non seulement, il note un vote gaulliste, tout en relativisant la portée d’un tel choix : avec pour sous-titre “l’indifférence devant les événements”, il écrit “ Le fait qu’il y ait eu très peu d’abstentions prouve que les ouvriers veulent à tout prix se raccrocher à une force politique existante... Nous rejetons tous ceux qui nous ont trompés. Quant aux autres... on verra. (...) Les gaullistes, qui proposaient le changement se trouvaient ainsi avantagés.”<sup>1367</sup> ; déjà en juin il disait dans le premier numéro du Bulletin intérieur de “Socialisme ou barbarie” : “... je ne crois pas que l’on puisse dire que la classe ouvrière voit le gaullisme avec sympathie, mais avec indifférence.”<sup>1368</sup> Mais, selon lui l’isolement du Parti communiste parmi les ouvriers de Renault, sur lequel il insiste, s’accompagne non seulement d’un abandon de toute perspective communiste, mais de prises de position qu’il décrit comme “racistes” vis-à-vis des Algériens : “Depuis des années on les /les militants communistes/ persuade que la période parlementaire est transitoire... et qu’ensuite le Parti pourra se lancer dans une politique plus dure. Certains de ses militants chuchotent à voix basse les dernières informations sur les sabotages FLN... dans tous les coins des ateliers le racisme gagne... /les/ phrases / contre les “nord-africains”/ sont les seules que l’on entend s’exprimer publiquement.

Le rapport de forces est renversé. Autrefois le noyau communiste avait l'appui des ouvriers, aujourd'hui ce noyau se trouve isolé. (...) Mais pour le Parti regagner la confiance des masses /signifie/ faire des concessions aux autres formations politiques... ne pas les choquer... l'arrogance /des militants communistes/ n'est plus de mise. La plupart n'abandonneront pas, car le PC est un monde qui existe indépendamment de la ligne politique... soudé par des liens humains...<sup>1369</sup>.

Il formulera à nouveau une autre appréciation à peine moins négative en 1961, mais cette fois notamment marquée par sa perception des effets de la société de consommation sur les jeunes ouvriers : “Les jeunes qui ne croient pas au travail, qui veulent avoir de l'argent, monter les échelons, les jeunes avides de richesses, détestant ce qu'ils font, dégoûtés des autres, cyniques, sceptiques à tout, mettent tout en cause, passant tout au crible, et ayant définitivement exclu “l'Espoir” de leur vocabulaire.

Le monde meilleur, les lendemains qui chantent, c'est de la mythologie. La seule chose qui compte c'est de trouver le truc, la combine pour sortir des manivelles...” “... aller des manivelles aux grands bureaux.”<sup>1370</sup> Selon lui, une telle absence de perspective ne fait que recouper l'absence de toute sorte de projet politique alternatif : Daniel Mothé prend comme exemple un “... délégué communiste /qui/ avait expliqué un jour que la société russe ... c'était la seule société qui permettait aux travailleurs de s'élever (...) il avait imaginé un monde où le travailleur n'était qu'un travailleur de passage (...) cette société imaginaire correspondait à l'âge des gens, où les gens commençaient manœuvres et finissaient directeurs.” “La société que proposent les politiques c'est cette société qui exclut la solidarité...”<sup>1371</sup>. “ Ils sont seuls, ne croient en rien et passent leur temps à organiser les détails de leur vie avec minutie...”<sup>1372</sup>. “Leur critique systématique devient du nihilisme. Ils savent que toutes les valeurs des anciens sont à jeter au panier et ils n'osent rien mettre à la place. Ils ne se sentent pas attirés par d'autres valeurs. Toutes les valeurs leur semblent critiquables. Le vide absolu devient leur seul point de rencontre. Ils sont heureux de critiquer, de démolir et ils font tout cela au nom du bon sens. Ils se sentiraient honteux de remplacer ces vieilles valeurs par d'autres.”<sup>1373</sup>

D'autres articles insisteront également sur une sympathie gaulliste en milieu ouvrier, “Les réactions ouvrières au Mans” le rédacteur relate le récit d'un ouvrier régleur, lecteur de *Tribune ouvrière*, depuis un an, “qui s'est constamment montré

d'accord avec ce journal ouvrier qu'il fait lire à une trentaine d'ouvriers." : "Les ouvriers ont refusé de suivre les partis de gauche et leurs syndicats. Pour les 8 500 ouvriers (1 800 ouvriers), 5 % en moyenne ont suivi les mots d'ordre de débrayage lancés par la CGT. la majorité est pour de Gaulle, parce qu'ils sont dégoûtés par la politique de ces douze dernières années (...) des copains qui lisaient TO /*Tribune ouvrière* / et qui étaient d'accord sont allés coller des affiches gaullistes. (...) De Gaulle au moins, il sait ce qu'il veut, et il le fait. Tu comprends c'était de Gaulle ou le Front Populaire /sic/. Le Front Populaire, les Communistes ? Tous ces gens qui disent " non " aujourd'hui et qui obligerait tout le monde à dire " oui ", s'ils y étaient eux ! (...) Et puis, la Hongrie, tu crois qu'on l'a oubliée ? " **A une question sur les syndicats face à de Gaulle, le même ouvrier régleur répond** : "... ils attendent. La CGT refuse... Mais la CFTC, qui est la plus active depuis deux ans, pourrait bien gagner encore, après son avance aux élections du comité d'entreprise. J'ai discuté avec un délégué CGT (...) "Ce sera comme pour les accords Renault. Non d'abord; et puis ils suivront."<sup>1374</sup>. **Les prises de position du même régleur à la veille du référendum dans un univers qui reste tout de même encore très politisé sont relatées dans le numéro suivant de la revue dans un "Écho du Mans"** : " /Les ouvriers/ attendent. Pas d'enthousiasme aveugle, mais une confiance certaine, l'espoir que, lui, au moins il gouvernera." Cet ouvrier ajoute encore que, selon lui : "/l'influence du PC et de la CGT sur la classe ouvrière/ est en baisse, terriblement. Depuis longtemps, et surtout depuis le mois de mai. C'est la CFTC qui monte régulièrement. D'ailleurs à la RNUR / Régie nationale des usines Renault/, les gars et la CFTC vont voter oui, en majorité."<sup>1375</sup>. **Lorsqu'il est question de l'Algérie, cet ouvrier nullement raciste, est par contre favorable à l'amélioration de la situation des Algériens sous l'autorité de la France, avant une éventuelle accession à l'indépendance** : " Les ouvriers veulent que la France reste en Algérie. (...) Il y a du travail à faire ; et d'abord payer les travailleurs algériens. Mais il /de Gaulle/ le fera..."<sup>1376</sup>. "Nous ne sommes pas pour l'abandon de l'Algérie qui laisserait les Algériens dans la misère, soumis à l'exploitation de la bourgeoisie musulmane. ... je veux bien travailler moi, pour que leur sort soit amélioré. (...) tôt ou tard, ils l'obtiendront leur indépendance. Mais que pourraient-ils faire en ce moment sans nous ? Regarde le Maroc et la Tunisie ? ça ne va pas non plus très bien chez eux non plus."<sup>1377</sup>

Par ailleurs, la perception de l'existence d'un assez fort racisme anti-nord africain chez les ouvriers français sera souvent exposée, pas toujours accompagnée d'une observation directe dans une entreprise et sans qu'il soit *a fortiori* procédé à un examen approfondi de la nature d'un tel sentiment ni à une

quantification de son ampleur, au demeurant sans doute hors de portée d'un tel petit groupe de militants, au cours des années suivantes dans *Pouvoir ouvrier*. Ainsi "... les ouvriers français n'ont pas réussi... à vaincre les préjugés racistes que la bourgeoisie entretient depuis un demi-siècle."<sup>1378</sup> ou encore en 1960 : "/Les ouvriers/ n'aiment pas les Nord-Africains... /ils leur font/ un peu peur, à cause des histoires de coups de couteaux. Le racisme a pénétré dans la classe ouvrière... / même s'ils ne sont pas favorables à la poursuite de la guerre/."<sup>1379</sup>

Pour les politistes, le vote gaulliste en milieu ouvrier est en partie causé par la façon selon laquelle ce parti s'est opposé de manière frontale à un de Gaulle, recours providentiel, alors soutenu par un éventail très large d'hommes politiques. Pour appréhender la posture du Parti communiste, il convient de considérer non seulement l'opposition, mais les modalités de cette dernière : dénonciation du fascisme d'abord, puis des risques de fascisation, considérés comme des manifestations de la crise de "l'impérialisme", dans le sens léniniste à la conceptualisation du capitalisme monopoliste d'État.

"En 1961 /encore/, le XVI<sup>e</sup> Congrès parle d'un pouvoir personnel et autoritaire portant en lui "la menace permanente de la fascisation"<sup>1380</sup>. Il ne s'agit donc plus du fascisme, mais d'un risque de fascisation, en même temps que d'une étape franchie vers un tel processus. Une telle caractérisation autorise le Parti communiste à "défendre en pratique les institutions tout en les rejetant en théorie". "... lors de la semaine des barricades " à Alger, ou au moment de la tentative du putsch des généraux... A l'inverse, associer directement le nom de de Gaulle au fascisme lui laisse espérer le déclenchement des classiques mobilisations antifascistes. En 1962, "... il fustige les risques de dictature ou de pouvoir absolu, qualifie le régime de "présidentiel", de "plébiscitaire", de monarchiste, voire de "bonapartiste"... Mais désormais, il se contentera de la seule notion de pouvoir personnel qui reste largement en usage jusqu'en 1966 ; lors de la première élection présidentielle au suffrage universel en 1965, de Gaulle ne représente pour les communistes qu'un vulgaire homme de droite auquel s'oppose une gauche unie."<sup>1381</sup>

S'agissant des infrastructures, lors du XVI<sup>e</sup> Congrès, le gaullisme est référé comme en 1959 au "... pouvoir des monopoles ". Selon Colette Ysmal, trois types

d'effets sont attendus d'un tel type de pouvoir : "... l'aggravation de la guerre d'Algérie " ; "... en politique étrangère, la solidarité de classe du capital français avec le capital mondial se manifeste par l'inféodation au Pacte atlantique, la participation active à la guerre froide, le maintien des bases américaines en France, la mise en vigueur du marché commun, le soutien au régime franquiste, la participation aux intrigues des fauteurs de guerre en Orient et le refus de reconnaître le gouvernement de Chine populaire " ; "à l'intérieur ", enfin un tel type de pouvoir est présumé tellement "... antidémocratique" qu'il visera à "... bâillonner toute opposition." <sup>1382</sup>

En effet, dès "... la fin de l'année 1959, dans deux articles des *Cahiers du communisme...* Henri Claude, un agrégé de grammaire, consacré économiste du parti, /avait tenté/ de mettre à jour les liens entre le nouveau régime et le grand capital, et l'influence qu'exerceraient les grandes banques..." <sup>1383</sup> sur l'environnement immédiat du général de Gaulle. Cet ancien trotskiste <sup>1384</sup>, qui avait été responsable du groupe "Jeunesse d'Octobre" au sein du Parti communiste internationaliste formé par différentes organisations trotskistes en 1943, on l'a dit, comme lors des attaques qu'il avait menées contre le plan Marshall, se fondait essentiellement sur la théorie de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine, longtemps privilégiée par les fondateurs de "Socialisme ou barbarie" qui, toutefois, l'appliquaient au communisme soviétique autant qu'au capitalisme occidental, on le sait. L'auteur qui dispose "de l'imprimatur de la direction" du parti, très logiquement dans une telle perspective, fait du gaullisme " l'expression achevée de la crise du système impérialiste français, des intérêts cosmopolites de l'oligarchie financière et du développement du capitalisme monopoliste d'État, lui-même stade suprême de la décomposition générale du capitalisme..." , avec comme corollaire "une paupérisation absolue et relative ", thèse longtemps défendue par Maurice Thorez <sup>1385</sup>, à l'encontre de l'évolution de plus en plus visible et perçue des conditions de vie. De fait, dès qu'il avait été question de "grands monopoles", il semble bien que la direction du Parti communiste français eût commencé à se diriger intellectuellement et collectivement vers l'adoption de cette thèse très présente dans la tradition de la Troisième internationale. On peut dire qu'elle y avait pour fonction d'annoncer des crises très graves.

Ce “conservatisme” politico-théorique du PCF avait d’ailleurs alimenté diverses oppositions internes au cours des années cinquante. Ces dernières se regroupent autour de bulletins ou organes de presse : *Unir*, dès 1952, *L’Étincelle-Tribune de discussion*, quelques années plus tard, puis, à partir de 1958, *La Voie communiste* (quelques-uns de ces oppositionnels noueront des contacts avec “Socialisme ou barbarie”), *Voies nouvelles*, *Tribune du communisme* dont les animateurs rejoindront le PSU, on l’a vu, toutes publications dont la diffusion est très réduite cependant, sans compter l’insatisfaction dans le milieu des étudiants communistes qui se focalise à la cellule Sorbonne-Lettres où elle vise “... pour l’essentiel, la timidité du parti dans la lutte anticoloniale, ou la faiblesse de ses analyses politiques et économiques.” Mais au plus haut sommet de l’appareil du parti, c’est surtout “l’affaire Casanova-Servin”, créée et mise en scène par la direction communiste elle-même qui, en 1960-1961, révéla le “malaise”<sup>1386</sup>. D’ailleurs, la thèse défendue lors du XVI<sup>e</sup> Congrès avait notamment pour fonction interne de contrer les “... inflexions suggérées ici et là”, en particulier, mais non exclusivement par Laurent Casanova et Marcel Servin.<sup>1387</sup> Cette crise interne est très complexe, puisque s’ajoutent notamment, outre des divergences sur la caractérisation du gaullisme, d’autres liées à la déstalinisation et au mode de fonctionnement du Parti communiste français, ainsi qu’à la lutte pour la cessation de la guerre d’Algérie, en s’associant aux mobilisations étudiantes. Si Marcel Servin avait proposé une “... formulation moins abrupte du refus du régime...”, “... Laurent Casanova comprend assez rapidement que le général de Gaulle va régler le conflit algérien.” et souligne “... la contradiction entre gaullistes et partisans de l’Algérie française...”<sup>1388</sup>. De tels correctifs, de nature plutôt politique, apportés à la problématique idéologique de la direction ont été amalgamés à d’autres critiques émises surtout par des économistes celles-ci, parce que les premières ont été supposées propres à ouvrir la voie aux secondes ; les secondes, quant à elles, reliaient “... plutôt le gaullisme à une fraction nationaliste du capital financier... “tendance nationaliste... /qui/... tend à prendre une position différente, et dans certains domaines contradictoire, de celle qui prévaut dans les grands groupes anglo-saxons et dans les milieux financiers français internationaux.”<sup>1389</sup> De telles analyses présentaient l’inconvénient majeur d’autoriser d’éventuels compromis politiques explicites avec le gaullisme, ce



que la direction communiste jugeait inacceptable, même s'agissant d'accords partiels, limités à certains domaines.

En 1964, avec l'accession de Waldeck-Rochet au secrétariat général, la ligne théorico-politique du Parti communiste s'infléchit notablement, tant en ce qui concerne son projet politico-social que s'agissant de l'évaluation de l'état du capitalisme : “abandon de la thèse de la paupérisation absolue, acceptation contrainte et forcée de la réalité du Marché commun jusqu'ici violemment condamné, prise en compte des contradictions interimpérialistes, insistance sur la voie politique au socialisme, renonciation au parti unique mais maintien de la nécessité de la dictature du prolétariat, éloge appuyé de l'URSS et du mouvement communiste international, condamnation de la “démocratie formelle” au profit de la “démocratie véritable.”<sup>1390</sup>

En 1966, lors d'une conférence internationale, une nouvelle conceptualisation du “capitalisme monopoliste d'État” est avancée : si “la théorie repose sur l'idée fondamentale de la crise générale du capitalisme... elle reconnaît cependant les capacités de développement et d'innovation de celui-ci, la croissance de certains de ces secteurs d'activité et l'extension du salariat (...) Elle permet désormais au PCF de parler du régime de la V<sup>e</sup> République comme d'un “pouvoir des monopoles”, formule plus économiste et impersonnelle /qui/ évite de trop dénigrer un de Gaulle que l'URSS apprécie. En outre, elle conforte la perspective tracée par Waldeck-Rochet : en effet, elle laisse entendre que, grâce à une large alliance autour de la classe ouvrière, l'État pourrait être soustrait aux monopoles et démocratisé.”<sup>1391</sup>

*- Les tentatives de recomposition des oppositions politiques, à partir de 1962*

De l'échec de la mobilisation des forces politiques contre le Président de la République en 1962 à la campagne pour la présidentielle de 1965, élection à deux tours, il y a non seulement une très notable transformation des configurations politiques, des “alliances”, puisqu'on aboutit à une stratégie d'”union de la gauche”, communistes compris, mais également une modification

profonde des forces politiques elles-mêmes. Une partie des clubs sont avec la gauche non communiste hors SFIO les deux types de regroupements politiques qui ont le plus œuvré à une telle modification.

En 1962, le “Cartel des non” avait regroupé, on s’en souvient, la majorité des partis politiques qui dénonçaient le caractère inconstitutionnel du recours au référendum, sans engagement sur les institutions elles-mêmes. Ce thème n’avait finalement emporté l’adhésion que d’une faible partie de “leurs” électeurs. Sur les institutions elles-mêmes, au-delà du mode d’exercice du pouvoir par le général de Gaulle, partis et hommes politiques restèrent assez divisés, répartis, parmi les opposants, entre deux pôles, l’un formé par le Parti communiste très nettement opposé aux institutions de la Ve République et l’autre par le MRP, rapidement disposé à les accepter. Entre les deux, les positions étaient nettement hétérogènes au sein de chaque formation, en particulier à la SFIO.

“En 1963... /le Parti communiste reste attaché à un/... schéma de Constitution... ouvertement inspiré du projet de mai 1946 : pouvoir suprême appartenant à une Assemblée unique élue au suffrage universel, direct et proportionnel ; gouvernement choisi par l’Assemblée et responsable devant elle. ” En outre, comme l’ajoute Colette Ysmal, ce parti “... sait n’avoir aucune chance de victoire à une élection présidentielle, certitude qui renforce son opposition et, en même temps, le conduit à poser d’emblée le problème de son soutien à une candidature unique de l’opposition de gauche.”<sup>1392</sup>

Dès son congrès de La Baule en mai 1963, le MRP se prononce pour l’acceptation des institutions : “... satisfait que la règle majoritaire s’installe dans tous les rouages politiques...”, le mouvement se dit surtout favorable à une “large union” qui excède nettement ses propres limites, “entre les hommes décidés à promouvoir la démocratie politique, économique et sociale et les États-Unis d’Europe”, dans le cadre d’une formation “... entièrement nouvelle...”. Pour l’heure, il participe à un “comité d’études et de liaison des démocrates”, avec des indépendants et des radicaux. Le mouvement se prépare

enfin “ ... à affronter dans les meilleures conditions l’élection du Président de la République au suffrage universel ”, l’éventualité d’une candidature démocrate susceptible de lui permettre de conserver son électorat n’étant évoquée qu’à la fin de l’année.<sup>1393</sup>

Mais c’est en fait d’une partie de la gauche non communiste que vint l’initiative du lancement, dès septembre 1963, de la campagne à l’élection présidentielle de “monsieur X”, nom qui désignait provisoirement le meilleur candidat susceptible de regrouper le centre et la gauche, de fait le socialiste Gaston Defferre. A l’origine d’une telle opération, des journalistes de *L’Express* dont on se souvient du rôle qu’ils avaient déjà joué pour promouvoir Pierre Mendès France, ainsi que des dirigeants de clubs politiques, en particulier ceux du club Jean Moulin. Ces clubs constituent alors un phénomène politique suffisamment spécifique et important pour s’y arrêter brièvement, d’autant plus que malgré leur diversité, leurs dirigeants s’efforcèrent de contribuer au renouvellement du mode de fonctionnement de la vie politique.

*- Les clubs et leur rôle dans la transformation des forces politiques*

Ces clubs de la “troisième vague”, la première étant celle des clubs révolutionnaires auxquels ces derniers font parfois référence et la seconde celle des clubs “mondains”, ont, d’après Janine Mossuz-Lavau, en commun, malgré leur diversité d’être “... nés du même malaise”. Près d’une “... cinquantaine /de ces clubs sont apparus/... entre 1951 et 1968”, essentiellement après 1958, les premiers étant plutôt nés “... à gauche...”, alors qu’après 1965 d’autres seront créés par des membres de la majorité.<sup>1394</sup> “Certains clubs étaient déjà anciens, tel le Club des Jacobins fondé par Charles Hernu en 1950 et qui avait été un des creusets du mendésisme. Mais la plupart étaient nés depuis 1958, tel le club Jean Moulin, le cercle Tocqueville à Lyon, le club Démocratie nouvelle à Marseille, la Ligue pour le Combat républicain fondée par François Mitterrand...”<sup>1395</sup>. Cependant la politologue opère une distinction entre “clubs de combat politique” et “sociétés de pensée”<sup>1396</sup>, sans laquelle il

serait difficile de comprendre les réticences de nombre des membres de ces regroupements à s'engager effectivement dans la vie politique.

En effet, ces clubs sont souvent constitués par des personnes qui ont fait partie, voire paraissent encore alors se positionner, selon d'autres modalités, dans les mêmes grandes familles politiques que les partis qui avaient créé la troisième force. Pourtant, leurs fondateurs "... généralement.." n'étaient pas ou plus membres d'un parti politique. " Certains ont appartenu à des formations traditionnelles (PC, SFIO, Parti radical, MRP)... ", mais se "... sont trouvés en désaccord..." avec elles, avant de fonder ou d'adhérer à ces clubs. " Quelques-uns, plus nombreux, ont milité au sein de la nouvelle gauche (UGS, PSA, puis PSU) ou ont collaboré à des hebdomadaires et revues tels *Esprit*, *l'Express*, *Témoignage chrétien*, *France Observateur*, *Les Cahiers de la République*." "D'autres... /ont été/... responsables de mouvements de jeunesse... UNEF..., associations chrétiennes..."<sup>1397</sup>. De son côté, Jean-Jacques Becker souligne qu'au sein de ces clubs, "... une place souvent importante était tenue par des chrétiens de gauche..."<sup>1398</sup>. Outre ces traits caractéristiques des itinéraires militants de fondateurs et membres des clubs qui dénotent déjà souvent une distance passée face aux partis politiques de gauche et du centre, l'existence même de ces regroupements exprime la gêne, largement partagée, qui parcourut la vie politique dès le début des années cinquante, c'est à dire dès le retour de la droite au pouvoir, et qui sera fortement aggravée par la crise algérienne, ainsi que par le mode français de gestion de cette dernière.

Avant même la guerre d'Algérie, il semble bien en effet qu'une partie des membres de ces clubs aient ressenti en particulier un malaise face à l'inadéquation entre les idéologies des partis qu'ils jugeaient souvent "vieilles", tout comme leurs "programmes" qu'ils jugent "inadaptés"<sup>1399</sup>. A s'en tenir à une telle définition, on pourrait presque penser que les membres de "Socialisme ou barbarie" partageaient quelques-uns au moins des soucis de ces autres petits groupes. Pourtant à l'opposé des "sociaux barbares" qui, trouvant le communisme "réel" mensonger, voulaient revenir à sa vérité ou à son essence et prenaient l'idéologie

comme sujet principal, les membres des clubs, d'ailleurs fort éloignés du communisme, se donnaient plutôt pour tâche non seulement la rigueur dans les principes, mais aussi le réalisme. C'est en vertu de ce second souci qu'ils feront notamment souvent preuve d'imagination en matière de politiques publiques nationales ou locales.

Selon Janine Mossuz-Lavau toujours, "la guerre d'Algérie va aussi favoriser l'apparition de clubs." De plus, "à tous ceux qui, avant 1958, souhaitaient la paix en Algérie, et parfois l'indépendance, les semaines qui suivent le 13 mai n'apportent pas l'apaisement désiré." Dirigeants et membres de nombre de ces clubs critiquent le "... style imprimé à la vie politique par la V<sup>e</sup> République... l'autoritarisme gaulliste... la relative mise en sommeil des corps intermédiaires..."<sup>1400</sup>.

Parmi ces forces nouvelles qui naissent, le souci de réalisme parfois fortement teinté de celui de modernisme, même le positionnement au centre gauche de la candidature à l'élection présidentielle de monsieur X, Gaston Defferre, promue notamment par des dirigeants de certains de ces clubs, n'empêchent pas nécessairement les hommes et les forces qui constituent ce pôle de chercher parfois à se situer à la gauche de la SFIO qui elle-même pratiquait d'ailleurs fréquemment des alliances électorales avec le centre. Ils s'y étaient en tout cas trouvés de fait en particulier à propos de l'Algérie.

*- La candidature de centre gauche de Gaston Defferre et son échec*

Gaston Defferre, député-maire socialiste de Marseille, appartenait au sein de son parti - dont il était le président du groupe à l'Assemblée nationale depuis 1962 - à la minorité favorable à l'élection du Président de la République au suffrage universel, contrairement à Guy Mollet. Il acceptait de manière effective la Constitution de 1958, y compris l'interprétation d'une présidence "active", tout en

refusant en particulier l'article 16 et "l'utilisation présidentialiste de la procédure référendaire" et en défendant le contrat de législature<sup>1401</sup>, largement invoqué cependant par les opposants à la V<sup>e</sup> République<sup>1402</sup>. Il défendait une interprétation "majoritaire" de cette constitution. En outre, bien qu'ayant été ministre dans le gouvernement de Guy Mollet, il n'avait pas exercé de responsabilité de premier plan sous la IV<sup>e</sup> République, ce qui constituait plutôt un atout.

Au sein de la SFIO, dont la Fédération - instance décisive au sein de ce parti - des Bouches-du-Rhône est récemment devenue la plus importante, il fut d'abord "candidat à la candidature", puis en février 1964, réussit à obtenir l'accord sur sa candidature, sans pour autant se présenter, toutefois, comme un candidat purement socialiste ; ceci malgré le vif attachement de nombreux dirigeants et membres de ce parti à la "vieille maison". Cependant, malgré un lancement assez prometteur de la campagne électorale menée pendant l'hiver 1964-1965 par le député maire de Marseille, celle-ci s'essouffla rapidement. Gaston Defferre avait pu s'appuyer sur le "comité national Horizon 80", lui-même relayé par des comités départementaux, parfois aussi brillants qu'actifs, l'ensemble de ces regroupements devant en outre rédiger un programme et assurer "... l'amalgame entre hommes politiques issus des partis et "forces vives"<sup>1403</sup> ; il avait pris alors la parole dans de nombreux meetings à travers la France. Les sondages réalisés parallèlement à cette campagne montrent que le candidat a très vite atteint un électorat potentiel qui ne s'accroît plus guère ensuite : un quart des intentions de vote en cas de "duel" avec le président de la République, mais seulement 13 ou 14 % en cas de possible candidature communiste.<sup>1404</sup>

En effet, Gaston Defferre s'est notamment heurté à une constante hostilité de la part de ce parti qui avait misé sur l'unité d'action et l'élaboration d'un programme commun avec les socialistes, en plus d'un accord électoral. Celle du PSU n'est guère moins grande et les critiques exprimées sont proches de celles des communistes. Quant aux radicaux, toujours divisés entre la gauche et le centre, ils restent attentistes et inquiets, bien qu'une telle candidature les satisfasse beaucoup

plus que celle de François Mitterrand ultérieurement. À gauche, aucune autre candidature n'est cependant déclarée, ce qui répond à l'un des objectifs minimaux de la campagne entreprise par le député-maire de Marseille.

Si la candidature de Gaston Defferre ne parvient pas à entraîner la mobilisation de partis qu'elle bousculait de toute manière, elle est à peine mieux relayée par les "forces vives", sur lesquelles ses promoteurs qui souvent y appartiennent eux-mêmes comptaient fortement. C'est vrai des clubs : notamment, les "... adhérents des clubs provinciaux multiplient les réserves", par défaut de convergence approfondie sur les options, mais aussi parce que "... beaucoup de /leurs adhérents/ ne souhaitent pas " entrer en politique "1405. Plus grave encore, dans la mesure où leurs effectifs sont beaucoup plus nombreux et leur influence beaucoup plus massive, les syndicats refusent de s'engager aux côtés du candidat, même ceux, la CFTC, les Jeunes agriculteurs, dont nombre de dirigeants appartiennent au comité de campagne.

Le MRP était resté divisé face à la candidature de Gaston Defferre, seule la minorité partisane d'un travaillisme français y étant favorable, mais il n'avait pas suscité d'autre candidature lui non plus. Il s'associa même aux desseins de Gaston Defferre de création d'une Fédération démocrate et socialiste. Il le fit de fait avec autant de réticence que la SFIO, tant il est vrai que les deux grands partis étaient décidés à préserver leurs traditions respectives et à s'auto-conserver tout à la fois comme organisation et comme "structure d'accueil "1406, au point de provoquer finalement l'échec du processus et indirectement le retrait même de la candidature de Gaston Defferre en juin 1965. Après l'insuccès de l'entreprise de création d'un parti de centre gauche à vocation majoritaire conduite par le député-maire de Marseille, l'essai avorté de la candidature de Maurice Faure, appuyée par les Républicains sociaux, outre les radicaux - les premiers étant peu enclins à soutenir le prétendant possible de leurs alliés indépendants, Antoine Pinay - sera la dernière tentative de sauvegarder le projet de "grande fédération". Certes, comme le note

justement en conclusion Colette Ysmal, “M. Maurice Faure n’est pas candidat à la Présidence de la République parce que M. Guy Mollet ne l’a pas voulu mais aussi parce que M. François Mitterrand a décidé de l’être avec, en dépit d’une personnalité contestée, de meilleurs atouts.”<sup>1407</sup>. Mais ce dernier, qui se déclare le 9 septembre, sera certes le candidat unique de la gauche, malgré les ultimes tentatives du PSU en faveur de Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l’homme, ce parti ne se ralliant qu’à la mi-octobre, mais de la gauche seule.

- De “*France Observateur*” au “*Nouvel observateur*” et évolution du PSU

On a vu que la fin de la guerre d’Algérie avait entraîné une crise d’identité au sein de la rédaction de *France Observateur*. “Au centre de la crise identitaire de *l’Obs*, portée à son point culminant, il y a donc, comme pour nombre d’intellectuels qui ont participé à l’aventure philocommuniste, une crise de la vision de l’histoire comme lieu de révélation. (...) la fin de la guerre d’Algérie entraîne la fin d’un temps politique, intellectuel, et implique la reconnaissance de la diversité, de l’incertitude, de l’insaisissabilité de l’histoire.”<sup>1408</sup>

“... la pesanteur des modèles - titiste ou cubain - s’effaçant à leur tour...”<sup>1409</sup>.

“Il faut répéter qu’en 1962 - à l’exception de /Claude/ Bourdet et peut-être de /Jean-François/ Revel - l’équipe de la rue des Pyramides, à l’instar de celle d’*Arguments*, a depuis longtemps abandonné les hauteurs souveraines de la certitude. Son révisionnisme est réellement actif, par exemple pour ce qui concerne l’ouverture vers le réformisme mitterrandien.”<sup>1410</sup>

C’est donc aussi sur fond de mise en cause du marxisme, comme à “Socialisme ou barbarie”, surtout sous la plume de Cornélius Castoriadis, après la scission de 1958 et le départ de Claude Lefort, mais avec de toutes autres déductions, et même des conclusions politiques opposées, que finalement se joue l’évolution de la rédaction de *France Observateur*, là aussi de manière extrêmement visible sur la décolonisation, mais également et en germe de plus longue date sur l’évolution du capitalisme.



En outre, “ La crise d’identité de “ *I’Obs* ” en 1962, se situe /également/... dans la problématique du statut de l’intellectuel dans l’histoire (du rôle qu’il y joue et des chances qu’il a d’y intervenir réellement)... ”<sup>1411</sup>.

La déception provoquée par le régime politique de l’Algérie indépendante est à l’origine de prises de positions dorénavant beaucoup plus distanciées face à la décolonisation en Afrique et aux régimes qui naissent d’un tel processus : selon Gilles Martinet notamment : “ ... le principe de la révolution permanente et de la primauté du prolétariat... /constitue/ un modèle inapplicable à la réalité africaine. Il est d’ailleurs critiquable en soi.”<sup>1412</sup>

“Il convient donc d’abord analyser la réalité africaine puis, partant de cette approche objectiviste, de formuler le préambule d’un discours sur la démocratie universaliste et... particulière... /pour les/ intellectuels français... /il ne s’agit/ pas de professer la révolution, africaine... mais de faciliter une décolonisation démocratique...”<sup>1413</sup>.

On est donc loin du tiers mondisme qui mobilisera une partie des jeunes générations, mais également de l’effet produit à “Socialisme ou barbarie” dès la guerre d’Algérie par la comparaison entre la violence révolutionnaire dans les pays en développement et l’”apathie” qui caractériserait la “classe ouvrière” des pays développés. Au sein même de la rédaction de *France Observateur*, de telles analyses sur l’Afrique heurtent au demeurant Claude Bourdet, en particulier, qui reste, quant à lui, beaucoup plus affectivement attaché aux luttes anticoloniales.

Ce que Philippe Tétart caractérise comme un “... fort désir de rationalisation qui régit le discours sur l’international se retrouve avec plus de vivacité encore dans les pages de politique intérieure...” (...) /Pour faire fructifier ce dernier, il faut, en particulier pour Hector de Galard et François Furet/ “ Qu’on ne se limite plus à suivre et à soutenir la rénovation à gauche /mais/ la précéder, l’entraîner... pour enclencher le processus susceptible de mener à une refonte identitaire et au réveil de la pensée de “*I’Obs*”, une seule solution s’impose : couper le

cordon ombilical qui relie “*l’Obs*” et le PSU...”. Compte tenu des fonctions et, plus encore de l’influence de Gilles Martinet et Claude Bourdet au sein du PSU et du poids des militants de ce parti dans le lectorat de l’hebdomadaire, type de liens qui prolongent ceux existant auparavant par la rédaction de l’hebdomadaire avec l’UGS, un tel éloignement ne peut se “... justifier qu’au travers d’un postulat critique, mais constructif...”<sup>1414</sup>,

De fait, le PSU est extrêmement divisé. Jean-François Kesler insiste sur le poids des statuts de ce parti qu’il caractérise comme un “conglomérat de tendances”<sup>1415</sup>. “... analogues à ceux de la SFIO, sauf sur un point : la représentation proportionnelle pour la désignation des instances dirigeantes... supprimée en 1945 /à la SFIO/ (... rétablie dans le nouveau Parti socialiste).”<sup>1416</sup> “... il n’est pas possible d’accéder à la direction du parti sans appartenir à une tendance, éventuellement sans constituer une tendance... pour faire prévaloir leurs propres idées, les leaders des tendances sont obligés d’obtenir le maximum de mandats, donc de lutter au maximum contre les autres tendances.”<sup>1417</sup> Ainsi, en janvier 1963, au Congrès d’Alfortville, trois “petites motions” à côté des deux grandes, Jean-François Kesler en dénombre sept en tout pour ce “Congrès des sept tendances”<sup>1418</sup>, font montre d’un bel éclectisme : la motion D animée par des ex-PSA défend essentiellement la laïcité, misant sur une mobilisation enseignants-étudiants, alors que la motion E menée par des anciens du PCI trotskiste, “arrivés au PSU via le PNG et l’UGS”, se caractérise par la réaffirmation du principe de la lutte des classes ainsi que par l’importance accordée à celui de la solidarité des intellectuels avec la “révolution africaine”. Dans le même temps, “les A”, dirigés par Robert Verdier, André Savary et Pierre Bérégovoy, qui vient de la SFIO, puis du PSA, tout en ayant été très marqué par l’expérience mendésiste et en étant resté attaché à cette orientation qui parie sur un affaiblissement du gaullisme, les “A” donc, proposent la “construction d’un parti de même nature que la SFIO, mais purifiée et modernisée.”<sup>1419</sup> Parmi les “... deux “grosses” motions /qui/ dominant le débat... Le courant “B”” que Philippe Tétart qualifie de “... courant “*France Obs*”... animé par /Édouard/ Depreux, /venu du PSA, après avoir quitté la SFIO/ Gilles/ Martinet, /Michel/ Rocard, /Marc/ Heurgon, /Pierre/ Belleville et /Serge/ Mallet... /professe/ que le gaullisme n’est pas un accident de l’histoire... les “B” fondent leurs propositions sur le concept d’un nouvel âge capitaliste... Sur cette base, la lutte ne leur paraît plus pouvoir passer par les canaux classiques d’une opposition recourant au seul biais de la

critique, de la polémique, de la condamnation radicale du capitalisme... Selon l'analyse de /Gilles/ Martinet et de /Serge/ Mallet, qui rejoint celle des bassistes du PSI et des syndicalistes allemands, le salut du socialisme moderne passe par la préparation d'une prise de contrôle des centres de décision dans la société moderne (...) L'objectif leur paraît être, en premier lieu, de générer une influence polycentrique, par les canaux politique, syndical et associatif, sur les "couches nouvelles" de la société industrialisée (technocrates, cadres, jeunes diplômés, jeunes agriculteurs, classes moyennes)."<sup>1420</sup> La tendance C, la plus fortement "organisée", selon Jean-François Kesler<sup>1421</sup>, "les "C", c'est-à-dire Claude Bourdet, Jean Poperen /dont l'autorité est essentielle dans la tendance/, Jean-Marie Vincent, Manuel Bridier représentent le courant le moins homogène vu l'origine de ses leaders... pas foncièrement hostiles au discours du courant "B" /ils craignent cependant que/... les "B"... par péché d'anti-passéisme... / n'entraînent / une dés-idéologisation préjudiciable au PSU, à la gauche entière, et /risquent/ à terme de bousculer, voire de contredire, la représentation que le peuple ouvrier se fait du socialisme (...) Ses leaders jugent la recherche /au sein du courant B/ d'une osmose entre culture et politique, entre réalité et théorie, trop systématique et trop romanesque. A leur sens, il faut sauvegarder l'attachement au topique marxiste qu'ils considèrent comme le point d'enracinement et d'intégrité éthique du socialisme."<sup>1422</sup>

Dès fin 1962, *France Observateur* a prit ses distances vis-à-vis du PSU. Une telle évolution entraîne des tensions au sein de la rédaction ; le malaise débouchera sur des affrontements entre Claude Bourdet et Gilles Martinet. Claude Bourdet qui se sent marginalisé accuse notamment Gilles Martinet de coller à l'orientation de la tendance "B" du PSU et de "centrisme". Finalement Claude Bourdet quittera la rédaction en juin 1963.

Au delà des divisions internes au PSU accompagnées de la stagnation de ce parti, ce sont bientôt les évolutions jugées prometteuses d'autres courants et segments de la gauche qui justifient une telle autonomie. "Les syndicats se repolitisent, les clubs ont ouvert un nouvel espace de discussion civique. La gauche de la SFIO se réveille. Le PC n'est plus intouchable. Une extrême gauche renaît..."<sup>1423</sup>. "Une logique de concertation... domine /désormais l'intervention du journal/... si l'on considère la réouverture du journal vers les nouveaux dissidents communistes, vers la gauche de la SFIO, vers les chrétiens, vers les syndicalistes..."<sup>1424</sup>.

Parallèlement, au PSU, cependant, après qu'au Congrès d'Alfortville au début de l'année aucune tendance n'ait pu se dégager, en novembre 1963, au Congrès de la Grange aux Belles, "... une faible majorité se dégage en faveur de la tendance B : elle est due essentiellement au ralliement du courant mendésiste (...) Pierre Mendès France apporte sa caution à cette alliance, qui permettra d'ailleurs aux mendésistes de jouer un rôle important dans le parti. Le reste de la tendance A, la tendance C et la tendance socialiste révolutionnaire (trotskiste) fusionnent autour de Jean Popperen et défendent la thèse d'un " contrat d'unité " entre le PC, la SFIO et le PSU." <sup>1425</sup>

À nouveau très "unioniste", mais cette fois de manière plus large, c'est tout à la fois avec les communistes et avec les chrétiens " Las de se voir demander des " certificats de baptême socialiste " " <sup>1426</sup> que la rédaction de "*l'Obs*" entend en 1964 développer les échanges. Pour elle, en effet, il n'y a toujours pas d'alternative socialiste sans les communistes.

Cette ouverture dans des directions nettement plus larges, encore qu'une esquisse de dialogue entre communistes et chrétiens se dessine au même moment, sous l'influence de Roger Garaudy, devenu le directeur du nouveau Centre d'études et de recherches marxistes, futur Institut Maurice Thorez <sup>1427</sup>, suppose peut-être une autre formule. Mais la rédaction doit faire face à d'autres problèmes. On a déjà parlé d'une baisse des ventes, parallèle à celle que connaît *L'Express*, mais incomparablement plus forte au point de devenir catastrophique, ainsi que l'état financier. "En mai-juin 1964, le journal n'est plus tiré qu'à 40 000 exemplaires. Le bouillon est d'environ 25 %. Les ventes tournent donc entre 25 000 et 30 000 exemplaires." <sup>1428</sup> "... soit l'équivalent des ventes de 1953-1954 !" <sup>1429</sup>. "Le journal perd des sommes d'argent considérables..." "A cette même époque, les premiers contacts sont pris avec Jean Daniel qui s'apprête à quitter *L'Express*..." avec "... l'aile gauche", peu encline à accepter les métamorphoses que son directeur compte y imposer, en s'inspirant du modèle américain. Ces derniers "... refusent en effet de sacrifier la dimension intellectuelle de leur mode d'intervention en se pliant aux lois du marketing journalistique

et politique.”<sup>1430</sup> A l’été 1964, la fusion avec le groupe de Jean Daniel se concrétise et *Le Nouvel observateur* naît. Outre l’amertume de Gilles Martinet, la fusion se passe mal, laissant souvent le souvenir d’un affrontement entre “forts” et “faibles” d’après un entretien mené par C. Pas et cité par Philippe Tétart.<sup>1431</sup>

- *Les candidatures aux élections présidentielles de 1965*

Lors du retrait de Gaston Defferre, il n’y a plus que deux candidats en lice : maître Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien avocat de l’OAS, qui ne parvient pas à sortir des limites de l’extrême droite, sans même y obtenir l’unanimité et Pierre Marcilhacy, sénateur modéré de la Charente, désigné en avril 1965 par une Convention nationale libérale qui n’entend pas laisser à Jean-Louis Tixier-Vignancour l’opportunité d’attirer une partie de l’électorat modéré.

Analysant les chances réunies par François Mitterrand, favorisé par un anti-gaullisme sincère, dont l’entrée en compétition précipite l’échec de la candidature du radical Maurice Faure, on vient de le voir, Colette Ysmal note : “Son opposition au MRP au mois de mai et juin /lors des négociations décisives/ lui donne la possibilité d’apparaître comme un homme de gauche. Sa qualité de principal animateur de la Convention des institutions républicaines /née de la fusion entre le Club des Jacobins, l’un des plus anciens, on l’a vu, et la Ligue pour le Combat républicain animée par le candidat, tout en agrégeant d’autres clubs/ renforce cette image mais lui donne en même temps celle d’un leader des “forces vives”... /bien que cet ensemble de clubs soit assez différent des autres qui, même parmi ceux dont les dirigeants et/ou les membres ne sont pas rebutés par la politique active, avaient été beaucoup plus souvent favorables à la candidature Defferre. En outre “... la Convention des institutions républicaines... ne semble pas devoir être gênante pour les forces politiques installées,... notamment pour la SFIO.”<sup>1432</sup>. Une des assez nombreuses faiblesses du compétiteur dont Jean-Jacques Becker pense qu’elles ont joué comme des avantages dans un tel contexte : “C’est son relatif isolement qui allait favoriser sa candidature. Très rapidement les formations de gauche apportèrent leur concours à un homme qui ne paraissait pas un concurrent

dangereux.”<sup>1433</sup> “Enfin... /comme le souligne encore Colette Ysmal/... le député de la Nièvre n’a pas la timidité de M. Maurice Faure.”<sup>1434</sup>

De fait, le succès de François Mitterrand imposant un type de candidature de gauche susceptible de générer une majorité montre aussi les limites alors acceptables en matière de transformation des organisations politiques. En effet, le maire de Château-Chinon, député de la Nièvre, s’est imposé aux partis politiques en s’appuyant sur un entourage, voire des réseaux, comme Gaston Defferre auparavant, mais, même s’il n’a pas négocié le contenu de sa candidature, il a aussi noué des contacts de manière tout à fait classique avec ces forces, ce qui n’était guère propice à lui apporter la sympathie des clubs ; ceci y compris avec le Parti communiste, par l’entremise de l’un de ses proches, Claude Estier.<sup>1435</sup>

Et, de fait, ce parti pouvait être satisfait au moins du type d’alliance finalement accepté par “ses” partenaires de gauche, qui lui permettait enfin de sortir de son isolement, alors que l’absence de concurrent communiste était essentielle pour assurer la crédibilité électorale potentielle du candidat de gauche.

C’est essentiellement par un tel soutien, ainsi que par l’appel aux “républicains”, quels que soient leurs orientations politiques, qu’Olivier Duhamel explique l’ambiguïté qu’il décèle dans les prises de position constitutionnelles du candidat François Mitterrand : “... l’acceptation de la suprématie politique du président de la République ne saurait (...) être explicitement formulée, puisque ceux de ses soutiens qui souhaitent comprendre le contraire doivent pouvoir continuer à s’aveugler.”<sup>1436</sup>. **Après avoir souligné** que “... le PCF pour lequel importait principalement la reconstruction de l’union de la gauche et l’abolition du régime gaulliste, la SFIO, pour le secrétaire général de laquelle importait sur toute chose que le Président de la République se retirât du jeu politique au profit des partis”<sup>1437</sup>, notre auteur développe la thèse selon laquelle il y aurait déjà acceptation du principe majoritaire : “... le député de la Nièvre joue sur le mot arbitre. “ Tout en restant fidèle à ma conception d’un chef de l’État arbitre, je

ferais en sorte que cet arbitre remplisse pleinement son rôle en veillant au respect des engagements pris et en stimulant la mise en œuvre des options fondamentales.”<sup>1438</sup>

Par contre, pour la SFIO, le changement de comportement politique était important, après sa pratique récente des alliances multiples et contradictoires, y compris avec le Parti communiste depuis 1962, ententes propres à lui garantir une grande autonomie en tant que parti minoritaire et donc d’opposition.

Sans parler des hésitations radicales, même si le congrès national du Parti républicain radical et radical-socialiste se prononce finalement en octobre 1965 pour François Mitterrand, après avoir rappelé sa fidélité “... à sa tradition de parti de gauche...” et néanmoins dit apprécier “... la portée et la valeur de la candidature de Jean Lecanuet...”<sup>1439</sup>, ouvertement préférée par certains dirigeants comme Félix Gaillard et Maurice Faure.

Ce n’est également qu’en octobre que le PSU, pourtant très critique tant vis-à-vis de la personnalité du candidat que de “l’absence de tout accord politique” et même du “contenu de la plate-forme”<sup>1440</sup>, se rallie néanmoins à cette candidature, alors que Pierre Mendès France, quant à lui, a déjà accordé son soutien.

Malgré leur manque d’enthousiasme pour le candidat de la gauche, nombre de clubs prennent position en sa faveur dès avant le premier tour : “ainsi, l’association Socialisme et démocratie que préside M. Alain Savary, Citoyens 60, le Club Démocratie nouvelle de Marseille, le Cercle Tocqueville de Lyon, le Groupe d’action municipale de Grenoble...”<sup>1441</sup>. En outre, malgré l’attachement de nombre de dirigeants et membres de ces groupements au projet de “grande fédération”, à part de notables appuis individuels, aucun ne prendra position en faveur du candidat centriste, lorsqu’il se déclarera. De fait, “un seul club connu dans ce groupe... /largement engagé/ ... au service du renouvellement de la gauche et du socialisme...” “... s’abstiendra de prendre position avant le second

tour... Il s'agit du club Jean Moulin."<sup>1442</sup> qui se ralliera à François Mitterrand pour le second tour.

Il ne restait plus au MRP et aux Indépendants, de toute évidence restés en-dehors d'une telle entente, qu'à choisir un candidat. Ce fut Jean Lecanuet, le président du MRP, qui annonça sa candidature à la mi-octobre, se déclarant centriste et européen.

Quant au général de Gaulle, après avoir laissé planer le doute sur une relève éventuelle par son premier ministre Georges Pompidou qui était assez loin d'obtenir d'aussi bons scores que lui dans les sondages, il ne fit connaître sa décision que le 4 novembre, se contentant "... de souligner dans un bref communiqué que son échec serait le signe de l'écroulement de son œuvre et d'un retour au pire désastre..."<sup>1443</sup>.

Outre les trois principaux postulants : le général de Gaulle, François Mitterrand et Jean Lecanuet, il y avait donc encore deux candidats de droite et extrême droite, Pierre Marcilhacy et Jean-Louis Tixier-Vignancour et, enfin, Marcel Barbu qui, lui, veut seulement user de l'élection présidentielle comme d'une "tribune".

*- L'élection présidentielle de 1965 ou " l'élection nationale d'un dirigeant national par l'ensemble de la nation "*

Après en avoir donné cette définition, Roland Cayrol et Jean-Luc Parodi font justement remarquer que "... l'élection présidentielle prend une dimension globale sans précédent dans l'histoire politique française des cent dernières années."<sup>1444</sup>

En 1965, la popularité du général de Gaulle est très élevée : 60 % avec une pointe à 65 % en septembre. La courbe établie à partir des sondages n'a fait



que remonter depuis la grève des mineurs de 1963, sans toutefois retrouver les pics à 70 % et plus des années 1959-1962. Il en va de même pour le gouvernement Georges Pompidou, mais à un niveau inférieur de 10 à 20 points. Quant aux intentions de vote, elles s'établissent "... à plus de 60 % des personnes qui se prononcent..." "... presque sans interruption de mai 1964 au début novembre 1965...", même si c'est "... près d'un électeur sur trois, en moyenne, /qui/ ne répond pas."<sup>1445</sup> D'une telle faveur de l'opinion, il résulte, selon les deux politologues, que "pour le gaullisme... l'élection présidentielle apparaît comme /un/ cinquième référendum..."<sup>1446</sup>, d'où la faible implication du Président sortant dans la campagne avant le premier tour, partiellement compensée surtout par les interventions des parlementaires UNR-UDT dans leurs circonscriptions, ainsi que par les informations diffusées par l'ORTF présentant l'action du gouvernement de manière positive.

Pourtant, tant la campagne qui succède à la longue "pré-campagne" pour les candidatures et la définition des alliances politiques que les votes au premier tour par les divers candidats vont assez nettement démentir une telle appréciation.

Première campagne pour une élection présidentielle au suffrage direct, celle-ci a été marquée par la "... primauté du rôle des individus... /par et au travers desquels se mêlaient étroitement/ "image" et "programme", ainsi que sans doute attentes face à la fonction. Les candidats "... ont effectué une synthèse originale et personnelle des divers courants dont ils se trouvaient être les porte-parole temporairement uniques", ce qui "... a puissamment contribué à faire d'eux, aux yeux de l'opinion des leaders..."<sup>1447</sup>. Pourtant comme le notaient également, par ailleurs, Roland Cayrol et Jean-Luc Parodi, le rôle des partis politiques était resté "fondamental" pour la désignation des candidats, autant qu'"imprécis" et "non institué". Même pendant la campagne électorale, la mobilisation "... des partis politiques /était apparue/ irremplaçable..."<sup>1448</sup>.

En outre, la part prise par la télévision dans cette campagne était tout à fait nouvelle, d'une part, parce que le temps imparti à chaque candidat tant à la télévision qu'à la radio avait été fortement accru et que le nombre de candidats était finalement élevé, de l'autre, parce que le nombre de postes en service avait plus que doublé depuis 1962 : un foyer sur deux se trouvant dorénavant équipé.<sup>1449</sup> Pourtant, le développement du très vif intérêt manifesté dans l'opinion pour la consultation a clairement précédé la campagne télévisée, de même que le grand succès relatif et peu attendu de Jean Lecanuet. Comparant les réactions des possesseurs de télévision à celles des autres citoyens, Jean Stoetzel avait cependant établi la plus forte baisse du pourcentage d'indécis chez les possesseurs, population dans laquelle elle était par ailleurs initialement déjà un peu plus faible. En outre, la baisse des intentions de vote pour le général de Gaulle y a été plus grande, de même que l'augmentation des déclarations en faveur de Jean Lecanuet.<sup>1450</sup>

Les résultats du premier tour se caractérisent, en premier lieu, par un très faible taux d'abstentions, soit 14,99 % des inscrits pour la métropole<sup>1451</sup> "... jamais le pourcentage des abstentions n'avait été aussi faible en France que le 5 décembre 1965." ... " Les abstentions se situaient ainsi à un niveau légèrement inférieur à celles du référendum du 28 septembre 1958..." déjà tout à fait exceptionnel.<sup>1452</sup> En second lieu, c'est la candidature de Jean Lecanuet qui, avec les 13,3 % des électeurs inscrits et 15,8 % des suffrages exprimés qu'il réunit en métropole, parvient à mettre le candidat sortant en ballottage, avec 43,7 % des exprimés et près de 36,8 % des inscrits métropolitains également<sup>1453</sup>, le privant d'une partie de l'électorat de droite et de centre droit, en particulier d'une fraction de l'électorat catholique, souvent aussi rural et/ou assez âgé. Quant à François Mitterrand, avec plus de 27 % des suffrages des inscrits de métropole et de 32 % des votes exprimés, il "... fait à peu près le plein des voix des partis qui le soutenaient..."<sup>1454</sup> ; malgré le soutien apporté à Jean Lecanuet par une partie des dirigeants radicaux dont l'effet se fit d'ailleurs sentir localement. Ce fut notamment vrai pour le centre gauche dans "... le bloc des départements du Centre et du Midi dans lesquels M. François Mitterrand a obtenu le 5 décembre entre 30 et 44,3 % des voix des inscrits /et qui/ correspond de manière frappante

à l'ensemble des départements... /dont/... l'orientation à gauche remonte au début de la Troisième République...” En outre, “... M. Mitterrand a sensiblement progressé, par rapport aux candidats présentés en 1962 par les partis qui l’ont soutenu en 1965, dans presque toute la France de l’Ouest, dans une grande partie de la France de l’Est, dans la région parisienne, dans une partie des pays de la Loire, en Bourgogne, dans le Nord des Alpes et dans le Massif central.” Or, dans tous ces départements “... il y avait eu de nombreuses circonscriptions sans candidat radical ou centre gauche.”<sup>1455</sup>. Dans la France du Nord, la banlieue parisienne et le Haut-Rhin, une “... notable proportion.../de l’électorat de gauche et d’extrême gauche/... a voté pour le général de Gaulle.” “Dans le Languedoc et le Sud-Est méditerranéen, enfin, le recul de la gauche coïncide avec un succès relatif de la candidature de M. Tixier-Vignancour...”<sup>1456</sup>.

Parmi les candidats du premier tour, Jean-Louis Tixier-Vignancour dont le faible score inférieur à 5 % des inscrits, pourcentage à peine dépassé parmi les exprimés de métropole, pouvait se laisser interpréter comme un réel reflux de l’extrême-droite, dès trois ans après la fin du conflit algérien, se désiste pour François Mitterrand, ainsi que Marcel Barbu ; “Jean Lecanuet demande de ne pas voter pour le général de Gaulle”<sup>1457</sup> et les déclarations de Pierre Marcilhacy sont de teneur voisine.

A l’opposé de ce qu’il avait fait pour le premier tour, le général de Gaulle participa très activement à la courte campagne du second tour qui vit aussi la mobilisation des ministres, de l’UNR-UDT et des Républicains indépendants, bien que le Président sortant n’en maintînt pas moins “ses distances” avec les formations politiques qui le soutenaient et persistât dans sa résolution d’incarner un “gaullisme d’unanimité nationale”.<sup>1458</sup>

“Contrairement à l’attente de beaucoup d’observateurs, *la participation au vote\** fut presque aussi considérable le 19 décembre...”<sup>1459</sup>, le taux d’abstentions n’étant en métropole que de 15,45 % (\* en italique dans le texte) et donc cette fois légèrement supérieur à celui atteint au référendum de septembre 1958. Le triplement de la proportion des votes blancs et nuls : 2,36 % en métropole au second tour, après seulement 0,87 % pour le

premier proviendrait d'électeurs qui, après avoir choisi Jean Lecanuet, "n'ont pu se résigner à voter ni pour le général de Gaulle ni pour M. Mitterrand".

Cependant, "... les suffrages gagnés d'un tour à l'autre par le général de Gaulle représentent un peu moins de 60 % de ceux qu'avait obtenu... M. Lecanuet. Bien que cette progression ne provienne sûrement pas exclusivement de l'électorat du candidat démocrate, il est probable qu'elle lui est due principalement." Par contre, contrairement à de tels transferts, en particulier fréquents dans le Sud-est et l'Ouest, les consignes du candidat démocrate ont été suivies tout à la fois par un électorat de provenance radicale et par des électeurs de l'Eure et de Seine-Maritime, "... là où il est le mieux connu..."<sup>1460</sup>. Le candidat sortant devance "... son adversaire de plus de deux millions de voix."<sup>1461</sup> et obtient 44,8 % des suffrages des électeurs inscrits et 54,5 % des votes exprimés. Cette réélection acquise finalement avec un fort avantage sur son concurrent, mais après un ballottage inattendu, a contribué à désacraliser la personnalité et l'autorité politiques du général de Gaulle au terme d'un processus électoral qui avait semblé parachever la primauté de la fonction présidentielle telle qu'il l'entendait. Elle accentue par contre son rôle de chef d'une majorité politique dont le nouveau gouvernement formé après l'élection cherche à exprimer l'élargissement aux milieux radicaux ralliés.

Jean Lecanuet concrétisait bientôt son projet de création d'une nouvelle force politique, le Centre démocrate destiné à regrouper les anciens membres du MRP qui disparaissait, les indépendants d'opposition, ainsi que des membres du centre gauche, radicaux ou anciens UDSR.

Quant à François Mitterrand qui recueille près de 37,4 % des votes des inscrits et atteint 45,5 % des choix exprimés, il a certes bénéficié du report de votes provenant du centre, de la droite et de l'extrême droite, mais son électorat manifeste surtout la grande fidélité culturelle et partisane de gauches "historiques" qu'il a réussi à attirer. Pourtant, "... la candidature de M. Mitterrand n'a pas été en mesure, vingt ans après le référendum de mai 1946, de retrouver les positions que communistes et socialistes

occupaient alors à eux seuls dans la France du Nord..."<sup>1462</sup> et d'y faire diminuer radicalement les soutiens acquis par le Président de la République.

Après l'élection présidentielle de 1965, qui avait accru l'autorité de François Mitterrand, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, créée par ce dernier dès septembre de cette même année, allait jouer un grand rôle dans le rapprochement des différentes composantes de la gauche non communiste : socialistes, radicaux et clubs, essentiellement alors ceux de la Convention des institutions républicaines, puis dans la création d'une dynamique unitaire, principalement électorale, de l'ensemble de la gauche, y compris les communistes. Pourtant, Stéphane Courtois et Marc Lazar insistent sur l'absence d'enthousiasme des "... nouveaux dirigeants soviétiques /le renversement de Nikita Krouchtchev remontant à octobre 1964/ qui, pour des raisons de politique étrangère préfèrent de Gaulle à Mitterrand"<sup>1463</sup>, avant de tenter la "séduction" ultérieurement.<sup>1464</sup> Selon l'analyse de Jean-Luc Parodi, le "... gaullisme majoritaire... facilite le regroupement de ses adversaires de gauche (...) c'est l'union de la gauche autour de M. François Mitterrand qui s'en trouve affermie."<sup>1465</sup> Dans la perspective de la préparation des élections législatives de 1967 à laquelle la FGDS s'attela, un accord de désistement pour le second tour en faveur du candidat le mieux placé fut conclu entre cette dernière et le Parti communiste en décembre 1966, puis avec le PSU, en janvier 1967.

De plus, "un accord revendicatif" est signé entre la CGT et la CFDT, "dont la conclusion redonne du mordant à la vie syndicale", même s'il n'a pas lieu d'y voir un phénomène ni complémentaire ni même parallèle : tous les "cédétistes" ne votent sans doute pas à gauche alors, en particulier les "délégués du Nord et de l'Est restent souvent favorables au régime gaulliste"<sup>1466</sup>. Une telle unité d'action a des effets ambigus sur la vie syndicale, compte tenu de l'appréciation par la CFDT de la conception des rapports partis/syndicats de la CGT, elle ne saurait déboucher sur des rapports plus étroits entre les deux confédérations, mais gêne néanmoins tout rapprochement réel de la première avec les centrales réformistes. Quant aux effets de l'accord sur la vie

revendicative elle-même, ils sont hétérogènes, “La grève du 17 mai 1966 rencontre un écho, qui ne s’amplifie pas au cours de l’année”. En 1967, le même phénomène se reproduira. La journée d’action du 17 mai contre les pleins pouvoirs pour réformer la Sécurité sociale a mobilisé un grand nombre de travailleurs, mais les manifestations suivantes n’enregistrent aucune progression dans la poussée revendicative. En revanche, des luttes dures sont menées dans les entreprises chez Dassault, Rhodiaceta, Berliet, Les Chantiers de l’Atlantique et Sud-Aviation <sup>1467</sup>, mais également les mines, la sidérurgie lorraine, la RATP, la SNCF ou EGF. Au total 4 millions de journées perdues pour fait de grève en 1967, un des chiffres les plus élevés sous la V<sup>e</sup> République<sup>1468</sup>, très inférieur cependant à celui de 1963.

Dans le champ politique, une dynamique d’union de la gauche sous l’égide de François Mitterrand paraissait donc bien s’amorcer, même si elle ne faisait pas l’unanimité au sein des divers courants de gauche. En outre, la conception des rapports avec le Parti communiste, même lorsqu’elle était acceptée, variait grandement. Il s’agissait de surmonter les ruptures des années d’antagonisme ouvert. Au-delà du champ politique, aucun enthousiasme comparable à certains élans de l’après-guerre.

Ainsi, si la CFDT, sous l’impulsion de son nouveau Président André Jeanson, rencontre la FGDS au début de 1968 et si un rapprochement plus marquant semble s’esquisser, défendu en particulier par Edmond Maire de la Fédération de la Chimie, écrivant notamment que “... la réflexion, la mobilisation, la lutte que nous proposons doivent d’abord être celles de la Gauche non communiste toute entière syndicale et politique” <sup>1469</sup> (soutenu en cela par “La Fédération des PTT, l’UD du Rhône... Jacques Moreau et Marcel Gonin”) une telle stratégie est loin d’y faire l’unanimité. “Pour Albert Detraz et les syndicats de la Construction, le SGEN et Jacques Julliard, la région Loire-Atlantique”, l’essentiel est de “préserver l’autonomie du syndicalisme”. Persuadés que “le progrès social s’opère par bonds soudains...”, ils sont partisans d’une pratique syndicale “volontariste” qui ne situe pas par rapport aux partis. En outre, ils restent sceptiques face à une gauche profondément divisée, se méfie d’une addition de fragilités, syndicales et politiques, et craignent que des

accords préalables au sommet entre confédérations et partis entraînent une “bureaucratisation” et non pas le déclenchement d’une dynamique sociale revendicative.<sup>1470</sup>

De fait, les élections législatives entraîneront un succès relatif d’une telle stratégie pour la gauche : participation extrêmement élevée, avec corrélativement le plus faible taux d’abstention à ce type d’élection depuis l’après-guerre, moins de 19 % des inscrits, au premier tour du 12 mars 1967, mais le Parti communiste reste le premier parti de la coalition avec un peu plus de 22,5 % des suffrages exprimés, soit beaucoup plus qu’en 1962 et 1958, mais score également nettement supérieur à celui de 1956, devant la FGDS qui en recueille moins de 19, le PSU n’en obtenant qu’un peu plus de 2. Le Centre démocrate créé par Jean Lecanuet en février 1966 pour pérenniser le succès obtenu aux Présidentielles de 1965 et créer un centre, en l’absence de toute perspective d’alliance de centre gauche réunissait le MRP, les Indépendants d’opposition, une partie des radicaux et de l’UDSR, déjà divisés depuis longtemps. Avec à peine plus de 14 % des suffrages exprimés le succès fut moindre qu’en 1965. Quant à la majorité gaulliste, elle atteint un score inégalé de près de 38,5 % des suffrages exprimés. Son seul point faible est d’avoir pratiquement réuni le plein de ses voix dès le premier tour. La majorité absolue n’est finalement conservée qu’avec une extrême justesse : 244 députés sur 487 ; la FGDS et ses apparentés en comptent 121, le Parti communiste 73 et le Centre démocrate 41. Les accords de désistement entre, d’une part, les communistes et la FGDS, et, de l’autre, cette dernière et le Centre démocrate avaient été assez bien suivis par les électeurs.

Après le ballottage de 1965, c’est un deuxième avertissement sur la mobilisation électorale des opposants et de leurs électeurs.

De ce contexte qui paraît infirmer la dépolitisation d’abord soulignée dans *Socialisme ou barbarie*, en particulier par Daniel Mothé pour le monde

ouvrier, puis élément fondamental de la profonde réorientation théorique dont l'initiative revient à Cornélius Castoriadis, elle-même cause de la dernière scission du collectif, et finalement de son auto-dissolution, Daniel Mothé qui a quitté ce dernier avant son auto-dissolution et qui collabore régulièrement à *Esprit* depuis octobre 1965, on y reviendra, ne voit qu'une rencontre passagère, effet d'une "politisation accélérée" le temps de la campagne électorale, à laquelle il oppose la "participation réelle des citoyens".<sup>1471</sup>

Dans une telle dynamique politique qui sort enfin effectivement le Parti communiste de son isolement politique, ce dernier peut se sentir contraint à une relative respectabilité dans son rôle d'opposant le plus "à gauche" au sein d'une coalition, position d'ailleurs concurrencée au sein même de cette dernière en particulier par certains au PSU. Une telle situation n'est pas forcément défavorable aux extrêmes gauches, puisqu'elle peut se révéler favorable à des stratégies de débordement.

Pourtant, les extrêmes gauches se retrouvent *a priori* plus nettement marginalisées par rapport au champ politique que pendant la guerre d'Algérie : elle n'ont plus les mêmes opportunités d'entretenir des contacts avec des intellectuels, voire certaines parties de la gauche non communiste, celles qui avaient été les plus impliquées dans l'anticolonialisme. Les critiques du communisme réel et les ruptures avec le Parti communiste se sont en effet multipliées dans des directions très différentes, parmi lesquelles les extrêmes gauches ne sont nullement majoritaires, et champ intellectuel et champ politique sont peuplés d'"ex" qui en ont tiré les conclusions les plus divers.

Dans le monde étudiant, la crise de l'UNEF qui est principalement une crise d'identité après le rôle joué par cette dernière pendant la guerre d'Algérie, écho des remises en question qui frappent divers segments du champ intellectuel, on les a notées et on y reviendra à propos de "Socialisme ou barbarie", n'est guère



séparable de celle de l'UEC qui reçoit de nombreuses adhésions et se caractérise par la diversité et la richesse de ses oppositions internes.

D'après Stéphane Courtois et Marc Lazar qui replacent la crise de l'UEC dans le contexte plus large de celle moins spectaculaire du PCF, la "... direction communiste doit... louvoyer entre les adversaires du moindre changement, les partisans d'une transformation encore plus rapide et, enfin, ceux qui y voient la marque d'une social-démocratisation du PCF. L'UEC, toujours en ébullition, cristallise assez bien ces diverses sensibilités. Selon Philippe Robrieux, la tentative de compromis ébauchée par Waldeck Rochet ayant échoué, le parti procède à une rapide normalisation. En janvier 1965, "les Italiens" - les partisans des thèses du PCI - affichent publiquement leurs divergences et reprochent au parti de ne pas aborder plus à fond la question du stalinisme, de rester encore prisonnier de ses vieilles méthodes et ils revendiquent l'autonomie complète de l'UEC. (...) En mars 1965,... les partisans de la ligne du parti /trionphant/... emmenés par Jean-Michel Catala et Guy Hermier ; "les Italiens... rompent avec le PCF. Quelques mois plus tard, c'est l'opposition trotskiste, regroupée dans le secteur Lettres de l'UEC et dirigée par Alain Krivine, qui entre en dissidence ; en désaccord total avec le soutien accordé par le PCF à François Mitterrand..., elle est exclue en janvier 1966. En outre, toujours chez les étudiants s'organise un courant prochinois qui se regroupe à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, autour du philosophe Louis Althusser... les débats philosophiques sont /d'ailleurs/ de mise... Deux positions principales s'affrontent avec, d'un côté, /Roger/ Garaudy, défenseur d'un marxisme humaniste et, de l'autre, les partisans d' /de Louis/ Althusser qui cherche à refonder le marxisme comme une véritable science... sans évoquer ceux qui se situent au milieu comme Lucien Sève."<sup>1472</sup> De fait, ces deniers étaient en désaccord profond avec Louis Althusser, selon Jeannine Verdès-Leroux, mais "... jugeaient prioritaire de s'opposer à Roger Garaudy."<sup>1473</sup>

Antistaliniens, les "Italiens", au-delà de l'autonomie de l'UEC, visaient un *aggiornamento* du PCF. En effet en plus d'une reconnaissance des crimes du stalinisme, ils étaient favorables au polycentrisme du communisme international, à l'autonomie de chaque parti, à la reconnaissance de la diversité des modèles de socialisme - eux-mêmes sont fascinés par Cuba - et voulaient que le PCF renonce à son "auto-représentation" comme "forteresse assiégée" avec toutes les conséquences politiques de plus grande ouverture qui devaient en résulter. Eux-mêmes à l'UEC

pour laquelle ils avaient même rédigé un programme propre pratiquent et prônent l'ouverture culturelle quitte à adopter un éclectisme intellectuel qui peut aussi être considéré comme un symptôme de l'ampleur de la crise théorique.<sup>1474</sup>

Si les "Italiens" qui, à la tête de l'UEC, entrent en crise ouverte avec la direction du Parti communiste dès 1964, considèrent que les étudiants ont des problèmes spécifiques, au-delà des questions d'origine sociale, ce sont surtout des militants syndicalistes révolutionnaires : Jean-Louis Péninou et Marc Kravetz à la tête de la puissance FGEL, Fédération des groupes d'études de Lettres qui jouent un rôle décisif au sein de l'UNEF en 1963-1964 dont on peut dire qu'ils la représentent au moins autant au sein de l'UEC à laquelle ils appartiennent que le contraire. Leur tentative de promouvoir un contrôle étudiant conflictuel au sein de l'université se solde pourtant par un échec en 1964.

Déjà plus fragile que celle de la JEC, à l'époque de la guerre d'Algérie, cette domination partielle de l'UEC dissidente sur l'UNEF - aucun président de l'UNEF ne sera un militant de l'UEC, n'a pas non plus bénéficié de la même continuité : l'UEC étant totalement coupée des Jeunesses communistes.<sup>1475</sup>

Ces tentatives se déroulent dans un contexte de surpeuplement d'une université qui n'a pas été conçue pour les masses qu'elle commence à recevoir sous le double effet du "baby-boom" qui commence à se faire sentir et de l'augmentation de la scolarisation, déjà soulignés par Antoine Prost notamment.<sup>1476</sup> Les étudiants, étrangers inclus, sont près de 140 000 en 1950, près de 211 000 en 1960, 367 000 en 1965.<sup>1477</sup> La Sorbonne compte 18 000 étudiants en 1957, 30 000 en 1963.

De fait, les extrêmes gauches trouvent bientôt d'autres thèmes de mobilisation dans le milieu étudiant et lycéen, voire intellectuel : le Viet-nam et de manière plus générale les "lutttes anti-impérialistes". À son congrès de Dijon en 1963, l'UNEF avait déjà voté une motion en faveur de la lutte armée au Viet-nam et

au Venezuela - dans lesquelles la JCR trotskiste formée en 1966 d'exclus et de dissidents de l'UEC prend rapidement une grande place.

**Ch. VIII - DÉVELOPPEMENT DE “SOCIALISME OU BARBARIE”,  
MAIS RUPTURE À PROPOS DE “L’ORGANISATION” EN 1958**

C'est vis-à-vis du champ intellectuel qu'on peut d'abord noter le réel désenclavement de "Socialisme ou barbarie", dans le contexte de la crise du "communisme réel" en Europe centrale. Deux phénomènes sont à distinguer : l'effort publicitaire du collectif "Socialisme ou barbarie" dans la presse et les revues intellectuelles, sachant que certains des membres du groupe parmi lesquels *Benno Sarel* qui a déjà collaboré aux *Temps modernes*, on le sait, auraient souhaiter faire plus dans cette direction, en s'adressant plus systématiquement aux intellectuels au travers de la revue, désir qui suscite l'opposition d'autres membres, sur un sujet qui n'obtient nullement l'unanimité et la fera encore moins ultérieurement et les références spontanées aux publications des rédacteurs de la revue militante. Ces dernières concernent surtout Claude Lefort, dans un premier temps, jeune "intellectuel professionnel", déjà connu par sa participation aux *Temps modernes*. En outre, ses échanges politiques et intellectuels avec Edgar Morin, beaucoup plus entendu, sont alors assez intenses. Mais ces rapports trouveront leurs limites dans des divergences politiques : refus de la défense de la "démocratie bourgeoise" par "Socialisme ou barbarie" lors de la crise du 13 mai 1958, bien que l'opposition à la guerre d'Algérie ait quelque peu rapproché ces militants révolutionnaires d'une partie des intellectuels ; refus encore de tous les regroupements "réformistes" susceptibles d'occuper une place de gauche/extrême gauche dans le champ politique, ainsi que de tous les rapprochements syndicaux qui sont tentés à la même époque. Seule l'équipe d'*Arguments* maintiendra des contacts.

"Socialisme ou barbarie" a déjà connu une réelle croissance depuis 1956, au moins en partie liée à ses prises de position sur le communisme réel, dans un contexte marqué par le recul de l'emprise du communisme et des communistes français et de leurs proches dans le milieu enseignant, le champ intellectuel, le monde étudiant. Ce mouvement s'affirma à partir de 1958.

En 1958, alors que certains des membres de ce qui ressemble à une organisation espèrent le temps venu pour eux de jouer enfin un rôle politique, le collectif s'est certes structuré, mais son mode de fonctionnement porte la marque des divergences persistantes sur l'organisation, puisqu'une partie des sous-groupes qui le composent refusent de participer à toute instance centralisatrice.

D'une part, certains d'entre eux apprécient la conjoncture comme porteuse d'un risque autoritaire majeur qu'ils qualifient souvent de fasciste et face auquel ils ne conçoivent pas l'absence de contre mobilisation, parmi eux *Philippe Guillaume*, Cyril de Beauplan, l'un des fondateurs trotskistes du collectif, est le plus clairement persuadé que "Socialisme ou barbarie" a un rôle politique à jouer, d'autre part, concrètement, plusieurs militants sont engagés dans le maintien de leur place au sein d'une minorité syndicale révolutionnaire où ils sont en concurrence inégale avec les trotskistes dans le Comité de la métallurgie qui appartient lui-même au PUMSUD, Pour un mouvement syndical unifié et démocratique, tentative de réunification syndicale qui a rapproché des membres de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), de Force ouvrière et de la CGT. Les désaccords y compris pratiques au sein de leur organisation leur paraissent constituer un grave handicap qui nuit à la crédibilité de "Socialisme ou barbarie", en tant qu'instrument d'appui d'un tel regroupements. En outre, face à un rapport de forces qui leur est défavorable, le journal leur paraît être le moyen adéquat pour faire entendre leur propre discours et se donner une nouvelle chance de peser sur l'avenir.

Pourtant tous mettent plus que jamais en avant la perspective "conseilliste" qui avait également intéressé les rédacteurs d'*Arguments* et dont ceux de "Socialisme ou barbarie" ont vu confirmation de la justesse dans le mouvement hongrois, voire polonais. Tous sont également frappés par "l'apathie" de la classe ouvrière comparée à la capacité de mobilisation en Europe centrale et dans les pays en développement, en particulier l'Algérie.

Mais Cornélius Castoriadis et la majorité des membres du groupe, ainsi que des fondateurs de ce dernier, défendent toujours la nécessité d'une organisation qui doit privilégier la démocratie directe ou, à défaut, le contrôle de délégués révocables à tout moment, en même temps qu'une nouvelle définition du rôle des militants, largement appuyée sur les analyses par Daniel Mothé de sa propre expérience militante à Renault Billancourt : les militants doivent s'efforcer de révéler la portée révolutionnaire des comportements ouvriers.

Le rôle d'une telle organisation devrait être d'œuvrer à la fédération de regroupements asyndicaux du type comités de lutte et de faire connaître de telles expériences. Au demeurant, l'objectif de la création de tels organes autonomes sera abandonné dès 1959. En outre, persuadés comme les minoritaires d'ailleurs qu'une telle "apathie" ouvrière est largement imputable à l'action des partis, le communiste en particulier, et des syndicats, ils comptent sur l'approfondissement et la clarification de la perspective socialiste pour parvenir à redonner son caractère mobilisateur au "mythe" dans le langage sorélien ou pour que l'utopie retrouve sa force ou encore pour contribuer à faire émerger une "praxis" d'actes jugés implicitement porteurs d'une opposition irréductible aux "rapports de production capitalistes".

Pour les minoritaires, la critique du politique prédomine, en particulier celle de "l'incarnation" révolutionnaire. C'est donc dans une pratique phénoménologique au plus près du perçu ouvrier et salarié qu'il faut s'engager, afin de détruire les effets négatifs du politique.

Ce conflit récurrent dans "Socialisme ou barbarie", même si les positions antagoniques ont constamment évolué, trouve un dénouement provisoire dans une scission. Avec "Pouvoir ouvrier", "Socialisme ou barbarie" paraît s'engager collectivement sur la voie de l'organisation et de l'action.

### VIII.1/ Un désenclavement certain, mais limité de “Socialisme ou barbarie” vers le champ intellectuel

A partir de 1956, il y a une réelle volonté du collectif “Socialisme ou barbarie” de faire connaître son existence et ses thèses au-delà des frontières étroites de son lectorat et d’élargir ce dernier. Elle se manifeste de deux manières : par la publicité payante et par l’échange de publicités.

Selon Philippe Gottraux, c’est en “mai 1956” que “le groupe adopte une résolution qui entend “commercialiser la diffusion de la revue” et faire “un effort de publicité payante”<sup>1478</sup> auprès de publications du champ intellectuel ou de journaux. Voilà un indice supplémentaire témoignant du fait que le groupe n’est pas totalement insensible à son éviction du champ intellectuel et qu’il entend, en tout cas, rayonner au-delà du micro-milieu qui est le sien, l’extrême gauche politique.” “Dans cet esprit, des encarts publicitaires sont prévus dans trois revues dotées de visibilité dans le champ intellectuel : *Les Temps modernes*, *Esprit* et *Les Lettres nouvelles*. Des journaux comme *Le Monde*, *France-Observateur /sic/* ou *L’Express* sont également visés, de même que les responsables des rubriques style “revue des revues”. Enfin, le groupe envisage de prospecter (...) notamment les bibliothèques universitaires ou spécialisées.”<sup>1479</sup>

Les premières publicités dans *France Observateur* sont même antérieures. “Dès cette date/ février 1956/, la parution d’encarts publicitaires dans *France-Observateur /sic/* prend son rythme de croisière, puisque à chaque parution de la revue, une ou plusieurs publicités l’annoncent, alors qu’une seule et unique annonce paraît dans *Esprit*.” Comme le souligne encore l’auteur à juste titre : “Le rude conflit qui oppose Lefort à Sartre en 1953 n’empêche pas la parution dans *Les Temps modernes*, à quelques reprises, d’encarts d’une demi-page annonçant la sortie de “*Soub*” et ce, indépendamment des critiques acerbes que les sociaux-barbares continuent à adresser aux sartriens.” En outre, “des annonces paraissent également régulièrement dans *L’Express*, une à deux par numéro à partir de juillet 56.”<sup>1480</sup>



Se fondant, d'une part, sur l'effort financier consenti par le collectif communiste révolutionnaire, plus grand en 1958 que notamment en 1959 et 1960 et, de l'autre, sur la diversité très grande de revues et de journaux côtoyés par le titre dans les différents supports choisis, Philippe Gottraux en conclut que "Le groupe s'ouvre ainsi quelque peu sur le monde" et plus précisément "qu'une des contraintes du champ intellectuel politique radical, qui tend à délégitimer l'utilisation des espaces perçus à l'extrême gauche comme bourgeois, ne pèse plus avec la même intensité que quelques années auparavant."<sup>1481</sup>

En outre, un an après cet effort d'investissement, *Socialisme ou barbarie* s'ouvre bientôt de son côté et les premières publicités pour d'autres revues : *Arguments*, *Les Lettres nouvelles*, *Présence africaine*, apparaissent dans le numéro 22 de *Socialisme ou barbarie* de juin-août 1957.<sup>1482</sup> S'en ajoutent ensuite d'autres pour *Tribune marxiste* dans le numéro 24 de mai-juin 1958, démarche par ailleurs sans lendemain, puis pour *Presenza* et *Passato e presente*, à partir du numéro 27 d'avril-mai 1959, ce dernier titre apparaissant fréquemment dans *Socialisme ou barbarie* ultérieurement et enfin *Nuova presenza* et *Études* à partir du numéro 32 d'avril-juin 1961.

Pour une part, et avec *Arguments* en tout cas, il s'agit d'échanges gratuits de publicités, l'initiative serait même venue de cette dernière équipe selon Edgar Morin : "C'était l'échange de publicité, c'est moi qui en avais eu l'idée, on cherchait à faire de la publicité pour *Arguments* ; mais *Arguments* avait un fonctionnement extra-monnaire. Minuit avait des charges... Eux / "Socialisme ou barbarie" / l'ont fait de leur côté. Une fois que j'avais eu l'idée, beaucoup d'autres se sont mis à le faire."<sup>1483</sup>

Dans *Arguments* la première publicité pour *Socialisme ou barbarie* apparaît dès le numéro 4<sup>1484</sup> pour le numéro 22 de la revue marxiste révolutionnaire, donc avec une parfaite symétrie, puisque l'encart du numéro 22 de *Socialisme ou barbarie* concernait le même numéro 4 d'*Arguments*. Le champ des revues concernées est bientôt beaucoup plus large qu'il s'agisse tant des revues politiques qu'intellectuelles, culturelles ou scientifiques : outre *Socialisme ou barbarie*, *Les lettres*

*nouvelles* et *Présence africaine*, puis *Passato e presente*, *Tribune marxiste*, *Le Cercle ouvert*, *Quatrième internationale*, *Preuves*, *Critique*, *Perspectives socialistes*, *Les Cahiers de la République*, *Esprit*, *Diogène*, *Vin nouveau*, mais aussi *Critique*, *Les Cahiers du musée de poche*, *Monde uni*, *Économie appliquée*, *Annales*, en s'en tenant aux quatre premières années.

Il faudra réserver une place particulière aux échanges entre “Socialisme ou barbarie” et l'équipe d'*Arguments* en particulier parce qu'ils sont le point de départ de relations extrêmement durables et de la quasi-constitution d'un “réseau” intellectuel ultérieur dont on aura l'occasion d'analyser les moments de formation. Son origine est nettement antérieure à la création d'*Arguments* à la fin de l'année 1956<sup>1485</sup>, on l'a vu.

Outre cet effort dû au collectif “Socialisme ou barbarie”, une certaine prise en compte des textes des rédacteurs militants commence à se manifester dans le champ de la presse et des revues intellectuelles.

On se souvient que c'est avant la répression du mouvement hongrois de contestation que les appréciations sur le communisme étaient devenues officiellement plus critiques de la part d'une partie des rédacteurs de *France Observateur*. C'est pourtant seulement après cette répression que mention sera faite pour la première fois de *Socialisme ou barbarie* dans les colonnes de l'hebdomadaire “unioniste”, alors que le communisme réel était à nouveau devenu un sujet essentiel dans la revue communiste révolutionnaire avec la déstalinisation. Sous le sous-titre “Socialisme ou barbarie”, un paragraphe est consacré par P-A /Philippe/ Renaud dans la rubrique “A travers les revues” au “remarquable article de Claude Lefort sur l'insurrection hongroise (*Socialisme ou barbarie* n° 20)”<sup>1486</sup> dans le numéro 350 de *France Observateur* du 24 01 1957, entre un texte beaucoup plus long dédié à *La Nef*, nouvelle formule, et un paragraphe encore plus bref à *Esprit*, à côté enfin d'un encart sur *Les Temps modernes*. C'est toujours le même article qui est à nouveau signalé par

François Fejtö parmi les “Documents sur la Hongrie”, dans la bibliographie de l'article/anniversaire : “Un an après Budapest”<sup>1487</sup> dans le numéro 389 du 24 octobre 1957. Il est encore fait référence aux écrits de Claude Lefort sur la Hongrie, cette fois sous la plume de Gilles Martinet dans “L'Observateur littéraire” du numéro 400 de *France Observateur* ; l'article est consacré à une critique de la *Lettre polonaise* de Dyonis Mascolo auquel il est reproché d'avoir “une conception romanesque de la politique” : “Au fond, ce que cherche /Dyonis/ Mascolo dans la vie politique, ce sont des sources de lyrisme, les moments où, pour reprendre ses propres termes, “il est donné d'éprouver ce bonheur privé duquel la suffocation vous guette” qui l'empêcherait de formuler des jugements politiques, voire de s'impliquer effectivement, ce qui est aussi une incitation puisque Gilles Martinet conclut “... il est naturellement possible que je me trompe (...) dans ce cas, il ne lui sera pas difficile de trouver le chemin d'une certaine organisation politique qui attache aux événements de Pologne et de Hongrie une importance au moins aussi grande que celle qu'il leur accorde lui-même” ; à ce subjectivisme est opposé “Claude Lefort qui, sur ces problèmes /la Pologne et la Hongrie/, défend une position voisine de celle de Mascolo” et a pourtant “écrit dans *Socialisme ou barbarie* un article qui, parce qu'il laisse de côté tout l'appareil de la polémique littéraire, va beaucoup plus loin et est infiniment plus intéressant.”<sup>1488</sup>

Une première constatation s'impose, même si toutes ces références restent brèves, un intérêt réel est accordé aux analyses de Claude Lefort à propos de la Hongrie, puisque l'article mentionné a été publié au dernier trimestre de l'année 1956, mais réservé à ce seul auteur ; le titre *Socialisme ou barbarie* est certes cité, mais pas présenté, alors qu'il n'en avait pas été question auparavant dans *France Observateur*. Philippe Gottraux a sans doute raison de noter que “Lefort est connu publiquement dans le champ intellectuel, pour son passage aux *Temps modernes*”<sup>1489</sup>, on peut ajouter qu'il est devenu professionnellement un intellectuel et qu'en outre non seulement il entretient des relations avec Edgar Morin, mais a même voyagé en Pologne avec ce dernier, de même que Dyonis Mascolo. Or, Edgar Morin donne, quant à lui, des contributions substantielles à *France Observateur* et la démarche “révisionniste”, critique et questionnante d'*Arguments* est suivie de près et souvent

avec bienveillance par la rédaction de l'hebdomadaire. Il n'en va absolument pas de même pour *Socialisme ou barbarie* qui est par contre mentionné en tant que groupe, sans autre définition cependant, par Edgar Morin justement dans un grand article "Après l'année sismique", publié en janvier 1958<sup>1490</sup> : "... notre expérience s'est rencontrée avec celle des "opposants" d'Occident, trotskystes, groupe *Socialisme ou Barbarie*, et autres, qui vivaient eux aussi en plongée, dans les bas-fonds de notre société, frappés de la double excommunication, celle qui ne pardonne pas : bourgeoise et stalinienne." Il s'agit d'une réponse à Gilles Martinet et plus encore aux *Temps modernes* : "Finissons-en avec l'arrogance littéraire, avec cette "conception romanesque de la politique qui s'est exprimée continuellement depuis dix ans à travers les successions /sic/ et contradictoires "théories" de Sartre", même si l'auteur déclare n'avoir "... aucune gêne à reconnaître que *Les Temps modernes* furent, pendant les années froides, alors que nous nous taisions un refuge de la pensée critique...". Pour Edgar Morin, en même temps que d'une polémique à trois acteurs : *Arguments*, *France Observateur*, *Temps modernes*, et plus précisément d'un désaccord entre certains des membres des deux premières rédactions sur l'appréciation, voire la place de la troisième, il s'agit d'un problème d'orientation ou plutôt d'élucidation politique : Aujourd'hui,... nos discussions devraient... éclairer les problèmes d'un choix politique entre les deux voies qui s'ouvrent dans l'univers stalinien : réformes progressives du système d'appareil ou voie révolutionnaire. Ce choix, qui se pose depuis vingt ans à la réflexion socialiste, nous sommes nombreux à l'avoir fait spontanément dans le feu de la révolution hongroise. " ... il ne faut pas en faire un choix manichéen, car entre ce réformisme et ce radicalisme des solidarités peuvent se nouer, à la fois contre le stalinisme qui n'est pas encore mort, et contre le capitalisme." Dans une telle perspective, pour Edgar Morin comme pour la rédaction d'*Arguments*, il peut y avoir place pour le groupe "Socialisme ou barbarie": c'est dès l'été 1957 que le groupe communiste révolutionnaire a été présenté dans la revue "révisionniste", il conviendra de s'y arrêter bientôt beaucoup plus longuement. Critiquer communisme réel et capitalisme paraît essentiel à Edgar Morin, il lui paraît alors secondaire qu'une telle double opposition s'exprime au travers du romantisme littéraire de Dyonis Mascolo ou du révolutionnarisme de "Socialisme ou barbarie". Jusqu'à un certain point et dans une plus faible mesure, à ce moment-là à *France Observateur*, c'est également le cas, au moins pour certaines thèses d'"intellectuels" de "Socialisme ou barbarie".

Ainsi, malgré une mise au point extrêmement sèche de Claude Lefort l'année précédente : "France-Observateur" /sic/ du 9 mai dernier a publié une lettre adressée au Président de la République qui protestait contre les entraves apportées à la liberté de l'information en ce qui concerne la guerre d'Algérie. Ma signature figurait au bas de ce texte parmi trente-six autres. Je tiens à préciser, à l'intention des lecteurs de "Socialisme ou barbarie" qui se sont étonnés de me voir accepter les termes de cette protestation, que ma signature n'a pas été sollicitée (...) Il va de soi que je suis prêt à me joindre à tout mouvement en faveur de la liberté de la presse, et tout particulièrement en faveur de "France-observateur" /sic/, mais je ne saurais m'adresser au président de la République dont la solidarité avec ceux qui mènent la guerre en Algérie et en général avec la politique de la bourgeoisie me paraît évidente..."<sup>1491</sup>, après l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, un article élogieux est consacré à "Arguments sur la crise française" : "La revue Arguments /typographie originale/ de juin (publiée aux éditions de Minuit) consacre un excellent numéro spécial aux récents événements." et l'article de Claude Lefort est mentionné et cité parmi "quatre études /qui/ esquissent une analyse des causes de la situation actuelle et veulent favoriser une "prise de conscience" dont l'urgence n'est plus à démontrer" et qui émanent, outre celle de ce dernier, de Jean Duvignaud, Edgar Morin et Alain Touraine<sup>1492</sup>. Dans ces "études", rédigées au moment de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle ou juste après, tous manifestent une distance critique face à la "défense de la légalité républicaine", qualifiée d'"idéologie irréaliste" par Jean Duvignaud<sup>1493</sup>, alors que selon lui "Le danger qui nous menace est une tyrannie éclairée", de "fétichisme déjà fort usé" par Edgar Morin "puisque c'est par cette légalité que peut s'introduire la dictature"<sup>1494</sup>. Pour lui, tous ces événements révèlent une faillite de la gauche : "Appelle-t-on la classe ouvrière à partager le pouvoir ? Promet-on l'indépendance aux peuples colonisés et l'ouverture de négociations avec le peuple algérien", se demande Jean Duvignaud, avant d'analyser plus loin : "obéissant à des slogans désuets, la gauche défile comme une armée de somnambules", avant de conclure que "Seule une critique radicale - pas forcément orientée vers une action immédiate - peut l'éveiller". Selon Alain Touraine<sup>1495</sup> : "Les contradictions... ne... seront /résolues/ que si la lutte des forces sociales redevient le principe central de la vie politique. Certains voudront que cette lutte soit menée au nom du communisme, d'autres au nom de la spontanéité populaire opposée à toute bureaucratie politique, d'autres enfin croient en la nécessité d'une social-démocratie unissant les ouvriers et les nouvelles

classes moyennes. Mais le jour où les idées et les forces s'opposeront et se discuteront sur le devant de la scène, la France, à nouveau, sera en mouvement, et les contradictions présentées pourront être dépassées." Pour Edgar Morin qui distingue tout à fait explicitement nécessaire *aggiornamento* de la gauche par plus grande prise en compte des aspirations de leurs "représentés" et système de partis qu'il défend : "/cette prise de conscience/ doit conduire à une critique radicale non pas du système des partis, indispensable à toute vie démocratique, mais des grands appareils de partis qui pervertissent ou étouffent toutes les aspirations qu'ils sont censés devoir transmuter en action politique. La critique radicale des trois grands partis de gauche est inséparable de la critique nécessaire née de la crise." La conclusion de Claude Lefort<sup>1496</sup> citée dans *France Observateur* repose sur une critique beaucoup plus radicale des partis politiques et de la vie politique dans un système de partis : "ce qui nous paraît essentiel dans cette période, c'est qu'il est devenu sinon impossible, du moins tout à fait vain de se raccrocher aux institutions politiques traditionnelles, la présence au gouvernement de parlementaires ne doit pas dissimuler que les partis sont voués à une désagrégation. (...) la politique redevient l'affaire de tous comme chaque fois qu'elle apparaît une affaire sérieuse, indissociable de la lutte sociale directe", ainsi que de l'inscription des syndicats et du parti communiste dans un tel système : "Qui ne voit que la crise a secoué les institutions du mouvement ouvrier aussi profondément que celles de la bourgeoisie ? Qui ne voit que dans la faillite des syndicats et des partis dits d'extrême gauche s'inscrit notre problème ?"

"Le coup de force d'Alger a fait soudain apercevoir le vide des organisations ouvrières. On pouvait le pressentir depuis longtemps. Occupées à dénombrer leurs électeurs, elles étaient en fait désertes. Mais l'étendue de ce désert ne s'est révélée que lorsque ont résonné les appels vains à la défense de la République."

"Il n'est plus temps de s'ingénier à masquer ce vide. La servilité des syndicats envers les gouvernements en place, l'opportunisme médiocre des partis, il n'est plus temps non plus de les justifier au nom d'une prétendue efficacité. Après le triomphe de de Gaulle, les mérites de l'efficacité tels qu'on les loue dans le PC apparaissent comme une tragique bouffonnerie."

Sur le gaullisme, Claude Lefort développe déjà dans *Arguments* une analyse très proche de celle qu'il approfondira dans *Socialisme ou barbarie*, en utilisant

alors le concept marxiste de “bonapartisme”, passages qui ne sont pas retenus dans *France Observateur* : “... il a une identité double. (...) Dans la situation actuelle, il est à la fois agent de guerre et agent de paix sociales (sic). Il répond, d’une part, aux exigences du mouvement de masse d’Alger, dont la dynamique aveugle conduit à la guerre illimitée et à l’alignement de la bourgeoisie métropolitaine sur la politique des colons, d’autre part, aux exigences de cette même bourgeoisie qui a besoin d’un pouvoir fort, capable de faire prévaloir ses intérêts et de réduire au silence les minorités indisciplinées. D’une certaine manière, de Gaulle est le point de rencontre entre le fascisme et le mendésisme.”, tout en affirmant déjà que le nouveau pouvoir devrait finalement maîtriser la situation : “Les prochains mois ne sont pas la première étape d’un processus fasciste dans lequel nous serions déjà engagés. Ils verront plutôt la tentative d’endiguer le courant fasciste et de transformer pacifiquement l’État.”<sup>1497</sup>, alors qu’Edgar Morin qui expose une analyse assez proche dans un “post-scriptum” se montre beaucoup moins assuré de la conclusion : “En Algérie s’effectue un processus fasciste selon une logique sociologique naturelle qui est celle du colonat français, face aux masses musulmanes d’une part, face à la métropole de l’autre. (...) la mue française n’appelait pas nécessairement le fascisme, mais un système nouveau dont le mendésisme fut une certaine préfiguration.”<sup>1498</sup>

Dès le numéro 427 de *France Observateur* de juillet 1958, P-A /Philippe/ Renaud prend vivement à partie *Pierre Chaulieu*, Claude Lefort et le collectif qu’il nomme “L’équipe de *Socialisme ou barbarie*” : “Selon Claude Lefort, les ouvriers ont refusé d’entrer en lutte pour défendre la république.”, alors que les autres rédacteurs d’*Arguments* avaient défendu, on l’a vu, une opinion voisine et ajoute : “L’équipe de *Socialisme ou barbarie* semble s’en réjouir.” “Visant à une révolution totale qui donnerait tout le pouvoir aux travailleurs groupés en conseils ouvriers, la lutte contre la menace fasciste apparaît, dans cette perspective radicale comme un effet de la bourgeoisie éclairée en vue de maintenir son pouvoir. Sous prétexte de lutter contre les mystifications du PC, on décourage les ouvriers de lutter aux côtés des partis de gauche et des syndicats (tract diffusé le 27 mai par le groupe *Pouvoir ouvrier*.)”<sup>1499</sup>. Ce tract déjà cité pour le caractère rigide de ses énoncés disait notamment : “Les ouvriers sont bien entendu contre la dictature, car ils savent qu’elle apportera une aggravation de leurs conditions de vie et de travail, mais l’expérience qu’ils ont faite depuis 14 ans de la République capitaliste ne les incite nullement à se faire tuer pour la défendre.” “Il ne s’agit pas de signer des pétitions, d’envoyer des délégations, ou d’“être prêt” comme les boy-scouts. Il s’agit de se préparer le plus tôt possible à une lutte

réelle et efficace et d'associer à cette préparation l'ensemble des travailleurs."<sup>1500</sup> Comme le souligne Philippe Gottraux<sup>1501</sup>, Philippe Renaud se livre finalement à une attaque particulièrement agressive, en revenant sur les prises de position et les pratiques des trotskistes pendant la guerre : "Il est vrai que la lutte contre l'occupant nazi apparaissait aussi comme une mystification à certains hommes qui, aujourd'hui, se complaisent dans une politique du tout ou rien."<sup>1502</sup>

Auparavant, néanmoins, en pleine polémique à propos de Dionys Mascolo et des *Temps modernes*, *France Observateur* avait publié une "lettre/réponse" de Daniel Mothé - ce dernier étant présenté comme membre de "Socialisme ou barbarie", "usine Renault" -, adressée aux "camarades de la CFTC de Saint-Étienne", sous le titre "le débat syndical est ouvert". Cette lettre n'est au demeurant qu'une des contributions du militant ouvrier social-barbare qui furent, comme le souligne justement Philippe Gottraux, nettement plus nombreuses dans *L'Express*<sup>1503</sup> en 1957-1958, brefs articles qui suivent d'assez près les thèmes qu'il aborde dans *Socialisme ou barbarie*<sup>1504</sup>.

On a vu que nombre de cédétistes s'étaient déjà investis dans le mendésisme et que des syndicalistes minoritaires de FO et de la CFTC s'étaient également mobilisés contre la guerre d'Algérie ; parallèlement aux tentatives de faire évoluer la vie politique, une réflexion s'engage sur le syndicalisme : c'est dans une telle perspective que les observations participantes et engagées de Daniel Mothé prendront toute leur place, mais bientôt le débat va également s'élargir et porter sur le devenir de la classe ouvrière. Cette phase sera marquée par l'intervention de sociologues politiquement marqués à gauche, ou plus exactement dans la nouvelle gauche indépendante : Serge Mallet d'abord à l'UGS, puis au PSU, Alain Touraine au PSA, puis également au PSU et en même temps proches des rédactions d'*Arguments* qui consacre un de ses numéros de 1959 à cette question<sup>1505</sup> et de *France Observateur* : les rédacteurs communistes révolutionnaires de "Socialisme ou barbarie" les critiqueront très violemment, tout à la fois pour leur



engagement d' "intellectuels" au sein de la gauche entraînant une réponse également dure de Serge Mallet<sup>1506</sup> et pour leur statut de "sociologues" universitaires, c'est à dire pour nos auteurs coupés de la réalité. Il serait sans doute excessif de se contenter d'en conclure que ceux-ci s'abandonnent à une opposition entre théorie prolétarienne et science "bourgeoise" ou "bureaucratique", même si la défense de leur propre radicalité et d'une grande systématique qui s'accompagne cependant de nombreuses observations de terrain, politiquement participantes au demeurant, paraît parfois quelque peu les égarer dans une telle direction.

Ce conflit intellectuel et politique est contemporain de la rupture de proches et membres de "Socialisme ou barbarie" avec l'UGS au sein de laquelle ils avaient tenté de faire connaître leurs thèses et même de contribuer à l'existence d'une tendance minoritaire révolutionnaire, mais également d'une révision qui, commencée plus tôt, va s'affirmant dans *Socialisme ou barbarie* sur la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière. Il conviendra de revenir plus longuement sur ces sujets en même temps que sur l'évolution des analyses des différents membres de "Socialisme ou barbarie" sur la classe ouvrière.

Plus tout à fait ignoré par *France Observateur*, surtout s'agissant de Claude Lefort, "Socialisme ou barbarie", en tant que groupe et revue, est non seulement nettement pris en considération par l'équipe d' "Arguments", mais, de plus, il s'agira d'une véritable rencontre, même si les rapports sont inégalitaires du point de vue de la réputation dans le champ intellectuel et empreints de véritables désaccords.

La rupture, brutale, avec le Parti communiste s'accompagne pour ceux qui collaborent à la revue *Arguments* d'une ouverture beaucoup plus grande sur le champ intellectuel comme en politique. Une telle attitude d'ouverture autant marquée par les interrogations que par le raisonnement positif permet de comprendre, que tout en étant présentées, très tôt d'ailleurs, dès le n° 4 du bulletin,

soit au cours de la première année de parution, les thèses de *Socialisme ou barbarie* ne sont nullement adoptées, mais, comme d'autres, soumises à critique, avec verve et sans précautions dites d'usage.

Il convient de s'arrêter un moment avec Gil Delannoï en particulier sur les traits spécifiques de l'aventure d'"Arguments", bien différente en tous points de celle de "Socialisme ou barbarie". "Arguments" n'est nullement une organisation politique. Il s'agit encore moins de doter cette petite collectivité ouverte d'une ligne politique, même si, dans les deux cas, le but est de réagir face à un marxisme jugé dangereusement sclérosé. Les deux noms suffiraient à poser les différences. "Socialisme ou barbarie" s'est voulu le point de ralliement d'une solution de remplacement des institutions du communisme réel dans l'urgence d'une guerre jugée imminente. "Arguments", "Raisonnements", "Ragionamenti", - si l'on prend également en considération la revue italienne, "sous l'impulsion et sur le modèle de laquelle"<sup>1507</sup> la publication du "bulletin" français a démarré : les quatre premiers numéros de ce dernier, soit de décembre 1956 jusqu'en novembre 1957 inclus, sont même l'édition française, alors que *Ragionamenti* est l'édition italienne -, se veulent réactions constructives à l'"instrumentalisation" et à la fossilisation corrélatives du marxisme et des intellectuels communistes. L'initiative des Français est prise dans le contexte d'une vague d'exclusions et de départs du Parti communiste, parmi lesquels ceux des fondateurs du bulletin, on l'a vu, à la différence des Italiens qui ne viennent pas du PCI<sup>1508</sup>. Si "Socialisme ou barbarie" accorde de l'importance au rôle d'éventuels intellectuels révolutionnaires et craint fortement le pouvoir de nuisance de ceux qui ne le sont pas, tout en étant engagés, "Arguments" se veut un phénomène intellectuel.

En effet, "Arguments" "... n'est pas une revue mais un bulletin de recherches, de discussions et de mises au point ouvert à tous ceux qui se placent à la fois dans une perspective scientifique et socialiste (...) L'effort d'"Arguments" prend tout son sens à l'heure où l'éclatement du stalinisme incite chacun à reposer les problèmes et à rouvrir les perspectives."<sup>1509</sup>, selon Kostas

Axelos, rédacteur du Manifeste n° 1<sup>510</sup>. Gil Delannoi parle d’"aventure euphorique" d’une petite collectivité marquée "par la convivialité". "Ainsi, à la source des habitudes de convivialité, n’y a-t-il pas que la soif d’apprendre mais aussi la soif de chacun des convives qui participaient aux nombreuses réunions-repas. Ce fonctionnement euphorique, fait d’amusement et de discussion, permettait dans l’intensité d’une vie collective miniature, d’organiser la revue d’une manière très informelle et d’en faire surgir les thèmes de manière très spontanée et très communautaire", ce qui est "d’abord "un réflexe imitatif", l’exemple venant d’Italie : "C’est celui de la revue "Ragionamenti"<sup>1511</sup>. Outre ces liens amicaux nourris de convivialité, il y a une grande soif d’ouverture : "Dès le départ, il était acquis (et imposé) que celle-ci ne visait aucun but lucratif, aucune ligne de pensée ou constitution d’école."<sup>1512</sup>. L’ouverture s’exprime par le refus du sectarisme : "Le droit intégral à la critique mutuelle, réciprocité garante du libre débat et de l’autocritique" qui, pour Gil Delannoi, constitue un "a priori fondateur"<sup>1513</sup> et par l’ouverture intellectuelle dont on avait pu noter qu’elle caractérisait déjà aussi les articles de Claude Lefort dans *Les Temps modernes* : "... ces intellectuels qui firent l’expérience simultanée de la puissante fécondité du marxisme et de la résistance pétrifiante de l’orthodoxie sont provoqués par des thèmes neufs"<sup>1514</sup> à "... tout ce qui était refoulé, nié, dévalorisé par la dogmatique (l’amour, le jeu, l’imaginaire, la fiction, l’art contemporain)."<sup>1515</sup>, mais aussi des sujets privilégiés d’élucidation : "- une critique de la technique et de la technocratie - une apologie de la modernité comme dimension d’un monde en changement - un souci constant de la mondialité et de la mondialisation." Dans le 2<sup>e</sup> Manifeste de 1960, il sera écrit : "Arguments est le lieu commun d’un effort. Effort pour poser les problèmes communs de la culture, des sciences et de la société." "Cet effort a été entrepris sans "credo" ni "tabous", dans un esprit de confrontation et de vérification. Cet incessant dialogue n’efface point l’orientation propre de la rédaction. Les rédacteurs se voudraient fidèles à l’esprit corrosif du XVIII<sup>e</sup> siècle, à la mobilité de la dialectique hégélienne, à la critique radicale de /Karl/ Marx et de /Friedrich/ Nietzsche : ils ne sauraient ignorer /Sigmund/ Freud ou /Albert/ Einstein ; ils prennent à leur compte les nouvelles interrogations que posent les sciences : ils veulent contribuer au rajeunissement des sciences de l’homme. "“L’heure n’a que trop tardé où l’on doit entreprendre les investissements intellectuels nécessaires pour comprendre cette seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, *âge planétaire de la technique, âge de fer d’une nouvelle civilisation industrielle, nouvel âge de l’homme*. Chacun est sommé de saisir simultanément les nouveaux problèmes du vieux monde occidental, les métamorphoses de l’URSS et de la Chine, les immenses questions ouvertes par l’entrée en scène du Tiers-monde. Chacun est sommé de s’interroger sur l’avenir de la culture."<sup>1516</sup> Comme le souligne

Gil Delannoi, restait "... le problème politique et intellectuel du stalinisme... /qui/ se pose... dans les termes d'une réflexion universaliste qui entraîne une constante reconsidération du marxisme, de la philosophie, des structures psychiques, historiques, anthropologiques de l'action et de la société." <sup>1517</sup> Nouvelle considération revendiquée dans le Manifeste de 1960 : "Nous ne connaissons aucune limite à l'esprit de remise en question. La tâche de notre génération est peut-être dans une révision générale." <sup>1518</sup> Quant à la réflexion sur le politique qui pose "les difficultés des rapports entre l'éthique et le politique" et s'écarte tout à la fois de l'axiologie classique qui sous-tend l'idée de juste gouvernement et de la raison historique, elle s'engage, selon Gil Delannoi, dans une "philosophie politique sans morale, et, en un sens aussi morale sans philosophie politique, /qui/ tend à résoudre ses contradictions dans une quête de l'anthropologie, ou plus exactement de ce qu'il convient de nommer l'anthropo-épistémologie." <sup>1519</sup>

Dès la première année de parution du bulletin non seulement les rédacteurs d'*Arguments* multiplient les études consacrées à des auteurs marxistes très différents par leurs orientations comme par les sujets qu'ils abordent ou les registres dans lesquels ils se situent, consacrées respectivement à Georgy Lukàcs, Karl Mannheim, Fritz Sternberg, Lucien Goldmann et Antonio Gramsci<sup>1520</sup>, des numéro un à quatre, celui dans lequel la problématique de *Socialisme ou barbarie* se trouve présentée, inventaire nullement exhaustif si l'on tient compte de l'article d'Edgar Morin sur "la question nègre"<sup>1521</sup> dans lequel celui-ci cherche à évaluer les thèses de divers auteurs africains : Abdoulaye Lye, Aimé Césaire, Anta Diop ou dans un tout autre ordre d'idée celui dans lequel Colette Audry examine la conception de l'action politique de Pierre Hervé<sup>1522</sup> - mais ils cherchent également à analyser des auteurs non marxistes et très divers : Gilberto Freyre<sup>1523</sup>, Auerbach<sup>1524</sup>, Jean-Yves Calvez<sup>1525</sup>, Georges Balandier<sup>1526</sup> ou Charles Morazé<sup>1527</sup>, sans porter nécessairement des jugements totalement négatifs.

De plus, une même posture théorique particulièrement significative parcourt de nombreux articles : la description du marxisme orthodoxe ou la référence à ce qui a constitué leur marxisme et qu'Edgar Morin va bientôt appeler la

vulgate comme une pensée sclérosée, un mécanisme d'enfermement même et la nécessité d'une large ouverture aux possibles théoriques.

Une telle posture exprime, en quelque sorte, la démarche des auteurs qui, pour la majorité d'entre eux, viennent donc de quitter le Parti communiste et commencent à prendre pied dans le champ intellectuel en tant qu'intellectuels. S'ils considèrent *a posteriori* avoir été enfermés dans un univers délirant, sans guère s'interroger encore sur les raisons qui les ont amenés à s'y enfermer eux-mêmes : *L'Autocritique* rédigée par Edgar Morin ne paraîtra qu'en 1958<sup>1528</sup>, c'est aussi par rapport au champ intellectuel qu'ils abordent et dont ils découvrent avec enthousiasme la variété. Cette dernière leur paraît d'autant plus grande qu'ils ne se situent encore guère précisément dans ce champ. Diversité des possibilités théoriques par rapport auxquelles sont posées, en correspondance, la multiplicité et la richesse des devenirs possibles pour la société, puisque ce sont eux que la théorie doit appréhender, en premier lieu. Mais ceci peut être aussi une autre manière de dire pour eux-mêmes, tant l'analogie est grande entre leur nouvelle vision du monde et celle, tout aussi renouvelée, de leur propre avenir, au point que leur discours paraît très marqué par ce moment de passage personnel d'un état à un autre : celui de militant communiste à celui d'intellectuel.

Il en va ainsi par exemple de l'énoncé suivant, dans lequel Edgar Morin s'interroge sur la nécessité de repenser la dialectique et sur la manière dont il convient de le faire : "La première consiste à penser le réel de la façon la plus adéquate possible, c'est-à-dire étudier les phénomènes a/ sans les enfermer d'avance dans l'hypothèse, b/ en les intégrant dialectiquement dans la totalité, ce qui conduit à, c/ les intégrer dialectiquement dans le devenir.

"Rouvrir la totalité du monde, relancer la pensée dans le devenir, dé-réfier les outils de connaissance, dé-dogmatiser le SAVOIR, est-ce du marxisme ou du non-marxisme ? C'est en tout cas ce que nous trouvons au plus profond de la méthode et de l'élan de /Friedrich/ Hegel et de /Karl/ Marx." "Marx à la suite de Hegel, a créé les conditions d'une pensée adulte, qui reconnaît le temps et s'articule sur le

cosmos. Mais il y avait chez Marx, comme en tout homme, quelque chose qui voulait échapper au temps et à l'infini cosmique. C'est la source de sa propre "utopie", de sa propre "idéologie", de sa propre mystique et, finalement, d'une religion d'un type très ancien et nouveau. Aujourd'hui, à aucun prix, notre pensée ne doit oublier ou camoufler les perspectives du devenir cosmique - que le silence de ces espaces infinis ne nous effraie plus." <sup>1529</sup>

Plusieurs autres énoncés expriment exactement la même attitude : ainsi Joseph Gabel dans un commentaire *d'Idéologie et utopie* de Karl Mannheim <sup>1530</sup> écrit-il à propos de l'idéologie communiste qu'il assimile, par ailleurs, purement et simplement à la "conscience" de la "classe prolétarienne" : "Si la conscience des classes dominantes est prisonnière de leur passé, celle de la classe prolétarienne tend à devenir prisonnière de l'avenir ; il y a là (S /Simone/ de Beauvoir qui a parlé d'"Avenir-Chose" l'a bien vu) un authentique phénomène de réification de la durée historique" qu'il se contente d'assimiler à un enfermement dans un délire par rapport auquel le seul problème posé est celui de la sortie. "Des délires peuvent guérir, mais rarement par simple conviction, un homme peut sortir d'une atmosphère de fausse conscience, mais une telle issue exige une véritable désintoxication intellectuelle, et celle-ci peut dans certains cas entraîner un choc psychique sérieux." <sup>1531</sup>

On retrouve une idée très voisine : la nécessité d'une ouverture culturelle, afin d'accompagner le mouvement de l'histoire dans un article de Jean Duvignaud dont le titre, fort significatif, est : "Ce que nous attendons de la culture." <sup>1532</sup>.

"Ce que nous attendons de la culture, aujourd'hui, c'est qu'elle nous restitue l'expérience authentique, la force vivante de l'homme bien mal adapté à la civilisation matérielle, qu'elle aide à affronter l'imprévisible histoire. Nul ne peut préfigurer les voies et moyens d'expression, car nul ne connaît les désirs de cet immense public vierge qui entre victorieusement dans l'histoire - non seulement le prolétariat européen délivré peu à peu de la terreur policière stalinienne - mais aussi les hommes d'Afrique ou d'Asie. Nul ne peut supposer l'expérience imaginaire ni les formes qu'elle revêt parce que les hommes en s'exprimant affrontent et dominent des forces éternelles sous le déguisement de l'histoire. Si le mouvement ouvrier a découvert que tout était possible désormais depuis que le dieu jaloux stalinien était mort, un champ immense est ouvert aussi à la culture. Et il ne s'agit point de "culture socialiste",

parce que toute culture libre qui invente librement ses formes et amplifie l'expérience humaine est toujours socialiste." <sup>1533</sup>

Rien de semblable à *Socialisme ou Barbarie* où, à la même époque, les rédacteurs continuent à développer leurs problématiques qui, malgré des différences entre auteurs, des évolutions et des ruptures, restent articulées autour de thèmes constants : la critique de la bureaucratie et des rapports de domination économique et politique et la quête de l'autonomie ouvrière.

La comparaison entre thèmes abordés et auteurs mentionnés est d'ailleurs éclairante : ainsi, par exemple, celle des sommaires du numéro 20 de *Socialisme ou barbarie* et de la quatrième livraison d'*Arguments* qui ont en outre en commun d'être, tous deux, consacrés à la Hongrie.

**Tableau IX****Sommaire du n° 20 de *Socialisme ou barbarie* de  
nov.-déc. 1956**

<i>Roger Berthier</i> :	Une expérience d'organisation ouvrière : le Conseil du Personnel de l'AG Vie
<i>René Maille</i> :	Les impérialismes et l'Égypte de Nasser
Sous le sous-titre : La révolution en Pologne et en Hongrie :	
	Questions aux militants du PCF
<i>Claude Lefort</i> :	L'insurrection hongroise
<i>Philippe Guillaume</i>	Comment ils se sont battus
<i>Daniel Mothé</i>	Chez Renault on discute de la Hongrie
<i>Pierre Chaulieu</i>	La révolution prolétarienne contre la bureaucratie

**Tableau X****Sommaire du n° 4 d'Arguments  
de juin-sept. 1957**

LES CONSEILS OUVRIERS. Note sur l'histoire de Conseils ouvriers (P. Naville). Gramsci et l'Ordine Nuovo (R. Guiducci).
LES IDEES DE "SOCIALISME ou BARBARIE" *. Notes sur Socialisme ou Barbarie (G. Genette). Solécismes ou barbarismes (E. Morin). Sur l'article de Morin (C. Lefort).
LA REVOLUTION HONGROISE. Témoignages et études sur la révolution hongroise, revue critique (P. Broué). Quelques réflexions à partir de l'étude de la révolution hongroise (F. Fejtő). A propos de l'article de Broué (J. D. / Jean Duvignaud).
LE PARTI REVOLUTIONNAIRE. Centralisme démocratique et lutte de tendances (A. Frankin).
PHILOSOPHIE MARXISTE ? Y a-t-il une philosophie marxiste ? (K. Axelos). Remarques sur l'article d'Axelos (R. Misrahi). Sur les remarques de Misrahi (K. A. /Kostas Axelos/). L'au-delà philosophique de Marx (E.M. /Edgar Morin/). Vers la pensée planétaire (K. A. /Kostas Axelos/).

"Socialisme ou barbarie" est un sujet traité à égalité aussi bien avec le problème historique et théorique des conseils ouvriers qu'avec la révolution hongroise. Ce traitement confère d'autant plus d'importance à "Socialisme ou Barbarie" qu'aucun autre groupe ou courant n'est distingué de la même manière.



Déjà, dans “Révisons le révisionnisme”, Edgar Morin, qui insistait sur la nécessité de dépasser l'alternative trop affective : se déclarer marxiste ou non marxiste, on l'a dit, soulignait lui-même de manière fort intéressante la différence entre les deux types de cheminements : “D'autre part, il faut voir dans quelles conditions nous rouvrons le dossier Marx. Les marxistes qui sont passés par le stalinisme connaissent une grave crise qu'ignorent les marxistes indépendants ou formés à l'école trotskyste.”<sup>1534</sup>

Ce détour par une comparaison rapide du contenu des deux revues permet de mieux comprendre le statut conféré dans *Arguments* aux thèses développées dans *Socialisme ou barbarie*. De fait, elles sont évoquées à l'occasion d'un événement politique, la crise hongroise, ce qui circonscrit déjà l'intérêt qui leur est accordé à l'intérieur de ce qui n'est qu'un des domaines de préoccupation des rédacteurs d'*Arguments*, même si cette crise est bien propre à toucher ces ex-“staliniens”. Ceux-ci vont ainsi consacrer plusieurs articles à “Socialisme ou barbarie”.

Mais leur démarche ne saurait être confondue avec une adhésion aux thèses du groupe. Les rédacteurs d'*Arguments* ont même sans doute voulu contribuer à faire “sortir” “Socialisme ou barbarie” ou au moins une partie de ses membres de ce qu'ils considéraient comme un enfermement intellectuel et politique.

L'entretien *a posteriori* avec Edgar Morin porte encore la marque d'une telle velléité accompagnée d'estime.

“Ils ont eu un mérite énorme. C'est la seule publication de gauche marxiste révolutionnaire ni contaminée par le léninisme, ni par le social-démocratisme. Ils ont eu le mérite d'aller au-delà de la position de /Léon/ Trotsky, de faire la coupure épistémologique avec l'URSS, de dire que ce n'était pas du socialisme même dégénéré.”

“Les gens de “Socialisme ou barbarie”, je souhaitais qu’ils écrivent dans *Arguments*. /Claude/ Lefort a fait une contribution dans le numéro sur la bureaucratie. /Gérard/ Genette aussi. Je regrette que \* *Pierre/ Chaulieu* n’ait pas collaboré. Il émettait des réserves. Ce n’était pas assez politiquement actif, trop détaché des luttes. Il y avait une forte exclusive personnelle contre /Kostas/ Axelos.”

“À *Arguments*, nous en avons assez du langage de secte, petite comme “Socialisme ou barbarie”, grande comme le PC. Il y avait un climat de tolérance (...) J’étais opposé à leur attitude trop personnelle, excommunicatrice. À *Arguments* nous avons des intérêts multiples. Pour eux c’était de la dégénérescence. Ils étaient très sectaires, violents, pas moi.”<sup>1535</sup>

Jean Duvignaud décrit ces relations avec plus de distance encore et en insistant plus sur les différences qu’il lie nettement à des moments distincts dans des itinéraires diversement marqués par le communisme :

Q : Vous m’avez parlé des rapports entre “Arguments”, “S ou b” et l’” IS ” ?

- “ J’ai eu des contacts avec /Edgar/ Morin et /Claude/ Lefort, d’abord. La discussion a porté sur le problème de la bureaucratie. Une discussion approfondie sur la bureaucratie en URSS. la discussion était orientée du point de vue d’” Arguments ” qui ne réduisait pas l’analyse au problème de la bureaucratie. Une grande importance était accordée aux problèmes culturels à “Arguments”. À “S ou b”, il y avait une unité de pensée, une cohérence. Ni pour Morin, ni pour moi, et encore moins pour /Roland/ Barthes.”

“À “Arguments”, il fallait sortir du dogmatisme, sortir de l’idéologie. Il fallait se débarrasser du principe d’idéologie. /Maurice/ Merleau-Ponty avait une grande influence à “Arguments”, alors que Maurice Merleau-Ponty et Claude Lefort étaient amis.” “Après le dogmatisme du PC, nous ne voulions plus de dogmatisme...”

“J’avais d’abord perçu “S ou b” comme un groupe trotskiste, j’étais allé à un meeting. /Claude/ Lefort était un très bon orateur. Il m’apparaissait comme un trotskyste. J’ai connu /Cornélius/ Castoriadis beaucoup plus tard... Ils avaient tous loué une maison à Hammamet, pendant que j’étais en Tunisie.”<sup>1536</sup>

De même Pierre Fougeyrollas : “J’ai été membre du PCF de 1942 à 1956, moment de l’insurrection hongroise, ce qui veut dire que pendant la période 1948-1953, date de la mort de Staline, j’ai été très fortement stalinien. Ensuite, pendant les années de crise, mes années de crise ont été en 1954-1956, à ce moment-là, j’étais à Bordeaux, j’ai lu *Socialisme ou barbarie* comme du petit lait. Ensuite, j’ai rompu avec le PC au moment de l’insurrection hongroise. La rupture a été tellement globale à ce moment-là que *S ou b* ne me paraissait plus assez en rupture. *S ou b* était du trotskisme amélioré, ça restait trop à l’intérieur.”

“Quand j’ai rompu avec le PC., ils m’ont paru trop timides, trop tiède. *Arguments* était moins strictement politique, plus politico-culturel. /Il a été membre du comité de rédaction d’*Arguments* de 1958 à 1962/. Pour finir, je vais vous dire une vach... /méchanceté/” “Contrairement à /Edgar/ Morin, /Jean/ Duvignaud, /Kostas/ Axelos, je ne considère pas mon passage à “Arguments” comme une chose très importante. Ensuite, l’Afrique m’a permis d’échapper à l’étroitesse de l’Europe.”

“Moi, ensuite, je me suis remarxisé. Je n’apprécie pas leurs orientations actuelles...” /Pierre Fougeyrollas dit également avoir été très lié aux milieux mendésistes, à la fin de la IV<sup>e</sup> République. /

“Avec /Jean/ Duvignaud on a en commun la recherche sociologique, mais enfin avec une orientation différente. (...)”<sup>1537</sup>.

L’intersection de leurs itinéraires politiques a été essentielle dans leurs rencontres et leurs échanges, plus semble-t-il que les relations professionnelles avec la sociologie de Claude Lefort, d’une part, Edgar Morin, Jean Duvignaud, Pierre Fougeyrollas et Roland Barthes, de l’autre. Après l’agrégation de philosophie, après avoir enseigné dans le secondaire à Reims et à Nîmes, Claude Lefort est entré au CNRS et, après avoir passé deux années au Brésil, à Sao Paulo, est devenu assistant de Georges Gurvitch, dans le cadre du certificat de morale et sociologie, avant de retourner au CNRS en sociologie. Edgar Morin, après avoir fait des études d’histoire et de droit, a eu des activités professionnelles militantes, encouragé par Georges Friedman, il entre finalement au CNRS en 1950<sup>1538</sup>. Jean Duvignaud, de son

côté, après avoir passé l'agrégation de philosophie, est entré au CNRS en sociologie, recruté par Georges Friedman, puis est devenu, lui aussi assistant de Georges Gurvitch en 1958 (Jean-Pierre Faye et Alain Touraine ont également été assistants de Georges Gurvitch). Pierre Fougeyrollas a d'abord été assistant de recherche au CNRS de 1948 à 1951 au Centre d'études sociologiques dirigé alors par Jean Stoetzel qui deviendra son directeur de thèse : il y réalise des recherches de sociologie familiale publiées dans *Populations* alors qu'il est parallèlement l'un des rédacteurs de *La nouvelle critique*. Il a enseigné dans le secondaire pendant dix ans, à Bordeaux d'abord, de 1951 à 1957, puis à Paris, au lycée Montaigne et ensuite à Sceaux au lycée Lakanal, tout en préparant sa thèse, assez avancée, lorsqu'il a pris un poste au Sénégal, à Dakar, à l'université, en sociologie. Il a soutenu sa thèse en 1961<sup>1539</sup>. Comme celle de Claude Lefort, on l'a vu, l'entrée dans la vie professionnelle de la plupart d'entre eux a été retardée par le militantisme.<sup>1540</sup>

Dans le numéro d'*Arguments*, dans lequel "les idées de Socialisme ou Barbarie" se trouvent présentées, en même temps que "Les Conseils ouvriers" et "La Révolution hongroise" analysée, les rédacteurs d'"Arguments" vont, tant à propos de la révolution hongroise, en général, que des "conseils" dont ils privilégient l'existence, ouvrir leurs colonnes à des auteurs qui développent des approches différentes et défendent des conceptions divergentes.

Dans une brève étude des expériences successives de conseils, Pierre Naville<sup>1541</sup> s'en tient à un schème très classique dans les milieux marxistes révolutionnaires : les soviets sont une des formes d'organisation du mouvement ouvrier révolutionnaire, l'importance de ces différentes organisations varie suivant les nécessités de la lutte.

Roberto Guiducci<sup>1542</sup> dans "Gramsci et "l'Ordine Nuovo" présente un Gramsci très conseilliste : "C'est dans cette perspective que réside l'originalité des Conseils ouvriers, seule institution prolétarienne qui, là où n'existent que des rapports économiques d'exploiteur

à exploité, d'opresseur et /à/ opprimé, représentent l'effort continu de libération que la classe ouvrière accomplit par elle-même, par ses moyens et ses systèmes propres, en vue de fins qui doivent lui être spécifiques, sans intermédiaires, sans délégation du pouvoir à des fonctionnaires ou à des politiciens de carrière"<sup>1543</sup>. Il privilégie lui-même cette forme d'organisation comme préfiguration de la société à construire, en lui conférant le statut de base de la planification : "Dans cette conception des Conseils comme construction de civilisation réside peut-être l'aspect le plus moderne (...) de la conception marxiste du saut dialectique... Le grand problème qui se pose au mouvement ouvrier contemporain est justement celui d'absorber dans une démocratie organique, directement représentative par le bas, l'instrument technique de la planification." <sup>1544</sup>

Quant à l'analyse de la "révolution hongroise", elle est confiée à Pierre Broué<sup>1545</sup> et François Fejtö<sup>1546</sup>. Le premier, au terme d'une analyse minutieuse de la documentation disponible, y retrouve bien sûr le schéma trotskiste : les Soviets et l'organisation séparée de l'avant-garde communiste ; François Fejtö, quant à lui, considère que Matyas Rakosi avait réussi à pousser vers la "réaction noire" toutes les couches non ouvrières : artisans, petits commerçants, professions libérales, intelligentsia, paysans libres, paysans pauvres, de fait vers un nationalisme se référant aux grandes figures nationales du XIX<sup>e</sup> siècle, Sandor Petöfi et Lajos Kossuth, et fait découler l'orientation d'Imre Nagy, "un communisme démocratique et national", de cette situation difficile. Il souligne, par ailleurs, la portée gestionnaire de l'expérience des Conseils, mais insiste sur le rôle des "Social-démocrates" en leur sein, ainsi que sur la revendication d'élections libres par les Conseils et estime que des élections libres auraient donné le pouvoir à une coalition entre les premiers et un parti de centre droit, pour conclure que la Hongrie aurait connu un régime de type "hongrois", tout en défendant la démocratie politique : "... une démocratie politique correspondant au niveau social, intellectuel, politique du peuple intéressé, est-elle vraiment une forme de gouvernement rétrograde par rapport à une dictature dite socialiste, mais qui est en fait une structure superposée à la nation, sans contact avec elle ?" <sup>1547</sup>.

Les thèses de "Socialisme ou barbarie" font l'objet de plusieurs articles regroupés sous le titre "Les idées de Socialisme ou Barbarie"<sup>1548</sup>, ce qui

produit un certain effet de promotion, mais la juxtaposition de ceux-ci correspond à un dosage qui unit la publicité, l'illustration et la critique.

En effet, ces thèses sont d'abord présentées par Gérard Genette<sup>1549</sup> d'une manière très louangeuse. Celui-ci entretiendra lui-même des relations plus proches mais brèves avec "Socialisme ou barbarie" après 1958.

Il suffit pour s'en convaincre de citer quelques extraits des conclusions de l'article : "elles /les analyses de "Socialisme ou Barbarie" / lèvent de façon radicale les équivoques et les contradictions de l'idéologie stalinienne et de ses diverses variantes, et (...) tentent de restituer au marxisme ses fonctions de savoir dialectique et de philosophie révolutionnaire. De savoir dialectique parce qu'en élaborant des catégories qui doivent permettre au matérialisme historique de rendre compte du monde moderne, elles professent que ces catégories dépendent du niveau actuel de l'expérience prolétarienne et n'expriment qu'un rapport momentané entre l'histoire de ce monde et le progrès de cette expérience. De philosophie révolutionnaire, parce qu'elles replacent la notion de travail au cœur de la politique comme de l'anthropologie, en montrant que l'émancipation des prolétaires suppose et signifie l'assomption par eux du travail humain dans sa réalité totale."

Les quelques précautions largement stylistiques qui sont exprimées dans la conclusion, par ailleurs extrêmement enthousiaste, apparaissent plutôt comme une réserve permettant à l'auteur de se conformer à la nécessité de garder l'esprit critique cher aux rédacteurs d'*Arguments* : il s'agit surtout de montrer la valeur théorique de ces thèses et leur intérêt pour l'ensemble de la "gauche" française, ce qui constitue, de la part de l'auteur, une tentative de susciter un intérêt pour "Socialisme ou barbarie" et d'élargir l'influence du "groupe", caractérisé comme tel, ce qui est exceptionnel : rendre au marxisme tout à la fois sa capacité d'appréhender les contradictions du monde moderne et sa force révolutionnaire.

"Pas plus que d'autres, les analyses du groupe "Socialisme ou Barbarie" ne peuvent être accueillies sans critique..."

“Une telle perspective peut évidemment soulever un reproche d'utopie dont l'avenir sera seul juge. Mais pour le présent...”<sup>1550</sup>.

Tout autre est le contenu de l'article d'Edgar Morin dont le titre à lui seul “Solécismes ou Barbarismes”<sup>1551</sup> révèle bien la distance teintée d'ironie que l'auteur entend conserver, même s'il accorde bien de vraies qualités aux thèses de “Socialisme ou barbarie” tant en ce qui concerne la perspective utopique du socialisme total que l'analyse critique. À cette dernière, il concède qu'elle est centrée sur des questions fondamentales : la bureaucratie, la persistance de la domination des masses dans les phases de transition par ceux-là même qui prétendent œuvrer à leur libération, sans voir d'ailleurs que le schème critique qui est développé dans *Socialisme ou barbarie* et s'étend à l'organisation et à l'action des partis politiques de gauche et des syndicats, lorsqu'ils ne disposent pas du pouvoir, contient, en fait, une critique beaucoup plus générale et plus précise du politique.

Par contre, à l'ensemble de ces thèses, il reproche d'être simplificatrices, voire simplistes, d'où une certaine ironie. Cependant, cette appréciation n'a pas tout à fait le même sens selon les différents niveaux de la théorie et de la pratique de “Socialisme ou barbarie” auxquels il l'applique.

S'agissant de la bureaucratie, tout d'abord, Edgar Morin cherche à montrer que le vocable unique employé dans “Socialisme ou barbarie” qu'il tend à caractériser comme “anarcho-marxiste” recouvre, en fait, des phénomènes distincts : “Ils ont fait comme ces marxistes qui se bornent à nommer capitalisme tout ce qui est oppressif. Ils ont nommé “bureaucratie” tout ce qui est oppressif, sans analyser le phénomène en lui-même dans sa totalité, sa complexité, son hétérogénéité.”<sup>1552</sup>

Il s'efforce, pour sa part, de distinguer la bureaucratie qu'il semble assimiler au développement des bureaux, l'appareil, organe dont les membres seraient unis par des liens plus forts et la couche des techniciens, caractérisés par

leur compétence. Le foisonnement des appareils, terme employé plus de soixante fois dans ce bref article, est imputé à la “virulence de la lutte des classes” et la multiplication des bureaucraties, qui engendre “la formation de la couche des techniciens, au développement des relations sociales, de la technique, de l’État moderne”.

Ces différents termes ne sont cependant guère définis de manière ni précise ni conceptuelle ni historiquement et sans l’utilisation de données empiriques autres que les informations fournies par l’actualité en France et dans les pays concernés ; Edgar Morin esquisse à peine l’examen des conditions de formation et de croissance de ces différents phénomènes, ce qui produit un effet de naturalisation, par excès de déterminisme. Le foisonnement des appareils, terme employé plus de soixante fois dans ce bref article, est imputé à la “virulence de la lutte des classes” et la multiplication des bureaucraties qui engendre la formation de la couche des techniciens, au développement des “relations sociales, de la technique, de l’État moderne.”

“Le XX<sup>e</sup> siècle voit se concrétiser l’organisation d’appareils-béliers et d’appareils-ventouses, capables de s’emparer de l’État et de le guider totalement - le parti de type bolchevik, d’abord, fasciste ensuite.”<sup>1553</sup>  
qu’il distingue donc en creux des autres partis politiques.

“... la virulence de la lutte des classes a engendré\* des appareils politiques monolithiques à organisation disciplinaire quasi-militaire, de type bolchevik, puis fasciste.”<sup>1554</sup>

“Le développement général des relations sociales, de la technique, de l’État moderne, ont entraîné\* un gigantesque développement bureaucratique, bureaucratie d’entreprises, bureaucratie d’appareil, bureaucratie d’État.”<sup>1555</sup>

“Ajoutons que, simultanément, le progrès technique suscite\* la formation d’une couche sociale particulièrement détentrice des secrets de la marche des choses : les techniciens.”<sup>1556</sup> (\* souligné par nous pour ces trois énoncés d’Edgar Morin).



Le mérite de l'article d'Edgar Morin est de mettre l'accent sur la diversité et la complexité des sociétés, y compris communistes, tout en étant de fait assez proche du schéma d'analyse de Claude Lefort.

“A vrai dire, tout se ramène à l'opposition réelle, essentielle certes, mais abstraite dès qu'elle est isolée et figée du prolétaire et du bureaucrate. Les problèmes particuliers à chaque situation nationale sont ignorés aussi bien que la complexité et les interférences dans les structures sociales.”<sup>1557</sup>

On peut dire que, si Claude Lefort, bien que communiste révolutionnaire, dessine une analyse du communisme réel en terme de “totalitarisme”, même s'il s'attache à trouver une lutte des classes et donc des réactions d'oppositions venues d'en-bas, il n'en va pas de même d'Edgar Morin qui se veut beaucoup plus analytique et cherche plutôt les oppositions internes, les conflits et les facteurs d'évolution, au risque de sous-estimer la contrainte et l'extension de sa pénétration dans la société.

“En ce qui concerne l'URSS, faute de distinctions analytiques, S. ou B. /sic/ fait une confusion presque totale entre appareil du parti, bureaucratie et technocratie. S. ou B. est victime du monolithisme stalinien qui masquait les différenciations et les contradictions au sein des couches dominantes.”<sup>1558</sup>

“L'appareil du parti a suscité la formation d'une gigantesque bureaucratie (état planifié, centralisé, hyper contrôlé) et d'une importante couche de techniciens (industrialisation). Il a secrété la formation d'un sur-appareil ultra quasi autonome (police politique). Il a dû fortifier un appareil de techniciens d'un type spécial : l'armée. Le problème pour l'appareil du parti a été de ne pas se laisser envahir, contrôler ou dominer par la bureaucratie...”<sup>1559</sup>

“L'appareil doit également lutter contre l'armée et la renforcer, lutter contre la bureaucratie, et la renforcer, lutter contre la classe ouvrière et la renforcer.”<sup>1560</sup>

“L'appareil et la bureaucratie entretiennent des rapports plus complexes encore. La bureaucratie n'a pas de support autonome comme l'armée ou la NKVD...” “Elle aspirerait à un “statut” de fonctionnaire, si l'on peut dire.”<sup>1561</sup>, ce qui n'est pas absolument certain, de fait.

“Quoique ne disposant pas d'appareil, les techniciens sont progressivement élevés à la crête de la société... ils tiennent en mains les leviers vitaux de l'économie.” /Mais ils ne les tiennent jamais seuls./ “Les techniciens aspirent à une société délivrée du parasitisme bureaucratique et de la tyrannie d'appareil ; ils sont potentiellement favorables à tout ce qui est décentralisation et initiative.”, compte non tenu des modes bien particuliers d'allocation des divers types de ressources.

“Cette libéralisation, ils peuvent la trouver, soit dans les voies nouvelles de l'appareil (décentralisation de Kroutchev /sic/, néo-technocratie de /Wladyslaw/ Gomulka), soit dans un système d'autonomie des entreprises avec participation et gestion ouvrière.”

“Le libéralisme économique des techniciens tend naturellement à se prolonger en libéralisme politique” /corrélation qui n'est que posée/. Mais il peut s'insérer soit dans un système d'appareil libéral et fortement technocratisé, soit dans un système démocratique libéral qui serait également fortement technocratisé.”<sup>1562</sup>

Quant à Claude Lefort, il se contente de pratiquer, en tant que membre de “Socialisme ou barbarie”, une sorte de droit de réponse à Edgar Morin.

C'est dans le registre de la rigueur théorique que s'inscrit cette réponse du représentant de “Socialisme ou barbarie” : la bureaucratie est un rapport social total, un moment historique tout à fait spécifique auquel s'applique un schème explicatif unique.

“L'avènement de la bureaucratie répond, en effet, à une tendance historique fondamentale, mise en évidence par /Karl/ Marx, de “socialisation de la société” ; la bureaucratie tend à assurer une communication de toutes les activités, elle appelle à une participation de chaque individu à la totalité

sociale, niant formellement toute distinction de classe, mais en même temps elle contredit radicalement cette tendance par son existence, son système d'oppression, de hiérarchie, de cloisonnement, et elle paye elle-même cette contradiction d'une lutte interne implacable de groupe à groupe, de clan à clan.” L'auteur insiste de manière particulièrement explicite sur la distinction entre sociétés communistes et capitalistes : “... elle /la bureaucratie/ n'existe que dans les horizons du communisme...”

“En d'autres termes, pour S. B. /sic/, la bureaucratie est un phénomène social total qui n'est intelligible que dans la perspective de l'histoire moderne de la lutte des classes. Et la théorie de la bureaucratie est une théorie de la révolution.”<sup>1563</sup>

“... quelle que soit la lutte de clans, l'exigence de l'unité de la bureaucratie prédomine absolument, car à la différence de la bourgeoisie, elle n'existe comme classe que collectivement...”<sup>1564</sup>

Tableau XI

**Présentation de *Socialisme ou barbarie* dans *Arguments*,  
en juin-sept. 1957: les idées de “Socialisme ou barbarie”**

Gérard Genette	Notes sur Socialisme ou barbarie	p. 8-13
Edgar Morin	Solécismes ou Barbarismes	p. 13-19
Claude Lefort	Sur l'article de Morin	p. 19-21

Tableau XII

**Les publications des rédacteurs de *Socialisme ou barbarie* dans *Arguments***

<b>Auteurs</b>	<b>Titre de l'article</b>	<b>N°</b>	<b>Mois-Années</b>	<b>Pages</b>
Claude Lefort	Sur l'article de Morin	4	juin-sept. 1957	19-21
Yvon Bourdet (avec Kostas Axelos)	Marxisme “ ouvert ” ou en marche	5	déc. 1957	17-19
Claude Lefort	Le gaullisme et la crise du régime	8	juin 1958	18-21
Daniel Mothé	L'ouvrier et l'exploitation	12-13	janv.-mars 1959	21-23
Claude Lefort *	Qu'est - ce que la bureaucratie ?	17	1er trim. 1960	64-81
Yvon Bourdet	Démocratie, classe et parti d'après Max Adler	25- 26	1er 2e trim. 1962	40-45

\* A cette date Claude Lefort n'est plus membre de “Socialisme ou barbarie”

L'approche d'Edgar Morin, incontestablement plus "optimiste" que celle de Claude Lefort, constitue aussi une ouverture politique, puisqu'elle n'exclue pas le dialogue avec les critiques moins radicaux de l'URSS et des démocraties populaires, ni avec des intellectuels "réformistes" issus de ces pays, au risque de sous-estimer la capacité de se perpétuer, de bloquer ou déformer les réformes de la part de régimes qui sont en mesure d'empêcher toute mobilisation politique ou para-politique, toute opposition sociale un tant soit peu large de se structurer effectivement.

Compte tenu du désir de polémique qui habite le comité de rédaction d'*Arguments*, une telle opposition n'empêche nullement la collaboration de se poursuivre ni avec Claude Lefort, tant qu'il est encore membre de "Socialisme ou barbarie" comme après son départ, ni avec d'autres membres de la petite organisation en pleine croissance d'abord, puis très dissociée. Comme on le voit dans le Tableau XII, Claude Lefort y donne en juin 1958 un bref article sur "Le gaullisme et la crise du régime", un beaucoup plus important en 1960, donc deux ans après qu'il ait quitté "Socialisme ou barbarie" à nouveau sur la bureaucratie : "Qu'est-ce que la bureaucratie ?", on l'a vu, Daniel Mothé sur "L'ouvrier et l'exploitation" au début de 1959, alors qu'il est toujours membre de "Socialisme ou barbarie" ; Yvon Bourdet donne quant à lui deux articles, l'un sur "Marxisme "ouvert" avec Kostas Axelos de décembre 1957, un autre seul en 1962 : "Démocratie, classe et parti d'après Max Adler".

La contribution assurée par des "sociaux-barbares" ou ex-"sociaux-barbares" ne sera donc pas négligeable, sans être nullement massive.<sup>1565</sup>

On assiste surtout là au début la formation d'un "réseau" d'"interrelations" fait d'amitié et de proximités relatives : intellectuelles, politiques, professionnelles qui concerne une partie au moins des anciens rédacteurs

d'*Arguments* et de *Socialisme ou barbarie*. Les fils de celui-ci persisteront fort longtemps, de même que des évolutions parallèles, quitte à perpétuer des antagonismes parfois forts, notamment entre Claude Lefort et Cornélius Castoriadis.

Le Cercle Saint-Just sera un second moment constitutif non moins important d'un tel "réseau". Il offrira un cadre à la reprise des échanges "structurés" entre Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, après, d'une part, le départ de Claude Lefort de "Socialisme ou barbarie" au terme d'un conflit entre majoritaires et minoritaires dont l'issue, la rupture, a été finalement voulue par les majoritaires, en particulier Cornélius Castoriadis et, de l'autre, au terme de la participation de Claude Lefort à "Informations et correspondances ouvrières" que celui-ci semble avoir jugée décevante. La participation de membres et d'"anciens" de "Socialisme ou barbarie" sera en outre contemporaine de la dernière scission de "Socialisme ou barbarie", celle entre ceux qui suivent Cornélius Castoriadis dans sa réorientation théorique et ceux qui la refusent et poursuivent une action plus militante.

Il s'agit de deux moments essentiels dans les rapports entre "Socialisme ou barbarie" et les intellectuels, ainsi que d'étapes décisives, surtout la seconde, dans le changement de comportement de quelques membres du petit groupe. En effet leur comportement se rapproche alors quelque peu de celui d'intellectuels engagés, on y reviendra dans le chapitre IX et s'éloigne d'autant de celui de "théoriciens" révolutionnaires parmi des militants.

Les contributions données à *Esprit* en seront un troisième, mais seulement après l'auto-dissolution de "Socialisme ou barbarie". Moment important d'engagement dans un premier temps auprès de la CFDT radicalisée, qui renoue donc à une toute autre échelle avec l'implication parmi ou auprès de militants, puis dans un deuxième dans l'antitotalitarisme, mais qui, d'une part, ne concerne que Daniel Mothé, Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, en suivant l'ordre

chronologique de la publication de ces textes, et, de l'autre, ne concerne plus l'histoire de "Socialisme ou barbarie", mais est par contre constitutif de son image.

VIII. 2/ Croissance réelle de "Socialisme ou barbarie" mais rupture entre pères fondateurs en 1958 : aboutissement des conflits à propos de l'organisation

Dans la conjoncture de la guerre d'Algérie et de la venue au pouvoir du Général de Gaulle, "Socialisme ou barbarie" croît nettement. Le collectif ressemble de plus en plus à une petite organisation.

En outre, la conjoncture fait espérer à certains de ses membres, anciens et nouveaux, que "Socialisme ou barbarie" a un rôle à jouer.

Ces deux facteurs semblent conférer au problème théorique et pratique de l'organisation, qui a constamment secoué "Socialisme ou barbarie", une acuité particulière.

Au terme d'un ultime débat, les désaccords vont aboutir à une scission qui voit la séparation des fondateurs, en particulier les deux théoriciens dont les échanges souvent polémiques ont fortement marqué la vie du groupe : Cornélius Castoriadis et Claude Lefort.

Cornélius Castoriadis reste avec les "activistes" qui paraissent l'emporter.

- *Croissance et structuration de "Socialisme ou barbarie" depuis 1956*

Les années 1956-1957 lui avaient déjà valu des adhésions nouvelles, plus nombreuses également que les recrutements antérieurs. Les arrivants sont étudiants en majorité, mais pas exclusivement. Si presque tous déclarent avoir ressenti différentes sortes de critique du communisme, c'est sans doute la perte progressive de l'"aura" du communisme et des communistes qui permet de comprendre de telles expressions de la part de personnes en contact, le plus souvent avec des cultures sociales et politiques assez diverses.

Parmi les nouveaux venus, on l'a dit, en particulier deux étudiants qui joueront un rôle assez important dans "Socialisme ou barbarie", notamment dans les recrutements étudiants ultérieurs : Daniel Blanchard, *Canjuers*, et Sébastien de Diesbach, *Chatel*. Tous deux adhèrent au groupe par attirance pour ses prises de position sur la Hongrie.

D'autres étudiants rejoignent également le groupe, comme Janine Casevits Weulersse, dont le père était professeur d'histoire dans un lycée et de tradition socialiste, alors que la mère, assistante sociale, était communiste, son second mari venant de la "vieille noblesse bretonne" ; elle est "... juive, pendant la guerre, j'étais une juive non déclarée..." "J'ai toujours été en marge.", ajoute-t-elle. Plusieurs membres de sa famille, également étudiants, rejoindront le groupe plus tard. Le recrutement ne s'était toutefois pas limité aux étudiants, déjà néanmoins les plus nombreux. Ainsi, Catherine Preiser, issue d'un milieu ouvrier communiste hongrois, par son père, artistique, par sa mère, elle-même artiste, *Tamao*, beaucoup plus âgé que la plupart des nouveaux arrivants, puisque né en 1927, alors que les autres sont nés en 1934-1935 et ont donc un peu plus de dix ans de moins que la plupart des fondateurs et ceux qui les ont déjà rejoints, d'origine ouvrière, lui-même ouvrier relieur, avait également rejoint le petit collectif, mais n'y reste que très peu de temps. D'autres s'en rapprochent, sans adhérer à proprement parler comme Gérard Genette, agrégé de lettres, alors professeur de lycée.



“Daniel Blanchard /fils d’un enseignant d’histoire dans le secondaire, alors étudiant en DES d’histoire à la Sorbonne et qui deviendra ultérieurement poète/ a connu “Socialisme ou barbarie” en ramassant un tract en 1956, sur la Hongrie, à la Sorbonne. Il a écrit pour contacter ce groupe vraiment très discret, mais il y avait quand même une boîte postale en bas du tract. Daniel Blanchard a écrit une lettre très correcte : “Monsieur, etc...”. Au bout d’un certain temps, il a reçu une réponse : “cher camarade...” Il a été convoqué à une réunion. Il a commencé à participer directement aux réunions. Il s’y est beaucoup intéressé...”<sup>1566</sup>.

Sébastien de Diesbach est issu d’une famille aristocratique sans fortune. Son père est ingénieur dans un groupe industriel dont il deviendra ultérieurement directeur. Il est, lui aussi, étudiant à la Sorbonne, mais en philosophie. Il est rebuté par les communistes à l’université, après avoir été attiré par le communisme au lycée, mais par l’intermédiaire de l’engagement sartrien, même si les communistes qu’il rencontre à l’université sont, souvent, de fait, des trotskistes “entristes” qu’il confond avec les premiers, puis, attiré par les “gauchistes” en Italie, il connaîtra “Socialisme ou barbarie” par un meeting sur la Hongrie.

“Intellectuellement, au début, j’étais sartrien au lycée. *L’être et le néant*, le professeur ne l’avait pas lu. Je me suis décrété plus fort qu’eux tout de suite... Je connaissais /Jean-Paul/ Sartre et /Maurice/ Merleau-Ponty. J’étais attiré par le PC quand /Jean-Paul/ Sartre l’était, plus quand /Jean-Paul/ Sartre ne l’était plus. (...) Je prenais plutôt le parti de /Jean-Paul/ Sartre contre /Maurice/ Merleau-Ponty, tout en considérant /Maurice/ Merleau-Ponty comme un plus grand philosophe.”

“À ce moment, la Sorbonne est dominée politiquement par les communistes. Sebag était le meilleur et ensuite tout le monde a décrété que c’était un trotskiste, mais il cachait bien son jeu. Il fallait le savoir.”  
 “En Sorbonne, les amis en 1955 étaient dans la mouvance du PC.”

“Crypto-communiste ou stalinien, je ne savais pas ce que c’était. Girard, Sebag, Clastres, à l’époque, ils étaient extrêmement staliniens. Ce n’est qu’après qu’on pouvait deviner ; à l’époque, ce n’était pas perceptible du tout.”

“Ce qui m’avait frappé ? C’était le centralisme, la bêtise intellectuelle, surtout... Les trotskistes n’avaient pas un ton très différent.”

“Je préparais une licence de philosophie entendue comme assez souple à l’époque : le plus clair du temps se passait en réunions politiques. C’était à cette époque la guerre d’Indochine, la lutte contre le réarmement européen était assez active.”

“En 1955, je pars en Italie pour des raisons sentimentales, je m’y intéressais aussi au cinéma. Je reste huit mois à Rome et je fréquente divers milieux gauchistes.”

“En Italie, je fréquente les gauchistes anarchistes. Le secrétaire privé de /Palmiro/ Togliatti, au moment des événements de Hongrie a rompu avec le PC dans un style très partisan a commencé à dénoncer /Palmiro/ Togliatti comme un type vivant richement. Il y a eu des mouvements gauchistes très nombreux. En Italie, il y avait aussi “Pouvoir ouvrier” avec des vieux bonshommes comme /Amadeo/ Bordiga.” Il semble que Sébastien de Diesbach ait plus entendu parler de ces groupes qu’il ne les ait réellement fréquentés et, en tout cas, il ne s’y est nullement investi. “Dans les groupes gauchistes connus en Italie - que j’aurais pu connaître en Italie... - ce n’était pas stimulant intellectuellement. “S ou b” était plus fouillé, bien argumenté. C’était le vrai marxisme.”

Dans cet énoncé, on retrouve le même type d’enthousiasme pour la qualité intellectuelle du groupe qui avait déjà frappé le rameau bordiguiste au tout début de l’existence du collectif.

“S ou b” a fait un meeting sur les événements de Hongrie, j’y suis allé...” “Je suis allé à Sainte Geneviève. J’ai sorti tous les articles. Je découvrais un univers compliqué et passionnant.”

“Puis, je les ai mieux connus. J’ai été intégré très facilement. “S ou b” était très ouvert.”<sup>1567</sup>

Jeanine Casevits Weulersse, quant à elle, est venue entraînée par un ami, Daniel Blanchard qui joue un rôle non négligeable dans un réseau d'interrelations dont plusieurs personnes se tournent vers le groupe. Ainsi, on s'en souvient, Anne Stein, la jeune artiste hongroise, est une amie de Catherine Preiser, elle-même amie de Daniel Blanchard. Jeanine Casevits Weulersse se dit elle-même peu politisée, tout en ayant ressenti la volonté de résister à un environnement familial communiste et contraignant, ce qu'elle peut paraître partager avec Sébastien de Diesbach notamment. Cependant les rapports conflictuels avec le communisme sont bien différents, il s'agit, pour elle, d'une forme de pression familiale, compliquée par la présence d'un beau-père, après une enfance très douloureuse, mais "Socialisme ou barbarie" ne lui permettra sans doute guère d'appréhender son identité juive. Pour Sébastien de Diesbach, la pression se situe à l'université : le désaccord politique, avant de devenir très vif à propos de la Hongrie, est initialement perçu sous l'angle du manque d'intérêt intellectuel du discours communiste, une déception après la fréquentation intellectuelle des *Temps modernes*. Quant à Anne Stein qui fréquentera le groupe plus tard sans réellement s'y intégrer, c'est l'impossibilité de "porter" son passé hongrois dans un environnement marqué, en France, par l'influence du discours communiste qui la rapproche de "Socialisme ou barbarie". Des rejets du communisme, très différents finalement, dans ces trois itinéraires de jeunes pour lesquels la rencontre avec la politique est loin de s'accompagner d'une socialisation politique aussi longue, complexe et structurante que celle des "anciens" du groupe.

Ainsi Jeanine Casevits Weulersse : "... ma famille du côté de ma mère était au Parti communiste... Je suis quelqu'un de pas très politisé d'une manière officielle, mais j'avais quand même à résister à tout un environnement qui me déplaisait beaucoup et à une propagande carrément pour essayer de m'entraîner au PC. - Oui - Et j'avais un ami, de Diesbach, Sébastien de Diesbach, qui lui était entré à "S ou b" de manière sûrement beaucoup plus politique, engagée. Moi, ça m'intéressait quand même. Je trouvais que c'était un courant d'idées originales que je ne connaissais pas. Mais je ne

connaissais pas, je n'avais pas lu la littérature, bon, je connaissais l'histoire, mais je ne connaissais pas tellement bien les textes. Et puis je suis entrée à "S ou b", comme j'étais une bonne dactylo, j'étais quelqu'un à l'esprit vif, quand même, et qui m'intéressais à ces problèmes. On m'a acceptée."

Cependant, *a posteriori*, son mode d'insertion produit sur elle un malaise qui pourra ultérieurement prendre la forme chez d'autres jeunes, femmes notamment, peu politisés en tout cas, mal insérés, d'une révolte ouverte, structurée par un discours d'origine psychanalytique et extrêmement critique : "Il y avait des ténors, /Cornélius/ Castoriadis, Vége, enfin des gens comme ça... Il y avait /Jean-François/ Lyotard aussi... et puis, les autres, ceux qui avaient moins l'habitude de manier les concepts, de parler, de s'exprimer et qui ne s'exprimaient pratiquement jamais, mais honnêtement je dois dire que moi on me poussait à m'exprimer, on me demandait mon avis (...) d'abord parce qu'on faisait une petite masse de manoeuvre, si vous voulez, pour voter pour l'un ou pour l'autre... c'était des vœux pieux, parce que l'atmosphère, le comportement de tous les gens, sans qu'ils s'en rendent compte eux-mêmes... c'est peut-être injuste après coup, mais j'ai l'impression que ce qu'on utilisait le plus volontiers, que nous-mêmes, parce qu'on participait à la mystification nous-mêmes, eh bien, ce qu'on proposait, nous, ce qu'on nous demandait c'était de taper à la machine, de faire les enveloppes..."<sup>1568</sup>.

Daniel Blanchard et Sébastien de Diesbach, très proches alors, jouent quant à eux très rapidement un rôle actif au sein du groupe qui contribuera directement à l'arrivée d'étudiants : "En 1958, avec Daniel Blanchard, nous faisons un journal à la Sorbonne "Pouvoir étudiant". Il y a eu 4 ou 5 numéros, où on demandait l'autogestion de la Sorbonne par les étudiants, l'abolition de la notation. C'était assez remarquable. Mais on se faisait casser la g... par les trotskistes et les communistes... ces choses paraissaient à des gens comme Sebag extrêmement simplistes."<sup>1569</sup>

De fait, il n'y a eu qu'encore moins de numéros de ce qui n'est resté que le *Bulletin étudiant, Pouvoir étudiant* n'ayant pas dépassé le stade du projet. La publication de ce bulletin a été décidée en octobre 1958.<sup>1570</sup>

Un rapprochement s'esquissera pourtant finalement avec ces étudiants "oppositionnels".

Par ailleurs, étudiants dans le supérieur, respectivement en histoire et en philosophie et sociologie, dotés d'une formation déjà assez solide, tous deux s'intègrent directement à la réflexion théorique aux côtés de Cornélius Castoriadis surtout.

“En 1956-1957, Daniel Blanchard - j'étais à l'époque l'ami de /Daniel/ Blanchard - a été un apport, un renforcement, moi et Blanchard - à ce moment *Corneille* se trouvait un peu seul dans le modernisme intellectuel. Des gens comme *Véga* ne connaissaient pas. Daniel Mothé, par contre, était très curieux de tout. Il avait... lu. Mais il était très gêné par l'accès difficile à l'anglais. /Claude/ Lefort était un intellectuel français...”.

“Les uns et les autres, on a contribué à développer ça. Corneille, le grand synthétiseur qui avait tout lu, fait toutes les expériences. Moins dans ses écrits que dans sa conversation. Dans les soirées chez Corneille, on s'assemblait... On ne peut pas comprendre “S ou b” sans comprendre comment se passaient ces soirées. Des discussions, on passait à la sociologie, aux mathématiques, au cinéma, aux actrices. (...) À l'époque, nous étions très sensibles à la musique. Pas tous. Les gens plus jeunes voyaient les rapports entre ce qu'on faisait et Bob Dylan, le rock et le jazz. La jonction aurait pu être plus ferme avec la littérature et la peinture. (...) On était à l'avant-garde de la société.”<sup>1571</sup>

Sébastien de Diesbach ajoute que cette dimension de recherche intellectuelle autour de Cornélius Castoriadis s'est intensifiée grâce à l'apport de nouveaux arrivants, jeunes intellectuels et étudiants : “Ensuite, c'étaient d'autres générations : les gens autour de Paul Hanappe et Girard, autour de lui /Cornélius Castoriadis/ l'aspect modernisme intellectuel s'est pas mal renforcé.”<sup>1572</sup>

Mais on verra qu'ultérieurement cela ne va pas sans tensions, y compris en ce qui concerne les relations complexes entre Daniel Blanchard et Cornélius Castoriadis.

Au demeurant, l'engagement de Sébastien de Diesbach tout comme celui de Daniel Blanchard est tout à la fois militant et intellectuel, nettement plus intellectuel que celui de la plupart des militants de province, semble-t-il :

Q : / A la suite d'un long développement de l'interrogé sur la qualité et la diversité des intérêts intellectuels dans "Socialisme ou barbarie", en particulier de la part de Cornélius Castoriadis / : la dimension militante vous a moins intéressé ?

- "Si, au contraire. C'est rétrospectivement que cela m'intéresse moins parce que cela a été un échec... L'aspect militant était très important, on allait reconstruire la réalité."<sup>1573</sup>

La diffusion de ce journal se prolonge bientôt par la formation d'un groupe étudiant au sein de "Socialisme ou barbarie", l'un des groupes spécialisés dont l'existence permet à "Socialisme ou barbarie" de paraître déjà très structuré, au moment du conflit entre "majoritaires" et "minoritaires". Au demeurant des pratiques illustratrices d'analyses relativement divergentes, peuvent également s'abriter dans de tels sous-groupes, on le verra.

C'est dans ce contexte que des premiers contacts qui n'aboutiront pas finalement s'ébaucheront avec les anciens "oppositionnels" de la Sorbonne, avant que d'autres liens ne se tissent parfois plus tard. Les étudiants communistes oppositionnels de la Sorbonne : Lucien Sebag, Philippe Girard dont le frère Alain rejoint "Socialisme ou barbarie" peu de temps après, Pierre Clastres qui entretiendra des rapports intellectuels très profonds ultérieurement avec Claude Lefort et Cornélius Castoriadis, sans doute aussi Adler, un futur ethnologue Cartry et Gabriel Cohn-Bendit ont créé un bulletin oppositionnel *Tribune de discussion*, après être entré en relation avec un trotskiste du PCI Denis Berger. Parallèlement Gérard Spitzer, ancien communiste lui aussi, très méfiant à l'égard des trotskistes, fonde *L'Étincelle* qui fusionnera finalement avec *Tribune de discussion*. Riche en particulier du contact avec un groupe ouvrier à Hispano-Suiza, à une tout autre échelle une petite organisation sera finalement créée, "La Voie communiste", à laquelle

appartiendra notamment Félix Guattari qui a lui-même été trotskiste très jeune et a d'ailleurs aidé financièrement *Tribune de discussion*, mais a aussi été très marqué par la Chine et par le schisme yougoslave, peu de temps avant de s'impliquer dans l'expérience psychiatrique de Laborde et d'adhérer dans le Loir et Cher au Parti communiste et à la CGT qui soutient cette expérience, tout en continuant à participer à Paris aux réunions de "La Voie communiste". Avant que nombre de ces étudiants ne soient recrutés par la IV<sup>e</sup> Internationale - mais ils en seront finalement exclus -, des contacts avaient été noués avec "Socialisme ou barbarie" dont l'analyse de l'Union soviétique les intéressait particulièrement. Ayant eu parfois le sentiment d'être quelque peu tenus "en lisière", ils seront néanmoins indirectement témoins du conflit de 1958 au sein de "Socialisme ou barbarie". Ainsi Gabriel Cohn Bendit s'en fait l'écho : alors que "Socialisme ou barbarie" était jugé "pas sérieux", parce qu'il ne s'agissait pas d'une "organisation", Sébastien de Diesbach leur aurait alors expliqué que "Socialisme ou barbarie" était en train de s'organiser ; dans le même temps, Claude Lefort, sans doute rencontré par Lucien Sebag, aurait quant à lui fait part de son opposition "ce type d'organisation". Les appréciations divergent nettement sur cette absence de concrétisation : autoritarisme ou au moins rigidité et méfiance de la part de "Socialisme ou barbarie" face à un groupe différent et relativement homogène, besoin d'une véritable organisation militante de la part des jeunes oppositionnels - c'est finalement l'aide au FLN qui fera "tenir" "La voie communiste" -, sans oublier les affrontements récents à la Sorbonne qui avaient laissé quelques mauvais souvenirs aux membres de "Socialisme ou barbarie". Néanmoins des groupes de province diffuseront en même temps *La Voie communiste* et *Pouvoir ouvrier*. Quant à Gabriel Cohn-Bendit, il participera à quelques réunions d'"Informations et liaisons ouvrières", créé en particulier par Claude Lefort après son départ de "Socialisme ou barbarie" en 1958, tout en insistant sur son "ras le bol de l'organisation", une fois exclu par les trotskistes et en remarquant que "Socialisme ou barbarie" s'était vraiment donné une structure organisationnelle, alors qu'auparavant, il ne s'agissait que d'un problème "très théorique". Le fonctionnement pouvait rester familial, c'était : "si on grossit ça deviendra telle ou telle chose".<sup>1574</sup>

En 1958 et pendant les années suivantes, si tous les militants du groupe ont été frappés par l'arrivée d'étudiants, ce n'est pourtant pas le seul type d'apports que le groupe reçoit. En effet, cette croissance, plus importante qu'en 1956 et qui se poursuivra les années suivantes, sera également redevable un peu plus tard aux contacts entretenus avec l'UGS de personnes déjà proches de "Socialisme ou barbarie" auparavant, mais qui quittent alors cette organisation, parmi lesquels au demeurant des étudiants également, mais aussi en particulier des enseignants. Elle le sera également en nombre moins élevé à des personnes moins jeunes, mais surtout déjà "entrées dans la vie", essentiellement des intellectuels, mais pas exclusivement, qui prennent contact avec le groupe sous l'effet de la conjoncture. En outre, le collectif accueille à nouveau d'anciens membres ou d'anciens proches qui reprennent contact à l'occasion de la crise, mais aussi des diverses sortes de perspectives qui semblent s'ouvrir au groupe, sous le double effet de la conjoncture qui y est diversement appréciée et des différentes orientations, mais aussi expériences pratiques qui y cohabitent avant que le conflit n'éclate entre "majoritaires" et "minoritaires".

S'ils ne sont pas les seuls nouveaux entrants, c'est néanmoins l'arrivée des étudiants qui a le plus frappé les "anciens" qui la mentionnent tous tant pour la période antérieure que postérieure à 1958, quitte à mêler quelque peu les vagues d'arrivants au cours des entretiens. De telles arrivées non seulement les surprennent par leur caractère relativement massif, mais ajoutent aussi à la déception corrélative ressentie à l'époque devant la faiblesse du recrutement d'ouvriers ; les étudiants ne sont pas ceux qu'ils attendaient, même s'ils ne les rejettent pas. Sur ce manque de recrutement ouvrier et sur la quasi-incapacité d'intégrer durablement ceux qui entrent en relation avec le groupe, la perception d'une telle caractéristique comme un échec et, enfin, sur les interrogations récurrentes suscitées par l'une et l'autre, il conviendra de revenir assez longuement dans la partie du chapitre suivant consacrée aux problèmes soulevés par les



difficultés de l'organisation "Pouvoir ouvrier" : "Quand le groupe s'est un peu élargi à la faveur de nos contacts avec les étudiants..." "... des jeunes intellectuels, sociologues, de la vague... on les a recrutés à la Sorbonne, en distribuant nos canards./Sébastien/ de Diesbach...", la vague précédente, "... les jeunes de la Sorbonne, ce sont... ils étaient assez nombreux, ils étaient une vingtaine un moment qui étaient autour. Quand on diffusait dans le quartier, ils sont venus à des réunions publiques et ils ont adhéré... quelques-uns ont adhéré." <sup>1575</sup>

"Un recrutement important, oui, alors là c'était un recrutement étudiant, avec les Guillerm, Descamps, mais il n'a pas tenu tellement longtemps, mais c'était... Et puis bien d'autres..." <sup>1576</sup>. De fait nettement postérieur celui-ci, mais les périodes sont parfois confondues dans des entretiens, même lorsque les faits sont exacts, comme dans ce cas.

Jean Amaury : "C'est le... à partir du 13 mai, où effectivement dans la mesure où aucune organisation politique... d'extrême gauche, de gauche ne présentait rien à la réflexion, il y a eu un afflux d'étudiants qui ne sont pas forcément restés, mais qui étaient en demande, qui ne sont pas forcément restés à ce moment-là, le petit noyau, tu dis /à Raphaël, interrogé en même temps, mais qui n'adhère qu'ultérieurement/ 30-40, je ne sais pas mais..."

Raphaël (médecin connu qui souhaite conserver son pseudonyme) : "oh, il n'y en avait pas beaucoup plus."

Jean Amaury : "Oui, à la limite, les réunions, c'était 20-25." <sup>1577</sup>

La venue de "jeunes" est mentionnée également par ceux qui quittent le groupe alors, avec Claude Lefort, pour former ICO, on va y revenir : "... les jeunes, c'est-à-dire ceux qui avaient une dizaine d'années de moins que nous, j'en ai connus quelques-uns, mais vraiment très superficiellement et on est partis..., "S ou b" change un peu de nature dans cette deuxième partie... il y a une évolution vers la tendance à l'organisation... castoriadisienne..." <sup>1578</sup>.

Dans une telle conjoncture de crise, il y a en outre des reprises de contact et des retours à "Socialisme ou barbarie". On a déjà mentionné celui, notamment, de madame Ansart vers 1960 après un départ-éloignement en 1955, au

terme de trois ans de participation au collectif rejoint après un engagement trotskiste. Pierre Ansart, son mari, entretiendra également alors des relations avec “Socialisme ou barbarie”<sup>1579</sup>... avant un éloignement définitif. On reviendra bientôt sur celui en particulier de deux militants qui s'étaient éloignés de “Socialisme ou barbarie” dès les débuts, après avoir jugé la rupture avec le léninisme insuffisante et qui soutiendront Claude Lefort, lors de la crise interne de 1958, avant de partir à nouveau. Mais c'est aussi vrai d'anciens trotskistes historiques : Munis /*Munis*/ et Benjamin Péret, plus connu comme surréaliste pour le second. Là aussi, les contacts seront provisoires.

C'est dire l'étroitesse de ce milieu d'extrême/”ultra”-gauche”, ainsi que des choix que les militants y perçoivent, pour que de tels départs soient suivis de retours, qui correspondent peut-être aussi à des tentatives par chacun des “camps”, lorsque les circonstances paraissent s'y prêter, de mobiliser les “siens”, y compris venus ou revenus de l'extérieur du groupe, mais aussi la pérennité des prises de position des uns et des autres dans cette période des années cinquante. Ceci révèle que “Socialisme ou barbarie” bénéficiait de réservoirs de “sympathisants”, pour lequel il constituait un pôle, encore que la composante critique dans leurs attitudes rende peut-être le terme impropre : il s'agit plutôt d'entourages pour lesquels le petit groupe restait une référence possible, voire un enjeu.

Selon le témoignage de Jean-Jacques Lebel, très lié à André Breton depuis son adolescence, puis aux surréalistes, en contact avec les anarchistes après avoir été “trotskiste quinze jours” et avoir eu “... quelques contacts avec “Noir et Rouge”, en 1956-1957...” dont on a déjà mentionné les relations avec “Socialisme ou barbarie” : “Je suis allé à des réunions à la Mutualité. Benjamin Péret était venu aux réunions de “Soub”. Il est venu cinq ou six fois avec moi. Il y avait un cercle ouvert au 44 rue de Rennes. On voyait surtout Bricianer...” - Vous étiez combien aux réunions ? - 40”<sup>1580</sup>.

Jean-Jacques Lebel, issu par sa mère d'une famille juive très modeste et dont le "... père avait une galerie d'art", a par ailleurs connu une adolescence mouvementée : "On m'a mis en maison de correction à quatorze ans ; c'était une prison usine pour gosses. J'ai écrit à /André/ Breton. Je me suis échappé pour aller voir /André/ Breton. Je n'ai pas passé mon bac. J'ai échoué plusieurs fois. Je n'ai pas de formation universitaire." "Jusqu'en 1959, j'étais lié au groupe surréaliste."<sup>1581</sup>

En effet, selon Guy Prévan dans *Péret Benjamin révolutionnaire permanent*, "Après le 13 mai 1958, il / Benjamin Péret/ écrivait à Munis /Munis/ (5 juin 1958) : "/André/ Breton, moi et d'autres avons signé un manifeste d'intellectuels qui nous était proposé, bien qu'il fût assez faible, mais la presse, à la faveur de l'état d'urgence et de la censure, l'a étouffé...".

Pour cet auteur, "Ce genre de mécompte suffit sans doute à expliquer pourquoi c'est le moment où se produit une tentative de rapprochement avec le groupuscule d'extrême gauche "Socialisme ou barbarie". Il en informe Munis /Munis/: "J'ai repris contact avec Chaulieu... qui, entre-temps, a adopté à peu près toutes nos idées et s'est considérablement amélioré à tous les points de vue."<sup>1582</sup>

Et d'ajouter : "sans tellement d'avenir que je sache, d'autant que, arrivés là où nous en sommes, Munis /Munis/ et Fernandez de nouveau à Paris y retrouvent leur *companero* Benjamin et, de concert en plus de quelques autres, vont être les fondateurs à jamais optimistes d'un *Fomento obrero revolucionario*."<sup>1583</sup>

Comme on vient de le voir avec l'entretien de Jean-Jacques Lebel, c'est un peu plus compliqué, d'autant plus que *Munis* participe alors à "Socialisme ou barbarie". De plus, Benjamin Péret, qui d'ailleurs participe lui aussi activement un temps au moins aux activités de "Socialisme ou barbarie", semble avoir pratiqué assez systématiquement, comme d'autres d'ailleurs, des ruptures politiques accompagnées de poursuites de contacts dans ces milieux encore fort étroits, même s'ils recommencent alors à s'accroître, des extrêmes et "ultra"-gauche. Ainsi, Guy Prévan indique-t-il notamment qu'au début de 1958, Benjamin Péret s'était chargé

pour *La Vérité* du 16 janvier 1958 d'un compte-rendu d'audience d'un procès contre ce même journal pour avoir dénoncé dans un numéro de novembre 1955 l'usage de la torture en Algérie.

Tous deux restent néanmoins assez éloignés des orientations de "Socialisme ou barbarie", puisqu'ils proposent toujours, notamment dans une "Déclaration" présentée à une AG du groupe en septembre 1958, la "... constitution d'un parti révolutionnaire dont l'absence, même à l'état embryonnaire, rend le jeu facile aux ennemis "ouvriéristes" et "intellectualistes" du prolétariat." tout en soulignant "... qu'il faut constater avec le plus grand regret que le groupe "Socialisme ou barbarie" ne se trouve pas en état d'agir comme noyau d'un parti révolutionnaire."<sup>1584</sup>

Au moins apportent-ils un soutien indirect à ceux qui, au sein du groupe, comme *Véga* sont les plus proches d'une telle orientation et même aux plus "activistes", pour lesquels ce sont les liens noués sur différents "terrains" qui sont les plus importants.

Mais, par ailleurs, d'autres problèmes ont pu les rapprocher un temps au moins, comme le refus partagé de s'aligner sans critique sur l'une ou l'autre des organisations algériennes, dans un contexte où la question algérienne est devenue très importante dans les extrême et "ultra"-gauches en France.

Quant à Jean-Jacques Lebel, dont les liens avec Benjamin Péret se tissent au travers du surréalisme et du monde de la création, sa sensibilité politique est par contre assez différente de celle de ce dernier, un peu plus attiré par la "mouvance" libertaire que par les autres groupes. Il fréquente un "milieu", s'y associe à propos de l'Algérie, sans s'y impliquer profondément et surtout sans choisir entre des "lignes politiques" qui lui paraissent d'ailleurs proches.

Entre diversification des modes d'intervention dont on a déjà vu un exemple avec le groupe étudiant, mais aussi des contacts, d'une part, et divergences, de l'autre, ce groupe qui ressemble plus qu'auparavant à une petite organisation militante a connu des changements structurels assez importants.

Dans la région parisienne, l'organisation comporte des sous-groupes qui se réunissent sur la base des activités d'une partie au moins de leurs membres et/ou de leurs secteurs d'intervention : groupes employé, enseignant, étudiant, ouvrier, "Comité de liaison et d'action des jeunes", "... comité... formé en marge des auberges de jeunesse : MIAJ avec participation des ajistes sur une base géographique."<sup>1585</sup>, deux d'entre eux refusant l'autorité du Comité responsable et ayant donc imposé une décentralisation de fait.<sup>1586</sup> Le "groupe employé" dans lequel Henri Simon joue un rôle important se montre particulièrement déterminé à refuser l'autorité du Comité responsable, ce qui aggrave fortement le conflit latent.

En outre, des groupes ont commencé à se créer en province.

Les deux premiers groupes formés sont ceux de La Flèche autour de Jean-François Lyotard, avec une extension au Mans, et de Saint-Lô à l'initiative de Pierre Souyri, *Brune*, qui essaïmera à Caen<sup>1587</sup>, grâce à Rivière en particulier.

Les collectifs de province déjà formés étaient alors très militants et commençaient à développer une action d'extrême/"ultra"-gauche assez systématique.

Jean-François Lyotard a alors été un agitateur et un organisateur particulièrement actif entre La Flèche, où il enseignait au Prytanée militaire, et Le Mans.

Il animait une cellule “S ou b” : “Ah oui, c’était le petit groupe, je vous ai dit, on devait être cinq ou six au maximum. On avait des réunions propres qui étaient essentiellement des réunions de formation...”<sup>1588</sup>.

Il met alors en place une sorte d’“entrisme” à l’UGS, déjà évoquée, action sur laquelle on reviendra, et développe localement des contacts avec ce qu’il appelle des “algéristes” sans préciser dans les entretiens le degré d’implication des différentes personnes dans les réseaux de soutien, “J’ai renoué aussi contact avec un type qui travaillait à la laiterie Bel... et qui était un homme très étrange, vous voyez, chrétien très, très extrémiste... Et avec ça, il y avait aussi un autre ouvrier dans ce groupe...”<sup>1589</sup>. Sur ce type d’engagement de Jean-François Lyotard, on aura l’occasion de revenir longuement à propos de la guerre d’Algérie.

Il contribue également à la formation d’une section CGT : “Avec moi j’avais un autre ouvrier qui travaillait dans une tannerie de La Flèche... dans des conditions très arriérées... C’était horrible, c’était le patriarcat... Il y avait des entreprises, comme ça, de fabrication de soutiens-gorges... On employait des filles de douze ans sans les payer. Et les tanneries fonctionnaient sur un système à peu près équivalent, c’est -à-dire des rapports patronaux type 1850. Enfin, on croyait se trouver devant des rapports... vous savez faits par des médecins, sur la condition ouvrière avant 1830... C’était incroyable ! Donc, on avait décidé que ce qu’il y avait de plus urgent pour lui, c’était de constituer... une section syndicale qui n’existait pas...” Les adhérents de cette section syndicale semblent avoir été en partie les mêmes personnes que les militants de l’UGS. “... pour animer un cercle d’études plus ou moins UGS et CGT, mais la partie non stalinienne de la CGT.”<sup>1590</sup>

Le jeune philosophe participe aussi à des actions de soutien des... “luttés” “... à, comment on disait là-bas, la Régie nationale des usines Renault /RNUR/ et on a participé... toujours très suspectés par les communistes...”<sup>1591</sup>.

Peu d’élèves rejoindront “Socialisme ou barbarie”, après avoir été élèves de Jean-François Lyotard au Prytanée militaire, mis à part Pierre Guillaume,

alors “élève en classe préparatoire à Saint-Cyr”<sup>1592</sup>, souvent appelé le “jeune Guillaume” dans le groupe pour le distinguer de *Philippe Guillaume*, contrairement à ce qui se passera plus tard à la Sorbonne.

Au demeurant, Jean-François Lyotard dit avoir entretenu d'excellentes relations avec ses premières classes, et même gardé quelques contacts ultérieurs : “... à faire des cours dans des écoles préparatoires militaires... par exemple au programme de Saint-Cyr, où il y avait la colonisation, le rôle social de l'officier, la nation, tout un tas de sujets comme ça qui m'intéressaient personnellement, donc je travaillais là-dessus, je leur faisais des cours... où je ne cachais pas ce que je pensais... au début, j'ai eu des générations d'étudiants... enfin trois ou quatre ans... qui étaient de vieille tradition militaire... des nobles fauchés qui venaient là en partie par vocation ou par tradition... c'étaient des officiers de tradition militaire et de tradition républicaine... ils cherchaient à se cultiver... et à savoir ce qu'ils allaient faire, donc j'avais en fait d'assez bons contacts avec les plus intelligents...”. Mais ultérieurement, “... le niveau du concours avait bien baissé, parce qu'il fallait vraiment du recrutement... donc le niveau a baissé...” “C'étaient très souvent des enfants de troupe... Qui ne pouvaient pas faire autre chose, parce qu'il y avait un contrat passé entre la famille et l'armée...” “... qui faisaient Saint-Cyr, parce que c'était facile, et donc pour qui ces problèmes n'étaient pas intéressants...” C'est à partir de cette époque que Jean-François Lyotard commence à rencontrer des difficultés au sein de l'institution : “Donc à partir de ça et puis d'un incident avec un élève qui m'avait montré son cahier... rempli de remarques sur le caractère pernicieux de mes cours, donc j'étais tombé sur un indicateur... sa colle je lui ai f... /mis/ zéro... Je lui ai dit : “Vous ne reparaitrez plus chez moi”. Il m'avait répondu très insolemment... Je suis allé chez le colonel,... c'était la grande affaire...” “Ou bien c'est lui, ou bien, c'est moi...” “... Évidemment, ça n'a fait qu'aggraver ma situation, donc on m'a fait dire... qu'il fallait que je m'en aille...” “Donc j'ai demandé Paris, il n'y avait plus de place dans les lycées. Et puis à ce moment-là on a créé ce corps des maîtres assistants, puisque les universités étaient surchargées, puisque c'était la génération des années quarante qui commençait à arriver dans les facs...”<sup>1593</sup>.

De même que Jean-François Lyotard dans la Sarthe, *Brune* avait créé un groupe actif à Saint-Lô. On en a un témoignage grâce à Rivière qui a été élève de *Brune*, Pierre Souyri. Il s'agit d'un exemple assez caractéristique d'un des modes de recrutement de “Socialisme ou barbarie”, notamment à cette période d'arrivée

des plus jeunes, d'une relation élève/enseignant de second cycle de lycée exerçant une influence assez forte : "... j'avais 17 ans, j'étais au lycée en province et j'avais un prof. d'histoire qui était un membre de "Socialisme ou barbarie". " Je l'avais eu en 3e et puis j'avais commencé à m'intéresser à la politique, j'avais 16 ans." "... petit à petit, je me suis intéressé à la politique concrètement... finalement je suis rentré à "S ou b" en n'ayant pas d'expérience préalable, j'étais trop jeune pour tout apprécier..." "Les trotskistes étaient très, très faibles en province, l'UGS qui existait n'avait pas une politique assez claire pour que je puisse adhérer à ce groupe... et finalement je n'ai pas eu tellement de choix." Au demeurant, malgré le très jeune âge qu'il avait alors, le militant interrogé paraît avoir eu une connaissance développée du champ de l'extrême gauche local, au moins selon ses souvenirs.

"... en gros, je suis rentré à la période de la scission avec /Claude/ Lefort... que je n'ai jamais connu... Je ne suis pas allé à la réunion nationale de scission, mais enfin j'avais préparé la réunion avec les autres, et il s'est passé ce qui était prévu, donc là, théoriquement, "S ou b" a décidé de former une organisation." <sup>1594</sup>

La pratique de Rivière qui restera à "Pouvoir ouvrier", après la dissociation de ce groupe d'avec "Socialisme ou barbarie", est avant tout militante basée sur le recrutement, la propagande, la mobilisation. Le discours qu'il tient sur son expérience est très différent de ceux des plus "intellectuels" des jeunes nouveaux arrivants qui semblent avoir été plus souvent parisiens, mais arrivent aussi plus âgés, alors qu'ils sont déjà dans l'enseignement supérieur, et même ont déjà effectué plusieurs années dans ce dernier. Mais il se démarque au moins autant de ceux qui, marqués, à un titre ou un autre, de fait souvent personnel, par la psychanalyse, viennent à "Socialisme ou barbarie" avec une approche centrée sur la critique de la vie quotidienne et des rapports d'autorité qu'ils cherchent à mettre en œuvre au sein du groupe.

Dès son entrée dans le groupe, il s'y est montré "activiste", ce qu'il assume, mais son récit est marqué néanmoins par un effort critique : "... dans un premier



temps, on a eu une sorte de pratique élémentaire par rapport à la lutte des classes, là où on se trouvait...”<sup>1595</sup>.

“... on avait formé un petit groupe d’abord à Saint-Lô avec des gens qui étaient... des anciens lycéens, il y en avait deux, il y avait des agents de lycée, il y avait des employés communaux, il y avait un coiffeur, parce que “Souyri” était un être très rayonnant et la période était quand même /dominée par/ une activité politiquement importante.”

“... alors, au début, notre activité... ça a été une activité propagandiste, en gros basée sur une certaine vue... je pense un peu idéaliste du point de vue de la conception de la vie pour un socialiste...”<sup>1596</sup>.

Contrairement aux précédents, le second, voire troisième débat théorique sur l’organisation, si l’on compte le premier, juste après le début de la publication de la revue et dont les rebondissements étaient restés provisoirement à un stade embryonnaire, s’accompagne donc d’un problème concret de fonctionnement dans “Socialisme ou barbarie”. Celui-ci est créé par les désaccords entre les groupes qui correspondent à des secteurs d’intervention, mais concerne aussi les relations Paris/province, alors que “Socialisme ou barbarie” n’avait jamais été en mesure auparavant d’autant diversifier sa présence ni de mobiliser autant de personnes autour de ceux qui menaient déjà une action, souvent depuis longtemps : dans le monde ouvrier, employé, au sein du MIAJ.

Si la condition des entrants, en majorité étudiante, mais de fait aussi intellectuelle, a marqué les membres de “Socialisme ou barbarie”, sans les satisfaire, le niveau de recrutement atteint les a cependant aussi frappés.

*Raphaël* : Bon, d’un seul coup, il y a eu un afflux de gens pour qui “S ou b” apportait une réflexion et des réponses...”<sup>1597</sup>.

“La meilleure période de Soub au contraire c’est 1956-1958. “S ou b” va fonctionner comme une organisation. Il y aura 81 personnes.”<sup>1598</sup>

De fait un tel nombre de membres ne sera atteint que plus tard. Et, en outre, on verra que la caractérisation de “Socialisme ou barbarie” comme une organisation restera plutôt déniée par une partie des plus activistes qui reprochent justement de manière persistante au collectif de ne pas parvenir à un tel statut.

En 1958, c’est néanmoins près de quarante personnes qui sont censées participer aux votes qui portent sur l’organisation et entraînent le départ d’une partie des minoritaires avec Claude Lefort, ce qui représente déjà un changement d’échelle important par rapport au minuscule collectif du début des années cinquante.

Au moment du vote, la majorité représentait un peu plus de la moitié des participants. Mais des “non membres” participaient alors à la vie du groupe, ou du moins de certaines de ses cellules, en particulier aux côtés des minoritaires qui défendaient, quant à eux, une telle “ouverture”.

En outre, que le groupe ait enfin recruté des militants n’est sans doute pas étranger à l’expression beaucoup plus explicite des souhaits des plus “activistes” qui dans les faits étaient souvent aussi, mais pas toujours, les plus “organisationnalistes” du groupe, dont on avait déjà noté le comportement plus militant et plus volontiers fait d’implication sur des terrains concrets, s’accompagnant d’un malaise certain face à la part prise par l’élaboration théorique : il leur est dorénavant permis d’espérer une concrétisation de leurs projets militants, auparavant difficilement réalisables de toute manière par un groupe minuscule.

L’argument de la croissance de “Socialisme ou barbarie” a d’ailleurs été utilisé à l’époque : “Peu avant mai, le refus des “minoritaires” de travailler à la construction

d'une organisation révolutionnaire structurée s'est exprimé par leur opposition à l'élection, au sein du groupe, d'un comité responsable chargé de certaines tâches politiques et pratiques.

Cependant, en mai, l'entrée dans le groupe de nouveaux camarades a fait sentir de nouveau de façon pressante la nécessité d'adopter une certaine structure."<sup>1599</sup>

La volonté d'organisation et d'action et sa mise en relation avec la croissance de "Socialisme ou barbarie" a continué à être perçue comme un tout par nombre d'interrogés de l'ancienne majorité : ainsi Jean Amaury, alors jeune ouvrier, mais qui n'était pas membre de "Socialisme ou barbarie" à proprement parler "... donc, ce groupe s'est trouvé devant cet afflux et ils ont vu plus grand... c'est mon point de vue personnel... et ils ont constitué... ils se sont dit : "on est une organisation politique, on va avoir des buts."<sup>1600</sup>

La conjoncture politique tient une place importante dans le nouveau conflit qui va diviser "Socialisme ou barbarie".

Au sein de la majorité plus "organisationnaliste", il y a de fait l'espérance que le groupe peut enfin avoir un rôle politique à jouer, ce qui paraît surprenant, car, quelle que soit sa croissance et son récent désenclavement, il reste néanmoins très faible numériquement et dispose de fort peu de relais ni en province ni dans la presse ni dans des organisations plus puissantes. Attente et surinvestissement militant peuvent contribuer à faire comprendre un tel espoir. On reviendra longuement sur ce point tout à fait décisif. Pourtant au sein de cette majorité, les analyses divergent : sur le risque fasciste et la mobilisation qu'il est susceptible de favoriser, sur la nature du désarroi qui se répandrait chez les militants, dans les milieux populaires et sur les chances de "Socialisme ou barbarie" de rassembler une partie au moins de ces "désorganisés" réels ou potentiels.

De surcroît, de manière plus spécifique le groupe est impliqué dans un Comité interprofessionnel de la métallurgie, en particulier, nouvelle tentative de regroupement des travailleurs d'extrême gauche sur laquelle on va revenir ; il est en train d'y perdre l'initiative. Si un éventuel retournement de situation repose principalement sur l'action de Daniel Mothé, les majoritaires sont également décidés à prendre des initiatives "extérieures" afin d'appuyer ce dernier. Dans une telle perspective le projet d'un journal est jugé essentiel. Dans les problématiques de ces derniers, la réalisation d'un tel organe de presse suppose une meilleure organisation du groupe. En outre, pour promouvoir la "ligne" de "Socialisme ou barbarie", ce journal doit comporter une assez forte composante politique, ce que les minoritaires contestent.

- *Le dénouement en 1958 du conflit récurrent sur l'organisation révolutionnaire*

Le conflit sur l'organisation a toujours travaillé "Socialisme ou barbarie": sujet d'affrontement par excellence entre ses deux fondateurs théoriciens : Cornélius Castoriadis et Claude Lefort qui ont constamment exprimé deux sensibilités antagoniques.

C'est ce conflit central, mais non exclusif qui se dénoue par une scission en 1958.

Pourtant en tant que support de l'expression d'un collectif, les prises de position contenues dans *Socialisme ou barbarie* ont évolué depuis la création de la revue et du groupe.

Avec des nuances non négligeables entre eux dans leur critique des organisations communistes et d'extrême gauche et à leur manière, les auteurs militants de "Socialisme ou barbarie" rejettent de plus en plus profondément la

logique incarnative dont Marc Sadoun et Jean-Marie Donegani soulignent que la social-démocratie et le Parti communiste sont les deux partis les plus proches du modèle : “Le libéralisme peut transgresser la frontière qu’il pose entre société civile et société politique, il ne la nie pas comme le fait le socialisme. Si l’on veut retrouver dans sa pureté presque originelle le modèle incarnatif, c’est de ce côté qu’il faut regarder. Qu’il soit social-démocrate ou communiste, le parti se présente en effet clairement comme une enclave dont il refuse les principes. Il ne connaît pas en son sein de mécanisme de délégation, substitue à toutes les formes de gouvernement bourgeois les formes plus neutres de l’administration des choses : le secrétaire général, le bureau politique, la commission administrative permanente. Le parti ne représente pas la classe, il est la classe, et cette identité suffit à donner la garantie du bon choix. La classe est plus qu’une boussole - longtemps le mot pour un communiste et pour beaucoup de socialistes, a plutôt désigné l’assurance que leur donnait le marxisme - , elle est le corps du parti.”<sup>1601</sup>

Le Parti révolutionnaire, et plus exactement le rapport du Parti révolutionnaire et du prolétariat, qui formulé dans les termes du groupe peut certes paraître très “daté” constitue pourtant un sujet essentiel dans la vie de “Socialisme ou barbarie” : on choisira de considérer non seulement l’évolution des problématiques, mais même leur genèse.

En premier lieu, c’est autour de ce sujet que se jouent pratiquement toutes les ruptures au sein du groupe, le plus souvent explicitement.

En second, c’est le point d’articulation entre les autres thèmes les plus essentiels pour ce collectif : la critique du “communisme réel” étendue dans “Socialisme ou barbarie” aux institutions, directions et stratégies du communisme d’opposition, la conception du communisme à “refonder” et l’analyse de la classe ouvrière et de son évolution.

Leur critique de l’URSS repose surtout sur l’absence de démocratie ouvrière. Cette dernière s’entend au double sens de démocratie et de fin de

l'exploitation pour la classe ouvrière, les deux schèmes étant étroitement corrélés. La démocratie "ouvrière" serait celle créée par cette nouvelle et dernière classe "dominante". Une telle forme de démocratie devrait en particulier avoir fait disparaître l'exploitation, mais aussi l'impérialisme, tel que celui pratiqué par l'URSS à la fin de la seconde guerre mondiale. Une telle critique s'étend bientôt à celle du parti qui est censé avoir assuré la victoire jugée plus qu'imparfaite du "prolétariat" russe, mais inégalement et différemment selon les auteurs et militants et ceci dès la fondation du petit collectif.

En revanche, encore profondément marxistes révolutionnaires, même s'il s'agit d'une approche parfois travaillée par la phénoménologie, les "contributeurs" de la revue vont, selon des formes différentes, tenter de penser les modalités d'une auto-organisation et d'une auto-incarnation, de la classe ouvrière, tout aussi étrangère et même encore plus étrangère à la démocratie pluraliste. Cette démarche pour politique qu'elle soit, portant en particulier sur les modalités du pouvoir politique, se déploie cependant en dehors du politique à proprement parler, comme toutes celles qui contestent la démocratie politique.

Longtemps persuadés de "connaître", voire d'être les meilleurs détenteurs de la conception du rôle historique du prolétariat, ils rechercheront les configurations intellectuelles et pratiques d'en penser des modalités qui permettent non plus d'en prendre la tête, ce qui en outre n'a jamais paru à leur portée, mais de chercher à l'appuyer comme classe sociale et à aider concrètement leurs militants dans le monde industriel, ainsi que divers petits groupes qu'ils tentent successivement de former dans la gestation de l'auto-incarnation de ce devenir, néanmoins posé comme "su" ou connu, dans sa définition essentielle. Ce sont les conditions d'un tel changement de perspective qui seront au cœur des conflits sur cette question.

Pour une part, la réflexion sur le rôle du parti bolchevique dans le “mouvement ouvrier” n'est donc qu'un des aspects pris par la recherche sur la formation et le fonctionnement du “capitalisme bureaucratique d'État”. Elle est largement due à Claude Lefort et Cornélius Castoriadis, les deux principaux théoriciens du groupe lors de sa fondation, mais ce problème est abordé dans nombre d'articles par différents auteurs militants. Bien que les plus systématiques de ces textes écrits alors par les deux anciens dirigeants de la tendance<sup>1602</sup>, sur le rôle spécifique du Parti bolchevique dans l'évolution de la révolution russe et non pas sur le système communiste soviétique, n'appartiennent pas au corpus de la revue, ils éclairent de manière très significative les positions idéologiques de leurs auteurs avant même la formation de “Socialisme ou barbarie”. Au demeurant, malgré des changements de problématique très importants, le sujet est resté essentiel pour Claude Lefort ultérieurement : n'écrit-il pas dans *La complication* parue en 1999 à propos du communisme réel “... les faits politiques s'éclairent non seulement à l'examen de la “politique” que mènent les dirigeants et des justifications qu'ils en donnent, mais de la nature d'une nouvelle institution, le parti bolchevique...”<sup>1603</sup>.

Claude Lefort - en pleine création de “Socialisme ou barbarie”, après consommation de la rupture avec le PCI - s'attache essentiellement dans “La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire”, publié dans *Les Temps modernes* au tournant des années 1948 et 1949, à reconsidérer l'analyse du stalinisme par Léon Trotsky et, dans le même temps, le rôle du parti bolchevique dans la révolution russe et dans les années qui l'ont suivie. Sujets essentiels et même obligés pour tout militant trotskiste mais qu'il soumet, en fait, à une critique systématique, en s'appuyant sur les écrits de Boris Souvarine, principalement, alors que ce dernier est rarement cité dans la revue militante, mais également de l'anarchiste russe Vsévolod Mikhaïlovitch Eichenbaum dit Voline et de Victor Serge.

Dans un premier temps, Claude Lefort s'appuie sur des affirmations de Léon Trotsky datant de différentes périodes<sup>1604</sup> pour montrer que ce dernier et la

tendance oppositionnelle qu'il dirigeait pendant la montée au pouvoir de Joseph Staline, l'opposition de gauche, loin d'avoir mené la lutte cohérente et systématique que Léon Trotsky a décrite plus tard, en particulier dans son *Staline*, ont, au contraire, adopté une attitude de compromis et de conciliation, rompue, parfois, par des révoltes lorsque les attaques se sont faites de plus en plus menaçantes. En outre Claude Lefort souligne que si Léon Trotsky a analysé le stalinisme comme une "réaction thermidorienne", il a beaucoup hésité sur la date de celle-ci. De ces deux éléments il tire la conclusion que Léon Trotsky était trop lié au parti bolchevique dans lequel il avait définitivement investi ses espoirs et son expérience de révolutionnaire, non seulement pour mettre son unité en cause en s'opposant à Joseph Staline, mais également pour appréhender le "stalinisme" qui en était le produit final.

Mais ceci ne constitue qu'une étape du raisonnement. Une fois la critique trotskiste éliminée - démarche qui rejoint celle développée dans *Socialisme ou barbarie* - le véritable objet d'examen devient le rôle du parti bolchevique dans la révolution russe, la première étant sans doute plus facile à faire admettre par la rédaction des *TM* que le second. Claude Lefort souligne alors que ce parti n'a jamais eu un mode de fonctionnement démocratique ni sur le plan interne ni dans ses rapports avec les masses ouvrières. Après avoir également noté que le parti bolchevique était essentiellement composé d'intellectuels, mais, sans insister sur ce point, Claude Lefort rappelle que si certains de ses dirigeants, Lénine et Trotsky en tête, faisaient avant tout preuve de volonté révolutionnaire, le parti bolchevique avait le plus souvent donné lieu à un autre type de militant : le "membre du comité" qui, "plein d'assurance", n'admettait aucune démocratie "à l'intérieur du parti"<sup>1605</sup> ni dans les actions de masse : "... plus rigoureux envers les ouvriers révolutionnaires qu'envers eux-mêmes, préférant commander même lorsqu'il eut été indiqué de prêter attentivement l'oreille aux masses."<sup>1606</sup>

Après la révolution, les dirigeants ont continué à faire prévaloir leur volonté révolutionnaire, malgré les conditions historiques défavorables au



développement de la révolution - absence de révolution mondiale, état économique et culturel de la Russie, incapacité gestionnaire des masses : “Le bolchevisme... /a échoué/... parce qu’il était une anticipation historique... parce que la révolution socialiste est dans son essence mondiale et que ses fondements - la concentration des forces productives, l’interpénétration des économies - étaient encore insuffisants... à l’époque de la première guerre mondiale... parce que la révolution socialiste est par essence prolétarienne et que ses conditions - la capacité de gestion du prolétariat - n’étaient pas mûres.”<sup>1607</sup>. Une telle critique très profonde de Claude Lefort ne fonde pas non plus, sur l’histoire, en tout cas, une conception de type “conseilliste”, il convient de le noter. Consacré à la démarche de Claude Lefort, en l’état de ses connaissances d’alors de la révolution russe, cette analyse ne considérera pas le caractère *a priori* terroriste de la politique bolchevique, mieux établi depuis. Pour Claude Lefort, parce que ce parti était un noyau de militants qui s’étaient considérés comme les seuls gardiens de la révolution, ses membres étaient prédisposés à n’admettre ni opposition ni résistance, d’où l’absence de démocratie politique, l’établissement d’un pouvoir dictatorial et l’usage de la terreur, y compris vis-à-vis de ceux - groupes politiques, masses populaires - qui avaient participé activement à la révolution. Une partie des militants bolcheviques, ceux qui peuvent être définis par la figure du “membre de comité”, se transformèrent aisément en bureaucrates. Une volonté révolutionnaire sans base d’un côté, une bureaucratie terroriste de l’autre ; Claude Lefort parle de “La terreur qui commence par exterminer tous les partis opposants, tous les groupes concurrents, et qui finit au sein même du parti bolchevik, par l’interdiction des fractions, atteint son paroxysme avec la répression des ouvriers de Cronstadt (...) traités comme des agents de la contre-révolution et implacablement écrasés.”<sup>1608</sup>

Ainsi, pour Claude Lefort, le parti bolchevique est entièrement impliqué dans la mise en place du “capitalisme bureaucratique d’État”. Les caractéristiques du parti bolchevique sont analysées comme ayant eu un effet déterminant dans l’établissement d’une dictature et de nouveaux rapports d’exploitation : c’est l’absence de démocratie tant interne qu’externe qui est déjà considérée comme le facteur déterminant d’une telle évolution, même si lorsqu’il parle des “opposants”, Claude Lefort pense essentiellement aux “... socialistes

révolutionnaires de gauche ou anarchistes... On y voit notamment les bolcheviks fabriquant des documents compromettants contre les anarchistes pour leur mettre sur le dos des affaires criminelles auxquelles ils sont absolument étrangers<sup>1609</sup>, donc aux courants et organisations politiques ayant un rapport avec le mouvement ouvrier, dans ses composantes révolutionnaires.

Quelle que soit la dureté de la “critique”, l’échec des léninistes russes autant que les caractéristiques du Parti bolchevique qui ont produit le stalinisme sont exclusivement imputés aux conditions objectives : “Le bolchevisme est pour nous l’expression d’une époque.”<sup>1610</sup>. “Il n’y a pas de jugement de valeur qui soit permis. La politique du parti bolchevik /orthographe originale/ a été de 1917 à 1923 celle d’une organisation révolutionnaire luttant désespérément pour préserver jusqu’à l’éclatement de la révolution mondiale une victoire prolétarienne sans précédent dans l’histoire.”<sup>1611</sup> Avec de telles affirmations d’un déterminisme historique très poussé, on n’est pas très loin du raisonnement tenu par Jean-Paul Sartre à propos de l’URSS et du Parti communiste, à la différence notable que pour le jeune philosophe, il ne s’agit que du passé : pourtant la filiation avec ce dernier n’est pas brisée.

Pour Cornélius Castoriadis dans un inédit de 1948 “Phénoménologie de la conscience prolétarienne”<sup>1612</sup>, le mouvement ouvrier produit, de manière inévitable, des bureaucraties : celles-ci constituent des étapes nécessaires de son développement. A la naissance de la bureaucratie ouvrière, il attribue une cause unique qui s’actualise différemment selon les périodes historiques : le phénomène de la délégation. Tout pouvoir délégué par le prolétariat s’oppose à ce dernier, lorsqu’il s’affirme. Ceux qui ont reçu du prolétariat une mission ou qui, du moins, sont reconnus par le prolétariat comme ses représentants finissent par agir pour eux-mêmes : ils tentent de perpétuer l’existence de leur pouvoir séparé et spécialisé. “Ce moment de la particularité est constitué par le parti révolutionnaire qui se différencie de la totalité de la classe du point de vue de la structure et du point de vue du contenu. De plus, cette particularisation est fondée sur le maintien d’un principe éminemment aliénatoire, le principe de la division du travail, division fixe et stable entre la direction et l’exécution, le travail intellectuel “conscience du prolétariat”,

localisé désormais dans le “parti révolutionnaire” et le corps du prolétariat, privé de conscience et que cette "conscience" qui est le parti se hâte de priver de plus en plus de conscience pour s'affirmer elle-même en tant que conscience irremplaçable. La distinction devient division, la division devient opposition, et l'opposition devient en définitive contradiction entre le prolétariat et son propre “parti révolutionnaire”<sup>1613</sup>. L’auteur considère qu’à partir du moment où ce dernier exerce une fonction spécialisée de direction et est porteur d’une conscience révolutionnaire trop distante de celle des masses qu’il est censé conduire, il est amené en cas de victoire à accentuer sa domination et à produire une dictature qui s’exerce aussi contre les masses. La conclusion est très proche de celle de Claude Lefort, puisque, si ce dernier met l’accent sur la démocratie, alors que Cornélius Castoriadis insiste plutôt sur la division des tâches, produit selon lui d’un décalage entre compétences, également souligné par Claude Lefort, tous deux voient dans le parti révolutionnaire de type bolchevique l’origine d’une reproduction accrue de la domination et de l’exploitation.

Pour autant, “Socialisme ou barbarie” à ses débuts, on l’a vu, ne rompt pas avec la conception marxiste révolutionnaire du parti du prolétariat qui est essentiellement le parti de la classe ouvrière, son instrument en même temps que sa direction, dans lequel les intellectuels sont amenés à jouer un grand rôle.

“Le parti révolutionnaire est l’organisme collectif fonctionnant selon un statut déterminé et sur la base d’un programme historique et immédiat qui tend à coordonner et diriger les efforts de la classe ouvrière, pour détruire l’État capitaliste, installer à sa place le pouvoir des masses armées et réaliser la transformation socialiste de la société.”<sup>1614</sup>

“La nécessité du parti révolutionnaire ne s’abolit qu’avec la victoire mondiale de la révolution. Ce n’est que lorsque le programme révolutionnaire et le socialisme ont conquis la majorité du prolétariat mondial qu’un organisme de défense de ce programme, autre que l’organisation de cette majorité de la classe mondiale elle-même, devient superflu et que le parti peut réaliser sa propre suppression.”<sup>1615</sup>

Par contre, ce qui dès 1949 diffère beaucoup plus nettement de la conception léniniste, c'est la manière de poser les rapports parti-masses. En effet, à l'opposé des thèses émises par Vladimir Illitch Lénine dans *Que faire ?* le prolétariat est ici considéré comme capable de devenir un sujet historique à part entière et non seulement de bouleverser la société, mais de réaliser lui-même le socialisme.

Non seulement la "conscience" ne lui est pas apportée de l'extérieur, mais les organes de lutte qu'il crée préfigurent la société à venir.

"C'est dans la manière dont le parti traite les organes autonomes de la classe que se révélera sa véritable nature et sa capacité de résoudre le problème bureaucratique. Dans la mesure où les organes autonomes font partie de sa perspective, il est clair que le parti ne peut s'opposer à eux et tente de les réduire à son profit en se niant lui-même. Le parti cherche à susciter de tels organes, il voit en eux des embryons de soviets ; son but est de faire tout pour qu'ils s'étendent, prennent conscience de leur rôle et se transforment en comités d'usine. Il n'y a donc aucun sens à ce qu'il veuille artificiellement les annexer ou les incorporer."<sup>1616</sup>

Une rupture plus grande avec le "marxisme révolutionnaire" aurait sans doute été totalement incompréhensible notamment pour une partie des anciens "bordiguistes".

Cette résolution exprime les conceptions de la majorité des membres de "Socialisme ou barbarie" contre une très petite minorité de trois membres qui contestent explicitement la notion même de direction politique, au nom des dangers de bureaucratisation - et considèrent par conséquent que le collectif "Socialisme ou barbarie" risque d'en être le noyau - au profit pour les uns de la seule lutte idéologique, pour les autres de la concentration de l'action uniquement sur des lieux de travail. Deux de ces minoritaires, *Den*, sans doute Denise, et *Al*, sans doute Alex Carrier, auront rejoint "Socialisme ou barbarie" en mai 1958 et prendront à nouveau part à un conflit sur l'organisation qui se conclut par une scission.<sup>1617</sup> L'un

d'entre eux déclare en particulier au cours d'une "séance" d'Assemblée générale organisée en septembre 1958 après le départ de la plupart des "minoritaires" : "Dans un moment de crise, en mai, je suis revenu au groupe pour que l'ancienne polémique se change en action. Voyant que c'est impossible, je repars. Les divergences entre nous n'ont fait que croître ; elles finissent par absorber toutes les énergies, peut-être la divergence est-elle fondamentale, je ne sais pas..."<sup>1618</sup>.

En outre, des pratiques assez différentes se sont développées au sein de "Socialisme ou barbarie", on l'a dit, et les deux "courants" ont pu y voir l'opportunité de mobiliser leurs partisans ou plus simplement d'agir avec eux.

Dans le texte de 1949 censé exprimer l'orientation générale du groupe, tout en présentant très précisément les divergences internes, les limites des regroupements spontanés de type "conseils", "comités" étaient assez fortement soulignées.<sup>1619</sup> Limite dans le temps, en premier lieu : s'il est certain qu'au début de son existence le groupe comptait sur le développement des comités de lutte, ses membres considèrent pourtant, dans leur majorité, que cette forme de regroupement est certes destinée à se reproduire constamment mais que ces comités ne sont pas eux-mêmes permanents ; limite de leur portée politique, en second lieu : par définition, aucune condition politique n'est posée à la participation à une telle organisation.

"La nécessité du parti révolutionnaire découle simplement du fait qu'il n'existe pas d'autres organismes de la classe capable d'accomplir ces tâches de coordination et de direction d'une manière permanente avant la révolution et qu'il est impossible qu'il en existe. Les tâches de coordination et de direction de la lutte révolutionnaire sur tous les plans sont des tâches permanentes, universelles et immédiates. Des organismes capables de remplir ces tâches, embrassant la majorité de la classe ou reconnus par celle-ci et créés sur la base des usines n'apparaissent qu'au moment de la révolution. Encore ces organismes (organes de type soviétique) ne s'élèvent à la hauteur des tâches historiques qu'en fonction de l'action permanente du parti pendant la période révolutionnaire. D'autres organismes, créés sur la base des usines et ne groupant que des éléments d'avant-garde (comités de lutte), dans la mesure où ils

envisagent la réalisation de ces tâches d'une manière permanente et à l'échelle nationale et internationale, seront des organismes du type du parti. Mais nous avons déjà expliqué que les comités de lutte, par le fait qu'ils n'ont pas des frontières strictes et un programme clairement défini, sont des embryons d'organismes soviétiques et non pas des embryons d'organismes du type parti.”<sup>1620</sup>

Donc, il y a bien reconnaissance d'une distance assez grande entre le Parti des révolutionnaires et les comités de lutte au demeurant minoritaires dans la “classe ouvrière”. Par contre, elle est supposée pouvoir être abolie par le programme et dans l'action, ou “la pratique” : “Pour le parti défendre son programme dans de tels comités et leur faire développer leur autonomie est une seule et même chose et non deux mouvements qui se contredisent. Sur cet exemple se dévoile le fait que la lutte anti-bureaucratique est essentiellement programmatique.”<sup>1621</sup>

Le programme et sa mise en œuvre sont d'ailleurs supposés recouper exactement le devenir historique du prolétariat : la “gestion ouvrière” ; l'adjectif “autonome” est également très fréquent dans le vocabulaire du groupe : il correspond bien à la conception de ce dernier d'un sujet historique capable d'imposer sa volonté et ses intérêts à la société.

“Ceci (la reconstitution du mouvement révolutionnaire) se fera par deux processus qui ne sont indépendants qu'en apparence : d'une part, la masse devra s'élever elle-même, sous la pression des conditions objectives et des nécessités de sa lutte à une conscience claire, même si elle est simple et fruste, des problèmes actuels ; d'autre part, les noyaux de l'organisation révolutionnaire, tel notre groupe, devront à partir d'une base théorique ferme, diffuser la nouvelle conception des problèmes et la concrétiser toujours davantage. Le point de rencontre de ces deux processus, le moment où la majorité de la classe s'élève à une compréhension claire de la situation historique et où la conception générale du mouvement peut être traduite en directives d'action pratique, c'est le moment de la Révolution.”<sup>1622</sup>

C'est exactement le même raisonnement que *Pierre Chaulieu*, alias Cornélius Castoriadis, reprendra en 1952 dans “La direction prolétarienne”<sup>1623</sup> : il publie d'ailleurs dans le même numéro de *Socialisme ou barbarie*, également sous le

pseudonyme de *Pierre Chaulieu*, un texte “Sur le programme socialiste”<sup>1624</sup> dont la clarification est estimée essentielle pour parvenir à une mobilisation révolutionnaire. Ce dernier texte contient en outre une définition “dure” de la “dictature du prolétariat”, qui constitue une révision du modèle russe qui reste clairement posé comme tel, comme il n’y en aura plus jamais dans la revue.

“Face à la recrudescence des illusions démocratiques petites bourgeoises provoquées par la dégénérescence totalitaire de la Révolution russe, il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer l’idée de la dictature du prolétariat. La guerre civile et la consolidation du pouvoir une fois établi signifient l’écrasement violent des tendances politiques tendant à maintenir ou à restaurer l’exploitation. La démocratie prolétarienne est une démocratie pour les prolétaires...” “Les courants réactionnaires contre lesquels la dictature du prolétariat aura à lutter, tout au moins les plus dangereux parmi ceux-ci, ne seront pas les courants bourgeois, mais des courants bureaucratiques. Ces courants devront être indubitablement exclus de la légalité soviétique...” (...) “Le parti révolutionnaire devra concrétiser ces critères de fond, en proposant et en luttant pour l’exclusion du sein des organismes soviétiques de tous les courants qui s’opposent, ouvertement ou non à la gestion ouvrière...” “Au contraire, les libertés les plus larges devront être accordées aux courants ouvriers qui se placent sur cette plate-forme...”<sup>1625</sup>. En outre, l’auteur s’efforce d’opérer une distinction entre politique et culture, la première étant le terrain d’une lutte qui peut aboutir à des privations de liberté, on l’a vu, pas la seconde : “La pluralité des tendances qui constituent une culture implique que la liberté d’expression est une condition essentielle de l’appropriation créatrice de la culture par le prolétariat. Les courants idéologiques réactionnaires qui ne manqueront pas de se manifester dans la société de transition, devront être combattus par des armes idéologiques et non par des moyens mécaniques limitant la liberté d’expression.”<sup>1626</sup>

En 1957, peu de temps avant que n’éclate une seconde polémique, il publiera “Sur la contenu du socialisme”<sup>1627</sup>. C’est donc toujours au projet ou à l’utopie qu’il accordera la plus grande valeur mobilisatrice, et plus encore remobilisatrice et curative, après l’action globalement et intégralement néfaste des organisations de gauche, voire d’extrême gauche, à leur plus petite échelle. Il ne s’agit pourtant pas seulement d’un “mythe pour l’action”, tel que le concevait

Georges Sorel, puisque les prémisses sont déjà là dans l'action quotidienne dans l'entreprise<sup>1628</sup>, mais de tenter de rétablir un lien entre de telles pratiques et une action politique, comprise ici comme visant la réorganisation de l'ensemble de la société, y compris la vie et le champ politiques.

Dans "La direction prolétarienne" de 1952, Cornélius Castoriadis définit en outre le but de "... la direction révolutionnaire sous le régime d'exploitation..." : "... viser constamment à développer la capacité d'action autonome et d'auto-direction du prolétariat."<sup>1629</sup>, une fois posé à nouveau le devenir historique du "prolétariat".

"... le prolétariat ne peut être et rester une classe révolutionnaire sans mener ou tendre à mener constamment une lutte explicite, ouverte, dans laquelle il s'affirme comme classe à part ayant des buts historiques propres, qui sont en fait universels. C'est ce caractère de la lutte du prolétariat, comme on sait, qui différencie le prolétariat des autres classes exploitées qui l'ont précédé dans l'histoire."<sup>1630</sup>

"Le terrain où cette antinomie /entre la "théorie" "... fondée sur une analyse scientifique..." et "l'activité créatrice" des masses/ apparaît avec le plus d'évidence c'est la recherche autour des problèmes relatifs au programme de la révolution - et la question de la direction du prolétariat (parti) et de la classe est une question programmatique par excellence."

"La seule "réponse" théorique que l'on puisse donner consiste à dire que la solution de cette antinomie au cours de la révolution se fait parce que l'activité créatrice des masses est une activité consciente et rationnelle, donc essentiellement homogène à l'activité des minorités conscientes agissant avant la révolution, mais dont l'apport unique et irremplaçable consiste en un bouleversement et un élargissement énorme du contenu même de cette raison historique. Si de cette manière il nous est offert une base générale pour la fusion de la "conscience" des minorités et de la raison "élémentaire" des masses, si nous pouvons ainsi affirmer que la révolution ne se heurte pas à une contradiction insoluble, nous ne pouvons pas en revanche prétendre trouver d'avance les formes pratiques - concrètes de cette fusion."<sup>1631</sup>



Si les rédacteurs de “Socialisme ou barbarie” ont sans doute raison de souligner que des regroupements “autonomes” tels les comités de lutte traduisent un malaise réel entre les syndicats et le monde ouvrier - et anticipent peut-être, en outre, d’autres formes d’action plus contemporaines menées en dehors des syndicats, peut-on ajouter - c’est par contre assez rapidement que, sans observation plus approfondie, ils postulent leur place dans un processus révolutionnaire anti-bureaucratique et donc la rencontre entre des groupes tels que le leur et, plus tard, le parti, et de tels organes.

Outre les désaccords exprimés par une toute petite minorité de membres de “Socialisme ou barbarie” juste après la fondation du groupe, on l’a dit, la polémique sur l’organisation, qui opposera systématiquement Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, se déroule en deux temps.

Le premier conflit éclate donc en 1952. À “La direction prolétarienne” de *Pierre Chaulieu* /Cornélius Castoriadis répond en effet “Le prolétariat et le problème\* de la direction révolutionnaire”, de *Claude Montal* / Claude Lefort (\* soulignage de la commentatrice). Alors que la “direction révolutionnaire”, et non pas “prolétarienne”, comme chez *Pierre Chaulieu* est déjà posée comme un problème par Claude Lefort, le jeune philosophe accompagne son article d’une réflexion sur “L’expérience prolétarienne”<sup>1632</sup> : direction rapprochée de la notion de programme pour l’un, problème de la direction référée à l’expérience, pour l’autre, les lignes de clivage resteront immuables, par-delà l’évolution des prises de position.

Les deux articles antagoniques sont tous deux publiés dans le numéro 10 de *Socialisme ou barbarie* de juillet-août 1952.

En outre, l’année 1952, après la précédente, est une des plus difficiles pour le petit groupe, encore très récent. L’échec du lancement de ce dernier

est devenu patent. C'est à ce moment là, en effet, qu'il est le plus réduit numériquement, la faiblesse des cotisations limitant la parution et le volume de la revue, mais également le plus isolé, on l'a vu.

Enfin ces deux articles sont contemporains de la parution dans *Les Temps modernes* de la première partie des "Communistes et la paix"<sup>1633</sup> et précèdent de peu la polémique entre Claude Lefort et Jean-Paul Sartre qui porte de fait sur un sujet très voisin, bien que les oppositions soient autrement plus fortes, on va y revenir. Cette polémique est fondamentale dans l'évolution de Claude Lefort : elle l'entraîne à systématiser et radicaliser sa démarche, ce que ne voit pas Tony Judt qui insiste pourtant beaucoup sur ce conflit.<sup>1634</sup>

Si les facteurs environnementaux des deux principales confrontations internes au groupe sont très différents, et de surcroît plus favorables à l'expérience collective en 1958, au moins jusqu'à un certain point, les difficultés rencontrées pour conserver des implantations durables dans le monde du travail, leur "mise en scène" est par contre la même : Claude Lefort publie "Organisation et parti", dans le numéro 26 de la revue<sup>1635</sup> et *Paul Cardan*, nouveau pseudonyme de Cornélius Castoriadis, "Prolétariat et organisation", dans les deux livraisons suivantes.<sup>1636</sup>

Au demeurant, ni en 1952 ni en 1958, l'affrontement entre Claude Lefort et Cornélius Castoriadis ne sature les systèmes d'opposition qui travaillent le groupe.

En 1952, celui-ci est exposé dans la revue, de manière extrêmement précise : "Les lecteurs de la Revue /métonymie qui fonctionne comme le Parti, pour Parti communiste/ savent que le problème du parti révolutionnaire a préoccupé le groupe depuis sa constitution, et qu'une première discussion organisée de ce problème a eu lieu en 1949..." "A la fin de cette discussion, une résolution sur la question du parti avait été votée par la grande majorité des camarades du groupe."

“Les conceptions contenues dans cette résolution ont été remises en question l’année dernière par une partie des camarades du groupe, et en particulier par le camarade Montal /*Montal*/. Une discussion a été de nouveau organisée alors, et c’est à la préparation de cette discussion qu’ont servi les textes des camarades Chaulieu /*Chaulieu*/ et Montal /*Montal*/ que nous publions plus loin.”

“(…) Les divergences entre la position de Chaulieu /*Chaulieu*/ et celle de Montal /*Montal*/ sont évidentes à la lecture des textes. Mais ces positions n’ont pas été les seules à être exprimées et sont loin d’avoir divisé le groupe en deux tendances exclusives. Ainsi, d’un côté, il est apparu que le camarade Véga /*Véga*/ - qui a violemment critiqué la position de Montal /*Montal*/ - accorde au parti révolutionnaire pendant la période de la dictature du prolétariat un rôle plus grand que celui que lui attribue Chaulieu /*Chaulieu*/. Bourt /*Bourt, Gaspard*/ semble être encore plus proche de la conception classique, lorsqu’il considère que la tâche du groupe serait de s’attaquer immédiatement à la construction d’une organisation qui dirigerait les luttes ouvrières. De l’autre côté Chazé /*Chazé*/, tout en étant d’accord avec Montal /*Montal*/ sur les questions programmatiques relatives au parti, se sépare de lui quant aux questions concernant le groupe, ses tâches immédiates et son caractère.” (Notons, en outre, que l’ancienne mouvance bordiguiste éclate sur cette question, sachant qu’au demeurant, comme on l’a vu, *Chazé* l’a certes rejointe, mais en ayant un très long passé politique derrière lui).<sup>1637</sup>

Il n’en ira pas de même en 1958, où, d’une part, la rupture est cette fois effective avec ceux qui se sont regroupés autour de Claude Lefort et créent “Informations et Liaisons ouvrières” dont Claude Lefort s’éloignera quelques années plus tard et, de l’autre, l’accord n’est qu’apparent autour de Cornélius Castoriadis, comme le montreront les multiples divergences autour du rôle du mensuel et de l’organisation “Pouvoir ouvrier”, sans compter les désaccords à propos de l’Algérie et d’un éventuel soutien actif au FLN, on le verra dans le chapitre IX.

Dans la contribution de Claude Lefort de 1952, le constat de l’échec, réel, du groupe tient une grande place : “Il n’est... pas seulement erroné mais impossible dans la période actuelle de constituer une organisation quelconque. L’histoire fait justice de ces édifices

illusoires qui s'intitulent direction révolutionnaire en les ébranlant périodiquement. Le groupe "Socialisme ou barbarie" n'a pas échappé à ce traitement." <sup>1638</sup>

Pour Cornélius Castoriadis, tant l'échec du groupe, qu'il ne nie pas, que la critique de toute direction politique en son sein sont à imputer à la conjoncture : "La grande majorité des camarades du groupe participent consciemment ou inconsciemment de l'état d'esprit qui a été décrit plus haut, et il est probable qu'ils ne voient plus très bien les raisons de leur adhésion au groupe." <sup>1639</sup>

Cette "désaffection croissante" vis-à-vis des partis, en particulier communistes, si souvent soulignée et interprétée comme un "dépassement du stalinisme" : dès les premières pages d'auto-présentation, le groupe ne s'adressait-il pas à "tous les ouvriers qui ont simplement dépassé le stalinisme\*" (\* souligné par nous) <sup>1640</sup>, est cette fois prise en compte dans ses dimensions négatives : "... l'attitude de cette avant-garde /ouvrière/ est essentiellement négative et critique. En tant que telle, elle signifie incontestablement un dépassement. Toute la question est : un dépassement de quoi ?"

"(...) Il est à peu près certain que l'ensemble de ces ouvriers non seulement rejettent la solution traditionnelle de ces problèmes, mais contestent qu'ils puissent avoir une solution en général ; il est certain en d'autres termes qu'ils ne croient pas, à l'heure actuelle, à la capacité du prolétariat de devenir classe dominante." <sup>1641</sup>

C'est une appréciation très voisine qui finira par entraîner dans les années soixante la mise en cause du but, au moins sous sa forme jusque là évidente, de la mission du "Prolétariat", "sujet historique".

Pour Cornélius Castoriadis, il en résulte la nécessité accrue de rendre crédible la vraie perspective communiste ou, en d'autres termes, de réactiver le mythe, dans une perspective mobilisatrice en redéfinissant le "programme socialiste". Pour répondre à l'échec du groupe, le jeune philosophe militant propose quant à lui un autre mode de fonctionnement, plus "intellectuel" ou informatif, ainsi

que plus exclusivement idéologique, toujours dans la perspective révolutionnaire : “Une telle collectivité ne peut se proposer pour but que d'exprimer à l'avant-garde ce qui est en elle sous forme d'expérience et de savoir implicite ; de clarifier les problèmes économiques et sociaux actuels. En aucune manière elle ne peut se fixer pour tâche d'apporter à l'avant-garde un programme d'action à suivre, encore moins une organisation à rejoindre. Les seuls impératifs d'un tel groupe doivent être ceux de critique et d'orientation révolutionnaires. La revue *Socialisme ou barbarie* ne doit pas se présenter comme l'expression d'une vérité établie, ni d'une organisation constituée, mais comme un lieu de discussion et d'élaboration dans le cadre d'une idéologie commune dont les grandes lignes sont faciles à déterminer. Dans une période révolutionnaire, la tâche du Groupe serait de fusionner avec le regroupement de l'avant-garde et de cristalliser ses éléments en expliquant sans cesse quels sont les buts historiques de la classe.”<sup>1642</sup> Cette dernière phrase ne paraît après tout pas totalement différente de l'objectif visé ni du contenu de la fonction “programmatische”, tels qu'ils sont posés par *Pierre Chaulieu*, comme on vient de le voir. Par contre les méthodes sont nettement divergentes.

Ainsi, la rencontre “fusionnelle” entre des organes autonomes et un parti révolutionnaire lui paraît tout à fait irréaliste : “Si le parti est défini comme l'expression la plus achevée du prolétariat, il est nécessaire qu'il fasse taire toutes les autres expressions de la classe et qu'il se subordonne toutes les autres formes de pouvoir.” “... Si le parti détient la vérité, il est logique qu'il tende à l'imposer : s'il fonctionne comme direction du prolétariat avant la révolution, il est logique qu'il tende à se comporter comme tel ensuite.”<sup>1643</sup>

Pour fonder cette position, il revient sur l'idée de la classe ouvrière, sujet historique porteur d'un projet singulier : l'édification d'une société d'hommes “autonomes”. Un tel objectif ne peut être atteint que par le sujet collectif lui-même au travers de son expérience : ce dernier est le seul inventeur de la société à venir. C'est le thème essentiel de ces articles de Claude Lefort dont découlent les autres propositions et critiques. Face à un tel sujet, un groupe comme “Socialisme ou barbarie” ne doit être qu'un ferment, nullement exercer un rôle dirigeant ni organisationnel ni intellectuel.

“Cette exigence d'un corps de révolutionnaires qui fasse à la place de la classe ce qu'elle ne peut faire elle-même correspond à une conception abstraite de la révolution. L'accent est mis sur la nécessité de lutter contre le capitalisme, de renverser la bourgeoisie, d'abolir la propriété privée. C'est la révolution, non le pouvoir prolétarien qui est l'objectif.”<sup>1644</sup>

Les conclusions de l'auteur : le rejet de la forme parti et la relation étroite établie entre réalisation du socialisme et action collective autonome de la classe ouvrière sont fort proches de celles défendues par Anton Pannekoek, alors qu'il est déjà pratiquement exclu de tout rôle politique.

“Le “Parti révolutionnaire” a pour fondement théorique l'idée selon laquelle la classe ouvrière ne saurait se passer d'un groupe de chefs capables de vaincre en ses lieux et places la bourgeoisie et de former un nouveau gouvernement, autrement dit, la conviction que la classe ouvrière est incapable d'accomplir elle-même la révolution. Toujours selon cette théorie, les chefs créeront la société communiste à grands renforts de décrets, en d'autres termes, la classe ouvrière est encore incapable de gérer et d'organiser elle-même son travail et sa production.”<sup>1645</sup>

Pour le premier, l'avenir est formulé comme une interrogation à laquelle seule “L'expérience prolétarienne”<sup>1646</sup> peut répondre, alors que le second privilégie la critique des partis, accusés d'empêcher tout développement de l'“autonomie” du sujet historique. Claude Lefort insiste en outre sur la valeur “existentielle” d'une telle expérience ouvrière : “... sur ce point précis des formes de lutte et d'organisation le prolétariat est sa propre théorie.”<sup>1647</sup>

C'est la même année que Claude Lefort entre en conflit avec Jean-Paul Sartre. Et, de fait, alors que la collaboration de Claude Lefort *aux Temps modernes* est en particulier notable par la critique du “modèle soviétique” qui a pu y être développée, c'est finalement sur le communisme français que portera la polémique avec Jean-Paul Sartre, après l'alignement de ce dernier sur ce parti, exprimé dans “Les Communistes et la paix”.

Au travers du communisme français ce sont les rapports entre la classe ouvrière et le Parti communiste qui sont au centre du conflit, et même plus précisément le statut de la classe ouvrière et de “son” Parti dans la théorie marxiste. Pendant ces années de “guerre froide” c’est de fait beaucoup plus le communisme français que le communisme “réel” qui est l’objet principal de l’attention critique des rédacteurs militants de *Socialisme ou barbarie*, le premier étant au demeurant pratiquement assimilé au second dans la petite revue. Quant aux rapports Parti politique ou organisation politique/classe ouvrière, ils sont tout à la fois au centre de la problématique “social-barbare”, de toutes les polémiques qui secouent la petite organisation et de la critique du communisme “réel”. La démarche de démontage et de rejet progressifs du léninisme si caractéristique de “Socialisme ou barbarie” est censée se développer en même temps dans une perspective théorique et historique. C’est en effet essentiellement de la séparation Parti/classe ouvrière effectivement assumée dans le *Que faire ?* de Lénine que sont déduites non seulement la dictature sur le prolétariat au nom de ce dernier, intervenue en Russie, après la révolution, mais la formation d’un nouveau type de classe exploiteuse. Et il n’est guère question des autres particularités des conceptions théoriques et pratiques bolcheviques : prise du pouvoir organisée par le parti seul, refus brutal du pluralisme politique et mépris des institutions de la démocratie politique, sans parler de la destruction non moins brutale de la pluralité sociale. Certains traits du bolchevisme s’étant effectivement imposés à l’ensemble des partis communistes, c’est essentiellement au nom de cette reproduction potentielle de l’expérience “soviétique” de dictature sur le prolétariat dont il est censé être porteur que le Parti communiste en France est essentiellement critiqué, plus encore que pour ses liens effectifs avec le communisme soviétique et la défense active de l’Union soviétique à laquelle il se livre, même si cette dernière est également soulignée, mais il s’agit alors surtout de l’une des dimensions de l’expression de ses intérêts propres présents et potentiels.

Au demeurant, une telle conception persistera longtemps dans la problématique de Claude Lefort. Ainsi écrit-il dans un texte de 1978, “L’impensé de l’Union de la gauche” : “... ni moi-même, ni Castoriadis, ni l’équipe de “Socialisme ou barbarie”, n’avons autrefois fondé notre analyse sur la thèse qu’il /le Parti communiste français/ était un agent de Moscou (quoique, en de nombreuses occasions, il se conduisit comme tel). L’image de l’URSS nous paraissait avoir joué en France et ailleurs un rôle de catalyseur dans la formation d’une représentation de la société, en rupture avec les principes du libéralisme démocratique et tant ceux du réformisme que de l’humanisme révolutionnaire. Nous jugions qu’elle favorisait la cristallisation d’une nouvelle couche sociale susceptible de projeter son avenir de bureaucratie dirigeante dans l’avènement d’un régime fondé sur la propriété collective des moyens de production, la planification étatique de l’économie et l’intégration de toutes les activités sociales et culturelles sous les normes du socialisme. Que cette couche sociale fût hétérogène (rassemblant des ouvriers, des techniciens, des cadres et des intellectuels) ne nous faisait pas oublier qu’elle était dans sa partie centrale, composée de permanents politiques et syndicaux et de militants, que ces éléments aspiraient à étendre leurs responsabilités à la gestion de la société, enfin, que l’évolution du capitalisme moderne, l’expansion des grandes unités de production, la croissance de l’État et de ses moyens d’intervention créaient les conditions endogènes de cette représentation. Or, je ne vois pas qu’une telle image de l’URSS ait perdu toute efficacité...”, après avoir noté des “changements repérables dans la politique du PC... son prudent décollement du bloc soviétique et l’abandon de la thèse de la dictature du prolétariat...”<sup>1648</sup>.

La petite organisation se posant en embryon de solution de remplacement du Parti communiste, tout en poursuivant une critique radicale du politique, c’est sur l’invention de nouveaux rapports organisation/classe ouvrière, militants politiques/classe ouvrière qu’elle concentre ses efforts, en même temps que ses attentes, loin de toutes les solutions de type social-démocrate, “travailleuse” ou syndicaliste dont elle conserve de fait la critique “révolutionnaire”, dans sa forme radicale.

Polémiquant sur la manifestation contre la venue du Général Ridgway, Jean-Paul Sartre et Claude Lefort ont cependant un point commun malgré leur désaccord évident, ils font parler un silence ou une absence : l’échec de la



mobilisation communiste contre le Général Ridgway et donc le défaut de participation ouvrière. Au demeurant, ils ne sont pas les seuls : l'échec de la mobilisation communiste a été abondamment commenté dans la presse et c'est le point de départ pour Maurice Merleau-Ponty d'une réflexion critique sur la philocommunisme de Jean-Paul Sartre et au-delà sur sa philosophie appliquée au politique.

Face à un défenseur du Parti communiste, Claude Lefort est amené à donner un contenu particulièrement systématique à sa propre problématique des différentes formes de luttes ouvrières porteuses d'un antagonisme créateur, mais aussi, compte tenu du lectorat des *Temps modernes*, à approfondir ses conceptions et formulations et à les comparer avec des démarches, philosophiques et sociologiques surtout, qui vont bien au-delà de la connivence culturelle "social-barbare".

Pour Jean-Paul Sartre, l'absence de mobilisation ouvrière ne saurait exprimer une désaffection vis-à-vis du Parti communiste ni un refus de le suivre sur certains terrains. L'adhésion à ce que représente le "Parti" ne saurait être ni conditionnelle ni implicitement négociée.

"... Le PC : il est vrai que le prolétariat le boude un peu ces temps-ci, mais c'est une petite affaire et qui restera entre eux, déjà le comité central en a tiré la leçon." <sup>1649</sup>

Le Parti communiste est de toute évidence l'avant-garde de la classe ouvrière, sa conscience, selon Lénine, mais la dimension subjective propre à l'auteur fait de cette relation collective une sorte de communion, par laquelle les ouvriers deviennent prolétaires. "... L'évidence c'est que la violence ouvrière fait la substance même et la force du PC ; il l'a captée, il se nourrit d'elle et si les chefs sont compris des ouvriers c'est qu'ils leur parlent son langage. Certes avec le Parti, cette violence perd son caractère d'éruption immédiate : elle est *médiatisée*, consciente, elle se détermine par sa représentation d'elle-même ; le PC c'est la volonté *manifestée*, hypostasiée. N'importe : quand il y aurait un certain décalage entre la manifestation de la

violence et la violence originelle d'où elle émane, il n'en reste pas moins que la classe ouvrière se *reconnaît* dans les épreuves de force que le PC institue en son nom." <sup>1650</sup>

C'est par l'action qu'il y a classe et l'action c'est le parti.

C'est avec un réel sens de l'analyse que Claude Lefort peut lui répondre. "Il suffit... de constater que le stalinisme est suivi par une importante fraction de la classe ouvrière pour juger qu'il est le parti du prolétariat. Il suffit qu'il procède directement du bolchevisme pour qu'il en soit le parfait continuateur. Il suffit enfin qu'on ne puisse le remplacer pour qu'on doive combattre à ses côtés. Au reste cette dernière remarque est pour Sartre décisive." <sup>1651</sup>

Jean-Paul Sartre a, on le sait, un intérêt marqué pour les expériences aux limites qu'il a tendance à transposer ici sur un terrain collectif. Le couple désespoir/espoir est très présent dans son raisonnement, de même a-t-il une réelle fascination pour la violence ouvrière qui a incontestablement marqué l'histoire du mouvement ouvrier, mais qui n'en est pas la seule composante, et l'aliénation est, quant à elle, vue dans la dimension concrète de la déshumanisation : "il/ Le travailleur européen/ déteste ce monstre que la mécanisation fait de lui..." <sup>1652</sup> "... on l'enferme dans le monde insipide de la répétition, peu à peu il devient chose." <sup>1653</sup> (\* souligné par nous).

S'il revient sur les réalités de la condition ouvrière, c'est pour affirmer que les ouvriers ne sont pas seulement dépossédés des moyens de production, mais de tout.

Il s'agit d'une condition purement négative d'où naît la révolte brute, seul facteur positif auquel " le " parti va venir donner un sens.

"Pour ceux que la misère, l'épuisement, les circonstances, inclinent à la résignation, Marx a des mots très durs : ce sont des "abrutis", des "sous-hommes". Mais il ne les blâme ni ne les condamne : il porte sur eux un jugement de fait. L'ouvrier est un sous-homme quand il accepte simplement d'être ce qu'il est -

c'est-à-dire lorsqu'il s'identifie à ce pur produit de la production." "Sa réalité humaine n'est donc pas dans ce qu'il est, mais dans son refus d'être tel, c'est-à-dire dans sa "révolte contre la déchéance." <sup>1654</sup>

Et plus loin, à nouveau : "Le premier /le "bourgeois"/ est un homme qui soutient un parti pour exercer son droit de citoyen, le second un "sous-homme" qui entrera dans un parti pour devenir un homme." <sup>1655</sup>

"Le Parti, lui, est *action pure* ; il doit avancer ou disparaître..." <sup>1656</sup>.

De l'échec du Parti communiste à mobiliser les ouvriers, Jean-Paul Sartre, après l'avoir minimisé, tire le risque de disparition de la classe ouvrière : "Le 4 juin, rien n'a été manifesté et il n'y avait pas de classe ouvrière..." <sup>1657</sup>.

"Si la classe ouvrière veut se détacher du Parti, elle ne dispose que d'un moyen tomber en poussière." <sup>1658</sup>

"Si le prolétariat n'est que le déchet inerte de l'industrialisation, il s'effondrera en une poussière de particules identiques." <sup>1659</sup>

"Ce que nous avons appris c'est que la masse est un état limite de solitude et d'abandon, où l'ouvrier n'est jamais tombé, peut-être, mais dont il se rapproche chaque fois qu'il rompt la discipline et qu'il échappe à ses organisations." <sup>1660</sup>

De même "... l'identité..." chère aux sociologues et qui ne fait que décrire "... l'identité des pièces d'une collection...", sachant qu' "... unité et identité sont des principes contraires dont le premier noue des liens concrets entre les personnes, et le second des liens concrets entre les cas..." <sup>1661</sup>, alors qu' "... une classe ça s'organise..." <sup>1662</sup> : l'unité visée ne saurait provenir que d'un acte d'unification qui résulte de l'action du parti.

Au demeurant, quelques années plus tard, l'absence persistante d'une classe ouvrière, sujet politique révolutionnaire, poussera Cornélius Castoriadis à conclure à la fin de la classe pour soi.

Dans son “... marxisme et Sartre”, Claude Lefort va répondre par son interprétation de la conception marxiste du “prolétariat”, plus encore que directement de l’organisation, accusant le philosophe de faire partie des “intellectuels qui veulent aujourd’hui défendre, et à quelque égard, justifier le stalinisme sans accepter sa philosophie de l’histoire, ont toutes les manies du marxiste, font un usage constant de ces principaux concepts et n’ont pour originalité que de n’en pas comprendre le sens.”<sup>1663</sup>

“Nous voici donc ramenés en plein kantisme... la classe est donc définie comme un non-être : elle n’est ni un ensemble d’intérêts, ni un mode de travail et de rémunération, ni un genre et un niveau de vie, ni un rapport social (...) Assurément il y a bien chez Marx l’idée que le prolétariat n’est pas seulement une catégorie économique mais ceci signifie qu’en celui-ci l’existence économique et l’existence politique sont confondues...” et il poursuit “... ou pour mieux dire que son rôle implique une transformation constante de ce rôle et une expérience sociale totale.”<sup>1664</sup>

“... l’intérêt ouvrier a une double nature ; il peut se définir par de hauts salaires, le plein emploi, la réduction de la journée de travail et, en ce sens, peut ne pas contredire à l’intérêt du capitalisme, mais d’autre part, il est aussi pour le prolétaire celui de ne plus être exploité. Cette différence dans l’opposition ou dans l’intérêt peut être repérée historiquement : par exemple, pendant des décades, dans un pays donné, le mouvement ouvrier peut se borner à une lutte réformiste, comme il peut aussi manifester une violence révolutionnaire, sans être capable de s’organiser dans des associations de défense économique. Cependant, pourvu qu’on considère le développement du prolétariat dans son ensemble, on voit que cette différence est relative : les deux luttes se fondent l’une sur l’autre et procèdent en définitive de la même source.”<sup>1665</sup>

Si ces deux types d’action ouvrière prennent, selon Claude Lefort, des formes différentes selon les pays et les époques, “l’ensemble” forme pourtant une “... histoire...”, une “... expérience cumulative...”<sup>1666</sup>, affirmation qui peut paraître d’autant plus surprenante qu’elle s’appuie sur une diversité empirique effectivement grande et qu’aucune modalité de transmission d’une telle expérience cumulative n’est décrite par notre auteur, pas plus d’ailleurs que les manières selon lesquelles celle-ci peut être recueillie. Absence que Jean-Paul Sartre ne manquera pas de relever,

alors qu'à cette critique notre auteur répondra plutôt par l'attaque : "... votre théorie des cadres sociaux de la mémoire. Elle peut signifier que le prolétariat jouit d'une expérience vécue, qu'il a une unité de développement auxquelles il ne peut toutefois accéder qu'en utilisant la perspective offerte par le parti. Avec cette interprétation je serais finalement d'accord, à cette réserve près que le parti n'est pas le seul organe que puisse utiliser la classe..." "Mais (...) ce n'est évidemment pas là votre pensée. Vous l'avez dit et répété : le prolétariat n'a pas d'unité historique..."<sup>1667</sup>.

Par ailleurs, la mise sur un pied d'égalité de ces deux formes d'action permet encore de relativiser l'action politique, notamment dans sa version bolchevique. "L'organisation du bolchevisme, son centralisme rigoureux doit être vu non pas comme un trait nécessaire du mouvement ouvrier mais comme une certaine solution apportée aux rapports de la masse et de son avant-garde. Le problème devient de savoir comment la politique bolchevique *exprime* à la fois la maturité et les difficultés du prolétariat russe"<sup>1668</sup>, tout en critiquant la thèse de Lénine, selon laquelle "... le mouvement ouvrier, laissé à lui-même, ne saurait dépasser le stade du trade-unionisme, et... l'intelligence politique lui est apportée du dehors ?"<sup>1669</sup>.

C'est sur ce "non-être" du prolétariat auquel il ajoute "... la décision /communiste/ qui le crée comme sujet de l'histoire à partir de rien."<sup>1670</sup> que Maurice Merleau-Ponty fonde sa critique du philocommunisme de Jean-Paul Sartre - en se fondant principalement sur ce dernier point sur les deux premières parties des "Communistes et la paix", tout en admettant que la "Réponse à Lefort" comporte de non négligeables nuances - après Claude Lefort dont il défend d'ailleurs la légitimité de la démarche contre les attaques violentes de Jean-Paul Sartre, mais d'une manière assez différente en contestant plus directement la philosophie de Jean-Paul Sartre, alors que Claude Lefort critiquait plutôt sa méconnaissance du marxisme. Tout en l'opposant au marxisme, Maurice Merleau-Ponty reproche directement à Jean-Paul Sartre dont il critique de fait la philosophie au moins en tant que philosophie politique de ne justifier les communistes que "dans leur action", comme il "... embarque /Karl Marx, les idéologues du communisme soviétique/ dans sa pensée. ... une fois supposée sa négation de l'histoire et de la vérité historique, sa philosophie du sujet et de l'autre comme intrusion..."<sup>1671</sup> Pour Maurice Merleau-Ponty, Jean-Paul Sartre est un "... incomparable

montreur d'énigmes..." "... décrivant un milieu entre la conscience et les choses..." contre lequel "... sa pensée est en rébellion..." où il "... ne trouve qu'une invitation... à recommencer ex nihilo tout ce monde écoeurant." <sup>1672</sup>, d'où le saut dans l'action seule créatrice de vérité. Il doute, par ailleurs finalement beaucoup qu'il y ait une suite à ce texte, dans laquelle le directeur des *Temps modernes* expliquerait en quoi il n'est pas communiste, face à ce qu'il pose comme la : "... seule tentative conséquente pour créer de toutes pièces une société où ceux qui ne sont rien deviennent des hommes... cette "antiphysis"... cette entreprise héroïque..." "... indéterminée dont on sait seulement qu'elle est absolument *autre*, soustraite comme le devoir, à toute discussion, mais aussi à toute preuve et à tout contrôle rationnels..." <sup>1673</sup>. Il souligne qu'avec une telle pensée, Jean-Paul Sartre se refuse tout moyen lui permettant de penser l'écart entre ce qui de l'ordre des ouvriers et de celui des communistes ; il ne saurait donc *a fortiori* y avoir insatisfaction ou mécontentement des ouvriers contre le parti qui les organise : "Le parti / a pour toujours une délégation globale du seul fait que sans lui il n'y aurait pas de prolétariat." <sup>1674</sup>. Quant au choix d'une alternative ni interne ni externe au parti, il n'est tout simplement pas pensable dans une telle perspective : se fondant sur un énoncé tiré des "Communistes et la paix" : "Les masses, au lieu de s'affirmer\* dans une réaction unanime, sont amenées à choisir entre plusieurs politiques probabilistes", il en déduit qu'" Étant la destruction du prolétariat, le pluralisme n'est même pas à discuter." (\* souligné par moi) <sup>1675</sup> ; "C'est la morsure du devoir ou du néant sur l'être, la liberté, que Sartre a appelée un jour "mortelle " qui constitue le militant." <sup>1676</sup>. Pour lui "Si Sartre a raison, c'est que l'histoire a dissocié ce que le marxisme avait uni : le prolétariat ou le Parti et un certain sens de leur devenir, le prolétariat de fait et l'idée que se font de lui les dirigeants." <sup>1677</sup>. Une telle disjonction est pour lui révélatrice d'une crise profonde du marxisme, du communisme "réel" et d'opposition, quant à la conception de l'engagement de Jean-Paul Sartre, il la critique vivement, mais voilà qui déborde de très loin la question traitée. Disons que tant vis-à-vis du communisme réel que du communisme d'opposition, il défend l'agnosticisme.

Dans "De la réponse à la question", Claude Lefort étaiérait sa conception de "l'expérience prolétarienne" totale en approfondissant les thèmes qui lui sont chers, comme à l'ensemble du groupe, de la résistance ouvrière quotidienne,

mais surtout de son lien étroit avec son devenir révolutionnaire : “Eh bien non Sartre ! (ô puissance magique du vocatif que vous m’avez rappelée) votre astuce est fallacieuse et je ne dis rien qui puisse plaire à un patron, car en plaçant la tâche révolutionnaire au niveau du procès de production, je l’attaque à la racine même de son pouvoir ; je le nie non seulement dans sa fonction actuelle, mais dans son rôle... il n’y qu’une chose qu’il ne puisse perdre sans tout perdre c’est la *direction*.”<sup>1678</sup>.

“... cette solidarité immédiate n’est pas une simple adaptation au travail collectif imposée par le capitalisme, (...) elle s’effectue au sein de l’exploitation et dans la *résistance*”.

“Or celle-ci se manifeste de deux manières : d’abord par une entente tacite ou une complicité qui rend possible l’erreur, la distraction ou le sabotage des individus, ensuite par un refus collectif d’obéissance qui est le seul mode d’action efficace qui puisse être dirigé contre la direction, sans impliquer la division entre travailleurs. Un chef d’équipe, un chronométrateur, voire un chef d’atelier savent à quoi s’en tenir sur l’opposition sournoise des ouvriers qu’ils commandent ou surveillent. Un chef d’équipe sait que s’il n’est pas toléré par les ouvriers, s’il est l’exécutant aveugle des ordres de la direction, il ne pourra que difficilement se maintenir à son poste... dans l’industrie le commandement n’est pas simple dérobade, fuite devant les ordres, mais récupération... c’est le sérieux de cette collectivité - son poids social et économique - et le sérieux de son opposition qui font que la résistance tacite de chaque jour peut se transformer en résistance explicite, en revendications concertées, en grèves, entraîner le mouvement de multiples entreprises, découvrir sa signification politique et dans des circonstances exceptionnelles, devenir lutte révolutionnaire.”<sup>1679</sup>

Lorsque Claude Lefort revient sur la même question en 1958 c’est, on l’a dit, dans un tout autre contexte où le substantiel apport numérique reçu par le groupe a rendu à nouveau plus plausible qu’il ait un rôle politique à jouer et s’organise, mais également marqué par une appréciation différente du comportement, voire de l’attitude d’une grande partie de la classe ouvrière, caractérisés notamment par un vote non négligeable en faveur du général de Gaulle et l’absence de vraie mobilisation aux côtés des Algériens, même si la “foi” en l’avenir du “prolétariat” subsiste encore : “L’état actuel d’apathie \* des masses ne sera pas éternel.”, est-il ainsi prédit dans un article publié à la fin de l’année 1958 et rédigé principalement au moins par Cornélius Castoriadis<sup>1680</sup>. L’apathie pour désigner la

conjoncture comme le qualificatif apathique pour caractériser les ouvriers et les réactions ouvrières seront d'ailleurs beaucoup employés pendant toute cette période.

Notre auteur développe, en fait, une problématique fort semblable, mais dans une perspective un peu plus militante qui répond mieux au relatif développement du groupe, et, plus directement encore, aux aspirations de la tendance de "Socialisme ou barbarie" dont la rupture est déjà consommée lors de la publication du texte. Claude Lefort s'en fait d'ailleurs le porte-parole, non sans ambiguïtés : s'il incarne les conceptions théoriques des futures "Informations et liaisons ouvrières", il n'y restera que quelques années, ce qui atteste bien les différences de préoccupations entre lui-même et les autres membres de "Socialisme ou barbarie". Il insiste beaucoup sur la critique de la médiation politique et de la distance discursive et pratique entre les "médiateurs" et ceux qu'ils sont censés représenter : "Nous ne pouvons admettre que la conscience politique soit introduite du dehors dans le prolétariat par une fraction organisée... /proposition qui fait en principe l'unanimité au sein du groupe/ nous jugeons au contraire qu'il faut redéfinir le concept même de politique, que celui-ci dans l'usage qui en est traditionnellement fait dans le mouvement ouvrier, garde un contenu bourgeois, qu'il n'a un sens pour les travailleurs qu'à partir du moment où ceux-ci sont susceptibles de relier les événements à leur expérience propre des rapports de production." <sup>1681</sup>

Une telle critique de la politique le conduit à tenter une nouvelle définition du rôle du militant et des relations entre intellectuels et ouvriers, censées être notamment propres à empêcher que les différences entre, d'une part, les compétences notamment culturelles au sens large et, de l'autre, les sujets d'intérêts ne se traduisent par la reproduction de rapports de domination. S'il rejette absolument la forme parti, il conserve une fonction d'éducation ou plutôt de diffusion d'informations concrètes qui doit s'intégrer à l'expérience pratique ouvrière. Mais, dans la mesure où il postule toujours le devenir de la classe ouvrière comme sujet historique, le militant est aussi celui qui révèle la portée



“révolutionnaire” des actions menées. L’agent continue à s’inscrire dans une perspective *in fine* déjà “écrite”, même si une interrogation est introduite dans le raisonnement, on l’a dit.

“Mais cette idée conduit à bouleverser l’image de l’activité du militant, ce n’est plus, comme le voulait Lénine, le “tribun populaire” sachant profiter de la moindre occasion pour “exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques” (*Que Faire ?*) ; c’est celui qui, *partant* d’une critique ou d’une lutte des travailleurs dans un secteur déterminé tente d’en formuler la portée révolutionnaire, de montrer comment elle *met en cause le fait même de l’exploitation* et donc, de l’étendre. Le militant apparaît alors comme un agent des travailleurs, non plus comme un dirigeant.”<sup>1682</sup>

De fait, on n’est pas très loin du type d’échanges décrit par des militants de “Socialisme ou barbarie” surtout au sein du groupe lui-même, sans pour autant annihiler ni le rapport hiérarchisé entre théorie et pratique, ni entre ce qui est général, d’un côté, et, de l’autre spécialisé ou local, ni théoriciens et praticiens, ni surtout entraîner la critique de la nécessité d’un programme et d’un parti. Impliqué quant à lui dans une telle démarche, Claude Lefort reproche à “... certains d’entre nous /de/... s’arrêter en chemin dans leur critique de la politique. Et l’on peut même se demander si leur affirmation que la conscience n’est pas introduite du dehors ne leur sert pas à s’identifier naïvement certes, mais plus sûrement, avec un curieux aplomb, à la classe ouvrière.”<sup>1683</sup>

Ce que vise Claude Lefort est de fait plus ambitieux : “La politique n’est donc pas à enseigner, elle est plutôt à expliciter comme ce qui est inscrit à l’état de tendance dans la vie et la conduite des ouvriers.”<sup>1684</sup>. Le “militant” doit donc faciliter un processus phénoménologique de “prise” de conscience individuelle et collective.

En effet, quel que soit le degré de rejet de tout apport politique “externe” à l’expérience de l’action ouvrière, en va-t-il finalement bien ainsi à partir du moment où “le militant” conserve l’objectif de révéler constamment la “portée révolutionnaire” de celle-ci ? Ne s’agit-il pas d’une forme particulière du “... *vol de pensée\**...” (\* souligné dans le texte), notion sur laquelle Pierre Bourdieu concluait en

1971 son “Genèse et structure du champ religieux”, au demeurant totalement inconsciente, puisqu’il ne s’agirait que de faire passer actes et pensées d’un implicite à un explicite qui reste finalement évident pour nos auteurs<sup>1685</sup>, tout en supprimant la plupart des fonctions communément admises comme partisans.

Lors de cette seconde polémique qui est le symptôme d’une véritable scission du groupe, Cornélius Castoriadis/ *Paul Cardan*, le pseudonyme de *Pierre Chaulieu* ayant été abandonné, bien qu’il critique vivement Claude Lefort, a pourtant rejoint une partie des conceptions de ce dernier, celles qui concernent la nécessité de lier étroitement la politique et l’expérience concrète des travailleurs, telle qu’on la lit à “Socialisme ou barbarie”, l’approche phénoménologique des “vécus” ouvriers et employés.

Il rejette certes vivement cette “... nouvelle philosophie de l’immédiat qui oppose l’expérience directe du milieu productif, seule féconde et à glorifier, à une expression universelle de l’expérience sociale, entachée d’artifices et condamnable ? Depuis quand l’humanité peut-elle progresser sans donner à son expérience des expressions qui se veulent universelles et qui, certes, ne valent qu’un temps, mais sans lesquelles il n’y aurait pas de temps ? ”<sup>1686</sup>.

Cornélius Castoriadis s’est néanmoins beaucoup rapproché en 1958 des conceptions de Claude Lefort concernant la relation qui doit unir étroitement l’expérience ouvrière et la politique, ainsi que le rôle du militant qui vise principalement à “révéler”, mais sans doute selon les différents sens du terme dans des proportions aussi variables qu’invérifiables, la portée révolutionnaire des situations et conflits immédiats ou quotidiens et à établir un continuum entre “vécu” et action politique révolutionnaire : “Non seulement, donc, il ne peut être question pour une politique révolutionnaire de s’imposer au prolétariat ou de le manipuler ; mais il ne peut être question de prêcher ou d’enseigner au prolétariat une “théorie correcte”. La politique révolutionnaire doit constamment montrer comment les problèmes les plus généraux de la société se retrouvent dans l’activité et la vie quotidienne des travailleurs, et inversement, comment les conflits qui déchirent cette vie sont en dernière analyse de même nature que ceux qui divisent la société. Elle doit montrer la correspondance

des solutions que les travailleurs donnent aux problèmes qu'ils affrontent dans l'entreprise, et de celles qui valent à l'échelle de la société entière." <sup>1687</sup>

Il s'en rapprochera encore plus à la fin de la vie du groupe, on le verra, un tel point de vue étant loin d'être partagé par l'ensemble des militants comme le révélera le contenu des polémiques internes en 1958 et plus tard.

On est loin du raisonnement développé en 1952 dans "La direction prolétarienne" : "... il est impossible que ce processus /révolutionnaire/ aboutisse à ses buts sans une direction au sens précis de ce terme, c'est-à-dire sans une instance centrale qui oriente et coordonne ses multiples actions, choisit les moyens les plus économiques pour atteindre les processus assignés, etc. D'autre part, le but essentiel de la révolution est la suppression de la distinction fixe et stable - et de toute distinction en fin de compte - entre les dirigeants et les exécutants. Il y a donc nécessité de la direction, comme il y a aussi nécessité de la suppression de la direction."

"Le but final de la révolution n'implique pas immédiatement la suppression de la distinction entre les fonctions de direction et les fonctions d'exécution (...); mais il implique nécessairement la suppression d'une division sociale du travail corrélative à ces fonctions."

"(...) il est évident que la classe ne peut pas être immédiatement et directement sa propre direction. Inutile d'argumenter sur ce point, puisque de toute façon en fait la classe n'est pas sa propre direction et ne l'a pas été au cours de son histoire." <sup>1688</sup>, même s'il ajoute que "... cette direction de la période pré-révolutionnaire n'est direction que dans un sens spécial - elle propose des objectifs et des moyens, mais ne peut les imposer que par la lutte idéologique et par son propre exemple" <sup>1689</sup>, ce qui au demeurant reste en principe partiellement vrai, au moins pour tout acteur politique dans un contexte pluraliste.

Il oppose d'ailleurs une telle "politique révolutionnaire" à celle élaborée par les trotskistes, selon laquelle : "Le premier aspect, c'est le type de travail que les militants étaient censés accomplir... Ils devaient d'abord s'initier à une théorie abstraite qui n'était reliée à leur

expérience courante que par ses conséquences les plus éloignées et qui était devenue un dogme au sens fort du terme.”<sup>1690</sup>

De même la théorie a cessé d’être assimilée à une science : “La conception de la théorie révolutionnaire qui a prévalu pendant longtemps - science de la société et de la révolution, élaborée par les spécialistes\* et introduite dans le prolétariat par le parti - est en contradiction avec l’idée même d’une révolution socialiste comme activité autonome des masses.” (\* souligné par la commentatrice)<sup>1691</sup>.

“Le contenu du socialisme c’est précisément cette activité créatrice des masses qu’aucune théorie n’a jamais pu et ne pourra jamais anticiper.”<sup>1692</sup>

“Le socialisme juste s’opposant à des théories fausses ; c’est la possibilité d’un monde nouveau qui se lève des profondeurs de la société et qui met en question la notion même de “théorie”<sup>1693</sup>.

Il y a donc également rupture avec le discours tenu exactement sur le même sujet en 1952 : “L’activité révolutionnaire du type inauguré par le marxisme est dominée par une antinomie profonde... : d’une part, cette activité est fondée sur une analyse scientifique de la société (...) et par conséquent sur une planification relative de son attitude face à la réalité ; d’autre part, le facteur... décisif de cette perspective et de cette anticipation sur l’avenir c’est l’activité créatrice de dizaines de millions d’hommes, telle qu’elle s’épanouira pendant et après la révolution et le caractère révolutionnaire et cosmogonique de cette activité consiste précisément en ce que son contenu sera original et imprévisible.”<sup>1694</sup>

Si l’on considère le rapport théorie/science dans d’autres thèmes, il suffit de rappeler, d’une part, le caractère tardif de la défense de la thèse du caractère inéluctable de la III<sup>e</sup> guerre mondiale encore en 1954<sup>1695</sup>, bien que l’économisme de Karl Marx ait déjà alors commencé à être critiqué<sup>1696</sup> au profit, alors, d’une analyse en termes de logique, non moins inéluctable, de la concentration bureaucratique et monopoliste, et, d’autre part, l’ancienneté encore plus faible de la critique effective de cette thèse<sup>1697</sup> pour montrer que le marxisme a été assez longtemps considéré comme une science “dure” dans *Socialisme ou barbarie*.

Le rappel de la défense passée d'une telle thèse est d'ailleurs devenue pour Claude Lefort un instrument de polémique et d'attaque contre la majorité dans la discussion de 1958, on va y revenir, à propos du projet de journal.

Outre ces exemples relativement anciens, il suffit de rappeler combien les analyses de la crise algérienne dans *Socialisme ou barbarie* devaient à Karl Marx, même s'il s'agit le plus souvent de l'auteur du *18 Brumaire*.

De plus, vivement impressionné par les crises polonaise et surtout hongroise, il appuie son raisonnement sur sa lecture de ces événements : "Lorsqu'il /le "prolétariat" des pays de l'Est/ parvient à briser le carcan totalitaire sa lutte révolutionnaire n'est pas simplement dirigée contre la bureaucratie, mais met en avant des objectifs qui traduisent positivement l'expérience de la bureaucratisation. Les ouvriers de Berlin Est demandaient en 1953 "un gouvernement de métallurgistes", les conseils ouvriers hongrois revendiquaient la gestion ouvrière de la production." <sup>1698</sup>

Il développe dans le même temps une longue critique des partis politiques révolutionnaires, parmi lesquels les partis de type léniniste, essentiellement à cause de la division/séparation des tâches entre dirigeants et exécutants : "L'action de l'organisation sera correcte si elle est conforme à la théorie ou tout au moins à l'art, à la "technique" de la politique qui a ses spécialistes. Quel que soit le degré de démocratie formelle existant à l'intérieur de l'organisation, les militants auront conscience de ce qu'il appartient aux spécialistes d'apprécier la situation objective et d'en déduire la ligne qui s'impose ; leur activité consistera alors, tout au long de l'année, à exécuter ce que les politiciens auront décidé. La division des tâches, indispensable partout où il doit y avoir coopération, devient ainsi une véritable division du travail, le travail de direction se séparant du travail d'exécution... les dirigeants se spécialisant dans leur rôle et devenant indispensables, les exécutants s'enfonçant dans leurs tâches concrètes ; privés d'informations, de la vue générale de la situation et des problèmes de l'organisation..." <sup>1699</sup>, ce qui ne fut incontestablement jamais complètement le cas au sein du petit groupe "Socialisme ou barbarie", on l'a vu : tous assistaient aux polémiques et étaient même encouragés à y participer, même si les militants, pourtant les plus fidèles et

les plus durablement attachés au groupe, considèrent qu'une partie du contenu de ces dernières leur restait étranger et ne sont pas loin de penser que c'est au détriment du militantisme, voire de résultats effectifs, ce qui est peut-être assez illusoire, que celles-ci accaparaient des ressources en temps, passion, énergie, sans pour autant empêcher que les tâches pratiques ne leur reviennent plus souvent au moins. Au demeurant, les "activistes", ceux qui se nomment les militants, notamment les "anciens", fondateurs du groupe, longuement socialisés dans des groupes marxistes d'extrême gauche, n'adhèrent pas forcément à une telle critique : "La première scission,... avec Lefort,... ça c'est les spontanéistes... mais critique du parti que je n'ai jamais partagée et que je ne partage toujours pas..."<sup>1700</sup>, énoncé d'autant plus remarquable qu'il est le fait d'un militant qui suit Cornélius Castoriadis, lorsque "Socialisme ou barbarie" redevient revue théorique.

"Cette division du travail est censée trouver une limite dans la "démocratie". Mais la démocratie, qui devait signifier que la *majorité dirige* est réduite à signifier que la *majorité désigne les dirigeants*..."

"Que l'on considère par exemple le "centralisme démocratique" tel qu'il est censé fonctionner dans un parti léniniste idéal. Que le comité central soit désigné par un congrès "démocratiquement élu" ne change rien au fait qu'il est, à partir de son élection, le maître absolu de l'organisation, en fait et en droit."

"L'expression des opinions n'a qu'une valeur fort limitée à partir du moment où le type de fonctionnement de la collectivité empêche cette opinion de se former sur des bases solides, c'est-à-dire par une *participation* permanente aux activités et à la solution des problèmes posés."<sup>1701</sup>

L'auteur/militant continue pourtant dans le même temps à défendre avec force la nécessité de l'organisation, lieu de fusion des pratiques révolutionnaires au travers de laquelle s'élabore la "théorie" : "Sa fonction sera d'être un instrument du prolétariat dans sa lutte, non pas sa direction. Cette organisation aura une conception de la théorie révolutionnaire radicalement opposée non seulement à celle du trotskysme /sic/ mais encore à celle qui a prédominé depuis un siècle. Elle rejettera catégoriquement l'idée d'une "science de la société

et de la révolution" élaborée par des spécialistes et dont découleraient des conclusions pratiques "correctes", une politique qui ne serait qu'une technique. Elle développera la théorie révolutionnaire en premier lieu à partir de l'expérience et de l'action du prolétariat, qui lui fournira non pas le matériel d'observation ou des exemples de vérification, mais les principes les plus profonds. Par conséquent, les militants ne seront plus les exécutants par rapport à une idéologie définie en dehors d'eux, sur des bases et d'après des méthodes qui leur sont étrangères."

"La première tâche des militants sera donc d'exprimer leur propre expérience et celle de leur milieu ; le travail de l'organisation consistera en premier lieu à formuler cette expérience et à la diffuser, en dégager ce qui possède une valeur universelle et à élaborer une conception globale cohérente. Il consistera en même temps à amener à l'expression l'expérience du plus grand nombre possible d'ouvriers, à donner la parole aux travailleurs, à permettre la diffusion et la communication des exemples de lutte, des opinions, des idées dans le prolétariat. Le problème des rapports entre les individus au sein de l'organisation se posera ainsi de façon totalement nouvelle. Il n'y aura plus de base, ni économique, ni dans la "production" (c'est-à-dire dans l'activité de l'organisation, dans le type de travail qu'elle accomplit) pour qu'une catégorie d'individus devienne une catégorie de dirigeants séparés et inamovibles. Les gens seront venus à l'organisation parce qu'ils pensent, non pas qu'il ne doit pas y avoir des dirigeants à part, mais qu'il n'y a pas de fonction spécifique pour de tels dirigeants ; et ils y seront venus pour y faire un travail qui postule explicitement l'importance égale de ce que tout le monde a à dire. La structure de l'organisation exprimera organiquement son orientation et ses conceptions" "... elle ne pourra donc être qu'une structure de type soviétique, s'inspirant des modes d'organisation créés par le prolétariat au cours de son histoire (...) détermination de l'orientation générale de l'organisation par des méthodes de démocratie directe et, à défaut, par des délégués élus et révocables ; expression libre des militants et des tendances à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation." <sup>1702</sup>

Comme nous l'avons déjà vu, les pratiques "révolutionnaires" successivement présentées dans la revue, principalement les conseils ouvriers hongrois, lorsque cet article est rédigé, sont posées comme autant de preuves de la capacité révolutionnaire du prolétariat, ce qui tout à la fois conforte l'orientation générale de "Socialisme ou barbarie" et, puisque le groupe reconnaît pleinement l'événement, permet une sorte d'assimilation qui grandit le rôle historique de celui-ci par effet de miroir.

Pourtant, chez Cornélius Castoriadis comme chez Claude Lefort, on continue à retrouver, bien que sous des formes différentes, la même juxtaposition antinomique de la force et de la faiblesse du prolétariat. Pour le premier, à la potentialité révolutionnaire de celui-ci s'ajoute, pourtant, sa vulnérabilité aux organisations et aux militants politiques, y compris révolutionnaires, qui tendent à le dominer. De plus, une telle potentialité révolutionnaire ne peut être révélée à l'acteur collectif qui en est pourtant le détenteur que par une démarche pédagogique adaptée à son expérience pratique. Ceci revient à casser le processus "politique", celui de l'"offre" certes, mais en intervenant néanmoins sur la formation de la "demande", en tentant de partir des composantes du "sujet", tel qu'il serait concrètement, pour le "révéler" à lui-même.

A la lecture des écrits du second, la faiblesse de la pratique et de la conscience ouvrières "autonomes" constituent un contraste frappant avec ce que cette "classe" doit pourtant devenir et dont la réalisation suppose un long processus de confortation et de développement qui ne peut être réalisé que par une organisation politique.

"N'en découle-t-il pas (de "l'idée de l'autonomie"), par exemple, de façon certaine quoique indirecte, que ces travailleurs doivent lutter contre la hiérarchie et par conséquent mettre en avant des revendications uniformes des salaires ? (...) Et qu'on ne dise pas que, ce faisant, l'organisation "ne fait que" reprendre des revendications qui ont surgi dans le prolétariat lui-même. Cela nous l'avons dit longuement - mais nous n'avons jamais oublié que la classe ouvrière a mis en avant aussi des revendications contraires : les grèves catégorielles, par exemple, n'ont jamais cessé d'exister."

"Le socialisme c'est l'autonomie, dit Lefort, ou l'a dit dans cette revue dès sa première page. Mais faut-il s'arrêter là ? Ce n'est pas seulement nous, ce sont les ouvriers qui demandent : qu'est-ce que cela signifie ? Comment peut fonctionner une société gérée par les travailleurs ? Apparemment, il faut leur répondre : vous verrez bien, lorsque vous le ferez. Mais la question est que pour une bonne partie, ils ne le font pas parce qu'ils ne le voient pas (...) Où a-t-on vu, en dehors d'une période de *révolution*, des groupes d'ouvriers et d'employés minoritaires multiplier entre eux les contacts pour assurer la coordination et la centralisation ?"<sup>1703</sup>.



La reconnaissance de cette faiblesse qui menace constamment l'ensemble du raisonnement est donc toujours utilisée au contraire pour justifier la nécessité de l'organisation. Cependant les termes du rapport entre regroupements "autonomes" créés dans le monde ouvrier, dont la quête était d'ailleurs présente dès les tout débuts de "Socialisme ou barbarie", ont beaucoup évolué.

Le texte programme d'action "Comment lutter ?" est très significatif de ce point de vue. Il a été rédigé au terme d'une discussion : "Le groupe "Socialisme ou barbarie" (...) en a communiqué fin octobre un premier projet à une centaine de camarades de la Région parisienne, convoqués en même temps à une réunion afin d'en discuter. A la suite de cette réunion, le projet a été remanié pour tenir compte des points de vue qui y ont été exprimés."<sup>1704</sup> Publié au début de l'année 1958, il est donc antérieur au conflit qui éclate sur le problème de l'organisation.

Le groupe cherche à apporter un appui non seulement à des regroupements mais à des actions qui doivent se situer de manière conflictuelle sur le même terrain que les syndicats, contraindre ces derniers et faire en quelque sorte exploser leurs structures.

Cette synthèse s'inspire largement des conclusions des "praticiens" du groupe, elles-mêmes élaborées en partie collectivement, on le sait, en particulier du texte de 1954 de Daniel Mothé "La bureaucratie syndicale et les ouvriers" déjà mentionné<sup>1705</sup>. En outre, il est particulièrement intéressant de comparer ces deux textes : celui de Daniel Mothé accompagnait et contribuait au lancement d'une forme d'action, celui de Cornélius Castoriadis s'appuie sur le bilan de plusieurs expériences.

Ces expériences qui sont le fait de “camarades conscients” sont d’ailleurs explicitement données en exemple, sans préciser toutefois que, s’ils animent des regroupements de type revendicatif, ils sont aussi souvent des militants particulièrement chevronnés et très politisés, bien que leur orientation soit largement atypique : “Autant les travailleurs se méfient désormais des agitateurs professionnels important des mots d’ordre fabriqués ailleurs, autant ils seront ouverts à quelques-uns des leurs qui n’agissent que pour leur permettre de dégager la volonté commune.”

“De tels regroupements minoritaires, réunissant des camarades conscients de la nécessité que les travailleurs prennent entre leurs propres mains la direction de leurs luttes, existent dès maintenant dans plusieurs entreprises. Parfois formés par des camarades qui ont quitté les syndicats, parfois réunissant syndiqués et non syndiqués, ils visent tous essentiellement le même but : informer les travailleurs sur la situation dans leur entreprise et les luttes des autres entreprises, promouvoir une large discussion démocratique sur les objectifs et les moyens des luttes. L’action de ces regroupements a toujours rencontré un écho favorable auprès des travailleurs. Il y a ainsi, aux usines Renault, un groupe de camarades qui publie depuis quatre ans “Tribune ouvrière” ; aux Assurances Générales Vie de Paris des camarades groupés autour d’un “Bulletin employé” ; aux usines Bréguet de Paris, un groupe d’ouvriers syndiqués et non syndiqués publie en commun depuis le printemps dernier une “Tribune libre” ; tout récemment des camarades instituteurs ont commencé la publication d’une “Tribune des Enseignants.”<sup>1706</sup>

Ce qui est surtout nouveau s’agissant de l’articulation entre l’organisation (à construire) et les regroupements créés par les travailleurs, c’est qu’une plus grande capacité d’action et de durée est maintenant attribuée à ces derniers. Plus généralement, on compte moins exclusivement sur des conditions objectives pour pousser, voire obliger les travailleurs à une radicalisation, mais plutôt sur la multiplication des moyens d’information et d’expression pour assurer le développement de “l’autonomie ouvrière”, avec comme postulat corrélatif une plus grande combativité spontanée des ouvriers.

“Il faut que les organes de lutte créés par les travailleurs et en particulier les comités de grève démocratiquement élus ne se dissolvent pas une fois les revendications satisfaites. Il faut que ces

organes se maintiennent, qu'ils organisent leurs contacts permanents d'entreprise à entreprise et de localité à localité, qu'ils proclament publiquement leur volonté de contrôler l'évolution de la situation et du pouvoir d'achat en particulier, et d'appeler à nouveau les travailleurs à la lutte à la moindre tentative d'où qu'elle vienne, d'attenter à nouveau à leur niveau de vie.”<sup>1707</sup>

Par ailleurs, la comparaison entre ces deux articles permet de montrer un très grand parallélisme autant dans la dénonciation des pratiques syndicales que dans les méthodes susceptibles de permettre de contrecarrer ces dernières, afin de déborder les confédérations.

S'agissant des pratiques syndicales “Comment lutter ?” ressemble à une synthèse des techniques décrites dans “La bureaucratie syndicale et les ouvriers” : “La bureaucratie qui les dirige, formée de permanents privilégiés, échappe entièrement au contrôle de la base. Il y a certainement beaucoup de professions, de localités ou d'entreprises où les sections syndicales ou bien les syndicats locaux restent liés à leurs adhérents et essaient d'exprimer leurs aspirations. Et certainement la grande majorité des militants syndicaux de base sont des militants ouvriers sincères et honnêtes. Mais ni ces militants, ni les sections qu'ils animent, ne peuvent influencer sur l'attitude des Fédérations ou des Confédérations.”<sup>1708</sup>

“Il ne faut pas se faire d'illusion sur l'attitude qu'adopteront les directions syndicales face à toute tentative des travailleurs de préparer et de diriger eux-mêmes leur action. Elles s'y opposeront par tous les moyens : la violence et la ruse, la douceur et la calomnie, le refus brutal et les manœuvres dilatoires (...)”<sup>1709</sup>.

“Le premier moyen pour s'opposer à un mouvement est tout d'abord pour le syndicat de rompre les habitudes : ne plus donner de directives - faire le silence.”

“Si cette sorte de passivité ne suffit pas à entraver la volonté des ouvriers, on propage le défaitisme, on démoralise les plus combattifs...” “On jette le discrédit sur les plus combattifs (...) On donne des informations fausses sur la situation dans les autres secteurs...”<sup>1710</sup>.

De même, bien que selon des modalités différentes, les deux textes défendent une même méthodologie de discussion et de prise de décision par atelier : “Un délégué qui aura enfreint la discipline du syndicat ou qui manifestera des dissensions ne sera pas présenté aux élections suivantes. C'est pourquoi il faut combattre de telles élections des délégués et leur opposer la représentation par atelier et sans distinction d'appartenance syndicale. Il faut que les délégués soient les représentants des ouvriers et non de la bureaucratie syndicale.”

**Tableau XIII****Comptes rendus de grèves et “points” sur la situation dans les entreprises dans *Socialisme ou barbarie* après 1956**

France	Etranger, occidental
n° 20 Roger Berthier : Une expérience d’auto-organisation ouvrière : Le Conseil du personnel de AG -Vie (1956)	
n° 21 Chez les postiers : une grève catégorielle (1957)	
n° 22 Les grèves d’avril-mai (1957)	<i>Hugo Bell</i> : Une grève de seize semaines dans le Schleswig-Holstein. Deux grèves sauvages en Allemagne Grèves en Grande-Bretagne
n° 23 Roger Berthier : Grèves des banques Daniel Mothé : Les grèves chez Renault Daniel Mothé : Comment on a tué le mouvement de Nantes et de Saint-Nazaire Roger Berthier : Une grève de province (1958) <i>Philippe Guillaume</i> : Flash sur la grève des postiers de Lille ou vive l’inorganisation	
n° 24 <i>Philippe Guillaume</i> : Rectification au flash sur La grève des postiers de Lille (1958)	<i>René Maille</i> : Les grèves en Espagne S. Tensor : Notes sur l’Angleterre
n° 25 ML Chez Mors ; (1958) Roger Berthier : Quinze jours d’agitation vus par les employés d’une grande entreprise	
n° 26 (1958)	S. Tensor : Les grèves de mai, juin et juillet en Angleterre
n° 27 Yvon Bourdet : La grève de l’usine Saint-Frères (1959)	Les grèves en Italie ; le mouvement du Borinage
n° 29 Yvon Bourdet : Chômage partiel dans le textile à Beauval (1959-1960)	
n° 31 Daniel Mothé : Les licenciements chez Renault (1960-1961)	
n° 32 Grèves (1961-1962)	Paul Cardan : La signification des grèves belges. La grève /en Belgique/ par ceux qui l’ont faite,... par un militant anglais,... par des militants français Simon Chatel : La loi unique et les réformes de structure Jean Pradier : Nouvelles de l’Angleterre Ken Weller : Les shop-stewards à la standard telephone
n° 36 La CGT se démocratise (1964)	
n° 37 H. Baratier : La CGT se démocratise (1964)	

- **Tableau XIV**

**Récits de la vie ouvrière dans *Socialisme ou barbarie*  
après 1956**

<b>Auteur</b>	<b>Titre de l'article</b>	<b>N° de <i>Soub</i></b>	<b>Année</b>	<b>Pages</b>
Daniel Mothé*	Chez Renault on parle de la Hongrie	20	1956	124-133
	Marcinelle	–		201-203
<i>Tribune ouvrière</i>	La lutte des syndicats autour du comité d'entreprise Renault	–		204-207
Daniel Mothé	Les ouvriers français et les nord-africains	21	1957	146-157
Daniel Mothé	L'usine et la gestion ouvrière	22	1957	75-111
Daniel Mothé	Agitation chez Renault	–		126-144
<i>Tribune ouvrière</i>	Le rôle des délégués du personnel	24	1958	104-107
Daniel Mothé	Ce que l'on nous a dit	25	1958	67-71
Daniel Mothé	Chez Renault après le référendum	26	1958	69-77
Daniel Mothé	Les ouvriers et la culture	30	1960	1-44
<i>Philippe Guillaume</i>	Dix semaines en usine	31	1960- 1961	33-50
Daniel Mothé	Les jeunes générations ouvrières	33	1961- 1962	17-42
Daniel Mothé	De Monsieur First à Monsieur Next. Les grands chefs des relations sociales	40	1965	1-26

\* La place exclusive de Daniel Mothé est en partie trompeuse dans *Socialisme ou barbarie*, puisqu'à partir de décembre 1958, le groupe édite un mensuel *Pouvoir ouvrier*. En outre, la scission d'*Informations et correspondances ouvrières* a capté une partie des énergies provenant de *Socialisme ou barbarie*.

“... nous devons essayer dans chaque circonstance d'encourager les ouvriers à exprimer et à écrire ce qu'ils pensent sur les revendications et les méthodes de lutte et tout ce qui concerne leurs propres problèmes.”

“... c'est dans les réunions d'atelier que les ouvriers expriment le mieux leur volonté. Au cas où la volonté des ouvriers s'oppose aux directions syndicales, le délégué est souvent impuissant à contenir ces manifestations.

Pour cela, on fait intervenir des personnes étrangères à l'atelier ou bien, le plus souvent, des personnes extérieures à l'usine et à la classe ouvrière. Il s'agit d'orateurs et de démagogues spécialisés qui font partie de la bureaucratie. Ces orateurs jouissent d'un certain prestige, ils sont souvent des personnalités politiques assez connues et qui savent “manier les masses”, c'est-à-dire les mystifier (...) mais il arrive parfois que l'orateur, aussi éloquent soit-il, ne suffise pas pour convaincre les ouvriers (...) ne pas faire la réunion dans l'atelier, dans l'usine, essayer de la tenir au siège du syndicat.”

“Les réunions dans les sièges des syndicats ont lieu après l'heure du travail et les ouvriers qui ont des charges de famille ou qui habitent loin refusent d'y participer ; la plupart des militants dévoués au syndicat, par contre, sont présents. C'est par de tels procédés que l'on peut constituer une majorité...”

C'est pourquoi nous devons défendre le principe des réunions sur le lieu de travail et autant que possible pendant les heures de travail (...) limiter le temps de parole des orateurs extérieurs à l'usine et à la classe ouvrière.”<sup>1711</sup>

“... la manière la plus efficace de préparer l'action, c'est d'associer à cette préparation le plus grand nombre possible de travailleurs. Dans beaucoup d'endroits, d'ailleurs, cette préparation collective se fait dès maintenant spontanément et de façon non officielle. Dans les ateliers, dans les bureaux\*, syndiqués et non syndiqués discutent sur la situation, les revendications, l'action possible. Ces discussions qui se

révèlent toujours extrêmement fécondes, peuvent facilement être généralisées, prendre une forme organisée, et aboutir à des conclusions précises qu'on peut coucher sur le papier..."

"(les travailleurs)... peuvent en diffuser le texte, et envoyer des délégués prendre contact avec les autres secteurs de l'entreprise et établir avec eux une communication permanente. Si la majorité des ateliers ou des bureaux\* désignent de tels délégués, si ces délégués se réunissent pour débayer le terrain, si ensuite une Assemblée générale du personnel a lieu qui décide et discute du programme des revendications et des modalités d'action - la grève aura été préparée infiniment mieux qu'aucun syndicat n'aurait jamais pu le faire." <sup>1712</sup> (\* soulignage de la commentatrice).

Malgré une évolution très sensible des orientations théoriques vers la recherche des formes susceptibles d'assurer l'autonomie, le conflit qui a constamment agité et structuré "Socialisme ou barbarie" éclate en 1958. Les facteurs conjoncturels y tiennent une place importante : le sentiment même très inégalement partagé que "Socialisme ou barbarie" a un avenir politique effectif, alors que le mouvement de croissance paraît avoir rendu une telle éventualité possible, ce qui pousse une partie des plus militants des membres du groupe à jouer un rôle particulier.

#### *- Les modalités de la rupture de 1958*

En effet, contrairement à ce que les échanges théoriques seuls contenus dans la revue révèlent, les "activistes" vont jouer un rôle relativement important dans l'infléchissement des débats. La place prise par l'élaboration théorique avait contribué à rendre perpétuellement difficile leur insertion dans "Socialisme ou barbarie", telle que cette organisation avait été fondée.

Ainsi Garros dans un texte interne cité par Philippe Gottraux déclare-t-il au début de 1958, soit peu de temps avant l'éclatement du conflit : "Je suis un militant. Je n'ai pas la formation d'un intellectuel, ni la capacité de théoriser. Pour un certain nombre d'entre nous, il y a eu pendant longtemps la volonté de s'accrocher, de se maintenir en attendant qu'une



activité viennoise nous permettre enfin de participer. Quand il y a eu une ouverture vers l'extérieur, c'est à partir de ce moment que je me suis plus profondément intégré dans l'idéologie du groupe."<sup>1713</sup>. Au demeurant certains des jeunes "intellectuels" non fondateurs sont eux aussi très "activistes".

Des problèmes concrets d'organisation qui sous-tendent la rupture entre la majorité conduite par Cornélius Castoriadis et la minorité par Claude Lefort, il n'apparaîtra non plus que peu d'éléments informatifs dans *Socialisme ou barbarie* publiés en introduction d'"Organisation et parti" de Claude Lefort, sous le sous-titre "Contribution à une discussion", sans que le problème des alternatives organisationnelles et pratiques proposées ne soit présenté : "Le texte ci-dessous exprime les vues d'un certain nombre de collaborateurs de la revue sur le problème de l'organisation révolutionnaire. Ces camarades ont jugé les divergences sur cette question assez profondes pour se séparer de "Socialisme ou Barbarie" /sic/ Nous publierons dans le prochain numéro un texte exprimant les positions de la majorité des collaborateurs de la revue sur ce sujet."<sup>1714</sup>

Ni le nombre ni les noms ou pseudonymes de ceux qui se reconnaissent dans la majorité ou dans la minorité ne sont publiés dans la revue. En outre, il n'est effectivement question que de textes théoriques, signés chacun par un auteur, dans la revue, ce qui masque largement l'enjeu qui concerne de fait l'avenir de la petite organisation et de ses modes d'intervention. Dans le numéro suivant, la première moitié du texte de Paul Cardan est précédée d'une nouvelle introduction tout aussi succincte : "Le texte "Organisation et parti", publié dans notre précédent numéro, exprimait les vues d'un certain nombre de collaborateurs de la revue qui se sont séparés de nous à cause des divergences existant sur le problème de l'organisation révolutionnaire. Le texte publié ci-dessous représente les positions de la majorité des collaborateurs de "Socialisme ou barbarie."<sup>1715</sup>

Le conflit concret sur l'organisation se déroule quant à lui peu après mai 1958. Il est aisé de le suivre dans les bulletins intérieurs (*BI*). Ces derniers comme mode de liaison entre cellules étaient eux-mêmes un instrument de structuration dont, de fait, les six premiers numéros ont exclusivement servi à

dénouer par la rupture le conflit entre “majoritaires” et “minoritaires” à propos du problème de l’organisation.

La croissance de “Socialisme ou barbarie” est perçue comme une tendance qui doit se renforcer, surtout chez les majoritaires. Les oppositions internes au Parti communiste sont jugées particulièrement prometteuses, même si l’analyse de *Philippe Guillaume* qui s’attend, en septembre comme en juillet 1958, à un écroulement du Parti communiste face à une classe ouvrière en train d’exploser entre “une partie /qui/ veut se battre”, “une autre /qui/ reste dans l’expectative” et “une troisième /qui/ deviendra peut-être fasciste”, ainsi qu’à une évolution nécessairement autoritaire du régime<sup>1716</sup>, est devenue minoritaire même parmi les “majoritaires” dont on a vu que les analyses du gaullisme varieront fortement selon les moments et événements.

Face au risque fasciste et d’évolution fasciste du régime très présent dans *Socialisme ou barbarie*, on l’a vu dans le chapitre VII, comme dans les débats internes *Philippe Guillaume* tout particulièrement s’attend à une radicalisation tendant vers la formation de deux camps, de même d’ailleurs que Cornélius Castoriadis, et à une contre mobilisation qui entraînerait notamment l’éclatement du Parti communiste. S’il est le plus clairement optimiste sur le rôle politique que “Socialisme ou barbarie” peut jouer dans une telle perspective, la crainte quant à elle est beaucoup plus partagée au sein du groupe qui, en plus, a connu un afflux d’entrants moins contrôlé : *Pierre Chaulieu* deviendra *Paul Cardan*, celui de l’autre dirigeant étranger *Véga* devenu *Maille* étant antérieur, sans compter quelques récits peut-être mythiques de réunions clandestines, à cette même époque, de la part de jeunes militants.

Selon Daniel Mothé qui insiste sur une certaine fragilité des communistes, à laquelle il impute un moins grand autoritarisme qui relève en partie d’autres causes : “(...) nos idées peuvent trouver un terrain favorable même à l’intérieur du PC. Les oppositions dans un appareil bureaucratique sont obligées de mettre en cause cet appareil. (...) La

répression qui se développe déjà renforce les militants du PC dans leurs convictions. (...) maintenant nous pouvons discuter avec des militants du PC. (...) le PC n'est plus du tout ce qu'il était en 47-48 ; sa solidité intérieure est infime. Les stals ne pourront plus vider les opposants en les présentant comme fascistes. Nous aurons donc de beaucoup plus grandes possibilités..."<sup>1717</sup>.

Une "proposition d'organisation provisoire présentée par *Chaulieu-Garros-Guillaume-Mothé-Véga*... a été envoyée... plusieurs jours avant l'Assemblée générale..." du 6 juin 1958. En réponse, une autre "... proposition /est/ présentée et lue par Montal au début de la réunion." On peut d'ores et déjà constater que les deux propositions qui ouvrent le débat sont exclusivement rédigées soit par des membres fondateurs : Cornélius Castoriadis, *Philippe Guillaume* (Cyril Rousseau, de Beauplan) et Claude Lefort, soit par les anciens bordiguistes qui les ont rejoints juste après la fondation de "Socialisme ou barbarie" et qu'en outre nombre d'allusions montrent que, pour les acteurs, il s'agit d'un rebondissement d'une opposition constante, ainsi Claude Lefort "... il n'est pas question de s'installer dans le rôle classique de minorité au sein d'un parti. Le temps perdu à se battre à l'intérieur de l'organisation, les articles que l'on publie dans le bulletin intérieur, tout cela nous l'avons vécu au PCI /trotskiste/ et il n'est pas question de recommencer."<sup>1718</sup>

On voit réapparaître dans cet énoncé toute une critique et même une antipathie pour ce qu'a pu représenter le fonctionnement de l'organisation trotskiste, écho des critiques initiales formulées par Claude Lefort, de manière peut-être plus implicite qu'ultérieurement. Par ailleurs, le déroulement du conflit lui-même laisse la place à des prises de position d'intervenants nouveaux, signe annonciateur des nombreuses polémiques ultérieures sur le même sujet.

Alors que *Montal* "... propose que la discussion soit préalablement préparée dans les cellules et qu'elle n'ait lieu à l'échelle de l'Assemblée générale que dans trois semaines.", pratique au demeurant fréquente de la part d'une minorité pour se donner du temps, en particulier celui de convaincre et de rassembler : "... Chaulieu /sûr de sa majorité/ demande que les deux propositions soient immédiatement discutées et mises aux voix (...) la motion de

Chaulieu demandant... que le groupe décide immédiatement d'une forme d'organisation... est adoptée par 22 voix contre 11 et 5 abstentions<sup>1719</sup> soit 38 membres pressentis pour ce vote, sachant que les cellules de province n'ont guère pu être mobilisées par les minoritaires.

La seconde motion, puisqu'il s'agit d'une réponse, incontestablement marquée par le souci de la plus grande décentralisation, de la démocratie directe et de la critique en actes du politique, sera ultérieurement résumée comme le projet d'une "... organisation /qui/ ne doit pas avoir de frontières strictement définies...", précédée d'une appréciation de la conjoncture : "... il n'est pas exact de dire que la situation nous met en mesure dans l'immédiat, de prendre des décisions d'organisation " ; "... les cellules doivent pouvoir accueillir et associer, en les traitant comme des égaux, tous ceux qui sont prêts à travailler en leur sein ; - elle exclut la présence d'appareil de direction politique et plus généralement toute structure hiérarchique ; - elle laisse la plus grande liberté d'action aux tendances minoritaires, chaque fois qu'au sein d'une cellule ou d'une assemblée générale, une majorité et une minorité se constituent ; - elle élimine autant que possible tout formalisme, se fondant sur la capacité de coopération spontanée et d'initiative des camarades..." ; ce résumé précise ensuite "quelques solutions immédiatement applicables" : "cellules axées sur un milieu de travail "aux frontières délibérément imprécises" ;... la cellule organise son travail comme elle l'entend..." "réunion périodique d'une assemblée générale ;" " ... un comité de liaison... soumet à l'AG ou aux cellules toute question appelant une décision politique ; il ne vote donc pas" ; il se renouvelle par rotation pour que tous les camarades puissent y participer..."<sup>1720</sup>.

Le texte lui-même est traversé par la crainte que les majoritaires veuillent réintroduire une direction politique, ce qu'eux-mêmes, en particulier Cornélius Castoriadis, nient nettement. Au demeurant, les majoritaires sont divisés sur ce sujet et certains d'entre eux bien près de souhaiter effectivement qu'il y ait une direction politique. Ainsi, au cours du débat, Martine, l'épouse de Véga, déclare-t-elle notamment qu'" Il faut obliger les camarades qui ont les capacités pour la direction politique à prendre leurs responsabilités."<sup>1721</sup>

Avec de tels énoncés, on est assez loin du débat tel qu'il est posé par Claude Lefort et Cornélius Castoriadis et beaucoup plus proche d'une critique de la démarche "intellectuelle" des plus fortes personnalités du groupe.

Pour Claude Lefort dans la "Contribution à la discussion" : "Les luttes ouvrières... depuis 12 ans... n'ont pas souffert de l'absence d'un organe de type parti... elles ont été dominées par le problème de l'organisation autonome de la lutte..." qui, selon lui, est "... inséparable aujourd'hui de cette autre exigence que les luttes soient décidées et contrôlées par ceux qui les mènent."<sup>1722</sup> Sa conclusion est des plus définitives : "À la différence de la bourgeoisie, le prolétariat n'a, au sein de la société d'exploitation, aucune institution représentative... Son institution c'est la révolution elle-même."<sup>1723</sup> Mais, en même temps, il tente de définir le groupe, ainsi que les objectifs possibles des différentes composantes qui le forment, et qui reviennent à se placer assez près des composantes "concrètes" du "prolétariat", en tentant de passer de "l'incarnation" au soutien raisonné à "l'auto-incarnation" : "Socialisme ou barbarie" lui-même : "minorités d'éléments actifs... rassemblés en raison d'un accord idéologique profond, et qui s'emploient à aider les travailleurs dans leur lutte de classe..."<sup>1724</sup>. "... certains... tendent à se rassembler au sein des entreprises... : ils font un petit journal local, ou un bulletin, militent dans une opposition syndicale, ou composent un petit groupe de lutte." "D'autres... parmi ces derniers... des camarades qui n'appartiennent pas à un milieu de production... /Leur/ action... ne peut avoir d'autre objectif que de soutenir, clarifier, amplifier celle que mènent les militants ou les groupes d'entreprise. Il s'agit d'apporter à ceux-ci des informations dont ils ne disposent pas, des connaissances qui ne peuvent être obtenues que par un travail collectif mené hors des entreprises. Il s'agit... de les aider à constituer peu à peu un véritable réseau d'avant-garde." Outre la modestie volontaire des actions et processus de mobilisation décrits, qui ont pour finalité de se rapprocher d'acteurs concrets et d'appuyer leurs tentatives de mobilisation : "... il s'agit d'abord de convaincre des ouvriers, des employés que nous pouvons leur être utiles"<sup>1725</sup>, Claude Lefort insiste beaucoup sur le sérieux qui doit être apporté dans toutes les interventions du groupe, qu'il s'agisse des informations ou des analyses qui prolongeraient des démarches d'ailleurs déjà entreprises dans le groupe : "... mettre en train quelques analyses sérieuses concernant le fonctionnement de notre propre société... une, deux ou trois enquêtes sur les rapports de production, sur la bureaucratie en France, sur la bureaucratie

syndicale.”<sup>1726</sup> En d’autres termes, il ne s’agit pas de partir du projet communiste qui, au demeurant, est néanmoins au fondement de l’action des militants, mais des multiples moyens susceptibles de favoriser une rupture pratique : “C’est une utopie que d’imaginer qu’une minorité organisée puisse s’approprier une connaissance de la société et de l’histoire qui lui permette de forger à l’avance une représentation scientifique du socialisme... cette synthèse... ne saurait se produire sans que la lutte de la classe révolutionnaire, en faisant apercevoir un bouleversement de tous les rapports traditionnels, ne devienne un puissant agent de transformation idéologique.”<sup>1727</sup>

La première motion, le projet majoritaire, prévoit une “Organisation aux frontières clairement définies sur une base idéologique ; l’orientation du groupe est définie par l’assemblée générale /AG/ ; les cellules définissent elles-mêmes les modalités de leur action dans leur milieu de travail ; élection d’un comité responsable formé de 3 délégués par cellule, les délégués étant révocables à tout moment ; l’AG ou le CR... sont tenus d’... appliquer à tout moment... /les/ décisions majoritaires... les délégués en désaccord avec les décisions majoritaires de leurs cellules... ont le droit d’exprimer leur désaccord avec les publications intérieures ou extérieures du groupe ; publication d’un Bulletin intérieur de liaison entre les cellules et avec la province.”<sup>1728</sup>

La proposition *Chaulieu-Garros-Guillaume-Mothé-Véga*, adoptée on le sait, représente moins du double de la minorité : les proportions respectives étant plutôt de l’ordre de 3/5 contre 2/5.<sup>1729</sup>

Juste avant le vote un intervenant présente une nouvelle proposition, elle aussi acceptée, qui demandait qu’” un paragraphe fixant comme tâche au groupe l’édition d’un journal... soit ajouté... à la proposition de Chaulieu-Garros /*Chaulieu-Garros* /, etc...”<sup>1730</sup>.

*Montal*, Claude Lefort conteste aussitôt que ce résultat puisse s’imposer à l’ensemble du groupe, sauf à arriver à une rupture : “Les minoritaires ne peuvent pas accepter le vote qui vient d’avoir lieu, ni le type d’organisation qui vient d’être adopté et qu’ils estiment absolument nocif. La tendance majoritaire et la tendance minoritaire sont inconciliables ; il faudra trouver des formes de collaboration, par exemple la revue, mais il n’est pas question pour la

minorité de se plier à la loi de la majorité sur la question de l'organisation..." La réponse de *Chaulieu* Cornélius Castoriadis est ferme elle aussi, bien qu'elle ouvre cependant un espace de négociation, mais le rappel du caractère majoritaire de son orientation est tout à fait explicite et il souhaite clairement pérenniser la victoire acquise : "Si Montal /*Montal*/ refuse le rôle de minoritaire ; lui, Chaulieu /*Chaulieu*/ n'est plus disposé à jouer le rôle d'un majoritaire obligé de s'incliner devant la minorité à cause d'un chantage permanent à la scission et au départ des minoritaires. Entre les deux groupes, il y a des formes possibles de travail en commun : la revue pour commencer... Les minoritaires peuvent participer à la discussion qui aura lieu devant l'Assemblée générale (...) Chaulieu /*Chaulieu*/ précise que la discussion sur l'organisation devra avoir lieu d'ici deux mois..." et ajoute "... à son avis, si tout le monde doit avoir le droit de s'exprimer, seuls voteront par contre ceux qui acceptent la loi de la majorité." Ne se jugeant nullement encore battu "Montal /*Montal*/ accepte de participer à la discussion sur l'organisation." Et affirme qu'" A la fin de cette discussion tout le monde votera." <sup>1731</sup>

Au début de septembre 1958 *Barois*, Benno Sternberg, très déchiré par la rupture et qui tentera encore ultérieurement plusieurs rapprochements, tout en participant à nouveau à "Socialisme ou barbarie", présente un texte conciliateur sur l'organisation, "Activité ouvrière et organisation" où il est notamment dit en conclusion : "La proposition des camarades Montal /*Montal*/, etc. se soucie en premier lieu de l'adaptation de chaque sous-groupe (cellule) à un milieu de travail (...) La proposition des camarades Chaulieu /*Chaulieu*/, etc... semble plus soucieuse d'assurer l'efficacité dans l'activité d'ensemble du groupe (...) Les propositions contenues dans le texte Montal /*Montal*, etc... nous apparaissent plus adéquates à la situation. Mais la divergence entre ce texte et celui de Chaulieu /*Chaulieu*/ ne justifie nullement l'état de demi-scission où se trouve le groupe (...) Sans doute existe-t-il actuellement un manque de confiance réciproque entre les camarades des deux tendances du groupe." <sup>1732</sup>

Au cours du même mois *Pierre Chaulieu*, Cornélius Castoriadis, présente quant à lui un texte en deux parties : "Sur l'organisation" et "Sur la minorité" très critique cette fois envers cette dernière et bien destiné à ce qu'il n'y ait pas de retour sur une victoire pour lui déjà acquise<sup>1733</sup>. Selon lui : "Le groupe n'est pas

redevable à la minorité comme tendance ni aux individus qui la composent de ces idées centrales...”, alors que ses propres orientations se sont rapprochées de celles défendues par Claude Lefort lors des autres conflits sur “l’organisation” dans “Socialisme ou barbarie”, on l’a vu, “... la minorité se contente de sucer les mots “entreprise” et “autonomie” et non seulement reste incapable d’en tirer une réponse aux questions vitales..., mais voudrait même interdire dans la pratique qu’on en parle. (...) L’idée - évidente - que la classe ouvrière décidera elle-même, devient, par le plus lamentable des sophismes, prétexte à une passivité théorique et pratique totale : car le fait que la classe décidera ne nous dispense pas de l’obligation d’avoir, au mieux de nos capacités... des idées sur les questions posées. Ni surtout ces décisions de la classe ne pourront être prises en dehors d’un processus social de lutte acharnée entre divers idées et orientations avant, pendant et après la révolution...”<sup>1734</sup>.

Une fois de plus, comme par les trotskistes, après son départ du PCI, et par Jean-Paul Sartre, Claude Lefort, en particulier comme porte-parole de la minorité, se trouve stigmatisé comme militant par *Pierre Chaulieu* qui s’appuie implicitement sur des “activistes” du groupe. L’expérience d’Henri Simon n’est pas mentionnée, alors qu’elle constituait une sorte de preuve des pratiques militantes de la minorité, en parallèle avec celle de Daniel Mothé.

À partir de la publication de ce texte dans le bulletin intérieur, les minoritaires cessent de participer.

Certes *Pierre Chaulieu* dira ultérieurement que son “... texte n’a jamais été discuté dans la “majorité”... n’engage que moi /lui/.” “Il y a bien deux groupes séparés, de conceptions opposées, mais la discussion était possible...”<sup>1735</sup>.

Finalement, l’Assemblée générale de septembre 1958 entérinera la décision déjà prise, ce qui sera relaté dans le bulletin intérieur n° 6 de septembre 1958 : “l’Assemblée générale a mis un point final, par le départ des camarades minoritaires, à la crise latente du groupe, que les événements de mai dernier avaient fait éclater.”<sup>1736</sup>



La scission est également consommée par l'autre partie qui a fondé "Informations et correspondances ouvrières" : "... il était évident que Claude Lefort et quelques-uns autour de lui dont j'étais, allaient aller vers une interrogation... sur la base de : il faut s'intéresser à ce qui est spontané et c'est ainsi que nous nous sommes séparés... nous pensant qu'il fallait que l'histoire se fabrique de la base et il fallait que l'on en soit les accoucheurs... surtout ne pas intervenir pour influencer."

"... nous étions quelques-uns, nous étions autour de la table chez Claude Lefort... cinq ou six, lors de la fondation d'ILO." "Il y avait Thomas... / que j'ai perdu de vue aussi, c'était un ingénieur dans le syndicat de l'automobile /ingénieur comme d'autres membres de "Socialisme ou barbarie, à divers moments de leur carrière professionnelle, plus nombreux si l'on prend en compte les techniciens et ingénieurs/... je ne me souviens plus qui il y avait encore, deux ou trois autres, et on fabrique ILO... je suis resté plusieurs années." "... Thomas... il n'est pas venu au début... sa femme avait milité au début avec les trotskistes... et puis Thomas était venu retrouvant sa femme de temps en temps..."<sup>1737</sup>.

Ce sont de fait une vingtaine de personnes qui se lancent finalement dans l'expérience.

Les désaccords sur le mode d'articulation de l'organisation se prolongeaient également entre majoritaires et minoritaires sur le projet de journal : ce dernier devrait être plus politique pour les premiers, plus proche de l'expérience des travailleurs pour les seconds.

Philippe Gottraux dans sa thèse sur "Socialisme ou barbarie" précitée a raison de souligner que le problème du "mode d'expression du groupe" avait déjà été posé deux ans auparavant. *Benno Sarel* en particulier s'était prononcé en faveur d'une revue plus nettement destinée aux intellectuels qui ne serait plus nécessairement présentée comme l'organe du groupe politique et dont le titre n'aurait pas "choqué", tout en conservant "l'aspect ouvrier". *Garros* notamment

s'était opposé à une telle réorientation, craignant qu' " On pense un peu trop, à son /mon/ avis, à susciter l'intérêt des intellectuels ". Finalement, s'agissant d'une évolution de la revue et/ou de sa place dans le champ des revues, le groupe s'en était finalement tenu à l'effort publicitaire consenti alors pour la revue<sup>1738</sup>. C'est peu de temps après que Cornélius Castoriadis avait lancé le projet d'un "journal ouvrier à caractère national". Souhaitant en faire un moyen d'élargissement/ regroupement, il avait proposé d'émettre un "appel pour un journal". Or il s'était alors heurté à la double opposition de *Véga* et de *Montal*, jugeant l'un et l'autre, malgré leurs désaccords, l'implantation de "Socialisme ou barbarie" insuffisante pour mener à bien une telle opération, rejoints par Daniel Mothé, pourtant constamment très proche de Cornélius Castoriadis, arguant en outre, en se fondant sur son expérience de *Tribune ouvrière*, de "... l'insuffisance de l'engagement militant en son sein des camarades de *Soub.*" et déjà de la "passivité des ouvriers". Claude Lefort insistait en outre sur le caractère volontariste et artificiel d'une telle décision.<sup>1739</sup>

Les prolongements en province de la croissance de 1958 paraissent beaucoup mieux justifier l'opération.

En outre, "Socialisme ou barbarie" est engagé, on l'a dit, dans une collaboration avec un Comité de liaison interprofessionnel, aux côtés et en conflit avec les trotskistes du PCI et les syndicalistes révolutionnaires et est de fait en train d'y perdre l'initiative. Ultérieurement, ce comité inter-professionnel restera un des lieux de contacts entre les militants de "Socialisme ou barbarie" et ceux d'" ILO ". Un journal est un instrument utile pour influencer sur la ligne politique et le mode de fonctionnement d'un tel regroupement.

Selon *Philippe Guillaume* qui relate ces événements au cours d'une réunion du "groupe ouvrier", mais croit encore possible un retournement de situation en faveur de "Socialisme ou barbarie" : "nous avons été à l'origine du Comité des

métallos, et nous l'avions emporté sur le principe du journal. (...) Les trotskystes /orthographe dans le BI/ n'avaient pas de base dans les usines : nous leur en avons fourni et à l'Assemblée ouvrière, ils ont réussi à renverser le rapport des forces des tendances en leur faveur. (...) Une tendance s'est dégagée pour utiliser le CI /Comité interprofessionnel/ comme noyau dur dans le MSUD. La possibilité de renverser la situation en notre faveur repose entièrement sur Mothé." Pour "Chaulieu", il en résulte la nécessité d'anticiper et d'agir d'urgence pour contrecarrer le projet trotskiste. "La perspective que nous avions pour le CI ne s'est pas réalisée. Cet organisme n'est plus une organisation autonome, c'est devenu un vague cartel de syndicats manoeuvrant en faveur du MSUD. (...) Le journal que le CI veut sortir /sera/ sur les positions d'un Syndicat réformé. Il faut que nous nous préparions tout de suite à sortir un journal en septembre." <sup>1740</sup>

Le MSUD ou PUMSUD, Pour un mouvement syndical unifié et démocratique, est une tentative de réunification syndicale qui a rapproché des membres de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), de Force ouvrière et de la CGT. Concrètement en juin 1957, trois responsables syndicaux, Denis Forestier, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, Roger Lapeyre de la fédération des travaux publics FO et Aimé Pastre de la fédération pénitentiaire CGT, publièrent un manifeste proposant la reconstitution d'une confédération unique. Seul Denis Forestier était soutenu par sa confédération dont il était d'ailleurs représentatif, tout en liant plus que d'autres dirigeants au sein de cette dernière défense de la laïcité jugée pourtant essentielle, et refus de favoriser les rapports avec la CFTC, au demeurant en pleine évolution. La FEN était elle-même restée unifiée, mais en même temps, autonome. Un tel choix avait d'ailleurs d'abord été celui du SNI dont la majorité modérée mais unitaire était notamment soutenue par les syndicalistes révolutionnaires de L'École émancipée<sup>1741</sup>. Le manifeste unitaire contenait notamment un appel à la vigilance à l'égard du noyautage qui vise en principe ingérence confessionnelle et intervention partisane ; en tout cas, "... la CGT perçut l'entreprise comme une tentative de capter l'aspiration unitaire contre elle et la dénonça comme telle." <sup>1742</sup>. En novembre 1958 c'est d'ailleurs la FEN en tant que telle qui s'adressera au monde ouvrier n'y trouvant qu'un écho limité, l'association PUMSUD qui avait notamment été fondée alors déclina rapidement.

Bien que décidés pour la plupart à ne participer à de tels regroupements que s'ils peuvent y intervenir de manière autonome, et préférant plus souvent prendre une initiative unilatérale, les "majoritaires" utiliseront l'existence de telles alliances, au demeurant conflictuelles, pour affirmer la nécessité pour "Socialisme ou barbarie" de se présenter comme un ensemble homogène. Il en va d'ailleurs de même pour le projet de journal notamment pour Daniel Mothé, même si la plupart des membres de "Socialisme ou barbarie" ne pensent plus qu'il puisse être le journal du comité interprofessionnel comme il en avait été question : "Il y a de graves divergences dans l'organisation, cela met en cause notre action, c'est un gros facteur de faiblesse pour faire le journal."<sup>1743</sup> En outre, certains, comme Martine, l'épouse de Véga, pose le même problème de manière encore plus large : "Ceux qui se tournant vers nous sont déçus par le fait que nous ne leur donnons aucune garantie organisationnelle : ces camarades qui se détachant de l'UGS ou du PC sont des militants demandent une plate-forme politique qui leur permette de continuer leur travail de militants... Ils veulent être soutenus par une organisation."<sup>1744</sup>

*Philippe Guillaume*, sans doute le plus attaché à l'action au sein de ce Comité interprofessionnel, commence en effet par souligner en introduction au débat sur le journal qu'"A la dernière réunion du CI / Comité de liaison interprofessionnel/ le rapport de force a été complètement renversé en notre défaveur. (...) Le désaccord qui existe dans notre groupe nuit beaucoup à notre cohésion et nous enlève beaucoup de force."<sup>1745</sup>, avant que Pierre Chaulieu ne conclue à l'urgence de l'édition d'un journal autonome dans un tel contexte. Le conflit latent est donc aussi perçu comme un facteur de paralysie du groupe dans ses interventions extérieures, suffisamment grave pour qu'il faille l'éliminer, fût-ce au prix d'une scission.

Pour les minoritaires, le journal doit n'être soit qu'"une tribune"<sup>1746</sup> (*Kervéant*, très proche du groupe "Noir et rouge" avec lequel il propose d'ailleurs une collaboration étroite) soit pour Claude Lefort "... un journal d'information ouvrière. Nous devons par exemple analyser les grandes luttes qui ont lieu à l'étranger. Nous devons mettre ce journal à la disposition des ouvriers en lutte. Ce journal doit avoir une expression politique, mais très

localisée. L'aspect politique doit être davantage lié à des petites analyses qu'à une formulation programmatique."<sup>1747</sup> Il ajoute dans le groupe "employé", en majorité plus proche de son orientation : "... il est peu probable que le groupe de copains promoteurs de l'idée du journal (Chaulieu, Guillaume /*Chaulieu, Guillaume*/) se contentent d'un journal sans éditoriaux. Il faudrait en tout cas s'opposer à ce que cet éditorial s'apparente aux tracts habituels des bureaucraties tendant à donner des directives du genre "ouvriers formez vos conseils...", après avoir déclaré auparavant et parallèlement, excédé par les comportements "avant-gardistes" des majoritaires qu'" Il faut absolument éviter de poser ce contenu en termes de perspectives du genre "inévitabilité de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale..."<sup>1748</sup>. Dans ce compte rendu, Claude Lefort expose, en creux, une version assez négative de ce qu'a été "Socialisme ou barbarie" pendant les premières années de son existence : diffusion d'un marxisme scientifique très déterministe, "agit-prop" autour d'un programme de remplacement. Cette dernière perspective de l'expression d'un projet global restera ultérieurement au centre des préoccupations de Cornélius Castoriadis, tout en prenant une forme tout à fait différente que l'on analysera à la fin du chapitre IX et dans la conclusion. Quant à Claude Lefort, il n'est pas loin en 1958 du refus de l'explicitation de toute perspective globale, au profit de la seule expression qui accompagne l'action, sans se prononcer toutefois sur les conséquences possibles : abandon ou renvoi à la seule réflexion implicite des militants, mais en comptant sans doute sur un effet multiplicateur d'une telle expression.

Henri Simon cite, quant à lui, au cours de la même réunion du "groupe employé", les "camarades hollandais proches de nos idées", se référant de fait à l'"ultra"-gauche pour opter pour un journal "du type de /la/... formule /qu'ils ont/ adoptée", caractérisée par une expression articulée aux "... exposés concrets publiés par le journal."<sup>1749</sup> Le compte-rendu de la réunion souligne en outre que ce "groupe employé" était "... plutôt en faveur de la solution adoptée précédemment... / brochage de tous les bulletins d'entreprises publiés (*TO, Bulletin des cheminots, bulletin employé, Tribune Mors, etc.*)"<sup>1750</sup>. Enfin, une partie des minoritaires pensent que "/Soub/ S ou b n'ayant pas une base prolétarienne

suffisante n'est pas qualifié pour faire un tel journal." ou qu'il "... faudrait pour cela que le groupe soit en contact réel avec la classe ouvrière, mais ce n'est pas le cas." <sup>1751</sup>

Pour les majoritaires, au contraire, le journal doit comporter une assez large partie politique. Selon Vége : "Il est ridicule de prétendre éliminer la politique de ce journal en y faisant écrire les ouvriers." <sup>1752</sup> et Daniel Mothé : "Si nous faisons ce journal nous seuls, la partie "la parole aux travailleurs "sera très mince (...) Il ne faut pas se faire d'illusion, il y aura une partie de ce journal qui sera politique : il y a des moments où les ouvriers ne se posent que des problèmes politiques." <sup>1753</sup>

De leur volonté résulte finalement un changement de structure de "Socialisme ou barbarie", au prix du départ des "minoritaires", outre l'édition du mensuel *Pouvoir ouvrier*, "supplément à la revue *Socialisme ou barbarie*" dont le numéro 1 sort en décembre 1958. Ce mensuel se présente sous la forme d'un cahier ronéoté de huit à seize pages, assez souvent de 12, 14 ou 16 pages. La rubrique "La parole aux travailleurs" en occupe une part importante, souvent entre le tiers et la moitié.

Dans ce journal qui se veut de plus large audience, les mêmes types d'action que dans "Socialisme ou barbarie" se trouvent défendus, relatés parfois du sein de l'entreprise, parfois par des militants qui interrogent des membres du personnel. Par contre, si les analyses sont très proches, le vocabulaire diffère assez nettement, qu'il s'agisse des syndicats ou des partis politiques : il est ainsi question dès le numéro 3 de février 1959 "... des organismes syndicaux ayant chacun à sa tête un secrétaire général et un Bureau comportant au moins dix ronds de cuir qui, une fois élus,... cherchent d'abord à s'assurer de leurs propres avantages, se laissent graisser la patte..." <sup>1754</sup> ou plus tard dans le numéro 5 de 1959 "... trop de tripatouillages de toute sorte pour adhérer" <sup>1755</sup> ou à propos des partis et de la vie politique par exemple dans un numéro nettement plus tardif, le numéro 26 de février 1961, il est dit qu'il faut "... se placer hors des cadres de la vie parlementaire... /des/ appareils de politiciens professionnels /qui défendent leurs propres intérêts de

clique, leur mode de vie de dirigeants, petits ou grands”<sup>1756</sup>. L’expression “politiciens professionnels” est d’ailleurs très fréquente. On trouvait d’ailleurs déjà le même glissement par exemple dans l’article d’Yvon Bourdet, alors professeur au lycée d’Amiens, consacré à la grève “sauvage” de l’usine Saint-Frères de Beauval dans la Somme sous une forme plus analytique qu’il prêtait au secrétaire départemental CGT : “C’était une belle chose, les comités d’entreprise, mais nous n’avons pas été à la hauteur de notre tâche, nous n’avons pas de délégués capables, nous avons été trahis. Vos délégués étaient de deux sortes (parmi eux ceux de la CGT aussi... les mous et les durs. Les mous, il n’a pas été difficile pour la Direction de les acheter... un poste de travail un peu plus agréable... Pour les durs, le patron a payé plus cher, il a été jusqu’à acheter une épicerie à l’un deux... Duvivier cite encore le cas du dirigeant que lui, Duvivier remplace, qui était pourri, qui volait dans la caisse syndicale et était payé par les patrons ; ses détournements de fonds lui ont valu des mois de prison).”<sup>1757</sup>. En outre, il y organise une collecte de solidarité relayée à Paris par “Socialisme ou barbarie” et “Informations et liaisons ouvrières” / “ILO” / qui conservent donc alors des contacts, au moins grâce à quelques personnes : “... j’avais gardé des amis bien sûr, bien que c’était assez violent, un moment, assez moche... comme toutes ces cassures. Mais notamment quelqu’un qui était sociologue les fréquentait assidûment (...) Benno allait beaucoup chez ICO. Lui c’était l’homme de la réconciliation. Il trouvait qu’il y avait quelque chose chez *Chaulieu* qui était irremplaçable, bien qu’il critiquait ces outrances, mais il restait en contact avec les gens de Simon parce qu’il pensait qu’il y avait quand même là à la fois des militants authentiques et des militants d’usine. Il y avait là des anciens de chez Renault de l’ancienne mouvance à Mothé. Il y en avait quelques-uns. Il y avait des types de quelques boîtes de la région parisienne qui... traduisaient assez bien les préoccupations ouvrières du moment.”<sup>1758</sup>

Avec la publication du supplément autonome *Pouvoir ouvrier*, le volume de la revue cesse d’être un critère aussi significatif de l’état de “Socialisme ou barbarie”. Néanmoins, il convient de noter que volume et régularité de la revue diminuent notablement après 1958 : seulement trois numéros dès 1959 avec une baisse du nombre total de pages de plus de 40% comparé au volume total de l’année précédente et une moyenne annuelle, calculée en fonction de la périodicité annoncée, équivalente à celle de 1957 ; plus que deux numéros en 1960 et un

volume global à peine supérieur à 200 pages, après que la revue en ait représenté plus de 600 en 1958, un unique en 1961, 1962, le numéro 33 étant de fait daté de décembre 1961-mars 1962, ainsi qu'en 1963, l'année de la séparation entre "Socialisme ou barbarie" et "Pouvoir ouvrier", chacune de ces livraisons comptant un peu plus d'une centaine de pages comme les premières parues en 1949, mais alors, rappelons-le, grâce à l'effort consenti, la parution était plus fréquente.

En 1958, le groupe paraît engagé dans une activité organisationnelle à des fins de mobilisation politique révolutionnaire, principalement ouvrière et employée avec une systématique renouvelée à laquelle les "majoritaires" semblent attacher beaucoup d'importance, au point de juger le comportement des "minoritaires" tellement inacceptable que leur départ est finalement préféré. En outre les "majoritaires" qui bientôt deviennent à eux seuls "Socialisme ou barbarie", sachant que, par ailleurs, ils continuent à être rejoints par de nouveaux arrivants, agissent maintenant à une échelle en rien comparable avec ce qu'avait pu tenter le noyau initial.

Par contre, les analyses développées paraissent saper le fondement d'une telle perspective.

En effet, après que le groupe ait collectivement attendu en 1956 un débordement du gouvernement Guy Mollet, puis en 1958 établi une comparaison entre la réaction qui aurait dû être celle d'un prolétariat révolutionnaire, une appréciation s'impose de plus en plus systématiquement dans *Socialisme ou barbarie*, celle d'une apathie ouvrière, on l'a déjà souligné à propos de plusieurs textes, sous la plume de différents auteurs.

Cette dernière n'est pas sans entretenir une relation de proximité avec l'analyse/appréciation d'Edgar Morin dans le premier numéro d'*Arguments* de



1956 : “Les deux processus : a) techno-économiques ; b) conflits de domination et d’émancipation se sont réciproquement déterminés dans la cadre de la mondialité de la façon suivante : 1) après les avoir exaspérés au XIX<sup>e</sup> siècle, les progrès techno-économiques ont atrophié les conflits d’émancipation dans les nations les plus évoluées, puissantes et riches : les classes ouvrières ont plus ou moins été intégrées dans les nations ; en luttant pour intégrer la puissance et la richesse, elles les ont un peu partagées ; 2) les conflits d’émancipation ont été les plus violents là où la domination était radicalement oppressive à la fois extérieure (colonisation) et archaïque (féodalité)...”<sup>1759</sup>. Mais on verra qu’il s’agit d’une relation essentiellement polémique, puisque c’est justement une telle “intégration” qui est contestée, l’absence d’exigences politiques radicales étant finalement attribuée à un surcroît d’aliénation, on le verra.

Par ailleurs, alors qu’avec le départ des minoritaires “Socialisme ou barbarie” paraissait s’être engagé dans une perspective militante, une telle perception va en effet bientôt donner lieu à une nouvelle phase de théorisation de la part de Cornélius Castoriadis sur le “capitalisme moderne”, génératrice de conflits autant “théoriques” ou idéologiques que porteurs de nouvelles interrogations et divergences sur l’identité du groupe.

En 1958 même, il était plutôt question de “désarroi”, sans qu’il y ait accord sur les réactions ouvrières face au gaullisme ni sur ce dernier, on a vu les flottements d’analyse, celle de Claude Lefort exprimant en revanche une relative constance, malgré quelques évolutions de terminologie.

Ces divers niveaux de divergences d’appréciation ne recourent pas l’opposition entre majorité et minorité et divisent en particulier la majorité qui va dorénavant constituer l’ossature de “Socialisme ou barbarie”. En effet, pour *Philippe Guillaume*, par exemple, “Le régime de G/aulle/ est un régime pré-fasciste (...) Il faut considérer le désarroi total\* dans lequel se trouvent plusieurs dizaines de militants\*. Exemple de la FNSA : désarroi extraordinaire, grosses possibilités, mais il faut que nous ayons une position pour les exploiter.” Pour Daniel Mothé qui reste beaucoup plus prudent : “C’est vrai que les militants sont dans le

désarroi\*, je ne crois pas que l'on puisse dire que la classe ouvrière voit le gaullisme avec sympathie /ce qui diffère quelque peu de ses propres observations/ mais avec indifférence. Il faut être très prudent sur les perspectives. On ne peut envisager des actions que dans un climat très tendu... les ouvriers ne se lanceront dans l'action que s'il y a une perspective générale." Selon *Véga* : "La passivité ouvrière... existait déjà avant, mais chez certains ouvriers une sympathie pour De Gaulle. /Par contre/ Des travailleurs politisés comprennent que l'expérience de Gaulle porte en elle les fondements d'un régime totalitaire, et sont prêts à s'organiser pour aller plus loin. Il faut envisager de rassembler autour de nous ces gens." Pour *Pierre Chaulieu*, enfin, le risque fasciste n'est pas du tout à écarter, avec ses conséquences attendues d'une "... polarisation : d'un côté les fascistes, de l'autre la classe ouvrière ayant réussi à former un front." qui ajoute pourtant : "Nous assistons à une espèce de glissement du peuple dans l'indifférence politique sans que les ouvriers ressentent "comme une défaite" la venue au pouvoir de de Gaulle comme le disent les trotskystes /orthographe originale/.<sup>1760</sup> (\* souligné par l'analyste).

Cette dernière appréciation correspond largement à une reconnaissance de l'inexistence dans les faits du "prolétariat", classe acteur collectif révolutionnaire dans ses propres actes et sa représentation de lui-même dont les militants de "Socialisme ou barbarie" avaient toujours postulé le surgissement et l'action potentiels dans un avenir proche. Elle sera d'ailleurs formulée pratiquement dans ces termes par Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, dans "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" "Le prolétariat, dans cette société, apparaît ainsi en première approximation comme ayant cessé d'être *classe pour soi* et redevenu simple *classe en soi...*"<sup>1761</sup>.

Dans la deuxième version antérieure et interne de ce texte, ceci conduisait l'auteur, qui développait plus longuement la même idée, à mettre en cause le marxisme traditionnel : "Si l'on pense en termes de marxisme traditionnel, cette situation reste inexplicable. (...) les conditions d'une activité politique du prolétariat étaient données, d'après le marxisme traditionnel, dans les conditions même du prolétariat."<sup>1762</sup>

“ ... le prolétariat continue à apparaître comme une collectivité consciente de son être collectif et agissant comme telle, lorsqu’il s’agit de la défense de ses intérêts “économiques” et “professionnels” ; encore plus, et de façon croissante dans les conditions du capitalisme moderne, les ouvriers et les salariés d’une entreprise forment une collectivité et tendent à agir comme tels dans la lutte permanente autour des rapports et des conditions de travail dans l’entreprise... Mais le prolétariat n’apparaît plus par son attitude effective et explicite, dans les sociétés capitalistes modernes, comme une classe qui tend à agir pour renverser cette société ou même pour la réformer d’après une conception qui lui serait propre.”<sup>1763</sup>

Une telle “apathie” dont il conviendra d’examiner les critères d’évaluation est largement imputée, on l’a vu, aux politiques suivies par les organisations politiques et syndicales de gauche, ainsi que plus largement encore à leur manière de traiter la classe ouvrière comme une masse à conduire, donc à une logique incarnative qui non seulement constituerait une prétention erronée, mais serait de surcroît mise en échec.

Pourtant nos auteurs mentionnent parfois des facteurs politiques : ainsi la profonde division de la gauche politique et syndicale pour *Jean Delvaux*, Cornélius Castoriadis, par exemple dans “Crise du gaullisme et crise de la gauche” : “... la division politique et syndicale très profonde depuis 1947-1948...”<sup>1764</sup>. Mais il ne s’agit alors que d’expliquer le “déficit” revendicatif français” : “ Mais en France les traits négatifs de cette situation ont été encore accusés par un autre facteur : la prostration des travailleurs sur le plan revendicatif. Le prolétariat français a subi sans réagir la réduction du niveau de vie, l’accélération des cadences, les économies de personnel, la menace de licenciement en fonction de la récession de 1959 et de la rationalisation des entreprises, le discrédit accru des syndicats...” “... inaction qui fait contraste avec la combativité industrielle du prolétariat anglais ou américain...” “... faible combativité du prolétariat français depuis treize ans et ses nombreux échecs.”<sup>1765</sup>

Il n’en va plus de même pour l’essentiel pour eux : “... le découragement sur la possibilité de modifier l’organisation de la société ; la déperdition de l’idée que les travailleurs peuvent avoir une action *autre*, une action *autonome* /avec ce système de répétitions qu’on trouve si souvent dans le style déclamatif des textes de Cornélius Castoriadis/ qui ne

se situe pas sur le terrain de la politique traditionnelle, mais vise à la détruire aussi bien que la société dont elle procède.”<sup>1766</sup>

Or, la conjoncture est justement marquée par un changement des règles du jeu politique qui a provisoirement retiré une grande part de leur capacité aux oppositions politiques.

En outre, une telle nouvelle théorisation de la part de Cornélius Castoriadis ne paraît guère propice à assurer de fondement de l'expérience militante qui semblait devoir être à l'ordre du jour après le départ de Claude Lefort et des minoritaires. Cette théorisation se déploie dans un registre beaucoup plus intellectuel que ces synthèses antérieures et ne correspond plus à des initiatives pratiques du groupe. Ceci est essentiel dans un groupe où le rôle de Cornélius Castoriadis comme théoricien est très important et même devenu plus nettement prédominant après le départ de Claude Lefort, même s'il n'a jamais été aussi contesté. Au demeurant, Cornélius Castoriadis ne dispose guère de liens avec le champ intellectuel à proprement parler et vient même de briser provisoirement ceux qu'il pouvait y entretenir par l'intermédiaire de Claude Lefort auquel au demeurant il déniait tout rôle théorique dominant, en tout cas au sein de “Socialisme ou barbarie”.

Par ailleurs c'est très rapidement que *Pouvoir ouvrier* n'est guère jugé satisfaisant et suscite également des divergences : la pénétration en milieu ouvrier reste limitée en particulier.

Il en va d'ailleurs de même du militantisme qui, malgré un recrutement non négligeable, soulève d'autres problèmes, à commencer par ceux du type de recrutement et de l'articulation Paris/province, sans compter l'évaluation critique des expériences entreprises.

Il s'ensuit divers niveaux de tensions entre les "anciens" du groupe.

Enfin, ceux qui sont attirés par le groupe en disposant d'une idéologie et d'une "politique" au sens large, en quête d'alliances, et toujours plus ou moins en même temps de compétition, deviennent assez hétérogènes au groupe, ce qui crée de nouveaux types d'incompréhensions, tensions, désaccords. Avec les situationnistes, en 1959-1961, lorsque les rapports sont concrets, il semble s'agir surtout d'incompréhension, sur fond de désaccords effectifs et de modes d'appréhension assez nettement différents, la tension ne viendra que plus tard. Elle est, par contre, nettement plus grande avec les pédagogues institutionnels.

Parmi les jeunes qui viennent au groupe en assez grand nombre, la majorité sont des étudiants. Ces derniers appartiennent à au moins deux générations différentes, ceux qui sont nés au milieu des années trente et qui ont plus souvent rejoint le groupe après les crises hongroise et polonaise sont bientôt suivis d'autres plus jeunes nés après 1940.

C'est surtout parmi ces nouveaux arrivants que les modes d'engagement et d'implication dans le groupe ou par rapport à ce dernier se diversifient nettement : plutôt militants, plutôt théoriques, plutôt "antiautoritaires" et parfois fortement marqués de tension interpersonnelle, ce qui ne va pas sans accroître les tensions avec les "anciens" dont la socialisation politique et l'engagement militant étaient marqués par un modèle communiste hétérodoxe extrêmement prégnant, au point de se rapprocher d'un archétype ou d'un "type idéal". L'incompréhension est très grande entre anciens et antiautoritaires. Elle peut

l'être aussi entre les "théoriciens" qui vont renforcer le pôle militant "Pouvoir ouvrier" ou le pôle critique du marxisme dominé par Cornélius Castoriadis.

Un nombre non négligeable de jeunes ouvriers ou techniciens continuent à rejoindre le groupe, mais beaucoup d'entre eux ne restent pas. Parmi ceux dont l'engagement ou la grande proximité se pérennise, aucun ne parviendra à jouer un rôle déterminant et durable comme Daniel Mothé apportant tout à fois une expérience "militante" essentielle et donnant régulièrement une contribution écrite capable d'influencer la problématique des théoriciens, ni comme *Gaspard* exerçant une influence militante durable aux usines Renault de Billancourt ou *Garros* dans d'autres milieux dissociés de sa vie professionnelle, pour ne citer que les plus marquants. À l'échelle de ce qu'était auparavant "Socialisme ou barbarie", cette croissance est certes importante, y compris en provenance de ces milieux professionnels, même si elle est moins notable et surtout moins pérenne que l'engagement de jeunes intellectuels ou étudiants, mais surtout elle n'assure pas la pénétration en milieu ouvrier tant attendue et sur laquelle *in fine* reposait la problématique du groupe.

## Présentation du chapitre IX de la 3<sup>ème</sup> partie

Cette période voit l'affirmation de plus en plus nette au sein de l'ancienne majorité d'une critique de fond non seulement du marxisme, mais de Karl Marx, due à Cornélius Castoriadis et vivement combattue par une partie du groupe ce qui aboutira à une nouvelle scission.

Dans la revue cette critique s'affirme essentiellement dans deux articles qui seront analysés dans ce chapitre : "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" et "Marxisme et théorie révolutionnaire".

C'est principalement une sous-estimation de la lutte de classes qui est reprochée à Karl Marx par *Paul Cardan /Cornélius Castoriadis/*. Le philosophe et économiste allemand, dirigeant de la 1<sup>ère</sup> Internationale aurait finalement minoré le rôle de cette lutte au profit de la recherche de critères économiques objectifs. Une telle erreur d'analyse qui conduirait à minimiser la place de l'histoire aurait également pour conséquence un déficit d'analyses et d'actions visant à la formation effective du "prolétariat" comme acteur collectif en devenir, dans "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne", voire de toute création du "nouveau" dans "Marxisme et théorie révolutionnaire". Le capitalisme ayant définitivement maîtrisé sa croissance économique et assuré plein emploi et amélioration des revenus, sinon des conditions de vie, marquées au contraire, quant à elles, par une aliénation accrue, les revendications économiques n'ont plus aucune portée politique contestataire. Dans le second article se trouve esquissée plus qu'explicitée une autre critique du marxisme : l'aliénation touchant tous les groupes sociaux, la création d'un monde tendant vers l'auto-création les concerne également : l'antagonisme central et radical entre classes sur laquelle s'était appuyée la

problématique du groupe se trouve donc largement mise en cause. D'une telle problématique se dégage finalement la reconnaissance de la création d'une idéologie qui interprète des pans de réalité, en reconnaissant son volontarisme comme tel.

Si ce dernier chapitre est très largement consacré à l'analyse de ces textes de réorientation, il l'est également aux réactions de rejet suscitées par ces derniers au sein de la petite organisation.

La poursuite de la croissance de "Socialisme ou barbarie" y sera cependant également analysée, ainsi que les conflits nés de l'inadéquation entre les attentes et les résultats, la faiblesse du recrutement ouvrier ou même salarié, qui fonde en partie la démarche de Cornélius Castoriadis - alors que le départ de ceux qui s'en rapprochent est un argument utilisé par ceux qui insistent sur l'inadaptation du mode de fonctionnement à de telles adhésions - la non reproduction de l'engagement très fort d'individus à la fois très impliqués dans le monde du travail et en accord avec les thèses et les enjeux du groupe, les difficultés organisationnelles dans un collectif où l'élaboration et la diffusion ont toujours tenu une place centrale, l'absence ou la faiblesse de débouchés de ceux qui mettent en oeuvre de manière plus systématique une pratique d'extrême gauche finalement assez classique et tendent à souhaiter la mise en place d'une sorte de direction politique, l'arrivée relativement massive de jeunes étudiants et intellectuels porteurs pour une partie d'entre eux d'idéologies radicales d'une autre nature - en particulier Guy Debord et sa compagne - et/ou antiautoritaires - parmi lesquels Georges Lapassade - qui s'accompagnent d'une mise en cause plus ou moins poussée du fonctionnement militant de "Socialisme ou barbarie".

C'est un groupe tout à la fois dissocié et déstabilisé - dont l'identité et même les contours tendent parfois à se dissoudre sous l'effet d'une diversification



des comportements, des analyses et des pratiques - qui éclate en 1963. Les militants des deux rameaux "Pouvoir ouvrier" et "Socialisme ou barbarie" resteront fort ébranlés par l'évolution théorique de Cornélius Castoriadis qui, de son côté, a renoué une relation intellectuelle forte avec Claude Lefort et Edgar Morin dans le cadre du Cercle Saint-Just.

La revue, coupée des activistes, est essentiellement théorique et le dernier texte de Cornélius Castoriadis "Marxisme et théorie révolutionnaire" y tient une très grande place.

**Ch. IX - DE 1958 À 1967 : DERNIÈRE SCISSION ET CRITIQUE DU  
MARXISME**

“Il est permis de se demander à présent si la décadence du capitalisme n’entraîne pas nécessairement une déchéance du prolétariat qui le rende inapte à la “mission historique” que le marxisme lui assigne. Cette notion purement historique de la mission historique du prolétariat... peut disparaître sans ébranler les pièces essentielles du système de Marx.

“Il y a dix ans, nous avons cru pouvoir expliquer la carence révolutionnaire du prolétariat des pays industriels après la guerre par les conséquences de l’extermination de sa jeunesse, de la démoralisation irrémédiable - explication provisoire qui reporte sur de nouvelles générations la “mission historique” sans réviser Marx. Mais les années passent, bien des choses se précisent et donnent à réfléchir.”

Boris Souvarine, *La critique sociale*, avril 1933

La nouvelle réflexion de Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, finit par être publiée de la fin de l’année 1960 à 1962 dans les numéros 31, 32 et 33, dans un long article de quatre-vingt-huit pages “Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne”, après avoir été vivement discutée au sein du groupe à la fin de l’année 1959, soit peu de temps après la première scission. Cette réorientation idéologique nettement marquée s’inscrit dans le cadre d’un double débat sur la fin des idéologies et l’avenir de la classe ouvrière dans les démocraties stabilisées et sur *l’aggiornamento* des formes d’action en particulier syndicales qui pourrait en résulter.

Dès ce premier article de réorientation, la critique vise Karl Marx : sous-estimation de la lutte des classes et, à l’inverse, quête de critères économiques objectifs lui sont reprochés. Or avantages acquis par les luttes et revendications économiques, loin de fonder positivement un nouveau réformisme comme le disent chacun à leur manière Alain Touraine et Serge Mallet, coexistent avec des formes d’aliénation, aggravées et irréductibles. Ces deux derniers, sociologues liés aux nouvelles gauches, on y reviendra - prennent acte de la diversification des types de travail ouvrier, du poids croissant de la main d’œuvre immigrée, du développement du tertiaire - notamment dans *Arguments*, revue avec laquelle *Socialisme ou barbarie* s’engage dans une violente polémique à ce propos au débat de l’année 1959.

Pour Cornélius Castoriadis, dans “Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne”, en effet ces acquis économiques et sociaux qu’il ne nie plus ne correspondraient qu’à un processus d’ajustement dans une société “capitaliste” qui maîtrise sa croissance. Une telle surévaluation des “contradictions” économiques - ou “économisme” dans le langage marxiste - aurait conduit et conduirait à minimiser la place de l’histoire de la lutte des classes, celle de la réponse “capitaliste” à la contestation en particulier dont la connaissance est nécessaire au développement de pratiques visant à la formation effective du “prolétariat” comme acteur collectif en devenir. Considérant qu’il y a destruction de la socialisation politique par un mode de production qui entretient un rapport “incapacitant” avec l’épanouissement de toute forme d’autonomie, ce qui expliquerait l’“apathie ouvrière”, Cornélius Castoriadis, qui voit toujours dans le processus de travail l’ébauche d’un antagonisme aussi radical, tend finalement, à la suite des différents héritiers de *La critique de la vie quotidienne*, à valoriser toute esquisse de nouveaux rapports sociaux, y compris au sein de “Socialisme ou barbarie”, seul moyen de faire renaître un projet collectif.

Ce premier texte de réorientation est élaboré, discuté et finalement publié, alors que le développement du collectif atteint une masse et une structuration sans commune mesure avec son histoire antérieure, même si l’une reste modeste et l’autre difficile. Une telle démarche divise d’ailleurs profondément le groupe tant sur le fond que sur le bien fondé même d’une telle réflexion, la majorité des anciens souhaitant accroître l’action militante, au point d’aboutir à une séparation/scission en 1963 : d’un côté, l’organisation militante “de masse” : “Pouvoir ouvrier”, de l’autre, la revue théorique radicale *Socialisme ou barbarie*, dont l’idéologie paraît en gestation. Seules les couvertures des numéros 32 et 33 de la revue porteront en sous-titre “Revue théorique de l’organisation Pouvoir ouvrier”.

Une telle explosion a également été préparée par la diversification des problématiques, mais aussi des modes d’engagement dans “Socialisme ou

barbarie”/ ”Pouvoir ouvrier” qui avait continué à se développer, tout en étant secoué par les désaccords et les conflits. Le militantisme se développe dans les milieux étudiants, enseignants, mais également auprès des entreprises ; il y est souvent engagé d’une manière beaucoup plus caractéristique des pratiques de l’extrême gauche d’envoi de militants externes aux entreprises que ne l’avait été la tentative, certes ultra-minoritaire, menée au sein de “Socialisme ou barbarie ” de favoriser l’affirmation d’une parole ouvrière *in situ*. Ce militantisme est d’ailleurs parfois couronné d’un succès réel, notamment en province, mais tend à s’essouffler sur une plus longue période. Le constat de l’absence de recrutement ouvrier est un sujet de constants débats et polémiques, avant la conclusion plus tardive qu’à part les révolutionnaires en très petit nombre, les ouvriers combattifs ont surtout vocation à se battre à la base des syndicats, alors que Daniel Mothé lui-même se décide à rejoindre l’action syndicale. Parallèlement, une partie des membres de la petite organisation se sont engagés, malgré l’opposition de la majorité des anciens, dans le soutien au FLN algérien, tout en le critiquant néanmoins, mode de militantisme parfois présenté comme compensatoire, à côté des échecs rencontrés sur les terrains “locaux”.

Le mode de fonctionnement de “Socialisme ou barbarie”/ “Pouvoir ouvrier” est, surtout depuis l’accroissement du groupe, plus que jamais l’objet de nombreuses critiques de la part des militants, regrettant le manque de “sérieux” pratique, la place jugée excessive prise par les débats théoriques, voire celle trop grande accordée aux débats avec les intellectuels accompagnée même de la proposition d’abandonner la revue, c’est dire que l’ouverture, même limitée et polémique au champ intellectuel est loin d’être considérée comme positive par l’ensemble des membres de la petite organisation. C’est même à ce moment que repenser la contestation et mettre en oeuvre une pratique politique paraissent devenir le plus conflictuel au sein du groupe.

Mais c'est à de tout autres modes de contestation que le collectif est soumis parallèlement à une tendance à l'éclatement des pratiques.

Une partie des jeunes du groupe avaient déjà été fascinés par la démarche de Guy Debord dont, sous l'influence d'Henri Lefebvre, la politisation de la critique radicale de la vie quotidienne et de sa représentation était déjà effective avant qu'il n'adhère à "Socialisme ou barbarie", mais c'est l'analyse anti-institutionnelle qui sera le catalyseur d'une sorte de révolte antiautoritaire et anti-militante assez déstructurante au sein même de "Socialisme ou barbarie".

L'évolution de l'Algérie indépendante déçoit ceux qui se sont engagés aux côtés du FLN de même que les résultats de "Pouvoir ouvrier" l'ensemble des activistes ; quant à l'évolution théorique de Cornélius Castoriadis, elle entraîne incompréhension/déstabilisation et/ou opposition chez l'ensemble des militants, même chez une partie de ceux qui continueront "Socialisme ou barbarie".

La scission de 1963 intervient en outre dans un contexte où les perspectives militantes paraissent beaucoup moins prometteuses qu'en 1958 même dans la logique des futurs animateurs de "Pouvoir ouvrier" seul.

C'est dans cette revue assez éloignée de l'idéologie et des objectifs initialement fixés par le collectif qui l'avait créée que paraît le second de ces textes de réorientation, "Marxisme et théorie révolutionnaire". La critique du marxisme est maintenant très vive et très explicite, et s'approfondit en outre ; la démarche qui s'appuie sur un système de référence a-marxiste se veut largement d'ordre philosophique et épistémologique. En effet, au rejet de la critique des sectes d'extrême et "ultra"-gauche, dont l'échec était au demeurant dénoncé dès le premier numéro de la revue, à celui de l'économisme du marxisme, s'ajoute maintenant la critique du matérialisme historique, esquissée depuis longtemps par Claude Lefort -

avec lequel Cornélius Castoriadis échange à nouveau au sein du cercle intellectuel Saint-Just - critique d'ailleurs logique pour qui privilégie une histoire de la lutte des classes appréhendée sous cette forme : en schématisant dans un vocabulaire plus contemporain, des interactions collectives ; pendant chacune de ces interactions, la réponse elle aussi collective de chacun des adversaires transforme profondément l'autre ; la suivante sera non seulement très différente, mais elle est imprévisible. Dans l'entreprise industrielle contemporaine qu'il place toujours au cœur de sa démarche, ce sont tous les acteurs qui sont dorénavant aliénés et dont la personnalité se trouve déstructurée, même si ce sont les ouvriers qui combattent l'organisation sociale de la production : l'absence de coopération gênant profondément le faire et la représentation du faire, tandis que la manipulation des besoins aboutit à une hiérarchie de statuts sociaux définis par une consommation hiérarchisée. Mais au-delà du marxisme, c'est dorénavant toute théorie déterministe globale, voire toute théorie ou philosophie totalisante, qui est critiquée. Par contre le projet social, lui, reste global, articulé autour d'une éthique de l'autonomie dont les embryons effectifs sont révélés par l'élucidation, mode d'analyse engagé, Cornélius Castoriadis se rapprochant de la démarche prônée beaucoup plus tôt par Claude Lefort. Mais il s'agit et s'agira de tendre vers l'autonomie dans une société dont il est maintenant posé qu'elle ne sera jamais transparente à elle-même et qu'elle ne résoudra jamais tous ses problèmes. À ces questions de la création du nouveau s'ajoutera bientôt celle de l'auto-crédation des représentations de la société ou "imaginaire" social.

#### IX. 1/ De la perception controversée de "l'apathie de la classe ouvrière" à la critique du marxisme qui divise le groupe

*Le contexte du débat sur la fin des idéologies corrélé à la thématique des démocraties stabilisées et des sociétés industrielles*

Ce type d'approche et d'analyse est né dans le cadre du Congrès pour la liberté de la culture (CCF). Il "se substitue à la problématique totalitaire" et, sur le plan international, "exprime le passage de la guerre froide chaude à la détente diplomatique couplée avec la compétition des systèmes..." ; en outre, "ce changement international prend place dans une situation française elle-même marquée par le passage de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République, entraînant des modifications substantielles de l'échiquier politico-intellectuel français."<sup>1767</sup>, avec notamment un effacement du rôle des socialistes.

Trois textes de trois auteurs encadrent la naissance d'une telle problématique<sup>1768</sup> : *L'Opium des intellectuels* de Raymond Aron de 1955 dont le dernier chapitre s'intitule "Fin de l'âge idéologique ?" "... appel à la transformation du rôle de l'intellectuel pour se libérer du fanatisme"<sup>1769</sup>, "The end of ideology ?"<sup>1770</sup> publié par Edward Shils, en 1955 également, comme synthèse d'une réunion tenue à Milan ; quant au recueil d'essais de Daniel Bell, *The End of Ideology*<sup>1771</sup>. qui lance la polémique il n'est publié qu'en 1960. Ce dernier a été secrétaire de rédaction de *The New Leader*, organe très marqué par son origine menchevik, tout à la fois profondément antistalinien et fervent soutien du plan Marshall ; quant à *The End of Ideology, La fin de l'idéologie*, dans la traduction française, nombre de passages en avaient soit été présentés sous forme de communications ou d'interventions dans le cadre du Congrès dans la deuxième partie des années cinquante soit publiés essentiellement dans *Commentary* et *Encounter*.

Cette analyse avait été esquissée dès la Conférence de Milan du CCF de 1955 où Michael Polanyi avait consacré son intervention, lors de la séance inaugurale, à la fin des dogmatismes. Cette Conférence consacrait un rapprochement entre la Grande-Bretagne travailliste et les États-Unis où les républicains revenus au pouvoir en 1952 s'étaient accommodés des principales réformes démocrates, alors que le fédéralisme européen et donc tout axe européen continental marquaient par contre le pas après l'échec de la CED. Une certaine convergence entre libéraux et



socialistes "... définit un schéma de modernisation des sociétés industrielles pour leur permettre d'échapper à la dérive totalitaire, en traitant simultanément deux problèmes critiques : la mise en oeuvre d'un idéal de justice sociale ; la réduction des tentations nationalistes (l'éthique de la redistribution faisant en quelque sorte passer le revenu national avant le sentiment national)." <sup>1772</sup>. Pierre Grémion revient d'ailleurs à plusieurs reprises sur l'entente entre le CCF et les travaillistes "gaitskellistes", du nom de Hugh Gaitskell, considéré comme leader de la tendance modérée en opposition avec Aneurin Bevan, chef de la gauche.

En outre, à Milan "... le totalitarisme n'était plus dénoncé, il était analysé...", en particulier par Hannah Arendt, Merle Fainsod et Joseph Scholmer <sup>1773</sup>. " Suivant en cela Franz Böhm, tout le monde s'accordait à penser que sous sa forme pure, celle d'un mouvement populaire de masse fanatisé, natinal-socialiste ou communiste, il appartenait au passé. Le seul totalitarisme survivant,... soviétique, contenait cependant une menace... pour les sociétés libres." <sup>1774</sup>. S'agissant des intellectuels, la Conférence de Milan, par ailleurs largement ouverte au Troisième Monde, les invite "... à sortir... des clivages idéologiques anciens pour s'intéresser aux politiques concrètes et prendre part au renouvellement des analyses sociopolitiques des sociétés industrielles." <sup>1775</sup>, John Kenneth Galbraith y "... invitait les intellectuels à se dégager de la foi sociale au profit de la science sociale. Dans ce passage, la sociologie /représentée par Seymour Martin Lipset et Daniel Bell, tous deux de Columbia/ devait tenir une place de choix..." <sup>1776</sup>. La teneur du discours de Raymond Aron, relativement optimiste n'est guère différente. Selon lui, "... la controverse idéologique est mourante dans les sociétés occidentales. L'expérience a réfuté les espoirs exagérés mis dans la révolution... le phénomène soviétique ne devrait ni fasciner ni rendre perplexes les intellectuels de l'Ouest..." <sup>1777</sup>.

Des séminaires sont organisés au cours des années suivantes. Raymond Aron y développe le thème de la fin du fanatisme dans les démocraties stabilisées, mais s'appuie aussi sur la notion de "société industrielle", terme repris d'Auguste Comte, qui permet de faire ressortir la "... persistance de la nature idéologique du régime soviétique..." et l'"... incertitude sur la liaison entre société industrielle et nature politique du régime soviétique..." <sup>1778</sup>.

La fin de l'idéologie chez Daniel Bell "désigne tout à la fois la relativisation du marxisme, mode de pensée du XIX<sup>e</sup> siècle, et le rejet du marxisme léninisme, technique et pratique du pouvoir au XX<sup>e</sup>." <sup>1779</sup> Axé sur la critique des philosophes et théologiens qui dénoncent la société de masse, démarche qu'il assimile à une "idéologie de protestation romantique", son ouvrage propose aussi un "... diagnostic des sociétés modernes", "... caractérisées par une orientation idéologique... en faveur du changement social, aussi bien dans l'univers communiste que dans l'univers capitaliste...". "Par changement social on doit entendre la compétition pour l'amélioration du statut économique de chacun, des possibilités accrues offertes aux individus pour exercer leurs talents, l'accès élargi à la culture pour tous." Selon Daniel Bell, qui s'inscrit dans la lignée du pragmatisme de John Dewey, "Face à l'approche coercitive du changement en Union soviétique, la société américaine possède elle une véritable "culture du changement". "Ni masse ni classe, *social action*, tel est en définitive le mot d'ordre de *The End of Ideology*" <sup>1780</sup>.

Le livre du britannique Hugh Clegg, *A New Approach to Industrial Democracy* <sup>1781</sup>, paraît également en 1960, mais sa publication comme celle de *La fin des idéologies* est l'aboutissement d'un long processus commencé au sein de la société fabienne et ponctué de publications et communications. La démarche consacre le passage des "relations humaines", limitées aux groupes restreints, aux "relations industrielles" <sup>1782</sup>. "Dans toutes les démocraties stables, écrit-il, un système de démocratie industrielle existe en parallèle à la démocratie politique. Ce système fait valoir les intérêts et protège les droits des travailleurs au moyen de négociations collectives entre employeurs et syndicats indépendants. On peut appeler ce système démocratie par groupe de pression... Ce que requiert l'industrie moderne, ce n'est pas un *self-government* mais un véritable *management*." <sup>1783</sup>

Au demeurant, en France, comme le souligne Pierre Grémion, "... en 1960, ce n'est pas la fin des idéologies, livre ou débat qui retient l'attention à Paris, mais un gros volume théorique publié par Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*, où figure la formule maintes fois reprise faisant du marxisme "la philosophie indépassable de notre temps"... " <sup>1784</sup>.

Jean-Daniel Reynaud qui, selon Pierre Grémion, a publié "... une des critiques les plus percutantes de la *Critique de la raison dialectique*" <sup>1785</sup>, par ailleurs lecteur de

*Socialisme ou barbarie* tôt et longuement<sup>1786</sup>, s'attachait en même temps à opérer ce passage d'une sociologie des relations humaines à une sociologie des relations industrielles, dans le cadre en particulier de sa collaboration avec le Commissariat général au Plan, lieu essentiel pour assurer la "... continuité certaine *via* les idées keynésiennes de la haute fonction publique entre l'expérience Mendès France et la république gaullienne, faisant du Plan une ardente obligation."

Mis à part l'intérêt "amplificateur" qui lui est porté dans cet organe de la haute fonction publique, cette thématique ne dispose pas en France de relais très structurés.

Parmi les acteurs sociaux cependant, des pans de la CFTC, en particulier le groupe "Reconstruction", y sont sensibles.

En outre, la sociologie du monde ouvrier, la sociologie industrielle et la sociologie du travail se développent et se structurent.<sup>1787</sup>

Au début de l'année 1959, *Arguments* va se faire l'écho d'un débat sur la sociologie de la classe ouvrière, au-delà des revues spécialisées de la discipline sociologique, elle-même en plein développement, on l'a dit. On verra que ces analyses sociologiques, qui sont au demeurant souvent le fait de sociologues par ailleurs engagés dans la "nouvelle gauche", suscitent de très vives critiques de la part de membres de "Socialisme ou barbarie". De fait, ces analyses qui font grand cas des champs ouverts à la négociation conflictuelle visent aussi à sortir les communistes ou au moins la CGT de leur isolement et à les rapprocher des configurations de la gauche politique et syndicale.

Par ailleurs, Pierre Grémion souligne qu'*Arguments*, qui serait "... Saint-Germain-des-Prés moins les sottises politiques de Sartre", c'est le "milieu que /François/ Bondy et /Constantin/ Jelenski /à la tête de *Preuves*, revue et organisation des rencontres étant devenues

beaucoup plus autonome par rapport au CCF/ souhaitent toucher.”<sup>1788</sup> Comme le rappelle ce sociologue, dans l’introduction de son *History and Hope*, Konstantin Jelenski<sup>1789</sup> rapproche cinq revues, deux de l’Est et trois de l’Ouest dont *Arguments*, à côté de *New Left review* et *Dissent*, qui auraient en commun l’abandon du marxisme doctrinaire et la recherche d’un nouvel humanisme socialiste.

Néanmoins, les échanges entre les deux réseaux, ceux de *Preuves* et d’*Arguments*, resteront limités, à l’exception de quelques invitations de membres du comité de rédaction d’*Arguments* : Jean Duvignaud à Zürich pour la réunion internationale des directeurs de revues, de Jean Duvignaud et d’Edgar Morin à Berlin en 1960 au Congrès du dixième anniversaire du Congress for Cultural Freedom, des collaborations croisées de François Fejtö, membre du comité de rédaction d’*Arguments* à partir de 1958, dont on a souligné par ailleurs le rôle croissant dans le champ des revues après l’écrasement de la révolution hongroise et de Bernard Cazes, haut fonctionnaire au Commissariat général au Plan, qui a été mendésiste et est proche du groupe “Reconstruction” et de la CFTC. Des articles, brefs il est vrai, de participants actifs dans les réseaux du Congrès sont néanmoins publiés dans *Arguments* : ainsi, notamment, “Coexistence et subexistence” de François Bondy dès le numéro 15 d’*Arguments* du 3<sup>e</sup> trimestre 1959, ainsi qu’”En marge de la coexistence pacifique” de Manès Sperber dans la même livraison<sup>1790</sup>, “La politique et la vie” de Konstantin Jelenski, dans le numéro 25-26 de 1962<sup>1791</sup>, “L’éclipse de la distance” de Daniel Bell dans le dernier numéro 27-28 également de 1962.<sup>1792</sup>

En outre, sans que référence soit faite à la problématique de “la fin des idéologies”, cette dernière marque le contexte dans lequel s’élabore la réorientation théorique de Cornélius Castoriadis, ainsi que le débat publié au début de l’année 1959 dans *Arguments* sur l’avenir de la classe ouvrière française. Le séminaire international du CCF organisé à Vienne par Daniel Bell en septembre 1958 portait sur la participation des travailleurs dans l’entreprise, ainsi que sur la

“codétermination”. Cornélius Castoriadis ne peut pas ignorer complètement une telle problématique, encore moins ses retombées dans les champs politiques, syndicaux, intellectuels européens, sur fond d’une croissance qui va rendre crédibles de telles perspectives : il occupe des responsabilités de plus en plus importantes à l’OCDE qui l’entraînent à rencontrer des acteurs sociaux et des responsables appartenant à divers champs, comme le soulignent certains des anciens militants. Que l’absence des réactions ouvrières attendues qui crée malaise et débat au sein du groupe, le pousse, lui, à tenter une nouvelle théorisation globale et radicale n’y est sans doute pas totalement étranger.

C’est en effet par un énoncé sur “... l’apathie politique prolongée des travailleurs /qui/ semble caractériser les sociétés capitalistes modernes” que commence le “résumé /des/ thèses principales”<sup>1793</sup> du long article de *Paul Cardan*, Cornélius Castoriadis, sur “Le mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne”<sup>1794</sup>. Par opposition, l’auteur souligne “... l’activité des masses dans les pays arriérés /qui fait/ contraste”<sup>1795</sup>. Cette dernière appréciation n’est sans doute pas très éloignée de celles qui peuvent fonder les différentes formes de tiers-mondisme, alors en plein développement. L’expression “apathie des masses” sera d’ailleurs un leitmotiv dans cet article, comme il l’est devenu de fait au long des articles de *Socialisme ou barbarie* comme de *Pouvoir ouvrier* ; divers équivalents sont utilisés pour cette expression “... leur apathie ou indifférence à l’égard de la politique” /des masses travailleuses/, “... leur dépolitisation...”<sup>1796</sup> pour aboutir à poser la question “... quel est le lien entre la “modernisation” du capitalisme et la “dépolitisation” des masses...” ?<sup>1797</sup>. Problème déjà soulevé dans la deuxième version de ce texte, où le mode d’exposition supposait la réponse : “On ne peut pas se borner à constater que cette modernisation est conditionnée par l’apathie des masses travailleuses...”<sup>1798</sup>. Il va sans dire que le seul modèle implicite de “politisation” est la mobilisation de masse et plus précisément encore la mobilisation révolutionnaire de masse.

- *Le conflit entre "Socialisme ou barbarie" et les sociologues qui publient dans Arguments sur le devenir de la classe ouvrière*

La rédaction de la première version de ce long article est précédée de peu par la publication dans *Arguments* au premier trimestre de 1959 de contributions de sociologues, mais également de syndicalistes réunies sous le titre "Qu'est-ce que la classe ouvrière française ? " <sup>1799</sup>. Cet ensemble doit aider à reconsidérer le "mythe de la classe ouvrière" sur lequel vit "la pensée de gauche" <sup>1800</sup>. Mais il a aussi pour objectif d'interroger les différentes composantes de la gauche, en soumettant implicitement à la critique les deux principaux partis, socialiste et communiste.

Bien différentes entre elles, ces approches développées dans *Arguments* prennent toutes acte des modifications et de la diversité du travail ouvrier, du poids des ouvriers spécialisés dans cet ensemble, de l'apparition de nouvelles formes de qualification ouvrière, de la présence d'une main-d'œuvre étrangère surtout dans les emplois les moins qualifiés, sujet bien peu approfondi dans les contributions, mais aussi de nouvelles figures sociales de l'ouvrier, en particulier celle de l'ouvrier consommateur qui, aussi bien pour Bernard Mottez qu'Alain Touraine, Serge Mallet ou Michel Collinet, par ailleurs participant actif du CCF, est un facteur sinon d'intégration sociale du moins de rupture d'isolement qui abaisse les frontières de la spécificité ouvrière ; Bernard Mottez y voyait pour la période un facteur d'insatisfaction, puisque pour lui, alors, "le travailleur n'en prend que plus conscience de la distance qui le sépare des autres groupes sociaux." <sup>1801</sup> Par ailleurs, avec le "salaire social", d'une part, et les droits et avantages acquis au sein de l'entreprise, de l'autre, le revenu est partiellement déconnecté du travail, ce qui peut diversifier les modes de revendication autant que d'insertion. Tous tiennent compte de l'accroissement du nombre des employés et des cadres dans la société comme dans les grandes entreprises industrielles, développement qui signifie, en premier lieu, que la "prolétarisation" ne s'est pas réalisée et tend, en second, à rompre le face-à-

face entre ouvriers et patrons, avec le développement d'une bureaucratie et d'une hiérarchie. Quel que soit le poids que leurs observations les conduisent à donner à ces différents éléments, les contributeurs tendent à y discerner des facteurs d'insertion croissante dans l'entreprise et dans la société, même si celle-ci peut rester en partie conflictuelle. Ils cherchent alors à définir la place des ouvriers, variable selon les auteurs, dans des configurations sociales plus vastes.

Daniel Mothé participe à ce numéro d'*Arguments* avec un bref article critique : "L'ouvrier et l'exploitation"<sup>1802</sup>. Dans le numéro suivant une page entière de publicité annonce la sortie de son livre, *Journal d'un ouvrier 1956-1958*<sup>1803</sup>. Plus encore que pour *Benno Sarel*, ce sont des thèses centrales dans "Socialisme ou barbarie" qui sont portées d'une autre manière que dans la revue à la connaissance du public. Elles sont en effet centrales compte tenu non seulement de la place qu'occupe Daniel Mothé et ses écrits dans le collectif et la revue, tant par leur contenu que par leurs modalités, mais également de la symbiose entre ces récits, sa propre systématisation et les thèses du groupe. Après les articles dans *France Observateur* et plus encore *L'Express*, cette publication constitue une reconnaissance de l'intérêt de "l'observation participante" conduite par le militant ouvrier, alors que la situation professionnelle de ce dernier est des plus délicates, ainsi que pour certains de ses commentateurs un appel clair à un changement d'orientation pratique et/ou théorique qui n'a pas d'effet immédiat, du moins. Ainsi Serge Mallet après la polémique considère l'ouvrage de Daniel Mothé avec intérêt dans *France Observateur*, tout en cherchant à dévaloriser le "révolutionnarisme verbal" de "Socialisme ou barbarie" responsable selon lui de "l'isolement" du militant qui aurait "mieux à faire que de rester la pancarte d'un révolutionnaire de salon"<sup>1804</sup>. La réponse ne se fit pas attendre sous la forme d'un article signé collectivement dans *Socialisme ou barbarie*<sup>1805</sup>, pratique fréquente lorsqu'un membre du groupe ou ce dernier est attaqué.

Dans *Arguments* du premier trimestre 1959 la critique très vive mais brève de Daniel Mothé s'attaque principalement aux thèses d'Alain Touraine<sup>1806</sup> qui

prend lui-même pour cible la représentation de la classe ouvrière comme sujet d'un antagonisme structurant : "Le prolétariat campe dans la nation, et la frontière qui le sépare de la bourgeoisie sépare aussi une morale d'une autre autant que la misère de la richesse, la dépendance de l'autorité et la non-propriété de la propriété. Ce modèle sociologique... domine encore la pensée sociologique de gauche."<sup>1807</sup> "Le syndicalisme ne peut... plus vivre partagé entre une opposition idéologique et politique totale à la société actuelle et un rêve de dictature du prolétariat."<sup>1808</sup> ou pire pour "Socialisme ou barbarie" : "L'usine aux ouvriers... /voie/ dont la simplicité est utopique"<sup>1809</sup>, ce qui le conduit toujours selon Alain Touraine à une relative impuissance. Daniel Mothé reproche, en premier lieu, au sociologue de traiter le sujet dans une perspective d'union de la gauche et d'unité syndicale, quelque peu confondues en outre, même si c'est l'union politique de la gauche qui est nettement privilégiée, solution politique au demeurant nettement séparée de l'analyse sociologique. À un tel avenir, le militant ouvrier oppose une fois de plus le thème de "... la classe ouvrière hongroise qui, aussi bien en exigeant l'abolition des normes qu'en s'érigeant au travers de ses comités en véritable direction des usines, a montré quelles étaient les aspirations profondes des travailleurs."<sup>1810</sup>. En second et de manière plus spécifique, il conteste vivement que chez les ouvriers spécialisés auxquels Alain Touraine a consacré des travaux "L'écroulement de l'autonomie ouvrière entraîne cette simplification, cette unification de la conscience ouvrière qui lui était nécessaire pour devenir conscience de classe... /nécessaire aussi/ à la constitution d'un mouvement ouvrier positivement révolutionnaire." "L'action ouvrière ne peut plus seulement défendre l'autonomie des producteurs : le syndicat réclame... le contrôle de la gestion." et même de "... contrôler l'ensemble de l'organisation sociale et de participer à tous les aspects matériels et non matériels de la culture". "L'action ouvrière ne repose plus sur la conscience du travailleur autonome, sur l'expérience du travail, mais sur les conditions économiques et sociales qu'une société fait à ses ouvriers. L'éventail s'ouvre du réformisme à l'esprit révolutionnaire."<sup>1811</sup> Ce sociologue ajoute à une analyse d'un déterminisme technologique assez marqué des degrés de plus ou moins fortes ou faibles aliénation ou, à l'opposé, participation politiques pour appréhender le devenir du "mouvement ouvrier". Pour Daniel Mothé, au contraire, l'ouvrier spécialisé est un "superprolétaire". Il "... est dépossédé de tout, même de son autonomie professionnelle... Dans ce sens le poids de son aliénation est infiniment plus grand... Il



n'a pas en face de lui seulement un patron qui le vole, il a toute une société qui l'opprime. Ses chefs sont... des gens qui n'ont qu'une seule fonction : la coercition." <sup>1812</sup>

Le même article d'Alain Touraine est critiqué beaucoup plus longuement dans *Socialisme ou barbarie* par Jean Delvaux, Cornélius Castoriadis<sup>1813</sup>. C'est d'ailleurs une part assez importante de ce numéro de *Socialisme ou barbarie* qui est consacrée à ces sujets. L'article de Cornélius Castoriadis est précédé d'un texte non signé "La rationalisation se fait sur le dos des ouvriers"<sup>1814</sup> qui sans entrer dans la polémique avec les sociologues/"contributeurs" d'*Arguments* se place sur des sujets voisins dans une perspective directement protestataire et militante, ainsi que de celui de *Canjuers*, Daniel Blanchard, "Sociologie-fiction pour gauche fiction"<sup>1815</sup> qui vise plus particulièrement la contribution de Serge Mallet dans *Arguments* - dont ce dernier deviendra membre du comité de rédaction dès le numéro suivant - : "Une classe ouvrière en devenir"<sup>1816</sup>.

Ce sont d'ailleurs Alain Touraine et Serge Mallet, tous deux liés aux gauches socialistes indépendantes, bien que différemment : Serge Mallet appartient à l'UGS et rejoindra bientôt le PSU, Alain Touraine aussi, mais a surtout été marqué par le mendésisme, qui sont pris pour cibles et non pas Michel Crozier ou Michel Collinet, qui joue un rôle d'organisateur au CCF, tous deux beaucoup plus clairement critiques du communisme hétérodoxe comme orthodoxe. Ces articles sont par ailleurs tout à fait contemporains de la sortie des membres et sympathisants de "Socialisme ou barbarie" de l'UGS : lettre de La Flèche signée de février 1959 ; la seconde signée par des démissionnaires de la Fédération UGS de la Sarthe, stigmatisait outre les alliances politiques les orientations "... et nous les verrons demain emboîter le pas à Nenni et Bevan, et nous les verrons demain siéger demain au... futur parti travailliste français."<sup>1817</sup> ; la troisième, celle des démissionnaires de Paris-Ville et Seine-Est (Drancy) attaquait : "Les proclamations sur le caractère ouvrier du PUGS ne peuvent effacer la prépondérance au sein du parti d'éléments à orientation petite-bourgeoise... qui constituent la clientèle de "France Observateur" et qui sont aujourd'hui attirés par les théories pseudo-scientifiques de /Serge/

Mallet, /Alain/ Touraine et consorts (que l'on retrouve sous une forme à peine atténuée dans les textes de Filiâtre) sur la prétendue disparition de la classe ouvrière et la "transformation" de la lutte des classes." <sup>1818</sup>

L'opposition prend des formes dures, si ce n'est violentes, parce que tous jugent le problème essentiel. Les sociologues sont interrogés sur l'état du monde ouvrier, auquel ils ajoutent tout en les séparant, des appréciations sur son devenir politique, dans un contexte caractérisé par la déception face à la faible mobilisation ouvrière et dans une perspective de rapprochement ultérieur entre les différents courants et forces de gauche. La gauche socialiste indépendante, à laquelle plusieurs d'entre eux sont étroitement liés, souhaite qu'y tiennent une place non seulement la "classe ouvrière", mais aussi le parti communiste, dans le champ politique et, dans le champ syndical, la CGT. Quant à l'extrême gauche, c'est dans cette future convergence qu'elle doit trouver, elle aussi, un rôle éventuel. Déçus également par la faiblesse de la mobilisation ouvrière, les membres de "Socialisme ou barbarie" se situent tous encore dans une autre culture politique, où du monde ouvrier et employé qui lui ressemble doit venir un souffle révolutionnaire capable de changer le monde.

Pour *Jean Delvaux*, Cornélius Castoriadis, Alain Touraine confond marxisme et stalinisme : "L'exploitation des travailleurs c'est la paupérisation... leur misère en tant que consommateurs." <sup>1819</sup> À cette époque, sans contester l'augmentation des salaires, notamment ouvriers, notre auteur, de même que *Canjuers*, insiste beaucoup sur la persistance d'une pauvreté ouvrière relative, au demeurant également analysée comme telle notamment par Guy Mollet, dûment représentatif de la SFIO : "C'est une chose de dire qu'il n'y a pas de paupérisation... C'est une autre... de dire ou de laisser entendre que... le problème de la consommation a été résolu..." "... les quatre cinquièmes et plus des salariés ouvriers et autres sont perpétuellement *dans la gêne* du point de vue matériel..." <sup>1820</sup>. Si un tel type d'énoncé continuera à être défendu par les opposants de Cornélius Castoriadis au sein de "Socialisme ou barbarie", c'est quant à lui la dernière fois qu'il privilégiera ce type

d'argument. Comme Daniel Mothé, il reproche à Alain Touraine de confondre niveau de revenus et exploitation : "... ce n'est pas supprimer le problème de l'exploitation que constater que les salaires ont augmenté"<sup>1821</sup>, sujet que lui-même ne développe guère, puisqu'il se contente de comparer salaires et valeurs des produits, sans même aborder le coût des investissements.

À la sécurité de l'emploi et des avantages acquis dans l'entreprise, auxquels tant Alain Touraine que Serge Mallet dans sa propre contribution accordent une grande place, y voyant l'un et l'autre la source d'une "action réformiste"<sup>1822</sup>, mais, de plus, pour le second, l'origine d'une "atomisation des syndicats, qui... s'apparentent de plus en plus aux "syndicats de boîte"<sup>1823</sup>, seule l'unité syndicale prônée par ce dernier permettant de contrebalancer une telle évolution, Cornélius Castoriadis oppose la persistance de l'exploitation et de l'aliénation. *Canjuers*, Daniel Blanchard, qui répond plus directement sur ces points et dans un langage beaucoup plus cru, n'y voit qu'une "série de moyens de chantage entre les mains du patron, utilisables en période d'expansion..."<sup>1824</sup>, après avoir vivement regretté que de tels raisonnements soient développés au moment où la rationalisation entraîne nombre de licenciements. En outre, pour *Canjuers* si "... les syndicats s'intègrent à l'entreprise, cela signifie qu'ils s'intègrent à l'appareil d'exploitation" et c'est le seul "... aveuglement /qui/ permet à /Serge/ Mallet d'expliquer la "parcellisation" des luttes ouvrières récentes par cette politique d'intégration...", alors que lui n'y voit que "... les efforts frénétiques des syndicats pendant cette période pour endiguer les mouvements, les diviser, paralyser les quelques tentatives d'extension, venues de militants isolés, sous le poids énorme de tout leur appareil."<sup>1825</sup>

Pour Alain Touraine, si la bureaucratisation a pour conséquence de dissoudre ou au moins d'éloigner l'affrontement ouvriers/patronat, elle rapproche par contre les ouvriers des employés, partie de la "classe moyenne salariée", dont l'alliance avec la classe ouvrière devrait servir de fondement social à l'unification de la gauche<sup>1826</sup>, alors que pour Cornélius Castoriadis, elle signifie, d'une part, *l'industrialisation des bureaux* \* (\* souligné dans le texte)<sup>1827</sup>, qui a pour lui la portée de

la prolétarianisation des employés et, de l'autre, une relation antagonique entre les ouvriers et ceux qui les dirigent : "Ils ne perçoivent pas non plus l'organisme bureaucratique auquel ils font face immédiatement, incarné dans les cadres subalternes et supérieurs..., comme un simple "organisme de transmission et d'exécution " qui serait neutre ; ils identifient ces cadres avec leur exploitation, parce que ces cadres ont commencé par s'identifier eux-mêmes à l'exploitation..."<sup>1828</sup>.

Quant à *Canjuers*, il répond plus spécifiquement à Serge Mallet dont la contribution représente, selon lui, la version "... la plus nette et la plus vigoureuse... et... la plus gauchiste." de ce qu'il qualifie de "... réformisme... capitulation de la très sénile gauche française..."<sup>1829</sup> : certes plus "gauchiste" que les autres contributeurs, Serge Mallet critiquait en effet "... ce néo-réformisme qui, sous prétexte de transformations intervenues dans l'aspect concret de la condition ouvrière, en arrive à nier l'existence même d'une classe ouvrière... et à la dissoudre au sein d'une communauté "salariale" en oubliant sa caractéristique essentielle : créatrice de valeur."<sup>1830</sup> et ajoutait même "... à l'usine les rapports sociaux fondamentaux n'ont pas changé.\* L'ouvrier producteur n'est pas le maître de son produit." (\* souligné dans le texte)<sup>1831</sup>. *Canjuers* reprend comme Cornélius Castoriadis l'analyse sociale-barbare de la contrainte duale à la participation/exclusion qui s'inscrirait dans le processus de travail "... l'ouvrier... /est/ écrasé, nié en tant qu'homme exerçant une activité humaine par toutes les valeurs de la société..."<sup>1832</sup>. L'énoncé suivant paraît quelque peu injuste appliqué à Serge Mallet, il est par contre significatif d'un raisonnement qui sera bientôt longuement développé dans "Socialisme ou barbarie", en particulier sous la plume de Cornélius Castoriadis : "Tenter de ravalier l'ouvrier au niveau d'un "être économique" à la fois consommateur de biens et vendeur de la force de travail a toujours défini l'attitude... du bourgeois vis-à-vis de l'homme qu'il exploite"<sup>1833</sup>, avec une vigueur telle qu'elle peut faire penser à ce que sera bientôt la critique situationniste de la "marchandise".

- *Vives discussions autour du "mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne"*

Les versions successives du long article de Cornélius Castoriadis “Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne”, toutes très controversées au sein du groupe où elles sont diffusées sous forme de bulletins intérieurs “Le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne” dans le numéro 12 d’octobre 1959, puis “La perspective révolutionnaire dans le capitalisme moderne” dans le numéro 17 de mai 1960<sup>1834</sup>, peut constituer une sorte de réponse à ce débat commencé entre des contributeurs d’*Arguments*, essentiellement des sociologues, proches des gauches socialistes indépendantes et des rédacteurs de “Socialisme ou barbarie”. C’est que le théoricien de “Socialisme ou barbarie” s’engage dans un conflit avec ce qu’il considère comme de nouveaux réformismes, comme tels particulièrement honnis. Cherchant à dégager ce qui est essentiel dans l’antagonisme social, il se concentre, d’une part, sur “l’aliénation” qui atteint selon lui une “classe dominée” dans tous les aspects de sa vie et, de l’autre, sur ce qu’il considère comme la racine du processus qui trouve son fondement dans l’organisation de la production, tout à la fois créatrice d’aliénation et d’autonomie, condition de la formation de sujets collectifs historiques. Ce faisant, tout en ouvrant largement le champ de ses références, il s’appuie très largement sur les textes de jeunesse de Karl Marx pour critiquer le marxisme économiste.

Face à des projets réformistes, mais également au succès limité de l’expérience *Pouvoir ouvrier* qui certes croît, mais sans générer de véritable implantation ouvrière ni même salariée, il s’agit de “sauver” les ferments, même potentiels, de radicalité.

Si la sous-estimation des effets d’une conjoncture politique sera patente dans “Crise du gaullisme et crise de la gauche” de 1962, sans parler de l’appréciation de l’état du gaullisme lui-même, c’est par contre la surestimation de certains des traits inhérents à une conjoncture économique, dont les caractéristiques ont, par ailleurs, été vues tard par nos auteurs, qui est frappante dans “Le mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne”. *Paul Cardan*, Cornélius Castoriadis, bien placé grâce à son activité à l’OCDE pour connaître tant la

conjoncture que les mesures de régulation prises, en surévalue quelque peu le succès et plus encore la durabilité ; il mentionne en effet, en premier lieu, “Des traits nouveaux et durables\* du capitalisme /qui/ doivent d’abord être constatés et décrits.” (\* souligné par nous)<sup>1835</sup>, avant d’énumérer, en second, le contrôle partiel des cycles économiques, le plein emploi, l’augmentation des revenus et du niveau de consommation : “Les classes dominantes sont parvenues à contrôler le niveau de l’activité économique et à empêcher les crises majeures. L’importance numérique du chômage a énormément diminué. Le salaire ouvrier réel augmente beaucoup plus régulièrement..., entraînant une augmentation de la consommation de masse par ailleurs indispensable au fonctionnement de l’économie et désormais irréversible\*.” (\* souligné par nous)<sup>1836</sup>.

“La quasi-disparition du chômage a contribué à relever le niveau ouvrier moyen en longue période.”<sup>1837</sup>.

“La situation de 1933, qui correspondrait aujourd’hui aux États-Unis à un chômage de 30 millions, est absolument inconcevable, ou bien conduirait à l’explosion du système dans les vingt-quatre heures ; ni les ouvriers ni les capitalistes ne la toléreraient plus longtemps.”<sup>1838</sup>

Déjà dans le *Bulletin intérieur* n° 13 d’octobre 1959, sous le pseudonyme interne de *Barjot*, il écrivait : “La situation des années 58-59 est caractérisée par le succès de l’entreprise de stabilisation du capitalisme français.

(...) L’évolution du capitalisme en Angleterre et aux USA se caractérise par :

- 1° Le contrôle par la direction capitaliste du niveau et de l’activité économiques, la diminution des fluctuations, le plein emploi.
- 2° Des concessions sur le plan des salaires sous la pression de la classe ouvrière, élévation du niveau de consommation, augmentation de la durée des loisirs.” Ce qui ne constitue en fait qu’un résumé d’une analyse plus générale développée dans le numéro précédent du bulletin intérieur, également d’octobre 1959.<sup>1839</sup>

Dans le texte définitif, en outre, l’auteur poursuit en cherchant à élaborer sa propre version de la “société de consommation”, thématique d’époque

s'il en fut, tout en se fondant sur deux auteurs phares des sciences sociales critiques américaines, Vance Packard et Charles Wright Mills, type de références déjà présentes dans "Sur le contenu du socialisme"<sup>1840</sup>, même si elles restent relativement nouvelles dans *Socialisme ou barbarie* : "L'élévation des taux de salaire et la quasi-disparition du chômage ont conduit à une progression régulière du niveau de vie ouvrier, mesuré en termes de marchandises consommées."<sup>1841</sup>

Au demeurant, on a vu qu'à partir de 1956-1957, de nouveaux arrivants renforcent autour de Cornélius Castoriadis un pôle de réflexion sur les sciences sociales américaines, surtout critiques : "... cette littérature, on ne la trouvait pas alors. Mumford, il fallait aller trouver les vieilles éditions à la bibliothèque américaine... la critique des institutions, de la consommation et de la volonté de participation. J'étais très nourri par la littérature américaine, la sociologie industrielle américaine. Tout ceci a été vécu en Angleterre. J'avais lu l'analyse de la société américaine faite par les sociologues américains,... Galbraith."<sup>1842</sup>

Par contre, c'est dès 1953 dans "Sur la dynamique du capitalisme" que Cornélius Castoriadis, à l'époque sous le pseudonyme de *Pierre Chaulieu*, avait, au travers d'une critique de la thèse de la "baisse tendancielle du taux de profit" - thèse que le groupe avait auparavant défendue comme fondement de son approche de l'évolution du capitalisme - déjà constaté que "... le salaire réel /ouvrier/... dans la plupart des cas... a augmenté à travers le développement du capitalisme."<sup>1843</sup>, sans pourtant encore mettre en cause l'imminence d'un conflit mondial inter-impérialiste.

Notre auteur poursuit dans sa nouvelle synthèse qu'une telle évolution "... résulte d'un processus que rien ne pourra plus arrêter... inscrit désormais dans l'anatomie, dans l'ossature physique du capital. (...) Le processus est soutenu par une énorme activité de commercialisation dirigée vers la création de besoins et la manipulation psychologique des consommateurs (...) L'élévation du niveau de vie va de pair avec un accroissement quoique beaucoup plus limité et irrégulier des loisirs. Les deux s'accompagnent aussi bien d'un changement du type de consommation que jusqu'à un certain point, d'un changement du mode de vie en général."<sup>1844</sup>

Sur les besoins et leur satisfaction, *Paul Cardan* cite Vance Packard qui, dans *The Status Seekers, Les maniaques du standing*<sup>1845</sup>, esquisse une thèse du maintien et de la reproduction de la distinction entre groupes sociaux par le mode de consommation, la persistance de l'inégalité reposant sur une course à la consommation dans laquelle les groupes sociaux les plus élevés fonctionneraient comme une force d'entraînement : "... au fur et à mesure que le marché " de masse " s'annexe des biens réservés autrefois aux classes supérieures, celles-ci émigrent vers d'autres types de consommation." <sup>1846</sup>

S'engageant à la suite d'Henri Lefebvre (qui accentue lui-même son évolution à partir de sa "suspension" du Parti communiste en 1958) dans une démarche qui a beaucoup influencé les situationnistes, Cornélius Castoriadis commence à privilégier les oeuvres de jeunesse dans l'oeuvre de Karl Marx et à y voir une perspective distincte de celle développée dans les oeuvres de maturité. On sait, au demeurant, que Claude Lefort faisait déjà une grande place à ces oeuvres de jeunesse, dès les premiers articles qu'il avait donnés aux *Temps modernes*, en particulier "L'analyse marxiste et le fascisme". <sup>1847</sup>

Cornélius Castoriadis, quant à lui, approfondit ainsi une analyse de fond de la critique de l'économie politique de Karl Marx qu'il avait déjà ébauchée en 1953 dans "Sur la dynamique du capitalisme", où il écrivait notamment "... l'intensité de la lutte des classes... transcende largement l'économie proprement dite." et un peu plus loin : "... les divers quantités ou rapports quantitatifs qui caractérisent l'économie sont déterminés par deux variables relativement indépendantes - le progrès technique et la lutte des classes - dont le développement doit être observé dans la réalité historique et ne peut pas être déduit a priori des conditions du système. (...) Le problème de donner une formulation théorique générale à des relations mixtes de ce genre - dont l'aspect quantitatif n'épuise pas les moments essentiels - c'est-à-dire en fin de compte le problème de la connaissance de l'histoire, attend toujours sa solution." <sup>1848</sup> et sur laquelle il fondait la critique du caractère inéluctable, scientifiquement fondé sur des lois économiques de l'écroulement du capitalisme et de la victoire corrélative du socialisme dans "Prolétariat et organisation" : "Cette théorie essaie ainsi de reproduire à



propos de la société le modèle des sciences de la nature - ce qui revient à dire qu'elle emprunte à la pensée bourgeoise de son époque /expression malencontreuse, si l'on pense au précédent soviétique de l'opposition entre science bourgeoise et science prolétarienne, même si le contenu est tout autre/ ses structures logiques..." et en note : "La théorie économique au sens strict exposée dans " Le Capital " est basée sur le postulat que le capitalisme parvient à transformer effectivement et intégralement l'ouvrier... en marchandise..."<sup>1849</sup>, mais son appréciation globale se fait plus franchement négative : "... les réponses qu'il /Karl Marx/ a fournies sont erronées sur le plan théorique, et en contradiction profonde avec ce qui est à nos yeux, l'esprit de sa propre conception révolutionnaire. (...) Pour /Karl/ Marx, ce taux /d'exploitation/ dépend exclusivement de facteurs économiques objectifs qui font qu'il ne peut aller qu'en augmentant..." "Il faut dire tout de suite que cette conception équivaut à traiter dans la théorie les ouvriers comme le capitalisme voudrait mais ne peut pas les traiter dans la pratique de la production - à savoir comme des *objets* purs et simples. Elle équivaut à dire que la force de travail est intégralement marchandise..."<sup>1850</sup>.

"Quelle est, dans cette conception, la conscience de l'ouvrier ? C'est une conscience de la misère et rien de plus. L'ouvrier a des revendications économiques suscitées par le système, et il apprend d'expérience que le système interdit leur satisfaction. Cela peut le mener à la révolte (...) Le prolétariat peut à la rigueur détruire cette société. Par quoi la remplacerait-il ? Aucun contenu positif nouveau pouvant fonder une reconstruction de la société ne pourrait surgir d'une telle conscience de la misère (...). Brièvement parlant, la révolution prolétarienne devient dans ces conditions un simple réflexe de révolte contre la faim, dont il est impossible de voir comment jamais le socialisme pourrait être le résultat."<sup>1851</sup>

"Pour le marxisme traditionnel (...) les capitalistes n'agissent pas - ils sont " agis " par les mobiles économiques... au même terme que la gravitation régit le mouvement des corps... ; ils n'ont en fait aucune prise sur la réalité qui évolue indépendamment d'eux, d'après "les lois du mouvement du capitalisme "... " ; "L'on ne voit guère non plus ce que le *prolétariat* peut apprendre au cours de cette histoire, hormis qu'il faut combattre le capitalisme à la mort."<sup>1852</sup>

Pour pallier une telle réification dont résulterait la tentative de dégager des lois économiques, Cornélius Castoriadis, pour lequel les classes existent, en tout cas dans ce texte : "Dans toute société divisée en classes, ces classes s'opposent car leurs intérêts sont en conflit."<sup>1853</sup>, va poser plus que jamais ces dernières comme des

sujets collectifs anthropomorphes, sans que soit guère conférée une place spécifique aux cultures et représentations des acteurs à ce niveau du raisonnement du moins.

“Nous disons, quant à nous, que l'évolution du capitalisme est une histoire au sens fort du terme, à savoir un processus d'actions d'hommes et de classes qui modifient constamment et consciemment les conditions mêmes dans lesquelles il se déroule et au cours duquel surgit du *nouveau*.”<sup>1854</sup>

Comme le souligne fort justement Tony Judt “Cet intérêt pour le jeune Marx en raison de ce qu'il avait à offrir au prolétariat, et non plus de ce qu'il pouvait faire pour les philosophes, distingue l'humanisme marxiste de 1963 /sic/ du Marx hégélien qui avait tant fasciné la génération précédente. Et ce changement s'accompagna d'un éloignement du puissant courant positiviste qui marquait la pensée française et qui avait inspiré l'apologétique de Sartre et de Merleau-Ponty... /Dorénavant/ Marx n'exigeait pas d'accepter la primauté d'une dialectique de la vie matérielle ; les négociations matérielles auraient lieu entre sujets conscients.” D'où la primauté accordée à l'histoire de la lutte entre les classes, sujets collectifs.<sup>1855</sup>

La démarche beaucoup plus politique reste effectivement intellectuellement assez éloignée du lien entre (re) découverte de Georg Wilhelm Friedrich Hegel, notamment en raison du long article de Lucien Herr<sup>1856</sup>, et lecture philosophique de Karl Marx. L'une et l'autre avaient débuté dans les années trente. D'une part, l'interprétation existentielle de la pensée de Georg Friedrich Hegel s'est opérée grâce à Jean Wahl<sup>1857</sup> et aux cours d'Alexandre Kojève et Alexandre Koyré<sup>1858</sup>, le second, d'origine russe comme le premier, avait “Dans les années 1925-1930, à Berlin où ils se rencontrèrent”, orienté celui-là “... vers l'étude de Hegel, avant de l'introduire quelques années plus tard, à Paris, à l'École des Hautes Études”<sup>1859</sup>, alors que les travaux du philosophe allemand restaient inaccessibles en français. De l'autre, les travaux de Gaston Fessard, grand lecteur et commentateur de Georg Friedrich Hegel<sup>1860</sup>, d'Henri Lefebvre, déjà communiste, dont François Châtelet tient à rappeler “... qu'il fut, avec Norbert Guterman, l'introducteur de Marx théoricien en France...”<sup>1861</sup>, d'abord réalisés avec Norbert Guterman marquent également l'entre-deux-guerres et l'après Seconde Guerre mondiale<sup>1862</sup>. Comme le note Tony Judt : “/Henri/ Lefebvre lui-même a évoqué la

forte impression que lui fit la lecture des oeuvres du jeune /Karl/ Marx, tandis que /Maurice/ Merleau-Ponty, avant la guerre, comme le jeune Emmanuel Le Roy Ladurie, dans les années 40, se laissèrent tous deux fasciner par les implications des rapports maître-esclave.”<sup>1863</sup> Au demeurant, Raymond Aron le rappelle, le père Gaston Fessard avait été l’un des premiers à commenter *Les Manuscrits de 1844*<sup>1864</sup>, d’après les extraits parus dans *La revue marxiste*, ainsi que Raymond Aron lui-même.<sup>1865</sup>

La traduction de *La phénoménologie de l’esprit* par Jean Hyppolite qui ne date que de 1944<sup>1866</sup> donne un nouveau départ à la connaissance de la philosophie de Georg Friedrich Hegel, mais aussi aux rapprochements établis entre la pensée de Karl Marx et celle du philosophe, à commencer par les nombreux travaux de Jean Hyppolite lui-même : *Genèse et structure de la phénoménologie de l’Esprit*, de 1946 ; *Introduction à la philosophie de l’Histoire de Hegel*, de 1948 ; *Logique et Existence, Essai sur la logique de Hegel*, de 1953, *Études sur Marx et Hegel*, de 1955.<sup>1867</sup> Par ailleurs, dans *Les philosophies de l’existence*, ce sont ces dernières que Jean Wahl met en perspective par rapport à Georg Friedrich Hegel<sup>1868</sup>, outre les nombreux écrits contemporains déjà mentionnés sur l’œuvre de Jean-Paul Sartre et l’existentialisme.

Au demeurant de très nombreux textes contemporains des *Aventures de la dialectique* de Maurice Merleau-Ponty déjà mentionnées sont publiés sur le marxisme au milieu des années cinquante.<sup>1869</sup>

Tony Judt dégage tout un courant intellectuel et engagé caractéristique des années 1960 et qu’il qualifie d’”humaniste marxiste”, nettement polymorphe, et au sein duquel il réserve d’ailleurs une grande place à Cornélius Castoriadis, dont ce premier grand texte pour la période cherche encore principalement à dénouer les conflits internes à “Socialisme ou barbarie” /”Pouvoir ouvrier”, tout en prenant acte d’un contexte intellectuel, alors qu’avec le second dont les différences sont loin d’être négligeables les contacts seront déjà noués avec des intellectuels.

Pour Tony Judt, d'une manière quelque peu paradoxale, l'"humanisme marxiste" est né le jour où /Jean-Paul/ Sartre en septembre 1957, affirma que l'existentialisme n'était jamais qu'une idéologie s'inscrivant à *l'intérieur* du marxisme (et le parasitant). Ce retournement de statut... plaçait l'homme, sujet de l'expérience, à l'épicentre de la philosophie, à la source du sens. Non que l'hypostase du prolétariat eût cessé de compter : le fait est simplement que son effort pour nier sa propre existence se trouva réduit à un chapitre dans le cadre d'une explication plus nietzschéenne de *toute* expérience humaine conçue comme une lutte pour "se dépasser."<sup>1870</sup>

Louis Soubise quant à lui décrit "... le marxisme" d'Henri Lefebvre... avec Norbert Guterman, introducteur de Marx théoricien en France..., /auquel il faudrait ajouter ceux d'Auguste Cornu, de Pierre Vilar et de quelques autres/ celui de Kostas Axelos... naguère familier de /Martin/ Heidegger, celui de Pierre Fougeyrollas, qui eut dans le PCF, des responsabilités importantes dans le domaine intellectuel, celui de François Châtelet...". Dans sa préface, François Châtelet ajoute : " Il me vient à l'esprit qu'il aurait aussi pu parler de tel autre, de la revue *Socialisme ou Barbarie* /deux majuscules dans le texte/, qui était bien aussi marxiste que ces quatre-là (et peut-être même un peu plus).<sup>1871</sup> Le livre et sa préface sont publiés en 1967, ce salut à "Socialisme ou barbarie" qui vient alors de s'auto-dissoudre est notable, d'une part, parce qu'il vient comme on l'a souligné d'un "courant" d'intellectuels ex-communistes, de l'autre, parce qu'il s'adresse surtout aux derniers textes théoriques fondamentalement différents de l'essentiel du corpus de la revue, ce qui est sans doute à l'origine de quelques "lectures" "étonnantes" et surtout déviées de "Socialisme ou barbarie".

Pour Louis Soubise, "... un courant de réflexion /l'humanisme marxiste tel que cet auteur l'analyse/ attirait particulièrement l'intérêt. D'inspiration marxiste, il formait cependant une dissidence par rapport à l'orthodoxie stalinienne ou partisane. Il se voulait fidèle à Marx et non à un dogmatisme. Il témoignait d'un marxisme vivant, c'est-à-dire au développement contradictoire..." S'efforçant d'opérer une synthèse des problèmes abordés dans ce "courant", il précise à propos des classes sociales : "... si la société industrielle ou politique n'est plus celle du XIX<sup>e</sup> siècle, les groupes humains sont quand même aliénés, en situation d'antagonisme ou de lutte pour leur

affranchissement (...). On revenait... par-delà Marx à une dialectique maître-esclave de type plus hégélien, et pourtant... fidèle à Marx, puisqu'il s'agissait de libérer effectivement l'homme, et non seulement de décrire le devenir de l'Esprit." Mais il s'agissait également d'identifier "... les groupes effectivement en lutte.", sachant que "La révolution universelle n'avait pas eu lieu." Ces groupes "... étaient de nouveau autres que la bourgeoisie et le prolétariat.", ce qui infirmait la conception "orthodoxe" de la lutte des classes. S'agissant de la société sans classes, l'auteur indique "... Si tout ce qui précède était remis en cause, ce dernier point, par le fait même, l'était également."<sup>1872</sup>

Malgré la permanence de deux classes en lutte, prolétariat/classe dominante, dans ce premier grand texte théorique de réorientation, ce qui marque une nette différence avec la présentation donnée par Louis Soubise, la parenté du questionnement est néanmoins patente, et le sera encore beaucoup plus ultérieurement, lorsque l'aliénation sera considérée comme un phénomène universel, avec pourtant une constante, la persistance de la radicalité.

Chez Cornélius Castoriadis alors, plutôt que des sujets conscients mentionnés par Tony Judt, ce défaut de conscience n'étant pas sans constituer un problème pour notre auteur au moins à certains niveaux, il s'agit de classes, et plus précisément de deux classes en lutte, ou en "expérience" de lutte, et leur antagonisme ne s'accompagne guère de coopération ni même de négociation : "C'est l'histoire de la constitution... de deux classes d'hommes en lutte... ; c'est l'histoire de cette lutte, au cours de laquelle chacun des adversaires est amené à créer des armes, des moyens, des formes d'organisation, des idées, à inventer des réponses à la situation et des fins provisoires... dont les conséquences voulues ou non, modifient à chaque étape le cadre de la lutte."

"chaque action d'un des adversaires entraîne immédiatement ou à terme une parade de l'autre qui à son tour suscite une riposte et ainsi de suite."

"... chacune des classes ennemies est modifiée par l'action de l'autre."<sup>1873</sup>

Notre auteur tient à préciser que “La lutte du prolétariat contre le capitalisme se situe dès lors sur tous les plans qui affectent son existence ; mais elle apparaît de façon aveuglante sur les plans de la *production*, de *l'économie* et de *la politique*.”<sup>1874</sup>

Malgré cet élargissement/dépassement, il n'est pas possible de suivre la suite du raisonnement de Tony Judt ci-dessus mentionné : “Restait cependant le problème résultant de l'accent mis sur le *productivisme* du marxisme. Tant que celui-ci restait aussi fort, il ne pouvait être question d'abandonner l'exigence engelsienne d'une cause en dernière instance (matérielle). Certains, (tel Castoriadis) avaient déjà pris conscience de cela et commencé à traiter l'accent mis sur le *travail* comme le trait le plus bourgeois dont /Karl/ Marx avait hérité de la pensée de son temps.”<sup>1875</sup>

En effet, les conflits dans l'entreprise occupent toujours pour Cornélius Castoriadis une place essentielle qui tient certes à l'héritage marxiste, mais plus précisément à la définition donnée de l'organisation capitaliste du travail dans *Socialisme ou barbarie*, elle-même effet de la lutte de classes, qui imprègne profondément aussi les rapports économiques comme l'évolution technologique.

“L'organisation capitaliste de la société est contradictoire au sens où un individu névrosé l'est (...). Pour se situer au niveau fondamental de la production : le système capitaliste ne peut vivre qu'en essayant de réduire constamment les salariés \* (\* souligné par nous, et non pas les seuls ouvriers) en purs exécutants - et il ne peut fonctionner que dans la mesure où cette réduction ne se réalise pas.”

“La contradiction du capitalisme c'est qu'il y a commandement complètement extérieur de l'activité productive... et en même temps commandement obligé de pénétrer *constamment à l'intérieur* de cette activité, de lui dicter ses méthodes, jusqu'à ses gestes élémentaires.”<sup>1876</sup>

Une telle problématique désigne un niveau d'analyse entre acteurs concrets dans l'entreprise très présent dès les premiers numéros de la revue ; ce type d'analyse s'affirme, on l'a déjà noté, avec les récits de la vie au travail, rédigés par des acteurs/participants : ““L'organisation capitaliste de la production ” / tend constamment à réduire la quasi-totalité des travailleurs \* (\* souligné par la commentatrice, après les salariés

ci-dessus) en exécutants purs et simples, mais s'effondrerait aussitôt si cette réduction se réalisait intégralement..."<sup>1877</sup>.

C'est plus précisément ce schème qui était le plus constant dans "Socialisme ou barbarie", puisqu'il était déjà exposé pratiquement dans les mêmes termes dès les premiers numéros de la revue, en 1949, on l'a noté : "... la production moderne, dans ses plus infimes détails, exige une collaboration volontaire\* de l'ouvrier..."<sup>1878</sup>.

Elle se prolongeait d'ailleurs par une critique de la conception technologique du travail, elle-même posée comme une résultante de la division sociale. Une part importante de "Sur le contenu du socialisme" de *Pierre Chaulieu* était consacrée à cette question : "Le capitalisme ne peut pas compter sur la coopération volontaire des producteurs. (...) Il faut... que la machine impose son rythme de travail ; si cela n'est pas réalisable, il faut qu'elle puisse permettre de mesurer le travail effectué... /L'auteur précise même, en insistant : / "... mesurable, définissable, contrôlable..." "Il faut... aussi longtemps que l'on ne peut pas se débarrasser complètement du producteur, que celui-ci soit remplaçable à l'extrême - donc qu'il soit remplaçable à l'extrême - donc qu'il soit réduit à sa plus simple expression, celle de la force de travail non qualifiée. Il n'y a ni complot, ni plan conscient derrière tout cela. Il y a simplement un processus de "sélection naturelle" des inventions appliquées dans l'industrie qui fait que celles qui correspondent au besoin fondamental du capitalisme d'avoir affaire à un travail mesurable, contrôlable, remplaçable, sont préférées aux autres... Il n'y a pas de physique ou de chimie capitaliste : il n'y a pas même de technique, au sens général du terme, capitaliste : mais il y a bel et bien une technologie capitaliste : mais il y a bel et bien une technologie capitaliste, en entendant par ce terme, dans le spectre des techniques possibles d'une époque (déterminé par le développement de la science), la bande des procédés effectivement appliqués." Avec comme corollaire, le projet d'une transformation profonde de la technologie. qui non seulement perdurera dans la démarche de Cornélius Castoriadis mais se développera une fois l'économisme et les objectifs quantitatifs critiqués, même s'il s'agira de l'adapter à un tout autre état du travail ouvrier, on y reviendra. "La restitution des fonctions de direction aux travailleurs les amènera nécessairement à s'attaquer à ce qui est actuellement le noyau de l'aliénation, c'est-à-dire à la structure

technologique, de ses objets, de ses instruments et de ses modalités, qui font qu'obligatoirement le travail domine les producteurs au lieu d'être dominé par eux." <sup>1879</sup>

Quant à la coopération nécessaire, elle n'a de spécifique que l'organisation poussée du travail dans laquelle elle est requise et sa reconnaissance serait nécessairement niée en fonction des rapports de domination. C'est une sorte de réinterprétation de la dialectique du "maître et de l'esclave", que l'auteur va bientôt tirer dans sa logique ultime, le déchirement interne aux deux catégories d'agents aux prises et non plus aux seuls dominés, on y reviendra. On pourrait considérer qu'une telle marge d'initiative qui crée de l'incertitude ouvre des possibilités de négociation dans le processus de travail ; elle est essentiellement perçue dans *Socialisme ou barbarie* comme le terrain où se déploie la lutte des classes dans l'entreprise, ce que Cornélius Castoriadis résume maintenant dans ces termes : "La guérilla incessante sur les lieux de travail éduque les prolétaires.", à la suite de Daniel Mothé qui écrivait déjà dans *Arguments*, mais en insistant plus sur les mécanismes de domination, que "la vie en usine" était particulièrement "éducative" sur "la société capitaliste..." <sup>1880</sup>.

Ce niveau d'analyse, qui peut aussi recouper l'un de ceux concernant la sociologie des petits groupes et des organisations, est essentiel dans *Socialisme ou barbarie*, rappelons-le, parce qu'il est également une sorte de "preuve" de la capacité gestionnaire ou technique des ouvriers, y compris face au travail parcellaire, et donc de la gestation d'une perspective socialiste fondée sur la "gestion ouvrière". C'est pourquoi elle était posée comme l'un des fondements essentiels de la mobilisation ouvrière que Cornélius Castoriadis opposera bientôt aux formes "instituées".

En outre, nos auteurs y ont toujours vu une contradiction insurmontable, exprimée ainsi dans l'article publié en 1961-1962 : "Depuis un siècle, le taylorisme, la psychologie puis la sociologie industrielles, ont essayé de réaliser cette quadrature du



cercle : faire que les ouvriers exploités et aliénés travaillent comme s'ils ne l'étaient pas, que ceux à qui l'initiative est interdite en prennent d'extraordinaire, lorsque c'est "nécessaire", c'est à dire tout le temps, que ceux qu'on exclut constamment de tout participent à quelque chose. La solution de ce problème n'a pas avancé d'un millimètre depuis un siècle."

" (...) Ainsi, un mouvement se dessine actuellement contre la division toujours plus poussée des tâches, parce qu'on s'est aperçu qu'au delà d'un certain point cette division diminue le rendement global de l'entreprise... Il est impossible dans le contexte actuel d'élargir les tâches au point que le travail récupère un semblant de signification ; et la restitution de tâches plus intégrées aux ouvriers, en augmentant leur degré relatif d'autonomie dans le travail accroît leur moyen de lutte contre la direction, donc nourrit à nouveau le conflit fondamental."

" ... la solution choisie par le capitalisme n'est pas l'aménagement de ses rapports avec les ouvriers, mais leur suppression radicale par la suppression de l'ouvrier... l'automatisation de la production. Mais cette suppression ne peut jamais être totale : les ensembles automatisés ne peuvent fonctionner sans être entourés d'un réseau d'activités humaines..."<sup>1881</sup>.

Globalisé ici, ce schème donne lieu à une réécriture de l'histoire de l'organisation de la production entièrement articulée par la lutte des classes : "... l'introduction à une grande échelle des machines... est perçue justement par les ouvriers comme une attaque directe, à laquelle ils réagissent en brisant les machines. (...) ... dès le départ, la lutte prend dans les usines une forme invincible : la résistance à la production. Le capitalisme riposte par la généralisation du salaire aux pièces et au rendement. Ceux-ci deviennent à leur tour l'objet d'une âpre lutte. Le taylorisme est la réponse du capitalisme à cette lutte : les normes seront déterminées "scientifiquement" et "objectivement". La résistance des ouvriers rend manifeste que cette "objectivité scientifique" est une rigolade. La psychologie, puis la sociologie industrielles apparaissent alors qui doivent permettre d'"intégrer" les ouvriers à l'entreprise. (...) C'est dans les pays les plus avancés - États-Unis, Angleterre, pays scandinaves - où le prolétariat applique de plus en plus les méthodes "modernes", où les salaires ouvriers sont les plus élevés, que le conflit quotidien dans la production atteint des proportions fantastiques."<sup>1882</sup>

Cornélius Castoriadis s'efforce de tracer un parallélisme entre ce qu'il pose comme la contradiction essentielle dans l'entreprise : la nécessité de

l'initiative et des conditions propres à empêcher toute forme de coopération et le politique : la "... révolution ou pseudo-révolution "bourgeoise" démocratique (...) liquide les statuts sociaux antérieurs, prétend que le seul fondement de l'organisation sociale est la raison, proclame l'égalité des droits et la souveraineté du peuple." <sup>1883</sup>

La bureaucratisation de toutes les formes d'organisations qui tendrait à atteindre la totalité sociale, ce qui n'est pas nouveau dans "Socialisme ou barbarie", mais avait été posé initialement surtout comme un effet de la concentration, est toujours pour lui un phénomène inhérent au "capitalisme", mais est maintenant analysée comme un prolongement en quelque sorte de ses "contradictions" et un besoin pour les "capitalistes" : "Le capitalisme tend à bureaucratiser \* intégralement la société... Les capitalistes ne peuvent ni riposter à la lutte des travailleurs contre le système, ni résoudre les innombrables problèmes que leur pose constamment l'évolution du monde moderne, qu'en essayant de soumettre à leur pouvoir et à leur "organisation" des secteurs de plus en plus nombreux de la vie sociale, de pénétrer de plus en plus profondément le travail et la vie des hommes pour la diriger d'après leurs intérêts et leur optique."

"... le capitalisme s'organise et organise\* la société. Il vise à\* produire une situation où l'appareil de direction déciderait de tout, où rien ne viendrait interrompre le fonctionnement "normal" prévu par les bureaux et les gouvernements, où tout se déciderait suivant les plans prévus par les organisateurs, où la manipulation indéfinie des hommes les amènerait à se comporter docilement en machine à produire et à consommer." (\* souligné par la commentatrice). <sup>1884</sup>

On peut noter que "le capitalisme" assimilé aux "capitalistes" est posé comme un sujet collectif anthropomorphe qui tend vers un pouvoir unique, à l'opposé de tout schème d'analyse en terme de "société complexe". De plus, ce capitalisme toujours bureaucratique et en expansion tend à se soumettre de plus en plus de "secteurs", c'est-à-dire des activités et des hommes.

Le politique, comme les politiques, étant plus encore ignorés que dépourvus d'autonomie à ce niveau d'analyse, la résorption des crises par exemple

est le seul fait du capitalisme et de ses intérêts : “Il /le capitalisme/ est parvenu à contrôler suffisamment l’économie pour contrôler les dépressions ou le chômage massif, à manipuler les consommateurs de façon qu’ils absorbent une production constamment croissante...”<sup>1885</sup>.

Plus profondément encore la thèse de la convergence entre capitalisme à l’Est et à l’Ouest est maintenue sous la forme d’un commun totalitarisme qui a su évoluer, s’adapter tout en répondant à la lutte de classe à laquelle il était confronté selon notre auteur. Ce schème se trouve donc toujours articuler le raisonnement, même s’il a été assez profondément modifié en fonction de l’évolution de la conjoncture.

“C’est ainsi que la société moderne, qu’elle vive sous un régime “démocratique” ou “dictatorial” est en fait toujours *totalitaire*. (...) Que le totalitarisme ne prenne plus les formes extrêmes qu’il revêtait sous /Adolf / Hitler ou /Joseph/ Staline (...) ne change rien au fond du problème. La terreur n’est qu’un des moyens dont peut user un pouvoir pour briser les ressorts de toute opposition (...). La manipulation “pacifique” des masses, l’assimilation graduelle des oppositions organisées peuvent être plus efficaces.”<sup>1886</sup>

Cornélius Castoriadis va s’efforcer de distinguer deux types de conjonctures : celles où le système fonctionne malgré ses contradictions et celles de crises où il y déséquilibre et rupture.

Pour Cornélius Castoriadis, les crises proviennent essentiellement des incapacités de la “classe dominante” à donner une réponse : “Le bouleversement continu de la technique et des rapports économiques et sociaux, la mise en rapport de secteurs d’activité jusqu’alors éloignés, l’interdépendance croissante des peuples, des industries, des événements font que des problèmes nouveaux se présentent constamment, ou que des solutions appliquées auparavant ne valent plus. La classe dirigeante est alors objectivement mise en demeure d’organiser une réponse cohérente à ces problèmes. Or pour des raisons... qui tiennent à la fois à la structure de classe de la société et à sa propre aliénation comme classe exploiteuse, il n’y a aucune garantie qu’elle sera en

mesure de le faire ; elle en est incapable pour ainsi dire une fois sur deux. Chaque fois qu'il en est ainsi, une crise au sens précis du terme éclate." <sup>1887</sup>

"Par crises, nous n'entendons pas, ou pas seulement, les crises économiques, mais ces phases de la vie sociale où un événement quelconque (économique, politique, social, international) provoque un déséquilibre aigu dans le fonctionnement courant de la société et met les institutions et les mécanismes existants dans l'incapacité temporaire de rétablir l'équilibre." <sup>1888</sup>

Et de donner divers exemples, d'actualité surtout : "... une récession plus prolongée que d'habitude, ou... la guerre d'Algérie ; que les noirs ne supportent plus la discrimination raciale... que les charbonnages belges cessent d'être rentables... ; qu'en Allemagne de l'Est, en Pologne et en Hongrie, au moment où la tension maximale entre les classes se trouve déjà à son maximum... la bureaucratie ne sache rien faire de mieux que de mettre le feu au poudre par des actes de provocation..." <sup>1889</sup>.

"L'ensemble de ces contradictions est reporté et reproduit à l'intérieur de l'appareil bureaucratique lui-même ; l'extension de la bureaucratie fait qu'elle doit organiser son "travail" en s'appliquant ses propres méthodes, et donc en créant à l'intérieur de l'appareil bureaucratique une division entre dirigeants et exécutants qui fait resurgir au sein de cet appareil la contradiction qui caractérise les rapports de l'appareil avec la société... cette division s'aggrave du fait que l'appareil bureaucratique est profondément hiérarchisé, que le sort des individus dépend de leur promotion..." <sup>1890</sup>.

C'est notamment pourquoi le réformisme est jugé utopique : "... il est utopique parce qu'il est toujours et par définition bureaucratique." <sup>1891</sup>

Pour lui, s'inscrivant toujours dans la logique du schéma de la "bureaucratisation", si les organes de représentation et de négociation sont maintenant devenus des relais, et non plus les instances de cristallisation d'une nouvelle classe dominante bureaucratique émergente, ils le sont uniquement en ce qui concerne l'organisation capitaliste de la société : négociation et compromis n'existent toujours pas, mais plutôt des attaques et des réponses qui sont toujours des contre-attaques.

Ainsi, les syndicats n'ont qu'un rôle de rouage du "système", valable dans le premier type de situation : "Le rôle des syndicats est profondément modifié, aussi bien objectivement qu'aux yeux des capitalistes et des ouvriers. Leur fonction essentielle est devenue le maintien de la paix dans l'entreprise, à l'échange de concessions périodiques sur les salaires et d'un très relatif statu-quo sur les conditions de production. Les capitalistes les voient ainsi comme un mal nécessaire, qu'ils ont renoncé à combattre, même indirectement. Ils sont vus par les ouvriers comme des organismes "corporatifs", sortes d'amicales ou mutuelles assurant tant bien que mal la protection d'une partie de leurs intérêts professionnels et utiles à l'obtention des augmentations courantes de salaires. L'idée que les syndicats pourraient avoir un rapport quelconque avec une transformation du système social, (...) est aux yeux des ouvriers et d'après leurs actes une idée de martien." <sup>1892</sup>

Quant à "La vie politique...", selon notre auteur qui cite *The Power Elite* de Charles Wright Mills<sup>1893</sup>, elle "... est devenue une affaire de spécialistes... considérés (...) comme formant tous une même clique. La population s'en désintéresse..."

"En particulier, il n'y a plus d'organisation politique ouvrière (nous ne disons pas révolutionnaire). Ce qu'il y a sous ce nom, ce sont des organisations politiques formées aux neuf dixièmes par des bureaucrates, des intellectuels sincères ou arrivistes, et des syndicats professionnels /des " syndicalistes professionnels ", dans la première version/ pour lesquels vote (ou ne vote pas) la majorité de la classe ouvrière. Il n'existe actuellement dans aucun pays moderne importante aucune organisation dont les militants soient fournis dans une proportion importante par la classe ouvrière ou même qui soit simplement capable de mobiliser effectivement une proportion importante de la classe ouvrière..." <sup>1894</sup>.

C'est dire que pour Cornélius Castoriadis il s'agit plus d'une fausse démocratie que d'une démocratie imparfaite.

Déjà, dans un *Bulletin intérieur* d'octobre 1959, selon notre auteur toujours à propos des États-Unis et de l'Angleterre : "3° La vie politique s'estompe, les organisations ouvrières se bureaucratisent complètement, les gens se désintéressent de la vie politique : "reprivatisation"

5° (...) les organisations ouvrières sont bureaucratisées mais l'idéologie ouvrière est atteinte aussi profondément. L'idéologie ouvrière, à la suite des déformations staliniennes, apparaît comme dépassée..."<sup>1895</sup>.

Et dans la première version de ce texte en octobre 1959 également :  
 "... la grande nouveauté de la vie sous la V<sup>e</sup> République va être, à un degré incomparablement plus grand que jusqu'ici, le déclin jusqu'à la quasi-disparition, de la vie et de l'activité politiques. Le régime est organisé de façon que la "vie politique" se déroule entre quelques personnes derrière de multiples paravents... Il faut se pénétrer de cette idée, que la "politique" au sens traditionnel intéresse un nombre infime de personnes, que les mouvements "politiques" et les remous y... resteront confinés à une couche très étroite de gens politisés ou similaires. (...) La V<sup>e</sup> République, aussi longtemps qu'elle dure, fait des partis des institutions superfétatoires"<sup>1896</sup>.

Et, de manière tout à la fois plus générale et plus radicale : la "... société capitaliste moderne... réussit à détruire la socialisation des individus en tant que socialisation politique."<sup>1897</sup>

Vision qui n'est nullement corroborée par les recherches de la décennie suivante sur les cultures politiques, mais paraît anticiper certaines réflexions plus actuelles.<sup>1898</sup>

Pour fonder la perspective révolutionnaire du côté du sujet de celle-ci, après avoir considéré les circonstances favorables à son développement, il insiste surtout sur le décalage qu'il perçoit entre la "radicalité" des actions ouvrières dans les entreprises situées dans les pays développés et leur absence de prolongement politique.

"Aliénée et opprimée... comme jamais... la classe ouvrière lutte contre sa condition et conteste la domination de la direction capitaliste dans l'entreprise. Mais elle ne parvient plus à donner à cette lutte un prolongement à l'échelle de la société, parce qu'\* elle n'y rencontre plus aucune organisation, aucune idée, aucune perspective qui se distinguent de l'infamie capitaliste..." (\* souligné par moi).<sup>1899</sup>

Insistant beaucoup sur l'exemple des "grèves "inofficielles" /des ouvriers anglais/, /grèves/ qui n'ont pas reçu l'approbation de la direction syndicale ou sont faites *contre* son opposition formelle. Elles ne sont pas pour autant inorganisées... Un grand rôle dans leur organisation... est joué par les délégués d'atelier, les shop-stewards, qui... ne sont nullement... des instruments de la bureaucratie syndicale..." En outre, toutes les grèves, officielles comme "inofficielles" "... sont toujours décidées par des assemblées générales des ouvriers concernés, et ne sont jamais terminées à moins qu'une réunion générale des grévistes n'ait décidé ainsi par un vote." <sup>1900</sup>

"On ne peut pas considérer comme deux faits isolés... que ces mêmes ouvriers anglais, si intraitables devant le patron et si intraitables comme groupe social dans l'entreprise, ont comme seule activité politique de voter Labour lors des élections générales une fois tous les cinq ans." <sup>1901</sup>

Face à une telle situation, il convient toujours de soutenir des mobilisations, mais également d'avancer des revendications en rupture avec l'action syndicale.

Avant de généraliser, Cornélius Castoriadis se fonde toujours sur son analyse des revendications ouvrières britanniques : "On peut montrer statistiquement que les revendications économiques... sont à l'origine d'une proportion décroissante des grèves... /mais/ de plus en plus fréquemment... les conditions de production... et les conditions d'embauche et de licenciement.", sans compter nombre de grèves de solidarité <sup>1902</sup>, après avoir tiré dès 1959 les mêmes conclusions du double exemple britannique et américain : "La lutte des classes prend pour objectifs les conditions de travail et les droits des ouvriers dans l'entreprise plutôt que les salaires." <sup>1903</sup>

Ria Stone se révèle, quant à elle, beaucoup moins optimiste sur les grèves sauvages aux États-Unis au moins, alléguant que les grèves locales, touchant le contrôle sur les conditions immédiates de travail, les cadences ont perdu de leur efficacité, compte tenu du niveau de la prise de décision et de la malléabilité du système. <sup>1904</sup>

Pour Cornélius Castoriadis : “Les organisations traditionnelles s’appuyaient sur l’idée que les revendications économiques forment le problème central pour les travailleurs, et que le capitalisme est incapable de les satisfaire. Cette idée doit être carrément répudiée car elle ne correspond en rien aux réalités actuelles. L’organisation révolutionnaire et l’activité des militants révolutionnaires ne peuvent pas se fonder sur une surenchère autour des revendications économiques..., tant bien que mal défendues par les syndicats... sans difficulté majeure.”<sup>1905</sup>

“L’humanité du travailleur salarié est de moins en moins attaquée par une misère économique qui mettrait en danger son existence physique. Elle l’est de plus en plus par la nature et les conditions de son travail, par l’oppression et l’aliénation\* (\* souligné par moi) qu’il subit au cours de la production.”

En outre, “(...) Le rapport d’exploitation dans la société contemporaine prend de plus en plus la forme du rapport hiérarchique.”<sup>1906</sup>

Quant au “... mouvement révolutionnaire /il/ doit cesser d’apparaître comme un mouvement politique au sens traditionnel du terme. La politique au sens traditionnel... l’activité d’une couche de mystificateurs professionnels... est morte...”

Il “... doit apparaître pour ce qu’il est : un mouvement total concerné par tout ce que les hommes font et subissent dans la société... et avant tout par leur vie quotidienne réelle.”<sup>1907</sup>

L’auteur accordait beaucoup plus d’importance à ce dernier point dans la première version de ce texte : “Le seul moyen de briser ce cercle vicieux c’est de revenir en deçà de la politique ou - ce qui est la même chose - aller au-delà de la politique... traditionnelle s’entend.”

“Revenir en-deçà de la politique traditionnelle, cela signifie : mettre l’accent, infiniment plus que nous ne l’avons fait jusqu’à présent, sur les problèmes de la vie concrète des gens, d’abord et avant tout dans le travail, ensuite dans leur vie de famille, dans l’éducation de leurs enfants, dans leur consommation et dans leurs loisirs ; critiquer les formes actuelles de vie dans ces domaines et dans les autres, en montrer l’absurdité, l’inanité ou l’incohérence.”



“Aller au-delà de la politique traditionnelle, cela signifie : poser le problème de la transformation sociale non pas comme un problème de changements politiques ou “économiques” seulement, mais comme un problème de modification radicale des rapports des hommes dans la société et des formes de vie sociale. Parler de la gestion ouvrière ; mais aussi et surtout de la transformation nécessaire de la technologie / problème dont on a vu qu’il avait été soulevé très tôt/ ; parler de la transformation des objets de consommation ; d’un nouveau type d’éducation ; d’un nouveau type de communautés ou collectivités ; parler du problème de la monstruosité des villes modernes, des maisons et de l’architecture ; de la science, de l’art, de la culture et de leurs rapports avec les gens.”<sup>1908</sup>

L’approche de *Socialisme ou barbarie* focalisée sur l’entreprise, lorsqu’il s’agissait des descriptions concrètes du mode de vie ouvrier, s’était révélée assez peu diserte sur tous les autres aspects de l’existence que Cornélius Castoriadis réintroduit maintenant en y adjoignant une critique tout aussi radicale et définitive que celle qu’il a toujours fait prédominer dans la revue.

Et de conclure dans la dernière partie de la version définitive, publiée en 1961-1962 : Il /le mouvement révolutionnaire/ “... doit cesser d’être une organisation de spécialistes. Il doit devenir le lieu... où un nombre croissant d’individus réapprennent la vraie vie collective.”<sup>1909</sup>

La version, complétée, remaniée et finalement publiée du texte est précédée d’un avertissement : “Le texte ci-dessous dont les idées ne sont pas nécessairement partagées par l’ensemble du groupe Socialisme ou barbarie (sans guillemets) /qui/ ouvre une discussion sur les problèmes de la politique...”<sup>1910</sup>.

De fait, dès la première version interne de 1959, “le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne”<sup>1911</sup>, ce texte a suscité de très vives réactions, elles aussi formulées dans des textes internes nettement critiques, notamment de la part de l’un des trotskistes fondateurs, pilier du groupe, l’un des derniers à être encore présent parmi ceux qui ont constamment joué un rôle décisif,

*Philippe Guillaume*, le gérant de la revue<sup>1912</sup>, ainsi que celle de *François Laborde*, Jean-François Lyotard<sup>1913</sup>, devenu un militant extrêmement actif dont l'ancienneté dans le groupe commençait alors à être assez grande, puisqu'il avait adhéré en 1954, rappelons-le.

Le texte de *Philippe Guillaume* est assez franchement critique, sans compter les qualificatifs d'"économiste", voire de "percepteur" ("On raisonne dans ce texte avec une mentalité de percepteur, (qui est pourtant bien étrangère à celle de *Barjot*)")<sup>1914</sup> qui sont loin d'être louangeurs dans une telle revue. Le ton de celui de *François Laborde*, Jean-François Lyotard, est également tranchant.

L'auteur s'en plaint d'ailleurs dans le *Bulletin intérieur* de mai 1960 : "Je n'ai pas été le seul dans l'organisation à être étonné du ton violemment polémique de ces deux textes. (...) le ton employé par Guillaume /*Guillaume*/ et Laborde /*Laborde*/ serait justifié s'il s'agissait de préparer une rupture politique ou une scission (et le camarade Brune /*Brune*, Pierre Souyri/ ne s'y est pas trompé, qui a aussitôt écrit à Paris pour demander ce qui se passait). Ceci d'autant plus que ces deux camarades qui ont joué et continuent à jouer un rôle important dans l'organisation, s'adressaient à un autre qui n'est pas précisément le dernier en date des adhérents de l'organisation. Or, comme la suite des événements devait le montrer, il n'y avait à l'horizon ni rupture, ni scission, ni même divergence profonde."<sup>1915</sup>

Avant de considérer ces critiques plus précisément, il convient de souligner que la deuxième version du texte, également publiée dans le bulletin intérieur sous le titre "La perspective révolutionnaire dans le capitalisme moderne"<sup>1916</sup>, rappelons-le, continue, elle aussi, à susciter des polémiques. La plus décisive vient de la "cellule de Lyon" dont la motion indique qu'elle se trouve "... en opposition radicale avec les positions soutenues par Barjot... /qualifiées de/ conceptions néo-marxistes... /Elle/ se propose d'exposer ces divergences. Mais comme ce travail ne peut être fait d'ici le 15 juin, la cellule de Lyon refuse de se trouver mise devant le fait accompli et réclame donc l'ajournement de la publication de ce texte jusqu'à ce que tout soit clair pour tout le monde."

Enfin, “après un vote indicatif de la cellule de Paris sur... /le/ report de la parution à septembre ou /la/ parution en juillet /c’est-à-dire dans le numéro 30, de fait daté d’avril-mai 1960/ la décision sera prise par le CR...”, soit le comité responsable : pour la “parution en septembre” /dans le numéro 31/ : 5 voix ; pour la “parution en juillet” : seulement 1 voix ; quant à la cellule de Paris dont on apprend qu’elle ne comptait que 17 présents, nombre peu important, elle s’était dans sa grande majorité, par 15 voix, pour la parution en septembre.<sup>1917</sup>

*Laborde* et *Véga*, également très critique face à la réorientation de Cornélius Castoriadis, regrettent en outre de manière ferme que le texte, au demeurant déjà longuement discuté, ce que soulignera Cornélius Castoriadis, n’ait pas eu une diffusion autorisant le débat ; pour ce dernier “... on ne doit pas demander aux camarades de prendre position sur un texte en vue d’une position quasi-immédiate alors qu’on y développe des idées nouvelles.” (\* souligné par moi).<sup>1918</sup>

Le débat sur la publication se poursuit dans les cellules de province. À Nîmes, six “camarades” ont accepté la parution dans le n° 31 de la revue, à condition que l’article soit précédé d’un “chapeau”, trois sont contre. À Caen-Saint-Lô, le compte-rendu souligne que *Barjot* n’ouvre pas de perspective... bien au contraire : “la possibilité de la lutte pour le socialisme risque d’être de plus en plus une question.”<sup>1919</sup>

Il reprendra sous une autre forme pendant la publication qui s’étale sur un an. Ainsi dans le *BI* n° 25 d’avril-mai 1961, la demande de débats supplémentaires est exprimée et acceptée, après qu’aient été jugées insuffisantes les réponses écrites de *Laborde* et *Guillaume* et les “critiques de *Véga* et de nombreux camarades” : il est question “d’ouvrir dans ce *BI* une large confrontation”.<sup>1920</sup> Mais c’est finalement Cornélius Castoriadis qui formera une Tendance pour pousser les autres à se déterminer et, de fait, à se rallier.

La polémique sur l'opportunité et les modalités de publication du "mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" est contemporain d'un autre sur l'effort à consentir pour rendre la publication régulière et sur le concours d'un "mécène" qui sera de fait Cornélius Castoriadis pour "financer le déficit d'une revue bimestrielle", l'état des finances du groupe étant par ailleurs désastreux.

En outre, de manière cohérente avec l'orientation de son texte, *Barjot* propose tout à la fois d'ouvrir la thématique de la revue et les colonnes de cette dernière à des collaborations extérieures. Il revient sur l'ignorance des thèses de "Socialisme ou barbarie", mais également sur la limitation forcée de ces dernières à quelques sujets, se révélant finalement très sensible aux critiques qui ont été portées par les rédacteurs d'*Arguments* : "Le contenu idéologique de l'organisation n'apparaît dans la revue qu'à 20 %, de telle façon que nous nous présentons comme une petite secte avec quelques obsessions "politiques" au sens traditionnel." Pour y pallier et également pour permettre à ses collaborations extérieures d'être autre chose que des tribunes libres, il propose que soit traités "... les sujets dont nous disons par ailleurs qu'ils préoccupent les gens et qu'ils traduisent à la fois les problèmes de la société à ses différents niveaux et qu'ils contiennent des problèmes que la société aura à résoudre (rapports réels de production et de travail, consommation, habitat et urbanisme, éducation, femme, famille et enfants, conflit des générations, culture sous toutes ses formes, colonies et pays arriérés, etc.)"

À Paris ces diverses propositions sont également votées et toutes acceptées à une très large majorité sauf celle qui concerne le mécénat pour la revue qui n'est acceptée que par un peu plus de la moitié des participants.

Les critiques concernent, en premier lieu, l'alourdissement des tâches matérielles qui risquent de résulter d'un tel choix, au point selon *Véga* que "le groupe ne fera plus rien d'autre que la revue", ce qui se rapprochera de la réalité après la scission avec cependant le maintien de l'organisation de cycles de conférences ; en second, l'ouverture aux contributions extérieures : *Laborde*, qui a pourtant voté pour, craint que "les collaborations extérieures ne fassent /de la revue/ une revue "questionnante".", cette

dernière orientation étant défendue par *Barois*, et enfin plus fréquemment l'acceptation d'un argent qui est affecté à la revue et non pas à *Pouvoir ouvrier*. C'est *Guillaume* soutenu par Martine, l'épouse de *Véga*, qui expose le projet le plus critique : "... l'organisation ne peut accepter de l'argent que s'il n'est lié à aucune condition ou usage particulier ; si nous avons eu cet argent, nous aurions pu dans l'abstrait imprimer *PO*. Il est également contre les collaborateurs extérieurs... car de tels collaborateurs écriront sans se placer à un point de vue de classe."<sup>1921</sup> L'opposition entre revue et journal plus brochures a existé dès 1959 avec même la proposition de supprimer la revue. La conséquence de la proposition d'aide financière affectée à la revue entraîne chez divers militants la défense de *PO*. Le compte-rendu d'une réunion d'une cellule de province, celle de Caen-Saint-Lô, où il est souligné qu'il y avait douze présents dont quatre ouvriers et deux étudiants, souligne que "*PO* ne doit pas être une annexe de la revue. ... devenir un véritable journal ouvrier... une école du socialisme, la revue devant passer au second plan". Et plus loin : "Nous devons choisir entre les discussions interminables sur la place de la femme et sur l'architecture et la fabrication de brochures simples..." Enfin à Nîmes les neuf présents rejettent tous l'orientation proposée.<sup>1922</sup>

L'examen des critiques écrites montre que *Philippe Guillaume* reprochait en premier lieu à Cornélius Castoriadis de surévaluer les résultats obtenus en matière d'effets sociaux du développement dans les pays les plus avancés, de sous-estimer la politisation ouvrière en particulier en France et en Italie, même si cette dernière est marquée par le "stalinisme".

Ainsi, par exemple sur le développement du "capitalisme" : "Le capitalisme, quel que soit son développement, est inéluctablement condamné à "sacrifier" en permanence 25 à 50 % de la masse totale des travailleurs."<sup>1923</sup>

Mais c'est surtout sur la dépolitisation radicale supposée par Cornélius Castoriadis que *Philippe Guillaume* était le plus prolix et comme Jean-François Lyotard le plus critique : "... il est absolument inexact que le PC en France (ou en Italie)

n'ait qu'une quantité négligeable de militants ouvriers... la présence du PC est infiniment plus lourde et plus vivante... que Barjot ne l'imagine."

"... la lutte de classe... passe encore en partie par les syndicats..."

"Dans leur tentative obligatoire d'unir entre elles des catégories professionnelles et hiérarchiques distinctes et même opposées, ils sont forcés d'attirer à eux des individus pour lesquels une telle fusion s'appuie sur le désintéressement personnel et a même une signification de classe. Autre chose est de savoir s'ils ne déçoivent pas systématiquement ces individus. Il n'y a pas de syndicalisme qui soit basé exclusivement sur les intérêts catégoriels et l'arrivisme sauf peut-être dans les pays de l'Est."<sup>1924</sup>

C'est qu'il se refusait à entériner le terme de la valeur politique des luttes revendicatives prononcé par Cornélius Castoriadis et encore plus à en conclure à l'absence de conscience ouvrière, cette quintessence de sujet révolutionnaire tel que le groupe a posé puis cherché ce dernier depuis sa fondation.

"Je refuse de dire que les contradictions modernes de la société capitaliste se ramènent à l'insatiété dans la course à la consommation et à l'impossibilité pour les managers de gérer les usines dans les conditions de plein emploi."<sup>1925</sup>

"Le groupe s'est formé en grande partie sur cette notion (lancée par Barjot et Montal)... qui est celle de l'évolution conscientielle de la classe ouvrière (et de ses conditions objectives). Au terme de 29 N° /sic/ de la revue, Barjot en arrive à une notion "accidentelle" et statistiquement décroissante de la conscience ouvrière."<sup>1926</sup>

Et Jean-François Lyotard, de son côté : "Au demeurant, on ne peut admettre l'idée que le contrôle de la société par la classe dirigeante est à la fois si complet qu'il prive le prolétariat de toute perspective politique et si incertain qu'il ne rend cette classe capable de l'exercer que selon une probabilité théorique de 1/2. Ou bien, il est complet ; la privatisation a radicalement réussi, il n'y a pas de prolétariat comme croissance vers le socialisme, et dans ce cas, il n'y pas d'accident réel...", puis, plus loin, sous le sous-titre "La non-histoire du prolétariat selon B/arjot/" : "Quant à

l'autre point, le texte supprime l'histoire du prolétariat comme accumulation de son expérience et de sa conscience socialiste. B/arjot/ ne nie pas que l'expérience prolétarienne conserve dans le capitalisme moderne son contenu objectivement socialiste, mais il nie que ce contenu conduise le prolétariat à se poser explicitement... le problème de la société globale, c'est-à-dire de l'État." 1927

"A la limite la description de B/arjot/ signifierait que le prolétariat perd, dans le capitalisme moderne, la capacité de passer d'une action dont le sens est objectivement révolutionnaire à une action explicitement révolutionnaire." 1928

*Philippe Guillaume et François Laborde, Jean-François Lyotard, n'étaient pas sans souligner l'un comme l'autre qu'une telle analyse réintroduisait une distance très grande entre "prolétariat" et "révolutionnaires" : "La classe ouvrière ne voit plus lorsqu'elle regarde la société aucune perspective, aucune idée qui se distingue de l'infamie capitaliste... /mais/ ce sombre enchaînement /.../ peut se trouver rompu pour peu que l'organisation révolutionnaire offre à la classe ouvrière des perspectives socialistes..."*

"Évidemment je conteste cette conception quasi bordiguiste de l'histoire. Mais en dehors de cette constatation, je me contenterai d'observer de plus près quelles sont les tâches propagandistes de l'organisation (...) J'y vois sur un registre légèrement élargi la nécessité de développer et de vulgariser les thèmes du "contenu du socialisme", c'est à dire de broser un tableau de la possibilité, des potentialités d'une société capitaliste future. Certes, je ne suis pas contre, mais je suis sceptique sur les vertus magiques que l'on attribue à cette activité propagandiste, quand même limitée." 1929

"Mais il y a quelque chose de beaucoup plus grave dans la conception qu'a Barjot /Barjot/ de l'élargissement, de l'au-delà de la politique. Ce quelque chose c'est que sa conception est vidée de son contenu de classe, sinon il ne se ferait pas tant d'illusions sur la nature de cet élargissement. En effet, lorsque les ouvriers et les ouvrières parlent de leur vie... ce qu'ils disent... paraît terriblement schématique." **De même pour le travail** : "... Lénine avait entièrement raison en disant que les ouvriers n'étaient pas intéressés par leur travail... Cela ne veut nullement dire qu'il ne faille pas faire un effort énorme pour replacer les questions du travail au centre de l'intérêt politique, mais il faut se rendre compte qu'une telle tentative implique une universalisation des problèmes du travail. Or une telle universalisation exige elle-même un travail intellectuel spécial, qui ne sera probablement jamais fait par

les simples ouvriers eux-mêmes, mais par des individus spécialement formés durant des années, comme par exemple /Daniel/ Mothé.”<sup>1930</sup>

Et Jean-François Lyotard, *François Laborde* : “Les révolutionnaires ne sont plus une avant-garde prolétarienne, mais des “gens” qui vivent et comprennent la crise globale de la société et qu’on ne peut plus guère distinguer des paranoïaques.

Car si l’on a commencé par dénier au prolétariat toute capacité de prolonger son expérience en projet politique, il est clair que la politique que peut lui offrir l’organisation révolutionnaire ne signifie absolument rien pour lui.”<sup>1931</sup>

Quant à la critique de *Philippe Guillaume*, elle débouchait finalement sur le perpétuel problème de l’identité même du groupe : société de pensée ou organe de lutte.

Citer assez longuement ces débats internes permet notamment de montrer que, pendant cette période de gestation de la version définitive du “mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne” en 1959-1960, Cornélius Castoriadis se trouve assez isolé et en outre attaqué au sein de “Socialisme ou barbarie” dont il était toujours apparu comme le “primus inter pares”. Ces critiques se poursuivent au demeurant sporadiquement en 1961. Jean-François Lyotard, qui jouera un grand rôle dans la scission “Socialisme ou barbarie”/“Pouvoir ouvrier”, s’érige déjà en adversaire “théorique”, mais il en va de même de *Philippe Guillaume* qui, après le départ de Claude Lefort, reste le dernier “complice” venu comme Cornélius Castoriadis et ce dernier de la même tendance trotskiste et lui aussi cofondateur du groupe et de la revue, ainsi que de *Véga*, même si ce dernier intervient de manière moins théorique et de *Brune*, Pierre Souyri, presque constamment en province.

Par contre, Cornélius Castoriadis bénéficiera du soutien de *Ria Stone* du groupe américain “Correspondence”, on sait qu’ils furent déjà proches au



moment de la fondation de “Socialisme ou barbarie”. Cet appui s’exprime alors que, d’une part, le groupe américain vient de connaître une scission et que, de l’autre, Cornélius Castoriadis se dispose à défendre beaucoup plus fermement ses thèses au sein de “Socialisme ou barbarie” : c’est dire que les évolutions sont parallèles. Cette dernière écrit en effet : “... Nous avançons dans la même direction pour constater le développement que subit effectivement le capitalisme en réponse à la lutte de classes et pour reconnaître le rôle de l’État dans l’expansion du capital et le caractère totalitaire du capitalisme, même là où des formes démocratiques subsistent.”<sup>1932</sup>

Cependant, loin du pessimisme de “Socialisme ou barbarie”, celle-ci, dont la rupture avec l’idéologie initiale est beaucoup plus grande, considère que les États-Unis sont “à la veille”<sup>1933</sup> d’un développement de ce que l’on peut caractériser comme des mouvements de contestation, ce qui s’est révélé exact, ainsi que de la théorisation de ces derniers, donc de ce que l’on peut définir comme un renouvellement idéologique. Et de citer : le mouvement des noirs, qui sert sinon de modèle au moins de révélateur, le mouvement contre la bombe atomique, sujet auquel une grande importance est accordée dans le texte, un an après la crise des fusées de Cuba, tout en reconnaissant qu’il est moins développé aux États-Unis qu’en Angleterre, le rôle des étudiants qu’elle appelle aussi “la jeunesse”, noirs et blancs dans “le mouvement des noirs”, dans le “mouvement pour sauver Caryl Chessman”, dans le soutien à Cuba, après avoir déclaré que “Cuba a ouvert au monde la perspective du socialisme”, mais également parmi les nouveaux acteurs les femmes et les intellectuels, en tête desquels elle place Charles Wright Mills, référence également très prisée de Cornélius Castoriadis : “... nous devrions considérer que cette activité reflète la recherche d’une solution à la crise totale par les intellectuels..., en tant que partie de la société.” sans les rejeter comme des “rivaux” ni comme des ennemis pleins d’illusions “petites-bourgeoises”. “Beaucoup /d’entre eux/ ont reçu des connaissances et une formation spéciale dans les domaines qui font partie des réalisations les plus hautes de la civilisation moderne. Nous apprendrons beaucoup d’eux si nous sommes prêts à reconnaître et à utiliser leur contribution à l’analyse de la société moderne dans le même esprit que dans les années 40, pour développer notre théorie de l’aliénation du travail nous étions prêts à utiliser des conseils en relations industrielles.”

S'il apprécie ce soutien, Cornélius Castoriadis qui commence seulement à prendre en considération l'apparition possible de nouvelles formes de contestation, n'en considère pas moins, de manière beaucoup plus pessimiste : "... l'étendue de la crise du mouvement ouvrier, non seulement en tant qu'emprise positive du capitalisme ou de la bureaucratie ouvrière sur le prolétariat, mais en tant que crise des rapports politiques et sociaux collectifs, en tant que retrait des ouvriers et des hommes en général de l'activité visant la société, bref, en tant que privatisation des individus dans la société actuelle." <sup>1934</sup>, selon une expression qui connaîtra un non négligeable succès, surtout quelques décennies plus tard.

Peu de temps donc après la scission qui a notamment mis un terme au sein du groupe au moins aux conflits récurrents entre les deux "pères-fondateurs" théoriciens, le collectif qui paraît avoir fait le choix du militantisme et de l'organisation se trouve à nouveau traversé de conflits. D'une part, l'évolution de Cornélius Castoriadis est prononcée, de l'autre, lorsqu'on sait le rôle prépondérant qu'il a constamment joué pour assurer la survie de la petite entreprise politique, des doutes peuvent déjà apparaître quant à l'avenir de cette dernière.

La croissance effective de la petite organisation peut sembler masquer les convergences, fondamentalement elle les avive et les fait rebondir.

#### IX. 2/ Croissance, mais diversification des modes d'intervention, ainsi que d'implication dans le groupe ; multiplication des désaccords

Les difficultés sont constantes et atteignent de nombreux niveaux : financiers, rapports dirigeants/base, Paris/province, théorie/pratique, discussions/action, efficacité du mode de fonctionnement, mais les questions lancinantes sont celles de l'absence d'un véritable recrutement ouvrier et de l'absence d'une influence réelle et durable dans les entreprises. Dans sa quête d'un prolétariat en train de se

révolutionner tel qu'il le concevait, le collectif se divise sur l'appréciation : absence d'efficacité militante ou inexistence partielle ou totale d'un tel sujet. Pour la période, la réponse de Cornéliens Castoriadis concernant l'existence du prolétariat révolutionnaire tend vers la négative, tout en renvoyant à de nouvelles interrogations sur les conditions de possibilité de sa formation, alors que celle de nombre de militants porte sur l'amélioration de l'efficacité militante.

*- Les difficultés constantes de "Socialisme ou barbarie"/"Pouvoir ouvrier" en pleine croissance*

"Socialisme ou barbarie"/"Pouvoir ouvrier" croît dans la diversité et s'organise cependant comme jamais auparavant, mais sans harmonie et, surtout, sans parvenir aux objectifs visés de pénétrer le milieu ouvrier ni même celui des salariés d'entreprises.

En outre, le militantisme adopté s'éloigne souvent de ce qui avait fait la spécificité de "Socialisme ou barbarie" : l'auto-expression, à dire vrai limitée à quelques personnes très politisées et intégrées dans des échanges interpersonnels avec des militants de formation intellectuelle, sachant que l'expérience des premiers nourrit la réflexion de ces derniers, pour rejoindre plus souvent des pratiques caractéristiques de l'extrême gauche : l'intervention extérieure, la prise de contacts parfois plus organisée et plus prolongée ou l'offre d'un moyen d'expression à des revendications non encadrées, la revue ou le journal, lorsque des membres du groupe se déplacent pour suivre un mouvement de grève.

Nombre d'étudiants et quelques jeunes intellectuels continuent d'adhérer à "Socialisme ou barbarie". Parmi les seconds Paul Hanappe, sur l'adhésion duquel on reviendra bientôt, de même que sur celle de Guy Debord et de sa compagne. D'autres se contenteront plutôt de fréquenter le groupe comme

Georges Lapassade ou Gérard Genette, déjà mentionné ou Jean-Jacques Lebel qui poursuit des contacts épisodiques avec le collectif. Participant à l'animation de groupes formés en province que l'on va énumérer brièvement ci-après, un ingénieur, Jean Sauvage, le fils de Lasterade, un agent de lycée mentionné dans plusieurs entretiens, mais aussi, dans la Manche, Didier Anger qui appartiendra ultérieurement à la tendance École émancipée au sein de la FEN, professeur d'enseignement général, fils d'enseignant<sup>1935</sup>. Parmi les étudiants, la plupart nés après 1940, et qui ont donc vingt ans de moins que certains des plus anciens, nombre d'entre eux s'intégreront aux activités et/ou actions pendant plusieurs années comme Alain Girard et son épouse américaine Helen, Claude *Chabrol*, pseudonyme de Claude Martin, Pierre Guillaume, *Raphaël*, lui aussi futur militant de "Pouvoir ouvrier", Daniel Ferrand, Michel Casevits, France-Marie Casevits, tous deux parents de Jeanine Casevits venue plus tôt. *Gustave*, futur militant d'extrême gauche<sup>1936</sup>. D'autres y joueront un rôle non négligeable, mais plus contestataire comme Christiane Nivet ou même Catherine May, on va y revenir, mais activisme et contestation peuvent aussi aller de pair, tant il est vrai que les modes d'implication dans "Socialisme ou barbarie" se diversifient, comme les formes de contestation aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Des ouvriers le rejoignent également, mais le plus souvent ne restent pas, comme le soulignait notamment *Pédro*, Georges Petit, au cours d'un entretien, mais ce sera un véritable leitmotiv, dans les documents internes d'époque : "... un temps, il y a eu pas mal de monde à "Pouvoir ouvrier" (...) avec des groupes en province, avec plusieurs groupes. On avait essaimé même en Belgique... c'était plutôt un groupe qui s'était créé et qui nous avait appelé au secours, parce qu'il y avait de grands mouvements de grèves. On avait fait une sorte de congrès... Je ne sais pas combien on était, mais ça devait friser la cinquantaine, au bas mot. Alors, il y avait des ouvriers, il y avait un type qui était agent de lycée / mentionné aussi par les Signorelli, peut-être Nicolas Ludovic nommé aussi par Rivière, / il y avait des ouvriers de différents coins, ça faisait une sorte de petite cellule, mais ça n'est pas resté." "ça a commencé avant la scission." <sup>1937</sup>

Les groupes de province se multiplient en effet à partir de 1958.

“... il y a eu La Flèche à cause de Lyotard... Enfin, c’est-à-dire c’était là où il y avait des gens... Il y avait Marseille... Il y avait Sauvage au Mans /qui semble avoir été rencontré par Jean-François Lyotard, ce que suggère ce dernier dans l’entretien accordé et ce que n’infirmes pas la proximité géographique entre les deux lieux de résidence/ qui faisait un certain travail. /Jean/ Sauvage, en fait, il a été membre de “S ou b” pendant quatre ou cinq ans... Il était ingénieur... Il a constitué un petit groupe de trois ou quatre personnes, pas plus, mais qui a vécu, et puis, il a disparu vers 1961...”<sup>1938</sup>.

À Montpellier, un “groupe” a également été formé tôt : organisant des cercles d’études, ce groupe est notamment une base de contacts avec l’UGS<sup>1939</sup>.

Lors de la Conférence nationale du 1<sup>er</sup> novembre 1959, sont présents outre la “cellule de Paris” : “2 camarades de Saint-Lô, 2 de Caen, 1 du Mans, 1 de La Flèche, 1 de Lyon, 2 de Moulins, 1 de Nîmes, 1 de Montpellier.”

La cellule de Lyon a été créée à l’automne 1959 par *Brune*, lors de cette Conférence nationale, selon son représentant, elle comptait “7 camarades très jeunes, dont 4 ex-UGS, et 1 ex-JC.” Celle de Nîmes “déclarait 10 militants.” qui s’étaient donnés pour but “... d’aller travailler en direction des ateliers de la SNCF.”<sup>1940</sup>

Effectivement, à cette date la “sortie” de l’UGS s’est concrétisée.

Au sein de “Socialisme ou barbarie”, assez tôt le débat s’était engagé entre le choix de la création d’une tendance et celui d’une scission/mobilisation, permettant en principe de partir avec les convaincus et si possible les sympathisants, le compte-rendu d’une AG de septembre 1958, après la scission, montre les termes de l’alternative. Il témoigne aussi d’une action nettement organisée et de plus longue date qui répond bien au témoignage de Jean-François Lyotard que l’on a déjà mentionné : “/François /Laborde/ (La Flèche) /Jean-François Lyotard qui enseigne au Prytanée

militaire de La Flèche, on l'a vu/ qui a regroupé un certain nombre de sympathisants à partir d'un cercle d'études et est entré avec eux dans l'UGS, a pu diffuser dans ce milieu une plate-forme axée sur les idées du groupe, mais s'est vite heurté à l'hostilité concertée des bureaucrates syndicaux de l'UGS. Il en conclut que pour une tendance "Socialisme ou barbarie" à l'intérieur de l'UGS la perspective doit être de se développer le plus possible pour sortir et adhérer au groupe."

"Pour /François/ Laborde, la constitution d'une véritable tendance nationale dans l'UGS pose autant, sinon plus de problèmes que le regroupement de "Socialisme ou barbarie" sur le plan national. Dans l'ensemble les camarades pensent que notre perspective doit être de coordonner la sortie du plus grand nombre possible de camarades de l'UGS" (...) Vége : " s'il est vrai que, comme l'explique en particulier Garros, l'UGS est un milieu de travail pour les camarades isolés en province, il est vrai aussi que l'activité politique dans cette organisation risque d'user et de décourager les camarades les moins solides, surtout dans l'orientation de plus en plus droitière que prend l'UGS." /Daniel/ Mothé insiste sur le fait que si nous débouchons vraiment sur une activité politique, beaucoup de gens qui étaient entrés à l'UGS parce qu'il n'y avait rien d'autre, pourront nous rejoindre."

"Finalement il est décidé que le groupe devra centraliser tous les contacts que l'on peut avoir dans l'UGS pour faciliter le regroupement. Garros est chargé de ce travail et doit communiquer les résultats à Laborde."<sup>1941</sup>

Les départs de l'UGS deviennent effectifs au cours de l'année 1959. *Socialisme ou barbarie* se fait l'écho des démissions des "camarades de la Sarthe" - autour donc notamment de Jean-François Lyotard - qui, pour l'UGS, se sont placés sur les "positions anarchistes... de "Socialisme ou barbarie", puis de ceux de la région parisienne<sup>1942</sup>. Le phénomène atteint d'autres régions et certains de ces militants viendront grossir les rangs de "Socialisme ou barbarie" et des groupes de province.

Si les critiques des partants sont nombreuses et variées par leurs objets, l'"électoralisme" de l'UGS y tient cependant une grande place, on l'a vu dans le chapitre VII. Profondément divisées, les gauches politiques et syndicales sont encore considérées à "Socialisme ou barbarie" comme les principales responsables de leurs propres échecs, ainsi que très largement de l'"apathie" ouvrière.

Il convient encore de noter que quelques récents ex-communistes rejoignent ces groupes directement, sans passer par d'autres organisations d'extrême gauche, ce qui diffère assez nettement des itinéraires des "anciens" de "Socialisme ou barbarie", mais représente un nombre infime de personnes par rapport à ceux qui rejoignent la gauche politique, mais également à ceux qui cessent d'être des militants politiques.

Parmi les succès enregistrés par ces groupes de province, les deux plus anciens se pérennisent : la succession de Jean-François Lyotard s'organise au Mans, en particulier avec Jean Sauvage, on vient de le voir. Et on note l'extension à Caen de celui de Saint-Lô, grâce en particulier à l'activisme de Rivière.

Cherchant à prendre une certaine distance sur son expérience et sa pratique passées, Rivière dégage pourtant l'image d'un collectif relativement isolé, marginal plus encore, que sa propre démarche critique, à laquelle au demeurant il accorde une grande valeur, tient à distance des acteurs du champ politique.

"... enfin à y regarder avec beaucoup de recul, "S ou b" apparaît comme... ayant bien marqué l'existence vis-à-vis de toutes les déviations qui ont suivi la révolution russe, mais /qui/ n'avait pas en quelque sorte réussi à trouver quelque chose qui corresponde à une stratégie ou à une tactique..." "rien du tout qui permette d'ancrer concrètement dans la réalité quotidienne une action politique, avec ce que ça signifie de constant... on avait des différences notables par rapport à tout le monde, par rapport aux syndicats, on se disait qu'il fallait en sortir... par rapport aux partis politiques en général... ennemis d'une certaine manière... même si dans les faits on se retrouvait..."

"... il y avait par contre une grande volonté de clarification politique, de compréhension du monde, d'ouverture, parce qu'on pensait que toutes les réflexions précédentes étaient périmées d'une certaine manière et "inefficientes"..."<sup>1943</sup>

“Dans la pratique, l’année suivante, je me suis retrouvé à Caen, étudiant, avec deux autres et on a constitué un petit groupe à Caen qui s’est étendu, et puis... Et puis, entre Caen et Saint-Lô et Carentan, on s’est implantés, on a fini par être un petit noyau assez... enfin de quarante ou cinquante personnes, ce qui à l’époque était formidable, et on se disait que si on multipliait ça par...”

“... on avait fait aussi un *Pouvoir ouvrier Normandie*, en plus du *Pouvoir ouvrier* qu’on diffusait aux étudiants ” “... qui était plus fréquent... on le diffusait sur les entreprises...” “... régulièrement...” “ *Socialisme ou barbarie*, ça nous plaisait de le lire, mais ça ne constituait pas un instrument de propagande pour nous...” “*Pouvoir ouvrier*, ce n’était pas assez fréquent... écrit par des intellectuels, c’était bien trop compliqué... comme expression... en conséquence de quoi, on réécrivait... On avait une certaine audience dans les entreprises... ça a toujours été limité... Dans les grosses entreprises, on a toujours fait de la propagande, on a jamais eu énormément de contacts... ça a toujours été un peu difficile. Il faut dire que les gens avec notre théorie de s’opposer aux syndicats, les gens avaient un petit peu peur quand même... surtout pour ceux qui s’opposaient aux syndicats... il y en avait beaucoup c’était par apolitisme...”.

Le groupe local s’efforce pourtant de créer une structure de type comité de lutte en dehors des syndicats et, de fait, contre eux : “... On a mélangé tout... par rapport à la lutte des classes, on a tout fait depuis... depuis l’explication élémentaire aux ouvriers “pourquoi vous êtes exploités” jusqu’à l’explication de construire sur place un comité permanent de luttes des classes... Je ne sais plus comment on l’appelait... dans une entreprise où on avait une réelle influence... Il y a eu une grève que les syndicats ont coulé comme à leur habitude, mais contrairement à l’habitude, il y en a beaucoup qui ont déchiré leur carte... Et comme il y avait un des types par lesquels on avait des contacts internes à la boîte, on a pris contact avec les gars et on a dit : ce sont les syndicats qui vous ont coulés, on peut recommencer le mouvement d’une autre manière... mais, attention, il ne s’agit pas de faire la grève tout de suite... On va d’abord essayer de réunir sur une base de lutte des classes les travailleurs de la boîte. Donc on a demandé à qu’on constitue à l’extérieur des syndicats quelque chose qui n’était pas un syndicat, qui réunissait l’ensemble des travailleurs, qui ne fonctionnait qu’en assemblée générale... Ce truc a eu une influence sur la boîte... pendant un bout de temps... au moment de la grève ça a été un peu dur. Et puis, il y en a qui se sont épuisés... Et puis les syndicats sont revenus par derrière, ils ont réussi à “refagociter” deux ou trois des types les plus importants... Et puis ça c’est essoufflé...” “Le syndicat a eu simplement moins d’influence pendant deux ou trois ans...”.



Relatif échec, au moins sur la durée, d'un type de pratique couronné de succès dans l'immédiat. Pour expliquer un tel résultat le jeune militant interrogé ajoute aux causes internes des facteurs conjoncturels : "... les premiers temps du gaullisme, ce n'était pas la période rêvée de la lutte des classes..."<sup>1944</sup>.

Pourtant, Rivière fait clairement partie de ceux qui ont pensé que "Socialisme ou barbarie" pouvait avoir un rôle à jouer au moment de la scission et pendant les années qui ont suivi, d'autant plus que le groupe local des sympathisants est exceptionnellement nombreux et parvient de surcroît à se transformer en acteur politique reconnu localement comme tel : "Alors, entre Caen et Saint-Lô, il y avait *Brune*, Pierre Souyri, qui, ensuite, est parti à Lyon /où il y aura aussi ultérieurement une cellule "Socialisme ou barbarie"/..., mais le groupe a tenu quand même assez bien... il y avait donc un noyau stable... Nicolas Ludovic... agent de lycée... qui avait été au PC... Je crois qu'on a été les seuls dans " Socialisme ou barbarie" à appeler concrètement à une manifestation..."

Ce qui pour ce jeune militant s'explique en partie par la faiblesse des autres groupes : "Parce que les autres groupes politiques étaient aussi plus faibles, on avait un poids politique beaucoup plus important sur la... non seulement on a organisé une manifestation, mais je veux dire qu'à chaque fois que même le PC organisait une manifestation, il nous demandait si on allait y participer. Je veux dire c'est un rapport qu'à Paris on ne connaît pas... On avait une véritable présence qui nous obligeait à avoir une certaine permanence, et à ne pas toujours changer notre fusil d'épaule et à avoir... donc on s'adressait à un certain nombre d'entreprises dans lesquelles on diffusait..."<sup>1945</sup>.

Mais, parallèlement au groupe animé par Jean-François Lyotard, celui de la Manche se consacre de plus en plus à la guerre d'Algérie, bien que sur une plus longue période : "... surtout à Caen on s'est beaucoup intéressé aux problèmes de la guerre d'Algérie..."<sup>1946</sup>.

On verra que ce sera bientôt pour une partie des membres et des proches de "Socialisme ou barbarie" selon des modalités d'aide directe au FLN avec lesquelles la majorité est en désaccord, ce qui n'empêchera pas un certain nombre de

militants, ensemble différent des opposants à la réorientation théorique de Cornélius Castoriadis peuvent compter sur le volontarisme de Jean-François Lyotard de passer outre, tout en séparant les deux activités. On voit donc se conforter une fermeté de comportement vis-à-vis de Cornélius Castoriadis en particulier.

D'autres groupes se créent ultérieurement, très variables par le nombre de personnes regroupées, leur durabilité et leur degré d'activisme.

“À la fin,... avant qu'on ait la glorieuse idée de se couper en deux, il y avait des groupes en province : au Mans, à Montpellier (c'était Maurice Lambert /?/), à Lyon /on sait que *Brune Pierre Souyri* y était parti enseigner après avoir animé un collectif en Normandie où il était déjà professeur/, à Nîmes /déjà mentionné/, à Grenoble. À Grenoble, il y avait le fils de Lastérade /Lastérade, on s'en souvient a été militant de l'Union communiste avec *Chazé* /... Il /le fils/ était anar, un anar qui aimait bien “S ou b”<sup>1947</sup>.

Jean-François Lyotard était très impliqué dans la formation de ces groupes : “Moi, je faisais un peu office de globe-trotter pour le groupe, non pas “globe”, mais “France-trotter”, c'est-à-dire c'était un peu ma mission, à cause, je ne sais pas, de mon caractère jacobin... bolchevique, comme le disait à l'époque Yvon Bourdet... bon, j'avais un peu mission de courir la France pour constituer des cellules, donc, on a eu effectivement des groupes locaux, Souyri est parti de Normandie, est allé à Lyon, on a fait un groupe à Lyon, il y avait un groupe dans le midi à Marseille, on a essayé de constituer un groupe à Toulouse qui... fonctionnait avec des gens qui étaient de tradition anarchiste... avec un type qui s'appelait Garcia... Il y avait un groupe au Mans, un à Lille...”<sup>1948</sup>.

Le philosophe, enseignant en province, a joué un rôle essentiel dans l'organisation de ces collectifs qui deviendront cellules. Mais on se souvient de celui non moins déterminant de *Garros* pour maintenir une fraction au sein de l'UGS, comme en atteste le bulletin intérieur. Selon *Garros* : “... à ce moment-là on se voyait beaucoup avec /Jean-François/ Lyotard. On avait d'ailleurs des liens d'amitié qui n'ont pas résisté à la scission, et aussi au fait qu'il y avait une différence très importante de niveau intellectuel.”<sup>1949</sup>

S'efforçant de systématiser le mode de constitution de ces collectifs provinciaux, *Garros* explique en outre que : “Ces groupes étaient en général formés autour d'un enseignant formé /politiquement socialisé/ depuis longtemps - ou UGS.”<sup>1950</sup>

Les difficultés concernent tout autant le journal que l'organisation en pleine croissance, mais les divergences d'appréciation sont notables à tous les niveaux.

Le journal *Pouvoir ouvrier* est loin de satisfaire le groupe. Les difficultés concernent le mode de diffusion, autant que le contenu du “journal de masse”. C'est de fait comme instrument de mobilisation que *Pouvoir ouvrier* est constamment soumis à critiques, comme le montre l'analyse des débats portant sur ce journal.

Dès octobre 1959, Cornélius Castoriadis déclarait, en effet, que “... *PO* n'apparaît pas aux lecteurs comme un instrument qui puisse vraiment les aider, d'où leur attitude passive et platonique.”<sup>1951</sup> Un calcul assez ironique établi en octobre 1961 par *Maxie* et Daniel Mothé<sup>1952</sup> montre notamment que les cotisations de “quatre camarades” sont nécessaires pour payer le papier des deux cents exemplaires de “bouillon” de chaque numéro, pour la période, selon un calcul effectué, quant à lui, en juin 1961, alors que *PO* est tiré à 10 000 exemplaires.<sup>1953</sup>

En outre, Daniel Mothé avait déjà souligné alors que la diffusion du journal n'est guère effective que par la poste et en même temps par contacts interpersonnels, envois qui devraient être suivis “... d'une proposition d'abonnement.”<sup>1954</sup> Toujours selon Daniel Mothé les diffusions massives, qui restent “occasionnelles” à la porte des entreprises, malgré l'exception d'une diffusion assez régulière pendant un an aux Comptes chèques postaux, CCP, de Paris, ne “donnent rien” : “donner le journal le dévalue”<sup>1955</sup>. Un nouvel arrivant d'une toute autre sensibilité donne une version encore plus négative de l'intervention “social-barbare” à la porte des entreprises : “La pratique militante à “Socialisme ou barbarie” était presque risible. Il y avait un côté bonnes oeuvres.

Quelquefois, on est même arrivés trop tard, alors que l'entrée de l'Usine Chausson était déjà faite."<sup>1956</sup> ; pourtant Chausson est une entreprise dans laquelle le groupe est intervenu relativement régulièrement. Daniel Mothé reviendra d'ailleurs sur cette question de la diffusion de *PO* à l'Assemblée générale d'octobre 1961, "la vente irrégulière" à la porte d'une usine "jette le discrédit sur l'organisation" ; de plus, elle n'a d'effet que si /l'organisation/ dispose de contacts dans l'usine... /dans ce cas, le journal/ passe de main en main."<sup>1957</sup> Dès 1959, moins d'un an après la création de *Pouvoir ouvrier*, Daniel Mothé opérant une distinction entre journal d'agitation et de propagande, contestait déjà que la presse de masse du groupe puisse être en soi un instrument de recrutement : "*PO* n'est pas un journal d'agitation mais un journal destiné aux ouvriers les plus conscients. Il faut en faire un journal de propagande."<sup>1958</sup> Il privilégiait donc les contacts avec les militants.

Le mode de militantisme peut être perçu comme trop prenant, mais également comme mal organisé et inefficace. Ainsi, dans la lettre déjà citée, signée par Daniel Mothé et son épouse *Maxie*, sur un mode toujours ironique, un calcul de l'emploi du temps type d'un militant de "PO" est effectué : celui-ci consacre en moyenne "4 h 30" par jour au militantisme, surtout des réunions soit "27 h 30" par semaine ; si son temps de travail et de transport est de 12 h, calculent nos auteurs, cette personne aura ainsi 16 h 30 d'activité par jour. Et le couple de militants de poser la question : "Peut-il exister un militant ouvrier dans l'organisation "Pouvoir ouvrier" qui dort 7 H 30 par jour, ne mange pas, ne se lave pas, ne réfléchit pas, mais parle... 24 h en 6 jours ?" Et d'ajouter : "... ou bien cet ouvrier participe à ces réunions et prend part démocratiquement aux décisions de l'organisation mais ne peut pas les appliquer ou bien cet ouvrier ne participe pas à ces réunions et exécute les décisions prises par les autres."<sup>1959</sup> Il ne peut pas y avoir "de démocratie... ce sont les anormaux qui prennent les décisions... sur le trottoir après 0 h"<sup>1960</sup>. Poursuivant leur critique de cet excès de réunions qu'ils jugent particulièrement négatif, Daniel Mothé et *Maxie* dénoncent encore le mythe de l'expression, entachée d'"académisme" et de "lourdeur" selon eux, dans *Pouvoir ouvrier*.

Tout à l’opposé de la sensibilité “anti-institutionnelle” ou “anti-autoritaire” qui se développe en même temps dans “Socialisme ou barbarie”, sans parler des projets ultérieurs plus structurés de Georges Lapassade dont la fréquentation de “Socialisme ou barbarie” est contemporaine, ils critiquent même les réunions qui servent de “défoulement” où se pratiquerait une “psychanalyse... strip-tease” : les “parleurs de nos réunions /sont/ incapables de s’exprimer à l’extérieur”, ajoutent-ils. Ils considèrent enfin qu’” on ne discute pas de politique aux réunions de cellules” qu’ils proposent d’ailleurs de supprimer au profit d’AG, parce qu’il y aurait trop de “tâches pratiques factices”. Et de conclure : “Si nous continuons à fonctionner ainsi, l’organisation se désagrègera et nous serons de plus en plus coupés de la réalité.”<sup>1961</sup> À l’Assemblée générale du même mois d’octobre 1961, Daniel Mothé, après avoir rejeté toute “organisation d’excités”, insiste à nouveau sur cette question : “Il faut s’habituer à fonctionner comme si nous étions une organisation\*... de telle façon que les ouvriers pourraient éventuellement participer activement à notre vie de groupe. Personnellement... il me sera impossible de suivre le rythme du groupe et je ne participerai ni aux réunions de cellules ni au CR /Comité responsable/, réservant mon temps pour la fabrication de PO et pour les AG...” Une telle décision est en partie motivée par son adhésion à Force ouvrière “... le travail syndical me prendra une partie de mon temps.” (\* souligné par moi).<sup>1962</sup> Pétro aussi a été un temps à FO. Quant au “goût de se raconter”, il était déjà critiqué par Véga en 1959.<sup>1963</sup>

Ces critiques de Daniel Mothé correspondent à une proposition de structure organisationnelle et de modes d’action différents : faire la revue, PO, des brochures, “nous intégrer dans un travail extérieur”<sup>1964</sup> et “abandonner l’idée d’une organisation qui servira de pôle de regroupement... d’une organisation révolutionnaire future.”<sup>1965</sup>, mais en période de crise, “... coller à des regroupements... à des groupes d’ouvriers.”<sup>1966</sup>

Le constat de l’impossibilité d’intégrer les ouvriers ou même les salariés à “Socialisme ou barbarie” est un véritable leitmotiv bien antérieur à la lettre/bilan de Véga de 1961 et à l’analyse de Daniel Mothé de la même année. Un peu plus d’un an après la rupture entre pères fondateurs, selon Jean-François

Lyotard : “La scission s’est faite sur le problème de l’organisation, mais aussi sur des tâches concrètes. Une de ces tâches était la formation d’une organisation... Cela a été un échec... Il y a des activités nouvelles, mais le “style ” reste inchangé. On dirait que notre activité est la formation d’un noyau d’intelligentzia\* /orthographe dans le texte/. Ce n’est pas satisfaisant pour des militants ouvriers.” (\* souligné par la commentatrice, ainsi que dans l’intervention de Martine ci-après). Le résultat correspond si peu à ce qui était espéré que Jean-François Lyotard, comme Martine, l’épouse de *Véga*, au cours de la même réunion, on le verra, ainsi que Daniel Mothé qui insistera en 1961 sur la nécessité de “s’habituer à fonctionner comme si nous étions une organisation”, on l’a cité, refusent même de le caractériser comme une organisation politique. Ce rejet sémantique est d’une réelle portée dans la fraction du groupe qui s’était constamment donné une telle construction pour objectif manifeste. Certes au même moment, l’analyse de *Simon Chatel* est plus positive : “SouB” /sic/ a cessé d’être un groupe théorique en devenant une organisation. On a intégré des jeunes...”, tout en notant lui aussi la faiblesse de l’action dans et vers le milieu ouvrier<sup>1967</sup>, alors que *Barjot*, Cornélius Castoriadis, soulignait que “Les liaisons ouvrières posent toujours un problème angoissant.” Mais en même temps, selon ce dernier, la cellule de Paris était accaparée par la fabrication de la revue et du journal, avec “... pour conséquence une élaboration théorique minimum”, outre une “... propagande à peu près nulle, un recrutement nul.”<sup>1968</sup>. Ce dernier constat est inexact, on le sait, même si reprises de contact d’“anciens” et recrutements étudiants, voire enseignants ne correspondent pas aux objectifs du groupe. Cornélius Castoriadis tend à rapprocher un tel recrutement jugé nul de ses analyses de l’évolution du monde ouvrier, sans pour autant refuser de considérer les dysfonctionnements propres au collectif, mais il accorde aussi une importance essentielle à la faiblesse de l’élaboration théorique.

À sa manière, il commence quant à lui à vouloir y porter remède et continuera à le faire plus amplement encore, on le sait, mais dans une perspective assez déstabilisante pour les militants.

Au cours de cette réunion de la cellule de Paris, organisée un peu plus d'un an après le changement de régime politique, un an notamment après la scission entre fondateurs et moins d'un an après le lancement du journal, contemporaine en outre du début de la discussion sur la première version du texte "Le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne", Cornélius Castoriadis insiste sur la stabilisation du "capitalisme" et sur sa transformation, sur la désagrégation corrélative du mouvement ouvrier atteint, selon lui, dans ses structures et son idéologie, thèmes qui vont devenir sa préoccupation essentielle, ainsi qu'enfin sur l'adaptation du gaullisme à une telle période : les flottements sur ce sujet "secondaire" sur le fond, pour notre groupe, même si ses membres l'analysent, vont être plus grands, on le sait.

Même si la plupart des "anciens", théoriciens et militants rejettent immédiatement plus ou moins largement une telle analyse, cette réunion entérine aussi l'absence de crise sociale et politique immédiate, génératrice d'une ouverture du champ des possibles pour un groupe comme "Socialisme ou barbarie", ce qu'explique *Véga* : les "P/p/erspectives de certains camarades après mai 1958 (voir discussion, surtout *Guillaume*) étaient donc fausses. Cependant nous avons rectifié au fur et à mesure..."<sup>1969</sup>.

C'est la seconde désillusion après l'espoir beaucoup plus largement partagé en 1956.

Le bilan dressé par Cornélius Castoriadis, dont on a vu quelle portée théorique il est sur le point de lui donner, suscite immédiatement une vive réaction de la part de Jean-François Lyotard alors très engagé dans le militantisme : ce dernier y voit la suppression même des raisons de l'existence d'un groupe comme "Socialisme ou barbarie" : "Ceci est en rapport avec la philosophie qui se dégage de l'article de Barjot / *Barjot* / : "Le capitalisme arrive à résoudre les problèmes essentiels en modifiant les rapports avec la classe ouvrière". D'où stabilisation du capitalisme, et les crises graves sont exclues. Ce qui voudrait dire qu'il n'y pas de perspective et pas de raison pour prévoir une remontée du prolétariat. L'idée d'une "crise permanente" de la société nous oblige à reposer le problème des rapports de notre organisation

avec toute l'histoire du mouvement ouvrier dans cette phase du capitalisme. L'exploitation s'accroît, mais il y a un mouvement de transition vers la stabilisation. Alors où sont les perspectives de crise révolutionnaire ?"<sup>1970</sup>. C'est dire que les nouvelles fissures qui vont conduire à la rupture de 1963 s'ouvrent très tôt dans le groupe.

Comme un écho au bilan de *Véga* de 1961, un autre de même nature est dressé en 1962 ; "Depuis 1958, 34 camarades sont venus et partis... dont 7 ouvriers"<sup>1971</sup>. En février 1962, *François Laborde* très impliqué dans la construction et l'action de "PO" se plaint néanmoins de "l'incohérence dans l'organisation et le travail... /du/ manque de maturité", de l'"impatience".<sup>1972</sup>

Le manque de recrutement ouvrier qui n'est pas imputé à la seule conjoncture, même en 1959, est d'ailleurs souvent rapproché dans le groupe de la place accordée à la théorisation, dont on a trouvé trace dans de nombreux entretiens très nettement postérieurs, alors que lors du dernier conflit sur l'organisation, le refus de toute "direction politique" par les minoritaires avait pu sembler être à l'origine des perpétuels conflits théoriques qui avaient caractérisé la vie de "Socialisme ou barbarie". Or, le sujet de la "théorisation" a changé, mais non pas fondamentalement l'importance accordée à cette dernière, même avant que ne débute le conflit sur la nouvelle orientation de Cornélius Castoriadis ; nombre des bulletins intérieurs particulièrement volumineux qu'on a cités ont été entièrement consacrés à la discussion des versions successives du "mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne."

Si *Pouvoir ouvrier* a été créé pour toucher les "ouvriers", l'échec partiel de cette création d'un journal de masse conduit certains à formuler en des termes plus radicaux le problème du mode d'expression du groupe, en proposant la suppression de la revue *Socialisme ou barbarie* comme mode d'expression.





Parmi les défenseurs d'une telle suppression en 1959, *Maxie*, l'épouse de Daniel Mothé, qui, par ailleurs, a entretenu des relations politiques avec les mendésistes et se déclare chrétienne, tout en étant issue d'un milieu aux cultures politiques divergentes, un père artisan aux faibles revenus et attiré par l'extrême droite un peu comme celui de Daniel Mothé lui-même, mais de manière plus systématique et une mère juive marquée par l'anarchie et n'a rejoint "Socialisme ou barbarie" qu'assez peu de temps auparavant : "Mao : Ce qui est important c'est la diffusion du journal. (...) pourquoi garde-t-on la revue ? ..." "Maxie : Il faut organiser nos activités. " PO " est un exemple de notre manque d'organisation. Il faut prendre des contacts avec l'extérieur. Il faudrait supprimer la revue..." Maxie : La revue est un poids. Elle touche toujours le même public. Avec la revue, on ne touchera jamais les ouvriers. Le public qui nous intéresse est celui de *PO*."<sup>1973</sup>

"La revue n'est pas un moyen de toucher les ouvriers... C'est à cause de cela que nous avons créé *PO*... Mais *PO* est en train de mourir et de nous entraîner dans sa mort. À la place de la revue, je propose que nous fassions une brochure par trimestre. L'intérêt de la brochure est très grand : possibilité de traiter une question théorique à peu près complètement, facilité de diffusion, de manipulation."<sup>1974</sup>

En 1962, une critique acerbe parmi d'autres est portée contre la presse du groupe : la "... revue touche des chercheurs... des marxistes bavards" "*PO* ne s'adresse à personne". Il est "trop léger pour les étudiants", son style est "vieux".<sup>1975</sup> Dans la première des deux remarques, un rejet des contacts avec les intellectuels, ainsi que du caractère intellectuel des débats du groupe est nettement perceptible. On peut y trouver un écho de la critique émise au moment de la première scission contre les dirigeants du groupe, accusés de ne pas remplir un tel rôle justement.

Au demeurant toucher le monde ouvrier au moyen d'un journal est souvent contesté, notamment par Daniel Mothé, on l'a dit : "Reconnaissons que les gens ne se regroupent pas autour d'un journal, mais autour de militants. Il faut former des militants. C'est pourquoi il faut des contacts personnels, des cercles d'études (...)" "*PO* ne doit pas manger toute notre activité... Actuellement *PO* demande 66 heures de travail."<sup>1976</sup>

Martine, l'épouse de *Véga*, au cours de la même réunion de 1959, ne voit "... pas un grand changement dans l'attitude du groupe. Surtout, je ne vois pas en quoi ce qu'ont dit les camarades va transformer le groupe en organisation politique\*... Le Cercle d'études ? Où va-t-on recruter ? C'est surtout l'activité des camarades qu'il faut organiser de façon à ce qu'il y ait en même temps contacts avec l'extérieur et élaboration théorique..."<sup>1977</sup>. (\* déni du terme d'organisation souligné par la commentatrice, comme dans l'intervention de *François Laborde*, Jean-François Lyotard et celle de Daniel Mothé, ci-dessus). Elle proposait une moins grande fréquence des réunions générales, partiellement remplacées par des commissions destinées à organiser ces contacts avec l'extérieur. Dans le but d'organiser les contacts plus encore que le recrutement à proprement parler, Daniel Mothé proposait "... chaque camarade fera chaque mois un compte-rendu sur ses contacts." <sup>1978</sup>

Or, la faible proportion initiale du nombre de militants d'entreprises dans "Socialisme ou barbarie" n'a fait que s'accroître, notamment parce que l'évolution des carrières des techniciens qui restaient dans le groupe les a éloignés de la "base", alors que le renouvellement de tels militants durablement intégrés au collectif n'était pas assuré. Et les nombreuses tentatives de participer à différentes formes de regroupements d'ouvriers et de salariés militants n'ont pas permis d'atteindre les résultats escomptés en termes d'influence, voire de recrutement/intégration.

Des notes non datées des archives Daniel Mothé déposées à l'IMEC, écrites au dos d'un tract *PO* d'avril 1961 exposent des critiques qui se veulent de fond, et non pas seulement centrées sur le mode de fonctionnement du groupe, concernant l'espoir de la présence d'ouvriers dans un groupe comme "Socialisme ou barbarie". Elles commencent par ces deux questions : "Qu'est-ce qu'on fait avec /Daniel/ Mothé ? Qu'est-ce que /Daniel/ Mothé fait avec nous ?"

À la première question, l'auteur précise qu'un tel ouvrier sert de source d'information non pas seulement pour le groupe, mais également pour le

personnel de l'entreprise dans laquelle il travaille : "On écrit dans *PO* des articles qui ne pourraient passer nulle part ailleurs." Et de souligner que l'intervention de "PO" est très différente chez Chausson ou aux Comptes chèques postaux "où nous n'avons pas l'équivalent de Mothé", alors que pendant un an 150 *PO* environ ont néanmoins été distribués mensuellement. Par contre, l'auteur s'inscrivant en contre de la théorie des minorités actives, conteste vivement la possibilité d'animer des grèves, même pour qui est placé "... à un point névralgique", parce que ces dernières nécessiteraient "... la solidarité effective dans la lutte des autres travailleurs."

À la deuxième question, la réponse apportée est "rien". "Qu'est-ce que Daniel Mothé peut faire dans un syndicat avec nos idées ? ... il ne peut pas se réclamer de nous... il ne peut pas heurter de front l'organisation syndicale... Se reporter à l'exclusion de Martine /l'épouse de Véga/. Est-ce à dire qu'il amènera par le moyen du syndicalisme des adhérents ouvriers à l'organisation ? Et là je réponds non. Depuis bientôt douze ans que /Daniel/ Mothé est chez Renault, il n'a pas pu amener un ouvrier à adhérer. Est-ce que cela tient à lui ? ... je réponds non /L'auteur ajoute : "pas à notre style non plus./ À mon avis, les révolutionnaires ont fait le plein chez Renault. Il y a Mothé. /Il/ y a eu Gaspard /Gaspard. /Un militant/ à Voix ouvrière, un autre, je crois chez les trotskistes. Il y a certes d'autres ouvriers combattifs. Ils ont trouvé leur voie... à la base du syndicalisme /il y a/ des militants d'une qualité exceptionnelle... ils n'iront pas au-delà... Entrer à "PO", professer nos idées coupe immédiatement de la masse des travailleurs... /Les ouvriers sont amenés à jouer le jeu de la société/".

L'auteur de ces notes ajoute concernant le devenir social des membres du groupe : " Depuis que je suis entré au groupe, j'ai vu tous les /camarades/ améliorer leur situation à l'exception de deux personnes, Véga /Véga/... n'a pas bougé... Mothé... /est/... descendu..." À propos de Daniel Mothé : "Passer de P2 à P3... on ne lui accordera pas de passer un essai... on peut en le changeant de place influencer considérablement sur sa paye..." Et de conclure : " l'ouvrier qui entre chez nous a tout à perdre. (...) Il faut donc que nous cessions d'être complexés parce que nous n'avons pas d'ouvriers parmi nous..."<sup>1979</sup>.

L'amélioration très majoritaire des conditions et des modes de vie, bien que très différents les uns des autres parmi ces "anciens", proches par l'âge,

contribue sans doute à la diversification des expériences et les points de vue sur le monde qu'ils sont amenés à connaître, sans qu'aucune évolution théorico-idéologique ne puisse s'en déduire : comme celles des jeunes d'ailleurs, leurs appréciations, jugements et opinions sont très partagés.

L'adhésion syndicale de Daniel Mothé à FO où des trotskistes et des anarchistes ont localement pris le pouvoir - alors que Tribune ouvrière a connu une scission : les trotskistes dirigés par Pierre Bois ont créé la *Voix ouvrière* - avant qu'il ne rejoigne ultérieurement la CFDT, deux ans plus tard en 1964, constitue un abandon concret important des thèses social-barbares, telles qu'elles avaient évolué, ainsi qu'un aveu de l'impossibilité pratique de leur mise en oeuvre, d'autant plus que ce geste individuel de quelqu'un dont la place est au demeurant décisive s'accompagne de la renonciation aux projets de comités de lutte a-syndicaux.

L'organisation des relations entre Paris et la province est marquée par des dysfonctionnements constants déjà soulignés au moment de la scission de 1958 : envoi des textes insuffisamment tôt pour permettre leur discussion, mauvaise qualité des informations transmises. Ainsi en juillet 1959, "ni les camarades de la Sarthe, ni ceux de la Normandie n'avaient reçu le texte de la brochure qui était en discussion assez tôt pour pouvoir en prendre sérieusement connaissance."<sup>1980</sup> En février 1962, *Chabrol* étudiant qui a adhéré en 1960 "Les camarades expérimentés sont tournés vers l'extérieur... les cellules ne sont pas informées... Les camarades expérimentés ne les aident pas..."<sup>1981</sup>.

Enfin, le collectif souffre de difficultés financières chroniques et aggravées dans la mise en oeuvre des nouvelles tâches auxquelles il s'est attelé.

Ainsi au terme d'un bilan très négatif d'une réunion nationale, la "cellule Manche-Calvados" conclut en juillet 1959 "Le rapport financier remarquable du camarade "Garros" a suffisamment établi la gravité de la situation financière du groupe pour que nous

n'acceptations plus dorénavant de gaspiller l'argent à faire des centaines de kilomètres pour assister à des réunions organisées d'une façon aussi irresponsable." <sup>1982</sup>

En 1962, alors que la discussion sur l'orientation occupe largement le groupe et le mine quelque peu, Daniel Mothé revient sur cette question et en tire des conclusions tout à fait définitives : il faut "... cesser de nous couvrir de dettes pour la revue telle qu'elle existe, *PO* ne peut plus être maintenu mensuel." <sup>1983</sup>

C'est de fait plus encore qu'auparavant Cornélius Castoriadis qui a permis la survie financière d'un groupe dans lequel il est intellectuellement relativement isolé, malgré la place dominante qu'il occupe en particulier au cours des réunions.

Le groupe "Socialisme ou barbarie" reconnaît ses échecs par rapport aux buts qu'il s'était fixés, mais se divise profondément sur l'appréciation des causes, sans parler de l'avenir : impossibilité structurelle ou conjoncturelle de recruter ou de former des militants ouvriers - ni même salariés de condition modeste - révolutionnaires, avec ce que la notion de "militant" sous-entend en termes de régularité et de durée ou inefficacité fonctionnelle de "Socialisme ou barbarie"/"Pouvoir ouvrier". Ces appréciations divergentes débouchent potentiellement sur des perspectives très différentes qui permettent d'anticiper la future scission. On peut classer ces dernières en deux grandes catégories : recherche de l'efficacité pratique organisationnelle ou réorientation plus radicale. Dans la première, au-delà de la qualité et du sérieux du militantisme, c'est parfois, mais de manière plus implicite alors, explicite par contre *a posteriori*, on l'a vu dans les entretiens, la question de l'efficacité politique qui se trouve posée : outre un programme ou du moins la mobilisation pour des objectifs ou des politiques, elle suppose une plus grande implication dans le champ politique. Dans la seconde, la réorientation suppose pour Cornélius Castoriadis et une partie, mais une partie

seulement de ceux qui l'accompagnent, un effort théorique qui s'oppose aux objectifs surtout pratiques de ceux qui se regroupent dans la première.

La conjoncture politique fournit une autre forme d'interrogation : le degré et les formes d'implication dans la question algérienne. En outre, d'autres formes de contestation se développent et investissent partiellement la petite organisation.

Celle des situationnistes fait de la subversion de la vie quotidienne par la passion un instrument immédiat de destruction et de création. Dans leur effort de penser la société et sa révolution, l'évolution de Guy Debord et de sa compagne tend à converger avec celle d'une partie du collectif.

- *Situationnistes et courant pro-situationniste au sein de "Socialisme ou barbarie"*

La revue "Socialisme ou barbarie" n'avait guère manifesté d'intérêt pour les surréalistes, bien que les rapports tumultueux de certains de ces derniers avec les communistes eussent pu les intéresser. Ceci malgré les rapports entretenus concrètement avec Benjamin Péret. Mais "Socialisme ou barbarie", dans son souci de rupture avec les courants qui avaient échoué, ne s'intéressait guère à ces différents types de prédécesseurs. Le rôle essentiel de Cornélius Castoriadis, venu de Grèce, explique peut-être en partie ce manque de liens de filiation, sans oublier le caractère très fortement générationnel du groupe, malgré les contacts, voire la présence de quelques aînés comme *Chazé*, on l'a dit ; en outre aucun des fondateurs et premiers arrivants n'était à proprement parler lié au monde de l'art.

Il en va tout autrement de Guy Debord. Au demeurant, ce dernier n'est guère influencé directement par les surréalistes<sup>1984</sup>, contrairement à Jean-

Jacques Lebel, par exemple, dont on a vu les relations avec “Socialisme ou barbarie” et qui rencontrera Guy Debord dès 1953. Guy Debord se refuse même à connaître les surréalistes par rejet de l’ancien, un peu comme “Socialisme ou barbarie” se désintéresse longtemps de l’“ultra”-gauche “historique”, même conseilliste comme le nouveau groupe. Ce refus de Guy Debord se renforce même au fil des ans. Il admet par contre la filiation, au moins, avec les lettristes.

Le Mouvement lettriste a été formé en 1946 par Jean-Isidore Isou (Isidore Goldstein, dit Jean-Isidore Isou), venu de Roumanie. À la suite de ce dernier, Guy Debord se lança dans une forme d’anti-cinéma, caractérisée notamment par la rupture du lien entre bandes image et son, approche qui trouvera son prolongement dans le “détournement”, avec, en 1952, “Hurlements en faveur de Sade” et son final d’écran noir sur fond de silence.<sup>1985</sup> C’est avec une particulière radicalité qu’il part de l’idée “lettriste” de dépassement de l’art pour faire de la vie elle-même un “huitième art”<sup>1986</sup>. À partir de 1953, il expérimente l’errance, la “dérive continue”, selon l’expression du lettriste Gilles Ivain (de son vrai nom Ivan Vladimirovitch Chtcheglov<sup>1987</sup>, “... dans la ville avec pour seul guide l’envie et la passion”. Après une rupture avec Isidore Isou déjà, la revue de l’“Internationale lettriste”, dans laquelle le rôle de Guy Debord est déterminant, sera *Potlatch*. Le mode de vie de ce dernier et celui de ces errants qui l’entourent<sup>1988</sup> peut s’apparenter à une forme de bohème dont certes alcool, drogue et, pour certains, condamnations diverses, ne sont pas absents, mais où prédomine l’intensité des rencontres et des moments créés.

Entretien des rapports avec les surréalistes belges qui ont rompu avec le communisme orthodoxe, Guy Debord collabore aux *Lèvres nues* à partir de 1955. Il noue également plus tard des relations avec les héritiers du groupe “Cobra”, surréaliste révolutionnaire, mais également en rupture de communisme orthodoxe, depuis le début des années cinquante qui fondent en 1954 le “Mouvement international pour un Bauhaus imaginiste”.



C'est de la rencontre entre ces derniers et l'Internationale lettriste que naît en juillet 1957 l'"Internationale situationniste". C'est en 1958 que paraît le numéro un de l'*Internationale situationniste*.

C'est également en 1958 que Guy Debord fait la connaissance d'Henri Lefebvre ; le premier connaissant les travaux du second et suivant bientôt ses cours. Le premier tome de la *Critique de la vie quotidienne* était articulé sur la nécessaire révolution de la vie quotidienne, "... au lieu d'en sortir... par la poésie comme les surréalistes"<sup>1989</sup>, alors que le second visera la "banalité dans la consommation dirigée"<sup>1990</sup>. Les situationnistes avaient au demeurant bien auparavant rapproché publicité et propagande totalitaire : cette dernière était rapprochée de la publicité dès le numéro un de *L'Internationale situationniste* dans un article se référant au *viol des foules par la propagande politique* de Serge Tchakhotine.<sup>1991</sup> Cependant, les deux démarches convergent sur la révolution du quotidien.

Henri Lefebvre est d'ailleurs salué dans le nouveau bulletin.

"Si nous envisageons les démarches, à bien des égards différentes, de philosophes comme Henri Lefebvre - ces dernières années - et Lucien Goldmann, nous leur trouvons ce trait commun d'avoir assemblé beaucoup d'apports positifs (...) Henri Lefebvre (*La Somme et le reste*) en vient à se demander "si la crise de la philosophie ne signifie pas son dépérissement et sa fin, en tant que philosophie", en oubliant que ceci fut à la base de la pensée révolutionnaire depuis la onzième *Thèse sur Feuerbach*. Il a présenté une critique plus radicale dans le n° 15 d'*Arguments* (...) Lefebvre voit bien que chaque domaine s'effondre en s'explicitant, lorsqu'il est allé au bout de ses virtualités et de son impérialisme, "lorsqu'il s'est proclamé totalité à l'échelle humaine... Au cours de ce déploiement, et seulement après cette illusoire et outrancière proclamation, la négativité que le monde portait déjà et depuis longtemps en soi s'affirme, le dément, le ronge, le démantèle, l'abat."<sup>1992</sup>

Dédié à la critique radicale de l'art, dans la perspective de son dépassement par la vie "révolutionnée", le bulletin est aussi l'instrument de prises

de position politiques. C'est dès le premier numéro de 1958 que, sous le titre "Une guerre civile en France", l'"Internationale situationniste" prend position sur la guerre d'Algérie, avec une analyse qui comporte certains éléments trotskisans sur le rôle du Parti communiste : "Quand l'armée d'Algérie se révolta, comme chacun s'y attendait le gouvernement républicain eût pu la mettre dans la discipline à peu de frais... Mais au début il lui fallait s'appuyer sur le peuple à travers sa majorité parlementaire (souligné dans le texte) de gauche... sur la force effective du peuple mobilisé.. le régime... est resté jusqu'au bout victime de l'unique procédé d'intimidation par lequel la droite minoritaire avait constamment imposé sa politique : le mythe d'un Parti communiste travaillant à s'emparer du pouvoir. Le Parti, qui n'y travaillait aucunement, avait ainsi déçu et désarmé les masses..." S'agissant des perspectives et du régime gaulliste, après avoir constaté l'indifférence des masses populaires, l'auteur penche pour une "... transition vers un ordre moral poujado-militaire."<sup>1993</sup> En 1960, Guy Debord signera le Manifeste des 121 dont il sera fait mention assez longuement dans le numéro 5 de l'*Internationale situationniste*.<sup>1994</sup>

C'est en 1959 que Guy Debord entre en relation avec "Socialisme ou barbarie", en envoyant un exemplaire de la revue. "Socialisme ou barbarie" occupe une position pourtant assez différente tant par les sujets abordés, les thématiques développées que par les registres employés : une certaine complémentarité peut pourtant se dégager d'une commune radicalité aussi anti-communiste "réel" qu'anti-capitaliste. Les analyses de la Hongrie dans "Socialisme ou barbarie" avaient sans doute joué un rôle non négligeable, comme il en avait été pour le désenclavement relatif de "Socialisme ou barbarie" vis-à-vis du champ intellectuel. Daniel Blanchard souligne cette dimension dans un écrit récent : "... le lien entre une exigence aussi radicale et l'action concrète du prolétariat s'avérait à nouveau pensable. Pour qui voulait voir la réalité, les insurgés de Budapest - dont Debord avait reçu par son ami Attila Kotanyi des nouvelles de première main..."<sup>1995</sup>.

En outre, les révolutions du Tiers monde frappent tout autant les situationnistes que les membres de "Socialisme ou barbarie", les premiers imputent plus systématiquement encore l'absence de relais dans les pays occidentaux à une

“faillite” communiste que les seconds qui s’interrogent aussi sur ce qu’on pourrait assimiler à la “culture ouvrière”.

Pourtant dans le numéro 2 du bulletin situationniste de décembre 1958, “Socialisme ou barbarie” n’était pas épargné dans un texte consacré à “L’effondrement des intellectuels révolutionnaires” : “La république parlementaire bourgeoise ayant été balayée en France sans résistance, les intellectuels révolutionnaires dénoncèrent d’une seule voix l’effondrement des partis ouvriers... Seul leur a paru indigne d’être signalé leur propre effondrement.

“C’était précisément une génération intellectuelle peu brillante. (...) Dans la seule pensée politique, ils avaient le beau rôle... c’est que l’absence du parti communiste leur laissait le monopole de la libre réflexion, et les illustre par contraste.” / parti est orthographié sans majuscule dans le texte. Par ailleurs, affirmer l’“absence” d’un parti par ailleurs existant est un moyen de rejeter l’identité de celui-ci, utilisé comme mode radical de contestation de sa politique qui peut être rapproché de la stratégie de désaveu sémantique pratiquée dans “Socialisme ou barbarie” à propos de l’Union soviétique. En outre, le mépris est une arme beaucoup utilisée par les situationnistes.

“(…) Sitôt ouverte la crise de mai, la majorité des intellectuels révolutionnaires, avec les partis ouvriers, a fait naufrage dans une idéologie républicaine bourgeoise qui ne pouvait correspondre à aucune force réelle (...) En revanche, le groupe Socialisme ou Barbarie” /orthographe originale/, pour qui le prolétariat est une sorte de Dieu Caché de l’histoire, s’est félicité les yeux fermés de son désarmement, qui ne pouvait correspondre qu’... à une tardive libération de l’influence des partis et des syndicats /ce qui est assez éloigné de l’analyse du 13 mai 1958 dans “Socialisme ou barbarie”, on l’a vu, mais par contre ne va pas sans rappeler effectivement certaines des espérances exprimées pendant les premières années de fonctionnement du groupe.

La suite du texte est très “organisationnaliste”, et en cela assez proche du trotskisme, voire des membres de “Socialisme ou barbarie” les plus attachés à la nécessité d’une direction politique : “Seul, le prolétariat, par son absence

d'organisation révolutionnaire, son absence de liaison avec la lutte des peuples colonisés, n'a pas été capable de mettre à profit la crise coloniale de la république bourgeoise pour accomplir son programme. Mais il n'avait pas plus de programme qu'il n'avait de direction...".

La défense de la nécessité du programme est assez proche de la conception de Cornélius Castoriadis, sans toutefois l'articuler aussi étroitement à ce que ce dernier considère comme l'expérience ouvrière la plus radicale, sur laquelle il y aura d'ailleurs divergence latente, les situationnistes privilégiant nettement les actes de destruction ; par contre, l'insistance sur la notion du changement de l'individu, au travers de la création de sa vie personnelle, est assez éloignée de la vision "sociale-barbare" de la révolution : "La principale leçon qu'il faut en tirer, c'est que la pensée révolutionnaire doit faire la critique de la vie quotidienne dans la société bourgeoise ; répandre une autre idée du bonheur. (...)

"La propagande révolutionnaire doit présenter à chacun la possibilité d'un changement révolutionnaire profond, immédiat." <sup>1996</sup>

Il en ira de même en 1960 dans les *Esquisses programmatiques*.

"Le Non-Avenir est fondé sur la conviction que les forces les plus évoluées des pays capitalistes permettent, dès à présent, dans ces pays, de faire l'épargne de la phase transitoire de la société socialiste. "

"Les pays du Tiers-Monde sont le pivot de la révolution du XX<sup>e</sup> siècle parce que leur accession à l'indépendance est aussi le creuset des forces vives de l'un et l'autre bloc." <sup>1997</sup>

Par contre, les risques de reconstitution de nouveaux types de rapports de domination et d'exploitation seront beaucoup plus explicites en 1960 : "Le problème est de faire prendre conscience à ces masses "du maximum de conscience possible", afin que le rapport historique modifié par la société sans classe ne soit le retour de l'ancien rapport existant entre la classe et le parti, entre la classe et le syndicat." <sup>1998</sup>

Il en va également ainsi pour le Tiers-monde, avec un raisonnement assez différent de celui développé dans “Socialisme ou barbarie”, marqué qu’il est par quelques réminiscences du schème de la “Révolution permanente” : “Dans ces pays du Tiers-monde, le développement des forces productives... entre en lutte contre l’appareil bureaucratique, qu’il soit l’héritage de la décolonisation ou l’introduction des méthodes de planification en usage dans les pays socialistes.”<sup>1999</sup>

En 1959-1960, les contacts se nouent par l’intermédiaire de Daniel Blanchard *Canjuers* et aboutissent à la rédaction de “Preliminaires pour une définition de l’unité du programme révolutionnaire” qui doivent être communiqués dans les deux groupes.

Daniel Blanchard revient sur cette rencontre dans un écrit récent : “... mon regard s’est trouvé capté par cette mince et élégante publication, sa couverture scintillante... /je/... me suis immédiatement jeté dans l’exploration de ce qui m’apparaissait peu à peu comme une terre nouvelle, un autre monde, bizarre mais fascinant, de la modernité.” “Or, nous-mêmes à “S ou b”/ “SouB” dans le texte, comme le plus souvent sous la plume des anciens membres du groupe/, nous nous sentions à la pointe de la modernité... je découvrais qu’un petit groupe d’inconnus avaient, eux, des choses passionnantes à nous dire. Étranges, certes, pour nos esprits braqués sur l’horizon marxiste, même s’il s’agissait pour beaucoup d’entre nous de l’outrepasser... D’une étrangeté attirante... séduisante... La critique de l’art et de la culture débouchait sur une utopie de la vie libérée que ces jeunes aventuriers expérimentaient dès maintenant dans des pratiques poétiques telles que la “dérive” à travers la ville, ou la description illustrée d’une cité fantasmagorique... et qui habitait déjà virtuellement les visages que quelques photos grises montraient autour de tables de café, traversant les nuits, portés par une ardente et infinie conversation...” “La nécessité de cette rencontre et sa fécondité nous les avons vérifiées en détail /Guy/ Debord et moi, durant les mois suivants, au cours de longs tête-à-tête dans des bistrotts ou de balades sans fin par les rues. Le projet de l’autogestion généralisée à tous les aspects de la vie sociale, que portait le mouvement ouvrier dans ses moments de création les plus spontanés... venait offrir un soubassement social et politique au rêve d’un “usage de la vie” inventé à chaque instant... Et la subversion de l’institution artistique et culturelle, que voulait incarner l’“IS”<sup>2000</sup>.

“Dans un restaurant de la rue Mouffetard, le 20 juillet 1960, nous avons mis la dernière main à ce que nous aurions aimé voir comme un protocole d’accord entre l’avant-garde de la culture et l’avant-garde de la révolution prolétarienne...”<sup>2001</sup>.

Pendant l’été, chacun devait faire circuler les *Préliminaires pour une définition du programme révolutionnaire*. Le texte qui est effectivement diffusé ne semble pas avoir éveillé grand intérêt dans le milieu “social-barbare”. “After it appeared on July 20, 1960, it circulated around SB without arousing much interest.”<sup>2002</sup>. Daniel Blanchard devant quitter la France, il restera dix mois en Guinée, c’est Pierre Guillaume qui poursuit le “contact.” “/Guy/ Debord est entré en contact avec moi le 27 octobre 1960 pour la grande manif. sur la guerre d’Algérie, et puis quelque temps après, il a adhéré à “Soub”. Il y a eu les grèves belges... il a quitté à la Conférence internationale qui s’était tenue dans le local des francs-maçons, près du cimetière Montparnasse... j’ai suivi ça avec une extrême attention... justement en me rendant compte qu’il était en train de se passer quelque chose et en observant bien ce qui se passait. C’est très, très curieux, parce que /Guy/ Debord a suscité une hostilité absolument fantastique et absolument injustifiée, c’est-à-dire c’est précisément parce que son comportement était absolument irréprochable. Il disait ce qu’il faisait, il faisait ce qu’il disait... et alors après, j’ai entendu des versions absolument fantastiques sur l’attitude de Guy Debord, par tout le monde.”<sup>2003</sup>

L’adhésion surprend beaucoup Daniel Blanchard, par contre, il ne s’étonne pas de la démission, en mai 1961 : “... durant cette absence j’ai appris que /Guy/ Debord avait formellement adhéré à “Soub” et qu’il participait pleinement à ses activités et en particulier à ses interventions dans les grandes grèves qui secouèrent le Borinage belge dans l’hiver de 1961. La nouvelle m’a surpris. Cette adhésion me semblait aller au-delà du rapprochement réellement accompli entre nous. (...) Debord m’avait dit qu’il était souhaitable que, dans la pratique, les deux groupes continuent à œuvrer chacun dans sa voie.”<sup>2004</sup>

Guy Debord participa régulièrement aux activités de “Socialisme ou barbarie” et se joignit à la “mission” qui partit en Belgique, au moment des grandes grèves de décembre 1960-janvier 1961 et à laquelle auraient également participé Daniel Mothé et Alain Girard, selon *Tika*<sup>2005</sup>.

Comme Daniel Blanchard avait été séduit par le bulletin de *l'Internationale situationniste*, ainsi que par l'intensité de ses rencontres avec Guy Debord, nombre de jeunes sont attirés par le style de ce dernier : "Debord a... apporté une espèce de souffle nouveau, surtout pour des jeunes qui étaient en quête de pureté, d'originalité et d'anticonformisme. Il nous apparaissait comme plus anticonformiste que "S ou b"<sup>2006</sup>. Dans un entretien *Tikal* a parlé de la "fascination"<sup>2007</sup> exercée par Guy Debord sur certains jeunes étudiants du groupe.

Au moment du départ, il y a une "fronde" de quelques "jeunes", un petit groupe, moins perturbatrice sur le moment que ne sera la révolte ouverte menée ultérieurement autour de Georges Lapassade. "/Guy/ Debord était le pape situationniste, pas susceptible de supporter le pape /Cornélius/ Castoriadis."<sup>2008</sup>

"Il avait apparemment tenté de soulever la jeunesse du groupe, des étudiants pour la plupart, mais ça n'avait été qu'une Fronde. /Selon Daniel Blanchard/ Quant aux autres membres, ils ignorèrent délibérément Debord et l'"IS"... "<sup>2009</sup>.

Alain Girard particulièrement actif parmi ces "jeunes" attirés par les situationnistes" ne sera pas intégré à l'"IS" et aura même ultérieurement l'impression d'avoir été manipulé par Guy Debord : "... on ne lui était plus utile "<sup>2010</sup>. L'amitié de Daniel Blanchard avec Guy Debord et Michèle Bernstein ne durera pas non plus et sera rompue par le couple situationniste. Il n'est pas certain que l'objectif du couple situationniste n'ait pas été plutôt de susciter une opposition interne à "Socialisme ou barbarie".

Le départ de Sébastien de Diesbach, *Simon Chatel*, n'est que provisoire, de même d'ailleurs que celui de Jean-Louis Tristani. Le second, sur l'itinéraire duquel on n'aura plus guère l'occasion de revenir est philosophe, ancien élève de Jean-François Lyotard, mais à la Sorbonne, après être passé quant à lui par le séminaire. Il est né dans une famille de militaires, beaucoup plus marquée par

l'extrême droite, et même la collaboration, que celle de Pierre Guillaume, également ancien élève de Jean-François Lyotard. Il n'a pas plus que Pierre Guillaume, par exemple, connu d'autre engagement politique avant sa venue à "Socialisme ou barbarie" qu'il quitte au moment de la préparation de l'agrégation, comme nombre de militants de diverses générations. Il a par contre été très profondément marqué par le catholicisme, au point de passer une licence de théologie catholique en 1958, après avoir suivi le Petit, puis le Grand séminaire et c'est au travers du catholicisme qu'il rejoint l'extrême gauche politique dans le contexte de la guerre d'Algérie. Il aura tendance à considérer son expérience à "Socialisme ou barbarie" comme une parenthèse, à peine prolongée en 1968.<sup>2011</sup>

Cette rencontre a cependant joué le rôle d'un révélateur du mode d'intégration ou de non-intégration d'une partie des "jeunes" à "Socialisme ou barbarie". Elle a marqué le point de départ d'une forme de révolte latente qui ne cessera plus et prendra le plus souvent la forme d'une contestation interne anti-autoritaire qui s'agrègera un temps autour de Georges Lapassade.

En revanche, Guy Debord et ses thèses, comme le protocole qui avait été rédigé avant son adhésion, n'ont guère intéressé les anciens de "Socialisme ou barbarie" eux-mêmes par ailleurs profondément divisés par le texte de Cornélius Castoriadis sur "Le mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne". La discussion de celui-ci est pourtant contemporaine des premiers contacts entre Daniel Blanchard et Guy Debord. En outre, la présence de Guy Debord au sein de "Socialisme ou barbarie" coïncide avec la publication de ce texte qui soit continue à soulever l'opposition de ces "constructeurs" du collectif soit les bouleverse.

Ainsi, en mai 1961, dans une lettre<sup>2012</sup>, *Véga* s'étonne du problème provoqué par les démissions de *Simon Chatel*, Sébastien de Diesbach, Jean-Louis /il s'agit sans doute de Jean-Louis Tristani, né en 1935, seulement un an après Sébastien de



Diesbach, Daniel Blanchard, Jeanine Weulersse, par contre venu nettement plus tard à “Socialisme ou barbarie”, dans le contexte de la guerre d’Algérie, et “Guy (D)” Debord. Il est surpris que les “... camarades s’inquiètent que ces démissions soulèvent la question du fonctionnement de l’organisation et la question de son orientation politique”. *Véga*, quant à lui, énumère des cas individuels qui illustrent des échecs beaucoup plus graves de “Socialisme ou barbarie” : son incapacité à intégrer les ouvriers, les employés, voire les instituteurs : les “camarades de *Tribune ouvrière*” “... tout en défendant des positions... sensiblement identiques refusent de faire partie de l’organisation” ; - “... l’incapacité de faire adhérer deux camarades du GLAT (un employé, un instituteur) - une camarade de l’UPS (... employée sous-déléguée)” ; - ou de les garder comme Imbert, “instituteur /qui a renouvelé/ son abonnement à la revue et à “PO”, mais “... adhéré au PSU et milite activement au SNI”, Marie-Rose “... d’accord sauf en ce qui concerne les syndicats” et qui a adhéré au PSU, parce qu’elle voulait “militier avec des salariés”, Roland “jeune employé des PTT” qui avait adhéré trois mois plus tôt, Jean /Jean Amaury probablement/ menuisier qui ne sait pas alors s’il restera.

Quant à Cornélius Castoriadis, il aurait qualifié le style des jeunes sociaux-barbares regroupés autour de Guy Debord de “dadao-clochard”<sup>2013</sup>, tout en ne négligeant pas cependant la force des propos et en tout cas leur influence sur certains des jeunes disciples, par ailleurs proches de lui et auxquels il tient.

De l’objectif d’une “révolution culturelle... construction expérimentale de la vie quotidienne”<sup>2014</sup> qui doit aussi être le moyen de la révolution, on trouve cependant une sorte de trace dans le discours de Cornélius Castoriadis dans “Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne” publié en 1961 dont le contenu est discuté depuis 1959, quand il définit ce mouvement lui-même comme lieu “... où un nombre croissant d’individus réapprennent la vraie vie collective.”<sup>2015</sup> C’est une préoccupation nouvelle à “Socialisme ou barbarie”, où la créativité collective était jusqu’alors surtout recherchée dans la participation/contestation inscrites dans le processus de production.

Quant aux situationnistes, ils continuent presque comme au temps du rapprochement de Guy Debord de saluer “Socialisme ou barbarie”, ainsi que “Correspondence” de Détroit, voire “Solidarity” et d’autres groupes en contact durable avec “Socialisme ou barbarie”, ce qui est d’autant plus notable qu’ils sont particulièrement avares en matière de louanges, mais dorénavant critiques et appréciations positives alternent.

En effet, dans le n° 4 de juin 1960, dans “Sur l’emploi du temps libre”, *Socialisme ou barbarie* avait été salué pour sa querelle avec les sociologues : “La plus grossière banalité des sociologues de gauche, depuis quelques années, est d’insister sur le rôle des loisirs... dans la société capitaliste développée.”

“À un colloque particulièrement accablant de ces chercheurs... le numéro 27 de *Socialisme ou barbarie* consacrait un rappel à l’ordre qui replaçait leurs travaux mythologiques dans le ciel des sociologues. Canjuers écrivait : “... le capitalisme moderne, pour pouvoir développer la consommation... développe dans la même mesure les besoins, l’insatisfaction des hommes reste la même... course à la consommation, au nom de laquelle on justifie la frustration de plus en plus radicale de toute activité créatrice...”.

Mais /Canjuers / Daniel Blanchard, le futur interlocuteur privilégié de Guy Debord, n’est pas le seul à être loué, il l’est en compagnie de Delvaux /Cornélius Castoriadis/ ; ce dernier pour avoir insisté sur la persistance de formes de pauvreté “... les 4/5 des salariés vivant perpétuellement dans la gêne... surtout... /il n’y a aucun lieu de s’inquiéter si le prolétariat participe ou non aux valeurs parce qu’ il n’y en a pas. ”... culture... auto-dénonciation de la société et rage contre la culture.”<sup>2016</sup>

Le numéro 5 de décembre 1960 ne comporte sobrement qu’une citation de Pierre Chaulieu /Cornélius Castoriadis, tirée du n° 22 de *Socialisme ou barbarie*, donc d’un texte déjà relativement ancien qui figure sous la reproduction d’une oeuvre d’Asger Jorn : “Le vulgaire voit dans une marchandise une marchandise, au lieu d’y voir un moment de la lutte de classe cristallisé ; il voit dans les défauts d’une marchandise des défauts,

au lieu d'y voir la résultante d'un conflit de l'ouvrier avec lui - même, de l'ouvrier avec l'exploitation." <sup>2017</sup>

Ultérieurement, l'expression de la considération pour certaines analyses qui concernent surtout le travail ouvrier ne va plus sans celle de la désapprobation d'autres, ainsi que plus globalement de la physionomie et des objectifs de "Socialisme ou barbarie", ce qui peut être une manière d'encourager à l'action théorique autant que pratique ceux qui au sein de "Socialisme ou barbarie" avaient été attirés par les thèses de Guy Debord.

Parmi les "Notes éditoriales" du numéro 6 d'août 1961, dans "Instructions pour une prise d'armes", référence blanquiste, la mention favorable à "Socialisme ou barbarie" est aussitôt complétée par une critique : "... la pleine liberté du temps nécessite d'abord la transformation du travail, et l'appropriation de ce travail dans des buts et des conditions en tout différents du travail forcé existant jusqu'ici (cf l'action des groupes qui publient en France *Socialisme ou barbarie*, en Angleterre *Solidarity for the Workers Power*, en Belgique *Alternative*)."

Ces blâmes qui suivent l'appréciation bienveillante visent les mêmes causes que la rupture au demeurant : " Mais, à partir de cela, ceux qui mettent l'accent sur la nécessité de changer le travail lui-même, de le rationaliser, d'y intéresser les gens, prennent le risque, en négligeant l'idée du contenu libre de la vie... de couvrir en fait une harmonisation de la production...".

Et surtout : "Sans la critique de la vie quotidienne, l'organisation révolutionnaire est un milieu séparé, aussi conventionnel et finalement passif, que sont ces villages de vacances qui sont le terrain spécialisé des loisirs modernes."

"Même dans le groupe révolutionnaire le plus anti-hiérarchique et libertaire, la communication entre les gens n'est aucunement assurée par leur programme politique commun." <sup>2018</sup>

De même dans “Les mauvais jours finiront” du numéro 7 d’avril 1962 : “Des publications militantes comme *Socialisme ou barbarie* /Barbarie dans le texte/ à Paris ou *Correspondence* à Détroit, ont fait paraître des travaux très documentés sur la résistance permanente des ouvriers dans le travail (contre toute l’organisation de ce travail), sur la dépolitisation et la désaffection à l’égard du syndicalisme...” C’est néanmoins à nouveau d’un dépassement y compris de “Socialisme ou barbarie” dont il est question au travers notamment d’un appel à “... une critique plus profonde traduite en actes...”, ce dernier terme étant essentiel pour les situationnistes, “de l’*idéologie*, dans laquelle les groupes révolutionnaires croient posséder des titres positifs, garantissant leurs fonctions...” et à l’abandon “... de l’auto-mystification du sérieux politique...”. Le rejet de la “spécialisation” a également été tenté à “Socialisme ou barbarie”. Quelle que soit l’importance déjà soulignée de la recherche d’échanges entre théoriciens et détenteurs d’une “expérience” professionnelle, voire militante, les membres de “Socialisme ou barbarie” n’avaient certes pas privilégié la recherche “... d’un nouveau style de vie - d’une nouvelle passion”, surtout au sens situationniste du terme<sup>2019</sup>. Quant au sérieux politique... il n’a jamais été absent de cette revue particulièrement austère.

La politique de non-belligérance de l’IS vis-à-vis de “Socialisme ou barbarie” persistera jusqu’en 1964.<sup>2020</sup>

Les situationnistes s’attaquent par contre à Claude Lefort, et plus encore à Edgar Morin dès 1960 : “On vit... certains vieux spécialistes de la mise en question totale des “perspectives” sociales se questionner promptement sur leur propre perspective à cet excès, et s’employer aussitôt à détourner des signatures vers une pétition respectueuse par laquelle la Fédération de l’Éducation nationale faisait savoir qu’elle souhaitait que cette guerre se terminât par une négociation (on pense particulièrement à Edgar Morin et Claude Lefort)”<sup>2021</sup>. Edgar Morin est d’ailleurs quant à lui l’objet d’une attaque très violente dans le même numéro, ainsi que la revue *Arguments* qui fait l’objet d’une “excommunication” comme les situationnistes aiment à les pratiquer : “Le Conseil /Central de l’IS/ a décidé que toute personne qui collaborera à la revue *Arguments* à partir du 1er janvier 1961 ne pourra en aucun cas être admise... parmi les

situationnistes”. Une page presque pleine est consacrée au sujet dans les renseignements situationnistes, alors ou plutôt parce que plusieurs proches d’*Arguments* ont notamment signé le Manifeste dit des 121 à commencer par Dyonis Mascolo jusqu’alors membre du comité de rédaction de cette revue.<sup>2022</sup>

L’”anti-argumentisme” tenace des situationnistes doit être d’autant plus souligné qu’il sera une des composantes de la charge contre “Socialisme ou barbarie”, à partir de 1964, une fois la critique du marxisme explicitée, la rupture avec l’organisation militante “Pouvoir ouvrier” consommée, mais aussi le dialogue de Cornélius Castoriadis avec les ex-argumentistes engagé au sein du Cercle Saint-Just.

Au demeurant, le ferment de révolte semé et entretenu par l’*IS* est nettement moins corrosif que la confrontation de “Socialisme ou barbarie” / “Pouvoir ouvrier” à ses propres difficultés en tant qu’organisation militante nationale enfin lancée sans grands moyens à la conquête de la classe ouvrière, alors qu’une partie des membres du collectif, à la suite de Cornélius Castoriadis, considèrent de plus en plus qu’elle ne jouera pas le rôle révolutionnaire qu’ils attendaient d’elle dans un avenir proche.

*- Divergences d’appréciations et de comportements politiques à propos de l’Algérie*

Loin de la révolution de et par la vie quotidienne chère aux situationnistes et à certains “jeunes” du groupe, voire de la prédilection, constante, de “Socialisme ou barbarie” pour les rapports sociaux dans l’entreprise, l’Algérie apparaît comme un sujet plus proprement politique. De surcroît assez extérieur à la problématique du groupe. Il oblige, en effet, en premier lieu, à poser un type de problème national, en second, à se positionner face à une révolte de masse, sans

pouvoir ignorer ceux qui se présentent comme ses représentants, mais au-delà de l'analyse, il pose des problèmes d'information/mobilisation/pression au sein de la puissance coloniale, voire du type d'engagement en faveur et/ou auprès des Algériens.

Dès 1958, Claude Lefort insiste sur la “ nécessité de reconnaître la validité de cette lutte”, critiquant ceux qui ne voient pas que “ la domination impérialiste a créé un problème national spécifique” et que “... les masses, hier encore... annihilées sous l'oppression, tentent de prendre leur sort entre leurs mains, découvrent leur immense pouvoir...” tout en se voulant lucide : il ne faut pas “ nous dissimuler et dissimuler aux autres”, selon lui, “ ... qu'elle exprime déjà dans son développement actuel des aspirations sociales et des intérêts divers.”<sup>2023</sup>

Comme le met bien en valeur Aurélien Moreau qui a consacré un mémoire à cette question, pour certains des plus anciens du groupe, cela ne va pas de soi. Il en va très explicitement ainsi de *Chazé* qui, venu de la première Union communiste, mais ayant rejoint “Socialisme ou barbarie”, a conservé ultérieurement des relations avec ce dernier groupe, surtout au travers de sa correspondance avec *Simon*, il est vrai : “En ce qui concerne l'Afrique du Nord, la question a toujours existé, avant comme après la guerre.”

Nous devons avoir une opinion extrêmement critique vis-à-vis des mouvements d'émancipation nationale, surtout lorsqu'il existe un embryon de prolétariat dans les pays en cause... ”.

“... Soutenir le FLN, c'est renier tout ce qui a constitué l'apport politique essentiel du groupe : la lutte contre la “bureaucratie”. Car le FLN, c'est Josip Broz dit/ Tito... /Jawaharial/ Nehru... Soekarno /ou Sukarno/ Achmed/... Ho Chi Minh... Mao-Tsé-Toung...”<sup>2024</sup>.

La majorité du groupe est cependant favorable à la révolte algérienne. Les problèmes soulevés par les acteurs politiques d'une telle révolte sont infiniment plus complexes pour le groupe.

Ainsi / *Philippe/ Guillaume* semble avoir eu une forme de sympathie pour le MNA, appuyé par les “lambertistes”, on l’a dit, avec lesquels “Socialisme ou barbarie” est notamment en contact au début de l’année 1958.<sup>2025</sup>

Collectivement, “Socialisme ou barbarie” cherche surtout à échapper au “diktat” des organisations algériennes pour lesquelles les contacts entretenus avec chacune d’entre elles ne sauraient être qu’exclusifs.<sup>2026</sup>

*François Laborde*, Jean-François Lyotard, écrit dans *Socialisme ou barbarie*, s’adressant en particulier aux “lambertistes”, que “... le MNA n’est pas le bolchevisme algérien...”, en ajoutant “... tout simplement parce qu’il ne peut pas y avoir de nationalisme algérien dans les conditions actuelles du développement de l’industrie.”<sup>2027</sup> S’agissant du FLN, il déclare également : “Cela ne signifie pas... que le FLN soit davantage l’incarnation du prolétariat algérien. C’est un front national, c’est-à-dire une “ union sacrée ” des paysans, des ouvriers, des employés et des petits bourgeois, à direction bourgeoise. Le CCE en est le Comité de Salut public... il exerce sur l’ensemble des classes algériennes une dictature énergique, qui n’hésite pas devant la terreur. Nul besoin d’aller chercher, pour expliquer le meurtre de Ahmed Bekhat, dirigeant syndicaliste messaliste, par le Front, l’influence pernicieuse d’un stalinisme qui noyauterait la direction frontiste... il n’y a aucune collusion du FLN et du PC pas plus français qu’algérien.”<sup>2028</sup>

Jean-François Lyotard qui a été le grand spécialiste de cette question dans la revue à partir de 1956, s’y consacre également dans *Pouvoir ouvrier* dès la rentrée 1959.

Avant de revenir sur son rôle dans *Pouvoir ouvrier*, auprès des étudiants à Paris et dans l’organisation des stages de formation, il est intéressant de noter que cette spécialisation n’a pas été tout à fait évidente pour Jean-François Lyotard lui-même, malgré l’intérêt extrêmement vif qu’il avait porté à cette question et son engagement finalement très profond. On avait déjà noté la différence entre le

caractère généraliste des textes des “pères fondateurs” par opposition à la spécialisation des nouveaux venus. S’agissant de l’Algérie, le “poids” du sujet change, compte tenu de l’aggravation de la situation et de son effet dans la vie politique française, ainsi que comme facteur de restructuration/reclassement au sein de la gauche et de l’extrême gauche. Et sur le gaullisme les textes de Jean-François Lyotard sont également majoritaires, même s’il n’a pas plus “l’exclusivité” que sur l’Algérie. Une telle transformation de la hiérarchisation entre textes sur ces sujets peut être comparée à la place prise par ceux de Daniel Mothé : l’importance accordée au journal ouvrier était extrêmement grande dans *Socialisme ou barbarie*. Mais le sens de l’observation et de l’analyse développé par le militant ouvrier avait conféré une place particulière à ses écrits. Au demeurant les textes théoriques des “pères fondateurs” sur le même sujet, à commencer par Cornélius Castoriadis, y tenaient toujours une grande place ; les uns et les autres entretenant souvent des relations d’échanges et de complémentarité, on l’a vu dans le chapitre précédent.

Si Jean-François Lyotard se consacre finalement à l’Algérie, c’est après une ébauche avortée de traitement de l’Amérique latine : “J’avais fait un premier article sur les mouvements ouvriers en Amérique latine. Je n’y connaissais absolument rien. Et du reste, il avait été refusé tellement il était mauvais. Ils m’avaient obligé à changer de ton... et de style et à travailler autrement. C’est une très bonne chose... c’était Véga qui m’avait tapé sur les doigts.”

- Q : ... par rapport à quoi ?

“Je ne sais déjà pas très bien ce qu’est la réalité... Enfin, l’atterrissage a été plutôt dur ! Mais c’était très bien comme ça.”<sup>2029</sup>

C’est effectivement en 1954 que le groupe avait amorcé un début de débat sur les pays en développement, Aurélien Moreau mentionne en particulier une discussion sur l’Amérique latine également en octobre 1954 où il cite notamment ces remarques justes de Cornélius Castoriadis : “Il importe d’insister sur le développement dans les pays arriérés de mouvements nationalistes, peut-être vieux style dans les conditions modernes mais n’affirmant pas moins leur existence. Dans les pays coloniaux... le nationalisme bourgeois arrive à



prendre de l'importance... dans des formes qui étaient inconcevables d'après les schémas trotskistes (exemple de l'Égypte).”

À la même époque, dans le champ intellectuel la sensibilité aux problèmes du Maghreb s'accroissait, sans qu'il y ait pourtant mobilisation ; cette date est cependant tardive comparée à la plus grande précocité de l'intérêt manifesté pour les pays en développement.

En outre, cette première ébauche n'aboutit pas. En effet, l'année suivante, Cornélius Castoriadis ne parviendra pas à emporter l'adhésion des membres du groupe, lorsqu'il tentera sa propre synthèse sur le sujet. Le jeune historien évoque toujours à l'automne 1954 un exposé sur l'Afrique par *Jean Seurel*<sup>2030</sup>, nouvel exemple de maintien de contacts de la part de personnes qui s'étaient éloignées très tôt.

Si la spécialisation en général et sur l'Algérie en particulier ne va pas de soi pour Jean-François Lyotard au moins *a posteriori*, il s'agit peut-être plutôt d'un certain malaise, mal-être ou au moins d'une difficulté à trouver sa place en s'affirmant plus fortement, soulignée d'ailleurs par plusieurs “anciens” interrogés, on l'a dit dans le chapitre V.

“... on m'a collé la chronique algérienne, ce qui n'était pas fascinant ! Et bien j'ai effectivement bénéficié de l'expérience que j'avais, parce que je connaissais beaucoup de gens qui étaient ou d'anciens étudiants qui étaient engagés soit du côté des stalinistes, soit du côté nationaliste...” Plus loin, dans le même entretien, Jean-François Lyotard ajoute qu'il s'est “confiné, ou on m'a confiné, ou les deux” dans les tâches d'organisation.<sup>2031</sup>

Jean-François Lyotard est alors très activiste, on l'a vu, tant à La Flèche et au Mans que plus tard à Paris, notamment auprès des étudiants, même si la formation occupe une grande place dans ses activités. Au sein de l'UGS et auprès

des minoritaires de la CGT, avec lesquels Jean-François Lyotard milite dans la région du Mans, en faisant principalement de la formation, l'Algérie a été un "thème" d'entrée en contact et reste un sujet essentiel, on l'a vu. Ce sera aussi vrai à Paris auprès des étudiants.

"Le groupe s'est gonflé, il y a eu un moment où il était assez important." <sup>2032</sup>

"À ce moment-là, oui, fin des années 50, début des années 60... c'était le milieu le plus actif." <sup>2033</sup>

"... des étudiants politisés, parce qu'ils étaient politisés par la guerre d'Algérie." <sup>2034</sup>

"... beaucoup d'étudiants étaient venus sur une base effectivement de résistance à l'armée, donc on a mené aussi le travail de ce côté-là. Et le travail dans l'armée ce n'est pas facile..." <sup>2035</sup>.

La réalité est un peu plus complexe, puisque les étudiants les plus actifs à ce moment-là ont adhéré plus tôt à "Socialisme ou barbarie", l'événement fondateur ayant été la Hongrie pour certains d'entre eux, et on verra bientôt que ceux qui rejoignent le groupe alors ne s'y sont pas tous bien intégrés et n'ont pas tous été non plus très "politisés", de même que certains de ceux qui l'ont rejoint un peu avant.

L'Algérie est un sujet très fréquemment abordé dans *Pouvoir ouvrier*. Dès qu'il est à Paris, Jean-François Lyotard s'y consacre particulièrement. Dans le premier éditorial qu'il rédige pour *Pouvoir ouvrier*, à l'automne 1959, il écrit notamment : "Les travailleurs sont pour la paix en Algérie, mais ils ne sont pas pour les Algériens" <sup>2036</sup>.

En juin 1960, "Pouvoir ouvrier" se fait l'écho d'un accroissement de la mobilisation, en remarquant que "le mécontentement contre la guerre s'est approfondi, en particulier après le discours de de Gaulle... Des militants, des intellectuels, des jeunes ont pris des

initiatives de lutte contre la guerre qui ont accéléré ce réveil.”<sup>2037</sup>. Parmi les stages d'études organisés pendant l'été dont il sera à nouveau question bientôt, le groupe en organise en particulier un sur la guerre d'Algérie du 30 juillet au 8 août 1960 dont le sujet officiel est “la sociologie de la culture”.<sup>2038</sup>

Jean-François Lyotard se montre particulièrement actif dans l'organisation de ces stages : “... c'était une rude tâche... moi, je faisais un cercle d'études..., quasiment hebdomadaire, spécifique pour les étudiants, et c'était une tâche du groupe de leur faire acquérir une maturité politique accélérée.”<sup>2039</sup>

“Socialisme ou barbarie” participe aussi à la manifestation du 27 octobre 1960 et y distribue deux tracts propres au collectif, signés “Pouvoir ouvrier”<sup>2040</sup>. On a vu que c'est à l'occasion de cette manifestation que Guy Debord a pris contact avec Pierre Guillaume, ancien élève de Jean-François Lyotard, et adhéré peu de temps après à “Socialisme ou barbarie”. Mais cette manifestation a également permis selon les membres du groupe de renouer de nombreux autres contacts.

À la suite de cette manifestation, “Socialisme ou barbarie” constitue des comités d'action, après une réunion publique tenue le 26 novembre. Trois groupes sont formés à la Sorbonne, en Lettres, en Droit et en Sciences et un autre à Renault Billancourt qui ne perdureront pas au-delà de mars 1961.

Les membres de “Socialisme ou barbarie” continuent à participer aux manifestations qui s'organisent au Quartier Latin ou chez Renault, avec des mots d'ordre propres “Évacuez l'Algérie !”, “Algérie indépendante !” et “Libérez les Algériens !”.

Des cellules de province se livrent à une véritable mobilisation. Mais la confrontation de leurs militants avec leur environnement étant vive, le problème

des relations Paris/province, déjà évoqué, se pose alors de manière particulièrement aiguë. Aurélien Moreau dans son mémoire sur les *Intellectuels révolutionnaires en guerre d'Algérie* : “*Socialisme ou barbarie*” cite notamment une lettre significative d’un militant de province : “... Nous devons nous former nous-mêmes (nous vous rappelons à ce propos l’absence de camarades de la génération antérieure à la nôtre...) Nous sommes seuls face aux problèmes théoriques, philosophiques, etc. Nous ne pouvons arriver à une certaine maturité... que par une documentation livresque... En plus, nous devons former les autres malgré notre culture partielle. Sur les problèmes du jour... nous manquons encore d’une totale expérience pour tirer des interprétations convenables des événements.”<sup>2041</sup>

Si le problème avait été soulevé plus tôt, c’est après la découverte du réseau Jeanson et du démantèlement de “Jeune Résistance”, en juin-juillet 1960 que le débat s’engage au sein de “Socialisme ou barbarie”/“Pouvoir ouvrier” sur l’attitude à adopter.

La question des sursis et des moyens d’échapper au service militaire en Algérie est abordée, Jean-François Lyotard l’a souligné, mais c’est surtout l’éventualité du soutien actif au FLN qui divise le groupe.

Ce dernier a joué un rôle essentiel dans la minorité qui défend un tel engagement, mais il a été rejoint par Daniel Mothé. Il s’agit d’une grosse minorité de 18 voix contre 21.<sup>2042</sup>

Le débat rebondit en septembre, en plein procès Jeanson. Comme lors du départ de Claude Lefort et Henri Simon, la question de l’extension du débat aux militants de province, devenus nettement plus nombreux et pour certains très actifs en ce domaine notamment, est soulevée, mais cette fois à l’initiative des militants de province eux-mêmes. Mais Cornélius Castoriadis et Véra conservent la majorité.

La liberté d'aider le FLN est de fait laissée aux militants à titre personnel, à condition que de telles activités soient nettement séparées de celles du groupe, le comportement extrêmement déterminé de Jean-François Lyotard qui aurait pu susciter une nouvelle scission n'ayant sans doute pas laissé le collectif indifférent.<sup>2043</sup>

De fait, ce dernier avait participé à des actions avec "Jeune Résistance" depuis le début de 1960, selon Andrée May, ancienne épouse de Jean-François Lyotard : notamment avec Guy Hébert des distributions de tracts auprès des appelés en prônant l'arrêt de la guerre et il aurait même tenté dès cette année-là de prendre contact en compagnie de Daniel Mothé avec un réseau de soutien au FLN.

On trouve des engagements de ce type au sein de certains des groupes de province. Ainsi Rivière qui restera à "Pouvoir ouvrier", après la scission "Socialisme ou barbarie" / "Pouvoir ouvrier", expose le mode d'organisation retenu à Caen : "... à Caen, on avait pris la décision d'avoir deux groupes dont un clandestin qui avait des rapports avec le FLN... bien qu'il ne soit pas d'accord avec le FLN... Il y a eu une discussion très violente, d'ailleurs, à l'intérieur de "Soub", pour savoir si on devait ou si on ne devait pas... Et puis, nous avons des contacts avec "Jeune Résistance" qui était une organisation qui se proposait de faire désertier les futurs mobilisés, alors dans la pratique, j'ai été dans la tranche des pré-mobilisés juste en 1962. Je ne l'ai pas été, je ne l'ai été qu'en 1963..."<sup>2044</sup>.

Pour lui, qui est très "politisé", la mobilisation au sujet de l'Algérie a, en partie au moins, correspondu à une forme de compensation, face aux échecs rencontrés dans les autres modes d'intervention, en particulier au sein des entreprises et à la suite de l'incapacité de "Socialisme ou barbarie" de tenir un rôle politique.

“... on s’est cristallisé sur la guerre d’Algérie parce qu’on avait échoué dans les autres domaines, on a eu une audience tout aussi importante sur ce problème, parce qu’il était crucial, surtout que nous on avait une position qui, finalement, était facile à défendre, puisqu’on disait à la fois... Enfin, on mettait tout le monde à sa place, on ne défendait pas le FLN, dans le sens où c’étaient des bureaucrates, etc... Donc on ne trompait personne... alors que tous les autres étaient dans le brouillard. Enfin, je veux dire, ils ne savaient pas trop s’ils devaient défendre le FLN ou s’ils devaient simplement défendre le fait que la France ne devait pas intervenir... enfin ne devait pas faire la guerre en Algérie... Enfin, je veux dire “tout le monde y allait à pas de velours, nous on y allait franco... en disant : le FLN représente la bureaucratie, on le sait, mais il se trouve que la bureaucratie est pratiquement une étape nécessaire dans les pays sous-développés... C’était notre conception à l’époque...”<sup>2045</sup>.

Jean-François Lyotard expose longuement modes d’organisation et divergences, mais prête, quant à lui, un rôle plus actif à Pierre Souyri et même à Daniel Mothé : “Et finalement, on a fait aussi en même temps, une partie du groupe du moins, ça c’était une décision prise d’un commun accord, qu’une partie du groupe participerait au réseau... Et moi, je faisais partie, avec Mothé, les autres sources parlent d’un soutien de Daniel Mothé, sans engagement direct/ on était assez engagé de ce côté-là. Mais que le groupe, en tant que tel, ne pouvait évidemment pas s’afficher comme s’occupant de ces réseaux de soutien...”<sup>2046</sup>.

“ ... je faisais de l’organisation... non pas s’organiser en réseau, parce qu’on n’a jamais été un réseau, mais il y avait plusieurs personnes du groupe qui travaillaient dans les réseaux. On savait de temps en temps faire le point, donc il y avait des réunions clandestines, même par rapport au groupe, ça ça avait été convenu... Pierre Souyri qui était à ce moment-là à Lyon, faisait un travail à Lyon, Daniel Mothé faisait un travail analogue à Paris...”<sup>2047</sup>.

“Mais enfin là-dessus, il y a eu désaccord, parce que beaucoup de camarades, à commencer par /Pierre/ Chaulieu estimaient que... la position que maintenaient /Claude/ Lefort et /Philippe/ Guillaume du reste, c’était... qu’on est archi-critique, on sait très bien que ce sera une para-bureaucratie... bon ce ne sera pas du tout une révolution socialiste, néanmoins on doit faire acte de présence dans ce travail, parce que c’est comme ça. On ne peut pas être absent de cette ligne.”<sup>2048</sup>

“Ce que les camarades objectaient c’était... comme *Chaulieu* et comme *Véga* aussi, c’était “ attention ”, non pas seulement pour des raisons de prudence, mais “ attention”, parce que ça veut dire qu’on oriente le groupe sur une base de lutte anti-colonialiste /anticolonialiste/ (...) Moi, j’ai toujours été un peu suspecté d’être... anti-colonialiste, à l’époque...” / Le philosophe souligne la proximité dans le temps de ce débat avec celui sur les thèses de Pierre Chaulieu sur le capitalisme moderne./<sup>2049</sup>.

Jean-François Lyotard finit même par entrer dans le réseau Curiel qui remplace le réseau Jeanson. Dans cette forme d’action, il aurait parfois été aidé par Pierre Souyri. Jean-François Lyotard adhérerait aussi au Mouvement anticolonialiste français fondé par Henri Curiel.

Il fait également publier dans *Vérité-Liberté* le témoignage de Guy Hébert sur la situation des Algériens retenus au Palais des Sports après la manifestation du 17 octobre 1961.

Daniel Mothé, de son côté, selon ses dires et la plupart des sources, sans s’engager dans les réseaux de soutien au FLN, après l’avoir envisagé, aurait néanmoins participé à des actions d’appui à Renault Billancourt.

Jean-François Lyotard a relaté sa propre appartenance au réseau “Curiel” dans l’entretien accordé : “... moi personnellement, j’étais en contact avec le réseau de Curiel... dans lequel il y avait des communistes. J’y suis entré grâce à mon ami communiste... Claude Duchez, avec lequel on se disputait... Il était aussi un ami de Pierre Souyri. C’est par lui que je l’ai connu. On se disputait chaque fois qu’on se voyait. Mais on a fait ce travail là ensemble... Claude Duchez avait connu Pierre Souyri dans le maquis...”<sup>2050</sup>.

Il est enfin intéressant de souligner que lors d’entretiens peu directifs où il était demandé de “raconter” “Socialisme ou barbarie” et l’expérience personnelle au sein du collectif, il n’est qu’assez rarement question spontanément de ces débats à propos de l’Algérie, alors que ces rencontres ont pourtant été parfois

très longues et multiples et que les autres désaccords sont longuement exposés. Ce sont ceux qui se sont profondément engagés qui abordent le sujet. Pourtant, on l'a vu, les autres éléments qui forment l'histoire du groupe pour cette période sont abondamment "traités" : la croissance, la venue des étudiants, voire la rencontre avec d'autres sensibilités radicales, mais également l'évolution de Cornélius Castoriadis, les désaccords, ainsi que le désarroi qu'elle a suscités.

Par contre, s'il est probable que l'engagement sur la question algérienne a pu jouer un rôle compensatoire face aux résultats limités des actions menées en milieu ouvrier, et plus largement dans les entreprises, voire en masquer les causes - mais pas le bilan, abondamment répété au sein de "Socialisme ou barbarie" - il a aussi été un moyen de mobilisation et de recrutement, comme dans d'autres groupes d'extrême/"ultra"-gauche. Mais il s'est agi d'un mode de recrutement différent des recrutements antérieurs, de jeunes qui peuvent accepter des pans importants des analyses générales de "Socialisme ou barbarie", sans pour autant avoir participé à son cheminement spécifique, tel qu'il avait pu résulter de l'articulation entre la critique de plus en plus poussée du "bolchévisme", du communisme y compris d'opposition, et des conditions d'une autonomie d'action et d'élaboration sur le "terrain". Sans s'arrêter ici sur les limites d'une telle analyse qui sépare mal ou pas les spécificités du communisme dans un contexte pluraliste par rapport aux régimes communistes, voire celles du communisme politique par rapport aux autres partis politiques, on peut noter que ces nouveaux venus peuvent être plus sensibles à la définition d'une ligne politique dont le prisme est plus vaste, déplacé en tout cas, et moins à ce qui a finalement été au cœur de l'expérience sociale-barbare : les conditions du processus de politisation et d'action politique dans le monde ouvrier, outre la critique du communisme. Sans enregistrer de véritables succès au demeurant au-delà de démarches personnelles.



Les différentes formes d'action légales comme illégales menées à propos de l'Algérie seront vivement critiquées par ceux qui se regrouperont autour de Cornélius Castoriadis et formeront la "Tendance" "Pour une nouvelle orientation" non pas tant pour elles-mêmes que pour la place qu'elles ont prises : "Pendant les deux dernières années l'activité autour de la guerre d'Algérie a servi en fait de substitut à une recherche de solution aux véritables problèmes politiques (au sens le plus profond d'orientation) qui se posent à nous. Cela ne constitue pas une critique de cette activité comme telle, mais du fait qu'elle a constitué pratiquement la seule activité du groupe et le thème central de sa propagande." <sup>2051</sup>

De fait, une partie des modes d'action du groupe avaient déjà été abandonnés, les regroupement hors syndicats au sein des entreprises, en particulier. En outre, "Pouvoir ouvrier", à la différence de "Socialisme ou barbarie" plus tôt, se contentait souvent de contacts épisodiques, voire d'entretiens avec des salariés d'une entreprise, le lien entre militants théoriciens et militants d'entreprises étant dénoué.

Ceux qui se sont engagés dans le soutien au FLN, même en restant profondément critiques on l'a vu, sont cependant très déçus après la fin de la guerre d'Algérie. À leur déception face à la situation politique en Algérie s'ajoute un vide, d'autant plus profond si l'on admet le caractère en partie substitutif d'un tel engagement, sachant qu'une échappatoire par rapport à un état des problématiques politiques peut aussi être l'embryon d'un éventuel changement d'échelle.

Ce désarroi qui les atteint à la fin de la guerre s'ajoute à celui produit par l'évolution de Cornélius Castoriadis, qu'ils choisissent finalement "Pouvoir ouvrier" ou "Socialisme ou barbarie".

Outre les désaccords politiques, le collectif se heurte à partir de 1958 à un autre type de sensibilité radicale qui ne définit pas à proprement parler

une “culture politique”, tant la critique de l’autorité y est polymorphe. Ceux qui l’incarnent ne vont pas sans déstabiliser à leur manière certains des “anciens”, mais également des militants de leur âge.

*-“Antiautoritaires” et sensibilité “antiautoritaire” au sein de “Socialisme ou barbarie”*

Nombre d’anciens membres ou sympathisants participants ont conservé de “Socialisme ou barbarie” à partir de 1958 l’impression d’un collectif tout à fait inégalitaire où aurait régné la parole du “maître”. Ceux des nouveaux arrivants qui perçoivent le groupe de cette manière, d’une part, arrivent lorsque le conflit idéologique entre Claude Lefort et Cornélius Castoriadis, soit est sur le point de se dénouer par la rupture, soit lorsque cette dernière est déjà consommée. Le collectif qu’ils connaissent n’est pas structuré par une polémique ouverte où le duel théorique entre les deux théoriciens, explicite et assez égalitaire, a toujours tenu une grande place. De l’autre, ces nouveaux venus, adhérents ou non, ont d’autres références : les surréalistes pour Jean-Jacques Lebel, mais aussi les situationnistes plus tard, on l’a vu, mais également une forte attirance pour la psychanalyse, accompagnée souvent d’une implication personnelle dans une telle démarche. De plus en plus souvent, ils sont animés par une critique d’un autre ordre, beaucoup moins “politique” et leur engagement s’éloigne du militantisme qu’ils rejettent plus ou moins explicitement, ainsi que le type de systématisation idéologique qui prévaut à “Socialisme ou barbarie”. Leur implication dans le groupe est nettement différente de celle des anciens et même des autres minoritaires. La présence d’une telle sensibilité se poursuivra après la rupture ; avec Georges Lapassade, elle prendra même la forme d’un projet de remplacement.

Il en va ainsi pour Jean-Jacques Lebel : “À cette époque-là, j’ai eu des nouvelles de “Socialisme ou barbarie” par /Benjamin/ Péret qui venait me voir à Milan. C’était

passionnant la critique du marxisme par Castoriadis, Lefort.” “Enfin, dans ma tête, “Noir et rouge”, “Socialisme ou barbarie”, c’est pareil...” “J’ai eu des contacts avec “Socialisme ou barbarie jusqu’en 1962”.

“Mais “Socialisme ou barbarie”, c’était l’école. /Cornélius/ Castoriadis restait quatre heures à parler. Il y avait deux ou trois questions des petits élèves à la fin. La réponse durait trois heures.”

Au demeurant, Jean-Jacques Lebel dans le même entretien se montre également critique vis-à-vis d’“ICO” ; “C’est le refus complet de la théorie ou alors il y a des gens comme Saint-James muré dans le marxisme.”<sup>2052</sup> C’est par contre dans le dernier numéro de la revue, après une ultime scission du groupe qu’il publiera un article “Bureaucratie dominante et esclavage politique”.

Il fréquente les petits groupes politiques d’extrême/” ultra ”-gauche ou libertaires, en particulier au moment de la guerre d’Algérie, ayant refusé de faire son service militaire, et après des premiers contacts dans les années 1956-1957, mais sans s’impliquer fortement dans aucun d’entre eux, ainsi que des “intellectuels”, outre les surréalistes ; parmi ces intellectuels, il entretient notamment des contacts avec certains des rédacteurs d’”Arguments”, ex-communistes, intéressés par certaines des analyses de “Socialisme ou barbarie”, mais considérant ce collectif comme une “secte”, on l’a vu.

“... j’ai été appelé à faire mon service militaire. Je suis entré en relation avec le groupe “Jeune Résistance”. Pour échapper à l’armée, j’ai passé deux ans en Italie. Il n’y avait rien en Italie. En France s’est constitué un “Front uni” avec des surréalistes : /André/ Breton, /Benjamin/ Péret, /Kostas/ Axelos aussi.”

/En Italie/ “J’ai participé à une exposition anti-procès : Paris-Venise-Milan. Il y avait Matta /Roberto Matta Echaurren, peintre chilien/, Robert Lapoujade, /André/ Masson,... André Pieyre de Mandiargues, Alain Jeouffroy, Octavio Paz, /Jean/ Duvignaud.”<sup>2053</sup>

Mais le rejet du mode de fonctionnement a dû être beaucoup plus vif de la part de “jeunes” venus plus tard. Le cas de Christiane Nivet est particulièrement significatif. Elle rejoint “Socialisme ou barbarie” assez tard vers 1960. Beaucoup plus jeune puisque née en 1943, elle a donc près de dix ans de moins que la plupart de ceux qui sont venus vers 1956-1957. Elle est issue d’un milieu modeste, avec lequel elle a rompu, fait des études de biologie ; elle paraît avoir un itinéraire politique relativement proche de nombre de militants de “Socialisme ou barbarie”, mais son engagement est beaucoup moins franchement politique, plus indirect, vécu en termes d’affect et de conflit psychologique : “J’étais seule avec une famille qui m’a vraiment coupé les vivres. J’ai vécu pendant longtemps avec des bourses de 300 balles. (...) Je passais mes examens pour avoir des bourses, d’ailleurs les bourses j’avais beaucoup de mal à les avoir parce que mes parents avaient suffisamment d’argent pour m’élever normalement, du coup je n’avais pas droit aux bourses, il a fallu que je montre patte blanche, que j’étais partie en Angleterre pendant un an au pair...”

“J’étais en fac. de sciences parce que j’avais une vocation, parce que bizarrement ça m’intéressait (...) j’étais passée en fac. de lettres un petit peu avant... j’avais trouvé ça très rébarbatif surtout de la part des profs qui étaient une espèce d’élitisme en manchettes... et en plus avec les idées que j’avais, j’avais l’impression que j’allais me faire saquer...” “... j’étais dans une famille où les gens n’avaient jamais été en fac., ma mère est d’origine paysanne, mon beau-père était un militaire de carrière, mais capitaine, commandant, pas plus haut, et très bizarrement on pensait que moi j’étais une intellectuelle...”

“... j’étais descendue à Tours pour des raisons familiales, mais avant j’avais eu des contacts avec des trotskistes... j’avais beaucoup d’amis parmi ces gens-là... l’idéologie trotskiste, je ne l’avais pas très bien connue, parce que c’était l’époque où j’avais été réfractaire à toutes leurs manies de... c’était l’époque où on cherchait à mettre la main sur les gamines dans les lycées, donc ils attaquaient au niveau de la troisième, ils faisaient des espèces d’écoles après lycée, mais moi, je n’allais jamais à leurs écoles, j’allais plutôt à des réunions plutôt sur un mode de socialisation qu’autre chose (...) j’étais dans une famille avec un beau-père militaire, enfin donc j’avais de quoi être de l’autre côté, donc cette idée là tombait juste...”

“J’ai rencontré ceux-là /des jeunes de “Socialisme ou barbarie”/... je reconnaissais à peu près le même discours qui n’était pas tout à fait le même qui me convenait mieux d’ailleurs comme discours. On s’est connu surtout pendant l’été, ils sont restés... longtemps... C’est une propriété de famille et les gens étaient là, bien sûr, nuit et jour, on buvait, on mangeait, on discutait de la chose... certains membres de ce groupe étaient très attirés par les situationnistes...” “Il y avait une espèce de groupe plus ou moins informel dans lequel les gens étaient là, alors. Dans ces groupes-là les gens parlaient beaucoup, en particulier des autres, par exemple, et les filles étaient là en général, parce qu’elles étaient les petites amies d’un tel ou tel, et très peu d’entre elles avaient des idées politiques. Alors moi, comme je n’étais l’amie de personne, je ne peux pas dire que j’étais là pour ça, mais, par ailleurs, ça ne veut pas dire que j’avais des idées très précises des choses...” “... Je pense que je ne les aurais pas rencontrés dans cette période où ils étaient en train de muer, ça ne m’aurait pas du tout intéressée. Mais là, il y avait des courants d’idées, il y avait des discussions et c’est toujours à la faveur de schismes ou d’unions qu’apparaissent les idées fondamentales et là il était évident que les gens qui étaient dans le groupe “Socialisme ou barbarie” étaient très attirés par la critique que faisaient les situationnistes et même /Guy/ Debord était là à ce moment-là... il était lui aussi assez attiré par ce qui se passait de l’autre côté... /dans “Socialisme ou barbarie”/ “... il y avait eu une réunion nationale, je ne sais pas où en Belgique avec /Attila/ Kotanyi et compagnie, c’est-à-dire les “situationnistes”. C’est un groupe très, très restreint, il y a trois ou quatre têtes de file, il y a beaucoup de sympathisants, mais ce n’est vraiment pas un groupe, alors donc il y a des papes et pas d’Eglise, quelque part.” “Alors qu’à “Socialisme ou barbarie, il y avait un pape qui était Castoriadis... C’est un super mega, c’est le patron du truc.” “Simplement, quand /Guy/ Debord est arrivé dans le groupe, je crois qu’il y a eu des rivalités de personnes avec *Cardan*”.

Au sein de “Socialisme ou barbarie”, “... on rivalisait avec le patron, les petits enfants...” “/avec Castoriadis/... ce qui était frappant, c’est qu’il y avait très peu de gens qui lui renvoyaient la balle, il y avait un type qui pensait... Mais je n’avais pas tellement de rapports avec lui, parce que moi, j’étais une dilettante là-dedans, des textes, je n’en pondais pas.” “*Véga*, c’est un chic type qui, à mon avis, par rapport à *Cardan*, avait quand même du mal, parce que, lui, c’était un hyper-intellectuel, donc il écrabouillait tout le monde.”

“... l’année d’après, je suis partie en Angleterre où j’ai fréquenté la filière anglaise qui s’appelle “Solidarité” “... il y avait une Française qui était mariée avec un Anglais qui, lui, était le leader de “Solidarité”... donc ça a été ma grande copine. Lui au début, il était aussi mon grand copain et puis, apparemment, quand ça s’est cassé du côté “Soub”, il m’a fait vraiment la g... !” “/À Solidarité/ ... Il y avait un très fort leadership aussi...”

Après son retour en France, Christiane Nivet reprend contact avec “Socialisme ou barbarie”, attirée par les situationnistes, elle ne l’est pas moins plus tard par la pédagogie institutionnelle : “... les situationnistes ont fini par s’éloigner...” “J’ai continué à voir Debord pendant un moment...” “... et puis après, il y a eu toute une époque où “Socialisme ou barbarie” a fricoté un peu de la même façon qu’avec les situationnistes avec la psychothérapie institutionnelle, des gens comme /Félix/ Guattari et compagnie (...) /de fait, eux ont participé à “La voie comministe”/ on a fait plusieurs réunions avec eux. Il y avait /René/ Lourau /qui n’a jamais appartenu à “Socialisme ou barbarie” /, Georges/ Lapassade, toute cette bande de fous.”

“En ce qui me concerne, ça s’est terminé un jour, on était à une réunion au Tambour... à la Bastille... Et j’étais un jour à côté de /Paul/ Cardan, et c’était une réunion ultra-em..., je ne sais pas ce qui se passait... c’était du monologue et les autres quand ils prenaient la parole c’était encore du monologue, on était en train de s’étioler, ça ne marchait plus... j’ai commencé à mettre ma cendre dans je ne sais pas quoi, à rajouter un peu de flotte, à faire je ne sais pas trop quoi... il ne supportait pas ça... au bout d’un moment, il s’est retourné vers moi, et il m’a dit : “ Qu’est-ce que tu fais là ? - Et, je l’ai regardé et je lui ai dit : “C’est vrai, je n’ai rien à faire ici.” Je me suis levée, je suis partie, j’ai éteint la lumière... J’ai appris très longtemps qu’ils étaient restés dans le noir pendant je ne sais pas combien de temps...” “Simplement, j’ai vu ce qu’il y avait. Il y avait un groupe qui ne fonctionnait plus.”

L’interrogée a nettement tendance à extrapoler sur l’histoire du groupe qu’elle ne connaît guère : “... Au niveau du groupe lui-même, /Paul/ Cardan avait cinq ou six pseudonymes, il y avait une revue, il en écrivait les 3/4... sous différents pseudonymes, mais je n’irais pas l’attaquer. Lui c’était bien ce qu’il faisait, c’est les autres qui n’en faisaient pas assez.”

“... Je suis une fille de “Socialisme ou barbarie”, mais ça personne ne le sait... ça a été très déterminant... parce que moi, ma vie d’adolescente s’est passée au sein de ce groupe ; ça a peut-être été fortuit... ça a été comme une rupture avec le Père, ça s’est sûr.” “... Cardan... c’était pertinent ce qu’il disait, mais je veux dire qu’il y avait... qui était totalement en marge de ça, mais qui en même temps était porté par son discours quand même.”<sup>2054</sup>

Mais Catherine May rejette aussi ce fonctionnement, ancienne épouse de Daniel Blanchard, venu mais seul, en 1956, on s'en souvient. Elle-même qui sera un temps la compagne de Cornélius Castoriadis, n'a pas alors à proprement parler d'itinéraire politique.

“Je n'ai pas suivi /l'engagement de son époux/. Je lui demandais même ce qu'il allait faire dans ce groupe. Puis j'ai fini par y aller. Je n'étais pas du tout politisée. Mes parents avaient certains amis au PC, mais le langage du PC me paraissait épouvantable. En fait, c'était une réaction plutôt anti-politique. Lorsque je suis allée à “Socialisme ou barbarie”, j'ai eu l'impression que c'était un type d'expression... qui correspondait à quelque chose pour moi.”

- Q : Tu disais tout à l'heure que tu n'étais pas politisée, mais que tes parents avaient des amis communistes... de quel milieu es-tu issue ?

“Je suis d'origine juive. May, Mayer. Une famille de Lorraine. Mon ancêtre est, paraît-il, arrivé à Paris en sabots, où il a fait fortune. Mon grand-père était banquier lié à la banque Lazar. Mon père était médecin, d'hôpital surtout. Ma tante est cardiologue, elle. Mais mon père n'avait pas besoin de son travail. Il vivait de ses rentes, surtout. Il ne faisait pas payer ses clients sans argent. Bien sûr, il pouvait se le permettre.” “Mon père était un grand bourgeois, libéral et cultivé. Mon grand-père était un “honnête homme”. “Je ne connais pas leurs opinions politiques. Je ne sais pas pour qui ils votaient. Mes ancêtres étaient d'origine juive, mais ils se sont tous mariés avec des femmes d'origine chrétienne. Pourtant, ils ne se sont pas convertis. Une grand-mère d'origine chrétienne appartenait à une famille très liée aux Dreyfusards, à la famille de /Émile/ Zola. Dans le milieu fréquenté par mes parents il y avait pas mal de Juifs, mais des Juifs assimilés. Mon père, par exemple, était ami de la famille de Michel Debré.”

Issue d'un milieu tout à fait différent de celui de Christiane Nivet, Catherine May est cependant elle aussi étudiante en biologie, au moment de sa venue au groupe, mais elle interrompra par contre finalement ses études.

“Au moment où je suis arrivée, j'étais... stagiaire en biologie, y compris pendant que je vivais avec /Cornélius/ Castoriadis... étudiante de 3<sup>e</sup> cycle et stagiaire en biologie.”

Comme plusieurs des “anciens” eux-mêmes l’avaient souligné, Catherine May, un temps compagne de Cornélius Castoriadis, est frappée par la froideur des relations inter-personnelles au sein du groupe. Or elle-même, comme les autres jeunes, n’a pas le même enracinement affectif dans l’extrême/“ ultra ”-gauche qui permettait aux anciens de prendre le groupe lui-même comme objet d’investissement affectif, et éventuellement ces différents animateurs en tant que médiateurs. En outre, le type de psychanalyse qu’ils connaissent leur fournit des schémas critiques.

“Plusieurs caractéristiques m’ont frappée dans le groupe, le caractère très formel des relations. Les gens entretenaient des rapports de camaraderie, mais ne se voyaient pas du tout à l’extérieur.”

“Lorsque je vivais avec Castoriadis, un ami est passé une fois nous voir vers l’heure du dîner (...) Ils ont discuté, mais /Cornélius Castoriadis/ n’a même pas demandé à... s’il avait déjà dîné. Je n’ai rien osé dire, mais cela me frappait vraiment, cette contradiction entre les relations de camaraderie pendant les réunions... et la froideur des rapports à l’extérieur.”

“C’est l’élaboration théorique qui était le principe de division. Moi pour cela, j’étais tout à fait exclue. Par contre, qu’est-ce que j’ai pu coller comme enveloppes.”

“ Il y avait un certain mépris pour les petits jeunes jugés pas très sérieux sur le plan intellectuel. ” “ Ce qui me frappait aussi, c’était le manque d’ouverture à des nouveaux qui risquaient de ne pas être pris au sérieux. Ils étaient plus ou moins rejetés. Dabrowski et moi, on vivait avec un groupe de gens, de jeunes étudiants. On leur avait beaucoup parlé de “Socialisme ou barbarie”. On les a un jour amenés à une réunion... dans un appartement. Quand ils sont arrivés, /Cornélius/ Castoriadis a dit : “L’électrophone c’est dans la pièce à côté ”, alors que Dabrowski et moi, on pensait qu’un si petit groupe n’avait pas nécessairement à rejeter trois ou quatre personnes de plus.”

“Je pense que j’ai contribué à bouleverser cela. En plus des réunions, j’ai commencé à créer des “samedis”. Les gens discutaient, faisaient des jeux de société, des jeux psychologiques assez pervers. Cela prenait quelquefois aussi la forme de la surprise-party.”



“Cette nouvelle forme de rapports n’a pas été sans créer des perturbations. Il est apparu que des gens se préféraient... la nature des activités de ces samedis a rebuté certains, notamment populaires. Je me souviens d’un jeune ouvrier, D. je crois, qui est parti à la suite de l’un de ces samedis : certaines choses lui avaient été révélées sur lui qu’il ne voulait pas savoir. Il est parti en disant que c’étaient des jeux d’intellectuels.”

La transformation de la “vie quotidienne” lui paraît particulièrement importante et dans une telle voie les situationnistes l’attirent. Tentée et prise par une tentative de vie communautaire, comme Christiane Nivet, il s’agit pour Catherine May d’un moment de relative “marginalisation” : abandon des études, arrêt du travail.

“Dabrowski et moi on a mené une expérience en marge du groupe, une tentative de vivre ensemble à plusieurs, de partager les revenus. Pour nous, la *Critique de la vie quotidienne* de /Henri/ Lefebvre était au moins aussi importante que le niveau économique auquel se plaçaient les analyses de “Socialisme ou barbarie” et de /Cornélius/ Castoriadis, en particulier.” “De ce point de vue, l’”IS” nous intéressait.”. “Les deux groupes s’enviaient mutuellement leurs compétences. À “Socialisme ou barbarie”, on était très jaloux du style de l’” IS ”.

“À cette époque, je me couchais à trois heures du matin. Ce que je faisais en biologie ne m’intéressait plus vraiment... J’ai donc cessé de travailler. Je n’avais plus d’argent. J’étais en cours d’analyse depuis plusieurs mois...”<sup>2055</sup>.

Belge, fils de directeur d’une Compagnie de tramway en Belgique, *Tikal* a été diplômé de Princeton, en économie, avant d’adhérer au groupe. Il donne au moment de sa venue à “Socialisme ou barbarie” des cours à l’École des Ponts et Chaussées. Parallèlement, il travaille dans un bureau d’études privé. Bien intégré un temps au groupe, au moins à sa réflexion, il partage un peu les mêmes attirances pour les situationnistes que les autres nouveaux arrivants déjà considérés ci-dessus,

mais surtout pour la pédagogie institutionnelle : “J’ai adhéré sur des bases de convivialité plutôt que doctrinales.”

“(…) J’hébergeais des tas de gens en permanence. J’avais un appartement relativement grand. Je travaillais. C’était une ouverture vers l’extérieur.”

“Au départ, l’adhésion était essentiellement affective. Ensuite, j’ai eu l’impression d’une réflexion intellectuelle assez en pointe.”

“Je ne connaissais pas le milieu étudiant français, mais belge et américain. La rupture paraissait plus grande entre leur milieu d’origine... et leurs pratiques, leur vie quotidienne. Maintenant que je connais le milieu étudiant, je ne pense pas que cela soit particulier à ceux-là.”

- Q : Pour vous, c’était un groupe militant, un groupe d’amis ?

“Un groupe de réflexion... En province,... c’était un peu différent. /Daniel/ Mothé aussi, mais on n’y était pas mêlé...”.

*Tikal* est venu à “Socialisme ou barbarie” en 1961, mais à trente ans, en ayant déjà une activité professionnelle, on l’a vu : “... après la scission avec /Claude/ Lefort. À peu près en même temps qu’André Girard /de fait, venu, un peu plus tôt./ Au moment des grandes amours éphémères avec l’”IS”. Je suis entré en contact avec “Socialisme ou barbarie” à l’occasion des grandes grèves belges. Je suis revenu des États-Unis... en Belgique d’abord dont je suis originaire... Je suis venu à Paris quelques mois plus tard. J’ai pris contact avec eux. À part cela, j’ai rencontré /Cornélius/ Castoriadis une première fois à l’OCDE. Il a paru gêné de me revoir à une réunion de “Socialisme ou barbarie”... ”.

Bien que sa relation des rapports entre “Socialisme ou barbarie” et l’”IS” se veuille relativement objective, elle traduit néanmoins une certaine admiration.

“La vie quotidienne/... il y a eu de l'intérêt à “ Socialisme ou barbarie ”, mais les autres le faisaient déjà. Quand on a découvert la critique de la vie quotidienne, il y avait déjà l'” IS ”, /Henri/ Lefebvre, ce n'était pas la peine de répéter.”

“... “ Socialisme ou barbarie ”, son impact était moins grand à l'étranger que celui des autres groupes. L'impact de l'IS était plus fort, notamment celui de Asger Jorn.”

“/Henri/ Lefebvre aussi a eu un impact intellectuel plus fort. Ce sont des thèmes qui se sont épanouis en 1968.”

*Tikal* travaillera ensuite à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris-Dauphine, avant d'être plus tard Directeur à l'Institut de recherche des transports et de la sécurité. “À l'Institut d'urbanisme, il y avait un intérêt exprimé pour “Socialisme ou barbarie”. On est venu me chercher. Ce n'était sûrement pas un hasard. /Henri/ Lefebvre a été ma caution (...) Pour les gens d'*Utopie*, l'” IS ” et “Socialisme ou barbarie” étaient très proches. *Utopie* était en harmonie avec l'IS sur le fond.”

“Dans ma pratique de recherche... la critique de l'économie par Castoriadis a été très marquante... lorsque j'ai travaillé moins sur l'urbanisme et plus sur l'économie.”

Son attirance pour la pédagogie institutionnelle est par contre tout à fait explicite et la comparaison qu'il établit entre le milieu des pédagogues institutionnels et le collectif “Socialisme ou barbarie” n'est nullement à l'avantage du second : “Il y a eu un colloque à Royaumont. Il y a eu cent enseignants. Il n'y avait pas de divorce entre la réflexion théorique et le vécu.”

“S ou b” : “C'était une caricature du pire groupuscule trotskiste.” dit-il même, sans beaucoup d'éléments précis de comparaison, mais de manière sans doute assez significative par contre de la nature des jugements qui ont pu se répandre chez les nouveaux arrivants, tant sur le fonctionnement du groupe que même sur son orientation.

“La pratique était tout à fait différente dans le groupe de pédagogie institutionnelle. Il n’y avait personne de connu (...) On se racontait nos expériences d’enseignants.” “... ça a duré deux ans.” “C’était moins institutionnalisé que “Socialisme ou barbarie” qui singeait un parti. On ne s’est jamais auto-institué en groupe de pensée.”

- Q : Georges Lapassade a eu, je crois, des rapports difficiles avec “Socialisme ou barbarie” ?

“C’est le type de relations intellectuelles que /Georges/ Lapassade adore. Au point de vue des échanges intellectuels, c’était positif. Il a une pratique qui n’est absolument pas bureaucratique. Il trouvait intéressant et normal d’être au PSU en même temps. Pour /Cornélius/ Castoriadis, c’était une monstruosité.”

*Tikal* est lui aussi, en outre, très critique sur le poids de Cornélius Castoriadis au sein de “Socialisme ou barbarie” : “Tous ceux qui pouvaient faire le poids étaient éliminés. Il ne tolérait que quelques remarques sur la place des virgules. On répondait en gamins.”

“... Girard. On se rebellait contre une pratique quotidienne bureaucratique. De façon gamine. On chahutait, on faisait des interruptions.” “Christiane Nivet... la plus sale gamine... Il y avait aussi Chabrol qui est enseignant en lettres maintenant. Il était peut-être un peu bourgeois, dans certains cas au moins. Il venait aux réunions en Ferrari...”<sup>2056</sup>.

Né en 1940 comme Alain Girard, fils d’un avocat, alors que le second est le fils d’un agrégé de lettres, Claude Chabrol est venu à “Socialisme ou barbarie” un peu avant *Tikal*. Il a fait des études de sociologie, puis une thèse dans la même discipline.

- Q : Comment les autres avaient-ils vu la venue de Georges Lapassade ?

“Pas mal, j’imagine. C’était un petit peu ce qui s’était passé avec Guy Debord. Guy Debord était le pape situationniste, pas susceptible de supporter le pape Castoriadis.”<sup>2057</sup>

Georges Lapassade est nettement plus âgé : il est né en 1924, dans un village du Béarn. Issu d'une famille rurale, où se mêlent instituteurs et notables peu fortunés, il a d'abord été lui-même instituteur, avant d'entreprendre des études de philosophie. Très tôt en contact avec le docteur Jacques Lacan, sur les conseils de Ferdinand Alquié, son professeur de philosophie à Montpellier, il entreprend une première longue cure psychanalytique avec Elsa Brauer, avant une seconde, plus brève, presque contemporaine de ses relations avec le groupe, on l'a dit, avec Jean Laplanche, lui-même ancien de "Socialisme ou barbarie", ce que Georges Lapassade ne précise pas dans *L'autobiographe*.<sup>2058</sup>

Il a d'abord entendu parler de "Socialisme ou barbarie" dans un contexte académique, avant d'entrer directement en contact avec le groupe ; il tient un discours qui n'est pas totalement différent quant au rôle extrêmement dominant de Cornélius Castoriadis : "J'ai entendu parler de "Socialisme ou barbarie" pour la première fois en 1958-1959. Lucien Sebag a fait un exposé sur Cheverny... sur la psychologie institutionnelle dans le séminaire régulier Favez-Boutonnier... Il y était fait référence à un texte de la revue *S ou b*".

"(...) Il y a eu des conversations à Cerisy-la-Salle pendant l'été 1959... j'ai raconté la crise déclenchée à la résidence d'Antony contre le PC. À ce moment-là et à cause de cette crise, j'ai découvert les trotskistes et les anars (...). Dans cette rencontre, il y avait Guillerm et Descamps."

" (...) Edgar Morin m'a demandé au Congrès de sociologie de Stresa en 1959 de faire un article pour *Arguments*. À cette époque, j'ai eu des contacts avec /Claude/ Lefort et avec /Roland/ Barthes. Je jugeais qu'"Arguments" avait un rôle beaucoup plus important que "S ou b" et j'étais contre la dissolution d'"Arguments".

"(...) À "Socialisme ou barbarie"/Cornélius/ Castoriadis menait tout d'une main de fer et d'une voix cassante. Il dirigeait la revue tout seul. Il s'exprimait devant une bande d'adolescents effarés dans le style vieux militant politique. Il parlait en chef de secte : "nous disons depuis longtemps que... nous savons que... etc. Il avait une carapace caractérielle énorme. Il y avait un phénomène de faction. Castoriadis ne pouvait supporter que des adolescents. Mon exclusion s'est faite au "Tambour de la

Bastille”/Georges Lapassade parle sans doute de la période de La Tendace où Cornélius Castoriadis était effectivement entouré de gens plus jeunes que lui/.

Ne comprenant que très partiellement la superposition des relations qui unissent Cornélius Castoriadis, surtout, plus quelques membres de “Socialisme ou barbarie” à Claude Lefort et Edgar Morin, au sein du Cercle Saint-Just, d’une part, et le fonctionnement de ce qui reste de “Socialisme ou barbarie”, de l’autre, et ne voulant pas non plus ni les appréhender ni les accepter, Georges Lapassade crée volontairement l’incident : “Il y avait un double visage : les réunions chez un docteur gauchiste, “Cercle Saint-Just”. Là on y invitait pas les sociaux-barbares. Les gens de “Soub” sont venus une fois. J’ai vendu la mèche. Les sociaux-barbares sont venus. C’était un lieu assez académique. Les réunions de “Soub” se faisaient dans les locaux anars. Le mieux c’était le “Tambour de la Bastille”. “Lorsqu’Edgar Morin écrit dans *S ou b* <sup>2059</sup>/, c’était uniquement par relations mondaines du Cercle Saint-Just. C’était à l’époque des derniers articles.”<sup>2060</sup> De fait, les relations entre Claude Lefort et Edgar Morin sont de beaucoup antérieures et c’est Claude Lefort, on le verra, qui reprend contact avec Cornélius Castoriadis. Georges Lapassade, quant à lui, collabore très régulièrement à *Arguments* à partir de 1960, plus exactement à partir du n° 17 du 1<sup>er</sup> trimestre de 1960. Un article de lui sera également publié dans le dernier numéro de *Socialisme ou barbarie*.<sup>2061</sup>

Il prévoit une évolution qui implique la dissociation du groupe, ce qui se produira finalement sous la forme de la dissolution de ce dernier, sans que son organe d’expression soit pour autant maintenu, cependant. Dans cette nouvelle revue et dans ce futur collectif, les anciens du groupe n’auraient guère eu leur place, la plupart des “jeunes” non plus sans doute. Une telle revue qui n’a pas vu le jour, aurait pu tout à la fois prolonger *Arguments* qui a déjà disparu mais dont il regrette l’auto-dissolution et *Socialisme ou barbarie*.

“/Kostas/ Axelos a souhaité la dissolution d’*Arguments*, au profit de la collection...” /dirigée par Kostas Axelos. Georges Lapassade parlera un peu plus loin dans l’entretien à son

propos de contingences personnelles qui ne lui auraient pas facilité la gestion parallèle des deux entreprises. “/Jean/ Duvignaud et /Pierre/ Fougeyrollas étaient absents et /Edgar/ Morin était malade.”

“La logique aurait été que Saint-Just prenne le pouvoir dans “S ou b” qui serait devenu une revue du type *Esprit*, une revue mondaine de l’intelligentsia de gauche. /Georges Lapassade donne lui-même quelques articles dans *Esprit*./ Ainsi la revue sortait du style ouvriériste, vieille secte trotskiste qui était le style de *S ou b*.”

L’expérience projetée par Georges Lapassade semble avoir été différente : “(...) Notre point de vue, il faut faire la révolution dans “S ou b”. Il faut autogérer “S ou b” Je n’ai pas fait une rupture idéologique, mais une rupture de dynamique de groupe née des pratiques professionnelles. Claude Lefort avait des rapports avec l’ARIP /groupe de recherche sur la pédagogie institutionnelle./”

“À “S ou b”, il y avait des caciques. C’était de vieux trotskistes. Au début, quand j’ai voulu adhérer. Jean-François Lyotard n’en était pas encore parti. Il “racolait” des étudiants dans son cours de propédeutique...”

“Pour moi, il y avait une différence très grande. Je n’étais pas intellectuel au sens du contenu, du message. Je n’étais pas intéressé au discours politique trotskiste. Ce qui m’intéressait c’étaient les processus micro-sociaux.”

“Je n’allais pas discuter un texte de /Léon/ Trotsky. Mon intérêt c’était ce qui légitimerait la psychosociologie. Je m’intéressais à Elton Mayo, à /Wilhelm/ Reich. J’ai découvert la bureaucratie dans le quotidien.”

“Il n’y avait pas de vrai conflit de territoire à “S ou b”, mais, par contre, j’avais une grande influence sur les jeunes, en les libérant du père sexuel. Il y avait le côté puritain de /Cornélius/ Castoriadis. Marc Pierret m’a amené à un happening où j’ai fait la connaissance de Jean-Jacques Lebel. C’était l’avant-garde du Pop art. /Cornélius/ Castoriadis est venu, mais il était très “constipé”. Il détestait le côté un peu existentialiste de certains jeunes. Il y avait des week-ends émancipés. C’était une contre-culture. À ce moment-là, on parlait des blousons noirs de Stockholm. Il y avait un côté très puritanisme

révolutionnaire, très macho. Il y avait le groupe de Villechétive. Le jeune qui s'en occupait c'était Girard." "C'était tout un autre univers qu'on introduisait, qu'on faisait germer."

Georges Lapassade ajoute pourtant sur un mode plus compétitif :

"Nous on représentait l'introduction des sciences humaines. On était porteurs des sciences humaines."

"Il y a eu des manifestations publiques avec l'appui de /Paul/ Cardan. Il y a eu un ou deux débats sur la pédagogie non directive. Au départ, il y avait des petits groupes ouvriers, puis on s'est fait biaiser."

"En 1965, ça a été l'exclusion. Autant l'exclusion du Living theater a été dramatique... autant pour "S ou b"... " ... ça ne se faisait pas à "S ou b"... ça a été une véritable exclusion avec un vote. J'ai encouragé au vote... /Daniel/ Mothé était contre l'exclusion. Il avait dit s'il y a une exclusion, je m'en vais."<sup>2062</sup>

Alain Girard partira à ce moment-là ; sans avoir été formellement exclu ; Paul Hanappe, *Tikal*, aussi, mais lui se considérera au moins exclu.

Nombre de jeunes arrivés plus tard ne seront pas s'enthousiasmer pour ce type de démarche : ainsi Alain Guillerm et sa compagne.

Au demeurant, tous les "jeunes", même parisiens et qui ne choisiront pas "Pouvoir ouvrier" au moment de la scission, sont loin de se reconnaître dans cette sensibilité.

Ainsi Sébastien de Diesbach, très proche alors de Cornélius Castoriadis, n'accorde pas grande importance au rôle de Georges Lapassade face à "Socialisme ou barbarie" : "/Georges/ Lapassade, c'était toujours une rigolade dans le groupe. C'était une des raisons pour lesquelles on ne le prenait pas au sérieux, mais capable de reprendre des idées et de les diffuser, mais négatif..., mais il ne nous paraissait pas intéressant, parce qu'il n'avait pas de dimension militante."



De même, s'il note le rejet du fonctionnement de "Socialisme ou barbarie" c'est avec une certaine distance.

"Tout le monde était d'accord pour transformer les pratiques, mais principalement les pratiques des autres. *Véga*, ça le rendait fou. C'était un homme pratique fait pour les tâches pratiques. Chaque fois qu'il demandait ce que ça signifiait pratiquement, pas de réponse. À chaque fois qu'il s'attachait aux tâches pratiques, elles ne se faisaient pas."

Même à propos de la "critique de la vie quotidienne", il ne parvient pas à se dissocier de Cornélius Castoriadis.

"Corneille, lui se considérait comme le père de cette idée, assez irrité que cette chose soit reprise par d'autres, principalement en révolte contre lui. Ce que nous avons vécu comme débat interne ! Les gens plus jeunes l'ont identifié comme une structure autoritaire, une domination par /Cornélius/ Castoriadis - un vrai blocage, une impossibilité de s'exprimer."

"Tout se ramenait à d'interminables discussions : "on ne peut pas s'exprimer". Réponse : "Exprimez-vous."<sup>2063</sup>

Parmi les anciens, c'est *Véga* qui va le plus loin dans le rejet de tels comportements, tout en associant de tels phénomènes à la dissociation entre "Pouvoir ouvrier" et "Socialisme ou barbarie, alors que leur genèse est antérieure : "... Georges Lapassade, Paul Hanappe, Alain Girard qui, eux déjà, poussaient dans le sens de la négation du marxisme, de la politique traditionnelle." "On leur disait : "De vous-même vous vous êtes mis en dehors. Eux transformaient les réunions en une sorte de happening. Jusqu'à la scission, peut être un peu avant, il y a eu une certaine richesse de "S ou b". Après, ça se perd, ça s'égaré sur des questions fausses elles-mêmes."<sup>2064</sup> Non seulement, le début de tels phénomènes est antérieur à la séparation/scission entre "Socialisme ou barbarie" et "Pouvoir ouvrier", mais *Véga* s'est montré très critique face à de tels comportements, de même d'ailleurs que Daniel Mothé, on l'a vu.

*Garros* décrit comme une crise du militantisme l'attitude critique d'une partie des jeunes venus après 1958 à "Socialisme ou barbarie" : "En 1958-1960, c'était une situation mouvante. Les étudiantes, les étudiants apportaient leurs préoccupations. Les étudiantes apportaient leurs préoccupations de femmes. Les intellectuels mettaient en cause les valeurs ; il y avait une remise en cause des valeurs qui préfigurait une crise du militantisme. Dans chacun des partis, il y avait une bureaucratie, une institution qui empêchait l'ouverture aux femmes, aux jeunes, aux immigrés." "S ou b" n'était pas cloisonné, mais il y avait quand même le poids sociologique..."<sup>2065</sup>.

Très bref sur cette question, ce qui tient notamment à la logique d'un entretien peu directif, Georges Petit insiste sur la tolérance au sein de "Socialisme ou barbarie", tout en exprimant néanmoins un certain malaise : "Il y avait des gens qui ont adhéré, je me souviens de Carasso, parce que j'ai revu son nom... Il y avait d'autres gens qui étaient étudiants en même temps que Sébastien donc, donc... peut être Descamps qui connaissait sûrement, mais c'était assez marginal... ils vivaient d'une manière un peu... ils étaient un groupe d'amis, ils formaient un groupe entre eux garçons, filles qui a quand même des idées relativement révolutionnaires, assez radicales sur la société... Mais je pense qu'ils n'auraient pas pu vivre dans un parti... ils se sentaient un peu tolérés dans "S ou b"<sup>2066</sup>.

"Socialisme ou barbarie" se trouve confronté avec des problématiques assez différentes, qu'il s'agisse de celle des situationnistes ou de la pédagogie institutionnelle, mais tout autant avec des formes de révolte moins construites, bien qu'elles soient souvent le fait de jeunes diversement attirés par de telles démarches, sans oublier la psychanalyse - d'un antiautoritarisme prêt à passer à l'acte, qu'il s'agisse de critiquer le militantisme ou de transformer la vie quotidienne. Des chocs entre des univers assez profondément étrangers qui suscitent des réactions différentes : du rejet extrêmement critique aux tentatives plus compréhensives de ce qui apparaît souvent comme de l'immaturation. On retrouvera peut-être un écho d'une telle connaissance intime qui n'a pas convaincu dans la critique extrêmement vive du gauchisme, surtout de celui des membres des organisations dont l'ancienneté politique est faible.

- *Les contacts intellectuels du cercle Saint-Just*

Cornélius Castoriadis poursuit son évolution intellectuelle en s'appuyant sur quelques-uns des "jeunes" intellectuels ou étudiants, bientôt rejoints par quelques nouveaux arrivants. Il a aussi renoué le dialogue avec Claude Lefort au sein du cercle Saint-Just, à l'initiative de ce dernier. Des rapprochements intellectuels s'esquissent en particulier avec des ex-"argumentistes", *Arguments* ayant cessé de paraître en 1962, à la suite de l'auto-dissolution du comité de rédaction convivial qui éditait la revue. Ce n'est cependant qu'en 1968 qu'ils se concrétiseront par une véritable collaboration intellectuelle entre Claude Lefort, Edgar Morin et Cornélius Castoriadis.

*René Neuvil* lie explicitement le départ de Claude Lefort d'"Informations et liaisons ouvrières" qui devient alors "Informations et correspondances ouvrières" au début de la participation de ce dernier que lui-même accompagne au Cercle Saint-Just.

"... je suis resté le même temps que Claude Lefort, c'est-à-dire deux ou trois ans à peu près, ou quatre peut-être, mais pas plus, puisque nous avons rompu avec ICO pour fonder Saint-Just, pour participer à Saint-Just... je suis parti évidemment dans le sillage de Claude Lefort pour Saint-Just, ça a changé complètement, c'était tout autre chose." <sup>2067</sup>

*René Neuvil* juge en outre l'expérience de la participation à "Informations et liaisons ouvrières" décevante aussi bien pour Claude Lefort que pour lui-même : "... Claude a été très vite mis en retrait par Henri Simon qui a été la cheville ouvrière de la mise en place... de ces lettres ouvrières, correspondances appuyées d'ailleurs beaucoup et bizarrement par Thomas... enfin Thomas avait milité dans le passé, avant la guerre, pendant la guerre... avec l'opposition à Lénine hollandaise..." <sup>2068</sup>.

Pour son cas personnel, *René Neuvil* interprète cette période comme un retrait du militantisme, en même temps qu'un éloignement de l'extrême/"ultra"-gauche : "Je pense que j'ai perdu mon temps... Oui, vraiment... ça a été là, aussi surtout, l'influence d'une personne,... Henri Simon. (...) Henri Simon était un type qui avait une relation directe avec le monde du travail, alors c'était évidemment un avantage incontestable... à partir d'une certaine évolution dans ma carrière, je n'étais plus du tout dans le coup, j'étais dans une entreprise qui n'avait pas de prolétaires... mais cela n'empêchait pas que voulant ne pas se trahir, parce qu'on trimballe longtemps un sentiment de culpabilité au fur et à mesure que la vie vous fait abandonner le militantisme..."<sup>2069</sup>.

Dans une perspective positive, Roger et Bella Belbéoch confirment le rôle tout à fait déterminant d'Henri Simon pour assurer la pérennité et le fonctionnement d'"ILO/ICO"<sup>2070</sup>.

Le Cercle Saint-Just constitue un milieu intellectuel engagé bien différent de "Socialisme ou barbarie", on se souvient de la description très tranchée de Georges Lapassade et du choc qu'il espère avoir produit sur les militants en les y introduisant. Il s'agit d'un club fondé pendant la guerre d'Algérie, plus exactement au printemps 1961 peu après le putsch des généraux à Alger, par un médecin franc-maçon qui aurait été trotskiste, sans avoir jamais participé à "Socialisme ou barbarie", Guy Pitchall : il existait d'ailleurs également une loge Saint-Just.

*René Neuvil*, René Caulé de son vrai nom, on s'en souvient, qui accompagne Claude Lefort, quant à lui membre actif et même fondateur, se fait l'écho d'un malaise personnel qu'il a le sentiment d'avoir partagé avec ce dernier suscité par la proximité de la franc-maçonnerie, après avoir lui aussi souligné que "ça a changé complètement, c'était tout autre chose" que les milieux militants. "... l'évolution au début nous a assez séduits... assez rapidement on a décroché, on sentait l'influence, on sentait la présence de la franc-maçonnerie... etc."

- Q : C'était perceptible vraiment ?

- “Ah oui, absolument, ah oui, il ne fallait pas grand chose pour qu’on nous fasse rentrer dans une loge... on voulait faire mûrir le fruit...”<sup>2071</sup>.

Le luxe met de toute évidence les militants mal à l’aise, mais également le caractère “salonard”, outre la très grande proximité de la franc-maçonnerie.

“ ... Il y avait une atmosphère qui pour moi était nouvelle c’est-à-dire qu’on faisait de la politique un peu dans le luxe on peut le dire, l’appartement de Pitchall, de 500 m<sup>2</sup> av. Kléber, avec une immense salle de séjour, dans laquelle autour d’une table nous nous retrouvions une bonne vingtaine.

- Q : Cela a frappé absolument tout le monde...

- J’ai beaucoup de souvenirs de ce genre-là.

- Q : “ Je crois que j’ai commencé à entendre parler de la salle à manger tapissée de cuir de Cordoue avant d’entendre parler précisément du cercle.”<sup>2072</sup>

Ainsi parmi les personnes interrogées pour avoir eu quelques contacts avec “Socialisme ou barbarie” et en avoir en quelque sorte été les témoins, Daniel Guérin parle d’“un appartement luxueux de l’avenue Kléber” où il serait allé “une ou deux fois.”<sup>2073</sup>

René Caulé souligne en même temps qu’il y avait néanmoins une dimension conviviale dans ces réunions.

“... la cuisine où nous nous retrouvions quelques-uns après les réunions parce que Freda était et est encore une très bonne cuisinière, elle nous mijotait quelques bons petits plats, on se retrouvait autour de la table de la cuisine avec Pitchall, *Corneille*, Claude Lefort et Edgar Morin, moi, on cassait la croûte, en buvant du Beaujolais et en faisant des commentaires sur la réunion et ça, c’est les plus beaux souvenirs que j’ai de ces réunions-là...”

“Tout ceci se terminait le dimanche dans le château de Pitchall...” où je dois dire j’ai passé de magnifiques week-ends...”<sup>2074</sup>.

Quant à lui, il y a rencontré sa femme, professeur de philosophie, lui-même ayant obtenu au CNAM en 1954 un diplôme d’ingénieur)<sup>2075</sup>.

Pierre Vidal-Naquet y est également venu régulièrement, au moins présenter des exposés, sur la démocratie grecque, selon un témoin qui a assisté régulièrement à une partie des réunions<sup>2076</sup>, en particulier celle des cités de la côte méditerranéenne orientale dont les citoyens qui, bien souvent, avaient fui leurs cités d’origine et avaient le sentiment de créer, à l’opposé du monde perse traditionnel, une forme politique nouvelle, dans laquelle le pouvoir, confié seulement pour un temps, était remis en jeu périodiquement entre les citoyens.

Les “théoriciens” sociaux-barbares y auraient alors été très actifs plus qu’ils ne se seraient intégrés à un milieu.

“... c’était très atmosphère de salon, alors que Claude, Corneille, quand il a commencé à venir, parce qu’il n’est pas venu tout de suite, on a essayé de bousculer un peu ça, il n’y avait rien à faire, il y avait le style Grand Orient qui dominait l’attitude de certains, il y avait le luxe alentour, il y avait ceux qui venaient comme spectateurs, ceux qui venaient comme intéressés, des gens plus ou moins intellectuels, des hommes, des femmes, très dans le sillage de la psychanalyse freudienne de Lacan dont on parlait beaucoup à l’époque.” “... Il y avait pour un certain nombre un transfert qui se faisait comme cela...”

- Q : Lacan est venu ?

- “Non, non, jamais, nous, nous y venions par contre de temps en temps écouter Lacan. J’ai toujours trouvé que c’était du snobisme plutôt qu’autre chose, mais, ça... peut-être qu’en le lisant, ce n’est pas inutile non plus... Comment dire... Il y avait quand même l’atmosphère de la guerre d’Algérie, alors ça c’était le cheval de bataille de nos réunions pendant fort longtemps...”

De fait, Cornélius Castoriadis est déjà engagé dans une cure psychanalytique. Cette dernière a commencé juste après sa réorientation théorique de la fin de 1959, corrélatives de sa nouvelle analyse du capitalisme moderne, de son expansion et corrélativement de l'amélioration décisive des conditions de vie, y compris ouvrières.

“... on a vu venir pendant un certain temps notre ami Michel Rocard à côté de moi au Cercle Saint-Just, il n'était pas véhément, c'était un type qui avait de la valeur. Il était je ne sais pas s'il était déjà secrétaire général du PSU ou il l'était ou il allait l'être - et on a eu avec lui des discussions fort intéressantes, euh, mais finalement, cela s'arrêtait là, cela tombait un peu à plat... Et puis, il y a eu la personnalité de Pitchall qui était une personnalité tout à fait particulière, très dominateur finalement, cherchant à s'accaparer les gens..., très heureux d'avoir autour de lui de brillants intellectuels, comme Claude, comme Corneille, comme Edgar Morin, et des gens tout à fait disponibles prêts à tout faire, prêts à tout donner d'eux-mêmes...”.

“... je ressens tout à coup, il y a des phrases, des tournures, des approches très salonnardes, très... on s'intéresse, on fait marcher son intelligence, mais on se tient à distance sur une prudente réserve, euh, même un type comme Claude qui est un type qui prend de la distance pour bien analyser les choses, était très..., a fini par être très choqué de tout ça, moi qui ai... toujours été un interventionniste entreprenant, entrepreneur. Je ne pouvais me satisfaire longtemps de ce genre de choses...”.

Ils y retrouvent notamment des “Argumentistes” sur le point de mettre fin à leur propre expérience, mais aux débats participent également nombre d'intellectuels.

René Caulé, *René Neuvil* dans “Socialisme ou barbarie” insiste encore sur l'atmosphère trop fermée du Cercle, marqué selon lui par une trop grande interférence des relations personnelles et intellectuelles. Il évoque en particulier une violente dispute qui oppose Edgar Morin, d'une part, et Claude Lefort et Cornélius Castoriadis, de l'autre.

“... si on se connaît trop et que l'on ne sait pas se respecter, c'est évident que c'est rapidement un accident et qui nuit finalement à l'apport de chacun dans un travail commun... C'est le fait plutôt des groupes qui vivent sur eux-mêmes, pendant fort longtemps, au bout d'un moment, les problèmes personnels se mettent à dominer tout le reste...”<sup>2077</sup>.

Le témoignage de Georges Petit, *Pédro*, qui s'est moins impliqué est beaucoup moins précis : “C'était très différent de l'atmosphère de “S ou b”. C'était le 16e en train de faire la révolution. Je crois que j'y suis allé deux ou trois fois, je me souviens, j'y suis allé une fois... Je ne me rappelle pas quand... Non je n'ai pas participé - non, mais ça aussi, c'étaient des genres de trucs qui n'étaient pas très attrayants - On y allait comme ça...”

- Q : Oui, ça vous paraissait vraiment très différent comme atmosphère de “Socialisme ou barbarie” ?

- “Oui, à la fin, on y trouvait un certain nombre de gens qu'on pouvait côtoyer à “Socialisme ou barbarie”, et puis des gens qui étaient du genre... Enfin, bon... Je ne sais pas moi. Je ne sais pas comment se tenait ce petit cercle d'études. Je sais que ça se faisait chez un médecin, je ne me souviens plus de son nom, un médecin assez lancé en tout cas, qui avait du fric ; il avait un très bel appartement, c'était plus ou moins, c'était un peu le cocktail. Il devait être un ancien trotskiste, sans doute. Mais je ne me souviens plus de son nom. Je me sentais... Je me serais senti plus à l'aise dans un groupe comme “Noir et rouge”, bien que les côtés militants, alors, là...”<sup>2078</sup>.

En 1963, le Cercle Saint-Just deviendra le CRESP (Centre de recherche et d'élaboration sociale et politique).

### IX. 3/ La scission de 1963 met fin à un groupe déjà dissocié

Militantisme politique des uns, contestation interne à laquelle se livre une partie des autres, surtout jeunes, mais pas seulement, nouvel investissement théorique enfin autour de Cornélius Castoriadis, activité qui se déploie en partie ailleurs dans le cadre du Cercle Saint-Just, sans compter la fréquentation par quelques-uns du séminaire de Jacques Lacan, c'est dire que les membres du collectif tendent vers des pôles d'intérêt différents, même si certains



des membres mêlent les genres. Ceci sans compter l'engagement syndical de quelques-uns des membres du groupe. Dès la fin de 1961, Daniel Mothé avait pu parler du "silence qui entoure la discussion des textes de Cardan".<sup>2079</sup>

En 1962, ce sont les tenants d'un *aggiornamento* théorique qui se réunissent dans la "Tendance" bien décidés à faire prendre un tournant à l'ensemble du collectif. La raison d'une telle création "c'est l'extrême confusion idéologique dans laquelle se trouve depuis deux ans le groupe et la conscience de ce que dans ce contexte les discussions s'enlisent et se perdent sans profit pour personne." Le premier texte est signé d'octobre 1962 et indique que la "Tendance" a pris pour base "... le texte de Cardan /Cardan/ Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne, publié dans les n° 31 à 33 de la revue... chaînon... destiné à être complété, précisé et à la limite dépassé..."<sup>2080</sup>.

Cornélius Castoriadis s'était trouvé relativement isolé au sein du groupe, on s'en souvient. La "Tendance" ne compte d'ailleurs aucun des "anciens". Le moment ne paraît pas mal choisi pour organiser une réaction : ceux qui se sont investis fortement dans la question algérienne sont souvent déçus par l'évolution de l'Algérie indépendante. En outre, dans le champ intellectuel, *Arguments* cesse de paraître : la décision en a été prise avant les grandes vacances de l'été 1962, mais de cela il ne sera pas question, bien que de fait les deux démarches procèdent partiellement des mêmes constats et entretiennent une forme de dialogue critique.

Aux premiers la place prise par l'Algérie est vivement reprochée : "C'était faux. Mais en tout cas, c'est désormais impossible." Un tel investissement, on l'a dit, est considéré comme un substitut à l'absence de débouché révolutionnaire, accompagné parfois de l'espoir que "... les conséquences de la guerre, sous forme par exemple d'une crise du régime gaulliste, nous ramèneraient vers des situations connues, "classiques", qui nous débarrasseraient des problèmes nouveaux..."<sup>2081</sup>, point de vue que Cornélius Castoriadis n'a pas été loin de partager : crise du régime que ce dernier a lui-même prédite à plusieurs reprises et poids des facteurs extra-sociétaux dans la crise révolutionnaire

attendue qui caractérisait la problématique initiale de “Socialisme ou barbarie”, avec la place accordée à la future Troisième guerre mondiale.

Cette critique du rejet du nouveau par les activistes sera d'ailleurs poursuivie dans les textes suivants, “Propositions sur l'orientation de la propagande” d'octobre 1962 et “Plate-forme générale” de mars 1963 : “L'élaboration continue et la diffusion révolutionnaire est une tâche fondamentale de l'organisation (...) /même/ si les circonstances faisaient qu'elle dût traverser un creux, /c'est ce qui permettrait/ de cimenter l'organisation... (Et non pas un vain activisme...) /et d'/ aborder la phase suivante.”<sup>2082</sup>

“Cette reconstruction théorique à laquelle nous nous sommes livrés dès la départ et qui restera une de nos tâches permanentes, n'a rien à voir avec un révisionnisme vague et irresponsable. (...) Mais cela n'a pas empêché que cette reconstruction... s'effectue contre\* l'opposition acharnée des éléments conservateurs... (... qui représentent le type du militant qui n'a pas perdu la nostalgie d'un âge d'or du mouvement ouvrier,... parfaitement imaginaire comme tous les âges d'or, et qui avance dans l'histoire à reculons, regrettant constamment l'époque où, croit-il, théorie et programme étaient indiscutés, établis une fois pour toutes et vérifiés constamment par l'activité des masses, /éléments conservateurs/ qui ont combattu aussi bien le texte sur la bureaucratie que le texte “ Sur le contenu du socialisme ” et celui sur “ Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne ”, sans du reste avoir jamais pu à ce jour, leur opposer une autre conception positive quelconque.” (\* souligné dans le texte).<sup>2083</sup>

Une fois ces critiques posées, la contre-attaque face au comportement du groupe jugé défectueux sur le plan théorique autant que pratique se déployait : “... nous / La tendance/ allons soumettre au groupe : - une plate-forme d'orientation idéologique et politique / accompagnée de/ “textes” “sur l'orientation” “de la propagande” et “ de l'activité ”, ainsi que “des statuts et des règles de fonctionnement provisoire.”<sup>2084</sup>

Il était en outre indiqué que cette “adoption /devait/ intervenir dans des délais raisonnables.”, sachant que les “problèmes dont il s'agit sont débattus depuis des années, tout au moins pour une bonne partie d'entre eux.” On se souvient que le débat a commencé en 1959, que Cornélius Castoriadis a plutôt jugé bon d'avancer intellectuellement et

idéologiquement que de répondre aux critiques qui lui étaient faites et que, de leur côté, les activistes se sont lancés dans divers types. Le paragraphe sur l'adoption des textes concluait que "Pour l'autre partie /des problèmes à débattre/ leur solution ne résulterait certainement pas d'une discussion en vase clos par un groupe qui stagne."<sup>2085</sup>

La contre-attaque se fait encore plus précise dans la "Plate-forme générale" : "L'adhésion" aux thèses contenues dans "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" est devenue "une condition de l'appartenance au groupe."<sup>2086</sup>

Sur le contenu, le terme d'idéologie est dorénavant systématiquement employé : il s'agit de créer une nouvelle idéologie révolutionnaire. Le nom d'idéologie est maintenant donné à l'une des préoccupations centrales de Cornélius Castoriadis depuis "Sur le programme socialiste" du numéro 10 de *Socialisme ou barbarie* de juillet-août 1952 et "Sur le contenu du socialisme" du numéro 22 de juin-août 1957, même si contenu et statut ont changé. Pour qu'une telle idéologie soit efficace, il faut qu'elle ait un rapport avec la réalité sociétale.

Dans "Propositions sur l'orientation de la propagande", un vaste programme de travail est fixé, méthode dans laquelle on peut reconnaître l'influence de Cornélius Castoriadis, qui en aurait d'ailleurs été le rédacteur, si l'on en croit une lettre d'Alain Girard en date du 12 mars 1963<sup>2087</sup>, mais cette fois une place importante y est accordée à des projets d'entretiens. Les thèmes désignés sont outre le travail : entretiens d'ouvriers de chez Renault (des chaînes, des machines transfert), d'un dessinateur dans l'industrie, d'employés (de bureaux d'une entreprise industrielle, en mécanographie, d'un grand Central téléphonique), de techniciens, l'intention de cerner les situations créées dans le travail par les transformations technologiques pesant sur le choix des personnes à interroger, auxquels s'ajoutent des textes sur les instituteurs et les professeurs ; la famille : interviews de parents et d'enfants, de blousons noirs et de jeunes déracinés ; les femmes, en s'inspirant largement du

journal américain *Correspondence* qui s'est fortement engagé sur cette question, percevant des développements futurs, ainsi que pour les étudiants et les intellectuels ; le logement et l'urbanisme : entretiens d'habitants d'HLM et d'architectes ; les attitudes face aux développements technique et scientifique, mais également des textes sur la consommation, les loisirs, la culture. Par la volonté de balayer de nombreux aspects de la vie quotidienne, on retrouve l'influence de la démarche qui avait présidé à la première ébauche du "mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" plus encore qu'à sa version définitive.<sup>2088</sup>

Dans la "Plate-forme générale" qui, outre la critique du marxisme devenue tout à la fois explicite, définitive et virulente, anticipe nombre des thèmes qui seront développés dans "Marxisme et théorie révolutionnaire", parfois sous une forme plus concrète qui éclaire sous un autre angle certains aspects du raisonnement, ainsi qu'une partie des thèmes d'étude annoncés dans "Propositions sur l'orientation de la propagande, un "changement d'axe" de cette dernière est en outre annoncé : " La critique révolutionnaire de la société capitaliste doit changer d'axe. Elle doit en premier lieu dénoncer le caractère absurde et inhumain du travail contemporain, sous tous ses aspects. Elle doit dévoiler l'arbitraire et la monstruosité de la hiérarchie..., son absence totale de justification, l'énorme gaspillage et les antagonismes qu'elle suscite, l'incapacité totale des dirigeants... Elle doit montrer que, quel/le/ que soit l'élévation du niveau de vie, le problème du besoin des hommes n'est pas résolu dans les sociétés les plus riches, que la consommation capitaliste est... finalement absurde. Elle doit enfin s'élargir à tous les aspects de la vie, dénoncer le délabrement des communautés, la déshumanisation des rapports entre individus, le contenu et les méthodes de l'éducation capitaliste, la monstruosité des villes modernes, la double oppression imposée aux femmes et aux jeunes." <sup>2089</sup>

La critique doit élargir le champ de ces "cibles", tout en continuant à montrer les tendances concrètes à la créativité : de même qu'en particulier "... l'usine n'est /pas/ que le baignoire...", il y a, "par exemple... transformation croissante des rapports homme-femme ou parents-enfants dans la famille...". En outre, "Il importe également de montrer le contenu analogue qui apparaît dans les courants les plus radicaux dans la culture contemporaine (des tendances dans la psychanalyse, la sociologie et l'ethnologie par exemple)..." <sup>2090</sup>.

On a déjà mentionné le soutien apporté au “Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne” par *Ria Stone* du groupe américain “Correspondence”, ainsi que le fréquent parallélisme entre l’évolution de Cornélius Castoriadis et celle en particulier de *Ria Stone* et *Paul Romano* depuis leurs origines communes trotskistes. Celui-ci se vérifie encore jusqu’à un certain point.

Dans une présentation du Rapport de *Ria Stone* sur *Correspondence*, d’octobre 1962, l’un et l’autre intégrés dans l’ensemble de textes “Pour une nouvelle orientation”<sup>2091</sup>, Cornélius Castoriadis expliquait que *Forest /Raya Dunayevskaya/* avait rompu avec “Correspondence” en entraînant environ la moitié de ce dernier groupe et créé *News and Letters* ; il définissait en outre cette tendance comme conservatrice, marquée en particulier par son attachement à Lénine “dans le détail”. Quant à *Johnson*, l’autre défenseur de la thèse du capitalisme bureaucratique, expulsé en Angleterre, il a alors entretenu de nombreuses relations avec “Socialisme ou barbarie”, on l’a dit, en particulier au moment de la révolution hongroise. Mais les rapports se sont tendus, *Johnson* ayant publié à l’été 1957 un ouvrage *Facing reality*, en le présentant comme rédigé en commun avec *Ria Stone* et Cornélius Castoriadis, “sans donner à ce dernier le temps de dire s’il était ou non d’accord avec le contenu”, alors que, de fait, le théoricien de “Socialisme ou barbarie” le trouvait par endroits “excessif et schématique”. Par ailleurs, il a lui aussi coupé les ponts avec “Correspondence”, après la publication par James Boggs de *Situation d’une nation. Amérique 1962.*, /affirmant que ce groupe avait/ “abandonné le marxisme”. Voilà qui n’est pas sans rapport avec l’état des oppositions au sein de “Socialisme ou barbarie”.

*Ria Stone* exprime son appui à Cornélius Castoriadis dans un texte dont le contenu reste au demeurant assez éloigné de celui de ce dernier. Beaucoup plus ouvertement tourné sur le sens de la vie humaine, tout en restant marqué du sceau d’une radicalité qui se rapproche de plus en plus des radicaux (“radicals”)

américains, il ne va pas sans annoncer l'éthique de l'autonomie qui parcourra "Marxisme et théorie révolutionnaire" : "Pourquoi\* les réalisations scientifiques les plus importantes de l'humanité devraient-elles être utilisées pour la destruction totale de l'humanité ? C'est déraisonnable, fou et intolérable. Comment\* l'homme peut-il contrôler les forces automatisées qu'il a mises en oeuvre au lieu d'être détruit par elles ? Ces questions bouleversent de fond en comble les conceptions qui ont prévalu depuis le XIX<sup>e</sup> siècle quant à la relation entre la science et les valeurs.

"Quels\* sont les objectifs de l'existence humaine, alors que l'humanité est à la veille de réaliser l'abondance matérielle ? Quels\* sont les objectifs de la production ? De quelle\* manière doit-on vivre dans le monde moderne ? Comment\* peut-on mener une vie ayant un sens et une utilité ? Est-il possible à l'homme de se consacrer au développement de sa propre humanité la plus profonde ou est-il condamné à devenir un robot ?

"Pourquoi\* les pays avancés n'ont-ils pas le sens des perspectives et le réalisme des pays arriérés ? (...) Comment des êtres humains raisonnables peuvent-ils justifier la détérioration de denrées pourrissant dans des entrepôts, alors que, dans une autre partie du globe, des êtres humains également raisonnables sont en train de mourir de faim et de dénuement ?

"Au milieu de la peur, de l'anxiété et de la frustration résultant de l'absence de contrôle des gens sur leur présent et leur passé, il apparaît de plus en plus que nous ne pouvons continuer de cette manière. Il doit exister une manière de vivre meilleure. Est-ce le socialisme ? Mais qu'est-ce que\* le socialisme ?" (\* souligné dans le texte).<sup>2092</sup>

Beaucoup moins attachée à la notion de direction politique que Cornélius Castoriadis et plus proche de fait de l'ancienne minorité de "Socialisme ou barbarie" et même plus encore d'*ICO* ("À l'époque où nous cherchions à nous libérer de l'idée qu'il fallait apporter aux masses un programme, il était utile de mettre en avant l'idée que nous n'étions que des reporters enregistrant les manifestations de la société nouvelle..." "... par crainte que ce que nous disions puisse restreindre la spontanéité des travailleurs."<sup>2093</sup>, *Ria Stone* propose comme Cornélius Castoriadis d'avoir recours aux intellectuels, afin de voir "... les concepts universels qui donnent à ces problèmes leur importance"<sup>2094</sup>.

Enfin, elle va beaucoup plus loin que Cornélius Castoriadis au moment de son premier texte de réorientation théorique dans le rejet du concept de “lutte de classes”, usant notamment de l’expression “... lutte pour le socialisme ” au lieu de celle de “... lutte de classe”, avant de reconnaître : “ Nous n’avons pas réussi à comprendre que la conservation des formes de la propriété privée aux États-Unis n’a pas empêché ceux-ci de développer un contrôle bureaucratique totalitaire identique à celui du communisme russe.”<sup>2095</sup>. Chez Cornélius Castoriadis, on a également vu que la problématique de la convergence reste convoquée et le concept de totalitarisme appliqué à la société occidentale. “Nous avons... limité et rétréci la conception de l’aliénation du travail plutôt que nous ne l’avons élargie... en même temps nous nous sommes limités trop strictement à une seule section de la population salariée, celle des ouvriers spécialisés de la production de masse... qui, depuis 1945, ne constitue plus le groupe salarié le plus important (...) Nous avons été incapables de voir qu’à cette étape du capitalisme d’État et de contrôle bureaucratique sur la société, l’aliénation du travail se répand à travers la société toute entière...”<sup>2096</sup>. Elle note, en outre, une évolution sociologique défavorable à l’approche initiale centrée sur les OS, dont l’importance est d’autant plus notable qu’elle accompagne cette indication d’autres assertions sur la part de l’industrie dans l’ensemble des emplois et des activités économiques, en moindre croissance que ne le prévoyaient la plupart des marxistes. Beaucoup plus concrètement, elle insiste sur l’absence des “travailleurs”, même individuellement, dans tous ces mouvements dont elle attend beaucoup du développement.

D’autres dimensions de l’orientation du texte de *Ria Stone* sont par contre tout à fait différentes de la problématique de Cornélius Castoriadis et de la “Tendance”, qu’il s’agisse, on l’a vu, du soutien accordé à Cuba, même dans le contexte de ce qu’il convient sans doute d’appeler la lutte contre l’impérialisme américain - il y aura bien une courte note non signée dans *Socialisme ou barbarie* en 1963 sur “La crise cubaine” dans la rubrique “Le monde en question”, mais elle ne traitera que du conflit entre les deux blocs en soulignant l’échec russe, limité néanmoins puisque le “régime castriste” a été “sauvé” “au moins temporairement”<sup>2097</sup> - ou des conclusions tirées de la fascination exercée par la lutte des noirs aux États-Unis,

en particulier sur la lutte sociale en tant que lutte de citoyens, formulation qui ne surprendrait sans doute guère aujourd'hui au demeurant.<sup>2098</sup>

L'“Anti-Tendance” s'est structurée en réponse, mais elle l'a fait avec vigueur, au moyen de notes brèves et par l'activisme. Dès la présentation du Rapport de *Ria Stone*, dans la cellule Spartacus *Laborde* a posé oralement un certain nombre de questions à la “Tendance” dont il envoie une courte version écrite au début du mois de décembre 1962 aux absents et à ceux qui appartiennent à la cellule Babeuf. Ce texte dont il ne sera présenté qu'un résumé constitue une défense du marxisme révolutionnaire par l'accent mis sur l'exploitation et le lien établi entre exploitation et aliénation : la “société capitaliste bureaucratique” est-elle une société de classes ? Y a-t-il oui ou non exploitation des travailleurs ? L'aliénation est-elle liée à l'exploitation ? L'État est-il un instrument de domination ? “Le socialisme / dont “les signes /sont/ nés... dans les réactions des travailleurs aux conditions capitalistes du travail, c'est-à-dire la lutte des classes ” /” est-il d'abord la destruction de la domination sociale de la classe exploiteuse” ? La révolte pose-t-elle le problème du pouvoir<sup>2099</sup> ? *Laborde* reprochait déjà en 1959 au texte de Cornélius Castoriadis “Le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne” d'abandonner une telle perspective<sup>2100</sup>. Le capitalisme est-il ou non capable d'intégrer le travailleur en tant que tel ? Si oui, il est “ éternel ”. Sinon, l'auteur propose d'étudier concrètement le capitalisme contemporain et les “contradictions” produites<sup>2101</sup>, type de questions dont la formulation est assez tranchante, comme dans le premier texte de critique de 1959 - Jean-François Lyotard se faisant quelque peu le procureur d'une âme de “Socialisme ou barbarie” en train de se perdre. Les critiques argumentées exposées plus tard présenteront une parenté réelle avec le contenu de ces questions.

La polémique n'a pas manqué : ainsi une réponse assez dure de *Véga* aux accusations portées contre lui de “ terrorisme intellectuel ” et d'attaques “au-dessous de la ceinture” par *Simon Chatel*, lors de la présentation du Rapport de *Ria Stone* par Cornélius Castoriadis / *Barjot*/<sup>2102</sup>. L'exaspération non plus : la lettre envoyée par



de jeunes militants<sup>2103</sup> à quatorze plus anciens au 4<sup>e</sup> trimestre 1962, réponse critique au texte de *Chatel* sur les employés, qui sera finalement publiée en article dans *Socialisme ou barbarie* après la scission effective, ainsi qu'au rapport de *Ria Stone*, constitue un appel assez violent à la rupture, afin de préserver l'action militante, la polémique étant jugée stérilisante et perturbatrice : l'action menée contre la guerre d'Algérie s'y trouve défendue et la "nouvelle orientation" vivement critiquée au profit de l'action en entreprise auprès des travailleurs, en particulier jeunes : les succès de la VO sont donnés en exemple, comme dans d'autres textes internes antérieurs d'ailleurs. Il en va de même de ceux des JSU /Jeunesses du PSU/, pour les autres organisations, ainsi que de l'action de Sauvage au Mans et celle de Jean, sans doute Amaury, pour le militantisme de membres de "S ou b". Bien que son orientation soit assez différente, cette lettre n'est pas sans avoir trouvé un certain écho dans celle bientôt envoyée par Daniel Mothé et *Maxie* en février 1963.<sup>2104</sup>

Plusieurs de ceux qui suivront finalement la "Tendance" s'opposent quant à eux à une scission, comme Daniel Mothé et *Maxie* au début de l'année 1963, très défavorables à la méthode employée : (l'envoi de "... quatre textes ultimum sur lesquels l'organisation doit se prononcer et les camarades se soumettre ou se démettre") et, plus implicitement, à l'approche presque exclusivement théorique mise en œuvre par cette minorité : ils sont également très attachés à *Pouvoir ouvrier* (auquel ils collaborent comme d'autres membres du groupe qui resteront finalement eux aussi autour de *Socialisme ou barbarie* : Paul, sans doute Hanappe, et Jeanine, sans doute Weulersse) dont ils soulignent l'amélioration reconnue par tous ; ils insistent également sur l'intérêt de nouveaux venus dont un cercle marxiste qui réunit quelques ouvriers autour de Sauvage ; ils se livrent même à une critique de fond : le projet de réorientation vers la vie quotidienne, dont une partie des articles de Daniel Mothé a beaucoup contribué à la saisie dans le monde ouvrier, leur paraît finalement dérisoire, compte tenu de la composition sociale du groupe, loin de couvrir l'ensemble des milieux sociaux ciblés<sup>2105</sup>. Ainsi encore Alain Girard qui, dans une lettre de mars 1963 dans laquelle il se fait l'écho de celle de *Maxie* et Daniel Mothé,

exprime pourtant son accord enthousiaste avec l'ensemble des textes de la "Tendance" dont il a pu prendre connaissance, juge une "séparation... peu heureuse" et considère que celle-ci "... ne peut être profitable qu'après clarification réciproque."<sup>2106</sup>

Même en juin 1963, soit un mois avant la scission, - et juste après la grève des mineurs, sur laquelle il n'y aura pas d'article dans *Socialisme ou barbarie*, conflit qui, outre son contexte marqué par la crainte face à la politique énergétique qui, privilégiant le pétrole, entraînait une baisse de la production de charbon, avait pour revendication principale des augmentations de salaires et révélait en outre une réelle détermination face à l'ordre de réquisition signé par le Président de la République - Daniel Mothé *Garros*, *Maxie*, *Louissette* sont encore considérés comme flottants par la "Fraction Pouvoir ouvrier" qui souhaite se constituer en organisation : ils ont donc été destinataires des messages de cette dernière<sup>2107</sup>. Nombre d'anciens, mais aussi de plus jeunes, très investis dans "Socialisme ou barbarie" et qui y resteront finalement, ont peut-être eu d'autant plus de mal à se reconnaître dans la "Tendance" qu'ils n'y ont pas été associés et qu'ils ont beaucoup plus que dans les autres débats reçus une réorientation qui leur restait "étrangère". De fait, l'activisme ne servait pas Cornélius Castoriadis et la réorientation théorique qu'il a voulu imposer et placer au centre, quitte à le faire dans un environnement plus restreint.

Les deux textes plus développés rédigés au sein de l'"Anti-Tendance" sont cependant tardifs et présentés en même temps que le projet d'organisation séparée. L'un "Nos tâches actuelles" est de *Véga*, qui n'a pas donné beaucoup de contributions ni dans *Socialisme ou barbarie*, ni même au sein du groupe, encore moins des textes généraux, et l'autre, "Marxisme et théorie révolutionnaire", de *Laborde* qui, en compagnie de *Guillaume*, avait déjà vivement contré la réorientation de Cornélius Castoriadis dès fin 1959 début 1960. Ils sont regroupés sous le titre commun "Pour une organisation prolétarienne révolutionnaire", ce qui constitue déjà en soi une réponse, et présentés comme un ensemble non signé.<sup>2108</sup>

Dans “Nos tâches actuelles”, traitant de l’orientation idéologique du collectif, *Véga* prend comme référence de base l’éditorial “Socialisme ou barbarie” du premier numéro de la revue. Il défend le marxisme, avec lequel il voit une profonde césure à partir du “mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne”, mais seulement à partir de cet article. Mais plus encore, il interprète les derniers textes comme rompant avec la lutte des classes, sans nullement prendre en compte les remarques déjà mentionnées et sur lesquelles on reviendra ni de *Ria Stone* ni de la “Tendance” sur l’évolution sociologique des sociétés les plus développées ; il ne nie pas, par contre, qu’il puisse y avoir des “aspirations communes” à tous les hommes, mais ne voit pas en quoi une telle analyse “humaniste” relève des objectifs d’un groupe comme “Socialisme ou barbarie”.

Il se place surtout sur un autre terrain, celui de la défense de l’activisme ou du militantisme contre ce qu’il considère sans doute comme de l’intellectualisme : “À aucun moment de son existence... notre groupe n’a centré son activité en direction des ouvriers ou des employés”, tout en insistant sur la faiblesse du militantisme collectif même depuis 1958 : “Quelques tracts produits sporadiquement et diffusés dans une ou deux entreprises...” et l’absence de concrétisation des décisions prises concernant la rédaction de brochures, mais en soulignant par contre que “... l’essentiel de notre activité théorique depuis quatre ans a résidé dans les discussions autour de la nouvelle théorie du camarade Barjot / *Barjot*/...”

Selon lui, *PO* doit être un organe d’explication/démystification et de formation qui doit, comme les militants de l’organisation, être proche des “luttés”, sans distinction des types de revendications, ni des modes d’organisation par les syndicats ou non, qui doit s’adresser aux syndiqués comme aux non syndiqués, tout en dénonçant les objectifs propres aux bureaucraties syndicales qui ne sont pas ceux du patronat, mais en ne rejetant pas *a priori* les compromis<sup>2109</sup>. Comme *Guillaume* dans sa “Critique du texte de *Barjot*”, “Le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne”<sup>2110</sup>, il considère qu’à la base des syndicats, se trouvent de

vrais militants, par opposition aux “bureaucrates”, et que même l’adhésion au Parti communiste continue d’avoir un sens pour nombre d’ouvriers. S’il s’agit là de l’action dans l’entreprise, cela n’exclut pas de prendre en considération les problèmes de logement, d’enseignement, de loisirs, mais toujours dans une perspective de mobilisation.

Pour lui, “Socialisme ou barbarie” est un collectif replié sur lui-même, bien que faisant partie des groupes qui “... perçoivent les changements... disent des choses fort justes dans certains domaines, mais dont la compréhension est gravement mutilée du fait qu’ils ne participent pas aux luttes...” par opposition à ceux dont l’échec s’explique par la répétition de schémas dépassés.

Sa critique de l’intellectualisme est en outre assez explicite et se retrouve sous une forme ou sous une autre dans la plupart des entretiens avec des anciens, y compris ceux qui resteront comme *Garros* ou Daniel Mothé, très intégré pourtant à la discussion et très ouvert à différentes formes de connaissance, comme cela a été souligné par plusieurs membres de “Socialisme ou barbarie”, qu’on se rappelle sa critique mordante de l’emploi du temps d’un militant type de “Socialisme ou barbarie”/“Pouvoir ouvrier”, mais il s’agissait justement au moins autant du temps consacré à la discussion que du débat en soi : “La discussion comme mode d’activité est une des déformations les plus attristantes des intellectuels. La discussion a une valeur comme moyen permettant d’arriver à un résultat ; comme mode d’activité, elle est stérile et anti-démocratique, car elle réduit la participation... dans les décisions des travailleurs manuels et des salariés ayant un niveau d’instruction moyen...”

Un tel schème d’analyse a souvent été utilisé depuis : il n’est pas totalement étranger à la problématique bourdieusienne ou néo-bourdieusienne appliquée aux organisations, en particulier politiques. À “Socialisme ou barbarie”, il ne semble pas avoir fonctionné, lorsqu’il s’agissait de l’organisation du travail dans l’entreprise, aux dires de nombre d’interrogés, voire des rapports sociaux. Il semble

qu'il en ait été ainsi, par contre, s'agissant de l'orientation, d'autant plus lorsque cette dernière est abordée en termes philosophiques et sans débouché prévisible, on l'a souligné, dans un environnement dorénavant très marqué par la présence d'étudiants et d'enseignants, on va le voir de manière précise, après l'avoir noté à plusieurs reprises.

Véga donne plusieurs exemples concrets qui illustrent l'absence de fatalité d'un tel mode de fonctionnement et la plus ou moins grande attractivité pour les travailleurs de différents types de militantisme : "À Paris, les quelques travailleurs qui ont adhéré ces dernières années sont partis au bout de quelque temps : Imbert (instituteur), Marcel (typographe), Jean (menuisier), Roland (postier), Mao (relieur). Cependant tous sont restés abonnés à *PO*, deux d'entre eux nous ont aidés cette année à organiser le Cercle d'Étude" "... Le Mans. Un camarade de *PO* (professeur) /Savage/ : a orienté son activité en direction des ouvriers de la Régie Renault. Résultat en trois ans : 20 à 25 exemplaires de *PO* régulièrement vendus, une dizaine de camarades abonnés qui demandent à ce camarade depuis six mois de constituer une cellule de l'organisation, constitution que ce dernier se refuse actuellement à opérer parce que, comme il nous l'a dit et écrit à plusieurs reprises, "telle qu'elle, notre organisation ne peut rien leur apporter"... ils "ne resteraient pas dans une organisation composée d'intellectuels et fonctionnant comme un groupe d'intellectuels."<sup>2111</sup>

Si bien loin des analyses de la "Tendance", il insiste sur l'"... aggravation de l'exploitation et de l'asservissement au travail..." l'objectif de l'organisation doit se fonder sur "... l'effort permanent pour atteindre une compréhension du sens des actions ouvrières..."<sup>2112</sup>. De même s'il ne refuse pas le "travail théorique", Véga qui ne prend pas garde aux évolutions sociologiques en cours, on l'a dit, conçoit celui-ci sans doute comme un instrument directement utile dans l'action ; les questions qu'il pose, qui ne vont pas sans remettre en cause certains "acquis théoriques" de "Socialisme ou barbarie", telles que les différences entre pays capitalistes et communistes, comportent toutes une dimension concrète, bien qu'il s'agisse d'un questionnement très proche de celui de Jean-François Lyotard qui lui donne quant à lui une dimension philosophique certaine - qu'il s'agisse du rôle de la pression des salariés

dans la croissance, de celui de la concurrence entre entreprises et nations dans l'expansion, de celui des industries d'armement dans la richesse, de celui de l'État et de la bureaucratie étatique, des conséquences pour les "travailleurs" de la division du monde en deux blocs, voire de l'inégalité croissante entre pays avancés et sous-développés.

Les archives Jean-François Lyotard comportent des versions successives de "La nouvelle idéologie", ainsi que le texte définitif "Marxisme et théorie révolutionnaire" qui comporte deux parties : "Sur l'histoire du marxisme" ; "Sur une idéologie nouvelle". La numérotation ne sera donc pas indiquée lorsqu'il s'agira des brouillons de "La nouvelle idéologie".

Le ton de la première partie de "Marxisme et théorie révolutionnaire" est très polémique, comme l'était au demeurant "La plate-forme générale". Un échantillon suffira : "Pour les auteurs de la Plate-forme, les divergences au sein de l'organisation... opposent les audaces de l'intelligence créatrice à la craintivité de la Bêtise repliée sur elle-même... le 11 mars a été enfanté une théorie nouvelle dont on nous assure qu'elle est au marxisme ce que la physique moderne est au système de Newton. C'est là trop de modestie"<sup>2113</sup>.

Jean-François Lyotard s'y efforce en premier lieu de réfuter l'argument du caractère historiquement dépassé du marxisme, effectivement très présent dans "La Plate-forme générale" : "Où a été publié, depuis 1923 (Parution de *Histoire et conscience de classe*\* de Lukacs) (\* souligné dans le texte) une seule étude faisant avancer le marxisme, ou, depuis 1940 (mort de Trotsky) un seul texte défendant les idées traditionnelles à un niveau qui permette de les discuter sans avoir honte de le faire ?"<sup>2114</sup>.

Pour contrer une telle appréciation de la mort intellectuelle du marxisme, le philosophe cherche à montrer que, loin d'être linéaire, le développement du marxisme a été pavé d'errements et de renaissances, pas seulement après 1940 ; sa démonstration est historique : les théoriciens marxistes

auraient commis au moins trois erreurs - et non pas une seule ; d'une période à l'autre, entre errements et tâtonnements, reste une méthode. Première erreur : celle de Karl Marx et Frierich Engels qui inféraient une révolution de crises périodiques extrêmement violentes ; or, malgré l'ampleur de celle de 1848, les ouvriers français furent écrasés et il n'y eut pas en Allemagne d'enchaînement révolution bourgeoise/révolution prolétarienne, thèse qui, par ailleurs, anticipait celle de la révolution permanente.

Celle, en second, de la social-démocratie qui transformait en consolidation quasi-définitive du capitalisme son affermissement de 1850 à 1913, noté toujours par Karl Marx et Friedrich Engels : crises moins violentes, croissance, baisse du chômage, augmentation des revenus, développement des industries productrices de moyens de production - mines et sidérurgie -, mais aussi d'armements, élargissement mondial des marchés s'accompagnant d'inégalités de développement entre pays, dont les effets ne furent pas compris par les théoriciens sociaux-démocrates, ce qui amena ces derniers à ne considérer le bolchévisme que comme une sorte de maladie de jeunesse, alors qu'à cette époque celui-ci mettait en avant une praxis effective, s'appuyant sur l'utilisation de la théorie de la révolution permanente, dans un contexte d'inter-connexions entre pays développés et arriérés.

La troisième enfin a pour contexte une nouvelle phase d'expansion capitaliste, la naissance en Russie et dans les autres pays sous régimes communistes de nouvelles sociétés de classes ; l'absence de dépassement de ce qu'il appelle les révolutions "nationale-bourgeoise" dans les pays sous domination coloniale ou lorsqu'il y a eu insurrection, formation de bureaucraties politico-militaires : faillite donc du bolchévisme et gestation de qu'on aurait tendance à qualifier de nouvelle avant-garde théorique, si l'on suit la pensée de l'auteur, qui peut s'appuyer sur la répétition de la forme conseils en Russie, Allemagne, Italie, Espagne surtout, la persistance de contradictions dans les sociétés bureaucratiques, allant jusqu'à

l'insurrection accompagnée à nouveau de la formation de conseils comme en Hongrie, limitation de plus en plus nette à l'ouest de l'adhésion et de l'appui accordés aux syndicats sous contrôle "stalinien", considérés comme de simples organes de défense contre l'État et le patronat, ces derniers étant de plus en plus amenés à s'aligner sur les partis et syndicats "réformistes", malgré leur différence de nature et leur idéologie en perte de vitesse.

Si les premières erreurs n'ont pas empêché les développements successifs de la théorie marxiste, c'est que le marxisme est une "méthodologie" qui "Procédant... sur des catégories concrètes, cherchant à mettre à jour... des connexions historiques,... saisies dans leur mouvement /qui produit/... une compréhension historiquement conditionnée, et comme telle relative et changeante, du processus de transformation de la réalité." Se donnant "... comme objet l'historicité concrète..." "... la connaissance à laquelle elle prétend atteindre se sait elle-même perpétuellement changeante comme la réalité elle-même."<sup>2115</sup> À côté d'une telle définition extrêmement édulcorée, il est tout de même question de lutte des classes, prolétariat, crises du capitalisme, d'ordre essentiellement économique dans l'historique considéré, révolution, dictature du prolétariat qui spécifie quelque peu une telle théorie sociale, comme en témoigne sa conclusion sur "le contenu actuel du marxisme." : "Ce qui reste la base de la théorie révolutionnaire, c'est que l'histoire est l'histoire de la lutte des classes, que le prolétariat est dans la société capitaliste la seule force révolutionnaire, qu'il ne peut arracher sa victoire sans user de la violence, ni la sauvegarder sans exercer sa dictature, et que le socialisme est la gestion de la production et de la société par les travailleurs organisés en Conseils : telle est la conclusion des luttes des périodes antérieures."<sup>2116</sup>

Le deuxième argument qu'il cherche à rejeter est celui de l'isolement complet des théoriciens du marxisme révolutionnaire et celui, concomitant, de la disparition complète du mouvement ouvrier révolutionnaire, voire d'un mouvement révolutionnaire, selon la définition commune pendant les premières années de "Socialisme ou barbarie". La disparition du "mouvement ouvrier, en tant que mouvement organisé de classe contestant de façon explicite et permanente la domination capitaliste, a disparu" et de la domination coloniale "sans... transcroissance révolutionnaire du mouvement



des masses” “... constatations qui ruinent dans la pratique le marxisme classique, en tant que système de pensée et d'action... Car elles signifient la réfutation ou le dépassement de l'analyse du capitalisme par /Karl/ Marx dans sa pièce maîtresse (l'analyse de l'économie), de celle de l'impérialisme par Lénine, et de la conception de la révolution permanente dans les pays arriérés de Marx-Trotsky ; comme aussi la faillite... de la quasi-totalité des formes traditionnelles d'organisation et d'action du mouvement révolutionnaire (hormis celles des périodes révolutionnaires).”<sup>2117</sup>. Pour Jean-François Lyotard, qui procède de la même manière que pour le premier argument, “critique théorique et critique pratique ne parviennent à fusionner que dans les phases de crise... lorsque se développe un processus révolutionnaire”<sup>2118</sup>. L'isolement des théoriciens marxistes, on aurait tendance à ajouter révolutionnaires, est une constante : les thèses de Karl Marx et Friedrich Engels ne sont guère connues ni en 1848 ni en 1871, le développement de la diffusion et de la connaissance du marxisme au sein de la Seconde internationale s'accompagne de son affadissement. Après 1917, le “bolchevisme” ne connut de véritables succès que dans les périodes de crise aiguë, sinon il restait très minoritaire. En outre, le bolchevisme présente “dès le début des côtés... négatifs” : “la subordination idéologique des sections de l'IC”. “Dans cette période moins que dans toute autre, la conception d'une théorie marxiste constamment vérifiée par la pratique ne correspond à rien”, admet-il cependant. Après s'être efforcé de mettre en avant qu'une nouvelle théorisation marxiste avait finalement été formulée sous la forme de la critique du communisme de type soviétique à laquelle était opposée la pratique effective des conseils, on l'a vu, il concède certes que “Le marxisme révolutionnaire... n'est actuellement incarné dans aucune pratique des masses,... n'inspire pas le comportement des ouvriers...”, mais tente d'appriivoiser une telle situation dont il ne nie pas le caractère négatif en arguant de la fréquence historique de telles “phases de disjonction”<sup>2119</sup>.

Dans certains des brouillons, se plaçant d'emblée sur un terrain philosophique, l'auteur reprochait à Cornélius Castoriadis et à ceux qui s'étaient réunis autour de lui de décliner deux faces de l'idéalisme : l'essentialisme et l'existentialisme. L'économie était renvoyée dans l'ordre de l'essence : si elle était jugée maîtrisée, c'est parce qu'elle n'était ramenée qu'à un schème unique de croissance/répartition qui ne rencontrait qu'un seul obstacle : la lutte des classes,

sans poser ceux de la concurrence ou de l'investissement, qui "... est actuellement posé à l'échelle mondiale", alors que, par ailleurs, "... l'introduction de nouvelles couches sociales dans le circuit capitaliste par le simple jeu du développement et leur adhésion même à l'idéologie de la croissance aggrave d'une façon absolument originale le poids que les salariés font peser sur les décisions de répartition."<sup>2120</sup>. Or, l'économie n'est pas dirigée par une classe dominante unifiée, ajoutait-il, rejoignant la critique de *Véga* sur l'absence d'approfondissement des différences entre le monde de l'Est et celui de l'Ouest, ainsi que sur le mode de fonctionnement de l'économie capitaliste.

Jean-François Lyotard s'efforce donc de répondre à la critique du marxisme comme système explicatif clos en renvoyant à sa propre clôture la problématique de la "Tendance", en redéfinissant la méthodologie marxiste que, comme *Véga*, il jugeait implicitement appliquée seulement de manière très embryonnaire par "Socialisme ou barbarie", sans même parler des derniers textes de Cornélius Castoriadis et de la "Tendance". Or, " La recherche d'une compréhension de la totalité n'est pas la recherche d'un système clos, elle en est le contraire si l'on ne perd pas de vue que cette totalité est en mouvement, et que ce mouvement n'a pas son moteur ailleurs que dans les contradictions qui obligent la société mondiale à se déstructurer et à se restructurer continuellement. "<sup>2121</sup>. "... ce dont nous avons besoin est de reprendre le déchiffrement de tous les signes qui sont faits depuis des années par la société à l'échelle mondiale, de les ordonner pour reconstituer la configuration cachée de cette société et les contradictions spécifiques à notre période qu'elle contient "<sup>2122</sup>. Une telle distinction entre méthode et contenu sera taxée d'idéalisme par Cornélius Castoriadis, lors de la réunion de scission de juillet 1963.<sup>2123</sup>

À l'essentialisme s'opposerait l'existentialisme, sous la forme de la liberté de la révolte qui concernerait presque tous les individus, selon qu'ils acceptent ou non le monde qui les entoure.

Jean-François Lyotard reprochait finalement à la "Tendance" et principalement à Cornélius Castoriadis, auquel il reconnaissait d'avoir saisi la

stabilisation relative qui caractérise le capitalisme contemporain, d'être parti(e) d'une vision du marxisme, celle des crises économiques du XIX<sup>e</sup> siècle, conception réductrice des crises qui sont toujours tout à la fois économiques, sociales et politiques - ou celle des débuts de "Socialisme ou barbarie" - et, n'ayant pas trouvé ces dernières, d'être passée, d'une part, à une approche existentialiste et, de l'autre, à un rejet du marxisme, en "dévot/e ulcéré/e qui se met à blasphémer"<sup>2124</sup>. Et poursuivant son opposition entre essentialisme et existentialisme appliquée à la réorientation de la "Tendance" de citer Kierkegaard dans son *À Post scriptum* de 1846 critiquant Hegel : "Malgré tous ses discours de processus, Hegel comprend l'histoire du monde, non dans son devenir, mais à l'aide de l'illusion du passé dans un système fermé d'où tout devenir est exclu (...) Être un système et être clos se correspondent l'un à l'autre, mais l'existence est justement l'opposé. Du point de vue abstrait, système et existence ne peuvent se poser ensemble, parce que la pensée systématique pour penser l'existence doit la penser comme abolie (...) L'existence est elle-même un système - pour Dieu, mais ne peut l'être pour un sujet existant."<sup>2125</sup>

Une telle critique peut être considérée comme celle de l'ensemble de l'approche sociale-barbare, car la recherche de la créativité ouvrière est consubstantielle à celle du groupe depuis sa fondation - de même d'ailleurs qu'à celle du collectif américain "Correspondence" -, même si elle a pris une beaucoup plus grande place au travers de la réorientation de Cornélius Castoriadis, voire toute la place, tout en changeant de "cibles", tant par l'élargissement des domaines : de l'entreprise à la vie quotidienne, que par celui des destinataires : de la classe ouvrière aux classes intermédiaires : créativité qui est à la fois requise et niée, ceci dès les premiers textes de la revue, on s'en souvient.

Jean-François Lyotard désapprouvait d'ailleurs également la théorie du collectif sur l'organisation restée tournée vers le passé, comme son analyse des crises : "ne pas recommencer le bolchevisme, le vrai problème étant que nous avons à commencer quelque chose"<sup>2126</sup> ; dans le texte définitif, l'avant-garde reprend d'ailleurs sa place de gardien dans la période de transition "... dans la période révolutionnaire... les travailleurs

gèrent effectivement leur offensive contre la classe dirigeante, mais elle ne peut être maintenue après la prise du pouvoir que si une avant-garde organisée poursuit la dénonciation de toutes les formes de l'héritage capitaliste..."<sup>2127</sup>. Il en arrivait à la même conclusion que *Véga* : reprendre l'analyse des sociétés contemporaines dans l'optique de dégager les contradictions de l'époque : garder la méthode, tout en reconnaissant ce qui est dépassé parce qu'appliqué à une autre période.

Dans "Sur la nouvelle idéologie", si le schème critique reste en partie le même, puisque la qualification/accusation d'existentialisme subsiste, toujours appuyée sur le même énoncé de Søren Aabye Kierkegaard, il s'efforce d'aller plus loin dans la critique de "l'idéologie" de la "Tendance" appliquée à la période contemporaine, terme qu'au demeurant celle-ci ne récuse plus.

Il accuse surtout maintenant cette dernière de déréaliser le capitalisme et la classe dirigeante. C'est son insistance sur les rapports exécutants/dirigeants qui est notamment attaquée et sur la quête d'autonomie qu'elle susciterait, même s'il ne nie pas un changement de "climat historique" dans un sens moins autoritaire qu'il attribue essentiellement quant à lui à l'accélération des "bouleversements" auxquels individus et société sont soumis ; de ces rapides transformations il résulterait que "chacun doit conquérir sa place", "une sorte de vide d'institutions et de valeurs" auquel il ne confère pas une portée révolutionnaire essentielle, d'autant plus que "... le capitalisme peut fonctionner en transformant ses institutions... La famille patriarcale, la répression de la sexualité avant le mariage, la ségrégation des noirs, l'éducation autoritaire... c'est là l'héritage de la société précapitaliste."<sup>2128</sup> La tentative vouée à l'échec de transformer les "salariés en purs exécutants" n'est pas niée non plus, mais elle est réinterprétée au travers du concept de réification, complément nécessaire de l'exploitation, puisque cette dernière assure le contrôle du travail - il en tirera d'ailleurs la conclusion que la "créativité des travailleurs fait fonctionner le système parce que celui-ci l'y contraint", tout en décomposant les formes de cette capacité d'initiative : réponse au "chantage à la rémunération", beaucoup plus qu'à une véritable nécessité de

“faire fonctionner le système”, prolongement de la “révolte” et de “l’écoeurement”, en trichant “avec ses conditions de travail sans perdre sa place”<sup>2129</sup>, pour montrer qu’il s’agit là d’un aménagement obligé dépourvu de portée révolutionnaire -, alors que dans les autres domaines de la vie sociale, en dehors du travail productif, c’est l’aliénation qui caractérise la consommation, la culture, les loisirs, etc. “toute activité qui n’est pas simple consommation tend à être transformée en travail, c’est-à-dire exploitée ; toute activité qui n’est pas travail tend à être dégradée en consommation. Le capitalisme écartèle l’expérience sociale entre ses deux pôles, la relation entre ces deux pôles est simple : la vie non-productive est destinée à faire supporter “subjectivement” le travail ; le travail crée objectivement les moyens de la vie non-productive.”<sup>2130</sup>

Il s’appuie lui aussi sur certains points de l’évolution de *Ria Stone* - dont il critique pourtant vivement la réorientation dans ce qu’elle a de parallèle à celle de la “Tendance” - : son refus de limiter dorénavant la propagande de *Correspondence* à l’action au sein des ateliers dont elle reconnaît les limites, en particulier parce que les décisions qui concernent l’organisation de la production au sens large qui inclut l’évolution technologique comme la localisation des établissements, dans un environnement marqué par la compétition, se prennent ailleurs, sans compter la non prise en compte de la distribution des biens et des besoins sociaux : “Nous avons eu peur de quitter l’usine (ou le volume I du *Capital*, le volume de l’essence) et d’affronter le problème de la distribution ou celui des besoins sociaux, par crainte d’en arriver à ne faire qu’une théorie du marché ou de la planification.”<sup>2131</sup>

Il approfondit de fait une critique assez vive de la problématique de “Socialisme ou barbarie” jusqu’en 1958 : il ne s’agit pas seulement de défendre l’activisme, mais aussi un retour au politique révolutionnaire.

“C’est en effet parce que le point de vue de la théorie s’est enfermé dans le cadre de l’atelier et dans l’assimilation du capitalisme avec les “relations immédiates de travail” que l’idée complètement artificielle d’un développement des luttes sauvages axées contre les conditions de travail a pu être élaborée. Mais montrer que le consommateur aliéné et frustré, montrer que le travailleur n’est pas seulement l’homme réifié dans la production, mais aussi le consommateur aliéné et frustré, montrer que

le capitalisme n'est pas seulement la hiérarchie dans l'atelier, la compétition inter-trusts ou inter-États et finalement la structure complète de l'économie capitaliste et bureaucratique mondiale,... c'est admettre que le problème du produit et de sa répartition n'est pas un problème négligeable... c'est remettre la réification à sa place... et la situer comme un aspect d'une situation fondamentale qui est l'exploitation."<sup>2132</sup>

De plus, contrairement à *Véga*, Jean-François Lyotard ne néglige pas la question de l'évolution sociologique notée aussi bien par Cornélius Castoriadis que par *Ria Stone*.

En effet, *Ria Stone* soulignait déjà qu'aux États-Unis après une croissance très forte de la catégorie des OS entre 1925 et 1945, celle-ci avait cessé d'être la plus importante parmi les salariés depuis 1945<sup>2133</sup>. Cornélius Castoriadis, tout en revenant sur la place privilégiée accordée aux OS dans *Correspondence*, ainsi que dans un de ses propres articles écrit sous le pseudonyme de *Chaulieu*, "Sartre, le stalinisme et les ouvriers" de 1953<sup>2134</sup>, s'efforce d'affiner son analyse de la condition ouvrière, d'une part, en distinguant les secteurs industriels, parmi lesquels les industries modernes exigent de très grandes qualifications et, de l'autre, en revenant sur le processus de parcellarisation dont les tâches sont, dans un second temps, assumées par des ensembles totalement automatisés, dotés de surveillants non qualifiés et d'équipes hautement qualifiées, sans compter l'organisation différente des bureaux. En outre, il soulignait, comme *Ria Stone* d'ailleurs, que la société n'avait pas été absorbée par l'industrie, mentionnait au contraire le développement des bureaux et était devenue un "... ensemble complexe de pyramides...", au sein desquelles une partie des "couches intermédiaires" est à la fois exécutante et dirigeante. Le terme "complexe", souvent employé en particulier par Edgar Morin, est maintenant utilisé à plusieurs reprises dans cette Plate-forme, alors qu'il était fort éloigné du vocabulaire de "Socialisme ou barbarie". Une telle analyse sociologique explique en partie que la "focalisation" sur le monde ouvrier s'étende dorénavant au-delà, en particulier aux employés et aux techniciens : "... le mouvement révolutionnaire ne pourrait plus prétendre

représenter les intérêts de l'immense majorité de l'humanité contre une petite minorité,... s'il n'essayait pas d'associer les couches d'exécutants simples avec les couches, presque aussi importantes numériquement, intermédiaires de la pyramide.”<sup>2135</sup>

La crise de la culture était en outre vue dans cette plate-forme comme un facteur de radicalisation d'une partie des étudiants et des intellectuels dont on a souligné le poids lors du développement de “Socialisme ou barbarie”, ainsi que le malaise qui en résultait chez nombre de militants qui espéraient d'autres types sociaux de recrutement.

À dire vrai, Jean-François Lyotard répond par l'attaque. La métaphore de la pyramide est assimilée à “un cliché psycho-sociologique de la hiérarchie des “statuts” dans la société moderne.” qui s'accompagne de “conflits de rôles” dont il admet qu'ils peuvent revêtir un réel caractère de gravité. Mais alors que la “Tendance” parle encore surtout des employés et des techniciens, ce qui ne sera plus le cas pour Cornélius Castoriadis dans “Marxisme et théorie révolutionnaire”, Jean-François Lyotard l'accuse de s'intéresser aux cadres, et parmi eux aux cadres supérieurs. Après avoir montré sa maîtrise de telles approches psycho-sociologiques, il s'en prend à la seule “Tendance”, accusée non sans une certaine justesse de ramener “la question des rapports de production à /celle/ des rapports dans le travail.”, alors qu'”... aucun des sociologues ou des psycho-sociologues qui ont utilisé le concept de statut n'a osé affirmer que l'expérience sociale de l'ingénieur est essentiellement la même que celle d'un ouvrier ou d'un petit employé.” et que, contrairement aux “fantaisies “théoriques” de la “Tendance”, “ aucun n'a prétendu déceler la contradiction “fondamentale” ni la dynamique révolutionnaire de la société” au moyen d'une telle approche.

Or, une telle incrimination à nouveau n'atteint pas la seule démarche de la “Tendance” (l'extension de la problématique de l'aliénation - ou de la réification - dans le travail au-delà des catégories ouvrières et à d'autres dimensions de la vie sociale), mais aussi celle de la vie dans l'entreprise, approfondie très tôt par

“Socialisme ou barbarie”, démarche presque parallèle à celle du groupe américain “Correspondence”. Le développement de “Socialisme ou barbarie” en 1956-1958 signifiait sans doute pour lui non seulement un développement de l’action militante, du soutien aux luttes, mais également une analyse plus globale en même temps que plus concrète de ce que comme *Véga* il appelle “les contradictions du capitalisme”, ainsi que des prises de position politique.

Lorsqu’il aborde la classe dirigeante, après avoir souligné ce qu’il considère comme une confusion des méthodes ou des genres, le philosophe accuse la “Tendance” d’aboutir à son “... évaporation... dans les “nouvelles couches”<sup>2136</sup>. Pour lui, à la bourgeoisie propriétaire s’est associée une “nouvelle couche de bureaucrates gérant l’État, la production, la distribution” : ses membres appuient leurs fonctions gestionnaires et leur participation aux décisions essentielles sur une compétence, elle dispose de hauts salaires et d’une participation directe au capital. En dessous, les cadres moyens sont “pénétrés de l’idéologie de leur responsabilité... et... imprégnés... par la volonté de promotion. Quant aux “cadres inférieurs”... en “... période normale” leur maintien en place dépend de leur “autorité ”...”. S’en tenant à ce seul classement hiérarchique, il ne nie néanmoins pas le déroulement de conflits qu’il juge de type “bureaucratique” au sein de “la hiérarchie”.<sup>2137</sup>

S’agissant du développement du “secteur tertiaire” de “service” qu’il traite à part en réponse à la réduction de la place des “ouvriers manuels” dans la population active, assez illogiquement, puisque la question quantitative se pose aussi dans les entreprises industrielles, s’il note justement qu’une partie de ces salariés sont de fait des ouvriers, il paraît rester dans l’expectative ou plutôt compter sur la “rationalisation” future pour limiter les effets d’une telle croissance sur la diminution de la part des manuels.

De fait, on l’a dit dans le chapitre VII de contextualisation, selon les définitions de l’INSEE, en proportion sinon en valeur absolue, le groupe ouvrier a commencé à décliner parmi les salariés, alors que l’accroissement massif des



“nouvelles classes moyennes”, et parmi elles en particulier du groupe des professions libérales et cadres supérieurs, va et ira en s’accroissant. Par contre, parmi les ouvriers, c’est le groupe des OS qui progressera numériquement, au détriment des emplois qualifiés.

Si, contrairement à *Véga*, Jean-François Lyotard s’efforce de répondre à la relativement faible progression de l’emploi ouvrier plus d’ailleurs qu’à celle des secteurs industriels dans les sociétés les plus développées, il ne fournit pas plus que le premier les moyens permettant de passer quantitativement et qualitativement des quelques contacts, voire membres participant effectivement, qu’un militantisme assidu est sans doute capable d’agrégier, à un “mouvement révolutionnaire”, ces deux questions étant sans doute l’une et l’autre renvoyées à l’analyse de l’approfondissement des contradictions du capitalisme, plus qu’à celle, plus douloureuse parce que propre à entraîner des révisions, du rôle des groupes numériquement faibles dans la vie politique.

C’est face à une telle dissolution - ou déréalisation - du capitalisme et de la classe dirigeante à laquelle aboutirait “la Tendence” qu’il oppose maintenant l’existentialisme de cette dernière : Des “... dirigeants... possédés par un projet maniaque de transformer les hommes en choses...” face auxquels les individus font “... le choix... d’accepter ou de refuser le système.”<sup>2138</sup>

En juin une lettre interne réclame la transformation de l’“Anti-Tendance” en organisation : “Notre capacité pratique de construire cette organisation et de la faire fonctionner est notre meilleure réponse.” Les arguments avancés sont de deux ordres. La démonstration pratique est la meilleure manière de maintenir la mobilisation de ceux qui sont proches ; à l’inverse la prolongation d’une telle phase de théorisation est un facteur de démoralisation, en particulier pour les jeunes et pour les “stagiaires”. Sur le plan théorique, ces militants se posent en agressés : “Barjot /Barjot/ et Chatel /Chatel ont mis deux ans pour préparer la “Tendance” et leurs textes. Nous n’avons que deux mois

pour rédiger les nôtres.” Une telle lenteur de réaction est expliquée par “l’incapacité de caractériser” “avec exactitude” / “la Tendance” - ou les attaquants - dans une telle logique. Dans cette lettre la “Tendance” est devenue une “fraction déviationniste” face à “l’organisation Pouvoir ouvrier”. On peut noter que si *Véga* s’en est tenu à une défense “légitimiste” de “Socialisme ou barbarie” avant la réorientation, la cible du blâme de *Laborde* se situe de fait très en amont.

Outre une publicité internationale, il est recommandé de faire connaître la situation à divers groupes et organisations, parmi lesquels la “Vie ouvrière”, le MIAJ, le groupe “Spartacus” et Guy Debord pour l’Internationale situationniste qui ne manquera pas, on va le voir, de stigmatiser avec dérision la problématique de Cornélius Castoriadis après la scission.

En juillet, après une réunion où les échanges sont rudes et où aucune forme de compromis ne se dessine, une commission mixte est formée pour organiser la scission. Au cours de celle du 16 juillet la répartition entre les organes de presse est conclue : à la “Tendance” la revue *Socialisme ou barbarie*, alors qu’en juin il était question dans la lettre interne précitée “à la rigueur de leur laisser S ou b si nous y sommes contraints ”<sup>2139</sup> à l’“Anti-Tendance” devenue le “Regroupement” le journal *Pouvoir ouvrier*, ainsi que l’organisation du même nom.<sup>2140</sup>

Si le groupe a atteint quatre-vingts adhérents dans la conjoncture qui a été la plus favorable, au moment du plus fort développement de “Pouvoir ouvrier”, ces derniers sont moins nombreux au moment de cette nouvelle scission qui intervient cinq ans après la première : quarante-six avant validation<sup>2141</sup>, quarante-deux à remplir les conditions validées par une commission mixte pour participer au vote, plus un en discussion<sup>2142</sup>, qui se divisent presque en deux moitiés entre “Pouvoir ouvrier” et “Socialisme ou barbarie” ; au demeurant, un tel calcul ne permet pas de comptabiliser les sympathisants réguliers. *Véga*, quant à lui,

dénombrerait quarante et une personnes, lorsqu'il a rédigé "Nos tâches actuelles", parmi lesquelles dix-neuf étudiants, soit près de la moitié, huit enseignants, le cinquième - un seul dans l'enseignement supérieur, encore assistant, mais deux surveillants d'externat et un professeur de centre d'apprentissage - seulement un ouvrier, deux ex-employés, tous les autres étant, à part deux artistes, des techniciens ou des cadres moyens ou plus souvent sans doute supérieurs, un seul exerçant en libéral (un psychotechnicien, un représentant, un journaliste, deux économistes, un organisateur, un médecin, un géographe).

Même profondément disjoint le groupe a commencé à attirer. Nombre de ceux qui l'ont rejoint en 1961-1963, encore très jeunes, ont été des étudiants de Jean-François Lyotard. Mais, si, parmi eux, Sylvie Salgo quitte ultérieurement "Socialisme ou barbarie" pour "Pouvoir ouvrier"<sup>2143</sup> - de même que *Raphaël*, venu un peu plus tôt, qui a été élève de Pierre Souyri -, il n'en va pas de même d'Alain Guillerm, lui aussi ancien élève de Jean-François Lyotard<sup>2144</sup> qui suivra néanmoins la "Tendance", de même que Daniel Ferrand, étudiant en mathématiques, mais qui a également suivi les cours de Jean-François Lyotard<sup>2145</sup>, Alain Guillerm est arrivé en même temps que Christian Descamps ; tous deux auraient fréquenté le même lycée et habité le même quartier - alors qu'Enrique Escobar a entendu parler de "Socialisme ou barbarie" par Alain Guillerm en sociologie<sup>2146</sup> - nouvelles illustrations des proximités personnelles et parfois même familiales parmi les modes d'adhésion, avant qu'ils fassent l'un et l'autre venir leurs compagnes.

Tous parmi les arrivants liés d'une manière ou d'une autre à Alain Guillerm à ce moment-là, sont nés après la fin de la Seconde Guerre mondiale - Enrique Escobar en Espagne où il a fréquenté le PCE avant de venir en France, où il a fait des études de sociologie, maîtrise - il est ensuite devenu traducteur à l'UNESCO - ; tous ont rejoint "Socialisme ou barbarie" dans une période qui a précédé la rupture d'assez peu.

Quant aux frères Ferrand, ils sont arrivés un peu plus tôt que ceux-ci. Issus d'un milieu médical : père travaillant sur la programmation hospitalière, mère pédiâtre à Nanterre en particulier dans les bidonvilles, tous deux sont venus à "Socialisme ou barbarie" pendant la guerre d'Algérie, alors étudiants en mathématiques. L'un serait arrivé vers 1961-1962, sans passé politique mais ayant eu des relations avec des surréalistes, en particulier Bruno Schlemer, et des anarchistes : il cite Miguel Albez /?/ -, sans se souvenir de manière précise si ce sont ces contacts qui l'ont conduit vers la petite organisation ou son frère ; l'autre un peu plus tôt vers 1960 : ce dernier, lecteur critique des *Temps modernes* très jeune, a lui aussi fréquenté le cours de Jean-François Lyotard, emmené par de futurs trotskistes, alors membres des Jeunesses communistes ou proches de celles-ci, parmi lesquels il cite Philippe Alfonsi.<sup>2147</sup>

- *L'incompréhension de nombre de militants devant l'évolution de Cornélius Castoriadis*

On a pu voir que pendant un temps des membres du groupe continuent à militer sans vouloir ou pouvoir ni répondre aux thèses de Cornélius Castoriadis ni les accepter, tout en étant en partie déstabilisés, mais un peu comme les "activistes" du groupe auparavant en voulant continuer à agir.

Les entretiens permettent de compléter l'ampleur des désaccords, mais plus encore du malaise, dans sa diversité.

Ainsi, le témoignage désabusé de ce militant de province est significatif : "On avait une certaine présence qui a duré deux ans, ou trois ans, et qui s'est effritée sous le coup d'abord des discussions internes à "S ou b".<sup>2148</sup>

- Q : Au moment de la scission de “ Pouvoir ouvrier ” ?

- “ Voilà même un an avant, ça s’est effrité, on a eu du mal... Castoriadis était très intelligent, mais... avec ses textes qui étaient un peu prématurés... Les gens n’ont pas été capables de répondre véritablement à /Cornélius/ Castoriadis qui dominait un peu trop la discussion à mon avis... c’était trop fort pour les autres qui n’avaient pas les réponses... la province a essayé un temps de conserver l’esprit militant, mais miné de l’intérieur... dans la pratique, ça s’est cassé la g...

- Q : Il y avait des gens qui étaient favorables à Cardan, d’autres moins...

- “ Oui, bien sûr, ça a été comme partout ailleurs, mais contrairement à Paris, les gens qui étaient favorables à Cardan n’ont plus rien fait.”

- Q : Ah, oui...

- “ ... se sont dissous tout de suite, parce que, en gros, ce que les gens ont beaucoup retenu en province, de ce que disait Cardan, c’est qu’en quelque sorte, il n’y avait plus de boussole pour mener un combat politique... ”.

“ Et en fait le texte de /Paul/ Cardan visait en théorie à débloquer la situation, dans la pratique il a montré tout l’écart qu’il y avait entre nous et la politique, parce qu’en fait c’est ça, on n’était pas un groupe politique.”<sup>2149</sup>

“ Alors, je vous dis, on était blanc comme neige, mais on n’était pas politique, voilà en gros ! ”<sup>2150</sup>.

“ ... pendant la scission elle-même, je n’étais pas là... j’ai fait tout le débat... Je suis parti au service militaire fin 1962...”

“ Quand je suis revenu... Il y avait “Soub” d’un côté, et puis “Pouvoir ouvrier”, de l’autre. Je n’ai pas hésité, je n’ai même pas été voir les gens de “Soub”... Parce que j’avais envie de faire partie d’un groupe politique, je pensais que c’était possible. Je me suis trompé ! Je pense quand même qu’on a loupé quelque chose...”<sup>2151</sup>.

L'analyse de Rivière encore jeune militant en province recoupe celle de Jean-François Lyotard, beaucoup plus chevronné dans son action, qu'il est décidé à poursuivre, mais en partie attiré par les analyses de Cornélius Castoriadis.

“Moi j'étais dans une position assez bizarre, parce que je comprenais assez bien ce qu'il disait... J'étais assez d'accord avec beaucoup de choses qu'il disait, donc je crois qu'il avait une vue qui n'était pas du tout sotte de la situation, en particulier en ce qui concerne la stabilité de la classe ouvrière... sa permanence... Enfin qu'elle continue à exister en tant que telle, et qu'elle avait des revendications... pas simplement professionnelles... qui remettaient en cause l'ensemble de la société. Or disait Chaulieu : “Finalement ce n'est pas vrai, elle est en train de devenir une catégorie socio-professionnelle et on aurait beaucoup de mal à décrire les horizons lointains de remise en cause de l'organisation sociale à travers ces revendications”, je simplifie, probablement je le trahis, mais enfin c'était quelque chose de ce genre, et donc peu à peu il a produit une nouvelle plate-forme qui s'appelait “ Recommencer la révolution ” et qui consistait à montrer que les lignes de clivage n'étaient pas de classe à classe, mais que c'était beaucoup plus compliqué, qu'elles étaient de nature plutôt... moi je disais méchamment “ existentielle ” et que, en fait, donc, le recrutement que nous avions à conduire, parce que les effets pratiques et immédiats, on n'était plus tellement privilégié du côté des ouvriers, mais il fallait s'adresser aussi aux cadres moyens, aux cadres inférieurs et que là aussi on trouverait aussi finalement une contestation de l'ordre productif et de l'ordre social, aussi importante que dans la classe ouvrière elle-même...”<sup>2152</sup>.

Par contre, le désaccord de Véga est complet avec une telle évolution : “Il y avait des divergences entre nous et Chaulieu, pas seulement sur la question de l'organisation.

“ ... en fait, il abandonnait le marxisme.”

“ ... dans son analyse, au fur et à mesure, il y avait un retour à l'idéalisme.”

“Les gens n'étaient plus soumis à la classe sociale, mais soumis à des conditions d'aliénation. Ils s'étaient aliénés en tant qu'hommes et non pas en tant que membres d'une classe exploitée. Cela l'amenait à détacher le pouvoir lui-même de la classe que ce pouvoir représentait. Le pouvoir devenait le pouvoir d'une société. On ne voyait plus quelles étaient les conditions matérielles.”

“(…) Surtout pour les épigones, surtout *Chatel*, il y avait l’aliénation du directeur dans l’entreprise. Il ne savait plus le sens de son travail. Il ne pouvait plus se réaliser.”

“Ils présentaient la société comme une pyramide avec seulement au sommet quelques personnes qui représentaient la société d’oppression.”

“Bien que l’exploitation reste présente dans son raisonnement, Chaulieu a toujours eu tendance à privilégier l’exercice du pouvoir par la classe dominante.”

“Il ne restait plus aucune autonomie de la classe ouvrière. Il semblait qu’on pouvait parler d’une toute puissance de la bureaucratie.”<sup>2153</sup>

Néanmoins Rivière comme Jean-François Lyotard et même *Véga* se montrent désenchantés par rapport à “Pouvoir ouvrier” dans le maintien et même la vie duquel ils se sont beaucoup investis néanmoins : “Les autres, ils ont continué “Pouvoir ouvrier”, mais avec des moyens misérables, et puis ensuite, ils se sont dissous...”<sup>2154</sup>.

“... On n’avait plus ni l’impact ni la foi.” “Ni la force que ça avait avant... ça s’est cassé la G... dans une sorte de sclérose et les autres, ils ont volé au-dessus de leurs ailes se sont cassés la g... de la même manière...”<sup>2155</sup>.

“Au bout de deux ans de cette vie d’enfer et de malheur, je leur ai dit : “Écoutez, est-ce qu’il y a un travail à faire... ça j’essaierai...” n’importe quoi perturbe le groupe. Et le groupe ne vaut rien. Donc j’ai envoyé une lettre de démission qui a été très scandaleuse, parce qu’elle consistait simplement à constater que, pour la première fois, depuis je ne sais pas... quinze ans, j’avais oublié de payer ma cotisation et omis d’aller à une réunion, sans le faire exprès...”<sup>2156</sup>.

*Véga* qui y a pourtant un rôle moteur exprime également un désenchantement face à “Pouvoir ouvrier” : “PO” a essayé de continuer la politique de “Socialisme ou barbarie” pendant sa première étape, mais on était trop faible numériquement. Sans le

cerveau électronique du camarade Chaulieu, on a abordé mai 1968 sans réellement jouer un rôle. On a fait un effort désespéré.”<sup>2157</sup>

Mais même pour ceux des anciens qui restent à “Socialisme ou barbarie”, il y a dans un premier temps un très grand désarroi. Ensuite, leur fréquentation limitée du Cercle Saint-Just les ont fait pénétrer dans un monde qu’ils jugent étranger. Et finalement, pour la plupart d’entre eux ils ne suivent pas complètement Cornélius Castoriadis dans son évolution intellectuelle, non pas tant forcément sur le fond que dans son registre, jugé extrêmement intellectuel.

Ils sont loin de partager son nouveau projet théorique, ni même nécessairement la totalité des critiques qu’il porte au marxisme révolutionnaire, on l’a déjà vu avec *Garros* à propos de “l’organisation” politique, même s’ils acceptent l’orientation générale qui les convainc suffisamment pour qu’ils ne croient plus du tout à la possibilité de faire de “Pouvoir ouvrier” une organisation révolutionnaire, dans un contexte d’“apathie” ouvrière. Mais profondément déchirés, ils ne se situent plus par rapport à l’évolution théorique, non seulement parce qu’ils ne se jugent pas “compétents”, mais également parce qu’ils ne la considèrent pas à proprement parler comme “politique”, registre et démarche qu’eux n’abandonnent pas, malgré la désillusion et le manque de perspective, compte tenu des conceptions partagées : “... ma compagne et moi, nous avons été très ébranlés\* par la lecture de textes qui circulaient intérieurement, qui prenaient position ; ça a correspondu à un véritable déchirement\* pour moi, parce que ça me remettait tout en cause, toute ma jeunesse très militante, mon attachement au parti, à la révolution, etc..., même critiquée, la révolution russe remise dans son contexte ; alors seulement c’était tellement fort comme démonstration, tellement..., remettant en cause, y compris la révolution russe, et tout ce qui avait été fait après que je n’ai pas pu adhérer. Je n’ai pas pu continuer à m’attacher à des choses auxquelles fondamentalement je ne croyais plus. - Oui... - Je ne croyais plus... qu’on pouvait continuer à faire “Pouvoir ouvrier” et que, finalement, on créerait une petite organisation qui deviendrait le parti, je n’y croyais plus. Donc je suis resté avec quelques-uns...” (\* souligné par moi).<sup>2158</sup>



La plupart d'entre eux ont longtemps été considérés comme flottants par l' "Anti-Tendance".

Pourtant certains jugent au moins *a posteriori* une telle évolution tout à fait positive. Ainsi *Georges Pétro* à la question : Q : ... quel vous paraît être maintenant, disons, l'apport spécifique, l'intérêt particulier de ce qu'a été " Socialisme ou barbarie " par rapport à son époque et ultérieurement ?

"Moi, je crois que "Socialisme ou barbarie" ... a contribué à affranchir les gens qui voulaient réfléchir sur la société, ne pas se contenter de ce qui existe, s'affranchir du marxisme..."

"... J'en ai tiré la conclusion que la sphère politique existe, mais... je ne sais pas comment le formuler comme ça... Les partis révolutionnaires ne jouent pas un vrai jeu politique, un vrai rôle politique... Ils vivent dans une sorte de rêve, ils agissent un petit peu comme agissent les somnambules... ou les gens en état d'hypnose, ils ont leur petit monde, leur idéologie, leur passé..."

Au terme d'un plaidoyer en faveur du réformisme, *Pétro* conclut : " Il faut qu'ils renient un petit peu leurs prétentions, leur passé... quelque chose auquel ils n'ont plus, et alors ceux qui restent purement révolutionnaires, il n'y a qu'à voir les différentes variétés de trotskisme".

Revenant à "Socialisme ou barbarie" : "... à la fin on avait renié l'idéologie, l'idéologie d'avant-garde d'un parti, puis... on tenait un discours du genre/ "... il faut militer où on est, il faut agir où on est, je ne sais s'il faut " militer " à ce moment-là, parce que militer ça se conçoit si on parle en termes militaires... il faut agir où on est, il y a... les moyens de constituer une minorité agissante qui va faire tout basculer... Je crois vraiment que ce serait très irréaliste de penser ça... Par contre, je pense qu'elle évolue sous nos yeux cette société, et moi je pense que je veux travailler dans ma petite sphère à cette évolution... ".

Si les conceptions de cet ancien militant " majoritaire ", rappelons-le, ont beaucoup évolué, il n'en reste pas moins en outre un certain regret de la disparition de "Socialisme ou barbarie" qui se décline sur divers modes, parmi

lesquels le désenchantement politique : “ Il reste quand même un petit regret pour un ancien militant comme moi... le petit regret de ne plus avoir cette espèce de cellule... dans lequel on pourrait poser des questions, même si on ne venait plus pour poser des questions comme ça...”<sup>2159</sup>.

Si Daniel Mothé a été longtemps considéré comme “flottant” lui aussi, c’est sans doute plus la réorientation des formes d’intervention qui lui posaient problème que le fond. En effet, lorsqu’il collabore à *Esprit* à partir de 1965 on le verra plus précisément dans la conclusion, son approche reste imprégnée des dernières thèses de réorientation développées dans “Socialisme ou barbarie”, en tenant compte de sa propre expérience : l’engagement personnel à partir de son activité professionnelle, ce qui reste atypique non seulement des formes de militantisme de l’extrême gauche, mais rare également au sein de “Socialisme ou barbarie”, pas moins lorsque le groupe dispose de plus de militants qu’auparavant, alors que les tentatives étaient plus fréquentes pendant les premières années.

À l’extérieur, les situationnistes passent d’un état de non belligérance, accompagnée néanmoins de l’expression de critiques, mais aussi de celle d’accords sur des points d’ailleurs adoptés, à l’attaque de “Socialisme ou barbarie” en 1964 dès la publication de la première partie de “Marxisme et théorie révolutionnaire”.

“L’ancien spécialiste de la politique d’ultra-gauche /Sans guillemets/ s’émerveille de découvrir, en même temps que le structuralisme et la psychosociologie, une *idéologie* ethnologique pour lui toute fraîche : le fait que les Indiens Zuni n’ont pas eu d’histoire lui paraît la lumineuse explication de sa propre incapacité d’agir dans notre histoire (allez rire aux vingt-cinq premières pages du n° 36 de *Socialisme ou barbarie*).”

“On ose encore opposer à nos théories les exigences de la pratique, et ceux qui en parlent à ce degré de délire méthodologique, se sont abondamment révélés incapables de réussir la plus petite pratique...”<sup>2160</sup>.

Le titre du bref article “Maintenant l’IS” est significatif d’une auto-proclamation, au demeurant surtout intellectuelle révolutionnaire, et... de l’enterrement par et pour les situationnistes du “Pauvre Cardan” / *Cardan*/Cornélius Castoriadis/, parmi des auteurs au demeurant plus reconnus : Martin Heidegger, Georgy Lukacs, Jean-Paul Sartre, Roland Barthes. “La critique révolutionnaire de toutes les conditions existantes n’a certes pas le monopole de l’intelligence, mais bien celui de son emploi”, et, plus loin : “Nous ne prétendons pas avoir le monopole de la dialectique, dont tout le monde parle ; nous prétendons seulement avoir le monopole provisoire de son *emploi*.”<sup>2161</sup>

Dans le numéro suivant c’est le groupe en tant que tel et ses principales personnalités qui sont attaqués : “ Le groupe de la revue *Socialisme ou barbarie* a pris la suite d’*Arguments*. Il finira comme *Arguments*.”

“ ... Cardan, théoricien à la mie de pain qui voulait, voici deux ans, “ recommencer la révolution ” ; et qui, en fait, achève particulièrement mal sa reconversion à la culture commune du *cadre moyen*. Mothé, l’ouvrier exemplaire de ce vieux groupe révolutionnaire, annonce dans son livre *Militant chez Renault* (Seuil) son adhésion joyeuse à l’ex-Confédération française des travailleurs *Chrétiens*, dont la démocratie l’attire fort. Du coup le voilà dans la revue *Esprit* (février 1966) qui révèle, à propos de l’élection présidentielle : “C’est la privatisation du citoyen et sa réduction en consommateur de spectacle qui l’oblige à transférer la politique au niveau des problèmes ménagers.” C’est bien ici la suite normale de l’argumentisme : faire passer dans le beau monde un peu de “ situationnisme ” diffus...”<sup>2162</sup>.

#### IX. 4/. Le devenir de “Socialisme ou barbarie” : revue ou collectif radical ?

La rupture consommée avec le collectif qui reste structuré autour de *Pouvoir ouvrier*, *Socialisme ou barbarie* devient revue théorique, ce qu’elle n’était pas loin d’être initialement. Il s’agissait alors d’une identité vivement déniée et de toute manière considérée concrètement comme un point de départ, le début d’un processus d’organisation qui se matérialisa partiellement, bien qu’assez tardivement et différemment de ce qui avait été prévu. Il n’en va plus de même.

L'*aggiornamento* théorique avait toujours été considéré comme essentiel, au point d'être jugé gênant par les "activistes" : ceux qui restent constamment éloignés des remises en cause qui jalonnent la vie du groupe, mais également ceux qui les acceptent, comme *Garros* ou *Petro*, voire y contribuent comme Daniel Mothé dont les récits et les contacts entre "militants" ou "politisés actifs", théoriciens ou non, d'une part, et ouvriers, de l'autre, au centre desquels il se trouve, constituent bien autre chose qu'une simple information.

Depuis leur rencontre au sein du PCI, le dialogue conflictuel entre Cornélius Castoriadis et Claude Lefort y avait toujours tenu une place essentielle, bien que non exclusive, jusqu'à la rupture de 1958. Il a repris au sein du Cercle Saint-Just, sous une forme beaucoup plus explicitement intellectuelle, bien que toujours très engagée et s'est en outre élargi à d'autres intellectuels. Menée dans un registre intellectuel, cette nouvelle forme d'échange permettait encore de renouer avec le projet philosophique, initialement parallèle, mais beaucoup plus longuement abandonné par Cornélius Castoriadis que par Claude Lefort, de prolonger enfin l'orientation humaniste révolutionnaire perceptible dans les premiers textes de l'un comme de l'autre.

Peut-on pour autant ramener la dynamique qui caractérise l'évolution de Cornélius Castoriadis qui se fait non seulement de plus en plus critique envers le marxisme, mais également de plus en plus philosophique, à cette seule relation duelle, incontestablement importante pour tous deux ? Que ce dialogue n'ait repris que quelques années après la rupture, alors que le début de la réorientation de Cornélius Castoriadis suit celle-ci de près n'est pas décisif : il pourrait après tout s'agir d'une sorte de réponse tardive. Par contre, lorsque la "Tendance" se fait offensive et que la scission intervient<sup>2163</sup>, les relations sont en train de se renouer. Philippe Gottraux n'a sans doute pas tort de souligner l'effet

d'encouragement quant à la poursuite de sa démarche que peut avoir eu sur Cornélius Castoriadis l'accueil positif qu'il a reçu auprès d'intellectuels au sein du Cercle Saint-Just.

Pourtant d'autres facteurs sont à considérer.

Parallèlement à la réorientation de *Ria Stone*, correspondante américaine importante de "Socialisme ou barbarie", en particulier pour Cornélius Castoriadis, la perception d'une transformation socio-économique des sociétés développées est très vive : celle du poids croissant des techniciens, mais également avec force celle d'une transformation des modes de direction et de gestion, mais moins clairement, parce qu'il n'en sera attendu qu'une radicalisation critique et pratique qui ne sera finalement qu'épisodique, de même d'ailleurs qu'en ce qui concerne les changements qui affectent les modes de vie et en particulier l'accroissement de la consommation.

Cette nouvelle radicalité constitue une sorte de solution, voire de porte de sortie face à différents problèmes.

Au sein du groupe, après la scission de 1958, Cornélius Castoriadis s'est retrouvé pratiquement minoritaire. Cette dernière a d'ailleurs révélé la diversité des analyses face à une conjoncture qui paraissait ouvrir des possibilités de développement à la petite organisation et qui, d'ailleurs, lui en permettait probablement ; hétérogénéité qui apparaît dans les entretiens comme dans les bulletins intérieurs, bien que d'une manière plus codée que dans les premiers, malgré la liberté incontestable des débats rapportés, mais que masquerait largement la seule lecture de la revue. Nombre des "activistes" ont paru rejoindre des formes de militantisme d'extrême gauche, rejetés par la problématique de "Socialisme ou barbarie" qui privilégiait de plus en plus les modalités du développement de démarches autonomes. Même ceux qui étaient le plus investis dans de telles

démarches en ont reconnu les limites, en soi et *a fortiori* lorsqu'elles étaient menées en-dehors d'organisations, en particulier syndicales. C'était revenir sur l'attente de la renaissance ou de la création d'un mouvement ouvrier révolutionnaire.

Les réponses des théoriciens de "Socialisme ou barbarie" ont toujours été largement théoriques, mais, cette fois, la théorisation ne cherche plus à préserver l'existence de l'organisation : le risque de la rupture est accepté. En outre, elle s'appuie de moins en moins sur des expériences pratiques dans lequel le collectif serait engagé, rendant ce dernier moins utile. Finalement de plus en plus philosophique, elle finira par exclure ceux même qui avaient accepté les mises en cause successives non seulement de l'organisation politique d'avant-garde, mais également du rôle de la classe ouvrière et même du marxisme.

Idéologie dont la radicalité excluait l'insertion dans le champ politique institué, certes néanmoins politique, parce que porteuse d'une vision globale du monde en devenir, elle s'en excluait également par un basisme correspondant à des pratiques infra-sociétales, dont seule la portée pouvait toucher le champ politique par ricochet. Cette fois, dépourvue de lien pratique, elle s'en échappe par une théorisation qui se rapproche cependant de la philosophie politique critique.

Cette évolution strictement théorique n'allait pas absolument de soi au moment de la rupture. "Recommencer la révolution"<sup>2164</sup> est un texte manifeste au titre combatif. De fait, il s'agit largement d'une réécriture de la "Plate-forme générale" diffusée par la "Tendance" au sein de "Socialisme ou barbarie"<sup>2165</sup>. Tout juste l'article fustige-t-il plus systématiquement le conservatisme révolutionnaire. Il s'adresse aux révolutionnaires nommés dès le premier paragraphe : "Trois faits massifs se présentent aujourd'hui devant les révolutionnaires qui maintiennent la prétention d'agir en comprenant ce qu'ils font, c'est-à-dire en connaissance de cause..."<sup>2166</sup>. Il n'était pas absolument certain que, comme en 1968, il s'agissait d'un nouvel appel de nature intellectuelle

ou idéologique et que - pas plus qu'en 1958 d'ailleurs - ceux qui avaient suivi finalement la Tendance pour ne conserver que *Socialisme ou barbarie* l'avaient tout à fait compris, même s'ils étaient d'accord, très intéressés, voire quelque peu fascinés.

Par ailleurs, revue théorique révolutionnaire, mais non plus marxiste, d'un petit groupe qui assume dorénavant une telle dominante, *Socialisme ou barbarie* retrouve en effet sa régularité le temps des derniers numéros de 1964 et 1965. Ces derniers, exactement comme les quatre premiers de 1949, ont également un volume très constant d'environ cent pages, tout à fait identique à ceux de l'année 1949<sup>2167</sup>. Il s'agit donc à nouveau d'un volontarisme parfaitement maîtrisé.

Revue, mais également cycle de conférences présentent de notables différences, si l'on compare le début et la fin de cette période. Les premières qui se tiennent comme auparavant à la Mutualité et dont l'organisation témoigne également d'une très grande régularité associent les membres du groupe ; les conférenciers sont choisis parmi eux ; Daniel Mothé, le travail en usine, *Chatel*, le travail dans les bureaux, /à la suite d'un texte déjà rédigé pour la Tendance,/ Canjuers, La société russe, *Cardan*, Le marxisme et l'idéologie révolutionnaire, y compris des membres récents, A. Gérard /*Girard*/ et D. Galois /Daniel Ferrand/ Psychanalyse et révolution.

De même certes la revue est très dominée par *Paul Cardan* - auteur non seulement du très volumineux "Marxisme et théorie révolutionnaire", mais du texte programme "Recommencer la révolution" - déjà mentionné -, ainsi que du "... rôle de l'idéologie bolchévik /sic/ dans la naissance de la bureaucratie" (Introduction à *L'Opposition ouvrière* d'Alexandra Kollontaï), toujours dans le numéro 35) et aussi de notes de lecture ; cependant les membres du collectif restent très présents dans les premiers numéros, qu'il s'agisse d'articles : *Chatel*, Sébastien de Diesbach, (Hiérarchie et gestion collective dans le n° 37), *Benno Sarel* (Impressions du Brésil dans le n° 36 et encore plus dans les notes : Les Livres, rubrique nouvelle,

ainsi que Les Films, cette dernière ne parvenant pas à s'imposer, Le monde en questions. On peut même dire qu'il y a une réelle mobilisation participative.

Si celle-ci persiste pour les Notes dans les derniers numéros, il n'en va plus ainsi pour les articles, à part un dernier article de Daniel Mothé dans le n° 40 : "De Monsieur First à Monsieur Next, les grands chefs des relations sociales". Ce sont au contraire les collaborations extérieures qui dominent, soit aux côtés de membres du collectif, soit seules : Edgar Morin, Georges Lapassade. Et il en va de même pour les Conférences : après celle de *Cardan* en mai : "Qu'est-ce qu'être révolutionnaire ?", ce sont celles de : "Chatel /*Chatel*/, Crozier, Mallet, Mothé, Hiérarchie et gestion collective" en novembre 1964, "Cardan, /*Cardan*/, Daniel Guérin, Claude Lefort, Edgar Morin : "Le marxisme aujourd'hui", en janvier 1965. Pour ces dernières, seuls *Paul Cardan*, Cornélius Castoriadis, et *Simon Chatel*, Sébastien de Diesbach, accompagnent les intervenants extérieurs. Or, on verra bientôt que Sébastien de Diesbach, *Simon Chatel*, quitte "Socialisme ou barbarie" avant la fin, happé par son propre travail d'"organisation" dans une entreprise privée, pas loin d'être persuadé que le management peut résoudre une partie des problèmes posés comme des contradictions insolubles dans "Socialisme ou barbarie".

On se souvient, par ailleurs, des critiques portées par Georges Lapassade sur le fonctionnement de "Socialisme ou barbarie" en général et en particulier les relations entre Cornélius Castoriadis et les jeunes, d'une part, le Cercle Saint-Just, de l'autre. Il semble qu'il en ait notamment résulté une crise même si elle n'a pas encore entraîné la fin de "Socialisme ou barbarie". En outre, le programme de recherche dessiné au sein de la Tendance n'avait pas eu d'au-longements que ceux menés à l'époque et que la dynamique du texte "Marxisme et théorie révolutionnaire" le pousse de plus en plus vers l'abstraction.



- “*Marxisme et théorie révolutionnaire*” : la critique explicite du marxisme par Cornélius Castoriadis.

Le très long article de cent quatre vingt neuf pages de Cornélius Castoriadis, paru dans les cinq derniers numéros de *Socialisme ou barbarie* de 1964-1965<sup>2168</sup>, est remarquable non seulement par son volume, mais également par son contenu.

En premier lieu, même dans cette revue qui a comporté assez fréquemment des articles très volumineux, souvent dus également à Cornélius Castoriadis dont l’écriture est tout à la fois marquée par une passion qui s’exprime par la profusion et par un style déclamatoire incluant de nombreuses répétitions, sans que cet auteur n’ait cependant eu l’exclusivité de l’ampleur et sans que de tels textes aient nécessairement été théoriques, les récits de la vie ouvrière pouvant eux aussi atteindre des formats très conséquents, cet article est particulièrement long, alors que, par exemple, le texte manifeste du premier numéro de la revue, “*Socialisme ou barbarie*”, n’en comportait que quarante et une, “*Les rapports de production en Russie*” de Cornélius Castoriadis également, *Pierre Chaulieu* alors, où était exposée pour la première fois sous une forme systématique sa critique radicale du “communisme réel”, on s’en souvient, soixante six, “*Sur le contenu du socialisme*”, dans le numéro 22 de 1957 et 23 de 1958, cent vingt, “*Le totalitarisme sans Staline*” de Claude Lefort dans le n° 19 de 1956, soixante douze, et même “*Le mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne*”, le précédent “grand” texte théorique du même auteur, quatre-vingt six.

Le volume de ce dernier article de Cornélius Castoriadis dans *Socialisme ou barbarie* est d’autant plus frappant que ces derniers numéros ne sont plus aussi fournis que ceux des années 1956-1958 : les différentes parties de cet

article représentent de 30 à 50 % de chacune des cinq livraisons, plus de 38 % du nombre total de pages consacrées à des articles pour l'ensemble des cinq numéros. Au demeurant, "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" occupait déjà plus du quart des numéros 31 à 33 de 1960 à 1962.

En second, ce texte marque une rupture essentielle dans la problématique de l'auteur et du groupe qu'il a fondé et largement fait perdurer. En effet, la critique du marxisme y est explicite et définitive.

La publication commence juste un an après celle d'un article de Claude Lefort dans *Les Cahiers du centre d'études socialistes*<sup>2169</sup> qui part quant à lui du dépérissement supposé du marxisme révolutionnaire : "... si le marxisme révolutionnaire ne connaît plus un essor théorique et pratique, c'est parce qu'il n'y a plus une disposition naturelle du prolétariat à épouser la révolution, ou une sensibilité immédiate du prolétariat à lutter pour l'abolition de l'exploitation. Certes, cela ne signifie pas que le prolétariat ait cessé de combattre, que les exploités ne soient pas prêts à lutter pour leurs intérêts... les luttes n'ont plus le même sens qu'autrefois ; elles ne sont plus soutenues par un idéal révolutionnaire..."<sup>2170</sup>, conclusion au demeurant bien différente de celle de Cornélius Castoriadis. En effet, pour ce dernier, il s'agit plutôt comme le note judicieusement Tony Judt, d'"abandonner /Karl/ Marx pour sauver la révolution." qui ajoute non sans ironie "... idée pour le moins inédite dans le discours de gauche..."<sup>2171</sup>.

Cornélius Castoriadis se référait dans "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" à deux auteurs critiques américains Vance Packard et Charles Wright Mills qu'il avait d'ailleurs déjà analysés dans "Sur le contenu du socialisme"<sup>2172</sup>, le second étant également pris en compte par Claude Lefort dans "La dégradation idéologique du marxisme"<sup>2173</sup> comme exemple d'une sociologie humaniste critique à laquelle il reproche au demeurant son absence de critères. Au-delà des seules citations, ces auteurs influencent en outre beaucoup la pensée de Cornélius Castoriadis dans "Marxisme et théorie révolutionnaire". Mais dans ce nouvel article, les références se sont multipliées, ainsi à côté de Charles

Wright Mills, Cornélius Castoriadis cite également David Riesman, mais elles se sont plus encore beaucoup éloignées du spectre des auteurs marxistes révolutionnaires les plus souvent mentionnés, posés comme références et quelquefois discutés dans *Socialisme ou barbarie* : outre Max Weber, comme Claude Lefort, des philosophes en grand nombre, Georg Wilhelm Friedrich Hegel, mais aussi Platon, Emmanuel Kant, Johann Gottlieb Fichte, Friedrich Wilhelm Joseph von Schelling, Maurice Merleau-Ponty, Herbert Marcuse notamment, à côté de la critique de Georgy Lukàcs, déjà entreprise dans “Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne” ; des ethnologues, Ruth Benedict, Margaret Mead, Abraham Kardiner, Claude Lévi-Strauss, des anthropologues, Bronislaw Malinowski, des psychanalystes Siegmund Freud, Jacques Lacan, Wilhelm Reich. S’il s’inscrit ainsi d’une certaine manière dans la démarche entreprise par Claude Lefort à l’époque de sa collaboration dans *Les Temps modernes* d’ouvrir le marxisme aux apports des sciences sociales, avec notamment une commune référence à Max Weber, et de la psychanalyse, il ne s’agit plus dorénavant du marxisme, quoique toujours d’une théorie révolutionnaire qui se veut dépassement du marxisme.

Le marxisme est rejeté parce qu’idéologie officielle des régimes de communisme réel, d’une part, et de l’autre, et surtout, parce que la théorie de Karl Marx n’est plus considérée comme une théorie vivante. C’est en fait cette dernière proposition qui définit le changement de posture et permet de comprendre les glissements qui s’opèrent par rapport au “marxisme” et cette fois à la théorie de Karl Marx.

En effet, les trois premiers énoncés peuvent paraître s’inscrire dans la logique des textes antérieurs de *Socialisme ou barbarie*, le quatrième constitue réellement une rupture décisive.

Le premier répète pratiquement les critiques portées contre l’extrême/“ultra”-gauche dans les premières pages du premier numéro de la revue.

Tout juste, l'accent est-il mis maintenant sur le manque d'enracinement de ces "sectes", caractérisation utilisée, après Max Weber, on le sait et comme critique par Edgar Morin y compris à l'encontre de "Socialisme ou barbarie", on s'en souvient, alors qu'il l'était quinze ans auparavant sur leur dogmatisme qui les empêchait d'appréhender leur époque.<sup>2174</sup>

"Idéologie, le marxisme l'est devenu tout autant en tant que doctrine des multiples sectes que la dégénérescence du mouvement marxiste officiel a fait proliférer... Une secte est un groupement qui érige en absolu un seul côté, aspect ou phase du mouvement dont il est issu... L'invocation du marxisme par les sectes leur permet de se penser et de se présenter comme autre chose que ce qu'elles sont réellement, c'est-à-dire comme le futur parti révolutionnaire de ce prolétariat dans lequel elles ne parviennent pas à s'enraciner."<sup>2175</sup>

Le second et le troisième visent le marxisme en tant qu'idéologie des régimes de "communisme réel". La critique radicale contre ces derniers constitue la spécificité non seulement du groupe mais de la tendance trotskiste qui lui a donné naissance : un tel rapprochement entre ces derniers et leur idéologie marxiste a été cependant assez tardif.

"Idéologie, le marxisme l'est d'abord devenu en tant que dogme officiel des pouvoirs institués dans les pays dits par antiphrase "socialistes". Invoqué par des gouvernements qui visiblement n'incarnent pas le pouvoir du prolétariat et ne sont pas plus "contrôlés" par celui-ci que n'importe quel gouvernement bourgeois..."<sup>2176</sup>

"La bureaucratie qui domine les organisations ouvrières et en tout cas celle qui règne en maître dans les pays dits par antiphrase "ouvriers" et "socialistes" se réclame du marxisme et fait de lui l'idéologie officielle de régimes où l'exploitation, l'oppression et l'aliénation continuent."<sup>2177</sup>

Mais ce sont ceux qui visent la théorie marxiste qui constituent une véritable rupture par rapport au "Mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne" : "... il / le marxisme/ n'est plus, même en tant que simple théorie, une théorie vivante..."<sup>2178</sup> ou "...

l'histoire que nous vivons ne pouvait pas être saisie à partir des catégories marxistes...<sup>2179</sup> ou encore "Le marxisme est mort comme théorie... Un cycle historique paraît ainsi s'être achevé."<sup>2180</sup> Presque une conclusion en boucle, mais totalement négative, si l'on revient un instant sur les débuts de la revue, où il était seulement question d'abandonner éventuellement certains points de la théorie en fonction de la "pratique révolutionnaire", mais en tout cas en se plaçant clairement en continuateurs fidèles de la posture du créateur.<sup>2181</sup>

C'est en tant que théorie dépassée par l'histoire que le marxisme était rejeté par la "Tendance" avant la rupture, on l'a vu : La disparition d'un mouvement ouvrier révolutionnaire et dépassement intellectuel du marxisme révolutionnaire, incapable d'appréhender la réalité.

Le marxisme est à nouveau critiqué comme économisme dont en outre le schéma théorique central "la contradiction entre "forces productives" et "rapports de production" ne permet pas d'appréhender la période contemporaine : la croissance économique continue, appuyée sur un développement technique constant ne s'est pas accompagnée d'une mise en cause radicale des rapports de production dans un sens socialiste : "Si *le Capital* prend une telle importance dans l'oeuvre de /Karl/ Marx et dans l'idéologie des marxistes, c'est parce qu'il doit démontrer scientifiquement sur le cas précis qui intéresse avant tout, celui de la société capitaliste, la vérité historique et pratique d'une dynamique de l'histoire, à savoir que, " à un certain stade de leur développement, les forces productives de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants... Nous savons aujourd'hui qu'il n'en est rien, et que depuis vingt-cinq ans les forces productives ont connu un développement qui laisse loin derrière tout ce qu'on aurait pu imaginer autrefois."<sup>2182</sup>

Et même "... Ce qui paraissait à /Karl/ Marx et aux marxistes comme une contradiction qui devait faire éclater le système a été résolu à l'intérieur du système."<sup>2183</sup>

C'est au demeurant pourtant un tel statut qui était initialement donné dans "Socialisme ou barbarie" aux antagonismes qui caractérisent la vie de

l'entreprise. C'était encore le cas dans "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne", sachant que le conflit se tissait dans la lutte née de l'organisation du travail : "... la contradiction du capitalisme ne peut pas être supprimée à moins que le système ne soit aboli. (...) solliciter la participation des exécutants au processus de production et... leur interdire toute initiative. Dans une société en bouleversement continu, cette contradiction devient le problème quotidien de la production ; et la lutte des classes des travailleurs devient immédiatement une contestation permanente des fondements du système."<sup>2184</sup> Ces derniers sont toujours jugés aussi fondamentaux mais vont changer de statut.

De fait, la critique dépasse de loin le marxisme pour viser toute "théorie révolutionnaire" "déterministe" et au-delà toute théorie explicative globale et fermée.

"... Car, de même que la *dégénérescence* de la révolution russe pose le problème : est-ce le destin de toute révolution socialiste qui est indiqué par cette dégénérescence, de même il faut se demander : est-ce le sort de toute théorie révolutionnaire qui est indiqué par le destin du marxisme ? "<sup>2185</sup>.

Cornélius Castoriadis se fonde à nouveau sur sa critique de la théorie économique de Karl Marx et sur l'ignorance de "l'action des classes sociales" qu'elle contiendrait, qu'il proposait déjà de pallier par une histoire des luttes de classes dans "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne"<sup>2186</sup>, mais il en tire dorénavant la conclusion qu'"... on ne peut plus maintenir l'importance centrale accordée par Karl Marx (et tout le mouvement marxiste) à l'économie comme telle." : "On ne peut pas ériger ces relations en système autonome, dont le fonctionnement serait régi par des lois propres, indépendantes des autres relations sociales. On ne peut pas dans le cas du capitalisme, - et vu que c'est précisément que c'est sous le capitalisme que l'économie a tendu le plus à "s'autonomiser" comme sphère d'activité sociale, on soupçonne qu'on le peut encore moins pour les sociétés antérieures." "... la société n'est pas transformée en société économique au point que l'on puisse regarder les autres relations sociales comme secondaires."<sup>2187</sup>

“... ce schéma mécanique représente une extrapolation abusive... Il décrit à peu près fidèlement ce qui s’est passé lors du passage de la société féodale, plus exactement des sociétés bâtarde d’Europe occidentale de 1650 à 1850 (où une bourgeoisie déjà bien développée et économiquement dominante se heurtait à la monarchie absolue et à des résidus féodaux dans la propriété agraire et les structures juridiques et politiques) à la société capitaliste. Mais il ne correspond ni à l’effondrement de la société antique et à l’apparition ultérieure du monde féodal, - ni à la naissance de la bourgeoisie...”<sup>2188</sup>.

“C’est une chose que de reconnaître l’importance fondamentale de l’enseignement de /Karl/ Marx concernant la relation profonde qui unit la production et le reste de la vie d’une société. (...) C’est une autre chose, que de réduire la production, l’activité humaine... aux “forces productives”, c’est-à-dire finalement à la technique... et de construire une mécanique des systèmes sociaux basée sur une opposition éternelle et éternellement la même entre une technique ou des forces productives qui posséderaient une activité dotée tout aussi arbitrairement d’une passivité et d’une inertie essentielle.”<sup>2189</sup>

“... dans les sociétés contemporaines, l’élargissement continu de la gamme des possibilités techniques et l’action permanente de la société sur ses méthodes de travail, de communication, de guerre, etc., réfute définitivement l’idée de l’autonomie du facteur technique et rend absolument explicite la relation réciproque...”<sup>2190</sup>.

La critique est encore plus profonde, puisque c’est ce type de théorie explicative globale et “fermée”, on l’a dit, auquel le marxisme appartient que l’auteur veut, de fait, réfuter : “La théorie marxiste de l’histoire se présente en premier lieu comme une théorie scientifique, donc comme une généralisation démontrable ou contestable, au niveau de l’enquête empirique.”

“Mais à la base de cette théorie de l’histoire, il y a une philosophie de l’histoire (...) L’essentiel, c’est qu’elle est une philosophie rationaliste qui, /comme telle/ se donne d’avance la solution de tous les problèmes qu’elle pose.”<sup>2191</sup>

“L’histoire passée est... rationnelle /dans le marxisme/ en ce sens que tout s’y est déroulé selon des causes parfaitement adéquates et pénétrables par *notre* raison en son état de 1859.”

“Mais l’histoire à venir est tout aussi rationnelle... cette fois-ci dans un deuxième sens... L’histoire à venir sera ce qu’elle doit être, elle verra naître une société rationnelle qui incarnera les aspirations de l’humanité où l’homme sera enfin humain (... son existence coïncidera avec son essence...)”

“... l’histoire est rationnelle dans un troisième sens... de cet ensemble de lois quasi-naturelles aveugles qui aveuglement oeuvrent à la production de l’état le moins aveugle de tous : celui de l’humanité libre. Il y a donc une raison immanente aux choses...”<sup>2192</sup>.

“L’hégélianisme n’est pas en réalité dépassé. (...) L’empire de la raison s’étend maintenant aussi sur tout ce qui pourra être donné dans l’histoire.”<sup>2193</sup>

La démarche est en partie d’ordre scientifique ou plus exactement épistémologique : “Il y a du causal dans la vie sociale et historique, parce qu’il y a du “rationnel subjectif” /les moyens adaptés aux fins/... du “rationnel objectif” ... des nécessités causales naturelles et des nécessités purement logiques... du “causal brut”,... des corrélations établies... des régularités de comportement, individuelles ou sociales...”.

“L’existence de ces relations causales de divers ordres permet, au-delà de la simple compréhension des comportements individuels ou de leur régularité, d’enserrer ceux-ci dans des “lois” et de donner à ces lois des expressions abstraites d’où le contenu “réel” des comportements individuels vécus a été éliminé.”

“Même au-delà de l’économie, il y a une série de “dynamiques objectives” partielles. Cependant, nous ne parvenons pas à intégrer ces dynamiques partielles à un déterminisme total du système, et cela dans un sens totalement différent de celui qu’exprime la crise du déterminisme dans la physique moderne, ce n’est pas que le déterminisme... devienne problématique aux limites du système, ou que des failles apparaissent à l’intérieur de celui-ci. C’est plutôt l’inverse : comme si quelques aspects, quelques coupes seulement du social se soumettaient au déterminisme, mais baignaient elles-mêmes dans un ensemble de relations non déterministes.”<sup>2194</sup>



C'est cette réflexion critique que Cornélius Castoriadis étendra ultérieurement à la "logique et l'ontologie héritées", voire à la "réflexion héritée", caractérisée comme "logique identitaire ou ensembliste..."<sup>2195</sup>, on va y revenir.

Si Cornélius Castoriadis juge faux ce qu'il considère comme le schème explicatif central de la dynamique des changements de sociétés dans le marxisme, la contradiction entre forces et rapports de production, les premières se ramenant selon lui largement à la technique chez Karl Marx, il rejette maintenant une telle dialectique historique qui prétend connaître le sens de l'histoire, forme de raisonnement poussé jusqu'à l'extrême dans *Socialisme ou barbarie*, mais critiqué depuis longtemps par Claude Lefort, non sans ambiguïté, puisque l'assimilation entre théorie révolutionnaire et science était certes rejetée, mais pour être renvoyée dans l'ordre d'une pratique dont le débouché révolutionnaire était néanmoins supposé, bien que questionné : dorénavant il va être posé comme un choix.

"Il y a des significations qui dépassent les significations immédiates et réellement vécues et sont portées par des processus de causation qui, en eux-mêmes, n'ont pas signification - ou pas *cette* signification-là. ... clairement envisagé par /Georg Wilhelm Friedrich/ Hegel... la " ruse de la raison qui s'arrange pour faire servir à sa réalisation dans l'histoire des événements apparemment sans signification... n'est évidemment qu'une phrase..."

"... le marxisme à la fois maintient l'idée de significations assignables des événements et des phases historiques, affirme plus qu'aucune autre conception la force de la logique interne des processus historiques, totalise ces significations en une signification d'ores et déjà donnée de l'ensemble de l'histoire (la production du communisme) - et affirme pouvoir réduire intégralement le niveau des significations au niveau des causations."<sup>2196</sup>

Même l'explication de l'origine des classes, sans parler de celle de leur succession sur laquelle on va revenir, lui paraît maintenant une quête vaine, bien qu'il ait lui-même tendance à continuer de poser les différents grands moments

historiques en termes d'antagonismes duels et centraux par rapport à l'ensemble de la société, ce qui a été tout autant contesté.

“Nous avouons ne pas voir comment des trouvailles archéologiques pourraient nous faire comprendre... le mystère de la naissance des classes... nous faire *comprendre* cela : qu'à partir d'un "moment", les hommes se sont vus et se sont agis les uns les autres non pas comme alliés à aider, rivaux à surclasser, ennemis à exterminer..., mais comme objets à posséder.”<sup>2197</sup>

Cette critique d'ensemble permet d'attaquer le marxisme à partir du domaine que celui-ci privilégie, comme Cornélius Castoriadis lui-même au demeurant dans toutes ses premières analyses du "capitalisme" comme du capitalisme bureaucratique d'État : “La question est : comment les facteurs économiques peuvent avoir une rationalité qui les dépasse de loin, comment leur fonctionnement à travers l'ensemble de l'histoire peut-il incarner une unité de signification qui est elle-même porteur d'une autre unité de signification à un autre niveau ? ”<sup>2198</sup> .

Comme chez Claude Lefort, on l'a vu, la signification de la critique, vive cependant, est limitée par le lien établi entre le marxisme et ses conditions sociales de production et de persistance, son insertion dans un monde capitaliste.

Le problème que cherche à poser Cornélius Castoriadis est : “ Sous quelles conditions pouvons-nous aujourd'hui satisfaire à l'exigence /du marxisme d'” union de la philosophie, de la politique et du mouvement réel de la classe exploitée... ”/ l'incarner dans une conception qui ne contienne pas, dès le départ, les germes de corruption qui ont déterminé le destin du marxisme ? ” “... formuler une conception qui puisse inspirer un *développement* indéfini et, surtout, qui puisse animer et éclairer une activité effective...”<sup>2199</sup> .

La reprise de la distinction entre oeuvres de jeunesse et de maturité chez Karl Marx, déjà présente chez Henri Lefebvre, et bientôt systématisée par Louis Althusser dans une toute autre perspective, se confirme chez Cornélius Castoriadis

qui avait déjà esquissé une telle distinction dans “Le mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne”.

Rappelons que “Marxisme et théorie révolutionnaire” est presque contemporain de la parution des premiers ouvrages de Louis Althusser<sup>2200</sup>, en 1965, même si des extraits et des notes avaient circulé un peu avant, rencontrant un très vif succès qui, dans sa tentative d’isoler les écrits scientifiques de Karl Marx, va à l’opposé de la démarche de Cornélius Castoriadis, même s’il vise essentiellement l’engagement sartrien - et au-delà l’humanisme marxiste - dans “L’Impensé de l’Union de la gauche”, Claude Lefort ne se réclamera-t-il pas explicitement de “l’humanisme révolutionnaire”, on l’a rappelé dans le chapitre VIII, même si un tel humanisme n’est plus marxiste. Au sein de son parti une telle prise de position contre l’humanisme marxiste opposera Louis Althusser à Roger Garaudy<sup>2201</sup>. Quant à l’humanisme, il était déjà fortement attaqué dans le champ intellectuel par le structuralisme, avec lequel Louis Althusser s’accorde mieux.

En outre, *Les Cahiers marxistes-léninistes* commencent à paraître en 1964, réunissant des textes de participants du séminaire de Louis Althusser à l’École normale supérieure. Par ailleurs, face aux mobilisations étudiantes, le philosophe, membre du Parti communiste, s’oppose très vivement à la “gauche syndicale” - et à son syndicalisme révolutionnaire étudiant<sup>2202</sup>. À l’École normale supérieure, avec le numéro des *Cahiers marxistes léninistes* consacrés à la révolution culturelle chinoise, l’orientation “chinoise” des rédacteurs de discrète se fera explicite ; outre le lien dénoué avec Louis Althusser, l’exclusion de l’UEC s’en suivra après celles d’autres étudiants de la même orientation : l’UJC (ml) sera fondée en décembre 1966.

“L’inspiration originale du marxisme visait à surmonter l’aliénation de l’homme aux produits de son activité théorique...” “Sa tâche allait être non pas d’établir des vérités éternelles, mais de penser le réel.”<sup>2203</sup>

“Le destin de l’élément révolutionnaire dans le marxisme ne fait qu’exprimer, au niveau des idéologies, le destin du mouvement révolutionnaire dans la société capitaliste jusqu’à maintenant. Dire que le marxisme depuis un siècle s’est graduellement transformé en une idéologie qui a sa place dans la société existante... c’est simplement dire qu’on ne peut concevoir une société où s’affirme à la longue le pouvoir des classes dominantes et où, simultanément, vit et se développe une théorie révolutionnaire.”<sup>2204</sup>

“La nécessaire double illusion de la théorie fermée est que le monde est déjà fait, fait depuis toujours, et qu’il est possédable par la pensée. Mais l’idée centrale de la révolution c’est que l’humanité a devant elle un vrai avenir, et que cet avenir est à faire.

“Cette transformation du marxisme en théorie achevée... contenait la mort de son inspiration révolutionnaire initiale. (...) L’aliénation ne consistait pas, bien entendu, dans la théorisation, mais dans la transformation de cette théorisation en absolu, en prétendue connaissance complète de l’être historique... aussi bien comme être donné que comme sens... Cette prétendue connaissance complète ne peut se baser que sur une méconnaissance complète de ce qu’est l’historique...”<sup>2205</sup>.

“... en dehors de quelques rares moments, (comme 1917) dont l’interprétation d’ailleurs reste à faire et n’est nullement simple, la *praxis* est restée un mot... et... le problème du rapport entre une action qui se veut consciente et l’histoire effective, comme du rapport entre les révolutionnaires et les masses, demeure entier.

“S’il peut y avoir une philosophie qui soit autre chose et plus que la philosophie, cela reste à démontrer (...) S’il peut y avoir une union de la réflexion et de l’action,... cela reste à faire. (...)”<sup>2206</sup>.

“... la politique révolutionnaire est une praxis qui se donne comme objet l’organisation et l’orientation de la société en vue de l’autonomie de tous...”<sup>2207</sup>.

“Elle s’appuie sur un savoir, mais celui-ci est toujours fragmentaire et provisoire...”<sup>2208</sup>.

“... dans la structure logique de l’ensemble qu’elles forment, l’activité précède l’élucidation ; car pour la praxis l’instance ultime n’est pas l’élucidation, mais la transformation du donné.”<sup>2209</sup>

La démarche de *Paul Cardan* /Cornélius Castoriadis/ débouche de fait sur une formulation nouvelle d'une théorie révolutionnaire qui repose également sur de nouveaux fondements.

Il va tenter de la formuler surtout *in fine*, au moins s'agissant de la situation sociale en France, à quoi peut s'ajouter une combativité sociale plus grande dans d'autres pays occidentaux, à partir des micro-analyses largement dues à Daniel Mothé, en tout cas pour la systématique et l'approfondissement, mais également à Henri Simon.

"... c'est... l'aboutissement d'une description sociologique rigoureuse qui respecte son objet et le fait réellement parler..."<sup>2210</sup>.

Micro-analyses qu'il juge porteuses d'une radicalité pratique latente, qui se déroule à côté, ou plutôt en dehors du "mouvement ouvrier" institué, tout autant syndical que politique et, dans sa logique, franchement contre ce dernier.

"... l'organisation capitaliste se présente, depuis ses débuts, comme dominée par un conflit central."<sup>2211</sup>

Après cette réaffirmation de cette part de l'héritage "marxiste" révolutionnaire qui laisse encore de côté une proportion fort importante de la société et ne prend toujours pas en considération les autres modes de gestion des conflits, parmi lesquels la politique qui continue pour notre auteur à n'être que "... technique, manipulation, utilisation du pouvoir à des fins particulières..."<sup>2212</sup>, après qu'il eût commencé un temps à la prendre en considération au moins comme prolongement des conflits sociaux de classes<sup>2213</sup>. Cornélius Castoriadis énonce ce qu'il considère comme une "élucidation" du conflit central dans l'entreprise qui est aussi une sorte de déchirement interne à l'entreprise : "Le conflit qui en résulte - qui est à la fois "externe", entre dirigeants et exécutants, et "intérieurisé" au sein de chaque exécutant et de chaque dirigeant -

pourrait s'enliser et s'estomper si la production était statique et la technique pétrifiée ; mais l'expansion économique et le bouleversement technologique continu le ravivent constamment.”<sup>2214</sup>

“Elle ne souffre pas simplement d'une opposition entre les classes qui resteraient extérieures l'une à l'autre : elle est conflictuelle en soi, le oui et le non coexistent comme intention de faire dans le noyau de son être, dans les valeurs qu'elle proclame et qu'elle nie, dans son mode d'organiser et de désorganiser, dans la socialisation existante et l'atomisation extrême de la société qu'elle crée.”<sup>2215</sup>

Cette problématique de la dissociation interne qui était déjà esquissée dans les textes de la “Tendance” et avait été très vivement critiquée par Jean-François Lyotard avant la scission se trouve maintenant accentuée, puisqu'il s'agit d'une déchirure qui frappe maintenant pratiquement tous les individus dans l'entreprise. On peut supposer qu'une telle problématique se veut notamment une tentative de dépassement qui autorise une réponse à l'évolution sociologique prévisible caractérisée par la croissance limitée du monde ouvrier.

S'agissant de “La crise de l'entreprise capitaliste...” qui reste toujours au centre du raisonnement, Cornélius Castoriadis en donne maintenant une formulation qui s'inscrit certes dans la lignée de l'ensemble de ses écrits dans la revue, y compris les premiers, mais marque néanmoins une rupture très importante avec ce déchirement interne à tous les acteurs concernés\* et l'effacement du concept d'“exploitation”, dans la mesure où l'élévation des revenus et du niveau de vie peut être accomplie par le capitalisme, en même temps qu'elle est la “base du réformisme”<sup>2216</sup>, comme il était écrit dans la Plate-forme générale, mais non pas d'“inégalités” qui va quant à lui réapparaître sous une autre forme à propos de la consommation, type d'inégalités sur lesquelles l'auteur insistait déjà dans “Le mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne”. En outre, ce n'est plus le dépassement par l'expérience du “stalinisme”<sup>2217</sup> qui sont déterminants comme dans les premiers articles de *Socialisme ou barbarie*, mais celle du travail lui-même et cette dernière touche maintenant tous les acteurs concernés, bien loin de la problématique profondément ouvriériste qui a

longtemps caractérisé “Socialisme ou barbarie”, lorsque toutes les bureaucraties constituaient des classes dominantes en puissance. On a vu qu’un tel changement de problématique se fonde aussi sur des données sociologiques : limite prévisible de la croissance de la catégorie des OS et des ouvriers d’industrie.

“Malgré l’élévation continue du niveau de vie, un problème d’absorption des fruits de cette productivité commence à se poser virtuellement, aussi bien sous la forme de la saturation de la plupart des besoins traditionnels, que sous forme de sous-emploi latent d’une part croissante de la main d’œuvre. Le capitalisme répond à ces deux phénomènes par la fabrication synthétique de nouveaux besoins, la manipulation des consommateurs, le développement d’une mentalité de “statut” et de rang social liés au niveau de consommation...”<sup>2218</sup>, idée que l’on retrouvera sous une autre forme dans la sociologie de Pierre Bourdieu et qu’évoque bien le titre de *La distinction*, même si cette sociologie corréle le rang ou plutôt la position à une diversité des “habitus” différents, le capital culturel incorporé rendant certains bien “exclusifs” et producteurs d’exclusion.<sup>2219</sup>

Cette phénoménologie de l’entreprise qui laisse de côté nombre de conflits sociaux “institué” pose cependant toujours comme premier un comportement ouvrier “latent” ou non, représenté, jugé irréductiblement opposé à “l’institué”, y compris assez largement à celui des luttes sociales, et toujours porteur d’une alternative, la “gestion ouvrière”, ou autogestion, déjà revendiquée comme projet social dès les premiers numéros de la petite revue.

“Notre théorisation ne fait que mettre en place ce que la société dit déjà confusément d’elle-même à tous les niveaux. (...) Ce sont les ouvriers qui, dès qu’on y regarde de plus près, combattent constamment l’organisation existante de la production, *même s’ils ne savent pas qu’ils le font.*”<sup>2220</sup>.

La valeur de ce “programme maximum”, selon la terminologie trotskiste, reprise ici par notre auteur, ou projet révolutionnaire “total”<sup>2221</sup>, est à nouveau, comme chez Karl Marx et Friedrich Engels, justifiée par des arguments qui

relèvent en partie de l'ordre de la rationalité économique, mais en partie seulement et se veulent essentiellement “contemporains” et “concrets”.

“Une transformation dans le sens indiqué signifierait une *rationalisation* sans précédent de l'économie.”  
La rationalisation en question concerne non seulement l'utilisation du système économique (allouer son produit aux fins explicitement voulues par la collectivité); elle en concerne aussi le fonctionnement et finalement la possibilité de connaissance même du système.”

“L'attitude politique constate que l'irrationalité de l'économie... est liée... pour une grande partie à toute la structure sociale présente qui certes n'a rien d'éternel ou de fatal ; elle se demande dans quelle mesure cette irrationalité peut être éliminée par une modification de cette structure et elle conclut (en quoi elle peut certes se tromper - mais c'est une question *concrète*) qu'elle peut l'être à un degré... tellement considérable qu'elle introduirait une modification essentielle, un changement qualitatif.”<sup>2222</sup>

“Nous disons... qu'une analyse précise montre que les éléments profonds de la crise de la société contemporaine sont spécifiques et *qualitativement uniques*.”<sup>2223</sup>

Même si l'auteur pose par ailleurs “l'autonomie” comme une éthique “transhistorique” “... nous affirmerions la valeur de l'autonomie quelles que soient les circonstances... la visée de l'autonomie tend inéluctablement à émerger là où il y a homme et histoire... au même titre que la conscience... c'est le destin de l'homme...”<sup>2224</sup>.

Ce qui est contemporain, selon lui, c'est le projet politique global et sa faisabilité, susceptibles d'assurer “... le passage d'une éthique à une politique de l'autonomie...”<sup>2225</sup>.

Le terme d’“autonomie” politique connaîtra en France un certain succès dans les années soixante-dix au sein de mouvements “ultra”-gauche violents, mais moins qu'en Italie toutefois, sans liens directs au demeurant avec “Socialisme ou barbarie” disparu depuis déjà assez longtemps.



Cette dissociation interne qui atteint selon lui tous les individus au sein de l'entreprise, Cornélius Castoriadis la relie encore, alors, à une "crise" des "valeurs" : "Le conflit dans le travail, la déstructuration de la personnalité, l'effondrement des normes et des valeurs ne sont pas et ne peuvent pas être vécues par les hommes comme des simples faits ou des calamités extérieures, elles font aussitôt surgir des réponses et des intentions, et celles-ci, en même temps qu'elles finissent par constituer la crise comme véritable crise, vont au-delà de la simple crise." <sup>2226</sup>

"Dans la crise et dans la contestation des formes de vie sociale par les hommes contemporains, il y a des faits lourds de sens - l'usure de l'autorité, l'épuisement graduel des motivations économiques, l'atténuation de l'emprise de l'imaginaire, la non-acceptation de règles simplement héritées ou reçues, - qu'on ne peut organiser qu'autour de l'une ou de l'autre de ces deux significations centrales : ou bien... une sorte de décomposition progressive de la vie historique, de l'émergence graduelle d'une société qui serait à la limite extériorité des hommes les uns aux autres et de chacun à soi, désert surpeuplé, foule solitaire... anesthésie climatisée ; ou bien, nous aidant surtout de ce qui apparaît dans le *travail* des hommes comme tendance vers la coopération, l'auto-gestion /terme écrit de cette manière et dont l'emploi est nouveau/collective des activités et la responsabilité... le surgissement dans la société de la possibilité et de la demande d'autonomie." <sup>2227</sup>

L'auteur prend maintenant la précaution d'écrire explicitement qu'il s'agit d'un "*projet* \*" et même d'un "choix" (\* souligné par l'auteur), en précisant de manière limitative le contenu de la notion : "Ce n'est pas un théorème, la conclusion d'une démonstration indiquant ce qui doit inéluctablement arriver..." <sup>2228</sup>.

"Ce choix est-il arbitraire ? Si l'on veut, au sens où tout choix l'est. Mais de tous les choix historiques, il nous semble le moins arbitraire qui ait jamais pu exister." <sup>2229</sup>

"Mais ce n'est pas non plus une utopie, un acte de foi, un pari arbitraire." <sup>2230</sup>

tout en reconnaissant pourtant que dans cette part du marxisme qu'il ne rejette pas et qui disait le projet communiste "... quelque chose comme l'image d'une terre promise, d'une rédemption radicale a toujours été présent chez eux, /... ouvriers... ou même militants.../ avec la

signification ambiguë d'un Millenium eschatologique, d'un royaume de Dieu sans Dieu et du désir d'une société où l'homme ne serait plus le principal ennemi de l'homme." <sup>2231</sup>

En-deça de ce "projet" ou de ce "choix" global, "l'élucidation" qui est interprétation de l'observé est elle-même marquée par les préférences ou espérances : "Nous déchiffrons, ou croyons déchiffrer, dans l'histoire effective une signification, - la possibilité et la demande d'autonomie. Mais cette signification ne prend tout son poids qu'en fonction d'autres considérations. (...) Si nous affirmons la tendance de la société contemporaine vers l'autonomie... C'est que... nous la valorisons, nous y reconnaissons notre aspiration essentielle..." <sup>2232</sup>.

"... toute *élucidation* que nous entreprenons est finalement intéressée, elle est pour nous au sens fort, car nous ne sommes pas là pour dire ce qui est, mais pour faire être ce qui n'est pas..." <sup>2233</sup>.

Il tente à nouveau de formuler les fondements du projet. Ceux-ci ont toujours à voir avec une lutte de classes qui reste centrale dans la société. Mais, finalement, ils correspondraient surtout, selon lui, à un refus de la division sociale, posée comme déchirure, en correspondance avec la dissociation de la personnalité individuelle qu'il voit enracinée dans le processus de travail, on le sait. Cette dernière fracture est maintenant appréhendée par l'auteur dans les termes de la psychanalyse qui lui est devenue personnellement proche.

"Pas plus qu'en psychanalyse l'impossibilité d'atteindre une "origine" n'empêche de comprendre dans l'*actuel*... ce dont il s'agit... Il vient un moment où le sujet... par sa lutte dans sa vie affective... déterre le signifiant central de sa névrose et le regarde enfin dans sa contingence, sa pauvreté et son *insignifiance*. De même, pour les hommes qui vivent aujourd'hui la question... C'est de comprendre... la contingence, la pauvreté, l'insignifiance de ce "signifiant" des sociétés historiques, qu'est la division en maîtres et esclaves, en dominants et dominés." <sup>2234</sup>

La "Plate-forme générale" recensait les apports de "Socialisme ou barbarie" qui formaient bien un "projet" global *in fine*. Le rejet de la division de la société entre "capitalistes possédants et prolétaires sans propriété, par celle de la division entre

dirigeants et exécutants ; l'idée de la domination du capital impersonnel par la domination dans une structure hiérarchique bureaucratique ; celle de la réification par le marché et de la force de travail-marchandise, par l'idée de l'aliénation dans le travail et de l'ouvrier sujet tout autant actif que passif de la production" d'où avaient été déduits le rejet du "socialisme comme nationalisation plus planification" au profit du "socialisme comme gestion ouvrière", la production comme domaine de la "créativité des producteurs associés", accompagnée de la "transformation consciente de la technologie" par opposition à "un réarrangement... d'une infrastructure technique à la fois neutre et inexorable" / et la "domination consciente des hommes sur tous les aspects de leur vie et en premier lieu sur leur travail" / par opposition "à la subordination de tout au développement des forces productives" /, "l'égalité absolue des salaires" / par opposition à la "prévalence du "droit bourgeois" pendant la période de transition" / l'auto-transformation du sujet historique par et dans l'action, outre élément essentiel " le pouvoir des Conseils ", en principe tiré des expériences historiques, dont la plus récente est celle de la Hongrie / par opposition à "la dictature du parti" / résultant de "l'autonomie", nécessité autant qu'interprétation du désengagement alors relatif des partis politiques, voire des syndicats, et de formes d'action locales, surtout sur les lieux de travail, qualifiée ultérieurement d'éthique transhistorique / par opposition au "rôle paternel du parti" /, ce à quoi l'auteur ajoutait la crise de la culture capitaliste.<sup>2235</sup>

Si le projet reste "total", dans la mesure où il vise la totalité, il ne serait plus maintenant ni définitif ni susceptible de régler l'ensemble des problèmes susceptibles de se poser à l'humanité et ne relèverait pas, selon lui, d'une démarche simplificatrice autant qu'utopique au mauvais sens du terme. C'est ce type de démarche qui, de fait, avait été reprochée à "Socialisme ou barbarie", notamment par Edgar Morin, on s'en souvient. Quant à Claude Lefort, il avait, au moment de son départ, explicité le refus de l'expression du projet au nom de l'état de conscience de la "classe ouvrière".

Dès cette plate-forme, à côté du projet global, que l'on peut qualifier d'alternative critique au "communisme réel", voire au "réformisme", la critique de

toute théorie close “qui a pu croire enclorre la vérité...”, “toute la vérité...”, en ajoutant dans une veine presque aronienne que “... c’est une phase qui s’achève... théologique... étant entendu qu’il peut y avoir une théologie de la “science”... plutôt pire que l’autre (pour autant qu’elle fournit à ses partisans la fausse certitude que leur foi est “rationnelle ”)”<sup>2236</sup>, alors que Raymond Aron voyait, on l’a vu dans l’introduction, dans les religions séculières comparées aux religions de salut un affaiblissement de la morale, voire un ferment de révolte asociale, non négociable, en tout cas, pourrait-on ajouter. Un tel rejet est développé, élargi et prend une dimension plus philosophique dans “Marxisme et théorie révolutionnaire”, on l’a dit. Par contre, dans la Plate-forme générale, figure un autre refus, celui de la bataille sur le sens du vocabulaire révolutionnaire, qui avait pourtant particulièrement caractérisé “Socialisme ou barbarie”, on l’a souligné dans cette recherche : “... nous ne pouvons pas jouer le rôle d’une académie française de la révolution, plus conservatrice que l’autre... qui refuserait le sens vivant des mots dans l’usage social...” (et de donner divers exemples : “... un communiste aujourd’hui c’est un membre du PCF... ”)<sup>2237</sup>. Il s’agit là de l’abandon d’un autre enfermement, destiné celui-ci à préserver un état antérieur du “mouvement ouvrier révolutionnaire”, en partie inventé au demeurant, et dont il convient maintenant d’admettre qu’il n’existe plus ou plutôt que toute renaissance qui sera celle d’un autre type de mouvement constituera une rupture.

Dans “Marxisme et théorie révolutionnaire”, Cornélius Castoriadis défend, en outre, le caractère concret de sa propre démarche et de celle de Daniel Mothé articulée à des exemples précis d’antagonismes irréductibles au sein du processus de travail. Cette nouvelle version de la théorie sociale-barbare suppose néanmoins toujours une rupture extrême entre existant et futur et un saut qualitatif non moins vertigineux, dont la dimension inconnue est partiellement admise.

“En posant le projet révolutionnaire, en lui donnant même la forme concrétisée d’un “programme maximum”, non seulement nous ne prétendons pas épuiser les problèmes, /mais/... nous pouvons et nous devons indiquer les problèmes qui restent jusqu’aux frontières de l’impensable. (...) des problèmes subsistent que nous ne pouvons que formuler ; d’autres que nous ne soupçonnons même pas... tout cela

pourrait éventuellement (mais non nécessairement) oblitérer le sens de ce que nous disons maintenant.”  
**et même** “... des réponses aujourd’hui évidentes pourront révéler à l’application une dimension quasi-  
 infinie de difficultés.”<sup>2238</sup>

“... la praxis... rencontre la totalité comme *unité ouverte se faisant elle-même.*”<sup>2239</sup> “Pour la théorie spéculative, l’objet n’existe pas s’il n’est pas achevé et elle-même n’existe pas si elle ne peut achever son objet. La praxis, par contre, ne peut exister que, si son objet, par sa nature même, dépasse tout achèvement et est rapport perpétuellement transformé à cet objet.”<sup>2240</sup>

Il ne suffit plus d’abolir. Une société même radicalement nouvelle, comme Cornélius Castoriadis la souhaite toujours, se doterait d’institutions et celles-ci ne seraient pas de simples instruments fonctionnels.

“... une société qui serait pour elle-même pure transparence ; où les désirs de tous s’accorderaient spontanément ou bien, pour s’accorder, n’auraient besoin que d’un dialogue ailé que n’accrocherait jamais la glu du symbolisme ; une société qui découvrirait, formulerait et réaliserait sa volonté collective sans passer par des institutions, ou dont les institutions ne feraient jamais problème - si c’est de cela qu’il s’agit, il faut dire clairement que c’est là une rêverie incohérente, un état irréel et irréalisable dont la représentation doit être éliminée. C’est une formation imaginaire, **équivalente** et analogue à celle du savoir absolu, ou d’un individu dont la “conscience” a résorbé l’être entier.”<sup>2241</sup>

“Il y aura toujours distance entre la société instituante et ce qui est à chaque moment institué...”<sup>2242</sup>.

“Vouloir abolir cette distance... c’est vouloir sauter dans l’absolu immédiat, c’est-à-dire dans le néant.”<sup>2243</sup>

“La dimension sociale-historique, en tant que dimension du collectif et de l’anonyme, instaure pour chacun et pour tous un rapport simultané d’intériorité et d’extériorité, de participation et d’exclusion, qu’il ne peut être question d’abolir ni même de “dominer” dans un sens tant soit peu défini de ce terme.”<sup>2244</sup>

L'auteur rompt alors avec le mode évident et instrumental sur lequel il définissait auparavant les institutions de la "gestion ouvrière". Il s'efforce de répondre notamment à Claude Lefort avec lequel des contacts ont été renoués. Le philosophe qui veut s'en tenir à l'état de conscience observé tire de ce dernier des conclusions générales sur l'affaiblissement de la "foi révolutionnaire" dans "La dégradation idéologique du marxisme" : "Laissée dans le vague, la solution allait de soi /pour "l'avant-garde ouvrière"/. Or, à présent, elle ne va plus de soi. Il apparaît que les formes de domination peuvent changer... sans que cesse de subsister une très forte différenciation sociale. (...) Il apparaît qu'il ne suffit pas de déclencher - au moment opportun - la grève générale, ou de construire un bon parti ou un bon syndicat pour abattre les frontières de classe. Le dépérissement du marxisme révolutionnaire n'est donc pas accidentel, il est au plus profond fondé sur une expérience, celle de la classe ouvrière... /qui/... est plus sensible que par le passé à la complexité du problème social, et que pour cette raison même elle ne saurait embrasser la foi révolutionnaire avec la même naïveté. Cette foi a été à l'origine d'une vision totale du monde. Aujourd'hui il n'est possible de réveiller ni l'une ni l'autre."<sup>2245</sup>

Pour Cornélius Castoriadis, encore en 1957, en effet, la gestion ouvrière était fondée sur des "unités sociales organiques" "... unité d'un travail en même temps que sur une vie commune"<sup>2246</sup>, " l'entreprise étant "... l'unité sociale de base "<sup>2247</sup>, après avoir admis "... l'énormité des tâches à accomplir"<sup>2248</sup> : "Dire que le fonctionnement et les institutions de la société socialiste doivent être compréhensibles signifie que la société doit disposer du maximum d'information. (...) Le maximum d'information dépend au contraire tout d'abord d'une réduction des données à l'essentiel, afin qu'elles deviennent maniables par tous."<sup>2249</sup> "... le rôle de l'usine du plan ne sera évidemment pas de décider du plan... / mais / de calculer et de représenter à la société les conséquences du plan ou des plans proposés. Après l'adoption du plan de réviser constamment les données de la planification et de tirer le cas échéant les conséquences de ces modifications..."<sup>2250</sup>. Il s'agit d'un système de mise en forme d'une masse d'informations pour lesquelles la décision s'agissant autant du plan que des modifications de ce dernier revient à une assemblée de conseils. Et l'auteur d'ajouter alors avec une belle confiance dans la raison : "La société socialiste sera la première société moderne à pouvoir déterminer de façon rationnelle la répartition du produit social entre consommation et investissement."<sup>2251</sup>

À cette époque, Cornélius Castoriadis défendait une conception assez proche de celle d'Anton Pannekoek, le théoricien de l'“ultra”-gauche néerlandaise, tant sur les formes de décision conseillistes que sur l'organisation de la production : “La situation change du tout au tout lorsque les ouvriers organisent la production en qualité de maîtres de leur travail et de producteurs libres. Certaines personnes tiennent la comptabilité publique comme d'autres sont métallurgistes ou boulangers. Les travailleurs des services de la statistique ne sont ni maîtres ni serviteurs (...) Leurs connaissances ne sont pas une propriété privée de nature à conférer un pouvoir, statisticiens et comptables ne forment pas un corps spécialisé qui, seul à détenir les informations nécessaires à la gestion, se verrait ainsi mis en demeure d'exercer une influence décisive (...) C'est sur la base de ces connaissances générales que les ouvriers et les assemblées de leurs délégués discutent et prennent les décisions au moyen desquelles se poursuit l'organisation du travail.”

“Dès lors, on dispose d'une science de la société, qui prend appui sur une forme appropriée des faits et qui permet de définir sans mal, les grandes relations causales. Elle constitue, cette science, la base de l'organisation du travail.”<sup>2252</sup>

L'optimisme de ce théoricien précurseur était certes encore plus grand : “Dans le monde des conseils ouvriers... la société apparaît en pleine lumière transparente et connaissable.”<sup>2253</sup>

Dans “La Plate-forme générale” de 1963, c'est de la diversification des formes de travail qu'il était inféré que “... le problème de l'unification des travailleurs dans la lutte contre le système actuel, comme aussi celui de la gestion de l'entreprise par les travailleurs après la révolution, n'ont pas une solution garantie par un processus automatique incorporé dans l'évolution technique...”<sup>2254</sup>.

Voilà maintenant en outre défini dans “Marxisme et théorie révolutionnaire” par Cornélius Castoriadis, certes de manière purement abstraite, un niveau des institutions et du “symbolique”, qui renvoie à “... l'imaginaire de la société et de l'époque considérée.”<sup>2255</sup> “La fonctionnalité emprunte son sens hors d'elle-même ; le symbolisme se

réfère nécessairement à quelque chose qui n'est pas du symbolique, et qui n'est pas non plus du réel-rationnel... signifiant central, source de ce qui se donne chaque fois comme sens indiscutable..."<sup>2256</sup>.

"L'histoire est impossible et inconcevable en dehors de l'*imagination productive ou créatrice*, de ce que nous avons appelé l'*imaginaire radical* tel qu'il se manifeste à la fois et indissolublement dans le *faire* historique et dans la constitution, avant toute radicalité explicite, d'univers de *significations*. Si elle inclut... /ce que/ les philosophes idéalistes ont appelé liberté... /l'/ indétermination, c'est que ce *faire* ... est habité par des *significations* qui ne sont ni reflet du perçu, ni simple prolongement et sublimation des tendances de l'animalité, ni élaboration strictement rationnelle des données." "... ces significations existent une fois constituées, dans le monde de ce que nous avons appelé l'*imaginaire effectif* (ou l'*imaginé*)."<sup>2257</sup>

Ces divers niveaux ayant au demeurant pris une toute autre densité que celle d'un leurre ou d'un reflet, tout en restant éloigné des "cultures" empiriquement analysées, prises à différents niveaux, ceux des créateurs, au travers de l'histoire des idées, des institutions, par l'histoire et la sociologie du droit par exemple, ou des entreprises, des individus, par la sociologie des cultures sociales et politiques.

"La société constitue son symbolisme, mais non dans une liberté totale. Le symbolisme s'accroche au naturel, et il s'accroche à l'historique... ; il participe enfin au rationnel."<sup>2258</sup>. "La conquête de la logique symbolique des institutions, et sa "rationalisation" progressive sont elles-mêmes des processus historiques (et relativement récents)"<sup>2259</sup>. "Ni librement choisi, ni imposé à la société considérée, ni simple instrument neutre... ni opacité impénétrable... le symbolisme détermine des aspects de la vie de la société (et pas seulement ceux qu'il était supposé déterminer) en même temps qu'il est plein d'interstices et de degrés de liberté."<sup>2260</sup>

Ce sont *in fine* ces rapports entre société, histoire et imaginaire qui fourniront la trame de la dernière partie de ce long texte, publié en 1975.



“Ce qui est ici visé est l’élucidation de la question de la société et de la question de l’histoire, questions qui ne peuvent être entendues que comme une seule et la même : la question du social-historique. A cette élucidation, le concours que la pensée héritée peut apporter est fragmentaire. ”

“ ... la réflexion héritée n’est jamais parvenue à dégager l’objet propre de la question et à le considérer pour lui-même... cet objet s’y trouve presque toujours disloqué entre une société presque toujours référée à autre chose qu’elle-même et généralement à une norme, fin ou *telos* fondés ailleurs ; et une histoire qui survient à cette société comme perturbation relative à cette norme, ou comme développement, organique ou dialectique, vers cette norme, fin ou *telos*. ”<sup>2261</sup>

“Ainsi aussi représentation, imagination, imaginaire n’ont jamais été vus pour eux-mêmes, mais toujours référés à autre chose - sensation, intellection, perception, réalité, soumis à la normativité incorporée à l’ontologie héritée...”<sup>2262</sup>.

Outre ce niveau de “la” société, ou plutôt même du “social-historique”, l’individu devient celui de la psychanalyse, fort éloigné du mythe de “l’homme nouveau”.

“La praxis révolutionnaire, parce qu’elle est révolutionnaire et qu’elle doit aller au-delà du possible, est “réaliste” au sens le plus vrai et commence par accepter l’être dans ses déterminations profondes. Pour elle un sujet qui serait délié de toute inhérence à l’histoire - serait-ce en en récupérant le “sens intégral” - qui aurait pris la tangente par rapport à la société - serait-ce en dominant exhaustivement son rapport à elle - n’est pas un sujet autonome, c’est un sujet psychotique. (...) Elle sait non seulement qu’il n’est pas question de récupérer un “sens” de l’histoire passée, mais qu’il n’est pas question de dominer dans le sens admis de ce mot, l’histoire à venir...”<sup>2263</sup>.

“... les individus... ne seront jamais transparents à eux-mêmes, puisqu’il ne peut être question d’éliminer l’inconscient.”<sup>2264</sup>

S’agissant du symbolique, la critique de Karl Marx se fait directe, que l’idéologie soit conçue par ce dernier comme une compensation provisoire à un

défaut de maîtrise ou de rationalité des rapports avec le monde naturel ou entre les hommes ou comme une “solution fantasmée des contradictions réelles”<sup>2265</sup>, situation qui doit elle-même être dépassée. Et de citer la *Quatrième thèse sur Feuerbach* “... Le fait que le fondement profane (du monde religieux), se détache de lui-même et se fixe en empire indépendant dans les nuages, ne peut s’expliquer que par cet autre fait, que ce fondement profane manque de cohésion et est en contradiction avec lui-même.”<sup>2266</sup>, avant de conclure que “... la *constitution* de ces contradictions réelles est inséparable de cet imaginaire central.”

“(...) Elle se voit même dans le monde capitaliste occidental, où... le “désenchantement” du monde et la destruction des formes antérieures de l’imaginaire est allée paradoxalement de pair avec la constitution d’un nouvel imaginaire, centré sur le “pseudo-rationnel”, et portant à la fois sur les éléments derniers du monde et sur son organisation totale.”<sup>2267</sup>

“... l’obsession de la “rationalité” détachée du reste constitue un imaginaire au deuxième degré. La pseudo-rationalité moderne est une forme de l’imaginaire dans l’histoire ; elle est arbitraire dans ses fins ultimes pour autant que celles-ci ne relèvent d’aucune raison. Et elle est arbitraire lorsqu’elle se pose elle-même comme fin, en ne visant rien d’autre qu’une rationalisation formelle et vide. Le monde moderne est en proie à un délire systématique - dont l’autonomisation de la technique... “ au service ” d’aucune fin assignable est la forme la plus directement menaçante.”<sup>2268</sup>

Selon Cornélius Castoriadis de la seconde époque, un tel imaginaire s’attaque plus systématiquement à l’homme que cela ne fut le cas dans aucune société.

“Traiter un homme en chose ou en pur système mécanique n’est pas moins, mais *plus* imaginaire que de prétendre voir en lui un hibou... aucune société primitive n’a jamais appliqué plus radicalement les conséquences de ses assimilations des hommes à autre chose, que ne le fait l’industrie moderne de sa métaphore de l’homme-automate.”<sup>2269</sup>

Si les effets de tels modèles de comportements sont également impératifs dans le monde moderne, ils ne s’accompagnent pas du tout de la même

prégnance des croyances, mais sont posés comme des méthodes dont la logique reste externe : productivité, croissance, dans l'ordre de l'économique, jugées susceptibles de procurer des formes de bien-être, voire d'harmonie sociétale, dans l'ordre cette fois du social et du politique.

La rationalité économique est soumise au même type de distance critique : "L'économie... passe pour l'expression par excellence de la rationalité du capitalisme... Mais c'est l'économie qui exhibe de la façon la plus frappante... la domination de l'imaginaire à tous les niveaux."<sup>2270</sup>

"... la société moderne permet de voir la fabrication historique des besoins que l'on manufacture tous les jours sous nos yeux."<sup>2271</sup>. "... la place graduellement croissante que prennent... dans les dépenses des consommateurs... /les/ besoins " artificiels "..."<sup>2272</sup>.

"... couches dominantes sont elles-mêmes dominées par cet imaginaire..."<sup>2273</sup>.

Il ne s'agit pourtant pas d'un rejet naïf de la société de consommation.

"L'homme n'est pas ce besoin qui comporte son " bon objet " complémentaire, une serrure qui a sa clé... L'homme ne peut exister qu'en se définissant chaque fois comme un ensemble de besoins et d'objets correspondants... mais dépasse toujours ces définitions... elles sortent de lui-même... il les invente..."<sup>2274</sup>.

À la critique de la rationalité économique, s'ajoute celle de "l'organisation bureaucratique" dont il s'agit surtout ici d'appréhender l'évolution vers "... l'anticipation systématique de l'avenir...", "... machine auto-réformatrice et auto-expansive...", "... personnalité bien intégrée dans un groupe..." "... ajustement..." Mais notre auteur de conclure : "... cette évolution... indice très important des fissures et finalement de la crise du système bureaucratique, n'en altère pas les significations centrales. Les hommes... ne valent qu'en fonction des statuts et des positions qu'ils occupent sur l'échelle hiérarchique."<sup>2275</sup>

Pourtant, pour Cornélius Castoriadis, le projet social dont le statut se trouve assez profondément remanié reste global, ce en quoi il s'éloigne de la problématique récente de Claude Lefort, qui reste beaucoup plus méfiant face à de telles affirmations, comme il l'était déjà dans les débats sur l'organisation, on l'a vu.

En effet pour celui-ci, il y a dorénavant une diversité de formes de "contestation de l'ordre établi" qu'il s'agit de "révéler" : "Ce qui demeure de la pensée et de l'action révolutionnaire n'est, à nos yeux, que cela : la critique des structures de pouvoir et de l'aliénation qu'elles impliquent à tous les niveaux et dans tous les champs de l'activité sociale (...) Mais si elle /cette critique/ est révolutionnaire, elle est affranchie du mythe qu'une révolution pourrait, une fois, bouleverser de fond en comble la structure de la société et, comme l'imaginait Marx, supprimer l'aliénation."<sup>2276</sup>. Cette problématique de la "contestation" peut apparaître annonciatrice jusqu'à un certain point des mouvements de l'année 1968, mais sans doute plus nettement encore de ceux des décennies ultérieures.

Mais elle est également contemporaine de mobilisations menées dans le monde étudiant au sein de l'UNEF par les responsables de la puissante Fédération des groupes d'Études de Lettres, dite Paris-Lettres ou Paris-Sorbonne, ainsi que par l'Association générale des Étudiants en Médecine de Paris (AGEMP). Sous l'influence de théoriciens d'un marxisme non dogmatique, principalement André Gorz /*Michel Bosquet*/ et Lucio Magri, l'accent est mis par des militants dissidents de l'UEC qui entretiennent également des contacts avec *La Voie communiste*, fondée en 1958, sur les contradictions spécifiques du néo-capitalisme à l'université - dont les effets y sont anticipés, mais se font attendre, en l'absence du manque de réforme - qui est supposé avoir besoin de former des masses de techniciens spécialisés et sur les aliénations particulières à la vie étudiante : passivité, individualisation, dépendance économique. Menée d'une manière très avant-gardiste, ce qui s'éloigne bien évidemment de la perspective de notre auteur, mais néanmoins censée induire le développement de la spontanéité, grâce au quadrillage par des groupes syndicaux de base, allant jusqu'à mettre en cause la

relation pédagogique, cette tentative de mobilisation syndicaliste révolutionnaire vise à établir un contrôle étudiant sur l'université, alors que les revendications de ce monde de futurs techniciens devait naturellement converger avec les revendications ouvrières, ce qui ramène à une "centralité" sociale qui s'éloigne de l'analyse de Claude Lefort et ne se produit pas. Des systèmes de revendications définis un effet démultiplicateur était escompté (de l'obtention de cours photocopiés gratuits à l'établissement d'un contrôle étudiant sur les centres de photocopie et à celui de la mise en cause du cours magistral, avec en particulier ces fameux "groupes de base", par exemple, toutes revendications qui convergent vers une forme d'interprétation et de mobilisation qui répond aussi au surpeuplement de l'université, déjà mentionné.<sup>2277</sup>

Quant à Claude Lefort, il s'adresse sans doute surtout à ceux des marxistes révolutionnaires qui n'ont pas autant que le groupe "Socialisme ou barbarie" rompu avec le "communisme réel", voire aux progressistes au sens large, mais l'auteur en vient à expliciter des questions qui n'ont guère été abordées dans "Socialisme ou barbarie", même si les destinataires directs apparents sont des réformateurs communistes : "Si véhémente et sincère soit-elle /" ... la critique du stalinisme "/... tant que n'est pas remise en question leur conception première de la politique : tant que la monopolisation du pouvoir par les dirigeants en place, le refus de faire droit à la diversité des opinions et des revendications, l'étouffement des oppositions\*... continuent d'être traités comme des phénomènes secondaires dont la signification ne peut être appréciée qu'en raison de la fonction qu'ils jouent dans le maintien d'un mode d'organisation économique ; tant que les épisodes sanglants de la dictature, enfin, ne sont pas perçus comme un reflet, extrême sans doute, mais naturel du totalitarisme." (\* souligné par la commentatrice).<sup>2278</sup>

Après avoir insisté sur les insuffisances de l'approche marxiste, l'auteur vise notamment à la prise en compte du politique.

“C’est dire que la critique du système bourgeois et de son fonctionnement, au lieu de jeter le discrédit sur les phénomènes politiques, devrait investir à ce niveau le maximum de sens possible, joindre à l’examen du système représentatif et à celui des relations de pouvoir entre les groupes, et entre les organisations où ils sont partiellement insérés, une étude comparative de ces organisations mêmes, partis et syndicats notamment, de leur fonctionnement interne, de la diversité de comportements, de valeurs, de modèles qui s’y manifestent.”<sup>2279</sup>

Une fois admise “l’efficacité symbolique” du “modèle politique démocratique”<sup>2280</sup> sans y souscrire alors et voulant dépasser l’alternative libérale/marxiste, l’auteur vise à poser des jalons pour une investigation du sujet démocratie, tant dans les domaines politique, défini par “... l’aménagement des rapports de pouvoir et d’autorité”<sup>2281</sup> et économique que dans ceux de “l’information” (“... tout ce qui concerne la constitution et la diffusion du savoir...”<sup>2282</sup> et de la “personnalité” “... tout ce qui concerne le jeu d’affects, de motivations et de représentations en vertu duquel un objet social quelconque se trouve lié positivement ou négativement au désir des hommes dans une culture donnée”<sup>2283</sup>. Considérant que “loin de se faire le prisonnier du mythe parce qu’il prend en charge une représentation trouble, il s’en libère du seul fait qu’il assume la position de l’interrogeant”<sup>2284</sup>, l’auteur désigne des “concepts énigmes” : “communauté”, “égalité”, “autonomie”, “participation”, “mobilité”, “ouverture”, “conflit”<sup>2285</sup>, à partir desquels mener, selon lui, l’investigation critique.

Dans la Plate-forme générale de “La Tendance”, il n’était guère question d’efficacité symbolique, mais toujours essentiellement de la critique d’un leurre rongé par la bureaucratie dans le cadre du “totalitarisme actuel” comme dans “Le mouvement révolutionnaire sous la capitalisme moderne” : “... la démocratie bourgeoise a déjà effectivement disparu... par la bureaucratisation de toutes les institutions étatiques et politiques et l’apathie concomitante de la population /la capacité de répondre aux demandes économiques les plus pressantes et l’erreur corrélative de formuler de manière privilégiée de telles exigences étant considérées comme des facteurs essentiels d’une telle situation/ (...) forme adéquate de domination du capitalisme moderne qui ne pourrait pas se passer de partis (y compris socialistes et communistes) et de syndicats, désormais rouages essentiels du

système à tous points de vue.”<sup>2286</sup> Que des négociations puissent rester conflictuelles, résulter de rapports de forces, s’accompagner en outre de tactiques et stratégies complexes, telle que la disqualification radicale d’un allié potentiel au sein d’un “camp” par le ou les “camps” adverses, ainsi qu’il en fut des communistes par rapport aux socialistes, eux-mêmes en majorité fort méfiants, sous la IV<sup>e</sup> et au début de la V<sup>e</sup> Républiques, de même par ailleurs que les alliances tellement conflictuelles, notamment entre les même partis, que leurs adversaires peuvent anticiper que l’un des “alliés” ne soutiendra par l’autre jusqu’au bout, ne sont pas pris en compte à ce stade au moins du raisonnement.

Par rapport à celles développées dans “le mouvement révolutionnaire sous la capitalisme moderne”, dans “Marxisme et théorie révolutionnaire”, les orientations théorico-idéologiques de Cornélius Castoriadis marquent une rupture, souvent annoncée dans la “Plate-forme générale de 1963” sur le fond, mais au moins autant dans la déclaration de rejet de nombre d’aspects de la théorie de Karl Marx et non plus seulement des “marxistes” communistes ou d’extrême gauche. En outre, ses rapports avec des intellectuels se sont approfondis, sans que les différences ne s’effacent alors, même s’il commence à privilégier ce type de débats, comme ceux des anciens trotskistes américains dont il a constamment été assez proche.

Ses nouveaux sujets d’intérêt commencent seulement à se dégager et surtout ne sont guère devenus gratifiants alors. Ainsi, il faudra attendre 1973, dans le contexte de l’après-1968, soit six ans après la dissolution définitive de “Socialisme ou barbarie” pour que ses textes rédigés pour la revue, accompagnés d’introductions, présentations et commentaires soient publiés en 10/18 ; 1975, huit ans après “Socialisme ou barbarie” pour que paraisse *L’institution imaginaire de la société* dont la première partie est donc constituée de “Marxisme et théorie révolutionnaire”.

De même faudra-t-il attendre 1972 pour que Cornélius Castoriadis publie “Le monde morcelé” dans *Textures*<sup>2287</sup>, soit tout de même cinq ans après le dernier numéro de *Socialisme ou barbarie*, peu de temps après que Claude Lefort eût dirigé avec Marcel Gauchet un numéro de la même revue intitulé “Du politique” ; c'est par ailleurs dès l'année suivante que, de son côté Jean-François Lyotard, publie deux nouveaux ouvrages dont la présentation fait également référence à son passé au sein de "Socialisme ou barbarie".<sup>2288</sup>

La seule publication de Cornélius Castoriadis assez proche dans le temps de la fin de “Socialisme ou barbarie” est *La brèche* avec Claude Lefort mais aussi Edgar Morin, sous le pseudonyme de Jean-Marc Coudray.

Lorsque Cornélius Castoriadis complète “Marxisme et théorie révolutionnaire”, dix ans après le début de sa publication, la critique, on l'a dit, ne vise plus tant le marxisme que, beaucoup plus explicitement qu'alors, la “logique-ontologie héritée”.

Examinons comment s'opère ce glissement de la critique du marxisme à celle de la “réflexion héritée” : intellectuellement, il correspond à une explicitation du rejet de toute “théorie achevée” qui postule un “monde déjà fait”, qui peut être totalement appréhendée par la pensée de l'existant.

Selon l'auteur, s'attachent à la connaissance, les nombreuses réponses aux questions qui concernent “... la société” (“... qu'est-ce que l'unité et l'identité... d'une société, ou, qu'est-ce qui tient une société ensemble ?”) et de fait plus encore l'histoire qui est au centre de sa réflexion : “ ... comment et pourquoi y a-t-il altération temporelle d'une société, en quoi est-elle altération, y a-t-il émergence du nouveau dans cette histoire, et que signifie-t-elle ?” ; elles se ramènent à deux types “physicaliste” et “logiciste”. Pour lui, le “... fonctionnalisme est le représentant le plus pur et le plus typique de ce point de vue...”.



“Le fonctionnalisme... explique l’organisation sociale comme l’ensemble des fonctions visant à les satisfaire /” les besoins humains ”/.”

“... les besoins humains, en tant que sociaux et non simplement biologiques, sont inséparables de leurs objets, et les uns comme les autres sont chaque fois institués par la société considérée.”<sup>2289</sup>

Cornélius Castoriadis critique rapidement le structuralisme, la “forme la plus pauvre du logicisme...”. “La même opération logique, répétée un certain nombre de fois, rendrait ainsi compte de la totalité de l’histoire humaine... Mais même en phonologie dont le structuralisme n’est qu’une abusive extrapolation - on ne peut pas s’appuyer sur la donnée *naturelle* d’un ensemble fini d’éléments discrets - phonèmes ou traits distinctifs pouvant être émis ou perçus par l’homme.” “... la détermination, la position simultanée des phonèmes et de leurs différences pertinentes est une institution... par chaque langue.”<sup>2290</sup>, avant de considérer : “... à l’extrême opposé et sous sa forme la plus riche, la logique mise en oeuvre /qui/ prétend remuer toutes les figures de l’univers matériel et spirituel... Elle doit aussi les engendrer les unes à partir des autres, et toutes à partir de même élément premier ou dernier...”

“ Il est sans aucune importance que cet élément soit dénommé raison comme dans l’hégélianisme, matière ou nature, comme dans la version canonique du marxisme... De la société comme telle il ne reste, dans tout cela, rien; rien qui soit l’être propre du social, qui manifeste un mode d’être différent ; ... Il ne reste pas non plus grand chose de l’histoire, de l’altération temporelle...”

“ ... la question de l’histoire est question de l’émergence de l’altérité radicale ou du nouveau absolu (...) Ce n’est donc pas un hasard si l’élément même dans et par lequel se déploie éminemment le social-historique, à savoir les significations, est ignoré...”<sup>2291</sup>.

Le thème de la création du “nouveau” est au centre de l’interrogation de Cornélius Castoriadis, après l’avoir été très tôt de celle de Claude Lefort, aussi bien dans “L’analyse marxiste et le fascisme”, de 1945, “Capitalisme et religion au XVI<sup>e</sup> siècle : le problème de Weber”, 1952, que dans “Le totalitarisme sans Staline”, 1956, longuement analysés dans la II<sup>e</sup> partie de ce texte, articles qui, du point de vue du devenir social, posent de manière lancinante, en creux, la question de la non

apparition du socialisme prolétarien comme forme sociétale et politique, malgré la persistance de la contestation dans l'entreprise, le champ des "réformes", pas plus que l'évaluation de ces dernières, qu'il s'agisse des politiques publiques ou des relations institutionnelles entre partenaires sociaux étant pratiquement absent de *Socialisme ou barbarie*.

Cette question du nouveau, nouveau radical comme chez Claude Lefort, où il s'agissait de l'instauration du fascisme, du développement décisif de la bourgeoisie et du capitalisme bureaucratique d'État, sans guère s'appesantir sur les prolégomènes, ce qui, en particulier, force vivement l'analyse wébérienne, qui s'attache longuement aux origines même très lointaines de l'esprit bourgeois, condamne selon lui la pensée hégélienne dont il donne une interprétation téléologique.

"La fin de l'histoire ennue les commentateurs de Hegel ; intelligence insuffisante des nécessités de la pensée du philosophe, pour laquelle cette fin avait déjà eu lieu avant que l'histoire ne commence... Car l'histoire ne peut pas être Raison si elle n'a pas une raison d'être, qui est sa fin..., qui lui est... aussi nécessairement fixée... que les voies de sa progression. Ce n'est là qu'une autre manière de dire que le temps est aboli comme il l'est dans toute véritable téléologie..."<sup>2292</sup>.

Au demeurant, on peut noter que, lorsqu'il s'attache à la connaissance, Cornélius Castoriadis met sur le même plan des approches philosophiques et de sciences sociales dont il ne s'attache à aucun moment à dégager la valeur heuristique, mais exclusivement à critiquer la logique ou la logique supposée, au profit de nouvelles approches : "... les particules élémentaires et le champ cosmique, l'auto-organisation du vivant, l'inconscient ou le social-historique (...)"<sup>2293</sup>.

Ce sont ces nouvelles démarches qui, selon l'auteur, ont en commun de rompre avec toute théorie finie : "La connaissance de ces objets n'a été possible qu'en

fonction de la création de nouvelles significations ou matrices de significations... spécifiques dans chacun des cas considérés... ”<sup>2294</sup> .

“Si la thèse empiriste sceptique est prise absolument et radicalement, elle pulvérise tout... si elle est prise relativement, elle est obligée de concéder des probabilités dans les phénomènes ou, comme Hume, des habitudes chez le sujet, donc déjà de nier l'idée d'un chaos absolu.”<sup>2295</sup>

“Lorsque la philosophie critique... refuse, dans une première étape, l'idée d'une organisation quelconque de ce qui se donne... elle le fait parce qu'elle pose qu'une telle organisation ne posséderait jamais de nécessité... la seule nécessité étant par définition... celle qui découle des nécessités même de l'acte de penser. Mais elle doit rencontrer à des étapes ultérieures, cette constatation que rien dans la pensée elle-même n'assure... que le prétendu chaos des sensations est quand même *organisable*, mais déjà d'une certaine façon organisé...” “La philosophie critique doit alors reconnaître entre la conscience et l'être ainsi du monde une correspondance qu'elle qualifie d'” heureux hasard.”<sup>2296</sup>

L'interrogation principale de l'auteur porte de fait sur la construction de “nouvelles significations” ou “matrices de significations”, les idéologies prenant une place essentielle qui n'est plus seulement après avoir été longtemps extrêmement sous-estimées dans “Socialisme ou barbarie”, sauf jusqu'à un certain point par Claude Lefort, pour appréhender les césures historiques, on l'a vu, et tout en étant chez Cornélius Castoriadis un instrument essentiel de mobilisation.

“Qu'une vie sociale ait pu exister montre que cette logique identitaire ou ensembliste a prise sur ce qui est...”<sup>2297</sup> .

“... dans quelle mesure... la société peut-elle reconnaître vraiment dans son institution son autocréation, se reconnaître comme instituante, s'auto-instituer explicitement et surmonter l'autoperpétuation de l'institué en se montrant capable de le reprendre et de le transformer selon ses exigences à elle et non selon son inertie à lui, de se reconnaître comme source de sa propre altérité - ce sont là des questions, la question de la révolution, qui non pas dépassent les frontières du théorisable, mais se situent d'emblée sur un autre terrain. Si ce que nous disons a un sens quelconque, ce terrain est le terrain même de la créativité de l'histoire.”<sup>2298</sup>

C'est dans ce texte que la démocratie grecque est pour la première fois donnée comme exemple de rupture décisive.

“Et celle-ci a déjà fait des ruptures presque comparables. Celle, par exemple qui, il y a vingt-cinq siècles, par l'institution simultanée et consubstantielle de la démocratie et de la philosophie, a inauguré la mise en question explicite par la société de son propre imaginaire institué.”<sup>2299</sup>

On peut donc dire que se trouve annoncées les prémisses du programme des séminaires.

Avec “Marxisme et théorie révolutionnaire”, sans abandonner l'engagement, Cornélius Castoriadis a confirmé la rupture non seulement avec le projet militant organisationnel qui avait prévalu avec “Socialisme ou barbarie” et s'était confirmé avec la création de “Pouvoir ouvrier”, entreprise qui reposait largement sur lui, sa volonté, son dynamisme, ses capacités organisationnelles, ses ressources financières, mais il se dégage aussi d'un type de discours militant marqué par la simplification des formes discursives, du raisonnement, du système de références, à la suite de Claude Lefort : “On ne voulait pas s'avouer qu'il est impossible d'écrire en faisant droit à la complication de l'histoire et à tous les détours de pensée qu'elle commande, dans une langue accessible à tous ; on ne voulait pas reconnaître que la revue n'était en fait lisible que par des intellectuels, des étudiants et des ouvriers qui avaient un effort exceptionnel de formation.”, alors que néanmoins il la caractérisait toujours en 1975 comme “... un cadre étroit et il faut le dire dogmatique...”<sup>2300</sup>.

Il s'affranchit d'une certaine manière de sa propre création pour un type différent de “vocation”, tant en termes de problématique que de registre. Nouveau coup de force symbolique - après celui tenté avec la formation de “Socialisme ou barbarie” dans le but de couper l'extrême/“ultra”-gauche de son passé et du poids de ses pères fondateurs pour la tourner vers ce que les créateurs

du groupe et de sa revue avaient cru générateur d'un devenir - avec une nouvelle synthèse "radicale", cette fois.

Quels en sont les destinataires ? Nouvelle sommation de changer aux extrême/"ultra"-gauche ? En tant qu'organisations constituées, celles-ci ne paraissent pas plus réceptives qu'en 1949. Restent leurs membres ou sympathisants. Des milieux moins structurés comme la mouvance anarcho-communiste, des franges du PSU, relativement lointain héritier des gauches indépendantes. Le registre désigne en tout cas dorénavant des militants idéologues dotés d'une compétence intellectuelle plus large et/ou des intellectuels engagés. Mode d'exercice assez particulier de l'engagement, qui se tient à distance de l'action, mais non plus forcément du champ intellectuel.

Le rôle plus que jamais central de Cornélius Castoriadis et même solitaire de l'auteur de "Marxisme et théorie révolutionnaire" au sein du collectif le désigne personnellement, sa nationalité étrangère exclut pourtant toujours l'engagement direct, alors que les médiations font plus que jamais défaut au sein de "Socialisme ou barbarie", en tout cas.

Quant au contenu, la place du socio-économique ne le rapproche pas nécessairement du politique. De ce point de vue la collaboration de Daniel Mothé dans *Esprit*, alors qu'il appartient par ailleurs à la CFDT correspond bien à un espace possible, non moins en tout cas que les organisations politiques. De même que l'insistance sur la situation et le rôle de ceux qui exercent des responsabilités, accentuation qui ne fera que s'accroître sous la plume de Daniel Mothé dans *Esprit*, peut conduire à douter quelque peu de l'apparente rencontre manquée entre "Socialisme ou barbarie" et mai 1968, en tout cas, avec un "mouvement étudiant", certes polymorphe, agrégeant lui-même différents types de mobilisation au sein d'un ensemble extrêmement complexe et qu'il l'est peut-être encore plus lorsqu'on tient compte des masses d'acteurs sans appartenance, mais qui reste de toute manière fort éloigné du monde de l'entreprise.

Si la revue cesse de paraître en 1965, le collectif, quant à lui, n'en finit plus de finir et de s'étioler en tant que tel, ce qui n'empêche pas une partie des participants de ces dernières années d'avoir été positivement très marqués par une aventure politico-intellectuelle qu'ils jugent positive, voire décisive, sans que leur degré de participation active soit toujours très explicite.

Ainsi, parmi les "anciens", dans l'entretien qu'il avait accordé à *L'Anti-mythes*, Daniel Mothé indiquait "... être resté... jusqu'à la dissolution de 1965".<sup>2301</sup> Pourtant des réunions se tiennent jusqu'en 1967.

Lorsque Cornélius Castoriadis propose l'auto-dissolution, la plupart des "anciens" encore participants l'accepte, Jacques Signorelli, *Garros*, son épouse Louise, Georges Petit, *Pédro*. Le seul à s'y opposer est *Benno Sarel*.

Parmi ceux qui, sans avoir vécu toutes les différentes périodes de "Socialisme ou barbarie", sont restés de nombreuses années, Sébastien de Diesbach, *Simon Chatel*, est déjà parti pour des raisons professionnelles et familiales. Mais la nature de son travail dans une direction du personnel, où il s'investit dans l'organisation l'éloigne aussi ; il deviendra ultérieurement consultant en restructuration d'entreprise. Nombre d'anciens percevront son départ comme un éloignement politique. Lui le pose d'une manière plus complexe : "il y avait des contradictions entre les idées et les activités professionnelles, des contradictions qui étaient le fait de *Corneille*. Quand on disait opposition dirigeants/exécutants, c'était vrai, mais le management avait compris cela, et était capable de donner un certain degré de décision. Le management à l'américaine... : Gélénier à la CEGOS existait. J'ai fait une conférence à la CEGOS en 1960. Moi et *Corneille*, *Drükner* on connaissait ; on ne connaissait pas les États-Unis, on connaissait intellectuellement, on savait qu'il y avait cette capacité à l'américaine. J'ai travaillé d'abord dans des usines françaises, puis dans des usines dirigées par des Américains, Bull-Westinghouse. J'ai vu ça de très près." "On ne peut pas vivre dans une organisation de ce genre sans devenir ambitieux ; j'ai toujours été ambitieux." "J'étais de plus en plus convaincu que la société ne s'écroulerait pas." Son cheminement n'est néanmoins pas

dépourvu de contradictions. “Pendant les événements de 1968 (...), j’ai eu une influence personnelle sur les événements /explique-t-il/. Je me suis mis dans la bagarre de façon personnelle dans les comités. Tant et si bien que je me suis fait f... à la porte.” “J’ai été un des rares cadres français à s’être fait licencier à la suite des grèves de 1968. J’étais le bras droit du PDG. Le premier jour : réunion de tous les cadres. A leur stupéfaction, j’ai pris la parole pour leur dire de faire la grève en même temps que les ouvriers. Les types me connaissaient : à quelques voix près, il y a eu la majorité, et comme le patron était progressiste, les gens se disaient que c’était fait en accord avec le patron. Dans les premiers jours de 1968, j’ai vraiment cru qu’il pouvait y avoir une cassure. Qu’est-ce que je fais ? Toutes les choses dans lesquelles j’ai cru, puis j’ai beaucoup moins cru - et puis, jusqu’à plus croire du tout. Il faut mettre cette usine en autogestion.” “On a fait des recherches de liaison entre ouvriers et étudiants...”<sup>2302</sup>.

Daniel Blanchard, *Canjuers*, aussi est parti, désireux de se consacrer à l’écriture poétique.

Parmi les plus jeunes, des frères Ferrand, l’un a quitté “Socialisme ou barbarie”, sans opposition d’ailleurs : il se marie et part vivre à la campagne, où il exerce le métier d’artiste peintre, abstrait, présentant ses oeuvres en dehors des circuits commerciaux. Tous deux ont participé à toutes les activités et considèrent avoir reçu une formation politique et intellectuelle décisive. Le premier pense néanmoins que son départ fin 1963-début 1964 est peut-être lié à la faiblesse des activités pratiques, sachant qu’il ne se considérait pas comme un “théoricien”, ne pouvant donc guère apporter sa “pierre” Quant au second, dont le pseudonyme était *Galois* et qui a appartenu à l’Anti-tendance “Pouvoir ouvrier”, il insiste plus encore sur la formation intellectuelle qu’il aurait reçue. Il ne participe pas au dernier vote sur l’autodissolution, mais a néanmoins le souvenir d’être resté jusqu’à la fin. Pour lui, l’autodissolution était normale, le collectif étant resté de plus en plus “décalé” ou en avance à cause des problèmes soulevés : il en résultera une impression de “déjà vécu” en 1968.<sup>2303</sup>

Aux “anciens” qui étaient encore là au moment de l’auto-dissolution et qui ont pu être interrogés, ce qui exclut *Benno Sarel*, le registre leur paraissant

s'être trop éloigné de leur propre manière de poser les problèmes. La démarche de Jacques Signorelli, *Garros* est de ce point de vue significative : "Tout le monde a été concerné et remis en cause. Les textes sur le "marxisme", on les a lus. On a eu une opinion ; ça déchirait\* tellement de fibres profondes. Le marxisme, c'était quand même pas rien pour nous. On s'était fait couper en rondelles pour. Mais finalement on l'a digéré ça. Peut-être mal. Mais on l'a digéré ça. Je parle de quelques - uns, ma femme, mes copains, Georges Petit, étaient là. *Maxie* et *Mothé*, on le voyait assez bien, ils étaient drôlement choqués\*. Ils étaient d'accord, ils étaient quand même d'accord, puisqu'ils étaient restés de ce côté. Ils n'étaient pas allés du côté de Lyotard, *Véga*. Bien que *Mothé* regrettât beaucoup l'absence de Lyotard. C'était vraiment un élément ami et important... Mais c'est surtout après quand Castoriadis a théorisé avec l'imaginaire, alors là, je dois dire... Je lui ai dit d'ailleurs... ce n'est plus de la politique, même de la politique d'un niveau élevé... Mais c'était vraiment de la spécialisation philosophique..."<sup>2304</sup>.

Pourtant, même en l'acceptant, nombre d'entre eux regretteront en outre une telle fin. Ainsi Georges Petit, *Petro* : "... pendant longtemps après la dissolution de "Socialisme ou barbarie", j'ai cru qu'il y avait quand même la place, qu'il devait y avoir quand même quelque part un lieu où les gens pourraient se rencontrer pour mettre des expériences en commun et pour s'enrichir mutuellement par ces expériences diverses."

Le processus qu'il décrit en même temps n'est pas seulement celui d'un deuil, mais également celui d'un désenchantement : " Il reste quand même un petit regret pour un ancien militant comme moi... le petit regret de ne plus avoir cette espèce de cellule, de groupe, dans lequel on pourrait poser des questions, même si on ne venait pas pour poser des questions comme ça, mais on a l'impression qu'on participa à un mouvement plus important, c'est peut-être un peu ça. Je crois que c'est le regret de ne plus participer à un mouvement dans lequel on croyait, une espèce de destinée historique, maintenant, tout devient bien plus plat, bien plus modeste." <sup>2305</sup>

Bien qu'ils aient suivi Cornélius Castoriadis, le changement de registre auquel ce dernier aboutissait, ainsi que la fin corrélative de l'expérience commune, sont douloureux.



Quelques personnes refusent l'auto-dissolution de 1967 ; parmi eux, *Benno Sarel* est le "seul chef historique"<sup>2306</sup> qui de fait n'a jamais exercé un tel rôle, même s'il est arrivé très tôt ; les trois autres sont Christian Descamps, Danielle Guillerm, Alain Guillerm, alors qu'Alain Guillerm considère qu'Enrique Escobar et Jeanne Descamps étaient également proches d'eux.

Dans l'entretien accordé, Alain Guillerm déclarera "Je suis l'autre moitié de "S ou b" au moment de la rupture."<sup>2307</sup> Ce dernier, arrivé en 1962, appartient à la dernière grappe générationnelle de "Socialisme ou barbarie", comme Enrique Escobar qui conteste tout à fait une telle version.<sup>2308</sup>

Très attiré par l'autonomie politique au moment de l'entretien, mouvement qu'il voit comme un prolongement de "Socialisme ou barbarie" - pour lui, une partie des groupes italiens, il cite celui de Gênes et même Toni Negri -, Alain Guillerm expose une analyse très "politique" des dernières années de "Socialisme ou barbarie" - ainsi, il présente le départ de Daniel Mothé et de son épouse comme une "démission" sur une base "social-démocrate". Lui-même, par ailleurs influencé a les thèses situationnistes et attiré par des expériences ludiques qui ne vont pas sans choquer une partie des autres, le terme de "partouze" sera même employé par des proches, a appartenu parallèlement aux ESU, puis au PSU. Pour lui, le départ de "Pouvoir ouvrier" avait prélué à une renaissance du groupe "Socialisme ou barbarie" avec la publication de "Recommencer la révolution". Il mentionne un essai avorté d'intervention auprès des mineurs en grève en 1963, conjointement avec "Pouvoir ouvrier", tentative qui n'aurait pas abouti à la suite de l'impossibilité volontaire ou non, d'utiliser une voiture commune. Lui-même et quelques autres membres de "Socialisme ou barbarie" auraient tenté de distribuer un tract dans le PSU. Quelques mineurs effectivement intéressés par de tels contacts, seraient finalement partis à *Lutte ouvrière*, alors que *Taubé*, lui-même membre de "Socialisme ou barbarie" / "Pouvoir ouvrier", et auteur d'un mémoire sur le groupe, aurait de son côté rejoint la même organisation<sup>2309</sup>, après y avoir fait de "l'entrisme".<sup>2310</sup>

De fait, la période activiste paraît bien close. S'il ramène une telle évolution à "un refus" par Cornélius Castoriadis de tout "débouché politique"<sup>2311</sup>, Alain Guillemin semble avoir été bien isolé dans sa tentative de faire renaître l'activisme.

IX. 5/ "Socialisme ou barbarie" après "Socialisme ou barbarie" : *Esprit* un moment de la construction d'une image *a posteriori*.

La réflexion sur la manière de penser le "nouveau" contenue dans *L'institution imaginaire de la société* marque un retournement. Omniprésente au fond dans "Socialisme ou barbarie" : les représentants du "prolétariat" ont créé l'inverse de la société attendue - le communisme ; le prolétariat n'a pas été créateur du "nouveau", contrairement aux transformations qui ont abouti à la création de la société bourgeoise, capitaliste et à l'apparition du politique, dans lesquelles la bourgeoisie aurait joué un véritable rôle. Par contre d'autres régimes d'oppression sont nés des sociétés divisées : les différentes formes de totalitarisme.

L'aventure de "Socialisme ou barbarie" peut être résumée à une longue recherche du prolétariat sujet ou capable d'autonomie, avant de reconnaître cette dernière comme un échec. Parallèlement, se développe la critique de tout ce qui empêche un sujet et/ou le prolétariat et/ou le "nouveau" de se développer, ses représentants, surtout communistes, mais pas seulement, la représentation, et au-delà le politique ; sa condition avec l'extension et la modification de l'analyse de l'aliénation, voire la manière de la société de se penser, avec une critique de la philosophie occidentale chez Cornélius Castoriadis.

L'image de "Socialisme ou barbarie" se construit en grande partie *a posteriori*. On a déjà noté des moments de cette construction, mais celle-ci se poursuit

bien au-delà de l'existence du groupe. C'est pourquoi l'analyse sera elle-même complétée.

En effet, certes les derniers textes de Cornélius Castoriadis dans la revue du même nom tiennent une bonne place dans les appréciations ultérieures sur "Socialisme ou barbarie" - on a dit que "Marxisme et théorie révolutionnaire" est publié en livre au Seuil sous le titre *L'institution imaginaire de la société* en 1975 - mais ce sont au moins autant des textes ultérieurs dont la diffusion est plus large et donc l'audience également plus grande qui permettent une telle modification.

La participation à *Esprit* constitue un moment non négligeable dans ce changement d'appréciation : ces textes portent sur au moins trois types de sujets et demi : le social, le communisme réel, mais également le politique, essentiellement sous la plume de Claude Lefort et, dans une moindre mesure, sur le caractère dominateur du modèle rationnel occidental, sous celle de Cornélius Castoriadis. On verra également qu'une partie d'entre eux rejoignent deux mobilisations en faveur, l'une de la perspective autogestionnaire, telle qu'elle est en particulier défendue par la CFDT, l'autre contre le totalitarisme.

La revue encore personnaliste dispose d'un lectorat relativement étendu et en outre varié, sans commune mesure en tout cas avec celui de *Socialisme ou barbarie*. La collaboration de nos auteurs avec une telle revue constitue en soi une rupture.

Entre les textes de l'époque de "Socialisme ou barbarie" et ceux qui leur sont ultérieurs, il y a de réelles continuités et de notables ruptures, outre cette collaboration elle-même, - au moins aussi grandes que celles qui ont marqué la vie du collectif - : on va s'efforcer de les dégager. Disons dès à présent que dans *Esprit* sur le social les écrits de Daniel Mothé, devenu militant de la CFDT et même propagandiste de sa Confédération après mai 1968, tiennent une bonne place, ce qui

est en soi une rupture avec la critique des syndicats qu'il a longtemps exposée dans *Socialisme ou barbarie*. S'il reste critique vis-à-vis des communistes, l'est aussi face aux gauchistes - *a fortiori* en cas de dérives violentes de plus en plus fréquentes pendant la période - et au "léninisme" en général, à cause en particulier de la dimension autoritaire et centralisatrice de celui-ci, sa critique des communistes a évolué : différente selon la politique qu'ils mènent, elle porte moins sur les buts supposés de ces derniers que sur leur refus, plus ou moins explicite selon les moments, de l'*aggiornamento* de la gauche dans une perspective autogestionnaire qu'il soutient alors avec vigueur. S'il défend explicitement le pluralisme politique, il n'en reste pas moins critique vis-à-vis du politique dont il juge la relation avec les citoyens superficielle, occasionnelle et éloignée des aspirations et du vécu de ces derniers. Cornélius Castoriadis n'abandonne guère quant à lui le registre de la critique radicale seul moyen dont il dispose selon lui de favoriser la venue du "nouveau", ce qui n'exclut pas une analyse relativement modérée du PCF et de son évolution ni la reconnaissance de la nature différente, plus démocratique des autres partis. Quant à Claude Lefort son approche change d'échelle avec une nouvelle approche globale des phénomènes politiques. Corollaire d'une nouvelle définition du totalitarisme, négateur de la division sociale, il définit maintenant la démocratie politique comme " le " régime qui laisse s'exercer les effets de cette dernière. C'est dire qu'on est arrivé bien loin des antagonismes irréductibles qui ne peuvent entraîner que la soumission radicale de l'adversaire, logique qui a longtemps prédominé dans *Socialisme ou barbarie*, y compris sous sa plume.

Daniel Mothé y collabore très régulièrement depuis la fin de l'année 1965, alors qu'il ne donne qu'un seul article sur le monde de l'entreprise dans *Socialisme ou barbarie* après 1963, le plus souvent au moins au cours des premières années sous la forme de brèves descriptions/interprétations, souvent consacrées aux loisirs populaires : sports, jeux, variétés, danse, etc...<sup>2312</sup>, mais également à la vie politique. Cette dernière est appréhendée le plus souvent sous l'angle des rapports entre politique et mondes ouvrier, mais également étudiant. Ses premières analyses

restent proches de l'état de la problématique de réorientation de Cornélius Castoriadis, dans un registre plus léger et plus serein. En tout, une cinquantaine de textes de 1965 à 1976, soit en moyenne près de 4 et demi par an, si l'on exclut la première année où il ne donne qu'une contribution au dernier trimestre, mais sa collaboration est plus fréquente au cours des premières années : 8 textes en 1966, 6 en 1967 et 1968, de 3 à 5 par an entre 1969 et 1972, 3 chacune des quatre dernières années. Par contre, à partir de 1971, il s'agit souvent de textes nettement plus longs qui ont assez fréquemment le statut d'articles, alors que jusqu'en 1970, il s'agit principalement de brèves collaborations dans le cadre de la rubrique "Journal à plusieurs voix".

En 1972, à la suite d'un grave accident qui rend impossible la poursuite de son activité professionnelle, ce qu'il perçoit comme une opportunité d'abandonner le travail manuel, il entreprend une formation supérieure - à l'École pratique des Hautes études selon l'entretien accordé à *L'Anti-mythes* en 1976, au CNAM, et deviendra sociologue contractuel au CNRS.<sup>2313</sup>

Jamais nombreuses, les contributions de Cornélius Castoriadis ne débutent qu'en 1976 et se poursuivent par contre jusqu'en 1978. Quant à celle de Jean-François Lyotard, elle est tout à fait occasionnelle : un seul article en 1969. Claude Lefort y donne quant à lui plusieurs articles à partir de 1976, nettement plus que Cornélius Castoriadis et sa contribution se prolongera beaucoup plus tard.

Peut-on parler pour autant de liens avec un nouveau réseau, après celui qui s'est développé entre des membres de "Socialisme ou barbarie" et d'anciens collaborateurs essentiels d'*Arguments* ?

Sans doute pas pour Jean-François Lyotard dont la collaboration reste exceptionnelle.

Celle de Daniel Mothé et Cornélius Castoriadis, est un temps parallèle aux articles qu'ils donnent l'un et l'autre dans *CFDT Aujourd'hui* : trois de Daniel Mothé, un en commun de Daniel Mothé et Cornélius Castoriadis, un seul de Cornélius Castoriadis.<sup>2314</sup>

L'intérêt manifesté par Claude Lefort pour la CFDT est surtout ultérieur. Mais il exprime en particulier un très profond soutien à l'orientation de cette confédération par exemple dans "Le socialisme à la française" de 1982<sup>2315</sup>. Ce dernier article est publié dans le premier numéro de *Passé Présent* dont Claude Lefort est le directeur, dans le comité de rédaction de cette revue éditée par Ramsay : Marc Richir, philosophe bruxellois, et Miguel Abensour, agrégé de science politique, comme dans *Textures*, et dans *Libre* pour ce dernier, *Libre* était édité par Payot, Marc Richir était l'éditeur de *Textures*. Cornélius Castoriadis faisait partie des deux premiers comités de rédaction (*Libre*, *Textures*). C'est par contre en 1978 que Claude Lefort débat dans *Faire*<sup>2316</sup>, la revue de la mouvance rocardienne, dont Gilles Martinet est le directeur ; on a vu, par ailleurs, la tentative de ce dernier d'insérer les thèses autogestionnaires au sein du Parti socialiste et on verra sa participation active au Front antitotalitaire.

Cependant, les contributions de Claude Lefort portent essentiellement de manière directe ou indirecte sur le totalitarisme, comme une partie de celles de Cornélius Castoriadis, d'ailleurs -. Mais, en outre, celles de Claude Lefort portent corrélativement sur le politique ; sa problématique qu'on analysera marquant une rupture très nette avec ceux qu'il avait publiés dans "Socialisme ou barbarie", en même temps qu'une continuité dans le rejet toujours fort critique du champ intellectuel concret. On aura à considérer l'engagement et même la mobilisation d'intellectuels antitotalitaires qui prennent de la force en France en particulier à partir de 1975-1976 et la place importante que tint Claude Lefort dans cette dernière.

Daniel Mothé consacre beaucoup de ses textes à la défense de l'orientation de la CFDT dans les années 1970, même s'il continue à en donner sur d'autres thèmes. Il y incarne une figure originale qui prolonge en partie celle qu'il avait acquise progressivement dans *Socialisme ou barbarie*, et grâce à ces collaborations dans d'autres journaux, en particulier *L'Express*, celle d'un militant ouvrier doté d'une compétence intellectuelle qui lui permet de tenir un discours d'observateur de son milieu et qui prend position sur ce dernier et sur son devenir. Cette figure qu'il incarne pleinement à *Esprit* se double dorénavant de celle de militant de la CFDT.

Même s'il était devenu militant syndical alors qu'il était encore membre de "Socialisme ou barbarie", on l'a vu, ce qui constituait déjà une notable rupture dans l'histoire du collectif, cet engagement public en tant également que militant syndical en constitue une seconde.

Cornélius Castoriadis interviendra également sur ces sujets dans *CFDT Aujourd'hui*; les thèmes qu'il aborde dans *Esprit* étant très divers alors.

La mobilisation autour de l'autogestion à la CFDT ne concerne nullement Claude Lefort qui ne collabore donc à *Esprit* que dans la deuxième partie de la décennie et sur d'autres sujets, essentiellement sur le communisme, et plus tard encore à *CFDT Aujourd'hui*, en 1982 également sur le communisme, et 1989 sur l'individu.<sup>2317</sup>

La démarche de Cornélius Castoriadis peut être cette fois pleinement caractérisée comme intellectuelle engagée, tout en restant radicale au sens anglo-américain.

D'une certaine manière, l'engagement de Claude Lefort autour de l'antitotalitarisme aussi - comme d'ailleurs sa définition d'une démocratie capable

d'accueillir la contestation, et corrélativement d'une contestation qui cherche à enrichir la démocratie qu'elle reconnaît -. Mais lui avec l'antitotalitarisme se trouve engagé dans un processus d'échange et d'association avec des intellectuels d'orientations très différentes et loin d'être nécessairement radicales.

La plupart de ces textes sont antérieurs à l'arrivée de la gauche au pouvoir, mais également au "recentrage" de la CFDT, à laquelle Daniel Mothé restera attaché ultérieurement. Par contre, la période inclut 1974, année marquée par la convergence de membres du PSU et de la CFDT vers le Parti socialiste.

Daniel Mothé rejoint également le Parti socialiste, mais lui n'y reste qu'un an, à Paris 18<sup>e</sup>, où il rencontre notamment Lionel Jospin. Son appréciation est loin d'en être positive, tout en reconnaissant qu'elle aurait peut-être été différente ailleurs. Très politisé et finalement très cultivé, bien qu'autodidacte, ce n'est pas en tant qu'ouvrier culturellement disqualifié qu'il s'y sent mal à l'aise, mais à cause de ce qu'il considère comme une méconnaissance du social : "... mais d'une ignorance du social. Ils font de la politique, OK, mais des analphabètes du social (rire...) Enfin, ça me fait plutôt mal au cœur, si je n'avais pas été, je n'aurais jamais cru que c'était comme ça une organisation bureaucratique..."<sup>2318</sup>.

Dans l'entretien accordé à *L'Anti-Mythes* en 1976, alors qu'il appartenait au Parti socialiste, il se montrait beaucoup moins pessimiste, tablant sur un développement relatif du courant autogestionnaire, tel qu'il pouvait être porté par la revue *Faire*. ("Je ne dis pas bien sûr que le PS est une force d'innovation, mais qu'il existe des courants, comme celui centré autour de la revue *Faire* par exemple qui seront capables de proposer des solutions de type autogestionnaire et, devant le vide politique de la gauche traditionnelle, des solutions de ce type sont capables d'avoir un certain écho.")<sup>2319</sup>

Q : Alors qu'à la CFDT...



- "... J'ai rencontré des militants, des gens, des militants ouvriers, ouverts, réfléchis"

En outre, lors de l'entretien, son appréciation de ses années de militantisme à la CFDT reste positive. Par contre, il regrette d'être resté aussi longtemps chez Renault. Selon lui, la CGT en particulier y impose totalement sa propre démarche :

Q : *Esprit* avait quand même une plus large diffusion que "S ou b"

- "Oui, peut-être."

Q : Et à la CFDT, vous avez eu l'impression de pouvoir y avoir une influence ou un état d'esprit commun ?

- "Oui, oh, oui, bon, c'était une CFDT qui était demanderesse, qui cherchait des idées, qui cherchait... Enfin, il y avait une convergence, une reconstruction qui se retrouvait... Bon, il y a eu, bon, c'était intéressant, mais bon là. Je suis entré un peu tard, parce que là, j'étais... Ce qui aurait été intéressant, ç'aurait été de faire une carrière syndicale, mais c'était... bon, ce n'était pas possible chez Renault. parce que la CFDT était trop faible... Là ce que je regrette, c'est d'avoir été au syndicat chez Renault... c'était vraiment l'endroit le plus bloqué, il ne se passait rien. Il y avait trop d'enjeux, trop de choses. ... je regrette fort, parce qu'il y avait des choses à faire... tout était balisé, il n'y avait pas d'actions.

Q : Même à la CFDT, c'était pareil...

"Ah oui, parce qu'il fallait inventer des stratégies qui prennent en défaut tout ce système de protection dû à la CGT. S'il y avait une action avec elle contre la direction, la CGT, c'était difficile. Si on n'était pas d'accord, ce n'était pas possible. Alors, il y a eu deux ou trois occasions, mais rester vingt ans pour avoir deux ou trois occasions, franchement, ce n'était pas rentable. Moi, je regrette beaucoup... d'être resté aussi longtemps... et vraiment d'avoir perdu mon temps."

"... Je pense... je pense que ce que je portais... une expérience, une expérience qui n'était pas tellement une expérience. Bon, mais j'étais quand même quelqu'un qui avait été formé... j'étais porteur de trucs qui auraient pu être utilisés..."

Finalement, il enchaîne sur 1968 qui reste pour lui une occasion manquée.<sup>2320</sup>

Dès le début, nombre de contributions de Daniel Mothé dans *Esprit* restent centrées sur le monde ouvrier - et de l'entreprise industrielle - dont la majorité ne souhaite, selon lui, qu'une amélioration de son niveau de vie<sup>2321</sup>. Dans l'usine où sa vie se déroule déjà dans un climat " d'austérité et d'hostilité ", cette majorité désire "la quiétude". La CGT et le PCF leur offrent notamment la "violence verbale" que Daniel Mothé qualifie d'"exorcisme", en même temps sans doute que d'exutoire.<sup>2322</sup>

Il se montre intarissable sur les gauchistes qui, selon lui, tentent de faire revivre le passé mythifié du mouvement ouvrier, bien loin de l'émergence du "nouveau", chère à Cornélius Castoriadis, comptant trouver une vraie classe ouvrière qu'on leur "cache", mais qui n'existe pas. Avec ironie, il décrit la venue de "trotskistes" dans "Devant la porte de l'usine"<sup>2323</sup> ; ces derniers, gavés de récits " d'une navrante authenticité... sur les " cassages de g..." que de nombreux militants oppositionnels ont dû subir il y a quelques années... ", mais auxquels les communistes ne se livrent plus alors, finissent par provoquer eux-mêmes ces derniers... sans succès ! Il note d'ailleurs dans un autre texte, "Anniversaire du communisme"<sup>2324</sup>, qu'en France les " staliniens /sont/ partisans de la liberté politique tandis qu'ils sont totalitaires à l'Est." S'agissant toujours des gauchistes, après mai 1968, il parle des "cercles fermés" dans lesquels s'affrontent les "spécialistes de la politique parachutés par les courants gauchistes", des " habitudes de chapelle " des " oppositionnels marxistes incapables de créer ou de dire quoi que ce soit de nouveau depuis 1848 ou 1917 " et pire pour lui du "néo-stalinisme" qui " a refléuri ", avec ses "techniques de guérilla élevées au rang de fins politiques" et sa "schizophrénie politique...". À partir de 1970, il critiquera également leur fréquent recours à la violence.

Le fossé est également grand pour lui entre mondes ouvrier et étudiant auquel il s'adresse plus nettement qu'aux gauchistes eux-mêmes. Des

mobilisations de ce dernier qu'il montre tiraillé entre bolchevisme et tendances autogestionnaires, il retient des revendications qu'il juge novatrices telles que "l'université critique" ou l'"autogestion de l'enseignement", mais au moins autant le dépassement des problèmes propres à l'enseignement pour poser ceux de la société en termes de "créativité, travail, gestion, expression" (\* souligné dans le texte), tout en s'inquiétant du poids des idéologies "gauchistes" et en conseillent finalement aux étudiants de "se contenter de trouver les "militants ouvriers minoritaires", de fait proches d'eux, sans s'illusionner sur la classe ouvrière prise comme un ensemble. Par ailleurs, il souligne la différence fondamentale pour lui entre la dureté de l'environnement ouvrier, il qualifie l'usine "d'organisation totalitaire" qui entraîne la recherche d'en-groupes compensateurs et l'université qui reste "... un paradis en comparaison de l'atelier", pour expliquer après mai 1968 la persistance beaucoup plus grande d'une contestation au sein de l'université ("L'étudiant, lui, peut plus facilement s'installer dans l'hostilité, parce qu'il a certainement moins besoin de s'accrocher à des éléments sécurisants").<sup>2325</sup> Par là même, il fait réapparaître, mais sous une forme très concrète et atténuée, l'idée développée et théorisée par Cornelius Castoriadis en partie d'après ses propres analyses, selon laquelle l'aliénation propre à l'organisation du travail dépolitise.

Cette dépolitisation, sur laquelle il insiste beaucoup, il la décrit, selon son cadre analytique, implicite ou plutôt qui se construit dorénavant par touches successives à longueur d'articles et beaucoup plus souvent de notes. À l'effet dépolitisant de la vie dans l'entreprise que l'auteur continue à appréhender à partir du vécu quotidien, il ajoute des formes de "politisation" qu'il critique : celle irréaliste des "groupuscules", auxquels il ne concède aucune capacité d'insertion ni d'innovation, celle toujours des communistes dont il souligne en particulier dans "Le militant entre la théorie et la politique" de 1966<sup>2326</sup> le double langage et la double pensée interne ("... il ne peut enfanter des militants sans la théorie classique, mais cette théorie le gêne, lui et ses militants, pour se mouvoir dans la société") qui vont converger sur deux points : "la condamnation du monde extérieur...", l'"espérance en un avenir meilleur" ; Daniel

Mothé en tire la conclusion que “ Quand le Parti communiste dit qu’il représente les aspirations de la classe ouvrière, il n’a certainement pas tort, car il ne fait que politiser les ressentiments collectifs et que donner un vague contenu politique aux rêves et aux espérances ” avec comme inconvénient qu’on rentre dans “... le domaine du mythe et de la manipulation politique”. Une telle conclusion n’est nullement incompatible avec les décalages nés des intérêts propres du Parti communiste en tant qu’appareil, longuement analysés dans *Socialisme ou barbarie*, on l’a vu, ni avec l’autoritarisme et le sens du conflit poussé à l’extrême, même si le recours à la violence avec ses concurrents tend à disparaître - au moins jusqu’au développement des courants gauchistes dont certains recourent fréquemment aux actes brutaux. Ainsi, dans “Le creux”, déjà cité et qui porte sur l’après-mai 1968, Daniel Mothé mentionne la plus grande hostilité entre les camps, l’éclatement de la “ façade ” d’unité syndicale, mais surtout les “ calomnies habituelles des communistes ” : “ (depuis juin, la CGT Renault a sorti plus de vingt tracts attaquant la CFDT et les groupuscules) ”. Parti communiste, extrême gauche : on retrouve là le champ politique habituel de “Socialisme ou barbarie”.

Quant à la vie politique et à ses temps forts électoraux où la “ politisation accélérée ” lui paraît non seulement superficielle, mais où, selon lui “ la dimension des préoccupations ” des citoyens est “ miniaturisée ”, “ minabilisée ”, comme il l’avait noté notamment à propos de la campagne présidentielle de 1965<sup>2327</sup>, Daniel Mothé continue à l’opposer à la participation réelle, même si c’est avec moins de radicalité : ainsi donne-t-il en exemple l’association de Marcel Barbu, candidat aux élections présidentielles de 1965, regroupement dont le but, non lucratif, était la construction de quelques centaines de pavillons à l’initiative et pour des familles aux revenus modestes ou moyens (“La politique municipale se dépouille alors de tout son fatras pseudo-politique et de sa démagogie, elle devient un ensemble de questions concrètes... Il ne restera plus après cette entreprise que des logements, des égouts et une population plus intéressée, plus apte à comprendre, plus capable de se défendre”).<sup>2328</sup> Pour l’élections présidentielle de 1969, il insiste plutôt sur la réduction de la vie politique à des images : “ On sut que le peuple voulait du\* tranquille ” (\* souligné par moi) - et d’ajouter “... le PC, qui, pendant des années

n'avait manifesté sa surenchère que dans le domaine social et économique, apparaissait comme une formation tout aussi capable de surenchérir dans la tranquillité et la bonhomie. ” - avant d'estimer “Les grandes formations politiques ont ainsi compris que l'électeur veut du facile et de la variété, la politique restant pour la majorité des citoyens une occupation superficielle dont ils consentent à s'occuper épisodiquement et à condition qu'elle ne trouble pas leur vie. L'aspect passionnel de la politique est laissé à une minorité de militants qui s'opposent entre eux à un autre niveau de connaissance... que les citoyens pourront de moins en moins contrôler. ” en guise d'illustration de ce qui pourrait constituer une définition de la vie politique dans une démocratie pluraliste “Les politiciens ont donc pour rôle de simplifier les choix... ”. Une telle caractérisation se prolonge rapidement par des catégories qui traduisent une vision particulièrement sceptique, pour ne pas dire négative : “ jusqu'à présent... deux manières de réduire le complexe à des équations simples. Ils peuvent agir comme les trois candidats de tête des élections du 1er juin... simplicité et démagogie... ” “ Ils peuvent au contraire simplifier en idéalisant le combat et en lui donnant une dimension morale ou religieuse, comme les courants marxistes ou fascistes.”<sup>2329</sup>

Pour lui, illustration de la difficulté de penser le “nouveau”, les mobilisations ou mouvements de Mai 68, vus juste après, ont “accentué tout le côté mythique de cet univers /politique/”. L'environnement s'étant remis en place ou reformé/refermé dans ses structurations antérieures, il reste une “ explosion mystique ” qui “tient beaucoup plus du miracle que du rationnel” ; ainsi le vocabulaire a changé le “nous” s'effaçant devant le “ça” (que l'expression soit interrogative Est-ce que “ça\* va recommencer ? ” ou affirmative “ça\* va recommencer ” (\* souligné par nous). Ce qui est vrai des structures sociales et économiques l'est aussi du champ politique : tout juste les rapports de forces se sont-ils modifiés grâce aux nouveaux venus et les conflits aggravés, en fonction des oppositions récentes. Mais il parle aussi de “ grande chose... ” dont il reste le “souvenir des faits d'armes”<sup>2330</sup>, idée qu'il développera dans “ Autogestion ou bolchevisme ” de janvier 1969 : “ Il est faux ou démagogique de dire que les travailleurs ne font pas la grève par plaisir ”, parce que la “ la grève, comme la guerre... exigent intelligence et imagination ” et donc une créativité dans la révolte, substitut à

l'impossibilité de faire fructifier " l'esprit d'entreprise " dans le travail, ce qui rejoint une problématique fort caractéristique de "Socialisme ou barbarie".<sup>2331</sup>

Mais ce dernier texte constitue également un réquisitoire contre l'ouvriérisme, cette "régression romantique", autant que contre la marginalisation volontaire, figure assez répandue de l'après-mai 1968, en même temps qu'un plaidoyer pour le prolongement des mêmes buts autogestionnaires dans l'intégration, c'est-à-dire dans les fonctions normalement conférées par les diplômes : " Militer pour une telle société c'est donc, avant tout s'y intégrer et exiger un pouvoir dans ces rouages (...) Les techniciens qui sont de plus en plus nombreux, et les quelques cadres qui ont participé à la grève de mai ont été souvent plus en avant dans les problèmes de gestion, ont démolé plus de tabous que les travailleurs manuels qui souvent ne faisaient qu'attendre les consignes de leurs États-majors ". Une telle démarche prend acte, d'une part, de l'évolution sociologique soulignée par Cornélius Castoriadis, de l'autre, de la participation de techniciens et même de cadres à la mobilisation de mai 1968 et cherche à tracer pour les révoltés de mai 1968 un avenir convergent avec l'extension dans la société de l'exigence d'une société qui tende vers l'autogestion, ce qui constitue une réinterprétation concrète et *in situ* de l'élucidation nourrie d'une éthique, elle-même fondée sur une expérience, en même temps qu'une critique de ceux de ses anciens compagnons, entre autres, qui préféraient la discussion entre eux à toute forme d'action et d'engagement personnel direct<sup>2332</sup>. À l'inverse, comme il le dit dans l'entretien qu'il a accordé, dans son engagement syndical à la CFDT, il a rencontré des "militants ouvriers... réfléchis", selon l'une des expressions qu'il a choisies. Il se retrouve dans un environnement qui lui convient et continuera à le satisfaire ultérieurement dans de tout autres conjonctures et avec des orientations tout de même assez différentes.

Ce "nouveau" c'est, dans l'usine, la CFDT à laquelle il appartient, après une brève adhésion à FO, qu'il voit la mieux placée pour l'appréhender : parce qu'elle reprend la "revendication de démocratie...", sans le "mythe du prolétariat révolutionnaire toujours plus combatif que les militants ou les responsables syndicaux.", la faiblesse

de son appareil lui permettant de rester “ouverte sur le monde extérieur ”.<sup>2333</sup> Il convient de souligner que le vocabulaire de l’auteur a changé avec l’usage fréquent des termes de “démocratie” et de “liberté” - associés à celui d’“autogestion”. On a vu que s’il cherche parfois à expliciter le terme de “démocratie”, sans l’appliquer exclusivement à l’entreprise, surtout dans les années ultérieures, c’est le plus souvent en conservant une vision passablement négative de son fonctionnement politique, sauf en ce qui concerne les rapports humains immédiats ou interpersonnels, une fois de plus : ceux entre militants en particulier après mai 1968, lorsque la concurrence s’intensifie, s’accompagnant même d’un retour de la violence : “la démocratie, c’est avant tout la reconnaissance de l’autre, de celui qui ne partage pas les mêmes idées politiques ou syndicales. Le concept de démocratie est lié à celui de dialogue, d’entente, de compromis. Or ces idées ne semblent pas être très ancrées... Ou bien la démocratie est conçue comme une entente momentanée entre les responsables de divers formations... ou bien encore, à l’occasion d’élections... À part ces rares éclaircies, celui qui n’appartient pas au même groupe politique ou syndical est la plupart du temps considéré comme un ennemi.”<sup>2334</sup>

En outre, il insiste moins sur le lien entre revendications et projet, jugé essentiel à la CFDT au cours des années ultérieures, que sur la sensibilité aux “aspirations”, démarche qui n’est pas contradictoire avec l’apport phénoménologique de Claude Lefort au temps de “Socialisme ou barbarie”.

Dans plusieurs de ces textes des années postérieures à mai 1968, souvent des “chroniques” et parfois des articles dorénavant, une place importante est d’ailleurs faite à la CFDT, il se fait l’avocat non seulement de son orientation autogestionnaire, mais également de son indépendance.

Ainsi, dans “Où va la CFDT ? ” de mai 1971, ultérieur aux nouveaux accords passés entre cette dernière et la CGT en 1970 (qui succèdent donc à ceux de 1966), après avoir souligné que, malgré son congrès prometteur, la confédération à laquelle il appartient marque le pas, voire recule dans certains endroits - ce qui n’est

pas exact en termes d'effectifs globaux ni de syndiqués ni de cotisants réguliers, mais l'est dans de nombreuses régions en termes de représentation<sup>2335</sup> - Daniel Mothé prône son indépendance, défendant plus systématiquement qu'auparavant, en particulier dans "Le creux" de fin 1968, le rôle possible d'une organisation sinon petite, du moins minoritaire : l'influence dont peut bénéficier une telle organisation. Pour acquérir une telle influence, l'auteur insiste sur les moyens et méthodes à développer, la capacité " de capter les messages, les désirs et les volontés des masses salariées ", mais également celle d'ajustement entre le "projet " et les aspirations de ces dernières, en même temps que sur les atouts de la CFDT pour y parvenir, son "souci de "l'autre" ", sa "souplesse". Raisonnant par analogie, il cherche à argumenter en soulignant le succès de journaux qui ne disposent que d'un faible "appareil de rédaction comme le *Canard Enchaîné* ou *Charlie Hebdo* " ou le succès de slogans de "petits groupes " ("... métro-boulot-dodo. Ce-n'est-qu'un-début-continuons-le-combat... qui courent les rues"). Il se sert d'une conception de la minorité différente de celle des minorités agissantes, puisque nettement plus centrée sur la communication et le succès - et non pas sur une exemplarité qui oblige à se déterminer, voire provoque l'affrontement symbolique ou physique pour y parvenir -, en l'adaptant à un syndicat minoritaire qui n'est pas, contrairement aux gauchistes, dépourvu "de racines" suffisantes dans la population pour "contrôler " ses "expériences", mais dispose, au contraire "d'une insertion réelle chez les salariés".

Il voit par contre deux risques - et illusions -, celui du syndicalisme révolutionnaire qui conduit à l'isolement, mais aussi celui qui résulterait de la tentation d'un syndicalisme fort qui fonderait un " pouvoir réel ", " conception vieillotte et napoléonienne et de la puissance et du pouvoir ". Plus concrètement, résumant ses observations de l'époque de "Socialisme ou barbarie", enrichie des informations plus variées qu'il a recueillies dans la vie syndicale, il souligne que la force des communistes n'est qu'apparente et ne se maintient que faute d'une concurrence plus imaginative, se plaçant sur un autre terrain, en quelque sorte. Par contre, dans l'unité avec la seule CGT, selon lui, la CFDT risque d'être " noyée " " surtout dans des



secteurs comme la métallurgie où la base CGT, très enracinée, n'a pas encore subi les effets de la déstalinisation.", même si ses capacités effectives de mobilisation sont limitées. "On peut, il est vrai croire que l'unité avec la CGT permettra aux courants CFDT d'exercer une influence bénéfique sur cette organisation." "Mais c'est mal connaître la pensée bolchevique que de penser que les idées puissent avoir un impact quelconque sur cette idéologie, si elles ne sont pas accompagnées d'un certain rapport de force..."<sup>2336</sup>.

"Une place pour les gauchistes ? " de 1972<sup>2337</sup> s'adresse en partie à ces derniers et surtout aux jeunes ouvriers tentés par le gauchisme : "... après 1968, le nombre de jeunes militants a augmenté en fonction de l'essor démographique et leur adhésion à des institutions politiques ou syndicales qui fonctionnent sur un modèle paternaliste et exigent une soumission totale des adhérents à une oligarchie de responsables, ne peut se réaliser qu'à contre courant de l'esprit qui règne dans les lycées et les CEG. L'organisation de masse de " papa " est loin de combler tous les jeunes..." Comme dans "Autogestion ou bolchevisme", Daniel Mothé prône l'intégration dans la vie professionnelle, mais également dans la vie syndicale, de fait à la CFDT - bilan aussi de sa propre expérience contrastée de "Socialisme ou barbarie". Mais c'est aussi l'occasion, l'année de la signature du programme commun, rappelons-le, d'une dénonciation dure du Parti communiste, en même temps que des pratiques d'une partie des gauchistes. Parmi ces derniers, il opère en effet une distinction entre "... d'une part des militants ouvriers qui, comme ceux de Lutte ouvrière et du PSU, militent depuis de nombreuses années dans les entreprises avec sérieux, patience et conviction, les militants des *Cahiers de Mai* qui font de l'information de valeur...", en particulier, et, de l'autre, "... des individualistes qui prennent le mouvement ouvrier comme un prétexte pour se mettre en vedette... et surtout pour se figurer que la classe ouvrière est tellement abêtie qu'elle n'attend que leur parole ou leur manche de pioche /l'expression revient à plusieurs reprises dans leur texte/ pour opérer la grande tribulation /sic/. " Les maoïstes, ceux de la Gauche prolétarienne dont il rappelle que cette organisation "... en 1968 titrait *La Cause du peuple* /son journal/ avec le slogan de " Vive la CGT " " est particulièrement visée. Il souligne que le double rejet dont sont victimes "... les militants ouvriers qui ne font pas partie de la CGT ou du PCF doivent dans les entreprises combattre sur deux fronts : le patron et... les deux organisations

contestataires de masse les plus importantes...” peut les conduire “... vers le nihilisme comme c’est le cas actuellement pour la Gauche prolétarienne.”

Il revient d’ailleurs à plusieurs reprises sur le manque d’”expérience... militante... politique” des maoïstes - et dans leur cas de “passé politique” - qu’il étend à la Ligue communiste, pour la première assertion. Il s’agit de la découverte d’un nouveau type de problème, après celui de la rigidité idéologique des groupes anciens, constamment dénoncée à “Socialisme ou barbarie”. Les deux ensembles sont ceux - avec certains milieux anarchistes et libertaires encore moins structurés et dont le passage à l’acte fait partie de l’héritage idéologique de quelques courants, mais de quelques courants seulement - dont certains des militants n’ont pas été loin de s’engager dans une violence encore plus grande, sachant que celle organisée des “lambertistes” pouvait ne pas être négligeable non plus. La brutalité notamment est vivement dénoncée qui “... va jusqu’à faire des démonstrations de violence contre tout emblème ou symbole du “capital” même quand les victimes sont de simples OS handicapés employés à la surveillance.”, mais au-delà l’immaturité politique, le manque de “repères”, de taxinomies, dans un autre vocabulaire. La descendance de “Socialisme ou barbarie” au demeurant ne sera pas épargnée non plus avec Pierre Guillaume et la librairie La Vieille Taupe, avec là aussi la présence de personnes venues assez tardivement, d’une autre génération, alors que l’idéologie du groupe est déjà plus clairement composite, même en termes d’événements fondateurs, ce qui ne concerne au demeurant pas tous ceux qui sont dans ce cas ; même une origine familiale marquée par une attirance pour l’extrême droite n’est pas spécifique de certains des “négationnistes”.

Dans les deux cas, mais surtout le second, il impute une importante part de responsabilité aux communistes. Le retour de la pratique de la dénonciation, en premier lieu, qu’il mentionnait déjà dans “Le creux” “... plus de vingt ans après la mort de Staline et après plusieurs années de rapprochement politique entre le PS et le PCF, entre la CGT et la CFDT. Le problème... a atteint en différentes périodes tous les ouvriers. On se souvient fort bien de ce qui

advenait aux militants de la SFIO dans les entreprises où ils étaient minoritaires dans les années 1950... mais eux avaient un appareil qui les empêchait de sombrer dans des réactions passionnelles. ”

“ Pendant des années, des militants ouvriers ont ainsi été détruits politiquement... ”. En second, la surenchère démagogique : “ ... prises au piège des dénonciations, elles sont contraintes à renchérir sur le révolutionnarisme, à se surpasser en démagogie... ”

Pour lui, le souci et les objectifs du PCF ne sont pas de “... de récupérer et de rassembler les forces oppositionnelles pour les organiser dans un vaste réseau et préparer la relève des anciennes couches dirigeantes au pouvoir... ”, il est plus décidé “... à se protéger qu’à s’orienter dans une politique plus audacieuse...”, ce qui lui fait “... préférer la place de parti dominant l’opposition...”

Par opposition, il donne en exemple le PS et la CFDT “... qui, au contraire, ouvrent leurs portes à toutes ces nouvelles forces... ”. Et dorénavant son choix du courant “moderniste” au sein de la CFDT est beaucoup plus net et n’apparaît plus seulement en creux (“ Il suffit d’écouter Edmond Maire pour comprendre que la CFDT... n’est pas prête à se réfugier dans un révolutionnarisme romantique... ”) comme dans “Où va la CFDT ? ”, où il ne se laissait apercevoir que dans le double refus du syndicalisme révolutionnaire et de l’unité d’action.<sup>2338</sup>

Dans “Éléments pour un programme commun”, Daniel Mothé se contente de reprocher à la gauche signataire d’avoir décidé de celui-ci “d’en haut ” tout autant que ne le fait la majorité de sa politique, ce que la gauche critique à juste titre, selon lui : il y voit une entente entre appareils qui va à l’encontre de “l’ouverture ” socialiste qu’il disait apprécier jusqu’alors. Mais il ne développe guère sa critique de fond qui porte sur l’étatisme et le “productivisme” et s’attache à présenter des contre-propositions. La critique de l’étatisme ou des réformes étatiques est assez fréquente déjà alors dans une partie de la gauche minoritaire, tant chez les Rocardiens qu’à la CFDT. Pour des anciens de “Socialisme ou barbarie, elle n’est pas sans rapport avec la critique des nationalisations et de la planification qui

dès le premier article manifeste “Socialisme ou barbarie” de 1949 était, on s’en souvient, dénoncées comme instruments au service de la mise en place du “capitalisme bureaucratique d’État” en URSS. Mais une fois, de plus, peut-on parler d’anticipation de la part de “Socialisme ou barbarie” ? Sans doute pas, tant le contexte et les projets sont différents. Les contre-propositions, quant à elles, portent essentiellement sur les conditions et l’organisation du travail au sens large, thématique constante dans *Socialisme ou barbarie*. Elles sont de deux ordres. La première vise effectivement une méthode qu’on peut caractériser comme tendant à l’autogestion de ces questions au moyen de “l’institution” de Comités d’utilisateurs du machinisme industriel, auxquels seraient soumis par entreprise les cahiers des charges des locaux (ainsi qu’à des médecins et inspecteurs du travail, psychosociologues, et ergonomes), du matériel lourd, qui en outre réuniraient fréquemment les “unités de production”, afin de débattre des conditions de travail, tout en instituant un système de circulation de l’information (débat et suggestions), y compris international. Les propositions sont plus surprenantes : arguant que “C’est... au nom de la faible longévité des produits et des machines que les industriels refusent d’investir les sommes nécessaires pour réduire certaines nuisances.”, Daniel Mothé propose que “Des règlements internationaux devraient entrer en vigueur, contrôlés par le Bureau international du travail, pour étudier et autoriser la modification de tout produit quand l’investissement... est important.” et, en particulier dans l’automobile, suggère une réduction drastique des modèles.<sup>2339</sup>

Daniel Mothé donne en avril 1974 dans *Esprit* un bref compte-rendu du colloque sur l’autogestion organisé par la CFDT et qui avait réuni le PSU, le PS et l’AMR en février de la même année, le Parti communiste et la CGT ayant non seulement refusé d’y participer, mais en outre “La polémique engagée par le PCF et la CGT sur le refus de leur participation... /ayant/ encore contribué à amplifier l’aspect politico-stratégique de la rencontre.”, selon Daniel Mothé - soit très peu de temps avant l’élection présidentielle, qui se déroule alors que l’Union de la gauche se pérennise et sur fond d’une grave détérioration de la situation économique - on exposera brièvement ci-après cette modification conjoncturelle, dont le prolongement jouera un rôle non

négligeable en particulier dans la réorientation ultérieure de la CFDT. Il ne s'y loue pas seulement d'une telle réunion - tenue la même année que les Assises du socialisme -, alors qu'au demeurant seuls quelques socialistes du CERES avaient assisté au colloque de l'année précédente, mais également qu'elle eût été le cadre du développement "... d'une réflexion... libérée des limites habituelles de la pensée politique...". Il conclut d'ailleurs que... " Bien que le grand souffle de l'utopie ne se soit pas manifesté, les portes qui ont été ouvertes peuvent laisser passer... un vent de changement ". En outre, il distingue, trois catégories de participants. Les premiers sont, pour lui, " Ceux qui ferraillaient sur les principes sacrés de l'autogestion...", camp qui prenait souvent la grève survenue chez Lip comme exemplaire, mais dont, par ailleurs l'audience se réduirait avec la crédibilité accrue de l'arrivée de la gauche au pouvoir, bien qu'une telle éventualité ne soit pas synonyme de " changement brutal des rapports sociaux et économiques". Les seconds sont "... les réalistes, d'un réalisme tel qu'il éteint les flammes de l'utopie et même les étincelles de l'imagination politico-sociologique.", ce qui vise principalement la majorité du Parti socialiste dont il fait dépendre le réalisme de l'alliance avec les communistes ("... le réalisme PS était surtout celui d'une tactique à court terme, le souci d'une alliance légitime mais encombrante pour la réflexion". /\* les différents termes qui dénotent la prudence et l'ambivalence du jugement de l'auteur sont soulignés par moi/), tout en citant Michel Rocard qui a fait "brillamment remarquer" que le programme commun était lui-même un "échafaudage illusoire" du point de vue économique-financier que l'auteur quant à lui qualifie de "réel prétendu, imaginaire du Programme commun". Il en résulte donc une tentative de démonter l'argument du réalisme. Enfin, une troisième catégorie "... d'orateurs /qui/ sont apparus pour souligner les difficultés des problèmes d'une société autogestionnaire." <sup>2340</sup>

L'expression d'"imagination politico-sociologique" employée par l'auteur peut en outre être soulignée surtout référée à des problèmes concrets en train d'être soulevés en partie au moins en relation avec des grèves ou des mouvements sociaux effectifs : elle n'est pas étrangère avec celle d'institution imaginaire de la société, employée de manière contemporaine par Cornélius Castoriadis dont l'ouvrage paraîtra l'année suivante, mais lui donne une dimension réelle, alors que l'ancien

dirigeant de “Socialisme ou barbarie” posait ces problèmes de manière essentiellement théorique, cette approche constituant elle-même une tentative de reformulation/dépassement des questions de la théorie ou du programme constamment associées à celle de l’organisation par Cornélius Castoriadis encore en 1958.

Lorsque Daniel Mothé revient sur le même sujet en 1975, dans “Où en est le courant autogestionnaire ? ”<sup>2341</sup>, de fait la situation économique plus encore que politique a profondément changé, mais la perception de la première est plus vive que celle de la seconde dans le champ politique.

En effet, après l’attaque des troupes syriennes et égyptiennes contre Israël dont l’État refusait de rendre les territoires occupés depuis la précédente guerre de 1967 - bande de Gaza, Cisjordanie, Golan - lancée le jour du Yom Kippour qui aboutit finalement à la victoire israélienne, après de graves revers, le premier choc pétrolier - fin 1973-début 1974 -, le prix du baril se trouve multiplié par quatre, l’économie française qui avait fait le choix du pétrole dont le coût était très bas comme produit énergétique principal, se trouvait particulièrement touchée. On se souvient du rôle tenu par ce choix dans le déclenchement de la grève des mineurs en 1963 qui avait par ailleurs révélé la combativité accrue de la CFTC. Très rapidement le rythme de la croissance économique ralentit, alors que l’inflation augmente et la balance commerciale connaît un fort déséquilibre. Dès le début de l’année la situation de l’emploi devient préoccupante. Le freinage de l’augmentation des rémunérations provoquait la multiplication des conflits sociaux, alors que l’agitation “gauchiste ” persiste - la Ligue communiste est dissoute en 1973, trois ans après la gauche prolétarienne en 1970 (elle s’auto dissoudra elle-même par ailleurs à la fin de 1973), juste avant l’adoption de la loi “anticasseurs”, avec des temps forts de mobilisation, parmi lesquels le conflit Lip par ailleurs soutenu par la CFDT et l’extension du camp militaire sur le plateau du Larzac ; lycées et universités connaissent quant à eux une sorte de “mai rampant” .

L'élection présidentielle de 1974 qui intervient à la suite du décès du président Georges Pompidou, voit la victoire de Valéry Giscard d'Estaing, mais avec un faible écart, alors que la participation a été très forte, le report des voix gaullistes lui ayant fait défaut, signe du très vif conflit de succession entre gaullistes et "pompidoliens", la candidature de Jacques Chaban-Delmas ayant été vivement combattue par ces derniers. La gauche a encore progressé depuis les élections législatives de 1973. Ces dernières avaient révélé que la dynamique d'union de la gauche profitait moins au Parti communiste - qui s'était pourtant montré "unitaire pour deux"<sup>2342</sup> - qu'à la gauche non communiste, PS et MRG, Mouvement des radicaux de gauche, qui rassemble ces derniers depuis 1972 sous la présidence de Robert Favre. Lors de l'élection présidentielle, d'une part, François Mitterrand se montre très indépendant tant vis-à-vis du programme commun que de son cosignataire, le Parti communiste, de l'autre, l'attitude de ce dernier paraît ambiguë entre les deux tours "au point qu'il est difficile de savoir si sa direction souhaitait véritablement une victoire de la gauche". Son appel aux électeurs gaullistes, qui n'ont au demeurant guère de raisons d'être satisfaits, surprend, de même que la demande par Georges Marchais de six ou sept ministères juste avant le scrutin, propre à effrayer une partie des électeurs potentiels de la gauche<sup>2343</sup>. La même année, le Front national avait été fondé par Jean-Marie Le Pen, mais les scores de ce dernier restent alors insignifiants.<sup>2344</sup>

En outre, dorénavant, le Parti socialiste se réfère lui aussi à la notion d'autogestion, on a vu de quelle manière au demeurant dans la présentation. Quant au Parti communiste, auquel l'entente qu'il souhaitait ne profite guère et qui connaît un regroupement des plus orthodoxes de ses membres, il mènera jusqu'à la rupture de l'union en 1977 une politique "à double face", selon l'expression de Stéphane Courtois et Marc Lazar<sup>2345</sup> qui alterne poursuite de l'inscription dans le cadre pluraliste, appel aux classes moyennes et retour à l'ouvriérisme. Georges Lavau, quant à lui, datait du Congrès d'octobre 1974 " le début du pourrissement de l'Union de la

gauche ”<sup>2346</sup>, avec le retour en force dans les entreprises, la campagne sur la “ misère ouvrière, sur le thème “Il faut faire payer les riches”.

Mais ce ne sont pas ces changements conjoncturels qui sont au centre de cet article, mais bien plutôt le rapport des forces au sein de ce courant. Or, pour Daniel Mothé, “... c’est l’apport du courant socialiste autoritaire, renforcé depuis Mai 68 qui semble... avoir le plus marqué...” ce courant. “L’attraction qu’exerce le courant autoritaire léniniste... /serait/ d’autant plus grande qu’elle /serait/ renforcée par la répulsion à l’égard du réformisme.”. Or, il s’efforce de démontrer que l’introduction par le haut de mesures autogestionnaires “octroyées ” et non “conquises” tendrait au contraire à la bureaucratie, démarche à laquelle il oppose une “dynamique autogestionnaire”, d’autant plus nécessaire que, comme il l’écrivait déjà dans nombre de ses autres contributions, “ ... il s’agit de projets d’avant-garde qui ne sont pas encore portés par de larges couches de la population...”. Il se montre donc favorable à des expériences d’autogestion même limitées, mais ayant une valeur d’exemplarité, outre leur capacité d’améliorer les conditions de vie : “Une telle démarche peut et devrait être enclenchée dans les systèmes tels qu’ils sont, pour à la fois rendre crédible le système autogestionnaire, créer des enclaves qui, sans avoir la totalité du pouvoir, pourront servir de modèles et encourager d’autres expériences exemplaires et entraîner une exigence de pouvoir plus étendue. Il ne s’agit pas ici de prétendre qu’une telle dynamique est possible jusqu’à la transformation totale de l’ensemble de la société grâce à la persuasion, mais de telles expériences peuvent déjà indiquer quels sont les obstacles que l’on peut rencontrer.”<sup>2347</sup>

En 1976, Daniel Mothé donne certes toujours des contributions dans *Esprit*, quatre même, dont une chronique partagée avec Jacques Julliard sur “La CFDT face à elle-même” en juillet-août consacrée au Congrès de la CFDT de 1976 très marqué par la présence et l’opposition - qui n’est pas exclusive - de gauchistes organisés comme tels auxquels ils reprochent l’un et l’autre leur “léninisme” (Daniel Mothé range le CERES sous cette dénomination : “... du CERES aux taupes rouges de la Ligue, en passant par Lutte ouvrière et Révolution... courants qui témoignent de la permanence du léninisme...”.) (Jacques Julliard, de son côté, considère que les “spontanéistes”, souvent d’anciens maoïstes, sont générateurs de tout autant de problèmes)<sup>2348</sup>, ce qui signifie



en particulier l'instrumentalisation du syndicat, soumis à des politiques décidées au sein d'autres organisations, et le refus corrélatif de lui accorder une autonomie, ainsi qu'un rôle propre dans une éventuelle transformation de la société.

L'UD de Gironde sera dissoute l'année suivante et celle du Rhône deux ans plus tard<sup>2349</sup>.

Mais en outre, dans *Esprit* en 1976, une place importante est faite aux "Réflexions sur le "développement" et la "rationalité" " de Cornélius Castoriadis<sup>2350</sup>, publiées en mai, ainsi qu'en septembre au thème "Révolution et totalitarisme" auquel Claude Lefort contribue aux côtés de François Furet, Akos Puskas, Marc Richir - dont on a vu que les liens intellectuels avec Claude Lefort ont été constants dans les revues *Textures* et *Libre* - et Paul Thibaud qui analyse l'oeuvre de Cornélius Castoriadis, principalement *L'Institution imaginaire de la société - Les carrefours du labyrinthe*, recueil d'articles dont le plus ancien remonte à 1968 et la plupart des autres sont antérieurs à ce texte, ne paraîtra que deux ans plus tard.<sup>2351</sup>

On a déjà vu que Daniel Mothé défend explicitement la liberté et le pluralisme politiques. On va examiner ci-après comment Claude Lefort se consacrera beaucoup plus systématiquement à cette question, mais dans un sens assez différent : celui de l'explicitation et de la dynamisation des conflits. Si "Socialisme ou barbarie" s'était voué à la critique de la domination, c'était dans une perspective fort différente : la fin de cette dernière prise globalement étant jugée déterminante et devant signifier de surcroît le développement d'une liberté d'auto-organisation, tout en tendant à postuler pendant longtemps au moins que diversité et différences, conflits et oppositions se trouveraient résolus dans un telle société à venir.

C'est encore en 1976 que Pierre Rosanvallon, directeur de *CFDT Aujourd'hui* publie *L'Âge de l'Autogestion*, on l'a dit dans la présentation. Ce dernier a

une vision incontestablement plus politique, au sens de tactique et de stratégie. Ainsi de la notion dit-il que le “... vague fait aussi sa force... Car nous avons toujours besoin en politique de mots qui récoltent la moisson de nos désirs pour constituer le pain de nos rêves.”<sup>2352</sup> S’il mentionne Cornélius Castoriadis, Yvon Bourdet et Alain Guillermin en bonne place, ainsi que Georges Lapassade et René Lourau, ses références sont beaucoup plus larges, même en s’en tenant au “chantier bibliographique”<sup>2353</sup>. Outre les textes de la CFDT principalement et dans une moindre mesure du PSU et du PS qui portent sur cette question, les ouvrages sur l’autogestion, parmi lesquels celui d’Yvon Bourdet et d’Alain Guillermin, les références théoriques mêlent Edgar Morin, André Gorz à côté de Jacques Attali, Henri Laborit, Norbert Wiener, Van Bertalanffy, Wilhelm Reich, Gérard Mendel, Jean-Paul Sartre, Ivan Illich, Georges Bataille, Jean Baudrillard. Claude Lefort et Pierre Clastres sont cités dans le corps du texte quant à eux, de même que Michel Foucault ou Henri Desroche : la mobilisation intellectuelle est donc importante.

Le livre de Pierre Rosanvallon contient en outre une réhabilitation très explicite du libéralisme politique. S’adressant en particulier aux marxistes, il s’appuie sur Antonio Gramsci, lecteur de Machiavel : “ On peut citer sur cette question ses *Notes sur Machiavel, la politique et l’État moderne* : “ Dans la doctrine de l’État-société “ réglée ”, d’une phase où État sera équivalent à “gouvernement”, et État s’identifiera à “ société civile ”, on devra passer à une phase d’État-veilleur de nuit, phase d’une organisation coercitive qui prendra en tutelle le développement des éléments de société “réglée” dont la continuelle croissance réduira progressivement les interventions autoritaires et coercitives de l’État. “ Mais plus profondément, après avoir rappelé que le libéralisme politique est “... avant tout une théorie de la séparation des pouvoirs...”, il se livre à la réévaluation/réhabilitation des “premiers théoriciens” de cette doctrine qui “ n’ont... jamais été les défenseurs d’une économie du laisser-faire. Le libéralisme politique pour eux, c’est d’abord la garantie des libertés individuelles et publiques, la primauté du droit sur le pouvoir des puissants, le principe de l’État de droit... qui ne se confond pas avec l’État minimal, L’État du laisser-faire. ” Il doit “garantir la primauté de la société civile”, tout en ajoutant sur la nature socio-économique de cette société civile qu’ainsi : “Pour Locke au XVIII<sup>e</sup> siècle, le libéralisme c’est la terre à celui qui la travaille, la boutique à celui qui s’active du matin au soir, l’atelier à

l'artisan. ". Pour Pierre Rosanvallon, l'autogestion est une théorie politique nouvelle qui est censée dépasser le marxisme et le libéralisme, "... parce qu'elle pose le problème du développement de la société politique comme non contradictoire avec un certain désengagement de l'État et une recréation de la société civile." <sup>2354</sup>. Si comme Cornélius Castoriadis, il considère que "... l'autogestion... ne s'identifie pas à une quelconque théorie de la transparence sociale achevée.", il est franchement critique vis-à-vis des conseils et de la démocratie directe : cette dernière, selon lui "... n'existe que grâce à l'agent d'unification qu'est l'événement ayant provoqué le rassemblement." Quant à une "... organisation pyramidale des conseils..." /elle reviendrait à/ "... renforcer les mécanismes de centralisation." <sup>2355</sup>, tout en soutenant que les partisans de telles formes d'organisation l'ont également été de partis centralisés ! "C'est dire la distance avec ce qui a caractérisé le noyau du corpus de "Socialisme ou barbarie".

Par contre, il se fait le défenseur d'un processus d'auto-institution de la société, dans laquelle une place très importante est accordée à l'imaginaire dans une perspective qui emprunte par contre beaucoup aux textes alors récents de Cornélius Castoriadis - et à René Lourau <sup>2356</sup>, proche de Georges Lapassade. Ce dernier accordait d'ailleurs, dès 1967, une grande place à la définition de l'institution par Cornélius Castoriadis, se référant à l'article "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" dans *Groupes, organisations et institutions*, <sup>2357</sup>, ouvrage dans lequel la vision critique des régimes communistes comme des sociétés occidentales est assez profondément marquée par les thèses de *Socialisme ou barbarie* <sup>2358</sup> ; de son côté, René Lourau a également fréquenté "Socialisme ou barbarie", bien qu'avec nettement moins d'assiduité.

Pierre Rosanvallon, pour lequel la Yougoslavie reste une tentative à considérer, ce qui là encore l'éloigne grandement de ce qui a caractérisé la démarche politique du petit collectif, fait essentiellement de l'autogestion une "stratégie d'expérimentation", "... pratique offensive de la transformation sociale..." /qui/ "... efface et repousse l'image de la société idéale, parce qu'elle se conçoit sans finalité achevée..." <sup>2359</sup> et grâce à des réformes qui transforment réellement les rapports sociaux. L'auteur trace

effectivement des axes d' " expérimentation " qui tendent à un éclatement de formes de pouvoir se diversifiant : à ceux de la publicité du pouvoir, de la socialisation du management, de la circulation de l'information notamment technique, ainsi que de la production d'information - information dont le langage devrait être rendu plus compréhensible -, de l'augmentation du nombre des dirigeants potentiels, ne bénéficiant pas d'une " situation... trop privilégiée ", outre l'autogestion directe d'unités de petite dimension "... s'articulant avec des macro-démocraties globales " <sup>2360</sup>, ce qui, selon l'auteur, suppose une " société informationnelle", thématique empruntée à Henri Laborit <sup>2361</sup> - type d'articulation qui définit également la planification - s'ajoutent, dans le domaine juridique, en remplacement de la propriété à proprement parler, le projet d'un "... ensemble de droits complémentaires... exercés par différentes collectivités / dont les producteurs, mais également les usagers / sur un même bien " <sup>2362</sup>, des réflexions sur le domaine de la technologie, visant à son " inversion " <sup>2363</sup>, piste dont a vu qu'elle avait été empruntée assez tôt par Cornélius Castoriadis sous le pseudonyme alors de *Pierre Chaulieu* <sup>2364</sup> et que Daniel Mothé y revient dans sa critique du Programme commun, accompagnée de contre-propositions <sup>2365</sup>, mais pour laquelle Pierre Rosanvallon se place plutôt sous les auspices d'André Gorz, au moins pour la division du travail <sup>2366</sup>. Décentralisation - " déstructuration des lieux de pouvoir " <sup>2367</sup>, en particulier - et diversification des techniques, comme des modes de vie et des formes de pouvoir, sont au cœur de la démarche dont la mise en oeuvre suppose une très forte mobilisation socio-politique.

Quant au texte de Cornélius Castoriadis de 1976, sorte de réflexion post-*L'Institution imaginaire de la société* et sur fond de crise économique, la réflexion y porte essentiellement sur les limites de la rationalité occidentale. Deux moments différents de la pensée occidentale sont considérés et opposés : le monde grec et le monde contemporain qui trouve son origine dans la Renaissance.

Dans le premier l'infini n'est que " virtuel", pas " effectif". Deux exemples : la "... paideia (élevage/dressage/éducation)... est possible... parce qu'il existe... une limite

(peras), la norme incarnée par le citoyen...” de la polis. Mais qu’en est-il une fois qu’une telle norme a été mise en cause et donc relativisée ? “ Y a-t-il une *physis* de la polis, un état propre unique de la cité...” ? Pour Cornélius Castoriadis, cela reste un “... point obscur à la frontière...” de la pensée ; de même “... la *techné*... non définie, flottant quelque part entre la simple imitation de la nature (*mimesis*) et la création proprement dite (*poiésis*)...”.

À l’opposé, tout change “... la “coïncidence” et la convergence... à partir... du XIV<sup>e</sup> siècle, entre la naissance et l’expansion de la bourgeoisie... l’effondrement progressif de la représentation médiévale du monde et de la société, la Réforme, le passage “du monde clos à l’Univers infini”, la mathématisation des sciences, la perspective d’un “progrès infini de la connaissance” et l’idée que l’usage propre de la Raison est la condition nécessaire et suffisante pour que nous devenions “maîtres et possesseurs de la nature”.

Du monde contemporain il ne retient guère que “... la croissance illimitée de la production et des forces productives...” qui aurait été érigée en but suprême et serait le sous-produit d’un modèle rationnel dominateur - que comme Raymond Aron il fait remonter à René Descartes - qui se pose comme capable d’une maîtrise totale de la nature. La crise du développement, beaucoup plus que celle contemporaine économique et financière, est pour lui l’incapacité de régler le sous-développement, les déséquilibres écologiques et environnementaux. Elle ébranle les significations imaginaires. Elle aboutira, en outre, à une “... catastrophe naturelle ou sociale”. En réponse à cette nouvelle “prophétie de malheur”, il pose l’éventualité que les hommes réagissent avant ou après et tentent d’établir de “nouvelles formes de vie sociale” qui aient pour eux un sens. “Cela nous ne pourrions pas le faire pour eux et à leur place...” Et son rôle, intellectuel essentiellement : “Ce que nous pourrions faire, c’est détruire les mythes qui... constituent l’obstacle le plus formidable...”<sup>2368</sup>.

Paul Thibaud présente Cornélius Castoriadis comme un auteur “... qui s’est exprimé dans la revue *Socialisme ou barbarie*” - et non pas comme un ancien animateur d’un petit groupe politique - qui “... depuis trente ans ne tend rien moins qu’à développer les implications et exigences de l’idée de révolution”. La question posée par Cornélius

Castoriadis devient “qu’est-ce qui, dans le marxisme, a justifié la dictature bureaucratique ?” Premier glissement : la question n’était pas posée dans ces termes dans *Socialisme ou barbarie*, mais dans celui de la délégation au sein du mouvement ouvrier, phénomène objectif qui révèle la force et la faiblesse du sujet historique supposé. Par contre, la réponse par la théorie de l’organisation de Lénine constitue une présentation exacte de l’histoire de “S ou b”, encore que ce soit Claude Lefort qui ait critiqué Lénine le plus systématiquement. Puis Paul Thibaud passe à la question effectivement formulée dans “Socialisme ou barbarie”, mais assez tardivement : le lien entre déterminisme économique rigide dont une critique moins radicale avait été esquissée très tôt par Claude Lefort dans *Les Temps modernes*, et justification éventuelle du maintien de l’organisation capitaliste de la production et, en même temps, “... la prétention incroyable d’un parti à “tenir le volant de l’histoire””. Un raccourci historique de quelques onze ans, si l’on s’en tient à la fondation de “Socialisme ou barbarie” mais en prenant en considération les premières versions du texte, treize ans, si l’on ne retient que la publication effective du premier texte de réorientation, quinze ou dix-sept si l’on remonte aux divergences et oppositions au sein du trotskisme. À cela, il oppose un schème également présent dans “Socialisme ou barbarie”, mais tout aussi tardivement, celui de l’autonomie dont il trouve la source dans le Karl Marx de la lutte des classes (et de la “... créativité politique des masses parisiennes pendant la Commune...”, comme Cornélius Castoriadis au début de sa réorientation, mais non plus ensuite) : “ l’instituable qu’est l’humanité pour elle-même”. Tout en louant la démarche de Cornélius Castoriadis, Paul Thibaud lui oppose celle de “... ses amis Lefort et Gauchet sur la “division originale” de la société et sur sa non coïncidence avec elle-même...”. En outre, il se demande si “... l’idée d’auto-institution comme possibilité concrète (et non comme mythe régulateur central)” ne renoue pas avec “... le mythe d’un commencement absolu...”, “à neuf”, illusion peut-être encore “... plus profonde et plus dangereuse que la précédente ?”, en suggérant qu’“Il faudrait pour équilibrer l’idée d’auto-institution, repenser ce rôle si évident du passé dans la novation...”<sup>2369</sup>.

L'article de Claude Lefort, "La question de la révolution"<sup>2370</sup> prend donc place dans un ensemble de textes qui porte sur le totalitarisme ; il est en outre imprégné de sa recherche sur Machiavel, la thèse entreprise par Claude Lefort depuis 1956 et dirigée par Raymond Aron, *Le travail de l'œuvre Machiavel*<sup>2371</sup>, paru en 1972, publication précédée de celle en 1971 d'un article rédigé avec Marcel Gauchet sur Machiavel dans *Textures*.<sup>2372</sup> Il en va d'ailleurs ainsi tant de ses réflexions de cette période sur la démocratie que sur le totalitarisme, au-delà de cet article.

Il conviendra donc de considérer la période avant de s'interroger également sur les évolutions de la problématique de Claude Lefort.

De fait, la thématique idéologique se modifie fortement dans le champ intellectuel des années 1975 et 1976 : la réflexion et la mobilisation antitotalitaires vont y tenir une place de plus en plus grande : *La Cuisinière et le Mangeur d'hommes* d'André Glucksmann paraît en 1975, *La tentation totalitaire* de Jean-François Revel, en 1976, *Un homme en trop. Réflexions sur "L'Archipel du Goulag"* de Claude Lefort<sup>2373</sup>, également en 1976 (précédé d'un article sur "Soljénitsyne" dans *Textures*<sup>2374</sup>). Les intellectuels recommencent à se trouver décalés face au champ politique, comme dans l'après-guerre, mais les positions respectives se sont inversées, outre le changement non négligeable de contenu. La radicalisation antitotalitaire s'accroîtra encore avec la connaissance de la nature de la révolution menée par les Khmers rouges au Cambodge, par ailleurs en guerre avec le Viet-nam, dont l'invasion des troupes en 1979 permet la chute du gouvernement dirigé par Pol Pot, Khieu Samphan ; le Viet-nam fut lui-même envahi par les troupes chinoises la même année ; la fuite dramatique des "boat people" suscita de fortes réactions de compassion.

Pierre Grémion souligne justement que "... le mouvement des idées... évolue en sens inverse en France et aux États-Unis.", où se produit "... un double phénomène : banalisation

de la situation soviétique (sous l'influence des sciences sociales), puis véritable révisionnisme historique (sous l'influence des déchirements provoqués par la guerre du Vietnam).<sup>2375</sup>

En effet, en France, après la parution en russe de *L'Archipel du Goulag*, en 1973 et sa mise en vente en 1974, les droits ayant été acquis par les éditions du Seuil dès la fin de 1973, le succès est très grand auprès du public. Le PCF est pris entre son rôle dans l'Union de la gauche, alliance non exempte de doubles jeux au demeurant, sa stratégie démocratique pour accéder au pouvoir par les élections et la défense de l'Union soviétique. Alors qu'il "... multiplie alors les gestes et les propos en faveur de son engagement démocratique, par exemple... avec le lancement du livre de Georges Marchais, *Le défi démocratique...*"<sup>2376</sup>, il réagit violemment face à cet ouvrage : "Dès l'édition russe, "*L'Humanité* s'insurge contre cette campagne de dénigrement de l'Union soviétique... ". "Repousser l'antisoviétisme, c'est l'affaire de tous", pour le Comité central du PCF"<sup>2377</sup>. Pourtant, "Parallèlement... /le Parti communiste/ commence /néanmoins/ à émettre quelques timides réserves sur la situation intérieure de la "patrie du socialisme" ".<sup>2378</sup>

Le malaise est également perceptible au Parti socialiste. "Pourtant Gilles Martinet /lui-même ancien communiste, puis progressiste, dont le rôle a été essentiel au sein de la rédaction de *France Observateur*, on l'a dit dans le chapitre I et qui contribuera bientôt aussi à tenter une synthèse sur l'autogestion au sein du Parti socialiste, on l'a vu également, "... membre... / de son/ Comité exécutif... et collaborateur du *Nouvel Observateur*, ose critiquer à la télévision française les attaques du PCF contre Soljénitsyne. Une polémique s'ensuit entre les communistes et l'hebdomadaire..." François Mitterrand déclarera que Gilles Martinet "... ne saurait être habilité à parler au nom du PS", ce qui ne suffira au demeurant pas à clore la polémique.<sup>2379</sup>

Par contre, le champ intellectuel réagit. On a déjà vu que les nouvelles orientations en gestation de la CFDT, elle-même demandeuse d'échanges effectifs, outre l'image que de telles relations lui confèrent, avait attiré nombre d'intellectuels au-delà de deux anciens de "Socialisme ou barbarie". Le premier



phénomène débute avant le second dont la nature est assez différente, puisqu'il sera bientôt "transpartisan"<sup>2380</sup>, selon l'expression de Pierre Grémion, lieu d'échange entre droite et gauche et même de commune mobilisation, alors que les relations avec la CFDT agrégeaient un milieu intellectuel qui certes ne se laissait pas décrire dans des catégories partisans qu'il n'allait d'ailleurs pas sans contester, mais se situait à gauche, quant à lui, une gauche n'excluant pas des mobilisations révolutionnaires.

Dans la "cristallisation d'un front antitotalitaire" parisien, Raymond Aron, ainsi que François Furet jouent un rôle décisif, mais également Jean-Marie Domenach, directeur d'*Esprit*, ainsi que Gilles Martinet, membre du comité directeur du Parti socialiste, et Claude Lefort.<sup>2381</sup> Ce dernier publie notamment, alors, plusieurs articles dans *Esprit*.

Revenant en 1998 sur la question des rapports entre la publication de *L'Archipel du goulag* d'Alexandre Soljénitsyne et la transformation du champ intellectuel français, Pierre Grémion insiste sur le poids d'une partie de l'extrême gauche parisienne dans le second phénomène, tout en cherchant à décrire le "retournement" de cette dernière qui n'est pas issue d'un : "... mouvement libertaire sui generis", mais plutôt marquée par des "sources léninistes - ou maoïstes...". "Le ressourcement fondamentaliste léniniste permet de comprendre l'impact de l'électrochoc Soljénitsyne... L'anticommunisme virulent va se maintenir, mais en s'appuyant sur une base philosophique retournée par rapport au ressourcement fondamentaliste des origines..."<sup>2382</sup>.

Pierre Grémion accompagne une partie de ces auteurs dans leur interprétation rétrospective de mai 1968 : "Dès lors, une nouvelle couche d'intellectuels acquiert la capacité de construire et d'imposer une lecture dominante de Mai 1968 pour en faire le point de départ d'un mouvement libertaire antitotalitaire dont ils deviennent les chefs de file."<sup>2383</sup>

En outre, il note au passage, se référant au livre sur mai 1968 d'Edgar Morin, Cornélius Castoriadis et Claude Lefort<sup>2384</sup>, que "Ce renversement libertaire

donne un sens à la brèche que les intellectuels venus de l'extrême gauche antistalinienne de la génération précédente avaient décelée en Mai 1968.<sup>2385</sup>, sans que les critiques des seconds ne désarment nécessairement devant les premiers dont le récent passé léniniste et/ou maoïste n'éveille pas nécessairement leur sympathie. Cornélius Castoriadis, en tout cas, se montre particulièrement virulent, au moins à propos de ceux des intellectuels de gauche : qui "... déliraient d'enthousiasme devant le totalitarisme maoïste et son moment culminant : la "révolution culturelle". Ils n'ont du reste pas beaucoup évolué. Ayant acclamé dans le totalitarisme la Révolution, ils dénoncent aujourd'hui dans le totalitarisme la révolution."<sup>2386</sup>. Mentionnant quant à lui les anciens gauchistes, Claude Lefort se plaît plutôt à souligner la rapidité avec laquelle, "malgré leur jeunesse" ils ont franchi "... le chemin que des générations antérieures avaient mis plusieurs décennies à parcourir." et à souligner qu'ils "... ont la mémoire de leurs illusions" ("... ils ont découvert la solidité des régimes bureaucratiques..." "... une expérience de la bureaucratie qui a longtemps fait défaut.")<sup>2387</sup>. De fait, par ailleurs, on l'a dit, il y avait bien eu une composante libertaire, - ainsi que situationniste - en mai 1968, moins relayée que d'autres. En outre, compte tenu du rapport constamment faible entre membres de groupes organisés et actifs réguliers ou non en mai 1968 et même après, alors que les organisations s'efforçaient de recruter, les mobilisations ne peuvent à aucun moment se réduire aux seules avant-gardes structurées ni se lire totalement à partir d'elles.

*L'intelligence de l'anticommunisme* de Pierre Grémion fournit de précieux éléments contextuels : "La cristallisation de ce Front antitotalitaire parisien est précipitée par deux événements de sens inverse qui interviennent à la même époque en Europe centrale. Le premier est le voyage d'une délégation du Parti socialiste en Hongrie, conduite par son premier secrétaire François Mitterrand, au terme de laquelle le PS signe avec le Parti communiste hongrois un communiqué dont le texte avalise le "rôle dirigeant" de ce dernier. Le communiqué est pour le milieu antitotalitaire en voie de formation un symptôme supplémentaire et inquiétant de l'infériorisation idéologique des socialistes français par rapport au PCF, nécessitant un redoublement d'activité et de vigilance. En Pologne, c'est après de nouvelles émeutes ouvrières en juin, la création en septembre 1976 d'un comité de défense des ouvriers..."<sup>2388</sup>.

Le sociologue fait remonter l'origine de la formation de ce milieu au "... colloque organisé à Paris en 1976 par deux universitaires originaires du Centre-Est européen, Pierre Kende et Krzysztof Pomian...", à l'occasion de l'anniversaire des événements de Pologne et de Hongrie, tout en soulignant l'appui apporté à l'organisation de ce colloque par Jean-Jacques Marie, trotskiste lambertiste<sup>2389</sup> qui a notamment animé le Comité international contre la répression avec lequel Krzysztof Pomian avait été en contact, lorsqu'il avait émigré en France en 1973.

La signature en 1975 des accords d'Helsinki, sur lesquels on reviendra, offrait de nouveaux instruments pour appuyer les oppositions intellectuelles en plein développement dans la partie orientale de l'Europe.

Quant à la problématique de Claude Lefort, elle a beaucoup évolué depuis qu'il a quitté "Socialisme ou barbarie". On l'a déjà souligné en particulier dans le chapitre IX à partir de textes qui datent exclusivement des années soixante : reconnaissance explicite de la pluralité sociale, mais aussi de celle des opinions, reconnaissance également de l'efficacité symbolique du modèle démocratique qui s'accompagnait dès 1966 dans "Pour une sociologie de la démocratie", du projet de l'investigation de ce dernier. Mais sa thèse sur Machiavel *Le travail de l'œuvre Machiavel* déjà mentionnée constitue en outre une césure essentielle.

En outre, il s'est opéré un changement d'échelle du "cadrage" : si la réflexion sur le totalitarisme portait déjà sur un mode de fonctionnement social, politique et idéologique mis en relation avec un processus, violent, de formation, concernant les sociétés occidentales, celle très présente aussi sur la critique de ce qu'il appelle maintenant "l'incarnation", jugée en partie responsable de la formation du totalitarisme soviétique, corrélée à celle sur les conditions d'un surgissement et d'un développement éventuel d'un mouvement révolutionnaire autonome, aboutissait à la définition d'un rôle militant d'un type nouveau appréhendé à un niveau presque interpersonnel : avec son interprétation de Machiavel il revient à une

approche beaucoup plus globale, en même temps qu'interactive, des phénomènes politiques dans les démocraties politiques.

Miguel Abensour distingue deux "interprétations du totalitarisme"<sup>2390</sup> chez Claude Lefort et place la seconde, corollaire d'une nouvelle définition du politique "sous le signe" du "moment machiavélien", expression qui renvoie à l'ouvrage de JGA Pocock, *The Machiavelian Moment*.<sup>2391</sup>

Selon lui : " Pour une pensée postmarxiste, la force de Machiavel ne tient pas dans son choix de la république... mais dans le lien qu'il établit entre la division et l'institution politiques." "La grandeur de la république /pour Machiavel interprété par Claude Lefort / tiendrait dans sa capacité à... laisser advenir la désunion entre le parti des grands et celui du peuple, à savoir vivre dans le climat agité des tumultes..."<sup>2392</sup>. Outre le lien établi entre institution politique et développement du conflit, "division originaire du corps social"<sup>2393</sup>, la loi se trouverait également redéfinie, non pas par la mesure, mais par la liberté : "... la loi se révèle... liée à la démesure du désir de liberté, désir /du peuple/... d'être et non désir d'avoir."<sup>2394</sup> Enfin, dans Machiavel, Claude Lefort trouve "... une pensée du social sous le signe du conflit..." qui "... va de pair avec la redécouverte du politique..." de sa "... fonction instituante... dans le rapport qu'il entretient à la division originaire du social."<sup>2395</sup>

Dans "L'impensé de l'union de la gauche" écrit en 1978, Claude Lefort précisera aussi y voir une réponse au marxisme tel qu'il a été interprété et utilisé, pour lequel "... la démocratie serait le système le plus apte à bloquer la division sociale, conçue comme division des classes et des intérêts particuliers. Or/ ajoute-t-il/ cette thèse devrait être renversée. La vérité est que, de tous les régimes connus, la démocratie est le seul qui laisse entrevoir la division sociale et s'exercer ses effets..."<sup>2396</sup>, au demeurant dans la vie politique française concrète, largement sous l'action de partis qu'il ignore comme les républicains ou les radicaux, ou qu'il critique extrêmement vivement comme les socialistes.

On verra ultérieurement les modifications concomitantes de l'appréhension du totalitarisme. Notons dès à présent qu'on est loin non pas des antagonismes irréductibles qui caractérisaient si fortement l'appréhension du monde des "sociaux-barbares", mais d'une unique conclusion possible dans l'affrontement visant l'anéantissement de l'autre. L'affrontement persiste, mais son développement devient créatif.

L'article de Claude Lefort publié dans *Esprit* en 1976 "La question de la révolution" est sinon consacré à la Hongrie et au soulèvement de 1956, du moins imprégné de ce dernier pris comme modèle de révolution antitotalitaire - on l'a vu dans le chapitre VI -, comme dans plusieurs autres, écrits peu de temps après, on y reviendra ci-après, mais l'auteur y établit également une relation entre révolution et État : "... la notion d'une rupture entre l'ancien et le nouveau", impliquée par celle de révolution, "comme le note justement François Furet" tout en refusant de s'en tenir à son *idée*\* (\* en italique dans le texte) "qui serait restée privée d'efficacité sans le soulèvement des masses." et en soulignant qu'elle "... n'est pas née toute adulte... du germe déposé par le discours de /Jean-Jacques/ Rousseau." - remarque qui tient notre auteur assez éloigné de la quête de Cornélius Castoriadis sur la seule généalogie intellectuelle d'une posture - "... ou bien encore, celle de l'humanité qui ferait d'elle-même son œuvre propre", Claude Lefort pense qu'elles ont surgi à Florence au début du XV<sup>e</sup> siècle ; en outre, selon lui, "l'"humanisme civil"... n'engendre pas l'idée de la Révolution, mais l'annonce" ; il le fait remonter au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Or, considérant le contexte du phénomène, Claude Lefort décrit celui-ci par différents facteurs tous socio-politiques, parmi lesquels le pouvoir d'État tient une place essentielle : "... des sociétés qui s'unifient...", "... la commune appartenance... à un territoire", "... l'identité nationale...", ces sociétés "... font l'épreuve de leurs divisions internes dans un même espace symbolique...\*", "... s'ordonnent sous l'effet d'un pouvoir d'État...\*" (\* souligné par moi). Claude Lefort poursuit : "L'idée neuve de la Révolution, je ne pense pas qu'on puisse la dissocier de l'idée neuve de l'État ; l'idée de la fondation originaire de celle du surgissement d'un pouvoir qui garantit à la société son unité... en courant le risque d'apparaître comme un organe particulier... confondu avec la personne du Prince, - quelque chose qu'on peut détruire". Ce

serait l'existence de ce pouvoir qui permettrait que " ... tous les conflits accumulés au sein de la société civile puissent être rapportés à la notion d'une opposition politique...".

En outre, l'ancien co-créateur de "Socialisme ou barbarie" conteste que toute révolution soit nécessairement de type jacobino-bolchévique, ce qui exclurait toute révolution antitotalitaire, alors qu'il en voit les prémisses dans la révolution hongroise. En premier lieu, en Hongrie "Le phénomène révolutionnaire se désigne au signe d'une opération de renversement qui tend à se propager dans tous les secteurs de socialisation et à affecter tous les réseaux symboliques."<sup>2397</sup> Il précisera dans "La première révolution anti-totalitaire" /sic/, publiée dans *Esprit* en 1977 "... qu'elle /la Révolution/ bénéficie d'un soutien quasi-unanime - comme si le totalitarisme avait eu pour effet de totaliser à ses dépens toutes les résistances. " "<sup>2398</sup>. C'est un phénomène pluriel, " une révolution *plurielle\**... ". En second, l'expérience du totalitarisme n'est sans doute pas étrangère à la recherche pratique " ... d'un nouveau modèle politique... qui interdirait... à un appareil d'État de se solidifier et de se détacher de la société civile."<sup>2399</sup>

C'est le même sujet qui sera repris dans "Une autre révolution", publiée dans *Libre*, en 1977, la même année que "La première révolution antitotalitaire", avant d'être publié à nouveau pour le dernier dans *L'invention démocratique*<sup>2400</sup> : nouvelle réflexion menée dans un contexte de mobilisation antitotalitaire en France, plus fondamentalement et explicitement critique que celui de 1956 sur un sujet déjà abordé au temps de " Socialisme ou barbarie ", sa réflexion principale ayant cependant alors porté sur l'Union soviétique avec "Le totalitarisme sans Staline"<sup>2401</sup>, sa recherche sur Machiavel l'aidant en outre à penser la pluralité et sa possible dynamique propre.

Dans "Une autre révolution", il précise ce modèle pratique qui cherche à combiner des sources de pouvoir et des "principes différents d'autorité" selon l'expression employée dans "La première révolution antitotalitaire"<sup>2402</sup> : " L'idée est de combiner les autorités dont les sources sont reconnues publiquement comme différentes. On la voit

émerger dans l'association de trois revendications émises par le Conseil central /de Budapest/... : une fédération de conseils ouvriers ; un Parlement élu au suffrage universel, dont la liberté serait garantie par la liberté d'association et d'expression, la reconstruction des syndicats à partir de la base, spécialisés dans la défense des intérêts ouvriers et bénéficiant du droit de grève. En un sens, cette dernière revendication accroît la contradiction, car elle implique que les Conseils eux-mêmes *ne constituent pas toute la représentation ouvrière.*"<sup>2403</sup> Différents principes et sources d'autorité auxquels correspondent diverses formes de sociabilité, ce que d'autres écoles sociologiques désigneraient comme des rôles sociaux : "... différence du travailleur-citoyen, du travailleur-producteur, et du travailleur-syndiqué-gréviste potentiel..." ; "Implicitement, le modèle reconnaît... qu'il lui faut /au travailleur/ s'affranchir de la fiction de l'unité et faire droit à la différence sociale qui l'habite..."<sup>2404</sup>.

Ce pouvoir est donc un pouvoir "instituant" ; en outre, Claude Lefort pose la pluralité sociale des participants et n'en fait plus comme dans ces premiers textes sur les mouvements contestataires d'Europe centrale, on l'avait noté, la source d'un antagonisme irréductible qui ne pourrait déboucher que sur un conflit ouvert : "Certes, cette révolution ne se réduit pas, et de loin, au soulèvement de la classe ouvrière. On sait notamment quel rôle jouèrent, à son origine, les étudiants et les intellectuels." "Au cours de la période révolutionnaire, c'est une extraordinaire effervescence qui s'empare de la population en dehors de la classe ouvrière..."<sup>2405</sup>.

Dans "La première révolution antitotalitaire", Claude Lefort applique son interprétation de Machiavel au pouvoir totalitaire : "... le totalitarisme avait trouvé sa logique la plus achevée en URSS et dans les pays satellites... dans ces formations sociales où l'État prétend englober la société civile, effacer tous les signes d'une division interne, imposer dans toutes les sphères d'activité les mêmes normes, les mêmes règles et les mêmes représentations... la révolution a dévoilé la contradiction fondamentale du totalitarisme /le/ pouvoir de l'État... en dépit de sa tentative de se rendre omniprésent et par conséquent invisible, apparaît, comme nulle part ailleurs, à distance, au-dessus de l'ensemble social, étranger aux exigences de la vie collective."<sup>2406</sup>, omniprésence qui se dit incarnation de l'ensemble social et de son devenir, tout en étant constamment non seulement distante, mais potentiellement menaçante,

phénomène qu'il avait systématiquement décrit dans "Le totalitarisme sous Staline".<sup>2407</sup>

Dans "L'image du corps et le totalitarisme" publié en 1979<sup>2408</sup>, texte imprégné des thèses de Ernst Kantorowicz<sup>2409</sup>, mais aussi de Michel Foucault<sup>2410</sup>, mais plus profondément encore de son interprétation de Machiavel, Claude Lefort revient sur la dénégation de la division par le pouvoir totalitaire : "... la représentation du peuple-Un n'est pas en contradiction avec celle d'un pouvoir tout-puissant, omniscient, avec celle finalement de l'Égocrate - pour reprendre le terme de Soljenitsyne - figure dernière de ce pouvoir... /que l'auteur qualifie plus loin de "surmâle"<sup>2411</sup>, renouant avec une approche teintée d'images d'origine psychanalytique dont on avait vu très tôt une esquisse dans les premiers articles publiés dans *Les Temps modernes* : "L'analyse marxiste et le fascisme" de 1945<sup>2412</sup>, dans lequel il rapprochait la petite bourgeoisie de la mère brutalisée par le fascisme, "La déformation de la psychologie, du marxisme et du matérialisme, ou les essais de M Naville" de 1946<sup>2413</sup>, où une analogie était établie entre le prolétariat et la sexualité réprimée/. Un tel pouvoir détaché de l'ensemble social, qui surplombe le tout, se confond avec le parti, avec le prolétariat. Il se confond avec le corps entier alors qu'il en est la tête."<sup>2414</sup> Il traitait déjà ce sujet dans "L'impensé de l'union de la gauche" : "... tout en se soustrayant à l'épreuve du suffrage, tout en se situant en surplomb... retranché de la population, détenteur de la toute-puissance. ... le pouvoir ne cesse de se présenter comme pouvoir du peuple et dénie tout pouvoir de division."<sup>2415</sup> "L'image du corps se combine avec celle de la machine" /dans ce modèle scientifico-technique/ "Cette image... /du corps politique/ exige l'exclusion de l'Autre maléfique..."<sup>2416</sup>.

Cette société totalitaire, Claude Lefort la compare à celle d'Ancien Régime : "... la société d'Ancien Régime se représentait son unité, son identité comme celle d'un corps-à-corps qui trouvait sa figuration dans le corps du roi, ou mieux s'identifiait à celui-ci, tandis qu'il s'y rattachait comme à sa tête. (...) L'image du corps du roi comme corps double, à la fois mortel et immortel, individuel et collectif, s'est étayée sur celle du Christ."<sup>2417</sup>



Mais il ajoute : “Le prince condensait en sa personne le principe du pouvoir, le principe de la loi, le principe du savoir, mais il était censé obéir à un pouvoir supérieur... *major et minor se ipso*, au-dessus et au-dessous de lui-même... Il coïncide avec lui-même, comme la société est supposée coïncider avec elle-même. Telle ne paraît pas être la position de l’égocrate ou de ses substituts...”<sup>2418</sup>.

Par opposition, il pose la société démocratique, sortie de la première et menacée du népotisme qui ouvre la voie au totalitarisme : “La révolution démocratique, longtemps souterraine, explose quand se trouve détruit le corps du roi..., quand tombe la tête du corps politique ...”<sup>2419</sup>.

La “... corporéité du social se dissout...” Il y a “... désincorporation des individus.” Avec la révolution démocratique moderne, il n’y a “... point de pouvoir lié à un corps... Le pouvoir apparaît comme un lieu vide et ceux qui l’exercent comme de simples mortels qui ne l’occupent que temporairement...”<sup>2420</sup>.

Le “Pouvoir politique /est/ circonscrit, localisé dans la société, en même temps qu’instituant, il est exposé à la menace de s’abîmer dans la particularité, d’exciter ce que Machiavel jugeait plus dangereux que la haine, le mépris...”<sup>2421</sup>.

Cette question était plus approfondie dans “L’impensé de l’union de la gauche”, article sur lequel on reviendra : Claude Lefort y définit le suffrage électoral comme une “... décomposition de la société en atomes politiques - les citoyens... cette opération a la vertu de faire surgir un pouvoir qui n’incarne pas un supposé *corps* \* (\* en italique dans le texte)” et également comme “un simulacre de dissolution” ; l’opération constitue une “négation d’une réalité substantielle...” tant de “la société” que “du pouvoir”. Ce dernier “... autrefois *incorporé*, lié à la personne d’un monarque... restitué à son indétermination” devient un “lieu vide... /qui n’appartient/ en droit à personne” (\* souligné par moi), avec comme corollaire “... l’impossibilité où sont mis ceux qui l’exercent de se confondre avec lui.”. S’il y a cependant référence à un pouvoir sous l’effet duquel s’ordonne la société... celle du peuple comme Souverain.”, le “... pouvoir ne fait que figurer l’extériorité de la société par rapport à elle-même...” “... pas davantage... une identité ne saurait-elle s’opérer entre le peuple et le pouvoir...

organe intérieur, dans lequel se concentreraient les volontés populaires...” “En ce sens la démocratie laisse percer l’énigme de l’institution du social.” “... le pouvoir est empêché de se fixer à distance de ceux qui lui sont assujettis. Son extériorité... ne fait pas sens vers un foyer d’institution extra-social, Dieu, les dieux..., mais, en l’absence d’une identification avec le peuple, elle ne saurait non plus se prêter à la dénégation...”<sup>2422</sup>.

Cherchant à dégager une logique de la “compétition politique”, démarche dans laquelle il alterne l’observation et le style prédictif, tout en axant sa réflexion, plus que dans ses autres textes, sur une défense antitotalitaire, qui se marque par l’édification proposée de ce qu’on pourrait définir comme des garde-fous, l’auteur insiste beaucoup sur le lien entre le suffrage universel et la “scène politique”, “... pour souligner que la compétition est conçue pour apparaître aux yeux de tous... spectacle de discordances qui ne sont pas seulement de fait, mais impliquées dans sa définition /de la société/”. “... c’est par ce truchement que la société combine dans la même représentation l’image de son unité et celle de sa division.”. Outre les libertés publiques, une telle compétition “... suppose que\* la minorité ait part à la représentation et jouisse de moyens d’opposition, et que la majorité soit mise dans l’incapacité de capter les moyens de contrainte de l’État à son profit.”. “L’important... est que\* ce qui relève de l’ordre du pouvoir ne coïncide pas avec qui relève de l’ordre de la loi et de l’ordre du savoir... que la possibilité est ouverte d’un changement indéfini des lois et du procès de la connaissance, d’un débat sur les principes et les fins... que le pouvoir ou plus généralement la politique sont ouverts à une interrogation et à une critique se réclamant d’une légitimité et d’une vérité que les gouvernants sont impuissants à s’approprier.” (\* souligné par moi).

Les décalages entre représentations politiques et structures sociales n’échappent pas à l’auteur : “ ... on peut bien juger que ce conflit ne reflète pas le conflit social (il est vrai, par exemple, que les partis sont largement occupés à se conserver et à affermir leur position dans le système politique)...”, mais il en assure une “transposition”, une conversion de “conflit de fait en conflit de droit...”<sup>2423</sup>. Mais de tels décalages sont consubstantiels, dès qu’on passe du type idéal au concret : il suffit d’énumérer brièvement les cultures politiques jamais considérées par l’auteur ; des problèmes politiques tels que la décolonisation, l’engagement dans les guerres qui transcendent largement les

divisions sociales ; des phénomènes d'ordre plus institutionnels, tels que la nécessité pour les partis ou coalitions de partis d'obtenir des majorités, donc de convaincre des électeurs situés aux marges de "leurs" électorats, ou les relations entre les divers niveaux de la vie politique, municipaux, départementaux, maintenant régionaux, pour lesquels les motivations de choix des candidats peuvent différer notablement : on ne compte pas, par exemple, les maires de différentes orientations qui savent fidéliser leurs électeurs alors qu'ils font, en outre, une carrière nationale ou régionale, à condition de savoir persuader leurs administrés des retombées positives pour eux de leurs autres charges, en termes de ressources mobilisées, mais également de compétences ; d'ordre plus sociologique, telle que la diversité de conditions à l'intérieur de mêmes catégories, d'itinéraires, d'enjeux de carrières, d'enjeux liés à des conflits spécifiques dans des conjonctures différentes, par exemple, les reconversions en période de plein emploi ou de chômage.

En outre, plus globalement, à cette logique du suffrage universel, il manque une histoire de la formation du champ politique produit de conflits, de luttes. Ce dernier s'est constitué progressivement comme le suffrage universel lui-même, laissant parfois des sédiments plus ou moins durables.

Dans "Reculer les frontières du possible", placé en conclusion de *L'Invention démocratique*, mais auparavant publié dans *Esprit* en janvier 1981, Claude Lefort reprendra sa comparaison au travers de l'analyse de deux types de confrontation : un régime démocratique face à mai 1968 et le pouvoir polonais qu'il appelle toujours "totalitaire" face à un mouvement, celui de 1981, qui prend appui sur la "société civile".

"Mai 68 était un épisode de transe à l'intérieur d'une société qui accepte tacitement de vivre au rythme de ses discordances, qui accepte de faire sa part au dérèglement et à l'opacité ", énoncé qui illustre une assertion plus générale : "ce... régime /"démocratique" / est incomparablement mieux armé

pour accueillir et résorber les revendications.”<sup>2424</sup> Et trouver une réponse... éventuellement négociée...

Au contraire dans la Pologne sous régime communiste, le caractère profondément idéologique de ce dernier, au sens marxiste, se trouve décrit avec un vocabulaire redondant peu fréquent chez cet auteur : La “... bureaucratie dominante se fait invisible\* /,/ semble dissoute dans le corps homogène du socialisme.” Les “... contradictions... se trouvent... ordinairement dissimulées\* d’autant plus redoutables qu’elles sont artificiellement contenues\*.” “... la division sociale sous toutes ses formes se trouve radicalement masquée.” (\* souligné par la commentatrice)<sup>2425</sup> mais, en cas de crise, “... les divisions sociales internes sont subordonnées à une division générale entre la sphère du pouvoir et celle de la société civile.”<sup>2426</sup>, le pouvoir se trouve durablement isolé.

Tout bellicisme irréductible qui accompagnait autrefois à “Socialisme ou barbarie”, on l’a vu, l’antagonisme attendu des relations interclasses étant désormais abandonné dans la problématique de Claude Lefort, la “société civile” peut s’opposer à l’État.

Il est par ailleurs pris acte du défi “inédit” auquel le pouvoir communiste est soumis et de sa faiblesse intrinsèque en terme de légitimité politique, face à une société qui se manifeste à côté de lui.

On peut souligner dans ce texte l’usage du concept d’”incarnation” commun à Cornélius Castoriadis : “Sans doute y a-t-il longtemps que les Polonais - du moins ceux qui lui donnaient leur foi - ont cessé de croire à la figure de l’incarnation communiste. Mais on se tromperait à négliger la portée de l’événement qui signale publiquement la destitution de cette figure.”<sup>2427</sup>. De fait, Claude Lefort avait déjà employé ce concept dans “Le marxisme et Sartre”, en posant comme condition d’une critique du stalinisme de faire du parti non pas l’incarnation de la classe, mais son expression : “... si l’on tient le parti non pour l’incarnation de la classe, mais pour son expression...” (\* souligné par moi)<sup>2428</sup>.

Tout en tenant compte de certaines des singularités de la Pologne, parmi lesquelles le poids d'une Église qui a "... maintenu un pôle de légitimité extérieur au pouvoir..." et "... rendu possible la reconstitution de réseaux de socialisation..." "... permis aux Polonais de se défendre contre les effets de la désagrégation du totalitarisme au sein de la société..."<sup>2429</sup>, Claude Lefort dans "Reculer les frontières du possible", généralise son analyse aux autres sociétés sous régimes communistes. Il note notamment l'érosion de la foi communiste ("... le cynisme bureaucratique, la corruption se sont précipités..., tandis que la représentation du désordre et de l'illégalité éteignait la foi dans les valeurs du socialisme. ")<sup>2430</sup>, mais insiste surtout sur l'incapacité du communisme à admettre la pluralité politique : "... ce que nous excluons, c'est l'installation d'un communisme démocratique, dans lequel le conflit social et du même coup l'opposition seraient institutionnalisés."<sup>2431</sup> Si la société civile peut renaître, le pessimisme demeure quant à la répression attendue, qui viendra effectivement, même si elle n'atteindra cependant pas la violence du retour à l'ordre dans la Hongrie de 1956 ni même la dureté de l'après 1968 en Tchécoslovaquie. On sait dorénavant que c'est d'une incapacité de survivre au pluralisme qu'il s'agit aussi, comme la tentative de réforme gorbatchévienne par en haut l'a montré, quelle que puisse, par ailleurs, être la force de persistance de pans entiers de la "nomenclature", ainsi que la capacité de membres de cette dernière d'évoluer et de convertir leurs ressources : l'expérience hongroise, caractérisée par une institutionnalisation limitée des oppositions de type syndical et par une certaine tolérance politique ne s'étant pas révélée généralisable ; sous contrainte, elle ne s'est notamment pas montrée durablement reproductible au centre impérial, sans qu'il y ait pour autant une explosion antitotalitaire.

Mais son pessimisme s'étend également à l'appréciation des moyens susceptibles d'être utilisés par les oppositions, comme la troisième corbeille d'Helsinki : "Signer l'accord d'Helsinki pour les Occidentaux, c'était en acceptant le fait du totalitarisme, c'était... authentifier l'idée d'une humanité qui vit selon ses propres lois, des populations qui font corps avec le pouvoir qui les assujettit... En dépit des recommandations de la troisième

corbeille... la division entre l'espace démocratique et l'espace totalitaire se trouvait officiellement instituée..."<sup>2432</sup>.

Pour Pierre Grémion, par exemple, la signature des accords d'Helsinki a fourni des armes aux dissidences et aux oppositions d'Europe de l'Est, en réel développement, grâce notamment à l'existence d'un milieu antitotalitaire en train de se reformer et auquel Claude Lefort appartient alors en France, où une telle "mouvance" est devenue particulièrement active.

"L'impact de l'œuvre d'Alexandre Soljénitsyne à Paris dans les milieux intellectuels devait être considérablement démultiplié par la signature des accords d'Helsinki en août 1975. De façon générale, le renforcement des oppositions intellectuelles dans l'Europe soviétisée avivait le conflit entre détente et dissidence, contraignant les gouvernements occidentaux à s'engager plus avant dans la mise en oeuvre des accords d'Helsinki - la diplomatie américaine, après l'élection d'un nouveau président démocrate, "Jimmy" Carter, accélérant le processus dans la seconde moitié de la décennie. La Fondation pour une entraide intellectuelle remaniée se révéla alors un outil particulièrement adapté... Une fois encore, la Pologne devait fournir le levier..."<sup>2433</sup>.

Avant d'analyser deux articles qui interviennent dans le contexte politique français, l'un de Cornélius Castoriadis, l'autre de Claude Lefort, tous deux largement consacrés à une vive critique du Parti communiste, il convient de considérer l'évolution des forces syndicales et politiques de gauche et, plus globalement le contexte politique, mais également économique. "L'évolution du PCF" de Cornélius Castoriadis est publié dans *Esprit* de décembre 1977 donc après l'échec de la renégociation du programme commun<sup>2434</sup> - cette publication précède de peu celle d'un nouvel article du même auteur toujours dans *Esprit* sur "le régime social de la Russie"<sup>2435</sup>. Une première version de "L'impensé de l'Union de la gauche" de Claude Lefort aurait du être publié dans *Libre* "de novembre 1978. Nous avons demandé à l'éditeur de ne pas le publier. Rédigé quelques semaines avant la rupture de l'Union de la Gauche, il aurait déçu l'attente des lecteurs dans une conjoncture dominée par cet événement (encore que nous jugions plausible... une soudaine défection du parti communiste)." ; il sera

finalement publié dans *L'invention démocratique*, "sauf pour la dernière partie où l'argument consacré à la nature du pouvoir démocratique a été remanié."<sup>2436</sup>

S'agissant du contexte syndical français, le premier recentrage de la CFDT, à laquelle Daniel Mothé restera lié, est acquis en 1979, le second aura lieu en 1986. Mais le premier est préparé par deux événements de nature différente, bien que d'orientation convergente : la reprise des contacts entre la CFDT et le CNPF et le rapport Moreau présenté devant le Conseil national de la CFDT en 1978, donc après la rupture de l'Union de la gauche.

Les "pourparlers secrets" de 1977 entre le CNPF et la CFDT n'ont pas pour seul objectif de "... renouer... des contacts quasiment rompus depuis trois ans", mais également de "... tester les intentions patronales en matière de négociations à venir... : ... réduction du temps de travail, expression des salariés" dans les entreprises.<sup>2437</sup>

Le rapport Moreau sur l'action revendicative - du nom de Jacques Moreau, permanent de la Fédération de la Chimie, catholique, élu l'année suivante sur les listes socialistes au Parlement européen, et qui, proche de Jacques Delors, exercera à Bruxelles divers types de responsabilités tant auprès du Conseil européen des syndicats que du Conseil économique et social<sup>2438</sup> - est d'abord repoussé devant le Conseil national de la CFDT de janvier 1978, avant que ses principales conclusions ne soient adoptées après l'échec de la gauche aux élections législatives de la même année<sup>2439</sup> et devant l'ampleur de plus en plus perceptible de la crise économique. Le Congrès confédéral de 1979 entérinera la nouvelle stratégie.

Autocritique des pratiques passées, s'appuyant sur le contexte de la crise économique, ce rapport met en cause tant la stratégie unitaire avec la CGT, unité au demeurant restée généralement conflictuelle, qu'il juge "très nationale et très centralisée" et qui, selon lui, n'assure pas le lien avec le contenu concret des revendications et entraîne la "passivité des salariés"<sup>2440</sup>, que la nature de ces dernières

qui, ancrées dans l'entreprise, doivent dorénavant être réalistes et négociables. Conception des revendications et critique des formes d'action de la CGT dont on a vu que Daniel Mothé - à son niveau et en tant que militant minoritaire dans la métallurgie, la partageait largement, avec en particulier sa critique de la surenchère quantitative dans le contexte de l'après-mai 1968, caractérisé par la présence de militants gauchistes concurrents de la CGT, mais au profit d'autres formes d'action susceptibles de tendre vers l'autogestion, même s'il n'est sans doute pas très optimiste au moins à court terme : son analyse de la dureté de la condition ouvrière comme son insistance auprès des jeunes sur les vertus d'une intégration professionnelle leur autorisant une plus grande efficacité ultérieure convergent en tout cas dans ce sens.

Aux élections législatives, la gauche dorénavant divisée, depuis la rupture entraînée par l'absence d'accord sur la "réactualisation" du programme commun consommée en septembre 1977, enregistre un nouvel échec. Celui-ci intervient après que cette dernière, surtout socialiste dont on a vu par ailleurs qu'elle n'est guère sensible en profondeur aux thèses autogestionnaires, ait enregistré des résultats prometteurs tant aux élections cantonales de mars 1976 que municipales de mars 1977. Le taux extrêmement élevé de participation au premier tour, le plus élevé depuis 1945 pour des élections législatives, s'accompagnait à gauche d'une progression importante du vote en faveur du Parti socialiste, devenu pour la première fois à ce type d'élection le premier devant le Parti communiste qui par ailleurs ne recule que faiblement. Au premier tour la gauche est en tête. Dans *France de gauche, vote à droite*, Jacques Capdevielle, Élisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, Colette Ysmal soulignent notamment que "la gauche se stabilise... au même niveau que celui atteint au second tour de l'élection présidentielle de 1974, époque de la " lune de miel " socialo-communiste." Revenant sur les sondages qui avaient montré que les Français étaient dans leur majorité attirés par la gauche - une moitié un peu plus importante que l'autre - nos auteurs, après avoir confirmé cette assertion, valable "au premier chef" pour "la gauche socialiste", précisent que, par contre,



les électeurs ne sont pas prêts “à accepter... toutes les implications de l’alliance socialo-communiste au niveau national”. Ceci est en partie vrai d’une fraction des électeurs de la majorité qui avaient voté à gauche en particulier lors des élections locales et intermédiaires : “... le large accord qu’ils manifestent en faveur de toutes les mesures de protection sociale... se transforme en hostilité massive dès lors qu’on sollicite leur opinion sur les mesures de dirigisme...”. Ce dernier suscite en outre la réserve d’une part non négligeable de l’électorat socialiste. Mais il en va de même “en ce qui concerne la perspective de gouverner avec le partenaire communiste”, ainsi que d’une “... attirance non dissimulée... pour le candidat Valéry Giscard d’Estaing...” dont, par ailleurs, le parti, l’UDF, arrive en tête devant le RPR ; “hétérogénéité...” donc de cet électorat “que confirment... /de/ moins bons reports des électeurs socialistes sur les candidats communistes au second tour.”. Il se dessine dans cet électorat un sous-ensemble dont les attitudes et le comportement politique sont spécifiques et qui réunit plutôt “les plus instruits, exerçant les professions socialement et économiquement les plus favorisées”, “tandis qu’une composante plus populaire demeure, dans son ensemble, fidèle à l’allié communiste.

L’électorat communiste est, quant à lui, beaucoup plus homogène dans ses attitudes politiques et plus discipliné<sup>2441</sup>. Pourtant pendant la campagne pour le premier tour, le Parti communiste se montre très critique vis-à-vis du PS, privilégie presque exclusivement son électorat ouvrier<sup>2442</sup>, ce qui ne correspond pas à sa propre évolution sociographique, évolution qui elle-même converge avec ce qui avait constitué sa propre réorientation stratégique au cours des années soixante-dix. Georges Marchais se félicite finalement de l’accord intervenu entre les deux tours, cependant des “... responsables de l’organisation, comme Gaston Plissonnier, donnent aux militants les plus sûrs des consignes afin d’éviter l’élection de certains députés socialistes...”<sup>2443</sup>.

Sa relative ouverture avait permis à des chercheurs d’avoir accès à des données sur l’organisation “...jusqu’ici fort peu disponibles, en particulier, l’enquête réalisée... en 1979... par François Platone.”<sup>2444</sup> Si les effectifs ont beaucoup augmenté<sup>2445</sup>, surtout après 1972, ils ont également rajeuni, se sont féminisés - c’est d’ailleurs le

parti le plus féminisé de France : les femmes représentent un peu plus du tiers des effectifs - et déprolétariés, même si 45 % des adhérents sont encore des ouvriers - alors qu'ils sont 35 % dans la population active, mais ils étaient 57 % douze ans auparavant<sup>2446</sup>. Cette évolution socioprofessionnelle a des incidences sur celle des délégués aux conférences fédérales, mais "aux autres échelons de l'organisation et à tous les niveaux de pouvoir réel du parti, se repèrent une réaction de la direction et une distorsion." de plus en plus forte au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie<sup>2447</sup>. En outre, cette diversification socioprofessionnelle du recrutement paraît avoir surtout été grande après 1968, alors que le Parti communiste "mène la bataille pour le programme commun" ; beaucoup moins après la signature.<sup>2448</sup> Déjà moins "attractif", on a vu que la politique de ce parti se caractérise en outre par des volte-face, ainsi que par son refus d'inscrire une telle évolution au cœur de son organisation. Après la rupture, la génération du "Programme commun" qui représente plus du tiers des adhérents et est également très présente aux congrès nationaux, mais guère plus haut dans l'appareil se sent en "porte-à-faux".<sup>2449</sup>

En outre, dès la fin de l'année 1978, ce sera le "retour à l'orthodoxie"<sup>2450</sup> qui caractérisera le Parti communiste. La crise se déclenche avec les intellectuels : après une période d'écoute, ce sera la normalisation administrative, suivie de départs et d'exclusion - ainsi *La Nouvelle Critique* qui, après avoir été «... l'un des épiscopales de la diffusion des thèses scientifiques et artistiques de la guerre froide », « À partir de 1958, /voit/ son équipe très ébranlée par les révélations du XX<sup>e</sup> congrès /et qui/ est très largement modifiée, et... au contraire anticipe, en matière théorique et en particulier philosophique, sur les stratégies officielles du PCF... /puis, en 1967/... recentrée sur la culture... devient l'une des alliées les plus efficaces de la fraction politique engagée dans la rénovation du Parti /et/ en 1978... entre dans le mouvement, publie deux numéros jugés contestataires /avant/ d'être supprimée... en janvier 1980 »<sup>2451</sup>. La crise se déclenche d'abord avec les intellectuels : après une période d'écoute, ce sera la normalisation administrative, suivie de départs et d'exclusion, mais des désaccords limités, il est vrai, s'expriment également au sein de l'appareil ; quant à la crise de la Fédération de Paris, dont le recrutement est profondément atypique, puisque près

de la moitié de ses adhérents sont des cadres moyens ou supérieurs - parmi lesquels de nombreux enseignants -, ou membres des professions libérales, sa politique d'ouverture à la population, en particulier du tertiaire, rencontre un certain succès, même si le Parti communiste recule néanmoins par rapport au PS, tout en restant jusqu'en 1978 le premier parti de la capitale. Sa normalisation y entraînera un déclin définitif.

Quant à la CFDT, si, après ces élections législatives, elle est reçue à l'Élysée puis par le Premier ministre, Raymond Barre, et si des négociations s'engagent sur la durée du travail en particulier, elles n'aboutiront guère avant l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 : des "pratiques de dialogue" s'instaurent néanmoins entre cette confédération syndicale et les pouvoirs publics.<sup>2452</sup>

La fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing sera ponctuée de tensions internationales et de difficultés économiques, après avoir débuté sous le signe d'importantes réformes qui devaient concrétiser le projet de "société libérale avancée" : lois de réformes de "mœurs" - 1974, autorisation de la vente de produits contraceptifs et remboursement par la Sécurité sociale, 1975, divorce par "consentement mutuel" et interruption volontaire de grossesse, votée grâce à de nombreuses voix de l'opposition, la majorité étant très divisée ; le ministre de la Santé Simone Veil, alors peu connue, domina ce débat - ; de réformes économiques et sociales - 1974-1975, généralisation de la Sécurité sociale, 1975, réglementation des licenciements collectifs, orientation des handicapés ; remplacement de la patente par une taxe professionnelle, 1976, imposition des plus-values du capital, loi très édulcorée par rapport au projet initial qui avait suscité de vifs désaccords à gauche et dans la majorité ; la loi de réforme de l'entreprise préparée par la commission Sudreau n'aboutit par contre pas - ; 1975, loi Haby qui instaurait dans l'enseignement secondaire un tronc commun de formation jusqu'à la troisième ; réformes institutionnelles - 1974, abaissement de l'âge de la majorité et donc du droit

de vote à 18 ans, élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel, modification du statut de la radio et de la télévision françaises en sociétés indépendantes.<sup>2453</sup>

Si la dégradation de la situation économique, financière et sociale fut immédiate après le premier choc pétrolier, sa gravité ne semble pas avoir été immédiatement perçue ; après le plan de “refroidissement” de Jean-Pierre Fourcade - ministre de l'Économie et des Finances - de 1973 contre l'inflation, puis la relance menée par Jacques Chirac, alors Premier ministre, en 1975 contre le chômage en forte hausse - mais celui-ci persiste - alors que l'inflation ne diminue que légèrement, que la détérioration de la balance commerciale s'aggrave sous le poids de la progression des importations et que la chute du franc contraint la France à sortir du serpent monétaire européen. En 1976, Valéry Giscard d'Estaing nomme Raymond Barre Premier ministre, après que Jacques Chirac eût démissionné. Peu connu du public, ce professeur d'économie réputé, conseiller économique du général de Gaulle, ancien directeur de cabinet, doit faire face à la “stagflation”, terme dorénavant adopté pour qualifier ce type de crise économique. Par ailleurs, sa nomination marque l'issue d'une crise politique larvée entre Valéry Giscard d'Estaing et son Premier ministre antérieur, Jacques Chirac. Si le désaccord entre président de la République et premier ministre est fréquent sous la IV<sup>e</sup> République, *a fortiori* entre ces deux hommes qui occupent des positions clefs au sein des deux formations rivales de la majorité : Jacques Chirac fonde le RPR - qui remplace l'UDR - quelques mois plus tard, il en devient le Président - et sera élu à la mairie de Paris en 1977 contre le candidat de l'Élysée. Raymond Barre fit adopter un Plan d'austérité qui vise principalement l'inflation : majoration de l'IRPP pour les contribuables aisés, prélevée en partie sous la forme d'un emprunt et dans une moindre mesure de l'impôt sur les sociétés, augmentation des cotisations sociales pour tenter de rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale - accompagnée de la diminution de certains remboursements -, de la vignette, variable selon les cylindrées, forte augmentation de l'endettement de l'État, blocage des prix, strict maintien du pouvoir d'achat, sauf pour les plus bas d'entre eux, limitation du crédit, stimulation de l'investissement,

mesures en faveur du commerce extérieur. De fait, le déficit de la balance des paiements sera éliminé, - mais le déficit de la balance commerciale s'aggravera bientôt sous l'effet du second choc pétrolier de 1979 -, l'inflation sera limitée, mais persistera, la croissance se poursuivait mais à un rythme beaucoup plus faible, le déficit budgétaire réduit, le chômage continuera par contre à croître et touche plus de un million de personnes dès 1977.

La conjoncture internationale est, elle aussi, assez dégradée : poursuite de la guerre civile au Liban, révolution "islamique" en Iran en 1979 avec à sa tête l'imam Khomeiny, auparavant réfugié en France, début de la guerre entre l'Iran et l'Iraq la même année, ainsi que l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques et que les menaces qui pèsent sur la Pologne : la poursuite de la politique de détente par Valéry Giscard d'Estaing n'est pas toujours comprise dans un tel contexte.

Si l'on avait pu noter le pessimisme de Claude Lefort quant aux effets des accords d'Helsinki en Europe centrale et orientale, ces inquiétudes s'expriment encore plus nettement quant à l'incidence de l'évolution des relations internationales s'expriment également s'agissant de l'influence des communistes en France au sein de la gauche, mais il est assez largement commun à un Front antitotalitaire auquel Claude Lefort se rattache.

"L'impensé de l'union de la gauche" a été rédigé après la rupture de l'Union de la gauche consécutive à la renégociation du programme commun, mais avant les élections législatives qui peuvent voir un nouveau rapprochement entre les partis de gauche ; Claude Lefort s'y refuse de prendre position pour l'une des deux coalitions. Il y tend surtout à surestimer la puissance et plus encore la force d'attraction du Parti communiste - dont on a par ailleurs vu que sa direction est en train de se replier sur son orthodoxie, après une phase d'ouverture - au sein de la gauche et à sous-estimer corrélativement l'attraction potentielle exercée par le Parti

socialiste sur nombre de militants communistes, d'un côté, la prudence d'une partie importante des dirigeants socialistes vis-à-vis des communistes, de l'autre. Non pas qu'il ignore l'évolution du rapport de forces électorales au sein de la gauche ni la vigilance socialiste, il souligne l'une et l'autre au contraire ; cependant pour lui, là n'est pas le problème : "... les forces respectives des deux partis ne se mesurent pas à l'ampleur de leur clientèle électorale /mais/ de leur capacité d'implantation dans les secteurs organisés de la société. ... cette capacité dépend de l'efficacité de leur appareil..., de la discipline de leurs membres... /souligne-t-il encore... / d'un tel point de vue, le PS ne fait pas le poids." <sup>2454</sup>

Il rappelle d'ailleurs l'après-guerre, déjà fondamental dans la problématique de "Socialisme ou barbarie" dès sa formation, on l'a vu ("... l'histoire de l'après-guerre ne laisse pas de doute sur l'efficacité de leur implantation dans l'appareil de production, sitôt que se combinent l'action de la CGT et celle d'une administration communiste..." <sup>2455</sup> - or, l'administration française a acquis une grande solidité..., pour s'en tenir à ce seul point -).

Pour Claude Lefort, le PS, loin d'entraîner le PCF à évoluer, se contente de le légitimer aux yeux de l'opinion. Or, comme le soulignaient les politistes, cette légitimation limitée ne suffit pas à rassurer les électeurs, y compris de gauche et l'attractivité de la gauche non communiste se trouve renforcée - ainsi qu'éventuellement celle d'une partie de la droite, sachant que la grande majorité des électeurs communistes sont attachés à l'union de la gauche et à la victoire de cette dernière. De même quand il dénonce ce que l'on a souvent appelé le double langage communiste, en rappelant que "La vie du PC s'est toujours développée sur deux pôles de même que sa politique se divisait en deux lignes, l'une dure, l'autre souple, ou bien combinées ou bien prévalant successivement", les effets en ont été différents de ceux attendus par notre auteur. On sait maintenant, on l'a rappelé ci-dessus que la politique d'ouverture pratiquée par le Parti communiste lui avait valu non seulement des électeurs, mais des militants que ses "volte-face" ont désemparés, - alors que Stéphane Courtois et Marc Lazar ont noté le rôle joué par des membres du noyau de l'appareil pour

limiter les changements tant politiques qu'organisationnels - puis que "son retour à l'orthodoxie" ont parfois dressés dans la critique et le plus souvent conduits à le quitter.

Claude Lefort va même plus loin ; pour lui c'est le PS qui s'est rapproché du Parti communiste. Les signes en sont pour lui : "la vulgate marxiste", "la théorie du profit capitaliste", et plus encore, parce que cela touche concrètement son projet, "la vertu des nationalisations" (effectivement toujours très critiquées dès les débuts de "Socialisme ou barbarie"... ) et plus curieusement une "planification étatique (baptisée démocratique pour faire part à l'action des syndicats)...".<sup>2456</sup> Qu'il n'ait jamais été sérieusement question que les mécanismes de l'environnement économique changent radicalement n'est guère pris en compte.

Or, notre auteur juge le Parti communiste toujours porteur de ce que "Socialisme ou barbarie" appelait le "capitalisme bureaucratique d'État" - ce qu'il appelle maintenant sa "vocation totalitaire".<sup>2457</sup>

Cornélius Castoriadis l'écrira au début de son article dans des termes beaucoup plus lapidaires et dépourvus de toute nuance "... le PCF... a toujours été partisan de la dictature *du PCF*" - à sa manière Daniel Mothé au demeurant ne disait pas quelque chose de très différent dans "Où va la CFDT ?" - d'autant plus que premier enchaîne, quant à lui, sur "les éternelles proclamations des staliniens sur leur amour de la démocratie et du peuple..." dont il choisit comme illustration que "sous la Constitution de 1936, "la plus démocratique du monde"... que Staline a envoyé les gens par dizaines de millions aux camps de concentration...".<sup>2458</sup> L'analyse est de fait plus complexe.

Elle se déploie à partir d'un type idéal qu'il définit ainsi, mêlant partis communistes au pouvoir et d'opposition comme dans *Socialisme ou barbarie* : "C'est un appareil *politique totalitaire*, à savoir déterminé par la visée de la domination totalitaire de la société moyennant le pouvoir d'État." (tout en caractérisant la "visée" dans ses relations

avec “l’Appareil” : “... homogénéisation, pulvérisation de la société et du peuple pour les agglomérer à l’État lui-même soumis à l’Appareil... /visée/ présentée dans l’idéologie de l’Appareil sous forme inversée, comme Identité du peuple et de “son ” État, médiatisée par le Parti (totalitaire)... ”. “ L’Appareil doit faire de son idéologie une idéologie d’État et de toute autre un crime d’État.”).

Il affine ce type ultérieurement : “ La visée d’une domination totalitaire de la société... n’est pas une “ fin ” dont celui-ci serait le moyen. /Elle/... est portée par son mode d’être /de l’appareil/” .<sup>2459</sup>

Ceci après avoir en particulier mentionné assez systématiquement l’URSS de Staline, il précise qu’un seul pays a vécu récemment au voisinage immédiat du type idéal : la Chine maoïste, avant d’ajouter que “ cette tendance (à “... envahir, à partir de là, tous les autres domaines...”) peut très bien ne pas s’accomplir ”, à condition que son “... domaine essentiel... celui de la politique...” soit préservé ; il donne comme exemple le fascisme italien et “... certains pays de l’Europe de l’Est...” - en posant comme réglée l’identité fascisme communisme, alors que la polémique scientifique reste toujours ouverte, et, par contre, de manière juste, l’incapacité d’accepter même un début de pluralité politique de la part du communisme au pouvoir, comme le montrera le coup d’État en Pologne, sachant que néanmoins cette diversité et ces tentatives de réforme n’étaient guère annoncées par la problématique de “Socialisme ou barbarie”.

De fait, son sujet principal est l’identité du parti totalitaire au pouvoir et\* (\* souligné par moi) dans l’opposition : “... avant d’accéder au pouvoir, un parti totalitaire - communiste, nazi ou autre - préfigure *déjà* une micro-société totalitaire” “tant que faire se peut dans la contexte d’une société globale qui ne l’est pas encore.” C’est notamment ce “tant que faire se peut ” qui crée des différences qui ne sont pas développées, alors qu’elles sont de nature à empêcher le sujet d’atteindre son “essence”, selon la logique de l’auteur qui s’éloigne de celle du type idéal - l’écart entre celui-ci et le phénomène concret n’étant pas nécessairement destiné à se réduire - et à détruire la relation de



préfiguration mentionnée : “Cette préfiguration de la domination totalitaire de l’Appareil sur la société se réalise, dans l’organisation elle-même, comme domination illimitée du *Sommet* de l’Appareil sur l’organisation.”

On a vu effectivement le rôle d’un noyau de l’appareil qui ne recoupe pas forcément la totalité du sommet, tant lorsqu’il s’est agi de limiter l’ouverture du Parti communiste que d’en organiser le repli sur lui-même qui se concrétisera surtout après la rédaction de cet article.

Au demeurant, l’auteur n’ignore pas ce type d’opposition interne. Mais une fois de plus ces exemples seront largement puisés dans l’URSS du temps de Staline et dans la Chine de celui de Mao “Alors même, par exemple que Mao, pendant la “révolution culturelle”, s’appuyant sur une fraction du PCC et de l’Armée, essaie de dresser la population contre la fraction dominante du PCC... le résultat et le but de l’opération est de renouveler et de renforcer la domination de l’Appareil sur la société chinoise...” “... alors même que Staline, dans la période la plus démente de son pouvoir, envoie à la mort par centaines de milliers les “cadres dévoués” du Parti, il doit en même temps... proclamer que “les cadres décident de tout...”<sup>2460</sup>.

Des “antinomies” entre le *Sommet* et “les intérêts bien compris de l’Appareil”, il considère même qu’... elles matérialisent une des irrationalités essentielles incorporées à la bureaucratie totalitaire.” qui ont conduit la Chine comme “... l’État et le parti russe à un millimètre de l’effondrement...”, en raillant “... l’observateur rationaliste / qui/ cherchera toujours des explications rationnelles qui ne sont que constructions rationalisatrices.” ; “pouvoir absolu”, pris dans sa logique, et qui “... doit en subir les conséquences.” (énoncé tout à fait caractéristique de la manière d’asséner de l’auteur : “Tout pouvoir séparé - c’est-à-dire étatique - est stupide, et le pouvoir absolu est stupide absolument. Cette constatation évidente ne peut gêner que ceux qui ont une vue fonctionnaliste de la société et de l’histoire.”<sup>2461</sup>

C’est seulement la “chute” qui porte sur le PCF avec un effet de dramatisation non négligeable : “... organisation totalitaire...” “... dominée par un Appareil” dont “le *Sommet*” - dont il souligne qu’il est toujours désigné par “cooptation”, dispose

d'un "... pouvoir illimité..." (il donne deux exemples récents qui relèvent tous deux de la ligne politique : l'abandon de la dictature du prolétariat, la rupture avec le PS).

Pourtant, il admet, comme Daniel Mothé, que les méthodes ont changé - pas forcément dans la métallurgie face à des "gauchistes" au demeurant violents. La "discussion libre" n'est pour lui qu'une "valve de sécurité". Il est plus probable qu'il y ait eu des désaccords, y compris dans l'appareil et, tout cas les conséquences : désaccords affichés, publications dans la presse accompagnant départs et exclusions ne seront pas sans effets.

Quant à son idéologie, Cornélius Castoriadis ne lui accorde que la référence à "deux réalités" : "autrefois" et "ailleurs". Pour lui, le premier est "l'imaginaire " passé révolutionnaire " du PCF " qui est supposé se réactiver - Daniel Mothé pose le problème différemment, dans la mesure où il ne perçoit guère d'exigences révolutionnaires en provenance du monde ouvrier, guère plus qu'au temps de "Socialisme ou barbarie" et où il voit beaucoup d'immaturation chez les jeunes. et le second, un "ailleurs" du "socialisme" "réalisé en Russie" "... référence qui est en train de se volatiliser avec une vitesse accélérée.". Comme les autres partis "eurocommunistes", il est toujours selon l'auteur obligé "de proclamer qu'il n'existe pas de modèle de socialisme". Il en résulte pour lui que dépourvu de projet, il ne peut que pratiquer une surenchère, par exemple sur les nationalisations dont il souligne, par ailleurs, qu'elles ne sont pas socialistes, ce qu'a toujours proclamé "Socialisme ou barbarie".<sup>2462</sup>

Georges Lavau en 1981 accorde encore au Parti communiste une relation de continuité avec "la tradition ouvriériste" du mouvement ouvrier français. Il en assumerait notamment "le désespoir" consécutif à tous les grands échecs révolutionnaires. Mais il y ajoute "le couple désespoir/espoir. En outre, " La " base ouvrière " " est fière de la puissance politique de son parti, fière du " socialisme scientifique " que le parti lui a donné, fière d'appartenir à un parti ouvrier qui compte tant d'intellectuels mais que le parti soit resté "prolétarien", qu'il affirme constamment le rôle de dirigeant de la classe ouvrière."<sup>2463</sup>, on l'a vu dans

la deuxième partie. Il a certes d'une certaine manière prolongé un mouvement ouvrier protéiforme, souvent révolutionnaire et parfois violent, en y mettant son ordre qui excluait aussi d'autres modes d'action ou d'autres cultures politique, sachant que l'histoire de "Socialisme ou barbarie" en est un modeste témoignage, sachant que, comme le soulignait déjà Annie Kriegel dans *Le pain et les roses, jalons pour une histoire des socialismes*, que si dans l'expérience française d'avant 14, où Syndicalisme et socialisme sont "deux branches qui s'enracinent dans un terreau différent" marqués par une "Opposition qui s'exprime... au premier plan du vocabulaire. Producteur, exploitation, syndicat, grève générale /étant/ du vocabulaire de l'un ; prolétaire, oppression, parti, élection... de l'autre." néanmoins " Réformisme et révolutionnarisme sont deux pôles qui n'attirent nullement l'un le mouvement syndical, l'autre le mouvement socialiste, mais autour desquels s'organisent tantôt l'un, tantôt l'autre, compte tenu que l'un et l'autre sont en fait sensibles et traversés par un même courant de tension issus de ces deux pôles." <sup>2464</sup>

On peut dire par ailleurs que de telles réactions "ouvriéristes" ne sont pas étrangères à une partie des membres non intellectuels de "Socialisme ou barbarie", - malgré la différence des problématiques - par ailleurs on a vu qu'une bonne partie de ces derniers n'ont le plus souvent été que fort peu satisfaits du manque de sérieux pratique ou du manque d'intérêt pour la pratique des membres intellectuels de "Socialisme ou barbarie", critiques auxquelles ne restent étrangers - et encore - que ceux qui ont réellement suivi la réorientation soit de Claude Lefort soit de Cornélius Castoriadis.

Parmi les causes de la survie du PCF sur lesquelles il s'interroge, compte tenu de l'évolution de la société, Cornélius Castoriadis place outre les "... traits archaïques du capitalisme français", surtout au passé, et la CGT (la "base ouvrière qu'elle offre au PCF /étant/ l'élément le plus solide du patrimoine de celui-ci.", Malgré la subordination des luttes aux intérêts du PCF maintes fois dénoncée dans *Socialisme ou barbarie* qui n'a pas entraîné de départs massifs, mais seulement de la désillusion ou un soutien désenchanté de type moindre mal, bilan très différent de l'attente qui a longtemps

caractérisé “Socialisme ou barbarie” d’une réaction d’opposition plus déterminée et révolutionnaire. Il juge “frappant” que l’“alternative” offerte par la CFDT n’ait guère modifié cette situation. Au demeurant, les résultats obtenus par la CFDT ne sont pas mauvais, sauf pour qui en attendait beaucoup mieux. L’auteur reconnaît même que la CGT réussit à jouer le rôle de “défenseur des revendications” et de co-gestionnaire...” de certains domaines dans l’entreprise et, en outre, que ses délégués constituent un recours pour la résolution des problèmes individuels, appréciation qui, dans “Socialisme ou barbarie” était plutôt le fait de ceux qui partirent avec “Pouvoir ouvrier”.

Très justement, l’auteur souligne que le PCF n’a pas engrangé les gains qu’il pouvait escompter de l’Union de la gauche et s’est découvert “perdant”, que son passage à la seconde place a libéré en faveur de la gauche le vote d’un électorat rendu inquiet par la puissance de ce parti, accentuant ce qui n’était alors qu’un affaiblissement relatif, dans sa compétition avec le PS. Par contre, il se trompe quelques peu dans ses phases d’évolution : sa “déstalinisation relative” a surtout été antérieure à la signature du Programme commun, en particulier sous le secrétariat général de Waldeck Rochet, plus ambiguë ensuite.

Il propose néanmoins une redéfinition du type de parti représenté à l’époque par le PCF et qui relèverait du “totalitarisme honteux.”<sup>2465</sup>

Non seulement, Claude Lefort, quant à lui, insiste sur la “vocation totalitaire” du Parti communiste, mais selon lui, le PS a en outre, réduit la distance qui le séparait du premier, on l’a vu, alors que Cornélius Castoriadis considère fondamentalement le PS comme d’une nature différente : “Dans un appareil bureaucratique d’un autre type, par exemple le PS, l’État de type occidental, la bureaucratie de l’entreprise, les règles qui régissent le pouvoir du Sommet comme celles qui régissent sa désignation ne restent pas *simplement* formelles Il y existe la chance sociologique, au sens que donnait à ce mot Max Weber, de les faire prévaloir contre le pouvoir.”<sup>2466</sup>

De surcroît, pour le premier, l'évolution même du capitalisme et la croissance de l'État est toujours pour lui susceptible de favoriser sinon une telle perspective, au moins des progrès limités mais profonds de l'implantation communiste dans la société ( "... progrès du règne de l'organisation qui s'effectue dans la cadre du capitalisme, et ses deux corollaires : l'essor des bureaucraties, le processus d'homogénéisation des comportements et des mentalités... (...) la croissance de la puissance étatique et l'affirmation d'un *point de vue de l'État\** (\* en italique dans le texte) sur toute activité sociale, phénomène qui revêt en France une signification particulière, en raison de l'ancienneté de ses origines." <sup>2467</sup>. On se souvient qu'en 1960 dans "Qu'est-ce que la bureaucratie ?" publié dans *Arguments*, Claude Lefort paraissait pourtant avoir dénoué le lien entre les divers types de phénomènes de bureaucratisation : s'interrogeant sur le "statut" des bureaucraties des "grandes nations industrielles", Claude Lefort répondait alors, on l'a vu dans le chapitre VI, que : "rien ne permet d'affirmer qu'en l'absence d'un bouleversement social radical qui balayerait les régimes... les organisations bureaucratiques surmontent naturellement leur division en s'intégrant autour d'un nouvel appareil d'État, comme les éléments d'une classe dominante." <sup>2468</sup>, ce qui, certes, ne disait pas grand chose de leurs différences intrinsèques de formation - alors qu'il insistait beaucoup pourtant sur l'origine politique de la bureaucratie soviétique - de fonctionnement et de rôle, quelles que soient, par ailleurs, les analyses, même critiques, que l'on puisse en faire.

De plus, pour lui, l'efficacité de l'image de l'URSS reste grande - sans préciser toutefois ni l'ampleur ni le contenu du phénomène -, faute d'une critique pertinente, ce qui veut dire qu'une telle représentation a une force suffisante pour favoriser la reproduction d'un tel système : "Nous jugions /à "Socialisme ou barbarie" / qu'elle /" l'image de l'URSS" / favorisait la cristallisation d'une nouvelle couche sociale susceptible de projeter son avenir de bureaucratie dirigeante dans l'avènement d'un régime fondé sur la propriété collective des moyens de production, la planification étatique de l'économie et l'intégration de toutes les activités sociales et culturelles sous les normes du social. Que cette couche sociale fût hétérogène... ne nous faisait pas oublier qu'elle était dans sa partie centrale, composée de permanents politiques et syndicaux et de militants, que ces éléments aspiraient à étendre leurs responsabilités à la gestion de la

société, enfin, que l'évolution du capitalisme moderne, l'expansion des grandes unités de production, la croissance de l'État et de ses moyens d'intervention créaient les conditions endogènes de cette représentation. Or, je ne vois pas qu'une telle image de l'URSS ait perdu toute efficacité..."<sup>2469</sup>.

Pour Cornélius Castoriadis, on a vu qu'il n'en va nullement ainsi de l'image de l'URSS.

Quant à l'évolution du capitalisme, elle est pour ce dernier fondamentalement bureaucratique, mais il s'agit maintenant pour lui d'une bureaucratie "molle", nullement totalitaire et dominée par une idéologie "pseudo-rationnelle."<sup>2470</sup>

Donc, avec ou sans le PCF, dont il n'envisage pas au demeurant qu'il puisse participer au pouvoir au sein d'une gauche victorieuse, s'en tenant à son "repli historique" de 1977, la France ne paraît pas menacée par le totalitarisme. Mais reste ce qu'il appelle "L'énigme de l'aveuglement volontaire."<sup>2471</sup>

De cet aveuglement volontaire, il voit en particulier une illustration dans les retombées "communistes" et "gauchistes" et pour lui explicitement ou potentiellement totalitaires de mai 68 qu'il caractérise comme un "... immense mouvement... contre l'autorité, la bureaucratie, la hiérarchie, le pseudo-savoir"<sup>2472</sup>, ce qui ne représente qu'une composante de ces mobilisations, y compris à l'université, sachant qu'en outre, une partie des revendications antiautoritaires s'y inscrivaient dans la filiation d'une tentative de création d'un syndicalisme révolutionnaire au moyen d'une mobilisation très avant-gardiste qui avait été menée par des dissidents de l'UEC au travers de l'UNEF. Mais plus profondément c'est sans doute les difficultés de l'auto-organisation qui sont sous-estimées une fois de plus par notre auteur.

Par ailleurs, Claude Lefort, quant à lui, veut poser comme un vrai problème les rapports de l'État et de la démocratie, même si cette réflexion comme

celle sur la démocratie elle-même d'ailleurs dans ce texte en particulier, est nettement structurée non seulement par la comparaison avec le totalitarisme, mais même par une défense contre ce dernier. Ceci d'autant plus que, selon lui, les socialistes qui ne pensent ni le totalitarisme, ni la démocratie, ni le politique sont "depuis longtemps prisonniers du point de vue de l'État..." C'est pourquoi Claude Lefort se donne pour mission "... de ramener au jour des questions enfouies sous la rhétorique de l'Union de la gauche..."<sup>2473</sup>.

Certes "on ne saurait /plus/ réduire son rôle /de l'État/ à celui d'un agent de la classe dominante." "Il ne l'était pas au XIX<sup>e</sup> siècle", ajoute-t-il. Or, "... son autonomie n'a cessé de s'accroître..." Par contre, il y a "... osmose des techno-structures de l'État et des entreprises privées, la formation d'un mythe de la rationalité technique, qui implique la foi en une maîtrise du changement social par en haut..." "... le pouvoir ne fait plus signe vers un lieu vide ; il paraît ancré dans l'État." <sup>2474</sup>

Néanmoins sur l'État plus que sur le politique l'auteur se penche sur des considérations d'ordre différent, celle des rapports qui lient État et populations : chaque ministère doit tenir compte des populations qu'il administre et son "pouvoir de réglementation" se trouve "limité" "par la résistance d'une catégorie sociale obstinée à défendre ce qu'elle juge son droit..." En outre le développement de l'État a souvent répondu à une demande sociale : "... il permettait de *prendre en charge*... des besoins tenus pour légitimes par la population. Puissance tutélaire, tel devient-il, répète-t-on souvent depuis Tocqueville.", avec, selon lui, toute la dépendance qui en résulte de la part de la population et la propension à l'expansion de la part de l'État. Mais il est aussi "assailli par les revendications, employé... à éteindre les foyers d'incendie ou à les prévenir..."<sup>2475</sup>.

Au demeurant, le caractère limité de la critique socialiste au moins explicite du communisme réel n'a pas favorisé une compréhension profonde de la dissidence, surtout pendant les premières années de cette dernière, alors que la même absence d'approfondissement des caractéristiques du communisme

d'opposition dans le contexte de l'union de la gauche n'a sans doute guère favorisé non plus l'investigation d'autres modalités de réformes, moins "administratives".

La CFDT et une partie de ce qu'on a appelé la deuxième gauche l'ont sans doute perçu de cette manière en tout cas, sans parler des intellectuels antitotalitaires, venus des différentes sensibilités d'extrême gauche.

Se référant explicitement à "Socialisme ou barbarie", Claude Lefort notait également que "L'image de l'URSS nous paraissait avoir joué (en France et ailleurs) un rôle de catalyseur dans la formation d'une représentation de la société, en rupture avec les principes du libéralisme démocratique, et tant ceux du réformisme que ceux de l'humanisme révolutionnaire.", ce qui a sans doute surtout été vrai au début de l'après-guerre, en particulier chez les plus jeunes, mais n'a pas été sans évoluer avec la guerre froide, on l'a vu, à l'exclusion en particulier d'une partie du monde ouvrier et du champ intellectuel. Par contre, le Parti communiste et ses opposants gauchistes y ont sans doute au moins autant contribué, surtout par période : l'après 1968 en étant sans doute une.

Parallèlement à ces nouvelles conceptualisations du totalitarisme et, en même temps de la démocratie, qui, contrairement à ce qu'il en était au temps de "Socialisme ou barbarie", occupe maintenant explicitement le pôle référentiel opposé, dans la pensée de Claude Lefort, à condition qu'elle laisse advenir le conflit, ce dernier poursuit une réflexion sur l'histoire au travers de l'œuvre de Maurice Merleau-Ponty. La rupture avec la "linéarité" marxiste toujours en train d'être posée sans advenir dans les premiers écrits de Claude Lefort est maintenant consommée. "Les critiques formulées par Merleau-Ponty contre le marxisme portaient à la fois contre l'idée d'une linéarité du développement historique et celle d'une homogénéité du champ social. mais elles n'annulaient pas, elles requéraient au contraire une réflexion sur l'histoire.", placée sous le signe de l'hétérogénéité. Au-delà du marxisme, c'est d'ailleurs l'idée même de système qui est au centre de l'interrogation : "... s'il jugeait que l'entreprise des philosophes s'était nourrie d'une foi en l'ordre du monde dont nous sommes privés, il ne pouvait oublier que... si ses



devanciers apparaissent, de son temps, comme représentants d'une même tradition, chacun avait été un fondateur, en rupture avec ce qui lui apparaissait à lui-même comme tradition, voué à une interrogation radicale en même temps que tenté par l'édification du système.", écrit Claude Lefort en introduction à *Sur une colonne absente*<sup>2476</sup>, publié en 1978.

Si la démocratie occupe le pôle référentiel, l'interrogation sur son évolution reste au centre de ses préoccupations. L'entretien publié en 1979 dans *Esprit* de Claude Lefort avec Paul Thibaud et Philippe Raynaud est particulièrement intéressant de ce point de vue. Paul Thibaud s'y interroge d'une manière qui peut apparaître comme très contemporaine sur les effets négatifs de l'affaiblissement du messianisme politique, même si ce n'est pas nécessairement dans ces termes que cette question est aujourd'hui posée : " ... la conscience de la lutte des classes, de la division sociale, ... inséparable de la démocratie, entraîne en fait chez... ceux qui s'affrontent, l'espoir de mettre fin à la lutte des classes.... ce qui est... dangereux pour la démocratie mais... alimente les débats qui lui sont nécessaires..." ; "... quand le messianisme disparaît, est-ce qu'il n'y a pas un abâtardissement de la démocratie... ? ", alors que Claude Lefort propose de distinguer "... la part de l'idéologie, avec tout ce que cela implique de rationalisation, et celle du mouvement dans lequel s'institue l'identité sociale d'une façon générale ? " Sans nier "... l'influence... /des/ idées socialistes...", il se demande si "... beaucoup de luttes... ne répondaient pas plus profondément à l'exigence de droits bafoués... ? " : "... s'associer, s'organiser, faire la grève...". Pourtant, au-delà du messianisme, à une question de Philippe Raynaud, Claude Lefort renouant avec les interrogations de la fin de "socialisme ou barbarie", reconnaît finalement qu'il y a une "... perte de sensibilité à un projet social global, ... à un avenir qui, même sans être conçu comme le simple renversement positif d'un présent négatif, portait des espérances de rupture...". Après avoir noté l'"... hétérogénéité sans précédent historique quant aux modes d'existence, aux croyances, aux opinions, et en même temps se développer un processus d'homogénéisation... /et ailleurs le / ... conformisme des masses en même temps que cette espèce de rétractation dans la sphère du privé, cette perte de conscience civique...", il souligne ce qu'il considère comme la disparition d'"... un pouvoir de discriminations des valeurs par rapport au réel..." "... une sourde annulation de la valeur des mécanismes institutionnels qui continuent de fonctionner... dans l'immense majorité des cas, les gens ne votent pour une formation politique, sinon peut-être en ce qui concerne le parti communiste, que parce qu'il leur paraît important

de voter pour une autre.” et parle même de “... dévitalisation...” dans la vie démocratique. Il critique finalement l’attitude des contestataires : dénégation de l’autorité, des valeurs, dans laquelle il discerne une complicité avec le pouvoir qui désarmerait, selon son expression, la possibilité du droit. Il y oppose d’autres “forces de contestation”, logées dans la société civile qui, elles, prendraient “... en charge la dimension de la loi.”<sup>2477</sup>, réflexion dont la distance, focale en particulier, est grande avec la pédagogie visant l’auto-élaboration, voire l’auto-conscientisation politiques où sa critique radicale de la domination politique l’avait conduit, au moment où il a quitté “Socialisme ou barbarie” et rejoint “Informations et liaisons ouvrières”.

Paradoxalement le retournement complet qui affecte le politique, s’accompagne du même rejet de l’ensemble des acteurs de ce champ. Mais cette fois au profit de mouvements sociaux prêts à se confronter au domaine de la loi, au sens où ils chercheraient à se donner les moyens d’être “instituant”.

## CONCLUSION

Si “Socialisme ou barbarie” a été un groupe politique, il l’a été de manière atypique, en marge du champ politique.

Le collectif n’a pas joué de rôle politique à proprement parler du temps de son existence. À sa critique et à son refus du champ politique s’ajoutent sa petite taille, même lorsqu’il a atteint son recrutement maximal, la faiblesse de son impact concret, y compris en marge du champ politique “institué”. Le groupe n’a jamais eu de rôle dans ce dernier, ni même influencé des forces y ayant un minimum de poids. Il n’a jamais non plus conduit ni soutenu avec une efficacité notable de mobilisations, autrement que locales, même si elles pouvaient avoir une certaine valeur d’exemplarité. En outre l’activisme bien réel mené à la base l’a tenu à l’écart des différents niveaux auxquels se négocient des revendications et *a fortiori* des réformes. Il n’a d’ailleurs appréhendé que de très loin les mécanismes institutionnels de négociation, différemment rejetés, ainsi que d’évaluation des avantages ou désavantages relatifs d’une mesure, d’une réforme ou d’une politique. Radicalité de la critique et du projet ont joué un rôle important dans un tel comportement collectif - ainsi que dans ses effets. Mais il convient aussi de souligner la volonté, bien qu’inégalement collective, de défendre l’identité de “Socialisme ou barbarie”, au risque de freiner sa propre croissance.

Par contre, ce groupe a été créateur d’une idéologie politique radicale - bien qu’assez éloignée le plus souvent de la violence et de l’illégalité politique, outre son absence de focalisation sur la question du pouvoir : elle parle dans les termes d’un marxisme révolutionnaire, se situant en-deça du politique institué, totalement condamné au nom d’un politique révolutionnaire à reconstruire

- ce qui peut recouper un type de phénoménologie politique non explicitée au sein du groupe au profit d'une démarche et d'une idéologie "basistes".

À s'en tenir au phénomène politique *stricto sensu*, limité à son espace/temps propre, l'histoire de "Socialisme ou barbarie" serait essentiellement et globalement un échec, auquel s'en joignent d'autres de moindre ampleur, à l'exception pendant plusieurs années de nombre d'échanges plus poussés et formateurs entre quelques personnes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe.

C'est de la pérennité d'une telle expérience que le concept de millénarisme profane aide en particulier à rendre compte.

Le groupe a été fondé par des trotskistes qui, avant la réunification du PCI, Parti communiste internationaliste, avaient appartenu en majorité à la tendance la plus opposée aux alliances avec des organisations politiques dites réformistes, le CCI (Comité communiste internationaliste), avant de former leur propre tendance déjà nommée "Socialisme ou barbarie" - et parfois *Chaulieu-Montal*, pseudonymes de Cornélius Castoriadis et Claude Lefort. Ils sont rejoints par des membres d'un des rameaux du courant bordiguiste, eux-mêmes très critiques vis-à-vis de toute forme de participation politique institutionnelle, mais également vis-à-vis des directions syndicales, même s'ils prônent l'adhésion syndicale en particulier pour mieux combattre de telles directions : c'est dire que les deux composantes qui fusionnent et se mêlent ultérieurement, bien que porteuses initialement de deux identités assez typées, l'une plus intellectuelle, l'autre plus souvent populaire d'origine et/ou de condition et au sein de laquelle le militantisme dans des entreprises est plus courant, sont prédisposées à critiquer vivement l'action politique.

D'ailleurs, pendant plusieurs années, les rares arrivants qui resteront durablement dans le petit groupe viendront tous soit du trotskisme, mais parfois d'autres courants cependant, soit du même rameau bordiguiste.

Cela ne changera qu'en 1954 : ainsi Henri Simon, adhérent à la CGT, comme Jean-François Lyotard, lui aussi nouveau militant d'ailleurs, alors jeune enseignant dont l'expérience professionnelle en Algérie a constitué un "événement fondateur" ; alors qu'ils n'ont pas appartenu aux courants originaux, ils ont cependant été soit recrutés par un membre du collectif soit par quelqu'un dont l'itinéraire est moins éloigné de ceux des participants du groupe ; cependant, Jean-François Lyotard a été très influencé par un autre enseignant, Pierre Souyri, lui-même ancien trotskiste qui rejoint également le collectif ; Henri Simon travaille dans la même compagnie d'Assurances qu'Henri Collet. De même Hubert Damisch, le futur historien de l'art, semble être venu par l'intermédiaire de Claude Lefort, alors qu'Yvon Bourdet partage avec Jean-François Lyotard un passé chrétien, sans doute plus affirmé. Aucun de ces itinéraires politiques ne présente cependant la même complexité ni la même précocité que ceux des plus anciens.

La tendance "Socialisme ou barbarie" rompt avec le PCI et se forme en groupe autonome dans le contexte international de la mise au pas de la Pologne et du coup d'État communiste en Tchécoslovaquie, dit "Coup de Prague". Les tendances trotskistes les plus critiques de l'URSS, parmi lesquelles la tendance "Socialisme ou barbarie", mais également, en France, la tendance dite Pennetier, à laquelle appartient Daniel Guérin - et dite parfois Pennetier-Guérin -, se mobilisent d'ailleurs en 1948 au Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est dans ce cadre que des contacts seront pris entre la tendance "Socialisme ou barbarie" et des membres d'un courant trotskiste américain - réunis quelques années plus tard autour du journal *Correspondence* - dont l'évolution tant en ce qui concerne les formes d'action que nombre d'analyses sera marquée par un grand parallélisme avec celle du nouveau groupe français sur une longue période.

Si les trotskistes sont divisés sur le “communisme réel”, la gauche non communiste l’est aussi, avec une forte tendance au philocommunisme et de plus en plus souvent à l’anti-anticommunisme chez les intellectuels de gauche dont les conceptions sont cependant assez nettement décalées par rapport à la gauche politique.

Pourtant, dans la tendance “Socialisme ou barbarie”, la critique de l’URSS particulièrement vive est nettement antérieure. Elle a très largement été élaborée par Cornélius Castoriadis qui en était porteur lorsqu’il a immigré de Grèce, après avoir été un témoin très impliqué. Dans le rameau bordiguiste, par ailleurs, *Véga* qui joue un rôle important, comme il en a joué un chez les bordiguistes, en particulier en collaboration avec Suzanne Voûte, a participé à la guerre civile espagnole au sein du POUM. Au-delà de l’extension du communisme en Europe centrale sans révolution, à laquelle le nouveau collectif accordera d’ailleurs beaucoup d’importance, l’expérience directe de l’exercice de la violence communiste sur les proches politiques de deux personnes qui joueront un rôle déterminant à “Socialisme ou barbarie”, bien que de manière fort différente et en défendant des orientations qui finiront par s’opposer, est un élément fondamental dans l’histoire de “Socialisme ou barbarie” dont la revue ne porte que faiblement témoignage. En outre, les itinéraires politiques de nombre des fondateurs et militants les plus anciens, outre leur complexité, se caractérisent par un éloignement de plus en plus grand du communisme orthodoxe auquel ils ont souvent adhéré d’abord.

Cette complexité des appartenances successives ne va pas sans rompre le caractère apparemment très endogène du recrutement politique initial qui masque une plus grande richesse d’expériences et de savoir, en particulier une connaissance au moins pratique assez large de l’extrême/“ ultra ”-gauche européenne et de son passé.

Politisés très jeunes pour nombre d'entre eux, ils ont souvent déjà vécu la guerre comme oppositionnels, appartenant à de toutes petites organisations, parmi lesquelles pour plusieurs d'entre eux des organisations franco-autrichiennes et franco-allemandes, formées par des réfugiés en France. Le cas de Claude Lefort qui, comme l'un de ses compagnons, *Pascal*, Donald Simon, décédé prématurément, adhère directement au trotskisme pendant la guerre est finalement assez rare ; leurs itinéraires présentent de plus nombre de points communs.

C'est dire que la majorité de ces jeunes militants sont atypiques dans leur génération et que les "événements fondateurs" qui ont marqué leurs itinéraires politiques sont assez singuliers : ils percevront l'effort de guerre soviétique comme la participation communiste à la Résistance, à la Libération et aux gouvernements formés dans l'esprit et le mythe de ces dernières en tant qu'oppositionnels communistes. Pourtant la fondation de "Socialisme ou barbarie" et les premières années de son existence dans un isolement presque total constituent un phénomène politique générationnel, bien que quelque peu décalé. La création de cette petite organisation est le fait de personnes encore très jeunes, d'âges proches d'ailleurs, qui s'éloignent toutes des organisations antérieures auxquelles elles ont appartenu auparavant et sont également en rupture d'ancêtres politiques éponymes - quel qu'ait pu être l'intérêt porté par Natalia Sedova Trotsky aux minorités trotskistes critiques de l'URSS. Elles quittent aussi des dirigeants d'organisations d'extrême et "ultra"-gauche, plus chevronnés, mais également fortement marqués par des corpus idéologiques comme des pratiques militantes jugés dépassés par les membres du nouveau collectif, très déçus par les courants dont ils s'éloignent et par leurs échecs qu'ils attribuent à leur sclérose. A la création de la nouvelle petite organisation/revue qui ne parvient pas à réunir tous ceux qui avaient rejoint leur tendance président un volontarisme, une assurance et une confiance largement démentis par les faits.

Les itinéraires sociaux des membres des deux rameaux qui ont constitué "Socialisme ou barbarie" ont souvent connu des bouleversements : études interrompues, entrée dans la vie professionnelle différée, mais ce sont les événements politiques, accompagnés de l'immigration, d'arrestations et de déportations pour quelques-uns, de la fuite devant le STO pour d'autres et des années de militantisme intensif qui en sont la cause et non pas l'inverse ; par ailleurs, pour quelques-uns d'entre eux, peu nombreux, militantisme et entrée dans la condition ouvrière qui n'était pas un héritage sont allés de pair.

La critique très dure du communisme réel que défend le nouveau groupe occupe une place importante dans les numéros des deux premières années de la revue, dont la parution est d'abord très régulière, puis particulièrement espacée ensuite, soit au travers d'articles explicitement consacrés à ce sujet, soit également dans les textes généraux. Il y est qualifié de "capitalisme bureaucratique d'État", ce qui permet, au-delà de l'analyse de dénier tout lien sémantique et de tenter de sauver le vrai communisme. Cependant, le capitalisme étant promis au même devenir, pour radicale que soit la critique, elle est *a priori* éloignée de tout pro-américanisme ou pro-capitalisme.

Ces deux groupes de pays en concurrence - plutôt considérés comme des ensembles de moyens de production -, l'un déjà capitaliste bureaucratique d'État, l'autre en train de le devenir, sont supposés ne pouvoir que s'affronter, afin de parvenir à un monopole mondial au terme d'une troisième guerre mondiale. Cette application très rigide de la théorie de l'impérialisme n'est pas seulement une interprétation économiste de la guerre froide, posée comme une vérité scientifique, elle dessine aussi une téléologie catastrophiste, qui prend au pied de la lettre la formule engelsienne : socialisme ou barbarie ; c'est cette guerre qui révélera la nature des forces communistes au pouvoir - et dans l'opposition -, condition d'une révolution débarrassée des illusions inhérentes à la croyance et à la



soumission en l'idéologie communiste orthodoxe ; du pire, cette guerre, naîtra enfin l'éventualité d'un vrai communisme.

Le concept de millénarisme profane, examiné parmi d'autres empruntés non sans précaution au religieux et privilégié, permet d'avancer dans la compréhension non seulement de la dimension eschatologique de l'idéologie initiale, mais d'une attente active qui se nourrit d'espoir et de rejet, marquée par la force de l'attachement et de l'engagement et par l'importance de l'investissement de ressources : temps, argent, savoir-faire et compétences matériels, organisationnels, intellectuels dans une entreprise dont les résultats sont extrêmement limités, même pendant les meilleurs moments de son histoire finalement assez longue. Si la création de "Socialisme ou barbarie" a été un coup de force symbolique qui est le fait de quelques personnes - comme d'une autre manière la collaboration régulière de Claude Lefort avec *Les Temps modernes* y développant un marxisme révolutionnaire très marqué par la phénoménologie, parfois la psychanalyse -, l'entreprise est certes indépendante, mais elle ne repose que sur un nombre très limité de personnes dont elle exige beaucoup.

La dimension profane ne doit pourtant pas être oubliée. Elle caractérise le répertoire des actions comme la systématique avec laquelle peuvent être menées prises de contact et négociations, mais également le fonctionnement du groupe marqué, à côté de l'engagement fort et affectif, par une pratique de la clandestinité, renforcée pour les étrangers, dont la manifestation la plus remarquable, nullement exclusive, est l'usage systématique de pseudonymes, souvent multiples : devant beaucoup aux traditions bolcheviques conservées dans l'extrême gauche et à celles héritées de la Résistance, elle limite les relations personnelles, au point de préserver parfois totalement l'anonymat des membres, et introduit une séparation entre différents aspects de l'existence. En outre, les itinéraires professionnels de ces militants qui pour la majorité d'entre eux mènent leur vie professionnelle et privée de manière assez indépendante de leur

engagement politique paraissent souvent n'avoir guère souffert d'un investissement politique pourtant très important, mais formateur sous certains aspects intellectuels et pratiques, passées les premières années pendant lesquelles le modèle du révolutionnaire professionnel s'impose et domine leurs vies : outre les réfugiés, contraints à une telle clandestinité, mais à l'exception notable de ceux pour lesquels la séparation n'existe pas comme Daniel Mothé chez Renault avant qu'il ne se syndique finalement ou de ceux pour lesquels l'engagement accompagne une crise personnelle durable comme *Philippe Guillaume*, ancien trotskiste et, par ailleurs, fils de collaborateur.

En effet, autant le contenu de nombre de ces attentes que ce qui a trait au fonctionnement et à la politique du groupe relèvent d'un autre répertoire d'action, plus profane et marqué par un lien critique avec le communisme non seulement celui du Parti du même nom, mais de ceux de l'extrême et «ultra»-gauche, qu'il s'agisse des tentatives activistes : accompagner des mobilisations, appuyer des objectifs, négocier avec d'autres groupes, ou du fonctionnement du collectif : tant la place accordée à l'élaboration théorique que celle conférée aux échanges entre "théoriciens" ou "idéologues" et entre ces derniers et les militants relèvent de la problématique théorico-pratique spécifique du groupe, elle-même évolutive.

L'exposition de l'analyse du communisme réel, qui se veut aussi rupture, ne convainc nullement au sein de l'extrême/ "ultra"-gauche, elle-même à nouveau en pleine dispersion mais à la recomposition de laquelle "Socialisme ou barbarie" ne parvient nullement à contribuer efficacement, ce qui était son objectif. C'est le second échec après celui du lancement marqué par le volontarisme et l'enthousiasme, bien que la nouvelle petite organisation/revue n'ait nullement réuni ni tous les membres de la tendance "Socialisme ou barbarie" ni même ceux du petit groupe bordiguiste. C'est de la pérennité d'une telle expérience que le concept de millénarisme profane aide en particulier à rendre compte.

Elle n'est en outre que tolérée aux *Temps modernes*, où des auteurs, par ailleurs membres de "Socialisme ou barbarie", s'expriment en tant qu'individus, grâce à Maurice Merleau-Ponty, sous la forme nettement plus intellectuelle et érudite des écrits de Claude Lefort, voire plus brièvement de Benno Sarel-Sternberg, ancien trotskiste ayant appartenu à une autre sensibilité et ayant par ailleurs étudié sur place l'évolution de l'Allemagne de l'Est et, en particulier, les premières révoltes ouvrières qui s'y sont produites. Si Maurice Merleau-Ponty est en train de s'éloigner du philocommunisme, ce sera dans un refus de cautionner l'affrontement entre les deux blocs, avec ce qu'il juge comme le risque majeur de faire passer la critique du capitalisme au second plan ; la revendication d'un humanisme communiste s'accompagne de la tentative d'interpeller les communistes et de les pousser au dialogue, préoccupation bien éloignée de celle des intellectuels révolutionnaires de "Socialisme ou barbarie" qui ont choisi la dénonciation frontale, avant que le désenchantement ne devienne encore plus grand ultérieurement. Il s'ensuivra, par ailleurs, chez Maurice Merleau-Ponty une période de désengagement politique, consacrée plus exclusivement à la philosophie avant la publication *des Aventures de la dialectique*, très critique de la problématique sartrienne, avec en particulier un chapitre consacré à "Sartre et l'ultra-bolchevisme" et un nouvel engagement politique assez différent aux côtés de Pierre Mendès France. Cheminement qui va à l'opposé de celui de Jean-Paul Sartre qui, à la suite des menaces qui pèsent sur le Parti communiste d'être soumis à un régime d'exception à la suite de la mobilisation qu'il a tentée - et qui fut un échec - contre la venue à Paris du général Matthew /Bunker/ Ridgway, ancien commandant des troupes américaines en Corée où la guerre s'est déclenchée en 1950 et ne prendra fin qu'en 1953, s'investit dans un compagnonnage de route de plusieurs années avec ce parti. Une telle évolution s'annonce avec la publication des "Communistes et la paix" ; les réponses de Claude Lefort à ce très long article mettent un terme à la collaboration de celui-ci dans *Les Temps modernes*. Après le départ de Claude Lefort des *Temps modernes*, Jean-Paul Sartre qui l'avait très vivement attaqué, et la rédaction de cette revue sont assez

systématiquement critiqués dans *Socialisme ou barbarie*, non sans réaction d'ailleurs. Par contre, il n'y a jamais été question de la place accordée à la mobilisation intellectuelle, par ailleurs réelle, par les communistes. Mais autant "l'engagement" avait été caractéristique des réactions de larges pans du champ intellectuel, autant un tel tournant de la part de Jean-Paul Sartre ne le sera plus.

À côté de ses analyses du communisme réel, qui commencent à être publiées avant même le lancement de "Socialisme ou barbarie", Claude Lefort a également donné dans *Les Temps modernes* des textes plus théoriques qui manifestent une volonté d'*aggiornamento* du marxisme, en confrontant ce dernier à des démarches contemporaines : la phénoménologie, surtout, mais aussi la psychanalyse ou une sociologie qui reste plus théorique qu'empirique, tout comme la psychanalyse d'ailleurs. À la place essentielle prise par le concept d'aliénation s'oppose la critique de "l'économisme" accusé d'être à l'origine d'une conception mécaniste de l'histoire posée comme prévisible - une telle approche autorisant finalement l'assimilation entre théorie et science - qui gêne notamment la compréhension des phénomènes totalitaires dont le développement n'avait pas été anticipé. Il commence également à y accorder une beaucoup plus grande place aux phénomènes idéologiques - ou symboliques -, tout en s'interrogeant sur les moments de rupture sociale et politique. La prise en compte de l'implication des "révolutionnaires" peut par ailleurs être rapprochée elle aussi de la démarche d'élucidation intéressée qui caractérisera les derniers textes de Cornélius Castoriadis dans *Socialisme ou barbarie*, inaugurant son nouveau mode de théorisation beaucoup plus intellectuel.

Malgré l'abandon progressif de la problématique rigide qui avait caractérisé "Socialisme ou barbarie", groupe et revue, la menace d'un totalitarisme bureaucratique reste très présente dans les colonnes de la revue ; une telle approche contribue et contribuera même plus tard à tenir les membres du collectif

particulièrement éloignés de toutes les idéologies réformistes qui accordent une large place à l'intervention étatique.

Elle est en tout cas profondément inscrite tant dans les conditions requises pour une action politique libératrice que dans celles de l' " auto-gestion " totale, nommée " gestion ouvrière ", projet dont la globalité et la radicalité paraissent bien datées, par lequel ils redéfinissent le communisme à venir. Dans les deux procès ce sont les actions indépendantes, au sens fort, qui sont privilégiées : celles qui évitent la remise de soi à des directions assimilées à des " bureaucraties " dominantes - parties pour eux des futures ou actuelles classes dominantes, qu'il s'agisse des directions d'entreprise ou des directions politiques et syndicales.

La présentation de l'analyse du communisme réel et du communisme d'opposition comme ferment d'une domination/exploitation bureaucratique n'ayant pas permis de convaincre les militants d'extrême/ " ultra "-gauche, c'est à la mise en cause de la politique communiste dans les entreprises et à la tentative de créer des modes d'intervention qu'ils espèrent de remplacement que se livrent bientôt des militants de " Socialisme ou barbarie ", tout en continuant à maintenir des liens/confrontations avec l'extrême/ " ultra "-gauche en particulier au sein des Auberges de la jeunesse, essentiellement au sein du MIAJ (Mouvement indépendant des Auberges de jeunesse), scission animée par des libertaires.

Des membres de " Socialisme ou barbarie " ont très tôt participé à des actions, voire animé des grèves dans des entreprises, en appartenant à des minorités syndicales et sans révéler leur appartenance à ce nouveau collectif, mais ils se consacrent de plus en plus à des formes d'action a-syndicales et de fait très critiques vis-à-vis des confédérations, même si le débat sur l'appartenance syndicale reste ouvert dans les colonnes de *Socialisme ou barbarie*. S'il s'appuie sur une généralisation idéologique, ce refus de l'action dans les syndicats prend place dans un contexte marqué par le sectarisme parfois accompagné de violences de la CGT - ou plutôt des

communistes dans la CGT - et sur le refus de ce qu'ils considèrent comme le réformisme gestionnaire de FO. C'est parallèlement au groupe/journal ouvrier américain *Correspondence*, mais sur fond de grèves plus importantes, qu'outre la publication très régulière de comptes-rendus de grèves, ils vont publier des récits relativement suivis sur les modalités de la solidarité comme de la conflictualité constantes face à l'organisation du travail dans les entreprises. Au travers du recensement et de l'analyse des réactions ouvrières et employées, les auteurs de ces récits vont également s'efforcer de dégager une physionomie des grèves et mobilisations souhaitées, voire tentées. Ils vont également tenter de faire ressortir l'écart entre mobilisations souhaitées et effectives. Il s'agit d'informations discutées et analysées au sein du groupe de manière interactive en particulier entre militants et théoriciens qui fournissent une sorte de formation continue parallèle aux interventions et sont une source de réflexion. Ce type d'analyse/auto-analyse se prolonge en premier lieu par la création et l'appui d'une *Tribune ouvrière* animée par Daniel Mothé et *Gaspard*, Raymond Hirzel, dont le cheminement politique a été encore plus complexe que celui du premier pourtant déjà très riche ; cette tribune est rédigée chez Renault à partir de mai 1954 par des ouvriers - comme le journal américain *Correspondence* - ; ces derniers sont le plus souvent eux-mêmes très politisés. En second lieu, des bulletins seront réalisés plus tard au sein de sous-groupes "Socialisme ou barbarie", parfois ouverts, voire essentiellement structurés à partir d'actions dans des milieux professionnels, spécialisés le plus souvent en fonction des activités de la majorité de leurs membres : groupes employé, enseignant, étudiant, ouvrier - il y eu aussi un "Comité de liaison et d'action des jeunes" pour les Auberges de la jeunesse principalement -, lorsque "Socialisme ou barbarie" a crû au point de devenir une petite organisation. Il ne faut cependant pas exagérer l'importance de bulletins souvent éphémères au sein de sous-groupes par ailleurs travaillés par les divisions qui se font jour et qui aboutissent à la scission de 1958 - au point que certains d'entre eux sont l'expression d'une des tendances. L'activisme asyndical s'incarnera particulièrement dans le Conseil formé un peu plus tard aux Assurances générales Vie et animé notamment par Henri Simon.

Pour radicales dans leurs perspectives et ouvertement conflictuelles dans leurs modalités que soient les tentatives de mobilisation soutenues et parfois animées par des membres de “Socialisme ou barbarie”, elles s’efforcent en même temps d’accroître et d’élargir la maîtrise de l’intervention revendicative et politique, d’une part, du travail, de l’autre.

Des comités de lutte, voire comités de grève élus, aux Conseils, terme préféré à celui de soviet, forme de démocratie directe en même temps gestionnaire et politique, en passant par les revendications non hiérarchisées jugées unifiantes, se dessine un continuum idéal qui va de l’action au futur que la mobilisation anticipe, prépare, voire réalise.

Les auteurs/militants de “Socialisme ou barbarie” verront dans le mouvement hongrois de 1956 et les Conseils créés une confirmation éclatante de leurs analyses, y compris concernant la “gestion ouvrière” ou autogestion, tout en sous-estimant l’importance des autres revendications proprement politiques : l’élection d’un parlement au suffrage universel et l’exercice des libertés démocratiques, mais aussi nationalitaires, religieuses, culturelles ou en y voyant les germes d’antagonismes internes irréductibles.

À “Socialisme ou barbarie”, ces événements sont plutôt l’occasion de la radicalisation de la démarche conseilliste, qui correspond à l’attachement à une forme de démocratie directe.

C’est dans ce contexte où, après le rapport Krouchtchev et le début du mouvement de contestation en Pologne, la violente répression qui frappe la Hongrie secoue les intellectuels communistes et les compagnons de route - et le monde ouvrier, bien que selon d’autres modalités - et mobilise les “neutralistes” déjà plus souvent critiques qu’au début de la décennie, avant que l’“unionisme” ne

prédomine de plus en plus souvent sur la sympathie tant dans le pôle politique de la gauche non communiste indépendante que chez les intellectuels, que les thèses de “Socialisme ou barbarie” sur le communisme réel en particulier commencent à être quelque peu prises en considération dans les revues et les hebdomadaires. Cela concerne essentiellement les écrits de Claude Lefort cependant - qui signe dorénavant sous son nom dans *Socialisme ou barbarie* et non plus sous le pseudonyme de *Montal* -, mais également dans une moindre mesure ceux de Daniel Mothé - dans le contexte cette fois d’interrogations et d’évolutions qui travaillent le champ syndical (à la suite de l’engagement de cégétistes auprès des mendésistes, de mobilisations de minoritaires de FO et de la CFTC contre les modalités de la guerre en Algérie et bientôt de réflexions sur le devenir de la classe ouvrière, puis la démocratie et le socialisme).

Les années 1956-1958 ont d’ailleurs également vu la publication d’une nouvelle série d’articles sur le communisme réel en Europe centrale et orientale dans *Socialisme ou barbarie*, après celle qui avait accompagné le lancement de la revue militante. Cette série débute avec un article de Claude Lefort sur le totalitarisme en URSS<sup>2478</sup>, terme certes déjà employé parfois auparavant, alors que l’analyse était essentiellement marquée par un marxisme assez léniniste et extrêmement rigide : il y insiste sur le caractère polymorphe de la terreur comme mode de création d’une force sociale neuve, collective et asservie, aussi violemment dominante qu’autodestructrice.

Outre ce début de prise en considération des thèses du collectif - et surtout des écrits de Claude Lefort, jeune “intellectuel professionnel”, - dans le champ intellectuel en 1957-1958, c’est dès 1956 que le groupe qui faisait déjà parvenir sa revue à la presse intellectuelle de gauche entreprend un important effort publicitaire pour se faire connaître, même si c’est moins le champ intellectuel en tant que tel qui est visé que la gauche indépendante.



De plus, le groupe commence à connaître une réelle croissance depuis 1956, en partie grâce à ses prises de position et à la diffusion d'information sur la Hongrie : beaucoup d'étudiants, des enseignants et dans une moindre mesure des personnes de condition populaire. Bien que, par son profil social, il ne corresponde nullement aux espoirs des "anciens", il a permis une structuration organisationnelle et donné corps à l'espoir d'étendre son champ d'action.

Ce double désenclavement de "Socialisme ou barbarie" à partir de 1956-1958 aboutira à une confrontation avec des intellectuels, d'une part, et avec un passage à l'acte politique accru, de l'autre, en particulier dans le contexte de la crise politique née de la guerre d'Algérie qui voit la fin de la IV<sup>e</sup> République et l'instauration de la V<sup>e</sup> et révèle la dissociation des différentes composantes de la gauche.

Les relations avec la presse intellectuelle de la gauche indépendante trouveront rapidement leurs limites dans les désaccords politiques : refus de la défense de la "démocratie bourgeoise" lors de la crise politique de 1958 comme des regroupements "réformistes", avant que la polémique ne rebondisse sur le devenir de la classe ouvrière, à l'exception notable des relations fortes et durables qui se nouent entre Claude Lefort et Edgar Morin et s'élargiront à Cornélius Castoriadis, à la fin de l'existence de "Socialisme ou barbarie", dont les "idées" sont présentées en tant que telles dans *Arguments* qui publiera des contributions de Claude Lefort, mais également Yvon Bourdet et Daniel Mothé ; pourtant, les principaux rédacteurs de la nouvelle revue "révisionniste", en pleine mise en cause de leur passé communiste, ne sont pas loin alors de considérer la petite organisation comme une secte dogmatique.

En 1958, alors que la croissance est soutenue, caractérisée en particulier par le retour d'anciens participants qui s'étaient éloignés, et que certains

des membres de ce qui ressemble à une organisation qui s'étend même quelque peu sur le territoire français espèrent le temps venu pour eux de jouer enfin un rôle politique, le collectif s'est certes structuré, mais son mode de fonctionnement porte la marque des divergences persistantes sur l'organisation, puisqu'une partie des sous-groupes qui le composent refusent de participer à toute instance centralisatrice.

De fait, le groupe a été constamment traversé par des conflits personnalisés par deux animateurs/dirigeants, Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, habitués à débattre ensemble et à théoriser de concert depuis l'époque du PCI. L'un est plus investi dans la direction du groupe, en même temps que plus attaché à une démarche tout à la fois plus "organisationnaliste" et plus programmatique, l'autre au questionnement intellectuel du marxisme révolutionnaire dont il est loin de prendre les axiomes pour des acquis et les problèmes soulevés pour résolus. Cela a été vrai y compris s'agissant de l'état de la conscience ouvrière. Par ailleurs, il s'est attelé très tôt à la critique de la délégation et de la direction en politique, considérée, lorsque cette dernière devient autoritaire, comme le principal levier du totalitarisme. La croyance de la part de quelques-uns de ses membres en l'opportunité d'avoir enfin un rôle politique à jouer et son engagement concret dans des tentatives d'alliances, ce qui a été une pratique assez constante, poussent le collectif dans un affrontement sur l'organisation politique, sujet récurrent de discordes et de polémiques entre "courants". Le conflit se termine cette fois par une scission consommée à la fin de l'été 1958. Claude Lefort qui sera l'un des partants ne s'oppose pas seulement à la majorité sur le problème de l'organisation, mais également sur l'appréciation du gaullisme. Il voit en effet dans le gaullisme une forme de « bonapartisme » capable de résoudre la crise algérienne et de procéder à une modernisation de la société française, alors que la plupart des autres membres du groupe insistent sur le risque fasciste ou totalitaire qu'il soit mêlé au gaullisme ou non, mais dans ce dernier cas c'est de la fragilité de ce dernier que viendrait le danger : le risque ou l'opportunité d'une crise majeure est sans

doute moins grand pour le premier. Par ailleurs, pour celui-ci, le “militant” qui, si l’on s’en tient au sens étymologique, militaire par son registre, n’en est pratiquement plus un, loin d’incarner, doit essentiellement s’engager dans un processus phénoménologique d’élucidation et d’explicitation de ce qui est déjà inscrit à l’état de tendance dans la conduite ouvrière. On est très loin des mécanismes de formation de l’offre politique, même si ce sont de fait les pratiques autoritaires des communistes - voire de l’extrême gauche - qui sont le plus directement visées. Cornélius Castoriadis défend lui aussi le même lien étroit entre politique et expérience concrète, qui a d’ailleurs largement caractérisé les tentatives pratiques des membres de “Socialisme ou barbarie” dans ce qu’elles ont de plus spécifique, voire le mode d’échange privilégié entre théoriciens et militants au sein du collectif, à la différence notable que la socialisation et l’expérience politiques de ces derniers étaient elles-mêmes très poussées et qu’ils étaient en outre des informateurs/analystes d’autant plus irremplaçables que les uns et les autres partageaient largement des conceptions et des interrogations communes. Mais il reste attaché à l’idée d’organisation comme lieu de globalisation des expériences, à la prise de position sur les questions collectives à relier à l’expérience pratique et à l’énonciation du projet comme moyen de mobilisation. Une telle prise de position lui permet de rester plus proche d’une troisième sensibilité, bien présente, même si elle ne s’exprime pas aussi clairement de manière théorique et qui est plus orientée vers l’activisme politique ; eux-mêmes divisés, car le groupe est composé de fortes individualités politiques, ces militants n’ont pas été loin parfois de percevoir l’ampleur prise par les débats théoriques comme une contrainte, voire une gêne et, les circonstances s’y prêtant mieux, ils souhaitent agir plus et obtenir des résultats. Là se trouvent les germes d’un nouveau conflit et de la dernière scission : celle de 1963.

Leurs tentatives face au monde ouvrier ne répondront pas à leurs attentes, mais les causes d’un tel échec vont à nouveau profondément diviser le collectif.

De fait, si la force des minorités syndicales est limitée, il en ira pratiquement de même des regroupements a-syndicaux, même s'ils peuvent recueillir ou donner plus de poids à des mécontentements plus spontanés, voire les potentialiser et organiser parfois de réelles mobilisations locales comme dans les Assurances. Face au manque de recrutement nouveau et durable ouvrier ou même populaire, ces tentatives seront elles-mêmes considérées comme des semi-échecs - au sein même du collectif qui n'est pas loin de reconnaître finalement que le petit nombre de militants ouvriers "révolutionnaires" n'est pas appelé à s'accroître, ce qui représente un très grand changement de perspective dans un groupe qui s'était constitué sur l'espoir de l'imminence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. Cela est dit explicitement en tout cas pour Renault Billancourt. Reste la question de l'influence constamment abordée sans que les questions soient réellement tranchées, même si nombre d'essais sont tentés dont la pérennité est rarement assurée. L'adhésion syndicale de Daniel Mothé à FO d'abord, puis à la CFDT constituera une forme de réponse ; la faiblesse persistance d'"Informations et liaisons ouvrières" (ultérieurement "Informations et correspondances ouvrières") créé par Claude Lefort - qui ne restera que quelques années, comme René *Neuvil*-Caulé d'ailleurs - et Henri Simon en 1958, après la scission en est une autre.

Très tôt, à côté de la quête d'une classe ouvrière potentiellement révolutionnaire et finalement introuvable, les analyses concrètes du monde ouvrier suscitées dans "Socialisme ou barbarie", parallèlement aux tentatives d'action à la base, se sont révélées éclairantes sur certains aspects de la culture populaire et des rapports partis/syndicats/masses, en particulier dans leur dimension critique.

Si l'insatisfaction née de la participation communiste au pouvoir dans l'après-Libération : à l'exercice du pouvoir politique, mais également de l'autorité dans les entreprises surtout nationalisées comme Renault, est longuement soulignée dans *Socialisme ou barbarie*, d'autant plus que cette participation s'est

accompagnée d'un blocage des revendications, beaucoup moins considéré - mais moins encore les réformes sociales, sauf les conventions collectives restaurées par la loi de 1946 critiquée pour le poids conféré aux syndicats et, les salaires étant exclus de la compétence de ces dernières, leur hiérarchie est par ailleurs vivement mise en cause, ainsi que le système des primes -, voire d'une participation à l'encadrement du travail, elle n'a pas alors débouché sur la pérennisation de minorités porteuses d'une autre politique, contrairement aux attentes alors extrêmement optimistes de ce point de vue des auteurs/militants de "Socialisme ou barbarie". Ils rappelleront souvent aussi le déclenchement forcé de certaines des grèves, à partir de 1947, et les réactions de rejet - y compris de départ de la CGT - qui avaient pu s'en suivre, en contrepartie de l'assise de la position d'un syndicalisme de combat, orientation qui persistera après la scission syndicale de 1947 - suivie de la fondation de FO l'année suivante -, syndicalisme cependant minoritaire et en régression en termes d'effectifs, ainsi que d'un communisme à nouveau profondément protestataire, dont l'implantation ouvrière marque aussi le pas. Pour eux, l'échec notable de la mobilisation politique contre la venue du général Ridgway - point de départ de la violente polémique entre Jean-Paul Sartre et Claude Lefort - n'est que la conséquence d'un affaiblissement plus profond, masqué par le maintien des réussites électorales, tant celles des communistes, y compris aux élections municipales, quand même en légère baisse, que celles de la CGT aux élections professionnelles. Pour eux, il s'agirait du choix du "moindre mal", compte tenu de la politique extrêmement peu combative des socialistes et de FO dans les entreprises, voire d'une incapacité de capitaliser le discrédit de FO et de la CFTC, alors considérés essentiellement comme des courroies de transmission entre le personnel et la direction et vis-à-vis desquels nos auteurs sont très critiques. Les travaux plus contemporains et moins impressionnistes dans leur approche confirment assez largement une telle évolution, tout en faisant remonter ces limites plus tôt, à la période de la guerre, avant le choix stratégique des communistes à la Libération de mener une politique de recrutement large et diversifiée ; cette dernière avait alors joué en défaveur du poids des "bastions de la grande industrie" au profit du monde

ouvrier rural, et même plus globalement abaissé celui du monde ouvrier au sein de l'organisation.

De la stabilisation qui s'amorce entre les deux blocs dès la mort de Joseph Staline en 1953, il a pu être attendu une diminution de "l'annexion" de l'action à des fins politiques et un contexte politique moins défavorable aux mobilisations massives : c'est ce cadre d'analyse qui est appliqué à la grève des fonctionnaires et des cheminots de l'été de la même année, déclenchée contre les mesures prises par le gouvernement de Joseph Laniel de recul de l'âge de la retraite dans le secteur public afin de réaliser des économies sur les déficits publics, alors que, par ailleurs, les socialistes ont quitté le pouvoir depuis 1951. Comme en 1953, lors des grèves de Nantes et Saint-Nazaire de 1955, l'accent sera cependant mis sur la volonté du Parti communiste et de la CGT de reprendre place respectivement au sein du champ politique et syndical et de limiter par conséquent *in fine* l'ampleur des mobilisations, tout en insistant sur la spontanéité dans la lutte, la combativité, la participation d'éléments jeunes réputés peu formés et peu « mobilisables », le sens de l'unité en particulier - alors qu'en 1953 diverses tentatives de regroupement à la base avaient été mentionnées, ce qui n'avait pas été sans encourager le développement de formes de regroupement "indépendants" -, mais aussi la violence inorganisée dans ces mouvements.

Les deux praticiens les plus impliqués dans l'action dans les entreprises en ont chacun de leur côté tiré la conclusion de tenter des actions collectives indépendantes dans des contextes bien différents cependant : pour Henri Simon, un milieu employé d'une entreprise nationalisée d'assurances, où la CGT est nettement minoritaire face à FO et à la CFTC, et les communistes peu représentés, voire absents dans l'établissement, en tout cas de 1950 à 1954 (c'est surtout de 1950 à 1952 qu'un groupe plus important de personnes réussit à utiliser une telle situation, avant que le dernier ne quitte la section en 1954) à exploiter cette situation, la très grande entreprise industrielle de Renault Billancourt pour Daniel Mothé, où quelles

qu'aient pu être ses difficultés et ses limites, l'encadrement par la CGT et les communistes au sein de cette dernière est bien réel et une présence "gauchiste" au demeurant limitée connue de longue date de ces derniers.

Au travers d'une approche nullement quantitative, Daniel Mothé décrit un milieu marqué par une très forte aliénation et une très grande méfiance vis-à-vis de toutes les institutions : directions d'entreprises, partis politiques, syndicats, presse, armée au moment de la guerre d'Algérie. De ce point de vue, si elles sont radicalisées, les analyses correspondent néanmoins à un type de culture. C'est la radicalité comme durée et comme culture d'action qui sont en question, pas l'opposition et le rejet dont différentes formes sont décrites. Loin d'une remise de soi à "leurs" représentants, c'est l'insatisfaction qui prédomine chez ces ouvriers face à l'ensemble des acteurs politiques et syndicaux, y compris la CGT et le Parti communiste. Les ouvriers décrits critiquent souvent explicitement la non prise en compte de leurs souhaits et de leurs formes de solidarité, par exemple vis-à-vis des rappelés, et de ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts et besoins par les acteurs syndicaux et politiques. Face à chaque action proposée, il y a délibération ; les actions suivies peuvent l'être indépendamment de l'antipathie habituelle pour ceux qui les proposent, ainsi de celles organisées par FO après la répression soviétique en Hongrie. L'expression de souhaits d'action est plus rare que le refus de participer et les initiatives prises plus exceptionnelles encore. Si à partir de telles descriptions, l'absence de démocratie est constamment dénoncée par Daniel Mothé, ce n'est pas seulement en soi, mais également pour son inefficacité : car, de fait, les actions proposées, si elles ne convainquent pas, ne sont pas suivies. Par contre le manque d'initiatives n'est pas seulement expliqué par l'habitude de mobilisations relativement massives, à côté desquelles de petites actions n'ont guère d'impact, voire sont perçues négativement, ni par le défaut de savoir-faire ; sens et besoin de la solidarité et du maintien des relations personnelles sont des barrières au prolongement de la mobilisation minoritaire, de même qu'à un niveau plus global, la volonté très forte de ne pas rompre durablement l'unité ouvrière, autant que les

risques et le courage requis ou l'absence d'une politisation très construite. Ceci d'autant plus que dans un milieu globalement dur, les agressions verbales, qui en temps normal ne sont que des rituels, voire physiques, sont loin d'être exceptionnelles. C'est en particulier de la dureté de la condition subie et de ce besoin de sécurité relative constituée par cette contre-communauté que dans la dernière période de "Socialisme ou barbarie" comme plus tard dans *Esprit* autant Daniel Mothé que Cornélius Castoriadis tireront la conclusion qu'il est important de s'appuyer dans l'entreprise sur ceux qui disposent de plus de liberté, de facilités et de pouvoir.

De son côté, Henri Simon dont l'approche se veut plus exclusivement pratique, insiste sur le déploiement dans la Compagnie d'un monde à deux faces, l'une explicite où les échanges interpersonnels qu'il compare à ceux qui sont développés dans un "village" s'étendent aux cadres ; l'autre, plus cachée, fait de résistance individuelle ou collective. C'est pour faire apparaître et rendre active la seconde que sera tentée une expérience de "Conseil du personnel", appuyée sur des enquêtes auprès de ce dernier, conseil dont l'existence et les modalités de fonctionnement seront expliquées par tract dans tout le secteur de l'assurance. Cette forme d'action aura une grande influence auprès des partants de 1958.

Si des réactions de rejet face au champ politique à cause, d'une part, de l'incapacité de persuader que décisions ou politiques vont dans le sens de l'intérêt des citoyens électeurs - et/ou des promesses des hommes politiques -, et, de l'autre et plus encore, de la mise en avant d'objectifs et de l'adoption de mesures tout à la fois sans explication convaincante et sans rapport avec l'avis et les souhaits de ceux-ci peuvent bien être comparés, par analogie, le sujet abordé est pourtant différent et spécifique : c'est la mobilisation ouvrière et le contrat tacite - qui est censé attacher par un lien fort et actif une part importante du monde ouvrier à ceux qui se posent comme ses représentants qui est abordée là de manière spécifique.



Nombre de réactions de rejet, de refus de la mobilisation, voire de mobilisations divergentes sont données. Par contre, la description de ces réactions successives en situations ne remplacent pas des itinéraires précis, même s'ils suggèrent repli, refus de participer et baisse de l'investissement affectif, sans que la séparation soit nécessairement consommée.

Par ailleurs, à partir de 1959, le type d'explication proposé par Cornélius Castoriadis et ses proches change et aboutira à de très longs articles, après avoir été assez nettement combattu et étouffé au sein même du collectif qui continue par ailleurs à croître. De l'inexistence, pendant les années 1956-1958, d'une forte mobilisation ouvrière déclinée en une absence de "débordement" du gouvernement Guy Mollet, de solidarité effective avec les Algériens soulevés, d'une importante mobilisation lors de la crise du 13 mai et du retour au pouvoir du général de Gaulle, également notée par d'autres auteurs du groupe, Cornélius Castoriadis finit par conclure à une inadaptation complète de l'approche du monde ouvrier. La faiblesse des mobilisations est en outre comparée à la vigueur et au caractère massif des mouvements de libération qui se développent dans les pays en développement ; une telle combativité, en particulier en Algérie, a beaucoup frappé les membres de "Socialisme ou barbarie", outre les mouvements polonais et hongrois et les "Conseils créés", et il a été fréquemment question de l'"apathie" de la classe ouvrière dans les colonnes de la revue, sans qu'il y ait eu, par ailleurs affaiblissement de la participation électorale. Mais les conclusions divergent nettement : pour les activistes, c'est d'un surcroît d'action militante qu'ils attendent une solution, d'une meilleure structuration organisationnelle, de la mise au point d'instruments de communication simple, parmi lesquels le journal de masse *Pouvoir ouvrier*, alors que, pour Cornélius Castoriadis, il s'agit avant tout d'expliquer une telle situation et donc de s'engager dans une nouvelle phase d'élaboration. Les activistes, y compris une partie de ceux qui suivront finalement Cornélius Castoriadis, s'opposent tant à la démarche accusée de perturber le fonctionnement militant qu'au fond, la critique

du marxisme et celle d'une part non négligeable du corpus théorico-pratique du collectif, à commencer par son "basisme".

D'une conjoncture économique particulièrement favorable, il infère que les revendications économiques n'ont plus aucune portée politique contestataire, le capitalisme ayant définitivement maîtrisé sa croissance économique et assuré plein emploi et amélioration des revenus et de la consommation des ménages, sinon des conditions de vie et de travail, marquées au contraire, quant à elles, par une aliénation accrue. Outre les critiques déjà formulées qui concernent les relations entre le Parti communiste et la classe ouvrière, marquées par la fréquente imposition autoritaire d'objectifs politiques mal acceptés, il en déduit plus radicalement que, dans l'histoire de la lutte des classes qu'il juge urgent de prendre pleinement en compte, de telles améliorations économiques ont donc été une "réponse" "capitaliste" à des exigences mal formulées, puisqu'elles-mêmes économiques : il n'y a plus de relais politiques à la potentielle radicalité ouvrière qui serait toujours et même plus que jamais une tentative de résister, voire de créer de nouvelles relations sociales face à l'organisation hiérarchisée de la production, source principale, mais non exclusive de l'aliénation. Influencé par des membres plus jeunes du groupe, attirés en particulier par les thèses situationnistes : Guy Debord et sa compagne seront d'ailleurs un temps membres du collectif, moins d'une année en 1960-1961, Cornélius Castoriadis qui ne le reconnaît pas ouvertement met l'accent sur la critique du quotidien marqué par différentes formes d'aliénation. Il voit même dans l'organisation non seulement le lieu d'élaboration et d'expression du contre projet social dont l'exposition resterait le seul moyen de redonner vie à un mouvement révolutionnaire mais insiste maintenant sur l'esquisse de nouveaux rapports sociaux au sein de celle-ci. Différentes formes de contestation se développent tant à l'intérieur qu'en périphérie du collectif ; en outre, le contexte est globalement favorable à ce type de démarche - ce sont les années pendant lesquelles la contre-culture se développe aux États-Unis. Outre cette première critique du marxisme politique, dans le second article s'en trouve esquissée plus qu'explicitée

une autre : l'aliénation touchant tous les groupes sociaux, l'auto-crédation de nouvelles formes sociales les concerne également : l'antagonisme central et radical entre classes sur laquelle s'était appuyée la problématique du groupe se trouve donc largement mis en cause. La prise en compte de l'évolution sociologique, l'augmentation très importante du nombre des techniciens et des cadres, d'une part, l'accroissement du secteur tertiaire, de l'autre, ne sont pas étrangères à une telle reformulation ; elle est par contre étrangère à la diversification de la condition ouvrière qui s'opérera en défaveur des ouvriers d'industrie. D'une telle problématique se dégage finalement la reconnaissance de la création d'une idéologie qui interprète des pans de réalité, en reconnaissant son volontarisme comme tel : c'est l'élucidation intéressée.

Au demeurant, pendant l'ensemble de ces années, la participation électorale n'est pas faible. Rien n'indique une baisse notable d'intérêt pour la politique.

Quant au Parti communiste s'il a enregistré des échecs aux référendums, ainsi qu'aux élections législatives de 1958 et 1962, il voit son score électoral s'améliorer nettement aux élections législatives de 1967, dans un contexte de dynamique d'union de la gauche. C'est une forme de mobilisation militante qui décline et l'adhésion à l'action qui se fait plus épisodique, sinon imprévisible. C'est en outre le croisement d'itinéraires non seulement politiques, mais également sociaux, qui peut permettre de cerner la part respective des facteurs politiques et sociétaux, ceux en particulier qui concernent les changements du mode de vie, dans l'affaiblissement du militantisme.

À "Socialisme ou barbarie", la scission de 1963 a vu les militants qui refusaient la critique radicale du marxisme - au moins en tant que méthodologie qui devrait au contraire selon eux être appliquée plus largement à l'ensemble des rapports socio-économiques - et l'abandon du militantisme orienté de manière

privilegiée vers le milieu ouvrier et employé, bien que d'accord pour ne plus continuer à s'enfermer dans l'atelier, garder le petit journal de masse *Pouvoir ouvrier*, alors que ceux qui se reconnaissent dans la réorientation élaborée par Cornélius Castoriadis et ses proches ont conservé *Socialisme ou barbarie*. L'approche y est devenue nettement et purement intellectuelle, même si elle reste profondément engagée et plus encore radicale. En outre, la démarche de Cornélius Castoriadis qui a renoué avec Claude Lefort au sein du "Cercle Saint-Just", lieu d'échanges certes engagés, mais eux aussi purement intellectuels, est de plus en plus individuelle au sein de "Socialisme ou barbarie" et n'associe plus guère même ceux qui s'étaient impliqués dans la définition de la réorientation qui avait abouti à la dernière scission de 1963 - moment relativement bien choisi pour reprendre en main tout ou partie du collectif, alors que, comme beaucoup plus largement au sein de la gauche indépendante, malaise et déception atteignent nombre d'activistes qui s'étaient engagés dans le soutien actif au FLN, malgré leur critique de ce Front, compte tenu de l'évolution de la situation algérienne. Un tel changement de perspective, qui ne s'appuie plus sur des expériences pratiques qui ne pourraient être que très différentes d'ailleurs, conduit le collectif qui s'était étioilé à une auto-dissolution acceptée par la majorité de ses membres. La revue a cessé de paraître au cours du deuxième semestre de 1965, même si des réunions sont organisées en 1966 et même jusqu'en 1967.

Constamment entré dans de multiples négociations, le groupe y avait toujours défendu avec vigueur son identité politique. Si ces militants praticiens ne pouvaient révéler leur appartenance, ils restaient cependant fermes sur leur mode d'intervention non directif. De même, si le collectif s'était montré extrêmement tolérant vis-à-vis de ceux qui le rejoignaient, ces derniers, surtout s'ils étaient porteurs ou faisaient montre d'une identité politique propre, mettaient beaucoup de temps à y trouver une place - Jean-François Lyotard, par exemple - ou partaient finalement - ainsi de Guy Debord notamment ou de Georges Lapassade ; l'exclusion de ce dernier étant un phénomène tout à fait exceptionnel dans ce

collectif. En outre, une partie des “jeunes”, parmi lesquels de nombreuses femmes, s'étaient livrés à une contestation interne antiautoritaire, parfois virulente. Enfin, contrairement aux courants américains, avec lesquels ils avaient été en relation, marqués par une forte présence féminine, aucune femme n'y tint ouvertement de rôle de premier plan. Le groupe avait constamment réuni de fortes personnalités assez différentes les unes des autres, tant par leurs conceptions que par leur mode d'insertion sociale, lorsque le champ des possibles parut plus ouvert, grâce à la rupture de l'isolement.

Pendant les dernières années de son existence et lors de sa dissolution, le collectif/revue présente une identité en gestation. Cependant la rupture est consommée avec le projet militant organisationnel, mais aussi avec le discours militant. Certes le groupe avait été en constante évolution, en particulier théorique - et cette dernière a souvent consisté en une mise en cause de l'héritage de l'extrême gauche marxiste révolutionnaire, ce qui n'allait pas sans être perçu comme une gêne par une partie des activistes. Mais cette fois la rupture est plus importante, puisqu'elle atteint en même temps le marxisme, l'ouvriérisme, le militantisme pratiqué et le type de théorie dans son articulation avec les pratiques de la petite organisation elle-même et des militants qui y appartenaient. Quels sont dorénavant les destinataires ? Le registre désigne en tout cas désormais des militants idéologues dotés d'une compétence intellectuelle plus large que celle des militants et/ou des intellectuels engagés, fussent-ils jeunes. C'est un mode d'exercice assez particulier de l'engagement qui se tient à distance de l'action, mais non plus forcément du champ intellectuel, tout en tentant d'acquérir une influence idéologique : quelques intellectuels collaborent d'ailleurs aux derniers numéros de la revue et interviennent dans les conférences, outre les liens intellectuels déjà noués au sein du Cercle Saint-Just.

Intellectuels et engagés, nombre des textes ultérieurs de Cornélius Castoriadis et Claude Lefort le seront résolument, justifiant pleinement dorénavant

leur incorporation au champ intellectuel. *Esprit*, revue à laquelle collabore très tôt Daniel Mothé, dès 1965 alors qu'il est encore membre du collectif/revue "Socialisme ou barbarie" et également militant de la CFDT, mais à laquelle Cornélius Castoriadis et Claude Lefort donneront également plusieurs contributions à partir de 1976, constitue un moment intéressant pour saisir une telle évolution postérieure à la fin de "Socialisme ou barbarie", mais qui a rejailli sur l'image du collectif lui-même.

La collaboration à la revue encore personnaliste qui dispose d'un lectorat relativement étendu et en outre varié, sans commune mesure en tout cas avec celui de *Socialisme ou barbarie*, est significative d'une évolution notable, plus encore pour Cornélius Castoriadis que pour Claude Lefort - l'histoire des écrits du premier étant restée plus longtemps confondue avec celle de *Socialisme ou barbarie*.

Une partie de ces textes rejoignent deux mobilisations intellectuelles, l'une en faveur de la perspective autogestionnaire, telle qu'elle est plus particulièrement définie par la CFDT, l'autre contre le totalitarisme. Si la première démarre plus tôt, elles sont parallèles à partir de 1974 et une partie des participants interviennent même dans les deux mobilisations comme Cornélius Castoriadis.

La déconnexion avec l'extrême/"ultra"-gauche militante est d'autant plus confirmée que pendant cette période, marquée par les mobilisations gauchistes, nos auteurs critiquent fermement les formes d'action plus vivement encore que les idéologies de ces groupes d'extrême gauche, surtout de ceux dont l'existence organisationnelle est la plus récente.

En outre, la critique de l'ouvriérisme, comme critique du mythe d'un âge d'or du mouvement ouvrier, déjà très présente dans les dernières années de *Socialisme ou barbarie*, s'accompagnera sous la plume de Daniel Mothé du rappel de la fragilisation du monde ouvrier par ses conditions de vie ; il en résultera une accentuation du rôle attendu de ceux qui peuvent disposer de responsabilités et

donc le très vif conseil de l'intégration aux jeunes mobilisés en mai 1968. C'est dire que, malgré l'intérêt très vif accordé à mai 1968 par Cornélius Castoriadis, Claude Lefort et Edgar Morin<sup>2479</sup>, au-delà même du rôle des groupes d'extrême gauche, il y a un décalage non négligeable entre la problématique de nos auteurs et nombre d'aspects de l'après-68 qui crée cependant un contexte favorable à leurs thèses, qu'il s'agisse de la critique du communisme réel ou de "l'humeur antiautoritaire".

De fait, poursuivant la démarche qu'il avait progressivement construite dans *Socialisme ou barbarie*, Daniel Mothé incarne dans *Esprit* la figure originale d'un militant ouvrier doté d'une compétence intellectuelle qui lui permet de tenir un discours d'observateur de son milieu, tout en prenant position, même si son orientation a évolué, ne serait-ce que par son insertion syndicale et sa tentative d'adhésion à un parti politique. Si dans les années 70, il soutient clairement l'orientation de la CFDT, dans la période marquée par la convergence de membres du PSU et de la CFDT vers le Parti socialiste, il suit même ce mouvement, mais ne restera qu'un an quant à lui dans ce dernier parti auquel il reproche son incompréhension du social. Le thème de la dépolitisation reste de plus très présent chez lui et il continue à opposer participation électorale et participation réelle, à partir des problèmes concrets perçus et/ou avec lesquels s'est opérée une confrontation concrète, même si c'est avec moins de radicalité.

Surtout autant Daniel Mothé que Cornélius Castoriadis s'engagent fermement en faveur de l'autogestion tant dans les colonnes d'*Esprit* que dans celles de *CFDT Aujourd'hui* - tout en insistant sur la critique de la hiérarchie - et de fait c'est cette confédération qui paraît le plus solide défenseur de cette perspective : en tant que tel, cherchant à allier modernité et radicalité, elle attire d'ailleurs la sympathie active de nombre d'intellectuels. En outre, l'intervention dans le champ politique à partir du social peut éveiller un profond écho auprès de Daniel Mothé et Cornélius Castoriadis : or, la Confédération incarne assez clairement un tel projet ; l'analyse des discours syndicaux des congrès cédétistes montre que si la distinction tranchée

nettement affirmée en 1970 entre objectifs quantitatifs et qualitatifs - thème caractéristique des dernières années de “Socialisme ou barbarie” - s’amenuise en 1973, les luttes restent porteuses d’une modification des rapports sociaux au travers de “sauts qualitatifs”, à côté d’une autre constante, les prises de position politique du syndicat.

Mais alors que la CFDT a bénéficié d’un relatif vide politique à gauche juste après 1968, elle est assez isolée dans le champ politique après la signature du Programme commun en 1972 qui crée une dynamique incontestable, bien que la défiance soit très forte entre socialistes et communistes. C’est d’ailleurs cette dernière dynamique qui entraînera des dirigeants et des adhérents tant du PSU que de la CFDT à rejoindre le PS en 1974 à l’occasion des Assises du socialisme, tenues après l’élection présidentielle ; ces derniers souhaitent avoir l’opportunité de peser sur l’orientation de ce parti.

Un tel espoir suscite une vive opposition de la part du Parti communiste qui entretenait déjà des rapports tendus avec les socialistes. Sur de multiples plans : la démocratie pluraliste et les libertés publiques, les classes moyennes et la classe ouvrière, le communisme réel, la politique de ce parti très préoccupé par la progression socialiste révélée par les sondages - et entérinée finalement, après la rupture de l’union de la gauche, aux élections législatives de 1978, où pour la première fois le Parti socialiste recueillera plus de voix que lui - se caractérisait en outre par des volte-face. Au demeurant, si le Parti socialiste a lui-même adopté une perspective autogestionnaire, cette thématique intéresse peu en son sein, malgré quelques tentatives de synthèse.

Nombre d’intellectuels qui s’étaient mobilisés autour du projet autogestionnaire n’ont néanmoins pas suivi pour autant les dirigeants et militants de la CFDT et du PSU dans cette tentative politique : le Programme commun n’attire pas plus que les accords entre appareils. Une partie d’entre eux tendent d’ailleurs au



moins autant alors à créer des concepts articulés à des critiques et des idéologies globales de substitution qu'à s'impliquer dans des causes morales (il en ira tout autrement à la suite de la mobilisation antitotalitaire), même lorsque leur démarche s'appuie sur une éthique et sont souvent rétifs à la définition d'objectifs finalisables. Ainsi Cornélius Castoriadis s'engage-t-il dans une critique radicale de la rationalité occidentale sur laquelle peut se fonder une forme d'écologie politique.

Depuis 1974 et la parution en français de *L'Archipel du Goulag* qui a suscité de violentes réactions de la part du Parti communiste et d'intellectuels de gauche, alors que ce Parti émet cependant des réserves sur le communisme soviétique et reconnaît parfois le bien fondé des campagnes en faveur des dissidents, une très forte mobilisation intellectuelle s'est progressivement développée. Cette dernière est très différente de celle qui avait accompagné l'orientation autogestionnaire de la CFDT, puisqu'elle est non seulement "transpartisane", mais associe droite et gauche, ce qui ne va pas sans susciter un malaise au sein du Parti socialiste.

Claude Lefort, plus encore que Cornélius Castoriadis, tient une place non négligeable dans cette mobilisation. Et s'il espère toujours le dépassement du "communisme réel" par une révolution antitotalitaire, capable de faire une place aux "Conseils", - cette dernière perspective sera partagée par une partie de l'extrême gauche qui a d'ailleurs mobilisé une partie de l'extrême/"ultra"-gauche n'aura guère de suite concrète - c'est néanmoins sous sa plume que l'évolution est la plus marquante à propos de la démocratie politique et de sa logique.

Dans le prolongement de ses travaux sur Machiavel, il définit maintenant la démocratie comme le régime qui / "laisser advenir la désunion"<sup>2480</sup>. Cette redécouverte du politique pleinement assumée s'accompagne d'un changement d'échelle : l'élucidation devait s'effectuer au plus près des individus dont le rôle reste certes reconnu, mais ce sont à nouveau les rapports entre "mouvements" ou

“mobilisations” et institutions qui sont placés au centre de la réflexion. Cette démarche marque par ailleurs une forme de retour à la “totalité sociale”, concept central dans les premiers écrits de Claude Lefort. Développée dans une période caractérisée par le développement de “mouvements” sociaux, une telle approche sous-estime peut-être la consultation et la négociation qui l’accompagne et qui peut se susciter quelque peu en amont.

L’approche concerne en outre une logique de la démocratie politique ; elle s’accompagne d’une critique qui reste très vive des acteurs concrets du champ politique.

Ces évolutions bien postérieures à la vie du collectif ne sont nullement significatives de celles des membres de celui-ci. Elles ont par contre compté dans l’image intellectuelle *a posteriori* de ce dernier, ne serait-ce que parce que le lien a été maintenu entre passé et présent, compte non tenu des ruptures.

Appuyée sur des entretiens approfondis et un dépouillement systématique de la revue, notre étude de “Socialisme ou barbarie” a permis de conjuguer prosopographie et historiographie et de rendre manifeste la singularité idéologique certes très évolutive de la publication/organisation, qui fait constamment une très large place à la thématique de l’auto-organisation accompagnée d’un appel à l’expression des participants – dont l’effet s’est souvent révélé décevant -, tout en éprouvant la validité de la problématique du millénarisme profane sur le phénomène politique.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

#### Éléments de problématique et de méthode ; présentation du sujet

- ARON, Raymond. *Marxismes imaginaires : d'une sainte famille à l'autre*. Paris : Gallimard, 1970, 383 p. (collection Idées) ; Paris : Gallimard, 1998, 345 p. (collection Folio Essais).
- ARON, Raymond. *L'Opium des intellectuels*. Paris : Calmann-Lévy, 1955, 337 p. ; réed. 1968, 447 p. (Idées).
- ARON, Raymond. *Plaidoyer pour l'Europe décadente*. Paris : Robert Laffont, 1977, 510 p. (Liberté 2000).
- BENDA, Julien. *La trahison des clercs*. Paris : Grasset, 1995, 255 p. (Coll. Les Cahiers rouges).
- BÉROUD, Sophie ; MOURIAUX, René ; VAKALOULIS, Michel. *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*. Paris : La Dispute, 1998, 222 p.
- BESANÇON, Alain. *Les origines intellectuelles du léninisme*. Paris : Calmann-Lévy, 1977, 327 p. ; réédition Gallimard, 1996, 384 p.
- BIARD, Roland. *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*. Paris : Belfond, 1978, 411 p.
- BOLTANSKI, Luc ; CHIAPELLO, Ève. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard, 1999, 843 p. (Coll. NRF essais).
- BOSCHETTI, Anna. *Sartre et « les Temps modernes »*. Paris : Minuit, 1985, 326 p.
- HAZEL, François. *Action collective et mouvements sociaux*. Paris : PUF, 1993, 267 p.
- COHN, Norman Rufus Colin. *The pursuit of the Millenium : revolutionary millenarians and mystical anarchists of the Middle Ages*. London : Paladin, 1970, 412 p. ; *Les fanatiques de l'Apocalypse*. (trad. de Secker et Warburg, 1957) ; Paris : Payot, 1983, 378 p., 2<sup>e</sup> éd. fr.
- COUDRAY, Jean-Marc ; LEFORT, Claude ; MORIN, Edgar. *Mai 1968 : la brèche, premières réflexions sur les événements*. Paris : Fayard, 1968, 144 p. ; *Mai 1968 : la brèche ; suivi de Vingt ans après*. Bruxelles : Complexe, 1988, 212 p. (Historiques).
- CRAIPEAU, Yvan. *Le mouvement trotskiste en France : des origines aux enseignements de mai 68*. Paris : Éditions Syros, 1971, 287 p.
- DELUMEAU, Jean. *Mille ans de bonheur*. Paris : Fayard, 1995, 493 p.
- ENGELS, Friedrich. *La guerre des paysans en Allemagne, (1850)*. (trad. fr. 1952), Paris : Éditions sociales, 1974, 196 p.
- FOUCAULT, Michel. *Les mots et les choses*. Paris : Gallimard, 1966, 405 p. (Paris : Gallimard, 1997, 400 p.).
- FURET, François. *Marx et la Révolution française*. Paris : Flammarion, 1986, 279 p. (Nouvelle bibliothèque scientifique).
- GEORGI, Frank. *Autogestion, la dernière utopie*. Paris : Publications de la Sorbonne, 2003, 612 p.

- GOMBIN, Richard. *Les origines du gauchisme*. Paris : Seuil, 1971, 190 p.
- GRÉMION, Pierre. *Intelligence de l'anticommunisme : le Congrès pour la liberté de la culture à Paris*. Paris : Fayard, 1995, 645 p.
- GROUX, Guy ; MOURIAUX, René. *La CFDT*. Paris : Économica, 1989, 485 p.
- ION, Jacques. *La fin des militants ?* Paris : Les éditions de l'atelier, 1997, 124 p.
- JULLIARD, Jacques ; WINOCK, Michel. *Dictionnaire des intellectuels français, les personnes, les lieux, les moments*. Paris : Seuil, 1996, 1258 p.
- KOLAKOWSKI, Leszek. *L'esprit révolutionnaire suivi de Marxisme : utopie et anti-utopie*. Bruxelles : Éditions Complexe, (1972) 1978, 303 p. (Coll. Ousia) (*L'Esprit révolutionnaire*. Paris : Denoël, 1985, 126 p.).
- LEFORT, Claude. *Le travail de l'oeuvre, Machiavel*. Paris : Gallimard, 1986, 782 p. ; rééd. : Paris : Gallimard, 1986, 782 p.
- LUBAC, Le P. Henri de. *Exégèse médiévale*. III(1). Paris : Aubier, 1961, 563 p. (Théologie : 42)
- LUBAC, Henri de. *La postérité spirituelle de Joachim de Flore 1979-1981*. Paris : Lethielleux ; Namur : Culture et vérité, 2 vol. (411 p. ; 505 p.). (Coll. Le sycomore. Série horizon).
- MILOSZ, Czeslaw. *La pensée captive*. (Paris : Gallimard, 1953, 336 p.) Paris : Gallimard, 1962, 334 p. (Paris : Gallimard, 1988, 311 p.).
- MINOIS, Georges. *Histoire de l'avenir : des Prophètes à la prospective*. Paris : Fayard, 1996, 676 p.
- MOTTU, Henry. *La Manifestation de l'Esprit selon Joachim de Flore*. Neuchâtel ; Paris : Delachaux et Niestlé, 1977, 365 p.
- NOIRIEL, Gérard. *Les ouvriers dans la société française*. Paris : Seuil, 1986, 317 p.
- ORY, Pascal ; SIRINELLI, Jean-François. *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*. Paris : Armand Colin, 1986, 263 p. ; (Paris : Armand Colin, 2002, 282 p. (3<sup>e</sup> éd. mise à jour)).
- PERRINEAU, Pascal (ss la direction de). *L'engagement politique. Déclin ou mutation*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, 444 p.
- ROSANVALLON, Pierre. *L'Âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*. Paris : Éd. du Seuil, 1976, 185 p. (Politique).
- RUYER, Raymond. *L'Utopie et les utopies*. Paris : PUF, 1950 ; rééd. 1988, 293 p.
- SARFATI, Georges Elia. *Éléments d'analyse de discours*. Paris : Nathan université, 1997, 128 p., (coll. linguistique).
- VERDÈS-LEROUX, Jeannine. *Au service du parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture. 1944-1956*. Paris : Fayard/Minuit, 1983, 585 p.
- VERDÈS-LEROUX, Jeannine. *Le réveil des somnambules. Le parti communiste, les intellectuels et la culture. 1956-1985*. Paris : Fayard/Minuit, 1983, 491 p.
- WEBER, Max. *Le judaïsme antique*. Paris : Plon, 1970, 615 p.
- WINOCK, Michel. *Histoire politique de la revue Esprit*. Paris : Seuil, 1975, 446 p. (L'Univers historique).
- WINOCK, Michel. *Le siècle des intellectuels*. Paris : Seuil, 1997, 695 p.
- YOURCENAR, Marguerite. *L'oeuvre au noir*. Paris : Gallimard, 1968, 339 p.



### Contextualisation

- ALTHUSSER, Louis. *Pour Marx*. Paris : Maspéro, 1965, 258 p. (Coll. Théorie).
- ALTHUSSER, Louis. *Lire « Le Capital »*. Paris : Maspéro, 1965, 2 vol. : vol. 1.
- ALTHUSSER, Louis ; RANCIÈRE, Jacques ; MACHEREY, Pierre ; vol. 2.
- ALTHUSSER, Louis ; BALIBAR, Étienne, ESTABLET, Roger. 256 p. ; 401 p. (Coll. Théorie).
- AMBROSI, Christian ; AMBROSI, Arlette. *La France 1870-1986*. Paris : Masson, 1986, 393 p. (Coll. Un siècle d'histoire).
- ANDOLFATTO, Dominique ; LABBÉ, Dominique. *La CGT, organisation et audience depuis 1945*. Paris : La Découverte, 1997, 309 p. (Coll. Recherches).
- Arguments, 1956-1962*, Éditions intégrale, Privat, 1983.
- ARON, Raymond. *Le marxisme de Marx*. Paris : Éditions du Fallois, 2002, 767 p.
- ARON, Raymond. *Mémoires*. Paris : Julliard, 1993, 778 p.
- ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, *L'Établissement de la Cinquième République. Le Référendum de septembre et les élections de novembre 1958*. Préface de TOUCHARD, Jean. Paris : Librairie Armand Colin, 1960, 390 p. (Cahier de la FNSP, n° 109).
- AUBERT, Véronique ; MOURIAUX, René. *Le syndicalisme enseignant en France*. Paris, FNSP-CEVIPOF, 1994, 194 p. (Document de travail n° 65).
- AUBERT, Véronique ; BERGOUGNIOUX, Alain ; MARTIN, Jean Paul ; MOURIAUX, René. *La forteresse enseignante. La Fédération de l'éducation nationale*. Paris : Fondation Saint-Simon ; Fayard, 1985, XII-364 p.
- AUDIGIER, François. *Histoire du SAC /Service d'action civique/. La part d'ombre du gaullisme*. Paris : Stock, 2003, 521 p.
- AZÉMA, Jean-Pierre ; PROST, Antoine ; RIOUX Jean-Pierre. *Les Communistes français de Munich à Chateaubriant : 1938-1941*. Paris : PFNSP, 1987, 439 p.
- BARTOSEK, Karel. *Les aveux des archives, Prague-Paris-Prague, 1948-1968*. Paris : Seuil, 1996, 458 p.
- BECKER, Jean-Jacques. *Histoire politique de la France depuis 1945*. Paris : Armand Colin, 1998, 207 p. (6<sup>e</sup> éd) ; (2003, VI-249 p. (8<sup>e</sup> éd.)). (Coll. Cursus. Série " Histoire ").
- BEDARIDA, François ; RIOUX, Jean-Pierre (ss la dir. de). *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1945-1955) et sa postérité*. Paris : Fayard, 1985, 561 p.
- BELL, Daniel. *The End of Ideology, On the Exhaustion of Political Ideas on the Fifties*. New-York : Free Press, 1960, 474 p. (Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1988, 501 p.) (With a new afterword) ; *La fin de l'idéologie*. Paris : PUF, 1997, VII-403 p. (Sociologies).
- BENSAÏD, Daniel. *Les trotskysmes*. Paris : PUF, 2002, 127 p. (Que sais-je ? 3629).
- BERNACSYK-SLONSKI Bogdan (Coordination générale). *Mille ans des Juifs en Pologne*, Institut Adam Mickiewicz, Centre de collaboration culturelle internationale, Varsovie, 2004, p.

- BERNARD, Théo ; ROSENTHAL, Gérard ; ROUSSET, David. *Le Procès concentrationnaire. Pour la vérité sur les camps*. Paris : Éd du Pavois, 1951, 254 p.
- BERNSTEIN, Barton. J. ; MATUSOW, Allan. J. *Twentieth-century America. Recent interpretations*. New-York : Harcourt Brace Jovanovich, 1969, IX-569 p. 1972, 582 p.
- BÉROUD, Sophie ; MOURIAUX, René. *Cinquante ans de luttes sociales en France*. Paris : CEVIPOF, 1997, 30 f.
- BÉROUD, Sophie ; MOURIAUX, René. *Le souffle de décembre. Le mouvement social de 1995 : continuités, singularités, portée*. Paris : Éditions Syllepse, 1997, 201 p.
- BERSTEIN, Serge. *La France de l'expansion, 1. La République gaullienne. 1958-1969*, Paris, Le Seuil, 1989, 375 p. (Points, histoire).
- BERSTEIN, Serge ; MILZA, Pierre. *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle. T. 2, Le monde entre guerre et paix*. Paris : Hatier (1993, 485 p.) 1997, 497 p.
- BETTELHEIM, Charles. *La Planification soviétique*. Paris : Rivière éd., 1945, 351 p.
- BIARD, Roland. *Histoire du mouvement anarchiste en France*. Paris : Galilée, 1976, 313 p.
- BIGO, Pierre. *Marxisme et humanisme*. Paris : PUF, 1953, XXXII-271 p.
- BLACKMER, Donald ; TARROW, Sidney (ss la direction de). *Communism in Italy and France*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 1977, XVIII-651 p.
- BON, Frédéric. *Les Élections en France, histoire et sociologie*. Paris : Seuil, 1978, 235 p.
- BORELLA, François. *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*. Paris : Seuil, 1973, 248 p. (1990, 267 p.) (5<sup>e</sup> éd. nouvelle).
- BORREL, Monique. *Conflit du travail, changement social et politique en France depuis 1950*. Paris : L'Harmattan, 1996, IV-266 p.
- BOURDET, Claude. *L'aventure incertaine. De Gaulle, la Résistance, Staline*. Paris : Stock, 1975, 478 p.
- BOURDIEU, Pierre. *La distinction : critique sociale du jugement*. Paris : Minuit, 1979, 670 p. (Le sens commun).
- BRANCIARD, Michel. *Histoire de la CFDT*. Paris : La Découverte, 1990, 366 p. (Textes à l'appui. Histoire contemporaine).
- BRANCIARD, Michel. *Un syndicat face à la guerre d'Algérie : la CFTC qui deviendra CFDT*. Paris : Syros, 1984, 325 p. (Coll. Histoire et théorie).
- BUBER-NEUMANN, Margarete. *Déportée en Sibérie*. Paris : Seuil, 1949, 254 p.
- BUTON, Philippe. *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, 352 p.
- CALVEZ, Jean-Yves. *La pensée de Karl Marx*. Paris : Seuil, 1956, 662 p. ; Paris : Seuil : 1960, 660 p. (Esprit. La Cité prochaine) ; Paris : Seuil, 1970, 375 p. (Politique ; 38).
- CAMPBELL, Robert. *Jean-Paul Sartre ou une littérature philosophique*. Paris : P. Ardent, 1946, 291 p. ; 1947, 322 p. (Aux sources n° 2).
- CAMUS, Albert. *La vérité sur l'affaire Nagy. Les faits, les documents, les témoignages internationaux*. Paris : Plon, 1958, préface d'Albert Camus, postface de François Fejtö, 256 p.
- CAPDEVIELLE, Jacques ; DUPOIRIER, Élisabeth ; GRUNBERG, Gérard, SCWEISGUTH, Étienne ; YSMAL, Colette. *France de gauche, vote à droite*. Paris : PFNSP, 1981, 355 p. (1988, 355 p.).

- CEVIPOF. *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962*. XII-437 p. (Cahiers de la FNSP, n° 142).
- CEVIPOF. *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*. Paris : Armand Colin, 1970, 548 p. (Cahiers de la FNSP, n° 169).
- CHAMBRE, (le P.) Henri. *Deux essais sur le marxisme*. Paris : Médicis, 1955, XII-347 p.
- CHAPSAL, Jacques. *La vie politique en France depuis 1940*. Paris : PUF, (1966, 591 p.) 1969, 618 p. (2<sup>e</sup> éd.), (Coll. Thémis science politique).
- CHARLOT, Jean. *L'Union pour la Nouvelle République : étude du pouvoir au sein d'un parti politique*. Paris : Colin, 363 p. (Cahiers de la FNSP, n° 163).
- CHEBEL D'APOLLONIA, Ariane. *Histoire politique des intellectuels en France 1944-1954*. Paris : Éd. Complexe, 1990, 2 vol. : 218 p., 342 p. (Coll. Questions au XX<sup>e</sup> siècle).
- CHICLET, Christophe. *Les Communistes grecs dans la guerre. Histoire du Parti communiste de Grèce de 1941 à 1949*. Paris : L'Harmattan, 1987, 327 p. (Th. 3<sup>e</sup> Cycle : Ét. pol., Paris : IEP, 1983, 408 p.).
- CLAUDE, Henri. *Le Plan Marshall*. Paris : Éd. sociales, 1948, 229 p.
- CLEGG, Hugh Armstrong. *A New Approach to Industrial Democracy*. Oxford : Basil Blackwell, 1960, VIII-140 p. (Congress for Cultural Freedom).
- COHEN SOLAL, Annie. *Sartre, 1905-1980*. Paris : Gallimard, 1985, 728 p.
- CONQUEST, Robert. *La grande terreur : les purges staliniennes des années 30*. Précédé de *Sanglantes moissons : la collectivisation des terres en URSS*, (trad. de *The Great Terror*. NY : Oxford University Press, 1990, VIII-570 p. ; *The Harvest of Sorrow*. London : Hutchinson, VIII-412 p.). Paris : Robert Laffont 1995, 322 p.
- CONTAT, Michel ; RYBALKA, Michel. *Les Écrits de Sartre*. Paris : Gallimard, 1970, 789 p. (1980, 786 p.).
- CORPET, Olivier ; PADOVA, Mariateresa. Présentations ; MORIN, Edgar ; AXELOS, Kostas ; Duvignaud, Jean. Préfaces. *Arguments, 1956-1962*. Paris : Privat, 2 vol. 1983.
- COURTOIS, Stéphane. *Le PCF dans la guerre : de Gaulle, la Résistance, Staline*. Ramsay, 1980, 585 p.
- COURTOIS, Stéphane ; LAZAR, Marc. *Histoire du Parti communiste français*. Paris : PUF, 1995, 439 p. (Coll. Thémis. Histoire).
- COURTOIS, Stéphane ; WERTH, Nicolas ; PANNÉ, Jean-Louis ; PACZKOWSKI, Andrzej ; BARTOSEK, Karel ; MARGOLIN, Jean-Louis. *Le livre noir du communisme*. Paris : Robert Laffont, 1997, 846 p ( Paris : Robert Laffont, 1997, 1098 p.).
- CRAIPEAU, Yvan. *La libération confisquée*. Paris : Savelli/Syros, 1978, 207 p.
- CZAPSKI, Josef. *Terre inhumaine*. Paris : les Iles d'or, 1949, 292 p.
- DALLIN, David. *La vraie Russie des soviets*. Paris : Plon, 1948, 315 p.
- DALLIN, David ; NICOLAÏEVSKI, Boris. *Le travail forcé*. Paris : Somogy, 1949, 384 p.
- DELANNOI, Gil. *Crise intellectuelle et tentatives de fondation d'une politique de l'homme : Arguments*. Paris : Institut d'études politiques, 517 f (Th ; science politique).
- DESCOMBES, Vincent. *Le même et l'autre : quarante-cinq ans de philosophie française, 1933-1978*. Paris : Gallimard, 1979, 224 p. (Coll. Critique).
- DONEGANI, Jean-Marie ; SADOUN, Marc. *La démocratie imparfaite : essai sur le parti politique*. Paris : Gallimard, 1994. 270 p.



- DONEGANI, Jean-Marie ; SADOUN, Marc. *La V<sup>e</sup> République : naissance et mort*. Paris : Calmann-Lévy, 1998, 306 p.
- DUHAMEL, Olivier. *La Gauche et la V<sup>e</sup> République*. Paris : PUF, 1993, 588 p. (Coll. Quadrige).
- EKART, Antoni. *Echappé de Russie*. Paris : Hachette, 1949, 448 p.
- FEJTÖ, François. *La tragédie hongroise, ou une révolution socialiste anti-soviétique*. Lettre-préface de SARTRE, Jean-Paul. Paris : Pierre Horay, 1956, 315 p. (*La tragédie hongroise*. Paris : Pierre Horay, 1996, 355 p.).
- FESSARD, Gaston. *Hegel, le christianisme et l'histoire*. Paris : PUF, 1990, 320 p. (Théologiques).
- FESSARD, Gaston. *La main tendue ? Le dialogue catholique-communiste est-il possible ?* Paris : Grasset, 1937, 247 p. ; (annexe, Le communisme, fin de l'aliénation humaine, p. 211-244).
- FONTAINE, André. *Histoire de la guerre froide*. 2 vol. : 1. *De la révolution d'octobre à la guerre de Corée. 1950-1963*. Paris : Fayard, 1965, 509 p. ; rééd. 1983, Paris : Fayard/Seuil, 496 p. ; 2. *De la guerre de Corée à la crise des alliances. 1950-1963*. Paris : Fayard, 1967, 581 p. ; Paris : Fayard/Seuil, 1983, 564 p.
- FONTENIS, Georges. *Manifeste communiste libertaire*. Éditions Le Libertaire, sans date.
- FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir, Naissance de la prison*. Paris : Gallimard, 1975, 318 p. ; Réédition avec notes bibliographiques, Paris : Gallimard, 1995, 360 p.
- FURET, François. *Le passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Robert Laffont/Calmann Lévy, 1995, 580 p. ; Paris : Robert Laffont/Calmann Lévy, 1996, 824 p. (Coll. Le Livre de poche).
- GADDIS, John Lewis. *The long peace : inquiries into the history of the cold war*. New-York : Oxford University press, 1987, IX-332 p.
- GADDIS, John Lewis. *We now know. Rethinking cold war history*. Oxford : Clarendon press, 1997, X-425 p.
- GAULLE de, Charles. *Lettres, Notes et Carnets*. Paris : Plon, 1985, 12 vol. ; (vol 8 : Juin 1958-décembre 1960).
- GEERLANDT, Robert. *Garaudy et Althusser, Le débat sur l'humanisme dans le parti communiste français et son enjeu*. Paris : 1978, 150 p.
- GEORGI, Frank. *L'invention de la CFDT. Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*. Paris : Éditions de l'Atelier, 1995, 651 p.
- GOETSCHÉL, Pascale ; LOYER, Emmanuelle. *Histoire culturelle et intellectuelle de la France au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Armand Colin, 1994, 187 p. ; Rééd. Armand Colin, 2001, 194 p.
- GOETZ-GIREY, Robert. *Le mouvement des grèves en France. 1919-1962*. Paris : Sirey, 1965, 222 p.
- GOGUEL, François ; GROSSER, Alfred. *La politique en France*. Paris : Armand Colin, 1964, 298 p. (U. Coll. Série Société politique).
- GÖRTER, Hermann. *Réponse à Lénine sur La maladie infantile du communisme*. Paris : Librairie ouvrière, 1930. (Texte de 1920. Préface de 1930), 112 p.
- GORZ, André. *Critique de la division du travail*. Paris : Seuil, 1973, 295 p.

GRANDSENNE, Florence. *Les Intellectuels français face aux crises du communisme en Europe du Centre-Est : perception et interprétation des mouvements et de leur répression 1956-1981*. Paris : IEP, 3 vol., 763 f. 1998 (Th. doctorat sous la direction de BERNSTEIN, Serge : histoire, mention études soviétiques et est-européennes).

GRANDSENNE, Florence. *Analyse de l'insurrection hongroise de 1956 par quatre revues françaises : « Les Temps modernes », « Esprit », « Preuves », « Socialisme ou barbarie »*. Mém. DEA sous la direction de RUPNIK, Jacques. Paris : Institut d'études politiques (Études soviétiques et Est-européennes), 1989-1990.

GROSSER, Alfred. *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*. Paris : Fayard ; Seuil, 1978, 438 p. (coll. Points, Histoire).

GROSSER, Alfred, *La IV<sup>e</sup> République et sa politique extérieure*. Paris : Colin, 1961, 438 p. ; 1972, 439 p.

GROUX, Guy ; MOURIAUX, René (avec la collaboration de LE DANTEC, Éliane). *La CGT : Crise, pratique, effectifs, approche sur la longue durée*. Paris : CEVIPOF, 1991, 485-15 p.

GUÉRIN, Daniel. *Ci-gît le colonialisme : Algérie, Inde, Indochine, Madagascar, Maroc, Palestine, Polynésie, Tunisie (témoignage militant)*. La Haye ; Paris : Mouton, 1973, 505 p.

GUÉRIN, Daniel. *Fascisme et grand capital*. Paris : Gallimard, 1936, 269 p. (problèmes et documents) ; Paris : Syllepse/Phénix, 1999, 285 p. (La suite des temps).

GUÉRIN, Daniel. *La Lutte des classes sous la première République : Bourgeois et bras nus (1793-1797)*. Paris : Gallimard, 1946, 2 vol. : 511 ; 472 p. (8<sup>e</sup> éd.).

GUILLEMIN, Jean ; MANDOUZE, André ; RICOEUR, Paul. *Les chrétiens et la politique*, Paris : Éd. du Temps présent, 1948, 171 p.

GUTERMAN, Norbert ; LEFEBVRE, Henri. *La conscience mystifiée*. Paris : Gallimard, 1936, 284 p. ; Paris : Syllepse, 1999, 259 p.

GUTERMAN, Norbert ; LEFEBVRE, Henri (choix de). MARX, Karl. *Oeuvres choisies*. Paris : Gallimard, 2 vol. : t. 1, 1963, 379 p. ; t. 2, 1966, 384 p. (Idées 41 ; 109).

HAMON, Hervé ; ROTMAN, Patrick. *Les Porteurs de valise. La résistance française à la guerre d'Algérie*. Paris : Albin Michel, 1979, 434 p. (Rééd., Paris : Seuil, 1982, 436 p., (H comme Histoire)).

HAMON, Hervé ; ROTMAN, Patrick. *Génération. Les années de rêve*. Paris : Seuil, 1987, 615 p.

HAMON, Léo (ss la direction de). *Les nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière*. Paris : PUF, 1962, 254 p. (Coll. Politiques).

HANOTEAU, Guillaume. *L'Age d'or de Saint-Germain-des-Prés*. Paris : Denoël, 1965, 127 p.

HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich. *La Phénoménologie de l'Esprit*. Trad. Jean Hyppolite, 2 vol., Paris : Aubier, 1939-1945 : VII-359 p. ; 360 p.

*L'Histoire, Le temps de la guerre froide. Du rideau de fer à l'effondrement du communisme*. Présenté par WINOCK, Michel. Paris : Seuil, 1994, 474 p. (Points Histoire).

HYPPOLITE, Jean. *Genèse et structure de la phénoménologie de l'Esprit*. Paris : Aubier, 1946, 592 p. ; Paris : Aubier, 1970, 592 p.

HYPPOLITE, Jean. *Introduction à la philosophie de l'Histoire de Hegel*. Paris : Rivière, 1948, 98 p.

- HYPPOLITE, Jean. *Logique et Existence, Essai sur la logique de Hegel*. Paris : PUF, 1953, 247 p.
- HYPPOLITE, Jean. *Études sur Marx et Hegel*. Paris : Rivière, 1955, 204 p. (Bibliothèque philosophique) ; Paris : Rivière, 1965, 207 p. (Bibliothèque philosophique).
- JARCZYK, Gwendoline ; LABARRIERE, Pierre-Jean. *De Kojève à Hegel, 150 ans de pensée hégélienne en France*. Paris : Albin Michel, 1996, 261 p. (Idées).
- JEANSON, Francis. *Le problème moral et la pensée de Sartre*. Paris : Éd. du Myrte, 1947, 372 p. ; rééd. (suivi de Un quidam nommé Sartre). Paris : Seuil, 1965, 348 p.
- JELENSKI, Konstantin. *History and Hope, Progress in Freedom. The Berlin Conference of 1960. With a postscript of Michael Polanyi*. London : Routledge and Kegan Paul, 1962, VI-208 p.
- JUDT, Tony Robert. *Le marxisme et la gauche française. 1945-1975*. Paris : Hachette, 1987, XIX-353 p.
- JULLIARD, Jacques. *Contre la politique professionnelle*. Paris : Seuil, 1977, 161 p. (Coll. Intervention).
- KANTOROWICZ, Ernst Hartwig. *The King's Two Bodies. A study in medieval political theology*. Princeton : Princeton University Press, 1956, 568 p. ; *Les deux corps du roi. Essai sur la théologie politique au Moyen-Âge*. Paris : Gallimard, 1989, 638 p.
- KESLER, Jean-François. *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*. Toulouse : Privat, 1990, 471 p.
- KOESTLER, Arthur. *Le yogi et le commissaire*. Paris : Charlot, 1946, 380 p.
- KOESTLER, Arthur. *Le zéro et l'infini*. Paris : Calmann-Lévy, 1945, 221 p.
- KOJEVE, Alexandre. *Introduction à la lecture de Hegel : leçons sur la phénoménologie de l'Esprit professées de 1933 à 1939 à l'École des Hautes Études publiées et réunies par Raymond Queneau*. Paris : Gallimard, 1947, 595 p. ; Paris : Gallimard, 1979, 597 p.
- KOYRÉ, Alexandre. *Études d'histoire de la pensée philosophique*. Paris : Colin, 1961, 329 p. ; Paris : Gallimard, 1995, 364 p.
- KRAVCHENKO, Victor Andreevitch. *J'ai choisi la liberté*. Paris : Éditions Self, 1947, 640 p.
- KRIEGEL, Annie. *Ce que j'ai cru comprendre*. Paris : Robert Laffont, 1991, 842 p. (Notre époque).
- KRIEGEL, Annie. *Communismes au miroir français*. Paris : Gallimard, 1974, 317 p.
- KRIEGEL, Annie. *Le pain et les roses, jalons pour une histoire des socialismes*. Paris : PUF, 1980, 255 p. (Coll. Hier).
- LABIN, Suzanne. *Staline le terrible : panorama de la Russie soviétique*. Paris : Self, 1948, 575 p.
- LABORIT, Henri. *La Société informationnelle : idées pour l'autogestion*. Paris : Cerf, 1973, 93 p.
- LACOUTURE, Jean. *Pierre Mendès France*. Paris : Seuil, 1981, 547 p.
- LACOUTURE, Jean ; CHAGNOLLAUD, Dominique. *Le désempire. Figures et thèmes de l'anticolonisme*. Paris : Denoël, 1993, 266 p.
- LAFEBER (LaFeber), Walter. *America, Russia, and the Cold War*. New-York : The McGraw-Hill Companies, Inc, 1997, XV-408 p. (8<sup>e</sup> éd.).

- LANCELOT, Alain. *Les élections nationales sous la V<sup>e</sup> République*. Paris : PUF, 1983, 127 p. (Que sais-je ?).
- LAPASSADE, Georges. *Groupes, organisations et institutions*. Préf. FAVEZ-BOUTONNIER, Juliette. Paris/Bruxelles : Gauthier-Villars éd., 1967, 313 p.
- LASKY, Melvin J. ; BONDY, François éd. *La Révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'octobre*. Précédé de Une révolution antitotalitaire par ARON, Raymond. Paris : Plon, 1957, XIV-329 p.
- LAVAU, Georges. *A quoi sert le Parti communiste français ?* Paris : Fayard, 1981, 443 p.
- LEFEBVRE, Henri. *À la lumière du matérialisme : Logique formelle, logique dialectique*. Paris : Éd. sociales, 1947, 292 p.
- LEFEBVRE, Henri. *Critique de la vie quotidienne*. Paris : Grasset, 1947 (Rééd. : Paris : Arche, 1958, 3 vol. 267 ; 357 ; 170 p.).
- LEFEBVRE, Henri. *Le matérialisme dialectique*. Paris : PUF, 1947, 153 p. (Nouvelle Encyclopédie philosophique) ; (Paris : Alcan, 1939, 156 p. (Nouvelle Encyclopédie philosophique)).
- LEFEBVRE, Henri (Introduction et choix par). *Marx (1818-1883)*. Genève : Éd. Les Trois Collines, 1947, 223 p.
- LEFEBVRE, Henri. *La pensée de Karl Marx*. Paris : Bordas, 1947, 280 p.
- LEFEBVRE, Henri. *Le marxisme*. Paris : PUF, 1948, 128 p.
- LEFEBVRE, Henri. *Pour connaître la pensée de Marx*. Paris : Bordas, 1947, 251 p.
- LEFEBVRE, Henri. *Le Temps des méprises*. Paris : Stock, 1975, 251 p.
- LEGENDRE, Bernard. *Le stalinisme français : qui a dit quoi ?* Paris : Seuil, 1980, 317 p.
- LE ROY LADURIE, Emmanuel. *Paris-Montpellier : PC-PSU, 1945-1963*. Paris : Gallimard, 1982, 261 p. (Coll. Témoins).
- LIPPER, Elinor. *Onze ans de baigne soviétique*. Paris : Nagel, 1950, 272 p. ; (Genève : Édito service, 1970, 333 p. (L'Histoire en marche)).
- LOURAU, René. *L'instituant contre l'institué*. Paris : Anthropos, 1969, 196 p.
- MAGNY, Claude-Edmonde. *Les sandales d'Empédocle*. Boudry (Suisse) : Editions de la Baconnière, 1945, 290 p. (coll. Être et penser) ; Rééd : *Essai sur les limites de la littérature, Les sandales d'Empédocle*. Paris : Payot, 1968, 269 p.
- MALAURIE, Guillaume ; en collaboration avec TERRÉE, Emmanuel. *L'Affaire Kravchenko*. Paris : Robert Laffont, 1982, 284 p. (Notre époque).
- MARGAIRAZ, Michel (ss la direction de). *Pierre Mendès France et l'économie. Pensée et action*. Actes du colloque organisé par l'Institut Pierre Mendès France à l'Assemblée nationale, les 11 et 12 janvier 1988, ss la présidence de CHEYSSON, Claude. Paris : Éd. Odile Jacob, 1989, 471 p.
- MARGOLINE, Jules. *La condition inhumaine*. Paris : Calmann-Lévy, 1947, 453 p.
- MERLEAU-PONTY, Maurice. *Les aventures de la dialectique*. Paris : Gallimard, 1955, 313 p.
- MERLEAU-PONTY, Maurice. *Signes*. Paris : Gallimard, 1960, 438 p.
- MEYNIER, Gilbert. *Histoire intérieure du FLN*. (HARBI, Mohammed. Préface). Paris : Fayard, 2002, 812 p.
- MICHEL, Bernard. *Histoire de Prague*. Paris : Fayard, 1998, 448 p. (Histoire des grandes villes du monde).

- MICHELAT, Guy ; SIMON, Michel. *Classe, religion et comportement politique*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Éditions sociales, 1977, 498 p.
- MILLS, Charles Wright. *The Power Elite*. New York : Oxford University Press, 1956, 423 p. ; *L'Élite du pouvoir*. Paris : Maspéro, 1969, 1977, 380 p.
- MOLINARI, Jean-Paul. *Les ouvriers communistes, Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*. Thonon-les-Bains : Albaron, 1991, 367 p. ; Paris : L'Harmattan, 1996, 367 p.
- MONCHABLON, Alain. *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*. Paris : PUF, 1983, 205 p.
- MORA, Sylvestre (pseud. de ZAMORSKI, Kazimierz) ; ZWIERNIAK, Pierre. *La justice soviétique*. Rome : éd. Maggi-Spinetti, 1945, 348 p.
- MORIN, Edgar. *Autocritique*, rééd. Paris : Le Seuil, 1975, 255 p.
- MOSSUZ, Janine. *Les clubs et la politique en France*. Paris : A. Colin, 1970, 128 p. (Dossier U2, 118. Pol).
- MOSSUZ-LAVAU, Janine. *Les lois de l'amour, Les politiques de la sexualité (1950-2002)*. Paris : Payot, 2<sup>e</sup> éd., 2002, 501 p.
- MOURIAUX, René. *Histoire du syndicalisme en France depuis 1945*. Paris : FNSP-CEVIPOF, 1993, 189 p. (Paris : La Découverte, 1994, 125 p. (Coll. Repère. 1<sup>e</sup> éd.) ; 2004, 122 p. (2<sup>e</sup> éd.).
- MOURIAUX, René. *La CGT*. Paris : Seuil, 1982, 245 p.
- NAVILLE, Pierre. *Psychologie, marxisme, matérialisme. Essais critiques*. Paris : Marcel Rivière, 1946, 207 p.
- NICOLAÏEVSKI, Boris ; MAENCHEL-HELFFEN, Otto. *La vie de Karl Marx. L'homme et le lutteur*. Paris : Gallimard, 1970, 479 p. (Leurs figures).
- NOIRIEL, Gérard. *Les ouvriers dans la société française*. Paris : Seuil, 1986, 317 p.
- ORY, Pascal. *Les collaborateurs 1940-1945*. Paris : Seuil, 1976, 316 p.
- PACKARD, Vance. *The Status Seekers, An exploration of class behavior in America and the hidden barriers that affect you, your community, your future*. Harmondsworth : Penguin Books, 1959, 331 p. (A Pelican book) ; trad. fr. : *Les obsédés du standing*, trad. de MEHL, Roland. Paris : Calmann-Lévy, 1960, 312 p. (Liberté de l'esprit) ; (1971, 312 p.).
- PANNEKOEK, Anton. *Les conseils ouvriers*, Paris : Béliaste, 1974, 496 p. ; Paris : Spartacus, 1982, 2 vol. (Trad. préface et notes d'ICO).
- PERROUX, François. *La coexistence pacifique*. Paris : PUF, 1958, 3 vol., 666 p.
- PIETTRE, André. *Marx et marxisme*. Paris : PUF, 1959, 257 p. ; Paris : PUF, 1973, 335 p.
- PIGENET, Michel. *Au coeur de l'activisme communiste des années de guerre froide. La manifestation Ridgway*. Paris : L'Harmattan, 1992, 175 p.
- PLUET-DESPATIN, Jacqueline. *Les trotskistes et la guerre, 1940-1944*. Paris : Anthropos, 1980, 249 p.
- POCOCK, John Greville Agard. *The Machiavellian Moment : Florentine political thought and the atlantic Republican tradition*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 1975, X-602 p.
- PORTELLI, Hughes. *Le parti socialiste*. Paris : Montchrestien, 1998, 154 p. (2 éd).
- PRÉVAN, Guy (pseud.). *Péret Benjamin révolutionnaire permanent*. Paris : Syllepse, 1999, 93 p. (Les archipels du surréalisme).

- PROST, Antoine. *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*. Paris : Armand Colin, 1968, 525 p. (Coll. U. Série Histoire contemporaine).
- RABAUT, Jean. *Tout est possible : Les « gauchistes » français, 1929-1944*. Paris : Denoël-Gonthier, 1974, 415 p.
- RÉMOND, René. *Les droites en France*. Paris : Aubier Montaigne, 1982, 544 p. (Coll. historique)
- RIEFFEL, Rémy. *La tribu des clercs, Les intellectuels sous la Ve République. 1958-1990*. Paris : Calmann-Lévy, CNRS éd., 1993, 692 p.
- RIOUX, Jean-Pierre. *La France de la Quatrième République. 1. L'ardeur et la nécessité*. Paris : Éditions du Seuil, 1980, 309 p. ; 2. *L'expansion et l'impuissance*. Paris : Seuil, 1983, 302 p. (Nouvelle histoire de la France contemporaine).
- RIOUX, Jean-Pierre (ss la direction de). *La guerre d'Algérie et les Français*. Colloque de l'Institut d'histoire du Temps présent. Paris : Fayard, 1990, 700 p.
- RIOUX, Jean-Pierre ; Sirinelli, Jean-François (ss la direction de). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, 405 p.
- RIPKA, Hubert. *Le Coup de Prague. Une révolution préfabriquée. Souvenirs d'Hubert Ripka, Ancien ministre du Gouvernement tchécoslovaque*. Paris : Plon, 1949, 372 p.
- ROMAN, Joël (édition établie par). *Esprit Écrire contre la guerre d'Algérie (1947-1962)*. Introduction de Joël Roman : I. Prévenons la guerre d'Afrique du Nord (1947-1954). Paris : Hachette, Littératures, 2002, 444 p.
- ROSANVALLON, Pierre ; VIVERET, Patrick. *Pour une nouvelle culture politique*. Paris : Seuil, 1977, 154 p.
- ROSE, Michael. *Servants of Post-industrial Power. Sociologie du Travail in Modern France*. Londres : MacMillan Press, 1979, 226 p.
- ROUSSEAU, Renée. *Les femmes rouges, Chronique des années Vermeersch*. Paris : Albin Michel, 1983, 293 p. (H comme histoire).
- ROUSSET, David. *L'Univers concentrationnaire*. Paris : Editions du Pavois, 1946, 190 p. ; Paris, Hachette littératures, 1998, 192 p. (Coll. Pluriel).
- RUPNIK, Jacques. *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque, Des origines à la prise du pouvoir*. Paris : Presses de la FNSP, 1981, 288 p.
- SADOUN, Marc. *Les socialistes sous l'Occupation*. Paris : Presses de la FNSP, 1982, XX-323 p. ; Paris : Presses de la FNSP, 1993, 352 p.
- SAPIRO, Gisèle. *La guerre des écrivains*. Paris : Fayard, 1999, 807 p.
- SARTRE, Jean-Paul. *Critique de la raison dialectique*. (précédé de *Question de méthode*), t. 1, *Théorie des ensembles pratiques*. Paris : Gallimard, 1960, 759 p. ; (ELKAÏM-SARTRE, Arlette, Paris : Gallimard, 295 f, (Bibliothèque de philosophie)).
- SARTRE, Jean-Paul. *Situations VI /Problèmes du marxisme. 1/*. (In *Situations*, 10 vol.). Paris : Gallimard, 1964, 388 p.
- SERGE, Victor. *S'il est minuit dans le siècle*. Paris : Grasset, 1939, 294 p. ; rééd. Paris : Grasset, 1986, 256 p. (Les Cahiers rouges).
- SERVOLIN, Claude. *L'agriculture moderne*. Paris : Seuil, 1989, 318 p.
- SÈVE, Lucien. *Penser avec Marx aujourd'hui. I. Marx et nous*. Paris : La Dispute, 2004, 282 p.

- SIRINELLI, Jean-François. *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*. Paris : Fayard, 1995, 396 p. (Pour une histoire du XX<sup>e</sup> siècle).
- SIVAN, Emmanuel. *Communisme et nationalisme en Algérie (1920-1962)*. Paris : Presses de la FNSP, 1976, 261 p.
- SOMMER, René. *La France dans la guerre froide. Paix et Liberté, 1950-1956*. DEA, Paris : IEP, 1980, 173 f.
- SOREL, Georges. *Réflexions sur la violence*. Paris : Pages libres, XLIII, 1908, 252 p. ; Paris : Seuil, 1990, 324 p.
- SORIA Georges. *La France deviendra-t-elle une colonie américaine ?* Paris : Éd. du Pavillon, 1948, 216 p.
- SOUBISE, Louis. *Le marxisme après Marx : quatre marxistes dissidents français*. Paris : Aubier-Montaigne, 1967, 347 p. (Recherches économiques et sociales).
- TÉTART, Philippe. *France Observateur, t 2, 1950-1964, Histoire d'un courant de pensée intellectuel*. Paris : IEP, 6 vol. (1043 f, 772 p. 70 f), 1995, (Th. doc. : Hist. du XX<sup>e</sup> siècle).
- TÉTART, Philippe. « FRANCE OBSERVATEUR », 1950-1964. *Aux origines du Nouvel Observateur*. Paris : L'Harmattan, 2000, t. 1. 1950-1957, 251 p. ; t. 2, 1958-1964, 284 p.
- TINGUY de, Anne. *US-Soviet relations during the Detente*. East Europeans monographs, Boulder, distrib. by New York : Columbia University press, 1999, 165 p.
- TOLLET, Daniel. *Histoire des Juifs en Pologne*. Paris : PUF, 1992, 331 p. (Coll. Histoires).
- TREINER, Sandrine. *La revue "Arguments", 1956-1962 : un lieu de rencontre d'itinéraires intellectuels et politiques*. mémoire DEA, Paris : IEP, 197 f. (Histoire du XX<sup>e</sup> siècle).
- VARET, Gilbert. *L'ontologie de Sartre*. Paris : PUF, 1948, 196 p. (Bibliothèque de philosophie contemporaine, histoire de la philosophie et philosophie générale).
- VAUDIAUX, Jacques. *Le progressisme en France sous la IV<sup>e</sup> République, les hommes, l'organisation, les élections*. Paris : Éd. Cujas, 1968, 263 p.
- VIDAL NAQUET, Pierre. *L'Affaire Audin*. Paris : Minuit, 1958, 103 p. ; Paris : Minuit, 1989, 189 p. (Nouvelle édition).
- VILLEFOSSE de, Louis. *L'Oeuf de Wyasma*. Dossier "Lettres Nouvelles", préface de Jean CASSOU, Paris : Julliard, 1962, 243 p.
- WAHL, Jean. *Le malheur de la conscience dans la philosophie de Hegel*. Paris : Rieder, 1929, 264 p. (Paris : PUF, 1951, VII-208 p.).
- WAHL, Jean. *Les philosophies de l'existence*. Paris : Armand Colin, 1954, 176 p.
- WEBER, Henri ; DUHAMEL, Olivier (ss la direction de), avec les collaborations de BUCI-GLÜCKSMANN, Christine ; KRIEGEL, Annie ; LABICA, Georges ; LAVAU, Georges. *Changer le PC*. Paris : PUF, 1979, 312 p.
- WINOCK, Michel (présenté par), L'HISTOIRE, *Le temps de la guerre froide. Du rideau de fer à l'effondrement du communisme*. Paris : Seuil, 1994, 474 p. (L'HISTOIRE, n° 151, janv. 1992)
- YSMAL, Colette. *Les partis politiques sous la V<sup>e</sup> République, 1958-1962*. Paris : Montchrestien, 1989, 312 p. (Coll. Domat Politique).
- ZINOVIEV, Alexandre. *Les hauteurs béantes*. Lausanne : L'Âge d'homme, (1977, 640 p.), 1982, 559 p.
- ZORGBIBE, Charles. *Chronologie des relations internationales depuis 1945*. Paris : PUF, 1991, 543 p.

Analyse du groupe et de la revue ; image a posteriori

- BOURSEILLER, Christophe. *Vie et mort de Guy Debord*. Paris : Plon, 1999, 461 p.
- BOURSEILLER, Christophe. *Histoire générale de l'ultra-gauche*. Paris : Denoël, 2003, 546 p. (Impacts).
- /BRICIANER, Serge./ KORSCH, Karl. *Marxisme et contre-révolution dans la première moitié du vingtième siècle*. Choix de textes traduits et présentés par BRICIANER, Serge. Paris : Seuil, 1975, 276 p.
- /BRICIANER, Serge./ PANNEKOEK, Anton. *Pannekoek et les Conseils ouvriers*. Textes choisis, traduits et présentés par BRICIANER, Serge. Paris : EDI, 1969, 306 p. ; 1977, 308 p.
- CASTORIADIS, Cornélius. *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Le Seuil, 1975, 502 p. (Coll. Esprit. La Cité prochaine) ; Paris : Seuil, 1999, 538 p.
- CASTORIADIS, Cornélius. *La société bureaucratique*. Paris : Union générale d'éditions, 1973, 2 vol. : 319 ; 443 p. ; 1. *Les rapports de production en Russie*. ; 2. *La Révolution contre la bureaucratie*. (Coll. 10/18 : 751 ; 806).
- CASTORIADIS, Cornélius. *La société bureaucratique*. Paris : Christian Bourgois éd., 1990, 491 p. (nouvelle édition).
- CASTORIADIS, Cornélius. *Le régime social de la Russie*. Saint-Denis : Le Vent du ch'min, 1982, 34 p. (Les Cahiers du vent du ch'min).
- CASTORIADIS, Cornélius. *L'expérience du mouvement ouvrier*. Paris : Union générale d'éditions, 1974, 2 vol. : 444 ; 444 p. ; 1. *Comment lutter* ; 2. *Prolétariat et organisation*. (Coll. 10/18 : 825 ; 857).
- CASTORIADIS, Cornélius. *Capitalisme moderne et révolution*. Paris : Union générale d'éditions, 1979, 2 vol. : 439 ; 317 p. ; 1. *L'Impérialisme et la guerre*. ; 2. *Le Mouvement révolutionnaire dans le capitalisme moderne*. (Coll. 10/18 : 1303 ; 1304).
- CASTORIADIS, Cornélius. *Le contenu du socialisme*. Paris : UGE, 1979, 441 p. (coll. 10/18 : 1331).
- CASTORIADIS, Cornélius. *La Société française*. Paris : UGE, 1979, 314 p. (coll. 10/18 : 1332).
- COHN-BENDIT, /Daniel et Gabriel/. *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme*. Paris : Seuil, 1968, 271 p. (Coll. Combats).
- GOTTRAUX, Philippe. « *Socialisme ou barbarie : du militantisme au désengagement*. Thèse de la faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, 1995.
- GOTTRAUX, Philippe. " *Socialisme ou barbarie* " : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre. Lausanne : Payot, 1997, 427 p.
- HABIB, Claude ; MOUCHARD, Claude. *La démocratie à l'oeuvre : autour de Claude Lefort*. Paris : Esprit, 1993, 381 p.
- HARBI, Mohammed. *Une vie debout, Mémoires politiques*. T 1 : 1945-1962. Paris : La Découverte, 2001, 418 p. (Cah. Libres).
- LAPASSADE, Georges. *L'autobiographe, brouillon*. Paris ; Gembloux : Éd. Duculot, 1978, 189 p. (Doc. Duculot).



LAUGIER, Lucien. *Textes I Les deux crises du PCI, Matériaux pour une histoire de la gauche italienne. Textes rassemblés, annotés et présentés par François Langlet.* (À compte d'auteur), Orsay 2001.

LEFORT, Claude. *Éléments d'une critique de La bureaucratie.* Genève/Paris : Droz, 1971, 366 p. (Coll. Travaux de droit, d'économie, de sociologie et de sciences politiques : 85) (Paris : Gallimard, 1979, 377 p.).

LEFORT, Claude. *Sur une colonne absente, écrits autour de Merleau-Ponty.* Paris : Gallimard, 1978, 224 p. (Les essais).

LEFORT, Claude. *Un homme en trop. Réflexions sur l'archipel du goulag.* Paris : Seuil, 1976, 253 p. (Coll. Combats).

LEFORT, Claude. *La complication : retour sur le communisme.* Paris: Fayard, 1999, 257 p.

LEFORT, Claude. *Les formes de l'histoire : essais d'anthropologie politique.* Paris : Gallimard, 1978, 329 p. (Bibliothèque des sciences humaines) ; (rééd : 2000, 568 p. (Folio. Essais)).

LEFORT, Claude. *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire.* Paris : Fayard, 1981, 331 p. ; Paris : Librairie générale, 1983, 347 p. (Le livre de poche, essais).

LEFORT, Claude. *Écrire à l'épreuve du politique.* Paris : Calmann-Lévy (Pocket), 1995, 398 p. (Agora).

LYOTARD, Jean-François. *La phénoménologie.* Paris : PUF, 1954, 126 p. (2004, 127 p.) (Que sais-je ? 625).

LYOTARD, Jean-François. *Des dispositifs pulsionnels.* Paris : UGE, 1973, 318 p.

LYOTARD, Jean-François. *Dérive à partir de Marx et Freud,* Paris : UGE, 1973, 318 p.

LYOTARD, Jean-François. *Pérégrinations, Loi, forme, événements.* Paris : Galilée, 1990, 133 p.

LYOTARD, Jean-François. Préface. In SOUYRI, Pierre. *Révolution et contre-révolution en Chine : des origines à 1949.* Paris : C. Bourgois, 1982, 444 p.

LYOTARD, Jean-François. *La guerre des Algériens. Ecrits 1956-1963.* Choix de textes et présentation par RAMDAMI, Mohammed. Paris : Galilée, 1989, 285 p.

MOREAU, Aurélien. *Le trotskysme : une culture politique de rupture.* Inédit, 17 p.

MOREAU, Aurélien. *Intellectuels révolutionnaires en guerre d'Algérie : "Socialisme ou barbarie".* Université du Maine, 1998-1999 (mém. de maîtrise, ss la direct. de Brigitte WACHÉ : hist. contemp.).

MORINIÈRE, Thomas. *Claude Lefort et Benno Sarel, entre « S ou b » et les « TM ». 1945-1953.* mém. IEP. (dir. par M<sup>me</sup> Gisèle SAPIRO), cycle du diplôme, Paris, 2000-2001, 188 f.

MOTHÉ, Daniel. *Journal d'un ouvrier.* Paris : Minuit, 1959, 179 p.

MOTHÉ Daniel. *Diario di un operaio (1956-1959).* Torino : Einaudi, 1960, 147 p.

MOTHÉ, Daniel. *Le métier de militant.* Paris : Seuil, 1973, 182 p.

MOTHÉ, Daniel. *Les OS.* Paris : Éd. du Cerf, 1972, 1976, 95 p.

MOTHÉ, Daniel. *Autogestion et conditions de travail.* Paris : Éd. du Cerf, 1976, 95 p. (Coll. Objectifs).

MOTHÉ, Daniel. *L'Autogestion goutte à goutte.* Paris : Éd. du Centurion, 1980, 190 p.

POLTIER, Hugues. *La découverte du politique.* Paris : Michalon, 1997, 117 p.

- POLTIER, Hugues. *Passions du politique. La pensée de Claude Lefort*. Genève : Labor et Fides, 1998, 302 p. (Le champ éthique)
- PRAGER, Rodolphe. (Documents réunis par). *Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. Bouleversements et crise de l'après-guerre : 1946-1950*. Introduction LEQUENNE, Michel et PRAGER, Rodolphe. Préface de FRANK. Montreuil : La Brèche-PEC, 1988, 473 p.
- RABAUT, Jean. *Tout est possible : les "gauchistes" français, 1929-1944*. Paris : Denoël-Gonthier, 1974, 415 p.
- RAJSFUS, Maurice. *Une enfance laïque et républicaine*. Levallois-Perret : Manya, 1992, 369 p.
- ROUSSEL, Jacques. *Les enfants du prophète. Histoire du mouvement trotskiste en France*. Paris : R. Lefeuvre, 1972 (Spartacus, Cahiers mensuels, série B 44), 111 p.
- SAINTENY, Guillaume. Le rejet du champ politique, causes et chances du succès : le cas des dirigeants écologistes en France. mém. DEA : sociologie politique (ss la direction de Pierre Birnbaum). Paris I : 1984, 142 f.
- SAREL, Benno. *La classe ouvrière d'Allemagne orientale*. Paris: Éd. ouvrières, 1958, 269p.
- SOUYRI, Pierre. *Le marxisme après Marx*. Paris : Flammarion, 1970, 122 p. (Questions d'histoire).
- SOUYRI, Pierre. *Révolution et contre-révolution en Chine ; des origines à 1949*. Préface de LYOTARD, Jean-François. Paris: C. Bourgeois, 1982, 444 p.
- STINAS, Agis. *Mémoires. Un révolutionnaire dans la Grèce du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : La Brèche-PEC, 1990, 369 p.
- TROTSKY, Léon. *Le programme de transition. L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale*. (rédigé en 1938, brochure, 1946, 38 p.) ; (rééd., classique Rouge, n° 5, Paris : François Maspero, 1970, 64 p. ; Paris : PEC, 1983, 100 p.).

### Articles

#### Éléments de problématique et de méthode ; présentation du sujet

- ARON, Raymond. Aventures et mésaventures de la dialectique. *Preuves*, janv. 1956, n° 59, p. 3-20.
- ARON, Raymond. Le fanatisme, la prudence et la foi. *Preuves*, mai 1956, n° 63, p. 8-22.
- ARON, Raymond. Du Messianisme à la Tyrannie. *Liberté de l'Esprit*, déc. 1950, n° 16, p. 247-248.
- ARON, Raymond. Séduction du totalitarisme et séduction de la liberté. *Liberté de l'Esprit*, mai-juin 1952, n° 31-32, p. 129-136.
- BOURDIEU, Pierre. Genèse et structure du champ religieux. *Revue française de sociologie (RFS)*, juill.-sept 1971-XII-3, p. 295-334.
- CHENAL, Odile ; LAPERROUSAZ, Michelle ; RAFLIN, Marie-France. L'économie du politique dans les discours syndicaux. *Revue française de science politique (RFSP)*, juin 1977, vol. 27 (n° 3), p. 442-458.

- GIRARDET, Raoul. Du concept de génération à la notion de contemporanéité, *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1983, p. 257-270.
- GRÉMION, Pierre. Écrivains et intellectuels à Paris. *Le Débat*, n° 103, 1999, p. 1-99 ; (an angl., l'année précédente, *French Politics and Society*. 1998, vol. 16, n° 2, p. 1-28
- KRIEGEL, Annie. Le concept politique de génération : apogée et déclin. *Commentaire*, automne 1979, n° 7, p. 390-399.
- LAZAR, Marc. Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF. *RFSP*, avr. 1985, vol. 35 (n° 2), p. 190-205.
- PARODI, Jean-Luc. L'énigme de la cohabitation, ou les effets pervers d'une pré-sélection annoncée. *RFSP*, oct.-déc. 2002, vol. 52 (5-6), p. 485-504.
- PLATONE, François. Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979. *Communisme*, 1985, n° 7, p. 65-83.
- RAFLIN, Marie-France. Les manifestations de la révolte en mai 1968 : résurgence des extrêmes gauches marginalisées ou émergence d'une culture anti-autoritaire. *Révolte et société*, T. II, Histoire au présent, 1989, p. 270-278.
- RAFLIN, Marie-France. L'étude des idées politiques et des idéologies. *La Recherche en sciences humaines 1977-1978*, (in Formes et systèmes de pensées collectives), déc. 1979, p. 108-110.
- SIRINELLI, Jean-François. Le hasard ou la nécessité ? Une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels. *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1986, n° 9, p. 97-108.
- SIRINELLI, Jean-François. Générations intellectuelles : effets d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français. *Les Cahiers de l'IHTP*, nov. 1987, Cahier n° 6, p. 5-18.
- SIRINELLI, Jean-François. Génération et histoire politique. *Vingtième siècle, Revue d'Histoire*, avr.-juin 1989, n° 22, p. 67-80.

### Contextualition

- Arguments*. Qu'est-ce que la classe ouvrière française ? janv.-fév.-mars 1959, n° 12-13, p. 2.
- ARON, Raymond. Les rapports de la politique et de l'économie dans la doctrine marxiste. *Inventaires*, 1937, n° 2, p. 16-42.
- AXELOS, Kostas, non signé. /Présentation./ *Arguments*, déc. 1956-janv. 1957, n° 1, p. 1
- AUDRY, Colette. Les idées de Pierre Hervé. *Arguments*, déc. 1956-janv. 1957, n° 1, p. 7-10.
- AUDRY, Colette. Les meneurs de jeu, à propos de Charles Morazé. *Arguments*, fév.-mars 1957, n° 2, p. 16-18.
- BELL, Daniel. L'éclipse de la distance. *Arguments*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1962, n° 27-28, p. 67-69.

- BONDY, François. Coexistence et subexistence. *Arguments*, 3<sup>e</sup> trimestre 1959, n° 15, p. 39-43.
- BROUÉ, Pierre ; Témoignages et études sur la révolution hongroise. (In La Révolution hongroise). *Arguments*, n° 4, 1957, p. 21-29.
- BURDEAU, Georges. La conception du pouvoir selon la Constitution du 4 octobre 1958. *RFSP*, mars 1959, vol. IX (n° 1), p. 87-100.
- BUTON, Philippe. Les effectifs du Parti communiste français 1920-1984. *Communisme*, 1985, n° 7, p. 5-30.
- CAMUS, Albert. Lettre au directeur des *Temps modernes*. *Les Temps modernes (TM)*, août 1952, n° 82, p. 317-333.
- COLLINET, Michel. Sociologie de la nouvelle condition ouvrière. *Arguments*, janv. fév. mars 1959, n° 12-13, p. 26-28.
- CROZIER, Michel. L'ère du prolétariat s'achève. *Arguments*, janv.-fév.-mars 1959, n° 12-13, p. 31-33.
- DEBORD, Guy-Ernest. Thèses sur la révolution culturelle. *Internationale situationniste (IS)*, n° 1, juin 1958, p. 20-21.
- DOFNY, Jacques. Milieu social et réalités ouvrières. *Arguments*, janv.-fév.-mars 1959, n° 12-13, p. 28-31.
- DUVIGNAUD, Jean. Marxisme-idéologie ou philosophie ? *Arguments*, fév.-mars 1957, n° 2, p. 5-8.
- DUVIGNAUD, Jean. Ce que nous attendons de la culture. *Arguments*, déc. 1956-janv. 1957, n° 1, p. 13-16.
- DUVIGNAUD, Jean. Idéologies de somnambules. *Arguments*, juin 1958, n° 8, p. 2-5.
- FEJTÖ, François. L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale. *Esprit*, nov. 1949 (17<sup>e</sup> année), n° 11, p. 690- 751.
- FEJTÖ, François. De l'affaire Rajk à l'affaire Kostov, *Esprit*, janv. 1950 (18<sup>e</sup> année), n° 1, p. 143-150.
- FEJTÖ, François. Un an après Budapest : Documents sur la Hongrie. *France Observateur*, n° 389, 24 10 1957, p. 9-10.
- FEJTÖ, François. Quelques réflexions à propos de l'étude de la révolution hongroise. (In La révolution hongroise). *Arguments*, 1957, n° 4, p. 29-31.
- FORTINI, Franco. Auerbach, Une théorie de l'art. *Arguments*, déc. 1956-janv. 1957, n° 1, p. 25-29.
- FORTINI, Franco. La vision du monde chez Lucien Goldmann. *Arguments*, avr.-mai 1957, n° 3, p. 29-32.
- FRANKIN, André. Esquisses programmatiques, *IS*, juin 1959, n° 4, p. 16-17.
- GABEL, Joseph. Actualité du problème de l'idéologie. *Arguments*, fév.-mars 1957, n° 2, p 1-5.
- GADDIS, John Lewis. The Tragedy of Cold War History, Reflections on Revisionism. *Foreign Affairs*, janvier-février 1994, p. 142-154.
- GOLDMANN, Lucien. Un bilan désabusé. *Arguments*, avril-mai 1957, n° 2, p. 10-12.
- GUÉRIN, Daniel. Où va le peuple américain ? *TM*, janv. 1950, n° 51, p. 1192-1227 ; fév. 1950, n° 52, p. 1446-1478.
- GUÉRIN, Daniel. Lettre à M. Beuve-Méry. *TM*, avr. 1950, n° 54, p. 1917-1920.

- GUERRERO RAMOS, Alberto. A propos de Gilberto Freyre. *Arguments*, déc. 1956-janv. 1957, n° 1, p. 22-25.
- GUIDUCCI, Armando, Sur l'esthétique de Lukacs. *Arguments*, déc. 1956-janv. 1957, n° 1, p. 10-13.
- GUIDUCCI, Roberto. Gramsci et l'ordine nuovo. *Arguments*, juin-sept. 1957, n° 4, p. 4-8.
- IVAIN, Gilles. Formulaire pour un urbanisme nouveau. *IS*, n° 1, juin 1958, p. 15-20.
- JELENSKI, Konstantin. La politique et la vie. *Arguments*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1962, n° 25-26, p. 73-75.
- LAGANI, Irène. Les Communistes des Balkans et la guerre civile grecque. *Communisme*, 1986, n° 9, p. 60-78.
- LE BRUN, Pierre. BARJONET, André. DETRAZ, Albert. Opinions syndicalistes. *Arguments*, janv.-fév.-mars 1959, n° 12-13, p. 23-26.
- LUKACS, Georges. Qu'est-ce que le marxisme orthodoxe. *Arguments*, avr.-mai 1957, n° 3, p. 1-17.
- MALLET, Serge. Une classe ouvrière en devenir. *Arguments*, janv. fév. mars 1959, n° 12-13, p. 15-21.
- MERLEAU-PONTY, Maurice. Pour la vérité. *TM*, janv. 1946, n° 4, p. 577-600.
- MERLEAU-PONTY, Maurice. Le yogi et le prolétaire (fin). *TM*, janv. 1947, n° 16, p. 676-711,
- MERLEAU-PONTY, Maurice et SARTRE, Jean-Paul. Les jours de notre vie. *TM*, janv. 1950, n° 51, p. 1153-1168.
- MORIN, Edgar. La question nègre. *Arguments*, déc. 1956-janv. 1957, n° 1, p. 1-7.
- MORIN, Edgar. Principes d'explication des changements sociaux au XX<sup>e</sup> siècle. *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957, p. 31-32.
- MORIN, Edgar. Le péril jeune. A propos de Georges Balandier, *Arguments*, fév.-mars 1957, n° 2, p. 12-16.
- MORIN, Edgar. Révisons le révisionnisme. *Arguments*, fév.-mars 1957, n° 2, p. 8-10.
- MORIN, Edgar. La crise française. *Arguments*, juin 1958, n° 8, p. 9-18.
- MORIN, Edgar. Post-scriptum, *Arguments*, juin 1958, n° 8, p. 22.
- MOTTEZ, Bernard. Données statistiques sur la condition ouvrière. *Arguments*, janv. fév. mars 1959, n° 12-13, p. 2-7.
- MUNZER, Thomas. A propos de Lukacs. *Arguments*, avr.-mai 1957, n° 3, p. 17-22.
- NAVILLE, Pierre. États-Unis et contradictions capitalistes. *TM*, déc. 1952, n° 86, p. 899-914 ; *TM*, mai 1953, n° 90, p. 1714-1735.
- NAVILLE, Pierre. Le PC et le Front uni ouvrier. *TM*, 1955, n° 112-113, (n° spécial : la gauche), p. 1906-1934.
- NAVILLE, Pierre. Note sur l'histoire des Conseils ouvriers. (In Les conseils ouvriers). *Arguments*, juin-sept. 1957, n° 4, p. 1-4.
- Non signé. La bonne affaire Kravchenko. *Esprit*, mai 1949, p. 699-700.
- Non signé. La lutte pour le contrôle des nouvelles techniques de conditionnement. *IS*, juin 1958, n° 1, p. 6-8.
- Non signé. Une guerre civile en France. *IS*, juin 1958, n° 1, p. 32.
- Non signé. Renseignements situationnistes. *IS*, déc. 1960, n° 5, p. 10-13.

- Notes éditoriales. *IS*, déc. 1959, n° 3, p. 3-16.
- Notes éditoriales. La minute de vérité. *IS*, déc. 1960, n° 5, p. 5-7.
- REYNAUD, Jean-Daniel. Sociologie et raison dialectique. *RFS*, janv.-mars 1961, t. II, n° 1, p. 50-66.
- RIOUX, Jean-Pierre. L'opinion publique dans l'affaire de Suez. *L'Histoire*, oct. 1981, n° 38, p. 35-37.
- SARTRE, Jean-Paul. Réponse à Albert Camus. *TM*, avril 1952, n° 82, p. 334-353.
- SARTRE, Jean-Paul. Le fantôme de Staline. *TM*, janv. 1957, n° 129-130-131, p. 577-696.
- SERGE, Victor. Pages de journal (1936-1938). *TM*, juin 1949, n° 44, p. 973-993.
- SERGE, Victor. Pages de journal (1945-1947). *TM*, juillet 1949, n° 45, p. 71-96.
- SHILS, Edward. The end of ideology ? *Encounter*, nov. 1955.
- SIRINELLI, Jean-François. Les Normaliens de la rue d'Ulm après 1945 : une génération communiste ? *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1986, t. 23, n° 4, p. 569-588.
- SPERBER, Manès. En marge de la coexistence pacifique. *Arguments*, 3<sup>e</sup> trimestre 1959, n° 15, p. 51-53.
- STÉPHANE, Roger. Déportée en Sibérie /de BUBER-NEUMANN, Margarete/. *TM*, juill. 1949, n° 45, p. 180-182.
- STOETZEL, Jean. Les sondages et l'élection présidentielle de 1965. *RFS*, 1966, vol. VII -2, p. 147-157.
- TOUCHARD, Jean. Les équivoques de la dépolitisation. *Arguments*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 1962, n° 27-28, p. 34-35.
- TOURAINÉ, Alain. Mission ou démission de la gauche. *Arguments*, juin 1958, n° 8, p. 5-9.
- TOURAINÉ, Alain. Situation du mouvement ouvrier. *Arguments*, janv.-fév.-mars 1959, n° 12-13, p. 7-15.
- TRAN-DUC-THAO. Sur l'Indochine, Témoignage. *TM*, fév. 1946, n° 5, p. 878-900.
- TRAN-DUC-THAO. Les relations franco-vietnamiennes. *TM*, fév. 1947, n° 18, p. 1053-1067.
- TRAN-DUC-THAO. Sur l'interprétation trotskiste (orth. originale) des événements d'Indochine. *TM*, juin 1947, n° 21, p. 1697-1705.
- TRAN-DUC-THAO. La phénoménologie de l'Esprit et son contenu réel. *TM*, sept. 1948, n° 36, p. 492-519.
- VIDAL-NAQUET, Pierre. Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, avr.-juin 1986, n° 10, p. 3-18.
- VIGNAUX, Paul. Mendésismes des « travailleurs chrétiens ». *Pouvoirs*, 1983, n° 27, p. 79-86.

Analyse du groupe et de la revue ; image a posteriori.

BERGERON. Le congrès trotskiste. *Internationalisme*, sept. 1946, n° 13, p. A-I.

- BLANCHARD, Daniel. *Debord, Dans le bruit de cataracte du temps, suivi de Préliminaires pour une unité du programme révolutionnaire*. Inédit. 16 p.
- CC, Benno Sternberg-Sarel. *TM*, juin-juill. 1971, n° 299-300, p. 2484-2485.
- CASTORIADIS, Cornélius. Réflexions sur le « développement » et la « rationalité ». *Esprit*, janv. 1976, n° 1, p. 117-133.
- CASTORIADIS, Cornélius. L'évolution du PCF. *Esprit*, déc. 1977, n° 12, p. 41-61.
- CASTORIADIS, Cornélius. Le régime social de la Russie. *Esprit*, juill.-août 1978, n° 7/8, p. 6-23.
- CASTORIADIS, Cornélius. Illusion du système. Illusion de la spécialisation. *Esprit*, sept-oct. 1979, n° 9/10, p. 29-33.
- CASTORIADIS, Cornélius. La barbarie, c'est l'absence de productivité historique. *Esprit*, sept.-oct. 1979, n° 9/10, p. 131-144.
- CASTORIADIS, Cornélius. Une interrogation sans fin. *Esprit*, sept.-oct. 1979, n° 9/10, p. 242-248.
- CASTORIADIS, Cornélius. Sur la hiérarchie des salaires et des revenus. *CFDT Aujourd'hui*, janv.-fév. 1974, n° 5.
- CASTORIADIS, Cornélius. Le monde morcelé. *Textures*, 1972, n° 4-5, p. 3-40.
- DUNAYEVSKAYA, Raya. Bureaucratie et capitalisme d'État. *Arguments*, 1er trim. 1960, n° 17, p. 45-47.
- GENETTE, Gérard. Notes sur *Socialisme ou barbarie*. *Arguments*, juin-sept. 1957, n° 4, p. 8-13.
- HASTING-KING, Stephen. *L'Internationale situationniste, Socialisme ou barbarie and the crisis of Marxist Imaginary*, *Substance*, n° 90, 1999, p. 26-54.
- JAMES, CLR : MÉNARD, Louis. *Les Jacobins noirs : Toussaint-Louverture et la révolution de Saint-Domingue*. *TM*, fév. 1950, n° 52, p. 1527-1529.
- JAMES, CLR. Lettre : Correspondance. *TM*, juin 1950, n° 56, p. 2290-2292.
- LEFORT, Claude. Double et triple jeu : Réponse à Maurice Merleau-Ponty et à Pierre Hervé. *Jeune révolution (Revue des étudiants communistes internationalistes)*, juin 1946, n° 2.
- LEFORT, Claude. L'analyse marxiste et le fascisme. *TM*, nov. 1945, n° 2, p. 357-362.
- LEFORT, Claude. La déformation de la psychologie, du marxisme et du matérialisme, ou les essais de M Naville. *TM*, oct. 1946, 1946, n° 13, p. 141-151.
- LEFORT, Claude. Les pays coloniaux, Analyse structurelle et stratégie révolutionnaire. *TM*, n° 18, mars 1947, p. 1068-1094.
- LEFORT, Claude. Kravchenko et le problème de l'URSS. *TM*, fév. 1948, n° 29, p. 1490-1516.
- LEFORT, Claude. La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire. *TM*, janv. 1949, n° 39, p. 46-69.
- LEFORT, Claude. Sociologie du communisme. *TM*, déc. 1949, n° 50, p. 1098-1108.
- LEFORT, Claude. Histoire de l'anarchie. *TM*, juin 1950, n° 56, p. 2269-2274.
- LEFORT, Claude. Témoignage révolutionnaire sur l'URSS. *TM*, oct. 1950, n° 60, 737-745.
- LEFORT, Claude. L'échange et la lutte des hommes. *TM*, fév. 1951, n° 64, p. 1400-1417.

- LEFORT, Claude. Capitalisme et religion au XVI<sup>e</sup> siècle : le problème de Weber. *TM*, n° 78, 1952, p. 1892-1906.
- LEFORT, Claude. Le marxisme et Sartre. *TM*, n° 89, avril 1953, p. 1541-1570.
- LEFORT, Claude. De la réponse à la question. *TM*, n° 104, juillet 1954, p. 157-184.
- LEFORT, Claude. Sur l'article de Morin. *Arguments*, n° 4, 1957, p. 20.
- LEFORT, Claude. Le gaullisme et la crise du régime. *Arguments*, n° 8, juin 1958, texte daté du 9 juin 1958, p. 18-21.
- LEFORT, Claude. Qu'est-ce que la bureaucratie ? *Arguments*, n° 17, 1<sup>er</sup> trim. 1960, p. 64-81 ; p. 78-80.
- LEFORT, Claude. La question de la révolution. *Esprit*, sept. 1976, n° 9, p. 206-212.
- LEFORT, Claude. La première révolution antitotalitaire. *Esprit*, janv. 1977, n° 1, p. 13-19.
- LEFORT, Claude. L'exigence révolutionnaire. *Esprit*, fév. 1977, n° 2, p. 201-230.
- LEFORT, Claude. avec THIBAUD, Paul ; RAYNAUD, Philippe. Entretien. La communication démocratique. *Esprit*, mars 1979, p. 34-44.
- LEFORT, Claude. Reculer les frontières du possible. *Esprit*, janv. 1981, n° 1, p. 96-106.
- LEFORT, Claude. Le socialisme à la française. *Passé/Présent*, n° 1, 1982, p. 216-221
- LEFORT, Claude (Débat avec), *Faire*, 1978, 30, p. 52-59.
- LEFORT, Claude. Sur la nature des régimes de l'Est. *CFDT Aujourd'hui*, 1982.
- LEFORT, Claude. Qu'en est-il de l'individu ? *CFDT Aujourd'hui*, déc. 1989.
- LEFORT, Claude. Une autre révolution. *Libre*, n° 1, Éd. Payot, 1977.
- LEFORT, Claude. Pour une sociologie de la démocratie, *Annales*, juill.-août 1966, n° 4.
- LEFORT, Claude. L'image du corps et le totalitarisme. *Confrontations*, 1979, 2, automne.
- LEFORT, Claude ; GAUCHET, Marcel. Sur la démocratie : le politique et l'institution du social. *Textures*, 1971, n° 2/3, p. 7-78.
- LEFORT, Claude. Soljenitsyne. *Textures*, 1975, n° 10/11, p. 3-37.
- LYOTARD, Jean-François avec GRIPARI, Pierre et VILLANEIX, Paul. Nés en 1925. *TM*, mai 1948, n° 32, p. 2037-2057.
- MALLET, Serge. Le journal d'un ouvrier de chez Renault. *France Observateur*, 4 juin 1959, n° 474, p. 7-8.
- MARTINET, Gilles. Sur une conception romanesque de la politique, L'observateur littéraire. *France Observateur*, 09 01 1958, n° 400, p. 17.
- MORIN, Edgar. Solécismes ou Barbarismes. *Arguments*, juin-sept. 1957, n° 4, p. 13-19.
- MORIN, Edgar. Après l'année sismique. *France Observateur*, 23 01 1958, n° 402, p. 18.
- MOTHÉ, Daniel. Chez Renault, on parle de la Hongrie. *L'Express*, 4. 01. 1957, n° 289, p. 19-20.
- MOTHÉ, Daniel. Les vacances pour les ouvriers de chez Renault, c'est le rêve, le but de toute l'année. *L'Express*, 7. 11. 1957, n° 319, p. 6-8.
- MOTHÉ, Daniel. Qui est l'avant-garde ? *L'Express*, 5. 06. 1957, n° 333, p. 6-8.
- MOTHÉ, Daniel. Le fascisme ne passera pas. *L'Express*, 5. 06. 1958, n° 364, p. 10-11.



- MOTHÉ, Daniel. La force, et même la violence, seules garanties du succès. *France Observateur*, 6 fév. 1958, n° 404, p. 7.
- MOTHÉ, Daniel. L'ouvrier et l'exploitation. *Arguments*, janv.-fév.-mars 1959 n° 12-13, p. 21-23.
- MOTHÉ, Daniel. Les héros de la montagne. *Esprit*, oct. 1965, n° 10, p. 496-499.
- MOTHÉ, Daniel. Devant la porte de l'usine. *Esprit*, janv. 1966, n° 1, p. 89-91.
- MOTHÉ, Daniel. Le civisme des Présidentielles. *Esprit*, fév. 1966, n° 2, p. 291-294.
- MOTHÉ, Daniel. Le chemin des écoliers. *Esprit*, avr. 1966, n° 4, p. 933-935.
- MOTHÉ, Daniel. Une manif. populaire : le tiercé. *Esprit*, mai 1966, n° 5, p. 1088-1096.
- MOTHÉ, Daniel. Bus-Palladium. *Esprit*, juill.-août 1966, n° 7/8, p. 78-79.
- MOTHÉ, Daniel. Le militant entre la théorie et la politique. *Esprit*, oct. 1966, n° 10, p. 390-397.
- MOTHÉ, Daniel. Peut-on empêcher les accidents de montagne ? *Esprit*, oct. 1966, n° 10, p. 511-513.
- MOTHÉ, Daniel. Une "manif " réussie. *Esprit*, janv. 1967, n° 1, p. 134-136.
- MOTHÉ, Daniel. Barbu et l'action communautaire. *Esprit*, janv. 1967, n° 1, p. 139-141.
- MOTHÉ, Daniel. À domicile. *Esprit*, mars 1967, n° 3, p. 505-507.
- MOTHÉ, Daniel. Au parfum. *Esprit*, juin 1967, n° 6, p. 1073-1074.
- MOTHÉ, Daniel. Avec le sourire. *Esprit*, nov. 1967, n° 11, p. 782-783
- MOTHÉ, Daniel. Anniversaire du communisme. *Esprit*, déc. 1967, 12, p. 952-954.
- MOTHÉ, Daniel. La politique de l'objet. *Esprit*, fév. 1968, n° 2, p. 341-343.
- MOTHÉ, Daniel. Catch à 4. *Esprit*, fév. 1968, n° 2, p. 391-397.
- MOTHÉ, Daniel. Le mauvais citoyen. *Esprit*, mars 1968, n° 3, p. 504-506.
- MOTHÉ, Daniel. Nanterre et la classe ouvrière. *Esprit*, mai 1968, n° 5, p. 883-885.
- MOTHÉ, Daniel. Prague et Billancourt. *Esprit*, nov. 1968, n° 11, p. 513-514.
- MOTHÉ, Daniel. Le creux. *Esprit*, nov. 1968, n° 11, p. 525-529.
- MOTHÉ, Daniel. Autogestion ou bolchevisme. *Esprit*, janv. 1969, n° 1, p. 143-148.
- MOTHÉ, Daniel. Échanges avec le tiers-monde. *Esprit*, mars 1969 n° 3, p. 465-467.
- MOTHÉ, Daniel. À la place de l'homme, l'expression. *Esprit*, juill.-août 1969, n° 7/8, p. 163-178.
- MOTHÉ, Daniel. En quête de tranquillisant. *Esprit*, juill.-août 1969, n° 7/8, p. 130-133.
- MOTHÉ, Daniel. Comment payer la nuisance ? *Esprit*, janv. 1970, n° 1, p. 207-209.
- MOTHÉ, Daniel. Comment prendre la température des masses ? *Esprit*, fév. 1970, n° 2, p. 352-354.
- MOTHÉ, Daniel. Les mains sales. *Esprit*, mars 1970, n° 3, p. 573-576.
- MOTHÉ, Daniel. Le socialisme en régression. *Esprit*, mai 1970, n° 5, p. 915-925.
- MOTHÉ, Daniel. Contestation dans le métro. *Esprit*, mai 1970, n° 5, p. 937-938.
- MOTHÉ, Daniel. Métro boulot. *Esprit*, janv. 1971, n° 1, p. 103-105.
- MOTHÉ, Daniel. Le prolo se vend bien. *Esprit*, mars 1971, n° 3, p. 640-642.
- MOTHÉ, Daniel. Les adultes au banc des accusés. *Esprit*, avril 1971, n° 4, p. 836-838.
- MOTHÉ, Daniel. Où va la CFDT ? *Esprit*, mai 1971, n° 5, p. 1043-1049.
- MOTHÉ, Daniel. Correspondance (Rép. à Jacques Frémontier). mai 1971, n° 5, p. 1118-1119.

- MOTHÉ, Daniel. Benno Sarel est mort. *Esprit*, juin 1971, n° 6, p. 1221-1222.
- MOTHÉ, Daniel. Le souffle de la confusion. *Esprit*, fév. 1972, n° 2, p. 227-229.
- MOTHÉ, Daniel. JISS à la TV. *Esprit*, fév. 1972, n° 3, p. 433-435.
- MOTHÉ, Daniel. Grève de la faim et militantisme. *Esprit*, mars 1972, n° 3, p. 433-435.
- MOTHÉ, Daniel. Une place pour les gauchistes ? *Esprit*, avr.-mai 1972, n° 4/5, p. 859-866.
- MOTHÉ, Daniel. Thomas Lowit : Le syndicalisme de type soviétique. *Esprit*, janv. 1973, n° 1, janv. 1973, p. 266-267.
- MOTHÉ, Daniel. Éléments pour un programme commun. *Esprit*, fév. 1973, n° 2, p. 570-575.
- MOTHÉ, Daniel. La grève Renault et les blocages du système industriel. *Esprit*, mai 1973, n° 5 p. 1217-1222.
- MOTHÉ, Daniel. Lip : réussite de la lutte, échec de la grève. *Esprit*, déc. 1973, n° 12, p. 890-896.
- MOTHÉ, Daniel. Colloque sur l'autogestion. *Esprit*, avr. 1974, n° 4, p. 692-694.
- MOTHÉ, Daniel. Le promeneur incontrôlable. *Esprit*, avr. 1974, n° 4, p. 704-705.
- MOTHÉ, Daniel. Une loi pour les OS. *Esprit*, oct. 1974, n° 10, p. 391-406.
- MOTHÉ, Daniel. Postiers contre ergonomes. *Esprit*, oct. 1974, n° 10, p. 969-971.
- MOTHÉ, Daniel. Où en est le courant autogestionnaire ? *Esprit*, janv. 1975, n° 1, p. 16-33.
- MOTHÉ, Daniel. La lutte des cristalliers du Val Saint-Lambert. *Esprit*, mai 1975, n° 5, p. 882-886.
- MOTHÉ, Daniel. Lecture en usine : pratique et subversion du tract politique. *Esprit*, janv. 1976, n° 1, p. 117-133.
- MOTHÉ, Daniel. La vie plus courte des gens sans importance. *Esprit*, mars 1976, n° 3, p. 461-471.
- MOTHÉ, Daniel ; JULLLIARD, Jacques. La CFDT face à elle-même, *Esprit*, juill.-août 1976, n° 7/8, p. 16-33.
- MOTHÉ, Daniel. De la différence. *Esprit*, sept. 1976, n° 9, p. 280-283.
- MOTHÉ, Daniel. La vie en bleu ou les nouvelles aventures d'un montreur d'ours. *Esprit*, fév. 1981, n° 2, p. 125-127.
- MOTHÉ, Daniel. Conditions de travail et perspectives autogestionnaires. *CFDT Aujourd'hui*, juill.-août 1973, n° 2, p. 57-66.
- MOTHÉ, Daniel ; CASTORIADIS, Cornélius. Autogestion et hiérarchie. *CFDT Aujourd'hui*, juill.-août 1974, n° 8, juill.-août 1974, p. 63-80.
- MOTHÉ, Daniel. Le produit, la technologie et les conditions de travail. *CFDT Aujourd'hui*, janv.-fév. 1975, n° 11, p. 45-56.
- MOTHÉ, Daniel. Le rapport militant/ travailleurs dans l'entreprise. *CFDT Aujourd'hui*, mars-avr. 1976, n° 18, p. 15-26.
- Non signé. Arguments et la crise française. *France Observateur*, 26 juin 1958, n° 425, p. 14-15.
- Non signé. *IS*, déc. 1960, n° 5, p. 47.
- Non signé. Les mauvais jours finiront. *IS*, avril 1962, n° 7, p. 10-17.
- Non signé. Éditorial. Maintenant l'IS. *IS*, août 1964, n° 9, p. 3-5.

- Non signé. Socialisme ou planète. *IS*, mars 1966, n° 10, p. 77-79.
- Notes éditoriales. L'effondrement des intellectuels révolutionnaires. *IS*, déc. 1958, n° 2, p. 8-10.
- Notes éditoriales. Sur l'emploi du temps libre. *IS*, juin 1960, n° 4, p. 3-5.
- Notes éditoriales. Instructions pour une prise d'armes, *IS*, août 1961, n° 6, p. 3-5.
- PÉJU, Marcel. Retour de Pologne. *TM*, juill.-août 1957, n° 137-138, p. 37-56.
- PÉJU, Marcel. Chez les intellectuels de Pologne. *TM*, janv.-fév. 1958, n° 143-144, p. 1185-1190.
- RAFLIN, Marie-France. Socialisme ou barbarie. *Les Cahiers de l'IHTP*, Cahier n° 6, Générations intellectuelles, sous la direction de SIRINELLI, Jean-François. nov. 1987, p. 85-93.
- RENAUD, P-A. A travers les revues. *France Observateur*, 24 01 1957, n° 350, p. 15.
- RENAUD, P-A. Le 13 mai et le gaullisme. *France Observateur*, 10 juillet 1958, n° 427, p. 17.
- SAREL STERNBERG, Benno. Combats ouvriers sur l'avenue Lénine. *TM*, oct. 1953, n° 95, p. 672-694.
- SARTRE, Jean-Paul. Les communistes et la paix, I, *TM*, juill. 1952, n° 81, p. 1-50.
- SARTRE, Jean-Paul. Les communistes et la paix, II, *TM*, n° 84-85. oct.-nov. 1952, p. 695-763.
- SARTRE, Jean-Paul. Les communistes et la paix, III, *TM*, avril 1954, n° 101, p. 1761-1819.
- SARTRE, Jean-Paul. De la réponse à la question. *TM*, juill. 1954, n° 104, p. 157-184.
- SARTRE, Jean-Paul. Réponse à Lefort. *TM*, avril 1953, n° 89, p. 1571-1629.
- SARTRE, Jean-Paul. Questions de méthode. sept. 1957, *TM*, n° 139, p. 338-417.
- THIBAUD, Paul. Créativité sociale et révolution. *Esprit*, n° 9, sept. 1976, p. 213-224.
- VÉGA, Alberto. Les syndicats et la classe ouvrière. *L'Étincelle*, janvier 1946, n° 8, p.1-2.

*Socialisme ou barbarie : organe de critique et d'orientation révolutionnaire*. Paris : Socialisme ou barbarie, 1949-1965. (Dépouillement intégral).

### **Extraits de livres et communications**

#### **Éléments de problématique et de méthode ; présentation du sujet**

- ARON, Raymond. L'avenir des religions séculières. In ARON, Raymond. *L'âge des empires et l'avenir de la France*. Paris : Éd. Défense de la France, 1946, (369 p.) : p. 287-318.
- DEZÈS, Marie-Geneviève. L'Utopie réalisée : les modèles étrangers des autogestionnaires français. In GEORGI, Frank (ss la direction de). *Autogestion, la dernière utopie*. Paris : Publications de la Sorbonne, 2003, (612 p.) ; p. 29-54.

- FAVRE, Pierre. Génération, un concept pour les sciences sociales. (dact.) Table ronde Génération et politique. Congrès de l'Association française de science politique, FNSP, 1981, 19 p.
- GEORGI, Frank. Les "Rocardiens" : Pour une culture politique autogestionnaire. In GEORGI, Frank (ss la direction de). *Autogestion, la dernière utopie*. Paris : Publications de la Sorbonne, 2003, (612 p.) ; p. 201-219.
- ION, Jacques. L'évolution des formes de l'engagement public. In PERRINEAU, Pascal (ss la direction de). *L'engagement politique. Déclin ou mutation*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, (444p.) ; p. 23-39.
- MOURIAUX, René. Un marxiste dans le siècle. Préface à la réédition. LEFEBVRE, Henri. *L'irruption de Nanterre au sommet*. Paris : Syllapse, 1998, 145-LXIV p. (Utopie critique) ; p. I-XX.
- RAFLIN, Marie-France. The relationship between intellectuals and protest movements, the case of "Socialisme ou barbarie". Congrès de Psychologie politique, Oxford, 1983, 18 p.
- SÉGUY, Jean. Messianismes et millénarismes ou de l'attente comme catégorie de l'agir social. CHAZEL, François. *Action collective et mouvements sociaux*. Paris : PUF, 1993, (267 p.) ; p. 93-115.
- Utopie. Art. de *l'Encyclopédie philosophique universelle*. Paris : PUF, 1990, t. 2, p. 2687.

### Contextualisation

- AGERON, Charles-Robert. Aux origines de la Toussaint 1954. In GERVEREAU, Laurent. RIOUX, Jean-Pierre. STORA, Benjamin (ss la direction de) *La France en guerre d'Algérie*. Nanterre : BDIC, 1992, (320 p.) ; p. 20-39.
- BARTOSEK, Karel. Europe centrale et du Sud-est. In COURTOIS, Stéphane. WERTH, Nicolas. PANNÉ, Jean-Louis. PACZKOVSKI, Andrzej. BARTOSEK, Karel. MARGOLIN, Jean-Louis. *Le livre noir du communisme*. Paris : Robert Laffont, 1997, (846 p.) ; p. 397-501.
- BECKER, Jean-Jacques. L'intérêt bien compris du Parti communiste français. In RIOUX, Jean-Pierre (ss la direction de). *La guerre d'Algérie et les Français*. Paris : Fayard, 1990, (700 p.) ; p. 235-244.
- BON, Frédéric. Structure de l'idéologie communiste. In *Le communisme en France*. Paris : Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 75/ A. Colin, 1969, (336 p.), p. 107-140.
- CAYROL, Roland ; PARODI, Jean-Luc. Une campagne nouvelle ? (La campagne électorale : sept.-déc. 1965). In CEVIPOF. *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*. Paris : Armand Colin, 1970, (Coll. Cahiers de la FNSP), n° 169, (548 p.) ; p. 99-106.
- CAYROL, Roland ; PARODI, Jean-Luc. Propagandes. (in La campagne électorale : sept.-déc. 1965). In CEVIPOF. *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*. Paris : Armand Colin, 1970, (Coll. Cahiers de la FNSP), n° 169, (548 p.) ; p. 187-234.

- CAYROL, Roland ; PARODI, Jean-Luc en collaboration avec ALBERT, Pierre. CHARLOT, Monica ; DUTTER, Joseph. Relais. (La campagne électorale : sept.-déc. 1965). In CEVIPOF. *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*. Paris : Armand Colin, 1970, (Coll. Cahiers de la FNSP), n° 169, (548 p.) ; p. 107-186.
- CHÂTELET, François. Préface à SOUBISE, Louis. *Le marxisme après Marx : quatre marxistes dissidents français*. Paris : Aubier-Montaigne, 1967, (347 p.) ; p. 7-13.
- CORPET, Olivier. Trois manifestes d'Arguments, présentation. In *Arguments, 1956-1962*. Éditions intégrale, Paris : Privat, 1983, 2 vol., p. XXIX.
- COURTOIS, Stéphane ; PANNÉ, Jean-Louis. Le Komintern à l'action. In COURTOIS, Stéphane. WERTH, Nicolas. PANNÉ, Jean-Louis. PACZKOVSKI, Andrzej. BARTOSEK, Karel. MARGOLIN, Jean-Louis. *Le livre noir du communisme*. Paris : Robert Laffont, 1997, (846 p.) ; p. 299-364.
- COHN-BENDIT, Daniel (entretien avec). Le mouvement du 22 mars. in *Mai 68, les mouvements étudiants en France et dans le monde*. Nanterre : BDIC, p. 124-129
- DOMENACH, Jean-Marie. Un souvenir très triste. In RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François (ss la dir. de). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p. 353-357.
- DUPEUX, Georges. D'une consultation à l'autre. Les réactions du corps électoral. . In Association française de science politique (AFSP). (Préface de Jean TOUCHARD). *L'établissement de la Cinquième République, Le Référendum de septembre et les élections de novembre 1958* Cahier n° 109, (390 p.) ; Paris, Librairie Armand Colin, 1960, p 125-193.
- DUTEUIL, Jean-Pierre. Les groupes politiques d'extrême gauche à Nanterre. In *Mai 68, les mouvements étudiants en France et dans le monde*. Nanterre : BDIC, 1988, p. 110-115,
- FEIERTAG, Olivier. Pierre Mendès France, acteur et témoin de la planification française, 1943-1962. In MARGAIRAZ, Michel (ss la direction de). *Pierre Mendès France et l'économie. Pensée et action*. Paris : Éd. Odile Jacob, 1989, (471 p.) ; p. 365-402.
- FESSARD, Gaston. Le communisme, fin de l'aliénation humaine. (Annexe). In *La main tendue ? Le dialogue catholique-communiste est-il possible ?* Paris : Grasset, 1937, (247 p.) ; p. 211-244.
- FOUILLOUX, Etienne. Intellectuels catholiques et guerre d'Algérie. In RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François (ss la dir. de). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p. 79-114.
- GIRAULT, René. La France dans les rapports Est-Ouest au temps de Pierre Mendès-France. In BÉDARIDA, François ; RIOUX, Jean-Pierre (ss la dir. de). *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1945-1955) et sa postérité*. Paris : Fayard, 1985, (561 p.) ; p. 251-260.
- GOGUEL, François ; LANCELOT, Alain ; RANGER, Jean. Analyse des résultats. In Association française de science politique (AFSP). *L'établissement de la Cinquième République. Le Référendum de septembre et les élections de novembre 1958*. Cahier n° 109, Paris, Librairie Armand Colin, 1960, (390 p.) ; p. 281-391.
- GOGUEL, François. Analyse des résultats. In CEVIPOF ; GOGUEL, François (ss la dir. de)). *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962*. Cahiers de la FNSP, n° 142. A. Colin, 1965, (XII-437 p.) ; p. 289-428.

- GOGUEL, François. Analyse des résultats. In CEVIPOF. *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*. Paris : Armand Colin, 1970, (Coll. Cahiers de la FNSP), n° 169, (548 p.) ; p. 391-457.
- GRANJON, Marie-Christine. Raymond Aron, Jean-Paul Sartre et le conflit algérien. In RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François (ss la dir. de). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p. 115-138.
- GUÉRIN, Jean-Yves. Histoire intellectuelle et histoire littéraire. Colloque sur l'Histoire des intellectuels. Centre d'histoire de l'Europe du Vingtième siècle, 16 et 17 novembre 2001.
- HERR, Lucien. article Hegel. In *Grande encyclopédie*, Paris : Lamirault, 1885-1902, vol. 19, p. 997-1002.
- KASPI, André. Qui est responsable ? In L'Histoire ; WINOCK, Michel (Présenté par). *Le temps de la guerre froide. Du rideau de fer à l'effondrement du communisme*. Paris : Seuil, 1994, (474 p.) ; p. 13-29.
- KENDE, Peter. Épilogue sous forme de notes complémentaires. In FEJTÖ, François. *La tragédie hongroise*. Paris : Pierre Horay, 1996, (355 p.), p. 337-356.
- KUISEL, Richard. In Pierre Mendès France et l'économie, une volonté de modernité. In BÉDARIDA, François ; RIOUX, Jean-Pierre (ss la dir. de). *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1945-1955) et sa postérité*. Paris : Fayard, 1985, (561 p.) ; p. 369-381.
- LAVAU, Georges. Le Parti communiste dans le système politique français. In *Le communisme en France*. Paris : Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 75/ A. Colin, 1969, (336 p.), p. 7-81.
- LAVAU, Georges. The PCF, the State and the Revolution. In BLACKMER, Donald et TARROW, Sidney (ss la dir. de). *Communism in Italy and France*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 1977, (XVIII-651 p.) ; p. 87-139.
- MICHELAT, Guy. Attitudes et comportements politiques à l'automne 1962. In CEVIPOF ; GOGUEL, François (ss la dir. de). *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962*. Cahiers de la FNSP, n° 142. A. Colin, 1965, (XII-437 p.) ; p. 193-288
- MILZA, Pierre. L'année 1947 dans les combats culturels de la guerre froide. In BERSTEIN, Serge ; MILZA, Pierre (ss la dir. de). *L'année 1947*. Paris, Presses de Sciences po, 2000, (531 p.) ; p. 411-436.
- MILZA, Pierre. Ridgway la Peste. In L'Histoire ; WINOCK, Michel (Présenté par). *Le temps de la guerre froide. Du rideau de fer à l'effondrement du communisme*. Paris : Seuil, 1994, (474 p.) ; p. 143-160.
- MONCHABLON, Alain. Syndicalisme étudiant et génération algérienne. RIOUX Jean-Pierre ; SIRINELLI Jean-François (ss la dir. de), *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p. 175-189.
- MORIN, Edgar. La réforme de pensée, *Arguments, 1956-1962*, Éditions intégrale, Paris : Privat, 1983, 2 vol. p. 1X.
- MORIN, Edgar. Mes années Lefort. In HABIB, Claude ; MOUCHARD, Claude (ss la direction de). *La démocratie à l'œuvre. Autour de Claude Lefort*, Paris, Éd. Esprit, 381 p. ; p. 359-36

MOURIAUX, René ; COLLOVALD, Annie. Les conceptions syndicales de Pierre Mendès France et ses relations avec les syndicats ouvriers. In MARGAIRAZ, Michel (ss la direction de). *Pierre Mendès France et l'économie*. Paris : Éd. Odile Jacob, 1989, (471 p.) ; p. 277-316.

PACZKOWSKI, Andrzej. Pologne, la "nation ennemie". In COURTOIS, Stéphane. WERTH, Nicolas. PANNÉ, Jean-Louis. PACZKOWSKI, Andrzej. BARTOSEK, Karel. MARGOLIN, Jean-Louis. *Le livre noir du communisme*. Paris : Robert Laffont, 1997, (846 p.) ; p 397-428.

PADOVA, Mariateresa. *Arguments-Ragionamenti* : un jumelage fécond, art. cit. in *Arguments, 1956- 1962*, Éditions intégrale, Paris : Privat, 1983, 2 vol., p. XXVI

PARODI, Jean-Luc. Conclusion : Réflexions sur une « dynamique ». (in Les résultats). In CEVIPOF, *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*. Paris : Armand Colin, 1970, (Coll. Cahiers de la FNSP), n° 169, (548 p.) ; p. 531-539.

PROST, Antoine. Les effectifs de la CGT en 1945. In PESCHANSKI, Denis ; ROBERT, Jean-Louis (dir.). *Les ouvriers en France pendant la seconde guerre mondiale*. IHTP, 1992, p. 391-408.

RIEFFEL, Rémy. L'empreinte de la guerre d'Algérie sur quelques figures intellectuelles de gauche. In RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François (ss la dir. de). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p. 191-217.

RIOUX, Jean-Pierre. La guerre d'Algérie dans l'histoire des intellectuels français. RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François (ss la dir. de). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p. 33-53.

RIOUX, Jean-Pierre. Introduction: A la recherche du mendésisme (in " Mendésisme"). In BÉDARIDA, François ; RIOUX, Jean-Pierre (ss la dir. de). *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1945-1955) et sa postérité*. Paris : Fayard, 1985, (561 p.) ; p.

SIMONIN, Anne. La *Lettre aux directeurs de la Résistance* de Jean Paulhan : pour une rhétorique de l'engagement. In DE BAECQUE, Antoine (dir.). *Les écrivains face à l'histoire*. Actes du colloque organisé à la BPI, le 22 mars 1997, La BPI en actes, Paris, 1998, p. 45-69.

SINGER, Madeleine. Paul Vignaux, intellectuel et syndicaliste devant la guerre d'Algérie. In RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François (ss la dir. de). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p. 247-264.

SIRINELLI, Jean-François. Questions : Les intellectuels français en guerre d'Algérie. In RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François (ss la dir. de). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p. 24-25

SOMMER, René. " Paix et Liberté " : la IV<sup>e</sup> République contre le PCF. In L'HISTOIRE. WINOCK, Michel (présenté par). *Le temps de la guerre froide. Du rideau de fer à l'effondrement du communisme*. Paris : Seuil, 1994, (474 p.) ; p. 161-177 ; (*L'Histoire*, déc. 1981, p. 26-35).

SOULET, Jean-François. Berlin-Est 1953 : la révolte ouvrière. WINOCK, Michel (présenté par). *Le temps de la guerre froide. Du rideau de fer à l'effondrement du communisme*. Paris : Seuil, 1994, (474 p.) ; p. 355-372

TOINET, Marie-France. Pierre Mendès France et Georges Boris. In MARGAIRAZ, Michel (ss la direction de). *Pierre Mendès France et l'économie*. Paris : Éd. Odile Jacob, 1989, (471 p.) ; p 37-55.

TOURNIAIRE, Eliane. *L'Express* et le phénomène mendésiste (1953-1956). In BÉDARIDA, François ; RIOUX, Jean-Pierre (ss la dir. de). *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1945-1955) et sa postérité*. Paris : Fayard, 1985, (561 p.) ; p. 195-206.

VERDÈS-LEROUX, Jeannine. La guerre d'Algérie dans la trajectoire des intellectuels communistes. In RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles : Complexe, 1991, (405 p.) ; p 307-326.

WERTH, Nicolas. Un Etat contre son peuple. Violences, répression, terreurs en Union soviétique. In COURTOIS, Stéphane. WERTH, Nicolas. PANNÉ, Jean-Louis. PACZKOVSKI, Andrzej. BARTOSEK, Karel. MARGOLIN, Jean-Louis. *Le Livre noir du communisme*. Paris, Robert Laffont, 1997, (846 p.) ; p. 43-295.

WILLIAMS, Philip M. ; HARRISON, Martin. La campagne pour le référendum et les élections législatives. In AFSP, *L'établissement de la Cinquième République. Le Référendum de septembre et les élections de novembre 1958*. Cahier n° 109, Paris, Librairie Armand Colin, 1960, (548 p.) ; p. 21-59.

YSMAL, Colette. La stratégie des formations politiques devant la perspective de l'élection présidentielle, in CEVIPOF, *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*, Paris : Armand Colin, 1970, (Coll. Cahiers de la FNSP, n° 169), (548 p.) ; p. 23-96.

#### Analyse du groupe et de la revue ; image a posteriori

ABENSOUR, Miguel Réflexions sur les deux interprétations du totalitarisme chez Claude Lefort. In HABIB, Claude ; MOUCHARD, Claude. *La démocratie à l'oeuvre. Autour de Claude Lefort*. Paris : Esprit, 1993, (381 p.) ; p. 79-136

CASTORIADIS, Cornélius. L'imaginaire social et l'institution. In *L'institution imaginaire de la société*. Paris, Seuil, 1975, 502 p. (Coll. Esprit. La Cité prochaine). p. 233-498.

CHAULIEU-MONTAL (tendance). /CASTORIADIS, Cornélius ; LEFORT, Claude/. L'URSS et le stalinisme mondial. Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1948. In *Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1988, (manifestes, thèses, résolutions) 3. Bouleversements et thèses de l'après-guerre (1946-1950)*, p. 211-221.

LEFORT, Claude. La dégradation idéologique du marxisme (1963). In LEFORT, Claude. *Éléments d'une critique de la bureaucratie*. Genève/Paris : Droz, 1971, (366 p.) (Coll. Travaux de droit, d'économie, de sociologie et de sciences politiques ; 85). p. 315-326.

LEFORT, Claude. L'impensé de l'union de la gauche, 1978. In LEFORT, Claude. *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*. Paris : Fayard, 1981, (331 p.) p. 129-158.



PISIER-KOUCHNER, Évelyne, L'interprétation du stalinisme et ses enjeux, In Évelyne Pisier-Kouchner (ss la dir. d') *Les interprétations du stalinisme*, Paris, PUF, 1983, 356 p. ; p. 7-19.

RAFLIN, Marie-France. Itinéraires d'extrême/“ ultra ”-gauche : “ Socialisme ou barbarie ” ou une tentative de réinvention du communisme. AFSP : exposé, séminaire GERMM ([http : WWW. AFSP. MSH. GERMM\\_ 1 at Yahoogroupes. fr](http://WWW.AFSP.MSH.GERMM_1.at.Yahoogroupes.fr)), 2000, 29 p.

RAFLIN, Marie-France. The relationship between intellectuals and protest movements, the case of “Socialisme ou barbarie ”. Congrès de Psychologie politique, Oxford, 1983, 18 p.

SARTRE, Jean-Paul. Les communistes et la paix, in *Situations VI*, Paris, Gallimard, 1964, p. 80-384.

STORA, Benjamin. La gauche et les minorités anticoloniales devant les divisions du nationalisme algérien. In RIOUX, Jean-Pierre (ss la dir. de). *La guerre d'Algérie et les Français*. Paris : Fayard, 1990, (700 p.) ; p. 63-79.

TROTSKY, Natalia Sedova. Lettre au Comité exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mexico, 9 mai 1951. In ROUSSEL, Jacques. *Les enfants du prophète, Histoire du mouvement trotskiste en France*. Paris : R. Lefeuve, 1972, (111 p.), p. 100-101.

TROTSKY, Natalia Sedova ; PÉRET, Benjamin ; MUNIS, Georges. Lettre ouverte au PCI, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. In *Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, (manifestes, thèses, résolutions) 3. Bouleversements et thèses de l'après-guerre (1946-1950)*, Documents réunis par Rodolphe, PRAGER. Introduction LEQUENNE, Michel. ; PRAGER, Rodolphe. Préface de FRANK, Pierre. Paris : La Brèche-PEC, 1988, p. 133-136.

BAROIS ; MARCOUX. L'URSS et le stalinisme. 1948. In *Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, (manifestes, thèses, résolutions) 3. Bouleversements et thèses de l'après-guerre (1946-1950)*, Documents réunis par PRAGER, Rodolphe. Introduction, LEQUENNE, Michel ; PRAGER, Rodolphe. Préface de FRANK, Pierre. Paris, La Brèche-PEC, 1988, p. 206-208.

### Archives.

Archives *Socialisme ou barbarie*. IMEC.

Archives personnelles. Archives de Jean-François Lyotard.

## Liste des tableaux

- Tableau I. Comptes rendus de grèves dans *Socialisme ou barbarie* de 1949 à 1956 .....
- Tableau II. Récits de la vie ouvrière dans *S ou b* jusqu'en 1956 .....
- Tableau III. Articles sur l'U.R.S.S. et les "démocraties populaires" dans *S ou b* jusqu'en 1957 .....
- Tableau IV. Notes et documents sur l'URSS et les "démocraties populaires" .....
- Tableau V. Chronique de la situation internationale dans *S ou b* jusqu'en 1952.....
- Tableau VI. Articles et notes consacrés à la Chine dans *S ou b*.....
- Tableau VII. Les publications de *Claude Montal*, *Claude Lefort*, dans *S ou b* de 1949 à 1952 .....
- Tableau VIII. Les publications de *Claude Lefort* et *Benno Sare* dans *Les Temps modernes*.....
- Tableau IX. Sommaire du n° 20 de *S ou b* de nov.-déc. 1956.....
- Tableau X. Sommaire du n° 4 d'*Arguments* de juin-sept. 1957.....
- Tableau XI. Présentation de *S ou b* dans *Arguments* en juin-sept 1957 .....
- Tableau XII. Les publications des rédacteurs de *S ou b* dans *Arguments*.....
- Tableau XIII. Comptes rendus de grèves dans *S ou b* après 1956.....
- Tableau XIV. Récits de la vie ouvrière dans *S ou b* après 1956.....

## **Liste des annexes**

Annexe I : Les comités de rédaction successifs de la revue *Socialisme ou barbarie*.

Annexe II : Périodicité et volume de la revue *Socialisme ou barbarie*.

Annexe III : Périodicité réelle de la revue *Socialisme ou barbarie* : mois couverts et mois non couverts.

Annexe IV : Les publications de Claude Lefort, Benno Sarel-Sternberg et Jean-François Lyotard dans *Les Cahiers internationaux de sociologie* à partir de 1951.

Annexe V : Articles, récits, notes consacrés aux États-Unis dans *Socialisme ou barbarie*.

Annexe VI : Articles et documents consacrés au gaullisme dans *Socialisme ou barbarie*.

Annexe VII : Articles et documents consacrés à l'Algérie et aux Algériens dans *Socialisme ou barbarie*.

Annexe VIII : Les publications des "ex" "Sociaux-barbares" dans *Esprit*.

Annexe IX : Les publications des "ex" "Sociaux-barbares" dans CFDT Aujourd'hui de 1973 (n° 1) à 1976 (n° 20).

## Liste des entretiens, entretiens informels, réalisés et consultés

### . Fondateurs.

- Bref entretien avec CASTORIADIS, Cornélius, *CHAULIEU, Pierre, CARDAN, Paul*, printemps 1987 (après divers contacts).
- CASTORIADIS, Cornélius. (Entretien avec). *Analyse et Popularisation des luttes (APL)-Basse Nprmandie. Bulletin de l'Agence de presse Libération.* janv. 1974.
- CASTORIADIS, Cornélius. Un monde à venir, Propos recueillis par Olivier Morel (republique-des-lettres.com), juin 1994.
- Entretien avec LEFORT, Claude, *MONTAL, Claude*, mars 1985.
- LEFORT, Claude (Entretien avec). *L'Anti-mythes*, n° 14, Caen, nov. 1975.

### . Entretiens avec anciens collaborateurs des TM.

- Entretien avec POUILLON, Jean, nov. 1985.
- Entretien avec PONTALIS, Jean-Bernard, déc. 1985.

### . Première génération issue de l'extrême/ « ultra »-gauche.

- Entretien avec CAULE, René. *NEUVIL, René*, I et II, déc. 1984.
- Entretien avec GAUTRAT, Jacques/MOTHE, Daniel, janv. 1984.
- MOTHE, Daniel (Entretien avec). *L'Anti-mythes*, n° 18, Caen, juin 1976.
- Entretien avec HIRZEL, Raymond. *Gaspard, BOURT, Raymond*, oct. 1983.
- Entretien avec VEGA, MAILLE, I. déc. 1979 et II. sept. 1983.
- Entretien avec PETIT, Georges. *PETRO*, oct. 1983.
- Entretien avec SIGNORELLI, Jacques. *GARROS*, déc. 1984.
- SIGNORELLI, Jacques et Louise, son épouse, déb. 1985.
- Rencontre avec la fille de STERNBERG-SAREL, Benno. *BELL, Hugo*, juill. 1987.

### . À propos des "RKD".

- Entretien avec SCHEUER, Christa. 2000

- Échange de courrier et communications téléphoniques avec BOSSIÈRES, Raymond. 2003.

**. Entretien avec dirigeant trotskiste.**

- Entretien avec LEQUENNE, Michel.

**. Arrivés avant 1956.**

- Entretien avec ANSART, Michelle, 1980.

- Entretien avec BOURDET, Yvon, 1978.

- Entretien avec le fils de SOUYRI, Pierre. *BRUNE*. 1986.

- SIMON, Henri (Entretien avec). De la scission avec Socialisme ou barbarie à la rupture avec ICO : une critique de l'avant-gardisme. *L'Anti-mythes*, n° 6, déc. 1974.

- Entretien avec LYOTARD, Jean-François. *François Laborde*. I, printemps 1985.

- Entretien avec LYOTARD, Jean-François, II, avec son épouse, juill. 1985.

**. Arrivées en relation avec la révolution hongroise et réseaux d'amis.**

- Entretien avec DIESBACH de, Sébastien, juin 1980.

- Entretien avec CASEVITS WEULERSSE, Jeannine.

- Entretien avec STEIN, Anne, janv. 1980.

- Entretien avec MAY, Catherine; oct. 1979

**. Entretiens avec anciens de "Tribune de discussion". et "La Voix communiste".**

- Entretien avec COHN-BENDIT, mai 1979.

- Entretien avec GUATTARI, Félix, juin 1982.

- Entretien avec PEYRON, Jean-Louis, mai 1979.

- Entretien avec SPITZER, Gérard, oct. 1979.

**. Entretiens avec anciens d'"ICO".**

- Entretien avec BELBÉOCH, Roger, janv. 1979

- Conversation avec un ancien membre d' « ICO » qui refuse de collaborer à un travail universitaire, fév. 1979.

**. Anciens rédacteurs d'Arguments.**

- Rencontre avec AXELOS, Kostas, 1982.

- Entretien avec DUVIGNAUD, Jean, nov. 1981.

- Entretien avec FOUGEYROLLAS, Pierre, déc. 1981.

- Entretien avec MORIN, Edgar, nov 1984.

**. Cercle Saint-Just ; Comité contre la poursuite de la guerre en Algérie**

- Entretien informel avec MICHELAT, Guy /témoignage/, mars 1979.

- Entretien avec SERVOLIN, Claude, 1988.

- Entretien avec VIDAL-NAQUET, Pierre, 1988.

**. Entretiens avec sociologues : histoire des sciences sociales.**

- Entretien avec KARADY, Victor. mai 1979.

- Entretien avec LAUTMAN, Jacques. mai 1980.

- Entretien avec HERPIN, Nicolas. déc. 1979.

- Entretien avec REYNAUD, Jean-Daniel, fév. 1985.

- Entretien avec LAHALLE, Dominique, nov. 1981.

**Arrivées et contacts ; contexte : guerre d'Algérie, antiautoritarisme, croissance collectif et reformulation théorique antimarxiste par Cornélius Castoriadis.**

- Entretien avec ANSART, Pierre, déc. 1979.

- BOURRINET, Philippe. Guy Debord (Guy-Ernest) ; pseudonyme : *Gondi.*, Biographie. In *Dictionnaire du mouvement ouvrier.*

- Entretien avec ESCOBAR, Enrique, nov. 1979.

- Entretien avec les frères FERRAND, juill. 1984.
- Entretien avec GUILLAUME, Pierre, déc. 1983.
- Entretien avec GUILLERM, Alain, ainsi qu'en partie avec son épouse, avr.-mai 1979.
- Entretien avec HANAPPE, Paul, fév. 1980.
- Entretien avec LAPASSADE, Georges, mai 1980.
- Entretien avec LEBEL, Jean-Jacques, juin 1979.
- Entretien avec NIVET, Christiane (par une enquêtrice), 1984 ?.
- Entretien avec RIVIÈRE /groupe de province de "Socialisme ou barbarie"/ "Pouvoir ouvrier", déc. 1983.
- Entretien avec *RAPHAËL ET AMAURY*, Jean, janv. 1984.

**Entretiens avec anciens de "PO".**

Entretien avec FRAGER, Dominique, Juin 1979.

**.Entretien avec dirigeant de la CFDT.**

- Entretien avec DETRAZ, Albert. mai 1985.

**ANNEXES****ANNEXE I****Les comités de rédaction successifs de la revue *Socialisme ou barbarie***

Du numéro 1 au numéro 3 Mars-avril 1949    juillet-août 1949	
<i>Pierre <b>Chaulieu</b></i> (Cornélius Castoriadis) <i>Marc <b>Foucault</b></i> (Jean Laplanche) <i>Philippe <b>Guillaume</b></i> (Cyril de Beauplan) <i>Claude <b>Montal</b></i> (Claude Lefort) <b>J. J. Seurel</b>	
Du numéro 4 au numéro 8 octobre - novembre 1949    janvier - février 1951	
<i>Pierre <b>Chaulieu</b></i> (Cornélius Castoriadis) <i>Philippe <b>Guillaume</b></i> (Cyril de Beauplan) <i>Claude <b>Montal</b></i> (Claude Lefort) <b>J. Seurel</b> (Fabri)	<i>Départ : Marc Foucault. Pas d'entrant</i>
Du numéro 9 au numéro 12 Avril - mai 1952    août - septembre 1953	
<i>Pierre <b>Chaulieu</b></i> (Cornélius Castoriadis) <i>Philippe <b>Guillaume</b></i> (Cyril de Beauplan) <b>J. Seurel</b> (Fabri) <b>Alberto Véga</b>	<i>Départ " Claude Montal " (Claude Lefort). Entrée : " Véga ", en provenance de la mouvance bordiguiste :c'est le premier des anciens bordiguistes à entrer dans le comité de rédaction</i>
Du numéro 13 au numéro 15 - 16 Janvier mars 1954    octobre - décembre 1954	
<i>Pierre <b>Chaulieu</b></i> (Cornélius Castoriadis) <i>Philippe <b>Guillaume</b></i> (Cyril de Beauplan) <b>Alberto Véga</b>	<i>Départ : J Seurel. Pas d'entrant</i>
Du numéro 17 au numéro 18Juillet-septembre 1955 janvier-mars 1956	
<i>Pierre <b>Chaulieu</b></i> (Cornélius Castoriadis) <i>Philippe <b>Guillaume</b></i> (Cyril de Beauplan) <b>Claude Montal</b> <b>Daniel Mothé</b> <b>Alberto Véga</b>	<i>Retour de "Claude Montal ", mais ses principaux articles théoriques seront dorénavant signés Claude Lefort Entrée deDaniel Mothé (comme Véga, en provenance de la mouvance bordiguiste, mais venu plus tard à "Soub " : c'est donc le deuxième ancien bordiguiste à entrer dans le Comité de rédaction )</i>



## ANNEXE I (suite)

### Les comités de rédaction successifs de la revue *Socialisme ou barbarie*

Du numéro 19 au numéro 20 Juillet-septembre 1956-1956	
<p><i>Pierre <b>Chaulieu</b></i> (Cornélius Castoriadis)  <i>Claude <b>Montal</b></i>  <i>Daniel <b>Mothé</b></i>  <i>Alberto <b>Véga</b></i></p>	<p><i>Départ de Philippe Guillaume</i></p>
Du numéro 21 au numéro 25 mars-mai 1957 juillet-août 1958	
<p><i>Pierre <b>Chaulieu</b></i> (Cornélius Castoriadis)  <i>R. <b>Maille</b></i>  <i>Claude <b>Montal</b></i>  <i>Daniel <b>Mothé</b></i></p>	<p><i>Changement de pseudonyme ; " Véga " devient " Maille ", mais mêmes personnes</i></p>
Du numéro 26 au numéro 30 nov.-déc. 1958 avril-mai 1960	
<p><i>Philippe <b>Guillaume</b></i>     <i>Daniel <b>Mothé</b></i>  <i>F <b>Laborde</b></i>  <i>R. <b>Maille</b></i></p>	<p><i>Départ de Claude Lefort; " Pierre Chaulieu " Cornélius Castoriadis ne fait plus partie du Comité de rédaction;  retour de " Philippe Guillaume " et entrée de  " Laborde ", Jean - François Lyotard : c'est la première fois  qu'un militant qui n'appartient pas au petit ensemble des  pères fondateurs " trotskistes ", élargi aux anciens  " bordiguistes " entre dans le comité de rédaction. Ce sera  le seul,</i></p>
Du numéro 31 au numéro 34 Déc fév 1960 – mars mai 1963	
<p><i>Philippe <b>Guillaume Laborde</b></i>  <i>Daniel <b>Mothé</b></i></p>	<p><i>R. Maille quitte le comité de rédaction</i></p>
Du numéro 35 au numéro 40 Janv mars 1964 – juin août 1965	
<p><i>Paul <b>Cardan</b></i> (Cornélius Castoriadis)  <i>André <b>Garros</b></i>  <i>Daniel <b>Mothé</b></i></p>	<p><i>Retour de Cornélius Castoriadis sous un nouveau pseudonyme  Entrée d' " André " Garros ", ancien bordiguiste " fondateur ";  " Laborde " quitte le comité de rédaction</i></p>

## ANNEXE II

Périodicité et volume de la revue *Socialisme ou barbarie*

Année calendaire	Périodicité bimensuelle	Numéros	Nombre de pages	Total annuel	Moyenne annuelle*
1949	-	1	111		
		2	127		
		3	109		
		4	93		
				<b>440</b>	<b>73,33</b>
1950	-	5-6*	159		
		7***	111		
				<b>270</b>	<b>45</b>
1951	-	8***	95		
				<b>95</b>	<b>15,33</b>
1952	-	9	43		
		10	47		
		11	64		
				<b>154</b>	<b>25,66</b>
1953	-	12	96		
				<b>96</b>	<b>16</b>

Année calendaire	Périodicité trimestrielle	Numéros	Nombre de pages	Total annuel	Moyenne annuelle*
1954	-	13	83		
		14	79		
		15-16	83		
				<b>245</b>	<b>61,25</b>
1955	-	17	96		
				<b>96</b>	<b>24</b>
1956	-	18	129		
		19	160		
		20	208		
				<b>497</b>	<b>124,25</b>
1957	-	21	191		
		22	173		
				<b>364</b>	<b>91</b>
1958	-	23	206		
		24	169		
		25	103		
		26	154		
				<b>632</b>	<b>158</b>
1959	-	27	145		
		28	95		
		29	128		
				<b>368</b>	<b>92</b>

## ANNEXE II (suite)

Périodicité de la revue *Socialisme ou barbarie*

Année calendaire	Périodicité	Numéros	Nombre de pages	Total annuel	Moyenne annuelle*
1960	-	30	117		
		31	116		
				<b>233</b>	<b>58,2</b>
1961		32	119		
				<b>119</b>	<b>29,7</b>
1962	-	33 (déc 1961- mars 62)	103		
				<b>103</b>	<b>25,75</b>
1963	-	34	103		
				<b>103</b>	<b>25,75</b>
1964	-	35	127		
		36	95		
		37	95		
		38	127		
				<b>444</b>	<b>111</b>
1965	-	39	95		
		40	96		
				<b>191</b>	<b>47,75</b>

\* moyenne annuelle : nombre de pages publiées / nombre de numéros “ virtuels ”, compte tenu de la périodicité annoncée

\*\* porte la mention première année (d'existence de la revue);

\*\*\* deuxième année d'existence de la revue. Ce type de mention disparaît pour le numéro 9, mais reprend à partir du numéro 10.

## ANNEXE III (suite)

**Périodicité réelle de la revue  
Socialisme ou barbarie :  
mois couverts et non couverts**

Année	Calendaire	Mois couverts et mois non couverts
<b>Bimensuelle</b>		
1949	-	<b><u>mars. av. (1) mai juin (2) juil août (3) sept. oct. nov. (4) déc.</u></b>
1950	-	juv. fév. <b><u>mars avr. (5-6) mai juin juil août sept. (7) oct. nov. déc.</u></b>
1951	-	<b><u>juv. fév. (8) mars avr. mai juin juil. août sept. oct. nov. déc.</u></b>
1952	-	juv. fév. mars <b><u>avr. mai (9) juin juil. août (10) sept. oct. nov.-déc. (11)</u></b>
1953	-	juv. fév. mars avr. mai juin juil. <b><u>août-sept. (12) oct. nov. déc.</u></b>
<b>Trimestrielle</b>		
1954	-	<b><u>juv. fév. mars (13) avr. mai juin (14) juil. août-sept. oct. nov. déc. (15-16)</u></b>
1955	-	juv. fév. mars avr. mai juin <b><u>juil. août sept. (17) oct. nov. déc.</u></b>
1956	-	<b><u>juv. fév. mars (18) avr. mai juin juil. août-sept. (19) oct. nov. déc. (20)</u></b>

## ANNEXE III

**Périodicité réelle de la revue**  
***Socialisme ou barbarie*** :  
**mois couverts et non couverts**

Année calendaire	mois couverts et mois non couverts
1957	juv. fév. <u>mars avr. mai (21) juin juil. août (22)</u> sept.oct. nov. déc.
1958	<u>juv. fév (23) mars avr. mai juin (24) juil. août sept. oct nov. déc. (26)</u>
1959	juv. fév. mars <u>avr. mai (27) juin juil. août (28)</u> sept oct. nov. <u>déc.</u>
1960	<u>juv. fév (29) mars avril - mai (30) juin, juil, août, sept, oct. nov. <u>déc.</u></u>
1961	<u>juv. fév (31) mars avr. mai juin (32) juil. août- sept oct. nov <u>déc.</u></u>
1962	<u>juv. fév (33) mars avr. mai juin juil août sept.oct. nov. déc.</u>
1963	juv. fév. <u>mars avr. mai (34) juin juil. août sept.oct. nov. déc.</u>
1964	<u>juv. fév. mars (35) avr. mai juin (36) juil. août sept. (37) oct nov déc. (38)</u>
1965	juv. fév. <u>mars avr. (39) mai juin juil. août (40) sept. oct. nov. déc.</u>

Les livraisons n'ont normalement couvert l'année qu'une seule fois en 1964, soit l'avant-dernière année d'existence de la revue. Par ordre décroissant de "déficit de publication", apparaît ensuite la première année 1949, avec seulement deux mois de "non couvert" et 1956, l'année tout à la fois du rapport Krouchtchev et des crises de Pologne et de Hongrie, avec trois mois, comme 1954, l'année qui suit les mouvements de grève et la mort de Joseph Staline, puis 1958, année de l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle avec quatre mois.

A l'opposé, plusieurs années ont compté de neuf à dix mois de "déficit de publication", variation en partie dépendante de la périodicité de la revue, voire, compte tenu de l'irrégularité de publication, de l'étalement de certaines livraisons sur deux années. Les années les moins couvertes sont : 1951, 1953, 1955, 1962 et 1963 avec une seule publication de la revue.

## ANNEXE IV

**Les publications de Claude Lefort, Benno Sarel-Sternberg, Jean-François  
Lyotard  
dans *Les Cahiers internationaux de sociologie* à partir de 1951**

**Claude Lefort**

<b>Titre du texte</b>	<b>Volume</b>	<b>Année</b>	<b>Nature du texte</b>	<b>Nombre de pages</b>
Notes critiques sur la méthode de Kardiner	X	1951	Etude critique	117-127
Sociétés sans histoire et historicité	XII	1952	Article	91-114
Histoire et sociologie dans l'oeuvre de Fernand Braudel	XIII	1952	Etude critique	122-131
L'aliénation comme concept sociologique	XVIII	1955	Article	35-54

**Jean-François Lyotard**

Eliott Jacques The Changing Culture of a factory	XII	1952	Compte-rendu	179-181
--	-----	------	--------------	---------

**Benno Sarel-Sternberg**

Aspects de la gestion ouvrière des entreprises en Allemagne occidentale et orientale	XXI	1956	Etude critique	168
--	-----	------	----------------	-----

## ANNEXE V

**Articles, récits, notes consacrés aux Etats-Unis dans *Socialisme ou barbarie***

<b>Auteur</b>	<b>Titre</b>	<b>Nature du texte</b>	<b>N°</b>	<b>Année</b>	<b>Pages</b>
<i>Paul Romano</i>	L'ouvrier américain	Récit	1		78-89
-			2		83-94
-			3		68-81
-			4		45-57
-			5/6		124- 135
<i>Georges Petro</i>	La "Gauche" américaine	Article	12		23-30
<i>Correspondence</i>	In intellectuels et ouvriers	Note	14	1954	74-79
Extraits de <i>Correspondence</i> et de <i>Tribune ouvrière</i>	La presse ouvrière	Note	17	1955	83-86
<i>Simon Chatel</i>	Après les élections américaines Les sit-down des étudiants noirs aux Etats-Unis	Note	31	1960-61	98-100
		Note	31	1960-61	101-104
<i>Raya Dunayevskaya</i>	Situation des libertés civiles : Etats Unis en 1961	Actualité	33		92-95
<i>Marvin Garson</i>	La foire de New York	Article	38	1964	87-90
<i>Paul Canjuers</i>	Les élections américaines et le problème noir	Note	38	1964	98-102
<i>Serge Bricianer</i>	Riches et pauvres en Amérique	Note de lecture	38	1964	105-109
<i>Paul Cardan</i>	Quelques remarques à propos de riches et pauvres en Amérique	Note	38	1964	109-111
"Solidarity"	La rébellion des étudiants La bataille de l'Université de Berkeley. La mentalité de Clark Kerr	Document	39	1965	67-78
<i>The Nation</i>	La grève de La General Motors annonce-t-elle de nouvelles luttes sociales ?	Document	39	1965	87-88
<i>Jack Weinberg</i>	Le mouvement pour la liberté d'expression et les droits civiques aux Etats Unis	Document	40	1965	72-75

## ANNEXE VI

---

**Articles et documents consacrés au gaullisme dans *Socialisme ou barbarie***

<b>Auteur</b>	<b>Titre</b>	<b>Nature du texte</b>	<b>N°</b>	<b>Année</b>	<b>Pages</b>
<i>Chatel, Canjuers</i>	La crise de la République bourgeoise	Article	25	Juil-août 1958	1-19
<b>François Laborde</b>	La guerre "contre- révolutionnaire", la société coloniale et le gaullisme	Article	25	-	20-27
Claude Lefort	Le pouvoir et de Gaulle	Article	25	-	28-40
<i>Pierre Chaulieu</i>	Perspectives de la crise française	Article	25	-	41-66
<i>Canjuers</i>	Naissance de la Ve République	Article	26	nov-déc. 1958	46-58
Jean-François Lyotard	L'Etat et la politique dans la France de 1960	Article	30	av. mai 1960	45-72
Jean-François Lyotard	Le gaullisme et l'Algérie	Article	31	déc. 60 fév. 61	24-32
<i>Jean Delvaux</i>	Crise du gaullisme et crise de la gauche	Article	33	-	1-9



## ANNEXE VII

*Articles et documents consacrés à l'Algérie et aux Algériens dans Socialisme ou barbarie*

Auteur	Titre	Nature	n° du texte	Année	pages
<i>François Laborde</i>	La situation en Afrique du Nord	article	18	1956	87 - 94
Blin	L'échange des rôles ou la politique du gouvernement en Algérie	note	19		122 - 124
<i>Garros</i>	Le PCF et l'Algérie	note	19		127 - 130
Blin	Algérie :Des hommes de confiance	note	20	1956- 57	187 -188
<b>Laborde</b>	La bourgeoisie nord - africaine	note	20		188 - 194
<b>Laborde</b>	Nouvelle phase dans la question algérienne	note	21	1957	162 - 168
<b>Pierre Chaulieu</b>	La situation française	note	22		145 - 148
<b>Laborde</b>	Les comptes du gérant royal	note	22		148 - 152
Claude Lefort	Mise au point		22		173
Claude Lefort	Prolétariat français et nationalisme algérien	éditorial	24	1958	1 - 16
<i>François Laborde</i>	Mise a nu des contradictions algériennes	article	24		17 - 34
<i>François Laborde</i>	La guerre "contre révolutionnaire", la société coloniale et le gaullisme	article	25		20 - 27
	Un Algérien raconte sa vie	récit	28	1959	10 - 40
Jean-François Lyotard	Le contenu social de la lutte algérienne	article	29		1 - 38
Jean-François Lyotard	Le gaullisme et l'Algérie	article	31	1960 - 1961	24 - 32
Jean-François Lyotard	En Algérie, une vague nouvelle	article	32	1961	62 - 72
Jean-François Lyotard	L'Algérie, sept ans après	article	33	1961 - 1962	10 - 16
Jean-François Lyotard	L'Algérie évacuée	article	34	1963	1 - 43

**Articles et documents consacrés à l'Algérie et au contexte international dans Socialisme ou barbarie**

<i>René Maille (Véga)</i>	Les impérialismes et l'Égypte de Nasser	article	20	1956-57	172 - 181
M. Blin	Suez	note	20	1957-57	182-186

## ANNEXE VIII

Les articles des ex-membres de « Socialisme ou barbarie » dans *Esprit*

Auteur	Titre de l'article	N°	Année	Pages	Rubrique
Daniel Mothé	Les héros de la montagne	10	oct. 1965	496-499	Journal à plusieurs voix
Daniel Mothé	Devant la porte de l'usine	1	janv. 1966	89-91	Document
Daniel Mothé	Le civisme des présidentielles	2	fév. 1966	291-294	Document
Daniel Mothé	Le chemin des écoliers	4	avr. 1966	933-935	Document
Daniel Mothé	Une manif. populaire : le tiercé	5	mai 1966	1088-1096	Chronique
Daniel Mothé	Bus-Palladium	7-8	juill-août 1966	78-79	Document
Daniel Mothé	Le militant entre la théorie et la politique	10	oct. 1966	390-397	Article
Daniel Mothé	Peut-on empêcher les accidents de montagne ?	10	oct. 1966	511-513	Journal...
Daniel Mothé	Une « manif » réussie	1	anv. 1967	134-136	Journal...
Daniel Mothé	Barbu et l'action communautaire	1	janv. 1967	139-141	Journal...
Daniel Mothé	À domicile	3	mars 1967	505-507	Journal...
Daniel Mothé	Au parfum	6	juin 1967	1073-1074	Journal...
Daniel Mothé	Avec le sourire	11	nov. 1967	782-783	Journal...
Daniel Mothé	Anniversaire du communisme	12	déc. 1967	952-954	Journal...
Daniel Mothé	La politique de l'objet	2	fév. 1968	341-343	Journal...
Daniel Mothé	Catch à 4	2	fév. 1968	391-397	Chronique
Daniel Mothé	Le mauvais citoyen	3	mars 1968	504-506	Journal...
Daniel Mothé	Nanterre et la classe ouvrière	5	mai 1968	883-885	Journal...
Daniel Mothé	Prague et Billancourt	11	nov. 1968	513-514	Journal...
Daniel Mothé	Le creux	11	nov. 1968	525-529	Journal...
Daniel Mothé	Autogestion ou bolchevisme	1	janv. 1969	143-148	Chronique
Daniel Mothé	Échanges avec le tiers-monde	3	mars 1969	465-467	Journal...
Jean-Frçois Lyotard	À la place de l'homme, l'expression	7/8	juill.-août 969	163-178	chronique
Daniel Mothé	En quête de tranquillisant	7/8	juill.-août 1969	130-133	Journal...
Daniel Mothé	Comment payer la nuisance ?	1	janv. 1970	207-209	Journal...
Daniel Mothé	Comment prendre la température des masses ?	2	fév. 1970	352-354	Journal...
Daniel Mothé	Les mains sales	3	mars 1970	573-576	Journal...
Daniel Mothé	Le socialisme en régression	5	mai 1970	915-925	Article
Daniel Mothé	Contestation dans le métro	5	mai 1970	937-938	Journal...
Daniel Mothé	Métro boulot	1	janv. 1971	103-105	Journal...
Daniel Mothé	Le prolo se vend bien	3	mars 1971	640-642	Journal...
Daniel Mothé	Les adultes au banc des accusés	4	avr. 1971	836-838	Journal...
Daniel Mothé	Où va la CFDT ?	5	mai 1971	1043-1059	Chronique
Daniel Mothé	(Rép. A Jacques Frémontier)	5	mai 1971	1118-1119	Correspondance
Daniel Mothé	Benno Sarel est mort	6	juin 1971	1221-1222	Journal...
Daniel Mothé	JJSS à la TV	2	fév. 1972	227-229	Journal...
Daniel Mothé	Le souffle de la confusion	2	fév. 1972	240-242	Journal...
Daniel Mothé	Grève de la faim et militantisme	3	mars 1972	433-435	Journal...
Daniel Mothé	Une place pour les gauchistes ?	4/5	avr.-mai 1972	859-866	chronique
Daniel Mothé	Thomas Lowit : Le syndicalisme de type soviétique	1	janv. 1973	266-267	Librairie du mois

## ANNEXE VIII (suite)

Les articles des ex-membres de « Socialisme ou barbarie » dans *Esprit*

Auteur	Titre de l'article	N°	Année	Pages	Rubrique
Daniel Mothé	Éléments pour un programme commun	2	fév. 1973	570-575	Journal...
Daniel Mothé	La grève Renault et les blocages du système industriel	5	mai 1973	1217-1222	Chronique
Daniel Mothé	Lip : réussite de la lutte, échec de la grève	12	déc. 1973	890-896	Chronique
Daniel Mothé	Colloque sur l'autogestion	4	avr. 1974	692-694	Journal...
Daniel Mothé	Le promeneur incontrôlable	4	avr. 1974	704-705	Journal...
Daniel Mothé	Une loi pour les OS	10	oct. 1974	391-406	Journal...
Daniel Mothé	Postiers contre ergonomes	10	oct. 1974	969-971	Article
Daniel Mothé	Où en est le courant autogestionnaire ?	1	avr. 1975	16-33	Cronique
Daniel Mothé	La lutte des cristalliers du Val Saint-Lambert	5	mai 1975	882-886	Article
Daniel Mothé	Lecture en usine : pratique et subversion du tract politique	1	janv. 1976	117-133	Article
Daniel Mothé	La vie plus courte des gens sans importance	3	mars 1976	461-471	Article
Cornélius Castoriadis		5	mai 1976	897-920	Article
Claude Lefort	Réflexions sur le « développement » et la « rationalité »	9	sept. 1976	206-212	Journal...
Daniel Mothé	La question de la Révolution	9	sept. 1976	280-283	Article
Claude Lefort	De la différence	1	janv. 1977	13-19	Entretien
Claude Lefort		2	fév. 1977	201-230	Article
Cornélius Castoriadis	La première révolution anti-totalitaire	12	déc. 1977	41-61	Article
Cornélius Castoriadis	L'exigence révolutionnaire				
Cornélius Castoriadis	L'évolution du PCF	7/8	juill.-août 1978	6-23	Art.
Claude Lefort	Le régime social de la Russie	9/10	sept.-oct.1979	29-33	Entretien I
Cornélius Castoriadis	Illusion du système Illusion de la spécialisation	9/10	sept -oct 1979	34-44	Entretien
Cornélius Castoriadis	La communication démocratique	9/10	sept.-oct.1979	131-144	Entretien II
Cornélius Castoriadis	La barbarie, c'est l'absence de productivité historique	9/10	sept.-oct.1979	242-248	Entretien 11I
Claude Lefort		1	janv. 1981	96-106	Art.
Daniel Mothé	Une interrogation sans fin	1	janv. 1981	96-106	Art.
	Reculer les frontières du possible	2	fév. 1981	125-127	Journal...
	La vie en bleu ou les nouvelles aventures d'un montreur d'ours				

## ANNEXE IX

---

**Les publications des “ ex ” “ Sociaux-barbares ” dans C.F.D.T. Aujourd’hui de 1973 (n° 1) à 1976 (n° 20)**


---

<b>Auteur</b>	<b>Titre de l'article</b>	<b>N° de CFDT Aujourd'hui</b>	<b>Année</b>
Daniel Mothé	Le métier de militant	1	1973
Daniel Mothé	Conditions de travail et perspectives autogestionnaires	2	1973*
Cornélius Castoriadis	Sur la hiérarchie des salaires et des revenus		
Daniel Mothé et Cornélius Castoriadis	Autogestion et hiérarchie	8	1974
Daniel Mothé	Le produit, la technologie et les conditions de travail	11	1975
Daniel Mothé	Le rapport militant/travailleurs dans l'entreprise	18	1976

\* Dans le même numéro, on trouve parmi les lectures militantes : *Les rapports de production en U.R.S.S.* de Cornélius Castoriadis, ainsi que d'ailleurs des extraits de Anton Pannekoek, Paul Mattick, *La contre-révolution bureaucratique*; dans le numéro 7 de 1974, à nouveau de Cornélius Castoriadis *L'expérience du mouvement ouvrier*; dans le numéro 8 d'Yvon Bourdet, *Pour l'autogestion* et *Clefs pour l'autogestion* d'Yvon Bourdet et Alain Guillermin.

Cependant, dans le même temps, du n° 1 (mai-juin 1973) au n° 20 (juillet-août 1976), Pierre Rosanvallon publie 15 articles dans *CFDT Aujourd'hui*. Une telle mesure de grandeur permet de comprendre les limites de la place, néanmoins bien réelle, occupée par Daniel Mothé, dans *CFDT Aujourd'hui*.

## TABLE DES MATIÈRES

**Sommaire** .....

**Introduction** .....

I.1/Définition du sujet .....

- *Des anticipations ?* .....
- *“Socialisme ou barbarie” : expérience politique ou intellectuelle ?*.....
- *Un petit groupe politique, mais une place essentielle accordée à l’activité théorique*.....

I.2 / Les méthodes de recherche.....

I.3 /Pour appréhender un groupe marxiste d’extrême gauche, des concepts importés du champ religieux ? .....

- *Leszek Kolakowski, une distinction essentielle : mouvements hérétiques et Eglise instituée ou la pureté contre l’adaptation au monde*.....
- *“Les fanatiques de l’apocalypse” de Norman Cohn : les mouvements millénaristes*.....
- *Absence de recoupement des concepts d’origine religieuse et extrême diversité des phénomènes désignés dans le champ religieu*.....
- *Les millénarismes* .....
- *Une distinction préalable dans l’ordre des phénomènes religieux de référence : messianisme et millénarisme ?*.....
- *Hétérogénéité des doctrines et distinction à opérer entre doctrines et mouvements*.....
- *La construction d’un archétype et la valeur heuristique de ce dernier :*

- l'attente millénariste* .....
- *Charisme, prophètes et prophétismes* .....
- *"Socialisme ou barbarie", revue et groupe : seulement une idéologie scientiste ?* .....
- *François Furet : chez le jeune Marx, le politique, une aliénation comme telle assimilable au religieux*.....

## **1<sup>ère</sup> partie**

### **AUX ORIGINES DE "SOCIALISME OU BARBARIE", 1946-1949 : LA CRÉATION D'UNE TENDANCE AU SEIN DU TROTSKISME**.....

#### **Présentation de la 1<sup>ère</sup> partie** .....

#### **Ch I - De l'après libération à l'entrée en guerre froide** .....

##### **I.1/ En France : la force du Parti communiste au pouvoir comme dans l'opposition après 1947**.....

- *Les gouvernements tripartites et l'incarnation de l'esprit de la Résistance*.....
- *La puissance communiste*.....
- *Des grèves extrêmement violentes*.....
- *Succès relatif, puis échecs des trotskistes* .....
- *Une discrimination à conserver : celle entre les univers religieux et politique ?*.....
- *Les marxismes : essentiellement des utopies ?*.....

##### **I.2/ Un champ intellectuel divisé, mais nettement dominé par la tentation de l' "engagement"** .....

.

- *Dans le champ intellectuel, le poids des communistes* .....
- *La percée d'Esprit et surtout des Temps modernes :  
une attirance plus ou moins critique pour le communisme*.....
- *L'évolution des Temps modernes de 1946 à 1949*.....

**I.3 / Le contexte international : de la victoire des alliés au déclenchement de la guerre froide**.....

- *L'entrée en guerre froide des intellectuels* .....

**Présentation des chapitres II et III de la 1<sup>ère</sup> partie** .....

**Ch II - La première année de parution de *Socialisme ou barbarie* : l'affirmation d'un communisme radical, archétype de millénarisme profane**.....

**II 1/ La critique du communisme réalisé et des partis communistes**.....

**II. 2/ L'évolution du capitalisme**.....

**II. 3/ Le mouvement ouvrier et la classe ouvrière** .....

**II. 4/ La troisième guerre mondiale**.....

**Ch III - Un mode de formation caractéristique de celui d'un groupe d'extrême/ "ultra"-gauche** .....

**III.1 / 1946 : la formation d'une tendance au sein du PCI trotskiste**.....

**III. 2 / D'anciens trotskistes rejoints par des bordiguistes, identité militante qui a confirmé la rupture avec le communisme et le trotskisme** .....

## 2<sup>ème</sup> partie

### LES ANNÉES D'ISOLEMENT DE "SOCIALISME OU BARBARIE" :

1950-1956.....

### Présentation de la situation du groupe entre 1950 et 1956.....

### Ch IV - 1950-1956 - L'aggravation de l'antagonisme Est/Ouest et l'isolement politique du parti communiste.....

IV.1/ Le contexte international : de la confrontation à l'esquisse d'une coexistence pacifique, ponctuée de crises.....

IV.2/ 1950-1955 - Rupture définitive des configurations politiques de l'après-guerre, retour de la droite au pouvoir et choix de Pierre Mendès France

- Les premiers drames de la décolonisation.....

IV.3/ Les gouvernements Pierre Mendès France, Edgar Faure et Guy Mollet et l'entrée en guerre d'Algérie.....

- *Le gouvernement Mendès France (juin 1954-février 1955 et les débuts du mendésisme.....*

- *la guerre d'Algérie, le ministère Edgar Faure et la préparation des élections de 1956, les dernières de la IV<sup>e</sup> République.....*

- *Les élections de 1956 et le choix de Guy Mollet et de la légitimité partisane.....*

- *Les débuts du gouvernement Guy Mollet : renouer avec une politique sociale.....*

IV. 4 / De 1950 à 1956 : Isolement du Parti communiste, mais maintien de nombre de ses points forts, malgré de réelles difficultés.....

- *La grande faiblesse de l'extrême gauche au début des années cinquante.....*



- *Les réactions à la crise hongroise dans le monde ouvrier* .....

**IV.5/ Les intellectuels entre guerre froide, émoi suscité par la crise hongroise et premières prises de position contre les méthodes coloniales** .....

- *Les communistes, beaucoup moins isolés dans le champ intellectuel que dans le champ politique jusqu'en 1956* .....

- *Les "neutralistes" ou "anti-atlantistes", le plus souvent "unitaires" et "antianticomunistes" et les nouvelles gauches*.....

- *Une exception notable : le compagnonnage de route de Jean-Paul Sartre et des Temps modernes à partir de 1952* .....

- *Les "antitotalitaires" ou "anticommunistes"* .....

- *La déstalinisation et l'entrée en crise des intellectuels communistes*.....

- *Compagnons de route et antianticomunistes face à la répression en Hongrie : un vent collectif de révolte et un éclatement du milieu* .....

- *Les "antitotalitaires", la révolution hongroise et la fin de l'ostracisme ; la coexistence pacifique et le changement de stratégie*.....

- *Les réactions encore épisodiques des intellectuels aux conflits coloniaux avant 1955-1956*.....

Présentation des chapitres V et VI de la 2<sup>ème</sup> partie.....

**Ch. V - De nombreux échecs, malgré le volontarisme et l'attachement affectif au groupe**.....

**V.1/ Absence totale de développement de "Socialisme ou barbarie", de 1949 à 1952, un faible mieux après 1953** .....

**V. 2/ Le groupe, incarnation collective des espoirs millénaristes profanes**.....

V.3/ Un attachement très affectif des militants pour leurs  
“dirigeants-théoriciens”.....

V.4/ Des terrains d’intervention relativement diversifiés et un nouvel essai  
de rompre l’isolement après 1953.....

**Ch. VI - La critique du communisme réel au nom du communisme,  
partielle malgré sa violence .....**

VI. 1/ La collaboration de Claude Lefort avec *Les Temps modernes* :  
l’expression dans le champ intellectuel d’une critique du communisme réel,  
dure mais limitée .....

VI. 2/ Claude Lefort dans *Les Temps modernes* jusqu’à la rupture :  
un “aggiornamento” philosophique.....

VI. 3/ Le rapport Krouchtchev, les crises de Pologne et de Hongrie :  
une nouvelle formulation de l’analyse du communisme réel  
dans *Socialisme ou barbarie* .....

**3<sup>ème</sup> partie**

**1956-1963 :  
DÉSENCLAVEMENT LIMITÉ DE “SOCIALISME OU BARBARIE”,  
MAIS CRISES ET QUETES D’IDENTITE.....**

**Présentation de la dernière période de “Socialisme  
ou barbarie” .....**

**CH. VII De la fin de la quatrième République aux années  
de succès de la cinquième .....**

VII.1/ La guerre d’Algérie et la fin de la IV<sup>e</sup> République .....

- *Le gouvernement Guy Mollet : la guerre à outrance et l’échec final.....*

- *Des mobilisations intellectuelles, étudiantes et politiques contre les méthodes de la guerre d'Algérie* .....

- *La chute du gouvernement Guy Mollet et les derniers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République*.....

- *La crise dite du 13 mai 1958 et le retour du Général de Gaulle à la tête du gouvernement*.....

## VII. 2/ La mise en place de la V<sup>e</sup> République.....

- *La transformation des institutions et de la configuration des forces politiques* .....

- *Une opposition de gauche au gaullisme numériquement faible mais déterminée*.....

- *Le référendum constitutionnel et les élections législative : de grands succès pour le général de Gaulle* .....

- *Recherche de solutions mais poursuite de la guerre d'Algérie : de l'intégration à l'autodétermination*.....

- *Algérie : vers l'indépendance*.....

## VII. 3/ La crise politique de 1962 : l'élection du président au suffrage universel direct et la confirmation de la république gaullienne.....

## VII. 4/ Les années de succès de la république gaullienne.....

- *Des réussites en politique intérieure, malgré inquiétudes et mécontentements* .....

- *Une politique extérieure populaire mais contestée*.....

## VII. 5/ Les tentatives de recomposition des oppositions politiques et les élections de 1965 .....

- *L'état des forces politiques après 1962* .....

- *La crise du Parti communiste : une implantation ouvrière en baisse*.....

- *De la lutte contre le fascisme à celle contre les monopoles : Waldeck-Rochet et l'ouverture*.....

- Les tentatives de recombinaison des oppositions politiques à partir de 1962 .....
- Les clubs et leur rôle dans la transformation des forces politiques.....
- La candidature de centre gauche de Gaston Defferre et son échec.....
- De "France Observateur" au "Nouvel Observateur" et évolution du PSU.....
- Les candidatures aux élections présidentielles de 1965.....
- L'élection présidentielle de 1965 .....

## **Ch VIII - Développement de "Socialisme ou barbarie", mais rupture à propos de "l'organisation" en 1958** .....

**VIII.1/ Un désenclavement certain, mais limité de "Socialisme ou barbarie" vers le champ intellectuel** .....

**VIII.2/ Croissance réelle de "Socialisme ou barbarie", mais rupture entre pères fondateurs en 1958 : aboutissement des conflits à propos de l'organisation** .....

- Croissance et structuration de "Socialisme ou barbarie" depuis 1956.....
- Le dénouement en 1958 du conflit récurrent sur l'organisation révolutionnaire .....
- Les modalités de la rupture de 1958.....

Présentation du chapitre IX de la 3<sup>ème</sup> partie.....

## **Ch IX - De 1958 à 1966 : dernière scission et critique du marxisme** .....

**IX.1/ De la perception controversée de "l'apathie de la classe ouvrière" à la critique du marxisme qui divise le groupe** .....

- *Le contexte du débat sur la fin des idéologies corrélé à la thématique des démocraties stabilisées et des sociétés industrielles* .....
- *Le conflit entre “Socialisme ou barbarie” et les sociologues qui publient dans Arguments sur le devenir de la classe ouvrière* .....
- *Vives discussions autour du “mouvement ouvrier sous le capitalisme moderne”* .....

**IX. 2/ Croissance, mais diversification des modes d'intervention, ainsi que d'implication dans le groupe; multiplication des désaccords** .....

- *Les difficultés constantes de “Socialisme ou barbarie”/“Pouvoir ouvrier en pleine croissance*.....
- *Situationnistes et courant pro-situationniste au sein de “Socialisme ou barbarie”* .....
- *Divergences d'appréciations et de comportements politique à propos de l'Algérie* .....
- *“Antiautoritaires” et sensibilité “antiautoritaire” au sein de “ Socialisme ou barbarie”* .....
- *Les contacts intellectuels du cercle Saint-Just : Retrouvailles entre Cornélius Castoriadis et Claude Lefort*.....

**IX.3/ La scission de 1963 met fin à un groupe déjà dissocié**.....

- *L'incompréhension de nombre de militants devant l'évolution de Cornélius Castoriadis* .....

**IX.4/ Le devenir de “Socialisme ou barbarie” : revue ou collectif radical ?**.....

- *“Marxisme et théorie révolutionnaire” : La critique explicite du marxisme pas Cornélius Castoriadis*.....

**IX.5/ “Socialisme ou barbarie” après “Socialisme ou barbarie” : Esprit un moment de la construction d'une image a posteriori**.....

**Conclusion**.....

**Bibliographie**.....

**Liste des tableaux** .....

**Liste des annexes** .....

**Liste des entretiens**.....

**ANNEXES**.....

**TABLE DES MATIÈRES** .....

Mots clefs.....

Keywords .....

Résumé .....

Summary.....

**Notes** .....

## Mots clefs

Histoire des idées politiques  
/et sociologie politique.

/et contextualisation politique.

Groupe/revue

Extrême/"ultra"-gauche /trotskisme

/et groupe/revue d'extrême/ "ultra"-gauche

/et mode de fonctionnement

/et répertoire d'action.

Marxisme révolutionnaire

/et intellectuels révolutionnaires

/et héritage marxiste révolutionnaire /et

rigidité théorique

/et critique du marxisme révolutionnaire /et de toute théorie  
finie appliquée au devenir de la société.

/ et millénarisme profane/"attente active".

Militantisme d'extrême/"ultra"-gauche/et sociologie contextualisée du militantisme  
d'extrême/"ultra"-gauche

/et champ politique

/et militantisme syndical.

Régimes communistes/et critique d'extrême/"ultra"-gauche des régimes  
communistes /et critique basée sur les finalités originelles.

Bureaucratie/exploitation/totalitarisme.

Critique du communisme d'opposition/buts/moyens.

/et désunion entre communistes et monde ouvrier/entre  
représentation politique et citoyens.

Génération politique/événements fondateurs.

Socialisation politique.

Réseaux militants

Réseaux intellectuels.

Basisme/actions indépendantes des partis politiques ; syndicats/auto-  
organisation /phénoménologie et procès de politisation

Actions revendicatives/ qualitatives.

Auto-crédation de la société/auto-institution/institution imaginaire/autogestion et  
imprévisibilité

Démocratie politique et auto-institution.

Cornélius Castoriadis  
 Claude Lefort  
 Daniel Mothé  
 Jean-François Lyotard.

## Keywords

History of political ideas

/and political sociology  
 /and political contextualisation

Group/journal

Extreme/"ultra"-left/Trotskyism

/group/extreme/"ultra"-left journal  
 /and type of organisation  
 /and repertory of action.

Revolutionary Marxism

/revolutionary intellectuals  
 /revolutionary Marxist heritage/and rigidity of theories  
 /criticism of revolutionary Marxism  
 /and of all closed systems of theoretical laws applied to societies.  
 /profane millenarianism/"active waiting".

Extreme/"ultra"-left militancy/and contextual sociology of extreme/"ultra"-left militancy

/and political field  
 /and trade union militancy.

Communist regimes/criticism of communist regimes by extreme/"ultra"-left

/criticism based on the original end

Bureaucracy/exploitation/totalitarianism.

Criticism of communists in opposition/aims/methods/results

Gulf between communists and the working classes /between representatives and citizens.

Political generation/founding events

Political socialisation

Militant networks

Intellectual networks.

Working class/struggles /independent of political parties, trade unions/self-organisation/phenomenology and process of politicization



Protest actions/ economic demands/struggles for structural /and self-managerial/  
change.

process of institution by society/imaginary institution  
Political democracy and process of institution by society  
Self-management and unpredictability.

Cornélius Castoriadis  
Claude Lefort  
Daniel Mothé  
Jean-François Lyotard

## RÉSUMÉ

L'identité du groupe/revue "Socialisme ou barbarie" était-elle intellectuelle ou politique ? L'analyse de la revue appuyée sur des entretiens approfondis permet de trancher au profit de la seconde hypothèse ; l'évolution ultérieure d'anciens membres devenus des intellectuels fausse pourtant l'image du collectif. Des itinéraires politiques et sociaux ont pu être établis : entité générationnelle, le groupe était atypique dans sa génération, par son rejet radical des régimes communistes que l'évolution de l'Europe centrale devait potentialiser, et du communisme d'opposition, rejet total rare dans l'extrême gauche. À cette constante s'ajoute la valeur accordée à l'auto-organisation - mais de moins en moins sous une forme "ouvriériste basiste", appuyée sur des actions et des observations engagées et sensibles à la désunion progressive entre communistes et monde ouvrier. La démarche en constante évolution conflictuelle se caractérise par l'abandon de la composante marxiste initiale.

## SUMMARY

Was the identity of the journal and the group "Socialisme ou barbarie" intellectual or political? Analysis of the review and in-depth interviews supports the second interpretation; however the subsequent intellectual itineraries of ex-members provide a contrasting vision of the group. Political and social itineraries were able to be retraced in detail: as a specific generational entity, the group was atypical within its generation by its radical rejection both of the burgeoning communist regimes of Central Europe – and of the USSR – and of communists in opposition, an attitude that was rare amongst exponents of the extreme left. In addition to this constant was the importance given to independent organisation, but the group gradually distanced itself from the simple "working man's" point of view which besides had revealed the widening gulf between communists and the working classes. The result of the group's perpetual evolution was the abandon of its original Marxist dimension.

## Notes :

### Notes de l'introduction :

---

- <sup>1</sup> Il s'agit d'un pseudonyme, écrit en italique comme les autres.
- <sup>2</sup> Jean-Marc Coudray, Claude Lefort, Edgar Morin, *Mai 1968 : la brèche, premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard, 1968, 144 p. ; *Mai 1968 : la brèche* ; suivi de *Vingt ans après*, Bruxelles, Complexe, 1988, 212 p. (Historiques).
- <sup>3</sup> Marie-France Raflin, The relationship between intellectuals and protest movements, the case of "Socialisme ou barbarie", Congrès de Psychologie politique, Oxford, 1983. 18 p.
- <sup>4</sup> Marie-France Raflin, Les manifestations de la révolte en mai 1968 : résurgence des extrêmes gauches marginalisées ou émergence d'une culture anti-autoritaire, *Révolte et société*, T II, Histoire au présent, 1989, p. 270-278.
- <sup>5</sup> Luc Boltanski, Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, 843 p. ; p 246-247.
- <sup>6</sup> Roland Biard, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, Paris, Belfond, 1978, Article : Groupe anarchiste de Nanterre, p. 172-173 ; mouvement du 22 mars, p. 242-247 ; voir aussi Jean-Pierre Duteuil, les groupes politiques d'extrême gauche à Nanterre in *Mai 68, les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Nanterre, BDIC, 1988, p. 110-115, Le mouvement du 22 mars. Entretien avec Daniel Cohn-Bendit, in *Mai 68... op. précit.*, p. 124-129 et /Daniel et Gabriel/ Cohn-Bendit, Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme, Paris, Seuil, 1968, (Coll. Combats)..
- <sup>7</sup> René Mouriaux, Un marxiste dans le siècle, préface à la réédition, Henri Lefèbvre, *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Syllapse, 1998, p. I-XX.
- <sup>8</sup> Christophe Bourseiller, *Vie et mort de Guy Debord*, Paris, Plon, 1999, 461 p. ; p. 127-129 ; voir aussi Henri Lefebvre, *Le Temps des méprises*, Paris, Stock, 1975, 251 p.
- <sup>9</sup> Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, Grasset, 1947.
- <sup>10</sup> Christophe Bourseiller, *Vie et mort de Guy Debord, op. cit.*, p. 164-170 ; voir aussi Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, 546 p. ; p. 263-268.
- <sup>11</sup> Marie-Geneviève Dezès, L'Utopie réalisée : les modèles étrangers des autogestionnaires français, in Frank Georgi (ss la direction de), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 29-54 ; p. 29 ; Frank Georgi, *L'invention de la CFDT*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1995, 651 p. ; p. 484, note 33.
- <sup>12</sup> Frank Georgi, Les "Rocardiens" : Pour une culture politique autogestionnaire, in Frank Georgi (ss la direction de), *Autogestion... op. cit.*, p. 201-219 ; p. 201.
- <sup>13</sup> Marie-France Raflin, *L'autogestion à la CFDT*, mémoire, 1971, 125 p.
- <sup>14</sup> Frank Georgi, Les "Rocardiens"..., art. cit., p. 201-203.
- <sup>15</sup> Frank Georgi, Les "Rocardiens"..., art. cit., p. 206-207 ; Hughes Portelli, *Le parti socialiste*, Paris, Montchrestien, 1998, 154 p. (2 éd), p. 54-55.
- <sup>16</sup> Odile Chenal, Michelle Laperrousaz, Marie-France Raflin, L'économie du politique dans les discours syndicaux, *Revue française de science politique*, n° 3, juin 1977, p. 442-458.
- <sup>17</sup> René Mouriaux in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, Paris, Economica, 1989, 485 p. ; p. 91.
- <sup>18</sup> Pierre Rosanvallon, *L'Âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Éd. du Seuil, 1976, 185 p. (Politique).
- <sup>19</sup> Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977.
- <sup>20</sup> Jacques Julliard, *Contre la politique professionnelle*, Paris, Seuil, 1977, 161 p. (Coll. Intervention).
- <sup>21</sup> Guy Groux in Guy Groux et René Mouriaux, *La CFDT, op. cit.*, p. 205-210.

- 
- <sup>22</sup> Pierre Grémion, Écrivains et intellectuels à Paris, *Le Débat*, n° 103, 1999, p. 1-99 ; citation p. 86 ; (en angl., l'année précédente : *French Politics and Society*, 1998, vol. 16, n° 2, p. 1-28).
- <sup>23</sup> Guy Groux in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, ch IV, 1970-1978 : La radicalisation, in *La CFDT*, *op. cit.*, 1989.
- <sup>24</sup> Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme*, Paris, Fayard, 1995, 645 p.
- <sup>25</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du parti, Le parti communiste, les intellectuels et la culture*, Paris, Fayard/Minuit, 491 p. ; p. 18.
- <sup>26</sup> Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997, 695 p.
- <sup>27</sup> Annie Cohen Solal, *Sartre, 1905-1980*, Paris, Gallimard, 1985, 728 p.
- <sup>28</sup> Annie Cohen Solal, *Sartre...*, *op. cit.*
- <sup>29</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.*, p. 18.
- <sup>30</sup> Annie Cohen Solal, *op. cit.* ; Anna Boschetti, *Sartre et "les Temps modernes"*, Paris, Minuit, 1985, 326 p. ; p. 114.
- <sup>31</sup> Richard Gombin, *Les origines du gauchisme*, Paris, Seuil, 1971, 190 p.
- <sup>32</sup> Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, 263 p.
- <sup>33</sup> Pascal Ory in Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 238.
- <sup>34</sup> Richard Gombin, *Les origines...*, *op. cit.*, "Avertissement", p. 7.
- <sup>35</sup> Rémy Rieffel, *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la Ve République. 1958-1990*, Paris, Calmann-Lévy, CNRS éd., 1993, 692 p. ; p. 468.
- <sup>36</sup> Richard Gombin, *Les origines...*, *op. cit.*, p. 40.
- <sup>37</sup> Cornélius Castoriadis, Marxisme et théorie révolutionnaire, *Socialisme ou barbarie, (S ou b)*, n° 36 à 40.
- <sup>38</sup> Marie-France Raflin, Socialisme ou barbarie, *Les Cahiers de l'IHTP*, Cahier n° 6, *Génération intellectuelle*, sous la direction de Jean-François Sirinelli, nov. 1987, p. 85-93 ; voir aussi " Socialisme ou barbarie " in Rieffel Rémy, *La tribu des clercs...*, *op. cit.*, p. 301-307.
- <sup>39</sup> Claude Lefort, *Le travail de l'œuvre, Machiavel*, Paris, Gallimard, 1972, 778 p.
- <sup>40</sup> Marie-France Raflin, Socialisme ou barbarie, *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 6, *Génération...*, art. cit., p. 90.
- <sup>41</sup> Marie-France Raflin, Socialisme ou barbarie, *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 6, *Génération...*, art. cit., p. 90.
- <sup>42</sup> Souligné par Marc Lazar à la suite d'un exposé de l'auteur dans le cadre du séminaire sur Les générations intellectuelles, dirigé à l'IHTP par Jean-François Sirinelli, 1986.
- <sup>43</sup> Sur le concept de génération, en particulier : Pierre Favre, Génération, un concept pour les sciences sociales, FNSP, 1981, dact. 19 p., Table ronde Génération et politique, Congrès de l'Association française de science politique. Voir aussi : Raoul Girardet, Du concept de génération à la notion de contemporanéité, *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1983, p. 257-270 ; Annie Kriegel, Le concept politique de génération : apogée et déclin, *Commentaire*, automne 1979, n° 7, p. 390-399 ; Jean-François Sirinelli, Le hasard ou la nécessité ? Une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels, *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1984, p. 97-108 ; Jean-François Sirinelli, Génération intellectuelle : effets d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français, *Les Cahiers de l'IHTP*, Cahier n° 6, nov. 1987, p. 5-18.
- <sup>44</sup> Jacques Julliard et Michel Winocq, *Dictionnaire des intellectuels français, les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 1996, 1258 p. ; p. 1-12.
- <sup>45</sup> Sophie Bérout, René Mouriaux, Michel Vakaloulis, *Le mouvement social en France, Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute, 1998, 222 p. ; p. 23-25 ; Georges Elia Sarfati, *Éléments d'analyse de discours*, Paris : Nathan université, 1997, 128 p. (coll. Linguistique) ; Marie-France Raflin, L'étude des idées politiques et des idéologies, *La Recherche en sciences humaines 1977-1978*, in Formes et systèmes de pensées collectives, déc. 1979, p. 108-110 ; Odile Chenal, Michelle Laperrousaz, Marie-France Raflin, L'économie du politique..., art. cit, *Revue française de science politique*, n° 3, juin 1977.

- 
- <sup>46</sup> Jacques Ion, L'évolution des formes de l'engagement public, in *L'engagement politique. Déclin ou mutation*, sous la direction de Pascal Perrineau, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 35-36 ; *La fin des militants ?* Paris, Les éditions de l'atelier, 1997, 124 p. ; p. 29-30.
- <sup>47</sup> Raymond Aron, L'avenir des religions séculières in *L'âge des empires et l'avenir de la France*, Paris, Éditions Défense de la France, 1946, 369 p. ; p. 287-318 ; *L'Opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955, 337 p. (parus d'abord dans *Liberté de l'Esprit : Messianisme et sagesse*, déc. 1950, et *Séduction du totalitarisme*, mai-juin 1952) ; deux articles de Raymond Aron ont également été publiés dans *Preuves*, à la suite des controverses suscitées par *L'Opium des intellectuels* (cf. *Mémoires*, p. 757) : *Aventures et mésaventures de la dialectique*, n° 59 et *Le fanatisme, la prudence et la foi*, n° 63 ; enfin, *Marxismes imaginaires : d'une sainte famille à l'autre*, Paris, Gallimard, 1969 ; *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris, Robert Laffont, 1977, 510 p.
- <sup>48</sup> Jacques Julliard et Michel Winock, *Le Dictionnaire des intellectuels français*, op. cit., p. 12 et 13.
- <sup>49</sup> Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, op. cit., p. 455.
- <sup>50</sup> Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, op. cit., 1955 ; réédition 1983.
- <sup>51</sup> Raymond Aron, L'avenir des religions séculières, cit., in *L'âge des empires et l'avenir de la France*; op. cit., p. 287-318.
- <sup>52</sup> Raymond Aron, L'avenir..., in *L'âge...*, op. cit., p. 287.
- <sup>53</sup> Raymond Aron, L'avenir..., in *L'âge...*, op. cit., p. 288-290.
- <sup>54</sup> Raymond Aron, L'avenir..., in *L'âge...*, op. cit., p. 317.
- <sup>55</sup> Leszek Kolakowski, L'esprit révolutionnaire, 1970, in *L'esprit révolutionnaire suivi de Marxisme : utopie et anti-utopie*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1972, 303 p. ; p. 14-15.
- <sup>56</sup> Leszek Kolakowski, L'esprit..., art. cit., in op. cit., p. 15.
- <sup>57</sup> Leszek Kolakowski, L'esprit..., art. cit., in op. cit., p. 17.
- <sup>58</sup> Leszek Kolakowski, L'esprit..., art. cit., in op. cit., p. 17.
- <sup>59</sup> Leszek Kolakowski, L'esprit..., art. cit., in op. cit., p. 10-11.
- <sup>60</sup> Leszek Kolakowski, L'esprit..., art. cit., in op. cit., p. 14.
- <sup>61</sup> Jean Séguy, Messianismes et millénarismes ou de l'attente comme catégorie de l'agir social, dans François Chazel, *Action collective et mouvements sociaux*. Paris, PUF, 1993, 267 p. ; p. 93-115.
- <sup>62</sup> Norman Rufus Colin Cohn, *The pursuit of the millenium*, London, Sickert et Warburg, 1957, trad. *Les fanatiques de l'Apocalypse*, Paris, Julliard, 1962, p. 26-27; réédition, Paris, Payot, 1983, 378 p. ; p. 24-25.
- <sup>63</sup> Jean Delumeau, *Mille ans de bonheur : Une histoire du paradis*, Paris, Fayard, 1995, 493 p. ; p. 33.
- <sup>64</sup> Norman Cohn, *Les fanatiques...*, op. cit., 1962, p. 9.
- <sup>65</sup> Norman Cohn, *Les fanatiques...*, op. cit., réédition, p. 312-313.
- <sup>66</sup> Jean Delumeau, *Mille ans...*, op. cit., p. 9.
- <sup>67</sup> Norman Cohn, *Les fanatiques...*, op. cit., réédition, p. 9.
- <sup>68</sup> Jean Delumeau, *Mille ans...*, op. cit., p. 16.
- <sup>69</sup> Jean Séguy, Messianismes et millénarismes..., dans François Chazel, *Action collective...*, art. cit., p. 48.
- <sup>70</sup> Jean Delumeau, *Mille ans...*, op. cit., p. 46 ; Henri de Lubac, *Exégèse médiévale*, Paris, Aubier 1961, III (1), p. 458 ; (Le p. Henri de) *La postérité spirituelle de Joachim de Flore*, Paris, Lethielleux ; Namur, 2 vol. 411 ; 505 p. (Culture et vérité) ; H Mottu, *La Manifestation de l'Esprit selon Joachim de Flore*, Neûchatel, Delachaux et Niestlé, 1977, 365 p. ; p. 302.
- <sup>71</sup> Norman Cohn, *Les fanatiques...*, op. cit., p. 114.
- <sup>72</sup> Norman Cohn, *Les fanatiques...*, op. cit., p. 114.
- <sup>73</sup> Norman Cohn, *Les fanatiques...*, op. cit., p. 285-306.
- <sup>74</sup> Marguerite Yourcenar, *L'œuvre au noir*, Paris, Gallimard, 1968, 339 p.
- <sup>75</sup> Friedrich Engels, *La guerre des paysans en Allemagne*, (1850, trad. fr. 1952), Paris, Éditions sociales, 1974, 196 p.

- 
- <sup>76</sup> Jean Delumeau, *Mille ans...*, *op. cit.*, p. 138-139.
- <sup>77</sup> Friedrich Engels, *Ausgewählte Reden und Schriften*, Berlin, Éd. Dietz, 1955, t. 1, p. 393.
- <sup>78</sup> Raymond Ruyer, *L'Utopie et les utopies*, Paris, PUF, 1950, rééd. 1988, 193 p ; p. 3.
- <sup>79</sup> Art. *Utopie* de l'*Encyclopédie philosophique universelle*, Paris : PUF, 1990, t 2, p. 2687.
- <sup>80</sup> Jean Delumeau, *Mille ans...*, *op. cit.*, p 298 ; Norman Cohn, *op. cit.*
- <sup>81</sup> Jean Séguy, *Messianismes et millénarismes...*, art. cit., p 94-96 ; voir aussi : Norman Cohn, *op. cit.*, réédition, 1983, p. 9-10.
- <sup>82</sup> Alain Besançon, *Les origines intellectuelles du léninisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1977 ; réédition Gallimard, 384 p. ; p. 15.
- <sup>83</sup> Jean Séguy, *Messianismes...*, art. cit., p. 110-111.
- <sup>84</sup> Jean Séguy, *Messianismes...*, art. cit., p. 115.
- <sup>85</sup> Jean Séguy, *Messianismes...*, art. cit., p. 111.
- <sup>86</sup> Georges Minois, *Histoire de l'avenir : des Prophètes à la prospective*, Paris, Fayard, 1996, 676 p.
- <sup>87</sup> Max Weber, *Le judaïsme antique*, Paris, Plon, 1970, 615 p.
- <sup>88</sup> Max Weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 142 et 143.
- <sup>89</sup> Max Weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 361.
- <sup>90</sup> Max Weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 381.
- <sup>91</sup> Max Weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 387.
- <sup>92</sup> Max Weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 424.
- <sup>93</sup> Max weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 365.
- <sup>94</sup> Max Weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 427.
- <sup>95</sup> Max Weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 435.
- <sup>96</sup> Max Weber, *Le judaïsme...*, *op. cit.*, p. 441.
- <sup>97</sup> Alain Besançon, *Les origines intellectuelles du léninisme*, *op. cit.*
- <sup>98</sup> Alain Besançon, *Les origines intellectuelles...*, *op. cit.*, p. 14.
- <sup>99</sup> Alain Besançon, *Les origines intellectuelles...*, *op. cit.*, p. 15.
- <sup>100</sup> Czeslaw Milosz, *La pensée captive*, Paris, Gallimard, 1953, Rééd. : Paris, Gallimard, 1962, traduit du polonais par A. Prudhommeaux et l'auteur. Préface de Karl Jaspers, 334 p. ; p. 15.
- <sup>101</sup> Czeslaw Milosz, *La pensée...*, *op. cit.*, p. 16.
- <sup>102</sup> Czeslaw Milosz, *La pensée...*, *op. cit.*, p. 32 et 33.
- <sup>103</sup> Czeslaw Milosz, *La pensée...*, *op. cit.*, p. 26 et 27.
- <sup>104</sup> François Furet, *Marx et la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1986, 279 p.
- <sup>105</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 38-39.
- <sup>106</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 15.
- <sup>107</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 15.
- <sup>108</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 15.
- <sup>109</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 36.
- <sup>110</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 37.
- <sup>111</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 51.
- <sup>112</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 116.
- <sup>113</sup> François Furet, *Marx...*, *op. cit.*, p. 50.

## Notes du ch. I

- <sup>114</sup> Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, *op. cit.*, p. 415 ; voir aussi Annie Kriegel, *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard, 1974, 252 p. ; p. 168.
- <sup>115</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France 1870-1986*, Paris, Masson, 1986, 393 p. ; p. 262.
- <sup>116</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, 439 p. ; p. 239.

- 
- <sup>117</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 246-247 et Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, 352 p. ; p. 279-286.
- <sup>118</sup> Antoine Prost, Les effectifs de la CGT en 1945, dans Denis Peschanski, Jean-Louis Robert (dir.), *Les ouvriers en France pendant la seconde guerre mondiale*, Paris, IHTP, 1992, p. 391-408.
- <sup>119</sup> Philippe Buton, *Les lendemains...* *op. cit.*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, 352 p. ; p. 292-293.
- <sup>120</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 413.
- <sup>121</sup> Claude Bourdet, *L'aventure incertaine, de Gaulle, la Résistance, Staline*, Paris, Stock, 1975, 478 p. ; Marc Sadoun, *Les socialistes sous l'Occupation*, Paris, PFNSP, 1982 352 p. ; Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1980, 585 p.
- <sup>122</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 416 ; voir aussi Jean-Jacques Becker, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1998.
- <sup>123</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 416 et 417.
- <sup>124</sup> Annie Kriegel, *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard, 1974, 252 p. ; p. 166-175.
- <sup>125</sup> Philippe Buton, *Les lendemains...*, *op. cit.*, ch. I à IV.
- <sup>126</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 230-238.
- <sup>127</sup> Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, Paris, Seuil, 1986, 317 p. ; p. 196.
- <sup>128</sup> Gérard Noiriel, *Les ouvriers...*, *op. cit.*, p. 196.
- <sup>129</sup> Sophie Bérout et René Mouriaux, *Cinquante ans de luttes sociales en France*, CEVIPOF, 1997, 30 f. ; p. 2-5 ; *Le souffle de décembre, le mouvement social de 1995 : continuités, singularités, portée*, Paris, Éditions Syllepse, 1997, 201 p. ; p. 8-11 ; voir aussi Monique Borrel, *Conflit du travail, changement social et politique en France depuis 1950*, Paris, L'Harmattan, 1996, 266 p. ; Robert Goetz-Girey, *Le mouvement des grèves en France. 1919-1962*, Paris, Sirey, 1963, 222 p.
- <sup>130</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, 2, Le monde entre guerre et paix*, Paris, Hatier, 1996, p. 371.
- <sup>131</sup> René Mouriaux, *Histoire du syndicalisme en France depuis 1945*, Paris, FNSP-CEVIPOF, 1993, 189 p. ; p. 46.
- <sup>132</sup> Sophie Bérout et René Mouriaux, *Le souffle...*, *op. cit.*, p. 10.
- <sup>133</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 270.
- <sup>134</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique de la France...*, *op. cit.*, p. 47.
- <sup>135</sup> Marc Foucault, 1948, *Socialisme ou barbarie, (S ou b)*, n° 1, mars-avr. 1949, p. 47-61 ; Robert Dussart, Les grèves d'août 1953, *S ou b*, n° 13, janv.-mars 1954, p. 15.
- <sup>136</sup> Henri Collet, la grève aux Assurances Générales Vie, *S ou b*, n° 7, août-sept. 1950, p. 105 ; Daniel Mothé, la bureaucratie syndicale et les ouvriers, *S ou b*, n° 13, 1954, p. 55 et 59.
- <sup>137</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 39-40.
- <sup>138</sup> Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste en France*, Paris, Éditions Syros, 1971, 287 p. ; p. 199.
- <sup>139</sup> Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste...*, *op. cit.*, p. 199.
- <sup>140</sup> Jacqueline Pluet-Despatin, *Les trotskistes et la guerre, 1940-1944*, Paris, Anthropos, 1980, 249 p. ; p 31-32 ; 245 et 247.
- <sup>141</sup> Jacques Roussel, *Les enfants du prophète, Histoire du mouvement trotskiste en France*, (Spartacus, série B, n° 44), Paris, René Lefeuvre, 1972, 111 p. ; p. 40 ; Sur l'évolution de Léon Trotsky à partir du pacte germano-soviétique et sur les analyses et pratiques des différents courants trotskistes pendant la guerre, voir aussi Daniel Bensaïd, *Les trotskysmes*, Paris, PUF, 2002, 128 p. (Que sais-je ? 3629, p. 39-55).
- <sup>142</sup> Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste...*, *op. cit.*, p. 201.
- <sup>143</sup> Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste...*, *op. cit.*, p. 201.
- <sup>144</sup> Rectification, *S ou b*, n° 1, p. 103.
- <sup>145</sup> Jacques Roussel, *Les enfants du prophète...*, *op. cit.*, p. 39 ; voir aussi les biographies des dirigeants de l'autre tendance critique de l'URSS dans *Le Dictionnaire du mouvement ouvrier*.

- <sup>146</sup> “Socialisme ou barbarie” : À la mémoire de Benjamin Péret, *S ou b*, n° 29, déc. 1959- fév. 1960, p. 91-92 et Jean-Jacques Lebel, *Parti sans laisser d’adresse*, p. 93-94 ; Benjamin Péret, *Le déshonneur des poètes*, p. 95-101.
- <sup>147</sup> “Socialisme ou barbarie”, A la mémoire de Benjamin Péret, *S ou b*, n° 29, p. 91.
- <sup>148</sup> Jacques Roussel, *Les enfants...*, *op. cit.*, p. 41.
- <sup>149</sup> Pascal Ory in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 94-105 ; 108-113.
- <sup>150</sup> Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost et Jean-Pierre Rioux, *Les Communistes français de Munich à Chateaubriant 1938-1941*, Paris, PFNSP, 1987, 439 p.
- <sup>151</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 418.
- <sup>152</sup> Sur la presse et les revues communistes ou contrôlées par le Parti communiste : Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.*, p. 179-212.
- <sup>153</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.*, p. 14-22 ; 332-360.
- <sup>154</sup> Pierre Favre, communication citée.
- <sup>155</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.*, p. 83-8.
- <sup>156</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.*, p. 85-90.
- <sup>157</sup> Jean-François Sirinelli, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 152.
- <sup>158</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 620.
- <sup>159</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 420-421 ; Voir aussi Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 242.
- <sup>160</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 421.
- <sup>161</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.*, p. 18 ; voir aussi p. 217-328.
- <sup>162</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.*, p. 379-380.
- <sup>163</sup> Jean-Yves Guérin, *Histoire intellectuelle et histoire littéraire*, Colloque sur l’Histoire des intellectuels, Centre d’histoire de l’Europe du Vingtième siècle, 16 et 17 novembre 2001.
- <sup>164</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 400.
- <sup>165</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 396.
- <sup>166</sup> Jean-François Sirinelli, in Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 148.
- <sup>167</sup> Claude-Edmonde Magny, *Essai sur les limites de la littérature*, *Les sandales d’Empédocle*, Rééd., Paris, Payot, 1967, 269 p. ; Boudry (Suisse), Éditions de la Baconnière, 1945, 290 p. Note de la première édition.
- <sup>168</sup> Ainsi Robert Campbell, *Jean-Paul Sartre ou une littérature philosophique*, Paris, P. Ardent, 1946, 291 p. ; Gilbert Varet, *L’ontologie de Sartre*, Paris, PUF, 1948, 196 p. ; Francis Jeanson, *Le problème moral et la pensée de Sartre*, Paris, Éd. du Myrte, 1947, 372 p. ; rééd. : Paris, Seuil, 1965 (suivi de Un quidam nommé Sartre), 348 p.
- <sup>169</sup> Jean-François Sirinelli, in Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 148.
- <sup>170</sup> Guillaume Hanoteau, *L’Age d’or de Saint-Germain-des-Prés*, Paris, Denoël, 1965, p 48, cité par Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.*
- <sup>171</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.* p. 174 et 175.
- <sup>172</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.* p. 80.
- <sup>173</sup> Art. non signé, *Les Lettres françaises*, n° 15, 1944, cité par : M. Contat, M. Rybalka, *Les Écrits de Sartre*, p. 97.
- <sup>174</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 425.
- <sup>175</sup> Emmanuel Mounier, Situation du personnalisme, *Esprit*, janv. 1946, extrait cité par Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit*, Paris, Seuil, 1975, 446 p. (L’Univers historique) : p. 249.
- <sup>176</sup> *Esprit*, nouvelle série, 4, décembre 1944, extrait cité in Michel Winock, *Histoire politique de la revue...*, *op. cit.*, p. 249.
- <sup>177</sup> Emmanuel Mounier, Situation du personnalisme, extrait cité in Michel Winock, *Histoire politique de la revue...*, *op. cit.*, p. 250.



- 
- <sup>178</sup> Jean Lacroix, Témoignage et efficacité, *Esprit*, déc. 1945, extrait cité in Michel Winock, *Histoire politique de la revue...*, *op. cit.*, p. 250.
- <sup>179</sup> Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit*, *op. cit.*, ; p. 247-248.
- <sup>180</sup> Michel Winock, *Histoire politique de la revue...*, *op. cit.*, p. 251.
- <sup>181</sup> Éditorial d'*Esprit*, mars 1948.
- <sup>182</sup> Michel Winock, *Histoire politique de la revue...*, *op. cit.*, p. 367-368.
- <sup>183</sup> La bonne affaire Kravchenko, *Esprit*, 1949, p. 699.
- <sup>184</sup> François Fejtő, L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale, *Esprit*, nov. 1949 ; De l'affaire Rajk à l'affaire Kostov, *Esprit*, janv. 1950 ; Michel Winock, *Histoire politique de la revue...*, *op. cit.*, p. 309-310.
- <sup>185</sup> Michel Winock, *Histoire politique de la revue...*, *op. cit.*, p. 315.
- <sup>186</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.*, p. 196.
- <sup>187</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures de la dialectique*, Paris, Gallimard, 1995, 313 p. : Préface.
- <sup>188</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.*, p. 249.
- <sup>189</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.*, p. 195.
- <sup>190</sup> François Brajus, *Le Rassemblement démocratique révolutionnaire*, Thèse, Université Paris IV, 1988.
- <sup>191</sup> Annie Cohen-Solal, *Sartre...*, *op. cit.*, p. 390-393.
- <sup>192</sup> Jacques Roussel, *Les enfants...*, *op. cit.*, p. 39.
- <sup>193</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 85.
- <sup>194</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.*, p. 251.
- <sup>195</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.*, p. 251.
- <sup>196</sup> Maurice Merleau-Ponty, Communisme et anticommunisme, *TM*, n° 34, 1948, repris dans *Signes*, Paris, Gallimard, 1960, 438 p. : Propos, La politique paranoïaque, p. 309-328.
- <sup>197</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Signes*, : La politique paranoïaque, *cit.*, p. 325.
- <sup>198</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.*, p. 279.
- <sup>199</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Signes* : La politique paranoïaque, *cit.*, p. 325.
- <sup>200</sup> Victor Serge, Pages de journal (1936-1938), *TM*, n° 44, juin 1949 ; Pages de journal (1945-1947), *TM*, n° 45, juillet 1949.
- <sup>201</sup> Roger Stéphane, Déportée en Sibérie de Margarete Buber Neuman, *TM*, n° 45, juillet 1949, Notes.
- <sup>202</sup> Pierre Milza, L'année 1947 dans les combats culturels de la guerre froide in Serge Berstein Pierre Milza (sous la direction de) *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences po, p. 411-436, extrait cité p. 418.
- <sup>203</sup> Pascal Ory, La guerre froide des intellectuels, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 157.
- <sup>204</sup> Pierre Milza, L'année 1947... in *L'année 1947*, *op. cit.*, p. 418.
- <sup>205</sup> Alfred Grosser, *Les Occidentaux, Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Paris, Fayard/Seuil, 438 p., (coll. " Points ") : p. 98.
- <sup>206</sup> François Furet, *Le passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann Lévy, 1995, 580 p. ; p. 455-456.
- <sup>207</sup> François Furet, *Le passé...*, *op. cit.*, p. 455-456.
- <sup>208</sup> Andrzej Paczkowski, Pologne, la nation ennemie ; Karel Bartosek, Europe centrale et du Sud-est in *Le livre noir du communisme*. Paris, Robert Laffont, 1997, p. 397-501 ; Bernard Michel, *Histoire de Prague*, Paris, Fayard, 1998, 448 p. ; p. 346-356.
- <sup>209</sup> Jacques Rupnik, *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque, Des origines à la prise du pouvoir*. Paris, Presses de la FNSP, 288 p. ; Bernard Michel, *Histoire de Prague*, *op. cit.*, p. 340-347. Voir aussi Hubert Ripka, *Le Coup de Prague. Une révolution préfabriquée. Souvenirs d'Hubert Ripka, Ancien ministre du Gouvernement tchécoslovaque*, Paris, Plon, 1949, 372 p.
- <sup>210</sup> Barton J. Bernstein et Allen J. Matusow, *Twentieth Century America. Recent interpretations*. New-York, Harcourt, Brace and World, 1969, IX-569 p. ; John Lewis Gaddis, The Tragedy of Cold War History, Reflections on Revisionism, *Foreign Affairs*, janvier-février 1994, p. 142-154 ; André Fontaine, *Histoire de la guerre froide. 1. De la révolution d'octobre à la guerre de Corée, 1917-1950*. Paris, Fayard/Seuil, 496 p.

- <sup>211</sup> 1983, 496 p. ; Charles Zorgbibe, *Chronologie des relations internationales depuis 1945*. Paris, PUF, 1991, 543 p. ; John Lewis Gaddis, *The long peace : inquiries into the history of the cold war*. New-York : Oxford University press, 1987, IX-332 p. ; John Lewis Gaddis, *We now know. Rethinking Cold War History*. Oxford : Clarendon press, 1997, X-425 p. ; Walter LaFeber, *America, Russia, and the Cold War*. The McGraw-Hill Companies, Inc, 1997, 8e éd., XV-408 p.
- <sup>212</sup> André Kaspi, Qui est responsable ? in *Le temps...*, *op. cit.*, p. 21.
- <sup>213</sup> André Kaspi, Qui est responsable ? in *Le temps...*, *op. cit.*, p. 24-26.
- <sup>214</sup> Voir en particulier Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 433-436.
- <sup>215</sup> Henri Claude, *Le Plan Marshall*, Paris, Éd. sociales, 1948, 229 p. ; Georges Soria, *La France deviendra-t-elle une colonie américaine ?*, Paris, Éd. du Pavillon, 1948, 216 p., cités et analysés par Ariane Chebel d'Appollonia, *Histoire politique des intellectuels en France*. t. 1, Bruxelles, Complexe, 1990, 2 vol. : 218 p., 342 p.
- <sup>216</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 435.
- <sup>217</sup> Pascal Ory, in Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.* : Duels mis en scène, p. 183-184 ; voir aussi Guillaume Malaurie, en collaboration avec Emmanuel Terrée, *L'Affaire Kravchenko*, Paris, Robert Laffont, 1982, 284 p.
- <sup>218</sup> Guillaume Malaurie, en collaboration avec Emmanuel Terrée, *L'Affaire Kravchenko*, *op. cit.*, p. 39.
- <sup>219</sup> Victor Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*, Paris, Éditions Self, 1947, 640 p.
- <sup>220</sup> Pascal Ory, in Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 184.
- <sup>221</sup> David Rousset, *L'Univers concentrationnaire*, Paris, Éditions du Pavois, 1946, 190 p.
- <sup>222</sup> Voir en particulier Théo Bernard, Gérard Rosenthal, David Rousset, *Le Procès concentrationnaire. Pour la vérité sur les camps*, Éd. du Pavois, 1951, 254 p.
- <sup>223</sup> Maurice Merleau-Ponty et Jean-Paul Sartre, Les jours de notre vie, *TM*, n° 51, 1950.
- <sup>224</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 86.
- <sup>225</sup> Jean-François Sirinelli, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France...*, *op. cit.*, Paris, p 143-154.
- <sup>226</sup> Maurice Merleau-Ponty et Jean-Paul Sartre, Les jours de notre vie, 1950, in Maurice Merleau-Ponty, *Signes*, *op. cit.*, : L'URSS et les camps, p. 330-343.

## Notes du ch. II

- <sup>227</sup> Couverture de la revue *Socialisme ou barbarie* du n° 1 au n° 40, sauf deux numéros, les 33 et 34, respectivement de 1962 et 1963, où le sous-titre devient Organe théorique de l'organisation « Pouvoir ouvrier », on y reviendra dans le ch. IX. Ce sous-titre a disparu dans la première réédition des textes de Cornélius Castoriadis, parus à partir de 1973, à l'Union générale d'édition, dans la collection 10/18, alors que la page de couverture reproduit le titre de la revue, dans une typographie par ailleurs assez fidèle : *La société bureaucratique*, 1. *Les rapports de production en Russie*, Paris, 1973, 319 p. (coll. 10/18, n° 751) ; 2. *La Révolution contre la bureaucratie*, 443 p. (coll. 10/18, n° 806) ; *L'expérience du mouvement ouvrier*, Paris, UGE, 1974, 1, *Comment lutter*, 444 p. (coll. 10/18, 825) ; 2. *Prolétariat et organisation*, 444 p. (coll. 10/18, 857) ; *Capitalisme moderne et révolution*, 1, *L'Impérialisme et la guerre*, Paris, UGE, 1979, 439 p. (10/18, 1303), 2, *Le Mouvement révolutionnaire dans le capitalisme moderne*, (10/18, 825, 317 p.) ; *Le contenu du socialisme*, 441 p. (coll. 10/18, n° 1331) ; *La Société française*, Paris, UGE, 1979, 314 p. (coll. 10/18, n° 1332) ; Castoriadis Cornélius, *La société bureaucratique*, (nouvelle édition), Paris, Christian Bourgois Éd., 1990, 491 p.
- <sup>228</sup> *Socialisme ou Barbarie*, (texte de présentation non signé), (Cornélius Castoriadis), *S ou b*, n° 1, mars-avril 1949, p. 1.
- <sup>229</sup> Résolution statutaire, *S ou b*, n° 2, p. 147.
- <sup>230</sup> Supra annexe 1, p. 1155-1156.
- <sup>231</sup> Réédition des textes de Cornélius Castoriadis dans la collection 10/18 cit.

- 
- <sup>232</sup> Présentation, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 1.
- <sup>233</sup> Socialisme ou barbarie, *Sou b*, n° 1, p. 8.
- <sup>234</sup> La vie de notre groupe, *Sou b*, n° 5/6, mars-avril 1950, p. 138-139.
- <sup>235</sup> Présentation, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 1.
- <sup>236</sup> Présentation, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 2.
- <sup>237</sup> Présentation, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 5-6.
- <sup>238</sup> Présentation, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 1.
- <sup>239</sup> Socialisme ou barbarie, *Sou b*, n° 1, p. 28.
- <sup>240</sup> Présentation, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 2.
- <sup>241</sup> Le Parti révolutionnaire (Résolution), *Sou b*, n° 2, p. 103-104.
- <sup>242</sup> Présentation, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 3-4.
- <sup>243</sup> Tableau III, Notes et documents sur l'URSS et les démocraties populaires dans *Socialisme ou barbarie*, infra ch. VI p. 511.
- <sup>244</sup> Léon Trotsky, Le programme de transition, L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédigé en 1938, brochure, 1946.
- <sup>245</sup> Léon Trotsky, *op. cit.*, p 30-32 ; rééd., classique "Rouge", n° 5, Paris, François Maspero, 1970, p. 50-52.
- <sup>246</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste et le fascisme, *Les Temps modernes*, n° 2, nov. 1945, Exposé, p. 357-362.
- <sup>247</sup> *Sou b*, n° 1, mars-avril 1949, p. 1-2.
- <sup>248</sup> Jacques Roussel, *Les enfants du prophète...*, *op. cit.*, p. 21.
- <sup>249</sup> Jacques Roussel, *Les enfants du prophète...*, *op. cit.*, p. 71.
- <sup>250</sup> Tableau VI, Les publications de Claude Lefort dans *Les Temps modernes*, infra ch VI, II<sup>e</sup> partie.
- <sup>251</sup> *Peregrinus*, Les Kolkhoz pendant la guerre, *Sou b*, n° 4, 1949, p. 3-18.
- <sup>252</sup> Pierre Chaulieu, (Cornélius Castoriadis), Les rapports de production en Russie, *Sou b*, n° 2, 1949, p. 1-66 ; L'exploitation des paysans sous le capitalisme bureaucratique, *Sou b*, n° 4, 1949, p. 19-44.
- <sup>253</sup> Pierre Chaulieu, Les rapports de production en Russie, *Sou b*, n° 2, p. 40.
- <sup>254</sup> Hermann Görter, *Réponse à Lénine sur La maladie infantile du communisme* ; Paris, Librairie ouvrière, 1930, 112 p. (Texte de 1920, Préface de 1930).
- <sup>255</sup> Pierre Chaulieu, (Cornélius Castoriadis), Les rapports de production en Russie, article précité, *Sou b*, n° 2, p. 42 ; non signé, réédition, 1973, p. 253-254.
- <sup>256</sup> Socialisme ou Barbarie, (Cornélius Castoriadis), *Sou b*, n° 1, p. 37.
- <sup>257</sup> Socialisme ou Barbarie, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 11.
- <sup>258</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 220-221.
- <sup>259</sup> Marc Foucault, 1948 *Sou b*, n° 1, p. 59 et 60.
- <sup>260</sup> Marc Foucault, 1948, *Sou b*, n° 1, p. 60.
- <sup>261</sup> Socialisme ou barbarie, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 23.
- <sup>262</sup> Socialisme ou barbarie, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 23-24.
- <sup>263</sup> Socialisme ou barbarie, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 13.
- <sup>264</sup> Socialisme ou barbarie, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 15.
- <sup>265</sup> Socialisme ou barbarie, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 16.
- <sup>266</sup> Socialisme ou barbarie, art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 18.
- <sup>267</sup> Pierre Chaulieu, La consolidation..., art. cit., *Sou b* n° 3, p. 40.
- <sup>268</sup> Pierre Chaulieu, La consolidation..., art. cit., *Sou b* n° 3, p. 40.
- <sup>269</sup> Socialisme ou barbarie, (Cornélius Castoriadis), *Sou b*, n° 1, p. 20.
- <sup>270</sup> Socialisme ou barbarie, (Cornélius Castoriadis), art. cit., *Sou b*, n° 1, p. 20 et 21.
- <sup>271</sup> La situation internationale, note non signée, *Sou b*, n° 2, p. 4.
- <sup>272</sup> Socialisme ou barbarie, *Sou b*, n° 1, p. 24-26.
- <sup>273</sup> Socialisme ou barbarie, *Sou b*, n° 1, p. 38-39.
- <sup>274</sup> Socialisme ou barbarie, *Sou b*, n° 1, p. 39.

- 
- <sup>275</sup> Socialisme ou barbarie, *Sou b*, n° 1, p. 23.
- <sup>276</sup> Pierre Chaulieu, (Cornélius Castoriadis), la consolidation..., art. cit., *Sou b*, n° 3, p. 39.
- <sup>277</sup> Philippe Guillaume, La guerre et notre époque, *Sou b*, n° 3, p. 2.
- <sup>278</sup> Philippe Guillaume, La guerre et notre époque, *Sou b*, n° 3, p. 2.
- <sup>279</sup> Roger Bertin, Défaitisme révolutionnaire et défaitisme stalinien, *Sou b*, n° 2, p. 112-115.
- <sup>280</sup> Pierre Chaulieu, La consolidation..., art. cit., *Sou b* n° 3, p. 66 et 67.
- <sup>281</sup> La guerre et la perspective révolutionnaire, non signé, *Sou b*, n° 9, avril-mai 1952, p. 13.
- <sup>282</sup> La guerre..., art. cit., *Sou b*, n° 9, p. 7.
- <sup>283</sup> La guerre..., art. cit., *Sou b*, n° 9, p. 1 et 2.
- <sup>284</sup> La guerre..., art. cit., *Sou b*, n° 9, p. 9 et 10.
- <sup>285</sup> La guerre..., art. cit., *Sou b*, n° 9, p. 3.
- <sup>286</sup> La guerre..., art. cit., *Sou b*, n° 9, p. 5.
- <sup>287</sup> Robert Dussart, Les grèves d'août 1953, *Sou b*, n° 13, janv.-mars 1954, p. 14 et 19.
- <sup>288</sup> Pierre Chaulieu, (Cornélius Castoriadis), Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat, *Sou b*, n° 14, avr.-juin 1954, p. 6-7.
- <sup>289</sup> Pierre Chaulieu, (Cornélius Castoriadis), Sur la dynamique du capitalisme, *Sou b*, n° 12, août-sept. 1953, p. 5.
- <sup>290</sup> Pierre Chaulieu, Sur la dynamique..., art. cit., p. 5.
- <sup>291</sup> Pierre Chaulieu, Sur la dynamique..., art. cit., p. 5.
- <sup>292</sup> Pierre Chaulieu, Sur la dynamique..., art. cit., p. 5.
- <sup>293</sup> Éditorial/programme non signé, Bilan, perspectives, tâches, *Sou b*, n° 21, mars-mai 1957, p. 1-4.

### Notes du ch. III

- <sup>294</sup> Le parti révolutionnaire, *Socialisme ou Barbarie*, (*Sou b*), n° 2, p. 99.
- <sup>295</sup> Article de présentation, sans titre, *Sou b* n° 1, p. 1-6. Ce texte non signé a été repris dans la réédition des textes de Cornélius Castoriadis à l'Union générale d'éditions.
- <sup>296</sup> Lettre ouverte aux militants du PCI et de la "IV<sup>e</sup> Internationale", *Sou b*, n° 1, p. 90-101.
- <sup>297</sup> Lettre ouverte aux militants du PCI et de la "IV<sup>e</sup> Internationale", *Sou b*, n° 1, p. 92.
- <sup>298</sup> Lettre ouverte aux militants du PCI et de la "IV<sup>e</sup> Internationale", *Sou b*, n° 1, p. 92.
- <sup>299</sup> Entretien avec Pétro, Georges Petit.
- <sup>300</sup> Claude Lefort, La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire, *TM*, n° 39, p. 46-69.
- <sup>301</sup> Chaulieu, Marc, Seurel, Valois, Rectification, *Sou b*, n° 1, p. 102-104 ; Pierre Chaulieu, Cornélius Castoriadis, Les bouches inutiles, *Sou b*, n° 1, p. 104-111.
- <sup>302</sup> Cité par Thomas Morinière, *Claude Lefort et Benno Sarel, entre « Sou b » et les « TM », 1945-1953*, 2001, 188 f, p. 58.
- <sup>303</sup> Chaulieu, Marc, Seurel, Valois, Rectification, p. 101.
- <sup>304</sup> Jean Rabaut, *Tout est possible*, Paris, Denoël-Gonthier, 1974, 415 p. ; 365-374 ; Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste en France*, Paris, Syros, 1972, 287 p. ; p. 199.
- <sup>305</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>306</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>307</sup> Aurélien Moreau, Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>308</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>309</sup> Aurélien Moreau, inédit, Le trotskysme : une culture politique de rupture, p. 5.
- <sup>310</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>311</sup> Aurélien Moreau, texte cité, Le trotskysme..., p. 6.
- <sup>312</sup> Claude Lefort, Pascal, *Socialisme ou barbarie*, n° 9, avr.-mai 1949, p. 30.
- <sup>313</sup> Entretien avec Claude Lefort.

- 
- <sup>314</sup> Jean-François Sirinelli, Les Normaliens de la rue d'Ulm après 1945 : une génération communiste ?, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 23, n° 4, oct.-déc. 1986, p. 579.
- <sup>315</sup> Entretien avec Cornélius Castoriadis.
- <sup>316</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>317</sup> Jean Rabaut, *Tout...*, *op. cit.*, p. 371.
- <sup>318</sup> Yvan Craipeau, *La libération confisquée*, Paris, Savelli/Syros, 1978, 207 p. ; p. 11.
- <sup>319</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>320</sup> Cornélius Castoriadis, entretien cité de Cornélius Castoriadis, *APL Basse Normandie*, 26 janvier 1974, p. 2.
- <sup>321</sup> Rectification, *Sou b*, n° 1, p. 102-104.
- <sup>322</sup> Philippe Gottraux, *Socialisme ou barbarie : du militantisme au désengagement*, Thèse de la faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, 1995, p. 20.
- <sup>323</sup> Entretien avec *Petro* ; Georges Petit, membre du groupe et ancien trotskiste ; employé à l'époque.
- <sup>324</sup> Entretien avec *Gaspard*, *Raymond Bourd*, notes d'après entretien.
- <sup>325</sup> Rectification, *Sou b*, n° 1, p. 103.
- <sup>326</sup> Le Parti révolutionnaire (Résolution), *Sou b*, n° 2, p. 104.
- <sup>327</sup> Entretien cité de Cornélius Castoriadis, *APL Basse Normandie*, p. 2.
- <sup>328</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>329</sup> Entretien avec Claude Lefort, *L'Anti-Mythe*, n° 14, nov. 1975, p. 3.
- <sup>330</sup> *Agis Stinas, Mémoires. Un révolutionnaire dans la Grèce du XX<sup>e</sup> siècle*, La Brèche-PEC, 1990, 369 p. ; p. 22. Ce livre m'a été indiqué par Aurélien Moreau.
- <sup>331</sup> *Agis Stinas, Mémoires, op. cit.*, p. 271.
- <sup>332</sup> *Agis Stinas, Mémoires, op. cit.*, p. 21-22.
- <sup>333</sup> *Agis Stinas, Mémoires, op. cit.*, p. 189.
- <sup>334</sup> Cornélius Castoriadis, Un monde à venir, Propos recueillis par Olivier Morel (republique-des-lettres.com), juin 1994 ; ce document m'a été transmis par Aurélien Moreau.
- <sup>335</sup> Cornélius Castoriadis, entretien cité, 1994.
- <sup>336</sup> Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, 1975, couverture.
- <sup>337</sup> Cornélius Castoriadis, entretien cité, 1994.
- <sup>338</sup> *Agis Stinas, Mémoires, op. cit.*, p. 289.
- <sup>339</sup> Cornélius Castoriadis, entretien cité, 1994.
- <sup>340</sup> Notamment, la situation internationale, *Sou b*, n° 2, mai-juin 1949, p. 111 ; *Sou b*, n° 4, oct.-nov. 1949, p. 72-73.
- <sup>341</sup> *Agis Stinas, Mémoires, op. cit.*, p. 270.
- <sup>342</sup> Claude Lefort, L'image du corps et le totalitarisme, *Confrontations*, 1979, repris in *L'invention démocratique*, p. 159-176.
- <sup>343</sup> Louis Ménard, *Les Jacobins noirs : Toussaint-Louverture et la révolution de Saint-Domingue* par CLR James, note, *TM*, n° 52, fév. 1950 et " Lettre de CLR James : Correspondance, *TM*, n° 56, juin 1950.
- <sup>344</sup> Pour les pseudonymes trotskistes, voir en particulier *Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale*, Documents réunis par Rodolphe Prager, introduction Michel Lequenne et Rodolphe Prager, Préface de Pierre Frank, Paris, La Brèche-PEC, 1988.
- <sup>345</sup> Raya Dunayevskaya, Bureaucratie et capitalisme d'État, *Arguments*, n° 17, 1<sup>er</sup> trim. 1960, p. 45-47.
- <sup>346</sup> *Barjot*, pseudonyme interne de Cornélius Castoriadis, Pour une nouvelle orientation, Fonds *Socialisme ou barbarie*, IMEC, A1-04-01.
- <sup>347</sup> Lettre de Natalia Sedova Trotsky au Comité exécutif de la IV<sup>e</sup> internationale, Mexico, 9 mai 1951, in Jacques Roussel, *Les enfants du prophète, op. cit.*, p. 101.
- <sup>348</sup> Lettre de Natalia Sedova Trotsky au Comité exécutif de la IV<sup>e</sup> internationale, cit., in Jacques Roussel, *op. cit.*, p. 100.

- 
- <sup>349</sup> Natalia Sedova Trotsky, Benjamin Péret, *Georges Munis*, Lettre ouverte au PCI, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, in *Les congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale*, 1988, (manifestes, thèses, résolutions) 3. *Bouleversements et thèses de l'après-guerre (1946-1950)*, Documents réunis par Rodolphe Prager, introduction Michel Lequenne et Rodolphe Prager, Préface de Pierre Frank, Paris, La Brèche-PEC, 1988, p. 133-136.
- <sup>350</sup> L'URSS et le stalinisme mondial par la tendance *Chaulieu-Montal*, congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1948, in *Les Congrès de la IV<sup>e</sup>...*, *op. cit.*, p. 211-221 ; voir aussi texte de 1946 de la « tendance » *Chaulieu-Montal*.
- <sup>351</sup> *Barois, Marcoux*, L'URSS et le stalinisme, in *Les Congrès de la IV<sup>e</sup>...*, *op. cit.*, 1948, p. 206-208.
- <sup>352</sup> Entretien avec *Péto*, Georges Petit.
- <sup>353</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>354</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>355</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>356</sup> Lettre ouverte aux militants du PCI et de la "IV<sup>e</sup> Internationale", *Sou b*, n° 1, p. 91.
- <sup>357</sup> Roland Biard, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, *op. cit.*, p. 266-270 : PCI ; 309-310: Parti socialiste unitaire et 335-336 : Rassemblement démocratique révolutionnaire.
- <sup>358</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>359</sup> Claude Lefort, Pascal, *Socialisme ou barbarie*, (*Sou b*), n° 9, avr.-mai 1949, p. 3.
- <sup>360</sup> Thomas Morinière, *Claude Lefort et Benno Sarel, entre « Sou b » et les « TM », 1945-1953.*, mém. cit, p. 55.
- <sup>361</sup> *Claude Montal*, Claude Lefort, La question de l'organisation révolutionnaire et du fonctionnement du groupe : contribution à la discussion, 11 pages, Fonds Jean-François Lyotard, p. 2-3.
- <sup>362</sup> Entretien avec *Péto*, Georges Petit, également *Michel* dans le groupe.
- <sup>363</sup> Rémy Rieffel, *La tribu des clercs. Les intellectuels. sous la V<sup>e</sup> République*, *op. cit.*, p. 108.
- <sup>364</sup> Rémy Rieffel, *La tribu...*, *op. cit.*, p. 108.
- <sup>365</sup> Philippe Gottraux, *Socialisme ou barbarie : du militantisme au désengagement*, *op. cit.*, p. 41.
- <sup>366</sup> Claude Lefort, Pascal, *Sou b*, n° 9, avr.-mai 1949, p. 31.
- <sup>367</sup> Entretien avec Cornélius Castoriadis, Agora internationale, Paris.
- <sup>368</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>369</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>370</sup> Claude Lefort, Pascal, *Sou b*, n° 9, avr.-mai 1949, p. 30-31.
- <sup>371</sup> Georges Lapassade, *L'autobiographe, brouillon*, Paris-Gembloux, Éd. Duculot, 1978, 189 p. ; p. 186.
- <sup>372</sup> Entretien avec *Péto*, Georges Petit.
- <sup>373</sup> Entretien avec *Véga*, *Maille*.
- <sup>374</sup> Aurélien Moreau, *Intellectuels révolutionnaires en guerre d'Algérie : "Socialisme ou barbarie"*, mémoire de maîtrise, ss la direction de Mme Brigitte Waché, Histoire contemporaine, Université du Maine, 1998-1999, p. 18.
- <sup>375</sup> Entretien avec *Véga*.
- <sup>376</sup> Pascal Ory, *Les collaborateurs 1940-1945*, Paris, Seuil, 1976, 316 p.
- <sup>377</sup> Entretien avec *Garros* et son épouse Louise.
- <sup>378</sup> *Guillaume*, Lettre de démission, *BI*, n° 26, juin-juill. 1961.
- <sup>379</sup> Entretien avec *René Neuvil*.
- <sup>380</sup> La vie de notre groupe, *Sou b*, n° 2, mai-juin 1949, p. 88-92.
- <sup>381</sup> Lettre de François Langlet.
- <sup>382</sup> *Bergeron*, *Internationalisme*, sept. 1946, n° 13.
- <sup>383</sup> *Bergeron*, art. cit., *Internationalisme*, sept. 1946, n° 13.
- <sup>384</sup> *Bergeron*, art. cit., *Internationalisme*, sept. 1946, n° 13.
- <sup>385</sup> *Internationalisme*, sept. 1946, n° 13.
- <sup>386</sup> Entretien avec *Garros*.
- <sup>387</sup> Entretien avec Daniel Mothé, *Anti-Mythes*, n° 18, juin 1976, p. 4.

- 
- 388 Entretien avec Daniel Mothé.
- 389 Entretien avec *Garros*.
- 390 Entretien avec *Véga*.
- 391 *Raymond Bourt*, Renault lance à nouveau le mouvement de grève, *Sou b*, n° 5-6, mars-avril 1950.
- 392 Entretien avec *Gaspard*, *Raymond Bourt*, *Raymond Hirzel*.
- 393 La vie de notre groupe, *Sou b*, n° 4 oct.-nov. 1949, p. 64.
- 394 La vie de notre groupe, *Sou b*, n° 3, mai-juin 1949, p. 88-92.
- 395 La vie..., art. cit., *Sou b*, n° 3, juill.-août 1949, p. 91.
- 396 La vie..., art. cit., *Sou b*, n° 3, juill.-août 1949, p. 91.
- 397 La vie..., art. cit., *Sou b*, n° 3, juill.-août 1949, p. 89.
- 398 La vie..., art. cit., *Sou b*, n° 3, juill.-août 1949, p. 91-92.
- 399 Déclaration politique rédigée en vue de l'unification avec le Groupe " Socialisme ou barbarie ", *Sou b*, n° 7, août-sept. 1950, p. 82-94.
- 400 Roland Biard, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, op. cit., 1978 ; Jean Rabaut, op. cit., p. 77.
- 401 Entretien avec *Véga*.
- 402 Entretien avec *Garros* et Louise.
- 403 Entretiens avec *Véga*, principalement, mais également *Gaspard*, *Garros* et Daniel Mothé.
- 404 Entretien avec *Gaspard*.
- 405 Entretien avec Daniel Mothé.
- 406 Entretien avec *Gaspard*.
- 407 Entretien avec *Garros*.
- 408 Entretien avec l'épouse de *Garros*, Louise.
- 409 Entretien avec *Garros*.
- 410 Entretien avec *Garros*.
- 411 Guy Michelat, Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques et Éditions sociales, 1977, 498 p. ; p 167-168.
- 412 Entretien avec Daniel Mothé, *Anti-Mythes*, n° 18, juin 1976, p. 2.
- 413 Entretien avec *Gaspard*.
- 414 Entretien avec Daniel Mothé, *Anti-Mythes*, n° 18, juin 1976, p. 2.
- 415 Entretien avec *Péto*, Georges Petit.
- 416 Entretien avec *René Neuvil*.
- 417 Entretien avec *René Neuvil*.
- 418 Entretien avec *Garros*.
- 419 Entretien avec *Garros*.
- 420 Entretien avec *Garros*.
- 421 Entretien avec *Véga*.
- 422 Entretien avec *Garros*.
- 423 Entretien avec *Gaspard*.
- 424 Précision de Roger Bossière, conversation téléphonique.
- 425 Entretien avec *Gaspard*.
- 426 Entretien avec *Gaspard*.
- 427 Entretien avec Daniel Mothé, *Anti-Mythes*, n° 18, juin 1976, p. 1.
- 428 Bibliographie des documents RK-CR ("Ultra-gauche"), *Les Cahiers du CERMTRI* (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes), n° 10, p. 1-9 ; p. 5.
- 429 Entretien avec Christa Scheuer, veuve de l'un des militants des RKÖ, devenus RKD : Georg Scheuer, Autrichien.
- 430 Bibliographie des documents RK-CR ("Ultra-gauche", *Les Cahiers du CERMTRI*, n° 10, cahier cité, p.3.
- 431 Bibliographie des documents RK-CR ("Ultra-gauche", *Les Cahiers du CERMTRI*, n° 10, cahier cité, p. 4.

- 
- 432 Entretien avec Christa Scheuer.
- 433 Entretien avec Daniel Mothé, *Anti-Mythes*, n° 18, juin 1976, p. 1.
- 434 Entretien avec Garros.
- 435 Entretien avec Garros.
- 436 Entretien avec Garros.
- 437 Entretien avec Gaspard.
- 438 Lettre de Raymond Bossière.
- 439 Jean Rabaut, *Tout...*, *op. cit.*, p. 361.
- 440 Discussion sur le problème du parti révolutionnaire, *S ou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 10.
- 441 Entretien avec Véga.
- 442 Entretien avec Gaspard.
- 443 Entretien avec Gaspard.
- 444 Jean Rabaut, *Tout...*, *op. cit.*, p. 27.
- 445 Jean Rabaut, *Tout...*, *op. cit.*, p. 116 ; entretien de Gaston Dasvout, cité par l'auteur.
- 446 Jean Rabaut, *Tout...*, *op. cit.*, p. 116-117.
- 447 Lucien Laugier, *Textes I, Les deux crises du PCI, Matériaux pour une histoire de la gauche italienne, Textes rassemblés, annotés et présentés par François Langlet*, À compte d'auteur, Orsay 2001.
- 448 Jean Rabaut, *Tout...*, *op. cit.*, p. 374.
- 449 Entretien avec Garros.
- 450 Entretien avec Gaspard.
- 451 Entretien avec Garros.
- 452 Entretien avec Daniel Mothé.
- 453 Entretien avec Pétro.
- 454 Entretien avec Garros.
- 455 Entretien avec Véga.
- 456 Entretien avec Garros.
- 457 Entretien avec Gaspard.
- 458 Entretien avec Daniel Mothé.
- 459 Entretien avec René Neuvil.
- 460 Entretien avec Véga.
- 461 Entretien avec René Neuvil.
- 462 Entretien avec Véga.
- 463 Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique, 1 Les rapports de production en Russie*, *op. cit.*, 1973, Introduction, oct.-nov. 1972, p. 11-61.
- 464 Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique, 1 Les rapports de production en Russie*, *op. cit.*, Introduction, p. 12 et 13.
- 465 Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique*, (nouvelle édition), Paris, Christian Bourgois Éd., 1990, Introduction identique à celle de la première édition, p. 20-56.
- 466 Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique*, (nouvelle édition), *op. cit.*, Préface à l'édition de 1990, p. 7-14.
- 467 Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique*, (nouvelle édition), *op. cit.*, Avertissement, p. 17-18.
- 468 Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique*, (nouvelle édition), *op. cit.*, Avertissement, p. 18.
- 469 Cornélius Castoriadis, *op. cit.*, p. 13.
- 470 Christophe Chiclet, *Les communistes grecs dans la guerre*, Paris, L'Harmattan, 1987, 327 p. (version remaniée et abrégée de sa thèse : le parti communiste de Grèce de 1941 à 1949, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Études politiques, Dir. Pierre Milza, IEP Paris), p. 102.
- 471 Irène Lagani, Les Communistes des Balkans et la guerre civile grecque, *Communisme*, 1986, n° 9, p. 60-78.



- <sup>472</sup> Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, Le Komintern à l'action, in Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkowski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin, *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, Paris, 1997, p. 357-363. Voir aussi : Christophe Chiclet, *Les Communistes grecs dans la guerre...*, *op. cit.*,
- <sup>473</sup> Entretien avec René Neuville.
- <sup>474</sup> Entretien avec René Neuville.
- <sup>475</sup> Entretien avec Pétro.
- <sup>476</sup> Entretien avec Pétro.
- <sup>477</sup> Jean-François Sirinelli, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France...*, *op. cit.*, p. 143-154.
- <sup>478</sup> Entretien avec René Neuville.

### Notes du ch. IV :

- <sup>479</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 299 et 305.
- <sup>480</sup> Jean-Pierre Rioux, *op. cit. 1. L'ardeur et la nécessité*, Paris, Éditions du Seuil, 1980, 309 p. ; p. 163.
- <sup>481</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 306 et 307. Voir aussi Jean-Pierre Rioux, *op. cit.*, p. 192.
- <sup>482</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 306 et 307.
- <sup>483</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, 2.*, *op. cit.*, p. 165.
- <sup>484</sup> André Fontaine, *Histoire de la guerre froide, 2. De la guerre de Corée à la eeeeeeeeeeeeeeeecrise des alliances. 1950-1963*, Paris, Fayard, 1967, rééd. 1983, 564 p. ; p. 37-38.
- <sup>485</sup> André Fontaine, *Histoire de la guerre froide, 2 De la guerre...*, *op. cit.*, p. 80.
- <sup>486</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 167.
- <sup>487</sup> Tableau II, p. 482.
- <sup>488</sup> La situation internationale, note non signée, *S ou b*, n° 2, mai-juin 1949, p. 110.
- <sup>489</sup> La situation internationale, note non signée, *S ou b*, n° 8, janv.-fév. 1952, p. 74.
- <sup>490</sup> La situation internationale : vue d'ensemble sur les événements, *S ou b*, n° 4, non signé, p. 74.
- <sup>491</sup> Aurélien Moreau, *Intellectuels révolutionnaires en guerre d'Algérie : " Socialisme ou barbarie "*, *op. cit.*, p. 9.
- <sup>492</sup> Anne de Tinguy, *US-Soviet relations during the Detente*, East Europeans monographs, Boulder, distrib. by Columbia University press, New York, 1999, 165 p.; p. 12-13.
- <sup>493</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, op. cit., 2*, p. 242.
- <sup>494</sup> Charles Zorgbibe, *Chronologie des relations internationales*, Paris, PUF, 1991, 543 p. ; p. 97-98.
- <sup>495</sup> Peter Kende, Epilogue, in François Fejtö, *La tragédie hongroise*, Paris, Pierre Horay, 1996, 355 p. ; p. 345.
- <sup>496</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Le réveil des somnambules, Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*. (titre du tome 2 de l'ouvrage qu'elle a consacré aux intellectuels communistes), *op. cit.* Paris, Fayard/Minuit, 491 p.
- <sup>497</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique de la France depuis 1945*, *op. cit.*, p. 11.
- <sup>498</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique de la France...*, *op. cit.*, p. 53 et 54.
- <sup>499</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique de la France...*, *op. cit.*, p. 54.
- <sup>500</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France...*, 2. *L'expansion et l'impuissance*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, 302 p. ; p. 43.
- <sup>501</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France...*, *op. cit.*, p. 29-30.
- <sup>502</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 304.
- <sup>503</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France...*, *op. cit.*, p. 29-30.
- <sup>504</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France...*, *op. cit.*, p. 30.
- <sup>505</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.* p. 298.
- <sup>506</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France...*, *op. cit. 1. L'ardeur et la nécessité*, *op. cit.*, p. 207.

- 
- <sup>507</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 313.
- <sup>508</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 312.
- <sup>509</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 312.
- <sup>510</sup> Eliane Tourniaire, L'Express et le phénomène mendésiste (1953-1956), *Pierre Mendès France et le mendésisme*, *op. cit.*, p. 195-206.
- <sup>511</sup> Charles-Robert Ageron, Aux origines de la Toussaint 1954, in *La France en guerre d'Algérie*, Nanterre, BDIC, 1992, p. 20-29.
- <sup>512</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XXe siècle*, *op. cit.*, 2, p. 311-312.
- <sup>513</sup> René Girault, La France dans les rapports Est-Ouest au temps de Pierre Mendès France, in (ss la direction de) François Bédarida et Jean-Pierre Rioux, *Pierre Mendès France et le mendésisme*, Paris, Fayard, 1985, p. 251-260 ; p. 255.
- <sup>514</sup> Marie-France Toinet, Pierre Mendès France et Georges Boris, in (ss la direction de) Michel Margairaz, *Pierre Mendès France et l'économie, Pensée et action*, Paris, Éd. Odile Jacob, 1989, p. 37-55.
- <sup>515</sup> Richard Kuisel, Pierre Mendès France et l'économie, une volonté de modernité in *Pierre Mendès-France et le mendésisme*, *op. cit.*, p. 369-381 ; voir aussi *Pierre Mendès France et l'économie, Pensée et action*, *op. cit.*
- <sup>516</sup> Olivier Feiertag, Pierre Mendès France, acteur et *témoin* de la planification française, 1943-1962, in *Pierre Mendès France et l'économie*, *op. cit.*, p. 391-393.
- <sup>517</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XXe siècle*, *op. cit.*, 2, p. 315-316.
- <sup>518</sup> Jean-Pierre Rioux, Introduction A la recherche du mendésisme à la partie consacrée au "mendésisme", in *Pierre Mendès-France et le mendésisme*, *op. cit.*, p. 459-471.
- <sup>519</sup> Jean-Pierre Rioux, Introduction A la recherche du mendésisme à la partie consacrée au "mendésisme", in *Pierre Mendès-France et le mendésisme*, *op. cit.*, p. 459-471 ; Paul Vignaux, Mendésismes des "travailleurs chrétiens", *Pouvoirs*, n° 27, 1983, p. 79-86 ; René Mouriaux et Annie Collovald, Les conceptions syndicales de Pierre Mendès France et ses relations avec les syndicats ouvriers, in *Pierre Mendès France et l'économie*, *op. cit.*, p. 277-316.
- <sup>520</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France...*, *op. cit.*, 2. *L'expansion...*, p. 82.
- <sup>521</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XXe siècle*, *op. cit.*, 2, p. 314.
- <sup>522</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France...*, *op. cit.*, 1 *L'ardeur...*, p. 84-85.
- <sup>523</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France... 2. L'Expansion...*, *op. cit.* p. 91.
- <sup>524</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XXe siècle*, *op. cit.*, 2, p. 315.
- <sup>525</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XXe siècle*, *op. cit.*, 2, p. 317.
- <sup>526</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 300.
- <sup>527</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XXe siècle*, *op. cit.*, 2, p. 319.
- <sup>528</sup> Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste, Les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, 1990, 471 p. ; p. 149-150 ; voir aussi Jacques Vaudiaux, *Le progressisme en France sous la IVe République, les hommes, l'organisation, les élections*, Paris, Éd. Cujas, 1968, 263 p. ; p. 49-51.
- <sup>529</sup> Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, *op. cit.*, p. 144-148.
- <sup>530</sup> André Mandouze, Des chrétiens prennent position, in *Les chrétiens et la politique*, Paris, Éd. du Temps présent, 1948, cité par Jean-François Kesler, *op. cit.*, p. 135.
- <sup>531</sup> Jean-François Kesler, *op. cit.*, p. 137.
- <sup>532</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 261.
- <sup>533</sup> Philippe Buton, Les effectifs du Parti communiste français, *Communisme*, n° 7, 1985 et Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent*, *op. cit.*, p. 270.
- <sup>534</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 261.
- <sup>535</sup> Michel Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide, La manifestation Ridgway*, Paris, L'Harmattan, 1992, 175 p. ; p. 37-38.
- <sup>536</sup> Léo Hamon, *Les nouveaux comportements de la classe ouvrière* (ss la direction de), Paris, PUF, 1962, 254 p. ; p. 14.
- <sup>537</sup> Michel Pigenet, *Au cœur...*, *op. cit.*, p. 39-41.

- 
- <sup>538</sup> Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *La CGT, organisation et audience depuis 1945*, Paris, La Découverte, 1997, 309 p. ; p. 224, 233, 237-239.
- <sup>539</sup> Pierre Chaulieu, Sartre, le stalinisme et les ouvriers, *Sou b*, n° 12, p. 63-88 ; p. 64.
- <sup>540</sup> Georges Lavau, *A quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981, 634 p. ; p. 74-77.
- <sup>541</sup> Georges Lavau, Le Parti communiste dans le système politique français, *Le communisme en France, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 75 (Paris, A. Colin, 336 p., 1970), p. 7-81 ; Georges Lavau, Partis et systèmes politiques : Interactions et fonctions, *Canadian Journal of Political Science I*, 1969, p. 18-44 ; Georges Lavau, The PCF, the State and the Revolution, in Donald Blackmer et Sidney Tarrow (ss la direction de), *Communisme in Italy and France*, Princeton University Paris Press, 1975, 651 p. ; p. 87-139 ; *Changer le PC*, sous la direction de Henri Weber et Olivier Duhamel, PUF, 1979, 312 p. ; *A quoi sert...*, *op. cit.*, p. 342-346.
- <sup>542</sup> Georges Lavau, *A quoi sert...*, *op. cit.*, p. 74-77.
- <sup>543</sup> Gérard Noiriel, *op. cit.*, p. 199-200.
- <sup>544</sup> Marc Lazar, le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF, *RFSP*, 1985, n° 4, p. 190-205.
- <sup>545</sup> Gérard Noiriel, *op. cit.*, p. 199-200.
- <sup>546</sup> Gérard Noiriel, *op. cit.*, p. 204-207.
- <sup>547</sup> Sophie Bérourd, René Mouriaux, *Le souffle de décembre*, *op. cit.*, p. 5 ; Voir aussi Jean-Pierre Rioux, *op. cit.*, p. 16 et Michel Pigenet, *Au cœur... "la manifestation Ridgway"*, *op. cit.*, p. 121-127.
- <sup>548</sup> J. Simon, Henri Simon, La grève dans les Assurances, *Sou b*, n° 13, janv.-mars 1954, p. 47 et 48.
- <sup>549</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 417.
- <sup>550</sup> Pierre Milza, Ridgway la Peste, in L'Histoire, *Le temps de la guerre froide...*, *op. cit.*, p. 143-160.
- <sup>551</sup> René Sommer, " Paix et Liberté " : la IVe République contre le PCF, in Winock Michel (présenté par), *Le temps de la guerre froide...*, *op. cit.*, p. 161-177 ; *La France dans la guerre froide, Paix et Liberté, 1950-1956*, DEA, IEP de Paris, 1980, 173 f. Pour les points de contacts entre ce réseau et certains milieux gaullistes, François Audigier, *Histoire du SAC, Service d'action civique. La part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003, 521 p. ; p. 58-61.
- <sup>552</sup> Jacques Roussel, *Les enfants du prophète*, *op. cit.*, p. 43.
- <sup>553</sup> Roland Biard, *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 243.
- <sup>554</sup> Jean-François Kesler, *op. cit.*, p. 133.
- <sup>555</sup> Roland Biard, *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 243.
- <sup>556</sup> Jean-Paul Molinari, *Les ouvriers communistes, Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Paris, L'Harmattan, 1991, 367 p. ; p. 229.
- <sup>557</sup> Daniel Mothé, Chez Renault, on discute de la Hongrie, *Sou b*, n° 20, 1956, p. 124-133.
- <sup>558</sup> Pascal Ory, La guerre froide des intellectuels, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de L'Affaire Dreyfus à nos jours*, *op. cit.*, p. 155-188.
- <sup>559</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 501-510.
- <sup>560</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *op. cit. et 2. Le réveil des somnambules, (1956-1985)*, Paris, Fayard, 1987, 491 p.
- <sup>561</sup> Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle et intellectuelle de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1994, 187 p. ; p. 111-112 ; Rééd. Armand Colin, 2001, 194 p.
- <sup>562</sup> Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle...*, *op. cit.*, p. 112.
- <sup>563</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du Parti*, *op. cit.*, p. 252-263.
- <sup>564</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit. 1*, pour l'ensemble des sciences, p. 217-268.
- <sup>565</sup> Pascal Ory, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 185.
- <sup>566</sup> Gisèle Sapiro, *La guerre des écrivains*, Paris, Fayard, 1999, 807 p. ; p. 672-674.
- <sup>567</sup> Pascal Ory, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 185-186.
- <sup>568</sup> Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle...*, *op. cit.*, p. 113.
- <sup>569</sup> Pascal Ory, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 165-166.
- <sup>570</sup> Philippe Tétart, *France Observateur, 1950-1964, Histoire d'un courant de pensée intellectuel*, IEP de Paris, 1995, 6 vol. ; 2, p. 284.

- 
- 571 Roland Biard, *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 242-243.
- 572 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, *op. cit.*, p. 168.
- 573 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, *op. cit.*, p. 179.
- 574 Michel Winock, *op. cit.*, p. 484-485.
- 575 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 2, p. 279.
- 576 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 2, p. 283.
- 577 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 2, p. 236-237.
- 578 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 2, p. 276.
- 579 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 485.
- 580 Claude Lefort, La nouvelle diplomatie russe, *S ou b*, n° 17, juill.-sept. 1955, p. 66-71.
- 581 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 485.
- 582 Laborde, Jean-François Lyotard, *S ou b*, n° 18, janv.-mars 1956, p. 87-94 et Annexe VII : Articles consacrés à l'Algérie et aux Algériens dans Socialisme ou barbarie, p. 1164.
- 583 Aurélien Moreau, mémoire cité, p. 22 et Benjamin Stora, La gauche et les minorités anticoloniales françaises devant les divisions du nationalisme algérien, in (ss la direction de) Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p. 67.
- 584 Réunion du 14 oct. 1954, Arch. Simon, cité par Aurélien Moreau, mémoire précité, p. 17.
- 585 Aurélien Moreau, *mém.cit.*, p. 22 et Benjamin Stora, précit, p. 67.
- 586 Claude Lefort, Prolétariat français et nationalisme algérien, *S ou b*, n° 24, mai-juin 1958, p. 10-11.
- 587 La situation internationale, note non signée, *S ou b*, n° 11, p. 57-58.
- 588 Maurice Merleau-Ponty, LeYogi et le prolétaire (fin), *TM*, n° 16, 1947, p. 687.
- 589 Anna Boschetti, *Sartre et " les Temps modernes "*, *op. cit.*, p. 277-278.
- 590 Pascal Ory, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 167, ainsi que Maurice Merleau-Ponty, Les jours de notre vie, *TM*, n° 51, 1950.
- 591 Maurice Merleau-Ponty, Les jours de notre vie, *TM*, n° 51, 1950, et Maurice Merleau-Ponty, *Signes*, *op. cit.* : L'URSS et les camps, p. 330-343 : p. 332-333.
- 592 Maurice Merleau-Ponty, Les jours de notre vie, *TM*, n° 51, 1950 et *Signes*, *op. cit.*, p. 337.
- 593 Pascal Ory, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 167.
- 594 Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures de la dialectique*, *op. cit.* : ch V, Sartre et l'ultra-bolchevisme, p. 131-271.
- 595 Entretien avec Jean Pouillon.
- 596 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 493.
- 597 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 493.
- 598 Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, *TM*.
- 599 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 499-500.
- 600 Florence Grandsenne, *Les Intellectuels français face aux crises du communisme en Europe du Centre-Est : perception et interprétation des mouvements et de leur répression 1956-1981..* Thèse de doctorat Histoire, mention études soviétiques et est-européennes, Paris, IEP 1, *Budapest*, *op. cit.*, p. 102.
- 601 Anna Boschetti, *Sartre et ...*, *op. cit.*, p. 262.
- 602 Pascal Ory, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 172.
- 603 Pascal Ory, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 172-173.
- 604 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 488 ; Pascal Ory, *Les intellectuels...*, *op. cit.* p. 173.
- 605 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 261.
- 606 Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle...*, *op. cit.*, p. 112.
- 607 Anne Simonin, La *Lettre aux directeurs de la Résistance* de Jean Paulhan : pour une rhétorique de l'engagement, in Antoine de Baecque (dir.), *Les écrivains face à l'histoire*, Actes du colloque organisé à la BPI, le 22 mars 1997, Paris, La BPI en actes, 1998, p. 45-69.
- 608 Gisèle Sapiro, *La guerre...*, *op. cit.*, p. 563-636 ; 654-658 ; 682-683.

- 
- <sup>609</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 280.
- <sup>610</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, présentation, p. 9-12.
- <sup>611</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 280.
- <sup>612</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 16-22.
- <sup>613</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 24.
- <sup>614</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, *op. cit.*, p. 71-74.
- <sup>615</sup> Michel Winock, *op. cit.*, p. 489 ; Pierre Grémion, *op. cit.*, p. 76-78.
- <sup>616</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 280.
- <sup>617</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 86.
- <sup>618</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 97.
- <sup>619</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 310-311.
- <sup>620</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.* p. 306.
- <sup>621</sup> Entretien avec René Neuville.
- <sup>622</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, p 429-436 : Trois années qui ébranlèrent le monde communiste.
- <sup>623</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, 2, 1950-1964, *op. cit.*, p. 403-404 et Florence Grandsenne, *Les Intellectuels français face aux crises du communisme en Europe du Centre-Est...*, *op. cit.*
- <sup>624</sup> Sur PCF et contraception, Janine Mossuz-Lavau, *Les lois de l'amour, Les politiques de la sexualité en France (1950-2002)*, Paris, Payot, 2<sup>e</sup> éd., 2002, 502 p. ; p. 31-37 ; René Rousseau, *Les femmes rouges, Chronique des années Vermeersch*, Paris, Albin Michel, 1983, 293 p.
- <sup>625</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, "Les crises internes du PC français", p. 437-443.
- <sup>626</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, p. 445.
- <sup>627</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, p. 460.
- <sup>628</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, p. 442 ; Emmanuel Le Roy-Ladurie, *Paris-Montpellier: PC-PSU, 1945-1963*, p. 171-172.
- <sup>629</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, p. 444.
- <sup>630</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p 505.
- <sup>631</sup> Florence Grandsenne, *op. cit.* 1, p 84.
- <sup>632</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, p 436 et note p. 528.
- <sup>633</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.* 2, p. 409.
- <sup>634</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, p. 110.
- <sup>635</sup> Florence Grandsenne, *op. cit.* 1, p. 91-92.
- <sup>636</sup> Jeannine Verdès-Leroux, 2, *Le réveil...*, *op. cit.*, p. 48.
- <sup>637</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 246.
- <sup>638</sup> Florence Grandsenne, *op. cit.*, p. 92.
- <sup>639</sup> Louis de Villefosse, *L'œuf de Wyasma*, Dossier "Lettres Nouvelles", Préface de Jean Cassou, Paris, Julliard, 1962.
- <sup>640</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 247-249.
- <sup>641</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op. cit.* 1, p. 576.
- <sup>642</sup> Florence Grandsenne, *op. cit.*, p. 92 ; voir aussi Florence Grandsenne, *Analyse de l'insurrection hongroise de 1956 par quatre revues françaises : «Les Temps modernes», «Esprit», «Preuves», «Socialisme ou barbarie»*. Mém. DEA sous la direction de Jacques Rupnik, Paris : Institut d'études politiques (Études soviétiques et Est-européennes), 1990, 68 f.
- <sup>643</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 506.
- <sup>644</sup> Cité par Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 406.
- <sup>645</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 506.
- <sup>646</sup> Michel Winock, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 354-365.
- <sup>647</sup> Florence Grandsenne, *op. cit.*, p. 103.

- 
- <sup>648</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 397.
- <sup>649</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 417.
- <sup>650</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 251-254.
- <sup>651</sup> Claude Lefort, La méthode des intellectuels dits "progressistes"; échantillons, *S ou b*, n° 23, janv.-fév. 1958, p. 126-153, repris dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie* sous le titre simplifié de La méthode des intellectuels progressistes.
- <sup>652</sup> Claude Lefort, La méthode..., *art. cit.*, p. 139.
- <sup>653</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 252-254.
- <sup>654</sup> Florence Grandsenne, *op. cit.*, p. 125.
- <sup>655</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 396.
- <sup>656</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 397.
- <sup>657</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 40.
- <sup>658</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 398.
- <sup>659</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 401.
- <sup>660</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 405 et 407 ; Florence Grandsenne, *op. cit.*, p. 84-88, 89-90.
- <sup>661</sup> Philippe Tétart, *France Observateur*, *op. cit.*, 2, p. 411.
- <sup>662</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 245-246.
- <sup>663</sup> Florence Grandsenne, *op. cit.*, p. 140-141.
- <sup>664</sup> Melvin J. Lasky et François Bondy éd. *La Révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'octobre*. Précédé de Une révolution antitotalitaire par Raymond Aron, Paris, Plon, 1957, 329 p.
- <sup>665</sup> *La Vérité sur l'affaire Nagy. Les faits, les documents, les témoignages internationaux*, Paris, Plon, 1958, Préface d'Albert Camus, 256 p.
- <sup>666</sup> Albert Camus, *Témoins*, n° 5, 1954 et *Essais*, p. 1777, cités par Florence Grandsenne, *op. cit.*, p. 138 et 139.
- <sup>667</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 239-245.
- <sup>668</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 320.
- <sup>669</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 270.
- <sup>670</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 320.
- <sup>671</sup> Jean-François Sirinelli, Questions : Les intellectuels français en guerre d'Algérie, in (ss la dir. de) Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Complexe, 1991, 405 p. ; p. 24-25.
- <sup>672</sup> *Esprit, Ecrire contre la guerre d'Algérie (1947-1962)*, Édition établie par Joël Roman, Introduction de Joël Roman : I. Prévenons la guerre d'Afrique du Nord (1947-1954), Paris, Hachette, Littératures, 2002, 444 p. ; p. 19-142.
- <sup>673</sup> Jean-François Sirinelli, Questions : Les intellectuels français en guerre d'Algérie, in (ss la dir. de) Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 25.
- <sup>674</sup> Jean-Pierre Rioux, La guerre d'Algérie dans l'histoire..., in Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 40.
- <sup>675</sup> François Laborde, La situation en Afrique du Nord, *S ou b*, n° 18, janv.-mars 1956, p. 87-94.
- <sup>676</sup> Annexe IX, Articles et documents consacrés à l'Algérie et aux Algériens dans *Socialisme ou barbarie*.
- <sup>677</sup> Philippe Tétart, 2, p. 310.
- <sup>678</sup> Jean-Jacques Becker, L'intérêt bien compris du Parti communiste français, in (ss la dir.) de Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les Français*, p. 235-244.
- <sup>679</sup> Jean Lacouture, *Pierre Mendès France*, Paris, Seuil, 1981, 547 p. ; p. 347.
- <sup>680</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 267-268 ; 301-305.
- <sup>681</sup> A propos de Robert Barrat et l'Algérie, voir en particulier Philippe Tétart, *op. cit.*, 2, p. 316-317 et 345-348.
- <sup>682</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 512.

- 
- <sup>683</sup> Jean Lacouture, *Pierre Mendès France, op.cit.*, 1981, 547 p. ; p. 347.
- <sup>684</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France..., 2. L'expansion..., op. cit.*, p. 30-31.
- <sup>685</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France..., 2. L'expansion..., op. cit.*, p. 319.
- <sup>686</sup> Etienne Fouilloux, Intellectuels catholiques et guerre d'Algérie, in (ss la dir. de) Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français, op. cit.*, p.79-114 ; p. 108.
- <sup>687</sup> Pierre Vidal-Naquet, Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie, *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 10, avr.- juin 1986, p. 3-18.
- <sup>688</sup> Jean Lacouture et Dominique Chagnollaud, *Le désempire. Figures et thèmes de l'anticolonisme*, Paris, Denoël, 1993, 266 p. ; p. 169.
- <sup>689</sup> Jean-Jacques Becker, L'intérêt bien compris du Parti communiste français, in (ss la direction de) Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les Français, op. cit.*, p. 235-244.

## Notes du ch. V

- <sup>690</sup> Jean-Marc Coudray, Claude Lefort, Edgar Morin, *La brèche, op. cit.*
- <sup>691</sup> La vie de notre groupe, *Socialisme ou barbarie, (S ou b)*, n° 5-6, mars-avril 1950, p.138-139.
- <sup>692</sup> Claude Montal, Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire, *S ou b*, n° 10, p. 24.
- <sup>693</sup> La vie de notre groupe, *S ou b*, n° 9, avril-mai 1952, p. 28.
- <sup>694</sup> *S ou b*, n° 8, janv.-fév. 1951.
- <sup>695</sup> La vie de notre groupe, *S ou b*, n° 9, avril-mai 1952, p. 28.
- <sup>696</sup> Entretien avec Maurice Rajsfus, Philippe Gottraux, "*Socialisme ou barbarie*" : du militantisme au désengagement, *op. cit.*, p. 41.
- <sup>697</sup> Entretien avec Maurice Rajsfus, Philippe Gottraux, "*Socialisme ou barbarie*" : du militantisme..., *op. cit.*, p. 42.
- <sup>698</sup> Entretien avec Pierre Ansart, notes d'après entretien.
- <sup>699</sup> Entretien avec Mme Ansart, notes d'après entretien.
- <sup>700</sup> Entretien avec Pierre Ansart, notes d'après entretien.
- <sup>701</sup> Discussion sur le problème du parti révolutionnaire, *S ou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 10-27.
- <sup>702</sup> Comme on le verra plus précisément, la première de ces polémiques était exposée dans La vie de notre groupe, *S ou b*, n° 2, mai-juin 1949, p 95-108 ; en particulier, p. 95-99.
- <sup>703</sup> Discussion..., *S ou b*, n° 10, p. 10.
- <sup>704</sup> La vie de notre groupe, *S ou b*, n° 9, avril-mai 1952, p. 28.
- <sup>705</sup> Annexe II, Les comités de rédaction successifs de la revue *Socialisme ou barbarie*, p. 1157.
- <sup>706</sup> Tableau annexe IX, Les publications de Claude Lefort, Benno Sarel-Sternberg, Jean-François Lyotard dans *Les Cahiers internationaux de sociologie* à partir de 1951, p. 1167.
- <sup>707</sup> Entretien avec Daniel Mothé, *L'Anti-mythes*, n° 18, juin 1976, p. 2.
- <sup>708</sup> Un journal ouvrier chez Renault (Compte-rendu de la parution des premiers numéros de *Tribune ouvrière*), *S ou b*, n° 15-16 de oct.-déc. 1954, p. 71-82.
- <sup>709</sup> Henri Collet, Guy Gély, La grève aux Assurances, *S ou b*, n° 7, août-sept. 1950, note, p. 103-111.
- <sup>710</sup> Entretien avec Jean-François Lyotard.
- <sup>711</sup> Rémy Rieffel, *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la V<sup>e</sup> République, op. cit.*, p. 108.
- <sup>712</sup> Jean-François Lyotard, avec Pierre Gripari et Paul Viallaneix, Nés en 1925, *TM*, n° 32, mai 1948.
- <sup>713</sup> Notes d'après entretien avec Jean-François Lyotard.
- <sup>714</sup> Entretien avec Jean-François Lyotard.
- <sup>715</sup> Notes d'après entretien avec Jean-François Lyotard.
- <sup>716</sup> Entretien et notes d'après le second entretien avec Jean-François Lyotard.
- <sup>717</sup> Second entretien avec Jean-François Lyotard (notes).
- <sup>718</sup> Aurélien Moreau, *Intellectuels révolutionnaires..., op. cit.*, p. 25.
- <sup>719</sup> Jean-François Lyotard, *Pérégrinations, Loi, forme, événements*, Paris, Galilée, 1989, p. 41.

- 
- 720 Entretien avec Jean-François Lyotard et notes d'après entretien avec Jean-François Lyotard.
- 721 Second entretien avec Jean-François Lyotard (notes).
- 722 Entretien avec Andrée Lyotard.
- 723 Entretien avec Andrée Lyotard.
- 724 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 725 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 726 Mohammed Harbi, *Une vie debout, Mémoires politiques*, T. 1 : 1945-1962, Paris, La Découverte, 2001, 418 p. ; p. 78-79 ; Voir aussi, p. 82, 86, à propos du PCA et 331, de la Chine ; Entretien de Mohammed Harbi par Aurélien Moreau, Aurélien Moreau, *Intellectuels révolutionnaires...*, *op. cit.*, p. 26.
- 727 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 728 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 729 Entretien avec Pierre Souyri, fils de Pierre Souyri, *Brune*.
- 730 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 731 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 732 Philippe Gottraux, *Du militantisme au désengagement*, *op. cit.*, p. 64-65.
- 733 Annexe I, p. 1155.
- 734 Pierre Chaulieu, Les élections françaises, *Sou b*, n° 18, janv.-mars 1956, note, p. 102.
- 735 Entretien avec René Neuvil.
- 736 Entretien avec Garros.
- 737 Entretien avec Garros.
- 738 Entretien avec Pétro.
- 739 Alain Besançon, *op. cit.*
- 740 Czeslaw Milosz, *op. cit.*
- 741 Garros, entretien n° 1.
- 742 Entretien n° 2, avec un ancien bordiguiste et son épouse, elle-même ancienne militante du groupe "Socialisme ou barbarie".
- 743 Éditorial : La guerre et la perspective révolutionnaire, *Sou b*, n° 9, avril-mai 1952, p. 1-14.
- 744 Entretien avec Louise, l'épouse de Garros, elle-même ancienne militante, en présence de son mari.
- 745 Entretien avec René Neuvil.
- 746 Entretien avec Garros.
- 747 Entretien avec Jean Amaury et Raphaël. L'entretien a été commun, mais Raphaël ne rejoindra quant à lui le groupe qu'après 1958.
- 748 Norman Cohn, *op. cit.* ; Jean Séguy, *op. cit.*
- 749 Entretien avec René Neuvil.
- 750 Entretien avec René Neuvil.
- 751 Boris Nicolaïevski, Otto Maenchel-Helfen, *La vie de Karl Marx, L'homme et le lutteur*, Paris, Gallimard, 1970, 479 p. ; p. 257-258.
- 752 Entretien avec René Neuvil.
- 753 Entretien avec Garros.
- 754 Entretien avec Garros.
- 755 Entretien avec Gaspard.
- 756 Entretien avec Pétr.
- 757 Entretien avec Madame Ansart.
- 758 Entretien avec Garros.
- 759 Entretien avec Pétro.
- 760 Entretien avec Garros.
- 761 Entretien avec René Neuvil.
- 762 Entretien avec René Neuvil.
- 763 Entretien avec Pétro.



- 
- 764 Entretien avec *Péto*.
- 765 Entretien avec *Garros*.
- 766 Entretien avec *Péto*.
- 767 Entretien avec *René Neuvil*.
- 768 Entretien avec *René Neuvil*.
- 769 Entretien avec *René Neuvil*.
- 770 Entretien avec *Garros*.
- 771 Entretien avec *Garros*.
- 772 Entretien avec *Garros*.
- 773 Entretien avec *Gaspard*.
- 774 *Paul Cardan*, Prolétariat et organisation, *S ou b*, n° 27, p. 82.
- 775 Entretien avec Daniel Mothé.
- 776 Entretien avec *Gaspard*.
- 777 Entretien avec *Péto*.
- 778 Entretien avec Daniel Mothé, *L'Anti-mythes*, n° 18, ent. cit., p. 8.
- 779 Entretien avec *Gaspard*.
- 780 Entretien avec *René Neuvil*.
- 781 Entretien avec *Péto*.
- 782 Entretien avec *Garros*.
- 783 Entretien avec *Garros*.
- 784 Entretien avec *René Neuvil*.
- 785 Entretien avec *Péto*.
- 786 Entretien avec *Péto*.
- 787 Entretien avec *Péto*.
- 788 Entretien avec *René Neuvil*.
- 789 Entretien avec *Gaspard*, notes d'après entretien.
- 790 Entretien avec *Garros* et son épouse Louise.
- 791 Entretien avec *René Neuvil*.
- 792 Entretien avec *Garros*.
- 793 Entretien avec Daniel Mothé, *L'Anti-mythes*, n° 18, ent. cit., p. 3.
- 794 Entretien avec *Gaspard*.
- 795 Entretien avec *Gaspard*.
- 796 Entretien avec *René Neuvil*.
- 797 Entretien avec *René Neuvil*.
- 798 Entretien avec madame Ansart.
- 799 Entretien avec *Georges Péto*.
- 800 Entretien avec *Garros*.
- 801 Plan de travail et élaboration du programme in *La vie de notre groupe*, *S ou b*, n° 4, oct.-nov. 1949, p. 59-70 ; p. 68.
- 802 Cycle de conférence sur *Le Capital*, *S ou b*, n° 8, janv.-fév. 51, p. 93-94.
- 803 *La vie de notre groupe*, *S ou b*, n° 9, avr.-mai 1952, p. 28.
- 804 Présentation, *S ou b*, n° 1, p. 2-5.
- 805 *André Garros* et son épouse, Louise.
- 806 Entretien avec Madame Ansart.
- 807 *Georges Péto*, La grève des chemins de fer de mars 1951, *S ou b*, n° 9, avr.-mai 1952, p. 33-37.
- 808 *André Garros*, Les Auberges de la jeunesse, *S ou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 45-48.
- 809 Entretien avec *Garros* et sa femme.
- 810 *André Garros*, Les Auberges..., art. cit., *S ou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 45-48.

- 
- <sup>811</sup> Roland Biard, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, Paris, Belfond, 1978, 411 p. Article Mouvement indépendant des Auberges de jeunesse, p. 237, ainsi qu'Auberges de jeunesse, p. 46-49.
- <sup>812</sup> Entretien avec Louise, l'épouse d'André Garros.
- <sup>813</sup> Roland Biard, *op. cit.*, Articles Noir et rouge et Groupes anarchistes d'action révolutionnaire, p. 176-177 et 248-250.
- <sup>814</sup> Entretien avec André Garros et sa femme Louise.
- <sup>815</sup> Georges Fontenis, Présence dans les syndicats, *Sou b*, n° 15/16, oct.-déc. 1954, p. 60-65.
- <sup>816</sup> Georges Fontenis, *Manifeste communiste libertaire*, Éditions Le Libertaire, sans date, cité par Roland Biard, *Histoire du mouvement anarchiste 1945-1975*, Éditions Galilée, 1976, 313 p. ; p. 118.
- <sup>817</sup> Entretien avec Louise, l'épouse d'André Garros.
- <sup>818</sup> Entretien avec Jean Amaury et Raphaël.
- <sup>819</sup> Entretien avec André Garros.
- <sup>820</sup> Premier et deuxième entretien avec Jean-François Lyotard (notes), *Laborde*.
- <sup>821</sup> En particulier, *Claude Montal*, Le trotskisme au service du titisme, *Sou b*, n° 4, oct.-nov. 1949, p.87-92.
- <sup>822</sup> *Georges Pétro*, Trotskisme et stalinisme, *Sou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 35-45, mais également des articles plus généraux comme celui de Daniel Mothé, Le problème de l'unité syndicale, *Sou b*, n° 14, avr.-juin 1954, p. 27-37.
- <sup>823</sup> Entretien avec Louise, l'épouse de Garros.
- <sup>824</sup> *Paul Romano*, L'Ouvrier américain, *Sou b*, n° 1 ; p. 78-89, n° 2 ; p. 83-94 ; n° 3, p. 68-81 ; n° 4, p. 45-57 ; n° 5/6, p. 124-135 ; *Ria Stone*, La reconstruction de la société, *Sou b*, n° 7, 1950, p. 67-81 ; n° 8, 1951, p. 50-72. Voir aussi Tableau II : Récits de la vie ouvrière dans *Socialisme ou barbarie* jusqu'en 1956, ch V, p. 482.
- <sup>825</sup> Intellectuels et ouvriers : un article de *Correspondence*, *Sou b*, n° 14, avril-juin 1954, p. 74-79 ; l'annonce du lancement de ce journal avait été faite dans le numéro précédent de la revue : n° 13, janv.-mars 1954, p. 82.
- <sup>826</sup> *Barjot*, pseudonyme "interne" de Cornélius Castoriadis, Pour une nouvelle orientation, Fonds *Socialisme ou barbarie*, IMEC, A1-04-01.
- <sup>827</sup> Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique*, (nouvelle édition), *op. cit.*, p 18, in Avertissement.
- <sup>828</sup> Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, *op. cit.*
- <sup>829</sup> Entretien avec Enrique Escobar.
- <sup>830</sup> *Barjot*, pseudonyme "interne" de Cornélius Castoriadis, Pour une nouvelle orientation, Fonds *Socialisme ou barbarie*, IMEC, A1-04-01.
- <sup>831</sup> François Brajus, *Le Rassemblement démocratique révolutionnaire*, Thèse, Université Paris IV, 1988.
- <sup>832</sup> Pierre Grémion, Intelligence de l'anticommunisme, *op. cit.*, p. 87.
- <sup>833</sup> *Barjot*, /Cornélius Castoriadis/, Pour une nouvelle orientation, Fonds *Socialisme ou barbarie*, IMEC, A1-04-01.
- <sup>834</sup> Résolution préalable sur le caractère de l'assemblée internationale, *Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale*, *op. cit.*, p. 310-312.
- <sup>835</sup> Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, *op. cit.*, p. 155-228.
- <sup>836</sup> *A. Véga*, La crise du bordiguisme italien, *Sou b*, n° 11, nov.-déc. 1952, p. 26-47 ; Les thèses du PCI d'Italie (traduit de l'italien par *A. Véga*, *Sou b*, n° 12, août-sept. 1953, p 89-96.
- <sup>837</sup> Alex Carrier, Le Cartel des syndicats autonomes, *Sou b*, n° 1, mars-avr. 1949, p 62-77.
- <sup>838</sup> Entretien avec René Neuvil.
- <sup>839</sup> *René Neuvil*, Une grève dans la banlieue parisienne, *Sou b*, n° 18, janv.-mars 1956, p. 46-48.
- <sup>840</sup> *A Véga*, Les syndicats et la classe ouvrière, *L'Étincelle*, n° 8, janvier 1946.
- <sup>841</sup> *L'Internationaliste*, n° 2, oct. 1946.
- <sup>842</sup> Entretien avec René Neuvil.
- <sup>843</sup> Entretien avec René Neuvil.

- 
- <sup>844</sup> René Neuville, Une grève dans la banlieue parisienne, *Sou b*, n° 18, janv.-mars 1956, p. 46-48.
- <sup>845</sup> Entretien avec Georges Pétro.
- <sup>846</sup> Georges Pétro, La grève des cheminots de mars 1951, *Sou b*, n° 9, avril-mai 1952, p. 33-37 ; Georges Pétro, La grève des cheminots, *Sou b*, n° 13, janv.-mars 1954 in 1953 et les luttes ouvrières, p. 30-34.
- <sup>847</sup> Henri Collet, La grève aux Assurances générales Vie, art. cit., *Sou b*, n° 7, août-sept. 1950, p. 103-110.
- <sup>848</sup> J. Simon, Henri Simon, La grève dans les Assurances, *Sou b*, n° 13, janv.-mars 1954, p. 46-53.
- <sup>849</sup> Roger Berthier, Henri Simon, Une expérience d'organisation ouvrière : Le Conseil du personnel de AG-Vie, *Sou b*, n° 20, oct.-déc. 1956, p. 19.
- <sup>850</sup> Roger Berthier, Une expérience d'organisation ouvrière : Le Conseil du personnel de AG-Vie, *Sou b*, n° 20, oct.-déc. 1956, p. 1-57.
- <sup>851</sup> Tableau I, Comptes-rendus de grèves dans *Socialisme ou barbarie*, supra dans ce ch V, p. 476.
- <sup>852</sup> Robert Dussart, Les grèves d'août 1953 : Chronologie des grèves ; D. Faber : La grève des postiers ; G. Pétro : La grève des cheminots ; D. Mothé : La grève chez Renault ; J. Simon : La grève dans les Assurances, *Sou b*, n° 13, Janv.-mars 1954, p. 13-53.
- <sup>853</sup> J. Simon, Les grèves de l'été 1955 ; D. Mothé : Inaction chez Renault ; G. Dupont : L'accord Chausson ; René Neuville : Une grève dans la banlieue parisienne, *Sou b*, n° 18, p. 2-60.
- <sup>854</sup> Sophie Bérout, René Mouriaux, Cinquante ans..., *op. cit.*, p. 6 Le souffle de décembre, *op. cit.*, p.
- <sup>855</sup> Gérard Noiriel, *op. cit.*, p. 197.
- <sup>856</sup> Sophie Bérout, René Mouriaux, *Cinquante ans...*, *op. cit.*, p. 5.
- <sup>857</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 298.
- <sup>858</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France...*, *op. cit.*, p. 87 ; Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 292.
- <sup>859</sup> Robert Dussart, Les grèves d'août 1953, *Sou b*, n° 13, janv.-mars 1954, p. 15.
- <sup>860</sup> Robert Dussart, Les grèves d'août 1953, *Sou b*, n° 13, art. cit.
- <sup>861</sup> J. Simon, Les grèves de l'été 1955, *Sou b*, n° 18, p. 2-36 ; p. 14.
- <sup>862</sup> J. Simon, Les grèves de l'été 1955, *Sou b*, n° 18, p. 36.
- <sup>863</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Signes*, *op. cit.*, : L'avenir de la révolution, p. 348-366 ; p. 365.
- <sup>864</sup> Paul Romano, L'Ouvrier américain, articles précités, *Sou b*, n° 1 à 5/6.
- <sup>865</sup> Ria Stone, articles précités, *Sou b*, n° 7 et 8.
- <sup>866</sup> Georges Vivier, La vie en usine, *Sou b*, n° 11, nov.-déc. 1952, p. 48-54 ; *Sou b*, n° 12, août-sept. 1953, p. 31-47 ; *Sou b*, n° 14, avr.-juin 1954, p. 51-61 ; *Sou b*, n° 15-16, oct.-déc. 1954, p. 44-59 ; *Sou b*, n° 17, juill.-sept 1955, p. 49-60.
- <sup>867</sup> A propos de Georges Vivier, Dupont, entretien avec Garros et Louise.
- <sup>868</sup> G. Dupont, L'accord Chausson, *Sou b*, n° 18, janv.-mars 1956, p. 41-45.
- <sup>869</sup> Chronique de Daniel Mothé, à partir du n° 13 de *Sou b*, janv.-mars 1954 cité ; dans ce numéro : La bureaucratie syndicale et les ouvriers, p. 54-59, ainsi que l'article sur Renault dans ce numéro de *Sou b* consacré aux luttes ouvrières, Daniel Mothé, La grève chez Renault, p. 34-46 ; Le problème de l'unité syndicale, *Sou b*, n° 14, avr.-juin 1954, p. 27-37 ; Un journal ouvrier chez Renault, *Sou b*, n° 15/16, oct.-déc. 1954, p. 71-82 ; Le problème du journal ouvrier, *Sou b*, n° 17, juill.-sept 1955, p. 49-60 ; Inaction chez Renault, *Sou b*, n° 18, p. 37-40. Pour s'en tenir à l'année 1956.
- <sup>870</sup> Déclaration politique, *Sou b*, n° 7, août-sept. 1950, p. 94.
- <sup>871</sup> Entretien avec Daniel Mothé, *Anti-Mythes*, n° 18, juin 1976, p. 4.
- <sup>872</sup> Entretien avec Gaspard.
- <sup>873</sup> Jacques Roussel, *op. cit.*, p. 41, voir aussi Roland Biard, *op. cit.*, article Union communiste internationaliste, p. 361-363.
- <sup>874</sup> Entretien avec Véga.
- <sup>875</sup> Alex Carrier, Le Cartel des syndicats autonomes, *Sou b*, n° 1, art. cit., p. 76.
- <sup>876</sup> Alex Carrier, Le Cartel des syndicats autonomes, *Sou b*, n° 1, art. cit., p. 77.
- <sup>877</sup> Robert Dussart, Les grèves d'août 1953, *Sou b*, n° 13, art. cit., p. 16.

- 
- <sup>878</sup> Robert Dussart, Les grèves d'août 1953, *Sou b*, n° 13, art. cit., p. 18 et 19.
- <sup>879</sup> J. Simon, Henri Simon, La grève dans les assurances, *Sou b*, n° 13, janv.-mars 1954, p. 46-53.
- <sup>880</sup> Georges Fontenis, Présence dans les syndicats, *Sou b*, n° 15/16, oct.-déc. 1954, p. 60-65.
- <sup>881</sup> Henri Féraud, L'unité syndicale, *Sou b*, n° 17, juill.-sept. 1955, p. 61-65.
- <sup>882</sup> Daniel Mothé, La bureaucratie syndicale et les ouvriers, *Sou b*, n° 13, art. cit., 1954, p. 54-55.
- <sup>883</sup> Daniel Mothé, La bureaucratie syndicale et les ouvriers, *Sou b*, n° 13, art. cit., 1954, p. 59.
- <sup>884</sup> Robert Dussart, Les grèves d'août 1953, *Sou b*, n° 13, art. cit., 1954, p. 15.
- <sup>885</sup> Daniel Mothé, La grève chez Renault, *Sou b*, n° 13, 1954, p. 34-45, énoncé cité p. 45.
- <sup>886</sup> Daniel Mothé, Le problème de l'unité syndicale, *Sou b*, n° 14, avr.-juin 1954, p. 27-38.
- <sup>887</sup> Daniel Mothé, Le problème..., *Sou b*, n° 14, art. cit., avr.-juin 1954, p. 29-30.
- <sup>888</sup> Daniel Mothé, Le problème..., *Sou b*, n° 14, art. cit., p. 36-37.
- <sup>889</sup> Raymond Bourd, Renault lance à nouveau le mouvement de grève, art. cit., *Sou b*, n° 5/6, 1950, p. 150.

## Notes du ch. VI :

- <sup>890</sup> Tableau III, Articles de fond consacrés à l'URSS et aux démocraties populaires dans *Sou b*, supra ch. VI, p. 511.
- <sup>891</sup> Présentation citée, *Sou b*, n° 1, 1949, p. 2.
- <sup>892</sup> Marc Foucault, Jean Laplanche, 1948, *Sou b*, n° 1, mars-avr. 1949, p. 50.
- <sup>893</sup> Tableau VIII, Les publications de Claude Lefort dans *Les Temps modernes*, infra, p. 524.
- <sup>894</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit.
- <sup>895</sup> GP = Pétro, Trois qui ont fait une révolution, *Sou b*, n° 11, nov.-déc. 1952, p. 64.
- <sup>896</sup> Jean Seurel, Le procès Kravchenko, *Sou b*, n° 2, 1949, p. 116-121.
- <sup>897</sup> Arthur Koestler, *Le zéro et l'infini*, Paris, Calmann-Lévy, 1945, 221 p. ; Arthur Koestler, *Le yogi et le commissaire*, Paris, Charlot, 1946, 308 p.
- <sup>898</sup> Bernard Legendre, *Le stalinisme français : qui a dit quoi?* Paris, Seuil, 1980, p. 42, citant *L'Express* du 16 avr. 1955, 317 p.
- <sup>899</sup> Margarete Buber-Neumann, *Déportée en Sibérie*, Paris, Seuil, 1949, 254 p. ; Josef Czapski, *Terre inhumaine*, Iles d'or, 1949, 292 p. ; David Dallin, *La vraie Russie des soviets*, Plon, 1948, 315 p. ; David Dallin, Boris Nicolaïevski, *Le travail forcé*, trad. Somogy, 1949, 384 p. ; Antoni Ekart, *Echappé de Russie*, Hachette, 1949, 448 p. ; Suzanne Labin, *Staline le terrible*, Self, (comme *J'ai choisi la liberté* de Victor Kravchenko), 575 p. ; Elinor Lipper, *Onze ans de baigne soviétique*, Nagel, 1950, 333 p. ; Jules Margoline, *La condition inhumaine*, Calmann-Lévy, 1947, 453 p. ; Sylvestre Mora (pseud. de Zamorski Kazimirz) et Pierre Zwierniak, *La justice soviétique*, Rome, éd. Maggi-Spinetti, 1945, 348 p.
- <sup>900</sup> Hubert Ripka, Le Coup de Prague, Une révolution préfabriquée, Souvenirs d'Hubert Ripka, Ancien ministre du Gouvernement tchécoslovaque, Paris, Plon, 1949, (2<sup>e</sup> trimestre), 372 p.
- <sup>901</sup> Hugo Bell, Benno Sternberg, Le stalinisme en Allemagne orientale, *Sou b*, n° 7, août-sept. 1950, p. 1-45 et n° 8, 1950, p. 31-49 ; Pierre Chaulieu et Georges Dupont, La bureaucratie yougoslave, n° 5/6, 1950, p. 1-76 et Raymond Bourd, Voyage en Yougoslavie, n° 8, 1950, p. 3-30, ainsi qu'infra, tableau III, p. 511.
- <sup>902</sup> Note de la rédaction, *Sou b*, n° 7, août-sept. 1950, p. 1.
- <sup>903</sup> VW, Stakanovisme et mouchardage dans les usines tchécoslovaques, *Sou b*, n° 3, 1949, p. 82-87.
- <sup>904</sup> Notes et documents sur l'URSS et les démocraties populaires dans *Socialisme ou barbarie*, tableau IV, infra ch. VI, p. 512.
- <sup>905</sup> CC, Benno Sternberg-Sarel, *TM*, n° 299-300, juin-juill. 1971, p. 2484-2485.
- <sup>906</sup> Daniel Mothé, Benno Sarel est mort (orthographe Beno Sarel dans la publication), *Esprit*, juin 1971, n° 6, p. 1221-1222.

- 
- <sup>907</sup> CC, Benno Sternberg-Sarel, *TM*, n° 299-300, juin-juill. 1971, p. 2484-2485.
- <sup>908</sup> Daniel Mothé, Benno Sarel est mort, *Esprit*, juin 1971, n° 6, p. 1221-1222.
- <sup>909</sup> CC, Benno Sternberg-Sarel, *TM*, n° 299-300, juin-juill. 1971, p. 2484-2485.
- <sup>910</sup> Benno Sarel / Benno Sarel/, *La classe ouvrière d'Allemagne orientale. Essai de chronique (1945-1958)*, Paris, Éditions ouvrières, 1958, 269 p.
- <sup>911</sup> Daniel Mothé, *Journal d'un ouvrier (1956-1958)*, Paris, Minuit, 1959, 179 p. ; en italien l'année suivante : *Diario di un operaio (1956-1958)*, Torino, Einaudi, 1960.
- <sup>912</sup> Chronique de la situation internationale dans *Socialisme ou barbarie* jusqu'en 1952, Tableau V, infra ch. VI, p. 514.
- <sup>913</sup> Anna Boschetti, *Sartre et « les Temps Modernes »*, *op. cit.*, p. 197-198.
- <sup>914</sup> Voir tableau en annexe VI, Articles, récits, notes consacrés aux États-Unis dans *Socialisme ou barbarie*, p. 1163.
- <sup>915</sup> La situation internationale, *Sou b*, n° 11, nov.-déc. 1952, p. 59.
- <sup>916</sup> Hugo Bell, Le prolétariat d'Allemagne orientale après la révolte de juin 1953, *Sou b*, n° 13, 1954, p. 10-12 ; pour une analyse récente de cette révolte : Jean-François Soulet, Berlin-Est 1953 : la révolte ouvrière : in *L'Histoire* présenté par Michel Winock, *Le temps de la guerre froide...*, *op. cit.*, p. 355-372.
- <sup>917</sup> Tableau III, Articles de fond consacrés à l'URSS et aux démocraties populaires dans *Socialisme ou barbarie*, infra ch. VI, p. 511.
- <sup>918</sup> Poznan, non signé, *Sou b*, n° 19, 1956, p. 116-121 et infra tableau III, p. 511.
- <sup>919</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 295.
- <sup>920</sup> Paul Cardan, Le rôle de l'idéologie bolchévique dans la naissance de la bureaucratie, *Sou b* n° 35, janv.-mars 1964, p. 37-55 et tableau III, p. 511.
- <sup>921</sup> Tableau VIII : Les publications de Claude Lefort dans *Les Temps moderne*, p. 524.
- <sup>922</sup> Anna Boschetti, *Sartre...*, *op. cit.*, p. 230.
- <sup>923</sup> Entretien avec Jean Pouillon.
- <sup>924</sup> Thomas Morinière, *Claude Lefort et Benno Sarel...*, mém. cit., p. 83-85.
- <sup>925</sup> Claude Lefort, Double et triple jeu : Réponse à Maurice Merleau-Ponty et à Pierre Hervé, *Jeune révolution (Revue des étudiants communistes internationalistes)*, n° 2, juin 1946, p. 1.
- <sup>926</sup> Maurice Merleau-Ponty, Pour la vérité, *TM*, n° 4, janv. 1946.
- <sup>927</sup> Entretien avec Claude Lefort, *L'Anti-mythes*, n° 14, Caen, nov. 1975.
- <sup>928</sup> Chaulieu, Marc, Seurel, Valois, Rectification, et Pierre Chaulieu, Les bouches inutiles, art. cit., *Sou b*, n° 1, 1949, p. 591.
- <sup>929</sup> Claude Lefort, Pascal, *Sou b*, n° 9, avr.-mai 1952, p. 29-32.
- <sup>930</sup> La vie de notre groupe, *Sou b*, n° 3, juill.-août 1949, p. 90.
- <sup>931</sup> Les publications de Benno Sarel dans *Les Temps modernes*, supra Tableau VIII, p. 524.
- <sup>932</sup> Tableau III, Articles de fond consacrés à l'URSS et aux démocraties populaires dans *Socialisme ou barbarie*, infra ch. VI, p. 511.
- <sup>933</sup> Thomas Morinière, *Claude Lefort et Benno Sarel...*, mém. cit., p. 62-63.
- <sup>934</sup> Tableau VII : Les publications de Claude Lefort dans *Socialisme ou barbarie*, p. 524, ainsi que Tableau VIII, p. 524.
- <sup>935</sup> Claude Montal, Claude Lefort, La situation sociale en France, *Sou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 28-35.
- <sup>936</sup> Claude Montal, Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire, *Sou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 18-27 ; ss le titre : Le prolétariat et sa direction, in *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève/Paris, Librairie Droz, 1971, 366p ; p. 30-38.
- <sup>937</sup> Claude Lefort, L'expérience prolétarienne, *Sou b*, n° 11, nov.-déc. 1952, p. 1-19, *Eléments d'une critique...*, *op. cit.*, p. 39-58.
- <sup>938</sup> La vie de notre groupe, *Sou b* n° 9, avr.-mai 1952, p. 28, Discussion sur le problème du parti révolutionnaire, *Sou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 10.
- <sup>939</sup> Claude Lefort, Kravchenko et le problème de l'URSS, *Les Temps modernes*, (*TM*), n° 29, p. 1490-1516.

- 
- <sup>940</sup> Claude Lefort, Kravchenko..., *Les Temps modernes*, (TM), n° 29, NDLR, p. 1516.
- <sup>941</sup> Claude Lefort, La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire, *TM*, n° 39, janv. 1949, p. 46-69 ; in *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, *op. cit.* ; p. 11-29.
- <sup>942</sup> Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., *TM*, n° 39, p. 66-67.
- <sup>943</sup> Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., *TM*, n° 39, p. 61.
- <sup>944</sup> Jean Seurel, Le procès Kravchenko, *Sou b*, n° 2, 1949, p. 116-121.
- <sup>945</sup> Claude Lefort, Kravchenko..., *TM*, n° 29, fév. 1948. p. 1490-1516.
- <sup>946</sup> Jean Seurel, Le procès Kravchenko, art. cit. *Sou b*, n° 2, 1949, p. 116.
- <sup>947</sup> Jean Seurel, Le procès..., art. cit., *Sou b*, n° 2, 1949, p. 116.
- <sup>948</sup> Jean Seurel, Le procès..., art. cit., *Sou b*, n° 2, 1949, p. 117.
- <sup>949</sup> Jean Seurel, Le procès..., art. cit., *Sou b*, n° 2, 1949, p. 121.
- <sup>950</sup> Claude Montal, La situation sociale en France, *Sou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 35.
- <sup>951</sup> Pierre Chaulieu, Sur le programme socialiste, *Sou b*, n° 10, Juill.-août 1952, p. 7.
- <sup>952</sup> Raymond Bourd, (Gaspard), Voyage en Yougoslavie, *Sou b*, n° 8, janv.-fév. 1950, p. 17.
- <sup>953</sup> Jean Seurel, Le procès..., art. cit., *Sou b*, n° 2, 1949, p. 120.
- <sup>954</sup> *Socialisme ou barbarie*, *Sou b*, n° 1, 1949, p. 28.
- <sup>955</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme sans Staline, *Sou b*, n° 19, juill.-sept. 1956, p 1-72.
- <sup>956</sup> Claude Lefort, Les pays coloniaux, Analyse structurelle et stratégie révolutionnaire, *TM*, n° 18, mars 1947, p. 1068-1094.
- <sup>957</sup> Tran-Duc-Thao, sur le Viet-Nam : Sur l'Indochine, Témoignage, *TM*, n° 5, fév. 1946 ; Les relations franco-vietnamiennes, *TM*, n° 18, fév. 1947, p. 1053-1067 ; dans le même numéro que l'article de Claude Lefort, *TM*, n° 21, juin 1947 : Sur l'interprétation trotskiste (orth. originale) des événements d'Indochine, p. 1697-1705 ; en outre, La phénoménologie de l'Esprit et son contenu réel, *TM*, n° 36, sept. 1948.
- <sup>958</sup> Claude Lefort, Kravchenko et le problème de l'URSS, *TM*, n° 29, fév. 1948, p. 1490-1491.
- <sup>959</sup> Charles Bettelheim, *La Planification soviétique*, Paris, Rivière Éd., 1945, 351 p.
- <sup>960</sup> Claude Lefort, Kravchenko..., art. cit., *TM*, n° 29, fév. 1948, p. 1495.
- <sup>961</sup> Claude Lefort, Kravchenko..., art. cit., *TM*, n° 29, fév. 1948, p. 1493.
- <sup>962</sup> Claude Lefort, Kravchenko..., art. cit., *TM*, n° 29, fév. 1948, p. 1494.
- <sup>963</sup> Claude Lefort, Kravchenko..., art. cit., *TM*, n° 29, fév. 1948, p. 1505.
- <sup>964</sup> Robert Conquest, *La grande terreur*, précédé de *Sanglantes moissons*, (*The Harvest of Sorrow*), trad. Paris, Rober Laffont, 1995, 322 p. ; p. 131-134.
- <sup>965</sup> Robert Conquest, *Sanglantes moissons*, *op. cit.*, p. 233-372.
- <sup>966</sup> Robert Conquest, *Sanglantes moissons*, *op. cit.*, p. 332-347.
- <sup>967</sup> Victor Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*, *op. cit.*, p. 126-127.
- <sup>968</sup> Victor Kravchenko, *J'ai choisi...*, *op. cit.*, p. 185.
- <sup>969</sup> Victor Kravchenko, *J'ai choisi...*, *op. cit.*, p. 188.
- <sup>970</sup> Victor Kravchenko, *J'ai choisi...*, *op. cit.*, p. 154.
- <sup>971</sup> Claude Lefort, Kravchenko..., art. cit., *TM*, n° 29, fév. 1948, p. 1495.
- <sup>972</sup> Claude Lefort, Kravchenko..., art. cit., *TM*, n° 29, fév. 1948, p. 1507.
- <sup>973</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme sans Staline, *Sou b*, n° 19, juill.-sept. 1956, p. 1-72.
- <sup>974</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. cit., *Sou b*, n° 19, 1956, art. cit., p. 20.
- <sup>975</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. cit., *Sou b*, n° 19, 1956, p. 19.
- <sup>976</sup> Alexandre Zinoviev, *Les hauteurs béantes*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1982, 559 p.
- <sup>977</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. cit., *TM*, n° 29, fév. 1948, p. 23.
- <sup>978</sup> Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., *TM*, n° 39, janv. 1949, p. 69.
- <sup>979</sup> Claude Lefort, Sociologie du communisme, *TM*, n° 50, déc. 1949, p. 1098-1108.
- <sup>980</sup> Claude Lefort, Histoire de l'anarchie, *TM*, n° 56, juin 1950, p. 2269-2274.

- 
- <sup>981</sup> Claude Lefort, Témoignage révolutionnaire sur l'URSS, *TM*, n° 60, oct. 1950, 737-745.
- <sup>982</sup> Claude Lefort, Sociologie du communisme, *TM*, n° 50, déc. 1949, p. 1098-1108.
- <sup>983</sup> Daniel Guérin, *La Lutte des classes sous la première République : Bourgeois et bras nus (1793-1797)*. Paris : Gallimard, 1946, 2 vol. : 511 p. ; 472 p.
- <sup>984</sup> Claude Lefort, Histoire de l'anarchie, *TM*, n° 56, juin 1950, p. 2269-2274.
- <sup>985</sup> Claude Lefort, Témoignage révolutionnaire sur l'URSS, *TM*, n° 60, oct. 1950, 737-745.
- <sup>986</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste et le fascisme, *TM*, n° 2, nov. 1945, p. 357-362.
- <sup>987</sup> Claude Lefort, La déformation de la psychologie, du marxisme et du matérialisme, ou les essais de M Naville, *TM*, n° 13, 1946, p. 141-151.
- <sup>988</sup> Annexe VIII, Les publications de Claude Lefort, Benno Sarel-Sternberg et Jean-François Lyotard dans *Les Cahiers internationaux de sociologie* à partir de 1951, p. 1165.
- <sup>989</sup> Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital, Italie et Allemagne*, Paris, Gallimard, 1945, 1936, 269 p.
- <sup>990</sup> Pierre Naville, *Psychologie, marxisme, matérialisme, Essais critiques*, Marcel Rivière, 1946, 207 p.
- <sup>991</sup> Daniel Guérin, Où va le peuple américain ?, *TM*, n° 50, janv. 1950 et n° 52, puis Lettre à M Beuve-Méry dans le n° 54 de la même année ; Pierre Naville, États-Unis et contradictions capitalistes, *TM*, n° 86 de décembre 1952, fin de ce texte dans le n° 90 ; puis dans le numéro spécial 112-113 de 1955, consacré à la gauche : Le PC et le Front uni ouvrier.
- <sup>992</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste et le fascisme, art. cit., *TM*, n° 2, 1949, p. 359.
- <sup>993</sup> Claude Lefort, La déformation..., art. cit., *TM*, n° 13, 1946, p. 147.
- <sup>994</sup> Claude Lefort, La déformation..., art. cit., *TM*, n° 13, 1946, p. 149.
- <sup>995</sup> Claude Lefort, La déformation..., art. cit., *TM*, n° 13, 1946, p. 150-151.
- <sup>996</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste..., art. cit., *TM*, n° 2, 1949, p. 359.
- <sup>997</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste..., art. cit., *TM*, n° 2, 1949, p. 359.
- <sup>998</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste..., art. cit., *TM*, n° 2, 1949, p. 357.
- <sup>999</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste..., art. cit., *TM*, n° 2, 1949, p. 361-362.
- <sup>1000</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste..., art. cit., *TM*, n° 2, 1949, p. 361.
- <sup>1001</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste..., art. cit., *TM*, n° 2, 1949, p. 358.
- <sup>1002</sup> Claude Lefort, Capitalisme et religion au XVI<sup>e</sup> siècle : le problème de Weber, *TM*, n° 78, 1952 ; *Les formes de l'histoire, Essais d'anthropologie politique*, Paris, Gallimard, 1978, 329 p. ; p. 126.
- <sup>1003</sup> Claude Lefort, L'échange et la lutte des hommes, *TM*, n° 64, fév. 1951, p. 1400-1417 ; Capitalisme et religion au XVI<sup>e</sup> siècle : le problème de Weber, art. cit., *TM*, p. 112-126.
- <sup>1004</sup> Tableau annexe VIII, Les publications de Claude Lefort dans *Les Cahiers internationaux de sociologie* à partir de 1951, p. 1164.
- <sup>1005</sup> Claude Lefort, La situation sociale en France, *Soub*, n° 10, juill.-août 1952, p. 28-35.
- <sup>1006</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste..., art. cit., p. 359.
- <sup>1007</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste..., art. précit, p. 362.
- <sup>1008</sup> Claude Lefort, La déformation..., art. cit., *TM*, n° 13, 1946, p. 151.
- <sup>1009</sup> Claude Lefort, Capitalisme et religion..., art. cit. in *Les formes de l'histoire, op. cit.*, p. 126.
- <sup>1010</sup> Anna Boschetti, *Sartre et « les Temps modernes »*, *op. cit.* p. 284 n.
- <sup>1011</sup> Anna Boschetti, *op. précit.*, p. 302.
- <sup>1012</sup> Hugues Poltier, *La découverte du politique*, Paris, Michalon, 1997, p. 27.
- <sup>1013</sup> Claude Lefort, Capitalisme et religion..., art. précit. " *Les formes de l'histoire, op. cit.*, p. 126.
- <sup>1014</sup> Claude Lefort, Capitalisme et religion..., art. précit. " *Les formes de l'histoire, op. cit.*, p. 121.
- <sup>1015</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme sans Staline, *Soub*, n° 19, juill.-sept 1956, p. 1-72.
- <sup>1016</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. précit., *Soub*, n° 19, p. 1.
- <sup>1017</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. précit., *Soub*, n° 19, p. 3-4.
- <sup>1018</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. précit., *Soub*, n° 19, p. 6.
- <sup>1019</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. précit., *Soub*, n° 19, p. 20.

- 
- <sup>1020</sup> Claude Lefort, L'impensé de l'Union de la gauche, in *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981, 331 p. ; p 129-158 ; en particulier, p. 142-143.
- <sup>1021</sup> Claude Lefort, L'image du corps et le totalitarisme, *Confrontations*, n° 2, automne 1979, in *L'invention démocratique, op. cit.*, p. 172.
- <sup>1022</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. cit., *Soub*, n° 19, p. 18-20.
- <sup>1023</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. cit., *Soub*, n° 19, p. 69.
- <sup>1024</sup> Claude Lefort, Qu'est-ce que la bureaucratie ? *Arguments*, n° 17, 1er trim. 1960, p. 64-81 ; p. 78-80.
- <sup>1025</sup> Claude Lefort, Qu'est-ce que... ? *Arguments*, n° 17, 1<sup>er</sup> trim. 1960, p. 80.
- <sup>1026</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, I, *TM*, n° 81, juill. 1952 p. 1-50 ; II, n° 84-85, oct.-nov. 1952 ; III, n° 101, avril 1954, p. 1761-1819 ; *Situations VI*, Paris, Gallimard, 1964, p. 80-384.
- <sup>1027</sup> Claude Lefort, De la réponse à la question, *TM*, n° 104, juillet 1954, article daté de juin 1953, p. 157-184.
- <sup>1028</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avril 1953, p. 1541-1570.
- <sup>1029</sup> Jean-Paul Sartre, Réponse à Lefort, *TM*, n° 89, avril 1953, p. 1571-1629.
- <sup>1030</sup> Benno Sarel, Benno Sternberg, (*Hugo Bell* dans *Socialisme ou barbarie*), Combats ouvriers sur l'avenue Lénine, *TM*, n° 95, oct. 1953, p. 672-694.
- <sup>1031</sup> Jean-Paul Sartre, Réponse à Albert Camus, *TM*, n° 82, avril 1952.
- <sup>1032</sup> Albert Camus, Lettre au directeur des *Temps modernes*, *TM*, n° 82, avril 1952.
- <sup>1033</sup> Claude Montal, La situation sociale en France, art. précit., *S ou b*, n° 10, juill.-août 1952, p 28-31.
- <sup>1034</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, I, *TM*, n° 81, art. cit., p. 9.
- <sup>1035</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, II, *Situations, op. cit.*, p. 217-236.
- <sup>1036</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, II, *Situations, op. cit.*, p. 198-204.
- <sup>1037</sup> Jean-Paul Sartre, Réponse à Lefort, *TM*, n° 89, art. cit., p 1628-1629.
- <sup>1038</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, I, *TM*, n° 81, art. cit., p. 5.
- <sup>1039</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, II, *Situations, op. cit.*, p. 206.
- <sup>1040</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures de la dialectique, op. cit.*, p. 134 et s.
- <sup>1041</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, I, *TM*, n° 81, art. cit., p. 9-10.
- <sup>1042</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, art. cit., *TM*, n° 89, p. 1543-1545.
- <sup>1043</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, art. précit., p. 1555.
- <sup>1044</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, art. précit., p. 1568.
- <sup>1045</sup> Claude Lefort, De la réponse à la question, *TM*, n° 104, art. cit.
- <sup>1046</sup> V.W, Stakhanovisme et mouchardage dans les usines tchécoslovaques, *S ou b*, n° 3, 1949, p. 87.
- <sup>1047</sup> Pierre Chaulieu, Cornélius Castoriadis, La révolution prolétarienne contre la bureaucratie, *S ou b*, n° 20, 1956, p. 134.
- <sup>1048</sup> Entretien avec Garros.
- <sup>1049</sup> Maurice Merleau-Ponty, Les papiers de Yalta, avr. 1955, in *Signes, op. cit.*, p. 348-366.
- <sup>1050</sup> Maurice Merleau-Ponty, Les papiers..., art. cit., in *Signes, op. cit.*, p. 362.
- <sup>1051</sup> Maurice Merleau-Ponty, Les papiers..., art. cit., in *Signes, op. cit.*, p. 365-366.
- <sup>1052</sup> Non signé, Editorial : Bilan, perspectives, tâches, *S ou b*, n° 21, mars-mai 1957, p. 4.
- <sup>1053</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. cit., *S ou b*, n° 19, 1956, p. 32-35.
- <sup>1054</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. précit., *S ou b*, n° 19, 1956, p. 30-31.
- <sup>1055</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. précit., *S ou b*, n° 19, 1956, p. 64.
- <sup>1056</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., art. précit., *S ou b*, n° 19, 1956, p. 72.
- <sup>1057</sup> Nicolas Werth, Un État contre son peuple. Violences, répression, terreurs en Union soviétique, in *Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, 846 p. ; p. 280-281.
- <sup>1058</sup> Nicolas Werth, Un État..., in *Le Livre noir..., op. cit.*, p. 281.
- <sup>1059</sup> Cornélius Castoriadis/Pierre Chaulieu, Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat, *S ou b*, n° 14, p. 14.



- 
- <sup>1060</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., *Sou b*, n° 19, 1956, p. 40.
- <sup>1061</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme..., *Sou b*, n° 19, 1956, p. 41.
- <sup>1062</sup> Philippe Guillaume, en particulier : La guerre et notre époque, *Sou b*, n° 3 et n° 5/6, 1949-1950 ; La bombe H et la guerre apocalyptique, *Sou b*, n° 15-16, oct.-déc. 1954.
- <sup>1063</sup> Philippe Guillaume, Comment ils se sont battus. Une révolte de tout un peuple : prolétariat et jeunes en tête ", *Sou b*, n° 20, 1956, p. 117.
- <sup>1064</sup> Philippe Guillaume, Comment ils se sont battus..., art. cit., *Sou b*, n° 20, p. 120.
- <sup>1065</sup> Claude Lefort, L'insurrection hongroise, *Sou b*, n° 20, 1956, p. 101-102.
- <sup>1066</sup> Claude Lefort, La méthode des intellectuels dits "progressistes" : échantillons, *Sou b*, n° 23, janv.-fév. 1958, p. 151.
- <sup>1067</sup> Claude Lefort, La question de la révolution, *Esprit*, n° 9, sept. 1976, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981, p. 185-192, en particulier, p. 190-192 ; mais également Une autre révolution, *Libre*, n° 1, *L'invention...*, op. cit., p. 235-259, en particulier, p. 253-259.
- <sup>1068</sup> Pierre Brune, La classe ouvrière d'Allemagne orientale (Les livres), *Sou b*, n° 28, juill.-août 1959, p. 90.
- <sup>1069</sup> Pierre Chaulieu, Cornélius Castoriadis, La révolution prolétarienne contre la bureaucratie, *Sou b*, n° 20, 1956, p. 135.
- <sup>1070</sup> Pierre Chaulieu, La révolution prolétarienne..., art. cit., *Sou b*, n° 20, 1956, p. 139.
- <sup>1071</sup> François Fejtö, *La tragédie hongroise*, op. cit.
- <sup>1072</sup> François Fejtö, *La tragédie...*, op. cit., 1956, p. 272 et 275.
- <sup>1073</sup> Claude Lefort, Retour de Pologne, *Sou b*, n° 21, mars-mai 1957, p. 1-58.
- <sup>1074</sup> Entretien avec Claude Lefort.
- <sup>1075</sup> Entretien avec Edgar Morin.
- <sup>1076</sup> Edgar Morin, Mes années Lefort, in (ss la direction de Claude Habib et Claude Mouchard), *La démocratie à l'œuvre. Autour de Claude Lefort*, Paris, Éd. Esprit, 381 p. ; p. 359-367 : p. 359-361.
- <sup>1077</sup> Edgar Morin, Mes années..., art. cit., p. 359-361.
- <sup>1078</sup> Entretien avec Edgar Morin.
- <sup>1079</sup> Edgar Morin, Mes années..., art. cit., p. 360-362.
- <sup>1080</sup> Claude Lefort, Retour..., art. cit., *Sou b*, n° 21, 1957, p. 57.
- <sup>1081</sup> Bogdan Bernarcsyk-Slonski (Coordination générale), *Mille ans des Juifs en Pologne*, Institut Adam Mickiewicz, Centre de collaboration culturelle internationale, Varsovie, 2004, p. 52.
- <sup>193</sup> Daniel Tollet, op. cit. p. 303.
- <sup>1083</sup> Marcel Péju, Retour de Pologne, *TM (Les Temps modernes)*, n° 137-138, juill.-août 1957, p. 37-56 ; sur la même question, voir aussi Marcel Péju, Chez les intellectuels de Pologne, *TM*, n° 143-144, janv.-fév. 1958, p. 1185-1190 (après l'interdiction de *Po Prostu*).
- <sup>1084</sup> Claude Lefort, La méthode des intellectuels..., *Sou b*, n° 23, 1958, p. 135-136.
- <sup>1085</sup> Jean-Paul Sartre, Le fantôme de Staline, *TM*, n° 129-130-131, nov.-déc. 1956-janv. 1957, p. 577-696 ; voir aussi Jean-Paul Sartre, Questions de méthode, *TM*, n° 139, sept. 1957, p. 338-417, en particulier, p. 353 et s.
- <sup>1086</sup> Claude Lefort, La méthode des intellectuels..., *Sou b*, n° 23, 1958, p. 151-152.
- <sup>1087</sup> Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française, 1945-1975*, Paris, Hachette, 1987, 353 p.
- <sup>1088</sup> Entretien avec Garros.
- <sup>1089</sup> Entretien avec Garros.
- <sup>1090</sup> Entretien avec Anne Stein.

## Nores du ch. VII

- <sup>1091</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, op. cit., p. 322.
- <sup>1092</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique de la France depuis 1945*, op. cit., p. 66-67.
- <sup>1093</sup> Serge Bernstein, Pierre Milza, *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle*, t. 2, op. cit., p. 325.

- 
- <sup>1094</sup> Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *op. cit.*, p. 323.
- <sup>1095</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle*, t. 2, *op. cit.*, p. 326.
- <sup>1096</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République, 2. L'expansion et l'impuissance*, *op. cit.*, p. 113.
- <sup>1097</sup> Serge Berstein, Pierre Milza, *op. cit.*, p. 326.
- <sup>1098</sup> Alfred Grosser, *La IV<sup>e</sup> République et sa politique extérieure*, Colin, 1961, 438 p. ; 1972, 439 p. ; p. 367 ; Jean-Pierre Rioux, L'opinion publique dans l'affaire de Suez, *L'Histoire*, n° 38, oct. 1981, p. 35-37.
- <sup>1099</sup> Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 49.
- <sup>1100</sup> Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 71.
- <sup>1101</sup> Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 51-70.
- <sup>1102</sup> Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 52.
- <sup>1103</sup> Jeannine Verdès-Leroux, La guerre d'Algérie dans la trajectoire des intellectuels communistes, in Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, *op. cit.*, p. 307-326 ; p. 316-317, en réponse en particulier à Edgar Morin, *Autocritique*, rééd. Paris, Le Seuil, 1975, p. 187.
- <sup>1104</sup> Bilan, *S ou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 6.
- <sup>1105</sup> Daniel Mothé, Journal d'un ouvrier (mai 1956 chez Renault), *S ou b*, n° 19, juill.-sept. 1956, p. 73-115.
- <sup>1106</sup> Daniel Mothé, Les ouvriers français et les Nord-Africains, *S ou b*, n° 21, mars-mai 1957, p. 146-157.
- <sup>1107</sup> Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 75.
- <sup>1108</sup> Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997, p. 518.
- <sup>1109</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 518-519.
- <sup>1110</sup> Pierre Vidal-Naquet, *L'Affaire Audin*, Paris, Minuit, 1958, 103 p. ; 1989, 189 p. ; p. 32.
- <sup>1111</sup> Rémy Rieffel, L'empreinte de la guerre d'Algérie sur quelques figures intellectuelles de gauche, in *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 191-217 ; p. 206-207.
- <sup>1112</sup> Michel Branciard. Un syndicat face à la guerre d'Algérie, Paris, Syros, 1984, 325 p. ; p. 23.
- <sup>1113</sup> Madeleine Singer, Paul Vignaux, intellectuel et syndicaliste devant la guerre d'Algérie, in (ss la dir. de) Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 247-264.
- <sup>1114</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 519.
- <sup>1115</sup> Philippe Tétart, *France Observateur, 1950-1964. Histoire d'un courant de pensée intellectuel*, *op. cit.*, 2, p. 360.
- <sup>1116</sup> Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 2, p. 362.
- <sup>1117</sup> Philippe Tétart, *Histoire politique...*, *op. cit.*, 1, p. 211-212.
- <sup>1118</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 538 et Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les Porteurs de valise. La résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1979, 434 p. ; Rééd., Paris, Seuil, 1982, 436 p. (Points Histoire) ; p. 36-37.
- <sup>1119</sup> Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, Paris, Fayard, 2002, 812 p.
- <sup>1120</sup> Daniel Guérin, *Ci-gît le colonialisme : Algérie, Inde, Indochine, Madagascar, Maroc, Palestine, Polynésie, Tunisie (témoignage militant)*, La Haye/Paris, Mouton, 1973, 505 p. ; p. 77-83
- <sup>1121</sup> Benjamin Stora, La gauche et les minorités anticoloniales françaises devant les divisions du nationalisme algérien, in (ss la dir. de) Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, 700 p. ; p. 63-79.
- <sup>1122</sup> Marie-Christine Granjon, Raymond Aron, Jean-Paul Sartre et le conflit algérien, in *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, *op. cit.*, p. 115-138 ; p. 120.
- <sup>1123</sup> Marie-Christine Granjon, Raymond Aron, Jean-Paul Sartre..., art. cit., in *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, *op. cit.* p. 122.
- <sup>1124</sup> François Laborde, La situation en Afrique du Nord, *S ou b*, n° 18, janv.-mars 1956, p. 89 et 94.
- <sup>1125</sup> Proletariat français et nationalisme algérien, éditorial, *S ou b*, n° 24, mai-juin 1958, p. 1-16.
- <sup>1126</sup> Benjamin Stora, La gauche et les minorités..., art. cit., in (ss la dir. de) Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les Français*, *op. cit.*, p. 68.
- <sup>1127</sup> Benjamin Stora, La gauche..., art. cit., Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les Français*, *op. cit.*, p. 77.
- <sup>1128</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 519.

- 
- 1129 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 520.
- 1130 Pierre Vidal-Naquet, *L’Affaire Audin*, *op. cit.*,
- 1131 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 520-521.
- 1132 Jean-Pierre Rioux, La guerre d’Algérie dans l’histoire des intellectuels français, in Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (ss la direction de), *La guerre d’Algérie et les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 33-53 ; p. 36 ; cf aussi Rémy Rieffel, L’empreinte de la guerre d’Algérie..., art. cit., in *La guerre d’Algérie...*, *op. cit.*
- 1133 Alain Monchablon, *Histoire de l’UNEF*, *op. cit.*, p. 75.
- 1134 Alain Monchablon, *Histoire de l’UNEF*, *op. cit.*, p. 89.
- 1135 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste, Les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, 1990, 471 p. ; p. 128-133 ; 191-199.
- 1136 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, t. 2, p. 473.
- 1137 André Garros, L’Union de la gauche socialiste, *S ou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 85-111.
- 1138 André Garros, L’Union de la gauche socialiste, art. cit., *S ou b*, n° 26, 1958, note 21, p. 111.
- 1139 André Garros, L’Union de la gauche socialiste, art. cit., *S ou b*, n° 26, 1958, p. 86.
- 1140 Jean-Pierre Rioux, La guerre d’Algérie dans..., art. cit., in Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 40.
- 1141 Serge Berstein, Pierre Milza, *La France...*, *op. cit.*, p. 327.
- 1142 Jean-Pierre Rioux, *La France... 2. L’expansion...*, *op. cit.*, p. 135.
- 1143 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 525.
- 1144 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 524.
- 1145 Jean-Pierre Rioux, *La France... 2. L’expansion...*, *op. cit.*, p. 134.
- 1146 Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *op. cit.*, p. 324.
- 1147 (57) Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 69.
- 1148 Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 327.
- 1149 Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 69.
- 1150 Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 329.
- 1151 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 525.
- 1152 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 2, p. 378 et 3, p. 506.
- 1153 Jean-Pierre Rioux, *La France... 2. L’expansion...*, *op. cit.*, p. 149.
- 1154 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 3, p. 503-504.
- 1155 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 3, p. 507.
- 1156 Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 3, p. 496-497.
- 1157 Jean-Pierre Rioux, *La France... 2. L’expansion...*, *op. cit.*, p. 153.
- 1158 Jean-Pierre Rioux, *La France... 2. L’expansion...*, *op. cit.*, p. 155.
- 1159 Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France...*, *op. cit.*, p. 328.
- 1160 Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 333.
- 1161 Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, *La V<sup>e</sup> République, Naissance et mort*, Paris : Calmann-Lévy, 1998, 306 p. ; p. 32.
- 1162 Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, *La V<sup>e</sup>...*, *op. cit.*, p. 41-49 ; Georges Burdeau, La conception du pouvoir selon la Constitution du 4 octobre 1958, *RFSP*, mars 1959, art. cit. par Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, *op. cit.*
- 1163 Serge Berstein, *La France de l’expansion, 1. La République gaullienne. 1958-1969*, Paris, Le Seuil, 375 p. (Points, histoire), 1989, p. 22-23.
- 1164 Philip M. Williams et Martin Harrison, La campagne pour le référendum et les élections législatives, in Association française de science politique, *L’établissement de la Cinquième République. Le Référendum de septembre et les élections de novembre 1958*, Préface de Jean Touchard, Cahier n° 109, Paris, Librairie Armand Colin, 1960, p. 21.
- 1165 Alain Lancelot, *Les élections nationales sous la V<sup>e</sup> République*, Paris, PUF, 1983, 127 p., (Que sais-je ?) ; p. 11.

- <sup>1166</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 306-308 ; Olivier Duhamel, *La Gauche et la V<sup>e</sup> République*, Paris, PUF, 1980, p. 86-89 ; p. 124-126.
- <sup>1167</sup> Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, *op. cit.*, p. 247.
- <sup>1168</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse des résultats, in *L'établissement de la Cinquième République...*, *op. cit.*, p. 333-335.
- <sup>1169</sup> Jean Touchard, Les équivoques de la dépolitisation, *Arguments*, n° 27-28, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 1962, p. 34-35.
- <sup>1170</sup> *Barjot*, pseudonyme interne de Cornélius Castoriadis, Rapport, Le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne, (sous le titre général :Texte du camarade Barjot/*Barjot*/sur la situation politique), *BI*, n° 12 (de " Socialisme ou barbarie "), oct. 1959, p. 9.
- <sup>1171</sup> Lucien Sève, *Penser avec Marx aujourd'hui. I. Marx et nous*, Paris, La Dispute, 2004, 282 p. ; p. 146-151.
- <sup>1172</sup> André Garros, L'Union de la gauche socialiste, art. cit., *Sou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 94-97.
- <sup>1173</sup> André Garros, L'Union de la gauche socialiste, art. cit., *Sou b*, n° 26, 1958, p. 105.
- <sup>1174</sup> Documents :Démissions de l'UGS, Les camarades démissionnaires de la Fédération UGS de la Sarthe, p. 74-75.
- <sup>1175</sup> Olivier Duhamel, *La Gauche...*, *op. cit.*, p. 38.
- <sup>1176</sup> Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle...*, *op. cit.*, p. 112.
- <sup>1177</sup> Olivier Duhamel, *La Gauche...*, *op. cit.*, p. 47.
- <sup>1178</sup> Olivier Duhamel, *La Gauche...*, *op. cit.*, p. 38.
- <sup>1179</sup> Pierre Mendès France, François Mitterrand, Interventions à l'Assemblée nationale dans le débat sur l'investiture du gouvernement de Gaulle, *JO* du 2 juin, cité par Olivier Duhamel, *La Gauche...*, *op. cit.*, p. 42.
- <sup>1180</sup> Olivier Duhamel, *La Gauche...*, *op. cit.*, p. 58.
- <sup>1181</sup> Olivier Duhamel, *La Gauche...*, *op. cit.*, p. 43.
- <sup>1182</sup> Olivier Duhamel, *La Gauche...*, *op. cit.*, p. 46 et intervention de Pierre Mendès France précitée.
- <sup>1183</sup> Jean-Jacques Servan-Schreiber, *L'Express* du 29 mai 1958, cité par Olivier Duhamel, *La Gauche...*, *op. cit.*, p. 46.
- <sup>1184</sup> Philippe Tétart, *op. cit.*, 3, p. 522.
- <sup>1185</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 526.
- <sup>1186</sup> Jean-François Sirinelli, in Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les Intellectuels...*, *op. cit.*, p. 202.
- <sup>1187</sup> Philippe Tétart, *France Observateur...*, *op. cit.*, 3, p. 509-514.
- <sup>1188</sup> Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 526-527.
- <sup>1189</sup> Jean-Marie Domenach, Un souvenir très triste, in (ss la direction de) Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *La guerre d'Algérie...*, *op. cit.*, p. 353-357 ; p. 355.
- <sup>1190</sup> Claude Lefort, Le pouvoir de de Gaulle, *Sou b*, n° 25, juill.-août 1958, p. 28-40 : p. 36.
- <sup>1191</sup> Simon Chatel, *P. Canjuers*, La crise de la république bourgeoise, *Sou b*, n° 25, juill.-août 1958, p. 1-19 : p. 4.
- <sup>1192</sup> Simon Chatel et *P. Canjuers*, La crise..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 5.
- <sup>1193</sup> Simon Chatel et *P. Canjuers*, La crise..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 3-4.
- <sup>1194</sup> Tract diffusé le 27 mai par le groupe Pouvoir ouvrier, *Sou b*, n° 25, juill.-août 1958, p. 92-96.
- <sup>1195</sup> François Laborde, Jean-François Lyotard, La guerre " contre-révolutionnaire ", la société coloniale et de Gaulle, *Sou b*, n° 25, juill.-août 1958, p. 20-27.
- <sup>1196</sup> Simon Chatel et *P. Canjuers*, La crise..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 7.
- <sup>1197</sup> Claude Lefort, Le pouvoir..., *Sou b*, n° 25, juill.-août 1958, p. 28-40 ; p. 28.
- <sup>1198</sup> Simon Chatel et *P. Canjuers*, La crise..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 2.
- <sup>1199</sup> Claude Lefort, Le pouvoir de..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 35.
- <sup>1200</sup> Pierre Chaulieu, Perspectives de la crise française, *Sou b*, n° 25, juill.-août 1958, p. 41-66, p. 44.
- <sup>1201</sup> Pierre Chaulieu, Perspectives de la crise française, art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 45.
- <sup>1202</sup> Paul Cardan, Marxisme et théorie révolutionnaire, *Sou b*, n° 38, p. 44.

- 
- <sup>1203</sup> Claude Lefort, Le pouvoir de..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 36.
- <sup>1204</sup> Simon Chatel et P. Canjuers, La crise..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 13.
- <sup>1205</sup> Claude Lefort, Le pouvoir de..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 36-38 ; Claude Lefort, Le gaullisme et la crise du régime, *Arguments*, n° 8, juin 1958, texte daté du 9 juin 1958, p. 18-21.
- <sup>1206</sup> Pierre Chaulieu, Perspectives..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 49.
- <sup>1207</sup> François Laborde, La guerre..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 27.
- <sup>1208</sup> S. Chatel et P. Canjuers, La crise..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 19.
- <sup>1209</sup> Pierre Chaulieu, Perspectives..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 55-58.
- <sup>1210</sup> Pierre Chaulieu, Perspectives..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 62.
- <sup>1211</sup> Claude Lefort, Le pouvoir..., art. cit., *Sou b*, n° 25, p. 39.
- <sup>1212</sup> P. Canjuers, Naissance de la V<sup>e</sup> République, *Sou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p.
- <sup>1213</sup> Bilan, (non signé, repris ultérieurement dans les textes de Cornélius Castoriadis), *Sou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 1 à 3 ; *L'expérience du mouvement ouvrier*, 2, *Prolétariat et organisation*, 10/18, 1974, p. 89-116.
- <sup>1214</sup> Jean-François Lyotard, L'État et la politique dans la France de 1960, *Sou b*, n° 30, avril-mai 1960, p. 45-72.
- <sup>1215</sup> Jean-François Lyotard, L'État..., art. cit., *Sou b*, n° 30, 1960, p. 52-53.
- <sup>1216</sup> Jean-François Lyotard, L'État..., art. cit., *Sou b*, n° 30, 1960, p. 49.
- <sup>1217</sup> Jean-François Lyotard, L'État..., art. cit., *Sou b*, n° 30, 1960, p. 45.
- <sup>1218</sup> Jean Delvaux, Cornélius Castoriadis, Crise du gaullisme et crise de la gauche, *Sou b*, n° 33, déc. 1961-fév. 1962, p. 1-9.
- <sup>1219</sup> Jean Delvaux, Crise du gaullisme et crise de la gauche, art. cit., *Sou b*, n° 33, p. 5-6.
- <sup>1220</sup> Jean Delvaux, Crise du gaullisme et crise de la gauche, art. cit., *Sou b*, n° 33, p. 7.
- <sup>1221</sup> René Mouriaux, *La CGT*, Paris, Seuil, 1982, 245 p. ; p. 104-105.
- <sup>1222</sup> Michel Branciard, *Histoire de la CFDT*, Paris, La Découverte 1990, 366 p. (Textes à l'appui. Hist. contemporaine)..
- <sup>1223</sup> Michel Branciard, *op. cit.*, p. 141.
- <sup>1224</sup> Michel Branciard, *op. cit.*, p. 161.
- <sup>1225</sup> Michel Branciard, *op. cit.*, p. 161.
- <sup>1226</sup> Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 91-92.
- <sup>1227</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France... 2. L'expansion...*, *op. cit.*, p. 158.
- <sup>1228</sup> Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 92.
- <sup>1229</sup> Véronique Aubert, Alain Bergougnoux, J. P. Martin, René Mouriaux, *La forteresse enseignante, La Fédération de l'éducation nationale*, Paris, Fondation Saint-Simon, Fayard, 364 p. ; 1985, p. 71-75 ; Guy Groux, René Mouriaux, avec la collaboration d'Éliane Le Dantec, *La CGT, Crise, pratique, effectifs, approche sur la longue durée*, Paris, CEVIPOF, 1991, 485 p. ; p. 83-84.
- <sup>1230</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., in *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 282.
- <sup>1231</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 11.
- <sup>1232</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique en France depuis 1940*, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> éd., 1969, 618 p. ; p. 347.
- <sup>1233</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., in *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 282.
- <sup>1234</sup> Frédéric Bon, *Les Élections en France, histoire et sociologie*, Paris, Seuil, 1978, 235 p. ; p.143.
- <sup>1235</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique...*, *op. cit.*, p. 348.
- <sup>1236</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 286-291.
- <sup>1237</sup> Daniel Mothé, Chez Renault après le référendum, art. cit., *Sou b*, n° 26, nov.-déc.1958, p. 71.
- <sup>1238</sup> Daniel Mothé, Chez Renault après..., *Sou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 71.
- <sup>1239</sup> Daniel Mothé, Chez Renault après..., *Sou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 74.
- <sup>1240</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique...*, *op. cit.*, p. 355.
- <sup>1241</sup> Jean Touchard, Préface à *L'établissement...*, *op. cit.*, p. XXI.
- <sup>1242</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique...*, *op. cit.*, p. 356.

- 
- <sup>1243</sup> François Borella, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, points politique, 1973, 248 p. ; p. 96.
- <sup>1244</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique...*, *op. cit.*, p. 356 et 362.
- <sup>1245</sup> François Borella, *Les partis politiques...*, *op. cit.*, p. 96.
- <sup>1246</sup> François Borella, *Les partis...*, *op. cit.*, p. 97.
- <sup>1247</sup> François Borella, *Les partis...*, *op. cit.*, p. 97.
- <sup>1248</sup> Philip M. Williams et Martin Harrison, La campagne..., contribution citée in *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 22, 27, 44-45.
- <sup>1249</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique...* *op. cit.*, p. 357.
- <sup>1250</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales*, *op. cit.*, p. 14.
- <sup>1251</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 364.
- <sup>1252</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 295.
- <sup>1253</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 357.
- <sup>1254</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique...*, *op. cit.*, p. 359.
- <sup>1255</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14.
- <sup>1256</sup> François Goguel, Alfred Grosser, *La politique en France*, Paris Armand Colin, 1964, 298 p. (U. Coll. Série soc. pol.) ; p. 271.
- <sup>1257</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14.
- <sup>1258</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 346.
- <sup>1259</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 15.
- <sup>1260</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 333.
- <sup>1261</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 312.
- <sup>1262</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 312.
- <sup>1263</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14.
- <sup>1264</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 426 ; source : Frédéric Salmon.
- <sup>1265</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 15.
- <sup>1266</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse... in *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 333.
- <sup>1267</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse... in *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 326 ; Frédéric Bon, *Les Élections en France...*, *op. cit.*, p. 144.
- <sup>1268</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 17.
- <sup>1269</sup> François Goguel, Alfred Grosser, *La politique en France*, Paris, Armand Colin, 1964, p. 275.
- <sup>1270</sup> François Goguel, Alfred Grosser, *La politique en France*, Paris, Armand Colin, 1964, p. 275.
- <sup>1271</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 15.
- <sup>1272</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 17.
- <sup>1273</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique...*, *op. cit.*, p. 385.
- <sup>1274</sup> Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 45.
- <sup>1275</sup> Charles de Gaulle, *Lettres, Notes et Carnets*, Juin 1958-décembre 1960, Paris, Plon, 1985, 12 vol. : vol. 8, p. 79.
- <sup>1276</sup> Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 67.
- <sup>1277</sup> Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 61.
- <sup>1278</sup> Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 106-109.
- <sup>1279</sup> Texte de l'UNEF publié dans *L'Express*, cité par Alain Monchablon, *op. cit.*, p. 115.
- <sup>1280</sup> Alain Monchablon, Syndicalisme étudiant et histoire de l'UNEF in *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 175-189 ; p. 181.
- <sup>1281</sup> Michel Branciard, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 162-163.
- <sup>1282</sup> Alain Monchablon, Syndicalisme étudiant et..., art. cit., in *op. cit.*, p. 182.
- <sup>1283</sup> Alain Monchablon, Syndicalisme étudiant et..., in *op. cit.*, p. 182-183.
- <sup>1284</sup> Alain Monchablon, Syndicalisme étudiant et..., in *op. cit.*, p. 183.

- 
- 1285 Michel Winock, *Le siècle...*, *op. cit.*, p. 539.
- 1286 Michel Winock, *op. cit.*, p. 540.
- 1287 Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les Porteurs de valise. op. cit.*, p. 301.
- 1288 (198) Michel Winock, Lettre de Jean-Paul Sartre au procès Jeanson, rédigée de fait par Marcel Péju, citée ds quoi ? p. ?
- 1289 Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, Paris, Fayard, 1995, 396 p. ; p. 320.
- 1290 Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels...*, *op. cit.*, p. 327.
- 1291 Marie-Christine Granjon, Raymond Aron, Jean-Paul Sartre et le conflit algérien, in *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Paris, Complexe, p. 122.
- 1292 Marie-Christine Granjon, Raymond Aron, Jean-Paul Sartre..., in *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 124 ; 129-130.
- 1293 Marie-Christine Granjon, Raymond Aron, Jean-Paul Sartre..., in *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, p. 23 ; Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels...*, *op. cit.*, p. 333.
- 1294 Cité in Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les porteurs de valise, op. cit.*, p. 201.
- 1295 Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les porteurs de valise, op. cit.*, p. 226-227.
- 1296 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 305.
- 1297 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 308-309.
- 1298 Jeannine Verdès-Leroux, La guerre d'Algérie dans la trajectoire..., art. cit. in *La guerre d'Algérie et les intellectuels français, op. cit.*, p. 312.
- 1299 Jeannine Verdès-Leroux, La guerre d'Algérie dans la trajectoire..., art. cit. in *La guerre d'Algérie...*, *op. cit.*, p. 308-312.
- 1300 Michel Branciard, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 164.
- 1301 Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 72.
- 1302 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 85.
- 1303 Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 21.
- 1304 Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie (1920-1962)*, Paris, Presses de la FNSP, 1976, 261 p. ; p. 240.
- 1305 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 86.
- 1306 Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les porteurs de valise, op. cit.*, p. 375.
- 1307 Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les porteurs...*, *op. cit.*, p. 375.
- 1308 Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les porteurs...*, *op. cit.*, p. 376.
- 1309 René Mouriaux, *La CGT, op. cit.*, p. 107.
- 1310 Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 84.
- 1311 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 88-89.
- 1312 Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 22.
- 1313 Philippe Tétart, *op. cit.*, 4, p. 805-806.
- 1314 Philippe Tétart, *op. cit.*, 4, p. 847.
- 1315 Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *op. cit.*, p. 345.
- 1316 René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, 1982, 544 p. ; p. 321.
- 1317 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 98.
- 1318 Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, *La V<sup>e</sup>...*, *op. cit.*, p. 87.
- 1319 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 94.
- 1320 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 93.
- 1321 Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, *La V<sup>e</sup>...*, *op. cit.*, p. 44.
- 1322 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 94.
- 1323 Guy Michelat, Attitudes et comportements politiques à l'automne 1962, CEVIPOF, *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962*, Cahiers de la FNSP, n° 142, p. 193-288 ; p. 195 et 197.

- 
- <sup>1324</sup> Georges Dupeux, D'une consultation à l'autre. Les réactions du corps électoral, in *L'établissement de la Cinquième République...*, *op. cit.*, p. 125-193 ; p. 132.
- <sup>1325</sup> Guy Michelat, Attitudes et comportements politiques à l'automne 1962, *Le référendum d'octobre...*, *op. cit.*, Cahiers de la FNSP, n° 142, p. 195 et 197.
- <sup>1326</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14 et 26.
- <sup>1327</sup> Guy Michelat, Attitudes..., contribution cit. in *Le référendum d'octobre...*, *op. cit.*, p. 199.
- <sup>1328</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14 et 26.
- <sup>1329</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 96 ; Serge Bernstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 116.
- <sup>1330</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14 et 26.
- <sup>1331</sup> Jean-Luc Parodi, L'énigme de la cohabitation, ou les effets pervers d'une pré-sélection annoncée ", *RFSP*, n° 5-6, oct.-déc. 2002, p. 483-504 ; p. 486.
- <sup>1332</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14 et 26.
- <sup>1333</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse des résultats, in *Le référendum d'octobre...*, *op. cit.*, p. 318.
- <sup>1334</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14 et 26.
- <sup>1335</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 29.
- <sup>1336</sup> François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., contribution citée. in *Le référendum d'octobre...*, *op. cit.*, Cahiers de la FNSP, n° 142, p. 315.
- <sup>1337</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 29 ; François Goguel, Alfred Grosser, *op. cit.*, p. 276-277.
- <sup>1338</sup> Colette Ysmal, La stratégie des formations politiques devant la perspective de l'élection présidentielle, in CEVIPOF, *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*, Paris : Armand Colin, 1970, (Coll. Cahiers de la FNSP), n° 169, 548 p. ; p. 33.
- <sup>1339</sup> Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, *La Ve...*, *op. cit.*, p. 80-88.
- <sup>1340</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique en France depuis 1940*, *op. cit.*, p. 513.
- <sup>1341</sup> Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, *La Ve...*, *op. cit.*, p. 88.
- <sup>1342</sup> Serge Berstein, *La France de l'Expansion*, *op. cit.*, p. 127.
- <sup>1343</sup> Jacques Chapsal, *La vie politique...*, *op. cit.*, p. 515-516.
- <sup>1344</sup> Jean Charlot (cité par), *L'Union pour la nouvelle république : étude du pouvoir au sein d'un parti politique*. Paris, Colin, 363 p. ; p. 116.
- <sup>1345</sup> Charles de Gaulle, conférence de presse du 31 janvier 1964, extrait cité par René Rémond, *op. cit.*, documents : le gaullisme, p. 474.
- <sup>1346</sup> Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, *La Ve...*, *op. cit.*, p. 51-52.
- <sup>1347</sup> René Rémond, *Les droites en France*, *op. cit.*, p. 333.
- <sup>1348</sup> Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 156.
- <sup>1349</sup> Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 156.
- <sup>1350</sup> Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 157.
- <sup>1351</sup> Claude Servolin, *L'agriculture moderne*, Paris, Seuil, 1989, 318 p. ; p. 113.
- <sup>1352</sup> Claude Servolin, *L'agriculture...*, *op. cit.*, p. 132.
- <sup>1353</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 107.
- <sup>1354</sup> René Mouriaux et Sophie Bérourd, *Cinquante ans...*, *op. cit.*, p. 6 et 7.
- <sup>1355</sup> Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 135.
- <sup>1356</sup> Véronique Aubert, Alain Bergougoux, J. P. Martin, René Mouriaux, *La forteresse enseignante*, *op. cit.*, p. 256.
- <sup>1357</sup> Serge Berstein, *La France...*, *op. cit.*, p. 136.
- <sup>1358</sup> Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 14 et 26.
- <sup>1359</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 426 et François Goguel, Alain Lancelot, Jean Ranger, Analyse..., in *L'établissement...*, *op. cit.*, p. 312.
- <sup>1360</sup> René Mouriaux, informations orales.



- 
- 1361 Annie Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris Robert Laffont, 1991, 842 p. (Notre époque) ; p. 539.
- 1362 Gérard Noiriel, *Les ouvriers...*, *op. cit.*, p. 211-213.
- 1363 Gérard Noiriel, *op. cit.*, p. 213-214.
- 1364 Bilan, non signé, art. cit., *S ou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 5-6.
- 1365 Bilan, art. cit., *S ou b*, n° 26, p. 10.
- 1366 Bilan, art. cit., *S ou b*, n° 26, p. 7.
- 1367 Daniel Mothé, Chez Renault, après le référendum, *S ou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 69-71.
- 1368 Daniel Mothé, intervention, *BI*, n° 1, juill. 1958, p. 7, Fonds Jean-François Lyotard.
- 1369 Daniel Mothé, Chez Renault, après le référendum, *S ou b*, n° 26, cit., p. 75-76.
- 1370 Daniel Mothé, Les jeunes générations ouvrières, *S ou b*, n° 33, déc. 1961-fév. 1962, p. 23-24.
- 1371 Daniel Mothé, Les jeunes générations..., art. cit., *S ou b*, n° 33, p. 24-25.
- 1372 Daniel Mothé, Les jeunes générations..., art. cit., *S ou b*, n° 33, p. 31.
- 1373 Daniel Mothé, Les jeunes générations..., art. cit., *S ou b*, n° 33, p. 33.
- 1374 Les réactions ouvrières au Mans, in Témoignages, *S ou b* n° 25, juill.-août 1958, p. 83-88 ; énoncés cités : p. 87-88.
- 1375 Écho du Mans in Le monde en questions, *S ou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 147-148.
- 1376 Les réactions ouvrières au Mans, art. cit., *S ou b*, n° 25, 1958, p. 87.
- 1377 Écho du Mans, art. cit., *S ou b*, n° 26, 1958, p. 147.
- 1378 La situation algérienne, *Pouvoir ouvrier*, n° 2, janvier 1959.
- 1379 De Gaulle, les Algériens et les Français, *Pouvoir ouvrier*, n° 16, mars 1960.
- 1380 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 306-307.
- 1381 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 307 et Olivier Duhamel, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 89-90 ; 91-105.
- 1382 Colette Ysmal, *Les partis politiques sous la V<sup>e</sup> République, 1958-1962*, Montchrestien, 1989, 312 p. ; p. 26.
- 1383 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 308.
- 1384 Précision de René Mouriaux.
- 1385 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 308.
- 1386 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 313.
- 1387 Olivier Duhamel, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 118-119 ; 121.
- 1388 Olivier Duhamel, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 119-120, dont note 170, p. 120 sur un rapport de Marcel Servin ; Frédéric Bon, Structure de l'idéologie communiste, in *Le communisme en France*.
- 1389 Olivier Duhamel, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 121-122, dont Jean Prunteau, Éditorial de *Économie et politique*, mars 1960, p. 4, note 179, p. 121.
- 1390 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 318.
- 1391 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 323.
- 1392 Colette Ysmal, La stratégie des formations politiques devant la perspective de l'élection présidentielle, CEVIPOF, *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 33.
- 1393 Colette Ysmal, art. cit., p. 34 et 39.
- 1394 Janine Mossuz, *Les clubs et la politique en France*, Sous la dir. de Alain Lancelot, Paris, Armand Colin, Coll. Dossiers U2, 1970, 128 p. ; p. 1-3.
- 1395 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 108.
- 1396 Janine Mossuz, *Les clubs...*, *op. cit.*, p. 7.
- 1397 Janine Mossuz, *Les clubs...*, *op. cit.*, p. 8.
- 1398 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 109.
- 1399 Janine Mossuz, *Les clubs...*, *op. cit.*, p. 5.
- 1400 Janine Mossuz, *Les clubs...*, *op. cit.*, p. 6-7.
- 1401 Olivier Duhamel, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 249-250.
- 1402 Olivier Duhamel, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 237-239.
- 1403 Colette Ysmal, art. cit., p. 52.

- 
- 1404 Colette Ysmal, art. cit., p. 53.
- 1405 Colette Ysmal, art. cit., p. 57.
- 1406 Colette Ysmal, art. cit., p. 63-64.
- 1407 Colette Ysmal, art. cit., p. 78.
- 1408 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 850.
- 1409 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 856.
- 1410 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 850.
- 1411 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 850.
- 1412 Gilles Martinet, *France Observateur*, n° 643, 02 08 1962, in Philippe Tétart, op. cit., 4, p. 867.
- 1413 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 868.
- 1414 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 873-874.
- 1415 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, op. cit., p. 367.
- 1416 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, op. cit., p. 357.
- 1417 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, op. cit., p. 368.
- 1418 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, op. cit., p. 451.
- 1419 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 877.
- 1420 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 878-879.
- 1421 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, op. cit., p. 368.
- 1422 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 878-879.
- 1423 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 884.
- 1424 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 896.
- 1425 Jean-François Kesler, *De la gauche dissidente...*, op. cit., p. 451.
- 1426 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., p. 901.
- 1427 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, op. cit., p. 317.
- 1428 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 964.
- 1429 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 948.
- 1430 Philippe Tétart, *France Observateur...*, op. cit., 4, p. 964-965.
- 1431 C. Pas, *De France Observateur au Nouvel Observateur, Changement de formule ou véritable naissance ?*, université de Lille III, ss la direction de Jean-François Sirinelli, p. 69 ; Philippe Tétart, op. cit., 4, p. 969.
- 1432 Colette Ysmal, art. cit., p. 79.
- 1433 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, op. cit., p. 110.
- 1434 Colette Ysmal, art. cit., p. 79.
- 1435 Colette Ysmal, art. cit., p. 79-81.
- 1436 Olivier Duhamel, *La gauche...*, op. cit., p. 258.
- 1437 Olivier Duhamel, *La gauche...*, op. cit., p. 254.
- 1438 Olivier Duhamel, *La gauche...*, op. cit., p. 257.
- 1439 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, en collaboration avec Pierre Albert, Monica Charlot et Joseph Dutter, Relais, in La campagne électorale : sept.-déc. 1965, CEVIPOF, *L'élection présidentielle...*, op. cit., p. 119.
- 1440 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Relais, *L'élection présidentielle...*, op. cit., p. 115.
- 1441 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Relais, op. cit., p. 145.
- 1442 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Relais, op. cit., p. 144-145.
- 1443 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, op. cit., p. 110.
- 1444 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Une campagne nouvelle ?, in La campagne électorale..., CEVIPOF, *L'élection présidentielle...*, op. cit., p. 100.
- 1445 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Une campagne nouvelle ?, *L'élection présidentielle...*, op. cit., p. 102-103.
- 1446 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Une campagne nouvelle ? *L'élection présidentielle...*, op. cit., p. 106.
- 1447 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Propagandes, *L'élection présidentielle...*, op. cit., p. 233.

- 
- 1448 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Relais, *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 181.
- 1449 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Propagandes, *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 211-212.
- 1450 Jean Stoetzel, Les sondages et l'élection présidentielle de 1965, *Revue française de sociologie*, 1966 (7), p. 155.
- 1451 Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 31-32.
- 1452 François Goguel, Analyse des résultats, in Les résultats, CEVIPOF, *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 394.
- 1453 Alain Lancelot, Les élections nationales..., *op. cit.*, p. 32.
- 1454 Alain Lancelot, Les élections nationales..., *op. cit.*, p. 31.
- 1455 François Goguel, Analyse des résultats, *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 400-401.
- 1456 François Goguel, Analyse..., *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 401.
- 1457 Alain Lancelot, Les élections nationales..., *op. cit.*, p. 33.
- 1458 Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Propagandes, *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 191-192.
- 1459 François Goguel, Analyse..., *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 404.
- 1460 François Goguel, Analyse..., *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 405-406.
- 1461 Alain Lancelot, *Les élections nationales...*, *op. cit.*, p. 33.
- 1462 François Goguel, Analyse..., *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 407.
- 1463 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 320.
- 1464 Karel Bartosek, *Les aveux des archives, Prague-Paris-Prague, 1948-1968*, Paris, Seuil, 1996, 458 p. ; p. 176-182.
- 1465 Jean-Luc Parodi, Conclusion : Réflexions sur une "dynamique", in Les résultats, *L'élection présidentielle...*, *op. cit.*, p. 539.
- 1466 Guy Groux, in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, *op. cit.*, p. 116.
- 1467 René Mouriaux, *La CGT*, *op. cit.*, p. 109.
- 1468 Guy Groux, in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, *op. cit.*, p. 114.
- 1469 Edmond Maire, Pour une stratégie commune aux organisations du mouvement ouvrier, Document complétant le rapport au 15<sup>e</sup> Congrès et préparatoire aux travaux du 16<sup>e</sup> Congrès de la Chimie-CFDT, Lille, nov. 1968, p. 60, cité par Guy Groux et René Mouriaux, *op. cit.* p. 117.
- 1470 Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, *op. cit.*, p. 116-120.
- 1471 Daniel Mothé, Le civisme des Présidentielles, *Esprit*, n° 2, in Journal à plusieurs voix, fév. 1966, p. 291-294.
- 1472 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 321-322.
- 1473 Jeannine Verdès-Leroux, *Le réveil des somnambules...*, *op. cit.*, p. 297.
- 1474 Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération. Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, en particulier p. 112-117 ; 207-253.
- 1475 Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, *op. cit.*, p. 200.
- 1476 Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris Armand Colin, 1968, 525 p. ; p. 433-463.
- 1477 Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement...*, *op. cit.*, p. 461.
- 1478 PV de la séance de "S ou b" du 30 janvier 1958.
- 1479 Philippe Gottraux, "Socialisme ou Barbarie" : du militantisme..., *op. cit.*, p. 266.
- 1480 Philippe Gottraux, "Socialisme ou Barbarie" : du militantisme..., *op. cit.*, p. 267.
- 1481 Philippe Gottraux, "Socialisme ou Barbarie" : du militantisme..., *op. cit.*, p. 268.
- 1482 *Socialisme ou barbarie*, n° 22, juin-août 1957, dernières pages non numérotées.
- 1483 *Arguments*, n° 4, juin-sept. 1957, dernière page.
- 1484 *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957.
- 1485 Claude Lefort, L'insurrection hongroise, *S ou b*, n° 20, nov.-déc. 1956, p. 85-116.
- 1486 P-A Renaud, A travers les revues, *France Observateur*, n° 350, 24 01 1957, p. 15.

- <sup>1487</sup> François Fejtö, Un an après Budapest : documents sur la Hongrie, *France Observateur*, n° 389, 24 10 1957, p. 9-10.
- <sup>1488</sup> Gilles Martinet, Sur une conception romanesque de la politique, *L'observateur littéraire*, *France Observateur*, n° 400, 09 01 1958, p. 17.
- <sup>1489</sup> Philippe Gottraux, "Socialisme ou Barbarie" : du militantisme..., *op. cit.*, p. 269.
- <sup>1490</sup> Edgar Morin, Après l'année sismique, *France Observateur*, (in *L'Observateur littéraire*), n° 402, 23 01 1958, p. 18.
- <sup>1491</sup> Mise au point, *S ou b*, n° 22, 1957, p. 173.
- <sup>1492</sup> Non signé, Arguments sur la crise française, n° 425, 26 juin 1958, p. 15, (à propos du n° 8 d'Arguments de juin 1958). p. 14-15.
- <sup>1493</sup> Jean Duvignaud, Idéologies de somnambules, *Arguments*, n° 8, juin 1958, p. 2-5.
- <sup>1494</sup> Edgar Morin, La crise française, *Arguments*, n° 8, juin 1958, p. 9-18.
- <sup>1495</sup> Alain Touraine, Mission ou démission de la gauche, *Arguments*, n° 8, texte daté du 27 mai 1958, p. 5-9.
- <sup>1496</sup> Claude Lefort, Le gaullisme et la crise du régime, *Arguments*, n° 8, texte daté du 9 juin 1958, p. 18-21.
- <sup>1497</sup> Claude Lefort, Le gaullisme..., art. cit., *Arguments*, n° 8, juin 1958, art. précit., p. 20-21.
- <sup>1498</sup> Edgar Morin, Post-scriptum, *Arguments*, n° 8, juin 1958, p. 22.
- <sup>1499</sup> P-A Renaud, Le 13 mai et le gaullisme, *France Observateur*, n° 427, 10 juillet 1958, p. 17.
- <sup>1500</sup> Groupe " Pouvoir ouvrier ", tract du 27 mai 1958, *S ou b*, n° 25, juill.-août 1958, p. 92-06
- <sup>1501</sup> Philippe Gottraux, "Socialisme ou barbarie" : du militantisme..., *op. cit.*, p. 270.
- <sup>1502</sup> P-A Renaud, *France Observateur*, n° 427, 10 juillet 1958, p. 17.
- <sup>1503</sup> Philippe Gottraux, "Socialisme ou barbarie : du militantisme...", *op. cit.*, p. 271-273.
- <sup>1504</sup> Chez Renault, on parle de la Hongrie, *L'Express*, n° 289, 4. 01. 1957, p. 19-20 ; Les vacances pour les ouvriers de chez Renault, c'est le rêve, le but de toute l'année, *L'Express*, n° 319, 7. 11. 1957, p. 6-8 ; *L'Express*, Qui est l'avant-garde ?, n° 333, 5. 06. 1957, p. 6-8 ; Le fascisme ne passera pas, *L'Express*, n° 364, 5. 06. 1958, p. 10-11 ; voir aussi notamment Daniel Mothé, La force, et même la violence, seule garantie du succès, *France Observateur*, 6 fév. 1958, n° 404, p. 7.
- <sup>1505</sup> Qu'est-ce que la classe ouvrière française ?, *Arguments*, n° 12-13, janv., fév., mars 1959.
- <sup>1506</sup> Serge Mallet, Le journal d'un ouvrier de chez Renault, *France Observateur*, n° 474, 4 juin 1959 ; après *P. Canjuers*, Sociologie fiction pour gauche fiction (à propos de Serge Mallet), *S ou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 13-32, ainsi que dans la même livraison : Jean Delvaux (Cornélius Castoriadis), Les classes sociales de M. Touraine, p. 33-52 ; puis, en réponse à Serge Mallet : "Socialisme ou barbarie" (signature de la rédaction) : Comment Mallet juge Mothé, *S ou b*, n° 28, juill.-août 1959, p. 83-85.
- <sup>1507</sup> Edgar Morin, La réforme de pensée, préface. In *Arguments, 1956-1962*, Éditions intégrale, Paris, Privat, 1983, 2 vol. ; p. 1X.
- <sup>1508</sup> Mariateresa Padova, *Arguments-Ragionamenti* : un jumelage fécond, présentation. In *Arguments, 1956-1962*, Éditions intégrale, cit., p. XXVI.
- <sup>1509</sup> Kostas Axelos, non signé, /présentation/, *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957, p. 1.
- <sup>1510</sup> Olivier Corpet, Trois manifestes d'Arguments, présentation. In *Arguments, 1956-1962*, Éditions intégrale cit., p. XXIX.
- <sup>1511</sup> Gil Delannoi, *Crise intellectuelle et tentatives de fondation d'une politique de l'homme* : Arguments, p. 6 ; Thèse, Institut d'études politiques de Paris ; Mariateresa Padova, Arguments-Ragionamenti : un jumelage fécond, *Arguments, 1956-1962*, Éditions intégrale cit. ; p. XXV-XXVIII.
- <sup>1512</sup> Gil Delannoi, *Crise intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 7.
- <sup>1513</sup> Gil Delannoi, *Crise intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 8.
- <sup>1514</sup> Gil Delannoi, *Crise intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 26.
- <sup>1515</sup> Gil Delannoi, *Crise intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 28.
- <sup>1516</sup> Olivier Corpet, Trois manifestes d'Arguments, *Arguments, 1956-1962*, Éditions intégrale cit, p. XXX.
- <sup>1517</sup> Gil Delannoi, *Crise intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 28-29.

- 
- 1518 Olivier Corpet, Trois manifestes d' *Arguments*, *Arguments*, 1956-1962, *op. cit.*, p. XXX.
- 1519 Gil Delannoi, *Crise intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 30-35.
- 1520 Armando Guiducci, Sur l'esthétique de Lukacs, *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957, p. 10-13 ; Joseph Gabel, Actualité du problème de l'idéologie, (à propos d' Idéologie et utopie de Karl Mannheim), *Arguments*, n° 2, fév. 1957-mars 1957, p. 1-5 ; Lucien Goldmann, Un bilan désabusé (à propos de deux livres de Fritz Sternberg, marxiste allemand), *Arguments*, n° 2, p. 10-12, avril-mai 1957 ; Georges Lukacs, Qu'est-ce que le marxisme orthodoxe, *Arguments*, n° 3, avril-mai 1957, p. 1-17 ; Thomas Munzer, (à propos de Lukacs), *Arguments*, n° 3, p. 17-22 ; Franco Fortini, La vision du monde chez Lucien Goldmann, *Arguments*, n° 3, p. 29-32 ; Roberto Guiducci, Gramsci et l'ordine nuovo, *Arguments*, n° 4, juin-sept. 1957, p. 4-8.
- 1521 Edgar Morin, La question nègre, *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957, p. 1-7.
- 1522 Colette Audry, Les idées de Pierre Hervé, *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957, p. 7-10.
- 1523 Alberto Guerrero Ramos : A propos de Gilberto Freyre, *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957, p. 22-25.
- 1524 Franco Fortini : Auerbach, une théorie de l'art, *Arguments*, n° 1, n° cit., p. 25-28.
- 1525 Jean Duvignaud : Marxisme-idéologie ou philosophie ?, *Arguments*, n° 2, fév.-mars 1957, p. 5-8, A propos de Calvez.
- 1526 Edgar Morin, Le péril jeune, (à propos de Georges Balandier), *Arguments*, n° 2, n° cit., p. 12-16.
- 1527 Colette Audry, Les meneurs de jeu, (à propos de Charles Morazé), *Arguments*, n° 2, n° cit., p. 16-18.
- 1528 Edgar Morin, *Autocritique*, , rééd. Paris : Le Seuil, 1975, 255 p.
- 1529 Edgar Morin, Révisons le révisionnisme, *Arguments*, n° 2, n° cit., p. 8-10, énoncés cités, p. 9 et 10.
- 1530 Joseph Gabel, Actualité du problème de l'idéologie, *Arguments*, n° 2, n° cit., p. 1-5, énoncé cité, p. 2.
- 1531 Joseph Gabel, Actualité..., art. cit., *Arguments*, n° 2, n° cit., p. 3.
- 1532 Jean Duvignaud, Ce que nous attendons de la culture, *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957, p. 13-16.
- 1533 Jean Duvignaud, Ce que nous attendons..., art. cit., *Arguments*, n° 1, n° cit., 1956-1957, p. 16.
- 1534 Edgar Morin, Révisons le révisionnisme, *Arguments*, n° 2, fév.-mars 1957, p. 8-10.
- 1535 Entretien avec Edgar Morin.
- 1536 Entretien avec Jean Duvignaud.
- 1537 Entretien avec Pierre Fougeyrollas.
- 1538 Edgar Morin, *Autocritique*, p. 162-163.
- 1539 Entretiens.
- 1540 Entretiens.
- 1541 Pierre Naville, Note sur l'histoire des Conseils ouvriers, in Les conseils ouvriers, *Arguments*, n° 4, juin-sept. 1957, p. 1-4.
- 1542 Roberto Guiducci, Gramsci et "l'Ordine Nuovo", in Les conseils ouvriers, n° cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 4-8.
- 1543 Antonio Gramsci cité par Roberto Guiducci, Gramsci..., art. précit., in Les conseils ouvriers, *Arguments*, n° 4, 1957, p. 6.
- 1544 Roberto Guiducci, Gramsci..., art. cit., in Les conseils ouvriers, *Arguments*, n° 4, 1957, p. 6.
- 1545 Pierre Broué, Témoignages et études sur la révolution hongroise, in La révolution hongroise, *Arguments*, n° 4, 1957, p. 21-29.
- 1546 François Fejtő, Quelques réflexions à propos de l'étude de la révolution hongroise, in La révolution hongroise, *Arguments*, n° 4, 1957, p. 29-31.
- 1547 François Fejtő, Quelques réflexions..., art. cit., in La révolution hongroise, *Arguments*, n° 4, 1957, p. 31.
- 1548 Tableau X, *Arguments*, n° 4, 1957, sommaire, p.
- 1549 Gérard Genette : Notes sur *Socialisme ou barbarie*, art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 8-13.
- 1550 Gérard Genette : Notes sur..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 13.
- 1551 Edgar Morin, Solécismes ou Barbarismes, art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 13-19.
- 1552 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 14.
- 1553 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 14.

- 
- 1554 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 15.
- 1555 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 15.
- 1556 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 15.
- 1557 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 18.
- 1558 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 15.
- 1559 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 15.
- 1560 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 15.
- 1561 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 16.
- 1562 Edgar Morin, Solécismes..., art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 16.
- 1563 Claude Lefort, Sur l'article de Morin, art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 20.
- 1564 Claude Lefort, Sur l'article de Morin, art. cit., *Arguments*, n° 4, 1957, p. 21.
- 1565 Tableau XII : Les publications des rédacteurs de *Socialisme ou barbarie* dans *Arguments*, p. 758.
- 1566 Entretien avec Catherine May, ancienne épouse de Daniel Blanchard.
- 1567 Entretien avec Sébastien de Diesbach, *Chatel*.
- 1568 Entretien avec Jeanine Casevits Weulersse.
- 1569 Entretien avec Sébastien de Diesbach.
- 1570 Activités du groupe étudiant pendant le mois d'octobre 1958, *BI*, n° 7, oct. 1958, p. 12.
- 1571 Entretien avec Sébastien de Diesbach.
- 1572 Entretien avec Sébastien de Diesbach.
- 1573 Entretien avec Sébastien de Diesbach.
- 1574 Entretiens avec Gabriel Cohn-Bendit, Félix Guattari, Jean-Louis Peyron et Gérard Spitzer.
- 1575 Entretien avec *Garros*.
- 1576 Entretien avec *Péto*.
- 1577 Entretien avec Jean Amaury et *Raphaël*.
- 1578 Entretien avec *Neuvil*.
- 1579 Entretien avec Pierre Ansart.
- 1580 Entretien avec Jean-Jacques Lebel.
- 1581 Entretien avec Jean-Jacques Lebel.
- 1582 Guy Prévain, *Péret Benjamin révolutionnaire permanent*, Paris, Syllepse, Les archipels du surréalisme, 1999, 93 p. ; p. 87-88.
- 1583 Guy Prévain, *Péret Benjamin révolutionnaire permanent*, *op. cit.*, p. 86.
- 1584 *BI*, n° 6, sept. 1958, p. 19.
- 1585 *BI*, n° 1, juill. 1958, 19 p., p. 10 ; Fonds Jean-François Lyotard.
- 1586 *BI*, n° 1, 1958.
- 1587 *BI*, n° 9 bis, janv.-fév. 1959.
- 1588 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 1589 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 1590 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 1591 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 1592 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 1593 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 1594 Entretien avec Rivière.
- 1595 Entretien avec Rivière.
- 1596 Entretien avec Rivière.
- 1597 Entretien avec *Raphaël*.
- 1598 Entretien avec *Véga*.
- 1599 *BI* de "Socialisme ou barbarie", n° 6, sept. 1958, p. 1 et 2 ; Fonds Jean-François Lyotard.
- 1600 Entretien avec Jean Amaury.

<sup>1601</sup> Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, *La démocratie imparfaite, Essai sur le parti politique*, Paris, Gallimard, 1994, 270 ; p. 226-227.

### Notes du ch. VIII :

- <sup>1602</sup> Claude Lefort, La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire, *Les Temps modernes*, déc. 1948-janv. 1949, réédité in *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Librairie Droz, 1971, p. 11-28; Cornélius Castoriadis, Phénoménologie de la conscience prolétarienne, texte inédit, 1948, *La Société bureaucratique*, 1, Union Générale d'Éditions, Paris, 1973, (319 p.) ; p. 115-129.
- <sup>1603</sup> Claude Lefort, *La complication, Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999, (257 p.) ; p. 14-15.
- <sup>1604</sup> Dans La contradiction..., Claude Lefort s'appuie sur le *Staline* de Souvarine, sur des textes de Trotsky publiés par *The Bulletin of the Workers League for a Revolutionary Party* et sur une lecture critique des ouvrages de Trotsky lui-même, La contradiction..., art. cit.
- <sup>1605</sup> Observations de Kroupskaïa, citées par Trotsky dans son *Staline* et reprises par Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., p. 24.
- <sup>1606</sup> Citation par Claude Lefort du *Staline* de Trotsky, La contradiction..., art. cit., p. 24.
- <sup>1607</sup> Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., p. 29.
- <sup>1608</sup> Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., p. 25.
- <sup>1609</sup> Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., p. 25.
- <sup>1610</sup> Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., p. 28.
- <sup>1611</sup> Claude Lefort, La contradiction..., art. cit., p. 25-26.
- <sup>1612</sup> Cornélius Castoriadis, Phénoménologie de la conscience prolétarienne, art. cit., *La Société bureaucratique*, 1973, 1, *op. cit.*, p. 115 à 129.
- <sup>1613</sup> Cornélius Castoriadis, Phénoménologie de..., art. cit., in *La Société bureaucratique* 1, *op. cit.*, p. 123.
- <sup>1614</sup> Le Parti révolutionnaire (Résolution), *S ou b*, n° 2, mai-juin 1949, p. 100 ; réédition Cornélius Castoriadis Castoriadis, 10/18, p. 125.
- <sup>1615</sup> Le Parti révolutionnaire (Résolution), *S ou b*, n° 2, p. 102.
- <sup>1616</sup> Le Parti révolutionnaire (Résolution), *S ou b*, n° 2, p. 98.
- <sup>1617</sup> *BI* de "Socialisme ou barbarie", n° 6, sept 1958 ; AG des 27 et 28 sept. ; compte-rendu des points de vue qui y ont été exprimés ; p. 1, 4 et 5 ; Fonds Jean-François Lyotard.
- <sup>1618</sup> *BI* de "Socialisme ou barbarie", n° 6, 1958, p. 4.
- <sup>1619</sup> La vie de notre groupe, *S ou b*, n° 2, 1949, p. 95-108.
- <sup>1620</sup> Le Parti..., Résolution cit., *S ou b*, n° 2, 1949, p. 100.
- <sup>1621</sup> Le Parti..., Résolution cit., *S ou b*, n° 2, 1949, p. 98.
- <sup>1622</sup> Premières pages de présentation, *S ou b*, n° 1, p. 4.
- <sup>1623</sup> Pierre Chaulieu, La direction prolétarienne, *S ou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 10-18.
- <sup>1624</sup> Pierre Chaulieu, Sur le programme socialiste, *S ou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 1-9.
- <sup>1625</sup> Pierre Chaulieu, Sur le programme..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 7.
- <sup>1626</sup> Pierre Chaulieu, Sur le programme..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 9.
- <sup>1627</sup> Pierre Chaulieu, Sur le contenu du socialisme, *S ou b*, n° 22, juin-août 1957, p. 1-74.
- <sup>1628</sup> Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, Paris, Marcel Rivière, 1990, 324 p.
- <sup>1629</sup> Pierre Chaulieu, La direction..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 13.
- <sup>1630</sup> Pierre Chaulieu, La direction..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 14-15.
- <sup>1631</sup> Pierre Chaulieu, La direction..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 11.
- <sup>1632</sup> Claude Montal, Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire, *S ou b*, n° 10, juill.-août 1952, p. 18-27 ; L'expérience prolétarienne, non signé, *S ou b*, n° 11, nov.-déc. 1952, p. 1-19, réédité dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, *op. cit.*
- <sup>1633</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, I, *TM*, n° 81.
- <sup>1634</sup> Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française, 1945-1975*. Paris, Hachette, 1987, XIX-353 p. ; p. 214-215.

- 
- <sup>1635</sup> Claude Lefort, Organisation et parti, *S ou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 120-134.
- <sup>1636</sup> Paul Cardan (nouveau pseudonyme de Cornélius Castoriadis), Prolétariat et organisation, *S ou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 53-88 ; n° 28, juill.-août 1959, p. 41-72.
- <sup>1637</sup> Discussion sur le problème du parti révolutionnaire, *S ou b*, n° 10, 1952, p. 10.
- <sup>1638</sup> Claude Montal, Le prolétariat..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 26 et 27.
- <sup>1639</sup> Pierre Chaulieu, La direction..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 18.
- <sup>1640</sup> Présentation, art. cit., *S ou b* n° 1, p. 1.
- <sup>1641</sup> Pierre Chaulieu, La direction..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 17.
- <sup>1642</sup> Claude Montal, Le prolétariat..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 26 et 27.
- <sup>1643</sup> Claude Montal, Le prolétariat..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 18.
- <sup>1644</sup> Claude Montal, Le prolétariat..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 23.
- <sup>1645</sup> Anton Pannekoek, Partei und arbeitervklasse, *Rätekorrespondenz*, mars 1936 in *Pannekoek et les conseils ouvriers*, op. cit., p. 263.
- <sup>1646</sup> Claude Lefort, L'expérience prolétarienne, *S ou b*, n° 11, 1952, p. 11-19.
- <sup>1647</sup> Claude Montal, Le prolétariat..., art. cit., *S ou b*, n° 10, 1952, p. 18.
- <sup>1648</sup> Claude Lefort, L'impensé de l'Union de la gauche (1978, non publié), in *L'invention démocratique*, p. 129-158, en particulier p. 141.
- <sup>1649</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes et la paix, I, *TM*, n° 81, juillet 1952, art. cit., p. 5.
- <sup>1650</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., I, *TM*, n° 81, art. cit., juill. 1952, p. 49.
- <sup>1651</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avril 1953, p. 1567.
- <sup>1652</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., I, *TM*, n° 81, juill. 1952, art. cit., p. 47.
- <sup>1653</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., I, *TM*, n° 81, juill. 1952, art. cit., p. 46.
- <sup>1654</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 208.
- <sup>1655</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 242-243.
- <sup>1656</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 156.
- <sup>1657</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 167.
- <sup>1658</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 195.
- <sup>1659</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 202.
- <sup>1660</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 204-206.
- <sup>1661</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 202.
- <sup>1662</sup> Jean-Paul Sartre, Les communistes..., II, art. cit., *Situations VI*, op. cit., p. 209.
- <sup>1663</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avr. 1953, p. 1569.
- <sup>1664</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avr. 1953, p. 1543.
- <sup>1665</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avr. 1953, p. 1545.
- <sup>1666</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avr. 1953, p. 1551.
- <sup>1667</sup> Claude Lefort, De la réponse à la question, art. cit., (daté de juin 1953), *TM*, n° 104, juill. 1954, p. 170.
- <sup>1668</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avr. 1953, p. 1555.
- <sup>1669</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avr. 1953, p. 1564-1565.
- <sup>1670</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures...*, op. cit., p. 134.
- <sup>1671</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures...*, op. cit., p. 136.
- <sup>1672</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures...*, op. cit., p. 185-186.
- <sup>1673</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures...*, op. cit., p. 134-138.
- <sup>1674</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures...*, op. cit., p. 148.
- <sup>1675</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures...*, op. cit., p. 148.
- <sup>1676</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures...*, op. cit., p. 146.
- <sup>1677</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures...*, op. cit., p. 159.
- <sup>1678</sup> Claude Lefort, De la réponse à la question, art. cit., 1954, p. 167.
- <sup>1679</sup> Claude Lefort, De la réponse à la question, art. cit., 1954, p. 174-175.



- 
- 1680 Bilan, *Sou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 9.
- 1681 Claude Lefort, Organisation et parti, *Sou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 125.
- 1682 Claude Lefort, Organisation..., art. cit., *Sou b*, n° 26, 1958, p. 125 et 126.
- 1683 Claude Lefort, Organisation..., art. cit., *Sou b*, n° 26, 1958, p. 125.
- 1684 Claude Lefort, Organisation..., art. cit., *Sou b*, n° 26, 1958, p non négligeable.
- 1685 Pierre Bourdieu, Genèse et structure du champ religieux, *Revue française de sociologie*, juill.-sept 1971-XII-3, p. 295-334 ; p. 334.
- 1686 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat et organisation, *Sou b*, n° 28, juill.-août 1959, p. 59-60.
- 1687 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., *Sou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 78 et 79.
- 1688 Cornélius Castoriadis, *Pierre Chaulieu*, La direction prolétarienne, *Sou b*, n° 10, 1952, art. cit., p. 12.
- 1689 Cornélius Castoriadis, *Pierre Chaulieu*, La direction..., *Sou b*, n° 10, 1952, art. cit., p. 14.
- 1690 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., p. 45.
- 1691 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., *Sou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 79.
- 1692 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., *Sou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 80.
- 1693 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., *Sou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 80.
- 1694 *Pierre Chaulieu*, La direction prolétarienne, art. cit., *Sou b*, n° 10, 1952, p. 10.
- 1695 *Pierre Chaulieu*, (Cornélius Castoriadis), Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat, *Sou b*, n° 14, avr.-juin 1954, p. 1-26.
- 1696 *Pierre Chaulieu*, (Cornélius Castoriadis), Sur la dynamique du capitalisme, *Sou b*, n° 12, août-sept. 1953, p. 1-22.
- 1697 Éditorial/programme non signé, Bilan, perspectives, tâches, *Sou b*, n° 21, mars-mai 1957, p. 1-14.
- 1698 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., *Sou b*, n° 27, p. 75.
- 1699 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., *Sou b*, n° 27, p. 68.
- 1700 Entretien avec *Garros*.
- 1701 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., *Sou b*, n° 27, p. 68-69.
- 1702 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., *Sou b*, n° 28, p. 41.
- 1703 Cornélius Castoriadis, *Paul Cardan*, Proletariat..., art. cit., *Sou b*, n° 28, p. 54-55.
- 1704 Encadré à la fin de Comment lutter ?, non signé, *Sou b*, n° 23, janv.-fév. 1958, p. 20.
- 1705 Daniel Mothé, La bureaucratie syndicale et les ouvriers, *Sou b*, n° 13, art. précité, 1954, p. 54-59.
- 1706 Comment lutter ?, art. cit., non signé, *Sou b*, n° 23, 1958, p. 17-18.
- 1707 Comment lutter ?, art. cit., *Sou b*, n° 23, 1958, p. 20.
- 1708 Comment lutter ?, art. cit., *Sou b*, n° 23, 1958, p. 9.
- 1709 Comment lutter ?, art. cit., *Sou b*, n° 23, 1958, p. 17.
- 1710 Daniel Mothé, La bureaucratie..., *Sou b*, n° 13, art. cit., 1954, p. 55-56.
- 1711 Daniel Mothé, La bureaucratie..., *Sou b*, n° 13, art. cit., 1954, p. 56-58.
- 1712 Comment lutter ?, art. cit., *Sou b*, n° 23, 1958, p. 16.
- 1713 *Garros*, PV de la séance du 30 janvier 1958, cité par Philippe Gottraux, "Socialisme ou barbarie" : du militantisme au désengagement, Thèse cit., p. 79.
- 1714 Sous le titre Discussion et Contribution à une discussion, en introduction au texte de Claude Lefort, Organisation et parti, *Sou b*, n° 26, nov.-déc. 1958, p. 120.
- 1715 En introduction de *Paul Cardan*, Proletariat et organisation, *Sou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 53.
- 1716 *BI*, n° 1, juill. 1958, p. 3 ; *BI*, n° 6, sept. 1958, p. 17-18, Fonds Jean-François Lyotard (Arch. Fonds JFL).
- 1717 Daniel Mothé, *BI*, n° 6, sept. 1958, p 20-22, Fonds JFL.
- 1718 *Montal*, *BI*, n° 1 (de "Socialisme ou barbarie"), juill. 1958, p. 5, Fonds JFL.
- 1719 *Montal*, *BI*, n° 1, p. 1 et 2.
- 1720 *BI*, n° 6, sept 58 ; AG des 21/28 sept 1958, p. 2, Fonds JFL.
- 1721 Martine, *BI*, n° 1, cit., p. 3, Fonds JFL.

- 
- 1722 *Montal*, Claude Lefort, La question de l'organisation révolutionnaire et du fonctionnement du groupe : contribution à la discussion, p. 8-9.
- 1723 *Montal*, Claude Lefort, La question..., cit., p. 9.
- 1724 *Montal*, Claude Lefort, La question..., cit., p. 9.
- 1725 *Montal*, Claude Lefort, La question..., cit., p. 9.
- 1726 *Montal*, Claude Lefort, La question..., cit., p. 10.
- 1727 *Montal*, Claude Lefort, La question..., cit., p. 8.
- 1728 *BI*, n° 6, AG précit, p. 2 et 3, Fonds JFL.
- 1729 *BI*, n° 1, juil. 1958, p. 5, Fonds JFL.
- 1730 *BI*, n° 1, précit., p. 4, Fonds JFL.
- 1731 *BI*, n° 1, cit., 1958, p. 5, Fonds JFL.
- 1732 *Barois*, Benno Sternberg, Activité ouvrière et organisation, *BI*, n° 3, sept. 1958, p. 6, Fonds Jean-François Lyotard.
- 1733 *Chaulieu*, I- Sur l'organisation ; II- Sur la minorité, *BI*, n° 5, sept. 1958, p. 12 et 13.
- 1734 *Chaulieu*, Sur la minorité, cit, p. 1.
- 1735 *Chaulieu*, séance du 27 sept. après-midi, *BI*, n° 6, sept. 1958, p. 4.
- 1736 *BI*, n° 6, septembre 1958, p. 1.
- 1737 Entretien avec René Neuvil.
- 1738 Philippe Gottraux, "Socialisme ou barbarie" : du militantisme au désengagement, Thèse cit., p. 65-66 : intervention de Benno Sarel, PV de la séance du 23 mai 1956 ; intervention de Garros, PV de la séance du 29 mars 1956.
- 1739 Philippe Gottraux, "Socialisme ou barbarie" ..., cit., p 77-78 ; Interventions Véga, Daniel Mothé, PV de la séance du 13 septembre 1956 ; *Montal*, PV de la séance du 20 septembre 1956.
- 1740 Philippe Guillaume, Pierre Chaulieu, compte-rendu, réunion du groupe ouvrier du 24. 6. 1958, *BI*, n° 1, précit., p. 13-14.
- 1741 Véronique Aubert, René Mouriaux, *Le syndicalisme enseignant en France*, Paris, FNSP-CEVIPOF, Document de travail n° 65, 1994, 194 p. et surtout Véronique Aubert, Alain Bergougnoux, Jean Paul Martin, René Mouriaux, *La forteresse enseignante, La Fédération de l'éducation nationale*, Paris, Fondation Saint-Simon Fayard, 1985, 364 p. ; p. 67-75.
- 1742 Guy Groux, René Mouriaux, avec la collaboration d'Éliane Le Dantec, *La CGT, Crise, pratique, effectifs, approche sur la longue durée, op. cit.*, p. 83-84.
- 1743 Daniel Mothé, réunion du groupe ouvrier, *BI*, n° 1, p. 14.
- 1744 Martine, épouse de Véga, *BI*, n° 1, cit., p. 3.
- 1745 Guillaume, *BI*, n° 1, cit., p. 8 ; voir aussi Daniel Mothé, réunion du groupe ouvrier du 24. 6. 1958.
- 1746 Kerveant, Texte sur l'organisation, *BI*, n° 1, juil. 1958, p. 14-18.
- 1747 Claude Lefort, *BI*, n° 1, précit., 1958, p. 8.
- 1748 Claude Lefort, Compte-rendu, réunion du groupe employé en date du 19. 6. 1958, *BI*, n° 1, p. 11.
- 1749 Henri Simon, groupe employé, *BI*, n° 1, cit., p. 11.
- 1750 Compte rendu, réunion du groupe employé, *BI*, n° 1, cit., p. 11, *Tribune Mors* figure parmi les bulletins cités, mais il n'y aura qu'un seul compte rendu sur cette entreprise dans *S ou b*: ML, Chez Mors, n° 25, juill.-août 1958, p. 71-72.
- 1751 Compte-rendu, réunion du groupe employé, *BI*, n° 1, précit., Interventions de Thomas et de René.
- 1752 Véga, Discussion sur le journal, *BI*, n° 1, cit., p. 8.
- 1753 Daniel Mothé, Discussion sur le journal, *BI*, n° 1, cit., p. 9.
- 1754 *Pouvoir ouvrier*, n° 3, fév. 1959.
- 1755 Lettre du Mans, *Pouvoir ouvrier*, n° 5, mars 1959.
- 1756 *Pouvoir ouvrier*, n° 26, fév. 1961.
- 1757 Yvon Bourdet, La grève de l'usine Saint-Frères, *S ou b*, n° 27, avr.-mai 1957, p 98-108 ; énoncé p. 101.

- 
- 1758 Entretien avec Garros.
- 1759 Edgar Morin, Principes d'explication des changements sociaux au XX<sup>e</sup> siècle, *Arguments*, n° 1, déc. 1956-janv. 1957, p. 31-32.
- 1760 Discussion sur la situation politique, *BI*, n° 1, juil. 1958.
- 1761 Paul Cardan /Cornélius Castoriadis/, Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne, *S ou b*, n° 31, déc. 1960-fév. 1961, p. 63.
- 1762 Barjot /pseudonyme interne de Cornélius Castoriadis/, La perspective révolutionnaire dans le capitalisme moderne, *BI*, n° 17, mai 1960, p. 3.
- 1763 Barjot, La perspective..., cit., *BI*, n° 17, mai 1960, p. 7.
- 1764 Jean Delvaux /Cornélius Castoriadis/, Crise du gaullisme et crise de la gauche, art. cit., *S ou b*, n° 33, déc. 1961-fév. 1962, p. 8.
- 1765 Jean Delvaux, Crise du gaullisme..., art. cit., p. 7-8.
- 1766 Jean Delvaux, Crise du gaullisme..., art. cit., p. 7.

### Notes du ch. IX :

- 1767 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 359-360.
- 1768 Raymond Aron, *L'Opium des intellectuels*, op. cit.
- 1769 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 318.
- 1770 Edward Shils, The end of ideology ?, *Encounter*, nov. 1955.
- 1771 Daniel Bell, *The End of Ideology, On the Exhaustion of Political Ideas on the Fifties*, Free Press, 1960, 474 p. ; *La fin de l' idéologie*, Paris : PUF, 1997, VII-403 p.
- 1772 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 225.
- 1773 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 177.
- 1774 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 176.
- 1775 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 217.
- 1776 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 218.
- 1777 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 217.
- 1778 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 325.
- 1779 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 343.
- 1780 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 343-345.
- 1781 Hugh Clegg, *A New Approach to Industrial Democracy*, Oxford, Basil Blackwell, 1960 VIII-140 p. (Congress for Cultural Freedom).
- 1782 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 348-349.
- 1783 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 352.
- 1784 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p 361 : Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*, (précédé de *Question de méthode*), t. 1, *Théorie des ensembles pratiques*, Paris, Gallimard, 1960, 759 p.
- 1785 Jean-Daniel Reynaud, Sociologie et raison dialectique, *RFS*, t. II, n° 1, janv.-mars 1961, p. 50-66, cité in Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 363, note 1.
- 1786 Entretien avec Jean-Daniel Reynaud.
- 1787 Michael Rose, *Servants of Post-industrial Power, Sociologie du Travail in Modern-France*, Londres, MacMillan Press, 1979, 226 p.
- 1788 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 406.
- 1789 Konstantin Jelenski, *History and Hope, Progress in Freedom*, The Berlin Conference of 1960, With a postscript of Michael Polanyi, London, Routledge and Kegan Paul, 1962, VI-208 p.

- <sup>1790</sup> François Bondy, Coexistence et subexistence, *Arguments*, n° 15, 3e trimestre 1959, p. 39-43 ; Manès Sperber, En marge de la coexistence pacifique, p. 51-53 qui portent tous deux sur *La coexistence pacifique* de François Perroux, 3 vol., PUF, 1958, 3 vol., 666 p.
- <sup>1791</sup> Konstantin Jelenski, La politique et la vie, *Arguments*, n° 25-26, 1er et 2e trim. 1962, p. 73-75.
- <sup>1792</sup> Daniel Bell, L'éclipse de la distance, *Arguments*, n° 27-28, 3e et 4e trim. 1962, p. 67-69.
- <sup>1793</sup> Paul Cardan /Cornélius Castoriadis/, Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne, introduction, *Sou b*, n° 31, déc. 1960-fév. 1961, p. 51.
- <sup>1794</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne, *Sou b* n° 31, déc. 1960-fév. 1961, p. 51-81 ; *Sou b*, n° 32, avr.-juin, 1961, p. 84-111 ; *Sou b*, n° 33, déc. 1961-fév. 1962, p. 60-85.
- <sup>1795</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 51.
- <sup>1796</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 57.
- <sup>1797</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 58-59.
- <sup>1798</sup> Barjot, La perspective..., art. cit., *BI*, n° 17, mai 1960, p. 2.
- <sup>1799</sup> *Arguments*, n° 12-13, janv. fév. mars 1959, Qu'est-ce que la classe ouvrière française ? : Bernard Mottez, Données statistiques sur la condition ouvrière, p 2-7 ; Alain Touraine, Situation du mouvement ouvrier, p. 7-15 ; Serge Mallet, Une classe ouvrière en devenir, p. 15-21 ; Daniel Mothé, L'ouvrier et l'exploitation, p. 21-23 ; Opinions syndicalistes : Pierre Le Brun, André Barjonet, Albert Detraz ; p. 23-26 ; Réflexions de sociologues : Michel Collinet, Sociologie de la nouvelle condition ouvrière, p. 26-28 ; Jacques Dofny, Milieu social et réalités ouvrières ; Michel Crozier, L'ère du prolétariat s'achève, p. 31-33.
- <sup>1800</sup> Chapeau de la rédaction, Qu'est-ce que la classe ouvrière française ?, *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 2.
- <sup>1801</sup> Bernard Mottez, La condition ouvrière : quelques données, *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 2-7 ; p. 6.
- <sup>1802</sup> Daniel Mothé, L'ouvrier et l'exploitation, art. cit., *Arguments*, n° 12-13, janv.-mars 1959, p. 21-23.
- <sup>1803</sup> Serge Mallet, Le journal d'un ouvrier de chez Renault, *France Observateur*, n° 474, 4 juin 1959, p. 7-8.
- <sup>1804</sup> "S ou b", Comment Mallet juge Mothé, *Sou b*, n° 28, juill.-août 1959, p 83-85.
- <sup>1805</sup> *Arguments*, n° 14, 2e trimestre 1959, couverture, dos ; Daniel Mothé, *Journal d'un ouvrier*.
- <sup>1806</sup> Alain Touraine, Situation..., *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 7-15.
- <sup>1807</sup> Alain Touraine, Situation..., *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 8.
- <sup>1808</sup> Alain Touraine, Situation..., *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 15.
- <sup>1809</sup> Alain Touraine, Situation..., *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 14.
- <sup>1810</sup> Daniel Mothé, L'ouvrier et l'exploitation, *Arguments*, n° 12-13, janv.-fév.-mars 1959, p. 23.
- <sup>1811</sup> Alain Touraine, Situation..., *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 9.
- <sup>1812</sup> Daniel Mothé, L'ouvrier et l'exploitation, *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 22.
- <sup>1813</sup> Jean Delvaux, Les classes sociales et M Touraine, *Sou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 33-52.
- <sup>1814</sup> La rationalisation sur le dos des ouvriers, *Sou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 11-12.
- <sup>1815</sup> *Canjuers*, Daniel Blanchard, Sociologie-fiction pour gauche fiction, *Sou b*, n° 27, 1959, p. 13-32.
- <sup>1816</sup> Serge Mallet, Une classe ouvrière en devenir, *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 15-21.
- <sup>1817</sup> Démissions de l'UGS, *Sou b*, n° 28, juill.-août 1959, p. 75.
- <sup>1818</sup> Démissions de l'UGS, *Sou b*, n° 28, juill.-août 1959, p. 77.
- <sup>1819</sup> Jean Delvaux, Les classes sociales..., art. cit., *Sou b*, n° 27, 1959, p. 34.
- <sup>1820</sup> Jean Delvaux, Les classes sociales..., art. cit., *Sou b*, n° 27, 1959, p. 38.
- <sup>1821</sup> Jean Delvaux, Les classes sociales..., art. cit., *Sou b*, n° 27, 1959, p. 47.
- <sup>1822</sup> Alain Touraine, L'ouvrier et l'exploitation, *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 12 ; Serge Mallet, Une classe ouvrière..., *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 18.
- <sup>1823</sup> Serge Mallet, Une classe ouvrière..., *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 18.
- <sup>1824</sup> *Canjuers*, Sociologie-fiction pour gauche fiction, *Sou b*, n° 27, 1959, p. 19.
- <sup>1825</sup> *Canjuers*, Sociologie-fiction pour gauche fiction, *Sou b*, n° 27, 1959, p. 22.
- <sup>1826</sup> Alain Touraine, L'ouvrier et l'exploitation, *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 12.
- <sup>1827</sup> Jean Delvaux, Les classes sociales..., art. cit., *Sou b*, n° 27, 1959, p. 43.

- 
- 1828 Jean Delvaux, Les classes sociales..., art. cit., *Sou b*, n° 27, 1959, p. 45.
- 1829 Canjuers, Sociologie-fiction pour gauche fiction, *Sou b*, n° 27, 1959, p. 14.
- 1830 Serge Mallet, Une classe ouvrière en devenir, *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 17.
- 1831 Serge Mallet, Une classe ouvrière en devenir, *Arguments*, n° 12-13, 1959, p. 20.
- 1832 Canjuers, Sociologie-fiction pour gauche fiction, *Sou b*, n° 27, 1959, p. 18.
- 1833 Canjuers, Sociologie-fiction..., *Sou b*, n° 27, 1959, p. 17.
- 1834 Le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne, *BI*, n° 12, octobre 1959 (une première partie de ce bulletin étant parue en juillet 1959), p. 1-15 et notes, p. 16-17 ; La perspective révolutionnaire dans le capitalisme moderne, *BI*, n° 17, mai 1960, p. 1-23.
- 1835 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 51.
- 1836 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 51.
- 1837 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 61.
- 1838 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 60.
- 1839 Barjot, (pseudonyme interne de Cornélius Castoriadis), Rapport, Bilan et tâches, *BI*, n° 13, oct. 1959, p.1 ; Barjot, Rapport, Le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne (sous le titre général : Texte du camarade Barjot / Barjot/ sur la situation politique), *BI*, n° 12, oct. 1959, p. 10-11.
- 1840 Pierre Chaulieu, /Cornélius Castoriadis/, Sur le contenu du socialisme, *Sou b*, n° 22, juin-août 1957, p. 1-74 ; *Sou b*, n° 23, janv.-fév. 1958, p. 81-126.
- 1841 Paul Cardan, /Cornélius Castoriadis/, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 61.
- 1842 Entretien avec Sébastien de Diesbach, *Chatel*.
- 1843 Pierre Chaulieu, Sur la dynamique du capitalisme, *Sou b*, n° 12, août-sept. 1953, p. 5.
- 1844 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 62.
- 1845 Vance Packard, *The Status Seekers, An exploration of class behavior in America and the hidden barriers that affect you, your community, your future*, Harmondworth : Penguin Books, 1959, 331 p. (A Pelican book), trad. fr. : *Les obsédés du standing*, trad. de Roland Mehl, Paris, Calmann-Lévy (Liberté de l'esprit), 1960, 312 p.
- 1846 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 62.
- 1847 Claude Lefort, L'analyse marxiste et le fascisme, *TM*, n° 2, nov. 1945, p. 357-362.
- 1848 Pierre Chaulieu, Sur la dynamique..., art. cit., 1953, p. 5-6.
- 1849 Paul Cardan, Prolétariat et organisation, *Sou b*, n° 27, avr.-mai 1959, p. 66.
- 1850 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 70-71.
- 1851 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 80.
- 1852 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, avr.-juin 1961, p. 88.
- 1853 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 84.
- 1854 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 89.
- 1855 Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française*, op. cit., p. 227.
- 1856 Lucien Herr, article Hegel, *Grande encyclopédie*, Paris, Lamirault, 1885-1902, vol. 19, p. 997-1002.
- 1857 Jean Wahl, *Le malheur de la conscience dans la philosophie de Hegel*, Paris, Rieder, 1929, 264 p.
- 1858 Alexandre Kojève, *Introduction à la lecture de Hegel, Leçons sur La Phénoménologie de l'Esprit professées de 1933 à 1939 à l'École des Hautes Études réunies et publiées par Raymond Queneau*, Paris, Gallimard, 1947, 595 p. ; 1979, 597 p. ; Alexandre Koyré, *Études d'histoire de la pensée philosophique*, Paris, Colin, 1961, 329 p. ; Gallimard, 1995, 364 p. : où se trouvent réunis trois articles : Rapport sur l'état des études hégéliennes, prononcé devant le Congrès de l'Association hégélienne en 1930, Note sur la langue et la terminologie hégéliennes, *Revue philosophique*, 1931, Hegel à Iéna, *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, 1934 ; Voir aussi Gwendoline Jarczyk et Pierre-Jean Labarrière, *De Kojève à Hegel, 150 ans de pensée hégélienne en France*, Paris, Albin Michel, 296, 261 p. (Idées) (dont sont tirées ces références), p 26 ; Vincent Descombes, *Le même et l'autre, Quarante-cinq ans de philosophie française*, Paris, Minuit, 1979, 224 p.

- <sup>1859</sup> Gwendoline Jarczyk et Pierre-Jean Labarrière, *De Kojève à Hegel...*, *op. cit.*, p. 26.
- <sup>1860</sup> Gaston Fessard, *Hegel, le christianisme et l'histoire*, Paris, PUF, 1990, 320 p. ; p. 18-19.
- <sup>1861</sup> François Chatelet, Préface à Louis Soubise, *Le marxisme après Marx*, Paris, Aubier-Montaigne, 1967, p. 7-13 ; p. 7.
- <sup>1862</sup> Norbert Guterman, Henri Lefebvre, *La conscience mystifiée*, Paris, Gallimard, 1936, 284 p. (Paris, Syllepse, 1999, 259 p.) ; Karl Marx, *Oeuvres choisies*, choix de Norbert Guterman et Henri Lefebvre, T. 1, 1963, 379 p., T. 2, 1966, 384 p. ; ainsi que *Karl Marx (1818-1883)*, Introduction et choix par Henri Lefebvre, Genève, Éd. Les Trois Collines, 1947, 223 p. ; Henri Lefebvre, *La pensée de Karl Marx*, Paris, Bordas, 1947, 280 p. et Henri Lefebvre, *Le marxisme*, Paris, PUF, 1948, 128 p. ; Henri Lefebvre, *Le matérialisme dialectique*. Paris, PUF, 1947, 153 p. ; Henri Lefebvre, *Pour connaître la pensée de Marx*, Paris, Bordas, 1947, 251 p. ; Henri Lefebvre, *À la lumière du matérialisme : Logique formelle, logique dialectique*. Paris : Éd. sociales, 1947, 292 p.
- <sup>1863</sup> Tony Judt, *Le marxisme...*, *op. cit.*, p. 191.
- <sup>1864</sup> Gaston Fessard, *La main tendue ? Le dialogue catholique-communiste est-il possible ?*, Paris, Grasset, 1937, 247 p. : annexe, Le communisme, fin de l'aliénation humaine, p. 211-244, voir Raymond Aron, *Le marxisme de Marx*, Paris, Éditions du Fallois, 2002, 767 p. ; p. 201, note 9.
- <sup>1865</sup> Raymond Aron, Les rapports de la politique et de l'économie dans la doctrine marxiste, *Inventaires*, n° 2, 1937, p. 16-47.
- <sup>1866</sup> Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *La Phénoménologie de l'Esprit*, trad. Jean Hyppolite, 2 vol., Paris Aubier, 1939-1945 ; VII-359 p. ; 360 p.
- <sup>1867</sup> Jean Hyppolite : *Genèse et structure de la phénoménologie de l'Esprit*, Paris, 1946 (1970), 592 p. ; *Introduction à la philosophie de l'Histoire de Hegel*, Paris, Rivière, 1948, 98 p. ; *Logique et Existence, Essai sur la logique de Hegel*, Paris, 1953, 247 p. ; *Études sur Marx et Hegel*, Paris, Rivière, 1955, 204 p. (1965, 207 p.).
- <sup>1868</sup> En particulier, Jean Wahl, *Les philosophies de l'existence*, Paris, Armand Colin, 1954, 176 p.
- <sup>1869</sup> Pierre Bigo, *Marxisme et humanisme*, Paris, PUF, 1953, XXXII-271 p. ; (le P.) Henri Chambre, *Deux Essais sur le marxisme*, Paris, Médicis, 1955, XII-347 p. ; Jean-Yves Calvez, *La pensée de Karl Marx*, Paris, Seuil, 1956, 662 p. (1970, 335 p.) ; André Piettre, *Marx et marxisme*, Paris, PUF, 1959, 257 p. (1973, 335 p.).
- <sup>1870</sup> Tony Judt, *Le marxisme...*, *op. cit.*, p. 226.
- <sup>1871</sup> François Châtelet, Préface à Louis Soubise, *Le marxisme...*, *op. cit.*, p. 7-8.
- <sup>1872</sup> Louis Soubise, *Le marxisme...*, *op. cit.*, Introduction, p. 15-20 ; en particulier p. 15-17.
- <sup>1873</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 89-90.
- <sup>1874</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 90.
- <sup>1875</sup> Tony Judt, *Le marxisme...*, *op. cit.*, p. 227.
- <sup>1876</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 85-86 (note).
- <sup>1877</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 87.
- <sup>1878</sup> Pierre Chaulieu, (Cornélius Castoriadis), La consolidation temporaire du capitalisme mondial, *Sou b*, n° 3, p. 39.
- <sup>1879</sup> Pierre Chaulieu, (Cornélius Castoriadis), Sur le contenu du socialisme, *Sou b*, n° 22, p. 15-17.
- <sup>1880</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 87 ; Daniel Mothé, L'ouvrier et l'exploitation, *Arguments*, n° 12-13, 1959, (p. 21-23) ; p. 22.
- <sup>1881</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, déc. 1961-fév. 1962, p. 61-62.
- <sup>1882</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 91.
- <sup>1883</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 86.
- <sup>1884</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, déc. 1961-fév. 1962, p. 60.
- <sup>1885</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 60.
- <sup>1886</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 32, 1961, p. 93-94.
- <sup>1887</sup> Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 67.

- 
- 1888 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 67.
- 1889 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 67.
- 1890 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 66.
- 1891 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 66.
- 1892 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 63 ; *BI*, n° 12, cit., p. 11-12.
- 1893 Charles Wright Mills, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1956, 423 p. ; *L'Élite du pouvoir*, Paris, Maspéro, 1969/1977, 380 p.
- 1894 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 63 ; Énoncé repris du *BI*, n° 12, cit., p. 12.
- 1895 Barjot, pseudonyme interne de Cornélius Castoriadis, Rapport, Bilan et tâches, *BI*, n° 13, oct. 1959, p. 1.
- 1896 Barjot, Rapport, Le mouvement révolutionnaire face..., rapport cit., *BI*, n° 12, oct. 1959, p. 8.
- 1897 Barjot, Rapport, Le mouvement révolutionnaire face..., rapport cit., *BI*, n° 12, oct. 1959, p. 10.
- 1898 Guy Michelat, Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques et Éditions sociales, 1977, 498 p.
- 1899 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 74.
- 1900 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1960-1961, p. 69.
- 1901 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 71.
- 1902 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 70.
- 1903 Barjot, Rapport de Barjot, cit., *BI*, n° 13, cit., p. 1.
- 1904 Ria Stone, Rapport pour *Correspondence*, Archives *Socialisme ou barbarie* : A1 04 02 ; arch. Jean-François Lyotard.
- 1905 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 82.
- 1906 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 83.
- 1907 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 83-84.
- 1908 Barjot, Rapport, Le mouvement révolutionnaire face..., texte cit., *BI*, n° 12, oct. 1959, p. 14.
- 1909 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 33, 1961-1962, p. 84.
- 1910 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., *Sou b*, n° 31, 1960-1961, p. 51.
- 1911 Barjot, le mouvement révolutionnaire face..., texte cit., *BI*, n° 12, oct. 1959, p. 1-15.
- 1912 /Philippe/ Guillaume, Critique du texte de Barjot Le mouvement..., cit, *BI*, n° 15, déc. 1959, p. 1-27.
- 1913 Critique du camarade Laborde, déc. 59 Sur un texte de Barjot d'oct. 59, *BI*, n° 16, janv. 1960, p. 1-12.
- 1914 /Philippe/ Guillaume, Critique du texte de Barjot, Le mouvement..., *BI*, n° 15, cit., 1959, p. 9.
- 1915 Cornélius Castoriadis, *BI*, n° 17, La perspective révolutionnaire dans le capitalisme moderne, mai 1960, p. 23.
- 1916 Cornélius Castoriadis, La perspective..., *BI*, n° 17, cit. mai 1960, p. 1-23.
- 1917 *BI*, n° 19, juin 1960, p. 1.
- 1918 *BI*, n° 19, juin 1960, p. 3.
- 1919 *BI*, n° 20, oct. 1960.
- 1920 *BI*, n° 25, avr.-mai 1961.
- 1921 Résumé de la discussion, *BI*, n° 18, mai 1960, p. 1-2.
- 1922 *BI*, n° 20, oct. 1960.
- 1923 /Philippe/ Guillaume, Critique du texte de Barjot, Le mouvement..., *BI*, n° 15, cit., 1959, p. 10.
- 1924 /Philippe/ Guillaume, Critique..., *BI*, n° 15, cit., p. 10.
- 1925 /Philippe/ Guillaume, Critique..., *BI*, n° 15, cit., p. 15-16.
- 1926 /Philippe/ Guillaume, Critique..., *BI*, n° 15, cit., p. 18.
- 1927 François Laborde, Sur le texte de Barjot d'octobre 59, *BI*, n° 16, janvier 1960, p. 9-10.
- 1928 /Philippe/ Guillaume, Critique..., Sur le texte de Barjot d'octobre 1959, *BI*, n° 16, cit., p. 11.

- 
- 1929 /Philippe/ Guillaume, Critique..., *BI*, n° 15, cit., p 19-20.
- 1930 /Philippe/ Guillaume, Critique..., *BI*, n° 15, cit., p. 21-22.
- 1931 François Laborde, Sur le texte de *Barjot*..., *BI*, n° 16, janv. 1960, p. 11-12.
- 1932 Lettre de *Ria Stone* du 15 février 1962, Arch. *Socialisme ou barbarie (S ou b)* : A1 04 01.
- 1933 *Ria Stone*, Rapport pour *Correspondence*, Arch. *S ou b* : A1 04 02.
- 1934 Cornélius Castoriadis, Rapport à propos de *Correspondence*, Arch. *S ou b* : A1 04 02.
- 1935 Enquête de Guillaume Sainteny sur les militants écologistes. Guillaume SAINTENY. Le rejet du champ politique, causes et chances du succès : le cas des dirigeants écologistes en France. mém. DEA : sociologie politique (ss la direction de Pierre Birnbaum). Paris I: 1984, 142 f. Voir aussi Guillaume Sainteny. *Les Verts*. Paris, PUF, 1991, 127 p. (Que sais-je ?).
- 1936 Philippe Gottraux, *op. cit.*, Annexe III.
- 1937 Entretien avec *Péto*.
- 1938 Entretien avec Rivière.
- 1939 *BI*, n° 9 bis, janv.-fév. 1959.
- 1940 *BI*, n° 14, déc. 1959.
- 1941 *BI*, n° 6, p 24-25, Fonds Jean-François Lyotard.
- 1942 Démissions de l'UGS, *S ou b*, n° 28, juill.-août 1959, p. 73-79.
- 1943 Entretien avec Rivière.
- 1944 Entretien avec Rivière.
- 1945 Entretien avec Rivière.
- 1946 Entretien avec Rivière.
- 1947 Entretien avec *Péto*.
- 1948 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 1949 Entretien avec *Garros*.
- 1950 Entretien avec *Garros*.
- 1951 Rapport de *Barjot* in Bilan et tâches, cellule de Paris, *BI*, n° 13, oct. 1959, p. 2.
- 1952 Texte préparatoire à l'AG du groupe signé par *Maxie* et Daniel Mothé, oct. 1961, Archives *S ou b* : A1 O3 O7.
- 1953 14 juin 1961, Arch. DM, A1 03 06.
- 1954 Daniel Mothé, 14 juin 1961, Arch. *S ou b* : A1 03 06.
- 1955 Daniel Mothé, 14 juin 1961, Arch. *S ou b* : A1 03 06.
- 1956 Entretien avec *Tikal*.
- 1957 Rapport de Daniel Mothé à l'AG d'octobre 1961, Arch. *S ou b* : A1 03 08.
- 1958 Daniel Mothé, Bilan et tâches de la cellule de Paris, *BI*, n° 13, oct. 1959, p. 5.
- 1959 Texte signé par *Maxie* et Daniel Mothé, 1961, Arch. *S ou b* : A1 O3 O7.
- 1960 Texte cité signé par *Maxie* et Daniel Mothé, Arch. *S ou b* : A1 O3 O7.
- 1961 Texte cité signé par *Maxie* et Daniel Mothé, Arch. *S ou b* : A1 O3 O7.
- 1962 Rapport de Daniel Mothé à l'AG d'octobre 1961, Arch. *S ou b* : A1 03 08.
- 1963 *Véga*, Bilan et tâches de la cellule de Paris, cit., *BI*, n° 13, oct. 1959, p 3, Arch. Jean-François Lyotard.
- 1964 Texte signé par *Maxie* et Daniel Mothé, 1961, Arch. DM, A1 O3 O7.
- 1965 Texte signé par *Maxie* et Daniel Mothé, Arch. *S ou b* : A1 O3 O7 et Rapport de Daniel Mothé à l'AG d'octobre 1961, Arch. DM, A1 03 08.
- 1966 Texte signé par *Maxie* et Daniel Mothé, Arch. Arch. *S ou b* : A1 O3 O7.
- 1967 *Laborde, Chatel*, Bilan et tâches de la cellule de Paris, *BI*, n° 13, oct. 1959, p 4 et 5, Arch. Jean-François Lyotard (JFL).
- 1968 *Barjot*, Cornélius Castoriadis, Rapport de *Barjot*, *BI*, n° 13, Arch. JFL, oct. 1959, p. 1 et 2.
- 1969 *Véga*, Bilan et tâches..., cit., *BI*, n° 13, Arch. JFL, oct. 1959, p. 3.
- 1970 *Laborde*, Jean-François Lyotard, Bilan et tâches..., cit., *BI*, n° 13, Arch. JFL, oct. 1959, p. 4.
- 1971 19 02 1962, Cahier, notes Daniel Mothé, Arch. *S ou b* : A1 01 01.



- 
- 1972 Laborde, Cahier, notes Daniel Mothé, Arch. *Sou b* : A1 01 01.
- 1973 Mao, Maxie, *Bilan et tâches...*, cit., *BI*, n° 13, Arch. *Sou b* : oct. 1959, p. 4.
- 1974 Maxie, Choix PO revue, in Conférence nationale du 1er novembre 1959, *BI*, n° 14, p. 13.
- 1975 5 fév 1962, notes Daniel Mothé, cahier, Arch. *Sou b* : A1 01 01.
- 1976 Daniel Mothé, *Bilan et tâches...*, cit., *BI*, n° 13, Arch. JFL, oct. 1959, p. 5.
- 1977 Martine, *Bilan et tâches...*, cit., *BI*, n° 13, Arch. JFL, oct. 1959, p. 6.
- 1978 Daniel Mothé, *Bilan et tâches...*, cit., *BI*, n° 13, Arch. JFL, oct. 1959, p. 5.
- 1979 Notes au dos d'un document *PO* d'avril 1961, Arch. *Sou b* : A1 02 07.
- 1980 Motion de la cellule Manche-Calvados, *BI*, n° 12, Arch. JFL, juill. 1959, p. 1.
- 1981 Chabrol, 5 fév 1962, notes Daniel Mothé, cahier, Arch. *Sou b* : A1 01 01.
- 1982 Motion de la cellule Manche-Calvados, *BI*, n° 12, Arch. JFL, juill. 1959, p. 1.
- 1983 Daniel Mothé, AG janv. 1962, notes Daniel Mothé, cahier, Arch. *Sou b* : A1 01 01.
- 1984 Christophe Bourseiller, *Vie et mort de Guy Debord*, Paris, Plon, 1999, 461 p. ; p. 85-86.
- 1985 Philippe Bourrinet, Guy Debord (Guy-Ernest) ; pseudonyme : *Gondi.*, in *Dictionnaire du mouvement ouvrier*.
- 1986 Christophe Bourseiller, *Vie et mort de Guy Debord*, op. cit., p. 65.
- 1987 Gilles Ivain, Formulaire pour un urbanisme nouveau, *Internationale situationniste (IS)*, n° 1, juin 1958, p. 15-20 ; p. 19.
- 1988 Christophe Bourseiller, *Vie...*, op. cit., p. 73.
- 1989 Henri Lefebvre, *Le temps des méprises*, Paris : Stock, 1975, 251 p. ; p. 207.
- 1990 Henri Lefebvre, *Le temps des méprises*, op. cit., p. 208.
- 1991 Non signé, La lutte pour le contrôle des nouvelles techniques de conditionnement, *IS*, n°1, p. 6-8.
- 1992 Non signé, Notes éditoriales, *Internationale situationniste*, n° 3, déc. 1959, p. 4 et 5 ; voir aussi Guy-Ernest Debord, Thèses sur la révolution culturelle, *IS*, n° 1, juin 1958, p. 20-21.
- 1993 Une guerre civile en France, *IS*, n°1, p. 32.
- 1994 La minute de vérité, *IS*, n° 5, déc. 1960, p. 5-7.
- 1995 Daniel Blanchard, *Debord, Dans le bruit de cataracte du temps*, suivi de *Préliminaires pour une unité du programme révolutionnaire*, p. 5.
- 1996 Non signé, L'effondrement des intellectuels révolutionnaires, *IS*, n° 2, déc. 1958, p. 8-10.
- 1997 André Frankin, Esquisses programmatiques, *IS*, n° 4, juin 1959, p. 16.
- 1998 André Frankin, Esquisses..., art. cit., *IS*, n° 4, p. 17.
- 1999 André Frankin, Esquisses..., art. cit., *IS*, n° 4, p. 16.
- 2000 Daniel Blanchard, *Debord, Dans le bruit de cataracte...*, op. cit., p. 2 et 3.
- 2001 Daniel Blanchard, *Debord, Dans le bruit de cataracte...*, op. cit., p. 3.
- 2002 Stephen Hastings-King, *L'Internationale situationniste, Socialisme ou barbarie and the crisis of Marxist Imaginary*, *Substance*, n° 90, 1999, p. 35. (Document fourni par Olivier Moreau).
- 2003 Entretien avec Pierre Guillaume.
- 2004 Daniel Blanchard, *Debord, Dans le bruit de cataracte...*, op. cit., p. 4.
- 2005 Entretien avec *Tikal*, Paul Hanappe.
- 2006 Entretien de Philippe Gottraux avec Alain Girard, in Philippe Gottraux, op. cit., p. 209.
- 2007 Entretien avec *Tikal*.
- 2008 Entretien avec *Tikal*.
- 2009 Daniel Blanchard, *Debord, Dans le bruit de cataracte...*, p. 4.
- 2010 Entretien de Philippe Gottraux avec Alain Girard, in Philippe Gottraux, op. cit., p. 210.
- 2011 Philippe Gottraux, op. cit., p. 306-307.
- 2012 Lettre de *Véga*, Arch. *Sou b* ; IMEC, O9 05 1961/A1 03 05.
- 2013 Philippe Bourrinet, *Guy Debord*, cit., p. 2.
- 2014 *IS*, n° 1, Thèses sur la révolution culturelle, p. 20.

- 
- 2015 Paul Cardan, Le mouvement révolutionnaire sous..., art. cit., n° 33, 1961-1962, p. 84.
- 2016 Notes éditoriales : Sur l'emploi du temps libre, *IS*, n° 4, juin 1960, p. 3.
- 2017 *IS*, n° 5, déc. 1960, p. 47.
- 2018 Notes éditoriales : Instructions pour une prise d'armes, *IS*, n° 6, août 1961, p. 3-5.
- 2019 Non signé, Les mauvais jours finiront, *IS*, n° 7, avril 1962, p. 10-17.
- 2020 Stephen Hastings-King, *L'Internationale situationniste, Socialisme ou barbarie and the crisis...*, art. cit., (1999), p. 42.
- 2021 Non signé, la minute de vérité, *IS*, n° 5, déc. 1960, p. 6.
- 2022 Renseignements situationnistes, *IS*, n° 5, déc. 1960, p. 13.
- 2023 Claude Lefort, Proletariat français et nationalisme algérien, *S ou b*, n° 24, mai-juin 1958, p. 12.
- 2024 Lettres de Chazé à Simon, archives Simon, p 2 à 4, cité par Aurélien Moreau, mémoire, *Intellectuels révolutionnaires en guerre d'Algérie : " Socialisme ou barbarie "*. Université du Maine, 1998-1999 (mém. de maîtrise, ss la direct. de Brigitte WACHÉ : hist. contemp.), p. 66.
- 2025 Aurélien Moreau, *Intellectuels révolutionnaires en guerre d'Algérie...*, mémoire cit., p. 66.
- 2026 Benjamin Stora, La gauche et les minorités anticoloniales françaises..., art. cit., in Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les Français*.
- 2027 François Laborde, Mise à nu des contradictions algériennes, *S ou b*, n° 24, mai-juin 1958, p. 29.
- 2028 François Laborde, Mise à nu des contradictions algériennes, *S ou b*, n° 24, mai-juin 1958, p. 29.
- 2029 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2030 Aurélien Moreau, *Intellectuels révolutionnaires...*, mém. cit., PV des réunions de "Socialisme ou barbarie " des 14 et 21 oct. 1954, /Arch. Simon/, p. 17-18.
- 2031 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2032 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2033 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2034 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2035 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2036 Aurélien Moreau, *Intellectuels français...*, mémoire cit., p. 99.
- 2037 Aurélien Moreau, *Intellectuels français...*, mém. cit., p. 100.
- 2038 Aurélien Moreau, *Intellectuels français...*, mém. cit., p. 100.
- 2039 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2040 Aurélien Moreau, *Intellectuels français...*, mém. cit., p. 98 et s.
- 2041 Aurélien Moreau, *Intellectuels français...*, mém. cit., p. 98 et s.
- 2042 Aurélien Moreau, *Intellectuels français...*, mém. cit., p. 104 et s.
- 2043 Aurélien Moreau, *Intellectuels français...*, mém. cit., p. 104 et s.
- 2044 Entretien avec Rivière.
- 2045 Entretien avec Rivière.
- 2046 Deuxième entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2047 Deuxième entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2048 Deuxième entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2049 Deuxième entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2050 Deuxième entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2051 Pour une nouvelle orientation, texte n° 1, Introduction générale, 10 oct. 1962, p. 1.
- 2052 Entretien avec Jean-Jacques Lebel.
- 2053 Entretien avec Jean-Jacques Lebel.
- 2054 Entretien avec Christiane Nivet.
- 2055 Entretien avec Catherine May.
- 2056 Entretien avec Tikal.
- 2057 Entretien avec Tikal.
- 2058 Georges Lapassade, *L'autobiographe, op. cit.*

- 
- 2059 Edgar Morin, L'homme révolutionné et l'homme révolutionnaire, *Sou b*, n° 39, p 1-15.
- 2060 Entretien avec Georges Lapassade.
- 2061 Georges Lapassade, Bureaucratie dominante et esclavage politique, *Sou b*, n° 40, juin-août 1965, p. 27-36.
- 2062 Entretien avec Georges Lapassade.
- 2063 Entretien avec Sébastien de Diesbach.
- 2064 Entretien avec *Véga*.
- 2065 Entretien avec *Garros*.
- 2066 Entretien avec Georges Petit, *Péto*.
- 2067 Entretien avec *René Neuville*, René Caulé.
- 2068 Entretien avec René Caulé.
- 2069 Entretien avec René Caulé.
- 2070 Entretien avec Roger et Bella Belbéoch.
- 2071 Entretien avec René Caulé.
- 2072 Entretien avec René Caulé.
- 2073 Entretien avec Daniel Guérin.
- 2074 Entretien avec René Caulé.
- 2075 Thomas Morinière, Claude Lefort et *Benno Sarel*, *Entre Socialisme ou barbarie et Les Temps modernes 1945-1953*, p. 25.
- 2076 Entretien avec Claude Servolin ; entretien avec Pierre Vidal-Naquet.
- 2077 Entretien avec René Caulé.
- 2078 Entretien avec Georges Petit.
- 2079 Daniel Mothé, réunion 31. 10. 1061.Arch. *Sou b*. IMEC
- 2080 Pour une nouvelle orientation, Introduction générale, texte n° 1, 10. 1962, p. 2, arch. Jean-François Lyotard.
- 2081 Pour une nouvelle orientation, Introduction..., texte n° 1, cit., p. 1.
- 2082 Pour une nouvelle orientation, Propositions sur l'orientation de la propagande, texte n° 3, octobre 1962, arch. JFL
- 2083 Pour une nouvelle..., Plate-forme générale, mars 1963, texte n° 6, mars 1963, p. 2-3.
- 2084 Pour une nouvelle..., Introduction..., texte n° 1, cit., p. 2, arch. JFL
- 2085 Pour une nouvelle..., Introduction..., texte n° 1, cit., p. 2.
- 2086 Pour une nouvelle..., Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 2.
- 2087 Lettre d'Alain G. /Girard/, 12 mars 1963, arch. JFL.
- 2088 Pour une nouvelle..., Propositions sur l'orientation de la propagande, texte n° 3, octobre 1962, arch. JFL.
- 2089 Pour une nouvelle..., Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 19.
- 2090 Pour une nouvelle..., Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 19-20.
- 2091 Cornélius Castoriadis, Présentation du *Rapport sur Correspondence*.
- 2092 *Ria Stone*, *Rapport sur Correspondence* de 1961, 1962, p. 3.
- 2093 *Ria Stone*, *Rapport... cit.*, p. 18-19.
- 2094 *Ria Stone*, *Rapport... cit.*, p. 19.
- 2095 *Ria Stone*, *Rapport... cit.*, p. 9-11.
- 2096 *Ria Stone*, *Rapport... cit.*, p. 13-14.
- 2097 Non signé, La crise cubaine, *Sou b*, n° 34, mars-mai 1964, p. 80-82.
- 2098 *Ria Stone*, *Rapport... cit.*, p. 2-4.
- 2099 *Laborde*, Lettre Aux camarades *Brune*, *Mothé-Maxie*, *Géraldine*, *Pierre-Marie-Christine*, *Édouard*, *Vega*, *Martine* : Questions, 1er. 12. 1962, arch. JFL.
- 2100 *Laborde*, Sur le texte de Barjot d'octobre 59, *BI*, n° 16, janvier 1960, p. 12.
- 2101 *Laborde*, Lettre... cit. (Questions, 1er. 12. 1962), arch. JFL.
- 2102 *Vega*, Aux camarades de la cellule Spartacus, 8.11.1962, arch. JFL.

- 
- 2103 Pierre, Nathalie, Nicole, Édouard, Michèle, Claude L., Géraldine, Aux camarades : Mothé, *Maxie*, Vega, Martine, Laborde, Andrée, Garros, Louissette, Brune, Jacques B., Christian, Jeanne, Alain, Sauvage, 4<sup>e</sup> trim. 1962, arch. JFL.
- 2104 Lettre ouverte à la Tendance signée *Maxie*, Mothé, janv.-fév. 1963, arch. JFL.
- 2105 Lettre ouverte à la Tendance signée *Maxie*, Mothé, janv.-fév. 1963, arch. JFL.
- 2106 Lettre d'Alain Girard à tous les camarades, également signée par son épouse Hélène qui souscrit "aux idées exprimées mais pas au délire du débat", le 12 mars 1963, arch. JFL.
- 2107 Proposition d'organisation de la Fraction en organisation, signée par Pierre, Valois, Édouard, lundi 3 juin 1963, arch. JFL.
- 2108 Pour une organisation prolétarienne révolutionnaire : Nos tâches actuelles (18 p.) ; Marxisme et théorie révolutionnaire, I. Sur l'histoire du marxisme, 25 p. II. Sur une idéologie nouvelle, 18 p., 25 juin 1963.
- 2109 *Véga*, Nos tâches actuelles, p. 2-3.
- 2110 /Philippe/ Guillaume, Critique du texte de Barjot, Le mouvement révolutionnaire face au capitalisme moderne, *BI*, n° 15, déc. 1959, p. 1-27.
- 2111 *Véga*, Nos tâches actuelles, p. 15-17.
- 2112 *Véga*, Nos tâches actuelles, p. 13-14.
- 2113 Laborde, Marxisme et théorie révolutionnaire (I. Sur l'histoire du marxisme), p. 1.
- 2114 Pour une nouvelle..., Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 3.
- 2115 Laborde, Marxisme..., (I. Sur l'histoire...), p. 2.
- 2116 Laborde, Marxisme..., (I. Sur l'histoire...), p. 24.
- 2117 Pour une nouvelle..., Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 1.
- 2118 Laborde, Marxisme..., (I. Sur l'histoire...), p. 13.
- 2119 Laborde, Marxisme..., (I. Sur l'histoire...), p. 20-21.
- 2120 Laborde, Marxisme et théorie révolutionnaire : La nouvelle idéologie.
- 2121 Laborde, Marxisme et théorie... : La nouvelle...
- 2122 Laborde, Marxisme et théorie... : La nouvelle...
- 2123 Cornélius Castoriadis in Jean-François Lyotard, notes manuscrites, réunion de scission, juill. 1963. Arch. JFL.
- 2124 Laborde, Marxisme et théorie... : La nouvelle...
- 2125 Laborde, Marxisme et théorie... : La nouvelle...
- 2126 Laborde, Marxisme et théorie... : La nouvelle...
- 2127 Laborde, Marxisme et théorie révolutionnaire : ..., (II. Sur une idéologie nouvelle), p. 14.
- 2128 Laborde, Marxisme..., (II. Sur une idéologie nouvelle), p. 15-16.
- 2129 Laborde, Marxisme..., (II. Sur une idéologie...), p. 12-13.
- 2130 Laborde, Marxisme..., (II. Sur une idéologie...), p. 2.
- 2131 Ria Stone, *Rapport... cit.*, p. 16-17.
- 2132 Laborde, Marxisme..., (II. Sur une idéologie...), p. 5.
- 2133 Ria Stone, *Rapport sur Correspondence*, 1961, p. 13.
- 2134 Pierre Chaulieu, Sartre, le stalinisme..., art. cit., *S ou b*, n° 12, août-sept. 1953, p. 72.
- 2135 Plate-forme..., p. 8-11.
- 2136 Laborde, Marxisme..., (II. Sur une idéologie nouvelle), p. 8-9.
- 2137 Laborde, Marxisme..., (II. Sur une idéologie...), p. 9-10.
- 2138 Laborde, Marxisme..., (II. Sur une idéologie...), p. 12.
- 2139 Proposition d'organisation de la fraction signée par Pierre, Valois, Édouard.
- 2140 Compte-rendu de la commission mixte du 16. 07. 1963.
- 2141 Compte-rendu de la commission mixte du 22. 07. 1963.
- 2142 Compte-rendu de la commission mixte du 22. 07. 1963.
- 2143 Philippe Gottraux, *op. cit.* (Th), p. 96.

- 
- 2144 Entretien avec Enrique Escobar.
- 2145 Entretien avec Daniel Ferrand.
- 2146 Entretien avec Enrique Escobar.
- 2147 Entretien avec les frères Ferrand.
- 2148 Entretien avec Rivière.
- 2149 Entretien avec Rivière.
- 2150 Entretien avec Rivière.
- 2151 Entretien avec Rivière.
- 2152 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2153 Entretien avec *Véga*.
- 2154 Entretien avec Rivière.
- 2155 Entretien avec Rivière.
- 2156 Entretien avec Jean-François Lyotard.
- 2157 Entretien avec *Véga*.
- 2158 Entretien avec *Garros*.
- 2159 Entretien avec *Péto*.
- 2160 Maintenant l'IS, éditorial, *IS*, n° 9, août 1964, p. 3-5 ; énoncé p. 4.
- 2161 Maintenant l'IS, édito. cit., *IS*, n° 9, août 1964, p. 4.
- 2162 Socialisme ou planète, *IS*, n° 10, mars 1964, p. 77-79.
- 2163 Philippe Gottraux, *op. cit.*, p. 296-297.
- 2164 Recommencer la révolution, *S ou b*, n° 35, janv.-mars 1964, p. 1-36.
- 2165 Pour une nouvelle orientation, Plate-forme générale, mars 1963.
- 2166 Recommencer..., *S ou b*, n° 35, janv.-mars 1964, p. 1.
- 2167 Tableau annexe II : Périodicité et volume de la revue *Socialisme ou barbarie*.
- 2168 *Paul Cardan*, Marxisme et théorie révolutionnaire, *S ou b*, n° 36, avr.-juin 1964, p. 1-25 ; *S ou b*, n° 37, juill.-sept. 1964, p. 18-53 ; *S ou b*, n° 38, oct.-déc. 1964, p. 44-86 ; *S ou b*, n° 39, mars-avr. 1965, p. 16-66 ; *S ou b*, n° 40, juin-août 1965, p. 37-71.
- 2169 Claude Lefort, La dégradation idéologique du marxisme (1963), in *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, p. 315-326.
- 2170 Claude Lefort, La dégradation idéologique..., art. cit., *Éléments...*, *op. cit.*, p. 322.
- 2171 Tony Judt, *Le marxisme...*, *op. cit.*, p. 201.
- 2172 *Pierre Chaulieu*, Sur le contenu du socialisme, *S ou b*, n° 22, juin-août 1957, p. 1-74 ; *S ou b*, n° 23, janv.-fév. 1958, p. 81-126.
- 2173 Claude Lefort, La dégradation idéologique..., art. cit., in *Éléments...*, p. 320-321.
- 2174 Présentation, *S ou b*, n° 1, p. 3-4.
- 2175 *Paul Cardan*, Marxisme et théorie révolutionnaire, art. cit., *S ou b*, n° 36, avr.-juin 1964, p. 4.
- 2176 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 36, p. 4.
- 2177 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 38, p. 46.
- 2178 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 36, p. 4.
- 2179 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 36, p. 8.
- 2180 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 38, p. 46.
- 2181 Présentation, *S ou b*, n° 1, p. 3-4.
- 2182 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 36, p. 11-12.
- 2183 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 36, p. 13.
- 2184 *Paul Cardan*, Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne, *S ou b*, n° 33, p. 61.
- 2185 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 36, p. 5.
- 2186 *Paul Cardan*, Le mouvement révolutionnaire..., art. cit., *S ou b*, n° 32, 1961, p. 90-92 en particulier.
- 2187 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 36, avr.-juin, p. 11.
- 2188 *Paul Cardan*, Marxisme..., art. cit., *S ou b*, n° 36, p. 13.

- 
- 2189 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 36, p. 14.
- 2190 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 36, avr.-juin, p. 15-16.
- 2191 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 37, p. 28.
- 2192 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 37, p. 29.
- 2193 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 37, p. 29.
- 2194 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 37, p. 31.
- 2195 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, 502 p. (Coll. Esprit. La Cité prochaine) : L'imaginaire social et l'institution, p. 233-498.
- 2196 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 37, p. 41.
- 2197 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 57.
- 2198 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 37, p. 42.
- 2199 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 44-47.
- 2200 Louis Althusser, *Pour Marx*, Paris, Maspéro, 1965, 258 p. ; *Lire "Le Capital"*, Paris, Maspéro, 1965, 401 p.
- 2201 Robert Geerlandt, *Garaudy et Althusser, Le débat sur l'humanisme dans le parti communiste français et son enjeu*, Paris, 1978, 150 p.
- 2202 Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération...*, *op. cit.*, p. 265-271.
- 2203 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 48.
- 2204 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 37, p. 52.
- 2205 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 54-55.
- 2206 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 37, p. 53.
- 2207 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 64.
- 2208 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 62.
- 2209 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 63.
- 2210 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 18.
- 2211 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 67.
- 2212 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 44.
- 2213 Pierre Chaulieu, Perspectives de la crise française, *Sou b*, n° 25, juill.-août 1958, p. 41-66 ; p. 44-45.
- 2214 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 67.
- 2215 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 16.
- 2216 Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 20.
- 2217 Présentation, non signée, *Sou b*, n° 1, p. 1.
- 2218 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 71-72.
- 2219 Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, 670 p. (Le sens commun).
- 2220 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 69.
- 2221 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 76.
- 2222 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 74 et 75.
- 2223 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 17.
- 2224 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 22.
- 2225 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 23.
- 2226 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 20-21.
- 2227 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 21.
- 2228 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 16.
- 2229 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 22.
- 2230 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 16.
- 2231 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 35.
- 2232 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 22.

- 
- 2233 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 76-77.
- 2234 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 58-59.
- 2235 Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 4-5.
- 2236 Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 5-6.
- 2237 Plate-forme..., texte n° 6, cit., mars 1963, p. 16-17.
- 2238 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 77.
- 2239 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 79.
- 2240 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 38, p. 79.
- 2241 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 37.
- 2242 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 39.
- 2243 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 40.
- 2244 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 37.
- 2245 Claude Lefort, *La dégradation idéologique...*, art. cit., *Éléments...*, op. cit., p. 322-323.
- 2246 Pierre Chaulieu, *Sur le contenu du socialisme*, *Soub*, n° 22, juill.-août 1957, p. 53.
- 2247 Pierre Chaulieu, *Sur le contenu...*, art. cit., *Sou b*, n° 22, p. 9.
- 2248 Pierre Chaulieu, *Sur le contenu...*, art. cit., *Sou b*, n° 22, p. 8.
- 2249 Pierre Chaulieu, *Sur le contenu...*, art. cit., *Sou b*, n° 22, p. 39.
- 2250 Pierre Chaulieu, *Sur le contenu...*, art. cit., *Sou b*, n° 22, p. 44.
- 2251 Pierre Chaulieu, *Sur le contenu...*, art. cit., *Sou b*, n° 22, p. 28.
- 2252 Anton Pannekoek, *Les conseils ouvriers*, Paris, Béliabaste, 1974, 496 p. ; (Paris : Spartacus, 1982, 2 vol. (Trad. préface et notes d'ICO). p. 88.
- 2253 Anton Pannekoek, *Les conseils...*, op. cit., p. 124.
- 2254 Plate-forme..., p. 8.
- 2255 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 47.
- 2256 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 47.
- 2257 Déclaration politique, *Sou b*, n° 7, août-sept. 1950, p. 94.
- 2258 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 53.
- 2259 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 49.
- 2260 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 53.
- 2261 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, op. cit., p. 233.
- 2262 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, op. cit., p. 234.
- 2263 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 39.
- 2264 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 37.
- 2265 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 62.
- 2266 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 62, note.
- 2267 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 59.
- 2268 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 62.
- 2269 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 60.
- 2270 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 60.
- 2271 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 60.
- 2272 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 61.
- 2273 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 61.
- 2274 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 39, p. 66.
- 2275 Paul Cardan, *Marxisme...*, art. cit., *Sou b*, n° 40, p. 63.
- 2276 Claude Lefort, *La dégradation idéologique...*, art. cit., *Éléments...*, op. cit., p. 324-325.
- 2277 Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, op. cit., p. 146-168.
- 2278 Claude Lefort, *Pour une sociologie de la démocratie*, *Annales*, n° 4, juill.-août 1966. "... version remaniée d'un exposé, fait en automne 1965, devant le CRESP (Cercle de recherche et d'élaboration sociale et politique)... créé sous le nom de Cercle Saint-Just..." in *Éléments...*, p. 332.

- 
- 2279 Claude Lefort, Pour une sociologie..., in *Éléments...*, p. 332-333.
- 2280 Claude Lefort, Pour une sociologie..., in *Éléments...*, p. 328.
- 2281 Claude Lefort, Pour une sociologie..., in *Éléments...*, p. 329.
- 2282 Claude Lefort, Pour une sociologie..., in *Éléments...*, p. 329.
- 2283 Claude Lefort, Pour une sociologie..., in *Éléments...*, p. 330.
- 2284 Claude Lefort, Pour une sociologie..., in *Éléments...*, p. 328.
- 2285 Claude Lefort, Pour une sociologie..., in *Éléments...*, p. 342-345.
- 2286 Plate-forme..., p. 10.
- 2287 Cornélius Castoriadis, Le monde morcelé, *Textures*, 1972, n° 4-5.
- 2288 Claude Lefort ; Marcel Gauchet, Sur la démocratie : le politique et l'institution du social. *Textures*, 1971, n° 2/3, p. 7-78. ; Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, op. cit., p. 237 ; Jean-François Lyotard, *Des dispositifs pulsionnels*, Paris, UGE, 1973, 318 p. ; Jean-François Lyotard, *Dérive à partir de Marx et Freud*, Paris, UGE, 1973, 318 p.
- 2289 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, op. cit., p. 237-238.
- 2290 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, op. cit., p. 238-239.
- 2291 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, op. cit., p. 239-240.
- 2292 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, op. cit., p. 241.
- 2293 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, op. cit., p. 457.
- 2294 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, p. 457.
- 2295 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, p. 459.
- 2296 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, p. 459-460.
- 2297 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, p. 244.
- 2298 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, p. 295-296.
- 2299 Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, p. 296.
- 2300 Entretien avec Claude Lefort, *L'Anti-mythes*, n° 14, Caen, nov. 1975.
- 2301 Entretien avec Daniel Mothé, *L'Anti-mythes*, n° 18, p. 7.
- 2302 Entretien avec Sébastien de Diesbach.
- 2303 Entretiens avec les deux frères Ferrand.
- 2304 Entretien avec Garros, Jacques Signorelli.
- 2305 Entretien avec Petro, Georges Petit.
- 2306 Entretien avec Alain Guillerm.
- 2307 Entretien avec Alain Guillerm.
- 2308 Entretien avec Enrique Escobar.
- 2309 Entretien avec Alain Guillerm.
- 2310 Entretien avec Dominique Frager ("Pouvoir ouvrier").
- 2311 Entretien avec Alain Guillerm en partie en présence de son épouse Danielle.
- 2312 Annexe VIII, Les articles des ex-membres de "Socialisme ou barbarie" dans *Esprit*.
- 2313 Entretien avec Daniel Mothé, *L'Anti-mythes*, n° 18, p. 12, voir aussi Thomas Morinière, Claude Lefort et Benno Sarel Benno Sarel/, *Entre Socialisme ou barbarie et Les Temps modernes 1945-1953*, p. 24.
- 2314 Annexes VIII et IX.
- 2315 Claude Lefort, Le socialisme à la française, *Passé/Présent*, n° 1, 1982, p. 216-221.
- 2316 Débat avec Claude Lefort, *Faire*, 30, 1978, p. 52-59.
- 2317 Claude Lefort, Sur la nature des régimes de l'Est, *CFDT Aujourd'hui*, 1982 ; Qu'en est-il de l'individu ?, *CFDT Aujourd'hui*, déc. 1989.
- 2318 Entretien avec Daniel Mothé.
- 2319 Entretien avec Daniel Mothé, *L'Anti-mythes*, n° 18, p. 14.
- 2320 Entretien avec Daniel Mothé.
- 2321 Daniel Mothé, Nanterre et la classe ouvrière, *Esprit*, n° 5 (mai) 1968, p. 883-885, (Journal à plusieurs voix).



- 2322 Daniel Mothé, Le creux, *Esprit*, n° 11, nov. 1968, p. 513-514, *Esprit*, n° 11 (nov.) 1968, p. 525-529, (Journal...).
- 2323 Daniel Mothé, Devant la porte de l'usine, *Esprit*, n° 1 (janv.) 1966, p. 89-91 (document).
- 2324 Daniel Mothé, Anniversaire du communisme, *Esprit*, n° 12 (déc.) 1967, p. 952-954 (Journal...).
- 2325 Daniel Mothé, le creux, not. cit., 1968.
- 2326 Daniel Mothé, Le militant entre la théorie et la politique, *Esprit*, n° 10 (oct.) 1966, p. 390-397 (art.).
- 2327 Daniel Mothé, Le civisme des présidentielles, *Esprit*, n° 2 (fév.) 1966, p. 291-294 (document) ; Voir aussi notamment JJSS à la TV, *Esprit*, n° 2, (fév.) 1972, p. 227-229 (Journal...).
- 2328 Daniel Mothé, Barbu et l'action communautaire, *Esprit*, n° 1 (janv.) 1967, p. 139-141 (Journal...).
- 2329 Daniel Mothé, Le creux, not. cit., 1968.
- 2330 Daniel Mothé, En quête de tranquillisant, *Esprit*, n° 7/8, juill.-août 1969, p. 130-133.
- 2331 Daniel Mothé, Autogestion ou bolchevisme, *Esprit*, n° 1 (janv.) 1969, p. 143-148 (chronique).
- 2332 Daniel Mothé, Autogestion ou bolchevisme, chron. cit., 1969.
- 2333 Daniel Mothé, Le creux, not. cit. 1968.
- 2334 Daniel Mothé, Le socialisme en régression, *Esprit*, n° 5 (mai) 1970 (art.).
- 2335 Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, op. cit.
- 2336 Daniel Mothé, Où va la CFDT ?, *Esprit*, n° 1, (mai) 1971 (chron.).
- 2337 Daniel Mothé, Une place pour les gauchistes ? *Esprit*, n° 4/5, (avr.-mai) 1972 (chron.).
- 2338 Daniel Mothé, Où va la CFDT ?, chron. cit. 1971.
- 2339 Daniel Mothé, Éléments pour un programme commun, *Esprit*, n° 2 (fév.) 1973, p. 570-575.
- 2340 Daniel Mothé, Colloque sur l'autogestion, *Esprit*, n° 4, (avr.) 1974 (Journal...).
- 2341 Daniel Mothé, Où en est le courant autogestionnaire ?, *Esprit*, n° 1, (janv. 1975), p. 16-33 (art.).
- 2342 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 354.
- 2343 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste...*, op. cit., p. 354-355.
- 2344 Jean-Jacques Becker, *Histoire politique...*, op. cit., p. 140.
- 2345 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste...*, op. cit., p. 355-357.
- 2346 Georges Lavau, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, op. cit., p. 87-88.
- 2347 Daniel Mothé, Où en est le courant..., art. cit., *Esprit*, 1975.
- 2348 Daniel Mothé, Jacques Julliard, La CFDT face à elle-même, *Esprit*, n° 7/8, (juill.-août) 1976, p. 16-33 (art.).
- 2349 René Mouriaux, in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, op. cit.
- 2350 Cornélius Castoriadis, Réflexions sur le " développement " et la " rationalité " ", *Esprit*, n° 5, (mai) 1976, p. 897-920 (art.).
- 2351 Cornélius Castoriadis, *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Le Seuil, 1978, (Coll. Esprit/Seuil).
- 2352 Pierre Rosanvallon, *L'Âge de l'autogestion...*, op. cit., 1976, p. 13-14.
- 2353 Pierre Rosanvallon, *L'Âge...*, op. cit., 1976, p. 180-185.
- 2354 Pierre Rosanvallon, *L'Âge...*, op. cit., 1976, p. 40-49.
- 2355 Pierre Rosanvallon, *L'Âge...*, op. cit., 1976, p. 65-67.
- 2356 René Lourau, *L'instituant contre l'institué*, Paris, Anthropos, 1969, 196 p.
- 2357 Georges Lapassade, *Groupes, organisations et institutions*, Paris, Gauthier-Villars éd., 1967, 313 p. ; Préface Juliette Favez-Boutonnier, Introduction de Georges Lapassade datée de 1966.
- 2358 Georges Lapassade, *Groupes ...*, op. cit. p. 206.
- 2359 Pierre Rosanvallon, *L'Âge...*, op. cit., 1976, p. 99-103.
- 2360 Pierre Rosanvallon, *L'Âge...*, op. cit., 1976, p. 70-77.
- 2361 Henri Laborit, *La Société informationnelle*, Paris, Cerf, 1973, 93 p.
- 2362 Pierre Rosanvallon, *L'Âge...*, op. cit., 1976, p. 109-122.
- 2363 Pierre Rosanvallon, *L'Âge...*, op. cit., 1976, p. 74 ; p. 116-117 ; 127-131.
- 2364 Pierre Chaulieu, Sur le contenu du socialisme, *S ou b*, n° 22, juin-août 1957, p. 1-74.
- 2365 Daniel Mothé, Éléments pour un programme..., art. cit., *Esprit*, 1973, p. 570-575.

- 
- 2366 André Gorz, *Critique de la division du travail*, Paris, Seuil, 1973, 295 p.
- 2367 Pierre Rosanvallon, *L'Âge...*, op. cit., 1976, p. 79.
- 2368 Cornélius Castoriadis, Réflexions sur le "développement"..., art. cit., *Esprit*, 1976.
- 2369 Paul Thibaud, Créativité sociale et révolution, *Esprit*, n° 9, sept. 1976, p. 213-224.
- 2370 Claude Lefort, La question de la révolution, *Esprit*, n° 9, sept. 1976, p. 206-212.
- 2371 Claude Lefort, *Le travail de l'oeuvre, Machiavel*, Paris, Gallimard, 1972, 782 p.
- 2372 Claude Lefort, Marcel Gauchet, Sur la démocratie : le politique et l'institution du social, *Textures*, n° 2/3, 1971, p. 7-78.
- 2373 Claude Lefort, *Un homme en trop, Réflexions sur l'archipel du goulag*, Paris, Seuil, 1976, 253 p.
- 2374 Claude Lefort, Soljénitsyne, *Textures*, n° 10/11, 1975, p. 3-37.
- 2375 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 622.
- 2376 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste...*, op. cit., p. 354.
- 2377 Michel Winock, *Le siècle...*, op. cit., p. 593.
- 2378 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste...*, op. cit., p. 354.
- 2379 Michel Winock, *Le siècle...*, op. cit., p. 593-594.
- 2380 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 611.
- 2381 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 611-612.
- 2382 Pierre Grémion, Écrivains et intellectuels à Paris, art. cit., p. 81-82.
- 2383 Pierre Grémion, Écrivains et intellectuels à Paris, art. cit., p. 82.
- 2384 Jean-Marc Coudray, Claude Lefort, Edgar Morin, *Mai 1968 : la brèche...*, op. cit.
- 2385 Pierre Grémion, Écrivains et intellectuels à Paris, art. cit., p. 82.
- 2386 Cornélius Castoriadis, L'évolution du PCF, *Esprit*, n° 12 (déc.) 1977, p. 41-61, (art.).
- 2387 Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention...*, op. cit., p. 129-158 ; p. 131-132.
- 2388 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 612.
- 2389 Pierre Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p. 610.
- 2390 Miguel Abensour, Réflexions sur les deux interprétations du totalitarisme chez Claude Lefort, in Claude Habib et Claude Mouchard, *La démocratie à l'oeuvre. Autour de Claude Lefort*, p. 79-136 ; p. 94.
- 2391 JGA Pokock, *The Machiavelian Moment*, Princeton University Press, 1975, X-602 p.
- 2392 Miguel Abensour, Réflexions..., cit., in Claude Habib et Claude Mouchard, *La démocratie...*, op. cit., p. 98-99.
- 2393 Claude Lefort, *Le travail...*, op. cit., p. 721.
- 2394 Claude Lefort, *Écrire à l'épreuve du politique*, p. 144-145.
- 2395 (629) Miguel Abensour, Réflexions..., cit., in Claude Habib et Claude Mouchard, *La démocratie...*, op. cit., p. 99-100.
- 2396 Claude Lefort, L'impensé de l'union de la gauche, 1978, in *L'invention...*, op. cit., p. 129-158 ; p. 148.
- 2397 Claude Lefort, La question de la révolution, *Esprit*, n° 9, (sept.) 1976, p. 206-212 (art.).
- 2398 Claude Lefort, La première révolution anti-totalitaire /sic/, *Esprit*, n° 1, janv. 1977, p. 13-19.
- 2399 Claude Lefort, La question..., art. cit., *Esprit*, 1976.
- 2400 Claude Lefort, Une autre révolution, *Libre*, n° 1, Payot, 1977, in *L'invention démocratique*, p. 235-259.
- 2401 Claude Lefort, Le totalitarisme sans Staline, *S ou b*, n° 19, juill.-sept 1956, p. 1-72.
- 2402 Claude Lefort, La première révolution antitotalitaire, art. cit., 1977, p. 19.
- 2403 Claude Lefort, Une autre révolution, art. cit., 1977, in *L'invention...*, p. 255.
- 2404 Claude Lefort, Une autre..., art. cit., 1977, in *L'invention...*, p. 255.
- 2405 Claude Lefort, Une autre..., art. cit., 1977, in *L'invention...*, p. 256-257.
- 2406 Claude Lefort, La première révolution antitotalitaire, art. cit., 1977, p. 14.
- 2407 Claude Lefort, Le totalitarisme sans..., art. cit., *S ou b*, n° 19, 1956.
- 2408 Claude Lefort, L'image du corps et le totalitarisme (*Confrontation*, n° 2, automne 1979) in *L'invention démocratique*, op. cit., p. 159-176.

- 
- <sup>2409</sup>Ernst Hartwig Kantorowicz, *The King's Two Bodies, A study in medieval political theology*, Princeton University Press, 1956, 568 p. ; *Essai sur la théorie politique au Moyen-Age*, Paris, Gallimard, 1989, 638 p.
- <sup>2410</sup>Michel Foucault, *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, 318 p. ; Réédition avec notes bibliographiques, Paris, Gallimard, 1995, 360 p.
- <sup>2411</sup> Claude Lefort, L'image..., art. cit., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 167-169.
- <sup>2412</sup> Claude Lefort, L'analyse marxiste et le fascisme, *TM*, n° 2, nov. 1945, p. 357-362.
- <sup>2413</sup> Claude Lefort, La déformation de la psychologie, du marxisme et du matérialisme, ou les essais de M Naville, *TM*, n° 13, oct. 1946, p. 141-151.
- <sup>2414</sup> Claude Lefort, L'image..., art. cit., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 167.
- <sup>2415</sup> Claude Lefort, L'impensé..., art. cit., 1978, in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 150.
- <sup>2416</sup> Claude Lefort, L'image..., art. cit., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 168-169.
- <sup>2417</sup> Claude Lefort, L'image..., art. cit., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 171.
- <sup>2418</sup> Claude Lefort, L'image..., art. cit., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 175.
- <sup>2419</sup> Claude Lefort, L'image..., art. cit., in *L'invention ...*, *op. cit.*, p. 171-172.
- <sup>2420</sup> Claude Lefort, L'image..., art. cit., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 172.
- <sup>2421</sup> Claude Lefort, L'image..., art. cit., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 174.
- <sup>2422</sup> Claude Lefort, L'impensé..., art. cit., 1978, in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 148-150.
- <sup>2423</sup> Claude Lefort, L'impensé..., art. cit., 1978, in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 152-153.
- <sup>2424</sup> Claude Lefort, Reculer les frontières du possible, *Esprit*, janv. 1981, et in *L'invention ...*, *op. cit.*, p. 317-331 ; p. 318-319.
- <sup>2425</sup> Claude Lefort, Reculer..., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 327-328.
- <sup>2426</sup> Claude Lefort, Reculer..., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 320.
- <sup>2427</sup> Claude Lefort, Reculer..., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 320.
- <sup>2428</sup> Claude Lefort, Le marxisme et Sartre, *TM*, n° 89, avril 1953, p. 1555.
- <sup>2429</sup> Claude Lefort, Reculer..., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 325.
- <sup>2430</sup> Claude Lefort, Reculer..., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 330.
- <sup>2431</sup> Claude Lefort, Reculer..., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 324.
- <sup>2432</sup> Claude Lefort, Reculer..., in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 325.
- <sup>2433</sup> Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 609-610.
- <sup>2434</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2435</sup> Cornélius Castoriadis, Le régime social de la Russie, *Esprit*, n° 7/8, juill.-août 1978 (art.).
- <sup>2436</sup> Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention...*, *op. cit.*, p. 129.
- <sup>2437</sup> Guy Groux, in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, *op. cit.*, p. 206.
- <sup>2438</sup> Informations données par René Mouriaux.
- <sup>2439</sup> Rapport général présenté le 8 mai 1979, *Syndicalisme*, n° 1756, p. 8-9, cité par Guy Groux, in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, *op. cit.*, p. 206-207.
- <sup>2440</sup> Guy Groux, in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, *op. cit.*, p. 206.
- <sup>2441</sup> Jacques Capdevielle, Élisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, Colette Ysmal, *France de gauche, vote à droite*, Patris, PFNSP, 1981, 355 p. ; p. 92.
- <sup>2442</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 359.
- <sup>2443</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 362.
- <sup>2444</sup> François Platone, Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979, *Communisme*, n° 7, 1985 ; Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 371-372.
- <sup>2445</sup> Philippe Buton, Les effectifs du Parti communiste français 1920-1984, *Communisme*, n° 7, 1985.
- <sup>2446</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 372-373.
- <sup>2447</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 374.
- <sup>2448</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 375-376.
- <sup>2449</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti...*, *op. cit.*, p. 376.

- 
- <sup>2450</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti*..., *op. cit.*, p. 386.
- <sup>2451</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*. La Nouvelle Critique (1967-1980). Paris, Éd. La Découverte, 2005, 414 p. ; p. 10-11.
- <sup>2452</sup> Guy Groux, in Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, *op. cit.*, p.209-213
- <sup>2453</sup> Jean-Jacques Becker, *Histoire politique*..., *op. cit.*, p. 146-147.
- <sup>2454</sup> Claude Lefort, L'impensé..., art. cit. 1978, in *L'invention*..., *op. cit.*, p. 133.
- <sup>2455</sup> Claude Lefort, L'impensé..., art. cit., 1978, in *L'invention*..., *op. cit.*, p. 134.
- <sup>2456</sup> Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention* ..., *op. cit.*, p. 136.
- <sup>2457</sup> Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention* ..., *op. cit.*, p. 141.
- <sup>2458</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution du PCF, art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2459</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2460</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2461</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2462</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2463</sup> Georges Lavau, *A quoi sert...*, *op. cit.*, p. 74-77.
- <sup>2464</sup> Annie Kriegel, *Le pain et les roses, jalons pour une histoire des socialismes*, Paris, PUF, 1968, 255 p. ; p. 6-8.
- <sup>2465</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2466</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2467</sup> Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention* ..., *op. cit.*, p. 144.
- <sup>2468</sup> Claude Lefort, Qu'est-ce que... ?, *Arguments*, n° 17, 1er trim. 1960, p. 80.
- <sup>2469</sup> Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention*..., *op. cit.*, p. 141.
- <sup>2470</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2471</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2472</sup> Cornélius Castoriadis, L'évolution..., art. cit., *Esprit*, 1977.
- <sup>2473</sup> Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention*..., *op. cit.*, p. 157.
- <sup>2474</sup> Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention*..., *op. cit.*, p. 153-154.
- <sup>2475</sup> Claude Lefort, L'impensé..., 1978, in *L'invention*..., *op. cit.*, p. 156-157.
- <sup>2476</sup> Claude Lefort, *Sur une colonne absente, Écrits autour de Merleau-Ponty*, Paris, Gallimard, 1978, 224 p. (Présence de Merleau-Ponty, p. 1-7).
- <sup>2477</sup> Claude Lefort, avec Paul Thibaud et Philippe Raynaud, Entretien, La communication démocratique, *Esprit*, mars 1979, p. 34-44.

### Notes de la conclusion :

- <sup>2478</sup> Claude Lefort, Le totalitarisme sans Staline, *S ou b*, n° 19, juill.-sept 1956, p. 1-72.
- <sup>2479</sup> Jean-Marc Coudray, Claude Lefort, Edgar Morin, Mai 1968 : la brèche, premières réflexions sur les événements, *op. cit.*,
- <sup>2480</sup> Miguel Abensour, Réflexions sur les deux interprétations du totalitarisme chez Claude Lefort, in Claude Habib et Claude Mouchard, *La démocratie à l'oeuvre. Autour de Claude Lefort*, *op. cit.*, p. 98-99